



HAL
open science

**ESSAI D'INTERPRETATION DES PHENOMENES
CENTRISTES CONTEMPORAINS :analyse
comparative: France, Allemagne, Pologne**

Charlotte Chevallier Bellon

► **To cite this version:**

Charlotte Chevallier Bellon. **ESSAI D'INTERPRETATION DES PHENOMENES CENTRISTES CONTEMPORAINS :analyse comparative: France, Allemagne, Pologne.** Science politique. Université Paris VIII Vincennes-Saint Denis, 2006. Français. NNT: . tel-00179340

HAL Id: tel-00179340

<https://theses.hal.science/tel-00179340>

Submitted on 15 Oct 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE PARIS VIII – EUROPA-UNIVERSITÄT VIADRINA

U.F.R Institut d'Etudes Européennes – Europa Studies.

N° attribué par la bibliothèque

LLLLLLLLLLLL

THESE

pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITE DE PARIS 8 ET DE L'EUROPA-UNIVERSITÄT VIADRINA

Discipline : Science politique

présentée et soutenue publiquement

par

Charlotte CHEVALLIER BELLON

le 14 décembre 2006

Titre :

ESSAI D'INTERPRETATION

DES PHENOMENES CENTRISTES CONTEMPORAINS.

Analyse comparative France, Allemagne, Pologne.

Directeurs de thèse :

Pierre Cours-Salies – Timm Beichelt

JURY

M. Paul Allies

M. Timm Beichelt

M. Klaus von Beyme

M. Pierre Cours-Salies

Mme Jacqueline Heinen

M. Michael Minkenberg

SOMMAIRE

* Le lecteur pressé pourra, dans un premier temps, se reporter aux reprises synthétiques (signalées par un astérisque). S'il désire approfondir une question ou un thème, il se reportera au paragraphe correspondant.

Introduction.	5
----------------------------	---

**Première partie : mise en place de la grille d'analyse. Où est le Centre ?
Approches théoriques.**

Chapitre I. Petit précis d'analyse : l'imaginaire politique du centre.....	35
§1 La « troisième voie » : où est le centre ?.....	36
§2 Le choix d'une stratégie centriste : rapport au monde et morale.	64
 Chapitre II. Angle d'approche : l'identification partisane comme outil d'analyse	71
§1 Etat de la recherche électorale en France, Allemagne et Pologne : Où est le centre ?.....	74
§2 Etat de la recherche sur le centre en science politique.	81
§3 La démarche.....	98
 <u>Synthèse*</u>	114

**Deuxième partie : le centre, espace de compétition et d'identification.
Partie empirique.**

Titre I Le centre, actualités et recompositions.

Chapitre III. Evolution de l'offre politique : la compétition pour l'appropriation de la marque centriste.	120
§1 Les années de refondation (1945-1950).	128
§2 Trajectoires et (re)formulation des idéologies du rassemblement.	139
§3 Libéralisme et modernité. □ □ □ □ □ □ □ □ □ □ □ □ ..	152
§4 Les nouveaux centres.	175
§5 Les éléments constitutifs de la marque centriste. *	192
 Chapitre IV. Les évolutions électorales du centre, l'émergence d'un nouveau clivage politique ?	203
§1 France : 2001, le renouveau du centre ?.....	203
§2 Allemagne : Les années 2000.	223
§3 Pologne : 2001, l'éclatement du centre ?.....	243
§4 France, Allemagne, Pologne : hypothèses sur la période 1995-2005 . * □ .	266

Titre II :	Le centre, comme offre politique. □ □ □ □ □ □ □ □ □ □ □ □	269
Chapitre V.	Phénomène centriste ou convergence au centre?	270
§1	La France.	272
§2	L'Allemagne.	302
§3	La Pologne.	330
§4	Reprise synthétique*	344
Chapitre VI.	Les élites partisans : le centre, milieu ou génération ?.....	357
§1	La France.....	362
§2	L'Allemagne.	380
§3	La Pologne.	410
§4	Reprise synthétique*	425
Titre III :	Le centre, comme demande politique.	430
Chapitre VII.	L'électorat centriste : données sociologiques.	431
§1.	La France.	432
§2	L'Allemagne.	443
§3.	La Pologne.	457
§4	Bilan : l'électorat centriste existe-t-il * ?	467
Chapitre VIII.	L'identification au centre : l' « ailleurs » en politique.	470
§1	La France.	475
§2	L'Allemagne.	498
§3	La Pologne.	512
§4	Reprise synthétique : identification partisane et centre*	529
<u>Synthèse*</u>	.....	536
Conclusion	.....	543
Annexes.....	.....	570
bibliographie .....	.....	623
Articles de presse cités.....	.....	645
Liste des tableaux.....	.....	647
Liste des schémas et graphiques. ....	.....	649
Table des matières. ....	.....	650

INTRODUCTION¹

Passage à la « post-modernité », décomposition des identités partisans, « crise du politique », les termes génériques ne manquent pas pour qualifier le tournant des années 1980 et l'écroulement des régimes communistes².

Les espaces politiques qui s'ébauchent s'organisent autour d'une dilution du pouvoir qui va de pair avec une délocalisation des lieux de décisions. Assiste-t-on à la consolidation d'un nouveau type de régulation des conflits sociaux et politiques? Dès lors, la perception du politique (*politics*) comme espace de débats en vue de déterminer les enjeux de l'action publique s'en trouverait modifiée : il s'agirait désormais de traiter politiquement (soit par la confrontation publique) des problèmes qui ont été auparavant dépolitisés (et qui donc ne sont plus conflictuels). Ce mode de gestion du conflit par le consensus définit (ou aurait vocation à définir) un mode de gouvernement « autre », « moderne ». Reste à savoir si une telle vision du politique peut avoir une résonance sociale : si le conflit n'est plus constitutif du politique à partir de quoi peut se définir une identité politique? En d'autres termes, comment fonder un autre mode d'articulation du politique et du social, hors du conflit social?

Dans ce contexte une interrogation sur le centre, défini comme proposition à une régulation du conflit politique par le consensus, trouve tout son intérêt. En effet, parce que la formation d'une identité partisane du centre échappe (ou a vocation à échapper) au modèle classique de formation des clivages politiques, les rhétoriques centristes deviennent la pierre de touche d'une recherche sur les phénomènes de recomposition partisane et sur les contradictions d'une « modernité » ayant vocation à fonder de nouvelles allégeances politiques ou partisans au-delà du conflit. En nous intéressant au centre, nous serons amenés à questionner des notions qui traversent la science politique, telles que la modernité, la consensualisation (ou la convergence au centre) des compétitions politiques, les nouvelles classes moyennes □

Néanmoins, force est de constater que cette perspective analytique est quasi-absente des recherches nationales actuelles, pour ne pas dire inexistante en ce qui

¹ Les sigles des partis politiques sont récapitulés en annexe, et, le cas échéant, traduits (Annexe 1).

² Mais la rupture ne s'était-elle pas sourdement préparée avec la construction européenne, inspirée d'une vision démocrate-chrétienne de la (ré)conciliation ? La volonté délibérée de sortir de la *Machtpolitik*, la construction du politique du consensus (voir même de l'unanimité), la modération incarnée par la politique des « petits pas », le dialogue institutionnalisé dans un triangle institutionnel complexe soulignent déjà la « modernité » du projet européen comprise comme tentative de dépasser le conflit (social et politique).

concerne les études comparatives³. Il semble admis que le centre, en tant qu'objet de recherche à part entière et plus encore en tant que révélateur des transformations actuelles, n'existe pas. Nous voudrions remettre en cause cette évidence. Très précisément, l'enjeu de cette recherche est de saisir ce qu'est le centre, ou plus exactement *où est le centre*⁴.

I. Le centre comme angle d'approche des recompositions identitaires.

Trois remarques sont, au préalable, nécessaires pour expliciter l'origine de notre démarche. Tout d'abord, notre questionnement sur le centre est issu d'une problématique qui s'était peu à peu dégagée d'une recherche classique sur l'*Unia Wolności* (UW, « Union pour la Liberté ») en tant que parti politique⁵. Au terme de celle-ci, nous avons posé l'hypothèse que le centre, tel qu'il est incarné (ou à vocation à être incarné par l'UW), serait une tentative de créer des identités partisanes « nouvelles » par rapport aux autres formations politiques, et plus précisément une identité non conditionnée à une appartenance de classe. Par là, la constitution d'une identité du centre deviendrait une figure emblématique d'une identité partisane qui tendrait à se situer hors des polarisations sociales.

Par ailleurs, le renouveau des rhétoriques centristes, issues des gauches socialistes, au début des années 1990 comme la « *neue Mitte* » de G. Schröder ou le « *Third Way* » de T. Blair pose la question de savoir si ces « nouvelles » rhétoriques peuvent être analysées comme un réalignement des systèmes partisans vers le centre. N'est-ce pas, en effet, justement le propre des sociétés politiques modernes, du moins comme le discours politique nous les présente, d'aspirer à une instance arbitrale, à un gouvernement du centre ?⁶ Par conséquent, ces rhétoriques ne seraient-elles pas révélatrices d'une nouvelle organisation de la compétition politique autour du consensus comme mode de gestion du conflit politique ? Or, ce n'est que dans la mesure où il est possible de dresser un idéal-type du centre politique, à l'aune de laquelle pourraient être analysés ces phénomènes centristes, que devient pertinente

³ Il faut cependant rendre hommage au travail de Sylvie Guillaume qui pose les bases d'une comparaison internationale du centrisme. S. Guillaume dirige un programme de recherche intitulé « tropisme du centrisme » dans le cadre de l'Institut Universitaire de France (IUF). Dans ce cadre, un premier colloque fut organisé le 25 et 26 mars à la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine à Bordeaux sur le thème des « échecs du centrisme dans la France des XIXe et XXe siècles ». Il fut suivi par un colloque international les 23 et 25 mai 2005 à Paris sur le thème « Centre et Centrisme en Europe aux XIXe et XXe siècles » organisé par le CHPP (Comité d'Histoire Parlementaire et Politique) et l'IUF sous le patronage de Christian Poncelet, président du Sénat.

⁴ Une des interrogations adjacentes est de savoir si les phénomènes centristes contemporains résultent d'une convergence au centre des systèmes de compétition – et notamment des sociaux-démocrates – ou d'une modification des rhétoriques centristes avec l'émergence de nouveaux centres rebaptisés sur le modèle du *New Labor* britannique

⁵ « La constitution d'une identité partisane : l'exemple de l'Union pour la Liberté », mémoire de recherche dans le cadre de l'IEP sous la direction de E. Kulesza, Paris, année 2000-2001.

⁶ On peut, à ce titre, rappeler 1) la stratégie de E. Stoiber (2002) et de A. Merkel (2006) de situer leur candidature au centre (« *Mitte* »), 2) le renouveau des rhétoriques de ni droite ni gauche en France, ou encore, 3) l'« inclination pour le centre » des polonais (A. Smolar cité in W. Wesolowski, « political Actors and Democracy : Poland 1990-1997 », *Polish Sociological Review*, 119 (3), 1997 : p. 239).

l'interrogation sur la « nouveauté » des centres issus de la gauche socialiste ; d'où la nécessité de construire une forme idéal-typique du centre politique.

Enfin, l'étude de l'Union pour la Liberté avait souligné que l'analyse du centre comme acteur d'un système politique supposait de mettre en place de nouveaux schèmes d'analyse des phénomènes de constitution d'une identité politique. Cette dernière ne semble pas être conçue comme la traduction d'une identité sociale dans la sphère politique, mais, au contraire, comme l'ancrage d'une identité politique pré-existante dans l'arène sociétale. Cependant, les modèles institutionnels ou politiques, tels qu'on peut les trouver, entre autres, chez M. Duverger, n'en sont pas pour autant plus appropriés pour le cas polonais. En effet, ce que cherchait l'UW n'était pas tant une base sociale, qu'un ancrage sociétal qui ne soit pas diviseur, autrement dit, qui ne soit pas différentiel.

En définitive, notre démarche de recherche est une approche du centre à trois niveaux : le centre comme acteur d'un système politique, le centre comme interprétation des remodelages des identités partisans après l'effondrement des grands schèmes d'identification partisane et, enfin, le centre comme révélateur des contradictions des processus de recompositions politiques autour d'une régulation consensuelle. Ces trois éléments ont guidé notre interrogation sur le centre, et plus précisément sur l'identité politique du centre.

II. Le centre : construction de l'objet et références théoriques.

Nous avons choisi le terme de centrisme pour souligner que nous ne cherchons pas tant à définir/localiser une offre politique centriste dans une organisation partisane mais que nous voulons en saisir les caractéristiques indépendamment de sa structuration en parti politique⁷. Il fut un temps où la définition du centre était monopolisée par les démocraties-chrétiennes. Un autre où elle fut associée aux partis au centre du système partisan (type du parti-pivot)⁸. Quel que soit celui qui la détient, l'étiquette centriste est ambiguë : le centre est soupçonné de n'être qu'une catégorie attrape-tout, voire une catégorie vide. Notre objet n'est pas de définir ce que serait le « vrai » centre, mais de retracer les trajectoires de sens du centre. Notre travail se conçoit comme la mise en parallèle de trois histoires nationales du centre, de son

⁷ La comparaison avec l'utilisation du terme « gauchisme » est éclairante. Elle renvoie à une dénaturation de ce que serait la « vraie » gauche ; l'organisation partisane socialiste détenant pour une part le monopole de définition de la « vraie » gauche. Du côté du centrisme, ce monopole n'existe pas : le « centrisme » ne renvoie à aucune dénaturation puisque aucune formation n'a réussi à définir ce qu'était le « vrai » centre. Plus exactement : il peut évoquer une sorte de « ventre mou » justement parce qu'aucune formation politique n'a réussi à le construire en offre politique visible.

⁸ On peut aussi rappeler l'appel aux couches moyennes de Gambetta à la fin du XIX^e siècle. Au XX^e siècle, Valéry Giscard d'Estaing se réclame du « groupe central » pour gouverner au centre. L'appel au centre sera détaillé dans le chapitre I.

appropriation et voire de ses glissements de sens. Peut-on en faire une comparaison ? La spécificité de chaque trajectoire se devait de ne pas être un critère pour refuser toutes entreprises comparatives. La justification de la comparaison et l'exposé de ses méthodes fera l'objet d'un chapitre et sera présentée exhaustivement (chapitre I).

La méthode comparative ne serait rien sans la mise en place de catégories. Tout travail de catégorisation exige cependant une rigueur terminologique. L'expression « phénomènes centristes » peut prêter à confusion en introduisant un nouveau terme dans le registre déjà bien fourni des phénomènes partisans : « centre », « centre-gauche », « centre-droit », « centrisme », « milieu ». Le choix d'une dénomination nouvelle n'est pourtant pas anodin. Il part du constat que les mots indigènes à la lutte politique sont presque toujours des enjeux de lutte de classement⁹. Développer un vocabulaire spécifique participe de la relation d'objectivation exigée du chercheur à son objet d'étude. Ce choix contribue à se libérer d'une retraduction pseudo-savante de problèmes et de divisions politiques et à mettre radicalement en question ce qui se donne comme allant de soi. Or, il est admis que le centre en tant que phénomène politique autonome¹⁰ n'existe pas : soit il n'est qu'une simple rhétorique de compétition (de type *Neue Mitte*), soit il n'est qu'une direction de la compétition partisane (hypothèse de convergence des partis politiques), soit il est écartelé entre la gauche ou la droite (hypothèse de bi-polarisation de la vie politique). Nous voudrions remettre en cause cette évidence. Mais sous peine de devenir une guerre des mots, notre travail doit s'accomplir dans le souci d'une clarification du vocabulaire utilisé. C'est pourquoi, avant de poser nos hypothèses de recherche quant à la définition du centre, il faut définir ce que le centre n'est pas. Cela suppose, plus particulièrement, de différencier d'une part, « centre », « centrisme » et « milieu », et d'autre part, « centre politique », « centre philosophique » et « centre sociologique ».

- **Précisions terminologiques.**

Le terme de « centrisme » recouvre diverses significations. Tout d'abord, il peut renvoyer à une méthode de régulation des antagonismes par le compromis. En ce sens, il peut se référer soit à une aspiration vague de l'opinion à une instance arbitrale, soit à une stratégie politique qui vise à atténuer les positions partisans et créer un univers flou plus à même d'attirer les électeurs indécis, soit, enfin, à une pratique du

⁹ « A vouloir s'instituer le Buffon de la science politique, le typologiste oublie que les mots qu'il utilise pour désigner les objets qu'il étudie sont des mots sociaux, qui, comme tels, sont constamment l'objet d'investissements contradictoires et l'enjeu de luttes sociales. » M. Offerlé, *Les partis politiques*, Paris : PUF, QSJ, 1987 : p. 16.

¹⁰ Nous entendons par « autonome » une offre politique structurée dans une entreprise politique, c'est-à-dire un courant politique qui puisse se définir politiquement, sociologiquement et philosophiquement [sur ces trois dimensions de l'offre politique, cf. *infra*]. Nous opposons un phénomène politique autonome à un courant qui s'organiserait au sein d'une force déjà existante et qui constituerait une fraction ou une tendance.

pouvoir à caractère « modéré », qui reste, d'ailleurs, tout aussi équivoque et qu'il faudra définir : la modération politique peut-elle devenir un programme politique, autrement dit, être le fondement d'un courant spécifique et autonome ?

Le « milieu » correspond à une aire entre des alternatives opposées. La (ou les) formation(s) qui occupe(nt) cet espace peut(peuvent) tout à la fois être un partenaire viable pour les deux pôles. M. Duverger refuse de considérer, dans son analyse du système français, que cet espace soit structuré par un corps de doctrine: « tout centre est divisé contre lui-même, demeure séparé en deux moitiés : centre gauche et centre droit »¹¹. Autrement dit le centre n'existe pas de façon autonome, il est bien plus un rassemblement de « modérés », dont l'identité se définit tout d'abord par leur attachement à la gauche ou à la droite : un parti au centre, oui, un parti du centre, non, pour reprendre la distinction classique. Nous nous demanderons si cette analyse est « datée » ou si elle reste aujourd'hui encore pertinente.

Face à cette question, nous avons recensé deux attitudes de recherche. D'une part, ceux qui, à la suite de M. Duverger, refusent la réalité d'une culture politique du centre, et d'autre part ceux qui, à l'inverse, soulignent la possibilité d'un centre, comme une troisième force qui ne serait ni à gauche, ni à droite. Au cœur de la controverse, il y a la question du « contenu » du centrisme : le centrisme ne serait-il que l'attitude des indécis ? Les premiers soutiennent que le centrisme ne fait référence qu'à des thèmes universaux - tels la liberté, la raison, l'humanisme, la tolérance, le civisme - récupérables par nombre d'autres forces politiques. Ainsi, S. Bernstein qui s'interroge sur l'existence d'une culture politique du centre, conclut que « si on admet que la culture politique est un ensemble cohérent de valeurs qui plongent leurs références dans des choix philosophiques ou des événements historiques et qui détermine une vision globale de la société et de son organisation, il n'existe pas de culture politique centriste »¹². Le centre ne serait qu'un lieu géographique où s'exercerait une forme de régulation de la société inspirée de modération.

D'autres souligneront, au contraire, que l'ambiguïté du discours centriste n'entraîne pas nécessairement l'absence d'un positionnement centriste. Selon G. Sartori, il peut exister une opinion du centre (qu'il appelle tendance centriste) au sein du corps électoral. Néanmoins, celle-ci ne peut exister simultanément avec un parti du centre fort. En effet, l'existence d'un tel parti annihile la nécessité de modérer le

¹¹ M. Duverger, *Les partis politiques*, Paris : Seuil, 1992 (1951) : p. 245.

¹² S. Bernstein, « Le centre à la recherche de sa culture politique », *XX^e Siècle*, 44, déc. 1994 : p.24. Dans la *République du centre*, ouvrage dirigé par P. Rosanvallon, les différents auteurs soulignent aussi la consensualisation de la société française. P. Rosanvallon identifie le centre comme conception de substitution à la légitimité républicaine : « l'idée que la société profonde, la société non politique était la véritable réserve de la République, cette idée là est en train de se retirer. Depuis peu de temps, un fragile concept de substitution a pris son essor : celui du centre » [P. Rosanvallon et al, *La République du centre : la fin de l'exception française*. Paris : Calman-Levy, 1989 : p.10 (Collection Pluriel)]. Dans le même ouvrage, J. Julliard, parle de « course au centre », soulignant que « les français veulent [...] être gouvernés au centre » (p.76).

système, et donc les tendances centristes¹³. Reuven Y. Hazan, complétant l'analyse de G.Sartori, résume l'étrange situation du centre : « le centre est moins réalisable là où il est le plus pertinent, et le plus réalisable là où il est le moins pertinent »¹⁴. Ce paradoxe centriste amène à distinguer plusieurs interrogations : la première sur l'existence ou non d'une culture politique du centre, c'est-à-dire d'un « *centre idéologique* » (ou philosophique), la deuxième sur les possibilités d'ancrage de cette identité dans une organisation, soit sur l'existence d'un « *centre politique* », et la troisième sur ses possibilités d'incarnation dans un groupe social, soit sur l'existence d'un « *centre sociologique* ». Cependant, il apparaît un peu rapide de conclure à la non existence d'un centre défini de façon idéologique sous prétexte qu'il n'existe aucune formation politique autonome qui puisse s'en réclamer.

En définitive, ce qui fait, ainsi, débat est l'existence d'un « centrisme de réflexion »¹⁵ qui renverrait à un courant positionné idéologiquement au centre. Nous entendons par positionné « idéologiquement au centre » un ensemble cohérent de valeurs et de normes qui soit suffisamment intégré pour se constituer en une grille de lecture structurée du monde social et politique¹⁶. Pour aborder cette problématique, nous proposons de compléter les approches classiques de science politique – sociologiques, organisationnelles et politiques – en reposant la question de la « culture » du centre¹⁷ : il ne s'agit plus de prétendre la définir de manière exhaustive, mais de voir comment les individus se réfèrent à telle ou telle formation politique et comment se construit, dès lors, une « offre politique »¹⁸. La recherche est, par conséquent, un travail de dé-construction du processus de constitution d'une identité, de l'assignation d'un rôle, d'une histoire, d'une mémoire. C'est pourquoi elle se centre plus sur l'aspect politique qu'organisationnel des partis politiques. Elle s'organise autour des notions d'identité et d'identification politique – plus que partisane. Dès lors, se posait la question des sources et des modes de recueil des données les plus pertinents pour articuler la question de la définition d'un centre (et de son positionnement spatial) et celle d'une identité centriste. Dans les multiples approches

¹³ G. Sartori, *Parties and Party system, A Framework for Analysis. 1*, Cambridge : Cambridge University Press, 1976. XII-370 p.

¹⁴ « *The Center is least realistic where it is most relevant, and more realistic where it is least relevant* » R Y. Hazan, *Center Parties. Polarization and Competition in European Parliamentary Democracies*, London, Washington: Pinter, 1997: p. 4. Sauf mention contraire, les traductions sont de nous.

¹⁵ Nous préférons employer l'expression « centre philosophique » pour qualifier le centrisme de réflexion pour éviter la confusion entre centre et centrisme.

¹⁶ R.Y.Hazan distingue très clairement milieu et centre par rapport au positionnement idéologique. Le premier se définit par rapport aux deux pôles qui constituent la compétition politique (réelle). Le second renvoie à un positionnement *a priori* défini de manière identique quelque soit le pays. La difficulté réside dans la détermination des critères de définition de ce contenu idéologique. L'auteur retient l'approche de R.S.Katz et P.Mair qui choisissent un positionnement par les experts (en science politique) plutôt que par un auto-positionnement. R.Y. Hazan, *Op. Cit.*

¹⁷ Cette perspective est développée au chapitre II.

¹⁸ Pour un schéma récapitulatif sur la constitution d'une offre politique, cf. M. OFFERLE, *Les partis politiques*, Paris : P.U.F, 1987 : p. 98.

possibles de l'identité partisane, nous avons d'abord choisi de centrer notre réflexion sur la dimension discursive de l'identité (Chap. II). Mais, notre recherche nous a amenés à redéfinir notre angle d'approche dans une perspective anthropologique.

- **Sources utilisées.**

Les sources utilisées ont été multiples. Elles devaient nous permettre d'appréhender le centre tant du côté de l'offre que de celui de la demande, et ce selon les deux dimensions que nous distinguons : les espaces de compétition et d'identification (cf. *infra*).

Pour construire notre articulation centre - démocratie-chrétienne - identité politique (cf. *infra*) trois corpus de littérature ont été consultés : le premier sur les démocraties-chrétiennes, le deuxième sur la construction d'une identité politique et le troisième sur le centrisme politique. Le premier est propice à la généralisation ; la démocratie-chrétienne étant classiquement considérée comme famille politique. Une analyse des maîtres à penser et références intellectuelles chercha ainsi à saisir le travail de construction d'un système de références propre à chacune des démocraties-chrétiennes étudiées pour construire notre grille comparative.

Ensuite, l'étude de la littérature sur l'identité partisane a montré que si les réflexions théoriques ne manquent pas, l'application empirique à un parti du centre est rare et ce, quel que soit le pays considéré¹⁹. Enfin, la question du centrisme politique est particulièrement développé en France, moins en Allemagne et quasi-inexistante en Pologne. Nous partions donc sans conteste d'une interrogation très fortement franco-française. Pouvait-on la généraliser en l'espèce ? La première partie de notre travail s'attache à répondre à cette question.

En outre, il a fallu réintroduire des éléments d'une approche structuraliste pour prendre en compte les contraintes extérieures (ressources mobilisables), les règles du jeu (système institutionnel), qui s'imposent au parti. A partir d'un corpus sur les systèmes partisans et leur structuration, nous avons mis en évidence les clivages structurant les différentes scènes nationales. Nous avons dû nous intéresser à la littérature sur les transformations démocratiques des régimes communistes, et plus largement, sur la thématique de la « transition démocratique ». Pour ne pas nous perdre dans un sujet qui dépassait notre propre cadre de recherche tout en ayant le souci de justifier l'intégration de la Pologne dans une étude comparative « occidentale », nous avons abordé le système polonais non pas sous l'angle de sa cristallisation mais sous celui de sa structuration politique (nous développons au chapitre II).

¹⁹ Le chapitre II revient sur ce constat.

Les données empiriques recueillies portent sur la CDU, le SPD, l'UW, la PO et l'UDF. Notre recherche ne concernait originellement que la CDU, l'UDF et l'UW. Mais, l'émergence de la *neue Mitte*, nous obligeait à étudier aussi le SPD, tandis que la rupture entre l'UW et la PO (Plate-forme civique) qui se produisit en 2001 empêchait de se désintéresser complètement de la PO. A partir de 2004-2005 le rapprochement qui s'opère entre l'UW, la SLD (regroupement des ex-communistes) et la SdPI (Social-démocratie polonaise), issue d'une scission avec la SLD, rendait inévitable d'intégrer le courant social-démocrate (polonais) à notre analyse. La formation en septembre 2006, d'une alliance électorale en vue des élections régionales confirmait ce souci. En France, le PS est apparu dans notre analyse des politiques familiales (avec un glissement centriste observable à partir des années 1990). Néanmoins, le « nouveau centre » n'était pas tant revendiqué par le PS que par la « Nouvelle UDF » rebaptisée sur le modèle du *New Labor*. L'opposition entre L.Jospin et T.Blair au congrès des socialistes en 1996 à Malmö, puis le refus du premier ministre français de se rallier au manifeste pour une « troisième voie » publié par Tony Blair et Gerhard Schröder en juin de la même année laissent supposer que le PS pouvait légitimement rester hors de notre analyse. Aujourd'hui, le courant « moderniste » autour de Ségolène Royal, si celle-ci s'impose finalement comme candidate socialiste à l'élection présidentielle, pourrait justifier d'intégrer le PS à une analyse ultérieure²⁰. Notre période d'étude s'arrêtant à l'année 2005 (référendum sur le traité constitutionnel de l'UE), nous ne l'avons pas pris en compte. Cela nous permettait de construire notre objet de recherche plus spécifiquement autour de l'« ancien » centre démocrate-chrétien et de ne le comparer qu'avec le « nouveau » rebaptisé sur le modèle britannique. Notre objet était ainsi moins large qu'une analyse incertaine entre anciens et modernisateurs.

Pour chaque parti, le matériel recueilli se décompose en plusieurs éléments. Les modes de recueil et de traitement des données sont présentés aux chapitres correspondants. C'est pourquoi nous les résumons ici brièvement.

Nous avons d'abord retracé les grandes lignes programmatiques des centres démocrates-chrétiens depuis 1945 à partir d'une littérature historique, des archives de presse sur la période et des textes programmatiques produits par les différents partis ou mouvements depuis cette date. Ensuite, nous avons recueilli les données électorales et sociologiques des votes pour retracer l'évolution des rapports de force au centre depuis 1945 pour la France et l'Allemagne, et 1990 pour la Pologne. Nous nous sommes appuyés sur les centres de recherche nationaux – publications du Cévipof (Centre d'études de la vie politique française), de l'ISP (*Institut Spraw*

²⁰ Le positionnement de Ségolène Royal se fait sur une image modernisatrice, proche de la rhétorique de la « relève » de F.Bayrou. La candidate à l'investiture joue sur une opposition entre l'archaïsme (incarné par Lionel Jospin) et le modernisme qu'elle propose.

Publicznych, Institut des affaires publiques) et du *Forschungsgruppe Wahl* de Mannheim (Groupe de recherche sur les élections).

Ces éléments nous ont permis d'ancrer notre recherche dans un temps long pour envisager la rupture éventuelle des années 1980. Dans un second temps, nous avons, donc, centré le recueil des données sur la période qui court entre 1980 et 2005. Nous avons étudié les politiques familiales des partis démocrates-chrétiens à partir de la presse sur la période et des textes produits par les formations partisans sur le sujet²¹.

Enfin, nous avons recherché les caractéristiques des élus de chaque parti. Pour cela, nous avons analysé les données transmises par les assemblées nationales respectives (les fiches individuelles) – avec des recoupements nécessaires en ce qui concerne la Pologne, du fait du faible nombre d'études systématiques produites par la diète polonaise.

Quant à l'analyse qualitative proprement dite, certains glissements thématiques ont été opérés durant la recherche. Fidèles à notre approche par la stratégie centriste d'intégration de la sphère politique, nous avons conduit des entretiens avec des cadres dirigeants en Allemagne et en Pologne. Or, nous n'avons pas réussi à aller au-delà d'un discours officiel, stéréotypé sans grande valeur heuristique : nous retrouvons les lignes programmatiques dégagées par l'analyse des plaquettes partisans. Nous avons, alors, recherché le discours des experts pour nous réorienter (*Konrad-Adenauer Stiftung*, fondation politique de la CDU, l'ISP, précédemment cité et le *Collegium Civitas*, sorte de Sciences po polonais). Là encore, nous ne trouvons rien de très novateur sur le sujet : convergence au centre, stratégie maximaliste, changement des structures du vote, électeurs volatiles □ Différentes hypothèses se succédaient avec une légère préférence pour la volatilité accrue des votes.

Toujours à la recherche d'une identité du centre, nous avons interrogé des dirigeants moins « haut placés » (maire, élus locaux). Le résultat fut un peu plus concluant : il fit d'apparaître que le discours, après être passé par une valorisation de soi et de ses propres réalisations politiques, laissait apparaître les désirs sous-jacents à l'engagement politique. Par conséquent, nous avons recentré la problématique de l'entretien non pas sur ce qu'est le centre, mais sur les raisons d'un engagement (sans évoquer son caractère centriste). La grille d'entretien était la plus ouverte possible (entretien narratif) pour laisser se dérouler la « parole partisane »²². Avec un tel angle d'approche, il nous paraissait plus judicieux d'aborder les militants « de base ». Nous

²¹ Pour la France : *La Croix*, *Le Figaro*, *Le Monde*, *Libération*. Pour l'Allemagne : *FAZ*, *Der Tagesspiegel*, *Der Spiegel*. Pour la Pologne : *Gazeta Wyborcza*, *Polityka*, *Tygodnik Powszechny*. Les articles cités sont énumérés après la bibliographie (cf. Table des matières).

²² P. Bréchon, « Partis politiques et idéologies » p. 5-14 in : *Le discours politique en France* / P. Bréchon, Paris : La documentation française, 1994 .

suppositions que, moins en prises à la parole politique, nous retrouverions une « naïveté » dans les manières de vivre et de dire son engagement. Les entretiens menés furent, en effet, plus fructueux malgré quelques réserves. Ainsi, en France, l'entretien donnait lieu systématiquement à une phase d'autojustification et de légitimation de l'étiquette centriste. Il s'est avéré que passer par des militants ex-socialistes, déçus par leur engagement au sein du PS, était le plus révélateur des logiques qui sous-tendent le choix du centre. Peut-être parce qu'une déception est nécessairement plus ressentie ? Cette situation s'est aussi présentée pour les militants SPD proches de la mouvance moderniste de G.Schöder (c'est-à-dire de l'Agenda 2010). Parce qu'ils sont en porte à faux par rapport à une base plus « naturellement » socialiste, ils « réfléchissent » plus spontanément leur engagement. Le reste des entretiens fut moins riches en information comme si les mots ne se disaient pas. Du côté de l'ancien centre, la figure du centre n'apparaissait pas. Un constat similaire s'impose en Pologne : seuls les plus anciens militants qui ont fait partie du ROAD (formation de T.Mazowiecki et ancêtre de l'UW) utilisent le centre comme catégorie d'identification.

Au total cinq entretiens avec des cadres dirigeants ont été conduits (deux pour l'Allemagne et la Pologne, un pour la France), cinq avec des experts (trois en Pologne, deux en Allemagne²³), et enfin, dix avec des militants (quatre pour la France, trois pour l'Allemagne et la Pologne). Mais, à part les quelques entretiens nommés, nous nous heurtions partout à un centre inexistant.

Une première possibilité aurait été de conclure à l'inexistence d'un centre et au caractère vain de notre recherche – comme tant d'autres avant nous. La seconde était de chercher le centre ailleurs que dans un discours. Nous avons donc opté pour une observation participante. Des séjours en Allemagne (16 mois), en Pologne (6 mois) et en France (6 mois) nous ont permis de participer aux activités partisans²⁴.

Nous avons, dans ce cadre, conduits ce que nous appellerons des « entretiens-discussions » non formalisés, c'est-à-dire des discussions « entre amis » non enregistrées, nées spontanément autour d'une table, en soirée, après le travail en cellule.

Alors que nous voulions notre approche sociologique et institutionnelle, la difficile utilisation des entretiens nous a conduits à une approche anthropologique

²³ Nous avons commencé notre terrain en Allemagne et en Pologne. C'est pourquoi, il n'y a pas eu d'entretiens avec des experts en France. Lorsque nous avons commencé à étudier le cas français nous avons déjà défini notre approche par l'observation plutôt que par entretiens.

²⁴ Cette dimension est développée au chapitre VIII. Le séjour allemand est plus long parce que nous avons participé, d'abord, aux travaux du FDP et de la CDU dans le cadre d'un stage au Bundestag de 9 mois, puis nous avons suivi la campagne pour l'élection européenne de 2004 au sein du SPD (7 mois).

d'observation participante. Nous répondons à l'appel de Michel Hasting en faveur d'« enquêtes de nature anthropologiques, requérant une observation participante ou des entretiens semi-directifs » qui, « seules », permettent d'élaborer « les matrices affectives » des partis politiques, « sans tomber dans les pièges du psychologisme » (M.Hasting 2001 : 30-31). Cette perspective nous a conduits à redéfinir le centre comme un type d'identification politique parmi d'autres. Pour souligner ce changement de perspective, nous utilisons le terme de phénomènes politiques.

III. Choix des termes.

Les phénomènes politiques se définissent comme une articulation particulière entre une offre et une demande politique²⁵. Ils sont donc des formes spécifiques de régulation entre des besoins (politiques) et leurs satisfactions. Dans cette optique, le parti politique ne constitue qu'une des formes d'organisation et de structuration du lien politique et société²⁶. Pour construire une grille d'analyse des phénomènes politiques, nous avons ajouté à la distinction entre l'offre et la demande, une seconde dimension en différenciant les espaces d'identification et de compétition. Le tableau ci-après croise ces deux dimension et synthétise les différents éléments que nous avons pris en compte dans notre analyse. Les chapitres, dans lesquels ces dimensions sont étudiées, sont indiqués entre parenthèses²⁷.

²⁵ L'offre se définit comme tout ce qui est offert sur le marché politique : programme, personnalité, logo... ; la demande comme ce qui est recherché sur ce marché : attentes, besoins, ambition...

²⁶ A ce sujet, voir notamment, M. Offerlé, *Les partis politiques*, Paris : PUF, 1997. L'auteur y rappelle qu'« étudier les partis politiques c'est « analyser des types historiques d'entreprises politiques, des types particuliers de relations sociales associatives dans lesquelles les agents intéressés par l'appropriation de profits garantis par une marque collective entrent en concurrence pour la production de biens à offrir sur le marché politique » : p. 27.

²⁷ Opter pour les phénomènes politiques permet d'éviter l'éternelle question de la délimitation de l'en-dedans et de l'en-dehors du parti puisque ce dernier n'est qu'une forme possible de cristallisation d'une identité politique. Nous évitons ainsi la critique adressée par Marc Lazar à F.Sawicki dans son étude des réseaux partisans, à savoir celle de la dilution de l'entité partisane dans le local et le particularisme au risque de perdre de vue que le parti reste une organisation nationale, structurée et englobante. [M.Lazar, « Cultures politiques et partis politiques en France » p. 169-189 in : *Cultures politiques*/ D.Cefaï (s/d), Paris : PUF, 2001].

Tabl. 1 **Dimensions croisées des phénomènes politiques**

Dimension I \ Dimension II	Espace d'identification	Espace de compétition
Offre	<ul style="list-style-type: none"> - Programme (Chap. V) - Structures organisationnelles* - Elites et dirigeants partisans (Chap. VI) 	<ul style="list-style-type: none"> - Stratégie de mobilisation (appel aux électeurs) (Chap. III) - Positionnement politique par rapport aux clivages structurant le système politique et stratégie d'alliances et de coalition (Chap. IV)
Demande	<ul style="list-style-type: none"> - Représentation du monde - Identification partisane (Chap. VII) 	<ul style="list-style-type: none"> - Motifs d'adhésion - Vote (Chap. VIII)

* Notre préoccupation étant avant tout celle de la culture partisane et des formes d'identification au centre, la dimension organisationnelle a été passée sous silence. Elle est bien entendu intégrée dans l'analyse, mais n'est pas présentée de manière systématique.

Lecture du tableau : l'étude de l'espace d'identification passe par l'analyse du programme politique et des élites partisans, du côté de l'offre, et par celle des représentations et des identifications partisans, pour ce qui est de la demande. En ce qui concerne l'espace de compétition, on s'intéressera aux stratégies de mobilisation et aux clivages structurant la compétition partisane, ainsi qu'aux motivations du vote et de l'adhésion pour les partis du centre.

Si l'on ne prend que la dimension II (offre et demande), chaque phénomène politique quelles que soient les divisions bi-polaires qu'on lui applique (gauche/droite, libéraux/conservateurs, sociaux-démocrates/chrétiens démocrates etc.) peut être saisi en trois catégories: on peut avoir une offre sans demande, une demande sans offre ou une offre et une demande. Ce dernier cas correspond à l'appellation offre politique ou parti politique au sens restreint - compris comme offre politique complète (c'est-à-dire autonome). Ce schéma d'une offre à laquelle correspondrait une demande et vice-versa sous-tend la recherche sur les partis politiques. Or, l'histoire nous a fait oublier que, par exemple, le gauchisme social (c'est-à-dire le mouvement ouvrier) n'a pas toujours correspondu avec la gauche parlementaire. L'accaparement d'une demande par une offre participe de l'accumulation réussie de ressources (électorales et partisans) par l'organisation. Par conséquent, nous proposons de dés-intriquer ces diverses dimensions de l'entreprise politique.

Dans cette optique, les phénomènes centristes prennent trois formes différentes selon l'articulation entre l'offre et la demande: centre, centrisme social ou centrisme politique [tabl. 2].

Tabl. 2 Les divers visages du centre

Offre	+	-
Demande		
+	Centre	Centrisme social
-	Centrisme politique	∅

Lecture : l'existence d'une offre et d'une demande est symbolisée par le signe « + ». A l'inverse, le signe « - » en indique l'absence. Exemple : le centre correspond à l'articulation entre une offre et une demande centriste.

Ce tableau délimite notre objet de recherche: le centre, comme articulation d'une offre et d'une demande, c'est-à-dire d'un centrisme social (ou tendance centriste) et d'un centrisme politique (on parlera de stratégie centriste de mobilisation). Il nous semblait possible, du moins dans un premier temps, de n'étudier le centre que comme centrisme politique, c'est-à-dire sous l'angle des stratégies politiques de mobilisation (chapitres I et III) ²⁸. Peut-on discerner une stratégie spécifiquement centriste d'intégration de la sphère politique²⁹ ?

La stratégie politique se définit comme la mise en place des buts partisans en vue de conquérir le pouvoir. Nous entendons par but partisan non pas tant les programmatiques proposées par l'organisation, que la construction d'une mobilisation électorale et partisane. Dans cette optique, les stratégies politiques de mobilisation se manifestent au travers de trois éléments : les campagnes électorales, la communication politique et les programmes politiques. Ces éléments ne nous intéressent que dans la mesure où ils révèlent les répertoires de mobilisation utilisés par l'entreprise politique. Nous vérifierons ainsi pour les trois pays étudiés les différences et les similitudes de la construction d'un centre autour d'une référence démocrate-chrétienne.

Ce n'est que dans un second temps que nous nous demanderons si des tendances centristes existent au sein du système social (chapitres VII et VIII). Enfin, nous pourrions conclure sur les possibilités d'émergence d'un centre (autonome) articulant une offre (centrisme politique) et une demande (centrisme social).

²⁸ Pour la France, on peut citer les Ferry, Gambetta, Giscard d'Estaing , Rocard... La liste est longue de ceux qui veulent « gouverner au centre ».

²⁹ La question de la cristallisation de ce discours dans un électorat, dans une organisation et un programme (soit de la réussite de la stratégie de mobilisation) ne se pose que dans un second temps (chapitres VII et VIII).

IV. Angle d'approche : centrisme politique et démocratie-chrétienne.

En partant du centrisme politique, nous supposons que les phénomènes centristes s'enracinent dans une nostalgie unitaire (entendue comme refus de la bipolarisation partisane³⁰). Il découle que cette définition que les phénomènes centristes sont une constellation particulière d'offres et de demandes politiques ajustées entre elles par la référence à un corps social non différencié - contrairement par exemple aux partis sociaux-démocrates qui s'appuient sur une vision de la société en classes³¹. En ce sens, il se situe entre une logique clientéliste (de défense des intérêts particuliers) et une logique populiste de rassemblement communautaire. Nous qualifierons cet *entre-deux d'élitaire* parce qu'il fait appel à la capacité à s'extraire de ses intérêts propres et de ses appartenances individuelles.

Cette définition du centre par la référence à un « ailleurs » ou un « entre-deux » du politique ouvre la recherche à de nombreux courants et formations partisans. Or, tous ceux qui se refusent aux divisions partisans et se veulent « au dessus des partis » ne sont pas nécessairement du centre.

Pour résoudre ce problème d'une définition large d'un centre philosophique par une conception non partitive du politique, c'est-à-dire une vision de l'espace politique comme espace neutre de confrontations, nous avons choisi d'étudier les formations partisans issues d'une tradition démocrate-chrétienne. Ce choix a l'avantage d'ancrer notre réflexion dans un courant de pensée, certes polyforme, mais qui dépasse les frontières nationales, ce qui évite de ne voir que de l'exceptionnel ou du particulier dans le national. Par ailleurs, il se justifie doublement. Tout d'abord, il est admis que le centre tire ses racines dans deux courants : le radicalisme et la démocratie-chrétienne³². Or, le premier a le désavantage d'être très spécifique au cas français ; d'où notre préférence pour la seconde pour construire une comparaison. Ensuite, il est

³⁰ Cet angle d'approche a été mis en place dans un travail préalable sur les démocraties-chrétiennes et l'intégration des catholiques dans la sphère politique. La lecture de la contribution de J-M. Donegani et M. Sadoun « le triangle incertain ou les logiques de la représentation politique » (1989, réédité en 1991) a été essentielle dans notre interrogation sur l'intégration (impossible ?) d'une rhétorique unitaire dans la compétition politique. Cette contribution étudie deux cultures – le catholicisme et le socialisme – caractérisées par le même refus de l'autonomie du politique dans sa logique représentative [J-M. Donegani, M.Sadoun, « Le triangle incertain ou les logiques de la représentation politique » p.297-308 in : *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux/* Y.Mény (s/d), Paris : PFNSP, 1991 (1989), collection « Références »]. Cette vision politique ne peut s'incarner telle qu'elle dans un espace politique dont le principe de mobilisation (et de pouvoir) résulte de la distinction, c'est-à-dire de la partition de l'espace social. En suivant cette analyse, nous en concluons que l'impossible centrisme ne serait donc pas tant le fait d'une compétition partisane bi-polaire et polarisée que la conséquence d'un imaginaire et d'une identité politique étrangers à toute idée de partition.

³¹ Mais le socialisme est empreint d'un même refus d'une autonomie du politique : le parti ne représente pas la classe, il est/dit la classe. Le décalage entre le parti et la classe ne peut donc être que provisoire... le temps que l'avant-garde de la classe soit devenue majoritaire. Autant du côté catholique, l'unité doit être retrouvée (ou sauvegardée) autant du côté socialiste, elle est l'aboutissement d'un travail de mise en adéquation des sphères politiques et sociales (sans passer par le processus totalitaire). Nous nous poserons la question de savoir si cette rhétorique unitaire avant-gardiste peut fonder une nouvelle rhétorique centriste.

³² Le radicalisme serait, en quelque sorte la version laïque de l'idéal démocrate-chrétien. Les deux projets politiques se retrouvent dans la valorisation de la « révolution par la loi » et leur réformisme social. S.Berstein, « Le centre à la recherche de sa culture politique », *XX^e siècle*, 44, déc. 1994 : p. 19-24.

significatif que les partis démocrates-chrétiens, qui se constituent tout au long du XIX^e siècle, aient pu se revendiquer du centre et adopter ce mot dans leur dénomination (on pense par exemple au *Zentrum* allemand). Le « centre » fait alors « allusion dans la dénomination de ces partis à l'une des stratégies possible (non la seule), [...] et à la manière dont ces partis se sont efforcés de s'insérer dans le jeu des forces politiques »³³. En cherchant un débouché politique, la démocratie-chrétienne a pu développer un discours centriste original qui s'organise autour de la recherche d'une *médiation* entre un idéal d'unité et une réalité plurielle. Certes, toutes les démocraties chrétiennes ne sont pas au centre, mais ce qui nous intéresse c'est *l'utilisation* faite (et son évolution) de la référence démocrate-chrétienne pour se définir du centre. Il nous faut donc déterminer quels sont les éléments qui permettent de qualifier telle ou telle forme de démocratie-chrétienne de « centriste ».

Selon la perspective adoptée par Daniel-Louis Seiler, nous nous sommes intéressés à ce courant en tant que « famille politique »³⁴. Pour cela, nous avons distingué les références identitaires premières, qui constituent les ressources d'une identité démocrate-chrétienne (centriste ou non), et celles secondaires qui sont utilisées dans une stratégie électorale centriste, et qui, par conséquent, doivent s'adapter aux contraintes spécifiques des systèmes nationaux de compétitions partisans³⁵. De là, pourront être observées les variations de ces différentes références selon le système politique dans lequel on se place. Notre interrogation sur le lien démocratie-chrétienne/centre passera donc nécessairement par une réflexion sur la structuration des compétitions partisans. Par conséquent, à la variable culturelle qui fait référence aux sources d'inspiration du centre, nous avons ajouté une variable institutionnelle qui renvoie aux adaptations des centres politiques à contre courant des tendances à la bipolarisation des systèmes politiques (cf. *Infra*).

Du côté de la demande – c'est-à-dire du centrisme social (cf. tabl. 2), il faudra s'interroger sur les représentations du monde et sur les identifications partisans au centre. Cette approche repose sur une analyse croisée des mythologies et des imaginaires partisans (chap. II). Dans cette perspective, le processus d'identification n'est pas tant prédictif du vote (Ecole de Michigan) que régulateur des attentes et des désirs contradictoires des individus eu égard à une appartenance politique collective. Il cristallise un ensemble de projections et de fantasmagories face à l'inconnu et à

³³ J.-M. Mayeur, *Des partis catholiques à la démocratie chrétienne : 19-20^e siècle*. Paris : Colin, 1980 : p. 8.

³⁴ J. L. Seiler, *Partis et familles politiques*. Paris : PUF, 1980. 440 p.

³⁵ Nous utilisons le terme de « ressources » pour éviter de substantialiser le « contenu » de la démocratie-chrétienne. La définition de ce qu'est la démocratie-chrétienne est toujours un enjeu de lutte et de classement.

l'impossible maîtrise de l'avenir³⁶. Dans cette optique, les rhétoriques de mobilisation fonctionnent comme des discours mythologiques d'explication et d'ordonnement du monde. Par conséquent, au terme de la présentation des demandes centristes, nous nous interrogerons sur les types d'articulation qui se mettent en place entre offre et demande centristes. La question originelle du (ou des) lieu(x) du centre sera donc abordée sous l'angle de l'identification d'une offre par des « consommateurs »³⁷. Le but du travail devenait, très précisément, la construction d'une *typologie des phénomènes centristes* fondée sur la *fonction régulatrice* de l'identification partisane.

Au terme de cet état des lieux, nous admettons donc que les phénomènes centristes se caractérisent par : un *entre-deux élitaire*, une *référence unitaire* et une *mythologie* qui leur est propre.

V. Méthode de construction des cas.

Notre approche comparative, comme nous l'avons indiqué plus haut, se structure autour de deux variables : la variable culturelle (l'inspiration démocrate-chrétienne) et la variable institutionnelle (les formes des systèmes politiques).

- **La variable institutionnelle.**

Le centre n'a de sens que s'il se pose hors des polarisations du système partisan. Par conséquent, il est inévitable qu'il prenne des colorations différentes selon les configurations partisans nationales. Dès lors quelles variables choisir pour différencier les systèmes de compétition politique ?

Le centre est classiquement associé au clivage gauche-droite. Mais, une telle spatialisation des compétitions partisans pose un triple problème pour la comparaison. Tout d'abord, elle suppose l'unidimensionnalité des systèmes politiques. Ensuite, elle implique l'existence d'un clivage politique. Or, celui-ci relève essentiellement d'une spécificité française. Par conséquent, sa transposition à des systèmes étrangers ne va pas de soi. Enfin, la distinction gauche - droite n'est pas (ou pas seulement) idéologique, mais aussi identitaire³⁸. Dans cette optique, la question

³⁶ Les mythes compensent une maîtrise insuffisante d'un point de vue technique de certaines questions fondamentales (la mort, l'origine du monde etc.). Ils sont des « enchantements de l'histoire », une histoire que l'on se raconte pour combler une impuissance, une connaissance partielle, pour conjurer une menace diffuse... Ils sont une mise à distance critique du sens. Nous renvoyons aux analyses de P.Braud, *L'émotion en politique. Problèmes d'analyse*. Paris : Presses de Sciences Po, 1999, 256p ; P. Ansart, *La gestion des passions politiques*, Lausanne : Âge d'homme, 1983, 281p ; P.Veyne, *Comment on écrit l'histoire*, Paris : Seuil, 1996 (1971), 438p.

³⁷ Nous utilisons les guillemets pour souligner que nous utilisons le vocabulaire économique dans un sens métaphorique non pour signifier une relation « rationnelle » entre le choix d'un parti politique et un électeur.

³⁸ Cette volonté d'approcher le clivage gauche - droite sous l'angle identitaire s'appuie sur l'analyse de M. Gauchet qui se refuse à essentialiser un clivage qui est avant tout situé historiquement. M.Gauchet, « La droite et la gauche » p. 395-467 in : *Les lieux de mémoire. Tome 3. Les Francs. 1. Conflits et partages*. /P.Nora (s/d), Paris : Gallimard, 1992.

des clivages politiques doit aussi intégrer celle de la construction identitaire de la réalité politique : comment les électeurs centristes se définissent-ils et définissent-ils la structure de compétition partisane ? Il n'est aucune raison de supposer que ces images politiques de la structuration partisane soient les mêmes d'un pays à l'autre. Par conséquent, l'auto-positionnement gauche-droite mesuré et quantifié par les enquêtes est peu pertinent pour saisir le ressenti ou l'identité centriste. Seule une approche centrée sur les cas pouvait reconstruire le vécu centriste tant du point de vue de compétition que de l'identité politique.

Pour ces trois raisons, aborder le centre par le clivage gauche-droite ne semblait pas suffisant.

A l'inverse, les controverses sur l'existence d'un centre ont souligné l'importance de distinguer centrisme et compétition partisane au centre. Si le centre n'est que la manifestation d'une orientation du système de compétition vers le consensus, soit sa dés-idéologisation (convergence au centre), alors les phénomènes centristes devraient être le propre des systèmes consensuels. Si au contraire ils émergent dans une constellation polarisée, l'hypothèse de Downs d'une convergence au centre serait infirmée. Ainsi, pour pouvoir répondre à la question de la dés-idéologisation des systèmes et justifier, par là, la prise en compte de phénomènes centristes indépendamment d'une convergence au centre, il semblait pertinent de différencier les systèmes partisans selon la direction de leur compétition partisane. Pour cela, nous nous sommes appuyés sur G.Sartori qui distingue les systèmes partisans selon les types de compétition politique (centrifuge ou centripète)³⁹. Ceci nous a permis de distinguer trois cas : les systèmes politiques polarisés, consensuels et intermédiaires.

- **La polarisation comme indicateur du type de système partisan.**

La polarisation se définit comme un processus d'accentuation des oppositions. Elle évoque la radicalisation des positions partisans. En science politique, cette dernière est mesurée, d'une part, par le placement sur un axe gauche-droite et, d'autre part, par l'accentuation des clivages sociaux traditionnels (et notamment le clivage de classe). Toujours selon G.Sartori, un système polarisé se caractérise par la présence de partis « anti-système », une distance idéologique forte entre les forces en présence, et une fragmentation de l'offre partisane. Ces deux variables – idéologisation (mesurée par le positionnement gauche/droite) et fragmentation de l'offre partisane (mesurée par le nombre de partis en présence) – ne prennent en compte que la dimension politique

³⁹ G.Sartori, *Parties and Party Systems : a Framework for Analysis. 1.*, Cambridge:Cambridge University Press, 1976, XII-370P.

de la polarisation. Nous les avons complétés par deux indicateurs sociaux : le nombre de clivages et le type d'arrangements sociaux.

Le degré de polarisation dépend ainsi du cadre institutionnel (critère politique), du nombre de clivage sociaux (critère social), du type d'arrangements sociaux (critère social) et du type d'arrangements politiques (critère politique). Le degré de polarisation devenait, dès lors, un indicateur opérationnalisable des configurations partisans à étudier. Il avait, en outre, l'avantage d'intégrer la Pologne dans une analyse comparative avec des systèmes occidentaux. En effet, en définissant les configurations partisans selon leur degré de polarisation, on évitait la question de la cristallisation et de la consolidation des systèmes politiques à l'est et on ouvrait la voie à des comparaisons incluant des systèmes consolidés à des systèmes en transformation (cf. chapitre II). Le tableau suivant présente le degré de polarisation de chaque système selon les quatre éléments pré-cités.

Tabl. 3 Les trois cas nationaux étudiés selon le degré de polarisation du système partisan

Pays	France	Pologne	Allemagne
Dimensions du système			
Institution (polity) : <i>Système proportionnel</i> <i>/Système majoritaire</i>	+	+/-	-
Clivages <i>Plusieurs/un</i>	+	+/-	-
Arrangements sociétaux <i>Corporatisme/pluralisme</i>	+	Ø	-
Arrangements politiques <i>Logique d'influence/</i> <i>Logique de membres</i>	+	+	-

Lecture du tableau : Les caractéristiques d'un système consensuel sont mises en italique. Un + indique la forte polarisation du système, un - sa faible polarisation. Le signe +/- souligne que les deux dimensions sont présentes. Ainsi, la France représente le type d'un système polarisé, l'Allemagne celui d'un système consensuel et la Pologne incarne un type intermédiaire avec des éléments de polarisation et de consensus.

Dans ce tableau, le cadre institutionnel correspond à l'organisation des pouvoirs. La classification se fait par rapport aux modes de scrutin : système proportionnel ou système majoritaire. Plus un système est majoritaire et plus il tend à être polarisé. Pour ce qui est des clivages sociaux, nous considérons, à la suite de A.Lijphart, qu'ils influent sur les dimensions de la compétition partisane : plus elles sont nombreuses, plus le système est consensuel⁴⁰. Au contraire, si la compétition partisane se fait sur un seul clivage (et notamment le clivage possédants/travailleurs),

⁴⁰ A.Lijphart, *Democracies. Patterns of Majoritarian and Consensus Government in Twenty-One Countries*, New Haven and London: Yale University Press, 1984, XV-229p.

la polarisation sera plus importante. Les arrangements sociétaux renvoient à la forme de régulation des intérêts sociaux selon l'organisation des structures intermédiaires (syndicats notamment). On utilisera les distinctions concertation/pression pour caractériser le type d'arrangements sociaux⁴¹. Les arrangements politiques font référence à la stratégie des partis politiques face à de nouvelles demandes. On retrouve ici l'opposition de H.Kitschelt entre une logique de représentation ou une logique de maximisation des profits électoraux⁴². Cette catégorisation a ceci de fâcheux qu'elle semble supposer une "loi d'airain de la compétition", pour paraphraser R.Michels⁴³. Ainsi, d'un système de partis de masse on évoluerait vers un système de partis « attrape-tout » orienté vers la maximisation des profits électoraux. Aussi, nous préférons la distinction entre une logique de membres et une logique d'influence qui n'a pas cette dimension évolutionniste. La première logique contribue à une polarisation du système en accroissant la distance idéologique entre les partis politiques, la seconde accentue la dimension consensuelle du système. Il s'agira donc de voir si les formes centristes que nous observons peuvent être expliquées par le type de compétition politique et, très précisément, par des éléments politiques ou sociaux des configurations étudiées.

Une fois les variables explicatives construites, il nous fallait définir les cas à étudier.

- **Choix des pays étudiés.**

Le choix de l'Allemagne nous obligeait à distinguer très clairement le « centre » et le « milieu ». Comment justifier, en effet, du choix de la CDU alors même qu'il existe une autre formation politique ayant vocation à l'alternance (le FDP) ? Pour reprendre la distinction précédemment soulignée, le FDP est au centre (parti-pivot) mais non du centre. En effet, dans une situation de non polarisation des conflits, le centre peut regrouper les électeurs indécis et flottants et se définir, ainsi, comme un univers flou, un entre deux qu'il s'agit de mobiliser lors des élections. Il n'est pas nécessaire que cette tendance au centre s'organise en force politique. L'apparition d'un troisième parti est lié aux possibilités laissées par le système de scrutin⁴⁴. S'il se constitue une

⁴¹ Dans le cas de la pression, les interlocuteurs de l'Etat exercent une pression sur l'administration publique sans qu'il n'y ait véritablement de collaboration entre les deux. Dans le cas de la concertation en revanche, une collaboration s'établit. G.Lehmbruch, « Liberal Corporatism and Party Government » p. 147-183 in : *Trends Toward Corporatist Intermediation*/P.C.Schmitter, G. Lehmbruch (s/d.), London:Sage, 1979.

⁴² H. Kitschelt, *The Logics of Party Formation : Ecological Politics in Belgium and West Germany*, Ithaca: Cornell Univ. Press, 1989, 343 p.

⁴³ R.Michels, *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris : Flammarion, 1971 (n^{ve} Ed.), 313 p.

⁴⁴ Le système majoritaire anglais, par exemple, ne laisse aucune place à un troisième parti, alors même que cette tendance semble exister au sein de l'électorat. Intégrer le Royaume-Uni dans une comparaison pourrait constituer une nouvelle piste d'investigation pour saisir comment une identité centriste demeure alors même qu'elle ne peut espérer une représentation parlementaire.

troisième force dans un système bi-partisan, ce nouveau parti peut être en situation de « *king-maker* » des majorités parlementaires (tel le FDP allemand). Mais, ce troisième protagoniste n'est pas nécessairement perçu dans l'électorat comme étant du centre. Un troisième point de référence, le centre, ne devient pertinent que lorsque le système laisse place à une rhétorique qui conteste la partition de l'espace politique en deux blocs, c'est-à-dire lorsque l'espace de compétition est perçu comme étant polarisé. Selon cette hypothèse, le FDP ne peut être compris comme un parti du centre parce qu'il a justement vocation à l'alternance : pour reprendre la distinction précédemment soulignée, il est au centre mais non du centre. A l'inverse, nous verrons que la CDU, pour se positionner dans la *Mitte*, utilise une stratégie de polarisation qui fait du SPD un extrême complice du communisme. En outre, le choix de la CDU se justifie aussi de manière positive par les positions de politique gouvernementale adoptée par l'Union (chap. IV). Celles-ci, en effet, se démarquent nettement de celles, plus conservatrices de la CSU. Le cas démocrate-chrétien allemand nous permet, alors, de poser des variables distinctives entre conservateurs, centre et démocratie-chrétienne.

Quant au choix de la France, il fallait, notamment, justifier de la non prise en compte du système italien. Ce dernier semblait, a priori, mieux correspondre à notre démarche puisqu'il est, à la fois, un système polarisé et un système fortement imprégné de domination démocrate-chrétienne. Néanmoins, dans un système polarisé, la question du centre est complexe. On peut assister à un phénomène de « *retreat to the flanks* », c'est-à-dire que la polarisation est telle, que le centre ne peut exister qu'uniquement double⁴⁵. Mais, par contre, si le centre est perçu comme une position de « sauvegarde » par rapport aux extrêmes, comme un garde fou, alors il pourra se maintenir – considérant que le mode de scrutin et les stratégies partisans convergent, elles-aussi, dans ce sens. Dans ce cas là, le centre est une stratégie de compétition alternative et indépendante dans un système de compétition centrifuge et se définit classiquement comme refus de la bipolarisation. Mais là encore, des distinctions s'imposent : soit le centre reste enlisé dans l'impossibilité de dépasser les conflits, on est là dans une situation de « centre – marais »⁴⁶ (cas de la IV^e République française ou de l'Italie des démocrates-chrétiens), soit le centre propose une véritable troisième voie, une résolution dialectique du conflit binaire. Dans le premier cas, l'analyse risque d'être brouillée par des phénomènes de monopolisation du pouvoir et de clientélisme. Dans le second cas, au contraire, le centre se définit par rapport à une troisième dimension du système politique pour s'arracher à un système bipolaire unidimensionnel. Cette tentative se retrouve du côté de la Nouvelle UDF. En ce sens,

⁴⁵ G. Sartori, *Op. Cit.*...1976.

⁴⁶ M. Duverger, « L'éternel Marais. Essai sur le centrisme français ». *Revue française de sciences politiques*, fév. 1964, p. 33-51.

comparativement à l'Italie, le cas français de la V^e République nous permet de poser plus lisiblement les lignes de définition d'un centre autonome⁴⁷.

Enfin, le choix du système intermédiaire, eu égard à leurs diversités, devait se faire dans une optique bien particulière. Or, comme nous l'avons souligné, ce travail se situe dans un cadre plus large d'analyse des nouvelles formes de structuration des identités partisanes. A partir de là, la question de l'institutionnalisation des systèmes politiques et de l'émergence de nouveaux clivages est inévitable. En choisissant, un pays en transformation comme la Pologne, on pouvait éclairer la problématique de la cristallisation d'une identité au sein d'un groupe, tout autant que celle, centrale pour l'UE, de la consolidation d'un système politique en formation. En outre, dans la perspective de l'entrée du pays dans l'UE, il est intéressant de comparer les différentes structururations des systèmes partisanes et des dynamiques qui y sont à l'œuvre. Cela permet de rétablir un regard d'est en ouest, et d'interroger la spécificité d'une « autre Europe » par rapport à notre « Europe » occidentale. Le découpage disciplinaire en « aires culturelles » nous semble dommageable à la compréhension des processus d'identification politique. Le choix de la Pologne lui-même est dicté par la variable culturelle (l'inspiration démocrate-chrétienne) que nous développons plus loin.

La Pologne, la France et l'Allemagne constituent ainsi trois cas d'analyse différenciés et hétérogènes les uns aux autres. L'analyse empirique porte sur la CDU et la *Neue Mitte* pour l'Allemagne, la nouvelle UDF pour la France et l'UW diminuée de la PO pour la Pologne⁴⁸. Les élections constituent des moments privilégiés de l'analyse. L'analyse allemande est plus lourde puisqu'elle est la seule de nos trois cas, à ouvrir la question de l'émergence d'un nouveau centre. Cette question est présentée au titre II de la deuxième partie.

Une fois justifié le choix des pays étudiés par le degré de polarisation (variable institutionnelle), il nous fallait aussi prouver leur intérêt par rapport à la variable culturelle, c'est-à-dire par rapport à notre interrogation originelle sur l'articulation entre centre et démocratie-chrétienne.

- **La variable culturelle.**

Dans l'ensemble du continent européen, les trois pays choisis ont l'avantage de présenter des types très contrastés de recomposition du centre autour des démocraties-chrétiennes. Après la seconde guerre mondiale, les démocrates-chrétiens français veulent se forger une image de résistants et éliminer tout risque d'assimilation

⁴⁷ C'est-à-dire comme offre politique globale articulant les trois dimensions sociologiques, philosophiques et politiques. Cf. *Supra*.

⁴⁸ En mars 2005, l'UW est rebaptisée Partia Demokratyczna – Demokraci.pl [Parti démocrate – les démocrates.pl]

avec une église catholique peu prompte à condamner les crimes nazis et l'antisémitisme. Par conséquent, ils ne peuvent que faire leur le programme du CNR (Conseil National de la Résistance) et ses revendications sociales. Dès lors, le MRP, nouveau parti d'obédience démocrate-chrétienne, a bien du mal à faire tenir ensemble orientation conservatrice, sensibilité sociale et désir d'émancipation par rapport à l'église. Il trouve, un temps, un équilibre autour d'un discours articulé sur le *duo démocratie-dialogue* (chapitre III). Mais, la décolonisation puis la guerre d'Algérie renforcent l'hétérogénéité du groupe et ses conflits internes. Le centre démocrate des années 1960 aura des difficultés analogues pour se recomposer autour d'une référence claire. Le centre français reste hétérogène, fragile et obscur.

Le centre allemand se recompose, quant à lui, autour des démocrates-chrétiens dont l'unité réside dans un mot d'ordre : la reconstruction du pays. L'occultation du rôle et de l'histoire des dirigeants de la nouvelle CDU est, pour ainsi dire, la condition de la recomposition du centre autour d'une référence chrétienne. Contrairement au centre français, le centre allemand fait le pari du *duo milieu – consensus*.

Enfin, le choix de la Pologne est motivé par l'influence particulière de l'Eglise dans la constitution des identités politiques et nationales. Le paradoxe est qu'en dépit du poids de l'Eglise, les démocrates-chrétiens échouent à reconstituer la démocratie-chrétienne comme centre politique. Les partis qui se réclament des valeurs chrétiennes sont multiples et se répartissent du centre à l'extrême droite. Le centre démocrate-chrétien se reconstituera dans l'orbite du pouvoir communiste. Il évacue ainsi, lui aussi, la question de la collaboration, mais contrairement aux démocrates-chrétiens allemands, cette occultation se fait par la soumission au pouvoir en place. Ainsi, les catholiques polonais gravitent autour du pouvoir sous prétexte de conciliation et de modération. La reconstitution du centre polonais passe donc par l'accentuation du *thème rassemblement – modération*.

L'intérêt de la comparaison sera de souligner que la France, l'Allemagne et la Pologne connaissent la même difficulté à se situer (et à se démarquer) des actes de collaboration avec le nazisme. Les démocrates-chrétiens sont face à la nécessité d'extraire la référence chrétienne des actes douteux de l'église catholique. Cette nécessité se traduit pour les trois par un même discours de rassemblement, qui cache, chacun à sa manière, les interrogations et la période obscure de la guerre. Positionnement social, silence et *Tabula rasa* sont trois modes de reconstitution d'un centre autour d'une référence chrétienne. Ces trois articulations différentes de recompositions du centre sont détaillées au chapitre III. La comparaison permet-elle de déterminer le rôle de la variable culturelle dans l'explication des formes centristes recensées ?

- **La périodisation des situations de comparaison.**

Dès lors que se pose la question de l'évolution des formes centristes dans le temps surgit l'épineux problème de la détermination de la période et de ses subdivisions, c'est-à-dire des ruptures pertinentes. La périodisation adoptée devait mettre en évidence d'éventuelles évolutions communes aux trois pays. L'analyse, *stricto sensu*, des formes de l'identité partisane débute dans les années 1980 qui constituent, pour les trois pays, une rupture. En Pologne, le milieu des années 1980 correspond à l'effondrement d'un communisme critique et à l'émergence d'une critique libérale de la pensée de gauche de Solidarité qui affirme le lien entre libéralisme économique et libéralisme politique. En France, l'échec de V. Giscard d'Estaing à la présidence marque le début d'un processus de redéfinition des droites (le centre y compris) qui soulève la question des restructurations des rapports de force, et plus particulièrement, de la place du centre dans le système partisan. En Allemagne, les années 1980 sont, pour la CDU/CSU des années de crise identitaire où les débats stratégiques (« *Strategiedebatten* ») se transforment en quête d'identité tant face à la nouvelle extrême-droite, que face à la déchristianisation de la société qui remet en cause la pertinence de la référence chrétienne comme fondement de l'identité de l'Union.

Dans les années 1980, les systèmes partisans entrent donc dans une période incertaine de recomposition liée à l'affaiblissement des clivages politiques traditionnels. Les forces politiques sont amenées à reconsidérer leur place dans l'espace de compétition. Que ce soit les démocraties-chrétiennes française, allemande ou polonaise, leur échec (quant à la cristallisation d'une nouvelle identité politique du centre) comme partis du centre, semble patent. En particulier, les centres semblent se réorganiser autour d'un rapprochement avec les sociaux-démocrates. Cette dynamique est très nette en Pologne et s'observe, dans une moindre mesure, aussi en France. Par contre, en Allemagne, tout se passe comme si le nouveau centre émergeait d'une polarisation de la scène politique entre anciens et modernes. La fin de notre travail permettra de poser quelques lignes comparatives des recompositions récentes du centre à partir de la variable culturelle et institutionnelle.

VI. Objections et questionnements théoriques.

Reste à démontrer la « nouveauté » et l'utilité épistémologique de notre catégorisation discursive autour des stratégies centristes d'intégration de l'espace politique.

Une objection est immédiate : l'opposition populiste/élitaire/clientéliste que nous avons établi pour qualifier le centre d'entre-deux élitaire (cf. *supra*) est une simple reprise de la distinction classique entre les formes organisationnelles de parti attrape-

tout/de cadres/ de masse ou de cartel. M. Duverger avait déjà souligné que les formes organisationnelles se définissaient non seulement par le nombre de leurs adhérents mais aussi par leur logique partisane⁴⁹. Ainsi, ce qui est de l'ordre du discours ne serait que la variable dépendante de la forme organisationnelle. La critique est de taille : les rhétoriques centristes seraient le propre des partis de notables et il serait très improbable de les retrouver dans des partis de masse qui ont à leur disposition des ressources organisationnelles. Côté américain, Herbert Kitschelt a systématisé cette relation entre stratégie et but partisans d'un côté, et forme organisationnelle, de l'autre⁵⁰.

Ce dernier auteur distingue trois groupes au sein des organisations partisans qui luttent pour la définition de la stratégie de l'organisation : les idéologues, les pragmatistes et les lobbyistes. Ensuite, il oppose la logique de la représentation (propre aux idéologues et aux lobbyistes) à celle de la compétition (soutenue par les pragmatistes). La première logique correspond à une dynamique d'identification et renvoie à la défense de la pureté identitaire originelle du parti (pour les idéologues) ou à celle des intérêts particuliers (pour les lobbyistes). Cette stratégie est très peu flexible. La seconde, au contraire, s'adapte aux marchés politiques pour maximiser le soutien électoral. Le choix de la logique à suivre, c'est-à-dire de la stratégie politique, résulte du type d'alliance entre les trois groupes définis – idéologues, pragmatistes, lobbyistes⁵¹. Dès lors, les rhétoriques centristes ne seraient que la marque des « pragmatistes » et donc d'une stratégie de compétition maximaliste dans l'organisation considérée. Notre tentative de poser le centre comme objet de recherche serait vouée à l'échec : ce que nous dénommons les phénomènes centristes contemporains ne seraient-ils que l'illusion née de la transformation de la compétition partisane ? Victimes nous mêmes de l'illusion du politique, nous prendrions un objet qui n'a de consistance que celle qu'on veut bien croire.

Une seconde objection découle de la première et exige aussi un examen approfondi. Les phénomènes centristes renvoient-ils à la dés-idéologisation (c'est-à-dire à la dépolitisation) de la compétition politique ? L'analyse de A. Downs sur l'électeur médian et la convergence des politiques publiques ne suffit-elle pas à

⁴⁹ M. Duverger, *Les partis politiques*, Paris :Seuil, 1992 (1951), 565 p. Dans *un parti de masse*, l'organisation partisane cherche à fidéliser les membres par des mécanismes de redistribution et d'attribution des ressources à l'intérieur du parti. La structure est donc développée et centralisée. Dans un *parti de cadre*, l'organisation est décentralisée et les différents niveaux du parti sont faiblement articulés. Le parti se structure autour de comités dirigés par des " notables ".

⁵⁰ Il souligne leur interaction plus que la dépendance de la première vis-à-vis de la seconde et dépasse ainsi le matérialisme simpliste. (H. Kitschelt 1989 : 18 et Ss).

⁵¹ (H. Kitschelt,1989 : 59). Selon l'auteur, les types d'alliance sont eux-mêmes déterminés par les situations stratégiques dans lesquelles se trouve le parti, c'est-à-dire : le clivage sur lequel se fonde le parti, l'ouverture du système partisan à de nouvelles demandes, la position du parti par rapport à ses concurrents. Les deux premières variables correspondent à des variables externes, la dernière à une variable interne. Cette dernière est elle-même dépendante du niveau et du taux de changement des soutiens électoraux, de la fragmentation du système partisan et du nombre de coalition possible.

analyser les évolutions actuelles du système partisan sans qu'il n'ait besoin de poser l'existence d'autres phénomènes partisans⁵² ? Le centre ne serait qu'une direction de la compétition partisane. Notre modèle des phénomènes centristes ne viendrait, dès lors, qu'entériner un phénomène politique déjà découvert : l'hégémonie des stratégies politiques de compétition, visant à la maximisation des suffrages.

Ces deux objections sont de taille puisqu'elles remettent en cause l'utilité même de la catégorie « centre » pour analyser les systèmes partisans. Les phénomènes centristes que nous proposons d'analyser ne seraient pas des « *erkennbarer Gegenstand* » (« objet reconnaissable »). Notre thèse s'attache à répondre à ces objections tant d'un point de vue théorique et empirique pour redonner aux phénomènes centristes leur autonomie en tant qu'objet de recherche. La première partie de notre travail démontre conceptuellement l'utilité et la pertinence de considérer les phénomènes centristes, à la fois, comme acteur politique et comme simples manifestations de transformations plus larges du champ politique. Cette justification s'appuie sur les insuffisances des analyses classiques des systèmes partisans et d'autre part, sur la perspective bourdieusienne des champs (chapitre II). Par ailleurs, la seconde partie présente des arguments empiriques pour confirmer la validité de notre hypothèse. Nous y présentons nos résultats d'observations et d'enquêtes.

VII. Annonce du plan de l'ouvrage.

Si l'existence du centre en tant qu'objet politique n'est pas encore démontrée, *le centre existe en tant que représentation collective*. Il est l'objet d'investissement positif ou négatif. Il structure une certaine représentation du monde. Ainsi, le premier chapitre retrace les représentations associées au centre. Le centre n'y est pas abordé comme phénomène partisan, mais comme mythe politique. La saisie de ce dernier s'est faite au travers de l'analyse des mouvements démocrates-chrétiens.

La compréhension du centre comme phénomène partisan est, par contre, problématique. Le chapitre suivant s'attache donc à dresser un tableau des problèmes rencontrés. Les différentes approches électorales peinent à saisir ces phénomènes. Elles pèchent par excès de décontextualisation des variables individuelles des comportements politiques. La science politique ne fait pas mieux : incapable de penser le centre comme phénomène politique autonome, elle le relègue au rang de manifestation de second ordre : désidéologisation du système, convergences des politiques publiques etc. Pour elle, le centre n'existe tout simplement pas. Science politique et sociologie électorale font donc l'impasse sur des phénomènes politiques

⁵² A. Downs, *An Economic Theory of Democracy*, New-York :Haper and Row, 1957, VII-310p.

identitaires. Il semble, dès lors, légitime de s'interroger sur l'existence de phénomènes collectifs d'investissement symbolique de sens que les analyses politiques actuelles ne seraient pas à même de saisir en tant que telles. Le dernier paragraphe du chapitre II présente donc les outils conceptuels et méthodologiques pour comprendre les phénomènes centristes contemporains comme phénomènes autonomes. Il ne s'agit pas de nier qu'ils sont des manifestations de changements politiques plus profonds – comme les phénomènes de convergence au centre de A.Downes ou de dés-idéologisation des systèmes de compétition de O.Kirchheimer (1966). Cependant, nous soutenons la thèse qu'ils ne peuvent être relégués qu'à cette seule dimension et qu'il convient donc de leur redonner leur caractère d'objet de recherche à part entière.

Une fois les phénomènes centristes définis conceptuellement, il s'agit de construire les situations de comparaison entre la France, l'Allemagne et la Pologne. La périodisation de l'histoire nationale des centres ainsi que la mise en perspective des évolutions sera donc l'objet du chapitre III. Au terme de cette rétrospective, se posera la question de l'émergence de « nouveaux » phénomènes (au sens chronologique du terme, c'est-à-dire des centres qui émergent à la fin des années 1990 sur le modèle du *Third Way*). Ce chapitre retrace les étapes de la cristallisation d'une offre politique centriste dans ces trois dimensions (organisationnelles, sociologiques, programmatiques/stratégiques). Le cas allemand est plus particulièrement étudié parce qu'il ouvre une réflexion sur l'accaparement de la rhétorique centriste par des formations politiques dont les ressorts de mobilisation avaient jusqu'à lors été représentatifs, telle la social-démocratie⁵³. En Pologne, la rhétorique centriste fut le fait des mouvements intellectuels issus de Solidarité, en France, des mouvements sociaux et démocrates chrétiens. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Le quatrième chapitre s'attache aux évolutions électorales des partis centristes depuis les années 1990. Le renouveau de la rhétorique de la troisième voie est-il lié à l'émergence d'un nouveau clivage politique ?

Dans les deuxième et troisième titres de la partie empirique, la mise en perspective des trois pays se fait sur les deux dimensions précitées des systèmes partisans : l'espace d'identification et l'espace de compétition. Chaque axe a été subdivisé selon qu'il intéressait l'offre ou la demande politique [tabl.2]. Pour l'offre, l'attention s'est portée sur les positions relatives dans le champ politique des entreprises politiques (espace de compétition) et sur les prises de positions politiques, les programmes et les politiques publiques menées (espace d'identification). La demande a été abordée au travers de l'analyse des données électorales (espace de

⁵³ Nous comprenons le terme de « représentatif » dans son acception libérale, c'est-à-dire de représentation d'intérêts particuliers.

compétition) et d'entretiens narratifs et d'observation participante (espace d'identification).

Le cinquième chapitre s'attache à la constitution d'une catégorie de comparaison par induction grâce à l'analyse des programmes politiques. Leur prise en compte permet de poser empiriquement la question de Downs sur les convergences au centre. Y a-t-il une offre politique centriste originale par rapport aux propositions des formations concurrentes? En analysant les convergences des programmes politiques en France, Allemagne et Pologne, on établit le degré d'autonomie des phénomènes centristes dans ces trois pays. Par souci et obligation de concision nous n'avons considéré que les politiques familiales. Ce choix est justifié par la place qu'occupe la famille dans la construction d'une programmation centriste⁵⁴.

Le sixième chapitre étudie la dimension identitaire de l'offre politique ; à savoir les caractéristiques sociologiques des élites partisanes. Peut-on distinguer une élite centriste distincte des autres élites politiques ? L'étude de ces catégories nous conduit à poser l'hypothèse que l'offre politique du centre trouve son origine dans un groupe politique particulier qui a sa « correspondance » dans le champ social. Ces groupes sociaux sont variables selon les trois pays mais ils sont structurés spécifiquement par un ethos et un habitus de classe.

Le chapitre VII s'intéresse aux caractéristiques des électeurs du centre et pose la question de l'existence d'un électorat centriste.

Le chapitre VIII présente les résultats d'enquête et d'observation en France, en Allemagne et Pologne réalisées entre 2000 et 2005. Sans arrière-plan conceptuel, il est conçu comme un simple contre-rendu d'un résultat de recherche : il existe une identification à une vision politique non-conflictuelle. Selon les pays, elle prend des colorations différentes, mais les entretiens d'enquêtes et les observations de terrain soulignent l'existence d'un ressenti centriste. L'analyse du terrain permet d'en tracer les grandes lignes. A quoi s'identifie ceux qui se disent du centre ? Dans un premier temps, deux hypothèses sont possibles : soit à une forme organisationnelle, soit à un groupe organisé autour d'intérêts communs. Une troisième proposition se profile cependant : l'identification reflète une conception du politique totale, où l'identification ne porte pas sur un parti politique mais sur le politique comme ressource commune. Cette conception du politique est au cœur de l'identification et de l'imaginaire centriste.

⁵⁴ Le choix des *policy* peut paraître détonnant dans une thèse de science et sociologie politique, et ce d'autant plus que le reste du travail est orienté autour du *politics*. Ce détour est cependant le plus pertinent pour pouvoir comparer trois pays dont la structuration partisane diffère. Tout particulièrement, le détour par les politiques publiques de la famille permet d'éviter les objections quant à l'intégration de la Pologne dans une comparaison occidentale. D'une part, les comparaisons de politiques publiques sont admises en science politique entre pays occidentaux et d'Europe centrale et orientale. D'autre part, les politiques familiales sont relativement indépendantes du degré d'institutionnalisation et de cristallisation des systèmes politiques et économiques.

Enfin, la conclusion se fait en deux temps. Un premier point est consacré à la catégorisation des résultats et à la mise en place d'une typologie des phénomènes centristes. Celle-ci est construite selon deux axes : celui de l'offre et celui de la demande. Le premier se définit selon les trois critères énoncés plus haut – programme, stratégie et but partisan. La demande se caractérise par le type d'électorat mobilisé. La mise en place de cette typologie permet de dégager trois tendances d'évolution des centres en France, en Allemagne et en Pologne. La tendance consensuelle correspond à une offre et une demande orientée vers le consensus, la tendance conflictuelle se structure autour d'une dynamique de distinction où l'autre est avant tout l'ennemi, enfin la tendance de rassemblement s'organise autour d'une demande et d'une offre d'unité nationale. Ces trois tendances sont présentées et discutées.

Le second point porte sur les variables explicatives des évolutions observées et pose des éléments de réponse à la question de la « nouveauté » des phénomènes centristes contemporains. Trois hypothèses explicatives de l'évolution du centre peuvent être formulées : 1. On assisterait à un glissement de la demande centriste vers la gauche, 2. L'offre centriste, monopolisée auparavant par la tradition démocrate-chrétienne, serait peu à peu capitalisée par un autre courant politique : la social-démocratie. La transformation des phénomènes centristes tiendraient alors soit a) à leur diffusion de la démocratie-chrétienne à la social-démocratie (dynamique d'importation), soit b) à leur lieu d'émergence: ou social-démocratie, ou démocratie-chrétienne (dynamique de recrutement). 3. Les résultats seraient simplement l'indice d'une réorientation de l'espace partisan autour de stratégies de maximisation électorale (dynamique de dés-idéologisation de la compétition politique). Nous argumentons en faveur de la deuxième hypothèse et très précisément en faveur d'une *dynamique de diffusion* et de déplacement des phénomènes centristes dans la sphère politique (hypothèse 2a).

En définitive, cinq types de sources ont été utilisées pour ce travail de recherche sur la constitution d'une identité du centre : des ouvrages classiques théoriques sur la structuration des systèmes partisans et la formation des clivages politiques ; des études sociologiques ; des documents officiels des partis politiques ; la presse et des approches qualitatives (observation participante et entretiens). Si la multiplication des données peut donner une impression d'éparpillement, elle était nécessaire pour confronter un discours identitaire (qui constitue notre choix d'approche) à une réalité socio-économique⁵⁵. Le croisement des approches de sociologie politique et de science politique permettait, ainsi, de contourner le problème

⁵⁵ Et ce d'autant plus que la période de recherche correspondait à une période de campagnes électorales propice à un discours politique défensif et faussé.

de définition d'un centre politique. Cette pluridisciplinarité a, par ailleurs l'avantage de renouveler l'approche des partis politiques en dépassant l'éternelle question de leur délimitation.

Cependant, dans ces approches variées, la place et l'évolution des références (et quelles références ?) dans une définition du centre est au cœur de notre réflexion. Le choix du terme « phénomènes centristes » est là pour rappeler que notre objet de recherche correspond à l'ensemble des phénomènes politiques qui ne renvoient pas nécessairement à un parti politique, mais à l'articulation entre une offre et une demande propre à chaque entreprise politique. Tentative d'apporter une contribution à une analyse du centre qui constituerait la pierre d'angle d'une recherche sur les phénomènes de recomposition des identités partisanes aujourd'hui.

PREMIERE PARTIE

MISE EN PLACE DE LA GRILLE D'ANALYSE

Où est le centre ?

APPROCHES THEORIQUES

Chapitre I

Petit précis d'analyse : l'imaginaire politique du centre

Il ne s'agit pas de démontrer l'existence d'un centre politique, sociologique et/ou philosophique mais de souligner que le centre comme représentation collective et ressource de la compétition politique occupe l'espace politique. Du « gouvernement au centre » à l'injonction de la raison, en passant par la théorie démocratique qui fit du centre un instrument de stabilisation des gouvernements ou par la philosophie aristotélicienne qui fait de la modération une vertu nécessaire à la vie dans la cité, la liste est longue de ceux qui investissent le centre. Il nous paraissait donc possible, dans un premier temps, d'aborder le centre par les représentations collectives qu'il véhicule. La saisie de ces dernières souligne que, dans un premier temps, l'imaginaire du centre est très nettement distinct de celui de la « troisième voie ». Ensuite, en cohérence avec notre angle d'approche défini en introduction, nous nous intéresserons plus précisément aux formations démocrates-chrétiennes qui ont contribué à forger une représentation possible du centre. Après la seconde guerre mondiale, il est remarquable que la reconstitution des démocrates-chrétiens au centre aille de pair avec le rapprochement de la figure du centre et de celle de la troisième voie : l'« autre » politique, « juste-milieu », « *Third Way* », « *Mitte* », « conciliation », les termes ne manquent pas pour l'appréhender. Ce rapprochement commun aux trois cas étudiés permet de fonder une analyse comparative du centre malgré la non-correspondance des termes de *Zentrum*, *centrum* et centre.

Nous chercherons à mettre en place une grille d'analyse des centres démocrates-chrétiens qui nous permettra, par la suite, de comparer ces centres aux mouvements issus d'autres traditions politiques (et plus particulièrement, la social-démocratie) qui revendiquent aussi une politique de la « troisième voie ».

§1 LA TROISIEME VOIE : OU EST LE CENTRE ?

1. Le centre et l'imaginaire de la troisième voie

Le centre-milieu : un centre statique.

Etymologiquement, le centre, du grec *Κεντρον* (*kentron*) évoque la pointe ou l'aiguille. Sa traduction latine *centrum* renvoie soit à la branche fixe d'un compas autour de laquelle il pivote soit au milieu d'une figure géométrique. Cette dernière acception du terme semble s'être imposée dans les représentations politiques. L'association centre-milieu semble correspondre effectivement à une figure du centre. On la retrouve très nettement en France. En Allemagne, la figure du centre est effacée par celle du milieu, même si elle subsiste. Enfin, en Pologne, ni la figure du centre ni celle du milieu ne sont présentes avant la seconde guerre mondiale. Par contre, on y retrouve la politique de la modération et de la conciliation vantée par l'Eglise.

En France, selon l'analyse de G.Lamarque, le mot centre ne revêt une connotation politique qu'au moment de la Restauration tandis que ses dérivés « centristes » et « centristes » eux datent de 1921 et 1936¹. Il s'applique aux mouvements politiques situés entre les légitimistes de droite et les républicains de gauche².

Très vite de par cette position centrale (ou plus exactement pivotale) le centre va être associé à l'idée du 'juste-milieu'³. Celui-ci se définit par sa volonté de conciliation et de réconciliation. Il se veut une voie médiane entre libéralisme et conservatisme⁴. Dès ses débuts donc, le centre est assimilé à une position pivotale entre deux aspirations contraires. Il est *centre-milieu*, conçu comme statique, milieu avant que d'être centre. Il revient au ministre François Guizot de sceller cette statique du 'juste-milieu' en lui trouvant en quelque sorte un vis-à-vis social : les classes moyennes⁵. Léon Gambetta ré-activera cette association amenée à perdurer dans son discours de Grenoble de 1872 sur les « couches nouvelles ». Ce groupe central est

¹ G. Lamarque, « La monarchie de juillet : une monarchie du centre ? Le 'juste-milieu' : évolutions et contradictions de la culture orléaniste. Juillet 1830-Février 1848 » p.13-28 in : *Le centrisme en France*/S. Guillaume (s/d) : p. 13.

² R.Rémond, *Les droites en France*, Paris : Aubier Montaigne, 1982, 544p (Collection Historique).

³ G. Lamarque, *art. cit.*, date la première utilisation du terme en janvier 1831 par Louis-Philippe en réponse à l'adresse de la ville de Gaillac. Il rappelle que le terme existe depuis l'Antiquité dans la philosophie (Aristote) ou la poésie (Ovide, Horace). Il renvoie avant tout à des considérations éthiques. Montesquieu, dans son *Esprit des lois*, lui donna sa connotation politique. La matérialisation du terme dans une organisation politique se fera avec les Girondins, puis le Directoire et les Doctrinaires (Guizot notamment).

⁴ L'analyse ne porte que sur la France. Cependant, il n'est besoin que de voir l'orientation des recherches sur les systèmes démocratiques pour voir combien la problématique du centre est associée à celle de la modération des tendances extrêmes. L'analyse la plus complète en la matière est celle de Reuven Y.Hazan, *Center Parties. Polarization and Competition in European Parliamentary Democracies*. London, Washington : Printer, 1997. Du côté des auteurs qui défendent le rôle modérateur du centre, il cite M.Duverger (1959). Il l'oppose à G.Sartori (1983) qui souligne, au contraire, les effets du centre sur la polarisation du système.

⁵ Cf. F.Guizot, *Des moyens de gouvernements et d'opposition*, Paris :Belin, 1988 (1821) : 398p.

bien plus une réalité politique qu'une réalité sociale. Il est évoqué et construit par une formation politique (et/ou un régime) qui cherche sa légitimité et ses bases sociales. L'unité de ces couches nouvelles relève non pas tant de leur homogénéité sociale que du partage (présumé) d'un ensemble de valeurs comme l'attachement à la République, au rôle de promotion sociale de l'école, à la solidarité républicaine. La classe moyenne est ainsi définie comme « modérée, patiente, maîtresse d'elle-même, observatrice de la loi, refusant de descendre dans la rue »⁶. La mission qui lui est assignée, vaut reconnaissance de son existence sociale⁷.

Classes moyennes et modération, la matrice politique du centre-milieu se constitue de Louis-Philippe à Gambetta en passant par l'incontournable Guizot. D'autres grands noms contribuent aussi à tisser l'imaginaire politique du centre, entre autres Adolphe Thiers, Jules Méline, Jean Casimir-Périer, Aristide Briand au début du siècle, Pierre-Etienne Flandrin fondateur de l'Alliance démocratique ...

En Allemagne, le terme de centre « *Zentrum* » apparaît avec la formation du parti du même nom au parlement prussien en 1858, puis en 1870 avec le *Deutsche Zentrumspartei* (le Parti du centre Allemand) au Parlement du nouveau *Reich*. La dénomination « centriste » de la fraction catholique de Prusse renvoie à un positionnement au centre entre libéraux et conservateurs. En 1870, la fraction catholique adopte la dénomination du *Zentrum* pour donner une dimension plus ouverte, c'est-à-dire interconfessionnelle, au parti. Elle ne doit pas faire illusion : le *Zentrum* est un parti catholique. Sa principale préoccupation est la défense des intérêts catholiques et de l'Eglise – ce qui fera aussi sa force comme mouvement de rassemblement (nous y revenons dans le point suivant). En ce sens, l'image politique véhiculée par le centre allemand avant que d'être celle d'un centre, fut celle d'un parti catholique. La référence catholique prime sur celle du centre et du milieu. La figure du centre n'est pas l'objet, comme en France, d'un discours du « juste-milieu », de la modération ou de la raison. Elle est aussi moins investie par un discours théorique sur l'avènement d'une société nouvelle incarné par de nouvelles couches sociales ou de nouvelles valeurs de modération et de stabilité. Néanmoins, on y retrouve l'image d'un parti qui veut rassembler les classes moyennes. En ce sens, le projet politique du *Zentrum* a certaines similitudes avec l'idée du « juste-milieu », entre autres, le soutien aux couches moyennes, la défense de la propriété privée et du principe de solidarité, la

⁶ Discours de Grenoble du 26/11/1872 cité par E.Bonhomme, « Gambetta ou du bon usage du centre » in : *Le Centriste en France, ... Op. Cit* : p. 49

⁷ L'histoire bégaie : en 1978, VGE se fait le porte-parole du 'groupe central' dont le singulier veut souligner l'unité culturelle des classes moyennes unies par leur même attachement à la modernité. Cf. C.Ysmal, « Le Groupe central giscardien » p. 241-257 in : *L'univers politique des classes moyennes/ G.Lavau,G.Grunberg, N.Mayer(s/d)*, Paris : PFNSP, 1983. De même, nous avons déjà indiqué en introduction qu'à la fin des années 1980, P.Rosanvallon et J.Julliard prophétisent l'avènement de la « République du centre » : (P.Rosanvallon et al. 1989).

lutte contre le socialisme naissant. Le lien entre stabilité et classes moyennes est tout aussi présent.

A part les catholiques allemands, aucune autre formation politique ne se revendique du centre. D'ailleurs, le terme de centre est difficile à traduire en Allemand. Le terme littéral, *Zentrum*, renvoie, en effet, directement à la formation politique historique. Il n'y a pas d'expression faisant référence à une idéologie du centre – le terme de centrisme n'existe pas en langue allemande et pour parler de « centriste », on utilisera l'expression *Zentrumanhänger*, c'est-à-dire, partisans du Centre. La traduction la plus approchée du mot français « centre » serait celle de *Mitte* qui signifie non pas centre mais « milieu ». Elle renvoie à un consensus social majoritaire, point de gravitation de la société, point de stabilité. On retrouve donc l'articulation milieu-stabilité. Notons enfin que modération n'a pas d'équivalent en allemand – on parlera d'*Ausgleich* (équilibre), on traduira le « juste-milieu » comme « *richtige Mitte* » ou « *Beibehalten des Mittelmaßes* ». *Moderieren*, qui se rapprocherait le plus du terme français de modérer, signifie arbitrer, articuler, non pas tempérer. Ainsi si l'on retrouve la même articulation entre centre et milieu qu'en France, l'idée du centre comme modération n'est pas présente en Allemagne.

En Pologne, à notre connaissance, il n'est pas fait référence, au cours du XIX^e siècle, au terme de centre (*Centrum*) ni de centriste (*Centrowicy*). On note une première utilisation du terme en 1990, lorsque Lech Wałęsa fonde l'Alliance du Centre (*Porozumie Centrum*). En 2004 est fondé le Parti du Centre (Partia Centrum). Les deux sont d'obédience plutôt conservatrices. En dehors de ces deux formations politiques, il n'est pas fait, de façon majeure, directement référence au centre. Par contre, si l'image du centre est peu utilisée celle de la « troisième voie » a plus de succès. Entre les puissances occupantes, l'Eglise prône une voie, étroite, entre résistance et collaboration : la conciliation. De même, pendant l'entre-deux guerres le courant personnaliste polonais, relativement important, tout comme en France, prône le dépassement de l'alternative entre communisme (ou socialisme) et capitalisme. Après la seconde guerre mondiale, la troisième voie fut aussi, un temps, celle des révisionnistes qui, sans renverser le régime communiste, espèrent le réformer. L'écrasement du printemps de Prague en 1968 met définitivement fin à cet espoir. La troisième voie renaît néanmoins du rapprochement de l'élite catholique et de la gauche laïque dans le principe du pluralisme sociétal (cf. §2).

Les thèmes de la modération et de la conciliation s'incarne donc plus visiblement dans la figure de la troisième voie que dans celle du centre. Cette dernière ne sera investie qu'en 1990 par l'Union Démocratique contre les partisans de l'Alliance

du Centre □ Le mélange des genres rend donc l'analyse plus complexe : les partis qui se dénomment centristes ne font pas nécessairement référence à une image du centre comme modération et/ou conciliation. Par contre ceux qui utilisent ces rhétoriques n'utilisent pas la marque centriste dans leur dénomination.

Ceci souligne que les imaginaires liés au centre et à la troisième voie ne sont pas les mêmes en France, en Allemagne et en Pologne. Il est remarquable cependant que, rejoignant en cela le cas polonais, les centres allemand et français firent progressivement leur l'imaginaire de la troisième voie. En effet, jusqu'à la seconde guerre mondiale, la troisième voie n'a jamais été l'apanage du centre. Ainsi, en France, les personnalistes qui prônent une troisième voie entre socialisme et communisme, flirtent avec l'Action Française et le régime de Vichy. En Allemagne, le « *Dritter Weg* » est avant tout « *Sonderweg* », c'est-à-dire une triste particularité de l'histoire allemande liée au nazisme puis la situation inédite d'un pays coupé en deux par le « mur de fer ». La troisième voie n'a donc *a priori* rien n'a voir avec l'idée de conciliation et de modération. Cette association entre troisième voie et centre ne se fait que plus tardivement : François Bayrou s'y lance sur le modèle de Tony Blair en 2002 mais le MRP, avant lui, avait tenté de fonder une synthèse entre capitalisme et socialisme. De même ; dès les années 1950, la CDU incarne une image de conciliation au travers de son économie sociale de marché. Par conséquent, l'association centre-troisième voie est une particularité commune aux trois pays après 1945.

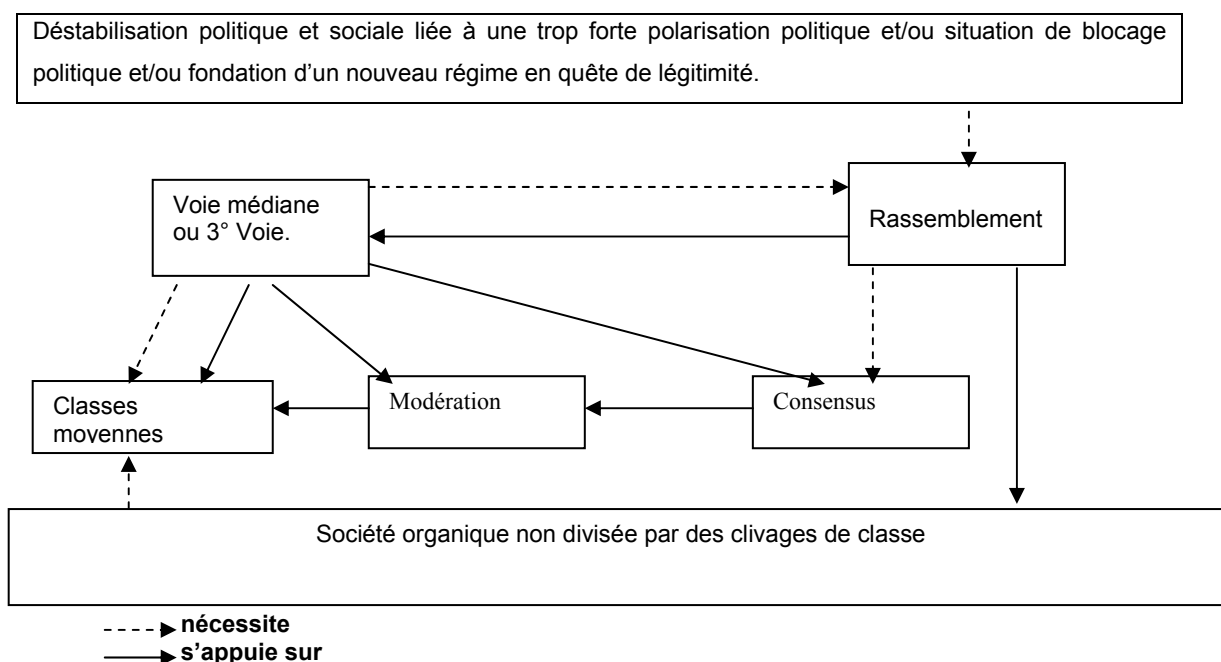
En définitive, la troisième voie n'est pas le propre du centre et le centre n'a pas d'imaginaire commun entre la France, l'Allemagne et la Pologne. Pourtant une voie de comparaison s'ouvre parce qu'on observe pour les trois pays un triple processus de rapprochement entre la figure du centre, celle de la troisième et les catholiques, convertis au régime démocratique. Conscients que les imaginaires politiques sont divers, il nous semblait possible d'analyser trois types de recomposition du centre à partir de ce rapprochement entre catholiques et troisième voie.

En effet, ce triptyque centre – milieu – troisième voie est commun aux trois pays à partir de la seconde guerre mondiale. Cette similitude sémantique permet de mettre en place la matrice sous-jacente à l'imaginaire du centre, il faudrait dire très précisément d'*un* centre, celui de la troisième voie. En tant que troisième voie, le centre se comprend par rapport aux deux autres pôles, c'est-à-dire comme un espace de conciliation et/ou de synthèse⁸. L'idée d'une voie médiane fondée sur la modération (et non la remise en cause entière du régime) s'impose naturellement lorsque l'alternative politique bi-polaire s'avère, pour une raison ou pour une autre, dépassée.

⁸ La relation entre montée des extrêmes et centre a été analysée très exhaustivement par R.Y.Hazan (1997). Elle sera détaillée dans le chapitre suivant.

La déstabilisation politique et sociale de la légitimité politique du régime favorise, en effet, l'émergence d'une rhétorique en faveur du rassemblement de toutes les forces vives de la Nation en faveur du changement et des réformes. Cette rhétorique du rassemblement s'appuie sur la possibilité d'une troisième voie, d'une part, et sur la croyance en l'existence d'une société non cloisonnée (c'est-à-dire sans lutte des classes), d'autre part. Cette croyance nécessite l'existence (ou la croyance en l'existence) de classes moyennes auxquelles sont attribuées les vertus de modération et de consensus. L'existence de ce trio (classes moyennes, modération, consensus) vient corroborer la possibilité d'une troisième voie. Ainsi, rassemblement et troisième voie forme un duo interdépendant grâce au trio précité qui repose, lui-même, sur l'idéal (ou la croyance) en une société organique non cloisonnée en classe. Le schéma ci-après synthétise les articulations symboliques qui définissent le centre comme « troisième voie ».

S. 1. La matrice du centre



Lecture : sur le modèle, la déstabilisation politique nécessite un rassemblement (national) qui lui-même s'appuie sur une société organique non divisée par le clivage de classe qui nécessite l'existence d'une classe moyenne qui s'appuie elle-même sur les valeurs de modération et de consensus□

Le schéma saisit le centre dans sa version statique de milieu : quel que soit celui qui s'en réclame, la troisième voie conduit son défenseur à n'être fixe que relativement ; le centre est un (juste)-milieu. Dans cette configuration la modération (politique) joue un rôle central de médiation et de régulation des conflits. La modération est au juste-milieu, ce qu'est le maître à l'esclave : elle le définit en même temps qu'elle le limite. Elle n'est, cependant, l'apanage ni du centre, ni des démocrates-chrétiens et ni, à fortiori, des démocrates-chrétiens centristes. En ce sens, elle peut se

retrouver sur tout le spectre politique. Comme le souligne R.Rémond, les modérés ne sauraient se confondre avec le centre⁹ : ils restent au milieu. Comment dans sa ligne politique la modération peut-elle alors être le fondement d'un courant spécifique et autonome ? La question reste entière : où est le centre ?

Le centre, espace dynamique.

Si l'on suit la définition symbolique de J.Chevalier et A.Gheerbraut, le centre prend une toute autre valeur¹⁰. Il est à concevoir comme un « foyer d'intensité dynamique », c'est-à-dire comme un lieu de condensation et de coexistence de forces contraires. Sous cet angle, le centre est un lieu toujours en mouvement.

« Il est le foyer d'où partent le mouvement de l'un vers le multiple, de l'intérieur vers l'extérieur, du non manifesté au manifesté, de l'éternel au temporel, tous les processus d'émanation et de divergences où se rejoignent, comme en leur principe, tous les processus de retour et de convergence dans leur recherche de l'unité »¹¹.

Il est à la fois un point de rayonnement en même temps que le processus même de ce rayonnement. Il fonctionne sur une quête de l'unité dont les contradictions sont le principe du mouvement. A la fois principe d'ordre en tant que réalisation de l'unité et, on pourrait même dire, inscription de l'unité dans une structure, il est, en tant que processus, un vecteur de désordre créant multitude et différenciation. Il organise le chaos dans lequel sombre toutes les formes du passé et d'où surgissent les forces nouvelles et le « cosmos organisé ». En ce sens, le centre renvoie à un chemin dynamique de l'ombre à la lumière – ce qui suppose, dans un premier temps, de mettre en lumière le chaos, c'est-à-dire de libérer la parole et d'ouvrir un débat contradictoire¹². Ainsi :

« Le centre peut être considéré, dans son rayonnement pour ainsi dire, horizontal, comme une image du monde, un microcosme contenant en lui-même toutes les virtualités de l'univers ; et dans son rayonnement vertical, comme un lieu de passage, le cénacle des initiations, la voie entre les niveaux céleste, terrestre et infernal du monde, le seuil de franchissement et, en conséquence, de la rupture. »¹³

Ce détour par les représentations symboliques n'est pas anodin. Renversant l'image politique du centre, il rappelle la logique centriste : celle de la convergence (et donc du mouvement) – dynamique verticale – et celle de la représentation – dynamique horizontale. Mais, cette dernière, statique, se heurte à la première, dynamique. Dès lors, le centre ne peut exister que s'il présente le changement comme

⁹ R.Rémond. « Conclusion générale » p. 511-516 in : *Les Modérés dans la vie politique française (1870-1965)*/ F. Roth (s/d). Nancy : Presses universitaires de Nancy, 2000.

¹⁰ J.Chevalier, A.Gheerbraut « Centre » p. 189-190 in : *Dictionnaire des symboles. Mythes, rêves, coutumes, gestes, formes, figures, couleurs, nombres*/R.Laffont/Jupiter, 2000 (1969)

¹¹ *Ibid* : p.189.

¹² Le slogan de campagne de F.Bayrou pour les élections régionales de 2004 est à ce titre évocateur : « UDF, la parole libre. »

¹³ J.Chevalier, A.Gheerbraut, *op. cit* : p.189-190.

consubstantiel à son identité¹⁴ □ Mais comment fonder une identité (durable et stable, par définition) sur un terreau mouvant et évolutif, sur une modernisation permanente ? Pour saisir cette identité impossible, il nous fallait choisir un point d'approche bien particulier pour éviter de tomber dans la rhétorique circulaire de la troisième voie (la modernité c'est la troisième voie, elle-même définie par la modernité).

A partir d'une tradition politique existante, nous avons donc recherché les éléments d'une stratégie centriste d'intégration du centre. Il aurait été logique, à la suite des travaux de R.Rémond de s'occuper des formations orléanistes, ou de manières plus larges, libérales. Mais comme nous l'espérons l'avoir montré, nous butions alors sur une définition du centre comme milieu et, donc, sur l'impossibilité d'étudier le centre comme culture partisane. Nous nous limitons, au mieux, à le saisir comme une méthode de gouvernement. Partant de l'analyse symbolique du centre, il apparaît pourtant que l'imaginaire centriste est bien plus large que ne le veut son application et son acception politique. Il s'agira dans le paragraphe suivant de mettre en relation le choix de la démocratie-chrétienne comme angle d'approche et l'imaginaire centriste d'un mouvement perpétuel d'unité et de pluralité. Comment une tradition politique s'empare-t-elle de la figure du centre ?

2. Catholicismes et démocratie-chrétienne.

Rappel des hypothèses.

A la suite de D.L.Seiler, nous posons l'hypothèse d'une spécificité du courant démocrate-chrétien « clairement circonscrit et donc réductible à nulle autre famille politique »¹⁵. Pour le caractériser, il faut distinguer, d'une part, ce qui constitue des variations d'un idéal type de la démocratie-chrétienne, et d'autre part, ce qui fonde l'identité même de ce courant, en tant que courant de pensée spécifique. Ce n'est qu'à partir du moment où se dégage une spécificité d'une vision politique chrétienne du monde et de l'ordre social, que peut apparaître la nécessité pour les porteurs de cette vision de se constituer en parti politique ayant vocation à incarner sur la scène politique (et donc publique) cette vision chrétienne¹⁶. Dans la multiplicité des traditions et courants catholiques, entre catholicisme social et socialisme chrétien, entre catholicisme libéral et catholicisme intransigeant, sur quoi se fonde l'unité du courant démocrate-chrétien ?

¹⁴ Le changement se traduit en termes politiques par l'idée de modernisation (du parti, des structures institutionnelles, de la vie politique etc.)

¹⁵ D. L. Seiler. « Les Partis de défense religieuse » p. 303-336 in : *Partis et familles politiques*/ J.L. Seiler. Paris : PUF, 1980, 249 p. Voir aussi : K. van Kersbergen « The Distinctiveness of Christian Democracy » p. 30-47 in : *Christian Democracy in Europe : a comparative perspective.* / D. L. Hanley (s/d), London : Printer, 1994.

¹⁶ D-L Seiler souligne l'enjeu pour l'Église de cette infiltration dans la société qui n'est autre qu'une évangélisation indirecte. D-L Seiler, *Op. Cit* : p. 319.

Dans son acception politique la plus large, la démocratie-chrétienne signifie « la réconciliation entre le christianisme et la démocratie et la recherche d'une contribution du christianisme à la vie d'une société démocratique »¹⁷. Mais si la démocratie peut être définie comme une articulation particulière des principes d'égalité et de liberté, les principes chrétiens font, quant à eux, l'objet d'interprétations variées. La « démocratie –chrétienne » renvoie-t-elle, alors, à un courant politique et catholique bien particulier ou faut-il considérer que démocratie-chrétienne et catholicisme politique sont réductibles l'un à l'autre? D'un point de vue historique, on distingue traditionnellement trois « démocraties-chrétiennes ». La « première », en opposition avec le catholicisme ultramontain, est issue du catholicisme libéral des années 1848. La « seconde » s'inspire du catholicisme social de la fin du XIX^e siècle, sous l'impulsion de la nouvelle doctrine sociale de l'Eglise de *Rerum Novarum* (1891). Enfin, la « troisième » démocratie-chrétienne émerge après la seconde guerre mondiale : elle s'organise en parti de masse (« *Volkspartei* »¹⁸) dans certaines régions, comme en Allemagne ou en Italie¹⁹. Mais son ancrage dans les milieux conservateurs rend difficile la distinction entre démocratie-chrétienne et conservatisme.

Pris au sens large, la démocratie-chrétienne englobe les « trois » démocraties-chrétiennes et ne se distingue pas des mouvements du catholicismes politique.

A côté de cette perspective historique, on peut définir, de manière restrictive, la démocratie-chrétienne comme l'aile politique du syndicalisme chrétien (c'est-à-dire comme un catholicisme social, si tant est qu'il ait une vocation politique de réformisme social). Elle correspond donc à la « seconde démocratie-chrétienne »²⁰.

Il semblerait que l'articulation spécifique qui est faite entre catholicisme libéral, catholicisme social et catholicisme intransigeant soit un déterminant important de la réussite ou non d'un mouvement démocrate-chrétien qui a vocation à rassembler au-delà des catholiques et à devenir un mouvement social²¹. Reprenant la conclusion de

¹⁷ P. Letamendia, *La Démocratie chrétienne*. Paris : PUF, (1977). 1993 : p. 1.

¹⁸ La traduction la plus fréquente du concept de « *Volkspartei* » est celle de « parti de masse ». Certains préfèrent les traductions telles que parti interclassiste, parti attrape-tout, parti populaire ou parti de rassemblement. Il faut, en effet, souligner que la traduction de parti de masse ne correspond pas à la traduction littérale qui est celle de parti populaire (ou du peuple). Cette dernière traduction a l'avantage de souligner le caractère interclassiste de la mobilisation démocrate-chrétienne (dans son discours tout du moins), sans pour autant lui donner l'image d'un parti de militant. La traduction de parti de masse fausse, par contre, la compréhension du rassemblement démocrate-chrétien puisque la CDU fut avant tout, du moins jusqu'à l'élection de A.Merkel en 2000, un parti d'électeurs plutôt qu'un parti de militants.

¹⁹ En France ou en Pologne, par contre, la démocratie-chrétienne échoue à se constituer en mouvement populaire de grande ampleur.

²⁰ Cette définition de la démocratie chrétienne comme le répondant politico-institutionnel du syndicalisme a l'avantage d'ouvrir des pistes de réflexion sur les recompositions des centres à partir d'une reformulation de leur alliance avec le milieu syndical sur le modèle du *Labour* anglais.

²¹ La constitution d'un mouvement social hors du clivage de classe suppose de réunir au sein d'une même formation, différents groupes particuliers – comme l'aristocratie, la bourgeoisie, les ouvriers et les paysans. Ce qui ne va pas sans poser de problèmes [cf. *infra*].

D-L.Seiler, nous affirmons que les partis démocrates-chrétiens « doivent donc médiatiser à la fois la volonté politique des croyants, ce du point de vue des valeurs – famille et morale – et la volonté politique de ces organisations diverses »²².

Les paragraphes suivants ont, par conséquent, deux objectifs : 1) caractériser la démocratie-chrétienne comme courant de pensée spécifique qui réussit à intégrer trois types différents de catholicisme politique, et donc trois formes particulières de médiation des intérêts sociaux (on dira aussi de régulation) et 2) mettre en place une grille d'analyse des rhétoriques centristes et démocrates-chrétiennes d'intégration de l'espace de compétition politique. La présentation suivante des trois cas allemands, français et polonais valideront le rôle joué par les traditions catholiques dans la réussite d'un mouvement démocrate chrétien.

La démocratie-chrétienne allemande.

La greffe libérale ne prend que modérément dans les mouvements catholiques allemands qui restent dominés par la pensée contre-révolutionnaire²³. Mais celle-ci est plus mitigée qu'en France. Premièrement, elle se structure surtout autour d'une référence propre, celle du romantisme allemand du Saint Empire Romain : si les références au Pape et à l'institution ecclésiastique existent bien évidemment, elles jouent plus un rôle de régulation que d'inspiration politique - contrairement à la France, où le poids de l'Eglise dans l'organisation politique des catholiques se fait davantage ressentir. Deuxièmement, ce poids relativement faible de la hiérarchie catholique dans l'organisation des mouvements politiques s'ancre dans une réalité politique où la Prusse, protestante, assoit son hégémonie sur la future Allemagne.

Paradoxalement, ce contexte défavorable est propice à un conflit où les catholiques, minoritaires, occuperont une position défensive, les obligeant à taire leurs différents et à se regrouper, quelles que soient leurs tendances politiques et morales.

²² D-L Seiler, *op. cit* : p. 320.

²³ Ainsi, même la tendance sociale, située à gauche du *Zentrum* n'est pas véritablement démocratique. Par exemple, M.Erzberger fut élu au Reichstag en 1903 grâce aux forces paysannes et ouvrières et rencontra très rapidement l'hostilité des bourgeois et des ecclésiastiques les plus conservateurs. En 1917, lors du conflit sur la question de l'annexion des territoires de l'Alsace et de la Lorraine et de la guerre sous-marine à outrance (1915-1917), il prend appui sur sa gauche pour rejeter le principe de l'annexion. Mais, comme le souligne A.Wahl, « la conversion de Erzberger est incomplète » : il refuse la parlementarisation tout comme la formation d'un bloc de gauche. A.Wahl, *Les forces politiques en Allemagne. XIX^e-XX^e siècle*. Paris : Armand-Colin, 1999 : p.135.

Dès les années 1830, les catholiques commencent à s'organiser²⁴. Il serait donc faux de considérer que l'émergence d'un catholicisme politique est contemporaine de la politique anticléricale lancée par O.Bismark, période connue sous le nom de *Kulturkampf* (combat des cultures, 1871-1875). La période du Parlement de Francfort (1848-1849) marque déjà le début d'un processus de structuration des milieux politiques allemands, et notamment des catholiques²⁵. L'échec du Parlement de Francfort et la période de répression qui s'en suit, annihile pour un temps le développement des forces politiques. Mais en 1852, la publication de deux ordonnances du gouvernement prussien contre l'action des jésuites conduit les catholiques de Prusse à se constituer en fraction au Parlement. En 1858, la fraction catholique de Prusse prend le nom de *Zentrum* pour souligner son positionnement au centre. Son audience faiblit à chaque élection et elle disparaît en 1867. Cependant, le raidissement du Pape, la montée de l'anticléricisme chez certains libéraux et enfin l'emprise croissante de la Prusse protestante accroissent la nécessité d'un regroupement des catholiques. En décembre 1870, tous les catholiques (sauf H. von Mallinckrodt et L.Windhorst) se rallieront au *Reich*²⁶. Dans le *Reichstag* du nouveau *Reich* allemand, la fraction des catholiques se dénomme *Zentrum Verfassungspartei* et perdurera jusqu'à son auto-dissolution en 1933. Ainsi, même si certains catholiques votent encore pour les démocrates ou les libéraux, le milieu catholique est largement mobilisé.

Le programme du nouveau parti est très court. Il se fonde, avant tout, sur la défense des intérêts religieux et sur l'attachement à l'autonomie des Etats dans la cadre du Reich fédéral. Ces deux éléments, et tout particulièrement la défense des intérêts religieux, vont permettre de manière récurrente de fédérer les différentes tendances du *Zentrum* et d'éviter l'éclatement qui, parfois, menace. Héritier du catholicisme politique des années précédentes, le *Zentrum* est, en effet, déchiré entre

²⁴ A.Wahl date l'émergence du catholicisme politique avec le conflit de Cologne en 1837. L'évêque de Cologne adopte une position intransigeante sur la question des mariages mixtes. Ce conflit radicalise les positions catholiques. Dès la période du *Vormärz* des tendances se dessinent au sein de ces mouvements catholiques. Tout d'abord, les courants conservateurs, autour de Görres notamment, qui prône un Etat chrétien, monarchique et fondé sur les ordres. Ce courant est majoritaire. La deuxième tendance est constituée des bourgeois catholiques, plus libéraux, ouverts à l'idée de monarchie constitutionnelle. Au moment du conflit de Cologne, cette tendance se tourne du côté du conservatisme, même si elle reste attachée au constitutionnalisme. On y retrouve notamment, les frères August et Peter Reichensperger. Enfin, le dernier courant se rapproche du christianisme social, mais reste attaché à la monarchie de droit divin. Son approche de la question sociale est empreinte de paternalisme. Cf. A. Wahl, *Op. Cit.* : p.39-41.

²⁵ Les députés catholiques fondent dans un premier temps un groupe parlementaire, le *Steirnes Haus* qui s'avère être un échec. Ils intègrent alors le *Café Milani* qui regroupe les conservateurs. Cependant, très vite, le 14 juin 1848, une organisation inter-fractionnelle entre le Milani et le Casino se met en place sous l'égide des catholiques (et très précisément du général Radowitz) pour influencer sur les décisions sur les questions des droits fondamentaux, de l'école confessionnelle et le statut de l'Eglise.

²⁶ H.v.Mallinckrodt compte parmi les fondateurs du *Zentrum*. Fils du vice-président du gouvernement d'Aix-La-Chapelle, il est élu au Parlement prussien en 1852. L.Windhorst est, quant à lui, une figure du Parlement de Hannover avant son annexion par la Prusse (1866). Elu au Parlement de la Prusse, il devient la figure de proue du nouveau parti du centre.

son aile traditionaliste, conservatrice voire monarchiste et son aile sociale, qui tente de trouver un ancrage dans le milieu ouvrier en plein essor²⁷. On distingue traditionnellement quatre groupes 1) les aristocrates et la hiérarchie ecclésiastique appuyant les idées du catholicisme intégral ou intransigeant, 2) les paysans, les anciennes classes moyennes dont l'union peut conduire à des mouvements anti-notables que W.Loeth qualifie de « populistes »²⁸. Ils sont contre le libéralisme, les banquiers, les juifs et défendent le suffrage universel. et 4) les ouvriers qui, à certaines périodes, se sont alliés au mouvement « populiste »²⁹.

Dans un premier temps, le *Kulturkampf* (1871-1875) va permettre de mobiliser tous les catholiques. Mais les Nationaux-libéraux s'affaiblissant, le *Zentrum* devient indispensable pour former une majorité³⁰. La fin du *Kulturkampf* signe, dès lors, la résurgence des débats économiques et des divergences au sein des mouvements³¹.

La force du mouvement catholique allemand sera de réussir à maintenir une audience dans la masse ouvrière. Le *Volksverein für das katholische Deutschland*, fondée le 24 octobre 1890, a pour objectif d'assurer l'encadrement de la masse ouvrière. Le *Volksverein* devient, avec le SPD, la plus grande organisation de masse. Il permet au *Zentrum* de s'adapter au monde contemporain et de garder un ancrage dans le monde ouvrier. Le parti reconnaît, ainsi, implicitement l'évolution de la société et renonce à restaurer la société corporatiste³². La « gauchisation » se poursuit : en 1894, F.Hitze réclame la formation de syndicats et le droit de grève. En novembre 1900, A.Brust fonde les syndicats chrétiens. Mais la décision se heurte à l'épiscopat et à la droite du parti, emmenée par Mgr von Kopp³³. La mort de ce dernier le 4 mars

²⁷ Plusieurs périodes sont marquées par de fortes tensions. Ainsi, en 1891, après la mort de Windhorst, l'aristocratie lance une offensive contre la mise en place du *Volksverein* et la gauchisation de la direction. En 1902, après la mort de E.Lieber, le parti fléchit de nouveau à droite avec la montée de G. von Hertling (plus national) qui rencontre la résistance des ouvriers. En 1900, la création du syndicat chrétien se heurte au parti et à la hiérarchie ecclésiastique. Finalement, un accord est trouvé en 1907. En 1915 encore, les courants s'opposent quant à la question de l'annexion. Un compromis est finalement signé en 1916 avant que Erzberger ne fasse un retournement brutal (1917) et condamne l'annexion (cf. note 23 ci-avant). Enfin, au congrès de 1920, la droite pousse à la rupture avec le SPD et à l'élimination de Erzberger. Certains en appellent à voter DNVP (*Deutschnationale Volkspartei*, Parti national allemand).

²⁸ W.Loeth, *Katholiken in Kaiserreich. Der politische Katholizismus in der Krise des Wilhelminischen Deutschlands*, Düsseldorf, 1984 cit. In: A.Wahl, *op. Cit.*: p.129.

²⁹ Notamment au moment de la mise en place du syndicat chrétien. Mais la crise économique de 1907-1909 va conduire à l'éclatement de l'alliance des ouvriers et des classes moyennes et paysannes.

³⁰ En 1890, le *Zentrum* devient le premier parti du Reichstag

³¹ Et ce d'autant plus que les années 1890 sont marquées par la montée du socialisme.

³² L'instauration du *Volksverein* a cependant ravivé des conflits internes au *Zentrum*. L'aristocratie lance une offensive. Simultanément, les mouvements paysans et les anciennes classes moyennes se lancent dans des actions communes contre les notables. La tentation autoritaire y est très présente. Entre ces deux réactions, aristocratiques et « populiste », la bourgeoisie décide d'appuyer les secondes. La victoire est consacrée au *Katholikentag* de 1894 où E.Lieber est porté au pouvoir par les classes populaires et moyennes.

³³ La crise économique de 1907-1909 modifie les rapports de force : les « populistes » se tournent à nouveau vers les notables traditionnels et rejettent l'alliance avec les ouvriers. La droite regagne du terrain.

1914 va mettre un terme à l'offensive. La tendance intégraliste est désormais écartée³⁴.

La montée du nationalisme va calmer les tensions internes³⁵. Le *Zentrum* se soumet à la direction du Kaiser. Après l'abdication de l'empereur, le *Zentrum* se réorganise. Un programme est finalement voté en décembre 1919, après des conflits importants entre les rhénans et la direction berlinoise. Il ne marque aucune évolution par rapport aux programmes précédents si ce n'est l'abandon de la politique de puissance et le rattachement à la SDN (Société des Nations). Néanmoins, le parti se démocratise en se dotant d'instances dirigeantes élues.

Mais, le *Zentrum* reste divisé entre une aile démocrate-chrétienne et une aile catholique conservatrice. La première, sous l'égide de Erzberger, prône le « solidarisme chrétien ». La seconde, autour de A.Stegerwald veut bouleverser le système de partis et créer un parti interconfessionnel appuyé sur le syndicalisme chrétien. L'objectif n'est pas de créer un nouveau parti ouvrier mais plutôt un parti conservateur interclassiste et national. Le fossé demeure entre les deux tendances. Dès 1920, c'est l'aile droite qui a de nouveau l'avantage. Dans son programme adopté en 1922, le *Zentrum* se définit comme une *Volkspartei*, chrétien et national. Il rejette la lutte des classes au profit d'une communauté unie. A.Wahl conclue : « la parenthèse d'un *Zentrum* ouvert à gauche est close par ce congrès »³⁶.

L'aile gauche prend peu à peu ses distances par rapport à l'anticapitalisme et au corporatisme du romantisme politique allemand. Elle développe l'idée de cogestion et de participation. Elle accepte de prendre en compte la pluralité de la réalité sociale et l'existence d'intérêts particuliers. Cette vision pluraliste signe la prise de conscience du parti (du moins de certains) de la nécessité de s'écarter d'un romantisme du « peuple » et d'une vision organiciste de la société.

Au congrès de 1928, le courant syndicaliste devient minoritaire. Mgr Kaas est élu président. Le courant national autoritaire triomphe. Il ouvre la voie à une régime autoritaire dont H.Brüning sera la figure de proue, en accédant au poste de chancelier en 1930. La victoire du NSDAP renforce les tendances nationales et autoritaires du parti. Brüning se déclare ouvert à un gouvernement de coalition. Il reçoit l'aval de Mgr Kaas. Ce dernier est d'ailleurs prêt à donner les pleins pouvoirs à Hitler sans concession. Brüning exige des garanties écrites. Pourtant le 23 mars 1933, bien

³⁴ Mais le mouvement a pâti de cette offensive : en 1911, le syndicalisme catholique regroupait 350.000 membres, en 1915 le nombre tombe à 342.000, tandis que les syndicats libres augmentent leurs adhésions de 500.000 nouveaux membres. D'après A.Wahl, *Op.Cit* : p.134.

³⁵ La question de l'annexion de l'Alsace et la Lorraine divisent le *Zentrum*. En 1916, un compromis est trouvé et le *Zentrum* approuve le principe de l'annexion.

³⁶ A.Wahl, *Op. Cit.* : p. 206

qu'aucun engagement écrit n'ait été signé, le *Zentrum* vote les pleins pouvoirs à A.Hitler. Cela n'empêchera pas la dissolution du parti le 5 juillet 1933. Brüning s'exile.

La démocratie-chrétienne allemande est ainsi à la confluence d'aspirations sociales et traditionalistes. La pensée démocrate est quasi-absente du mouvement tandis que la tendance autoritaire et nationale est toujours latente. A la veille de la guerre le *Zentrum* est beaucoup moins agrarien, davantage bourgeois, national, anti-socialiste et peu favorable à la démocratie. La force de ce mouvement est cependant d'avoir réussi à conglomérer tous les catholiques autour d'un objectif commun : la défense des intérêts religieux. Par ailleurs, la tendance sociale, ayant su se libérer d'une conception organiciste de la société, a permis aux catholiques allemands, contrairement à la France, de maintenir un ancrage dans la population³⁷. Rappelons enfin, que le contexte particulier d'une Allemagne, où les catholiques sont minoritaires, fut propice à la mobilisation des catholiques ; phénomène que l'on ne retrouve pas en France.

Les avatars de la démocratie-chrétienne en France.

En France, les intérêts religieux ne suffisent pas à la naissance d'une formation catholique nouvelle. Ceci, explique, d'une part, que les catholiques ne se regroupent pas dans un même parti politique, et d'autre part, que les tentatives (échouées) de regroupement des catholiques ne se soient pas tant faites en vue de la défense d'intérêts religieux communs, que pour la défense d'une vision politique et sociale qui permettrait d'arracher les catholiques aux partis de l'ordre, sans pour autant les rejeter dans le socialisme. Le caractère plus idéologique et moins pragmatique de la démocratie-chrétienne française complique d'autant le regroupement de tous les catholiques : les questions de régime mais aussi les problèmes économiques et sociaux prennent le pas sur les vellétés de rassemblement. Enfin, le contexte français d'un conflit marqué et durable entre l'Eglise et l'Etat rend difficile l'adhésion des catholiques aux valeurs de la démocratie libérale et tout simplement au libéralisme qui est une condition nécessaire pour qu'un mouvement catholique se détache du catholicisme conservateur et intransigeant³⁸. Les diverses tentatives de désolidariser les catholiques des conservateurs se solderont toutes par un échec.

³⁷ Pendant l'entre-deux-guerres, le parti gouverne avec les sociaux-démocrates et mène une politique de réformes. Sur le sujet voir : P.Letamendia, *La démocratie chrétienne*, Paris : PUF, 1993 (1977), collection QSJ : p.33.

³⁸ D-L Seiler, *Op. Cit.*

La première sera conduite par l'Abbé de la Mennais³⁹ le 26 octobre 1830 avec le lancement du journal *L'Avenir*. Il y préconise le suffrage universel, la liberté de presse et le réformisme social⁴⁰. Mais cette ébauche d'un catholicisme libéral ne sera que de courte durée. Les revendications seront condamnées par l'encyclique *Mirari Vos* du 15 août 1832. Grégoire XVI y rappelle le devoir de fidélité et de soumission dû au souverain et bannit toutes idées de liberté de conscience et de presse⁴¹.

En 1844, Charles de Montalembert reprend le flambeau⁴². Il refuse le principe d'égalité sociale qui est, pour lui, contraire au principe hiérarchique naturel. Il veut regrouper les catholiques autour de la défense de la liberté d'enseignement. Dans un premier temps, sa croisade est couronnée de succès (aux élections de 1846, la nouvelle formation a quelques 140 députés élus). Mais le succès, là encore, sera éphémère. En effet, la période pré-1848 est propice à un nouveau courant catholique, recentré sur la question sociale. Devant l'irréalisme de ces catholiques sociaux, les quelques partisans d'un catholicisme libéral, pour la plupart légitimistes, se montreront de plus en plus sensibles aux partis de l'ordre.

Quant aux catholiques sociaux, animés d'une mystique chrétienne de la fraternité et du peuple ouvrier, ils s'engagent en faveur d'une démocratie spiritualiste et sociale à la suite de la révolution de février 1848. En avril 1848, Frédéric Ozanam et l'Abbé Maret entre autres, fondent *l'Ere Nouvelle*, qui entend prolonger et continuer l'esprit de février. Buchez ira plus loin, en posant les bases d'un socialisme chrétien encore bien incertain⁴³.

Dès lors, l'opposition entre conservateurs et libéraux, d'une part, chrétiens-sociaux d'autre part va s'aggraver. Cette polarisation des camps catholiques donne naissance à un troisième courant catholique que les historiens nomment le « catholicisme intransigeant »⁴⁴ : après 1848, l'écrasement des journées de juin, l'avènement de Louis-Napoléon Bonaparte, l'antilibéralisme des catholiques et la centralisation romaine s'accroissent. Jean-Marie Mayeur définit cette catholicité

³⁹ D'abord favorable à un régime théocratique, après l'avènement de Louis-Philippe en 1830, il réclame, contre l'usurpateur, la liberté et refuse l'attitude de Rome qui reste favorable au nouveau régime. Probablement, Rome, légitimiste de cœur, préfère une monarchie « illégitime » à la République.

⁴⁰ La revendication de ces libertés politiques ne doit pas amener à conclure trop vite au caractère « libéral » de l'initiative de La Mennais. S'agit-il d'accepter les libertés pour mieux, à terme, imposer l'Eglise et rétablir une société chrétienne ? Les « Ultras » ont d'autant moins de difficultés à soutenir l'idée du suffrage universel qu'ils estiment que leur implantation rurale leur donnera l'avantage lors des scrutins. Cette ambiguïté de la démocratie-chrétienne demeure, des premières revendications libérales d'un de La Mennais jusqu'aux années d'avant guerre.

⁴¹ Déçu par une Eglise qui ne le suit pas, La Mennais démissionne du sacerdoce.

⁴² Montalembert inspirera ceux qu'on appellera les conservateurs sociaux, tels que F. de Falloux, le duc de Broglie ou René de la Tour du Pin.

⁴³ Il prône ainsi des ateliers refuges pour les chômeurs, un enseignement populaire, une législation protectrice de l'enfance, la reconnaissance du droit du travail. Mais, ce courant est relativement marginal, constitué de quelques intellectuels, quelques prêtres, quelques ouvriers épars.

⁴⁴ F.G Dreyfus considère qu'il ne faut cependant pas surestimer l'influence de cette pensée en France. Elle ne toucherait que les milieux les plus traditionnels cf. F-G Dreyfus, *Histoire de la démocratie-chrétienne. De Chateaubriand à Raymond Barre*. Paris : Albin Michel, 1988.

renaissante « [] par l'hostilité au libéralisme religieux [] , par l'hostilité au libéralisme philosophique qui fait de la raison la norme et la loi suprême [] par l'hostilité au libéralisme politique [] par l'hostilité au libéralisme économique et social qui livre des individus isolés à la concurrence et qui ne donne d'autre mission à l'économie que la recherche du profit »⁴⁵. De ce renouveau de la catholicité émerge le catholicisme social. On y retrouve des figures comme Frédéric Le Play, Albert de Mun, ou La Tour du Pin. Ces « conservateurs sociaux » dénoncent le régime des libertés et défendent, à l'inverse, le régime des corporations⁴⁶. En 1885, A de Mun appuyé sur le succès de *l'Oeuvre des cercles*, fait une ultime tentative pour la création d'un parti catholique⁴⁷. Un comité est mis en place et un programme est proposé le 3 novembre 1885. Mais A. de Mun est contraint de renoncer par Rome. François-Georges Dreyfus, en reprenant les mots de l'évêque de Soisson Mgr. Thibaudier, résume assez bien la motivation romaine: « c'est toujours rabaisser les catholiques que d'en faire un parti »⁴⁸.

Grâce au ralliement, la démocratie-chrétienne a de réelles opportunités. Avec les abbés démocrates et L.Harmel émergent une nouvelle génération de chrétiens sociaux qui, contrairement aux Tour du Pin ou aux de Mun, ne répudient pas aux droits de l'homme et à la démocratie. Des *cercles ouvriers* se forment qui défendent, contre les catholiques sociaux, un syndicalisme séparé, une démocratie sociale et un impôt sur le revenu. Autant dans *l'Oeuvre*, l'objectif était de rappeler leur devoir de charité aux élites, autant dans les cercles, l'élite doit sortir du peuple. Avec ce mouvement, dont les tenants sont d'origine plus modestes que les aristocrates de *l'Oeuvre*, une démocratie catholique et rurale se libère de la tutelle des notables. Les conservateurs sociaux sont dépassés. *L'Oeuvre* périclité.

Mais, l'affaire Dreyfus et la question de la loi de séparation polarise une fois encore les positions. Dans ce climat, le Sillon fait irruption avec sa question étonnante : « Et vous, croyez vous à l'amour ? »⁴⁹.

Au point de départ, simple mouvement religieux, le Sillon, sous l'égide de Marc Sangnier, va peu à peu prendre des positions politiques. Il se prononce tout d'abord pour un syndicalisme séparé. Ensuite, il se proclame résolument démocratique.

⁴⁵ J-M Mayeur, *Des partis catholiques à la démocratie chrétienne*, Colin, 1980, p. 52. Il est à noter que ce catholicisme intransigeant éloigne la bourgeoisie libérale catholique du catholicisme et des mouvements conservateurs. Elle se rapproche des libéraux et se refuse au catholicisme à la différence de l'Allemagne où la bourgeoisie était avant tout protestante. Le catholicisme allemand peut donc plus facilement se tourner vers les problèmes sociaux. [cf. *supra*].

⁴⁶ Certaines nuances s'observent. Ainsi, A. de Mun accepte le ralliement à la République et prend conscience des insuffisances du régime corporatiste et du recours nécessaire à l'intervention de l'Etat. La Tour de Pin, lui, refusera le ralliement et restera attaché au régime monarchique. La question démocratique scindera ensuite les chrétiens démocrates des conservateurs sociaux.

⁴⁷ L'œuvre des cercles catholiques ouvriers est fondée en 1871. Jusqu'en 1880, De Mun croit trouver les solutions aux problèmes sociaux dans l'enseignement de l'Eglise. Pour la création d'un parti, il s'appuie sur l'encyclique de 1884, *Humanum genus* qui demande une organisation corporatiste.

⁴⁸ F-G. Dreyfus 1988 : 69.

⁴⁹ Cit. in: F-G Dreyfus 1988. : 95.

Emprunt d'un sentimentalisme mystique, il fait la même constatation que l'ACJF⁵⁰ celle de l'égoïsme bourgeois. Mais autant, l'ACJF se propose de ramener la bourgeoisie à son rôle de classe dirigeante, autant le Sillon veut préparer une nouvelle élite. Résolument démocrate, M.Sangnier est persuadé que le christianisme est nécessaire à la démocratie parce que seule la force du christianisme peut dépasser le conflit inhérent à la démocratie entre intérêts particuliers et intérêt général.

En devenant politique et surtout démocratique, le Sillon inquiète la hiérarchie catholique. Dans une lettre aux évêques du 25 avril 1910, Pie X condamne le Sillon et exige de ce dernier qu'il se réorganise sous la direction des évêques pour redevenir un mouvement purement religieux. M.Sangnier se soumet. Nouvel échec de la démocratie-chrétienne. Mais l'évolution démocrate de certains chrétiens est désormais entamée.

En 1912, M.Sangnier crée la Jeune République (JR). L'organisation se veut non confessionnelle même si elle fait référence à la morale chrétienne. La JR est loin de faire l'unanimité et les catholiques vont en ordre dispersé. A la veille de la guerre, trois groupes, en plus de la JR, rivalisent des suffrages catholiques : la Fédération Républicaine⁵¹, le groupe des droites et le groupe de l'action libérale populaire.

Ces divisions se retrouvent après la guerre : la JR est reconstituée tandis qu'en 1924 est fondé le PDP, parti démocrate populaire. On y trouve notamment Marcel Prélot, Robert Schumann et Georges Bidault. La formation se veut républicaine et attachée au libéralisme politique. Elle préconise une administration décentralisée, une représentation professionnelle et familiale. Sa conception sociétale organique reste empreinte d'anti-individualisme, héritière du catholicisme politique et de la doctrine sociale de l'Eglise. Malgré la formation de la CFTC en 1919, le PDP ne parvient pas à s'appuyer sur une base ouvrière comme ce fut le cas en Allemagne.

Dans un désir de rassemblement, Francisque Gay constitue avec G.Bidault en 1938 les *Nouvelles Equipes Françaises*⁵². Mais leur essor est faible et la clientèle catholique reste attachée à la droite.

Dans les années 1930 deux personnalités importantes pour la démocratie-chrétienne ressortent: Jacques Maritain et Emmanuel Mounier⁵³. Le premier a rompu avec l'Action Française. Il reprend la pensée sociale de l'Eglise, sans grande

⁵⁰ Action catholique de la jeunesse française fondée par A de Mun en 1886. L'organisation va progressivement être phagocytée par l'Action Française pendant l'entre-deux-guerres.

⁵¹ Des Fédérations Républicaines se sont constituées en Bretagne et dans la région parisienne notamment depuis 1912. Elles gardent un caractère très décentralisé et éclaté. La plupart de ses militants viennent de l'ACJS. Le regroupement de ces fédérations donnera, après guerre, le PDP (Parti Démocrate Populaire).

⁵² Dans le même esprit, Francisque Gay fonde le journal *L'aube* en 1932.

⁵³ Les deux appartiennent aux « Non Conformistes ». Cf. « Les Non Conformistes des années trente » in : F-G. Dreyfus, *Op. Cit* : p.121-135.

nouveauté. Par contre, il introduit un nouveau thème : l'antiparlementarisme. Il tente de libérer les chrétiens des solidarités conservatrices. Mais la pensée est ambiguë puisque l'Eglise garde un pouvoir indirect sur le temporel en ce qui concerne les questions religieuses et morales.

Quant à E.Mounier, certes, il n'est pas démocrate-chrétien, mais sa pensée empreint certains de ceux qui fonderont le MRP⁵⁴. E.Mounier refuse l'idée d'un parti catholique. Il dénonce le moralisme né de la confusion entre religion et politique. Très influencé par Charles Pépuy, il est hostile au parlementarisme et prend ses distances par rapport aux principes de 1789. Il condamne le Sillon et rend, au contraire hommage, à l'Action Française qui a continué sa lutte contre l'antiparlementarisme⁵⁵. Il récuse cependant son conformisme et son traditionalisme. Il défend la démocratie organique. En 1931, il fonde la revue *Esprit*. Il récuse à la fois le communisme, le libéralisme et le fascisme. Il cherche une quatrième voie. Ce sera celle du personalisme.

Par leur conception organique de la démocratie, les personalistes, dont E.Mounier, seront proches du « premier » Vichy de la révolution nationale. Prenant ses distances avec le régime, la revue *Esprit* sera finalement condamnée en août 1941 et Mounier arrêté en janvier 1942.

Les démocrates-chrétiens vont fournir quelques bataillons de la résistance. Au sein de celle-ci, l'idée du rassemblement dans un grand mouvement a-confessionnel, tenu à l'écart d'une hiérarchie épiscopale majoritairement favorable au Maréchal Pétain, se développe. Elle amorce la nécessité de se démarquer de l'Eglise et de fonder la reconstruction de la démocratie-chrétienne sur une sensibilité sociale. Ce sera l'espoir du MRP.

Ainsi, la démocratie-chrétienne – association du catholicisme et de la pensée démocrate – émerge à la fin du XIX^e siècle après le ralliement de l'Eglise à la République. Occupant déjà un espace réduit, la démocratie-chrétienne se divise. Elle doit se positionner par rapport à des malentendus récurrents ou ce que nous appellerons des *associations terminologiques impossibles*. D'abord, l'association *parti et catholiques* : un parti catholique est inconcevable. Certes, la tension entre laïcs et religieux complexifie l'ancrage d'un tel parti, mais surtout la hiérarchie catholique ne le

⁵⁴ La référence reste néanmoins celle de J.Maritain même si l'idée de la « révolution intime » du personalisme se retrouve aussi dans le discours des démocrates-chrétiens français. Il pourrait être intéressant de comparer l'influence des deux auteurs sur la pensée démocrate-chrétienne française.

⁵⁵ Il y a quelques affinités entre Démocratie chrétienne et Action Française notamment une doctrine politique spiritualiste, un sens de la cité et du bien commun, une vision sociale, un rejet unanime du capitalisme libéral, un attachement à l'organisation professionnelle de la société, la reconnaissance des corps intermédiaires (et notamment la famille) et enfin, une préférence pour la décentralisation. Cette proximité s'explique puisque les deux puisent dans la même doctrine sociale de l'Eglise.

souhaite pas : face à l'esprit révolutionnaire, elle préfère privilégier les formations anti-républicaines. Ensuite, celle entre *catholicisme et démocratie* : le ralliement des catholiques à la démocratie pose problème. Les catholiques (même ceux que l'on dénomme « démocrates-chrétiens ») sont pour la plupart du côté de la monarchie et répugnent à l'idée égalitaire de la démocratie. Enfin, la dernière association impossible est celle entre *catholicisme et socialisme* : si tous sont d'accord pour rejeter en bloc le capitalisme et l'idéologie libérale, les moyens d'aménager la liberté économique font l'objet de controverses. Les uns veulent rétablir le système corporatiste et familial. D'autres, d'inspiration socialiste comme Buchez, proposent de s'associer aux ouvriers et au socialisme naissant. Entre les deux, les démocrates-chrétiens s'essayaient entre l'Etat et les syndicats pour corriger les excès du capitalisme.

Ainsi entre catholicisme intransigeant et catholicisme social, la démocratie-chrétienne française a bien du mal à émerger. L'ancrage conservateur des catholiques oblige les démocrates-chrétiens à se démarquer à leur gauche : on ne peut être démocrate chrétien sans être de gauche. Cette forte prégnance d'accents socialisants dans leur conception politique les éloignent d'un électorat catholique traditionnellement proche des partis conservateurs. En cela la démocratie-chrétienne française sera toujours confrontée au problème de son ancrage dans la société⁵⁶. La démocratie chrétienne polonaise aura elle-aussi à faire un choix difficile entre épiscopat et combat populaire.

La démocratie-chrétienne polonaise à l'entre-deux-guerres.

Il est difficile de présenter une histoire politique de la Pologne avant 1918 et l'indépendance du pays. En l'absence d'Etat souverain (entre 1795, date du troisième partage, et 1918) et avec la fragmentation continue des structures existantes, les thèmes politiques soit s'enlisent dans le local, soit se limitent aux deux grands sujets de l'époque : la préservation de l'identité nationale et la restauration de l'indépendance. Lorsqu'il devient clair que la mort politique de la Pologne est devenue irréversible, les questions culturelles passent au premier plan. Ce fut alors à la poésie et au roman qu'incombèrent la lutte (politique) pour la survivance de l'identité nationale. La

⁵⁶ Mais, parce qu'elle occupe justement un créneau réduit, elle a une chance de perdurer. Minoritaires, les démocrates-chrétiens ne pouvaient être soupçonnés d'engager le catholicisme dans une voie démocratique et sociale. Par là même, ils se trouvaient plus libres par rapport au pontificat. C'est ce que résume E.Borne en ces termes : « il fallait donc qu'un certain ralliement de style ultra-montain échouât pour qu'un jour la démocratie chrétienne soit [...] » F.G.Dreyfus, *Op.Cit* : p. 82.

littérature devient un vecteur privilégié d'une expression politique interdite⁵⁷. Les courants politiques structurés dans des organisations et des partis n'émergent que vers la fin du XIX^e siècle lorsque les puissances occupantes accordent une représentation parlementaire aux territoires polonais⁵⁸.

Outre la parlementarisation des régimes, l'émergence d'une démocratie-chrétienne a été rendue possible par le rapprochement de l'Eglise catholique et de sa base sociale et populaire. En effet, contrairement à ce que laisserait penser l'adhésion massive de la population polonaise actuelle à l'Eglise, cette dernière était au XIX^e siècle encore vue avec méfiance. Ce n'est qu'au cours du XX^e siècle, et surtout après la seconde guerre mondiale, qu'elle va acquérir l'aura qu'elle détient aujourd'hui⁵⁹.

La hiérarchie catholique va peu à peu retrouver les faveurs de ses fidèles notamment grâce à l'ardeur et au dévouement du bas clergé. La restauration de l'archevêché de Cracovie donne, par ailleurs, un foyer intellectuel riche d'où la réforme de l'Eglise peut prendre forme. Celle-ci suivra l'édification progressive de la doctrine sociale de l'Eglise. A partir de là, on observe, dans tout le territoire polonais, un renouveau des associations éducatives, des sociétés de bienfaisances, de la presse indépendante, des mouvements corporatifs, des clubs intellectuels etc. Le mouvement démocrate-chrétien (ou *Chadecja*) est né en 1902 dans la Pologne prusse. L'industrialisation de cette région et la prolétarianisation de la société (notamment en Silésie) servent, en quelque sorte, le mélange caractéristique du catholicisme social entre philosophie catholique et action sociale. Dans le royaume de Pologne (partie russe), on trouve l'Association des Ouvriers Chrétiens (*Stowarzyszenie Robotników Chrześcijańskich*) et l'Association des Ouvriers Catholiques (*Stowarzyszenie Robotników Katolickich*). Dans les territoires autrichiens, émerge, entre autres, en 1908

⁵⁷ Schématiquement, on trouve deux courants dans la littérature polonaise du XIX^e siècle. Le romantisme, mystique et insurrectionnel, et le travail organique, positiviste et réaliste, qui rejette la folie des insurrections. Le tournant se situe à l'insurrection de 1864 dont l'échec et la répression sanglante annihilent tout rêve d'indépendance par les armes. La libération de la Pologne ne pourra se faire que lorsque la société aura atteint une maturité (culturelle, identitaire et intellectuelle) suffisante pour prendre en charge son destin. La littérature met donc en valeur le rôle de l'éducation, de la raison, du positivisme etc. C.Milosz, *Histoire de la littérature Polonaise*, [Trad. de l'anglais par A.Kozimor], Paris : Fayard, 1986, 794p.

⁵⁸ En Prusse, depuis 1867, les polonais élisent leurs représentants à la diète prussienne et depuis 1871, des élections sont possibles au Reichstag allemand. Dans la partie austro-hongroise, les polonais ont droit à une représentation parlementaire depuis 1867. Le système électoral fonctionne sur les « Curies » qui donnent l'avantage à l'aristocratie et aux grands propriétaires fonciers. En Russie enfin, la participation à la *Douma* Russe n'est admise qu'en 1906 après la révolution de 1905.

⁵⁹ L'élimination progressive des minorités religieuses au sein de la Pologne (on pense notamment à la seconde guerre mondiale) joue un rôle important dans l'instauration de la suprématie de l'Eglise catholique : en 1793, les catholiques représentent environ 54% de la population, en 1931, 65% et en 1945, 95%.

le Parti Chrétien Social (*Stronnictwo Chrześcijańskie socjalne*) et le Parti Chrétien Populaire (*Stronnictwo Chrześcijańskie Ludowe*, SChL) fondé en Galicie⁶⁰.

Mais pour que la démocratie-chrétienne puisse prendre place dans la vie politique polonaise, il faut qu'elle se positionne par rapport à l'enjeu principal de cette période : le patriotisme. Or, pendant toute la période des partages, l'Eglise catholique polonaise entre parfois en contradiction avec l'idéal d'émancipation vis-à-vis de l'occupation étrangère. En effet, le Vatican ne montre que peu d'empressement à défendre ses fidèles et soutient systématiquement les monarchies conservatrices d'Europe⁶¹. Chaque insurrection (1830, 1863) fut ainsi condamnées par Rome.

A ce stade, il est nécessaire de rappeler pour le lecteur non initié à l'histoire polonaise, que l'on trouve schématiquement, au XVIII^e et XIX^e siècles, quatre formes de réaction par rapport au partage de la Pologne et à l'occupation : le loyalisme, l'insurrection, la conciliation ou l'émigration⁶². Le Vatican, fidèle à sa politique de prudence, choisit bien évidemment la conciliation. La hiérarchie catholique polonaise est, il est vrai, soumise aux puissances occupantes : les nominations des prêtres sont contrôlées, ses biens, pour une partie, confisqués. Frôlant parfois le loyalisme, cette attitude de l'Eglise attise la méfiance de la population⁶³. La catholicité demeure pourtant, mais elle semble nourrie par une autre religion : celle du patriotisme – ce n'est que plus tard que l'Eglise arrivera à donner à sa politique de conciliation un visage patriote.

Le terme de « religion » patriote n'est pas anodin. Le patriotisme devient, en effet, à cette période l'objet d'une sorte de secret mystique. Selon les mots de Norman Davies, « il possède ses Ecrits (les œuvres des Romantiques), ses 'Pères de l'Eglise' (les grands poètes), ses martyrs (les victimes des insurrections), ses théologiens (les philosophes messianiques et les critiques littéraires), son clergé (*l'intelligentsia*) et un grand nombre de fidèles »⁶⁴. Le patriotisme reprend ainsi le même visage que la foi chrétienne, il s'enracine dans les mêmes fonctionnements et les mêmes automatismes⁶⁵. Le catholicisme pieux et le patriotisme romantique ont en commun la

⁶⁰ Pour une histoire détaillée de la démocratie-chrétienne polonaise, nous renvoyons à : K.Turowski, *Historia ruchu chrześcijańsko-demokratycznego w Polsce*, t.1-2, Warszawa, 1989. t.1: 321 p.; t.2: 323-590 p. En langue non-polonaise, on pourra consulter : A.Dylus « Christliche Demokratie in Polen » p. 243-263 in : *Christliche Demokratie im zusammenwachsenden Europa. Entwicklung, Programmatik, Perspektiven.* / G.Buchstab, R.Uertz (Hrsg.), Freiburg : Verlag Herder Freiburg im Breisgau, 2004. – Herausgegeben im Auftrag der Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

⁶¹ Rome préfère la voie de la prudence et de la conciliation. Le Vatican restera fidèle à sa politique de dialogue et de réconciliation refusant la violence (ainsi en 1982 lorsque le général Jaruzelski proclame l'Etat de guerre), au risque de se compromettre d'ailleurs avec les pouvoirs en place.

⁶² N.Davies, *Histoire de la Pologne*, Paris : Fayard, 1986 [*Heart of Europe. A Short Story of Poland*, 1984/ Trad. Denise Meunier]: p.204-205 et, très précisément, pp. 200-262.

⁶³ Lors de l'insurrection de Kościusko (1864), des prêtres furent pendus pour trahison.

⁶⁴ N.Davies, *Op.cit...* : p. 296

⁶⁵ Il mobilise le paganisme de la catholicité polonaise héritée d'une conversion tardive et subite de son Roi Mieszko Ier en 966.

primauté de la spiritualité sur les affaires du monde. Mais le premier refuse toute utilisation de la violence et prêche la modération, tandis que le second rêve d'insurrection et de libération. L'ampleur du mysticisme patriotique ne pouvait que soulever la méfiance de la hiérarchie catholique et un déchirement de conscience des fidèles entre patriotisme et catholicisme⁶⁶. La catholicité ne décide donc en rien de l'ampleur du mouvement démocrate-chrétien. Celui-ci est avant tout dirigé par la hiérarchie catholique et reproduit fidèlement la doctrine sociale de l'Eglise. Il s'appuie sur une institution rigide, qui maintient ses dogmes, sa hiérarchie et sa fidélité à l'infailibilité pontificale et au Vatican. Héritière du catholicisme social, la démocratie-chrétienne polonaise reste conservatrice et traditionaliste⁶⁷.

Dans l'entre-deux-guerres, l'Eglise retrouve ses prérogatives et ses institutions fondamentales : la primatie est restaurée en 1919, l'université catholique de Lublin ouverte en 1918, le concordat signé en 1925. Les biens confisqués de l'Eglise lui sont, par ailleurs, rendus. Enfin, l'instruction religieuse à l'école devient obligatoire. Le mouvement démocrate-chrétien prend le nom de Parti Polonais de la Démocratie Chrétienne (*Polskie Stronnictwo Chrześcijańskiej Demokracji*). Il défend la doctrine sociale de l'Eglise, un Etat confessionnel et la représentation des intérêts ouvriers. Il s'oppose à la fois au socialisme et au bolchevisme, d'une part, et au capitalisme et au libéralisme, d'autre part.

Aux élections de 1922, la démocratie chrétienne forme une alliance nationale (*Chrześcijański Związek Jeności Narodowej*, Association chrétienne d'Union Nationale). Entre 1923 et 1929, elle participe au gouvernement. Avec le coup d'Etat de mai 1926, la démocratie chrétienne se divise en trois groupes : le groupe de *Lwow* qui accepte le régime militaire, le centre qui tente une politique de conciliation et l'*Antisanacja*⁶⁸. Cette division entraîne une perte d'influence de la démocratie-chrétienne qui compte cependant en 1933 encore 30.000 membres. En 1934, le groupe subit une scission vers le groupe de *Lwow*. En 1935, quelques députés quittent le parti et fonde le Parti Chrétien Populaire (*Stronnictwo Chrześcijańskie-Ludowe*). En 1937, les démocrates-chrétiens se regroupent avec le NPR (*Narodowa Partia Robotnicza*, parti national ouvrier)⁶⁹ et fonde le Parti du Travail (*Stronnictwo Pracy*, SP)

⁶⁶ A l'époque du communisme, ce seront les mêmes déchirements entre les intellectuels laïques et le travail de modération de l'Eglise.

⁶⁷ A ce sujet, des questions restent ouvertes sur la participation des catholiques aux actions antisémites (comme, par exemple, le massacre de Kielce le 4 juillet 1946).

⁶⁸ En 1926, le général Piłsudski s'empare du pouvoir. Le régime militaire et autoritaire qui s'installe est dénommé la *Sanacja* (assainissement) en référence à la politique voulue par le Général de lutte contre la corruption parlementaire et la déchéance morale du régime.

⁶⁹ Fondé en 1920, il prône la réconciliation des classes et le réformisme social dans les institutions existantes. En 1926, une partie de sa gauche se scinde pour soutenir J. Piłsudski et fonde le Parti National du Travail (*Narodowe Stronnictwo Pracy*). Le NPR, lui reste dans l'opposition, et participera au Centre-Gauche de 1929 à 1930. En 1935, il boycotte les élections et participe à un front commun avec la démocratie-chrétienne.

tandis qu'une partie de la démocratie chrétienne sera tentée par le nationalisme extrême et adhèrera aux thèses outrancières du nationalisme.

Ainsi, la démocratie-chrétienne polonaise est à la frontière entre catholicisme social et libéral, avec une prédominance certaine du premier sur le second. L'intégration de principes libéraux (sur le plan politique) correspond plus à une tentative de re-définition des principes de l'Eglise et notamment de son positionnement par rapport aux puissances occupantes puis à l'indépendance. La démocratie chrétienne reste marquée par l'empreinte conservatrice de la hiérarchie catholique, traditionnelle et rigide. Elle oscille entre conciliation et loyalisme envers le pouvoir en place⁷⁰. Héritière du principe de dialogue, elle refuse la violence. L'opposition qui se crée entre un patriotisme religieux et un catholicisme de plus en plus nationaliste va se retrouver très nettement lorsque se posera la question du positionnement de Rome vis-à-vis du pouvoir communiste et de la hiérarchie catholique face au mouvement d'opposition de la gauche laïque.

Reprise synthétique.

La démocratie chrétienne est héritière des catholicismes politiques. Elle s'en distingue néanmoins par son désir d'émancipation par rapport à Rome et sa volonté d'arracher les catholiques aux conservateurs et/ou à l'aristocratie.

On a distingué trois catholicismes politiques :

- Le catholicisme intransigeant défini par J-M Mayeur par son antilibéralisme (économique, social et politique).
- Le catholicisme social qui tire ses racines dans le catholicisme intransigeant. Mais il inspire aussi un autre courant, démocrate celui-là, qui correspond à la dite seconde démocratie-chrétienne.
- Le catholicisme libéral qui est parfois associé à la première démocratie chrétienne. La dénomination ne doit pas faire illusion. Les catholiques libéraux revendiquent les libertés politiques et religieuses non pas tant en vue de l'instauration d'un régime démocratique, que pour asseoir les droits et les pouvoirs de l'Eglise face au pouvoir temporel.

Au sens strict, la démocratie-chrétienne ne se confond pas avec le catholicisme politique. Elle renvoie au courant du catholicisme social qui a fait sien l'idéal démocratique. Caractérisée par un attachement au dialogue et à la réconciliation des classes, elle repousse le socialisme et le capitalisme.

⁷⁰ Il faut cependant rappeler la résistance de certains abbés et du bas clergé.

En France et en Pologne, cette démocratie chrétienne reste très fortement imprégnée de l'idéologie corporatiste et organiciste (ce qui conduisit certains chrétiens et évêques à soutenir le régime de Vichy, dans sa première version de « Révolution nationale »). En Allemagne au contraire, la recherche d'une troisième voie entre socialisme et capitalisme, n'empêche pas l'intégration dans la pensée démocrate chrétienne d'une conception pluraliste de la société. Le rêve unanimiste ou organiciste a été très vite emporté par la volonté d'organiser les masses ouvrières et de se maintenir sur la scène politique.

La démocratie-chrétienne allemande a, par ailleurs, réussi l'incroyable pari de rallier les conservateurs catholiques plutôt hostiles à la démocratie. En réalité, il faut souligner qu'issus du catholicisme libéral, les catholiques allemands, et même les plus sociaux, sont relativement frileux en matière de démocratie. Dès lors, loyaux par rapport au régime, ils n'adhèrent qu'au strict minimum. Ils se retrouvent ainsi dans leur attachement au *statu quo* et à la constitution du *Reich* – d'où le nom de *Verfassungspartei* (parti de la constitution). C'est finalement cette faible théorisation du régime qui a permis de souder les catholiques conservateurs et libéraux. Ajoutons à cela, le faible poids de la hiérarchie ecclésiastique en Allemagne. Dans un pays sous l'hégémonie de la Prusse protestante, les catholiques ont abandonné le rêve d'un Etat catholique (grâce notamment au travail d'un Mgr Ketteler). La démocratie-chrétienne allemande a pris la figure d'un parti de minorités (*Minderheitspartei*) plutôt que d'être idéologiquement démocratique et sociale comme en France.

Les démocrates-chrétiens français s'enlisent dans leur volonté de faire des catholiques de véritables démocrates. Dès lors, les réticences de la très monarchique institution papale devenaient inévitables. C'est justement parce que le courant démocrate-chrétien est devenu minoritaire qu'il a pu s'émanciper de la tutelle de l'Eglise et devenir un parti autonome : l'Eglise ne pouvait accepter un tel positionnement que s'il ne menaçait pas l'équilibre des forces catholiques. Eternel dilemme de la démocratie-chrétienne : être à gauche mais rester minoritaire, ou s'ouvrir aux conservateurs mais dès lors perdre leur adjectif de « vrais » démocrates (de cœur). Les démocrates-chrétiens n'ont d'autres possibilités que d'être et démocrates et sociaux.

Quant à la démocratie-chrétienne polonaise, sociale elle-aussi, elle est confrontée à un tout autre problème. Elle n'est pas un mouvement politique mais plus véritablement le bras social d'une institution catholique qui agit directement dans la sphère nationale. Le rôle politique de la démocratie-chrétienne est pour ainsi dire réduit à néant : l'Eglise assume directement cette tâche. Elle reste fidèle à une politique de

conciliation entre les puissances occupantes et les revendications de ses fidèles ; politique ambiguë qui frôle très souvent le loyalisme pur et simple au pouvoir.

Par ailleurs, la démocratie chrétienne polonaise est confrontée à une autre thématique : celle du nationalisme. L'attraction qu'exerce ce dernier dans sa forme extrême sur une partie de la démocratie-chrétienne rend évidemment difficile la dénomination démocrate de ce courant politique. La démocratie-chrétienne polonaise peine à exister entre ces deux pôles : nationalisme et Eglise catholique.

Au terme de cette lecture historique des trajectoires démocrates-chrétiennes, la tradition libérale du catholicisme semble plus propice à la mise en place d'une démocratie-chrétienne de large ampleur rassembleuse et interclassiste. Le poids de l'Eglise semble, aussi, déterminant dans la forme que prennent les démocraties-chrétiennes. Aucune n'est exempte de tensions. Mais ce qui est remarquable c'est que malgré cette hétérogénéité, la démocratie-chrétienne résiste aux tentations scissionnistes, et devient même le parti dominant d'après guerre dans certains pays européens, dont notamment l'Allemagne⁷¹. Quel est, alors, le socle commun, l'inspiration commune qui permet d'agréger et souder ces différentes traditions ?

3. Entre catholicisme social et libéral, le personalisme comme synthèse ?

Si l'on considère que la démocratie-chrétienne est à l'intersection entre les idéologies libérales (ou « *Gesellschaftsideologie* ») et communautaires (sociales-intransigeantes ou « *Gemeinschaftsideologie* »)⁷², le personalisme constitue, alors, la tentative de formulation d'une idéologie médiane entre ces deux idéologies qui structurent l'espace d'identification politique.

Le personalisme n'est pas un idéalisme, il est une philosophie du vers. La personne est un « être vers »⁷³ qui se définit dans son rapport au monde, aux choses objectivées. L'agir social de l'homme s'inscrit, certes, dans une perspective morale et déontologique (il s'agit de redonner à la personne humaine sa dignité), mais il ne s'agit pas de nier le monde: il faut, en premier lieu, l'accepter. Deux dynamiques structurent donc la pensée personaliste : la notion de « personne » et la transformation de la question sociale en un problème de reconstruction morale.

⁷¹ Mais aussi de l'Italie, de la Belgique...

⁷² C. Dierickx « Christian Democracy and its Ideological Rivals : an Empirical Comparison in the Low Countries » p. 15-30 in : *Christian Democracy in Europe : a comparative perspective*. / D. L. Hanley (s/d). London : Printer, 1994.

⁷³ E. Mounier, *Le Personalisme*. Paris: Presses Universitaires de France, 1978 (1949) : p. 46.

Si l'on reprend l'analyse d'E.Mounier (1905-1950)⁷⁴, la personne se comprend en opposition à l'individu, être isolé et pure abstraction. Elle se conçoit comme engagée dans la société, dans une communauté. Elle se définit profondément par rapport à l'autre, au contact avec le « toi ». Elle s'oppose ainsi à l'individu comme objet arithmétique. La personne est un sujet auto-créateur avec sa propre et unique originalité. Enfin, la personne n'est pas une entité close, mais ouverte à une transcendance. Cette ouverture permet à l'homme d'agir sans se perdre dans l'histoire et dans l'événementiel: il a une vocation à accomplir. Par conséquent, la personne humaine est d'abord une personne libre. Libre et (donc) responsable, consciente d'elle-même mais aussi des autres et du monde qui l'entoure.

De là découle l'importance de l'éducation et du travail d'éveil des consciences. Le personnalisme met en avant la nécessité de la « conversion intime »⁷⁵ pour que l'homme retrouve pleinement son humanité. Cette problématique de la conversion constitue l'angle d'approche de la question sociale: la révolution devra être spirituelle. La conscience (« *Bewusstsein* ») doit déterminer l'être (« *Sein* »).

Prise de conscience d'une dignité humaine qui s'accompagne de droits inaliénables, une personne qui se définit au travers d'un *ethos* fait de responsabilité, de conscience, d'acceptation et de reconnaissance de l'autre et du monde extérieur, comment ces valeurs et préoccupations peuvent-elles s'institutionnaliser dans une formation politique ? Si le personnalisme a vocation à être un programme politique spécifique, une troisième voie entre capitalisme et socialisme, son interprétation pose problème et reste, pour ainsi dire, toujours à découvrir.

4. Le projet politique.

Le personnalisme n'est qu'une des multiples sources d'inspiration de la démocratie-chrétienne. Celle-ci puise son corpus dans diverses réflexions religieuses, philosophiques et sociales. Elle n'aura jamais une doctrine systématique clairement établie. Cette incomplétude nuit à la cohérence de sa doctrine. Néanmoins, ce pragmatisme doctrinal lui offre la possibilité de s'adapter à des contextes différents.

Pierre Letamendia distingue deux sources principales de la pensée démocrate chrétienne : la doctrine des Eglises et la pensée chrétienne (Letamendia : 1993).

En premier lieu, l'enseignement de l'Eglise part des *Ecritures*. La démocratie chrétienne y puise des valeurs morales de respect de tout être humain, d'amour du

⁷⁴ Le fondateur de la revue *Esprit* (1931) par son antiparlementarisme et son refus du régime représentatif se classe dans les « non-conformistes » des années 30, tels J.Maritain. Il se désolidarise des démocrates-chrétiens dont il raille la modération et l'électorisme.

⁷⁵ E. Mounier, *Op. Cit.* : p. 45.

prochain et de lutte pour la vérité et la justice. En outre, aux textes bibliques s'ajoutent la doctrine ecclésiastique. On peut citer l'encyclique *Libertas* de 1888 qui fut considérée comme un encouragement à l'action démocratique. *Graves de Communi* (1901) condamna, cependant, l'usage de la démocratie-chrétienne à des fins politiques. Par ailleurs, nous avons déjà cité l'encyclique *Rerum Novarum* (1891) et *Quadragesimo Anno* (1931) qui donnèrent ses fondements à la doctrine sociale de l'Eglise dont s'inspirent les démocraties-chrétiennes.

La doctrine démocrate-chrétienne va cependant au-delà de la simple transcription des principes religieux et ecclésiastiques. Elle a aussi ses propres penseurs. Deux traditions de pensées marquèrent plus particulièrement la démocrate chrétienne : le thomisme et la tradition augustinienne ; avec une prédominance de la première sur la seconde. Pour la pensée sociale, nous avons déjà vu l'influence d'hommes tels que Lammenais, Ozanam, Maret, ou tels que l'évêque de Mayence, Mgr Ketteler (1811-1877); ou encore, pour ce qui est de la deuxième démocratie chrétienne : les abbés démocrates - l'Abbé Naudet (1859-1929) par exemple. Il convient aussi de citer M.Sangnier et R.Cornilleau (1888-1942).

A partir de ces sources diverses, bibliques, ecclésiales, philosophiques et sociales, s'élaborent les principaux thèmes du projet politique démocrate chrétien.

Tout d'abord, et bien évidemment, la défense des intérêts de la communauté religieuse et des croyants (droit de l'Eglise, école confessionnelle, mariage religieux etc) structure le discours démocrate-chrétien. On y trouve aussi la défense d'une certaine morale en politique : celle du respect de la vie et des hommes. Il s'agit d'organiser un monde fraternel, conséquence du commandement d'amour donné aux chrétiens.

En troisième lieu, la conception démocratique des démocrates-chrétiens est animée du souci (chrétien) d'organiser un monde solidaire. La démocratie chrétienne s'élève contre la démocratie libérale, individualiste et égoïste. Elle veut un peuple organisé, mais contrairement au socialisme, elle se refuse au primat exclusif de la classe ouvrière et prône au contraire la collaboration (voire la réconciliation) des classes. Cette vision démocratique inspire une vision politique de l'organisation sociale, dont les traits sont récurrents d'une démocratie chrétiennes à l'autre.

On y trouve la famille comme le lieu privilégié de la réalisation de la vision personnaliste des démocrates-chrétiens. Elle a un rôle majeur et premier à jouer dans la formation de citoyens libres et responsables : c'est par l'expérience de l'autorité parentale que les futurs citoyens acquièrent le respect de l'autorité et le souci de l'autre. Mais, la famille a aussi une valeur intrinsèque : elle est nécessairement bonne

en elle-même. Les politiques familiales ont donc vocation à soutenir la famille comme cellule de base de la société.

Cette valorisation de la famille va de pair avec des politiques culturelles que l'on pourrait qualifier de conservatrices. Le système scolaire se voit, ainsi, attribuer la tâche de transmettre certaines valeurs, telles que le respect d'autrui et de l'autorité.

Par ailleurs, de manière générale, les chrétiens-démocrates préconisent le dialogue social et l'organisation de commissions paritaires. Ils supposent l'existence d'une pluralité de groupes (tels la famille, les corps de métiers, les syndicats) extérieurs à l'Etat. La société n'est pas une, mais plurielle. Les négociations décentralisées sont toujours préférées à une trop forte centralisation. L'Etat n'est que le garant des négociations entre salariés/patrons. Cette préférence pour la décentralisation s'articule autour du principe de subsidiarité qui constitue un point d'identité de la démocratie-chrétienne, quels que soient par la suite ses choix économiques – schématiquement, on peut distinguer une démocratie-chrétienne de droite, du centre et de gauche, selon la définition économique classique du clivage gauche-droite⁷⁶.

Enfin, au niveau social, la démocratie-chrétienne est marquée par une vision solidariste de la société. La conciliation entre la recherche de solidarité et le principe libéral de l'individu libre est assurée par l'idée de responsabilité de chacun vis-à-vis d'autrui et de la communauté.

Famille, défense des intérêts religieux en matière d'éducation, décentralisation et solidarité sont les quatre piliers du programme politique de la démocratie-chrétienne. Celui-ci repose sur le trio de valeurs : solidarité, responsabilité et liberté. Par la suite, on peut noter des variations selon la prédominance de telle ou telle dimension (notamment sociale et économique) dans chacun des projets politiques. Ces variations permettent de distinguer, sur le plan économique, une démocratie-chrétienne de gauche (plus sociale) et de droite (économiquement plus libérale), d'une part, et, sur le plan des valeurs, une démocratie-chrétienne libérale (plus ouverte) et conservatrice (réfractaire aux évolutions sociales), d'autre part. Dès lors, ce qui fait question c'est l'existence d'une démocratie-chrétienne à part entière, qui rassemblerait ces quatre tendances : la tentation peut être forte de donner la préférence aux identités spécifiques de chaque courant en le constituant en tendance au sein d'une autre formation politique plutôt que d'avoir à nuancer ces spécificités par des compromis au sein d'un mouvement démocrate-chrétien qui, par définition, imposerait une vision

⁷⁶ Ainsi D-L Seiler conclue, après quelques nuances: « néanmoins, on peut dégager une constante dans les politiques socio-économiques des partis d'inspiration religieuse : la volonté d'institutionnaliser la lutte des classes en organisant le dialogue permanent entre les organisations représentatives de celles-ci » (Seiler 1980 : 313).

commune. En d'autres termes, il est plus facile d'affirmer sa différence dans à un mouvement laïc que dans un mouvement chrétien où tous s'affirment du même principe universel. Dans le premier cas, l'image d'un bloc monolithique et de l'unité de la vision chrétienne est sauvegardée. Dans l'autre cas, le rassemblement, amène divisions et luttes internes quant à l'application concrète des principes chrétiens en politique. Ces conflits brouillent l'image de réconciliation dont se veulent porteurs les démocrates-chrétiens. Ainsi, paradoxalement, les démocrates-chrétiens unis donnent l'image de la désunion. Paradoxe extrême, puisque ce n'est que si les démocrates chrétiens se positionnent de façon autonome par rapport aux autres forces en présence, que la démocratie-chrétienne devient véritablement un courant politique⁷⁷. Quelle stratégie politique la démocratie-chrétienne met-elle en place pour, d'une part, fédérer ces différents courants et, d'autre part, incarner l'image de la réconciliation dont elle se fait le héraut ?

⁷⁷ Nous rappelons qu'un courant autonome se définit comme une offre politique à part entière, c'est-à-dire un courant politique qui articule les dimensions politiques, sociales et philosophiques [cf. introduction]. Nous l'opposons à un courant qui s'organiserait au sein d'une force politique déjà existante et qui constituerait non plus un courant autonome mais une fraction ou une tendance.

§2 LE CHOIX D'UNE STRATEGIE CENTRISTE : RAPPORT AU MONDE ET MORALE.

Nous avons donc défini la démocratie-chrétienne comme offre politique et nous en avons montré les spécificités propres à chaque pays. Il nous faut, maintenant, voir comment (et dans quelle mesure) ce courant construit une stratégie d'intégration de la compétition politique sur une rhétorique centriste.

1. L'appel au peuple : la réactualisation de la référence originelle ou la question de la modernité.

Les partis démocrates-chrétiens cherchent à s'étendre à l'ensemble des classes sociales. Idéalement, en effet, les électeurs démocrates-chrétiens ne se déterminent pas selon leurs appartenances de classe, mais selon leur insertion dans le monde chrétien (et plus particulièrement catholique) : « l'électeur qui vote pour la démocratie chrétienne ne se détermine pas en fonction de son appartenance à la bourgeoisie, aux classes moyennes ou à la classe ouvrière, mais bien de son insertion dans la communauté catholique »⁷⁸. Ainsi, l'interclassisme est le trait majeur caractérisant les partis démocrates chrétiens.⁷⁹

Dans cette recherche d'une mobilisation large, les intérêts particuliers – c'est-à-dire les appartenances de classe –, jouent dans un sens centrifuge, tandis que l'appartenance religieuse assure la cohésion des partis démocrates-chrétiens. La question est de savoir si les partis démocrates-chrétiens se réduisent à des partis de défense des intérêts religieux ou si, à l'exacte inverse, ils peuvent être assimilés à des partis « attrape-tout ». En quoi la référence religieuse permet-elle à la fois de créer une dynamique de cohésion, sans pour autant enfermer les partis démocrates-chrétiens dans une image de partis religieux ?

A cette question, la démocratie-chrétienne ne peut espérer répondre que si elle est à la fois une référence morale et/ou religieuse – comme dépassement du conflit, par exemple – et une organisation politique d'encadrement des masses – en dehors de la simple représentation politique. Quelles que soient leurs origines (sociales ou libérales), il y a nécessité pour les formations démocrates-chrétiennes qui adoptent une stratégie d'intégration de la scène politique, de donner vie à une référence qui

⁷⁸ D-L Seiler, *Op. Cit.* p.306.

⁷⁹ D-L.Seiler souligne cependant que le caractère interclassiste des partis démocrates chrétiens a un bémol : la surreprésentation paysanne. *Ibid.* p. 307.

rassemble au-delà du clivage de classe⁸⁰. Ainsi, l'imbrication des intérêts sociaux médiatisés par les partis démocrates-chrétiens, couplée à la nécessité pour ces partis de garder un caractère interclassiste, pose avec acuité la question de sa compatibilité avec le principe unitaire de la référence religieuse. Cette contradiction ne peut-être dépassée que si la représentation politique (et donc la division de la société en groupe d'intérêts particuliers) est présentée soit comme temporaire, soit comme le lieu d'action d'une politique systématique de conciliation et de dialogue. Dans le premier cas, il s'agit de préparer l'avènement d'une société réconciliée, où le conflit, signe du passé, aurait disparu. Dans cette configuration, la démocratie-chrétienne centriste a vocation à être *l'avant garde d'une société en voie de réconciliation*⁸¹. Dans le second cas, la démocratie-chrétienne a un rôle de médiatrice et de régulation. Elle cherche à institutionnaliser le dialogue permanent entre les organisations de représentation des ouvriers et du patronat. A priori, ce type de démocratie chrétienne, plus pragmatique, aurait résolu le dilemme unité – représentation, en accordant un rôle privilégié à la représentation⁸². Quelque soit la stratégie retenue,

Deux articulations majeures structurent donc la démocratie-chrétienne : 1. la tension unité/pluralité et 2. le lien entre modernité et résolution (ou pacification) du conflit.

⁸⁰ Pour caractériser ces partis qui ont vocation à couvrir tout le terrain politique de la gauche à la droite, D-L. Seiler utilise le terme de partis horizontaux. Il les distingue ainsi des partis attrape-tout, impropres à qualifier correctement la démocratie chrétienne. En effet, la forte présence religieuse dans l'électorat démocrate chrétien empêche de qualifier ces formations de partis « attrape-tout ». Cf. K. Van Kersbergen, « The Distinctiveness of Christian Democracy » p. 30-47 in : *Christian Democracy in Europe : a Comparative Perspective*. / D. L. Hanley London : Printer, 1994.

⁸¹ Cette forme de démocratie chrétienne qui conçoit la modernité comme avant-garde se rapproche étrangement de la conception sociale-démocrate d'une avant-garde ouvrière, par exemple. Mais, la démocratie-chrétienne développe un discours des origines pour dépasser la tension, entre un univers politique pluriel et la recherche de l'unité – tandis que la social-démocratie utilise un discours de l'avenir : les contradictions s'évanouiront lorsque l'avant-garde, devenue majoritaire, aura aboli les structures de classe. Le discours social-démocrate est révolutionnaire, dans son acception classique de renversement de l'ordre établi. Celui de la démocratie-chrétienne est réactionnaire, au sens littéral du terme : il vise à rétablir un ordre défait. Mais là encore, la vigilance s'impose : la référence n'est pas l'ancien régime ; la démocratie-chrétienne ayant pris ses distances par rapport au catholicisme intransigeant. La référence à un avant est aussi ... l'espoir d'un retour. Ainsi, le passé est ce qui porte à espérer et à construire dans l'avenir. Réactionnaire, oui, mais tournée vers l'avenir : voilà le difficile équilibre que doit tenir la démocratie-chrétienne. Entre révolution et réaction, tout se passe comme si le présent devait être un moyen de gestion de cette tension entre un passé qui passe et un passé à venir. Plus exactement : seul un présent organisé dans ce souci d'un retour à venir a vocation à (ré)incarner cette unité (perdue mais à revenir rappelons-le).

⁸² Proche en cela d'une conception pluraliste anglo-saxonne où la pluralité s'exprime par la représentation de tous les intérêts et groupes d'intérêts particuliers. L'intérêt général n'est pas la somme voire le dépassement de ces intérêts, mais la simple représentation et coexistence de ceux-ci.

2. Du conflit au consensus : une mise en pratique d'une éthique de la réconciliation.

L'inspiration personaliste, comme synthèse entre le communautarisme et l'individualisme, le caractère interclassiste de la démocratie-chrétienne sont autant d'éléments qui permettent de poser l'hypothèse que cette dernière n'est pas qu'un juste-milieu entre des inspirations contraires, mais qu'elle pose (avec succès ou non) à partir de ses propres phénomènes une définition spécifique du politique. Cependant, la démocratie-chrétienne si elle veut se constituer en parti politique, doit réconcilier l'exigence du pluralisme démocratique avec sa vision unitaire d'une société harmonieuse. Or, cet idéal d'unité n'est pas propre à la démocratie-chrétienne. D'autres courants politiques, notamment la social-démocratie, repose sur le mythe d'une société sans classe, unifiée⁸³. Comment caractériser la démocratie-chrétienne dans sa spécificité politique ?

La modération constitue un premier élément de spécification de la démocratie-chrétienne centriste. En politique, elle renvoie avant tout à l'idée de vertu. De Platon à Aristote, la modération est liée au gouvernement de la raison sur les passions qui se traduit le plus souvent par un refus des extrêmes⁸⁴. En cela, elle désigne une voie moyenne, un balancement entre les dialectiques politiques : Etat/citoyen, privé/public, liberté/ordre..., d'une part et l'intrusion de qualités humaines en politique ; à savoir la maîtrise de soi, d'autre part. La modération a donc ceci d'ambigu qu'elle ne désigne pas qu'une ligne politique mais aussi une *façon d'être* en politique. Elle englobe plus que le simple champ du politique (entendu comme *politics*) : en tant que qualité morale, la modération réfère à un comportement vertueux et libre par rapport aux tactiques politiciennes. Il ne s'agit pas de dire que tous les modérés sont centristes, mais que ceux qui utilisent la modération pour sortir de l'alternative unité-politique le sont. Très précisément, il s'agit de démocrates-chrétiens qui développent une stratégie centriste d'intégration de la scène politique. Ces formations introduisent, par là, la notion de *neutralité de l'espace politique*⁸⁵. Cette notion, plus que celle de modération, est fondamentale pour délimiter les phénomènes politiques qui relèvent du centre.

⁸³ Cf. J.M. Donégani, M.Sadoun, « Le triangle incertain ou les logiques de la représentation politique » p.297-308 in : *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux* / Y.Mény (s/d), Paris : Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, 1989 (coll. Références). Les deux auteurs rangent les traditions politiques du socialisme et du catholicisme dans le même pôle unitaire (à l'opposé du libéralisme qui s'accommode sans difficulté d'une partition de l'espace social). Socialisme et catholicisme constituent deux pôles du triangle tandis qu'à l'autre bout, le libéralisme occupe le troisième pôle.

⁸⁴ Sur ce sujet voir : F. Roth (s/d). *Les Modérés dans la vie politique française (1870-1965)*. / Colloque organisé par l'université de Nancy 2, 18-19-20 nov. 1998. Actes réunis par J. El Gammal, G. Le Beguec, F. Roth. Nancy : Presses universitaires de Nancy, 2000. 532 p.

⁸⁵ Cf. M.Sadoun et J-M.Donégani, *Art. Cit*, 1989. Les deux auteurs font de la laïcité, comme espace de neutralité, la condition nécessaire à l'émergence des démocrates-chrétiens sur la scène politique. Dans cette optique, la stratégie de regroupement au sein de Force Démocrate (1995) des chrétiens et sociaux démocrates semble confirmer cette thèse.

3. Le mythe de l'unité et l'espace de neutralité comme définition du centre.

Un espace de neutralité (politique) se conçoit comme un lieu d'égalité, c'est-à-dire où les particularités et les différences n'existent plus parce qu'elles sont englobées dans un au-delà unifiant constitué en consensus. Mais, ce consensus peut revêtir différentes couleurs, selon les époques et selon les pays.

Il peut, tout d'abord, renvoyer à l'idée d'unicité, d'unanimité (vision intransigeante). Il peut, ensuite, être, pour des raisons politiques et pratiques, ramenée à la majorité (vision réaliste). Cette dernière peut être tenue pour acquise, sorte de « majorité silencieuse ». Mais cette présence majoritaire constitue plus une ligne d'horizon qu'une réalité politique. Ainsi, la recherche du consensus passe le plus souvent par des négociations entre les protagonistes (vision réalo-centriste).

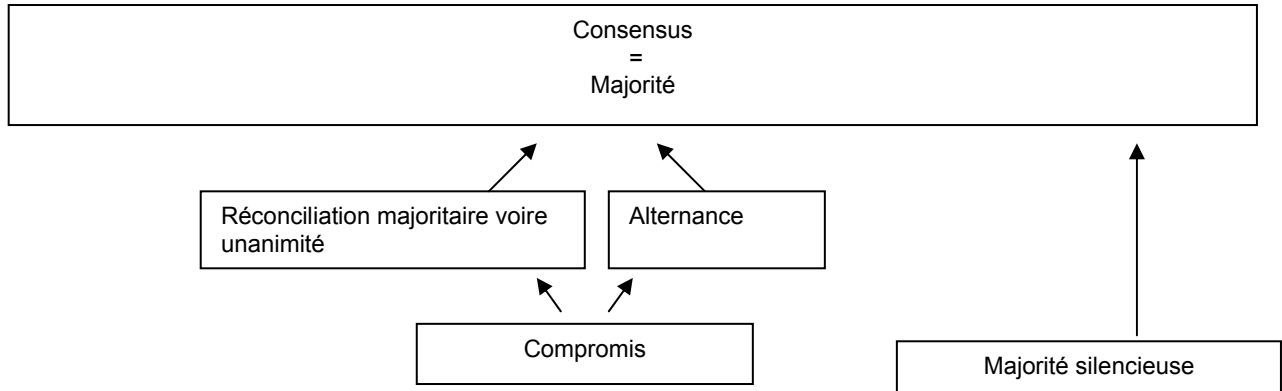
Les centristes démocrates-chrétiens s'évertuent donc soit à construire soit à sauvegarder un espace où les acteurs sont nécessairement en capacité de former des compromis politiques. Dans le cas des réalos-centristes, les programmes peuvent constituer autant de compromis fort acceptables par les autres formations politiques. Ils ont alors vocation à l'alternance. Par ailleurs, ils constituent aussi, par leur travail de négociation en vue d'un compromis, un système politique à échelle réduite, où s'opposent différents courants⁸⁶. Ils sont, par là, une parabole d'un espace politique conçu comme espace public de débat⁸⁷.

Dans le cas du centrisme-intégral, le consensus est donné. Il s'agit de le faire apparaître dans un espace politique. Ces caractéristiques sont celles, supposées, de la majorité silencieuse : dialogue, modération, consensus. L'espace politique est donc structuré des mêmes imaginaires que ceux des centristes-réalistes. Seuls changent les moyens pour y parvenir. Construit pour l'un, donné pour l'autre [Cf. Schéma].

⁸⁶ D-L Seiler caractérise ainsi les démocraties-chrétiennes par leur vocation centrale ou pivotale. Déjà habituées aux compromis idéologiques, « leurs programmes, fruits de laborieuses tractations entre tendances opposées, constituent autant de compromis fort acceptables par les divers partis » (D-L Seiler, *Op. Cit* : p. 310). En réalité, comme nous le proposons ici, il serait plus exact de considérer la position pivotale comme un élément caractérisant non pas les démocraties-chrétiennes mais plutôt un type de démocratie-chrétienne qui fonde le compromis sur l'alternance [cf. Schéma]. En effet, la CDU allemande, par exemple, n'a jamais eu de position pivotale dans le système allemand alors même qu'elle fut considérée comme un prototype de la démocratie-chrétienne d'après guerre. Il serait donc plus judicieux de caractériser la démocratie chrétienne par sa vocation majoritaire (et donc gouvernementale) mais celle-ci ne doit pas être confondue avec une position pivotale. Sur la définition d'un parti pivot relativement à celles du centre et du milieu cf. R.Y Hazan, *Center Parties. Polarization and Competition in European Parliamentary Democracies*, London, Washington : Printer, 1997, XII-179 p.

⁸⁷ Proche d'une conception habermasienne de l'espace public comme éthique de la discussion.

S. 2. L'articulation entre consensus, majorité et compromis.



Lecture : Le consensus n'est pas autre chose que la majorité. Celle-ci peut soit renvoyer à une majorité (voire une unanimité) déjà existante. Le politique n'a dès lors que vocation à inscrire, exprimer cette majorité (silencieuse) dans les structures institutionnelles : lui donner voix. Le consensus peut aussi être construit par le compromis. Celui-ci peut prendre deux formes : soit le compromis est minimum : on alterne entre conceptions opposées, soit il est maximum : on réconcilie des visions contradictoires.

L'enjeu pour les partis centristes est de définir des extrêmes, des périphéries, des marges par rapport auxquels et contre lesquels, leur vision politique de la majorité prend sens. En les fixant, les démocrates-chrétiens définissent eux-mêmes un « espace » dépolitisé, c'est-à-dire hors du choc des extrêmes et des conflits politiques. Plus que la vocation à l'alternance ou la rhétorique de la modération, nous considérons que cette construction d'une neutralité politique définit la formation démocrate-chrétienne comme un centre : elle révèle la tentative de traduction en termes de compétition politique d'une vision politique définie hors de l'espace actuel d'identification politique – c'est-à-dire, essentiellement, hors des clivages religieux et de classe. Autrement dit, elle est tentative d'institutionnaliser une vision politique hors des polarisations sociales et politiques déjà existantes. Or, si le centre peut se définir, c'est par sa volonté d'échapper aux clivages politiques⁸⁸. Par conséquent, nous définissons les démocraties-chrétiennes comme des formations du centre à partir du moment où elles cherchent à construire un espace neutre, c'est-à-dire non conflictuel, ou encore, dépolitisé. Cette élaboration de la neutralité politique peut passer par une rhétorique de la modération, du consensus et du dialogue. Par contre, l'idéal d'une société réconciliée caractérise la démocratie-chrétienne de manière générale et peut, donc, saisir des mouvements démocrates-chrétiens non centristes.

⁸⁸ Cette différenciation est plus large que celle, plus classique, d'un centre comme tentative d'échapper à la bipolarisation.

4. Reprise synthétique et tableau récapitulatif.

En cherchant un débouché politique la démocratie-chrétienne a pu développer un discours centriste original qui s'organise autour de la recherche d'une médiation entre un idéal d'unité et une réalité plurielle.

Toutes les démocraties-chrétiennes n'ont pas nécessairement choisi la même stratégie d'intégration dans la compétition politique. Certaines ont, cependant, construit une référence au centre comme incarnation des principes précédemment soulignés. Cette référence, qui fonde l'identification entre démocrates-chrétiens et centre, s'organise autour de trois idées : la modération, le consensus et le dialogue. Tout se passe comme si ces trois rhétoriques phares étaient un moyen de gestion de la tension constitutive de la démocratie-chrétienne comme mouvement politique : la recherche de l'unité dans un espace politique caractérisé par la coexistence d'opinions contraires. Le mythe fondateur reste ainsi ce que nous avons appelé le « mythe de l'unité », qui fait appel à la référence religieuse. Cette dernière n'est efficace que si elle fonctionne en association avec une référence à un « peuple », plus large que le simple « peuple catholique ». C'est pourquoi la religion n'est pas tant un appel à la constitution d'un parti catholique, qu'une référence laïcisée en vue de construire une force de rassemblement ; d'où l'importance de la constitution d'un espace de neutralité où la religion n'est plus « religieuse » et où le politique n'est plus « politique » (c'est-à-dire avant tout décision et choix).

Il s'agit cependant de différencier entre les références identitaires premières, qui constituent l'identité même de la démocratie-chrétienne (centriste ou non), et celles secondaires qui sont utilisés dans une stratégie électorale centriste, et qui, par conséquent, doivent s'adapter aux contraintes spécifiques des systèmes nationaux de compétition partisane. Ces différenciations sont présentées sous forme de tableau. Celui-ci est construit de la manière suivante : c'est après avoir défini l'idéal-type de la démocratie-chrétienne, en tant que famille politique porteuse d'une vision et d'un projet politique particuliers, que l'on peut s'interroger sur ses modes d'incarnation sur la scène politique. De là, pourront être observées les utilisations différenciées de ces références selon le système politique dans lequel on se place. Ce sera l'objet de la seconde partie de ce travail. Les mythes de l'unité et de la modernité (soulignés dans le tableau) constituent les fondements d'une identité centriste. Nous supposons que modération, dialogue et consensus, quant à eux, varient dans leur utilisation selon les pays et les époques.

Tabl.4

La démocratie-chrétienne : d'une définition du politique particulière à une définition d'un centre démocrate-chrétien.

<u>IDEAL-TYPE DE LA DC</u>	1. Vision politique	- Idéal d'une société harmonieuse, réconciliée. - Gestion des conflits et des rapports humains. Le politique comme instance de régulation.
	2. Idéologie <u>Valeurs :</u> <u>Projet politique :</u> <u>Lignes directrices :</u>	- Liberté, Solidarité, Responsabilité. Inspirées du personnalisme. - Collaboration des classes dans la gestion économique et société organique. - Famille, décentralisation, subsidiarité.
	3. Bases sociales.	- Mouvement interclassiste (avec surreprésentation des paysans) - Mouvement social (organisation du monde catholique).
<u>GRILLE D'ANALYSE DE LA RHETORIQUE CENTRISTE DC.</u>	4. Mythes fondateurs de l'identité <u>Référence à un ailleurs / mythe de l'unité :</u> <u>Lien avec la société / mythe de la modernité :</u>	- Maintenir une référence unitaire contre le politique divisé et diviseur. - Maintenir la croyance en la validité d'un mythe unitaire hors de la sphère politique.
	5. Rhétorique centriste de mobilisation	- Modération - Dialogue - Consensus

Ce tableau constitue notre grille d'analyse des centres contemporains, de leur évolution et de leur mutation. Il permet de se demander si ceux qui se proclament d'un « nouveau » centre issue de la social-démocratie (notamment la *neue Mitte*) relève ou non d'un phénomène centriste. La question est de savoir si, à la suite de Ronald Inglehart⁸⁹ notamment, il faut conclure à l'adaptation du modèle rokkanien aux sociétés contemporaines (émergence de nouveaux clivages, distanciation du rapport au politique, nouvelles formes d'engagement etc.) ou si, à la suite d'analyses cette fois-ci politiques, on peut faire apparaître d'autres explications des évolutions observées. Le chapitre suivant précise les outils conceptuels nécessaires à l'appréhension de ces questions.

⁸⁹ R.Inglehart, *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*, Paris : Economica. 1993.

Chapitre II

Angle d'approche :

l'identification partisane comme outil d'analyse

Comme indiqué en introduction, nous avons distingué deux angles d'approche du centre : l'un par la demande (centrisme social), l'autre par l'offre (centrisme politique). Le premier type d'études renvoie aux analyses électorales sur le centre, le second aux partis politiques et à leur fonctionnement. Nous partons donc de l'hypothèse que le centre existe, ne serait-ce que dans l'imaginaire collectif. Quels sont les outils à notre disposition pour « trouver » le centre ? Où est le centre : dans un imaginaire, dans un parti, dans un groupe social, dans une idée/philosophie politique, dans une stratégie de conquête de pouvoir, dans autre chose ? Ou faut-il décidément conclure que le centre n'existe que dans les fantasmes de ceux qui se disent du centre ?

La sociologie électorale part d'une définition classique du centre comme refus de la polarisation gauche-droite. L'analyse du vote ainsi que des enquêtes d'opinion doit dès lors permettre de valider ou non l'hypothèse d'une tripartition de l'espace politique en répondant à deux questions : 1) recense-t-on une sensibilité centriste et un système de pensée structurés autour du refus d'un espace politique dichotomique ? et 2) Ce refus est-il lui-même une volonté claire et affirmée ou une simple impuissance à se positionner ?

La réponse à ces questions s'avère plus compliquée qu'il n'y paraît : il faut d'abord déterminer *où* chercher (au milieu ou en dehors du clivage gauche-droite ?) et ensuite *comment* chercher (au travers de la stabilité du vote, l'intensité de l'identification, la participation politique, les enquêtes d'opinion...). Faut-il recenser ceux qui refusent de se positionner sur l'axe gauche-droite ou bien ceux qui se situent au milieu de cette échelle ou encore ceux qui disent s'identifier à un parti du centre (en admettant que ce dernier existe en tant qu'offre politique dans un système déterminé) ? Les enquêtes d'opinion peuvent donc certes dégager une tendance centriste (ou une opinion du centre) mais sans savoir véritablement, s'il vaut mieux se fier à ceux qui se situent au milieu ou à ceux qui refusent de se positionner. La question est d'autant plus épineuse que les deux catégories peuvent être mixtes : dans la première, on trouvera des électeurs positionnés idéologiquement au centre, et des électeurs « indécis » ou flottants, dans la seconde, on aura à la fois des votes de refus, extrêmes et centristes.

Partir à la recherche d'un électorat du centre, du moins d'une opinion centriste suppose donc tout d'abord, de définir où se situe l'électeur du centre (dans un parti, au centre ou en-dehors ?), ensuite, à partir du choix qui aura été fait, de dégager les centristes des autres électeurs (les indécis, les extrémistes), enfin, une fois que ces deux opérations ont été réalisées, il faut relever les caractéristiques (sociologique et/ou idéologique) de ce groupe vis-à-vis des autres groupes. Autant dire que la recherche d'une opinion centriste est des plus périlleuses. Mais celui qui voudra s'y lancer se heurterait à un obstacle encore bien plus redoutable : le centre perd sa raison d'être s'il est situé (sociologiquement ou idéologiquement). L'analyse de l'imaginaire centriste (cf. *supra*) a, en effet, montré que l'identité centriste est une identité qui se veut non conditionnelle et détachée d'une appartenance quelconque (et notamment de classe). La sociologie électorale ne peut donc être utilisée que comme une sorte d'indice (incertain) de l'existence possible (mais non avérée) d'une demande centriste. Elle ne saurait en aucun cas suffire à la définir et à la caractériser.

Du côté de l'offre, la science politique pourrait apporter quelques questionnements complémentaires. Mais force est de constater que sur le centre, cette discipline est relativement sous-développée. Les recherches sur le sujet réduisent celui-ci à un phénomène de second ordre, c'est-à-dire à une manifestation d'un autre phénomène, en l'occurrence de la convergence au centre (ou de la désidéologisation) des systèmes de compétition politique. Hormis quelques exceptions qu'on aura soin de noter, l'analyse du centre reste soustraite aux approches plus récentes de science politique qui traitent de sujets attenants aux mobilisations collectives et aux mouvements sociaux ainsi qu'à une anthropologie politique. Or, ce renouvellement disciplinaire dégage de nouveaux questionnements sur les phénomènes partisans : réseaux de sociabilité, identité collective, ritualisation des pratiques, « invention d'une tradition » □ . Les mouvements communistes furent les premiers à faire l'objet d'investigation de la sorte, suivi des partis socialistes. Les partis de droite et du centre, quant à eux, restent à la traîne. Il est vrai qu'on entend peu parler d'un « peuple de droite » et encore moins d'un « peuple du centre ». Et pourtant, nous avons déjà souligné combien le « gouvernement au centre » était prisé par la classe politique, combien l'« ouverture » au centre, l'appel à une classe sociale affublée de toutes les valeurs démocratiques modernes (modération, modernité, unité □) furent les outils de ceux qui prétendent au pouvoir. Où est-il donc ce peuple qu'on fait revivre si volontiers ? En reprenant les mots de R.Rémond : « s'il en est ainsi pour les forces politiques, ne serait-ce pas qu'il existe bien une sensibilité centriste et un système de pensée fondé sur le refus inconditionnel de la division gauche-droite ? » (R.Rémond 1982 : 364). Nous verrons qu'au delà des phénomènes de convergence au centre, la

science politique offre des outils d'analyse (et d'observation avant tout) du centre si l'on veut bien appliquer au centre les problématiques anthropologiques et sociologiques que la discipline a lentement fait siennes.

§1 Etat de la recherche électorale en France, Allemagne et Pologne : Où est le centre ?

1. Définition et axes de recherche.

Il ne s'agit pas ici de retracer l'histoire des recherches électorales allemandes, françaises et polonaises. Nous ne prétendons que les mettre en parallèle pour y éclairer les manières d'appréhender le centre.

Rappelons cependant que la sociologie électorale s'intéresse à la question qui vote quoi et pourquoi ? Les déterminants du vote peuvent être d'ordre socio-structurels, psychologiques, stratégiques, biologiques □ Classiquement on distingue deux types d'approches : les unes sociologiques et les autres stratégiques (ou entrepreneuriales) (F.Sawicki 2001). Les premières renvoient aux variables lourdes du vote (appartenance de classe et/ou de religion, caractéristiques démographiques etc.), les secondes touchent aux motivations individuelles et rationnelles des électeurs (candidat, programme, idéologies □)⁹⁰. La primauté des analyses structurelles aux dépens des analyses entrepreneuriales est commune au trois pays et au continent européen (Sawicki 2001), du moins jusqu'aux années 1970. En la matière, le « tunnel de causalité » de l'Ecole de Michigan intègre à la fois des éléments de court et de long terme⁹¹. Cependant, depuis les années 1990, ce modèle explicatif est remis en cause par la renaissance du paradigme du choix rationnel. En filigrane, se développe l'idée que ce nouvel électeur ne serait autre chose que le nouvel électeur centriste ; porteur des valeurs désormais associée à la démocratie : la rationalité (ou la raison). En un mot à l'électeur de Michigan et à la démocratie de masse succèdent l'électeur rationnel et la démocratie d'opinion. Néanmoins, chaque pays garde sa spécificité.

En ce qui concerne la France, la recherche sur le centre est marquée par la question de la bi-polarisation de la vie politique. En suivant l'analyse de M.Duverger, le centre n'existe pas parce qu'il ne peut y avoir que des choix binaires en politique : « toute politique implique un choix entre deux types de solutions : les solutions dites intermédiaires se rattachent à l'une ou à l'autre. Cela revient à dire que le centre n'existe pas en politique : il peut y avoir un parti du centre, mais non pas une tendance du centre, une doctrine du centre. » (M.Duverger 1951 : 245). Pourtant, en reprenant l'analyse de R.Rémond, les enquêtes d'opinion recense dès 1955 des électeurs « ambigus » dont le positionnement gauche-droite est incertain. En 1966, l'étude sur *Les*

⁹⁰ Aux côtés des problématiques sociologiques et stratégiques, nous distinguerons encore des approches socio-psychologiques. Ces dernières sont au croisement du court et du long terme et peuvent constituer un angle d'approche synthétique au delà de l'opposition acteur/système. Cf. *Infra*.

⁹¹ Sur le modèle de Michigan, voir Campbell et al, *The American Voter*, 1960.

familles politiques aujourd'hui en France souligne l'existence d'une sensibilité centriste distincte de l'apolitisme ou du « marais » qui a ses convictions propres même si celles-ci sont assez proches de la droite. Le centre se distingue néanmoins de la droite sur un point : celui de l'autorité. Sur ce sujet, il occupe une position médiane entre la gauche et la droite.

La bi-polarisation de la vie politique française ravive les controverses sur la tripartition de l'espace politique⁹². La victoire de la gauche en 1981 semble, pour un temps, renforcer le clivage gauche-droite et lamener le centre⁹³. Pourtant, les recherches menées notamment par Colette Ysmal soulignent le maintien d'une spécificité centriste au sein de la droite⁹⁴. Sylvie Guillaume a, de même, souligné les récurrences du centrisme français (S.Guillaume : 2004). Pierre Rosanvallon et Jacques Julliard supposent, quant à eux, l'émergence d'une « République du centre », sorte de substitut à l'idéal républicain (P.Rosanvallon et al., 1989). Enfin, les enquêtes d'opinion les plus récentes relèvent un nombre croissant d'électeur qui refusent de se classer sur l'échelle gauche-droite⁹⁵.

Mais pourquoi alors que les enquêtes d'opinion et les recherches actuelles semblent s'accorder sur l'existence d'une tendance centriste significative, le centre reste-t-il désespérément en dessous des 7% des suffrages exprimés aux élections nationales ? A notre connaissance, peu répondent à la question d'un centre pourtant majoritaire dans l'opinion qui ne vote pas au centre. La nouvelle UDF de F.Bayrou tient ce rêve d'un grand parti du centre, sans pourtant comprendre que les centristes ne votent pas au centre. Tel est le paradoxe français.

En Allemagne, la situation est, pour ainsi dire, exactement à l'inverse : les élections se gagnent au centre (chap. IV). La question du centre est donc largement liée à celle de la majorité structurelle. Le centre n'est pas tant une idéologie, une doctrine de la modération, la synthèse d'aspirations contraires que le compromis entre des intérêts divergents (Chap. III). Par conséquent, les recherches allemandes partent de considérations différentes de celles qui guident les analyses françaises. Premièrement, elles portent peu sur la structuration bi-polaire ou non de la compétition politique. Deuxièmement, la *Mitte* n'est que très peu étudiée en tant que groupe

⁹² Il faut consulter, M.Duverger « L'éternel Marais, essai sur le centrisme français », *Revue française de science politique*, fév. 1964 ; F.Goguel, « Bipolarisation ou rénovation du centrisme ? », *Revue française de science politique*, octobre 1967. Pour la période plus récente, O.Duhamel, « Derrière le brouillard le bi-partisme », *Etat de l'opinion*, 1997 : p.81-97.

⁹³ Les évolutions et les résultats électoraux sont détaillés au chapitre IV.

⁹⁴ C.Ysmal, « face à l'extrême droite, la droite existe-t-elle ? » p.139-164 in : *Les cultures politiques des Français*. / P.Bréchon, A.Laurent, P.Perrineau (dir.), Paris : PFNSP, 2000.

⁹⁵ De 1995 à 2002, les enquêtes du Cevipof révèlent que le pourcentage de personnes se déclarant ni de gauche ni de droite reste à peu près stable : 20% en 1995, 25% en 1997, 24% en 2002 (sur la première vague du panel). Par contre, si l'on ne s'intéresse qu'au moins de 40 ans la hausse du « ninisme » est beaucoup plus importante passant de 23% à 32% sur la période. « La tripartition de l'espace politique » p.344 in : *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielles et législatives 2002*. / P.Perrineau, C.Ysmal (s/d.), Paris : Presses de Sciences Po, 2003.

d'électeurs alors que la *neue Mitte* fait l'objet d'investigations sur le thème de l'émergence d'un nouveau groupe social dont les comportements politiques fonderaient une nouvelle majorité sociale (favorable aux sociaux-démocrates). La question du centre (et de sa réalité sociologique) n'émerge donc qu'avec celle de la *neue Mitte*. Les recherches sur une opinion du centre, sur les images et les symboles véhiculés par le centre ou la *Mitte* sont inexistantes. En tant que catégorie de perception de l'espace politique, le centre n'existe pas dans la recherche allemande.

En Pologne, la situation est assez proche de celle qui prévaut en France. Le centre est associé à l'idée de modération. Par contre, il reste absent de la littérature scientifique en tant que tel. On trouve certes une réflexion (comparative) sur les partis de centre-droit mais cette dénomination renvoie à des partis de la droite classique (par rapport à la droite extrême ou radicale)⁹⁶. Le centre, comme formation politique, incarnant une opinion distincte de la droite ne fait pas partie des axes de la recherche polonaise. Pourtant, tout comme France, on relève l'existence d'une tendance centriste : « une majorité de Polonais montre une inclination croissante pour le centre et tend à éviter les extrêmes, cependant les principales formations sont situées loin du centre »⁹⁷. Le paradoxe est le même que celui relevé en France : pourquoi ceux qui se disent du centre ne votent-ils pas au centre ? La recherche électorale polonaise délaisse cette question.

Globalement, les études sur le centre comme courant d'opinion ou comme courant sociologique sont peu nombreuses, et si elles existent, on n'y trouve que de rares références à des comparaisons internationales. On peut, néanmoins, dégager quelques lignes communes: 1. le centre renvoie soit à la modération (en vue d'un consensus) soit à un consensus majoritaire (déjà constitué), 2. les nouveaux centres sont associés à la transformation de l'offre politique, et notamment, la conversion des sociaux-démocrates au libéralisme économique. Dans cette optique, la recherche porte sur la possible émergence de nouveaux clivages sociaux et sur l'hypothèse d'un glissement progressif des alignements électoraux. On note ainsi, pour la France et l'Allemagne, une interrogation similaire sur l'articulation entre nouvelles classes moyennes et nouveaux centres.

⁹⁶ Le livre édité par P.Delwit de l'université de Bruxelles donne un panorama exhaustif et des précisions terminologiques précieuses entre démocratie chrétienne et conservatisme, tentative rigoureuse et riche de distinguer centre et conservatisme, d'une part, et centre-droit et droite, d'autre part. P.Delwit (ed.), *Démocraties chrétiennes et conservatismes en Europe : une nouvelle convergence ?*, Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles, 2003, 350p..

⁹⁷ A.Smolar cit. par W. Wesołowski, « Political Actors and Democracy: Poland 1990-1997. », *Polish Sociological Review*, 119 (3), 1997: p.239.

2. L'approche sociologique : le centre, le parti des classes moyennes ?

La question qui domine les recherches nationales est celle de l'articulation sociologique entre société et politique. Dans cette optique, le centre, si centre il y a, est classiquement (on pourrait dire logiquement) associé aux classes moyennes. L'équation est la suivante : centre = modération = entre-deux (politique) = entre-deux (social) = classe moyenne (comme entre-deux entre la classe ouvrière et la classe bourgeoise). Les polémiques sur l'existence d'une tendance centriste rejoignent donc très souvent celles sur la réalité d'une classe moyenne. En France et en Allemagne, elles y sont directement liées. En Pologne, elles renvoient à la question de l'émergence d'une classe d'entrepreneurs et à la stabilisation de la démocratie (ou à la modération des extrêmes dangereux pour le régime politique).

Les études électorales sur ce sujet ont conduit à complexifier l'analyse centre = classe moyenne (et dans le même prolongement nouveau centre = nouvelle classe moyenne). Ainsi la diversité des classes moyennes a été progressivement réintroduite. En France, on peut citer les analyses de Sylvie Guillaume sur *les classes moyennes sous la IV^e République* (S.Guillaume : 1997) et l'ouvrage sous la direction de Georges Lavau, Gérard Grunberg et Nonna Mayer sur *l'univers politique des classes moyennes* (Lavau, Grunberg, Mayer 1983). En Allemagne, on soulignera la réflexion fournie des sociologues de l'université de Hannover sur les milieux sociaux constitutifs de la *neue Mitte* (Vester et al : 2001). En Pologne, H.Domański, de l'université de Varsovie, consacre une étude à la classe moyenne polonaise (Domański : 2002). Il y présente leur système de valeur et leurs aspirations sociales, ainsi que leur évolution sociologique de 1984 à 1998. Il associe les anciennes classes moyennes à l'ancienne *intelligentsia* polonaise, et les nouvelles classes moyennes aux nouveaux professionnels de l'économie et de la politique. Toutes ces analyses ont l'avantage de souligner l'hétérogénéité des dites classes moyennes et de remettre en cause l'utilisation d'une telle catégorie. A partir de là, fallait-il partir des classes moyennes pour qualifier le centre ? Eu égard à leur diversité, il nous semblait que poser la question du centre en ces termes n'était finalement que reproduire la polémique sociologique sur la moyennisation vs. polarisation de la société. Miroir politique d'une controverse sociologique, une telle interrogation sur le centre n'apporte que peu de terreau à la recherche en science politique. C'est pourquoi il nous semblait nécessaire de ré-évaluer les outils d'analyse du centre et, surtout, d'évacuer la question des anciennes vs. nouvelles classes moyennes qui n'était, selon nous, qu'une redite de celle des anciens et des nouveaux centres.

3. Les variables idéologiques : le positionnement au centre.

Avant de voir les outils que nous proposons, il nous reste à considérer une dernière hypothèse des approches électorales : les nouveaux centres seraient le résultat d'une « rationalisation » des motivations du vote. L'intérêt de ces analyses réside dans la construction d'un axe de polarisation (idéologique) dans lequel le centre représenterait les tendances modérées du système. Ici, l'opposition entre M.Duverger et G.Sartori pose les termes du débat. Selon le premier auteur, il n'existe pas de tendance centripète⁹⁸. « Tout centre est divisé contre lui-même, qui demeure séparée en deux moitié : centre gauche et centre droit. Car le centre n'est pas autre chose que le groupement artificiel de la partie droite de la gauche et de la partie gauche de la droite. Le destin du centre est d'être écartelé, ballotté, annihilé [□]. Le rêve du centre est de réaliser la synthèse d'aspirations contradictoires : mais une synthèse n'est qu'une force de l'esprit. L'action est un choix, et la politique est action » (M.Duverger, 1951 : 245). En un mot : en politique, la modération n'existe pas. Il n'y a donc pas de positionnement idéologique au centre.

La conclusion de G.Sartori est moins manichéenne. Il souligne qu'il existe des tendances centripètes des systèmes de compétition mais elles ne peuvent exister simultanément avec un parti du centre fort. En effet, l'existence d'un centre décourage ces tendances et donc la modération du système. Seulement, lorsque le centre est vacant (c'est-à-dire quand l'électeur centriste n'est pas identifiable parce qu'il n'existe pas de partis politiques) alors il peut y avoir des tendances centripètes (c'est-à-dire une opinion du centre) : « Une opinion du centre, ou une tendance centriste existe toujours dans la compétition politique, ce qui peut ne pas exister c'est un parti centriste »⁹⁹ (Sartori, 1966 : 156). En poussant l'analyse, on met très clairement en évidence le *paradoxe du centre* : la polarisation de la scène politique favorise l'émergence de tendances centristes en rendant difficile l'émergence d'un parti du centre écartelé par la logique bi-polaire (cf. introduction).

L'approche par les motivations idéologiques du vote formule donc très clairement le paradoxe du centre. Par ailleurs, elle ancre la réflexion sur le lien entre centre et système polarisé. Par contre, on peut critiquer ses tendances à la dé-contextualisation des variables, à la non-prise en compte des facteurs sociaux et culturels et, surtout, à la non explicitation de la doctrine du centre (ou de la modération). Il faudra donc la compléter par d'autres types d'analyses.

⁹⁸ Les tendances centripètes renvoient à une disposition des électeurs en faveur d'une doctrine constituée autour de la modération. G.Sartori utilise de même cette notion (*center Tendency*) indifféremment avec celle d'opinion du centre (*Center Opinion*), (Sartori, « European Political Parties : The Case of Polarized Pluralism » p.156 in : *Political Parties und Political Development* / Joseph LaPalombara, Myron Weiner (Eds), Princeton University Press., 1966.

⁹⁹ « *A centre Opinion, or a center Tendency always exists in politics ; what many not exist is a center party* ».

4. Bilan : les limites des approches électorales pour appréhender le centre.

Pour constituer notre méthode d'analyse du centre, deux difficultés se présentent : d'une part, le centre ne constitue pas le même objet d'un pays à un autre. Dès lors, les axes de recherche sont différents. D'autre part, si la sociologie électorale saisit une tendance centriste, elle ne peut l'analyser. En d'autres termes, deux questions sous-tendent la constitution de notre approche du centre : peut-on distinguer une interrogation commune aux trois pays qui permette d'aborder le centre comme catégorie de comparaison ? Peut-on dépasser les limites de la sociologie électorale ?

Premièrement, le centre n'est pas abordé de la même manière selon les pays. On trouve d'un côté, la France et la Pologne, où la recherche s'est focalisée sur le centre comme opinion centriste de modération et/ou de refus de la bi-polarisation gauche-droite (vs ex-communistes/ex-dissidents) ; de l'autre côté, la *Mitte* allemande renvoie au consensus majoritaire. Elle est associée aux études sociographiques des majorités structurelles. Malgré cette distinction, il faut noter que pour les trois pays, le centre est associé aux catégories intermédiaires (nouvelles ou anciennes). Idéologiquement, il fait référence à la modération et au consensus. Autre caractéristique commune : le centre n'est analysé que comme catégorie résiduelle des études électorales ; l'analyse en termes de clivages sociaux et/ou l'analyse politique sont préférées. L'utilisation de la catégorie centriste comme demande électorale ou politique est délaissée.

La sociologie électorale s'enlise dans l'éternel débat sur l'existence d'une tendance centriste, défini idéologiquement comme modération ou sociologiquement par les classes moyennes. Elle ne répond pas à la question de sa définition : qu'est-ce que la modération en politique ? Peut-elle constituer une opinion structurée et identifiable ? Elle cherche le centre dans une opinion modérée localisée et visible. Elle la trouve en Allemagne dans un consensus majoritaire, elle la devine en Pologne dans la classe des entrepreneurs, elle s'interroge en France sur son ancrage à droite. Mais, elle part du principe que centre = modération, c'est-à-dire entre-deux. Or pourquoi ne pas penser le centre comme un au-delà ? Les centristes sont-ils au milieu ou simplement hors de la polarisation gauche-droite ? Dans cette optique, l'Allemagne offrirait le cas d'un centre défini par sa position de milieu (ou sa vocation majoritaire) tandis que la France et la Pologne, au contraire, devraient réintégrer une analyse qui porte sur ceux qui se situe au-delà de la polarisation, plus proche en cela des extrémistes que des modérés. Pour les trois pays, la modération ne renvoie pas à une

atténuation des extrêmes mais à un mode d'articulation des intérêts contradictoires. C'est une *méthode* avant que d'être une idéologie.

Or, les recherches actuelles en ce sens sont quasi-inexistantes. On doit néanmoins citer quelques travaux motivants. En France, les recherches engagées par Sylvie Guillaume ouvrent des perspectives de comparaisons internationales¹⁰⁰. En Allemagne, la question de la *neue Mitte* est un des thèmes de prédilection de F.Walter. Ce dernier ouvre le débat sur l'existence (et l'échec) d'une nouvelle élite politique dont serait issue la *neue Mitte*. En Pologne, le centre en tant que tel n'est pas abordé. Par contre, on trouve des questionnements sur l'émergence d'une classe moyenne (Tomanski) ou sur la polarisation de la scène politique polonaise (Grabowska). On doit aussi citer la réflexion porteuse sur la notion d'*intelligentsia* (F.Rychard, M.Chambers) qui ouvre des perspectives analytiques intéressantes pour une étude du centre (notamment comme entre-deux élitaires, cf. introduction).

Nous voudrions poursuivre cette réflexion en construisant la demande centriste (ou l'opinion centriste) comme objet de recherche sans l'aborder par le biais d'une idéologie « modérée » ni par une position de classe « intermédiaire ». Peut-on dés-intriquer la recherche du centre d'une idéologie de la modération ? Reformuler la question de l'existence d'une tendance centriste à la lumière des analyses de science politique apporte quelques éléments de réponse.

¹⁰⁰ S.Guillaume, 2004

§2 Etat de la recherche sur le centre en science politique.

1. Les types d'approches en science politique : dépasser l'opposition acteur-système.

Schématiquement, P.Favre distingue trois approches en science politique : 1) l'approche institutionnelle (qui privilégie l'explication du politique par le politique), 2) l'approche sociologique (qui part du social et des modèles sociologiques) et 3) l'approche philosophique (qui pose le problème des fondamentaux et de l'intelligibilité du politique)¹⁰¹. Nous ne nous occuperons que des deux premiers types d'approche, le dernier relevant du domaine de la pensée politique que nous avons déjà évoquée au chapitre un. Soulignons cependant que ces distinctions renvoient à des traditions universitaires et à des découpages disciplinaires. Leur utilité est donc avant tout analytique.

Actuellement, la sociologie politique que M.Grawitz, à l'instar de G.Sartori, appelaient de leurs vœux semble de plus en plus faire consensus : les sciences politiques se libèrent de l'influence juridique et se « sociologisent »¹⁰². Sociologie et politique sont progressivement à égalité. Les évolutions de la discipline montrent une sensibilisation croissante (et renouvelée) en direction des problématiques de mobilisation et des (nouveaux) mouvements sociaux¹⁰³. La science politique devient de plus en plus une sociologie (du) politique. Celle-ci se concentre sur la question de l'intermédiation et de l'articulation entre les processus de transformation ou de représentation d'intérêt, d'une part, et les formes que prennent les organisations intermédiaires, d'autre part. S'interrogeant sur les phénomènes de pouvoir et d'autorité, d'identification, d'adhésion, elle trouve sa raison d'être dans le questionnement du lien qui unit politique et société. Dans cette optique, les partis politiques constituent un des objets majeurs d'investigation de l'articulation du social et du politique.

¹⁰¹ P.Favre, « Histoire de la science politique » p.3-46 in : *La science politique, science sociale, l'ordre politique* M.Grawitz, J.Leca, Paris : PUF, 1985.

¹⁰² M.Grawitz, 2005: 291 « [La sociologie politique] sera le produit d'une hybridation lorsque la sociologie et la science politique seront à égalité. »

¹⁰³ Chemin faisant, elle subit la distinction opérée dans l'analyse des mobilisations collectives entre mouvement social et organisation du mouvement (SMO) opérée par A.Oberschall (A.Oberschall, *Social Conflict and Social Movements*, New York, Prentice Hall, 1973). Jusqu'au milieu des années 1980, cette sous-discipline sociologique, a porté son attention sur les stratégies des entrepreneurs de mobilisation et sur les structures d'opportunité des mobilisations, s'inscrivant dans une approche plus anglo-saxonne qu'euro-péenne. Les critiques portées à ce type d'approche, ont conduit à réintroduire l'étude des motivations des activistes, des activations des identités collectives ainsi que des caractéristiques sociales des membres.

Ainsi, la science des partis s'autonomise peu à peu comme sous-discipline des sciences politiques¹⁰⁴. Elle s'intéresse à ces organisations dans leurs fonctions d'intermédiaire (aux côtés des syndicats) entre société civile et Etat¹⁰⁵. La science des partis est parcourue par quatre distinctions (F.Sawicki 2001) : 1) l'étude des systèmes partisanes (effets des modes de scrutins, résultats électoraux, prises de positions partisanes), 2) l'étude des organisations (ressources, relations de pouvoir), 3) l'étude des stratégies partisanes (élaboration des décisions, relations avec les systèmes d'association d'intérêt et l'arène parlementaire et gouvernementale), 4) l'analyse du recrutement des dirigeants et des militants. Les recherches anglo-saxonnes en la matière se sont focalisées sur les questions organisationnelles, développant une conception entrepreneuriale du parti, défini par son objectif final de conquête du pouvoir. En Europe, les chercheurs préfèrent souligner le rôle du militantisme, la fonction sociale et politique des partis, le rôle des clivages sociaux plus proche de l'approche sociologique sus-définie qui aborde le domaine du politique sous l'angle des clivages sociaux, des classes sociales, des représentations collectives etc. Cette caractérisation commune ne doit pas faire oublier que chaque pays a ses propres axes de recherche. En retraçons brièvement l'évolution des problématiques de la recherche allemande, française et polonaise, nous aboutissons, néanmoins, à un même constat : le centre est un objet relativement délaissé.

En Allemagne, la recherche sur les partis politiques a été marquée, après la seconde guerre mondiale, par l'influence américaine. La mise en accusation de l'Allemagne et du peuple allemand dans la montée du nazisme vont de pair avec une politique globale d'éducation (politique) des électeurs et de la population allemande (financement des fondations politiques, création de la *Bundeszentrale für politische Bildung* « centrale fédérale pour la formation politique »). L'influence américaine est prépondérante. La question qui domine la science politique naissante est avant tout celle de la stabilisation et de l'ancrage social de la démocratie (face aux dangers du nazisme). Le modèle culturaliste d'Almond et de Verba marquera l'Allemagne de l'après-guerre.¹⁰⁶ Les deux auteurs attribuent à l'Allemagne une culture politique de sujétion définie par des comportements politiques de passivité et d'obéissance. La révolution participative des années 1960 et le questionnement de la jeune génération

¹⁰⁴ L'autonomisation de la science des partis semble plus avancée en Allemagne où elle s'est constituée en *Parteienforschung*. En France, le processus d'autonomisation se dessine plus lentement. Enfin, en Pologne, elle reste une interrogation rattachée à l'étude de la cristallisation et de la stabilisation des systèmes politiques.

¹⁰⁵ Le système de partis et celui d'associations d'intérêt fait partie du système intermédiaire entre Etat et citoyens. (Hans-Peter Kriesi 1994 : 15).

¹⁰⁶ G.A. Almond, S.Verba, *The civic culture: political attitudes and democracy in five nations*, Princeton, N.J.: Princeton University Press, 1963, 562 p.; M.Kaase, „Sinn oder Unsinn des Konzepts ‚Politische Kultur‘ für die vergleichende Politikforschung, oder auch: Der Versuch, einen Pudding an die Wand zu nageln“ p. 144-171 in: *Wahlen und politisches System* /M.Kaase, H.D.Klingemann (Hrsg.), 1983.

face à la participation et la responsabilité de leurs pères pendant la guerre ouvrirent le débat sur la substitution progressive d'une culture politique démocratique à une culture de sujétion. Dans les années 1960, une autre interrogation traverse la science politique allemande : l'application de la notion de *catch-all-party* aux partis politiques allemands. Le dés-ancrage social de ces derniers, annoncé par O.Kirchheimer, fut contesté¹⁰⁷. Ensuite, les années 1970 sont marquées par la question de l'émergence d'une société postindustrielle : dégel des clivages sociaux, nouvel électeur, érosion de la société des travailleurs, émergence d'une nouvelle classe moyenne, ancrage du mouvement des Verts. A la fin des années 1980, les observations portent sur un (nouveau) phénomène résumé sous le terme de *Politikverdrossenheit* : baisse de la participation, désengagement syndical, volatilité accrue. La question de la science politique aux organisations partisans devient celle des conditions d'action du parti vers l'extérieur, et, celle de sa capacité intégrative sur le plan interne. Les axes de recherche portent sur la modernisation des partis politiques (et de la vie politique), c'est-à-dire sur l'adaptabilité des organisations partisans à un nouveau contexte de compétition politique et à la pluralisation de la scène politique (avec les Verts notamment). Enfin, la ré-unification va orienter la recherche sur les questions d'intégration de nouvelles populations au sein du système politique : « *ostnostalgie* », sentiment de déclassement (Allemands de « seconde classe »), absorption plutôt que réunification, émergence du PDS □ Les questions actuelles portent sur la nature du nouveau centre (*neue Mitte*), l'américanisation de la compétition politique, l'évolution du *gender gap*, la possibilité d'une extrême-gauche. Le système semble être entré dans une phase de pluralisation et d'instabilité dont le terme est encore incertain.

Côté polonais, les recherches peuvent être, schématiquement, divisées en deux groupes : celles qui portent sur la stabilisation d'un système partisan et de ses caractéristiques et celles sur la professionnalisation des élites et l'émergence d'une classe politique. Si l'on s'intéresse aux années qui suivent la Table ronde, la science politique interroge la situation polonaise au travers du paradigme de la transition démocratique établi par l'analyse des cas latino-américains et de la péninsule ibérique dans les années 1970 : consolidation des systèmes, société « flat », émergence de clivages sociaux □ Le caractère évolutionniste et normatif de ces approches a peu à peu été assoupli au travers du concept de transformation qui introduit les notions de « trajectoires » et de « sentiers bloqués ». La méthode d'investigation est le plus souvent comparative. Les situations de comparaison sont construites à partir de cas nationaux pris dans la même « aire culturelle ». Les comparaisons est/ouest sont donc relativement rares pour ne pas dire inexistantes. L'absence est d'autant plus étonnante

¹⁰⁷ E.Kolinsky, « Das Parteiensystem der Bundesrepublik Deutschland : Forschungsthemen und Entwicklungslinien » p.35-56 in : *Stand und Perspektiven der Parteienforschung in Deutschland*. Westdeutscher Verlag: Opladen, 1993.

que l'étude des partis polonais utilisent les mêmes outils d'analyse que la science politique occidentale : paradigme de Michigan, électeur rationnel, parti de cadres, de masse, partis attrape-tout, parti-cartel □ Par ailleurs, l'utilisation de ce terme générique pour appréhender l'Europe de l'est en général, et la Pologne, en particulier, pose problème. Quels critères peut-on poser pour déterminer le seuil de sortie du processus de transformation ? Enfin, la délimitation de ce type de changement eu égard aux phénomènes d'adaptabilité de nos systèmes politiques est tout autant problématique. Le paradigme de la transformation a donc une double incertitude: *primo* quant à la définition des bornes temporelles du processus de transformation et, *secundo* quant aux critères de différenciations entre transformations (ou changements majeurs) et évolutions (ou changements mineurs).

En France, la science politique fut marquée du sceau de l'analyse organisationnelle de M.Duverger. La persistance d'un système politique polarisé avec l'existence d'un parti communiste poussa les chercheurs à s'intéresser aux partis de masse. Les recherches sur le PCF sont pléthores. Le parti socialiste connut aussi son heure de gloire. Par contre, les partis de droite, assimilés (trop rapidement ?) à des partis de notables selon l'analyse duvergienne ont eu moins de succès, excepté peut-être le mouvement gaulliste, quoique là encore il fut justement plus étudié en tant que mouvement qu'en tant qu'organisation partisane. Dans la littérature française, les partis politiques, en particulier, et l'espace politique, en général, sont avant tout appréhendés comme lieu de médiation entre les classes sociales et de structuration du lien politique.

Force est donc de constater que le centre, en tant que catégorie du système partisan est peu utilisée (et moins encore dans des comparaisons internationales). Pourtant, ce ne fut pas toujours le cas. Il faut, en effet, souligner que les questions de la place du centre (et de ses fonctions dans un système partisan) furent les thématiques des pères fondateurs de la science politique : centre et stabilisation démocratique, polarisation et centrifugation des compétitions partisans (M.Duverger, A.Downs, G.Sartori □). Tout se passe comme si les approches institutionnelles, héritées du droit, donnaient, seules, la place à un questionnement sur le centre.

C'est pourquoi il nous a semblé nécessaire de réintégrer les questions sur le type de régime politique ; ces études constituant une source non négligeable de littérature sur le centre¹⁰⁸.

¹⁰⁸ En France, elles sont classifiées alternativement en politique comparée ou en droit constitutionnel. En Allemagne elles correspondent à la *Vergleichende Politikwissenschaft*, aussi dénommée *Vergleichende Regierungslehre* ou encore *Vergleichende politischer Systeme*.

2. Comment aborder le centre en science politique ?

2.1. **L'approche institutionnelle.**

Comme son nom l'indique, cette approche lie le centre à la (sur)vie des institutions. La question de la stabilité du régime est corrélée à celle du nombre de partis en compétition. La typologie des régimes politiques est donc binaire entre régime stable et régime instable, d'un côté et régime bi-partisan et régime multipartisan, de l'autre. Après la seconde guerre mondiale, les premiers auteurs de science politique établissent une relation inverse entre le nombre de parti et la stabilité démocratique (Almond 1956, Lipset 1959, Duverger 1959). Par conséquent, l'existence d'un troisième parti entre la gauche et la droite vient nécessairement perturber la stabilité du système. Des études plus récentes contredisent ces thèses (Lijphart, 1984). Ces analyses soulignent le rôle modérateur du centre. Celui-ci maintient l'orientation centripète du système. *Voter-exchange parti*, il permet à des électeurs d'exprimer un mécontentement sans pour autant changer de bord politique, ni voter aux extrêmes. La logique est la suivante : le développement électoral des partis centristes obligent les autres partis à modérer leur position pour court-circuiter le centre, entraînant la modération globale du système de compétition et donc sa stabilité. Par conséquent, un système bi-partisan n'est pas une condition nécessaire à la stabilité politique. Deux études majeures vont dans ce sens : celle de G.Sartori (1976) et celle de Lijphart (1977). Le premier distingue les systèmes selon leur degré de polarisation (cf. Introduction). Il distingue le pluralisme modéré (stable) et le pluralisme polarisé (instable). Quant au second, il souligne que malgré des cultures politiques hétérogènes, le degré de cohésion des élites (corrélé au développement des mécanismes de coopération) détermine la stabilité du système.

L'intérêt de l'approche institutionnelle est de souligner la distinction à effectuer nécessairement entre l'existence d'un parti du centre, la convergence au centre et le type de compétition partisane. Sur la question de la convergence au centre des compétitions partisans, l'analyse de A.Downes (1957) apporte un éclairage important¹⁰⁹.

2.2. **La convergence au centre des compétitions partisans.**

L'analyse de Anthony Downs repose sur quatre présupposés majeurs : 1) un parti est « une équipe cherchant à contrôler les appareils de gouvernement en conquérant les postes à travers des élections régulières », 2) « les partis formulent des politiques pour gagner des élections, plutôt qu'ils cherchent à gagner des élections pour appliquer leurs politiques » 3) « les électeurs votent pour sélectionner des

¹⁰⁹ A.Downes. *An Economic Theory of Democracy*. Haper & Brother : New York, 1957.

candidats selon leur préférences programmatiques » 4) le système de préférence et de répartition des électeurs est unimodal.

A. Downs distingue, d'abord, les systèmes bi-partisans et les systèmes à partis multiples. Dans les premiers, il est rationnel pour les partis de proposer un programme modéré puisqu'ils savent que leurs électeurs extrêmes préféreront toujours voter pour eux que pour le parti adverse. Ainsi pour accroître ses suffrages, le parti n'a pas d'autres solutions que de s'élargir à l'autre extrême, c'est-à-dire vers le centre¹¹⁰. Il y a convergence puisque les programmes des deux partis en compétition deviennent de plus en plus proches¹¹¹. Il ajoute que cette convergence sera d'autant plus importante que la distribution des électeurs est concentrée au milieu. Par contre, si celle-ci est plus favorable aux extrêmes, la convergence sera moindre, les partis risquant plus rapidement la perte de leurs électeurs extrêmes¹¹².

Dans un système multipartisan, la distribution des votes est, par définition, polymodale. Dans une telle configuration, il n'y a aucune incitation à ce que les partis évoluent idéologiquement – seuls les partis aux extrêmes ont un intérêt à se modérer. Par conséquent, les électeurs auront plutôt tendance à être conduits par des considérations doctrinales. Chaque parti tendra à affirmer clairement une vision du monde (*Weltanschauung*). Au contraire dans un système bi-partisan la règle est au chevauchement (*overlapping*). Les phénomènes de convergence ne seraient-ils donc observables que dans les systèmes bi-partisans ? En réalité, A. Downs rappelle que les systèmes multi-partisans nécessitent la formation de coalitions gouvernementales. Dès lors, le programme de coalition devant intégrer des points de vue différents, le système peut évoluer vers le compromis et la modération. A terme, donc, le résultat est un programme non intégré comme dans le système bi-partisan¹¹³. Par conséquent, quelque soit la configuration partisane, il est probable que si diffusion du centrisme il y a, il ne peut s'agir que de tendances centristes (centripisation de la compétition partisane) des formations politiques. Autrement dit, les rhétoriques centristes actuelles (*New Labor, neue Mitte, Nouvelle UDF, Partia Demokratyczna*) seraient le résultat d'une convergence au centre.

¹¹⁰ Cette convergence cesse à l'endroit exact où le parti perd plus d'électeurs à son extrême qu'il n'en gagne à l'autre. Considérant un système bi-partisan, la perte des électeurs extrêmes n'est possible que si ceux-ci s'abstiennent aux élections ou s'ils fondent un nouveau parti.

¹¹¹ En réalité, le raisonnement passe par de plus nombreuses étapes : 1) chaque électeur ne vote qu'en fonction des programmes électoraux proposés par les partis, 2) il y a rationnel dans un système bi-partisan de chercher à attirer les électeurs positionnés sur l'axe de compétition au milieu. Par conséquent : 3) il est rationnel de faire des programmes plus modérés qui soient plus proches des préoccupations modérées des électeurs du milieu. 4) Si les deux partis cherchent à modérer leur programme, ils vont converger vers le même lieu de la compétition partisane, c'est-à-dire qu'il devient difficile de distinguer leurs offres politiques. Il y a donc confusion chez A. Downs entre convergence vers la modération (c'est-à-dire vers l'électeur médian) et rapprochement des programmes politiques. Cette confusion s'opère parce que l'auteur définit les électeurs modérés par une idéologie modérée.

¹¹² A terme, A. Downs élimine ce cas : la distribution aux extrêmes dans un système bi-partisan est porteuse d'instabilité politique et de révolution. Or cette dernière crée une nouvelle distribution des électeurs soit vers un système bi-partisan et plus consensuel, soit vers un système multipartisan.

¹¹³ A. Downs, « Chap.9 : Problems of Rationality under Coalition Governments », *Op. Cit* : p.142-163.

Deux objections peuvent être soulevées. Premièrement, le terme de convergence pose problème. Il simplifie l'articulation entre sphère politique et sociale en la fondant sur la rationalité et le positionnement idéologique. Il omet, en particulier, l'influence des univers de sens dans la décision politique. Par ailleurs, et selon l'hypothèse bourdieusienne que nous verrons au paragraphe suivant, le modèle de Downs ne prend pas en compte les éléments internes au champ politique qui jouent un rôle dans la détermination des programmes et des offres politiques. Le développement programmatique d'un parti se comprend certes par l'espoir de mobilisation sociale qu'il suppose (hypothèse de Downs) mais aussi par le positionnement des autres formations politiques (hypothèse bourdieusienne). Les prises de positions partisans ne se comprennent que relationnellement avec les autres forces politiques. La variable explicative est interne au champ politique¹¹⁴. Dans cette optique, l'étude du cas allemand, nous a permis de distinguer cinq formes d'influence réciproque des offres politiques – les cas polonais et français ne faisant intervenir qu'un nombre limité d'interpénétration. Nous trouvons : 1) les phénomènes d'inversement des thématiques : propre à une des deux formations, le thème est progressivement abandonné en même que la formation adverse se le réapproprie, 2) l'importation de problématiques provenant d'une autre formation politique, 3) l'exportation vers d'autres formations politiques, 4) l'accentuation de certains thèmes au sein du parti et 5) l'atténuation d'autres sujets.

Il n'y a convergence *stricto sensu* que lorsque l'écart relatif entre le positionnement de deux partis se réduit. Par conséquent, le phénomène ne peut se produire que si deux partis accentuent ou s'emparent du même thème et, ce, *dans les mêmes termes*. Cela implique que les dynamiques de diffusion soient neutres de tout phénomène d'hybridation. Or, un thème peut se greffer de manière particulière dans un univers de sens différent et devient, par là même, un autre objet (B.Badie, 1992). Les phénomènes de convergence correspondent donc à une situation particulière dans laquelle la greffe ne subit pas de reformulations symboliques (ou d'opérations de transcodage¹¹⁵). Pour le moment, le seul phénomène de convergence que nous avons observé est lié à l'accentuation d'un même thème qui ne relève ni de son importation ni de son exportation d'une formation politique à l'autre, mais d'une évolution globale du champ politique (vis-à-vis des autres champs et notamment le champ économique) : il

¹¹⁴ A cette nuance près que le champ politique ne peut être complètement autonome du champ social. La nécessité de la mobilisation sociale dans la légitimation des acteurs politiques oblige à des interactions entre les deux champs. Ainsi, dans le prolongement de l'analyse de H.Kitschelt, les facteurs explicatifs de constitution d'une offre politique sont à l'interface entre facteurs externes et internes (H.Kitschelt 1989).

¹¹⁵ Voir Chap. IV. Le concept de « transcodage » est utilisé par P.Lascoumes pour illustrer à la fois l'opération préalable d'unification d'informations éparses et leur traduction dans un langage adapté à une diffusion dans le champ social. « Transcoder » c'est « traduire », donner une signification lisible à une politique et lui redonner sens aux yeux des citoyens. P.Lascoumes, *L'éco-pouvoir, environnements et politiques*, Paris : La découverte, 1994.

s'agit de l'accentuation des thématiques économiques. Les reformulations du centre et l'intérêt croissant pour une politique du centre semble profondément lié à la conversion des acteurs politiques au libéralisme économique. Cette hypothèse sera approfondie et testée empiriquement au chapitre III.

2.3. L'approche sociétale : clivages sociaux ou l'absence d'un centre.

Un autre type d'approche de science politique souligne non plus les facteurs institutionnels mais les variables socio-économiques. Cette approche sociétale, telle qu'elle est définie par F.Sawicki (1997), s'intéresse au rapport entre les nomenclatures partisans et celles des classes sociales. On peut distinguer les travaux qui s'appuient sur des analyses en termes de clivages politique et leurs traductions partisans (Rokkan, Lipset, Seiler) et celles qui mettent en lumière les variables explicatives de l'adhésion ou de l'identification partisane à un niveau microsociologique en termes de milieux sociaux. Macro ou microsociologiques, ces approches considèrent les systèmes partisans comme « expression et porteurs d'orientations politiques fondamentales cristallisées dans des structures sociales et reflétant les conflits sociaux constitutifs d'une société »¹¹⁶.

La première variante macro-sociologique laisse peu de place à une interrogation sur le centre. A chaque versant des conflits structureaux mis en évidence par Stein Rokkan, correspond un parti politique : selon la règle : un parti, un clivage. Selon le schéma rokkanien, les partis émergent de clivages sociaux eux-même déterminés par des révolutions des systèmes socio-économiques. S.Rokkan retient la révolution nationale (construction des Etats-Nations) et la révolution industrielle. D-L Seiler y ajoute la révolution internationale (avec l'avènement puis l'écroulement du communisme) qui engendre un clivage entre maximalistes et minimalistes¹¹⁷. L'analyse par clivages permet de distinguer des « familles politiques »¹¹⁸. Si l'on suit cette analyse, le « centre » se rangerait du côté des catholiques (clivage église/Etat) et des bourgeois (clivage de classe). Il renverrait donc à la famille des conservateurs et/ou des démocrates-chrétiens, mais ne saurait être une tradition politique à lui-seul.

¹¹⁶ « Ausdruck und Träger politischer Grundorientierungen, die durch soziale Strukturzusammenhänge vorgeprägt sind und konstitutive soziale Konflikte innerhalb einer Gesellschaft reflektieren », R. M Lepsius « Parteisystem und Sozialstruktur. Zum Problem der Demokratisierung der deutschen Gesellschaft » p. 5 in : *Die deutschen Parteien vor 1918*/ Gerhard A. Ritter (Hrsg.). Köln : Kiepenheuer & Witsch, 1973.

¹¹⁷ D-L. Seiler, « Peut-on appliquer les clivages de Rokkan à l'Europe centrale ? » p. 115-144 in : *Partis politiques et démocratie en Europe centrale et orientale* / J-M. De Waele (ed.), Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles, 2002.

¹¹⁸ Du côté allemand, Klaus v.Beyme a repris ces analyses en associant famille spirituelle et famille politique. L'auteur définit trois critères pour qualifier une famille politique : 1) son ancrage dans un clivage social, 2) son appartenance à une organisation transnationale et 3) son orientation politique. (Klaus v.Beyme 2000).

Néanmoins, les évolutions récentes de la théorie rokkannienne laisse place à une interrogation sur un centre articulé à un clivage politique. Selon R.Inglehart, une troisième révolution, « silencieuse » celle-ci, aurait donné naissance à une polarisation entre matérialistes et post-matérialistes. Socialement, celle-ci se cristallise autour de nouvelles catégories sociales plus diplômées, occupant des postes tertiaires et cosmopolites. Décrites sous le terme générique de nouvelles classes moyennes, ces catégories sociales trouveraient leur vis-à-vis politique dans les nouveaux centres. L'approche est séduisante et a le mérite de sauvegarder un mode d'articulation simple des classes sociales et politiques (une classe, un parti, un clivage). Cependant, elle n'est pas satisfaisante. Pourquoi parlerait-on de centre pour ces catégories : le centre serait-il subitement devenu une famille politique et pourquoi ? Par ailleurs, si tel était le cas, pourquoi parler de « nouveaux » centre, puisque les « anciens » comme nous l'avons vu ne peuvent exister dans la théorie rokkannienne. S'il y a des « anciens » centres, il faut donc en conclure que l'articulation société/politique ne fonctionne pas (seulement) autour des clivages sociaux.

L'approche par les clivages sociaux décrit, en réalité, plus les formes que prennent la compétition et la rhétorique partisane, qu'elle n'explique l'articulation entre société et politique. En effet, elle souligne combien les partis et les acteurs politiques se sont ré-appropriés les outils de l'analyse sociologique pour légitimer leur propre action (de représentation). Le raisonnement colle à la théorie : une groupe social, un clivage, un parti. Dans cette optique, les centristes comme leur pourfendeurs ont parfaitement intégré qu'ils ne peuvent prétendre à être des acteurs politiques légitimes s'ils ne représentent pas un groupe social. Ils doivent démontrer qu'ils constituent une famille politique, c'est-à-dire qu'ils relèvent d'un clivage social (et donc d'un groupe social). S'ils échouent à faire la preuve de leur ancrage dans un clivage social, il est facile de ramener l'étiquette centriste à des stratégies politiques de maximalisation des suffrages. En optant pour une analyse en termes de clivages sociaux, on risque donc de rentrer dans une lutte symbolique (et politique) pour la légitimation des « vrais » acteurs politiques.

A l'inverse, l'approche micro-sociologique a l'avantage de ne pas s'appuyer sur une définition des classes sociales par des critères socio-culturels. Elle ré-introduit la nécessité d'une analyse culturelle et anthropologique. Par conséquent, elle peut être porteuse pour une analyse du centre. Dans cette optique, une des premières questions que nous nous poserons sera celle de l'existence d'un milieu centriste caractérisé par des pratiques et des traditions communes. [cf. *infra*]

2.4 L'approche organisationnelle.

Les approches organisationnelles (Weber, Michels, Schumpeter□) focalisent leur attention sur les mécanismes de recrutement des dirigeants, sur les enjeux internes de détermination de la stratégie politique et les ressources mises en œuvre dans la quête du pouvoir.

En France, la distinction de M.Duverger entre parti de masse et parti de cadre est désormais classique. Dans son prolongement, on recense O.Kirchheimer (parti attrape-tout), J. Charlot (parti d'électeurs), A.Panebianco (parti charismatique) et R.S.Katz et P.Mair (parti-cartel). Ces typologies, si elles ne sont pas suffisantes¹¹⁹, posent une interrogation majeure pour notre étude du centre : y a-t-il une forme politique particulière à ceux qui se disent du centre ? C'est une voie de recherche très peu explorée. On peut citer les travaux de J.Frétel pour l'UDF. En Pologne, le terrain est vierge. En Allemagne, la question de la sélection des élites a fait l'objet de différents ouvrages tels notamment celui de F.Walter et M.Miccus pour le SPD. Mais, il existe globalement peu de réflexions sur les *formes organisationnelles du centre*, peut être du fait d'un classement trop rapide en une structure souple et lâche (Parti-canapé en Pologne, *Kanzlerpartei* en Allemagne, parti de notables en France¹²⁰).

2.5. Bilan sur les approches du centre.

Au terme de cette présentation, on peut noter que l'approche institutionnelle ainsi que celle de l'électeur rationnel abordent directement la question du centre. La théorie des clivages sociaux introduit une interrogation sur les nouveaux centres mais sans répondre à celle des « anciens » centres, ce qui est, analytiquement, incorrect. Enfin, les analyses micro-sociologiques et organisationnelles offrent des perspectives d'analyse du centre à partir des caractéristiques du milieu centriste (s'il existe) et de celles de son organisation partisane. Il nous faut donc allier des éléments institutionnels, organisationnels et sociologiques dans notre analyse. Ayant souligné la nécessité d'éviter de distinguer artificiellement ces approches, il nous faut maintenant définir une approche synthétique applicable au centre.

¹¹⁹ Les critiques portent sur l'absence d'études de la composition sociale et des programmes des partis politiques ainsi que la non-prise en compte des conditions socio-culturelles, économiques et historiques dans lesquelles ils évoluent. Entre autre, G.Lavau, *Partis politiques et Réalités sociales. Contribution à une étude réaliste des partis politiques*. Paris : Colin, 1953, 169 p.

¹²⁰ Il faut noter l'effort de J.Frétel pour rendre à l'UDF sa complexité organisationnelle et remettre en question son image de parti de notable. [J.Frétel, 2005].

3. Les tentatives de synthèse et de dépassement.

Les problématiques des mouvements sociaux et des mobilisations collectives désormais parties intégrantes de la science politique, sont très peu utilisées pour les recherches sur le centre. Celles-ci y gagneraient cependant pour dépasser l'éternel débat sur l'existence d'un centre ou d'une tendance centriste. Nous souhaitons remettre en valeur une approche relativement délaissée en France : les études psycho-sociales. Celles-ci sont relativement bien intégrées à la recherche allemande de par sa perméabilité aux écrits américains. Par contre, la perspective française, plus réfractaire aux études anglo-saxonnes, est frileuse en utilisation de données socio-psychologiques.

3.1. **La notion de culture politique.**

On doit la systématisation de la notion de culture politique à Almond et Verba (Almond, Verba 1963). Le découpage qu'ils opèrent entre culture paroissiale, culture participative et culture de sujétion fabrique cependant une sorte *d'homo politicus* désincarné, a-historique et loin de toute anthropologie politique. Les études socio-psychologiques semblent, dès lors, entachées par un fort culturalisme dont elles ont du mal à se défaire. La notion ré-apparaît sous la plume de Ronald Inglehart lorsqu'il oppose les valeurs matérialistes et post-matérialistes (Inglehart 1977). Elle sert aussi à comprendre la formation d'une identité nationale, les difficultés des transitions démocratiques à l'est ou la signification des nouveaux mouvements sociaux.

Bertrand Badie, dans *Culture et politique* (1993), ré-habilite la notion en s'interrogeant sur les fondements culturels de l'Etat et sur les phénomènes d'hybridation des modèles culturels. Il construit pour cela une définition de la culture désubstantialisée pour éviter de tomber dans les biais culturalistes des fondateurs du concept. Il pose la culture comme un code, c'est-à-dire comme un système de signification. Postuler l'existence d'un tel système ne suppose plus la reconnaissance de croyances communes, mais simplement le partage d'une même relation signifiant-signifié¹²¹. Par là, la culture peut se laisser saisir parce qu'elle organise l'action sociale. La culture est ainsi 1) « intégrative » parce qu'elle assure la communication, 2) « cohérente » parce qu' « elle enserme dans un réseau de signification tous les secteurs de la vie sociale », 3) « latente » parce qu'elle renvoie « à des modèles de structurations implicites », et 4) « contrôle » parce qu'elle « donne sens aux expériences [□] et définit le cadre des solutions possibles ». Dans cette optique, la culture politique est avant tout une *grammaire de sens* (Badie 1993 : 16).

¹²¹ Ce partage ne signifie pas nécessairement l'imposition d'une signification à l'autre. Il peut se produire des processus d'hybridation des deux formes identitaires. (B.Badie 1992)

L'application de cette thématique à l'analyse des partis politiques est, à notre, à notre sens, très porteuse. Elle permet d'ouvrir à une autre dimension des partis politiques, à savoir celle de communautés imaginées. Elle dégage de nouvelles pistes de recherche sur l'histoire des partis politiques, sur l'anthropologie du politique, sur les mythes partisans, les sociabilités politiques, les lieux de mémoires, la sociohistoire etc. La culture politique n'est plus uniquement appliquée à des objets nationaux. Elle intéresse aussi les partis politiques, les territoires, les mémoires□

Les partis ont leur propre « monde » qui varient selon les buts qu'ils s'assignent, leurs références, leurs structures organisationnelles. Cette culture partisane se manifeste en même temps qu'elle forge des cultures, des traditions, des significations. Ce qui nous paraît essentiel c'est qu'elle déclenche des comportements de répétition et/ou de compulsion. Or, les études sur les cultures partisans accordent plutôt leur attention aux phénomènes d'institutionnalisation et aux stratégies partisans d'homogénéisation des identités partisans. Victime là encore de la problématique disciplinaire, elles s'intéressent, avant tout, aux mécanismes d'articulation et de construction d'une culture partisane. Elle participe aux côtés des analyses structurelles et politiques d'un élément explicatif de la relation (intermédiée) entre parti et société. Cette angle d'approche biaise l'analyse en omettant de poser la question de la généalogie de ce principe (indiscutable et indiscuté) de la nécessaire intermédiation du lien politique. L'axiome suppose que le phénomène partisan n'existe que si l'espace politique est distinct de l'espace social. Mais rien n'est dit des conséquences que crée cette situation différenciée : la ré-appropriation de l'espace collectif par le politique (représentatif) n'est pas sans effet sur les besoins sociaux de régulation et d'expression qu'ils génèrent. L'espace politique a-t-il le monopole de l'expression d'identité collective ?

Notre perspective sera donc différente : il ne s'agit plus de s'interroger sur le fonctionnement et la genèse du lien qui unit société et politique, par l'intermédiaire des partis, ni même sur le rôle et la nature des partis dans cette mission d'intermédiation, mais de voir en quoi ils deviennent l'espace exécutoire, expressif, cathartique d'un changement sociétal qui a vu l'Etat et le collectif s'extraire de la vie individuelle et sociale. En d'autres termes, le lien n'est plus une relation, ni même un canal de communication, mais un *espace de projection*, une conséquence du dé fusionnement (ou de sa représentation) de l'Etat et de la société. Le politique devient une « réponse » aux ruptures biographiques dans les vies quotidiennes. Comment se cristallise cette histoire, ou cette « tradition inventée » dans un récit accepté et tacite qui fonde le vivre-ensemble (politique par définition) ? Cette question semble aller au delà de la culture politique. Elle permet de réfléchir au processus de transfert,

d'influences croisées ou asymétriques, de compétition entre modèles et des mimétismes des pratiques. A côté de ces processus de transfert, il y a des processus endogènes d'invention ; hypothèse fertile du caractère potentiellement innovant des interférences et hybridations issues d'héritages historiques multiples. La perspective offre la possibilité d'étudier les processus d'uniformisation, de différenciation, de transfert. Considérés comme des jeux de miroir et d'influences réciproques, ils sont la manifestation d'un échange identitaire plus que de l'imposition d'une identité.

3.2 L'identité et l'imaginaire politique.

Des notions similaires à celles de la culture politique sont aussi utilisées dans la recherche : identité partisane (ou politique) et imaginaire partisan (ou politique).

« L'identité est le résultat à la fois stable et provisoire, individuel et collectif, subjectif et objectif, biographique et structurel des divers processus de socialisation qui conjointement construisent les individus et définissent les institutions »¹²². Cette définition souligne le lien, établi par identité, entre des grandeurs différentes (individuel et collectif, etc.). Par là, elle ne fait que décrire la fonction que l'identité remplit. Tout comme la notion de culture, elle a le désavantage de vouloir nommer une structure liante plutôt que de la voir comme processus.

P. Ricoeur dans *Soi-même comme un autre* (1990) définit l'identité comme identité narrative. Elle est narration historique qui permet de combler les trous de la mémoire. Elle est dynamique parce qu'elle réalise une médiation entre concordance (exigence de persistance) et discordance (qui résulte du changement). L'acteur se met lui-même en intrigue et réorganise son histoire en proclamant sa personne, ses filiations. S'interroger sur la nature du lien qui se noue dans un processus d'adhésion partisane, c'est, dès lors, repérer le jeu des pratiques verbales destinées à répondre aux désirs d'agression, de valorisation ou d'expiation. L'identité est donc avant tout gestion d'un manque, d'un déséquilibre, d'une menace. On a affaire à des reconstructions mémorielles, à la fois dans les discours et dans les pratiques qui traduisent la façon dont est accepté, intégré et rejeté le passé¹²³.

La notion très proche d'imaginaire partisan semble plus appropriée à notre recherche puisqu'elle détache le questionnement de l'identité de celle du lien avec le politique. L'imaginaire n'est pas un objet particulier de la sociologie (comme la culture ou l'identité) mais *un point de vue sur le social*. Il est le produit d'une pensée qui, fonctionnant sur le principe de l'analogie, s'exprime par image. L'imaginaire est au-delà

¹²² C.Dubar cit. in : M.Lazar « Cultures politiques et partis politiques en France » p. 175 in : *Cultures politiques / Daniel Cefaï (s/d)*. Paris : PUF, 2001. La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles, Paris, Armand Colin, 1991, p.111.

¹²³ On retrouve ici l'influence des travaux de l'école de Francfort, d'Adorno et de Jaspers plus particulièrement, sur le travail de mémoire, le dépassement (« *Aufarbeitung* ») du passé.

de la culture ou de l'identité. Il est une pensée symbolique qui crée elle-même son propre monde (néanmoins, s'il tend vers l'irréel l'imaginaire ne l'atteint jamais parce qu'il reste conditionné par le langage et l'image). A l'inverse de la représentation, qui n'est qu'une image reproductive, l'imaginaire est une image (ou imagination) créatrice. Il crée son propre univers de sens. C'est pourquoi il est difficile de l'atteindre.

La sociologie de l'imaginaire est encore toute récente dans la discipline¹²⁴. Jean-Pierre Sironneau distingue quatre fonctions principales de l'imaginaire : 1) le besoin de rêverie, 2) la fonction de régulation face à l'incompréhensible, 3) la fonction de créativité individuelle ou sociale et 4) la fonction de communication sociale¹²⁵. Les deuxième et quatrième points nous semblent particulièrement intéressants pour l'étude des partis politiques. Cette voie de recherche, si elle est encore largement inexplorée, a été ouverte par Marc Abelès ou encore Philippe Braud dans leur interrogation sur les matrices affectives des partis politiques. Leurs travaux visent à plonger dans l'imaginaire, dans les représentations fantasmagoriques d'un peuple partisan. Ce croisement entre la sociologie de l'imaginaire et celle des partis politiques nous semble important à développer. Nous ne reprendrons pas la méthode d'analyse de la première, mais utiliserons une approche anthropologique du fait partisan¹²⁶.

Culture, identité, imaginaire, ces trois termes soulignent l'interrogation incessante de la sociologie face aux phénomènes de soumission et d'adhésion. Ils ont le mérite de réintroduire une dimension affective, socio-psychologique dans le lien qui unit société et politique, individu et partis politiques. Mais, ils restent entachés par leur volonté de montrer que le lien est nécessaire. A l'inverse, l'imaginaire introduit une réflexion tout à fait intéressante et qui s'éloigne de l'interrogation disciplinaire : celle de la création d'une mythologie, d'une fantasmagorie, d'une régulation des angoisses.

C'est cette perspective régulationniste qui nous semble ouvrir des voies pour sortir d'une recherche focalisée sur la nature du lien qui unit société et politique. Nous opterons pour une reformulation de ce qu'est l'identification partisane à partir de l'analyse bourdieusienne du goût.

¹²⁴ L'ouvrage *sociologie de l'imaginaire* de Patrick Legros et al. est une première tentative de recenser les travaux effectués dans ce domaine. P.Legros et al. *Sociologie de l'imaginaire*, Paris : Armand Colin, 2006.

¹²⁵ J.-P.Sironneau, *Figures de l'imaginaire religieux et dérive idéologique*, Paris : L'harmattan, 1993 (1986).

¹²⁶ Une des méthodes d'analyse de l'imaginaire est notamment celle de la mythanalyse de Yves Durand, *L'exploration de l'imaginaire*, Paris : L'espace bleu, 1988. Pour une explication détaillée voir P.Legros et al. 2006.

4. Notre approche : l'identification partisane.

4.1 **La relecture de l'école de Michigan : l'identification partisane et la relecture bourdieusienne du jugement de goût.**

La notion d'identification partisane (*Party Identification* ou PI) nous vient des pays anglo-saxons. Elle se diffuse dans les années 1960 avec l'ouvrage *The American Voter*. Elle renvoie à la dimension psychologique des liens qu'un individu entretient avec un groupe de référence (en l'occurrence, ici, un parti politique) « *We use the concept here to characterize the individual's affective orientation to an important group-object in his environment* ». (1960 : 121).

Le processus d'identification (avec un groupe) résulte de l'acceptation et de l'intégration par l'individu des normes et des valeurs du groupe de référence. Par ce processus, l'individu développe une relation particulière avec ce groupe en même temps que se modifie sa propre identité. La PI (*Party Identification*) structure la perception et la compréhension du monde de l'individu. Elle se définit ainsi par cinq éléments centraux : une composante affective qui lie (de manière positive) les électeurs à leur parti, une stabilité puisque la relation est stable dans le temps, une composante rationnelle car l'individu se réapproprie les positions et les programmes de son parti, une influence du parti sur l'individu qui intègre un schéma d'interprétation du monde et, enfin, une dimension connotative qui se manifeste par le fait que l'électeur vote normalement pour le parti avec lequel il s'identifie.

La PI est donc un facteur de long terme (et donc stable à terme) avec une dimension cognitive, affective et évaluative. Si elle lie l'électeur à un parti, elle n'implique pas nécessairement un encartage formel du premier. Le degré de proximité (ou l'intensité d'identification) est mesurée par des sondages quantitatifs qui intègrent une question de proximité (formulées le plus souvent en ces termes : « vous-sentez-vous proche d'un parti politique ? Si, oui lequel ? »). Cette question est désormais intégrée aux enquêtes de l'Eurobaromètre, par exemple.

Deux objections peuvent être faites à cette approche. Premièrement, on peut tout aussi bien considérer l'identification partisane comme une sorte de sédimentation des votes plutôt que comme une variable explicative du vote. Il s'agit alors de s'intéresser au vote comme élément constitutif d'une identification.

La deuxième objection porte sur la signification de la mesure « se sentir proche d'un parti politique ». La complexité et l'intérêt de l'analyse de l'école de Michigan nous semble perdre en intérêt par cette réduction de l'identité partisane à l'attachement et/ou la proximité à un parti politique. Il est, en effet, probable que la signification varie

selon les caractéristiques des individus et selon le parti considéré. Par ailleurs, la nature du lien partisan peut-être idéologique, social (lien de sociabilité, lien clientélaire ou familial) ou même culturel. La valorisation de telles ou telles dimensions du lien partisan dépendra probablement des caractéristiques socio-économiques de l'individu

Enfin, une dernière remarque invite à s'interroger sur le rôle des partis et de l'organisation partisane dans la production (et la reproduction) des attachements partisans et donc sur les pratiques sociales qui sous-tendent l'identification partisane. La seule « proximité partisane » ne serait donc à elle seule, rendre compte de la complexité de la notion d'identification partisane.

C'est pourquoi nous proposons de re-définir l'approche en terme d'identification partisane non pas en cherchant à mesurer son intensité (et le cas échéant son influence sur le vote) mais en voulant comprendre les mécanismes de son fonctionnement. Tout l'intérêt de la notion réside, à notre sens, dans son caractère psycho-sociologique. Vouloir mesurer ce sentiment nous semble non seulement illusoire mais surtout régressif dans la compréhension du phénomène partisan. En effet, la mesure de ce sentiment tel qu'elle est construite dans les enquêtes annihile la nature même du sentiment : elle fait d'un ressenti non nécessairement explicité et ressenti, un acte discursif d'explicitation □ Or, un attachement partisan peut ne pas être dicible. Abandonnant les interrogations de l'école de Michigan, nous pensons qu'il est plus pertinent d'utiliser la notion d'identification partisane pour s'interroger sur la genèse de cette relation partisane, sur ses mécanismes de cristallisation et de fidélisation et sur le parti comme lieu affectif d'identification.

4.2 Les matrices identitaires : renouer avec la démarche compréhensive et renouveler la recherche sur les partis politiques.

Il faut considérer la logique de l'identification dans un monde où les instances communautaires ont été lentement déconstruites et où le politique reste le (seul ?) lieu où l'individu pourrait exprimer des choix personnels et des identités communautaires. Pour reprendre les mots de Alessandro Pizzorno « Ceux qui votent et ceux qui luttent pour le pouvoir cherchent, les uns comme les autres, bien que d'une manière différentes, à mesurer la reconnaissance d'une identité collective » (Pizzorno 1986 : 365).

Les enquêtes anthropologiques devraient donc permettre de saisir comment les partis accordent une satisfaction aux exigences fantasmagoriques de leurs membres. C'est un ensemble de jeux de pratiques destinées à répondre aux désirs de sécurisation, d'agression, de valorisation, d'attentes en souffrance. Le parti joue donc un rôle dans la régulation des passions identitaires ; d'où la question des attentes projetées et satisfaites dans le processus d'adhésion partisane.

Notre angle d'approche suppose de chercher non pas l'articulation entre l'individu et le collectif, mais l'attraction qui pousse à faire du collectif une appartenance individuelle (retour du nous au je plutôt que le mouvement du je au nous qui domine toute la sociologie depuis Durkheim). Il ne s'agit pas d'une articulation, mais d'une correspondance. Par conséquent, il nous semble tout à fait intéressant de saisir l'identification partisane à partir d'un autre mécanisme d'attraction : le goût. Ce sera l'objet du chapitre II. Nous y croiserons l'analyse de P.Bourdieu avec notre interrogation sur l'identification partisane.

5. Bilan : formulation du questionnement et de l'intérêt de la recherche.

Pour aborder le centre, il nous faut donc déconstruire la problématique disciplinaire de l'articulation du lien entre politique et société. Dans une optique généalogique, il nous semble nécessaire d'interroger les conséquences sociologiques et anthropologiques de la disjonction politique/société. Tout se passe comme si le politique obtenait le monopole de l'expression d'appartenance collective ou du moins, celui de la légitimité en dernier ressort de dire le collectif (ou de le reconnaître). Il faut donc considérer la dimension symbolique du politique comme surface de projection d'images (et de fantasmes) de sentiments d'appartenance. Dans cette nouvelle perspective, il ne s'agit pas de s'intéresser à la manière dont les canaux de transmission sont assurés entre la société et le politique, mais de voir comment s'exprime, se montre, se dit et se vit l'appartenance collective. Un parti est aussi un lieu d'expression, de projection d'imaginaires et de fantasmagories, le rêve et le désir d'une identité supra-individuelle, collective.

§3 LA DEMARCHE.

Remarques préliminaires sur les découpages opérés : espace de compétition/de mobilisation/ d'identification.

Les analyses théoriques que nous proposons ici, nous permettent de poser la question des espaces d'identification. Ainsi il s'agit d' « aborder la problématique de l'investissement militant sous l'angle renouvelé de la construction identitaire, dans ses dimensions collectives et individuelles »¹²⁷.

Il ne s'agit pas tant d'étudier l'identité partisane et son « contenu » que de tracer les lignes de ses logiques, ses mécanismes et ses fonctionnements. On parlera d'*identification*. Par le choix de ce terme (plutôt que celui d'identité), l'accent est mis sur la dynamique articulative entre la sphère sociale et la sphère politique. Du côté de la première sphère, se crée des dynamiques d'identification, du côté de la seconde, on assiste à des stratégies de mobilisation à la recherche d'une cristallisation identitaire.

Cette perspective identitaire nouvelle (d'identification plus que d'identité) interroge les fonctions socio-affectives des partis politiques et des matrices affectives qui sous-tendent les partis politiques.

L'espace de l'identification sera construit au travers des analyses bourdieusienne du champ politique. Cependant, ces analyses qui nous permettent de reconstruire les représentations sociales (et la domination symbolique) qui sous-tendent au jeu et au champ politique, ne nous sont que peu d'utilité pour comprendre les phénomènes d'identification au centre. Selon l'hypothèse présentée au chapitre premier, la construction identitaire centriste fonctionne sur une représentation politique structurée autour de l'idéal unitaire. Le politique doit être le chemin pour dépasser la lutte sociale. Or, cette conception du politique, son fonctionnement, ses structures cognitives et affectives, ne sont pas pris en compte par une analyse bourdieusienne qui fait l'hypothèse de la violence symbolique du politique.

¹²⁷ A. Marijen (Université Paris VIII), « investissement identitaire et culture partisane : des usages différenciés du communisme dans l'Italie de l'après-guerre », *Les Tendances récentes de l'étude des partis politiques dans la science politique française : organisations, réseaux, culture partisane, action publique*. Contribution au colloque de l'Association Française de Science Politique, avec le concours du Centre de recherches politiques, administratives et sociales (CNRS, Lille 2) et l'Ecole doctorale de l'Institut d'études politiques de Paris. Paris, IEP, 31 janv – 1^{er} fév. 2002 (actes non publiés).

Notre approche visera donc à mettre en lumière les contradictions (et l'impossibilité) de l'institutionnalisation d'un politique unitaire¹²⁸. Si ce dernier guide et motive l'action de certains groupes, son intégration dans le jeu politique semble signer la mort du mouvement, du moins de la raison première de son engagement politique. Ainsi, l'analyse de P. Bourdieu nous permettra d'éclairer les mécanismes d'appropriation et d'identification d'une marque politique, tandis que notre propre approche révélera les contradictions d'une identité centriste qui se veut non conflictuelle.

Pour bien cerner les mécanismes sous-jacents à la cristallisation d'une marque politique et des processus d'identification partisane, nous rappellerons succinctement l'analyse bourdieusienne en termes de champs. Nous soulignerons, notamment, deux éléments qui nous semblent essentiels : 1) la relation ontologique qui lie le champ et 2) l'habitus et l'homologie structurale entre les champs de consommation et de production.

1. P. Bourdieu, la notion de champ politique : plaidoyer pour une sociologie critique.

L'originalité du point de vue bourdieusien tient de son inscription hors des alternatives classiques entre acteurs et systèmes, entre statique et dynamique, entre empirie et pensée politique¹²⁹.

Avant de présenter notre approche de l'identification partisane en termes de champs politiques, il convient de rappeler la valeur distinctive de ce concept bourdieusien, sa portée et ses effets de connaissance. Ces derniers se regroupent

¹²⁸ Nous nous référons à une autre tradition de pensée politique qui se fonde sur une définition du politique au-delà de la domination (et donc de la violence symbolique du politique) : justement là où la violence s'arrête commence le politique. Nous pensons ici aux travaux de l'école de Francfort et plus particulièrement aux analyses de Hannah Arendt sur l'espace politique. Notre travail trouve, en effet, son inspiration dans la lecture et l'étude de H.Arendt. Néanmoins, pour ne pas surcharger l'analyse, nous ne présenterons pas son analyse. Celle-ci se fonde sur une représentation du politique comme espace neutre de débats, c'est-à-dire comme espace public comme mise en pratique d'une éthique de la discussion (J. Habermas, de l'école de Francfort lui aussi, reprend cette même inspiration). Certes, il ne s'agit pas d'associer cet auteur à des positions « centristes », mais d'utiliser sa réflexion sur le politique et très précisément de l'institutionnalisation d'un politique non-violent. Nous nous appuyons sur sa réflexion sur le politique, comme « espace-entre-les hommes ». La violence est assimilée à la domination, au contraire de l'égalité, qui est la non-violence. Il ne s'agit pas de réaliser l'égalité mais d'être égaux. Or, les hommes ne le sont que dans un espace bien particulier : l'espace de la cité. Le politique c'est l'égalité c'est la non-violence c'est la non domination c'est donc la liberté. Arendt établit sa pensée sur cette égalité politique = égalité = liberté. *Hannah Arendt sur Hannah Arendt*, conférence de 1972, Hill, p. 330-331, : *La non-philosophie de Hannah Arendt. Révolution et jugement*, Anne Amiel, PUF, Paris, 2001, 283 p : p.119, H.Arendt, *Condition de l'homme moderne [The Human Condition]*, Paris : Calman-Lévy : 2000 (1961), 404 p. : p. 112 (Collection Agora) et notamment la préface de P.Ricoeur à cet ouvrage.

¹²⁹ L'opposition qui sépare les empiristes des théoriciens résulte de l'occultation, pour les premiers, du principe de classement sous-tendant à leur recherche et, pour les seconds, de la non prise en compte de la configuration complexe et imbriquée du terrain de recherche. Dans leur principe, les deux manières d'appréhender le monde social ne sont pas exclusives : L'empiriste fixe, à un instant donné, l'état de la lutte et fait le bilan des forces en présence et de leurs états respectifs. Cette configuration instantanée de l'état de la lutte, est elle-même remise en jeu à l'instant suivant et devient une arme pour les luttes ultérieures. Cf. P.Bourdieu, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris : Ed. de Minuit 2002 (1979) :p. 273, (Le sens commun).

autour de trois pôles : champ politique et habitus, ajustement entre champ de production et de consommation, et, enfin, compétition et régulation politique

L'introduction d'un concept.

L'expression de « champ politique » peut prêter à confusion en introduisant un nouveau terme dans le registre lexical spatial déjà bien fourni des mobilisations et organisations politiques : « scène politique », « espace politique », « arène politique ». Développer un vocabulaire spécifique participe néanmoins de la relation d'objectivation exigée du sociologue ou du chercheur à son objet d'étude.

« La position d'extériorité [du chercheur] ne se réduit pas, comme on le pense souvent, à l'extranéité [□] : nous y sommes placés dès que, en agissant en tant que savants, et non en tant qu'agents agissants, nous nous retirons du monde social afin de le prendre pour objet [□]. Cette relation enferme la possibilité ou même la probabilité d'un *biais scolastique*, inhérent à la situation de *skolé*, d'extériorité à la pratique et à ses enjeux, et capable d'engendrer, aussi longtemps qu'il est ignoré, toute une série d'erreurs scientifiques. [□] Il faut avoir sans cesse cette différence à l'esprit si l'on veut éviter de donner le monde tel qu'on le pense pour le monde tel qu'il apparaît à ceux qui n'ont pas le loisir de le penser. »¹³⁰

Le chercheur doit donc s'extraire des principes de classement qui régissent son objet d'étude en même temps qu'il doit intégrer ces principes dans son objet d'étude. Toute la difficulté et la portée du concept de champ en général, et de champ politique, en particulier, repose sur la question de l'extériorité du chercheur à son champ de recherche. En ce qui concerne le champ politique, cela revient à poser la question méthodologique et épistémologique de « penser la politique sans penser politiquement »¹³¹.

La portée du concept de champ est de faire apparaître un niveau de causalité intermédiaire entre matérialisme (connaissance des conditions d'existence qui ne serait qu'un reflet du réel) et idéalisme (système de formes et de catégories universel qui structure les représentations et les pratiques et conditionne le réel) : « entre les conditions d'existence et les pratiques et les représentations s'interpose l'activité structurante des agents »¹³². Ce principe est « un système de *schèmes incorporés* qui, constitués au cours de l'histoire collective, sont *acquis* au cours de l'histoire individuelle et fonctionnent à *l'état pratique et pour la pratique* (et non à des fins de pures connaissances) »¹³³. Mettre à jour ces schèmes incorporés, régissant l'action des agents sociaux et politiques est dès lors une démarche qui reste indigène à la réalité sociale qu'elle considère tout en la dépassant en s' « arrachant » au principe de lutte qui régit cette même réalité sociale. Il ne s'agit pas simplement de réintégrer à la réalité qu'il s'agit de penser la connaissance qu'en ont les agents, qui font partie de cette

¹³⁰ *Ibid.* p. 115

¹³¹ P. Bourdieu, *Le Champ politique*, Presses Universitaires de Lyon, 2000 : p. 9.

¹³² P. Bourdieu : *La Distinction...* : p. 544

¹³³ *Ibid.*, p. 545 (souligné dans le texte).

réalité, mais de considérer que cette connaissance pratique a des effets, un pouvoir constituant, sur cette même réalité.

Le sens pratique permet par des stratégies inconscientes de l'habitus de se placer dans l'espace des possibles. L'habitus « est ce qui permet d'agir comme si l'on connaissait la structure du monde social et la place occupée dans cette structure et du même coup les distances à tenir ou à maintenir »¹³⁴. Connaissance pratique des divisions qui régissent les structures sociales, il est aussi méconnaissance de ces principes et de leur relation à l'ordre réel. « Système de classement »¹³⁵, l'habitus est défini comme le sens du jeu dans la mesure où il produit des actions ajustées aux règles du jeu d'un champ, alors même que les principes qui régissent ce dernier peuvent rester méconnus.

« La notion d'habitus permet d'énoncer quelque chose qui s'apparente à ce qu'évoque la notion d'habitude, tout en s'en distinguant d'un point essentiel. L'habitus, comme le mot le dit, c'est ce que l'on a acquis, mais qui s'est incarné de façon durable dans le corps sous forme de dispositions permanentes. [□]. L'habitus est un capital mais qui, étant incorporé, se présente sous les dehors de l'innéité. [□] L'habitus est quelque chose de puissamment générateur. L'habitus est, pour aller vite, un produit des conditionnements qui tend à reproduire la logique objective des conditionnements mais en lui faisant subir une transformation »¹³⁶.

L'habitus est à la fois capacité d'engendrement de pratiques et en même temps conditionnement et incorporation de dispositions. L'habitus est ce qui permet à l'ordre social de se reproduire et de maintenir l'existence des champs autonomes de production culturelle, comme le champ politique. Quel est l'intérêt méthodologique de l'habitus pour saisir le concept de champ, d'une part et fonder une analyse de l'identification partisane, d'autre part ?

Effet de connaissance 1 : champ politique et politique: le jeu politique.

L'analyse en terme de champ politique se structure autour de notion clés : les acteurs politique, le capital spécifique, les produits politiques échangés sur le marché politique, l'ajustement entre l'offre et la demande politique, la régulation de la compétition politique et les délimitations du champ politique.

Le politique est une « qualification du social » liée au développement des structures d'organisation et de division sociale du travail. La genèse du champ politique repose finalement sur l'extraction de la Parole hors de la société¹³⁷. Dès lors, un acteur

¹³⁴ P.Bourdieu, *La Distinction...*: p. 550

¹³⁵ Ibid : p. 190.

¹³⁶ P.Bourdieu, *Questions de sociologie*, Paris : Ed. de Minuit, 1994 (1984) : p. 134.

¹³⁷ Il faut garder à l'esprit les travaux anthropologiques sur les sociétés primitives et leur organisation politique [P.Clastres, *La société contre l'Etat*, Paris : Les éditions de minuit, collection « critique », 1974 : 186 p]. Il existe des sociétés politiques sans Etat, c'est-à-dire sans qu'il n'y ait parallèlement autonomie du politique et différenciation privé /public. Ces sociétés primitives ont un chef qui n'a pas le pouvoir de la violence. L'espace des guerriers n'est pas l'espace du pouvoir. Ce dernier, détenu par le chef, donne la parole légitime. Cette parole ce n'est pas la parole de l'un, c'est la parole de la société dans son ensemble.

ne peut être qualifié de « politique » qu'à partir du moment où il est reconnu et se reconnaît comme tel. Les acteurs d'un champ sont ceux qui s'accordent - mais rien n'est explicitement dit et objectivement reconnu - sur l'importance des enjeux et sur les profits que leur rapporte la lutte. En ce qui concerne le champ politique, les acteurs légitimes et légitimés à jouer sont dotés d'un capital politique. Ce dernier est un capital réputationnel – qui provient soit d'un réseau de notables, soit d'une organisation. Il est un capital symbolique c'est-à-dire « ce pouvoir proprement magique qui surgit dans le rapport entre certaines propriétés différenciées inscrites dans des personnes, leurs actions, leur langage, leur vêtement, leur corps, etc., et d'autres personnes qui ont un regard, un œil, des catégories de perception, d'appréciation et de pensée, bref un habitus tels qu'ils sont en mesure de saisir ce qui différencie ces propriétés. »¹³⁸. L'accumulation du capital politique est un processus interactionnel qui suppose la reconnaissance d'une compétence particulière – la compétence politique, détenue par un groupe de personnes définies – les professionnels de la politique. Ce capital politique permet de prendre la parole au nom de... Il ouvre la voie à la monopolisation du capital politique par un groupe, détenteur exclusif de la compétence légitime – ce qui va de pair avec la dépossession de ceux qui ne sont pas dotés de cette compétence ou qui ne sont pas reconnus et ne se reconnaissent pas comme tels, les « profanes ». La dépossession des laïcs par les spécialistes de la politique, soit l'émergence d'un champ politique autonome s'effectue sur la base de conditions sociales – à savoir le temps libre et l'éducation¹³⁹.

Mais la forme même du politique, de l'espace publique et de la compétition politique restent toujours un enjeu même de la lutte politique. Etat d'un rapport de force, le champ est en même temps une lutte pour transformer les rapports de forces :

« C'est à l'intérieur des champs de production culturelle comme espace de positions relativement autonome par rapport au champ social dans son ensemble que se définissent des prises de position littéraires scientifiques ou artistiques irréductibles aux déterminismes économiques et sociaux qui s'exercent au niveau de l'ordre social global (par exemple les effets des crises économiques ou politiques) ; ces prises de position sont définies par l'espace des possibles caractéristique d'un état de l'histoire de chaque camp et orientées par les contraintes associées, pour chaque producteur, à la position qu'il occupe dans ce champ »¹⁴⁰.

Un champ est ainsi défini par des enjeux qui fondent une complicité objective entre les acteurs (consensus tacite sur l'objectif) et des règles du jeu qui définissent, entre autres, les conditions d'entrée et de sortie des acteurs. Ces règles sont elles-mêmes l'enjeu de la lutte politique.

Dynamique et statique s'entremêlent. Les différenciations du champ politique se comprennent alors non pas uniquement par rapport à des enjeux extérieurs (origine

¹³⁸ P.Bourdieu, « Sur les rapports ... », *Art. Cit*, 1995 : p. 119.

¹³⁹ P.Bourdieu, *Propos sur le champ politique*, Lyon : Presses Universitaires de Lyon, 2000, 107p.

¹⁴⁰ P.Bourdieu, « Sur les rapports... », *Art. Cit*, 1995 : p. 120.

sociale, appartenance de classe...), mais selon des luttes internes propres aux enjeux du champ même et à la position que chacun des acteurs occupe au sein de la compétition. Chaque acteur n'a d'existence que relationnelle : il faut prendre en compte sa position dans le jeu politique et plus particulièrement sa distance ou sa proximité au pôle le plus autonome du champ politique. En d'autres termes, il faut considérer la dotation en capital spécifique (capital politique) de chacun des acteurs ou groupes d'acteurs étant donné que les dotations primitives en capital déterminent les stratégies ultérieures d'accumulation du capital. Or, « plus un espace politique s'autonomise, plus il avance selon sa logique propre, plus il tend à fonctionner conformément aux intérêts inhérents au champ, plus la coupure avec les profanes s'accroît »¹⁴¹. Il est donc permis de penser que la variable interne joue un rôle de plus en plus important dans la compétition politique.

Si les principes d'action de la lutte politique sont mis à jour par ce tunnel de causalité qui lie dotation en capital spécifique, habitus et position initiale dans le champ de compétition, il reste à définir l'enjeu de la lutte politique.

P. Bourdieu écrit à propos des champs de production culturelle – champ artistique, littéraire, politique :

« La structure du champ est un état du rapport de force entre les agents ou les institutions engagés dans la lutte ou, si l'on préfère, de la distribution du capital spécifique qui, accumulé au cours de luttes antérieures, oriente les stratégies ultérieures. Cette structure, qui est au principe des stratégies destinées à la transformer, est elle-même toujours en jeu : les luttes dont le champ est le lieu ont pour enjeu le monopole de la violence légitime (autorité spécifique) qui est caractéristique du champ considéré, c'est-à-dire en définitive, la conservation ou la subversion de la structure de distribution du capital spécifique »¹⁴².

La lutte politique a pour enjeu le « monopole de la violence légitime », c'est-à-dire l'imposition des principes de divisions du monde social¹⁴³. Elle est compétition pour la définition (légitime) du bon et du bien politique, pour « le monopole de la capacité de faire voir et de faire croire autrement »¹⁴⁴. En ce sens, le politique, défini comme jeu ou lutte, soit comme *politics*, est avant tout un *point de vue* sur le social. Il est « constitution d'un sens commun qui [apparaît] comme vérité sur le monde social. La part d'indétermination et la part d'incertitude qui caractérisent le monde social et ses divisions, rendent possible la pluralité des visions du monde et les tentatives pour imposer celle qui apparaîtra comme naturelle et légitime »¹⁴⁵. Le politique se comprend, dès lors, comme miroir structurant et structuré du monde social. Le politique

¹⁴¹ P. Bourdieu, 2000: p. 58.

¹⁴² P. Bourdieu, *Questions de sociologie...* p. 114

¹⁴³ La philosophie arendtienne pose une autre définition du politique, hors des luttes sociales. De même, les centristes tentent de définir un principe politique hors de la domination.

¹⁴⁴ P. Bourdieu, *Le Champ politique, ...* : p. 67-68.

¹⁴⁵ P. Bourdieu, 2000 : p. 19.

impose les divisions qui régissent et organisent le monde social, il donne une existence objective et publique à ce qui n'était qu'expérience individuelle.

Mais alors que dans le champ scientifique la capacité de faire voir et de faire croire relève d'un critère de vérité, elle relève, dans le champ politique, de la capacité de mobilisation. L'idée politique ne devient « vraie », c'est-à-dire qu'elle ne s'impose comme principe de classement légitime reconnu et accepté, qu'à partir du moment où elle est aussi une « idée-force », capable de mobiliser, dans le champ social, le plus grand nombre de personnes. Les acteurs politiques ne peuvent réussir que dans la mesure où leurs stratégies rencontrent celles (parfois inconscientes) des groupes extérieurs au champ¹⁴⁶.

Effet de connaissance 2 : Champ politique et classe sociale ; l'identification partisane.

L'évocation de la logique spécifique du champ politique, à savoir donner sa vision du monde comme fondée à la fois parce qu'elle est censée correspondre à la réalité et parce qu'elle est confirmée par sa capacité de mobilisation, appelle à poser la question de la production, de la diffusion et de l'imposition de l'offre politique, c'est-à-dire des stratégies de mobilisation, d'accumulation (et de maintien) de capital spécifique.

Mobiliser suppose le regroupement d'une multitude d'individus autour d'une vision du monde, qui s'incarne dans la figure du « porte-parole ». Celui-ci contribue à produire le groupe. Il symbolise le groupe en même temps qu'il prend existence par le groupe : « c'est parce que le représentant existe, parce qu'il représente (action symbolique) que le groupe représenté, symbolisé existe et qu'il fait exister en retour son représentant comme représentant d'un groupe »¹⁴⁷. Cette « circulation circulaire » de la reconnaissance est au principe du pouvoir symbolique que détient le mandataire sur le groupe qu'il incarne¹⁴⁸. Le pouvoir symbolique détenu par le mandataire ou le représentant est une forme de pouvoir absolu de création parce qu'il permet, par sa capacité mobilisatrice, de faire exister le groupe en tant que tel, de le « manifester en tant que groupe visible et efficient ». L'acte de représentation est un acte majeur quasi « magique » qui permet de faire exister ce qui n'était qu'une collection de personnes plurielles, une série d'individus juxtaposés.

¹⁴⁶ La difficulté et l'ambiguïté de la lutte politique est que les deux types de rhétoriques de légitimation, idées-vraies et idées-forces, tendent à se confondre : est-ce une nouvelle forme de compétition et de structuration du champ politique ? Selon nous, la réponse est affirmative. Nous renvoyons aux analyses de F. Lyotard sur l'éclatement des méta-discours et de sa dynamique de diffusion dans les différents domaines scientifiques et sociaux. Cette imbrication entre deux répertoires d'imposition des principes de classement et de catégorie ouvre, selon nous la voie, à une imbrication entre deux logiques de champ, scientifiques et politiques, et par là, à des phénomènes de diffusion et d'importation de problématiques et de principes de compétition d'un champ à un autre

¹⁴⁷ P. Bourdieu, « La délégation et le fétichisme en politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales [ARSS]*, n°52-53, 1984, p. 49

¹⁴⁸ P. Bourdieu, « La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique », *ARSS*, 36/37, fév.-mars 1981 : p. 10.

La question fondamentale est celle du mode de construction de cette appartenance collective. A partir de quand « la circulation circulaire » de la reconnaissance se met-elle en place ?

La métaphore économique peut éclairer ce « mystère du ministère ». L'utilisation du lexique économique ne doit cependant pas prêter à confusion. Il ne s'agit pas d'une analyse « économique » du mode d'agrégation des opinions, selon laquelle, la somme des opinions individuelles correspond à l'opinion collective, logique du vote ou du sondage d'opinion. La comparaison entre l'activité politique et l'activité économique conduit à spécifier la problématique de l'échange politique, étant entendu que l'échange politique devient possible par le mécanisme représentatif qui donne aux acteurs politiques un interlocuteur : le groupe et son porte-parole. La comparaison permet alors de distinguer d'un côté les producteurs et le champ de production, et de l'autre, les consommateurs et le champ de consommation. Le champ politique est ainsi défini comme « le lieu où s'engendrent, dans la concurrence entre les agents qui s'y trouvent engagés, des produits politiques, programmes, analyses, commentaires, concepts, évènements, entre lesquels les citoyens réduits au statut de 'consommateurs', doivent choisir, avec des chances de malentendus d'autant plus grandes qu'ils sont éloignés du lieu de production »¹⁴⁹.

Comme tout marché ou lieu d'échange, le champ politique fonctionne sur une régulation de l'offre et de la demande. Tenant acquis les résultats de l'analyse des conditions sociales qui font la compétence et l'incompétence politique, il s'agit de mettre en lumière les mécanismes d'ajustement et d'orchestration de l'offre et de la demande politique. Comme la main invisible d'Adam Smith, le miracle d'une offre rencontrant une demande, c'est-à-dire le miracle de la mobilisation, s'il est certes « invisible » n'est peut-être pas tant miraculeux que les analyses volontaristes le laisse entendre.

Dans le cas de la production de biens culturels, que sont, par exemple, les programmes politiques, le rapport entre l'offre et la demande revêt une forme bien particulière. L'ajustement entre l'offre et la demande peut se faire, sans qu'il n'ait besoin de poser l'hypothèse soit d'une offre qui créerait sa propre demande (« imposition que la production exercerait sur la consommation »), soit qui s'adapterait à une demande déjà présente (« effet d'une recherche consciente par laquelle elle [la production] irait au devant des besoins des consommateurs »¹⁵⁰). En réalité, les

¹⁴⁹ P. Bourdieu, « La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique », *ARSS*, 36/37, fév.-mars 1981 : p 3-4. (3-24). Nous sommes conscients qu'en appliquant le lexique économique nous sommes nous-mêmes pris dans une organisation du monde social, dominé par l'économique. C'est pourquoi nous soulignons qu'il s'agit d'analogies, non de l'application d'une analyse en terme économique à l'activité et l'action politique.

¹⁵⁰ P. Bourdieu, *La Distinction...* : p. 255.

intérêts externes au champ politique n'ont de chance d'être problématisés qu'à partir du moment où ils répondent aux intérêts internes des acteurs politiques et peuvent prendre une forme qu'autorise le jeu politique – selon le principe d'homologie structurale entre champ social et politique¹⁵¹. Le processus politique fonctionne donc sur l'identité entre champ politique et champ social, c'est-à-dire sur la rencontre entre une offre et une demande formées indépendamment dans le champ de la production et dans le champ de la consommation, sur un marché : l'espace public. Cette lecture de l'échange politique permet de poser certains éléments d'analyse des phénomènes de reconnaissance, c'est-à-dire d'identification d'une marque politique.

Le champ de la production tend, par l'ensemble des produits offerts, à limiter l'univers des possibles. De l'autre côté, la demande-consommation est un système de classement, constitué par rapport au positionnement dans l'espace social (des différences). Elle régit les rapports à ses produits, les hiérarchise et les classe.

« Ainsi les goûts effectivement réalisés dépendent de l'état du système des biens offerts, tout changement dans le système de biens entraînant un changement de goût ; mais inversement, tout changement de goût résultant d'une transformation des conditions d'existence et des dispositions corrélatives est de nature à déterminer, plus ou moins directement, une transformation dans le champ de production, en favorisant la réussite, dans la lutte constitutive de ce champ, des producteurs les mieux faits pour produire des biens correspondant aux nouvelles dispositions »¹⁵².

Cette analyse s'applique à l'analyse du champ artistique. Elle peut être reprise pour le champ politique¹⁵³. L'ajustement, dans le champ artistique, se fait selon le « goût », principe de classement et effet d'imposition symbolique puisque le goût est « constitué » par un environnement et un positionnement dans l'espace social. Choisir selon ses goûts c'est repérer les biens qui correspondent à sa position de classe. Pour produire ces biens repérables, le champ de production n'a qu'à s'abandonner à son fonctionnement principal : le principe de la distinction.

Ce serait mal comprendre que de supposer un cynisme des acteurs du champ politique qui chercheraient (seulement) à maximiser leur profit - leur nombre d'électeurs, d'adhérents etc. – en adaptant leur offre politique en fonction de la

¹⁵¹ Le principe d'homologie structurale entre les champs suppose que l'opposition première entre dominants et dominés se reproduit à l'infini. Chaque segment de l'espace social, correspondant à une tâche sociale et résultant de la division sociale du travail utilise et prend en compte, dans la lutte pour le monopole de capital spécifique, le champ social, comme dernière instance de légitimation du rapport de force. « Chacun des couples [d'opposition] ainsi spécifiés par l'usage [dans un champ spécifique] a pour harmoniques tous les autres usages qu'il pourrait avoir – en raison des relations d'homologie entre les champs qui autorisent les transferts d'un substituable à des nuances près » (P.Bourdieu 2000).

¹⁵² P.Bourdieu, *La Distinction...* : p. 257

¹⁵³ P. Bourdieu, « quelques propriétés des champs », *Questions de sociologie*, Paris, Ed. de minuit, 1980. L'auteur explique : « il y a des lois générales des champs : des champs aussi différents que le champ de la politique, le champ de la philosophie, le champ de la religion ont des lois de fonctionnement invariantes (c'est ce qui fait que le projet de théorie générale n'est pas insensé et que, dès maintenant, on peut se servir de ce qu'on apprend sur le fonctionnement de chaque champ particulier pour interroger et interpréter d'autres champs, dépassant ainsi l'antinomie mortelle de la monographie idiographique et de la théorie formelle et vide ». (p.113).

« demande » sociale¹⁵⁴. Selon les mots de Pierre Bourdieu : « entre le pur désintéressement et la servilité cynique, il y a une place pour les relations qui s'établissent objectivement, en dehors de toute intention consciente, entre un producteur et un public [□] »¹⁵⁵. Et ce d'autant plus que la capacité mobilisatrice dépend, entre autres choses (mais pas seulement), de la croyance en la sincérité, ou au désintéressement de l'activité politique. L'action symbolique, comme action d'imposition de sens, n'a et ne peut avoir d'efficacité que si la violence symbolique qu'elle recèle n'est pas perçue. Tout le champ politique fonctionne sur l'illusion d'un miracle d'ajustement entre l'offre et la demande, d'un miracle d'une mobilisation. « Miracle » de fait assuré par la complicité ontologique entre le champ et l'habitus. Cette illusion « n'est possible – et réelle- que dans les attentes inscrites dans la position occupée (dans un univers moins consacré, on dirait 'la définition d'un poste') et les dispositions de l'occupant. Elle est le privilège de ceux qui, guidés par leur sens social [□] ont trouvé leur *lieu naturel* dans le champ de production »¹⁵⁶.

Le champ de production offre des biens, programmes politiques, emblèmes, distinctifs et distingués par un système de classement, produit par le positionnement du « consommateur » dans l'espace social des différences. Selon ce principe de complicité ontologique, la logique du champ de production et de consommation sont objectivement orchestrées. Le système de classement qui assure l'ajustement entre l'offre et la demande est le « *goût politique* ». Ce dernier correspond, dans le champ politique, à la fonction d' « identification partisane ». Nous considérons que cette dernière est au champ politique, ce qu'est le goût au champ artistique.

L'identification partisane est dès lors la cristallisation, le schème incorporé de la rencontre entre une offre et une demande, c'est à dire de l'identité entre champ politique et champ social. Le lieu de l'échange symbolique qu'est l'espace public, met en scène cette « magie sociale » où une chose ou une personne devient autre chose que ce qu'elle est.

L'identification partisane ou la magie politique : 1. L'identifié.

Vue du côté du champ politique, l'identité politique conditionne les ressources du pouvoir. En effet, pour l'identifié, soit le « porte-parole », l'identification du groupe lui assure pouvoir et donc capital politique. Cependant, en tant qu'acteur du jeu politique, certaines règles s'imposent à lui et il n'est pas libre de représenter n'importe quoi et

¹⁵⁴ L'analyse de H.Kitschelt (1989) sur les différents groupes d'acteurs au sein des partis politiques – pragmatistes, lobbyistes et idéologues – ne prend pas en compte cette illusion du politique dont sont victimes les acteurs eux-mêmes. C'est pourquoi nous considérons que cette distinction ne permet pas de qualifier les types d'acteurs en présence, et tout particulièrement nous pensons qu'il est réducteur d'assimiler les « pragmatistes » aux centristes.

¹⁵⁵ P.Bourdieu, *La Distinction ...* : p. 266.

¹⁵⁶ *Ibid* : p. 267

n'importe qui. Ainsi, chaque acteur devra s'adapter aux règles de telle manière que son identité première, celle qui précède à son entrée dans la compétition politique soit, dans la plus grande mesure, sauvegardée. Mais, il ne pourra qu'être transformé par le franchissement de la frontière (du) politique.

En effet, le champ politique, comme champ autonome de production de sens, a une capacité à imposer ses significations dès lors qu'on accepte les règles de l'alliance et de la concurrence électorale, c'est-à-dire les règles de la compétition politique. Tout nouvel acteur qui prétend entrer dans la lutte politique doit intégrer un système de sens qui structure le champ politique. En ce sens l'identité préexistante à l'entrée dans la compétition politique du prétendant tombe au moment même où il s'engage dans sa réalisation, c'est-à-dire dans la lutte politique. Univers symbolique, le champ politique implique, pour y pénétrer l'imposition d'un signe, une transformation ontologique qui fait du profane un acteur politique.

Ceci dit, s'il est possible d'identifier le positionnement des acteurs dans le champ politique, il est beaucoup plus difficile de tracer clairement la frontière qui sépare le monde des profanes du monde politique. Et par là même, de définir les acteurs du champ politique. Enfin, cette offre politique évolue dans un univers en recomposition qui suppose de prendre en compte les relations de pouvoirs et les rapports de force qui se nouent entre les différents acteurs politiques. Elle se construit aussi (mais pas seulement) par rapport aux intérêts propres au champ politique, au positionnement de chaque acteur dans l'espace politique. L'introduction de la temporalité soulève la question de la lutte entre les « anciens » et les « jeunes », c'est-à-dire entre ceux qui sont installés dans le champ politique et les nouveaux venus. « C'est ainsi que dans la plupart de ces champs, il y a des luttes de générations (en fait, il s'agit de moments différents dans une trajectoire d'accumulation du capital)¹⁵⁷. Cette thématique générationnelle associée aux positions dans l'espace politique sera développée dans notre analyse empirique du centre (chapitre VI).

En résumé, nous considérons trois niveaux de compréhension de l'action politique:

- le positionnement des acteurs politiques dans le champ politique
- les stratégies adaptatives et transformatives d'un capital spécifique hétéronome au champ politique en un capital politique, pour améliorer ses avantages et sa position relative par rapport aux autres acteurs politiques, mieux dotés en capital politique.

¹⁵⁷ P. Bourdieu 2000 : 40

- Les stratégies de mobilisation et d'appel au champ social.

Ces trois points guident notre étude de l'offre politique centriste. Cette approche résolument subjective ne cherche pas tant à définir ce qu'est un parti politique, mais à envisager les différentes manières de se référer à telle ou telle formation.

Identification et magie sociale : 2. L'identifiant.

Du point de vue de l'identifiant, l'identification à un acteur politique lui assure un repérage dans un champ spécifique dont il est exclu et dont il ne possède pas les clés d'interprétation et de classement. Tout comme l'offre politique n'est pas indépendante des structures dans lesquelles elle prend forme, l'identité prend naissance et se construit à partir de conditions sociales et des possibilités de choix ouvertes par la place occupée dans l'espace social. Dans cet univers des possibles, l'identité est ce filtre interprétatif qui contribue à modeler une représentation signifiante du pouvoir. Le récepteur du discours politique ou de tout autre objet politique se ré-approprie, réorganise l'univers politique, selon les structures de possibilités qui s'offrent à lui de par sa position dans l'espace social. Dans cette interaction l'identité partisane n'est pas simplement le résultat d'un processus d' « ingurgitation » passif, mais bien plus un processus d'adaptation et de ré-appropriation. En ce sens l'identité est un « choix », plus à proprement parlé un tri sélectif, plus ou moins conscient, d'objets et de mode de construction des relations entre ces objets. Structure incorporée, grammaire implicite des représentations, elle se laisse à voir au travers des « mots » ou des « paroles partisans » significatifs de l'univers politique.

Dynamique, guide de comportement et système de sens, l'identité assure ce lien entre un champ politique autonome, et par là même hétéronome au champ social auquel il s'adresse, et l'espace social. Elle est un canal de transmission de l'échange politique entre politique et société. Elle donne à voir une forme d'articulation des piliers de l'expérience humaine. Selon la définition de Pierre Tap, l'identité partisane est « un système dynamique de [] représentations par [lesquelles] l'acteur, social, individuel ou collectif, oriente des conduites, organise ses projets, construit son histoire, cherche à résoudre les contradictions et à dépasser les conflits en fonction de déterminations diverses¹⁵⁸ ».

Cette conception de l'identité reste cependant une construction théorique. En effet, du point de vue du récepteur, il n'est pas sûr, si l'on se replace dans son univers de sens, que l'identité partisane soit perçue en ces termes. Elle est incorporée et donc, difficilement formulable. Elle se révèle au travers des mécanismes d'identification qui permettent de réguler l'inconnu du monde politique. En ce sens, elle est construite sur

¹⁵⁸ P. Tap (s/d). *Identités collectives et changements sociaux*. Toulouse : Privat, 1990.

une mythologie, des histoires, des contes qui comblent le vide d'une connaissance imparfaite du monde. C'est donc au travers de l'imaginaire partisan qu'elle pourra être saisie. L'identité partisane est, pour celui qui la ressent, d'abord une « matrice affective »¹⁵⁹. C'est par la recherche de cet inconnu que l'identifiant (l'électeur, le militant etc) cherche à combler, que se découvre l'imaginaire partisan, un « peuple partisan » uni, au delà d'une unité idéologique et sociologique par une croyance dans son unité. Atteindre l'imaginaire partisan, c'est plonger à la recherche d'un peuple partisan et de son identité psycho-sociologique. C'est mettre à jour les croyances qui organisent le lien entre deux réalités hétérogènes – le social et le politique. Reprenant l'ambition de P. Bourdieu de « construire le système d'attitudes des différentes classes sociales », nous chercherons à saisir la grille d'interprétation du réel propre au peuple partisan étudié, à mettre à jour le processus d'intériorisation des objets politiques. Ce « peuple partisan », si « peuple partisan » il y a, ce sont les « centristes ».

2. Hypothèse de travail.

2.1 l'hypothèse générationnelle.

Nous reprenons l'hypothèse d'un processus d'évolution du champ politique lié à la lutte entre « héritiers » et « prétendants ». Les modifications des offres politiques seront donc comprises comme une stratégie d'adaptation du champ politique, ou d'une partie du champ politique, à la modification des principes régissant la lutte politique et par là même au reclassement de certains acteurs. Nous demanderons si les évolutions peuvent être ramenées à la succession des élites politique à partir de l'affirmation bourdieusienne selon laquelle « [□] dans tout champ les nouveaux venus, qui sont moins dotés en capital spécifique, sauf s'ils sont héritiers, sont moins satisfaits de l'ordre établi qu ceux qui sont bien assis sur leur petit tas de capital. C'est ainsi que dans la plupart des ces champ, il y des luttes de générations (en fait, il s'agit de moments différents dans une trajectoire d'accumulation du capital) »¹⁶⁰. Dans quelle mesure et de quelle manière la rhétorique centriste est-elle une ressource mobilisable pour ceux qui prétendent au pouvoir et pour ceux qui disposent du pouvoir ? Les formes du centre sont-elles explicables par la trajectoire générationnelle des membres dirigeants ?

L'hypothèse bourdieusienne permet de s'intéresser aux évolutions des phénomènes centristes du point de vue des élites et des structurations sociologiques de la production de l'offre politique centriste. Cependant, il nous semblerait réducteur

¹⁵⁹ M. Hasting, "Partis politiques et administration du sens" p. 31 in : *Les partis politiques. Quelles perspectives ?/* D.Andolfatto, F.Greffet, L.Olivier (s/d), Paris : L'Harmattan, 2001 (logiques politiques).

¹⁶⁰ P. Bourdieu 2000 : p. 40.

de définir le centre par cette seule dimension. En effet, cette conception sociologique du centre fait l'impasse sur la dimension philosophique du centre, c'est-à-dire sur les représentations (imaginaires) du centre – au delà des conditionnements socioculturels. C'est pourquoi l'analyse en terme de pensée politique nous semblait indispensable pour saisir le centre dans ses trois dimension philosophique, sociologique et politique.

2.2 L'impossible institutionnalisation d'un centre ou l'aporie d'un politique non conflictuel.

L'article de M. Sadoun et J. M Donegani, paru en 1991¹⁶¹, éclaire la problématique, selon nous centrale pour l'étude de la rhétorique (aporétique ?) démocrate-chrétienne, d'une représentation essentiellement négative du politique. Les deux auteurs rappellent que la démocratie-chrétienne est fondée sur le refus de l'idée de partition, tant entre social et politique, qu'au sein même de la société. Elle développe une vision de la société et de l'existence individuelle de nature organiciste, qui, certes, distingue des groupes sociaux et professionnels, mais pour mieux en souligner la complémentarité : tout s'unit dans le religieux, et ne forme, selon l'image de St Paul, qu'un seul corps. Le politique, subordonné à cette vision intégrale d'une totalité religieuse, a donc vocation à unir, non à diviser. Mais, en choisissant la voie politique, les catholiques se trouvent pris dans les rouages de la compétition partisane qui suppose alliances électorales, divisions et conflits. C'est tout le dilemme entre une vision intégraliste du politique et les « logiques du réel » : « comment concevoir l'alliance entre une totalité religieuse et une division sociale sans assurer la primauté de la partie, c'est-à-dire de la classe sur le religieux ? »¹⁶²

En mettant en lumière cette contradiction entre la nécessité de l'action et un idéal d'harmonie, J. M Donegani et M. Sadoun, proposent des grilles de lecture des contradictions qui traversent la démocratie-chrétienne: le politique y est vécu en termes moraux de bon/mauvais, d'unité/divisions, d'égoïsme/solidarité. A partir de là peut se comprendre la réticence à se constituer en parti populaire : « mieux vaut quelques militants complets, intégraux, que de nombreux adhérents, imparfaits et surtout tristement politiques »¹⁶³. Mais, la logique politique ne donne qu'une alternative : la participation (*voice*) ou le retrait (*exit*). Par conséquent, à partir du moment où est acceptée la nécessité de la parole, l'identité originelle qui préexistait et qui justifiait en même temps le choix d'une intégration à la lutte politique, s'efface au moment même où est entrepris sa réalisation : « dès l'instant où l'on entre dans la lutte précisément pour la survie de son identité et de son projet, ce sont les règles du jeu politique qui

¹⁶¹ J. M Donégani, M. Sadoun. « Le Triangle incertain ou la logique de la représentation politique » p. 297-308 in : *Idéologies, Partis politiques et groupes sociaux*. / Y. Mény (s/d), Paris : Presses de la FNSP, 1991.

¹⁶² *Ibid* : p. 300

¹⁶³ *Ibid* : p. 305.

s'imposent, les valeurs du seul pôle qui compte alors, le pôle libéral »¹⁶⁴. Ainsi, la tension entre une logique conflictuelle et une vision consensuelle du politique devient constitutive de la démocratie-chrétienne dès lors que cette dernière fait le choix de la compétition politique, de la « *voice* ». Notre hypothèse d'un lien entre volonté d'autonomie, d'une part, et tension entre unité et pluralité, d'autre part, est confirmée.

Par sa conception même du politique, la démocratie-chrétienne peine (voire échoue) à articuler les trois dimensions nécessaires pour qu'émerge une offre politique stable et stabilisée : le programme politique, la vision philosophique et la base sociale. Si le programme et la vision philosophique découlent l'un de l'autre, leur traduction en termes de compétition politique, c'est-à-dire en termes d'électorat, semble compromise. L'analyse de cette entreprise (échouée ?) de « traduction » des exigences chrétiennes-démocrates éclaire les exigences contradictoires du projet politique centriste, et tout particulièrement du type de régulation du conflit dont il est le vecteur : la modération¹⁶⁵.

Nous posons, dès lors, l'hypothèse d'une incapacité du centre (défini en tant que centre philosophique) à s'institutionnaliser. En d'autres termes, ce qui poserait problème dans l'articulation entre centre philosophique, politique et sociologique, serait la traduction en termes de compétition politique, soit de mobilisation, d'une vision consensuelle de la politique. Le politique, associé à un principe d'incarnation, semble difficilement conciliable avec le processus d'individuation et de différenciation sociale, que l'on définit comme un processus de « modernisation » de la vie politique.

Dans cette optique, le centre démocrate-chrétien serait une (mais non la seule) des tentatives d'adaptation d'une conception politique non libérale (c'est-à-dire intégrale) au principe libéral de représentation. Mais, en partant du constat que le centre démocrate-chrétien a échoué à cristalliser une identité au sein de la population se pose légitimement la question de savoir s'il n'a pas laissé, par là-même, la possibilité d'un « nouveau » centre. Cette hypothèse a d'autant plus de véracité que le centre démocrate-chrétien est en compétition avec un autre courant lui aussi intégral : le socialisme.

Socialisme et catholicisme sont tous deux vecteurs d'une conception unitaire et unifiante du politique. Dès lors, il apparaissait plausible qu'émerge un nouveau centre, non plus de la démocratie-chrétienne, mais de la social-démocratie. L'hypothèse semblait d'autant plus crédible que la démocratie-chrétienne est à une période

¹⁶⁴ J. M Donégani, M.Sadoun. *Op. Cit.* : p. 308.

¹⁶⁵ L'équation modération = centre peut porter à confusion si l'on ne définit pas clairement ce que l'on attend pas « modération ». L'équation ne vaut pas si cette dernière est définie comme atténuation des extrêmes ou autolimitation. Il faut définir la modération comme dépolitisation des enjeux conflictuels de la lutte politique (c'est-à-dire par l'objectif qui la sous-tend) pour que l'équation soit valable.

charnière dans laquelle ses références doivent trouver un nouveau souffle pour que perdure une conception communautaire dans l'espace politique défini par sa pluralité et son individualité. Par conséquent, il s'avérerait intéressant d'étudier trois cas, trois trajectoires nationales de déplacement d'un centre : d'une définition démocrate-chrétienne à un rapprochement avec les sociaux-démocrates, le terme du processus de recomposition du centre est incertaine.

Par là, se pose la question des résurgences des phénomènes centristes contemporains : parce que l'aporie du centre est de chercher constamment à adapter son pari philosophique d'une référence à un « ailleurs », à une population et à un espace politique, l'échec des nouvelles rhétoriques centristes, comme entreprise de mobilisation, n'est-il pas, lui-même, prévisible ? Plus véritablement, comment fonder un ancrage identitaire dans une réalité dé-politisée, qui, par définition, n'appelle aucune mobilisation ?

La définition particulière du politique comme non-conflictuel, se heurte, en effet, à la question du « lieu » du politique : à partir du moment où il s'incarne, le politique « meurt », ou autrement dit, devient dominateur (et donc symboliquement violent). D'où l'idée que les phénomènes centristes seraient un régulateur du système politique libéral (entendu comme système de confrontation d'intérêts particuliers divergents), toujours sous la menace d'une critique « intégrale » du politique. Ils seraient au pôle libéral ce que sont le référendum et les initiatives populaires à la démocratie représentative: ils participeraient, par une contestation (auto)limitée, à l'acceptation de l'impossibilité du dépassement d'une réalité conflictuelle. En d'autres termes, ils fixeraient le cadre du « débat interdit » : l'unité dans la pluralité.

SYNTHESE

Cette première partie a permis, d'une part, d'expliciter nos questionnements sur les phénomènes centristes (et sur leur localisation dans l'espace politique), et, d'autre part, d'élaborer nos outils conceptuels nécessaires à l'analyse du centre.

Reprenant certaines analyses des systèmes partisans, et notamment celle de l'école de Michigan sur l'identification partisane, nous les avons complétées par l'approche de sociologie critique de P.Bourdieu. Cela nous conduit à définir les processus d'identification partisane comme un instrument de régulation politique, c'est-à-dire d'ajustement d'une offre et d'une demande politique. A partir de là, nous proposons d'établir le centre comme objet de recherche.

En ce qui concerne les démocraties-chrétiennes, nous avons montré que certaines démocraties-chrétiennes construisaient une rhétorique centriste et nous avons synthétisé les éléments de ce discours centriste.

L'utilisation de la référence religieuse par les démocrates-chrétiens doit concilier deux objectifs a priori contradictoires : la mobilisation à la fois des croyants et des non-croyants. Ce qui importe c'est la capacité de la référence religieuse à attirer les électeurs qui refusent le clivage de classe.

Dans cette optique, la référence religieuse ne renvoie pas nécessairement à une doctrine théologique. Au contraire, c'est justement parce que la référence religieuse s'émancipera des institutions de l'Eglise qu'elle aura une efficacité politique en termes de mobilisation (et ce d'autant plus après la seconde guerre mondiale et l'attitude douteuse de l'Eglise envers l'antisémitisme). Les partis démocrates-chrétiens doivent s'éloigner de l'image de partis de défense religieuse pour s'inscrire durablement dans le paysage politique. Par conséquent, la sécularisation n'est pas nécessairement un danger pour la démocratie-chrétienne, à partir du moment où la référence religieuse n'est plus l'Eglise, mais un ensemble de valeurs, une éthique qui fonde le vivre ensemble. A ce titre, l'enjeu pour la démocratie-chrétienne n'est pas tant de maintenir une référence religieuse, que de poser les bases d'une autre identification politique que celle de l'appartenance de classe.

La notion de classe sociale renvoie à une partition (conflictuelle) de l'espace social qui pousse les groupes sociaux les uns contre les autres. Elle découpe arbitrairement les appartenances sociales alors qu'existent déjà des groupes constitués (tels la famille, considérée comme la cellule de base de l'organisation sociale). La lutte des démocrates-chrétiens centristes est, avant tout, celle de la

collaboration sociale Celle-ci doit constituer un « ailleurs » hors des luttes de classes, et plus généralement, hors du conflit. Elle peut (et doit) construire un nouveau référent de l'action politique. Cet « ailleurs » reste bien mystérieux mais il reflète l'idéal d'une société fraternelle et harmonieuse, respectueuse de l'homme et vigilante devant la fragilité des créatures humaines.

Mais, la démocratie-chrétienne est confrontée à la question de la « traduction » de cet « ailleurs » en termes politiques. Il lui faut créer une référence générale, intégrale, à partir d'une appartenance particulière (qu'elle soit religieuse ou éthique). Selon nous, la démocratie-chrétienne tente de résoudre cette tension entre général et particulier par la figure du centre¹⁶⁶. Celle-ci, même si elle reste hétérogène s'enracine dans une vision chrétienne de la démocratie bien particulière qui ne se retrouvent dans aucun autre courant politique.

Cette conception démocratique de la démocratie chrétienne a deux traits spécifiques : l'accent mis sur les corps intermédiaires et l'idéal d'une société organisée (voire même organique), d'une part, et le principe de responsabilité (ou de subsidiarité) selon lequel chacun est responsable à son niveau de compétence de la collectivité et de la communauté, d'autre part.

Cet idéal de la communauté (démocratique) n'est autre que la traduction (politique) d'une société où tous sont frères. L'unité du Christ et de la société, unie dans un seul corps, imprègne l'imaginaire politique chrétien. Comment traduire cet idéal chrétien, cette ligne de fuite irréalisable à l'œuvre humaine, dans une action politique désespérément humaine, c'est-à-dire désespérément conflictuelle ? La scène politique est le lieu même de la désignation de l'ennemi, de l'adversaire, le lieu de la violence (symbolique), du conflit. Les démocrates-chrétiens prennent dès lors le risque soit de pervertir leur doctrine de l'amour fraternel en une pratique quotidienne de la lutte politique, soit d'être broyés sous le rouleau compresseur des antagonismes partisans. Incapable de résoudre ce dilemme, la démocratie chrétienne met en place un mode de régulation de cette aporie politique : la modération. Mais cette dernière ne constitue pas un programme politique et tous les modérés ne sont pas démocrates chrétiens (et encore moins démocrates chrétiens centristes). La modération ne définit une stratégie centriste que si elle correspond à une méthode de neutralisation des potentialités conflictuelle de la décision politique.

¹⁶⁶ La social-démocratie est en réalité confrontée à ce dilemme de la représentation : à la fois partie mais ayant vocation à représenter l'universel, la vision juste du monde. La démocratie-chrétienne pour dépasser cette contradiction suppose l'unité originelle de la société. La social-démocratie résout le dilemme autrement : la partie a vocation à devenir majoritaire. En d'autres termes, l'unité n'est plus le point de départ, mais bien le point d'arrivée. Nous parlerons de conception avant-gardiste de la représentation : l'avant-garde est celle qui « sait » de quoi sera fait demain, celle qui construit l'unité, les équipes avancées pour préparer l'avènement de la majorité. Selon la formule de F.Münterfering « Le conventionnel est devenu inconventionnel » (cf. chap. III).

Au delà de la modération, le projet centriste démocrate chrétien s'observe alors dans une articulation particulière entre modération, consensus et dialogue d'une part, et, entre consensus, majorité et compromis d'autre part (cf. tabl. 4). Par cette articulation, la démocratie chrétienne incarne les difficultés du centrisme politique : celles de la quête de l'unité dans un monde pluriel.

En France, en Allemagne et en Pologne, ce projet centriste va peu à peu s'approprier la figure de la troisième voie. Celle-ci renvoie à l'imaginaire d'un dépassement (toujours) possible d'un antagonisme binaire, une synthèse, un au-delà non aporétique. Elle se décline selon les formations politiques et les époques. Néanmoins, associée au centre, elle donne l'image d'un centre-milieu, modérateur et stabilisateur et ce quel que soit le pays considéré. Mais, le centre est plus qu'un élément statique. Son symbolisme rappelle sa dimension dynamique de convergence et de rassemblement, en même temps que sa capacité à impulser le nouveau, le mouvement. La troisième voie, dès lors, ne saisit qu'incomplètement l'imaginaire centriste en omettant cette perspective positive, dynamique d'un centre moteur, d'un centre mouvement.

L'étude des formations démocrates chrétiennes et, très particulièrement, des mécanismes d'identification et des imaginaires partisans nous amèneront à désintriquer ces deux dimensions et à clarifier la dynamique du centre qui va bien au delà d'une conception statique qui cantonne le centre à un milieu ou à une force stabilisatrice – une contre-force en quelque sorte. Tout se passe comme si le discours buttait sur sa propre tendance à l'inertie et à la fixation statique des processus. L'identité du centre réside dans sa recherche constante d'un lieu, d'un point où fixer le regard, où viendrait se cristalliser les processus d'identification. Or, la simple fixation d'éléments identifiant (comme la troisième voie par exemple) le condamne à (re)devenir statique et donc à perdre cela même qui le caractérise : son impossible identification – ce qui ne signifie pas pour autant qu'il n'a pas d'identité. C'est cette quête sans fin vers une expression (politique, philosophique, sociologique) qui définit le centre sans le dénaturer en un milieu. C'est la recherche d'un langage éternellement autre, désincarné pour ainsi dire. Au delà du discours, il fallait donc s'attacher aux manières d'être, aux inconscients et aux implicites qui préludent aux démocraties-chrétiennes. Ce sera l'objet des titres suivants.

Ainsi, nous avons précisé notre interrogation sur les évolutions des phénomènes centristes. Trois étapes de la réflexion peuvent être distinguées. Tout d'abord, nous avons défini le centre comme offre politique à partir d'un idéal de la modernité et de l'unité dont la caractéristique principal réside dans la constitution d'un espace politiquement neutre dans lequel le conflit est dépolitisé ou « consensuel ».

Ensuite, nous avons vu que la tradition démocrate-chrétienne constitue un héritage politique propice à l'émergence d'une stratégie centriste d'intégration de la scène politique. Cette stratégie se fonde sur la consensualisation de l'espace politique. Enfin, nous nous posons la question de savoir si le centre, comme stratégie consensuelle d'intégration politique, est nécessairement voué à l'échec.

La seconde partie tracera des lignes de réponses à ces trois questions par l'approche empirique des partis du centre.

DEUXIEME PARTIE

ANALYSE COMPARATIVE

**Le centre, espace de compétition et
d'identification**

PARTIE EMPIRIQUE

TITRE I

LE CENTRE, SITUATIONS COMPAREES

Cette partie doit nous permettre de resituer les centres français, allemands et polonais dans un temps long (en vue d'analyser les nouveaux centres, si nouveaux il y, aux titres II et III de ce travail). Nous utiliserons deux angles d'approches : celui des évolutions discursives du centre (chapitre III) et celui des transformations des rapports de forces électoraux (chapitre IV).

Le premier chapitre présente les situations de comparaison entre les trois pays et met en évidence les similitudes et les différences des trajectoires de recomposition du centre depuis la seconde guerre mondiale. La reprise synthétique en fin de chapitre dessine les lignes d'une typologie des centres démocrates chrétiens en soulignant les similitudes et les différences des cas observés.

Le second chapitre s'attache aux évolutions électorales de ces formations politiques. Il s'agira de voir si les périodes de recomposition du centre distinguées au chapitre III renvoient à des ruptures dans l'ordre électoral et si elles sont comparables d'un pays à l'autre. A partir de là, nous aborderons la question d'une rupture possible dans les années 1980 et/ou dans les années 1990 avec l'introduction de la rhétorique de la modernisation (et de la modernité) dans l'espace de compétition politique.

Chapitre III

Evolution de l'offre politique :

la compétition pour l'appropriation de la marque centriste

L'objet de ce chapitre est de répertorier l'usage que fait la démocratie-chrétienne du centre et d'en faire une comparaison entre la France, l'Allemagne et la Pologne. La période étudiée débute aux années 1945 lorsque se forment les mouvements démocrates-chrétiens de masse. Elle court jusqu'aux années 2000 – les dernières élections prises en compte sont celles de 2005 : législatives pour l'Allemagne, législatives et présidentielles pour la Pologne et référendaires pour la France.

L'immédiat après-guerre est le temps des (re)fondations et de la recomposition des démocraties-chrétiennes. Ces dernières doivent se positionner par rapport à l'Eglise et très particulièrement, par rapport au discrédit de celle-ci dans la lutte contre le nazisme. La seconde période commence aux années 1950. Elle aborde le temps de la consolidation et de la maturation des démocraties-chrétiennes. Le début des années 1980 est marqué par la conversion des démocrates-chrétiens au libéralisme¹ et constitue une période majeure de recomposition du centre (ou de « transition identitaire »). Ce dernier doit trouver un nouveau souffle pour allier les exigences pluralistes de la modernité et une vision du politique fondée sur une conception communautaire. Enfin, la décennie 90 ouvre la question des nouveaux centres. La démocratie-chrétienne garde-t-elle le monopole de la marque centriste et à quelles conditions ? Assiste-t-on à l'émergence de nouvelles rhétoriques centristes ? Et nouvelles par rapport à quoi ?

Ces périodes constituent une sorte de *trend* repérable au sein des trois pays. Néanmoins, nous verrons que les trajectoires et les recompositions partisans prennent des formes et des temporalités différentes et sont, parfois, fort contrastées selon les pays. Le bilan que nous tirons à la fin de ce titre, synthétisera les différents éléments de

¹ En Pologne, le milieu des années 1980 correspond à l'émergence d'une critique libérale de la pensée de gauche de Solidarité. En France, la présidence de V. Giscard d'Estaing et la fondation de l'UDF marquent le début d'un processus de redéfinition du centre autour du libéralisme. En Allemagne, l'arrivée de Helmut à la tête du parti va de pair avec un repositionnement néo-conservateur, c'est-à-dire conservateur *et* libéral face à la nouvelle extrême-droite et face à la déchristianisation de la société qui remet en cause la pertinence de la référence chrétienne comme fondement de l'identité de l'Union.

similitude et de différenciation entre les trois situations de comparaison. Le plan thématique adopté doit permettre de mettre en évidence les moments majeurs de recomposition des centres dans les trois pays.

Nous rappelons que cette partie ne s'attache qu'aux traditions politiques et aux redéfinitions des matrices symboliques identitaires. Les variables explicatives des résultats électoraux et de l'ancrage du centre dans les sociétés considérées seront étudiées au chapitre suivant et au titre II. Quelques remarques préliminaires permettront au lecteur non initié de survoler l'histoire nationale des pays étudiés ainsi que les principales formations politiques qui occuperont cette étude².

Mise en perspective des trois histoires nationales du centre.

En France, des formations qui se réclament d'une tradition démocrate-chrétienne, on recense le Parti démocrate populaire de l'entre-deux-guerres, le MRP (1945-1966), le Centre Démocrate (1966-1971), le Centre Démocratie et Progrès (1964-1971), le Centre des Démocrates Sociaux (1971-1995), Force Démocrate (1995-1998) et dans une moindre mesure la nouvelle UDF (1998-)³. Mais aucune n'arrive à exister de façon autonome et toutes deviennent rapidement de simples forces d'appoint du mouvement libéral. On ne peut donc, *stricto sensu*, parler de démocratie-chrétienne en France⁴. Des démocrates-chrétiens se retrouvent tant à droite, qu'à gauche, tant à l'UDF, qu'à l'UMP, tant au PS que dans les mouvements syndicalistes (chrétiens ou non). Pour différencier les démocrates-chrétiens des formations de même inspiration nous parlerons de démocrates-populaires. Ce terme qualifie les groupes d'obédience démocrate-chrétienne qui tentent de constituer une force centriste autonome. Leur stratégie s'appuie sur le refus de la division en deux blocs partisans. Le rejet symétrique du socialisme marxiste et du libéralisme sauvage peut-il devenir l'affirmation positive d'une troisième voie ? Du MRP au CDS, les centristes tentent de fonder positivement leur vision (du) politique par un corpus

² Des indications chronologiques figurent en annexe (Annexe 2). On y trouvera une chronologie générale et des chronologies détaillées pour chaque pays.

³ Cette analyse s'organise autour d'une étude des mouvements catholiques et des populations catholiques intégrées à l'UDF. C'est pourquoi, les mouvements catholiques extrémistes (qui se retrouvent notamment à l'extrême droite) ont été, intentionnellement, écartés de notre analyse.

⁴ Paradoxe français : la France est le premier pays où apparaît le terme de démocratie-chrétienne. Elle ne connaîtra pas de grand mouvement démocrate-chrétien, contrairement à la nouvelle RFA. Cf. W.Becker, R.Morsey (s/d), *Christliche Demoratie in Europa : Grundlagen und Entwicklungen seit dem 19. Jahrhundert*, Köln : Böhlau, 1988, 291p. Nous rappelons qu'on distingue habituellement trois démocraties-chrétiennes. La « première » renvoie à un courant français d'avant 1848. La « seconde » date de l'encyclique *Rerum Novarum* de Léon XIII, la « troisième » de l'après-seconde guerre mondiale. [cf. Chap. I].

théorique et philosophique qui en appelle à la personne humaine plutôt qu'à l'individu, à l'intérêt général plutôt qu'à l'égoïsme de l'intérêt particulier⁵.

Quelques dates-tournant ont été retenues : 1945 avec la création du MRP dans le sillage du CNR (Conseil National de la Résistance), 1947-1951 avec le glissement progressif des démocrates populaires vers la droite, 1958 avec l'éclatement du MRP, 1965-66 avec la mise en ballottage de Charles de Gaulle par Jean Lecanuet et la création du CDS, puis 1974-78 avec l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République et la fondation de l'UDF, 1998- 1999 avec la naissance de la Nouvelle UDF et la campagne pour les élections européennes de 1999 et enfin 2002-2004 avec la rénovation du RPR en UMP et les succès électoraux enregistrés par l'UDF en 2004. L'année 2005 est la dernière année prise en compte dans notre travail, avec le référendum pour la constitution européenne.

La « nouvelle UDF » de F. Bayrou parvient-elle à réussir là où le MRP, puis le Centre Démocrate avaient échoué ? Ce n'est pas le moindre des paradoxes que le rapprochement des sociaux et chrétiens démocrates à l'origine de FD (Force Démocrate) puis de la nouvelle UDF ne survienne que lorsque la démocratie-chrétienne a pris ses distances par rapport à la doctrine sociale de l'Eglise et s'est ralliée au libéralisme économique. Tout se passe comme si la synthèse des deux traditions du centrisme – radicalisme et démocratie-chrétienne – passait par l'intégration d'une troisième tradition politique, celle du libéralisme⁶. Cette triple synthèse signe-t-elle l'émergence d'un nouveau centre, repositionné sur sa gauche ?

⁵ Ainsi, le personnalisme d'E.Mounier a pu exercer une influence sur la pensée démocrate chrétienne alors même que l'auteur est loin d'être un démocrate-chrétien [cf. Chap. I].

⁶ Le radicalisme est un terme importé du Royaume-Uni. Il apparaît dans le vocabulaire français en 1820 et fait référence à une politique de réformes à la racine. Le radicalisme se veut la tendance la plus avancée de la gauche. On y trouve des figures comme L.Gambetta ou G. Clémenceau. Il se constitue en parti politique en 1901 et prend le nom de parti radical et radical-socialiste. La constitution d'un mouvement socialiste marxiste lance un défi à l'idée fondatrice du radicalisme selon laquelle il n'y a pas d'ennemi à gauche. Le radicalisme fonde son identité sur la laïcité, la solidarité, la tolérance et l'universalisme. Les radicaux ont une conception avant tout politique des problèmes économiques et sociaux, considérant que la démocratie, l'instruction et le suffrage universel résoudront les questions sociales. Selon S. Berstein, il constitue, à côté de la démocratie-chrétienne, l'une des deux traditions politiques à l'origine du centre [S.Berstein, « Le centre à la recherche de sa culture politique », *XX^e siècle*, 44, déc.1994 : p.19-24]. Les radicaux se divisent à partir de 1972 entre un parti radical de droite, dit « Valoisien » qui intègre l'UDF en 1978 puis l'UMP, et un parti radical de gauche (PRG) allié des socialistes. Quant aux démocrates-chrétiens, ils rallient par vague successive le camp de la droite. Les derniers les rejoignent en 1973 avec la création du CDS (qui réunit le Centre Démocrate et le Centre Démocratie et Progrès). S.Berstein conclut : « [...] si on admet que la culture politique est un ensemble cohérent de valeurs qui plongent leurs références dans des choix philosophiques ou des événements historiques et qui déterminent une vision globale de la société et de son organisation, il n'existe pas de culture politique centriste » (p. 24). Une telle conclusion fait l'impasse sur une troisième tradition politique qui participe à la redéfinition du centre : le libéralisme. Nous pensons que ce dernier est une condition nécessaire (mais non suffisante) pour que radicalisme et démocratie-chrétienne puissent échapper au clivage gauche-droite.

Pour l'Allemagne, il faut rappeler qu'à la fin de la guerre, le pays est sous administration alliée. Les puissances victorieuses administrent à leur gré les zones qui leur furent attribuées à la conférence de Postdam ; d'où des différences notables entre les zones d'occupation qui compliquent la formation d'un système partisan unifié. La Loi Fondamentale allemande est votée le 23 mai 1949. Voulu comme provisoire elle donne naissance à la République Fédérale d'Allemagne⁷. Son article 21 prévoit l'interdiction des partis qui portent « atteinte à l'ordre libéral et démocratique »⁸. La CDU (*Christliche Demokratische Union*) sera constitué en parti fédéral en 1950 à Goslar sous l'égide de K. Adenauer. La scène politique allemande est tripartite entre le SPD (converti à la social-démocratie depuis le congrès de Bad-Godesberg en 1959), la CDU, démocrate-chrétienne et le FDP, petit parti libéral, parti d'appoint des majorités parlementaires⁹. Les évolutions sociétales des années 1960, puis les transformations institutionnelles liées à la réunification entraînent une modification sensible de l'espace de compétition politique, avec l'émergence de nouveaux acteurs en même temps que de nouveaux enjeux¹⁰.

Dans les années 1980, de même que dans les autres démocraties occidentales, la compétition partisane évolue vers de nouveaux modes de structuration, notamment avec l'introduction du thème participatif. A partir de 1979, les mouvements sociaux, issus des mouvements étudiants et des protestations de l'APO¹¹, font leur entrée dans le système de partis et le parti des verts devient le quatrième participant de la vie politique allemande. Après 1989, ce sera le tour du PDS d'être intégré à la compétition partisane. La réunification a, en outre, entraîné un afflux de populations non encore encadrées politiquement. Dès lors, les partis politiques sont amenés à se repositionner dans l'espace de compétition. Plus particulièrement, les démocrates-chrétiens, sous la présidence de H.

⁷ En réponse, la zone russe devient la République Démocratique d'Allemagne (RDA).

⁸ Un petit parti d'extrême droite fut ainsi déclaré inconstitutionnel par le Conseil Constitutionnel de Karlsruhe en 1952, puis le parti communiste en 1956 (qui fut cependant autorisé à se réorganiser en 1968). La procédure fut aussi entreprise contre le NPD actuel, mais n'a pas abouti en raison de vices de procédure.

⁹ Le FDP participe au gouvernement de K. Adenauer de 1949 à 1956. De 1956 à 1961, la CDU gouverne seule. En 1961, elle fait de nouveau alliance avec le FDP jusqu'en 1965. De 1965 à 1969 (période de la Grande Coalition), le FDP est dans l'opposition. De 1969 à 1982, il gouverne avec le SPD. En renversant son alliance en 1982, le FDP met fin au gouvernement de H. Schmidt et participe à l'élection de H. Kohl. La CDU et le FDP gouvernent ensemble jusqu'en 1998. Depuis cette date le FDP est dans l'opposition.

¹⁰ Une chronologie indicative se trouve en annexe. Nous rappelons que de 1949 à 1963, K. Adenauer fut chancelier, puis de 1963 à 1966 L. Erhard. 1966-1969 furent les années de la Grande Coalition présidée par Kiesinger. En 1969, W. Brandt est élu à la chancellerie. De 1969 à 1982, H. Schmidt dirige la coalition social-libérale. En 1982 jusqu'en 1998, ce sera l'« ère Kohl » à la quelle l'élection de G. Schröder vient mettre un terme. En 2005 la seconde grande coalition de l'histoire allemande se met en place avec A. Merkel (CDU) à sa tête, F. Müntefering (SPD) étant vice-chancelier.

¹¹ « *Anti-parlamentarische Opposition* », « opposition anti-parlementaire » : ainsi fut dénommée l'opposition extra-parlementaire qui s'organise dans les années 1960 contre la grande coalition et le vote des lois d'exception. En son sein convergent les mouvements de 1968.

Kohl, semblent se recentrer sur leurs conservateurs¹². Mais, l'effondrement du bloc de l'est semble non seulement avoir conduit à un glissement à droite de la *Mitte*, mais aussi (et surtout) à son affaiblissement. Le projet d'un gouvernement au centre ne serait-il plus mobilisateur ? Plus exactement, le projet centriste intéresse désormais aussi le SPD ou les Verts. De fait la recomposition de la *Mitte* démocrate-chrétienne ne se ferait, donc, pas tant autour d'un rapprochement entre démocrates-chrétiens et sociaux-démocrates selon le modèle français ou polonais, mais bien plus autour de leur éloignement. En effet, si la *Mitte* devient conservatrice, ne risque-t-elle pas, par là-même, de permettre l'émergence d'un nouveau centre, la *neue Mitte* ?

Nous faisons l'hypothèse de l'émergence d'une nouvelle rhétorique centriste, qui, reprenant les éléments d'une stratégie centriste d'intégration de la vie politique (centrée sur la modération, l'unité, le consensus etc.) les adapte à sa propre réalité idéologique (en l'occurrence la tradition social-démocrate) donnant naissance à un hybride qu'est la *neue Mitte*.

Quant à la démocratie-chrétienne polonaise, elle a longtemps gravité, d'une part, autour du pouvoir communiste, et d'autre part, autour de la hiérarchie catholique traditionaliste. Ainsi, pour exister véritablement comme force politique autonome, la démocratie-chrétienne doit s'émanciper de ces deux pouvoirs. L'écroulement du régime communiste, puis les recompositions partisans qui en découlent, sont-ils accompagnés d'une renaissance de la démocratie-chrétienne, émancipée du traditionalisme de l'Eglise polonaise ?

Les remaniements constants des forces politiques polonaises brouillent l'analyse et rendent incertaines ses conclusions. En même temps, cela nous fournit un grand nombre de matériaux pour notre étude du centre. Afin de souligner certaines tendances du système polonais, nous avons choisi l'étude des partis « historiques », c'est-à-dire qui tirent leurs racines dans le processus d'éclatement de Solidarité entre T. Mazowiecki et L.

¹² Le « capitalisme rhénan » correspond à un arrangement social entre travailleurs et entrepreneurs. Il se caractérise par la concertation, les conseils d'entreprise, les 40 heures hebdomadaires et le maintien du paiement du salaire en cas de maladie. L'arrivée de H. Kohl à la chancellerie marque un tournant néo-libéral de la politique allemande. En 1998, H. Geissler s'explique la défaite de la CDU par l'introduction toujours plus importante du néo-libéralisme dans le capitalisme rhénan. Cf. M. Vester, « gibt es eine neue Mitte? Die SPD und die Modernisierung der sozialen Milieus » p.103-128 in : *Rot-Gruen – noch ein Projekt*/M.Vester mit beitr. V. Heiner Flassbeck, Hannover, 2000: p. 106.

Wałęsa¹³. Les catholiques de Solidarité se divisent, ainsi, en un parti des intellectuels (ROAD), un parti ouvrier (PC puis POC), et un parti paysan (Solidarité rurale, puis PL). Reformulant le rêve unitaire des années Solidarité¹⁴, le ROAD puis l'Union Démocratique (UD) se présentent comme une alliance de toutes les forces sociales polonaises en faveur des réformes et du changement¹⁵. Elle se situe dans la continuité du mouvement de Solidarité, du côté du KOR et du ROAD.

Nous faisons l'hypothèse que l'UD (puis ses successeurs : l'Union pour la Liberté, UW, et le Parti Démocrate, PD) en étant à la confluence des mouvements des oppositions des intellectuels catholiques, de la gauche laïque et des ouvriers, remodèle les opportunités politiques des courants catholiques et notamment de la démocratie-chrétienne, en ouvrant un espace au centre du système entre les ex-communistes et les ex-dissidents¹⁶. Nous ne prenons pas en compte la multitude de formations qui ont fait leur apparition à l'extrême-droite, et qui s'inscrivent dans un courant catholique populiste anti-européen issu de la tradition nationale du catholicisme (de type LPR¹⁷ et, dans une moindre mesure, PiS).

Plusieurs périodes ont été dégagées. La première, 1945-1956, correspond à la mise en orbite des forces politiques autour du Parti Ouvrier Unifié Polonais (POUP ou PZPR). Les catholiques et l'Eglise suivent, en majorité, la voie de la conciliation. Néanmoins, une opposition d'intellectuels catholiques se met progressivement en place. De 1956 à 1976, celle-ci travaille au rapprochement avec l'opposition de la gauche laïque,

¹³ Le système partisan polonais naît de l'éclatement, puis des recompositions, de Solidarité. Avec l'élection présidentielle de 1990, ce mouvement était, en effet, devenu un mélange tout à fait hétérogène. Il était à la fois un syndicat, un mouvement politique (au travers de comités civiques), un groupe parlementaire, avec l'OKP, la force principale du gouvernement de T. Mazowiecki. L'organisation était implantée à la fois dans la classe ouvrière mais aussi dans la paysannerie. A partir de 1990, la « guerre au sommet » polarise deux groupes autour de T. Mazowiecki et de L. Wałęsa. T. Mazowiecki est soutenu par les libéraux, le Mouvement Civique (ROAD) et la plupart des intellectuels issus de Solidarité ; L. Wałęsa, par les partis de la droite catholique et conservatrice, et l'Alliance du Centre (PC). Pour des indications plus précises, nous renvoyons aux chronologies en annexe.

¹⁴ Lors de la présentation de son gouvernement au parlement en 1989, le nouveau premier ministre T. Mazowiecki déclarait : « Je viens comme un homme de Solidarité, conscient de l'héritage d'août » [cité in T.G Ash, *The Polish Revolution Solidarity*, London : Penguin Books, 1999 (1984) : p. 371]. Quel est cet héritage ? Aucun ne peut se revendiquer comme Le parti de Solidarité. E. Wnick – Lipinski en 1993 ne recense en effet pas moins de quatorze partis provenant directement de la mouvance de Solidarité [cité in J. M. De Waele, « Partis et systèmes politiques en Pologne (1989-1996) ». *L'émergence des partis politiques en Europe Centrale*. Bruxelles : université de Bruxelles, 1999 : p. 242].

¹⁵ Le ROAD (Mouvement Démocratique – Action civique), né pour soutenir T. Mazowiecki aux élections présidentielles de 1990, suit un processus d'institutionnalisation qui mène à la constitution de l'Union Démocratique en décembre 1990. (voir le graphe récapitulatif en annexe). Nous avons retracé les trajectoires des différents partis issus du ROAD et du PC en annexe.

¹⁶ Pour éviter les confusions entre l'idéal type de la démocratie-chrétienne défini en introduction, les mouvements auto-proclamés démocrates-chrétiens et ce nouveau mouvement catholique, nous qualifierons ce dernier comme un catholicisme démocrate. Celui-ci se comprend comme l'affirmation du principe de liberté et de tolérance religieuse.

¹⁷ La LPR (*Liga polskich Rodzin*, Ligue des familles polonaises) fut fondée en avril 2001 par le regroupement de différents groupements catholiques-nationaux.

qui se sépare progressivement du pouvoir¹⁸. Les années 1980 sont marquées par le mouvement de Solidarité. En son sein convergent les mouvements ouvriers, paysans et intellectuels, ainsi que les oppositions de la gauche laïque et des intellectuels catholiques. Par là, le mouvement ouvre des perspectives de recomposition d'une démocratie-chrétienne enfin émancipée du pouvoir communiste et de la tutelle de l'Eglise. Pendant les premières années de la nouvelle République de Pologne, les intellectuels catholiques s'attachent à (re)construire une démocratie-chrétienne du centre, démocrate et libre. De 1995 à 2001, ce sont les années fastes de l'Union pour la Liberté qui se recentre sur le libéralisme économique, le professionnalisme, les classes moyennes. L'élection de Leszek Balcerowicz à la tête du nouveau parti (1997), en mettant fin à l'héritage de la dissidence, marque un tournant dans l'histoire du parti. Mis à part un fort conservatisme et une réticence face à des alliances avec la SLD¹⁹ dans ses rangs, le profil se rapproche d'un parti type FDP, libéral et *king-maker* des coalitions. Une nouvelle période s'ouvre en 2000-2001 où l'UW est fragilisée par la scission de la Plate-forme civique (PO). Elle ne passe pas la barre des 5% aux élections législatives²⁰. L'UW a-t-elle perdu le centre ou le centre a-t-il était laminé par la nouvelle polarisation entre *Samoobrona* et la PO²¹ ? La stratégie semble être au recentrage sur la problématique européenne, la qualité d'expertise, la réflexion et surtout l'ouverture à des thématiques du libéralisme culturel. Cette dernière se manifeste par le changement d'alliance au sein du Parlement européen du parti populaire européen (PPE) à l'alliance des libéraux européens (ALE). Elle provoque la défection de T.Mazowiecki (fin 2002)²². Enfin, l'entrée dans l'UE et les élections européennes ouvrent une nouvelle période : l'UW part en campagne pour les élections législatives de l'automne 2005 en se rebaptisant *Partia Demokratyczna – Demokraci.pl* (Parti démocrate – démocrates.pl). La fragilisation de la SLD par la démission de son premier ministre L. Miller (1^{er} mai 2004), puis par la difficile investiture de M. Bełka à la Sejm (mai-juin 2004) et la scission de la *Socjaldemokracja* (SdPI) de M.Borowski et, enfin, le faible score aux

¹⁸ W. Gomułka accède au pouvoir en 1956. Les réformes qu'ils concèdent à l'opinion populaire donnent l'espoir d'une réforme du système communiste. Mais rapidement, il devient clair que ces mesures ne sont prises que dans un souci de conciliation et que l'objectif visé reste celui du maintien du pouvoir total du PZPR. (cf. *infra*, II)

¹⁹ En 2000 avant les élections parlementaires de 2001, le vice-président de l'UW de l'époque, T.Syryjczyk n'exclut pas définitivement une coalition avec la SLD mais « c'est clair que ce serait la dernière solution s'il n'y avait pas d'autres moyens pour former une coalition gouvernementale » (Entretien, 11 déc. 2000, Cracovie).

²⁰ En janvier 2001 la Plate-forme civique (*Platforma Obywatelska*) se constitue autour d'A. Olechowski, D. Tusk et M. Plazinski. D'abord simple mouvement autour d'une déclaration commune, elle s'organise en parti politique après les élections législatives (2003).

²¹ T.Zukowski soutient l'idée d'une structuration du système partisan sur le clivage *Samoobrona* et PO : T.Zukowski, « Czas wielkich przeciągów [Le temps des nombreux courants] », *Rzeczpospolita*, 07.05.2004.

²² Le changement d'affiliation au Parlement européen est la raison officielle invoquée. En réalité, T.Mazowiecki s'oppose à une coalition UW-*Samoobrona* qui s'est formée à la suite des élections régionales de 2002 dans la voïvodie de Warminski-Mazurski-Mazurie. Par ailleurs, il est possible que les relations entre le nouveau président W.Frasyniuk et T.Mazowiecki se soient détériorées du fait de la stratégie d'ouverture à gauche du premier (contre l'avis du second).

élections européennes de 2004, semblent ouvrir la voie à un rapprochement des centres issus de la dissidence et du régime communiste. En mars 2005, T. Mazowiecki (ex-UW), W. Frasyniuk (UW), J.Haussner (SLD), J.Steinhoff (*Partia Centrum*) lancent un appel à la formation d'une nouvelle plate-forme centriste²³. Quels sont les perspectives d'un rapprochement démocrate entre sociaux et chrétiens démocrates ? Fonde-t-il une nouvelle rhétorique centriste ?

Ces trois aperçus historiques soulignent quatre temps dans la constitution des démocraties chrétiennes : 1) le temps des (re)fondations après la guerre, 2) celui de la maturation et de la consolidation pendant les années 1960 et 1970, 3) celui des recompositions à partir des années 1980 et enfin 4) celui de l'émergence de nouveaux centres, avec le rapprochement des sociaux-démocrates et des chrétiens démocrates (années 1990-2000).

²³ Le Parti Centre (*Partia Centrum*) a été fondée en avril 2002 par le sénateur Zbigniew Religa. Il regroupe d'anciens parlementaires PC, AWS et UW. Il se réclame de Solidarité et de la doctrine sociale de l'Eglise. Il veut fonder un centre fort, seul capable à ses yeux de stabiliser la vie politique polonaise. Le 7 mars 2005 le conseil national décide pour rester fidèle à sa tradition démocrate-chrétienne de ne pas participer au *Partia Demokratyczna* : Janus Steinhoff, président du parti déclare « Nous sommes un parti d'inspiration et au programme démocrate-chrétien ; d'où la décision du conseil [de ne pas participer au PD] » [*Jestemy partia o korzeniach i programie chrzescijansko-demokratycznym i dlatego taka decyzja Rady*] in : *Rzeczpospolita*, 07/03/2005. Selon les distinctions que nous avons faites entre catholicisme politique et démocratie-chrétienne au chapitre I, le parti de Z.Religa est plus proche d'un catholicisme conservateur et social que d'une démocratie-chrétienne. Il se range du côté de la tradition polonaise du catholicisme national. C'est pourquoi, outre le fait qu'il ne soit pas un parti historique, nous ne l'avons pas intégré dans notre analyse.

§1 LES ANNEES DE REFONDATION (1945-1950).

Les premières années de l'après-guerre sont marquées par la reconstitution des forces politiques. Les chrétiens-démocrates affrontent des situations différentes en France, en Allemagne et en Pologne. Le premier est un pays vainqueur, le second vaincu, le troisième libéré par les soviétiques. Néanmoins, les courants démocrates-chrétiens qui cherchent à se recomposer sont confrontés au même problème : celui du positionnement face à l'Eglise et à son silence, voire sa complicité dans les exactions commises pendant la guerre. Les trois pays représentent trois cas contrastés de positionnement de la démocratie-chrétienne face à cette problématique. Le socle commun repose sur la recherche d'une caution et d'une légitimité démocratique.

1. Le rapport à l'Eglise et la question de la « collaboration ».

Jusqu'à la fin des années 1940, les nouvelles forces politiques se recomposent, et ce dans les trois pays. En France, l'année 1947 correspond à la rupture du tripartisme (gouvernement des communistes, socialistes et du MRP). Les communistes quittent le gouvernement tandis que le MRP et les socialistes compensent à droite ce qu'ils ont perdu à gauche : c'est la « troisième force »²⁴. Le MRP commence sa longue dérive à droite. En Allemagne, les démocrates chrétiens de la Rhénanie du Nord Westphalie adopte le programme d'Ahlen. Malgré ses accents socialisant et le rejet explicite du capitalisme, les libéraux y souscrivent (et notamment K.Adenauer). Mais, les principes directeurs de Düsseldorf (1949) imposeront des conceptions économiques opposées à celles d'Ahlen. La conception de Ludwig Erhard de l'économie sociale de marché domine. La « tentation socialiste » est écartée. Enfin, pour la Pologne, les années 1945-1948 sont celles de la mise en place du Parti Populaire Unifié de Pologne (POUP ou PZPR) et de la satellisation progressive des autres forces politiques. La démocratie-chrétienne, issue de l'entre-deux guerre, se reconstitue autour du pouvoir communiste. En tant que telle, rien ne la rapproche des démocraties-chrétiennes françaises et allemandes. La rhétorique du rassemblement fondée sur une représentation populaire et démocratique n'est que de façade. Ce n'est qu'à la fin des années 1950 que s'ébauche la reconstitution d'une démocratie chrétienne émancipée du pouvoir communiste et ecclésiastique. Les temporalités sont donc légèrement différentes pour les trois pays. Mais à partir des

²⁴ Pour la succession des gouvernements voir l'annexe 2.

années 1960, voire même le milieu des années 1950, les configurations chrétiennes deviennent comparables sur la base de leur rhétorique de rassemblement.

1.1. Le MRP, parti de la résistance (1945-1947)²⁵.

Le MRP est fondé le 25-26 novembre 1944. L'enjeu pour le nouveau parti est d'apparaître comme un parti de la résistance et non pas un parti de l'Eglise dont le rôle pendant la seconde guerre mondiale est ambigu. Dans cette perspective, la référence à la démocratie chrétienne sera écartée de peur d'une renaissance de l'anti-cléricalisme et d'un classement à droite de l'échiquier politique²⁶. La dénomination finalement choisie illustre la volonté politique qui anime ses fondateurs de se démarquer d'une Eglise et d'une droite conservatrices et collaboratrices.

La nouvelle direction veut faire la preuve de son appartenance au « bon » camp : celui des résistants. Les individus trop directement impliqués dans le régime de Vichy et de la collaboration sont écartés. Au poste de direction, ne sont placés que des figures de la résistance (on peut citer, entre autres, Georges Bidault). Enfin, la filiation avec le Conseil National de la Résistance (CNR) est clairement affirmée par le programme social dont se dote le MRP. Il défend la nationalisation du crédit. Il soutient l'intervention économique de L'Etat et souhaite la concilier avec l'initiative privée et la responsabilité individuelle. De même, le MRP fait sienne l'association capital-travail. Il soutient la lutte contre l'aliénation du salariat en invoquant le principe démocratique de l'autonomie de la personne humaine²⁷. Cette condamnation reflète bien plus la méfiance catholique face à l'organisation capitaliste que l'adhésion au principe marxiste d'exploitation du prolétariat. Néanmoins, la participation du MRP au gouvernement des socialistes et des communistes (le tripartisme), son adhésion au programme du CNR donnent au MRP une image de parti de gauche (et du même coup, celle d'un parti de résistants). Le MRP se veut un parti de *rassemblement, populaire et social*.

1.2 Les démocrates-chrétiens allemands : silence et reconstruction.

La démocratie-chrétienne allemande émerge en tant que mouvement confessionnel au lendemain de la seconde guerre mondiale. La division de fait du pays en zones d'occupation explique la constitution d'abord régionale du parti. Les organisations

²⁵ Il ne s'agit pas ici de retracer l'histoire du MRP. Quelques études sont disponibles sur ce sujet (P.Letamendia, 1993, : A.Massart, 1997). Nous souhaitons ici souligner, conformément aux lignes définies de comparaison, la mise en distance de l'Eglise dans la stratégie du MRP

²⁶ A la libération, l'ensemble de la droite est discréditée par sa participation à la « Révolution Nationale » Vichyssoise.

²⁷ Quelques initiatives furent proposées : le salaire proportionnel de Schueller, les ateliers autonomes de Dubreuil, la Communauté de travail de Boimondeau.

régionales qui voient le jour en 1945 sont variées et les divisions idéologiques sont parfois profondes d'un mouvement à l'autre²⁸. Ce n'est qu'au congrès de Gosslar du 20 au 22 octobre 1950 que la CDU devient un parti fédéral (avec la CSU comme variante régionale). L'unification se fait sur le principe de l'interconfessionalité du parti. Celle-ci structure progressivement un discours de rassemblement. En effet, la démocratie-chrétienne allemande ne peut espérer se constituer en force politique que si elle fait la preuve de sa prise de distance par rapport à l'héritage du *Zentrum*²⁹. Dès le départ, l'appel à dépasser le cadre confessionnel renvoie à cette volonté de dégager le mouvement démocrate-chrétien de l'héritage ambigu du *Zentrum* et du catholicisme intransigeant et antisémite. Mais contrairement à la France, le rassemblement fonctionne sur la mise entre parenthèse et l'occultation de la période du nazisme et de la guerre³⁰. L'unification des courants démocrates chrétiens se fait sous le triptyque : *rassemblement, démocratie et interconfessionalité*.

1.3. Le courant démocrate-chrétien polonais, satellite du pouvoir communiste.

De juillet 1944, date de la libération de la Pologne par les soviétiques à décembre 1948, le Comité polonais de libération nationale (PKWN) construit son emprise sur le territoire. Il prit le nom de Gouvernement provisoire de la République polonaise en décembre 1944. Les dirigeants du gouvernement en exil sont écartés. En 1945, la fusion de cet organe avec un groupe lié au chef du mouvement paysan, S.Mikolaczyk, seul représentant du gouvernement légitime en exil à Londres, donne naissance au Gouvernement Provisoire d'Union Nationale (TRJN). En 1948, Cyrankiewicz, président du parti socialiste (PPS), accepte de fusionner son parti avec le PPR (communiste). Deux partis satellites se maintiennent à côté du nouveau PZPR : le ZSL (paysan) et le SD (mouvement démocratique). Le stalinisme aura cependant du mal à s'implanter en Pologne. La mort du dictateur, la déstalinisation lancée par L.Khrouchtchev, la disparition

²⁸ Cf. A. Wahl, *Les Forces politiques en Allemagne. XIX^e-XX^e siècles*, Armand Colin, Paris, 1999 : p. 279-281. Des divergences existent entre sociaux catholiques et démocrates-chrétiens et entre mouvement interconfessionnel et catholique (renaissance du *Zentrum*). On peut citer certains groupes proches du socialisme : le groupe berlinois et le groupe de Francfort. D'autres groupes défendent la primauté de la référence interconfessionnelle comme le groupe de Cologne, dont l'influence rayonne au delà de la région. Certains tentent de faire renaître le *Zentrum* en Bade du Sud. L'unification se fera sous l'égide des rhénans du Nord où Konrad Adenauer a pris la direction du parti. Ancien membre du *Zentrum* et maire de Cologne (1917-1933), son ascension est facilitée par les postes importants qu'ils occupent dans l'administration anglaise et américaine (maire de Cologne après-guerre, puis en tant que président de la zone Britannique depuis 1946, il est intégré en 1948 au conseil parlementaire chargé de la rédaction d'une constitution et sera choisi comme président de ce conseil). Dans la course pour la présidence démocrate-chrétienne, le cercle berlinois constitue une force rivale importante. Mais brimé par les soviétiques, il perd rapidement de son influence laissant la voie libre à Adenauer.

²⁹ La dérive droitiste du *Zentrum* est détaillée au chapitre I. Il soutiendra l'arrivée de A.Hitler au poste de Chancelier

³⁰ La révolte contre cette loi du silence éclatera dans les années 1968 lorsque la génération née après-guerre exigera des explications à ses pères.

de E.Bierut³¹ favorisèrent le dégel polonais. Après quelques attermolements, Gomulka, limogé en 1948, est nommé chef du PZPR³². Le nouveau secrétaire général du parti fut autorisé à faire une série de concessions aux revendications populaires³³. Le système politique polonais eut ainsi trois spécificités (comparativement aux autres pays du bloc de l'est) : une Eglise catholique indépendante, une paysannerie libre et une sorte de pluralisme politique factice.

La position de l'Eglise au sortir de la guerre est renforcée. Les raisons n'en sont pas tant politiques (soutien à l'institution que le gouvernement interdisait) ni même religieuses (regain de foi et de religiosité). La cause principale est le remodelage radical ethnique et culturel de la société polonaise : en 1773 (date du premier partage de la Pologne), les catholiques représentaient environ 50% de la population, lors de l'indépendance de la Pologne en 1918, ils étaient 66%, en 1946 la proportion atteint 96% (Davies 1984 : 32). Pour la première fois de son histoire, la Pologne était un pays massivement catholique. L'explication est aussi d'ordre structurel : à côté du pouvoir, l'Eglise est la seule à avoir conservé dans un pays en ruine une structure et une organisation. Face à cette force numérique de l'Eglise catholique, le gouvernement communiste polonais joua la voie de la conciliation : il s'abstiendrait d'attaquer l'Eglise si celle-ci ne s'employait pas à miner l'Etat. Elle fut donc certes exclue des écoles et des médias, mais autorisée à entretenir des relations avec le Vatican, à garder le contrôle des nominations ecclésiastiques ainsi que de ses finances. Elle conservait ses organismes sociaux et culturels et son université à Lublin (KUL). Enfin, l'Etat accordait une liberté absolue dans l'exercice du culte. Aucune Eglise n'eut une telle indépendance dans tout le bloc soviétique. Mais cet accord conclu entre l'Eglise et l'Etat – confirmé en 1972 par la constitution apostolique – rend impossible l'assimilation de l'Eglise à une opposition. Peut-elle au moins avoir le rôle d'un contre-pouvoir ? Certains intellectuels catholiques prennent progressivement conscience d'élargir le champ de lutte au delà de la défense des intérêts propres à l'Eglise. Au sortir de la guerre, ce courant catholique ne représente cependant qu'un courant au sein de la mouvance catholique. Schématiquement on peut en distinguer deux autres. Le premier s'inscrit dans une tradition nationale et s'organise autour du journal « *Dzis i Jutro* » (« Aujourd'hui et demain ») qui est à l'origine du mouvement *Pax*.

³¹ B.Bierut est élu premier secrétaire du PZPR en 1948 contre son rival W. Gomułka (secrétaire du PPR depuis 1943). B.Bierut était ancien permanent du Komintern et président de la République de Pologne. Il meurt en mars 1956.

³² Le PZPR prend désormais directement en charge la République populaire de Pologne. Celle-ci s'engage dans la voie étroite d'une direction indépendante tout en restant fidèle à l'URSS.

³³ Le but de la manœuvre était naturellement de revenir sur ces concessions lorsque le parti serait suffisamment fort. Pendant un temps, les concessions octroyées ont pu faire croire à la réformabilité du régime. Mais les déceptions accumulées sous le régime de Gomulka puis de E.Gierek convainquirent peu à peu la gauche dissidente que le pouvoir n'évoluerait pas vers la libération politique et n'accorderait pas de concessions durables.

Le second, de courte durée, s'inspire de la tradition chrétienne - démocrate de l'entre-deux-guerres. Celui des intellectuels catholiques est d'inspiration libérale. Il s'organise autour de l'hebdomadaire « *Tygodnik Powszechny* » (« Hebdomadaire universel »), les mensuels « *Znak* » (« le signe ») et « *Wież* » (« le lien ») notamment.

1.3.1 *Le courant national.*

Le courant national donne une importance première à la nation, entendue comme catholique. Il s'agit d'un nationalisme fermé, fait d'intégrisme, où la religion devient une idéologie. Face aux partisans de la tolérance et du consensus, il prône un respect strict des valeurs chrétiennes ; d'où une conception de la démocratie enracinée dans l'unanimité, dans la lignée de la démocratie notabiliaire et du *liberum veto* du XVIII^e siècle. Conception dans laquelle la nation, qui prime sur la société, se doit de parler d'une seule voix. Au début de la République Populaire de Pologne, ce premier courant s'incarnait dans le mouvement Pax qui se voulait intermédiaire entre l'Eglise et l'Etat. Celui-ci devint très vite un satellite du pouvoir³⁴. Le courant national perdure aujourd'hui, mais les partis se font et se défont. On y retrouve entre autres, la ZChN³⁵, le PC, le ROP³⁶, l'AWS (pour une partie). En avril 2001, la fondation de la LPR stabilise, pour un temps, ces courants. Cependant, en février 2005, Lech Wałęsa annonce la création d'un nouveau parti catholique pour les élections parlementaires de la même année, relançant le rêve d'un grand courant catholique national unifié³⁷.

1.3.2 *La démocratie-chrétienne.*

Après la dissolution du mouvement Pax, le ChSS (*Chrzescijanski Stowarzyszenie Społeczny* – Parti chrétien social) se constitue en 1957 et participe à la vie politique de la République populaire de Pologne. Ce courant subsiste au moment de la transition avec la formation le 21 janvier 1989 de l'Union chrétienne sociale « action œcuménique » (*Unia*

³⁴ Toutes les associations politiques étaient obligés d'adhérer au Front de l'Unité Nationale (FJN).

³⁵ L'Association chrétienne – nationale (*Zjednoczenie Chrzescijansko-Narodowe*) est enregistrée en décembre 1990 (fondée en décembre 1989). Elle regroupe différents mouvements fondamentalistes de Solidarité et des mouvements indépendants, comme « *Głos* » [La voix] ou le « mouvement de la jeune Pologne » (*Ruch modłej polski*). En mars 1999, elle rejoint le groupe parlementaire de l'AWS.

³⁶ Le mouvement pour la reconstruction de la Pologne (*Ruch Odbudowy Polski*) est issu du RdR (Mouvement pour la République, *Ruch dla Rzeczypospolitej*), fondé en 1992 par J.Olszewski après la dégradation des relations avec L.Wałęsa. En 1995, le ROP a pour objectif de soutenir la candidature de J.Olszewski aux élections présidentielles. Le ROP est un mouvement qui se réclame de la doctrine sociale catholique et désire construire la vie politique du pays sur ces principes.

³⁷ L'histoire de la droite nationale se décline selon les oppositions entre L.Wałęsa, d'une part, et les autres figures de la dissidence qui aspirent aussi au pouvoir, d'autre part. Ainsi, après la fondation du PC (1990), les luttes intestines éclatent entre les différents prétendants au pouvoir. Les frères Kaczyński, que l'on retrouve aujourd'hui à PiS, fondent la POC (alliance du centre civique), tandis que L.Wałęsa crée le BBWR (Bloc non partisan pour le soutien des réformes) en 1993. L'AWS, fondée en 1997, alliance électorale, tente de réunir ces différents courants. L'échec aux élections parlementaires de 2001 met un terme à l'union.

chrześcijańsko-Społeczna « Akcja Ekumeniczna »). Celle-ci se revendique de l'héritage du ChSS. Elle se veut de centre gauche et n'entend pas faire de politique chrétienne mais s'inspirer des valeurs chrétiennes pour faire de la politique. Relativement libérale sur le plan des valeurs, elle est ouverte au droit à l'avortement, à la contraception et à la libération sexuelle. Elle décide à son congrès de 1996, d'intégrer la SLD.

D'autres partis se revendiquent, après 1989, de la tradition démocrate-chrétienne. Certains l'adoptent même dans leur dénomination. On peut citer, par exemple, la Démocratie-chrétienne – Alliance du Travail (*Chrześcijańska Demokracja – Stronnictwo Pracy*, 1994), le Parti des Démocrates-Chrétiens (*Partia Chrześcijańskich Demokratów*, 1990), Démocratie- Chrétienne de la troisième République de Pologne (*Chrześcijańska Demokracja III Rzeczypospolitej Polskiej*, 1997). Mais en tant que tels ces mouvements ne subsistent pas : ils s'intègrent le plus souvent dans d'autres formations politiques plus importantes. Les trois partis cités se retrouvent, ainsi, en 1997 dans la coalition électorale de l'AWS. Son éclatement après 2001, donne lieu à des reclassements : notamment entre le SKL de Rokita (qui intègre par la suite la PO) et PiS, et dans une moindre mesure la LPR.

Ainsi, mis à part les démocraties-chrétiennes intégrées au bloc des ex-communistes, la démocratie-chrétienne polonaise s'enracine dans un courant conservateur et un traditionalisme catholique qui la rapproche bien plus des mouvements catholiques nationaux. Le poids de l'Eglise et de la hiérarchie catholique empêche, paradoxalement, l'émergence d'un grand mouvement démocrate-chrétien progressiste émancipé de l'institution ecclésiale.

1.3.3 *Le courant personnaliste.*

Face au courant national, s'oppose une tradition plus ouverte du catholicisme, à savoir les « indépendantistes » ou les « personnalistes ». Ce mouvement donne naissance à un groupe parlementaire en 1957 qui restera sur la scène politique jusqu'en 1976, le groupe *Znak*³⁸. Se situant dans la tradition du positivisme en réaction au romantisme du XIX^e siècle, le courant se veut réaliste, c'est-à-dire prendre en compte la réalité du pouvoir et par là, la position géopolitique de la Pologne ; d'où une attitude, d'ailleurs parfois difficile à tenir, de compromis et de fermeté vis-à-vis du pouvoir, faite d'autolimitation pour garder les bénéfices d'une représentation à la *Sejm*. La pseudo-indépendance du groupe sera lettre morte en 1976 lors du vote sur les réformes

³⁸ Le groupe est constitué de cinq députés catholiques se réclamant de « *Tygodnik Powszechny* », et de quelques sans partis, soit au total onze membres.

constitutionnelles³⁹. Ceux qui se prononcent pour, gardent une représentation à la *Sejm* où ils forment un « néo-Znak » qui devient très vite un satellite du pouvoir, les autres en sont exclus. Cette exclusion signe la mort du mouvement parlementaire. Mais, le mouvement des intellectuels catholiques se poursuit hors de l'arène parlementaire. Il participe à la recomposition démocrate-chrétienne hors de l'Eglise et du pouvoir communiste, fondée sur le rapprochement des oppositions laïques et catholiques.

Bilan.

La nécessité de se démarquer par rapport à la période précédente et notamment de l'alliance douteuse des catholiques avec le camp de la droite collaborationniste, associe définitivement le catholicisme politique à la démocratie. Que ce soit en France, en Allemagne ou en Pologne, les recompositions de la démocratie chrétienne exigent des catholiques un positionnement par rapport à la période précédente : tentative d'ancrage à gauche de la mouvance catholique pour la France, interconfessionalité et occultation de la période avant guerre pour l'Allemagne, conciliation entre les pouvoirs communistes et ecclésiastiques pour la Pologne. Pour le cas polonais, ce n'est qu'à partir du moment où un courant catholique émerge en opposition avec la politique de conciliation de l'Eglise que l'on peut parler d'une recomposition de la démocratie-chrétienne.

2. La caution démocratique.

Les recompositions des démocraties-chrétiennes allemandes et françaises se structurent autour d'un discours démocratique et social⁴⁰. Celui-ci prend des colorations spécifiques selon le pays.

La stratégie politique du MRP est au rassemblement populaire : le nouveau parti se veut un grand parti du centre. Cette vocation s'incarne dans sa conception démocratique. La seule démocratie viable et souhaitable est une démocratie participative où la personne plus que l'individu est au centre des politiques⁴¹. La démocratie doit être populaire. Le MRP répugne au dogme de la souveraineté nationale. Ainsi, « le rôle de l'Assemblée législative est moins d'imposer au peuple leurs volontés que de chercher à exécuter les

³⁹ La réforme inscrit le rôle dirigeant du PZPR et l'amitié perpétuelle avec l'URSS, dans la constitution.

⁴⁰ Le duo se retrouve aussi en Pologne à partir de la fin des années 1950. Il est détaillé par la suite (§2).

⁴¹ Cette dernière s'inspire de la vision du personnalisme communautaire. On peut contester cette thèse et soutenir que la vision démocratique du MRP s'inspire des principes sociaux de l'Eglise et de la démocratie chrétienne sociale. Néanmoins, l'importance accordée à la « révolution intérieure » nécessaire à l'instauration d'une démocratie participative, la condamnation du principe représentatif, la défense des groupes intermédiaires et de la décentralisation rapproche les positions démocrates-chrétiennes du personnalisme. (cf. *infra*)

aspirations du peuple pour les traduire en lois bienfaitantes »⁴². La démocratie est un choix optimiste sur les chances et les pouvoirs du peuple. Elle ne doit ni devenir un dogme, ni tomber dans le relativisme. Son fonctionnement suppose de laisser suffisamment d'espace à l'autonomie locale : les démocrates populaires se font les chantres de la décentralisation et de son corollaire : le principe de subsidiarité. La délégation du pouvoir au niveau local développe un goût à la responsabilité, elle favorise l'identification des gouvernés aux gouvernants et l'émergence d'élites populaires. Elle est la condition d'une démocratie participative. Cette exigence de participation légitime l'action et l'existence du MRP: il est le seul à pouvoir défendre le régime politique toujours menacé par des attaques populistes anti-élitaires et anti-parlementaires. Notons que ce discours se retrouve encore aujourd'hui⁴³.

Dans cette logique démocratique, le parti politique doit refléter les aspirations de la société⁴⁴. Le principe représentatif est celui de la représentativité avant que d'être celui de la délégation de pouvoir : la représentation politique doit être aussi fidèle que possible à la réalité sociologique du pays. Cette revendication de la proportionnelle est une constante des démocrates-populaires, même si elle sera infléchie et nuancée en 1978 (cf. *infra*). Mais cette revendication d'une représentation sociologique fidèle (que l'on retrouve aussi en Allemagne) s'accompagne d'un appel à sortir de ses intérêts particuliers (égoïstes) et à reconnaître l'intérêt général. Par conséquent, la démocratie participative n'est portée que par le civisme démocratique, c'est-à-dire une culture faite de responsabilité et de liberté citoyenne⁴⁵. L'idéal politique qui se dessine est celui de l'autonomie, de l'association d'hommes libres (en vue du bien commun). Les électeurs doivent être avertis et informés. Cette exigence d'un électeur « éclairé » ne se retrouve pas en Allemagne.

La réussite du rassemblement démocrate-chrétien allemand résulte de l'alliance de la référence chrétienne (et notamment celle de la doctrine sociale de l'Eglise) au capitalisme. Certes, le programme d'Ahlen de 1947 a des accents socialisants et il

⁴² M.Sangnier, cité par J.M.Mayeur 1990 : 179. M.Sangnier, fondateur du Sillon, fait du christianisme une force nécessaire pour dépasser la contradiction démocratique entre intérêt général et intérêt particulier. Sa vision de la démocratie est spiritualisante [cf. Chap. I]. Cette conception est très éloignée de ce qu'est la démocratie chrétienne actuelle.

⁴³ Lors de la campagne présidentielle de 2002, puis au moment des régionales et des européennes de 2004 et enfin lors du référendum de 2005, F. Bayrou s'inquiète de l'état de la démocratie en France.

⁴⁴ En ce sens, le discours de V. Giscard d'Estaing sur le « groupe central », pourtant issu d'une autre tradition politique à savoir le libéralisme re-intègre cette tradition d'un parti qui « dit » la société. Les interactions entre les traditions politiques sont à double sens. Il faut les concevoir non pas comme cloisonnées mais comme perméables les unes aux autres.

⁴⁵ On retrouve ici l'hypothèse de l'homologie structurale entre les champs. Cette vision du citoyen n'est autre que la projection d'une classe sociale qui se considère comme compétente politiquement et qui aspire à l'autonomie. [Cf. titre III sur les élites politiques].

favorise les tenants de l'école dominicaine aux dépens des jésuites⁴⁶. Mais il est remarquable qu'il fut signé par les tenants d'une approche économique plus libérale. Selon R.Uertz, cette conciliation ajoutée à une opposition d'ordre plus théologiques (entre dominicains et jésuites) qu'idéologiques favorisèrent une gestion libérale (et pragmatique) des questions sociales. Selon ses mots : « cet attrait particulier qu'exerce jusqu'à aujourd'hui, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union, ce manifeste [d'Ahlen] ne vient pas simplement du fait que la CDU, en tant que parti libéral-conservateur, dans sa phase de formation fut profondément marquée par les idées sociales – démocrates, mais avant tout aussi, de l'art et la manière dont cette 'tentation socialiste ' a été, au sein de l'Union, dès les origines, historiquement et théoriquement réfléchi »⁴⁷. Admise par les libéraux, portée par les dominicains, la conception d'Ahlen s'inclinera devant K. Adenauer lors de la rédaction des principes directeurs de Düsseldorf, en juin 1949. Ce virage libéral est dû au directeur de l'administration et de l'économie du Conseil économique de Francfort, L. Erhard. Il rejette le dirigisme sous toutes ses formes. Son « économie sociale de marché » est fondée sur le libéralisme économique légèrement corrigé par l'intervention étatique. L'« économie sociale de marché » est le fondement de l'identité du parti : chaque nouvelle réorientation ne sera que relecture de ces principes d'organisation économique. La « tentation socialiste » est écartée.

Ce travail d'intégration semble constituer un des éléments centraux de la réussite de la CDU comme rassemblement (notamment en comparaison avec l'échec français). Au lieu d'insister sur sa pureté idéologique, d'essayer de créer une cohérence théorique, la CDU a, au contraire, choisi de diluer ses positions et d'attirer le plus possible d'électeurs, type même du parti attrape-tout. Son succès réside, ainsi, dans sa capacité à tenir compte d'une multitude de demandes, non pas tant en les homogénéisant (comme en France), qu'en représentant leur hétérogénéité. Sa conception du rôle représentatif se fonde plus sur la représentativité sociologique que participative (ou éclairée) comme en France.

⁴⁶ Les dominicains considèrent le bien de l'ensemble de la communauté comme supérieur au bien-être individuel. Ils préconisent l'intervention étatique et la planification de l'économie. Au contraire, les jésuites soutiennent que la liberté individuelle est première. Cette dernière conception s'articule autour des principes de subsidiarité et de coopération. R. Uertz, *Christentum und Sozialismus in der frühen CDU : Grundlagen und Wirkungen der Christlich-sozialen Ideen in der Union. 1945-49*. Stuttgart : deutsche Verlags-Anstalt, 1981. 230 p.

⁴⁷ *Id.* p. 7.

3. Post-scriptum aux situations françaises et allemandes.

Pour les cas français et allemands se posent la question de la classification de la démocratie-chrétienne sur un axe unidimensionnel (gauche/droite ou progressisme/conservatisme)⁴⁸.

En ce qui concerne le cas français, le MRP rassemble des conservateurs ainsi que des électeurs de droite qui à la libération n'ont d'autres recours que de voter pour le MRP, toute la droite étant frappée du sceau de la collaboration. Dans les premières années de sa fondation, avant la création du RPF et le retour des partis de droite, le MRP rassemble donc un ensemble hétérogène d'individus allant des membres du CNR, à des conservateurs, des chrétiens sociaux, d'anciens résistants. Sa participation au gouvernement tripartite ainsi que son programme social lui ont valu d'être classé à plutôt à gauche (cf. *supra*). Mais, d'un point de vue idéologique, le parti reste attaché à une démocratie de type corporatiste. La société n'est pas une. Elle est supposée comporter une pluralité de groupes naturels antérieurs à la construction étatique⁴⁹. Les questions politiques ne peuvent dès lors se résumer à un dialogue Etat-individus. D'autres groupes, et communautés participent aussi à la vie politique : notamment la famille, mais aussi les syndicats et les institutions religieuses⁵⁰. Entre une démocratie étatique et une démocratie individualiste, les républicains populaires prônent une démocratie populaire qui reconnaît le rôle des groupes intermédiaires. Il se pose en parti de la famille (chap. IV). Il rompt en cela avec les libéraux. Le dialogue social, la concertation doivent avoir lieu entre l'Etat, les partenaires sociaux et les groupes professionnels. Ainsi, contre l'Etat jacobin et centralisateur, le MRP affirme la notion d'un Etat populaire, pluraliste et organique. Cet attachement à la démocratie corporatiste lui donne un caractère conservateur et rural, proche de l'idéal radical de la troisième République.

En Allemagne, les chrétiens démocrates développent aussi une conception de la démocratie fondée sur la famille et son rôle de socialisation (chap. IV). Contrairement au cas français, il se positionne très clairement du côté du conservatisme social. La question de leur positionnement (à gauche ou à droite) ne se pose pas. Par conséquent, la

⁴⁸ En Pologne, la question se pose après l'écroulement du régime communiste.

⁴⁹ Un certain consensus se fait sur la famille et les syndicats comme structures intermédiaires. Mais, l'indétermination des autres groupes « naturels » génèrent certaines interrogations : ces groupes peuvent-ils évoluer au cours du temps ? De nouveaux peuvent-ils apparaître ? Peut-on en faire une critique et les amener à évoluer ? Selon les réponses à ces questions, différents courants peuvent être dégagés : les conservateurs qui prônent un ordre naturel intangible, les libéraux soulignent la nécessité d'accompagner les changements et de les faciliter, d'autres, encore, feront appel à de vagues communautés humaines dont les contours restent imprécis. Nous verrons que ce dernier groupe présage d'une antériorité des groupes sans vouloir la fonder sur un discours religieux.

⁵⁰ La question syndicale divise les démocrates chrétiens entre les partisans d'un syndicalisme mixte et ceux qui défendent un pluralisme syndical.

problématique de la *Mitte* (et de la *neue Mitte*) est différente de celle du centre français. La *Mitte* est une *manière de gouverner*, disons de produire du consensus. Son discours correspond à l'ensemble des ressources (symboliques, rhétoriques, collectives□) mobilisables pour justifier de l'efficacité (consensuelle) de l'action politique. La *Mitte* ne correspond pas tant au « milieu » qu'au « groupe central » (c'est-à-dire à la majorité sociologique). Elle n'a pas tant vocation à l'alternance que vocation à gouverner⁵¹. En Allemagne, le centre, c'est la majorité (silencieuse).

Les recompositions des démocraties chrétiennes se fondent donc sur une utilisation de la référence chrétienne nécessairement émancipée de l'institution de l'Eglise. Pour espérer avoir un impact dans la vie politique, elles doivent se démarquer du passé nazi. Le discours de rassemblement (autour d'un mouvement interconfessionnel) sert de camouflage ou de tremplin à une référence chrétienne mise à mal. Les démocraties-chrétiennes allemandes et françaises se recomposent autour du triptyque : rassemblement, populaire et démocratie. Pour la Pologne, la recomposition est plus tardive. On retrouve ses éléments à partir des années 1960 lorsque s'amorce de manière sérieuse le rapprochement des catholiques et de la gauche laïque.

⁵¹ C'est pourquoi, outre les raisons définies en introduction, nous réaffirmons notre choix de centrer notre réflexion sur la CDU et non sur le FDP. Ce dernier correspond à un triptyque milieu, pivot, *king maker* des majorités qui ne nous permet pas d'aborder la dimension philosophique du centre. Au contraire, l'analyse de la CDU permet de décomposer l'articulation du centre autour de la référence démocrate-chrétienne et la *Mitte* comme l'alliance entre le conservatisme social et le libéralisme économique.

§ 2 TRAJECTOIRES ET (RE)FORMULATION DES IDEOLOGIES DU RASSEMBLEMENT.

A partir de la fin des années 1950, les démocraties chrétiennes vont connaître des trajectoires différentes et contrastées : évolution vers la droite en France, « rénovation » en Allemagne et convergence avec l'opposition de la gauche laïque, en Pologne.

1. Le MRP : le glissement progressif vers la droite.

En 1945, le programme du MRP a des accents sociaux et ouvriéristes. Il suit en cela une double filiation : celle de la vision anti-libérale et anti-individualiste de la doctrine sociale catholique mais aussi celle du CNR. Mais avec l'éclatement du tripartisme (1947), le MRP remanie son profil social. Sa répugnance originelle au capitalisme s'atténue⁵².

1.1 **La rupture du tripartisme : le MRP glisse à droite (1947-1958).**

La question du MRP au début de la IV^e République avant que d'être celle du gaullisme est avant tout celle du communisme, premier adversaire dans la compétition politique.

Le MRP se fait le chantre de la volonté populaire contre les communistes. Il tient un discours où ni la bourgeoisie industrielle catholique ni les classes moyennes n'apparaissent. Alors que son homologue allemand réunit dans une tradition démocrate-chrétienne, ouvriers, classes moyennes et bourgeoisie (du moins dans le discours, les questions d'électorat sont étudiées au chapitre suivant), l'absence de théorisation sur les classes moyennes par le MRP a laissé sans nul doute le champ libre à l'émergence d'autres discours de rassemblement non issus d'une tradition catholique⁵³. Lors de son congrès de 1950, le MRP se déchire sur ce sujet. Les uns associent mouvement populaire à mouvement ouvrier et se méfient des classes moyennes qu'ils soupçonnent

⁵² Cependant, l'adhésion aux principes de l'économie de marché et au libéralisme économique ne se fera que très tardivement après les élections de 1981 ; l'arrivée des socialistes alliés aux communistes aliène définitivement les démocrates-chrétiens de la gauche.

⁵³ Par exemple, le discours gaulliste, ou celui du « groupe central » de V. Giscard d'Estaing. Rappelons que les catholiques sociaux, imprégnés par une lecture en termes de professions de la société, n'ont pas su appréhender les classes moyennes, dont les activités diverses brouillaient la compréhension du phénomène. (cf. J. M. Mayeur « L'Eglise catholique : les limites d'une prise de conscience » p. 125-139 in : *L'univers politique des classes moyennes*/ G. Lavau, G. Grunberg, N. Mayer (s/d), Paris, PFNSP, 1983). Tout se passe alors comme si la stratégie originelle d'identification aux ouvriers donnait au discours catholique un caractère trop étroit pour devenir centriste. *A contrario*, l'exemple de l'Allemagne souligne la réussite d'une stratégie centriste d'intégration des catholiques sur la scène politique : en couplant un encadrement des masses ouvrières et une pénétration dans les classes moyennes, les groupes de défense religieuse se sont inscrits durablement dans le paysage politique. La confrontation de ces deux trajectoires souligne le rôle que peuvent jouer les traditions catholiques dans la réussite d'une rhétorique centriste.

d'individualisme. Reconnaître les classes moyennes équivaldrait, pour eux, à délaissier les ouvriers. Les autres privilégient, au contraire, le progressisme social et préfèrent un discours modernisateur en faveur des classes moyennes, porteuse de modernité et de stabilité⁵⁴. Mais, à partir de 1951, on observe une convergence de vue au sein du MRP en faveur des classes moyennes indépendantes considérées comme un rempart contre les extrêmes. Elles deviennent l'enjeu de la lutte contre l'anticommunisme et l'antidirigisme. L'attention accrue portée à la classe moyenne à partir des années 1950 va de pair avec le déclin d'une conception ouvriériste de la société⁵⁵.

1.2 La rhétorique européenne : substitut à la rhétorique sociale.

La constitution du parti gaulliste hypothèque les chances de survie du MRP. Obligé de se positionner par rapport à une droite conservatrice et sociale, il abandonne peu à peu sa rhétorique sociale et démocrate pour lui substituer un discours européen. Il est remarquable que le thème de l'Europe s'accroît à partir des années 1950. Plus exactement : le MRP parle, certes, d'Europe depuis sa fondation, mais la construction européenne ne devient partie intégrante de son identité démocratique qu'en 1951⁵⁶. Après 1950, l'arrivée de Robert Schuman aux affaires étrangères va faire de l'Europe le cheval de bataille du MRP (et surtout sa principale ressource pour se différencier du nouveau RPF qui exerce une forte concurrence sur les électeurs du MRP).

Tout se passe comme si la rhétorique européenne devenait un palliatif à un discours social enlisé dans la conciliation (impossible ?) d'une méfiance vis-à-vis du capitalisme et une ouverture aux classes moyennes libérales. Faut-il en conclure qu'il existe deux droites à la Libération, toutes deux catholiques mais l'une sociale-conservatrice et nationale et l'autre social-démocrate et européenne ? La littérature sur le sujet semble unanime sur le glissement à droite du MRP, et l'ancrage progressif des démocrates-chrétiens à droite (toute la question est cependant de savoir si l'alliance s'effectue avec la droite libérale ou avec la droite gaulliste). Il nous semble plus juste de considérer que le MRP abandonne progressivement ses racines (et son inspiration) humanistes et résistantes. Dans cette optique, la guerre d'Algérie fait éclater le

⁵⁴ L'utilisation et l'instrumentalisation des classes moyennes dans les discours partisans a été remarquablement analysée par Sylvie Guillaume dans son ouvrage : *Les classes moyennes au cœur du politique sous la IV^e République*, Edition de la maison des sciences de l'homme d'Aquitaine (MSHA), 1997, Talence : 252 p.

⁵⁵ Cette évolution se comprend par rapport au déclin électoral que le MRP connaît dès 1947 avec la formation du RPF. Alors que de 1945 à 1947, il rivalise avec le PCF pour être le premier parti de France, son déclin électoral délégitime sa lutte pour reprendre les ouvriers aux communistes : dans cette course, le RPR est mieux placé. Le recentrage conservateur du MRP est ainsi indissociable de l'émergence du RPF.

⁵⁶ Avant 1950, le MRP reste méfiant par rapport à l'Allemagne. La CDU n'est acceptée dans les NEI (Nouvelles Equipes Internationales) qu'en 1951. A l'époque, de Gaulle est plus ouvert à l'intégration européenne et aux allemands que le MRP. Cf. F-G.Dreyfus, *op. Cit* : 283-285.

mouvement. Le MRP se déchire entre les partisans de l'Algérie française et ceux qui défendent son indépendance. Ainsi, pourtant empreint de la résistance et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le MRP dérive vers le nationalisme et l'Algérie française⁵⁷. Comme le souligne R.Rémond, « le paradoxe est étrange de ces hommes qui ont marqué jadis de la réserve à l'endroit du gaullisme parce qu'ils le trouvaient trop semblable au nationalisme qu'ils avaient combattu et qui le combattent ensuite sans merci parce qu'ils lui reprochent de trahir les impératifs du nationalisme ». (R.Rémond, 1982 : 310). La guerre d'Algérie conduit à une nouvelle redistribution des forces au sein des démocrates-chrétiens et de la droite. La démocratie-chrétienne qui se reconstitue autour du Centre Démocrate (CD) en 1966 n'a plus grand chose à voir avec ses fondateurs.

1.3 L'échec du centrisme démocrate chrétien (1958-1966).

L'idée d'une nouvelle formation est lancée au congrès de la Baule en mai 1963. Le MRP décide de s'ouvrir à tous ceux qui veulent « promouvoir la démocratie politique, économique et sociale et les Etats-Unis d'Europe »⁵⁸. L'appel à la rénovation, à la nouveauté est un classique de la stratégie centriste dès lors qu'elle se veut majoritaire⁵⁹. Face à la concurrence accrue, leur vocation ne peut être sauvegardée que par la création d'une nouvelle force. *Vocation majoritaire, force neuve et mutation sociale*, telle est la structure argumentative de la stratégie centriste.

Avec qui fonder cette force neuve ? Il existe un rejet unanime du PCF et des gaullistes. Mais faut-il s'allier à la gauche⁶⁰ ? On trouve d'un côté ceux qui défendent l'idée d'un « travaillisme à la française » (et donc une alliance avec la gauche qui exclurait les communistes) et ceux qui s'accordent sur une démocratie-chrétienne sur le modèle allemand ou italien. Ces hésitations stratégiques dominent le congrès du Touquet (8-10 mai 1964) où le MRP refuse de choisir entre le général de Gaulle et Gaston Defferre⁶¹. L'idée que les défections en faveur de Gaulle ne sont que temporaires dominent alors au sein du MRP. La direction s'attache par conséquent à ne pas trop s'éloigner de sa tradition

⁵⁷ Des hommes comme G.Bidault ou Alfred Coste-Floret, par exemple, prêtent leur nom à la lutte de l'OAS pour l'Algérie française.

⁵⁸ Cit. par F-G.Dreyfus, 1988 : p. 328

⁵⁹ La vocation majoritaire ne peut être défendue que si l'idée d'un changement sociétal fait consensus : seule une nouvelle force politique sera à même de représenter cette nouvelle société.

⁶⁰ Le MRP, tout comme les expériences centristes ultérieures, n'arriveront pas à résoudre le dilemme d'une alliance à gauche et resteront régulièrement tenter par l'ouverture à gauche. Par la suite, ce dilemme récurrent est évoqué sous le terme générique de « tentation socialiste ».

⁶¹ De septembre 1963 à juin 1965, la presse politique fut occupée par le développement progressif de la candidature de G.Defferre, député SFIO de Marseille. Le directeur de l'*Express*, J-J Servan-Schreiber le posa en candidat idéal (« Monsieur X »). La FGDS, Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste ne se fit cependant pas sous son égide mais sous celle de F.Mitterrand. Ce dernier réussit à regrouper la SFIO, le parti radical et quelques clubs indépendants et à s'assurer le ralliement au second tour du PCF.

pour permettre le retour des dissidents à la maison d'origine. Cela peut expliquer la distance du MRP par rapport à une alliance qui l'entraînerait sur sa gauche. En outre, la direction pourrait craindre une alliance avec la FGDS (Fédération de la gauche démocratique et socialiste) où elle ne jouerait qu'un rôle secondaire et perdrait sa visibilité politique (du centre). Le MRP est ainsi tiraillé entre sa vocation majoritaire et sa vocation centriste : s'il ne présente pas de candidats, il risque de brouiller son image centriste (fondée sur une stratégie autonomiste) ; par contre, s'il choisit la stratégie de cavalier seul, son propre potentiel électoral ne lui permet pas de prétendre à articuler une majorité. Il risque de perdre toutes chances de gouverner.

La vocation gouvernementale va finalement l'emporter : MRP et SFIO s'accordent pour une alliance « réformatrice ». Mais, la FGDS n'aboutira pas⁶². L'expérience de la FGDS souligne l'impossibilité du centre d'exister sans centrisme, c'est-à-dire sans forces relais – presse, syndicats, société –qui soutiennent l'initiative d'un regroupement. V. Giscard d'Estaing réussira ce pari de fonder une force politique sur un mouvement social (pour une durée déterminée). Mais il fut fait sous l'égide du libéralisme, non sur celui de la démocratie-chrétienne. Faut-il conclure à l'échec d'un centrisme démocrate-chrétien⁶³ ?

De la FGDS aux élections de 1965, le centre est « à la recherche de lui-même »⁶⁴. Nous passerons rapidement sur l'épisode Centre Démocrate (fondé le 7 janvier 1966). Nous le considérons comme la lente agonie du MRP et de la démocratie-chrétienne qu'il représente. Nous en retiendrons, la division du centre entre majorité et opposition, d'une part, et le long deuil d'une alliance avec la gauche non communiste, d'autre part.

1.4 La formation du centre démocrate (1966).

L'élection présidentielle de 1965 constitue un point fort de redistribution des cartes et de réorientation des trajectoires⁶⁵. Le projet initial de Jean Lecanuet était de rassembler toutes les oppositions (sauf les communistes) et de fidéliser les votes de 1965.

Lors de son congrès fondateur à Lyon en avril 1966, la nouvelle formation se dit démocrate, sociale et européenne. Les trois adjectifs sont tenus ensemble par le principe de solidarité. Celui-ci exige de l'Etat un certain interventionnisme économique de même

⁶² Si on suit l'analyse de D. Zeraffa, l'échec de la FGDS est lié à la conjonction de trois éléments majeurs 1) l'attachement au terme de « socialisme » dans la dénomination de la fédération, 2) la peur des républicains démocrates d'être satellisés par la SFIO et 3) les réticences anti-cléricales de la SFIO à faire alliance avec un centre catholique. D.Zeraffa, « A la recherche du centre dans la vie politique française (1962-1986) », *XX^e siècle*, janv-mars 1986 : p.81-96.

⁶³ Le centre politique tente de survivre dans un espace politique peu propice à l'association des démocrates et des catholiques. Des mouvements centristes de masse n'existent qu'à des moments spécifiques. S.Guillaume parle de « moments centristes » dans son ouvrage *Le centrisme en France au XIX^e et XX^e siècles : un échec ?* /S.Guillaume (s/d), Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 2005 : 182 p.]

⁶⁴ D. Zeraffa, « A la recherche d'un centre dans la vie politique française », *XX^e siècle*, janv-mars 1986 : p.81-86.

⁶⁵ Ainsi, Lambert évolue vers l'extrême gauche, tandis que J.Lecanuet forme le centre démocrate.

qu'il suppose une politique extérieure dans le respect des engagements pris et de la construction européenne. Le CD reprend des thèmes classiques : le déficit démocratique et l'Europe. Sur le plan économique, il reste fidèle à un interventionnisme étatique encadré. Quant à la politique européenne, elle intègre un élément nouveau : désormais, elle participe de la construction d'une alliance transatlantique. La campagne de 1967 est ainsi orientée sur un thème : l'Europe et structurée autour d'une image : la jeunesse⁶⁶.

Le président du CD s'entête d'abord dans une stratégie autonomiste. Il refuse toute alliance avec les gaullistes. Selon les mots du président du parti, il ne s'agit moins de renverser le gaullisme que d'en assurer la « relève »⁶⁷. Reprenant en cela l'ambition du MRP, il appelle à la « concentration républicaine ». J. Lecanuet est convaincu que ces orientations animent la majorité des français. La nouvelle formation doit donc, selon lui, constituer l'axe de la nouvelle majorité. Mais, de même que le MRP, le CD ne parvient pas à se maintenir sur la scène politique par manque de visibilité politique (c'est-à-dire de mobilisation sociale). Le centrisme hésite quant à la stratégie d'alliance à adopter. Quelques irréductibles restent attirés par la gauche et rêvent d'une nouvelle FGDS. Mais la question centrale est celle du positionnement par rapport au gaullisme. Le centre se déchire entre le CD, partisan d'une stratégie autonomiste, et le Centre Démocratie et Progrès de Jacques Duhamel, qui participe au gouvernement (1969). La recomposition du centre se fera sous l'égide d'une autre tradition, a priori étrangère aux démocrates chrétiens (français) : le libéralisme.

1.5 Bilan.

Avec le MRP, le centrisme avait voulu être un grand mouvement populaire de type démocrate-chrétien allemand. Avec le CD, le centrisme espérait sauver la tradition démocrate-chrétienne en conquérant la fonction de parti charnière (sur le modèle du FDP). Aux élections de 1968, l'UDR triomphe et le centrisme s'effondre⁶⁸. Là où le MRP et le CD ont échoué, le gaullisme (autre rhétorique de rassemblement) réussirait-il ? La victoire de Pompidou aux élections de 1969, le ralliement de quelques figures de proue de la démocratie-chrétienne au gaullisme – telles M. Schumann, J. Fontanet semble annoncer la constitution d'un mouvement populaire à vocation majoritaire, reprenant certains thèmes chers aux démocrates-chrétiens (tels la participation, la société contractuelle, la

⁶⁶ Là encore, les ressemblances sont saisissantes avec la stratégie autonomiste d'un F. Bayrou.

⁶⁷ Le parallèle avec la campagne de Bayrou pour les élections de 2002 est frappant.

⁶⁸ L'UDR, Union des Démocrates pour la République, est fondée en 1968. Elle succède à l'UNR, Union Nationale pour la République (fondée en 1958), succédant elle-même au RPF créé par le Général de Gaulle en 1947. Au sein du CD, on a plus à faire à un regroupement hétérogène de traditions. L'influence démocrate-chrétienne y est faible : 14 anciens MRP sur 41 députés, à l'UDR siègent 6 anciens députés MRP.

modernisation des rapports sociaux), en laissant d'autres de côté (la proportionnelle, l'Europe, la décentralisation). J. Chaban-Delmas se lance dans la « nouvelle société » et réalise ce que les centristes n'avaient pas réussi à faire. Le gaullisme social marquerait-il la fin du centrisme démocrate-chrétien ? Réussirait-il l'ambition du centrisme d'un grand mouvement populaire à vocation majoritaire ? En réalité, la politique du nouveau ministre ne peut se généraliser complètement. Elle se heurte à la tradition syndicale de lutte des classes. Même l'épiscopat ne dément pas explicitement que l'on puisse être catholique et partisan de la lutte des classes⁶⁹.

Par là, seule la voie du centrisme que l'on dira désormais « charnière » (de type troisième force) reste ouverte. Elle reprend forme avec la naissance du mouvement Réformateur le 2 novembre 1971 (Déclaration de St Germain). Le mouvement regroupe le parti radical, le CD, des radicaux du centre républicain et quelques socialistes de la SFIO. Mais cette union ne doit pas faire illusion : les divisions persistent, notamment quant à la définition de l'ennemi. Pour J.J-Servan Schreiber (parti radical) le danger vient des gaullistes, pour J. Lecanuet des communistes. Le premier est contesté au sein de son propre parti. Le parti radical se scinde et les partisans d'une alliance avec la gauche fondent le MRG. Cet éclatement des radicaux affecte les réformateurs. Ils ne sont plus qu'une poignée à être à la fois hostiles au programme commun et à la majorité gaulliste.

L'espoir d'un centre charnière est définitivement enterré avec le (second) ralliement des centristes à la majorité gaulliste. J.Lecanuet soutient V.Giscard d'Estaing à l'élection présidentielle de 1974. Du *centre populaire* au *parti charnière*, les « années VGE » ouvrent la période du *centre-majoritaire*. Le rapprochement des libéraux et des démocrates-chrétiens marque la fin d'une certaine démocratie-chrétienne, celle du MRP, fondée sur le catholicisme social empreint d'ouvriérisme, et le début d'une nouvelle démocratie-chrétienne ouverte à la société industrielle libérale et individualiste. Ce retournement stratégique est symptomatique des difficultés du centrisme démocrate-chrétien français.

⁶⁹ En privilégiant l'ouvriérisme, le MRP puis le CD ont échoué à rassembler un grand mouvement sur le modèle de la CDU et les démocrates-chrétiens bourgeois ont rejoint le gaullisme. Cette tradition ouvrière avait déjà provoqué la méfiance des industriels catholiques à la fin du XIX^e siècle. Il existait alors une forte proportion catholique de dirigeants de groupes industriels. Ils se sont éloignés de l'archaïsme économique des catholiques sociaux qui critiquent la révolution industrielle et le libéralisme économique. Dès son origine, la démocratie-chrétienne s'est aliénée les milieux catholiques bourgeois. Contrairement à l'Italie ou à l'Allemagne, pays dans lesquels la révolution industrielle est plus tardive et où les catholiques ont un rôle moins important dans l'économie. Après la seconde guerre mondiale, une des raisons de la réussite de la démocratie-chrétienne allemande est due à la conversion de la CDU au libéralisme économique et la mise à l'écart de la « tentative socialiste ». Il est significatif que le grand « moment centriste » du XX^e siècle fut réalisé sous l'égide de V.Giscard d'Estaing venu du CNI et précurseurs des Républicains indépendants. Le centrisme de V.Giscard d'Estaing a pu devenir un centrisme social parce qu'il a réussi (pour un temps) à mobiliser autour d'une réforme libérale de la société.

2. La CDU de 1949 à 1981.

2.1 **La *Kanzlerpartei* de K.Adenauer (1949-1963).**

Le parti est avant tout le parti du chancelier (*Kanzlerpartei*). L'hégémonie exercée par K.Adenauer et le flou programmatique dominant. Seuls quelques principes structurent l'action du chancelier : acceptation du système capitaliste, rejet de toutes formes de socialisme, intégration européenne, soutien à la politique américaine, recouvrement de la souveraineté allemande. Ce flou programmatique de la formation politique de K.Adenauer a été un tremplin vers le pouvoir et une stratégie de neutralité nécessaire pour rassembler les différentes couches sociales. L'objectif est celui de la représentativité sociologique selon le principe de la *Mitte* comme consensus majoritaire (cf. *supra*).

Dans cette course à la représentativité, le SPD n'a pu (ou su) que suivre, abandonnant toutes références idéologiques fortes à son congrès de Bad Godesberg en 1959⁷⁰. Les deux grands partis allemands s'orientent vers une compétition centripète et luttent activement contre l'introduction de nouvelles questions sur la scène politique. « Le fait que le système de partis soient devenu un système 'attrape-tout' a donc pour conséquence un *manque d'ouverture* de ce système pour de nouveaux intérêts et de nouvelles idées articulées par de nouvelles forces politiques »⁷¹. Tout se passe comme si le SPD et la CDU « absorbaient » les évolutions sociétales et les nouvelles aspirations qui en émergent. La prédominance des deux *Volksparteien* et celle de la CDU sur le SPD sont, néanmoins, battues en brèche à la fin des années 1960 avec l'émergence des nouveaux mouvements sociaux.

2.2 **Les nouvelles questions sociales : l'adaptation des références de la CDU (1964-1972).**

L'incertitude programmatique se heurte progressivement à la lassitude face au pouvoir (et notamment à la domination de K. Adenauer) et à l'évolution sociétale vers une libéralisation des rapports sociaux. L'Union est en proie à la rigidité de ses structures qui l'éloigne de la société et, par conséquent, met en danger son image de « *Volkspartei* »

⁷⁰ Avec la constitution de la RDA et de la RFA, les sociaux et chrétiens démocrates sont divisés quant à la politique internationale à suivre. K.Adenauer choisit résolument la CECA puis la CEE, l'alliance atlantique et la construction européenne dans l'espoir de redonner à l'Allemagne sa souveraineté politique. Le SPD se méfie d'une construction européenne qui hypothèque, selon lui, la réunification allemande en se détournant de la RDA. La guerre froide s'exacerbant, l'ancrage dans le camp occidental devient inévitable, en même temps que la division de l'Allemagne s'avère vraisemblablement durable. Les oppositions (et leur atténuation) sont donc façonnées par le contexte international qui, en l'occurrence, pousse à la modération et à la consualisation du système. On peut faire la même analyse pour la France et la Pologne : en France, le gouvernement au centre ne se comprend que par rapport aux Etats-Unis, de même qu'en Pologne l'autolimitation n'a de sens qu'en rapport avec l'URSS. L'internationale façonne le visage de la compétition partisane.

⁷¹ H. Kriesi, *Les démocraties occidentales*. Paris : Economica, 1994 : p. 288.

représentatif de la société. Le lent processus d'adaptation et de fluidification de l'Union s'amorce au congrès de Hanovre en 1964, puis à celui de Düsseldorf l'année suivante. La CDU intègre, dans son programme, les questions d'environnement, de la situation féminine et des personnes âgées, les politiques de santé, d'éducation et de logement. L'Union veut donner un signal fort de son engagement à sa propre rénovation (« *Erneuerung* »).⁷²

L'apparition de la rhétorique de la « rénovation », qui fait florès jusqu'au dernier congrès de refondation en 1998⁷³, souligne les difficultés du « *Volkspartei* ». Il s'agit d'une course de vitesse à la modernité qui suppose la difficile conciliation avec les références d'hier, et les exigences d'un temps présent qui passe. L'économie sociale de marché est une doctrine idéologique suffisamment forte pour se continuer au travers des réinterprétations. Elle a désormais vocation à libérer chacun des nécessités matérielles et à faire naître un nouveau « sentiment de vie » (« *Lebensgefühl* »)⁷⁴. Cette dynamique d'adaptation des grilles de lectures du passé aux enjeux du présent (et notamment l'exigence de fluidité et de flexibilité des appartenances, des lieux, du travail etc.), touche aussi une autre référence forte de la démocratie chrétienne : le christianisme.

Dans les années 1950, l'identité inter-confessionnelle de l'Union a, incontestablement, contribué à son succès. Mais, au début des années 1960, les sociétés occidentales connaissent des processus de sécularisation et d'émancipation qui hypothèquent l'efficacité d'une référence chrétienne. A Dortmund (1962), le « C » de l'Union a été finalement accepté comme une « *Weltanschauung* » qui fonde une « politique concrète et bonne ». Le congrès de 1978 affirmera clairement que le « C » n'est pas pensé comme une identification exclusive à la tradition chrétienne, mais comme une exigence éthique, issue de la vision chrétienne du monde⁷⁵.

2.3 Le nouveau programme fondamental de Ludwigshafen.

L'élection de 1972 marque l'effacement électoral de l'Union. Après la perte du pouvoir en 1969 (au profit du SPD), elles sont un véritable choc « identitaire » pour la CDU. L'enjeu est désormais de donner une image « moderne » de l'Union, indispensable

⁷² Son slogan pour les élections de 1966 est ainsi : « accompagne-nous pour l'année 2000 » (« *Komm mit ins Jahr 2000* »).

⁷³ Congrès de nov. 1998, sous la présidence de W. Schäuble.

⁷⁴ L. Erhard cité in F. Becker, *Kleine Geschichte der CDU*. Stuttgart : Deutsche Verlags-Anstalt, 1995: p.68.

⁷⁵ En comparaison avec le MRP qui n'ose revendiquer la filiation chrétienne, la CDU abandonne tardivement cette filiation.

pour prétendre à une vocation gouvernementale. Et ce n'est pas le moindre des paradoxes que cette image, l'Union la construise en se recentrant sur ses conservateurs⁷⁶.

Le 11/12 juin 1973, au vingt-et-unième congrès national à Bonn, H. Kohl est élu président du parti. Cette élection, après la démission de R. Barzel, marque une césure dans l'histoire du parti⁷⁷. Après les adaptations de l'économie sociale de marché, de la référence chrétienne, et du caractère « populaire » de l'Union, le processus de modernisation touche, désormais, l'organisation même du parti. Pour que l'Union perdure, elle doit développer en son sein une participation active de ses membres⁷⁸. L'Union est, dès lors, confrontée à un nouveau dilemme entre participation et unité. Pour préserver la seconde, tout en permettant la première, l'Union, sous l'égide de Kohl, adopte un programme fondamental (octobre 1978) au congrès national de Ludwigshafen, où elle rappelle ses valeurs fondamentales : liberté, solidarité et justice. La responsabilité de l'homme devant Dieu est le fondement des convictions communes de la CDU. Elle est un « *Volkspartei* » qui s'adresse à tous. Les politiques ont pour objectif de permettre à chacun de s'épanouir en tant que personne libre et responsable.

2.4. Bilan.

Entre les débuts de la République Fédérale d'Allemagne et le congrès de Ludwigshafen, la CDU passe d'une référence chrétienne forte à l'affirmation d'un fondement éthique de la politique ; d'une inspiration socialiste à une « économie sociale de marché », de l'objectif du bien être économique à celui du bien vivre. Ces évolutions signalent une tentative d'adaptation aux évolutions sociétales, impératif pour un parti qui se dit « du peuple »⁷⁹. La question de la modernité est, ainsi, consubstantielle à la CDU. Or, si elle se manifeste par des oppositions sur les thèmes et les problématiques à adopter, elle est, aussi, au cœur des débats stratégiques entre conservatisme ou centrisme. Cette question du positionnement de la CDU comme parti du centre, dans un espace politique où le repoussoir « communiste » n'existe pas, s'est posée, en Allemagne,

⁷⁶ Rappelons qu'à l'époque le conservatisme a le vent en poupe avec M.Tachtcher puis R.Reagan.

⁷⁷ R.Barzel est un personnage relativement volatile : d'abord rangé dans l'aile gauche du parti, il devient à partir de 1958 très nettement anti-socialiste et conservateur. Il se rapproche de F-J.Strauss de la CSU, se prononce en faveur du rétablissement de la peine de mort et lance une offensive contre les prétendus communistes en publiant la liste de 450 personnalités publiques supposées communistes. Mais, en 1969 et la formation de la coalition sociale-libérale il prend ses distances par rapport à ce conservatisme et cet anti-communisme extrême et se fait l'avocat d'une ligne plus pragmatique (contre K-G.Kiesinger et F-J.Strauss). Il réussit ainsi à être élu à la tête du parti en 1972 (contre Kiesinger). Il échoue à la chancellerie devant W.Brant et démissionne en 1973. H.Kohl lui succède.

⁷⁸ La rhétorique participative correspond à une « révolution » paradigmatique du politique avec l'intégration de nouveaux acteurs (les Verts notamment) porteurs d'une conception du politique participative contrairement à une vision représentative (comprise comme représentativité de la diversité sociale) portée par le SPD et la CDU.

⁷⁹ Il faut noter que le « peuple » est compris non pas dans sa référence au « *demos* », mais dans sa réalité sociologique. On retrouve le principe représentatif conçu sous l'angle de la représentativité.

quelques vingt années avant la France⁸⁰. De même, la question des classes moyennes qui surgit, de façon éphémère, avec V.Giscard d'Estaing, est sous-jacente à la compétition partisane allemande dès le début des années 1960.

3. Pologne : Solidarité, la tentative d'une nouvelle démocratie-chrétienne .

Pour le lecteur non initié aux partis politiques polonais, nous reprenons ici la liste des principales formations (une liste détaillée est disponible en annexe).

La SLD (Alliance de la Gauche Démocratique) fut, à l'origine, une coalition d'une trentaine de partis regroupés autour de la SdRP. Cette dernière est née en janvier 1990 de la reconversion du parti communiste polonais (PZPR) à l'économie de marché et à la démocratie. La SLD se transforme en parti politique en 1999.

L'UP (Union du Travail) résulte de la fusion en juin 1992 de Solidarité du travail avec d'autres petites formations. Elle se présente comme une alternative de la gauche non communiste à la politique libérale des gouvernements de Solidarité.

Le PSL (Parti Paysan Polonais) est formé après nombre de difficultés en mai 1990. En juin 1991, W. Pawlak en devient le président. Le PSL est issu du ZSL, parti satellite de la période communiste.

Le PL (Accord Paysan) est un parti paysan qui, contrairement au PSL, est issu de la branche « Solidarité ».

La KPN (Confédération pour une Pologne Indépendante) formée dès 1979 s'organise autour de son chef L. Moczulski.

Le KKW – « O » (Patrie – Comité Electoral Catholique) est une coalition catholique qui réunit la ZChN (Union Nationale Chrétienne) qui incarne les tendances les plus conservatrices et nationalistes du catholicisme polonais et la KP (Convention Polonaise). Cette dernière est le résultat de la fusion entre le Parti Conservateur (PK) fondé en 1992 par A. Hall qui quitte l'UD, le Parti des Démocrates Chrétiens (PChD) et l'Alliance Paysanne et Chrétienne (SLCh) issue d'une scission avec le PL.

NSZZ « S » (Solidarité), constitue la représentation parlementaire du syndicat qui s'organise peu à peu en parti politique.

La POC (Alliance du Centre Civique) est issu de la transformation du PC en parti politique avec les frères Kaczyński⁸¹.

⁸⁰ La forte présence des communistes en France a freiné la désidéologisation du système politique et a eu pour conséquence une structuration de la compétition autour de la lutte des classes : H. Kriesi, *Op. Cit.*, 1994.

Le BBWR (Bloc Non partisan pour le Soutien des Réformes) est lié à la rupture entre la POC et L. Wałęsa. Ce bloc veut être un groupe de soutien à la politique présidentielle et veut rassembler toutes les formations issues de Solidarité.

L’AWS (Action Electorale Solidarité) est formée en 1996 par le regroupement de plus de trente partis d’obédience de droite et centre-droite, sous le leadership et la domination du syndicat Solidarité.

On trouve encore d’autres petites formations telles le Mouvement pour la République (RdR) de J. Olszewski, fondé en juin 1992 après la dégradation des relations avec L. Wałęsa. Ou encore le Mouvement pour la Troisième République (RTR) dont l’objectif principal est la décommunisation. En 1995, ces deux formations se regroupent au sein du ROP (Mouvement pour la Reconstruction de la Pologne) sous la présidence de J.Olszewski. Le NSZZ « S » intègre aussi le mouvement. L’objectif du ROP est avant tout de défendre une vie politique nationale en accord avec la doctrine sociale de l’Eglise⁸². Le rapprochement du ROP et du PC des frères Kaczyński donnera naissance à PiS (Droit et Justice) le 13 juin 2001.

De 1957 à 1976, le rapprochement du groupe *Znak* et des intellectuels catholiques avec les préoccupations de la gauche laïque d’opposition avait pu être amorcé⁸³ (cf. *supra*). Les activités du groupe sensibilisent l’opinion catholique à la nécessité de prendre en considération d’autres intérêts que les siens propres. Relayées par Vatican II⁸⁴, ces activités entraînent une partie des intellectuels catholiques à renoncer à défendre les intérêts purement religieux et à s’engager pour le respect des personnes humaines⁸⁵. Au delà du travail du groupe parlementaire, cette évolution d’une partie de l’opposition catholique a été accompagnée par les revues *Wież* et *Tygodnik Powszechny* dont l’objectif était d’instaurer un dialogue entre les divers éléments catholiques et l’opposition de la gauche laïque.

⁸¹ Les frères Kaczyński font irruption sur la scène politique avec l’éclatement de Solidarité. J.Kaczyński devient président de la POC et tient une ligne libérale populiste. Les relations entre la POC et L. Wałęsa se dégradent rapidement sur fond de luttes personnelles. J. Kaczyński, proche collaborateur de L. Wałęsa, démissionne et attaque violemment la politique de ce dernier.

⁸² En 1997, le mouvement se scinde: les sécessionnistes fondent la RKN (Mouvement Catholique-National).

⁸³ Les intellectuels catholiques sont à différencier de l’Eglise en tant qu’institution et guide spirituel. Ils se posent plus clairement en critique du pouvoir face à une Eglise dont ils condamnent parfois le conservatisme.

⁸⁴ Dans la suite de Vatican II, l’Eglise a redéfini et approfondi sa doctrine sociale. Elle réaffirme la dignité transcendante de la personne et l’incalculable valeur de la personne humaine. La revendication au respect de la personne humaine a comme prolongement naturel la revendication de la liberté. Mais cette liberté fondamentale va au delà de la simple possibilité d’auto-détermination, elle est chemin de vérité. “ En un monde sans vérité la liberté perd sa consistance et l’homme est soumis à la violence des passions et des conditionnements apparents ou occultes ” *Centesimus annus*, 1-5-1991, cité par E. Mounier in *Le personnalisme*. Paris : Presses Universitaires de France, 1978 : p. 39.

⁸⁵ En 1975-76 la lettre des « 59 » est signée conjointement par des membres de l’épiscopat et de la gauche laïque. Ses auteurs s’opposent, au nom des Droits de l’Homme, aux modifications constitutionnelles prévues par le pouvoir.

Du côté de la gauche laïque, les réticences à une alliance avec des forces catholiques se sont amenuisées. Avec la mise en place de la répression dès 1957, sous W. Gomułka, l'opposition s'éloigne de plus en plus du pouvoir. En mars 1964, la lettre de 34 intellectuels, dont la figure de Jacek Kuroń, adressée au président Cyrankiewicz, condamne la censure et réclame le droit à la critique et à une information libre. Mais la rupture définitive avec le pouvoir, date des événements de 1968, qui conduisent l'opposition à se tourner vers la société et qui marquent l'échec de la stratégie du révisionnisme⁸⁶. D'une attention essentiellement portée à l'Etat et au pouvoir, l'opposition se tourne vers la société avec cette idée que le changement ne peut venir que d'elle. Il s'agit alors de diffuser un nouvel état d'esprit dans la société fait de confiance en sa capacité propre à agir dans la sphère publique ; d'où l'importance du travail d'éducation, d'éveil des masses. Cette stratégie de « pluralisme sociétal »⁸⁷ menace par sa nature même l'Etat totalitaire en réaffirmant la capacité auto-créatrice de la personne et par là même son autonomie face aux velléités totalisante de l'Etat. Ce travail d'éveil et d'éducation prend par exemple la forme des « universités volantes » (ou TKN)⁸⁸, ou encore celle du KOR (Comité de défense des ouvriers) qui veut instaurer de nouvelles attitudes d'ouverture politique. Au cœur de cette « révolution morale », il y a le principe d'autonomie de la société par rapport à l'Etat (la détotalitarisation de la société). Cette dynamique d'éducation est aussi entretenue par des revues, qui participent, par ailleurs, mais les deux sont étroitement liés, à l'exigence de vérité et à la revendication d'une information vraie⁸⁹. L'enjeu politique devient dès lors, de créer les conditions d'une mobilisation sociale. C'est ici que l'Eglise prend sa dimension stratégique. Les rassemblements lors de la visite du Pape Jean-Paul II en Pologne (juin 1979) ont souligné

⁸⁶ En 1966 déjà se dessinait la rupture de la gauche laïque avec le régime à la suite de l'exclusion de Leszek Kolakowski du parti. De formation philosophique, il fut l'un des inspirateurs de la nouvelle stratégie de l'opposition du « pluralisme sociétal ». Il démontre la possibilité d'une évolution de la société vers une plus grande autonomie. Les événements de 1968 détruisent les derniers rêves d'une évolution du régime vers une plus grande libéralisation. Par ailleurs, la participation de la Pologne, dans le cadre du Pacte de Varsovie, à la répression en Tchécoslovaquie va définitivement aliéner les milieux intellectuels au pouvoir: le régime communiste apparaît alors comme incapable de se transformer ou d'être réformé.

⁸⁷ Le pluralisme sociétal conçoit le pluralisme comme restreint à la société civile. L'Etat n'est pas pris en compte dans les stratégies d'opposition. Sa structure monolithique n'est donc pas remise en cause. Il s'agit d'un nouveau contrat social où la société est désétatisée mais pas politisée.

⁸⁸ Créées à la fin des années soixante-dix dans le sillage du KOR, ces « universités volantes » organisent un enseignement privé clandestin sur des sujets tabous. B. Geremek en fut un des principaux responsables.

⁸⁹ De multiples revues voient le jour (par exemple : *Robotnik*, le bulletin d'information du KOR). De même les étudiants créent un Comité étudiant de Solidarité étudiante (SKS) qui se donne pour objectifs de rendre public les cas de persécutions étudiantes. Le KOR créé le 28 juin 1976, se transforme en septembre 1977 en comité de défense sociale (KSS – KOR) dont les objectifs s'élargissent à la lutte contre la répression politique, religieuse ou raciale. Son ethos n'est pas tant la révolution que le refus du mensonge. L'idée du KOR était d'instaurer de nouvelles attitudes d'autodétermination, d'ouverture politique et d'autonomie, et ce au travers de trois principales activités : 1) une aide directe dans la défense des ouvriers lors des procès, 2) un soutien financier et une assistance médicale et 3) un réseau d'information indépendant.

le soutien de la population à l'Église et, par là, l'importance d'une alliance stratégique avec cette dernière⁹⁰.

Les deux oppositions (intellectuelles catholiques et intellectuelles laïques) s'accordent finalement, du fait des évolutions précédemment soulignées, pour donner la primauté aux valeurs éthiques de solidarité, vérité, justice, liberté et dignité, sur l'idéologie et les programmes politiques. Ces deux éléments, révolution morale et exigence de vérité, donnent une dimension éthique au mouvement Solidarité qui crée une synergie entre intellectuels de gauche et catholiques. Solidarité dépasse le cadre d'un simple syndicat traditionnel pour devenir un véritable mythe de l'unité des intellectuels (catholiques et laïcs), d'une part, et des ouvriers et des intellectuels, d'autre part. Le mouvement « Solidarité » fonde une idéologie du rassemblement comme mouvement national non violent et transcendant les divisions sociales. Le conflit est rejeté au profit d'une vision organiciste de la société.

Les démocraties-chrétiennes allemandes, françaises et polonaises ont donc construit progressivement une rhétorique spécifique de rassemblement : union nationale en Pologne, consensus majoritaire en Allemagne, conscience civique en France. Les années 1980 introduisent un élément commun au devenir centriste : le libéralisme.

⁹⁰ La forme que prennent les événements de 1980 rappelle à cet égard l'expérience de masse de juin 1979.

§ 3 LIBERALISME ET MODERNITE.

1. Les évolutions du centrisme français.

1.1 La tentative démocrate-chrétienne de définition d'un centre politique, le CDS (1976-1978).

Après sept ans d'absence, le courant démocrate-chrétien semble se reconstituer avec la formation du CDS. Le CDP et les réformateurs fusionnent en un seul groupe de 53 membres : le RCDS (Réformateurs, centristes et Démocrates-sociaux). Il est présidé par M. Lejeune, ex-SFIO. Au congrès de Rennes (21-23 mai 1976), ce regroupement est institutionnalisé par la formation du CDS. Le nouveau parti a à sa tête J. Lecanuet.

Très vite le CDS, comme le MRP d'avant 1963, a bien des difficultés à exister entre le Parti Républicain (qui succède aux Républicains Indépendants en 1977) et les radicaux de droite. Le CDS avait proposé lors de sa formation un accord avec les RI (Républicains Indépendants). Là encore, l'initiative est tuée dans l'œuf, du fait de la faible mobilisation des militants et des autres relais sociaux. Le centrisme libéral n'a pas (encore) de liens sociaux. Ce sera chose faite en 1978, avec la création de l'UDF sous l'égide de V. Giscard d'Estaing. L'UDF s'ancre résolument du côté du libéralisme économique. Le centrisme devient, alors, une seconde force de droite face (et contre) le gaullisme.

1.2. Le centre de « VGE » : l'intrusion de la modernité (1978-1998).

La formation de l'UDF en 1978, marque ainsi symboliquement un virage dans la stratégie centriste qui était jusqu'alors essentiellement autonomiste (CD puis CDS). L'UDF se place ouvertement dans le camp de la droite⁹¹. Elle veut, cependant, tempérer les effets du libéralisme économique par un souci de cohésion sociale et de redistribution. Elle se fonde sur un attachement à la construction européenne et un certain libéralisme culturel. Avec trente ans de retard, elle suit le virage allemand opéré par K. Adenauer.

Le « groupe central » de V. Giscard d'Estaing est une nouvelle théorisation du centre politique liée à un phénomène sociologique : l'émergence des « nouvelles » classes moyennes. L'enjeu est de faire naître une identité de groupe qui puisse être capitalisée par le candidat à l'élection présidentielle. Pour cela, à des critères économiques et sociaux, se substitue un principe d'unité uniquement « culturel » : le rapprochement des modes de vie a homogénéisé « naturellement » ces nouvelles classes. « C'est pourquoi aux 'classes moyennes', dont le pluriel indique l'absence d'unité

⁹¹ F. Bayrou ancre sa candidature pour les élections présidentielles de 2002 dans le camp de l'opposition. Il se dit « plus proche, par [son] histoire et par [sa] raison, des élus du RPR ». cf. « François Bayrou offre des gages aux chiraquiens pour les élections de 2002 », *Le Monde*, 23/11/2002 : p. 8.

naturelle des éléments composants, se substitue l'unicité du 'groupe central'»⁹². Ce groupe se définit par sa « volonté du changement ». Le mythe de la société unie est au cœur de cette vision politique : c'est avec l'avènement de la modernité (mais quelle modernité ?) que *l'économique n'est plus facteur de division*, il devient neutre. Autant la tradition démocrate-chrétienne tentait une synthèse pour arriver à un consensus, autant ici, ce dernier est, pour ainsi dire, « automatique » : la coupure entre deux France n'est pas tant condamnable, qu'archaïque. Par là, se trouve, du coup, légitimé le centre par un principe représentatif classique : il se veut le représentant du groupe social émergent, du progrès, de la modernité, de l'évolution de la société. Le centre politique et le centre sociologique se recoupent (du moins sont-ils présentés comme tels). Cette vision rompt avec une logique démocrate-chrétienne d'unicité pour adopter le principe libéral de représentation : le régime politique n'a plus tant vocation à créer l'unité qu'à gérer les conflits que produit nécessairement une société en évolution, avec ses forces progressives et ses forces réactionnaires. En d'autres termes, la politique est avant tout une politique de « neutralisation »⁹³. Il y a cependant une contradiction majeure dans ce discours: le « groupe central » relève avant tout de la volonté politique et ne constitue pas une réalité sociologique en soi. A partir de là, le centre politique représente un groupe social □ qu'il cherche encore à créer⁹⁴. Cette imbrication entre les deux logiques politiques – représentation et unité à venir – donne un caractère relativement incertain à la stratégie de ce nouveau centre politique (et la complexifie). Le centre hésite entre un principe avant-gardiste, c'est-à-dire d'un centre minoritaire mais qui tend à devenir majoritaire⁹⁵, et un principe majoritaire. Il fonde une synthèse (incertaine) en faisant de l'avant-garde une majorité – il devance en cela de dix ans la tentative sociale-démocrate allemande du *Neue Mitte*.

Le tournant que constitue l'intégration du CDS dans l'UDF, puis sa laïcisation avec F. Bayrou, ne peut se comprendre sans référence à cette rupture idéologique que constitue le passage d'une définition « chrétienne » du centre à une définition « sociologique ». Alors que dans la vision chrétienne le conflit est récusé au nom de la fraternité et de la réconciliation, ici, c'est l'évolution sociale même qui rend caduque le conflit.

⁹² C. Ysmal, « Le Groupe central giscardien » p. 246 in : *L'univers politique des classes moyennes*/ G. Lavau, G. Grunberg, N. Mayer (s/d.), Paris : PFNSP, 1983.

⁹³ Cette politique est la condition de l'émergence d'un centre politique comme nous l'avons indiqué au chapitre I.

⁹⁴ Cette dynamique se retrouve dans la constitution du ROAD, puis de l'UD en Pologne. Le libéralisme, s'il neutralise le potentiel conflictuel de la référence chrétienne ne résout pas le problème du centre : le centrisme. L'UDF de V. Giscard d'Estaing est toujours à la recherche d'un centre.

⁹⁵ Cf. Chap. I.

1.3 La laïcisation des démocrates chrétiens : l'espace de neutralité, condition d'existence du centre.

La création de l'UDF marque une profonde modification du centrisme au profit des giscardiens et des libéraux. Cependant, même si le CDS ne pèse pas très lourd au sein de la nouvelle UDF, il influence visiblement les textes de l'Union notamment sur la question de la justice sociale. On y retrouve l'influence de la pensée économique de l'épiscopat. En 1977-78, le CDS suit toujours la ligne sociale de l'Eglise, réticente au libéralisme et à la société industrielle. Par là, la coexistence s'avère difficile entre la justice sociale prônée par le CDS et les équilibres économiques défendus par le PR (Parti républicain, héritier des RI).

En 1981, le CDS n'a plus que 19 députés. Cette dilution électorale va accélérer l'intégration dans le groupe UDF. D'autant que le programme commun et la politique de relance du nouveau gouvernement socialiste détournent le CDS de ses conceptions socio-économiques traditionnelles et de son antilibéralisme économique.

Dans un document publié pour les municipales de 1986, le CDS se définit en cinq points : liberté, solidarité, responsabilité, progrès, fidélité. Il insiste sur le duo liberté-responsabilité. Il reprend le thème participatif et défend le rôle de la famille dans la transmission des valeurs. Enfin, la vocation européenne du mouvement est réaffirmée. Mais, pour éviter le risque de dilution, la rhétorique centriste s'est élargie : le CDS s'ouvre largement au libéralisme économique. On peut dire qu'en 1981 la tentation socialiste est définitivement écartée (soit presque 40 ans après la CDU)⁹⁶. Il devient clairement anti-socialiste (mais non anti-social)⁹⁷. Il prône le progrès économique et la croissance. Pour cela, il reconnaît pour la première fois l'importance d'une politique de l'offre. Il renonce, par ailleurs, à certaines des revendications les plus anciennes des démocrates-chrétiens, telles que la proportionnelle intégrale : il ne défend plus que l'introduction d'une dose de proportionnelle aux scrutins majoritaires.

Sur le plan économique, le CDS passe du personnalisme social à l'économie sociale de marché ou si l'on veut du socialisme libéral au libéralisme social. Deux

⁹⁶ Ainsi, la politique d'ouverture de M.Rocard en 1988 fera très peu d'émules dans les rangs des démocrates-chrétiens.

⁹⁷ Nous renvoyons à l'analyse des professions partisans de D. Zérafra, *Du mouvement Républicain Populaire au CDS : aspects du discours centriste. 1962-1978*, Thèse de doctorat, 1983 : 338f. Il est frappant de voir que l'éloignement de la tentation socialiste va de pair avec la réorientation du discours vers la rhétorique du rassemblement, première étape vers le pouvoir.

influences jouent fortement dans cette évolution : R. Barre et la CDU⁹⁸. Le premier, en se voulant au dessus des partis, réussit à attirer vers lui la majorité des élus républicains-populaires alors que son analyse économique libérale était aux antipodes de la tradition démocrate-chrétienne. Le nouveau CDS converti au barrisme intègre au personnalisme social et à la tradition des pères fondateurs les apports de l' « économie sociale de marché »⁹⁹. Le recentrage se fait sur le libéralisme et l'individualisme. L'accent est mis sur le pluralisme et la liberté d'action, fondements de la démocratie (libérale).

L'abandon d'une référence chrétienne au profit d'une rhétorique « républicaine », centrée sur les valeurs de liberté et de solidarité permet le rapprochement entre démocrates-chrétiens et sociaux-démocrates. Force Démocrate (FD) est ainsi fondée en 1994. Ironie de l'histoire : quand le centre a fait clairement le choix de la droite, l'alliance avec des sociaux-démocrates (modérés) issus du radicalisme devient possible. Le libéralisme offre un terrain d'entente et de neutralité religieuse. D'un mouvement démocrate chrétien au groupe central, d'un mouvement gouvernemental à l'opposition, comment les références identitaires sont-elles reformulées ? La stratégie d'autonomie entamée en 1999 signe-t-elle le renouveau d'un centre « troisième voie » entre une gauche et une droite, tentative renouvelée d'un mouvement centriste qui réunirait les sensibilités sociales-démocrates et démocrates-chrétiennes ?

La nouvelle formation élit François Bayrou à sa tête¹⁰⁰. Il nourrit depuis longtemps le projet de capter l'héritage giscardien et de l'élargir. Il suit pour cela une ascension logique : en poste à l'UDF, il s'attache à renforcer ses structures (1989-1994). Il reste alors étranger aux tendances isolationniste des centristes (démocrates-chrétiens) : il n'a de cesse de contrarier les députés qui, séduits par M.Rocard, ont constitué leur propre groupe. Mais en 1994, lorsqu'il arrive à la tête de la formation démocrate chrétienne (CDS)

⁹⁸ « Les Années Barre (1984-1988) » p. 21-48 et « La Tentation du barrisme 1987-1990 » p. 227- 234 in : *Le Centre des Démocrates sociaux*/ B. Rocher, V. Lion, Paris :L.G.D.J, 1994, X-244p. Il s'ouvre ici une perspective de recherche, à savoir, l'étude de la CDU comme modèle du centre français avec la question sous jacente de l'alignement des traditions et de la fin de l'exceptionnalité française. Par ailleurs, si un certain laïcisme du PS a pu motiver la rupture du CDS, il faut, néanmoins, en relativiser l'importance : les socialistes n'étaient pas exempts de l'influence de la pensée démocrate-chrétienne (cf., par exemple, M. Rocard, J. Delors, etc...)

⁹⁹ R.Barre est membre de la Trilatérale. Cette organisation, fondée en juillet 1973 à l'initiative de David Rockefeller, s'impose comme un des principaux instruments de la gouvernance économique mondiale. Son credo est libéral. Secrète et siégeant à huit clos, la Trilatérale regroupe des multinationales, des banquiers, des hommes politiques, des experts... Ses membres sont cooptés et le plus souvent, affiliés à la Franc-Maçonnerie ou à d'autres sociétés secrètes.

¹⁰⁰ Celui-ci était secrétaire général de l'UDF depuis 1989. Fidèle à V.Giscard d'Estaing , alors même qu'il restait très actif dans sa formation d'origine (le CDS à l'époque), il est le spécialiste de la « rupture conciliante ». C'est d'abord la « rénovation » en 1989, puis la « génération des fondateurs » contre des « héritiers épuisés » en 1996. Le terme devient « refondation » en 1998 lorsque l'UDF se déchire et que DL quitte les rangs.

il optera résolument pour le renforcement de Force Démocrate¹⁰¹. « Refonder » c'est alors faire prévaloir le parti sur l'UDF.

1.4 L'éclatement de l'UDF.

Avec la formation de FD et si l'on fait exception des luttes de personnes et de pouvoir, deux courants principaux traversent l'UDF : les démocrates et les libéraux. De 1995 à 1998, ces derniers dominent idéologiquement la confédération qui a à sa tête François Léotard depuis 1995. La campagne aux législatives anticipées de 1997 se fait ainsi sous l'égide du libéralisme économique. Mais, après la défaite de la droite aux élections législatives, les cartes sont redistribuées au sein de l'UDF : F.Léotard reste président de l'UDF jusqu'à l'échéance de son mandat en 1999, Alain Madelin lui succède à la présidence du PR et F.Bayrou est élu président du groupe UDF à l'Assemblée Nationale. Estimant avoir trop sacrifié au RPR et au chef de l'Etat, l'UDF entend se donner les moyens de son émancipation, c'est-à-dire concrètement faire concourir l'un des siens à l'élection présidentielle.

Après les élections régionales de 1998 qui voient l'élection de cinq présidents de région avec les voix du FN¹⁰², la question du FN provoque la recomposition des forces composantes l'UDF (et ouvre la voie à F.Bayrou pour son projet de fusion des composantes de la formation). Le 25 mars 1998, F. Bayrou lance l'idée d'un nouveau parti « du centre et du centre droit » qui ne soit plus la simple juxtaposition de structures partisanes rivales¹⁰³. Tandis que pour éviter l'éclatement de la formation centriste, et contrer les velléités d'autonomie de A. Madelin, F. Léotard et Philippe Seguin lancent l'Alliance de Droite. Mais la scission ne sera pas évitée : au congrès des libéraux le 16-18 mai 1998, les militants décident de fonder leur propre mouvement. Dès lors l'unification va se faire sous l'égide des centristes démocrates-chrétiens.

F.Bayrou entend pousser le mécanisme d'unification jusqu'au bout. Après le départ de DL, il a la voie libre pour s'imposer au sein de l'UDF : il devient président le 16 septembre 1998. Comme il le fera en 2002, F.Bayrou joue la conciliation : il raye de son vocabulaire le « grand parti du centre » et lui préfère « la grande formation de la droite modérée » pour ne pas effrayer les radicaux et les libéraux restés au sein de l'UDF (dans le groupe PRIL). Il s'agit toujours de convaincre, de rassembler, dans l'espoir d'amener les

¹⁰¹ Il ne cache pas sa fascination pour le modèle mitterrandien du congrès d'Epinay : une petite formation réussit à réunir les courants socialistes sous son égide.

¹⁰² Avec Charles Million en Rhône-Alpes, Jacques Blanc en Languedoc-Roussillon, Bernard Harang dans le Centre. Tous les trois sont membres de DL. Charles Baur en Picardie est affilié à FD et Jean-Pierre Soisson en Bourgogne est apparenté au groupe UDF à l'Assemblée.

¹⁰³ C.Chambraud, « M.Bayrou et M.Madelin divergent radicalement sur l'avenir de la droite », *Le Monde*, 12 mai 1998.

autres à la raison. Au congrès de Lille de novembre 1998, les différentes fractions sont réunies dans une même organisation qui reconnaît l'existence de courants. L'influence de F.Bayrou et de FD y est prépondérante¹⁰⁴. Néanmoins, il serait faux de considérer que cette formation équivaut à un retour à la situation d'avant 1978. D'une part, quelques libéraux n'ont pas suivi A.Madelin et sont restés fidèles à l'UDF (il se regroupe au sein du PRIL). D'autre part, la référence au libéralisme est définitivement acquise et n'est pas remise en cause.

Si elle se donne une plus grande cohérence institutionnelle, l'identité de la nouvelle UDF reste problématique. Elle revendique, certes, une marque politique commune, celle du centrisme, cependant, on peut légitimement se demander si elle a réussi à monopoliser la définition du centrisme et à l'attacher définitivement à une synthèse sociale et démocrate, d'un côté, et démocrate-chrétienne, de l'autre¹⁰⁵.

1.5 Bilan.

Le centre politique de V. Giscard- d'Estaing chercha non pas tant à se définir hors de la société, par des principes ou un idéal, mais bien plus par elle : ce que société veut, le centre le veut aussi. Ce revirement philosophique constitue, selon nous, le cœur du paradoxe de la tentative de recomposition d'une identité par le rapprochement entre démocrates-chrétiens et sociaux-démocrates autour du principe libéral. En effet, le centrisme, ainsi redéfini, est aporétique: le centre a besoin pour exister de « périphéries », d'extrêmes. Or, si le consensus s'installe majoritairement, le centre se dilue : si le centre est consensuel pourquoi donc le constituer en parti politique ? La rhétorique centriste n'a de résonance que dans un contexte de bi-polarisation et de montée des extrêmes à condition que cette dernière ne soit pas telle que le centre éclate.

2. 1979-1998 : Evolution de la CDU.

2.1 L'hégémonie de H. Kohl et le recentrage conservateur : l'échec des « modernisateurs ».

Le retour au pouvoir de la CDU avec H. Kohl (1982) marque une distanciation par rapport aux préoccupations sociales. Selon la déclaration de politique générale du nouveau gouvernement en 1982, le rôle de l'Etat est réduit au minimum, la bureaucratie et la rigidité des structures combattues. La politique sociale est elle-aussi reconsidérée : l'Etat doit limiter ses dépenses sociales et assainir les déficits publics. Les objectifs à long

¹⁰⁴ Le siège de la nouvelle UDF est ainsi transféré à celui de FD, rue de l'Université.

¹⁰⁵ L'UMP, la Gauche plurielle se revendiquent d'une autre forme de centrisme, faite de réalisme et modération alliés à l'efficacité gouvernementale.

terme sont la réalisation d'une société à « visage plus humain » dans laquelle l'individu libre est responsable et le vivre ensemble s'organise autour des principes de la performance, de l'harmonie et de l'humanité. Les deux notions modernité et conservatisme sont réunies dans un néo-conservatisme¹⁰⁶. La modernité est, ainsi, conçue comme l'acceptation du mouvement de libéralisation du marché. Acceptation néanmoins consciente que ce mouvement peut conduire à une individuation des comportements qui constitue une menace pour la communauté. Cette dernière doit, alors, être sauvegardée par des règles. Les institutions régulatrices doivent être, par conséquent, renforcées : il ne s'agit plus de l'Etat, mais de la famille. Pour la réalisation de ces objectifs, un consensus social autour de la notion de « groupe central » (« *Mitte* ») doit être réalisé. Il n'est pas anodin que cette rhétorique du consensus, jusqu'à lors relativement absente, apparaisse dans un contexte de polarisation de la vie politique liée à deux nouveaux venus : le parti des Verts et les *Republikaner*. Dans cette optique, le « consensus » est une réponse à l'ouverture du système de compétition politique. Il joue le même rôle que la rhétorique de rassemblement (ou d'union) : éviter le dispersement nuisible à la constitution d'une force majoritaire.

1987 constitue, à cet égard, l'année critique pour la CDU puisque le SPD devient la force politique la plus importante du pays. Les critiques n'atteignent pas Helmut Kohl mais visent le secrétaire général, Heiner Geißler, et le comité directeur. H. Geissler prône, en effet, « une vaste coalition d'électeurs »¹⁰⁷ : les nouvelles classes moyennes, les femmes, les populations rurales. Il propose une réorientation de la CDU visant une position centrale dans tous les domaines. En conséquence, le centre ne serait plus tant une méthode de régulation du pouvoir (comme le dialogue et le consensus, par exemple), qu'un ensemble de positions intermédiaires sur les politiques publiques.

Contre H.Geissler, le noyau conservateur se fait, au contraire, l'avocat d'une politique de la continuité, centrée sur la classe moyenne traditionnelle. Il accorde la priorité aux thèmes « durs » du domaine économique, et refuse l'introduction des nouvelles thématiques (cadre de vie, bien être, écologie, la quête de l'identité individuelle□). Il considère que le centre n'est pas à constituer, il est la conséquence naturelle d'un mouvement conservateur (principe du consensus) qui ne peut être que majoritaire.

¹⁰⁶ L'influence du conservatisme de M. Thatcher est indéniable. Le préfixe « néo » rappelle que comparé à l' « ancien » conservatisme prônant la société d'ordre et de rang, le néo-conservatisme reconnaît la valeur de l'organisation économique capitaliste et rejette l'idéal de la société corporatiste.

¹⁰⁷ H. Geissler, cité in C. Molière, « La Crise d'identité de la CDU des années 80 : 'Strategiedebatte' (1987-1988) ou un parti de masse en crise », *Revue d'Allemagne (Strasbourg)*, 24 (1), janv-mars 1992 : p. 113-122.

Le courant modernisateur de H.Geissler est révélateur de l'impasse de la rhétorique de l'Union : en comprenant la modernité comme une adaptation constante à la société, elle est condamnée à se heurter régulièrement aux « anciens » groupes, c'est-à-dire la base de son identité d'hier. La CDU est, en comparaison avec la France, tardivement confrontée à ce problème, du fait, comme nous l'avons souligné au début de cette étude, de la mise à l'écart de la tendance sociale dès le congrès de Düsseldorf¹⁰⁸. Nous posons l'hypothèse que les années 1980 marquent la fin d'un processus de régulation où, pour paraphraser R.Uerzt¹⁰⁹, la « tentation socialiste » était endiguée par un flou idéologique. La transformation du système a poussé la CDU, inexorablement, à re-définir et préciser ses trois idées mobilisatrices : économie sociale de marché, référence chrétienne, et *Volkspartei*. Par ce travail d'éclaircissement, inévitable, elle a, elle-même, scindé la branche sur laquelle elle était assise, en brisant la croyance en un mouvement populaire harmonieux : l'identité démocrate-chrétienne devient une identité particulière, une parmi d'autres et non plus un principe de régulation. Faut-il, dès lors, défendre le consensus à tout prix même s'il devient minoritaire (conservatisme) ou jouer la carte de l'élargissement du pacte social (modernisation) ? Depuis la réunification, quelle stratégie la CDU a-t-elle mise en place pour résoudre ce dilemme entre lisibilité et mobilisation large, entre identité et représentativité, entre profil idéologique et consensus ?

2.2 La CDU réunifiée : une nouvelle régulation ou le retour de la question de la « modernité » ?

La CDU de l'ouest et le parti démocrate-chrétien de l'est se réunissent officiellement le 1^{er} octobre 1990. Le « manifeste pour la réunification », parle d' « une nouvelle compréhension commune du politique ». Cette dernière s'organise autour d'une économie sociale de marché « écologique ». Cette nouvelle appellation suffit-elle à donner une unité à l'Union qui selon les mots du manifeste serait « le parti populaire [*Volkspartei*] du centre, ouvert à l'avenir, moderne et social qui [serait] le mieux à même de régler les problèmes liés à la mise en forme de l'avenir »¹¹⁰?

¹⁰⁸ La mise à l'écart du socialisme catholique a permis d'immuniser l'Union contre une représentation conflictuelle du politique. L'idée du *Volkspartei* d'Adenauer véhicule une neutralité politique. Le politique est vécu comme régulation et conciliation des intérêts particuliers non pas dans leur dépassement mais dans leur agrégation. L'irruption de partis « anti-système » remet en cause cette vision harmonieuse du politique en soulignant la conflictualité indépassable des intérêts politiques.

¹⁰⁹ R.Uerst, *Christentum und Sozialismus in der frühen CDU : Grundlagen und Wirkungen der Christlich-sozialen Ideen in der Union. 1945-49*. Stuttgart : deutsche Verlags-Anstalt, 1981. 230 p.

¹¹⁰ « Die CDU ist die zukunfts-offene, moderne und soziale Volkspartei der Mitte, die am ehesten die mit der Gestaltung der Zukunft verbundenen Probleme lösen kann ». P. Hintze. « Das neue Grundsatzprogramm der CDU – Politik für die Zukunft ». *Freiheit und Verantwortung*/R. Göhner (Hg.) München : Olzog, 1993: p. 265.

Les premières élections de l'Allemagne réunifiée sont un succès pour la CDU, parti de l' « unité » et de l' « avenir ». Au congrès de Hambourg de février 1994, l'Union adopte un nouveau programme fondamental qui annule celui de Ludwigshafen. Il doit être un signal pour une société citoyenne qui vaut comme alternative à une société atomisée par les intérêts privés. La vision chrétienne du monde et de l'homme sous-tend toute l'action politique. C'est elle qui donne sa force à la politique du centre.

La fin de la présidence nationale et partisane de H.Kohl après les élections de 1998 marque le début d'un processus de renouvellement au sein de la direction partisane – qui s'accélénera avec le scandale financier au début 2000¹¹¹. L'Union amorce une lente réorganisation après la domination du « système Kohl »¹¹². Le nouveau président, Wolfgang Schäuble et sa secrétaire générale, Angela Merkel veulent se « mettre à l'écoute des militants » (novembre 1998). L'objectif est de faire de la CDU un parti attractif et d'insuffler un esprit d'émulation au sein des militants. Une campagne interne sur le thème « au centre de la vie » (*Mitten im Leben*) est lancée : la confrontation d'idées, de propositions doit faire renaître la mobilisation militante. La CDU se fixe comme but de devenir le « parti le plus moderne d'Europe ».

En janvier 1999, la présidence nationale de la CDU décide de l'action « Nouveau départ 99 » (*Aufbruch 99*). Le signal est donné par le douzième congrès national de la CDU à Erfurt où sont adoptées « les lignes directrices de Erfurt – nouveau départ pour 99 ». La première partie de la nouvelle motion annonce une réforme complète du parti. Le deuxième chapitre, « là où les valeurs ont un avenir : nous voulons ensemble créer la société la plus moderne de l'Europe » [*« Wo Werten Zukunft haben : wir wollen gemeinsam die modernste Gesellschaft Europas schaffen »*] s'attache à montrer la modernité des valeurs chrétiennes et morales.

Après le scandale du financement occulte de la CDU et l'éviction de H.Kohl et W.Schäuble, A. Merkel accède à la présidence, le 10 avril 2000. Le phénomène est totalement nouveau pour la CDU : la pression de la base propulse au sommet une femme qui n'est « que » parlementaire – ses prédécesseurs ayant tous été ministres-présidents. Le congrès accélère la transformation du parti : la nouvelle direction est plus jeune et plus féminine¹¹³. Dans ce contexte le choix de E. Stoiber comme candidat aux élections

¹¹¹ Processus d'autant plus nécessaire que sa concurrente et partenaire régionale, la CSU, a eu de bons scores électoraux en Bavière. Le modèle CSU – social et conservateur – apparaît dès lors comme celui du succès (« *Erfolgsmodell* ») et la CDU perd toute crédibilité en tant qu'offre politique.

¹¹² A. Kimmel. « La Crise de la CDU. Le scandale ». *Pouvoirs*, (94), 2000 : p. 134.

¹¹³ Pour une sociologie des élites partisanes, cf. Chapitre VI.

législatives de septembre 2002 apparaît à contre courant. Comment l'interpréter ? Faut-il y voir l'ancrage du parti dans le camp conservateur ?

Tout d'abord, l'Union aurait fait le choix d'une stratégie double proche de celle du SPD en 1998 : un candidat pour les électeurs traditionnels, un discours plus souple émanant des instances du parti¹¹⁴.

Ensuite, l'Union choisirait d'ancrer la *Mitte* dans le conservatisme, répétant, par là, la stratégie de H. Kohl des années 1980. Cependant si l'histoire bégaie, elle ne se répète pas et le conservatisme d'un E. Stoiber (CSU) n'est pas celui d'un H. Kohl (CDU). Le ministre bavarois semble choisir de lier centre et nouvelle droite¹¹⁵. Il multiplie les déclarations musclées, sur l'immigration, la criminalité, le code de nationalité, les gaspillages de l'Union Européenne¹¹⁶. Toute la difficulté est cependant d'articuler ce discours à une majorité centriste. Pour pallier ce manque, la CDU/CSU cherche à creuser l'opposition avec le SPD. Cette stratégie de polarisation a permis « à la CDU/CSU jusqu'à là de gagner les élections, le SPD, au contraire, [pouvait espérer gagner les élections] avec une stratégie adaptative orientée vers le centre »¹¹⁷. Cela lui permet, notamment, de faire primer la référence religieuse par rapport aux appartenances de classe. Elle dénonce un adversaire qui s'approprie, pour son propre intérêt, l'étiquette du centre, au delà des intérêts particuliers¹¹⁸. Par là, la CDU garde la possibilité d'une rhétorique centriste orientée vers le rassemblement. Par ailleurs, en refusant de se situer sur l'axe économique (ultra-libéralisme – politiques sociales) et en jouant la carte d'une droite dure (plutôt que celle du conservatisme social), elle écarte, certes, la possibilité de doubler le SPD sur sa gauche (en étant plus « sociale ») mais elle garde la possibilité d'articuler une majorité hors de toutes catégories sociales.

Enfin, il ne faut pas oublier les luttes partisans entre A. Merkel et E. Stoiber jusqu'à l'annonce du retrait d'A.Merkel dans la course à la candidature et son soutien pour le président bavarois, en janvier 2002. A son apogée au congrès d'Essen en 2000, la nouvelle présidente doit faire face à l'opposition des ministres-présidents, catholiques et

¹¹⁴ Ainsi, le candidat CDU de Sachsen-Anhalt, W. Böhner, refuse d'aligner sa campagne sur celle de E. Stoiber en faisant de l'immigration l'enjeu électoral majeur. « Stoiber lenkt ein ». *Der Tagesspiegel*, 04/04/2002 : p. 1 ; p. 4.

¹¹⁵ Au sens de H. Kitschelt, c'est-à-dire une droite qui allie des tendances sociales sur le plan économique et conservatrice sur le plan des valeurs. Il faut rappeler le succès des droites dures de Berlusconi, Haider, Aznar qui appellent au « petit peuple ».

¹¹⁶ G. Marion. « Le Bavarois Edmund Stoiber affrontera le chancelier Schröder ». *Le Monde*, 13-14/2002 : p.3.

¹¹⁷ H. D Klingemann. « Kontinuität und Veränderung des deutschen Parteiensystems. 1949-1998 » p. 4. in : *Eine lernende Demokratie. 50 Jahre Bundesrepublik Deutschland*./M. Kaase, G.Schmid (ed.), Berlin : WZB-Jahrbuch. 1999 : « Die CDU/CSU Wahlen bisher in erster Linie mit einer Polarisierung Strategie gewinnen konnte, die SPD hingegen eher mit einer auf die Mitte gerichteten Anpassungsstrategie ».

¹¹⁸ Dans un entretien qu'il nous accordé en avril 2002 à Berlin, F.Meyer dénonce cette appropriation.

allemands de l'ouest, dont la trajectoire vers la présidence du parti a été interrompue par cette allemande, divorcée et remariée et qui ne fut jamais ministre-président¹¹⁹. Dans de telles conditions, A.Merkel ne pouvait obtenir de soutiens solides pour sa candidature. Il faut rappeler qu'elle suit en cela la trajectoire de son prédécesseur et mentor, H.Kohl : les deux s'inclinent devant leurs homologues chrétiens-sociaux (respectivement, Franz Josef Strauss et Edmund Stoiber) pour mieux s'imposer à l'échéance électorale suivante.

Au lendemain des élections législatives de 2002, le positionnement de la démocrate-chrétienne dans le champ politique reste incertain : la CDU est-elle divisée entre un conservatisme social et une tendance libérale ? Doit-elle être une droite dure face à une gauche participative et libérale ?

Ces questions de stratégies politiques ne datent pas de la dernière décennie mais émergent dès le début des années 1960. Depuis, la CDU semble être dans un processus de « transition identitaire » dont le terme et le résultat (quelle identité : droite sociale ou conservatisme ?) restent incertains. Les transformations du contexte politique et de la société ont soulevé la question de la « modernité », et, par là, celle de l'adaptation de la grille de lecture de l'Union – économie sociale de marché, référence chrétienne, *Volkspartei* - , aux enjeux contemporains. La ré-appropriation de l'ancien par le moderne constitue l'enjeu d'une « transition identitaire » réussie. L'émergence de la *Neue Mitte* doit-elle être interprétée comme l'échec du processus transitionnel ? La victoire du SPD sur la CDU marque-t-elle la fin de la *Mitte* politique sur laquelle la CDU avait ancré son succès, et de l'avènement d'une *neue Mitte* (participative), proclamée par le SPD et située plus à gauche sur l'échiquier politique ?

3. L'échec d'un mouvement fédérateur : les deux visages de la démocratie-chrétienne polonaise, le PC et l'UD.

Pour l'analyse nous avons découpé schématiquement l'opposition en trois groupes selon le type d'acteurs qui y participent: 1) l'opposition catholique, 2) les intellectuels de la gauche laïque et 3) les ouvriers. Dans les années 1980 ces oppositions se retrouvent dans le mouvement de Solidarité. Après les accords de la Table Ronde, le mouvement se divise¹²⁰. Il serait pourtant faux de considérer que l'éclatement de Solidarité est le processus exactement inverse de celui qui avait conduit au regroupement des

¹¹⁹ L'opposition entre A.Merkel et les barons de la CDU est détaillée dans le chapitre VI.

¹²⁰ Pour une histoire de la Pologne voir H.Rollét, *La Pologne au XX^esiècle*, Paris :Redone, 1985, 603p. ; plus précisément sur les années Solidarité voir T.G.Ash, *The Polish Revolution. Solidarity*, London : Penguin Book, 1999, 429p.

oppositions : les identités « post-solidarité » ne sont pas qu'une simple copie des identités « ante-Solidarité ». L'expérience de Solidarité a contribué à remodeler les différents courants. Qu'en est-il de la mouvance catholique : comment s'organise-t-elle après l'éclatement de la dissidence ?

3.1. La critique libérale des années 1986.

La loi d'amnistie de 1986 libère les différents courants jusque là étouffés par la loi martiale : Solidarité, entendu comme mouvement clandestin autour de la TKK, apparaît alors diminué, divisé et indécis. 1986 marque la désorientation de l'opposition face à un pouvoir qui tente de le réintégrer dans le système politique. Quelle stratégie adopter face au gouvernement ? A quoi doit servir Solidarité ? A ces questions stratégiques s'ajoute l'isolement des intellectuels de Solidarité face d'une part, à une population apathique et surtout préoccupée par les difficultés de la vie quotidienne, et d'autre part, à une nouvelle génération hostile au pouvoir qui conteste la première génération de Solidarité des années 1980, d'autre part. Les thèmes comme l'auto-organisation de la société, l'autogestion, semblent en effet loin de la réalité de la population confrontée à une catastrophe économique. Face à cette situation incertaine, une critique libérale de la pensée de gauche de Solidarité se développe. La critique libérale affirme le lien entre libéralisme politique et libéralisme économique¹²¹. La société civile prend un aspect plus marchand de " *bürgerliche Gesellschaft* ". L'idée que la démocratie ne se conçoit pas sans une certaine structure économique et sociale est alors largement répandue dans le monde¹²². Cette critique de " droite " (au sens où elle prône un libéralisme économique) rompt avec le projet égalitariste, anti-individualiste et anti-libéral de Solidarité. Elle suppose dans un deuxième temps de prendre une certaine distance avec la pensée sociale de l'Etat. L'UD s'inscrit dans la lignée de cette critique de la droite libérale en reconnaissant le rôle premier du marché dans le passage à la démocratie. Mais elle reste problématique pour l'UD comme le soulignent les tensions quant au rôle de l'Etat et au degré souhaitable de son intervention : si le consensus sur l'économie de marché ne fait pas de doute, il reste des divergences quant à la question sociale : divisée entre une aile gauche (J. Kuron par exemple) et une aile droite (H. Suchowska), la politique sociale à adopter fait l'objet de différents et d'oppositions.

¹²¹ La pensée de gauche se rapproche d'une conception libérale de la politique – la communauté politique est constituée d'individus libres et responsables - , mais refuse le libéralisme économique. Les droits sociaux doivent être garantis par une économie de type autogestionnaire plutôt que par une économie de marché.

¹²² Idée liée à la vague libérale des années 1980 et à la crise de la pensée de gauche en Occident.

Au confluent de ces deux influences (critique libérale de droite et économie réaliste), le mouvement de Solidarité peut être parfois instable et son identité sur le plan économique difficile à définir.

3.2. La rupture Wałęsa / Mazowiecki ou l'éclatement de Solidarité.

La crise de Bydgoszcz en mars 1981¹²³ marque le début de la rupture entre un mouvement social ouvrier qui se rétracte dans une attitude défensive, et une action plus générale de lutte politique¹²⁴. Avec la mise en place de la thérapie de choc, l'égalitarisme ouvrier se radicalise, prenant les couleurs de positions anticapitalistes et anti-marché¹²⁵. La menace pour le nouveau gouvernement est alors beaucoup plus ressentie comme venant de la société. Dans ce contexte, le ROAD et le PC prennent forme. La différenciation ne se fait pas tant sur les options économiques - les deux formations acceptant l'économie de marché -, mais sur les moyens pertinents pour réduire la menace égalitariste¹²⁶. Face à ces forces anticapitalistes, le ROAD appelle à l'unité nationale tandis que le PC prône l'éclatement des forces et la diversification des représentations. La rupture rappelle celle des années de la Table Ronde autour de la pertinence d'une coopération avec le pouvoir. Mais, la différenciation se fait ici au sein d'un même groupe réformateur qui participa aux négociations¹²⁷.

Les polarisations, radicaux/progressistes et pluralistes/unitaires, divisent les groupes catholiques et ceux de l'opposition laïque¹²⁸: du côté des catholiques, une opposition émerge entre un courant plus national (autour de l'Alliance du centre, PC) et un

¹²³ Des trois syndicats indépendants de paysans, l'un forme le 4 novembre 1980 « Solidarité Rurale » que le pouvoir refuse d'enregistrer en février 1981. Le 19 mars 1981, la séance du conseil national de la voïvodie est interrompue par la police en réaction à l'intervention de certains membres en faveur de la légalisation de Solidarité rurale. Le syndicat lance un avis de grève qui sera finalement retiré après la signature d'un accord entre L. Wałęsa et le Général Jaruzelski.

¹²⁴ De ce refus de la négociation et de cette radicalisation naît par exemple au sein de Solidarité, le mouvement des « vrais polonais » (de A. Hall qui fondera par la suite le Parti conservateur), qui s'oppose à la politique conciliatrice et non violente du syndicat. Le groupe, « Solidarité combattante », plus radicale et prêt à la violence se constitue également en opposition à L. Wałęsa.

¹²⁵ Les ouvriers sont confrontés depuis les années 1970 à une rigidification de la mobilité sociale, ce dans un contexte d'émergence d'une nouvelle classe montante d'intellectuels « professionnels ». Ce mouvement inverse fait naître un sentiment de frustration chez la classe ouvrière qui se traduit par le développement de revendications égalitaires. Phénomène encore plus marqué à la fin des années 1980

¹²⁶ T. Grabowski « The Party that never was: the Rise and Fall of Solidarity Citizen's Committees in Poland ».- *East European Politics and Societies*, 10 (2), spring 1996 : p. 242.

¹²⁷ Des participants aux négociations du côté de la dissidence on peut citer : Z.Bujak, W.Frasyniuk, B.Geremek, J.Kuroń, T.Mazowiecki, A.Michnik, J.Olszewski, J.Rokita, A.Wielowiejski, L.Wałęsa. La liste n'est pas exhaustive.

¹²⁸ Les clivages progressistes -radicaux et pluralistes-unitaires se recoupent plus ou moins. C'est pourquoi T.G. Ash (1999) n'utilise qu'une seule polarisation entre fondamentalistes et pragmatistes.

courant plus personnaliste (autour du ROAD¹²⁹) ; du côté des laïcs, s'opposent les intellectuels de la gauche laïque, ouverts au rapprochement, et les partisans du ROPCiO plus radicaux¹³⁰. Ces différenciations permettent de situer l'UD, à la confluence des courants de la gauche laïque touchée par le personnalisme et du catholicisme personnaliste. Le premier se caractérise par, d'un côté, une tolérance démocratique et un nationalisme ouvert et, de l'autre, une progressivité dans les réformes et un réalisme politique. Le deuxième par le respect de la vie humaine et l'idée d'une révolution morale. L'opposition stratégique entre la pluralisation du mouvement (et donc son éclatement) ou la sauvegarde de son unité ampute le mouvement d'une partie de ses éléments conservateurs qui se rallient au PC et à sa stratégie pluraliste. Schématiquement, tout se passe comme si on avait d'un côté les chrétiens et de l'autre, les démocrates.

Dans la continuité d'une politique mesurée, T. Mazowiecki se refuse à se lancer dans une campagne de décommunisation et préfère une passation graduelle des pouvoirs¹³¹. Il prend ses distances avec le style antisémite et nationaliste de la campagne électorale. En pratique, le ROAD reconnaît certes la lenteur du changement, mais l'explique par la nécessité de le légitimer par une procédure législative. Il prône la collaboration des forces politiques issues de Solidarité. Il rejette les divisions politiciennes. Il se veut le représentant de la société dans son ensemble. Il se refuse à toute représentation d'intérêts particuliers. La scission PC / ROAD nuit selon lui à la démocratie et crée un climat d'insécurité.

La polarisation se complexifie si l'on introduit le clivage paysan. Le PL (*Porozumie Ludowe* - Accord paysan) est un parti paysan fondé en 1991 qui, contrairement au PSL, est issu de la branche « Solidarité ». S'inscrivant dans la tradition agraire et rural des mouvements paysans polonais, il se revendique de la doctrine sociale catholique. Il est relativement proche de la POC (héritière du PC)¹³².

¹²⁹ En réponse à la formation du PC (Alliance du Centre) qui soutient la politique présidentielle, le ROAD se constitue le 28 juillet 1990. S'y regroupe entre autre, R. Bujak, W. Frasnyniuk, A. Michnik, J. Litynski, et H. Wujec. Jusqu'en 1991, le groupe parlementaire du ROAD reste dans le cadre de l'OKP avec 30 députés et 24 sénateurs. Le ROAD a des orientations libérales et sociales – démocrates. Il regroupe les forces politiques qui sont décrites péjorativement comme la « gauche » de Solidarité par le PC. Cependant, le ROAD ne se définit lui-même ni à droite ni à gauche, mais comme européen.

¹³⁰ Le mouvement pour la défense des droits de l'homme est fondé en mars 1977. Ce mouvement lie la tradition culturelle, l'indépendance nationale et le pluralisme à l'exigence du respect des accords d'Helsinki tout juste signés. Ces attitudes pluralistes contrastent avec l'attitude plus modérée de l'opposition de la gauche laïque.

¹³¹ Sous le gouvernement de T. Mazowiecki (1989-1990), aucune législation visant les cadres du régime n'a été votée. Le gouvernement a simplement abaissé l'âge de la retraite à 55 ans pour les fonctionnaires du ministère de l'intérieur et ses services.

¹³² Les deux intègrent en 1996 l'AWS lors de sa formation.

En définitive, la POC, le ROAD et le PL s'opposent, tout d'abord, sur le rôle qu'ils ont à jouer en tant que formations politiques : la POC et le PL se retrouvent dans la défense des intérêts particuliers – l'une de la classe ouvrière, l'autre de la paysannerie, le ROAD prône une collaboration des groupes sociaux en vue de l'intérêt général. Ensuite, la question institutionnelle les divise : la POC et le PL se font les avocats, contre le ROAD, de la solution présidentialisiste. Enfin, sur la question de l'attitude à adopter vis-à-vis de l'ancien régime, la POC est la seule à soutenir une politique de décommunisation. Cependant, ces polarisations ouvriers / intellectuels / paysans, ne correspondent pas nécessairement aux différenciations entre catholicisme intransigeant, catholicisme social et catholicisme libéral. Ainsi, les intellectuels sont plus « sociaux » que les ouvriers. Tandis que ces derniers, tout en étant largement influencés par un catholicisme intransigeant (et/ou social), restent marqués par l'héritage égalitariste et radical. Enfin, les paysans, traditionnellement proches d'un conservatisme social et économique, se retrouvent du côté des réformes économiques et s'opposent à toute politique de décommunisation¹³³.

Prenant acte de la défaite électorale, le comité électoral de T. Mazowiecki rompt avec le rêve d'une mouvance civique unitaire et se constitue en Union Démocratique. Par la suite, une autre « Union Démocratique » naît le 11 / 12 mai 1991 de la fusion de trois mouvements : le FDP d'A. Hall, le ROAD avec à sa tête Z. Bujak et l'Union Démocratique, formée en décembre 1990¹³⁴. Elle autorise l'existence de fractions en son sein. Le président de ce nouveau parti est T. Mazowiecki qui le restera jusqu'au 23 avril 1994. L'Union Démocratique regroupe une partie des députés de l'OKP, des personnalités comme B. Geremek ou T. Mazowiecki, des économistes comme L. Balcerowicz. Elle s'inscrit dans une tradition de dialogue et de compromis, dans la lignée de l'opposition de la gauche laïque et des intellectuels de l'opposition catholique. Elle fonde son identité sur des valeurs de modération, de consensus et de dialogue. Elle se veut au dessus des divisions partisans. Elle s'inscrit en cela dans l'héritage des intellectuels comme conscience morale¹³⁵.

¹³³ Soulignons que le dépassement des clivages sociaux entre ouvriers, paysans et intellectuels est une condition nécessaire à toute recomposition de la démocratie-chrétienne polonaise : schématiquement, ce n'est que si cette polarisation ne structure pas (ou plus) l'espace d'identification, que la tentative de recomposition de la démocratie-chrétienne en tant que rassemblement populaire (type CDU) pourra être qualifiée de réussite.

¹³⁴ Le FDP correspond aux milieux libéraux et conservateurs proches du mouvement de la « Jeune Pologne ». Il se constitue en fraction au sein de l'UD, le 27 avril 1991, en opposition avec les tendances sociales-démocrates du nouveau parti. On y trouve A. Hall, M. Woytczak, H. Wozniakowski et K.M Ujazdowski. Le groupe parlementaire du FDP se compose de quatre députés et de deux sénateurs (après les élections parlementaires de 1991). Il est en faveur d'une économie de marché, des privatisations et d'un Etat de droit. Il se réclame par ailleurs des valeurs chrétiennes. En 1992, le FDP se sépare de l'UD et fonde le Parti Conservateur (*Partia Konserwatywna*).

¹³⁵ Nous ne pouvons revenir ici sur la formation des clivages entre ROAD et PC. Cela a été exposé dans notre travail de maîtrise et de DEA. Nous y avons souligné l'héritage révisionniste du ROAD, l'ambiguïté de l'héritage autogestionnaire et de la critique libérale de Solidarité dans les années 1986.

Elle rejette l'égalitarisme qui s'incarne dans des positions anticapitalistes¹³⁶. En cela elle ne se différencie pas de la branche de L. Wałęsa. La différenciation se fait plus tard sur la réponse à apporter à cette menace, donnant un deuxième élément d'identité. Le déclencheur du processus de différenciation est l'économie de marché : c'est la volonté de passage rapide à une économie de marché qui pousse le nouveau gouvernement à mettre en place la « thérapie de choc ». Or, les coûts sociaux qu'elle entraîne pose pour la suite la question de l'expression de ce mécontentement sur la scène politique ; question controversée qui permet de différencier les groupes par rapport à la réponse qu'ils y apportent : l'UD se trouve dans une tradition égalitaire au sens, ici, de reconnaissance du principe d'auto-gouvernement qui met l'accent sur l'unité nationale comme moyen de défense face aux tentations populistes. *Décentralisation, autogouvernement et démocratie à tendance organiciste* sont trois éléments d'identité de l'UD.

Cependant, l'UD n'est pas un parti monolithique. Dès le premier congrès, trois fractions se constituent :

- La fraction social-libérale, héritière du ROAD, accentue son action vers la neutralité de l'Etat, la séparation de l'église et de l'Etat. Elle est considérée comme l'aile gauche de l'Union. Sa présidente est Z.Kuratowska (qui décède en 1999).
- Le FDP prône un Etat moderne, efficace et décentralisé. Il est pour l'économie de marché et le maintien des références chrétiennes dans la définition du politique. Il est considéré comme l'aile droite du mouvement. Ses présidents sont A.Hall et K.M.Ujazdowski (aujourd'hui PiS).
- La fraction verte favorise les problématiques environnementales. Son leader est R. Gawlik.

Cette dernière fraction étant relativement marginale, l'UD se divise principalement en deux ailes : l'une plus sociale et plus laïque, l'autre libérale et catholique. L'Union est rendue possible par la constitution d'une base commune (ou d'un espace de neutralité) autour des principes de l'Etat de droit, de la démocratie civile et de l'économie de marché.

¹³⁶ Cependant, l'héritage autogestionnaire de Solidarité est plus complexe. Si sur le plan économique, l'UD s'est rallié à la critique libérale de droite qui émerge au milieu des années 1980 au sein de Solidarité, elle reste pénétrée du principe d'autogestion. Ainsi, face aux revendications ouvrières, essentiellement matérielles (même si de plus en plus politisées), les intellectuels (tels qu'ils se regroupent dans le KOR) revendiquent la liberté d'expression et le respect des Droits de l'Homme. Le rapprochement entre les intellectuels et les ouvriers fut rendu possible par l'émergence du concept d'« autogestion » qui réalise un compromis entre un idéal égalitaire ouvrier et des idéaux plus politiques (au sens d'une orientation vers une réforme institutionnelle). Ce concept est la réponse au dilemme de Solidarité de non participation à la gestion économique alors que le pays se trouve dans une situation catastrophique. On le retrouve en 1993, lorsque J.Kuron, ministre du travail dans le gouvernement Suchocka, propose un « pacte de l'entreprise » pour apaiser les contestations sociales. Il s'agit de mettre en place un contrat social stipulant les droits et les devoirs de l'entreprise lors des privatisations ; contrat négocié entre le gouvernement, les organisations patronales et les syndicats. Ce pacte ne sera pas mis en place du fait du renversement de gouvernement en juin 1993.

Selon les termes de T.Mazowiecki, « cette formation se présente comme une force pragmatique, centriste et non liée à une idéologie »¹³⁷. Ces trois éléments – pragmatisme, centrisme et liberté de pensée – sont au cœur de la définition du centre de l'Union. Ce triptyque structurait encore au début des années 1990 un centre unitaire voire unanimiste, au dessus des divisions partisans. Avec l'institutionnalisation de l'UD, il s'articule désormais à une vision du centre qui a fait le deuil d'un mouvement unitaire : de l'UD à l'UW, le parti s'oriente vers la représentation d'intérêts particuliers. Comment dès lors l'UW définit et se définit-elle comme centre ?

3.3 De L'Union Démocratique à l'Union pour la Liberté : de l'idéologie de rassemblement à la représentation des classes moyennes.

L'UW naît de la fusion entre l'UD et le KLD, lui-même issu du groupe parlementaire de Solidarité (OKP). Constitué en novembre 1989, le KLD se mue en parti politique en octobre 1990 avec à sa tête J. Lewandowski. Il sortira de l'anonymat avec J. Bielecki, premier ministre de décembre 1990 à décembre 1991. Le KLD défend la propriété privée, la libéralisation de l'économie, les privatisations et la décentralisation. Il se veut le parti des « entrepreneurs ». Sa position en faveur d'un exécutif fort le rapproche du PC. Le gouvernement Bielecki auquel ne participe pas l'UD est un gouvernement de coalition avec, entre autre, le PC et le KLD. Dès le gouvernement d'Olszewski (nommé le 5 décembre 1991), le KLD prend cependant ses distances avec le PC. En désaccord avec la politique économique menée par le gouvernement, il se retire de la coalition gouvernementale à laquelle prennent part la ZChN, la POC, la KPN, le PL¹³⁸. Le KLD et l'UD sont donc tous deux dans l'opposition.

En dépit de leur proximité programmatique les deux partis échouent à présenter une liste commune aux élections de 1993, du fait d'un différent sur la répartition des sièges. Par là, ils négligent l'impact de la nouvelle loi électorale qui favorise les grandes formations¹³⁹. La chute du gouvernement de H. Suchocka et l'échec retentissant face à une gauche unie aux élections de 1993 va conduire à la formation de l'UW en 1994¹⁴⁰. Il apparaît très vite que ce nouveau parti garde les traits de l'UD. Cependant, le KLD amène

¹³⁷ J. M. De Waele, *Op. Cit.* : p. 245.

¹³⁸ Le KLD entend protester contre la décision du gouvernement d'abandonner la politique de « thérapie de choc ».

¹³⁹ La nouvelle loi électorale est adoptée par la *Sejm* en 1993. Elle instaure un seuil minimum de cinq pour cent pour les partis et de huit pour cent pour les coalitions.

¹⁴⁰ La gauche forme une coalition électorale : l'alliance de la gauche démocratique (SLD) en juillet 1991. Elle regroupe la SdPR, le Parti Socialiste Polonais (PPS), le groupe parlementaire de la gauche démocratique, l'OPZZ et quelques autres organisations comme l'Union Démocratique des Femmes, le comité de Défense des chômeurs ou les Jeunes Socialistes. La SLD se transforme en parti politique en 1999.

des éléments nouveaux, entre autres un certain professionnalisme et une dimension ouvertement libérale (sur le plan économique).

3.3.1 Le programme de 1994.

Les premiers chapitres du programme de 1994 soulignent que la formation de l'UW est motivée par la volonté de fonder un grand parti du centre dont aurait besoin la Pologne¹⁴¹. L'UW rappelle son héritage de Solidarité et se présente comme le parti de la transformation et des réformes depuis 1989. Elle veut réunir les tendances qui sont favorables au changement dont seule l'alliance pourra permettre une Pologne forte et reconstruite :

« la décision de créer l'Union pour la Liberté était fondée sur la conviction que la restructuration de l'Etat requérait la fusion de toutes les forces aux visions et buts politiques similaires. La Pologne a besoin d'un parti du centre fort. Seul un tel parti peut sauvegarder les réformes des cinq dernières années [□]. »¹⁴²

Fidèle à la théorie démocratique en quelque sorte, le centre se définit par sa fonction vertueuse pour la stabilité et le fonctionnement du système politique. Cependant, autant les notions d'Etat et de démocratie font consensus, autant des oppositions demeurent au sein de la nouvelle formation entre, d'une part, sociaux et libéraux et, d'autre part, entre laïcs et catholiques.

La valeur qui veut unifier ces courants est celle de la liberté – comme le rappelle le nom adopté par le mouvement. La liberté est le principe organisateur du politique et de l'économique face à toute tentative collectiviste qu'elle vienne de la gauche ex-communiste ou de la droite de Solidarité qui prône un Etat centralisé et fort : « il est impératif de s'opposer au concept de collectivisme en Pologne qui faillit à créer une perspective dynamique de développement du pays [□] »¹⁴³. Le respect de cette liberté première suppose une organisation étatique et institutionnelle encadrée par le droit. Cette pensée constitutionnelle reste jusqu'à aujourd'hui au cœur de la définition du centre (démocratique) que propose l'UW.

¹⁴¹ *Party program announced at the first national congress of the Union for Freedom*, Warsaw, 23-24 April 1994, www.uw.org.pl. Le texte se divise en neuf chapitre: 1. La transformation formidable, 2. Nouveau Parti – Nouvelles valeurs, 3. L'Etat, 4. L'économie, 5. L'environnement et le développement, 6. La politique sociale, 7. Le regard tourné vers le futur, 8. La sécurité intérieure et internationale, 9. Un programme pour la Pologne.

¹⁴² «*The decision to create the Union of Freedom was based on the conviction that the restructuring of the State required the fusion of all forces with similar political visions and aims. Poland needs a strong center. Only such a party can prevent the reforms of the last five years [...].*» [1994 : p.1]

¹⁴³ «*It is imperative to oppose the concept of collectivism in Poland that it fails to create a dynamic perspective for the development of the country [...]*» [1994 : p.1]. Nous retrouvons, ici, les principes de l'économie sociale de marché : le fonctionnement économique est assuré par la propriété privée et l'échange sur le marché des biens économiques. L'Etat n'assure qu'un rôle de « garant en dernier ressort ». Sa fonction est avant tout pallier les exclusions individuelles que produit la régulation par le marché.

Un système de « *balance of power* » doit donner à chaque pouvoir un poids suffisant sans sur ou sous-déterminer telles ou telles structures du pouvoir. Le service public doit être compétent et efficace. Les fonctionnaires, apolitiques, doivent garantir la pérennité des structures étatiques en les plaçant hors des aléas du court terme et des conflits politiques. De même, l'UW reconnaît la neutralité religieuse de l'Etat. Mais le principe de séparation, s'il est reconnu, reste ambigu.

L'autre point du programme sur l'Etat concerne la décentralisation. L'UW entend développer des structures locales autonomes. Celles-ci doivent permettre de réduire la distance entre la population et l'administration gouvernementale et étatique. Par là, le citoyen, intéressé aux politiques mises en place, peut être responsabilisé. Cette préoccupation d'un Etat efficace aux bonnes dimensions, non tentaculaire et la recherche de la taille critique pour l'action politique rappellent la conception politique et démocratique du ROAD fondée sur les principes de décentralisation, d'autonomie et d'Etat de droit.

Sur l'économie, l'UW est délibérément orientée vers l'économie de marché, la mise en place d'une économie compétitive et d'une monnaie forte. L'intégration du KLD a accentué le caractère libéral de l'UD qui perd ses accents sociaux. Ce recentrage sur le libéralisme économique va de pair avec une compétition partisane dans laquelle l'attachement européen n'est plus un facteur spécifique d'identité ; peu à peu depuis 1991, la plupart des partis s'étant ralliés à l'idée européenne¹⁴⁴. Alors que l'UD fondait essentiellement son identité sur l'intégration et le retour à l'Europe, elle se recentre désormais sur l'économie de marché¹⁴⁵. La réalisation de ces objectifs se fait par les canaux classiques des privatisations, du désengagement de l'Etat, et de la réduction du déficit budgétaire. De façon générale, ce qui domine dans le programme social de l'UW,

¹⁴⁴ Cette situation change en 2001 puis en 2004 avec l'entrée de la Pologne dans l'UE qui ouvre des fenêtres d'opportunité à des mouvements anti-européens tels *Samoobrona* ou LPR. Néanmoins, leurs rhétoriques évoluent plutôt vers un euro-scepticisme qu'une opposition inconditionnelle à l'Europe. Du côté, de ceux qui se disent favorable à la construction européenne, on trouve la SLD, la PO, l'UW et même PiS. La dernière est plus frileuse en matière d'intégration, vient ensuite la PO, puis la SLD. Seule l'UW est européenne sans condition. [cf. infra, 3.2 : les élections de 2004]. Sur la structuration des clivages politiques en Pologne entre 1990 et 1997 nous renvoyons plus particulièrement à K.Jasiewicz, « Polish Politics on the Eve of the 1993 Elections : towards Fragmentation or Pluralisme ? », *Communist and Post-Communist Studies*, Dec. 1993 : p.387-411 ; H.Tworzecki, *Parties and Politics in Post-Communist Poland*, Oxford : Westview Press, 1999, 219p. ; D.Freyer, J.Vanlaer, « Les clivages politiques en Pologne : une enquête auprès des responsables politiques », *Autre Europe*, (28-29) 1994, p.171-196 et H.Kitschelt, « Formation of Party Cleavages in Post-Communist Democracies. Theoretical Propositions », *Party Politics*, 1(4), 1995 : p.447-472. Nous les présenterons au titre suivant.

¹⁴⁵ La formation de cet axe est relativement tardive. L'adhésion aux principes de l'économie de marché est commune à toutes les formations politiques importantes. La différenciation partisane ne se fait donc pas dans un premier temps sur des questions économiques, mais éthiques et/ou religieuses. L'apparition du clivage économique est liée aux coûts sociaux de la transition à l'économie de marché et aux mobilisations sociales du début des années 1990. L'année 1993, avec la victoire des ex-communistes, marque en ce sens une rupture : la fin de l'héritage européen de l'UD et le recentrage sur les questions économiques.

est une volonté de responsabilisation des individus d'une part, et le rôle de la formation, d'autre part¹⁴⁶.

Etat de droit, libéralisme économique, liberté et responsabilité, patriotisme ouvert, tels sont les piliers programmatiques de l'Union. Le style adopté est celui de la modération, de la recherche de l'équilibre précaire entre initiative privée et intervention étatique, entre le collectif et la liberté individuelle, entre l'autonomie et l'égalité des chances. Reste à savoir si cette définition balancée du centre, comme parti de la transformation démocratique et économique fondée sur le refus du collectivisme et le principe de liberté peut avoir sa place dans le système partisan polonais¹⁴⁷. Les élections de 1995 soulignent le difficile maintien d'un tel centre politique dans un système polarisé entre ex-communistes et ex-dissidents.

3.3.2 *Les élections présidentielles de 1995 : la reformulation des enjeux politiques ou l'échec d'un centre « troisième voie ».*

L'échec de la candidature de J.Kuroń aux élections présidentielles de 1995 – il ne recueille que 9,22% des suffrages (contre 35% pour A. Kwasniewski et 33,11% pour L.Wałęsa) – puis l'élection de L.Balcerowicz à la présidence du parti en 1997 marque la fin de l'héritage de la dissidence et l'annihilation de la gauche du parti¹⁴⁸. L'espoir d'une gauche non communiste, alternative à la droite (conservatrice et catholique) et à la gauche collectiviste, a vécu. Le nouveau président lance le parti dans un processus de professionnalisation et de restructuration, introduisant une véritable discipline partisane. Il répond par là aux vœux des « pragmatiques » du parti, pour la plupart issus du KLD, qui veulent faire du parti une machine électorale efficace. Ils sont plus préoccupés par le

¹⁴⁶ L'UW introduit aussi des préoccupations sur l'agriculture. Elle y prône la modernisation du monde rural qui doit s'ouvrir à la concurrence internationale. L'UW prend cependant soin de souligner que cette politique doit être graduelle et respectueuse des traditions particulières à chaque région, pour vraisemblablement ne pas s'aliéner entièrement l'électorat paysan. Elle se prononce en faveur d'une réforme de l'enseignement. Quant au système de protection sociale, il doit être lui aussi réformé et le marché du travail débureaucratisé. L'UW tient le discours classique d'un allègement des coûts sociaux qui pèsent sur l'entreprise. Là encore, il faut trouver un équilibre entre le principe d'assurance et l'initiative privée. Sur les questions internationales, l'UW se propose de concilier maintien d'une identité nationale et intégration dans le système international. La Pologne doit saisir l'opportunité qui lui est donnée avec l'Union Européenne de devenir un lien créateur entre l'est et l'ouest.

¹⁴⁷ Selon W.Wesołowski, l'union des orientations catholiques et libérales ne peut s'implanter durablement dans la société. En effet, l'histoire polonaise est marquée par un catholicisme national qui tend à créer une polarisation sur un axe traditionalisme – libéralisme, proche de l'axe autoritarisme – démocratie, qui empêche l'union des catholiques et des libéraux. Cf. W.Wesołowski, « Political actors and democracy : Poland 1990-1997 », *Polish Sociological Review*, 119 (3), 1997 : p.227-249. Il n'est pas étonnant que marquée par un catholicisme personnaliste et par l'opposition de la gauche laïque, l'UW s'oppose tout à la fois à la tradition catholique telle qu'elle s'incarne autour de L.Wałęsa et au collectivisme de la SLD. Le centre est ainsi défini sur un double axe : un axe économique (SLD/UW) et un axe religieux (AWS/UW). (Cf. *infra* : Bilan).

¹⁴⁸ En 1995, toutes les personnalités de l'aile gauche (à l'exception notable de W.Frasyniuk qui sera, néanmoins, évincé en mars 2006 (Chap. IV) ont disparu de la vie politique, telles Kurchowska ou Kuroń (décédé en 2004). Une partie de l'aile gauche de l'UW avait déjà été amputée lors de la scission de l'UP en 1992 sous l'égide de Bujak. [voir le graphe récapitulatif en annexe].

développement économique, les finances, le budget ou les impôts que par des questions de valeurs, de positionnement politique ou de programmes. Ils veulent un parti fort, discipliné, avec des priorités essentiellement économiques qui ait ses soutiens dans la classe moyenne et les moyennes entreprises. Cette efficacité de l'action va à l'encontre de certains groupes plus « éthiques ».

Les « éthiques » sont issus du KOR, du ROAD, et d'une partie de l'UD. Les orientations économiques varient entre sociaux-démocrates et sociaux-libéraux. De même, on distingue des positions religieuses différentes. Certains (tels que T.Mazowiecki, H.Suchowska, D.Tusk) mettent l'accent sur les valeurs chrétiennes et conservatrices, d'autres (tel Kurakowska, Kuroń, Bujak, Balicki) défendent la neutralité de l'Etat en matière religieuse.

Face à ces multiples orientations, l'UW prône tolérance et dialogue, et tente de se retrouver sur l'économie de marché et l'Etat de droit. Dans une société désormais détotalisée, l'héritage du pluralisme sociétal et de son corollaire d' « *antipolitics* » perd en pertinence¹⁴⁹. Ces deux derniers visaient, avant tout, à une désétatisation de la société. Leur objet n'est pas tant politique que social. Or, avec l'instauration du régime démocratique, un phénomène d'autonomisation du champ politique, c'est-à-dire de constitution d'un espace public hors de l'espace social, se met en place. Dans cette nouvelle configuration où politique et social sont distincts, l'héritage autogestionnaire périclite en même temps que s'autonomise le champ politique. Dès lors, le thème de l'autogestion disparaît de la rhétorique de l'UW. En quelque sorte, le centre n'a pas d'autre choix dans cet espace politique que d'être conservateur et/ou libéral. En d'autres termes, soit il suit le modèle de la CDU, soit celui du FDP.

3.3.3 Les élections législatives de 1997 : le centre ou la coexistence pacifique des contraires.

La plate-forme électorale de 1997 est marquée par la volonté de s'arracher aux clivages idéologiques pour fonder un espace neutre de débats autour d'une alliance pro-réformiste qui s'appuierait sur des milieux divers. Contre un politique idéologisé et polarisé, l'UW dresse une image d'un parti sobre, compétent et modéré. Le mot d'ordre de la campagne est, ainsi, « *madry wybór – lepsze życie* » [un vote réfléchi – une meilleure vie]. Son programme économique reprend les grandes lignes de la politique économique de L. Balcerowicz. En centrant la campagne sur ce dernier, l'UW n'est plus une

¹⁴⁹ Nous rappelons que le pluralisme sociétal est une sorte de compromis politique mis en place par Solidarité au moment des événements de Bydgoszcz [cf. *supra*].

hypothétique troisième voie entre le collectivisme des ex-communistes, et le conservatisme de certains dissidents. Elle est ouvertement libérale. La *thématique de la modernité* fait ainsi irruption. L'objectif n'est plus au dépassement des oppositions politiques, mais à l'*articulation* (institutionnelle) entre des intérêts contradictoires. Même après la scission de la Plate-forme et le départ de nombre de personnalités issues du KLD, l'UW ne remet pas en cause cette vision d'un politique régulateur et non idéologique. Le triptyque de l'Union – Etat de droit, décentralisation, autonomie – est relue à la lumière de ce quatrième élément identitaire : celui de la neutralité idéologique. Tout comme la France ou l'Allemagne, la constitution d'un espace de neutralité (en l'occurrence éthiquement neutre) devient essentielle à la recomposition du centre dans un espace politique désormais organisé autour de la représentation des intérêts particuliers.

Pourtant en 1998, l'UW adopte un « code des valeurs » où elle réaffirme sa volonté de moraliser la vie politique polonaise. Faut-il y voir une remise en cause du principe de neutralité ?

3.3.4 *Le code de valeurs de l'Union (1998) : moraliser la politique.*

En 1998, l'UW, lors de son congrès de février-mars, adopte un code de valeurs et d'éthique politique¹⁵⁰. Ce texte s'organise autour des notions de liberté (première invoquée dans le code d'éthique politique), de responsabilité, d'égalité des chances, de patriotisme, d'Etat de droit, de compétence des élus, de tolérance, de modération, de sécurité et enfin de propriété. L'UW réaffirme son idéal de société citoyenne fondée sur la responsabilité, l'autonomie, l'engagement et la solidarité. Chaque citoyen doit avoir la possibilité de participer à la vie politique de sa commune, de son département. C'est pourquoi l'UW s'engage pour un Etat décentralisé et « proche du citoyen » [*bliżej człowieka*]. Elle veut promouvoir une éthique et un professionnalisme dans le fonctionnement de l'Etat.

La dimension morale du discours de l'UW semble la plus évidente : le choix d'inscrire les valeurs qui lui sont sous-jacentes dans un texte souligne sa volonté de porter un code de conduite en politique. A ce titre « responsabilité », « honnêteté » sont des modèles de comportements. Ils fondent une éthique de la modernité qui s'oppose au clivage binaire eux/nous¹⁵¹. L'UW se fait le chantre de la nécessité du dialogue, dans un cadre démocratique et pluraliste.

La responsabilité, deuxième thème abordé, vient recentrer l'idée de liberté et éviter toute interprétation de la liberté comme « libre-arbitre ». La responsabilité est le prix de la

¹⁵⁰ *Unijny Kodex Wartości*, Warszawa : 28.02 – 01.03.1998, IV Congrès national de l'Union pour la liberté.

¹⁵¹ Au contraire, la plupart des partis de droite, issus de l'éclatement de l'AWS, la KPN, la LPR ont des tendances plus manichéennes et unanimistes (union populaire).

liberté [*cena wolności*] ; d'où l'accentuation des thèmes de la méritocratie et de l'égalité des chances.

L'UW se reconnaît aussi patriote. Ce patriotisme est du domaine de la responsabilité civique de mémoire nationale. Il n'y a ni trace d'un discours émotif sur la nécessaire défense d'un patrimoine attaqué ni de référence à un ennemi¹⁵².

Enfin, la rhétorique est essentiellement centrée sur l'idée d'éducation, de formation et plus particulièrement de formation citoyenne. Le principe de compétence est premier. Le citoyen doit être « formé » « éduqué » ou plus simplement « éveillé » à sa responsabilité civique, à la participation à la vie politique.

Sur le plan des valeurs chrétiennes, l'UW se réclame de la tradition « chrétienne éclairée » ; en opposition à l'obscurantisme religieux fanatique et conservateur. Elle rappelle son attachement à une éthique pratique du catholicisme plutôt qu'à l'immédiat de la religion. Le discours est, ainsi, orienté vers un public « éclairé », raisonnable et modéré, conscient de la place nécessairement limitée de l'Eglise dans une société moderne, de l'intérêt des réformes et conscient que l'intérêt général peut entrer en contradiction avec les intérêts du moment. Il prend par là l'aspect d'un code entre personnes « initiées »¹⁵³. Cet élément différencie et caractérise le discours de l'Union en lui donnant l'image d'un parti d'intellectuels, c'est-à-dire réservé à une classe supérieure « éclairée ». Les valeurs économiques et éthiques se rejoignent dans une même conscience d'appartenir non pas tant à l'élite nationale (entrepreneuriale ou politique) mais à « ceux qui savent ».

En cela, 1998 ne remet pas en cause la neutralité idéologique de l'UW. Son code de valeurs n'imposent pas une vision du monde. Il est bien plus un code de conduite qui dessine les traits du politique « modèle ». L'alliance avec le KLD a produit ses effets : l'UW garde une rhétorique hors du conservatisme et du traditionnalisme, recentré sur le professionnalisme et le libéralisme économique.

Certains éléments ressortent très nettement du discours de l'UW: l'héritage « intellectuel » de Solidarité¹⁵⁴, la rhétorique économique libérale, la valorisation de l'Europe et le principe de tolérance. On retrouve tout au long de la période une incertitude stratégique du centre entre rassemblement populaire et avant-garde intellectuelle.

¹⁵² Le style s'oppose à celui plus populiste des formations de droite qui en appelle le plus souvent au « *pathos* ».

¹⁵³ Cette caractéristique du discours de l'Union rappelle la description du militant UDF comme étant de « bonne éducation », (Entretien Pascal, Chap. VII).

¹⁵⁴ L'héritage intellectuel de Solidarité est lui même complexe : des oppositions existent entre une conception de l'intellectuel comme expert ou comme conscience morale. Cf. M.Chambers, « Le débat des intellectuels sur eux-mêmes. La fin des intellectuels polonais ? », *Autre Europe. Les intellectuels à l'est : argent, pouvoir, morale*, (30-31), 1995 : p. 35-44.

§ 4 LES NOUVEAUX CENTRES.

Les situations actuelles sont quelque peu différentes. En Pologne et en France, la prise en compte de l'arrière-plan historique fait apparaître que la stratégie centriste autonomiste (par rapport au camp de la droite) va le plus souvent de pair avec ce que nous avons dénommé la « tentation socialiste », c'est-à-dire un centre élargi aux modérés de gauche¹⁵⁵. Le centre, et ce même après l'adhésion au principe du libéralisme et la fondation de l'UDF (1978) ou de l'UW (1995), ne semble pas avoir fait le deuil d'une alliance avec une certaine gauche, celle qu'il appelle de ses vœux, une gauche modérée, social-libérale et raisonnable. Les nouveaux centres doivent-ils être appréhendés comme une sorte de rêve (éternel) d'une alliance à gauche ?

Quant à l'Allemagne, la question de la *neue Mitte* est liée à l'émergence d'un discours centriste concurrent à celui de la démocratie-chrétienne.

1. L'UDF de 1999 à 2005.

1. 1 1999-2001 : le centre une méthode.

F. Bayrou explique que « chez Mendès, homme d'idées, les idées n'étaient pas tout. Peut-être même n'étaient-elles pas l'essentiel. Il y avait d'abord comme une ascèse de la démocratie de responsabilité »¹⁵⁶. A ce titre, l'UDF se veut porteuse d'un code de conduite en politique. « Responsabilité », « vérité », « transparence » sont pour elle des modèles de comportement. Ainsi, le parler « vrai » doit être en cohérence avec l'action politique : il ne s'agit pas simplement de dire mais de faire. L'incohérence est la pierre de touche des critiques contre le RPR dont la proximité programmatique restreint les possibilités d'affrontements partisans¹⁵⁷. L'homme politique modèle est ainsi celui qui ne recherche pas son profit personnel, mais qui est conscient de ses responsabilités par rapport à la communauté.

Quant aux valeurs, l'UDF s'affirme comme « humaniste, sociale, européenne, libérale ». La référence à l'humanisme semble centrale dans la constitution d'une référence forte et « parlante ». La référence chrétienne se mue en un spiritualisme, dans lequel l'homme se doit d'être au centre des préoccupations.

¹⁵⁵ En France, l'espoir d'une alliance avec la gauche modérée resurgit de manière récurrente : on a tout d'abord la tentative avortée de la FGDS et de la candidature de G.Defferre (« Monsieur X »), puis les mirages de la politique d'ouverture lancée par le gouvernement socialiste en 1988. Enfin, à l'heure actuelle, F.Bayrou renoue avec une rhétorique aux accents socialisants espérant ainsi capter les déçus du PS.

¹⁵⁶ Entretien avec F. Bayrou, *Le Monde*, 22/05/2001.

¹⁵⁷ Entretien Pascal, Essonne, mars 2002.

Il faut souligner que ce n'est pas le moindre des paradoxes que d'assigner à la fois à l'UDF des vertus de modération et une vocation morale. Cependant, en couplant la dimension morale de responsabilité aux valeurs libérales, l'identité partisane peut réinvestir le politique en lui donnant vocation à l'action : il s'agit d'éveiller le citoyen, de le faire naître à sa responsabilité civique. Là est la synthèse rhétorique entre la tradition libérale de Giscard et la tradition humaniste de la démocratie-chrétienne.

L'individu doit donc être éveillé à sa responsabilité, et à la participation à la vie politique. Il s'agit de « faire vivre une certaine citoyenneté »¹⁵⁸. Le discours est orienté vers un public conscient que l'intérêt général peut rentrer en contradiction avec les intérêts du moment, ceux qui « savent » analyser une réalité complexe, ceux qui prennent le temps de la réflexion comme si la subtilité du discours ne pouvait être saisie que par une sensibilité travaillée.

Cette valorisation de la réflexion va de pair avec la dénonciation du « cynisme » politique : le politique est d'abord un acte gratuit, sans considération de profits personnels ; d'où la condamnation du pouvoir médiatique et des calculs stratégiques des élus de l'UMP (même si cette dénonciation cache aussi souvent un regret et une peur¹⁵⁹). Le politique doit garder sa grandeur incarnée évidemment dans la fidélité et le courage. Tout se passe comme si la position marginalisée de l'UDF après la formation de l'UMP se trouvait acceptée et légitimée par le fait qu'elle défend une vision du politique qui, de par sa vérité, se trouve rejetée. Ce qui est valorisé c'est la recherche de la vérité et ce d'autant plus, que cette quête suppose de se mettre en peine. L'UDF, contrairement au RPR/UMP, parti populaire, est avant tout un parti de compétences.

En conclusion, au centre de la rhétorique centriste il y a la *raison*. La réflexion qui trouve sa justification dans une philosophie humaniste, fonde toutes prises de décisions. Rien n'est *a priori* défini, si ce n'est que l'homme se doit d'être raisonnable, ce qui implique une certaine organisation des rapports sociaux, notamment, autour du dialogue et de la concertation :

« la France a besoin d'une formation politique nouvelle. [□]. Nous croyons au contraire qu'il faut un projet rassembleur. [□] En réalité il faut désormais concilier dans un projet nouveau des valeurs autrefois opposées. L'efficacité, l'autorité, l'ordre, sont des valeurs de droite : elles sont nécessaires. La justice sociale est dite de gauche : elle est indispensable. Quant au libéralisme, il est partout. [□] Le projet nouveau, c'est celui qui permettra de relier dans une vision de l'avenir ces valeurs désormais complémentaires »¹⁶⁰.

¹⁵⁸ *Id.*

¹⁵⁹ Chap. VII

¹⁶⁰ F. Bayrou, « Giscard s'impose à tous par sa vision », Entretien avec V. Schneider, *Libération*, 29/11/1998.

1.2 2002-2004 : « Humanisme, social, européen et libéral » : les reformulations du discours démocrate-chrétien.

L'UDF se caractérise par une référence constante aux valeurs libérales, sociales et européennes, et ce depuis sa formation¹⁶¹. Elles apparaissent encore dans son programme régional en 2004¹⁶². L'articulation et le balancement entre les trois varient cependant selon les opportunités politiques. Dans cette optique, nous pensons que la rhétorique sociale est réactivée parce que l'évolution proeuropéenne de la droite limite le créneau européen du centre. Si la stratégie est à l'autonomie (stratégie favorisée par les démocrates-chrétiens contre les libéraux), l'enjeu est à la différenciation par rapport au gaullisme. Or, sur le plan européen, l'UDF perd en lisibilité. En 1978, le RPR était nettement anti-européen – il n'est besoin que de rappeler l' « appel de Cochin » de J. Chirac contre l' « Europe des marchands ». En 1992, la direction du RPR sans appeler à voter non ne donne pas de consignes de vote et reste frileuse quant à Maastricht. Le départ des souverainistes avec C. Pasqua et l'arrivée des centristes de DL en 1998 amorcent un processus d'adhésion à la construction européenne¹⁶³. A gauche, le PS s'engage avec F.Mitterrand résolument du côté de l'Europe. La consultation des militants en décembre 2004 rappelle le proeuropéanisme de la direction socialiste, même s'il n'est pas exempt de critiques et de contestation¹⁶⁴. Ce consensus sur l'Europe ne favorise pas la différenciation d'une offre centriste.

Certes, certaines spécificités centristes sur l'Europe peuvent être relevées. Tout d'abord, l'UDF se démarque encore par une conception fédéraliste de l'Europe. Sa campagne référendaire est marquée par le souci de l'intérêt général qui, selon le parti, devrait pousser tous les partisans du oui à s'unir, au delà des divisions partisans. Ensuite, son argumentaire contre l'adhésion de la Turquie à l'Europe n'est pas le même que celui de l'UMP : au premier plan, elle met la défense d'une logique d'intégration politique et d'approfondissement aux dépens d'une logique d'élargissement qui risque de mettre en danger l'édifice institutionnel. L'UMP favorise au contraire l'argument identitaire d'une Europe « européenne »¹⁶⁵. Mais les différences sont minimales et l'Europe ne suffit

¹⁶¹ N. Sauger, « Entre survie, impasse et renouveau : les difficultés persistantes du centrisme français », *Revue française de science politique*, vol. 54, n°4, août 2004, p. 697-714.

¹⁶² Pour une analyse des programmes voir titre II.

¹⁶³ Au référendum de 2005, l'UMP vote aussi fréquemment en faveur du traité constitutionnel que l'UDF (76% de oui contre 24% de non) alors que cette dernière a traditionnellement un profil plus européen. Source : Sondage Ifop à la sortie des urnes, 2005.

¹⁶⁴ L'idée de l'Europe comme clivage transpartisan sera au chapitre suivant.

¹⁶⁵ Cet argument est aussi repris par l'UDF, mais en seconde position : « Mais les raisons de ce refus [l'entrée de la Turquie dans l'UE] sont différentes entre les deux partis [UMP et UDF]. A l'UDF, il est prôné dans le but de permettre une intégration plus étroite de l'Europe dans sa configuration actuelle, et ensuite, pour une question d'identité. A l'UMP l'ordre des priorités est inversé. » N.Sauger, Propos recueilli par A.Fouchet, *La Croix*, 24.01.2005, p.4.

plus à assurer une spécificité à l'offre centriste. La thématique européenne s'étoffe alors de deux anciennes thématiques laissées dans l'ombre : la démocratisation de la vie politique et la question sociale. D'autant que le contexte de constitution de l'UMP permet à la formation centriste de réactualiser son discours démocrate de défense de la démocratie (proportionnelle) contre la démocratie centralisée et unitaire (et gaullienne).

1. 3 Du 'groupe central' au 'bloc central' : les reformulations de la troisième voie ?

A l'élection présidentielle de 2002, le candidat centriste récuse le clivage gauche-droite comme dépassé. Ce qui est valorisé c'est le « consensus ». La volonté de s'élever au-dessus des polarisations gauche-droite. Ces dernières sont vécues comme enchaînement à une vision du monde, à une idéologie. Ce « consensus » est compris ici comme une « majorité d'idées », temporaire et évolutive : « la seule approche qui permettra d'aller au bout du chantier d'un nouvel ordre politique pour la France est transpartisan, ou, si l'on veut relèvera de la majorité d'idée »¹⁶⁶. Ainsi, les revirements d'opinions ne sont pas vécus comme opportunisme mais comme prise en compte de nouveaux éléments. Ils restent sous-tendus par un principe permanent (éternel ?) : celui de la défense de la démocratie « réelle ».

Rappelons que dans son acception classique, « le terme de stratégie centriste est compris [□] comme refus de la logique majoritaire et bipolaire »¹⁶⁷. Les configurations partisans et politiques sont donc majeures dans la détermination d'une telle rhétorique. J. Julliard, dans une tribune, souligne ainsi ironiquement que les échéances électorales atténuent la rhétorique autonomiste du centre et rapproche ce dernier de ses alliés gaullistes¹⁶⁸. Au contraire en période non électorale, le centre prendrait ses distances par rapport au camp de la droite. Le ton de l'auteur est sarcastique. En réalité la rhétorique autonomiste ne dépend pas tant des échéances électorales que du type d'élection, d'une part, et de la situation des rapports de forces partisans, d'autre part. Sur la période récente, deux reformulations peuvent être soulignées : la première, en 2002, la seconde, depuis 2004.

En 2002, le candidat centriste se voit obligé de s'ancrer dans le camp de la droite. La troisième voie est réinterprétée en termes de méthode de concertation. Le « *third Way* » n'est plus la recherche d'une synthèse impossible entre la gauche-communiste et la droite-gaulliste, mais une méthode de gouvernement : « sans doute aurait-il fallu trouver

¹⁶⁶ Entretien avec F. Bayrou, *Le Monde*, 22/05/2001.

¹⁶⁷ N. Sauger, art.cit, 2004: p. 709; H. Daadler, « In Search of the Center of European Party System », *American Political Science Review*, 78 (1), 1984, p. 92-109.

¹⁶⁸ J.Julliard, « Bayrou et la contradiction centriste », *Le nouvel Observateur*, 27/01/05.

une autre formulation que la 'troisième voie' qui n'a pas été comprise pour ce qu'elle était, c'est-à-dire une autre façon de gouverner, privilégiant l'écoute, le dialogue et la contractualisation »¹⁶⁹.

Après les élections législatives et présidentielles de 2002, la formation de l'UMP va permettre à l'UDF de relancer la rhétorique de la troisième voie. Le constat d'une société bloquée, d'une démocratie en mal de participation permet d'introduire une référence moderniste dans le discours. La modernité centriste se définit comme une politique du dialogue et de la concertation. Elle se structure autour de deux notions phares : le *pluralisme* et la *démocratie*. Après l'ouvriérisme, l'humanisme intégral, l'ouverture, la modernité rime désormais avec centre.

« Au fond il y a deux visions : la vision d'autrefois qui considère que la société se résume au dialogue entre l'Etat tout puissant et les individus isolés. Et une vision moderne, nouvelle pour la France, où la société elle-même est vivante et créatrice donnant leur place et leur légitimité à des partenaires puissants, associations, syndicats, corps intermédiaires, qui font vivre des initiatives infiniment plus riches et novatrices mieux adaptées aux besoins des salariés et des entreprises que la vision monocole et uniforme de l'Etat »¹⁷⁰.

Aux élections régionales de 2004, l'UDF poursuit la même stratégie et fait campagne pour la « libre parole ». Cette rhétorique culmine au congrès de l'UDF en janvier 2005 où l'UDF attaque la politique du gouvernement et le président J. Chirac, ce qui lui vaut les critiques de Gilles Robbien (qui sera finalement suspendu de l'UDF après son refus de quitter le gouvernement de Dominique de Villepin alors que le bureau politique de l'UDF du 30 mai 2005 avait statué sur la non participation de l'UDF au gouvernement).

Après le succès aux élections régionales¹⁷¹, l'UDF se reprend à rêver de la constitution d'un relais social fort qui soutiendrait une « formation politique centrale »¹⁷². F.Bayrou veut « faire sortir le bloc central de la société française » en faisant « éclater la gauche ». Le terme n'est pas sans rappeler le « groupe central » de V.Giscard d'Estaing. La stratégie rhétorique de la formation centrale et du groupe central est la même : celle d'un centre sociologique¹⁷³. Mais alors que celui-ci était porteur de progrès dans la vision giscardienne, il est menacé de paupérisation dans le discours bayrouiste. Le principe

¹⁶⁹ « Entretien avec G. De Robbien », *Le Monde*, 8/12/2001, p. 8.

¹⁷⁰ « Bayrou appelle à un débat sur l'Etat de la France », *La Tribune*, 20/10/2000.

¹⁷¹ 11,9% des suffrages exprimés pour l'UDF et 23,3% pour l'UMP. Cependant, il n'est pas si sûr que ces élections sont réellement un succès électoral pour l'UDF. Cf. N. Sauger, *art. cit.*, 2004.

¹⁷² Entretien avec F.Bayrou, « Giscard s'impose à tous par sa vision », *Libération*, 29/11/1999.

¹⁷³ Dans un entretien à l'événement du jeudi, F.Bayrou déclare : « Une société ne bouge que si les acteurs qui la composent se sentent partenaires des décisions prises. Le XXI^e siècle c'est le temps où la société bougera d'en-bas. [...] A mon avis Tony Blair l'a compris. L'un des seuls – je crois que Romano Prodi l'a compris aussi – *qui a fait un travail sociologique avant de prendre le pouvoir*, qui ait construit une analyse des réflexes profonds de la société dans laquelle il vit ». [c'est nous qui soulignons] Entretien avec F.Bayrou, « Bayrou le centriste qui en a », *L'événement du jeudi*, 29/04/1999.

référentiel est différent : il renvoie du côté des centristes à la personne, à l'espérance, à un principe autre d'organisation de la vie politique, ancré dans une tradition démocrate-chrétienne, d'ouverture à gauche, contrairement à l'ancien président de la République qui centre sa rhétorique sur la libéralisation de la société et l'individualisme. Il faut cependant souligner que ce centrisme du 'bloc central' est avant tout rhétorique : une alliance avec la gauche n'a pas lieu d'être et celle de 1998 pour l'élection de Anne-Marie Comparini à la présidence de la région Rhône-Alpes est une exception. De même, les critiques, l'abstention ou le rejet des projets de lois du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin ou de Dominique de Villepin ne s'accompagnent pas d'un revirement d'alliance. Ainsi, si en 1936, le PCF découvrait le soutien sans la participation, l'UDF aujourd'hui se fait le chantre de la participation sans soutien¹⁷⁴.

1. 4 Perspectives actuelles.

Les succès électoraux de l'UDF en 2004 semblent infirmer l'hypothèse d'un déclin inexorable du centrisme. Faut-il pour autant conclure au renouveau du centre (et de quel centre ?) ? Le parallèle avec les années 1960 peut donner quelques éléments de réponse¹⁷⁵. En 1965, les bons scores de J. Lecanuet poussèrent à la formation du CDS et à l'espérance renouvelée d'une grande tendance centriste ; espérance qui n'a été qu'un feu de paille. Dans cette optique nous faisons l'hypothèse que le succès du centre en 2004 ne pourra pas s'inscrire de façon durable dans un grand mouvement de rassemblement de type CDU¹⁷⁶. Tout se passe comme si le centre était condamné à n'être que des « moments centristes », rencontre éphémère entre un centre politique et son vis-à-vis social. Il est, en effet, notable que le centrisme français n'a d'impact que dans des conjonctures « populistes », comprises comme contestation du principe de représentation

¹⁷⁴ Le 14 juin 2006, le CSA (Conseil Supérieur de l'Audiovisuel) décide de classer dans l'opposition les temps de parole des onze députés de l'UDF (dont F.Bayrou) qui avaient voté la censure du gouvernement le 16 mai. Face au tollé provoqué par cette décision, le CSA révisé sa position : le temps de parole de l'UDF sera comptabilisé dans être imputé ni sur celui de la majorité ni sur celui de l'opposition... Cette règle inédite n'est-elle pas l'indice d'une tripartition progressive de l'espace politique ?

¹⁷⁵ Les parallèles sont frappants avec l'UW. L'Union se fait autour d'une rhétorique libérale. Le mariage s'avère un échec et le parti se scinde. Pourtant, le départ des libéraux ne s'accompagne pas d'un retour aux partis d'origines. Tout se passe comme si la référence libérale était désormais partie intégrante des rhétoriques centristes. Les oppositions ne se font plus sur les références chrétiennes, mais sur deux lectures du libéralisme. Le centre reste double.

¹⁷⁶ Ce qui est cohérent avec les résultats de 2004 qui sont révélateurs des difficultés du centrisme. Nous renvoyons à l'article de N. Sauger (2004).

(coupure entre les élites et le peuple, entre représentants et représentés etc.)¹⁷⁷. En ce sens, il n'est pas tant à la recherche de lui-même que la manifestation de la contestation du système libéral de représentation.

Centristes et extrémistes utilisent le même créneau mobilisateur, celui d'une démocratie « démocratique », d'une démocratie directe. En cela, les deux sont anti-élitaires. Il ne faudrait pas en conclure qu'une montée des extrêmes irait de pair avec un affaiblissement du centre (hypothèse sartorienne). Mais, les deux relèvent du même phénomène de contestation du système en place. La contestation prend ensuite des formes et des rhétoriques différentes entre le centre et les extrêmes. Les phénomènes centristes actuels ne renvoient donc ni à un processus de conjonction des centres ni à une consensualisation des systèmes politiques, mais à un *phénomène de contestation du principe représentatif*.

2. G. Schröder et la « *neue Mitte* ».

Le terme de *neue Mitte* ne date pas de 1998. Il renvoie à Willy Brandt, premier à avoir déclaré la naissance d'un nouveau centre. Le maire de Berlin, élu chancelier en 1972, expliquait la victoire du SPD aux élections législatives par l'avènement d'un nouveau modèle d'intégration sociale associant la mobilisation de la classe ouvrière avec celle des nouvelles couches à capital scolaire. Ce rapprochement de classes symbolisait une aire politique d'ouverture, de tolérance et de participation, c'est-à-dire l'avènement d'une société que nous appellerions la « société civile » (*Zivilgesellschaft*) ou la *Bürgergesellschaft*. Le vent de protestation, les mouvements écologiques et la fondation des Verts ont donné une visibilité politique à ces nouvelles couches qu'il s'agit, désormais, d'intégrer au sein du SPD (pour limiter ainsi la concurrence des Verts). La question du positionnement du SPD sur sa gauche (mobilisation de la classe ouvrière) ou sur son centre (mobilisation des populations sensibles à la problématique participative) est régulière. Ainsi, H. Schmidt (chancelier de 1972 à 1981) s'attacha, au milieu de la crise économique, essentiellement à une autre forme de mobilisation. Son programme sous le nom « Modèle Allemagne » (*Modell Deutschland*) visait au plein emploi et à l'équilibre des

¹⁷⁷ Il ne faut pas en conclure que le centre récolte le suffrage des exclus du système. L'étude de l'électorat soulignera que le centre est bien sans centrisme puisque ces électeurs sont essentiellement ceux de la droite. Les différenciations ne se font pas au niveau sociologique, mais au niveau des grammaires de sens, où si l'on préfère des mécanismes d'identification. Ces mécanismes ou grammaires peuvent être actualisés plus facilement dans un contexte de crise. Elles se diffusent alors au sein des autres partis politiques. Les tendances (électorales) centristes sont à leur apogée. Mais l'union ne dure que le temps de l'illusion du danger : les identités partisanes profondes ressurgissent ensuite. Pour ainsi dire, l'identité partisane centriste se greffe avec plus ou moins de succès (selon les opportunités politiques) sur les mécanismes d'identification partisane. Cf. Titre III.

finances publiques, sans considération pour l'intégration des nouvelles couches sociales modernisatrices. Au contraire, le retour de W. Brandt à la présidence du parti entre 1983 et 1985, marque le renouveau d'une politique d'ouverture et de réformation. Ensuite, l'arrivée de H-J Vogel (1987) (re)ferme toutes possibilités d'intégration de la problématique participative. Le nouveau président est un administrateur qui, certes, remet de l'ordre au sein du SPD, en développant et rationalisant les structures administratives et les instances de discussions. Mais, le pouvoir est centralisé, bureaucratisé : la discipline est de rigueur. Au début des années 1990, le SPD est un parti en crise, dont la direction est contestée par la base. Les conflits internes ne sont pas réglés¹⁷⁸. Enfin, en 1994, l'échec de la candidature Scharping aux élections, (re)ouvre la voie aux « modernisateurs ».

2.1 1998 et la *neue Mitte*.

En 1998, l'utilisation de la *neue Mitte* se fait dans un contexte différent de celui de 1969. En 1969, le SPD arrive pour la première fois au pouvoir, après quelques 30 années d'existence de la République fédérale. Sous l'égide de W. Brandt, le SPD s'attache à se donner l'image d'un parti sérieux et compétent avec des candidats crédibles et des projets de réformes. En 1998, le constat est radicalement différent: il s'agit d'une campagne qui, utilisant massivement les mass-médias, s'organise autour du « *show* » et du « *life-style* » du candidat G. Schröder. En réalité, la stratégie du SPD est double : avec Oskar Lafontaine, défenseur de la « *Sozialgerechtigkeit* » [justice sociale], le parti maintient une dynamique d'identification classique en s'adressant à sa base traditionnelle des ouvriers et des classes laborieuses ; avec G. Schröder, il se donne une image « moderne », c'est-à-dire qu'il se dit ouvert aux nouvelles classes moyennes et capable, par là, d'attirer les électeurs de la CDU, déçus par quelques seize ans de pouvoir et d'inertie organisationnelle de l'Union. La stratégie est incarnée par le slogan « *innovation et justice* » [*Innovation und Gerechtigkeit*].

Les modernes suivent la voie du « *new-labour* » et se mettent résolument sur le terrain du libéralisme. Il ne s'agit plus de différencier une politique économique social-démocrate d'une politique économique conservatrice, mais une politique économique moderne d'une politique économique qui ne l'est pas. Ils se veulent « post-idéologique », prônant une collaboration de toutes les classes sociales pour une réforme économique. Il s'adresse à tous les citoyens, hostiles à tout dogmatisme, préoccupés avant tout de trouver des solutions.

¹⁷⁸ Pour une histoire du SPD, cf. F. Walter, *Die SPD. Vom Proletariat zur Neuen Mitte*, Berlin : Alexander Fest Verlag Berlin : 2002, 283 p.

Hors des questions d'ancrage sociologique du *neue Mitte*¹⁷⁹, le concept même fait débat – au SPD, d'une part, et entre la CDU et le SPD, d'autre part¹⁸⁰. Sans présager de l'unité du mouvement modernisateur qui serait étudiée dans le deuxième titre, l'analyse des discours émanant de ce groupe (et de la direction) éclaire dans un premier temps les oppositions rhétoriques entre la CDU et le SPD.

2.2 Le débat dans la presse du Neue Mitte : 1999-2001.

Le 5 février 2001, F. Müntefering publie un article au *Frankfurter Rundschau* sous le titre : « Les raisons pour lesquelles il n'y a plus de place pour la CDU au centre »¹⁸¹. Le 9 février, W. Schäuble lui répond : « Et ça devrait être le centre ? »¹⁸². Le débat est lancé. Le 14 février c'est au tour de Jürgen Rüttgers – à l'époque vice-président de la CDU – de dénoncer la politique de la *neue Mitte* comme une quête à la popularité¹⁸³. Le 15 février, Matthias Machnig, président du bureau SPD, dessinait les lignes d'un nouveau parti social-démocrate adapté au nouvel ordre capitaliste : celui du capitalisme digital¹⁸⁴. Peter Struck, chef de la fraction CDU/CSU au parlement, polémiquait sur l'inconsistance de la notion de *neue Mitte*¹⁸⁵. Le 28 février, est publié un entretien opposant F. Müntefering et W. Schäuble¹⁸⁶. Enfin, le 16 mars, Friedrich Merz s'attache à définir le centre par des valeurs¹⁸⁷. Ces débats formalisent et expriment la lutte pour l'appropriation d'une étiquette. Une telle formalisation est relativement rare. C'est pourquoi elle constitue une source d'information inestimable que nous présentons ici.

Le discours de F. Müntefering s'organise autour de trois principes : le centre de la société s'est déplacé, le SPD de gauche se retrouve aujourd'hui au centre et la CDU est un parti d'après-guerre (donc suranné).

¹⁷⁹ La question de l'électorat centriste fait l'objet du chapitre suivant. L'hypothèse d'un vote sanction y sera abordée. Celle-ci est cohérente avec l'émergence d'un nouveau type d'électeurs et de militants de l'Union plus distancés et critiques (et donc, plus volatiles). Elle correspond aussi à l'hypothèse d'une révolution participative qui aurait modifié les conditions du lien partisan.

¹⁸⁰ Le papier Blair-Schröder, signé par les deux chefs de gouvernement britannique et allemand à Londres, prône une conversion de la social-démocratie au libéralisme et à la société post-industrielle. Ce texte fut désavoué au sein même du SPD comme nous l'a expliqué Rainer Sontowski, ancien directeur de campagne de Sigmar Gabriel, lors d'un entretien à Berlin en 2003.

¹⁸¹ F. Müntefering, « warum für die CDU in der Mitte kein Platz mehr ist », *Frankfurter Rundschau* (FR), 5.2.2001, p.6. A l'époque F. Müntefering est directeur général du SPD [*Geschäftsführer*]. De 1999 à 2002, il sera secrétaire général. Il élu à la tête du parti après la démission de G.Schröder en 2004. Il restera à la tête du parti jusqu'à la formation de la Grande Coalition, date à laquelle il démissionne de ses fonctions, notamment du fait de la victoire d'A.Nahles issu de l'aile gauche du parti, qui accède au comité directeur contre le candidat soutenu par F.Müntefering.

¹⁸² W. Schäuble, « Das soll Mitte sein », *FR*, 9.2.2001, p. 9

¹⁸³ J. Rüttgers, « Neue Mitte oder Politik der Beliebigkeit », *FR*, 14.2.2001, p. 7

¹⁸⁴ M. Machnig, « Auf dem Weg zur Netzwerkpartei », *FR*, 15.2.2001, p. 7

¹⁸⁵ P. Struck, « Auf dem Selbsterfahrungstrip », *FR*, 27.2.2001, p. 6

¹⁸⁶ « In der Mitte ist kein Platz zum Kuseln » (Streitgespräch Schäuble/Müntefering), *FR*, 28.2.2001, p. 7

¹⁸⁷ F. Merz, « Wertgebundene Mitte », *FR*, 16.3.2001, p. 9

L'opposition se fait entre un centre « moderne » et un centre « d'après guerre ». La dénonciation de *l'alte Mitte* comme conservatrice est éloquente : la CDU n'a pas su prendre en compte la nouvelle génération issue de la révolution participative :

« l'électorat de l'Union est largement plus âgé que la moyenne. La CDU/CSU et ses sympathisants ont vieilli ensemble et ont largement manqué le contact avec le milieu générationnel »¹⁸⁸.

Les sociaux-démocrates annoncent, ainsi, la victoire d'une avant-garde, devenue majoritaire: « le conventionnalisme est devenu inconventionnel »¹⁸⁹. La gauche est devenue centriste. Le sinistrisme (le glissement de la gauche vers la droite des partis politiques est redéfini en terme d'homogénéisation des valeurs ou plus exactement de diffusion et de propagation de valeurs (modernes) autrefois minoritaires (avant-gardistes) et aujourd'hui devenues largement partagées par tous (consensuelles). Le principe participatif devient, ainsi, la grille de lecture du nouveau centre :

« le principe d'une participation active aux affaires publiques, le désir de s'engager dans des actions civiles, l'analyse des problèmes politiques en relation avec leurs causes sociales, la volonté de prendre des responsabilités sociales : tous ces comportements ont été perçus comme typiquement de gauche. Aujourd'hui ils sont répertoriés – sans aucun doute – comme se situant au centre de la société »¹⁹⁰.

Ceux qui étaient autrefois minoritaires sont aujourd'hui majoritaires et inversement. Par conséquent la CDU n'est plus que l'ancienne majorité, devenue minoritaire et dépassée. Elle est dénoncée comme élitare parce qu'elle réduit la discussion sur le politique (et l'intérêt général) aux seules élites (ou aux seules institutions). Le discours de F.Münterfering fait d'une société de débats une société du centre et de la solidarité :

« C'est pourquoi la participation comme but est d'une importance centrale. Si tel n'est pas le cas, alors la menace existe de voir les oppositions sur le politique – et sur le bien commun – se limiter aux élites. Ce serait une société sans centre, une société sans solidarité »¹⁹¹.

La *neue Mitte* associe donc dialogue et participation. Les deux dimensions sont étrangères à la rhétorique démocrate-chrétienne. Elle ne les y intègre qu'à partir du congrès d'Essen (2000). Mais tant pour la *Mitte* pour que la *neue Mitte*, le centre signifie une grande masse de la population sociologiquement intégrée aux choix de société (conservatrice, pour les premiers, participative pour les seconds).

¹⁸⁸ F.Münterfering, *art.cit.*, 2001: « Die Wählerschaft der Union ist weit überdurchschnittlich alt. CDU/CSU und ihre Anhängerschaft sind gemeinsam älter geworden und haben den Anschluss an die Mitte der Generationen weitgehend verpasst » (p.7).

¹⁸⁹ *Id.* p.7. « die Konventionalität ist unkonventionnel geworden ».

¹⁹⁰ *Id.* p.7: « Das Prinzip der aktiven Teilhabe in öffentliche Angelegenheiten, die Bereitschaft zu zivilgesellschaftlichem Engagement, die Analyse politischer Probleme von ihren sozialen Ursachen her, die Bereitschaft, soziale Verantwortung zu übernehmen: diese Haltungen wurden einst als typisch links angesehen. Heute werden sie - keine Frage - der Mitte der Gesellschaft zugeordnet »

¹⁹¹ *Id.* p.8 « Teilhabe ist deshalb von zentrale Bedeutung. Andernfalls besteht die Gefahr, dass die Auseinandersetzung über Politik – und über das Gemeinwohl – in der Gesellschaft auf Eliten reduziert wird. Das wäre eine Gesellschaft ohne Mitte und ohne Solidarität ».

La révolution participative s'appuie sur une modification profonde de la société vers une société de connaissances (*Wissengesellschaft*). Du capitalisme fordiste, on passe au capitalisme digital. La croyance est entière à la communication comme résolution des conflits¹⁹². Or, à nouvelle société, nouvelle politique : plus avant dans son texte, F. Müntefering présente les lignes de cette nouvelle politique : son mode de fonctionnement est celui du réseau qui met en contact les personnes dans le but de dépasser les conflits nés du vivre ensemble, les intérêts particuliers doivent être modérés (au sens d'articulés¹⁹³) et, enfin, les politiques doivent être ouvertes à la participation. Le but de toute politique est celui de la démocratisation, c'est-à-dire de l'intégration du plus grand nombre dans la sphère politique (participative). L'idéal de société est celui de l'ascension sociale grâce à l'institution scolaire. Ce sont les mérites et les efforts qui doivent déterminer les positions au sein de la société, non l'origine sociale : « Pour notre parti, le centre de la société ne doit plus être déterminé par les origines sociales, mais par le mérite et le sens civique »¹⁹⁴.

Par ailleurs, la révolution éducative et participative a, elle-même, mis en place de nouvelles compétences qui permettent de dépasser les conflits d'antan. Le secrétaire général du SPD en dénombre trois : 1) la conservation des valeurs et un style politique moderne, 2) le consensus et l'efficacité de l'action politique et 3) le pragmatisme et l'attachement à une vision politique. La nouvelle génération, née de l'aire sociale-libérale, imprégnée de l'expérience des nouveaux mouvements sociaux peut lier désormais individualisme et vivre ensemble [*Sie verbindet Individualismus und Zusammenhalt*]. La modernité renvoie, donc, à la conciliation des contraires grâce à deux outils : la participation et l'Ecole.

La réponse de la CDU est sévère : la politique de la *neue Mitte* n'est qu'une politique populiste et opportuniste qui s'adapte au gré des va-et-vient sociétaux. La CDU fait de son positionnement social, un argument pour le centre : elle défend les « petites » gens, les classes moyennes, les femmes, les pauvres, les plus âgés, les handicapés. Le SPD n'est, en comparaison, qu'une coquille vide [*eine leere Hülle*¹⁹⁵]. Il s'agit d'un

¹⁹² Le texte de Matthias Machnig s'attache à décrire le fonctionnement (et les attentes) de cette nouvelle société.

¹⁹³ « *Moderieren* » en allemand: présenter, diriger.

¹⁹⁴ „Für unsere Partei sollte die Mitte der Gesellschaft nicht länger durch Herkunft bestimmt sein, sondern durch Leistung und Gemeinsinn », G. Schöder, *Rede anlässlich des Kongresses 'Die Mitte in Deutschland' der SPD* [discours à l'occasion du congrès 'Le centre en Allemagne'], Berlin, 20.2.2002.

¹⁹⁵ J.Rüttgers, *art. cit.*, 2001 : p.7.

volontarisme politique qui nie toutes les libertés¹⁹⁶. Le consensus démocrate-chrétien est donné, il faut le conserver (et l'adapter aux nouvelles exigences de la modernité).

Le centre démocrate-chrétien est, ainsi, celui du consensus transmis non pas par imposition politique, mais par les institutions et, notamment, la famille. Il est *continuité*. La méthode est à la régulation par la mesure et l'équilibre (*Mass und Ausgleich*). Le principe premier est la liberté. Il ne s'agit pas de dépasser les conflits mais de les ordonner et de les intégrer dans un même intérêt supérieur. Le politique est avant tout une barrière à tous débordements (individualistes). Il fonde une sécurité pour l'action humaine. Le politique ne peut imposer le consensus. Il doit encadrer le dialogue et les groupes sociaux, par des valeurs communes qu'il se doit de défendre au travers d'une politique de défense des institutions de transmission de valeurs (école, église, famille). J.Rüttgers cite K.Adenauer « Nous ne sommes pas un parti de gauche modéré. Nous sommes un parti fondé sur une vision du monde avec son caractère propre et ses propres racines »¹⁹⁷. Ce qui définit le centre c'est donc une vision du monde et, l'on rajoutera, du politique comme subordonné à cette vision du monde. La modernité ne se définit pas comme avant-garde (dénoncée comme une course effrénée à la popularité) mais comme l'adaptation des repères à une société en mouvement. La CDU se doit de résoudre ses contradictions internes entre famille et mobilité notamment, et les conflits sociétaux entre liberté et vivre ensemble. Il ne s'agit pas de dépasser ces conflits mais de les *articuler*. La modernité de la CDU tient au fait qu'elle accepte de se confronter au problème politique posé par la modernité: comment dans une société pluralisme (et libre) s'accorder sur un bien commun ?

2.3. Bilan.

Ainsi, pour le SPD et la CDU, le « centre » est là où l'on gagne les élections. Il y est la majorité. Il est consensus. L'opposition se fait sur les outils pour articuler majorité et consensus : construit chez l'un, il est un donné sociologique chez l'autre. La CDU souligne la valeur protectrice et organisatrice du politique face aux changements. Il encadre les libertés et les désirs individuels afin d'arriver à l'optimum social. Au contraire, le SPD valorise les opportunités de la nouvelle société du savoir et défend une conception participative de la liberté. Il évacue la question des perdants de la modernisation en soulignant les bienfaits du progrès.

Les attaques et réponses se font donc à plusieurs niveaux :

¹⁹⁶ La *neue Mitte* a une conception plus volontariste du « politique » proche du groupe central de V.Giscard d'Estaing ou du plaidoyer de l'Union pour la liberté en faveur d'une nouvelle classe moyenne.

¹⁹⁷ „wir sind keine gemäßigte Linkspartei. Wir sind eine weltanschaulich fundierte Partei eigenen Charakters und eigener Prägung“ cit. p.7.

- Sur la capacité à articuler une majorité politique et sociale (polémique sur les compétences politiques des uns et des autres, d'une part, et sur la représentativité populaire des mouvements, d'autre part)
- Sur la définition du consensus (construit ou donné)
- Sur l'approche de la modernité (individualisme à encadrer ou opportunité d'une société du savoir)
- Sur la définition du centre sociologique (ancienne classe moyenne et protection des pauvres vs. nouvelles classes moyennes et promotion par l'école).
- Sur les buts de la politique publique (encadrement et liberté négative vs. promotion de la participation et liberté positive).

3. Pologne : 2000-2005 : L'échec d'un centrisme néo-libéral et conservateur?

La constitution d'une identité du centre reste problématique au sein de l'U.W qui n'a de ciment unificateur que celui de la neutralité. De scissions en tensions, en ailes et courants, l'UW a parfois plus l'allure d'un conglomérat d'attitudes diverses¹⁹⁸. Jusqu'en 2001, elle est placée au milieu de la compétition politique entre la SLD et l'AWS. L'Union se définit alors négativement par rapport aux autres forces politiques, au risque, par ailleurs, d'être laminée par les deux formations électorales si la polarisation s'exacerbe, comme en 1995. L'éclatement du système partisan après 2001 redéfinit nécessairement les perspectives d'un centre démocrate chrétien.

3.1 **La scission et la formation de la Plate-forme citoyenne.**

Le congrès national de décembre 2000 et la campagne interne qui l'a précédé, posent ouvertement la question de la cohérence interne de l'UW¹⁹⁹. Il reste des imprécisions quant à ses positions en matière religieuse, quant à la ligne sociale qu'elle adoptera et quant à son ouverture sur des valeurs libérales (divorce, droits des homosexuels, avortement etc.).

¹⁹⁸ En 1992, A. Hall, issu du FDP crée le parti conservateur (KP) en se séparant de l'UD qui perd alors sa place de premier groupe au parlement. Par la suite, l'UW est amputée de son aile gauche avec la formation par R. Bugaj et Z. Bujak de l'Union du travail (UP). En 1997, sept députés de l'UW forment un nouveau groupe affilié à l'AWS, la SKL (*Stronnictwo Konserwatywno – Ludowe*), avec a sa tête J. M. Rokita.

¹⁹⁹ Le congrès a commencé dans un contexte trouble : tout d'abord, L.Balcerowicz est nommé à la présidence de la Banque Nationale Polonaise. Ensuite, une polémique s'ouvre sur la falsification de listes dans la région de la Petite Pologne. Dix cercles de cette région furent vraisemblablement créés de toutes pièces (falsification des noms, listes non réactualisées etc.). Or, neuf de ces cercles soutenaient la candidature de D.Tusk à la présidence de l'Union. La décision de conseil national de rayer ces listes fut considérée comme une tentative de manipulation en faveur du candidat rival : B.Geremek. Dès lors la légitimité déjà fragile de l'ancien leader dissident est définitivement détruite au sein de la nouvelle génération.

Pour l'élection présidentielle d'octobre 2000, l'UW n'a pas de candidat officiel²⁰⁰. Après avoir hésité sur un possible soutien au candidat A. Krzaklewski, le choix de l'UW se porte sur A. Olechowski dont le programme est assez proche – organisation d'un Etat neutre et apolitique, promotion de l'égalité des chances, intégration dans l'Union Européenne, réduction des impôts, lutte contre la corruption. Mais, cette stratégie de non participation aux élections ne permet pas à l'UW de capitaliser le relatif succès de ce candidat (18% des suffrages), notamment pour les prochaines élections parlementaires de 2001²⁰¹.

Dès lors, la direction du parti s'attache à définir une collaboration avec A.Olechowski. Les deux parties semblent dans un premier temps trouver un accord. Mais la nouvelle collaboration reste floue. Elle est d'autant plus problématique qu'elle oriente l'UW vers sa droite et notamment vers la SKL²⁰². Or, l'élection de B. Geremek à la tête du parti donne à l'inverse une coloration plus « sociale » à l'UW (décembre 2000). Mi-janvier 2001, A. Olechowski rompt toutes discussions avec l'UW et forme avec D. Tusk (UW) et M. Planzinski (AWS) une « plate-forme civique » qui ne se structure pas directement en parti politique mais en comité électoral²⁰³. Le succès de la Plate-forme est sans conteste (elle devient la deuxième force politique du pays avec 12,6% des voix). Elle doit ce succès à une rhétorique anti-bureaucratique et anti-partis. Elle fait appel au *pathos* et profite de la déception face la corruption et à l'incompétence de l'AWS et de l'image professorale de l'UW. Cette dernière est écartée de la scène nationale. Faut-il conclure à l'évincement d'un centre par un autre et de quel(s) centre(s) s'agit-il ? Sans responsabilité gouvernementale, l'UW peut-elle justifier de son existence sur la scène politique ?

²⁰⁰ L'absence d'entente avec la droite en général, et l'AWS en particulier, a empêché la présentation d'un candidat commun. Or, l'UW ne voulait pas risquer une défaite électorale comme lors des élections de 1995. Les sondages donnaient, en effet, gagnant le président sortant, A. Kwasniewski, l'inconnue étant s'il serait réélu dès le premier tour. L'UW s'écarte donc volontairement du processus électoral.

²⁰¹ Le bon résultat d'A.Olechowski peut être lié à sa non-appartenance à un parti politique. Cf. J. Kurski, « Bezpartytnosc – główny atout ». *Gazeta Wyborcza*, 10.10.2000, p. 6. Il souligne cependant l'existence dans la société polonaise d'un soutien non négligeable aux réformes économiques et aux orientations européennes. La question est celle de sa cristallisation dans une formation politique particulière.

²⁰² La SKL (Parti Paysan Conservateur) est fondée en janvier 1997 par sept députés qui quittent l'UW. Elle est d'abord affiliée à l'AWS puis en 2001 avant les élections parlementaires elle se rallie à la PO.

²⁰³ La signature de la déclaration commune vaut participation au mouvement. Elle récolte environ 180.000 signatures. En avril 2003, la plate-forme adopte ses statuts et se transforme en parti politique.

3.2 L'UW après la scission de Plate-forme civique : la bataille pour le centre ou la polarisation culture/civilisation.

Au cinquième congrès (2000), le texte programmatique adopté s'ouvrait déjà à de nouvelles thématiques : l'éducation, la société d'information, le logement, la politique de la culture, les femmes, les personnes âgées et les jeunes et même l'écologie²⁰⁴. On y retrouve aussi les thèmes « classiques » de l'UW : la modernisation de la Pologne et la poursuite des réformes, un Etat de droit efficace et neutre, la croissance économique, l'Union Européenne, la modernisation de l'agriculture, la fondation d'une société civile.

La formation de la PO et la montée des extrêmes (type Autodéfense ou LPR) accompagnent l'importance prise par le thème des partis et de leur responsabilité dans la construction d'une confiance citoyenne dans les institutions nationales. Par ailleurs, l'UW accentue les thèmes de l'éducation et de l'emploi des jeunes. La lutte contre les extrêmes passe par l'éducation et la culture. Ainsi, contrairement à la PO qui met essentiellement l'accent sur la civilisation contre la barbarie, l'UW oppose la culture, c'est-à-dire une société du savoir face à l'ignorance et aux manipulations démagogiques. La scission de l'UW et de la PO n'est pas tant celle du mariage raté entre l'UD et ses tendances sociales, d'un côté, et le KLD, plus libéral, de l'autre, que la séparation entre une conception « éthique » du parti politique d'une conception « efficace » ou « pragmatique » pour reprendre la distinction de H.Kitschelt²⁰⁵. Cette rupture rappelle celle entre le ROAD et le PC dans les années 1990. Ainsi, à l'opposition entre une conception pluraliste ou unanime de la démocratie (Wałęsa vs. Mazowiecki), succède, en 2004, une opposition entre Donald Tusk et Władysław Frasyniuk, le premier défend une démocratie populaire, l'autre, une démocratie élitare. Lors de la campagne européenne de 2004, l'UW rappelle qu'il s'agit de voter pour des gens compétents et expérimentés. La campagne de la PO est plus nationale et émotionnelle. Elle veut faire du vote européen un vote sanction contre le gouvernement de L.Miller²⁰⁶. L'UW peut-elle réussir à fonder une identité centriste sur l'UE, revenant aux rhétoriques de ses premières années de fondation (1991-1992) : celles de la démocratie de compétence, d'un politique éclairé et modéré contre une démocratie populaire (et populiste) et démagogique ?

²⁰⁴ *Deklaracja Programowa V Kongresu Unii Wolności*, [Déclaration programmatique du V^e Congrès de l'Union pour la Liberté], 17/12/2005.

²⁰⁵ H.Kitschelt, *Op. Cit.*, 1994. Les « éthiques » ne correspondent cependant pas tout à fait aux « idéologues » de H.Kitschelt. Les premiers en appellent non pas véritablement à une idéologie mais bien plus à une morale pratique ; d'où le terme d' « éthiques ». F.Richard (2004) distingue les « professionnels » des « intellectuels ». Cette distinction nous semble mieux appropriée (Chap. IV).

²⁰⁶ Le patriotisme auquel font appel les deux formations n'est pas le même. Pour l'un européen, pour l'autre national.

3.3 Les élections de 2004 : l'opportunité européenne : le programme européen de l'UW.

La dimension « européenne » ne suffit plus aujourd'hui à caractériser l'UW par rapport aux forces politiques. Avec l'évolution de la structuration de la compétition politique, la question européenne est largement consensuelle. Concurrencée sur ce type de discours, l'UW, exclue de la scène parlementaire fera-t-elle le choix d'un discours radicalement européen, au-delà des appartenances nationales ?²⁰⁷

La campagne européenne, coordonnée par B. Gladysz, président du *Młode Centrum*, s'organise autour du slogan « Expérience et avenir ». Les deux têtes de liste de chaque circonscription électorale forment un duo : un jeune démocrate et un plus âgé qui doit symboliser la collaboration entre la vieille et la nouvelle génération. La circonscription de Varsovie, par exemple, présente en tête de liste la personnalité incontestée de l'UW, B. Geremek, au côté du plus jeune candidat, Wiktor Jedrzejewski²⁰⁸.

Par ces duos, l'UW cherche à se mettre en avant comme parti de la modernité encadrée, cependant, par la sagesse de l'âge. Ce n'est pas tant la nature européenne de l'UW, son engagement continu pour la construction européenne qui y sont soulignés, mais bien plus le côté modernisateur et moderne de l'UW – dont l'engagement européen n'est que la manifestation actuelle. Il fallait prouver que l'UW n'était pas surannée. Plus que nécessaire à l'Europe, l'UW se dit nécessaire à la Pologne²⁰⁹. Pour cela elle met en avant la qualité et les compétences de ses membres expérimentés par une décennie de vie politique, tandis que les jeunes, formés par les plus âgés dans la continuité des expériences et des compétences, représentent l'avenir.

L'UW souligne par ailleurs le caractère efficace du vote en sa faveur. Il fallait décourager un phénomène de vote utile en faveur de la PO dont le profil est très

²⁰⁷ Il est possible de typologiser les discours par rapport à la vision qu'ils proposent de la communauté politique à établir. Le premier identifie la communauté politique à la « société civile ». Le deuxième associe la communauté politique à la nation et définit la démocratie en termes de préservation de valeurs nationales et/ou chrétiennes. Enfin, le troisième type de discours conçoit la communauté politique en termes anti-nationaux argumentant qu'il faut rejeter les allégeances nationales étroites et devenir européen.

²⁰⁸ Né en octobre 1978, il étudie la pédagogie à l'université de Varsovie. Il est membre de l'UW de puis 1998.

²⁰⁹ Selon l'analyse de l'UKIE des programmes politiques aux élections européennes du 13 juin 2004, l'UW ne se différencie pas des autres partis « modérés ». K.Cebul pour l'UKIE, « Integracja Polski z Unia Europejska w programach wyborczych do PE » [Intégration de la Pologne à partir de l'Union Européenne dans les programmes politiques pour les élections au PE], contribution au colloque du 25/6/2004 organisé par l'UKIE à l'occasion de son rapport sur les élections européennes. L'auteur classe les programmes en trois groupes : ceux qui présentent l'intégration européenne comme une chance pour l'économie et la sécurité du pays (PO, SLD, SdLP, PiS, UW et PSL), ceux qui lient la question européenne à une reconstruction de la vision européenne (PiS, PSL, *Samoobrona*, SLD, PO), ceux qui prônent l'isolation nationale (LPR). Selon ces catégorisations, seule l'UW serait la plus inconditionnelle en matière européenne (sans reformulation d'un idéal européen) et la moins nationale dans sa campagne.

proche²¹⁰. Certains soulignent, en effet qu'au niveau des valeurs, la PO aurait un caractère plus conservateur que l'UW. Mais là aussi, il semblerait que cette configuration évolue : ainsi T. Mazowiecki qui s'est retiré en 2002 de l'UW en condamnant sa dérive libérale soutient officiellement cette formation pour les élections européennes de 2004. Il nous semble, dès lors, plus exact de distinguer l'UW et la PO par leur stratégie politique : la première a une stratégie autonomiste et élitaire, la seconde se familiarise avec les rouages du pouvoir, les alliances parlementaires et la rhétorique populaire de rassemblement.

3.4 2005 : le renouveau du centre et le rapprochement des démocrates sociaux, chrétiens et libéraux.

Du côté de la gauche, la situation devient critique en 2004. Alors que la réélection de A.Kwaniewski en 2000, puis le bon score de la SLD (transformée en parti politique en 1999) aux élections législatives de 2001 semblaient annoncer l'aire social-démocrate et marquer la réussite de la transformation des communistes en sociaux-libéraux²¹¹, les années 2004-2005 sont celles de l'épuisement et de la contestation de cette force de gauche. Tandis que M.Borowski fonde un nouveau groupe : le parti de la Social-démocratie de Pologne (SdPI), L. Miller démissionne, M.Belka ne reçoit qu'après des tractations longues et difficiles la confiance parlementaire (juin 2004). Les élections européennes sont catastrophiques pour la SLD qui ne recueille que 9,34% des suffrages²¹². L'état social-démocrate se desserrant, l'Union pourrait profiter de cette conjoncture : le centre s'orienterait vers un parti-pivot, ouvert à des alliances à droite mais aussi à gauche (dépassement du clivage historique).

Mais le nouveau *Partia Demokratyczna* proclamé en mai 2005 n'est pas cette nouvelle plate-forme centriste réunissant des ex-communistes, des ex-dissidentes, des sociaux-démocrates, des démocrates-chrétiens et des conservateurs. Même si M.Belka et certains partisans SLD sympathisent avec la formation, elle n'est pour l'instant qu'une UW rebaptisée pour les élections parlementaires de l'automne 2005²¹³.

²¹⁰ L'UW s'appuie sur des sondages réalisés du 12 au 16 av. 2004 par l'institut « Badania Rynku i Opinii Publicznej SMG/KRC » sous le titre : « sondażowe w celu sprawdzenia poziomu poparcia dla kandydatów do Parlamentu Europejskiego ». Geremek obtient 29,7% dans la région de Varsovie et arrive en tête. Les résultats de ce sondage sont inscrits sur les affiches électorales.

²¹¹ Cf. B.Drewski, « Du parti 'ouvrier' à la 'gauche démocratique'. Les métamorphoses d'un parti de pouvoir polonais (1989-2001) » p. 71-82 in : *Partis politiques et démocratie en Europe centrale et orientale*/J-M. De Waele (Ed), Bruxelles : Edition de l'université de Bruxelles, 2002.

²¹² Avec l'UP, chiffres de la *Gazeta Wyborcza* du 15 juin 2004.

²¹³ Après une ouverture à gauche et un rapprochement avec la SdPI notamment, l'éviction de W.Frasiniuk en mars 2006 souligne la réticence des membres de l'UW à s'ouvrir à une alliance avec des post-communistes. Néanmoins, en septembre 2006, la SLD, la SdPI et le PD annoncent une plate-forme électorale commune pour les élections régionales.

§ 5 LES ELEMENTS CONSTITUTIFS DE LA MARQUE CENTRISTE.

La comparaison des trois histoires nationales du centre nous permet de répertorier les usages politiques du centre pour chaque pays. De cette mise en perspective il ressort un lien fort entre « modernité » et « consensualisation » des conflits politiques, d'un côté, et entre recomposition du centre et conversion au libéralisme, de l'autre.

1. Bilan : l'héritage du centre.

1.1 La rhétorique française.

En France, les démocrates-chrétiens centristes se caractérisent par une forte imprégnation de l'héritage social du catholicisme. Cette tradition de pensée empêche une réflexion de classe, condition d'une mobilisation large comme ce fut le cas pour l'Allemagne. Parce qu'ils omettent d'intégrer les classes moyennes dans leur réflexion, les démocrates-chrétiens échouent à se constituer en parti du centre sur le modèle d'un mouvement populaire. Il faut attendre 1974 pour que les classes moyennes fassent partie du discours de la modernité. Dès lors, la voie était ouverte pour un autre discours populaire de rassemblement : le gaullisme.

Entre gaullisme et communisme, les démocrates-populaires tentent de se constituer en parti charnière. Fidèles au rêve d'un « grand centre », ils croient à une alliance avec les socialistes (non communistes). Ils espèrent être un élément de modération entre la gauche et la droite. Mais, l'alliance avec la gauche est écartée après l'échec de la FGDS (Fédération de la Gauche Démocratique et Socialiste), la fondation du PS et le rapprochement entre ce nouveau parti et les communistes. Ne pouvant espérer rallier à gauche, les démocrates-chrétiens du CDS n'ont que de très faibles perspectives électorales face aux gaullistes. Le ralliement à la majorité devient inéluctable : en 1974, le CDS soutient la candidature de V. Giscard d'Estaing. Par la suite, la formation de l'UDF autour du chef d'Etat réoriente le centrisme vers le libéralisme. Entre gaullisme et communisme, ce centre, redéfini par le libéralisme, n'a rien à voir avec la démocratie chrétienne.

Le libéralisme n'est pas plus apte à cristalliser une identité et à capitaliser les résultats électoraux. L'UDF perd les élections de 1981 et s'affaiblit devant le gaullisme. La démocratie-chrétienne laïcisée par F.Bayrou, alliée aux radicaux, reprend la lutte pour l'appropriation de l'étiquette centriste. La renaissance de la démocratie-chrétienne va de pair avec un renouveau du centre. Ce dernier n'est plus un parti charnière de type CDS parce qu'il a définitivement écarté la tentation socialiste. Son camp est celui de la droite.

Mais il n'est pas non plus un grand parti populaire conservateur, refusant de s'allier aux gaullistes. Le centre se redéfinit, héritier en cela de Valéry Giscard d'Estaing, comme une avant-garde à vocation majoritaire. Il se donne un thème : l'Europe ; et une image : les jeunes. Le tableau ci-après récapitule les avatars de la rhétorique centriste.

Tabl. 5 Récapitulatif de la rhétorique centriste (1945-1978)

Les invariants	Les évolutions formes rhétoriques
Europe : réconciliation	
Démocratie <ul style="list-style-type: none"> - décentralisation - liberté de parole et pluralisme 	<ul style="list-style-type: none"> - La « tentation socialiste » ou la rhétorique sociale - L'opposition au gaullisme ou la rhétorique démocratique - Le groupe central ou la rhétorique des classes moyennes - Le centre libéral ou la rhétorique majoritaire.
Vision politique <ul style="list-style-type: none"> - intérêt général - sacrifice - société organisée 	

Lecture : la colonne de gauche rappelle les thèmes qui sont présents du MRP à la nouvelle UDF, tandis que la colonne de droite souligne les variations rhétoriques des centristes en partant des plus anciennes (la « tentation socialiste ») aux plus récentes (le centre libéral de V. Giscard d'Estaing).

Après la campagne référendaire et avec les perspectives présidentielles de 2007, la direction centriste réoriente son discours vers le social. Elle mise sur le sentiment de déclassement des classes moyennes²¹⁴. F.Bayrou s'approprie la rhétorique de défense des classes moyennes en invoquant une « nouvelle fracture sociale » ou une « nouvelle politique des salaires ». Ceci dit, ce discours social catastrophiste ne se réfère pas à un ensemble idéologique socialisant. Nous avons vu, en effet, que le centrisme démocrate-chrétien a définitivement fait sien le principe du libéralisme²¹⁵. La réactivation d'une rhétorique sociale et du clivage économique relève de l'opportunisme politique lié aux stratégies de différenciation par rapport aux deux blocs (PS/UMP). Les références utilisées (le social, l'Europe, la démocratie) sont là pour activer le schéma identitaire de la différence (par rapport à la droite) et capter, s'ils existent, les déçus du PS. La décomposition actuelle de la gauche ouvre l'espoir au centre d'une alliance entre les démocrates-chrétiens et les plus modérés du Parti socialiste. La « tentation socialiste » n'est pas morte.

²¹⁴ Ainsi, F.Bayrou dénonce la paupérisation croissante d'une bonne partie des classes moyennes cf. « La fracture sociale s'aggrave », entretien avec F.Bayrou, *Le Parisien*, 18/01/2005.

²¹⁵ En 1998, F.Bayrou affirme : « or, le seul moyen de voir l'UDF jouer à nouveau un rôle déterminant est qu'elle s'unifie enfin. Avec une double inspiration : oui, à la démarche libérale ; oui à la solidarité », F.Bayrou, « un parti unique de toute la droite ? Peut-être... », Propos recueillis par P.Ridet, *Le Parisien*, 13/5/98.

1.2 *Alte et neue Mitte* : deux rhétoriques centristes.

Le cas allemand présente une opposition explicite entre ancien et nouveau centre sur le modèle conservateurs contre modernes. Les mythes, les symboles et les ressources rhétoriques à disposition de *l'alte Mitte* et de la *neue Mitte* structurent une représentation complexe à la fois stable et adaptative du centre. CDU et SPD reconnaissent la même modernité : celle de l'individualisation et de la pluralisation des valeurs. Par conséquent, l'opposition ne porte que sur les instruments de résolution (et de pacification) du dilemme (moderne) de nos sociétés pluralistes. La *neue Mitte* incarne une croyance en la toute puissance d'une société de communication²¹⁶. Pour le SPD, la *Mitte* est une avant-garde devenue consensuelle. A l'inverse, pour la CDU, le centre renvoie à la conservation des valeurs. Le parti démocrate-chrétien évite les contraires en les refoulant dans la sphère privée qui est, seule, chargée de propager le consensus. Le rêve social-démocrate d'une conciliation des contraires est dénoncé comme incompétence du côté démocrate-chrétien.

L'opposition, dont on verra qu'elle est ancrée dans des groupes de dirigeants (chap. VI), est donc liée aux conceptions du politique. La vision démocrate-chrétienne est portée par l'idéal d'une société réconciliée et harmonieuse, celle de la social-démocratie par l'idéal d'une société libérée. La première est fondée sur la croyance en un au-delà du politique, uni et harmonieux, la seconde sur la toute puissance du politique. Dans le premier cas, le politique vise à l'unité, dans le second à échapper à la domination. Pour la CDU, le politique se doit de sauvegarder un bien commun donné, pour le SPD ce bien commun est à construire par le dialogue et la délibération. Nous avons synthétisé ces résultats dans le tableau ci-après. Nous nous sommes attachés à la compréhension de ces phénomènes, non à leur explication causale. Il s'agissait de faire apparaître les formes contemporaines du discours centristes. Leur caractérisation est complétée par l'analyse de l'offre olitique centriste (titre II) et celle de ses bases sociales (titre III)²¹⁷.

²¹⁶ On verra dans le chapitre IV en quoi cette croyance est liée à une élite particulière au sein du SPD.

²¹⁷ Cette caractérisation se fait selon les dimensions définies d'une famille politique : vision politique, idéologie (valeurs, programmes, lignes directrices) et bases sociales. L'articulation d'une vision du politique et d'une définition du centre sera généralisée Chap. IV par l'analyse des milieux dirigeants des partis.

Tabl. 6 Les rhétoriques centristes

	Alte Mitte	Neue Mitte
Mythes fondateurs de l'identité - <u>Unité</u> (Idéal de société et régulation des conflits) - <u>Modernité</u> (Réponse à l'individualisme/pluralisme)	Référence unitaire (extérieure) hors du politique (politicien) divisé et diviseur Encadrement des désirs et de la liberté pour le maintien de la validité d'un mythe unitaire hors de la sphère politique (Famille)	Dépassement des contraires Promotion du progrès dans une société participative (liberté positive).
Rhétorique de mobilisation - <u>Modération</u> - <u>Dialogue</u> - <u>Consensus</u>	« <i>Mass & Ausmass</i> » Intégration/représentativité Déjà donné. A faire apparaître dans les structures institutionnelles	Régulation, arbitrage (« <i>Moderieren</i> ») Société participative et délibérative Construit par l'avant garde qui devient consensuelle

Lecture : le tableau est construit selon le modèle des rhétoriques centristes présenté dans le chapitre introductif. La modernité et l'unité constituent les éléments centraux de la représentation politique du centre, tandis que modération, dialogue et consensus constituent les ressources rhétoriques utilisées pour articuler le discours.

Le tableau fait apparaître comment la CDU – avec son ambition d'être « au centre » - se confronte avec une conception du SPD du centre fondée sur l'idéal participatif d'une société civile. Elle s'appuie sur l'idée d'une révolution participative au terme de laquelle une nouvelle génération entre en politique. Selon les mots de Franz Walter, le SPD représenterait la cohorte « sociale-libérale » socialisée à l'époque de W. Brandt²¹⁸. Cette cohorte (née entre 1950 et 1970) constitue aujourd'hui le centre générationnel de la société. La CDU, enracinée dans la génération précédente, celle d'« Adenauer », aurait perdu le centre. Cette hypothèse générationnelle a quelques plausibilités et sera analysée au titre II. Elle sera reformulée en termes de sociologie des élites partisans.

1.3 Pologne.

La continuité programmatique de l'UD/UW est nette. Il faut, cependant, noter un recentrage sur le libéralisme économique (à partir de 1994) qui perdure même après la scission de la PO. Les questions agricoles perdent en importance à partir de 2001. Trois nouveaux groupes cibles apparaissent : les jeunes et les femmes, et dans une moindre mesure, les retraités. L'appel à l'électorat « naturel » de l'Union a évolué: de l'alliance pro-

²¹⁸ F. Walter, „Partei ohne Botschaft. Probleme und Chancen der deutschen Sozialdemokratie zwischen Neuer Mitte und ergrauernder Gesellschaft“, *Berliner Republik*, 4(2), 2000: p. 58-65. [Cf. Sociologie des élites]

réformiste, on est passé aux classes moyennes (1994 puis 2001) et aujourd'hui (2002-2004), l'UW en appelle à des groupes professionnels précis (les enseignants, les professionnels de la culture, les médecins, les employés administratifs, les entrepreneurs petits et moyens). La tableau ci-après synthétise les évolutions thématiques de l'UD/UW depuis 1991.

Tabl. 7 Les priorités thématiques de l'UD/UW 1991-2004

Continuités thématiques	Evolutions thématiques	Emergence de nouvelles thématiques/ Groupes cibles
Démocratie – société civile	Accentuation du thème du libéralisme économique	Education
Etat de droit – responsabilité citoyenne		Discrimination hommes-femmes
Patriotisme historique	Glissement sémantique d'une alliance pro-réformiste à des groupes professionnels	Retraites
Liberté – lutte contre l'étatisme et le collectivisme		Jeunes
Europe		

Lecture : la première colonne recense les thèmes que l'on retrouve de la fondation de l'UD jusqu'à aujourd'hui. La deuxième colonne rappelle les évolutions et les reformulations des thèmes présents dès 1991. La dernière colonne retrace les thèmes qui émergent dans les années 2000.

Aux élections européennes de 2004, le centre est divisé entre l'UW et la PO ; toutes deux sont issues de la dissidence et du mouvement de Solidarité. La première tente de défendre son image de parti leader et fondateur de la Pologne non communiste. La seconde semble s'être substituée à l'UW dans le nouveau Parlement polonais issu des élections de 2001. L'appel du 16 février 2005 à la formation d'un nouveau parti centriste (PD) rappelle que l'Union n'abandonne pas l'espoir de revenir sur la scène nationale et que celui-ci reste l'objectif premier. La rhétorique du rassemblement (européen) est utilisée pour pallier à une rhétorique gouvernementale (de compétence) ébranlée.

Deux rhétoriques s'entremêlent, donc, dans le discours de l'UW : celle du rassemblement européen et celle de la compétence gouvernementale. La première semble être utilisée pour pallier la seconde, ébranlée par les succès de la PO. Le tableau ci-dessous récapitule les ressources discursives utilisée par l'UW selon la scène politique considérée.

Tabl. 8 Les ressources du centre dans la compétition politique :

La rhétorique du rassemblement européen	La rhétorique gouvernementale
Solidarité Europe Alliance réformiste Modernité	Compétence Réformes Efficacité Modernisation

Lecture : la première colonne précise les thèmes utilisés lorsque la figure de l'Europe est mobilisatrice, la seconde récapitule ceux invoqués pour prétendre aux responsabilités gouvernementales.

Dans quelle mesure ce changement dans les rapports de force au centre marque-t-il un glissement de la rhétorique centriste (de la rhétorique gouvernementale vers la rhétorique du rassemblement) ? Comme nous l'avons souligné, selon W.Wesołowski, une identité politique qui combinerait des orientations chrétiennes et libérales ne pourrait exister en Pologne (W.Wesołowski 1997). La polarisation partisane se structure selon deux axes qui se recoupent : l'axe traditionalisme – modernisme et l'axe autoritarisme – libéralisme. D'un côté, on retrouverait donc les formations catholiques qui défendent une tradition et une conception démocratique autoritaire, de l'autre les partis libéraux qui prônent une démocratie parlementaire et pluraliste. Dans une certaine mesure, l'échec du mariage entre le KLD et l'UD était annoncé. La PO, en alliant conservatisme et libéralisme, devrait mieux réussir à s'ancrer dans le paysage politique.

En se donnant un profil « moderniste » aux élections européennes de 2004, l'UW semble se repositionner elle-même par rapport à cette nouvelle configuration partisane : d'un côté, le centre-tradition, de l'autre le centre-modernité²¹⁹. Mais le positionnement PO/UW est plus complexe parce que les rhétoriques utilisées tirent leur racines dans l'héritage de la transition polonaise et du phénomène Solidarité.

En outre, on observe un phénomène spécifique, hors des traditions et héritages politiques : la récurrence de l'opposition populisme/élitisme depuis la guerre au sommet de 1990. Ainsi, 1997 marque le point culminant d'un processus qui privilégie le politique dans sa version élitare, c'est-à-dire d'un politique qui suppose l'existence d'un groupe d'experts, garant de la démocratie. Les élections de 2000 puis de 2001 marquent le retour d'une rhétorique populaire, c'est-à-dire d'un politique sans l'intermédiation d'une classe d'intellectuels²²⁰. Dans une telle configuration, l'image élitare voir élitiste de l'Union handicape très fortement la formation centriste.

²¹⁹ Ainsi, l'UW est affiliée au PDE tandis que la PO au PPE.

²²⁰ Ce qui ne signifie pas que l'espace politique se conçoit sans une élite spécifique. Mais celle-ci se définit par sa compétence politique non par une compétence d'expertise.

2. Élément de comparaison : modernité et centre, la dépolitisation ou la neutralisation des conflits.

Les centres démocrates-chrétiens permettent de poser les premières lignes d'une grille de lecture de l'articulation entre centre et modernité, d'une part, et entre modernité et apaisement social, de l'autre. Associée à la récusation du clivage gauche-droite, récusation que l'on retrouve en France, en Allemagne et en Pologne, la modernité se définit, alors, de manière négative, par rapport au conflit qui est vécu comme un signe d'archaïsme, comme une survivance du passé. Dans sa définition positive, elle s'exprime au travers d'une valorisation de l'unité qui s'incarne dans la figure de l'Europe (France, Pologne). Cette dernière est présentée comme le destin et l'horizon indépassable de l'avenir politique. Elle substitue un modèle politique de consultation à une représentation conflictuelle de la décision politique. La modernité se définirait comme le dépassement des conflits de classes et des polarisations sociales. Elle justifierait une refonte des mécanismes préjudant à l'élaboration de la décision publique : l'abandon d'une logique de rapport de force et de confrontation collective au profit d'une décision concertée et unanime (ou presque).

La modernité s'articule donc autour du binôme : recherche de l'unité (à l'opposé de la lutte des classes ou d'une quelconque partition sociale en termes de rapport de force) et neutralisation du conflit (en substituant aux identités collectives un statut d'expert²²¹). L'unité est l'objectif ultime, la neutralisation du conflit, la méthode mise en œuvre pour y arriver. Elle se décline sous des figures rhétoriques diverses : le consensus, le dialogue, la modération □ Sa traduction en termes de stratégies politiques varie selon les pays.

Tout d'abord, pour le centre polonais, le consensus est essentiellement un consensus contre : il est un rassemblement de toutes les forces en faveur du changement, c'est-à-dire de toute la nation polonaise contre la domination étrangère (puis contre l'obscurantisme soit de l'inculture [UW], soit de la barbarie [PO]). En ce sens, le consensus peut être réalisé s'il y a, au préalable, éveil des consciences à la nécessité du changement. En Allemagne, au contraire, la rhétorique consensuelle est assez peu utilisée par la CDU et se rapporte à un « *Grundkonsens* » déjà donné qu'il s'agit de (ré)actualiser dans les structures institutionnelles. Dans le cas français, le politique est,

²²¹ Les acteurs institutionnels, et notamment syndicaux, ne sont plus des représentants d'un collectif, et, par là, d'un rapport de force, mais intégrés à un débat d'expertise. Cette discussion dépolitisée n'a plus vocation à être confrontation en vue d'un choix, mais doit conduire au consensus, à une décision représentative avec laquelle chaque « participant-expert » peut s'identifier. Cette forme de « paroles morcelées » est emblématique de la « modernité ».

avant tout, pour les centristes, une action volontariste visant à « créer » les fondements du consensus. Ensuite, si la modération définit la possibilité de l'unité politique en redéfinissant le pluralisme politique comme exigence de dialogue et de débat, elle n'est pas identique d'un pays à l'autre. En France, la modération correspond à une entreprise de maïeutique qui cherche à créer, par la confrontation dialogique, les bases d'une action politique commune parce que raisonnable. En Allemagne, la modération est associée à l'idée de pluralité : la méthode politique n'est pas tant la réalisation d'un au-delà du conflit, que la mise en concurrence des aspirations contraires de l'ensemble des populations. Par cette confrontation, un point d'équilibre est trouvé. En Pologne, la modération renvoie à l'autolimitation héritée de la transition polonaise.

On peut synthétiser ces résultats par le tableau suivant :

Tabl. 9 Les divers visages du centre démocrate-chrétien

Compétition Partisane Représentations	France.	Pologne.	Allemagne.
Modernité (est définie par :)	Le pluralisme des valeurs	Le pluralisme des valeurs	Le pluralisme des valeurs
Unité (est définie par :)	La non-partition de l'espace social	La non-partition de l'espace social	La non-partition de l'espace social
Modération (rendue possible par :)	La raison	L'autolimitation	(Rhétorique non utilisée)
Consensus (rendu possible par :)	La synthèse	Le rassemblement	Déjà donné (à faire apparaître dans les institutions)
Dialogue (rendu possible par :)	La recherche de la vérité	L'éducation	La représentativité des institutions.

Lecture : la modernité et l'unité (soulignées) constituent les deux éléments centraux de la représentation politique du centre, selon la compétition partisane, les autres « mythes » mobilisateurs – modération, consensus et dialogue – sont présentés différemment. Par exemple, en France, la modération est présentée comme la résultante de la raison, en Pologne, elle est rendue possible par le principe d'autolimitation, tandis qu'en Allemagne la rhétorique n'est pas utilisée par les démocrates-chrétiens.

Du système français au système allemand, on a, ainsi, un axe allant d'une identité définie par la raison (idéal du citoyen raisonnable) à une identité caractérisée par des valeurs communes (idéal du citoyen conscient de son appartenance à la communauté nationale).

3. Evolution des rhétoriques : la conversion au libéralisme.

Un élément commun aux trois centres démocrates-chrétiens est le duo libéralisme-modernité qui se forme à partir des années 1980. L'introduction de la thématique de la modernité semble inséparable de la conversion des démocrates-chrétiens au libéralisme économique²²².

Les démocraties-chrétiennes ont peu à peu réintroduit des éléments de libéralisme économique dans leurs programmes. L'Allemagne est le précurseur en la matière dès les années 1950, puis vient la France, et enfin la Pologne. L'introduction de cette thématique soulève le problème de la conciliation entre un héritage de la pensée sociale catholique, faite d'ouvriérisme et de méfiance face au capitalisme, et les principes du libéralisme économique. Cette difficile conciliation est au fondement de ce que nous avons nommé la « transition identitaire » des démocraties-chrétiennes. Tout se passe comme si le passage des démocrates-chrétiens d'une rhétorique sociale (MRP), autogestionnaire (Solidarité) ou solidariste (CDU, programme d'Ahlen) à une rhétorique de responsabilité de chacun vis-à-vis de la communauté symbolisait le passage à la « modernité » et, par voie de conséquence, une recomposition de la marque centriste. Celle-ci se traduit, paradoxalement par un repli sur les valeurs conservatrices traditionnelles. En Pologne, l'échec de cette transition identitaire semble patent avec la division entre la PO, conservatrice, et l'UW, plus progressiste. En France, la situation est incertaine du fait des inconnues qui demeurent quant à la tentative d'autonomisation de l'UDF sur un créneau social-démocrate. Mais, pour les trois pays, la relégation au privé des questions idéologiques (morales, religieuses) semble être la réponse aux exigences contradictoires d'une vision chrétienne teintée de personnalisme, d'une part, et des principes libéraux en matière économique et politique qui supposent la neutralité de l'action de l'Etat (dans le fonctionnement du marché et dans la formation des jugements moraux), d'autre part. Cette conversion au libéralisme permet de neutraliser les potentialités conflictuelles de la modernité (comme pluralisme des valeurs) en les reléguant au privé (c'est-à-dire à la responsabilité de chacun)²²³. En un mot : la conversion au libéralisme des démocraties-chrétiennes allemandes, françaises et polonaises va de pair avec la constitution d'un espace de neutralité propre au rassemblement (on pense notamment à Force Démocrate, mais aussi, à l'UW et au KLD, à la réussite du mouvement démocrate chrétien allemand).

²²² Ces rhétoriques de la modernité et du libéralisme émergent, respectivement, dans les années 1960 et dans les années 1980 pour la France et l'Allemagne, tandis que pour la Pologne, la seconde précède la première.

²²³ La modernité en impliquant le pluralisme des valeurs, entre en contradiction avec l'idéal unitaire et non partitif du centre. Le libéralisme constitue ainsi une réponse au dilemme centriste de l'unité dans un monde pluriel.

Deux questions se posent alors : ces recompositions des « anciens » centres démocrates-chrétiens sont-elles durables ? et la conversion au libéralisme et/ou à la modernité significative nécessairement centrisme ?

A la première question, les exemples français et polonais ont souligné que la recomposition libérale des centres démocrates-chrétiens était fragile : dislocation de l'UW, scission de DL. En même temps, tant l'UW que l'UDF ont fait leur l'héritage du libéralisme économique. En Allemagne, l'interrogation demeure quant à la recomposition du centre sous A.Merkel. De manière générale, le libéralisme comme outil de gestion des contradictions de la modernité avec l'idéal unitaire de la démocratie-chrétienne modifie la vision politique des centristes. Schématiquement, les centristes de l'UDF évoluerait vers une politique gestionnaire, même s'il reste un héritage fort de la philosophie rationaliste des Lumières, au sein des centristes. L'Allemagne aurait déjà effectué sa transition vers ce type de politique comme gestion des conflits sociaux, avec un changement paradigmatique clair dans les objectifs dévolus au politique²²⁴. Enfin, en Pologne, la division demeure entre les centristes prônant la différenciation sociale et la confrontation des intérêts particuliers (Alliance du centre, KLD, PO), et ceux qui défendent encore une vision englobante de l'intérêt général (ROAD, UD, UW, PD).

Quant à la deuxième question, elle ouvre une réflexion sur la « conversion » des partis sociaux-démocrates à la rhétorique du libéralisme. Il est frappant de constater que cette conversion va de pair avec la rhétorique de la modernité. Le duo libéralisme-modernité fonderait-il l'articulation majeure de la marque centriste ? A partir de ce bilan du projet centriste et « moderniste » de la démocratie-chrétienne, quelles sont les similitudes et les convergences entre ces deux projets du centre ? En d'autres termes, les « nouveaux » centres qui se réclament d'un projet « moderne », ne sont-ils pas, en réalité, assez proches (et dans quelle mesure ?) des valeurs conservatrices ? Les nouveaux phénomènes centristes contemporains peuvent-ils être analysés comme une rupture et une re-définition du centre ?

²²⁴ Selon l'ancien directeur stratégique de la CDU, H. Preschle, les années 1990 sont des années « tournant » marquées par le rapprochement entre les conservateurs et les chrétiens démocrates. Ce rapprochement pourrait, alors, conduire à une nouvelle partition de l'espace partisan entre sociaux-démocrates et conservateurs/Chrétiens. Entretien avec H. Preschle, Berlin : mai 2002.

4. Le nouveau centre ?

Seule la *neue Mitte* correspond strictement au cas de conversion sociale-démocrate au libéralisme. Mais, la « nouvelle UDF » après la scission de DL se rebaptise, elle aussi, sur le modèle du *third Way*. De même, l'UD puis l'UW ont tenté de fonder un centre sur le rapprochement des tendances laïques sociales et des catholiques démocrates. Le Parti Démocrate en Pologne a suivi sous la présidence de W.Frasyniuk la même trajectoire d'un rapprochement avec les sociaux-démocrates. Enfin, l'étude de la *neue Mitte* a montré nombre de similitudes avec les rhétoriques de l'UDF et de l'UW : appel à la constitution d'un consensus (conception de la majorité comme avant-garde), appel à une « révolution » par l'éducation, conception élitaire du politique. Faut-il y voir le signe d'une recomposition des systèmes partisans ? S'interroger sur les ruptures des rapports électoraux devient une étape indispensable à une réflexion sur les recompositions du centre et de la marque centriste. Ce sera donc l'objet du titre suivant : l'émergence de nouvelles rhétoriques centristes s'accompagne-t-elle d'une modification de la compétition partisane ?

Après avoir répondu à cette question, nous nous intéresserons à l'analyse proprement dite des nouveaux centres (titre II et III).

Chapitre IV

Les évolutions électorales du centre : L'émergence d'un nouveau clivage politique ?

L'objet de ce chapitre est de présenter pour chaque pays l'évolution récente de la compétition politique, les transformations dans les rapports de force et les enjeux sur lesquels se fondent les oppositions²²⁵. A partir de là nous tracerons les lignes d'évolution du centre qui nous semblent possibles. Pour cela, nous poserons la question des retournements de l'ordre et des rapports électoraux. Nous prendrons trois indicateurs pour l'analyse des systèmes : les rapports de force électoraux, la répartition géographique²²⁶ des suffrages et la structuration du système partisan.

§1 LA FRANCE : 2001, le renouveau du centre ?.

Il est un paradoxe français : c'est justement quand le clivage gauche – droite semble s'atténuer et que 57% des français le considère comme un clivage dépassé en 1994²²⁷, que le centre politique reste absent de l'arène politique²²⁸. C'est avec en arrière fond ce paradoxe qu'il convient d'interroger le phénomène centriste français.

La présence d'un parti communiste fort a longtemps freiné la désidéologisation de la politique française²²⁹. Elle a eu pour conséquence une structuration de la vie partisane autour de la lutte des classes, soit une polarisation des luttes politiques. Couplée au système institutionnel majoritaire, à une République marquée par l'empreinte gaullienne, cette polarisation semblait devoir conduire à la bi-polarisation de la vie politique. Les seules forces politiques amenées à survivre seraient le gaullisme et le communisme : le

²²⁵ La vie politique ainsi que la succession des gouvernements sont résumées en annexe sous la forme de chronologies indicatives.

²²⁶ L'analyse des modifications des structures du vote s'est faite au travers de la comparaison de cartes électorales. La méthode présentée par P. Martin (Martin 2000), si elle a l'avantage d'être systématique a ceci de fâcheux qu'elle suppose d'utiliser un appareil quantitatif lourd hors de portée de notre travail de recherche. La comparaison de cartes électorales a un caractère plus "artisanal" mais elle constitue de bons indices d'évolution des rapports électoraux. Une analyse quantitative pourrait par la suite confirmer et systématiser nos hypothèses.

²²⁷ G. Michelat, M.Simon, « Changements de société, changements d'opinion » p. 167-186 in : *L'état de l'opinion/ Sofres*, Paris : Seuil, 1996.

²²⁸ L'UDF obtient 7% à l'élection présidentielle en 2002, et moins de 5% à l'élection législative.

²²⁹ En 1981, pour la première fois, le PS devance le parti communiste. Celui-ci obtient son plus mauvais résultat électoral (15,6%) depuis 1936. Il perd un quart de ses électeurs.

centre était voué à disparaître²³⁰. Dans le même temps néanmoins, les élections présidentielles ont forcé les partis des deux blocs à gagner du terrain au centre de l'électorat²³¹. La compétition converge au centre. Dans cette optique, la constitution d'un gouvernement du centre avec V. Giscard d'Estaing est dans la continuité d'une compétition partisane centrifuge. En définitive, à la fin des années 1970, le système français est certes polarisé mais la tendance à la bipolarisation compensée par un mouvement centrifuge inverse vers le centre²³². L'arrivée des socialistes et des communistes au pouvoir marque-t-elle le renouveau de la polarisation idéologique du système ? La conversion des socialistes à la politique de rigueur (1983), les alternances à répétition (1986, 1988, 1993, 1995, 1997, 2002) et la banalisation de la cohabitation (1986-88, 1993-1995, 1997-2002) accentuent plutôt l'évolution vers la désidéologisation du système partisan. Elle va de pair avec l'affaiblissement des clivages religieux, économiques et de la partition gauche-droite. Ces transformations conduisent au renouveau du débat sur la possibilité d'un pluralisme français²³³. Les deux grands partis (PS et UMP) voient leur domination s'effriter. Assiste-t-on, pour autant, au renouveau du centre ?

La centrifugation de la compétition partisane ne semblerait pas avoir profité au parti centriste. Le passage à la magistrature suprême de V. Giscard d'Estaing n'a pas permis de retourner durablement le rapport de force entre gaullistes et non gaullistes. La formation de l'UMP en 2002 confirme la suprématie des gaullistes sur le centre.

A partir de ce constat, nous proposons d'aborder le processus de recomposition du centre. Dans un premier temps, une approche historique, à partir de la constitution de l'UDF en 1978, permettra de souligner les difficultés auxquelles se heurte le centre dans sa tentative de recomposition²³⁴. Ensuite, la période 1999-2005, marquée par la présidence de F.Bayrou et la recomposition de l'UDF après le départ de DL, soulignera les évolutions des rapports de force électoraux entre l'UMP (ou le RPR) et l'UDF. Face à l'UMP (2002), le centre semble perdre en puissance. Le recentrage démocrate-chrétien

²³⁰ C.Ysmal concluait en 1989 à l'impossibilité du centrisme : C.Ysmal, « L'impossible centrisme », *Politique aujourd'hui*, janv. 1989.

²³¹ La logique pi-partite de l'élection présidentielle (au deuxième tour) conduit à la convergence au centre des partis politiques. Sur l'hypothèse de convergence voir : A.Downs, 1957.

²³² G.Sartori classe le système français comme système polarisé tempéré par des tendances centrifuges (G.Sartori, 1976).

²³³ La question a été très mobilisatrice pendant les années 1960. Elle renaît au milieu des années 1990 : A.Duhamel, « Derrière le brouillard, le bipartisme ? », *Etat de l'opinion*, 1997 : p. 81-97 ; N.Sauger, *Les scissions de l'UDF (1994-1999) : unité et dissociation, mécanismes de transformation de l'offre partisane*, sous la direction de Gérard Grunberg, 604 f. IEP, Paris, 2003.

²³⁴ Notre approche résolument axée sur les années 1980 et les phénomènes de recomposition du centre à partir d'un rapprochement des démocrates-chrétiens et des sociaux-démocrates, ne nous permettait pas de remonter plus avant dans la chronologie.

sur l'Europe est tout autant hypothéqué par le rejet du traité constitutionnel de l'Union Européenne (référendum de mai 2005). L'ouverture à gauche et la tentative de rallier les déçus du PS pourront-elles donner au centre l'ancrage électoral tant recherché ? L'alliance des sociaux et des chrétiens-démocrates permettrait-elle un meilleur enracinement du centre ?

Ce travail de recueillement de données puis d'analyse prend sens en comparaison des travaux effectués sur la période précédente²³⁵. Pour ce qui est donc de la période 1981-2002, nous ne présenterons pas d'éléments empiriques nouveaux. Nous y rajoutons les élections présidentielles et législatives de 2002, les élections régionales de 2004 puis les élections européennes (et le référendum de 2005).

1. Evolution des rapports de force électoraux.

Rappel : du MRP à l'UDF : l'impossible centrisme (1945-1997).

Nous rappelons que le MRP fut le premier parti de l'après guerre. Il rassemble 23% des suffrages exprimés à l'élection de la première assemblée constituante (1945). Mais avec la création du RPF en 1947, il perd très rapidement ses électeurs. En 1951, il n'obtient plus que 12,6% des voix. La suite ne sera que l'histoire d'un déclin inexorable entrecoupé d'un espoir bref : celui de J.Lecanuet recueillant 16% des voix et mettant en ballottage le Général de Gaulle en 1965. Le tableau ci-après retrace les évolutions électorales du MRP, puis du CD et CDS entre 1945 et 1969.

Tabl. 10 Les résultats des démocrates-chrétiens aux élections législatives et présidentielles (1^{er} tour), de 1945 à 1969 (en %)

1945	1946	1951	1956	1958	1962	1965	1967	1968	1969
23.9	28.2	12.6	11.1	11.1	8.9	16.	13	10	23.3

En 1974, le CDS se rallie à la candidature de Valéry Giscard d'Estaing. Ce dernier obtient 32,6 % des voix (contre 15,1% pour J.Chirac). C'est la première fois depuis 1947 que le rapport de force entre gaullistes et non-gaullistes s'inversent. Toute la décennie, l'UDF affiche de scores proches de 20% aux élections législatives. La liste emmenée par Simone Veil aux élections européennes de 1979 obtient même 27% des suffrages (contre 16% pour la liste RPR). Mais les années 1980 sont marquées par l'érosion progressive

²³⁵ En l'occurrence P.Letamendia, *Le MRP*, Thèse de science politique, Bordeaux, 1979 : 429 p ; A.Massart, *L'Union pour la démocratie française*, Paris, L'Harmattan, 1999 ; N.Sauger, 2003 ; P.Martin, *Comprendre les évolutions électorales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

des scores de l'Union (28,32% en début de période contre 16% en fin de période). En 1993, l'UDF obtient encore 20% des voix, elle chute à 14% en 1997.

Tabl. 11 L'évolution du rapport de force RPR/UDF (1974-1994)

	1974	1978	1979	1981	1986	1988	1993	1997
UDF	32.6	20.23	27.2	28.32	Unité de candidature	16.54	20.09	14.3
RPR	15.1	22.84	16.1	21.24		19.22	19.85	15.3

Lorsque F.Bayrou prend la direction de Force Démocrate en 1994, le gaullisme a repris ses droits. Le système partisan s'organise autour de deux grands partis dominants, le PS et le RPR, et deux petits partis, le PCF pour la gauche, et l'UDF pour la droite²³⁶. A côté de ce quadrille, le FN structure la compétition politique comme « force impuissante ». Il introduit un nouvel enjeu dans la compétition politique : l'immigration²³⁷. Le « vote normal » est de l'ordre de 45,5 % pour la gauche, 54,5% pour la droite (P.Martin, 2000).

La période 1993-1997 ne remet pas en cause la domination des deux grands partis même si certaines modifications de l'espace politique sont notables. Tout d'abord, deux espaces politiques émergent : l'un entre l'extrême-droite et la droite parlementaire, autour de Philippe de Villiers, l'autre à l'extrême gauche avec les troskistes de Arlette Laguiller²³⁸. Ensuite, la percée des Verts en 1992 fait apparaître le spectre d'une nouvelle concurrence à la gauche du PS. Mais, dès 1993, le mouvement pâtit de l'émergence des deux nouvelles forces politiques précédemment citées, à l'extrême gauche (LO) et à l'extrême-droite (MNR). Ses scores électoraux ne se redressent qu'à partir des élections européennes de 1999. Les Verts touchent alors les dividendes de leur insertion à gauche et de leur participation à la gauche plurielle (1997-2002).

Par ailleurs, à partir de 1996-1997, le PS se fait déborder sur sa gauche (affaire St Bernard, manifestation contre les lois Pasqua et Debré) et les formations d'extrême gauche. L'appropriation de thèmes de l'immigration par l'extrême-gauche souligne l'échec de la stratégie socialiste de se repositionner sur ces enjeux. Cet échec est dû, d'une part, à l'arrivée du PS au gouvernement qui déçoit par des mesures tempérées de

²³⁶ Si le RPR et le PS dominent encore la vie politique du pays, ils ne sont plus en position hégémonique : avant 1981, les deux partis récoltaient à eux deux 90% des suffrages, ce ne sont plus que 80% après 1984.

²³⁷ Les changements de rapports de force gauche/droite selon les zones d'immigration se retrouvent dans l'évolution de l'autoclassement à gauche ou à droite. A partir de 1988, les régions à plus forte population maghrébine, favorables à la gauche passent à droite et inversement pour les zones où la proportion de cette population est la plus faible. Par conséquent, « il s'agit bien d'un phénomène [de réaligement sur le thème de l'immigration] qui concerne l'évolution gauche/droite dans son ensemble et non seulement le Front National » [Martin 2000 : 274].

²³⁸ En 1995 cette dernière obtient 5,4% des suffrages, résultat sans précédent dans l'histoire depuis la formation du PCF.

régularisation des sans-papiers²³⁹ et d'autre part, mais l'effet est difficile à mesurer, à l'arrivée sur le marché électoral de la deuxième génération d'immigrés, qui contrairement à ses parents, a le droit de vote. Néanmoins, les motivations du vote de l'extrême-gauche reste d'après les études mesurables sur le clivage gauche droite. Elle ne constitue pas une « nouvelle » gauche, mais une gauche extrême. Contrairement à l'extrême droite qui n'est pas tant extrême que radical ou nouvelle²⁴⁰.

A droite, après quelques incertitudes, la rupture est consommée entre extrême-droite et droite parlementaire (1998)²⁴¹. L'espace est donc tripartite entre une gauche, une droite (modérée) et une extrême droite dont les motivations du vote sont spécifiques. Par conséquent, l'émergence des Verts et de l'extrême-gauche ne remet pas en cause les rapports de force droite/gauche résultant du réaligement de 1981-1984 (54,5/45,5) et l'installation du FN dans le paysage politique français²⁴².

Le centrisme retrouvé ? La tentative d'autonomisation de F.Bayrou (1998-2005).

Les élections européennes de 1999.

Depuis 1989, sur la scène européenne la droite française a éclaté en quatre pôles : l'UDF, le RPR européen, les gaullistes souverainistes et le CNPT (Chasse Nature Pêche et Tradition). En 1984 toute la droite était encore derrière S.Veil. En 1989, l'UDF et les chasseurs se sont autonomisés. En 1994 c'est au tour des souverainistes. En 1999, les quatre composantes de la droite se présentent séparément²⁴³. Les élections européennes de 1999 viennent donc confirmer la quadri-partition de la droite. La nouvelle UDF dont les composantes ont fusionné après le départ de DL remporte 9,2 % des voix (contre 12,5%

²³⁹ Après la défaite de 1993, le PS cherche à regagner des soutiens en radicalisant des positions. Ce faisant il prend le risque de décevoir ses électeurs lors de son arrivée au pouvoir. Ce même phénomène de déception est observable en Allemagne en 1998

²⁴⁰ Sur l'hypothèse d'une tripartition de l'espace politique voir, entre autres, G.Grunberg, E.Schweisguth, « La tripartition de l'espace politique » p.341-362 in : *L'électeur a ses raisons/* D.Boy, N.Mayer (dir.), Paris : Presses de Science PO, 1997. Elizabeth Dupoirier conclue au maintien de la tripartition après les élections de 2002 [E.Dupoirier, « Dynamique de l'espace social et vote » p. 185-206 in : *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002/* B.Cautrès, N.Mayer (dir.), Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 2004]. De même, V.Tiberj estime que l'émergence de l'extrême gauche ne peut être assimilée à une quadri-partition de l'espace politique : V.Tiberj, « L'extrême gauche et la recomposition de la gauche traditionnelle à la veille des élections régionales », CEVIPOF, 2004.

²⁴¹ L'élection de présidents de région avec les voix du FN à la suite des élections régionales de 1998 divise la droite : certains défendent l'acceptation des ses reports de voix « comme les autres », d'autres la refusent [cf. Chap. III].

²⁴² En ce sens, P. Martin ne parle pas de réaligement mais d'ajustement. « Un ajustement électoral est une sorte de mini-réaligement. Il doit être l'occasion de changements durables dans les équilibres électoraux, d'évolutions éventuelles à d'autres niveaux de la vie politique – système partisan, fonctionnement du système politique, politiques publiques, relations des élites politiques et des électeurs – sans toutefois que ces changements altèrent profondément le nouveau système mis en place par le précédent réaligement » [P. Martin : 2000, p. 356].

²⁴³ Par contre, jusqu'en 1999, le vote européen a des effets différenciés à droite et à gauche : il favorise une nouvelle partition de la droite alors que ce processus n'arrive pas à terme à gauche : certes déstabilisée, la gauche reste partagée selon le modèle national – du moins jusqu'aux élections de 1999 incluses. Le vote aux élections européennes peut modifier les rapports de force au sein de la gauche – on pense notamment aux Verts ou à l'extrême gauche qui profitent des élections européennes – mais ces formations ne s'autonomisent pas sur la scène nationale (du moins jusqu'en 1999).

pour la liste RPR-DL). C'est certes largement en-dessous du résultat de S.Veil en 1979, mais suffisamment important pour asseoir la légitimité de la nouvelle formation. La scission de DL, puis l'autonomisation de la liste UDF aux élections européennes marquent un temps fort de la transformation du centre : elles signent, d'une part, une stabilisation de l'UDF à un niveau inférieur à la décennie 90, et d'autre part, son ancrage comme « force-faible » dans le système partisan : si elle ne peut être négligée (notamment par les gaullistes), elle est progressivement écartée du pouvoir et de sa logique d'attribution. Selon les mots de N.Sauger, l'UDF passe « du statut de membre de la 'quadrille bi-polaire' [□] à un rôle de premier tour lors des élections, en dehors donc de la logique d'attribution du pouvoir » (N.Sauger, 2004 : 713). 1998 a donc amplifié l'effacement des centristes. Celui-ci s'accélérera à une autre reprise : en 2002 avec les défections massives en faveur de l'UMP.

2002 : élections de rupture (pour la droite)?

Les élections de 2002 aurait pu être un point marqué par l'UDF face aux gaullistes. Au soir du premier tour, F.Bayrou avec ses 7% de suffrages exprimés pouvait espérer retirer des gains de son positionnement (quatrième protagoniste après J.Chirac, J-M. Le Pen et L.Jospin et avant l'extrême-gauche) d'autant que le leader gaulliste réalise un score relativement faible avec 20% des voix. Mais la logique d'agrégation des votes en a décidé autrement. La victoire du FN annihile toute possibilité de négociation pour l'UDF. Les législatives qui suivent laminent le mouvement centriste : 400 députés pour l'UMP et 29 pour l'UDF. En cela, les élections de 2002 redistribuent de manière très marquée les cartes au sein de la droite²⁴⁴.

La géographie électorale est maintenue en 2002. Les désalignements géographiques observables sont liés tout d'abord à la baisse continue de la pratique religieuse (les quinze départements les plus catholiques donnent de moins en moins des résultats supérieurs à la moyenne nationale en faveur de la droite) et ensuite, du glissement vers la gauche des grandes agglomérations. Ce dernier phénomène est lié à l'évolution des personnes les plus diplômées vers la gauche (phénomène de glissement progressif). Depuis 1999, Paris est plus à gauche que la moyenne de la France. Dans les autres grandes villes, la progression de la gauche entre 1995 et 2002 est toujours supérieure à l'évolution nationale. Ces évolutions correspondent à des alignements de long terme. Même si elles contribuent à une modification significative du paysage

²⁴⁴ Par contre, le caractère de rupture des élections est plus controversée. (P.Martin 2002).

électoral, les cartes électorales de 2002 restent très proches des élections antérieures²⁴⁵. Au niveau national, l'UDF recueille 4,8% des suffrages. Pour que ce résultat prenne sens, il faut le rapporter au 170 circonscriptions où l'UDF présentait un candidat et surtout aux circonscriptions dans lesquelles le candidat UDF était en concurrence avec celui de l'UMP soit 133 circonscriptions. Dans celles-ci le parti recueille 10,4% des voix contre 28,7% pour l'UMP (F.Haegel, Cevipof, 2004). L'UDF représente donc environ un quart des suffrages de la droite ; ce qui n'est pas négligeable mais insuffisant pour prétendre remettre en cause l'hégémonie de l'UMP.

Les rapports de force sont donc maintenus entre la gauche et la droite. Ils se fixent à un niveau proche du vote normal : la droite obtient 55,2% des suffrages (pour un niveau « normal » à 54,5%²⁴⁶). Au sein des deux blocs, les positions sont stables : le PS domine à gauche, l'UMP à droite. Le PS sort renforcé des élections du 21 avril et assoit sa domination au sein de la gauche²⁴⁷. Dès les élections législatives, il profite d'un « vote utile », confirmé par la suite aux élections régionales et cantonales. Pour la droite modérée, la création de l'UMP marque le triomphe de la stratégie chiraquienne et la domination du RPR²⁴⁸.

La polarisation aurait pu être compensée par l'introduction d'une dose de proportionnelle dans le système institutionnel. Or, les élections de 2002 ont conduit à une modification, du moins à une réorientation, du fonctionnement institutionnel de la V^e République vers la bi-polarisation. Le choix de rationaliser les modes électifs pour éviter la dispersion des voix (principe d'efficacité) fut préféré. La réforme du quinquennat (2000) prépare la sortie du système de cohabitation. La formation de l'UMP confirme la volonté de bi-polariser le système partisan – en cela, elle reste fidèle à l'héritage gaulliste. Les clivages politiques doivent être clarifiés et simplifiés en deux grands blocs, de type gouvernement et opposition²⁴⁹. Mais la stratégie de l'UMP n'a pas complètement réussi. Si

²⁴⁵ Il ne s'agit pas à proprement parlé d'un réalignement « car cette évolution progressive n'a pas provoqué de bouleversement des équilibres électoraux et des changements significatifs dans d'autres domaines de la politique » [P. Martin 2000 : 381-382].

²⁴⁶ Nous voudrions souligner que cette proximité au vote normal est justement anormal. Selon le type d'élections, les rapports de force se fixent plus ou moins près du vote normal. Or, les élections présidentielles sont normalement des élections où les variations par rapport au vote normal sont fortes. En ce sens, les résultats de 2002 ne sont peut-être pas si inchangés que ne le laisse à penser le ratio.

²⁴⁷ Après les élections de 2002, le PS a le vent en poupe avec un regain d'adhésion. La situation est différente après le référendum de 2005 duquel le PS ressort déstabilisé.

²⁴⁸ Cf. N.Sauger, « entre survie, impasse et renouveau : les difficultés persistantes du centrisme français », *Revue française de science politique*, 54(4), août 2004, p.697-714.

²⁴⁹ Les discours politiques et médiatiques rendent la cohabitation et le régime d'alternance responsables d'un brouillage des repères politiques qui entraînerait une montée des extrêmes comme contestation du « tous pareils », voir du « tous pourris ».

elle est largement dominante, elle n'a pu éliminer entièrement l'UDF du spectre politique (cf. *infra*). Sa tentative aurait pu réussir si le bloc à gauche avait été suffisamment consolidé. Or, la constellation de la gauche plurielle en coalition, et non pas en parti intégré, puis la contestation politique au sein du PS déstabilisent la gauche et rendent incertaines ses recompositions (vers le centre ou vers l'extrême gauche ?). Par ailleurs, la montée des extrêmes sur une critique populiste de la représentation est défavorable à une structuration partisane bi-polaire. Les analyses de A.Lipjhart sur les types démocratiques ont, en effet, souligné qu'un système bi-partisan est plus approprié à une société apaisée et non polarisée (A.Lipjhart 1984).

Les élections régionales de 2004 sont exemplaires des difficultés structurelles du centrisme français dans la lutte contre la domination gaulliste en même qu'elles soulignent le maintien (même faible) d'une troisième droite (à côté de l'UMP et de l'extrême droite).

Les élections régionales de 2004 : la survie du centrisme.

Les élections de 2004 viennent corriger l'élection de 2002. Elles sont un raz de marée pour la gauche qui conquièrent toutes les régions sauf une (l'Alsace). Quant à l'UDF, elle obtient 11,9 % des suffrages exprimés (calcul de N.Sauger, 2004). Elle montre ainsi sa capacité à survivre face à la nouvelle UMP²⁵⁰. Mais la formation centriste ne parvient dans aucune région à devancer l'UMP. Cela confirme la large suprématie de la force gaulliste. Les résultats soulignent le changement de statut de l'UDF dans l'espace politique français. Elle ne peut plus intervenir de manière décisive dans la lutte pour le pouvoir (N.Sauger 2000).

De manière plus générale, les élections régionales de 2004 se caractérisent par une certaine dispersion des votes. Le système français reste multi-partite plutôt que bi-partite. La domination du PS et de l'UMP se fragilise (même si elle demeure encore très largement).

1.2.4. Le référendum européen de 2005 : l'UMP plus européenne que l'UDF.

Le référendum de 2005 a-t-il amorcé un processus de recomposition de la gauche sur le clivage européen, avec d'un côté une gauche pro-européenne et de l'autre une gauche anti ou alter-européenne ?

Le non l'emporte à 54,67%. Sa géographie reste assez proche de celle de Maastricht, d'une part, et celle du vote en faveur des partis tribunitiens de gauche et de droite en 2002. Par rapport, au référendum de 1992, un glissement assez net se produit

²⁵⁰ Pour une analyse du rapport UMP/UDF à ces élections, nous renvoyons à l'article très complet de N.Sauger, 2004.

avec le décrochage de certaines régions pour le oui en 1992 et aujourd'hui réfractaires notamment la Bretagne (qui perd 9 points) et l'Alsace (moins 12,5 points). Il faut y ajouter tout le pourtour méditerranéen majoritairement en faveur du non. Le oui résiste assez bien dans les zones de tradition chrétienne conservatrice : Cotentin, Maine, Vendée, Cantal. Cette géographie souligne que le vote (de droite) a été massivement un vote de soutien au gouvernement. Ainsi selon un sondage Sofres de sortie de urnes, 76% des électeurs proches de l'UMP auraient voté pour (contre 40,8% des sympathisants RPR en 1992). La différence est nulle avec l'UDF : 76% de ses sympathisants votent pour (contre 61,4% en 1992). L'écart de 20 points en faveur de l'UDF en 1992 est nul en 2005. Enfin, la carte du non au référendum structure une (légère) opposition entre une gauche réfractaire à l'Europe et une droite nouvellement conquise à l'idée européenne – la nouveauté tenant au fait que les électeurs de l'UMP ont voté aussi fréquemment en faveur du traité constitutionnel que les électeurs de l'UDF, historiquement les plus favorables à l'Europe.

Deux questions se posent à l'issue de ce référendum : l'extrême gauche correspond-elle une quadripartition de l'espace politique ? et le centre peut-il continuer à fonder son positionnement politique sur son européanisme alors que, d'une part, le clivage européen se nationalise, et que, d'autre part, la formation gaulliste s'est ralliée à la construction européenne ?

Un autre enseignement du scrutin est la fracture territoriale qui se dessine entre villes et zones rurales, d'une part, et entre régions en développement et celles qui accumulent les problèmes économiques et sociaux. Ainsi, les villes votent pour le oui. Au sein même, des grandes agglomérations, le centre résiste mieux que ses périphéries. Le gradient centre-périphérie est ainsi très nettement marqué : plus on s'éloigne du centre, plus le non l'emporte. J.Lévy résume ce constat : « Si l'on affine cette analyse en tenant compte de la tonalité sociologique des quartiers, on constate que les gradients d'urbanité jouent massivement. Ainsi, un même type de quartier vote davantage oui, s'il est central que s'il est périphérique »²⁵¹. L'Européanité rime avec urbanité²⁵². Le clivage centre – périphérie semble, ainsi, gagner en importance ce qui pourrait conduire, à terme, à une recomposition du paysage partisan, avec une polarisation entre ceux qui sont « dedans » et ceux qui sont « dehors », d'un côté, et plus consensuelle entre tous ceux qui sont « dedans ». Ce clivage se greffe au clivage économique : le centre accaparant les

²⁵¹ J.Lévy, « Centre-ville, cœur de l'Europe », *Libération*, 1/06/2005, p.E2-E3.

²⁵² Même constat en Pologne.

ressources politiques, économiques et culturelles, face à une périphérie de plus en plus en marge.

L'effet européen semble donc relever tout d'abord d'une nationalisation du clivage européen autour des thématiques de l'accaparement du pouvoir, de la dérive libérale de la gauche et de l'accroissement des inégalités économiques et sociales²⁵³. Si auparavant le clivage européen transcendait les clivages partisans, il semble aujourd'hui intégré à la question économique, axe principal du positionnement gauche – droite. La nouveauté ne tient donc pas tant du fait d'une européanisation de la scène nationale que d'une nationalisation de l'enjeu européen. Tout se passe comme si la scène européenne permettait de réactiver un ancien répertoire (pour la gauche) : celui des travailleurs et de la justice sociale, sorte de retour de balancier après le tournant néolibéral des années 1980 et la découverte d' « inégalités justes ». Il est encore trop tôt pour dire si les questions de justice sociale constitueront le nouvel enjeu des élections présidentielles de 2007 mais la relecture des questions européennes au travers de ce prisme semble aller dans ce sens.

Le clivage européen est en quelque sorte « vampirisé » par le clivage gauche-droite qui trouve une nouvelle jeunesse dans une définition finalement très classique selon le degré d'intervention de l'Etat. Dans cette nouvelle configuration, le centre ne peut plus se positionner sur le seul clivage européen. Il doit se démarquer sur d'autres questions. Or, l'émergence d'un espace à l'extrême gauche lui ouvre la possibilité d'une autre stratégie : celle de l'ouverture à la gauche (non extrême). Quelles sont les chances de cette stratégie ?

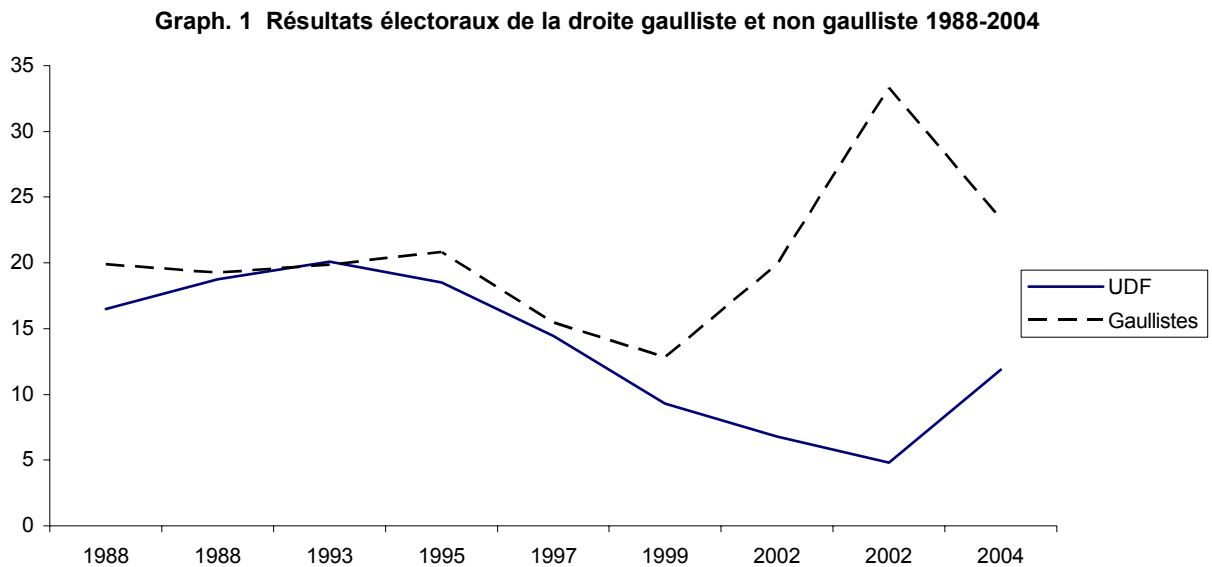
Perspectives actuelles.

Du côté du centre, la rhétorique de la campagne référendaire de F.Bayrou en prévision de la campagne présidentielle de 2007 va dans le sens d'une gauchisation de la compétition politique. Cependant, la stratégie centriste est avant tout rhétorique. Il n'y a pas de remise en cause des partenaires coalitionnaires. Ainsi, toute coalition ou alliance avec la gauche est récusée. Malgré les hausses de ton et la surenchère d'opposition surtout après la campagne référendaire et le remaniement ministériel, la remise en cause d'une alliance UMP-UDF est loin d'être de mise. La première a besoin de la seconde pour s'assurer les voix d'une certaine droite rebelle au gaullisme. La seconde ne peut exister sans la machine partisane qu'est l'UMP. La 'gauchisation' de la compétition politique semble donc limitée à la rhétorique politique. Quelles sont les chances pour l'UDF d'attirer

²⁵³ Nous nous interrogeons ici essentiellement sur le processus de recomposition de la gauche, c'est pourquoi nous mettons de côté les rhétoriques nationalistes de l'extrême-droite.

des électeurs de gauche ?

Si l'on s'intéresse plus particulièrement aux courbes des résultats lissés de la droite gaulliste et non gaulliste entre 1988 et 2004, on s'aperçoit que la question du positionnement du centre est inséparable des évolutions observées à droite. Ainsi, le graphique fait apparaître une évolution parallèle mais différée entre les deux droites parlementaires.



Le graphique souligne que les scores de l'UDF suivent ceux de l'UMP. Ils sont cependant, d'une part, plus marqués et, d'autre part, ils n'apparaissent qu'aux élections suivantes. Ce phénomène peut s'expliquer par un réflexe de vote utile en faveur de l'UMP. Ainsi, à une croissance des scores électoraux de la droite gaulliste correspondrait une période de remontée des résultats de l'UDF. A l'inverse, un rapport de force défavorable à la droite gaulliste déclencherait un regroupement des électeurs autour de celle-ci en défaveur de l'UDF. L'UDF ne profite ainsi d'une remontée de l'UMP que si elle est telle que le rapport de force de la droite face à la gauche est en faveur de la première. Autrement dit, l'UDF ne profite que d'une droite forte. Selon l'analyse de N.Sauger (N.Sauger 2004), elle ne pourrait compter sur un report de voix de la gauche participe que de l'ordre de 1% du corps électoral. Autant dire que le réservoir électoral est limité.

L'UDF appartient donc à la droite. La réussite de la stratégie d'ouverture à gauche supposerait que l'identité partisane gauche/droite soit suffisamment affaiblie pour que le

saut entre les deux blocs soit possible. Or, la mobilité inter-bloc reste réduite. Le système ne semble pas avoir assez évolué pour que l'on puisse franchir sans état d'âme la frontière (même symbolique) qui sépare la gauche et la droite. Néanmoins, une inconnue demeure quant à l'évolution de l'UMP vers une droite dure. La stratégie d'ouverture à gauche de l'UDF – la tentation d'un « grand centre » – deviendrait possible si l'UMP glisse suffisamment vers une droite-sécitaire en espérant séduire des électeurs du FN. Elle ouvrirait la possibilité d'un réalignement sur une droite néo-conservatrice, un centre plus à gauche et une gauche éclatée entre modérés et radicaux. La radicalisation sécuritaire de l'UMP, sous l'égide de N.Sarkozy, pourrait aller dans ce sens. Les élections de 2007 permettront de plus amples analyses sur l'évolution de la droite. On peut, néanmoins, poser quelques éléments d'explication des recompositions du centre et de la droite gaulliste.

2. Essai d'explication.

On pourrait poser comme première hypothèse que l'échec d'une recomposition centriste (depuis 1998) serait lié au système institutionnel français. Celui-ci favorise la bipolarisation de la vie politique. La réforme du mode de scrutin aux élections régionales et aux élections européennes accentuent la difficulté des petits partis à être représentés. La seconde hypothèse souligne, au contraire, que les transformations qu'a subies, depuis 1981, le système majoritaire (fin de la stabilité des deux camps, émergence d'un vote rejet et du F.N, phénomène d'abstention □), auraient pour conséquence, la « pacification » de la vie politique. Cette évolution de l'espace de compétition « donne raison » au centre en permettant la diffusion d'une rhétorique politique du consensus. Mais par là même, le centre perd sa raison d'être : ce qui fonde sa légitimité (être au dessus du conflit) n'a plus lieu d'être, puisque le conflit est nié par le fonctionnement consensuel du politique²⁵⁴. Nous développerons cette seconde analyse.

²⁵⁴ Il ne s'agit pas de dire que le conflit n'existe plus, mais de souligner qu' avant de devenir un enjeu politique, il est dépolitisé. L'entrée dans la scène politique est désormais marquée par la dépolitisation, ou ce qui revient au même la 'consensualisation' des décisions publiques et des enjeux politiques. Dès lors, le centre peut encore jouer un rôle en dénonçant la non prise en compte de thèmes conflictuels. Dans cette perspective, la rhétorique s'oriente vers la dénonciation de ceux qui ne « savent pas entendre ». Cette particularité d'une double réalité conflictuelle et dépolitisée permet au centre de réactualiser la dénonciation des archaïsmes de la classe politique, du clivage gauche-droite, des institutions etc.

L'hypothèse de la consensualisation de la compétition politique.

2.1.1. La fin des oppositions idéologiques et la pacification des débats.

Tout d'abord, le système politique se caractérise désormais par une alternance régulière du pouvoir exécutif (1986, 1988, 1993, 1995, 1997, 2001) et des périodes de cohabitation (1986-1988 ; 1993-1995 ; 1997-2001). Ces phénomènes favoriseraient la convergence des programmes politiques. Le consensus s'établit sur certaines directions des politiques publiques. Elles évoluent du principe de solidarité à celui de réduction des inégalités²⁵⁵. Selon P.Martin (2000), à l'issue du réalignment de 1984 la matrice de la « pensée unique » est posée : défense de l'Etat-providence, libéralisme économique, fermeture des frontières, opposition au FN et au racisme. Gagner les élections ne peut se faire que dans ce cadre.

Par ailleurs, la désidéologisation du système est favorisée par l'érosion des partis de masse (et des organisations d'encadrement de la société). Selon l'hypothèse de O.Kirchheimer, les partis politiques s'orienteraient vers des formes « attrape-tout ». Ils gagnent en importance en tant que machine électorale. Dès lors, ce n'est plus la domination des dirigeants sur leur parti qui compte mais l'intronisation par le parti (et les militants) du chef de file.

Une hypothèse complémentaire est celle de l'émergence d'un électeur-*oeconomicus* rationnel. Selon le modèle allemand de « *Schöneswetterdemokratie* » (démocratie du beau temps), les gouvernements alternent selon leur capacité à régler les problèmes économiques et sociaux. Dès lors, les votes tendent à évoluer selon les statistiques du PIB. Faut-il conclure à l'émergence d'un nouvel électeur, même minoritaire, mais essentiel dans le maintien ou le renvoi des gouvernements²⁵⁶ ? Le glissement du vote identitaire au vote économique (ou sanction)²⁵⁷ a des conséquences réelles sur les responsables politiques. Ceux-ci sont soumis à une autre logique de

²⁵⁵ Voir l'analyse de B.Jobert et B.Théret sur les modifications des politiques sociales et les transformations de la rhétorique républicaine de justification de l'action publique en France : « France : la consécration républicaine du néo-libéralisme » p. 21-80 in : *Le tournant néo-libéral en Europe : idées et recettes dans les pratiques gouvernementales*/ B.Jobert (dir.), Paris : L'Harmattan, 1994, 328p.

²⁵⁶ Dans son analyse du système français, P. Martin (2000) présente deux résultats, de manière tout à fait anodine, qui à notre sens sont au contraire essentiels à la compréhension de la compétition politique. Tout d'abord, il souligne que les enquêtes de la Sofres en 1997 confirment la domination des deux grands partis RPR et PS comme parti de compétence gestionnaire [Tabl. 62 p. 352]. Or, n'est-il pas surprenant que les deux partis qui perdent de leur domination au profit de partis extrêmes/marginaux se trouvent justement être ceux qui paraissent « le plus capable d'améliorer la situation économique du pays » ? Dire que les sondés/électeurs votent selon des critères économiques c'est finalement inverser la causalité : ce n'est pas la dé-politisation sociale qui engendre une dépolitisation du politique (et son apaisement) mais bien l'inverse.

²⁵⁷ Les élections européennes du 13 juin 2004 confirme l'utilisation du vote comme arme de sanction des gouvernements. Reste à savoir ce qui est sanctionné : les politiques menées ? Les promesses non tenues ? Les hommes politiques ? Plutôt qu'un vote-sanction nous préférons le terme de vote de compétence. L'imaginaire collectif est de plus en plus façonné par une représentation du politique comme expertise, choix personnel, autonomie de décision, réflexion etc.

légitimation. Il ne s'agit plus d'être différent de son adversaire et de fonder son existence sur l'antagonisme avec lui. Il faut être plus capable. Selon les mots de P. Martin, « c'est une révolution dont le personnel politique n'a pas encore digéré la totalité du traumatisme qu'elle lui a causé, alors que c'est, après tout, la situation normale d'une démocratie représentative » (P. Martin 2000 : 323). De la localisation d'un « autre », la compétition passe à la différenciation du même ou en d'autres termes de conflictuelle, la compétition devient consensuelle. A cela s'ajoute l'affaiblissement des clivages politiques et sociaux.

2.1.2. *L'affaiblissement du clivage gauche/droite : l'émergence d'un groupe central.*

La majorité des électeurs ne souhaiterait plus que le clivage gauche-droite soit un critère dominant d'action politique²⁵⁸. Cette opinion est encore minoritaire avant le réalignment de 1984. Mais, les électeurs « ont pu se rendre compte que ce qui unit la majorité de la gauche et de la droite est plus important que ce qui les désunit : l'adhésion aux valeurs de la démocratie et des droits de l'homme » (P. Martin 2000 : 324). Certaines valeurs seraient au-dessus de la division gauche-droite et celle-ci n'aurait donc pas toute légitimité à constituer l'*alpha* et l'*oméga* de la politique. « Nous en tirons la conclusion que la phase de réalignment des années quatre-vingt et la période qui a suivi ont été l'occasion d'une mutation de la représentation politique avec une relativisation par les électeurs de l'importance de l'opposition gauche-droite ». (P. Martin, 2000 : 325).

Sur l'affaiblissement de la polarisation gauche-droite, l'analyse de M.Gauchet donne un éclairage particulièrement intéressant²⁵⁹. Le rejet des totalitarismes pour qui « les contradictions représentent un scandale », marque la fin de l'idée d'une fin de l'histoire comme résolution des contradictions. La prise de conscience que le conflit est inhérent au collectif confère un nouveau statut au couple gauche-droite. Il perd sa teneur d'origine d'antagonisme sans merci, d'une lutte à mort. Aujourd'hui droite et gauche signifient « l'ordinaire et indépassable coexistence des contraires ». Droite et gauche « ont comme vocation nouvelle de rendre représentable un univers structuré par les contradictions ». Ainsi s'explique la coexistence d'une volonté de consensus et de compromis, qui incarne le refus d'une lutte à mort, et d'un attachement à une vision conflictuelle des rapports sociaux. Le clivage gauche-droite s'oriente aujourd'hui d'une

²⁵⁸ Selon l'analyse de O. Duhamel 55% des personnes interrogées souhaitent que les notions de gauche et de droite soient dépassées contre 39%. « Derrière le brouillard, le bipartisme ? » p. 83 In : *SOFRES, L'état de l'opinion 1997*/ O. Duhamel, P. Méchet (dir.), Paris, Seuil, 1997.

²⁵⁹ M.Gauchet « La droite et la gauche » p.395-467 in : *Les Lieux de mémoire. Tome 3. Les Frances. 1. Conflits et Partages*/P.Nora, Paris : Gallimard, 1992

logique d'affrontement aux extrêmes à la recherche d'une conciliation des contraires²⁶⁰. La régulation est au consensus, non plus au conflit²⁶¹. Le clivage gauche-droite peut désormais glisser dans une logique d'affrontement au centre.

Cette conclusion rejoint celle de M. Duverger : l'évolution du système français vers l'atténuation des extrêmes n'oblige plus à la conjonction des centres et rend possible une alliance régulière entre modérés et extrémistes²⁶². Le centre est, par conséquent, confronté au défi de redéfinir son rôle et sa place dans une telle configuration. Deux modèles d'évolution du centre sont possibles : le premier suppose la conjonction des centres en vue de la modération du système (type troisième force), le second, du fait de la modération des extrêmes, favorise l'alliance des modérés et des extrémistes.

2.2. La complexification de l'hypothèse de consensualisation de l'espace politique.

Mais assiste-t-on véritablement à l'émergence d'un groupe central dans une société apaisée ? Et si oui, quelles marges manœuvre sont-elles laissées au centre ?

2.2.1. Convergence au centre et bi-polarisation de l'électorat.

La consensualisation de l'espace politique est-elle accompagnée d'une tendance parallèle au sein de l'électorat²⁶³ ? Les études sur l'évolution du clivages économique et religieux soulignent le maintien d'une polarisation sociale. Certes, celle-ci a évolué depuis les années 1980 mais l'émergence d'un groupe central et d'une classe moyenne homogène est loin d'être avérée.

Selon l'analyse de G. Michelat et M. Simon, « comparativement aux années 60, le sentiment d'appartenir à une classe sociale n'a pas reculé. [□]. Rien n'indique qu'il y ait 'crise de repères'. Quelle que soit la date d'enquête, les classes subjectives [□] totalisent environ 40% des réponses. On ne constate aucune augmentation des identifications réputées inclassables »²⁶⁴. Cependant, on peut observer une restructuration des

²⁶⁰ Cette évolution du système français vers un système « polarisé-consensuel » ouvre des perspectives de recherche sur les phénomènes de convergence entre les systèmes politiques allemands et français. Le système allemand évolue en effet d'un système consensuel à un système polarisé avec l'émergence d'un système multipartisan structuré en bloc (cf. §2. Allemagne).

²⁶¹ Si tant est que le terme de « régulation » soit approprié : en réalité, il n'y a pas de régulation du conflit *stricto sensu* mais dépolitisation du conflit.

²⁶² M. Duverger, « L'éternel marais : essai sur le centrisme français. », *Revue française de science politique*, fév. 1964 : p. 33-51.

²⁶³ La question des restructurations des clivages sociaux dépasse le cadre de cette étude. Nous renvoyons, pour le cas français, aux études de B.Cautrès, N.Mayer, C.Dargent et E.Dupoirier in : *Le nouveau désordre électoral...Op.Cit*, 2004.

²⁶⁴ G. Michelat et M. Simon. « Changements de société et changements d'opinion » p. 167-186 in : *L'état de l'opinion / Sofres*. Paris : Seuil, 1996.

identifications, et notamment chez les ouvriers : il existe bien une tendance régulière à la baisse du sentiment d'appartenir à cette classe au profit des appartenances à la classe moyenne. « Comme si c'était opéré une dévalorisation générale de la référence 'classe ouvrière' en tant que principe positif d'identification et une valorisation symétrique de la référence 'classe moyenne' ». On observe, ainsi, une restructuration des polarisations sociales (mais non leur disparition). Il semble que l'électorat soit traversé par une bi-polarisation entre indépendants et salariés qui laisse peu de place à un leader d'un groupe central. L'émergence d'un groupe central est donc largement controversée.

La bi-polarisation de l'électorat rend difficile le franchissement des frontières gauche-droite (et ce même si les enquêtes d'opinion montrent son affaiblissement). Par conséquent, le réservoir électoral du centre, défini comme le refus de la bi-polarisation, est mince.

2.2.2. *Convergence au centre et parti du centre.*

La convergence au centre des politiques publiques s'accompagne-t-elle d'une centrifugation de la compétition politique ? Deux cas de figure sont imaginable : le premier décrit une situation dans laquelle la convergence au centre s'accompagne d'une centrifugation de la compétition politique. Celle-ci conduit à l'élimination d'un parti du centre (hypothèse Sartorienne) qui perd sa raison d'être dans un système de compétition consensuelle.

Le second cas de figure combine une convergence au centre et compétition centripète : le rapprochement des partis modérés entraînent une polarisation aux extrêmes. Cette seconde situation peut favoriser un parti du centre. Mais la polarisation doit néanmoins être suffisamment limitée pour ne pas conduire à l'éclatement du centre.

En suivant l'analyse de H. Kriesi, l'émergence de nouvelles préoccupations sociales et leur politisation (c'est-à-dire leur entrée sur la scène publique), introduisent un clivage entre ceux qui gèrent une société moderne (les « technocrates ») et ceux qui défendent un « modèle de vie plus respectueux de la nature, plus humain, plus convivial, plus féminin et plus démocratique » que H. Kriesi nomme les « professionnels dans les services sociaux et culturels »²⁶⁵. Mais ces deux groupes appartiennent à la même catégorie des « gagnants de la modernisation ». Face à eux, ceux qui se sentent menacés par ces transformations, se regroupent dans des formations de défense, de repli identitaire

²⁶⁵ H. Kriesi. *Les Démocraties occidentales. Une approche comparée*. Paris : Economica, 1994 : p. 268. Il s'appuie sur le théorie de R. Inglehart d'une révolution post-matérialiste.

(dont le FN constituerait, aujourd'hui, une figure type). Mais ces différenciations passent, aussi, au sein même des deux blocs classiques gauche et droite. C'est toute la difficulté de l'entreprise pour les partis non extrémistes : faire le grand écart entre leur électro-at-noyau classique et la nécessité d'élargir leur base à ces nouveaux électeurs dont le rapport à la politique s'est distancié²⁶⁶. Ce phénomène peut expliquer l'échec de l'UDF de V. Giscard d'Estaing pour rassembler les nouvelles classes moyennes : écartelée entre ses anciennes bases qui s'effritent et ces nouvelles, elle s'est vue concurrencée sur le terrain centriste par le PS et le RPR. Les nouvelles classes moyennes constituent, alors, l'enjeu de la compétition électorale, sans qu'aucun ne puisse se revendiquer comme son représentant propre²⁶⁷. En même temps, les anciens modes de mobilisation sur une polarisation idéologique ne sont pas complètement dépassés.

3. Bilan intermédiaire: polarisation et consensus, la nouvelle place du centre.

Tandis que l'évolution du système français vers l'atténuation des extrêmes n'oblige plus à la conjonction des centres et rend possible une alliance régulière entre modérés et extrémistes, la montée des extrêmes après 1997 renforce les dynamiques d'union des centres. Comme l'a montré M. Duverger pour la IV^e République, la régulation passe dès lors par le centre : le consensus (ou la troisième force) face à la montée des extrêmes²⁶⁸. Avant 2002, on évoluait vers un système consensuel doux d'alternance sur le modèle de Lijphart des démocraties de consensus – apaisement des oppositions par la co-habitation et les alternances régulières, proposition chiraquienne de contractualisation de la société etc. En créant la nécessité d'une union nationale contre le FN, le 21 avril a introduit un clivage eux/nous qui polarise les oppositions entre extrêmes et centres et bloque le processus évolutif de l'ordre électoral²⁶⁹. Il y a deux moments symboliques de ce retournement : « la gauche plurielle » et le « 21 avril ». Deux tournants symboliques qui, s'ils ne marquent pas *stricto sensu* un réaligement électoral, introduisent, en tout cas, dans la compétition politique de nouveaux répertoires d'action et de légitimation. L'arrivée de la « gauche plurielle » au pouvoir, tout comme celle de G. Schröder en Allemagne, ne relève pas d'un renversement de majorité sociale, mais d'une nouvelle alliance au niveau

²⁶⁶ Pour les nouvelles formes de rapport au politique : cf. J. Ion. *La Fin des militants*. Paris : Ed. de l'Atelier, 1997. 124 p.

²⁶⁷ On retrouve cette dynamique en Pologne : aucun ne peut se revendiquer comme l'unique héritier de Solidarité. Cela crée une polarisation extrême où l'ennemi n'est pas l'adversaire mais le « criminel ».

²⁶⁸ M. Duverger, « L'éternel marais : essai sur le centrisme français. ». *Revue française de science politique*, fév. 1964 : p. 33-51.

²⁶⁹ Ce constat va à l'encontre de l'hypothèse selon laquelle les moments de fortes polarisations sont plus favorables à des réaligements (cf. P.Martin, 2000 : p. 53-56). De même, l'exemple de la Pologne illustre les conséquences d'un clivage eux/nous sur le blocage du système partisan.

des forces politiques et d'une professionnalisation des hommes politiques. Le rôle accru joué par les alliances électorales et gouvernementales favorise l'émergence de partis hors-système, dont l'accès au pouvoir est bloqué par les partis coalitionnaires. La compétition partisane s'en trouve profondément modifiée. A cause de l'existence de partis anti-système, elle se structure sur le modèle polarisé de G.Sartori. Notons que si le système de force entre les partis « dans le système » et les partis « hors système » est équivalent alors le système est bloqué. Actuellement, quelles alliances voient-elles le jour ?

Les dernières campagnes électorales ont été marquées par un rapprochement Verts et PS et par le retour du PCF dans un rôle d'opposition au système. On peut donc imaginer une constellation entre le PS toujours dominant à gauche, et un partenaire coalitionnaire vert et non plus communiste²⁷⁰. Ce dernier sera en concurrence avec l'extrême-gauche pour l'appropriation de l'espace anti-système à gauche. Ainsi, si le rapport PS/UMP n'a pas fondamentalement changé, les possibilités de coalition ont, elles, énormément évolué. Or, les deux partenaires coalitionnaires (Verts et UDF) ont deux électorats volatiles²⁷¹. Les résultats électoraux n'en seront que plus incertains (les formes programmatiques certainement aussi). Les Verts et l'UDF ont des structures souples, peu formalisées et n'ont pas les ressources pour mettre en place une offre électorale complète (sur le territoire, sur les programmes, sur les cellules). La compétition politique semble donc s'orienter vers une offre programmatique moins structurée, ouverte aux électeurs mobiles. Il ne s'agit pourtant pas là à proprement parlé d'une convergence au centre. En effet, l'évolution est liée non pas aux contraintes d'une bipartition entre PS et UMP mais à l'impossibilité de faire l'impasse sur deux partenaires les Verts et l'UDF, à partir du moment où le PS et l'UMP/RPR perdent de leur potentiel électoral. La dynamique est donc celle de la pluralisation de l'espace politique. Ces tendances, même minoritaires qui sont trop faibles pour être autonomes, mais trop fortes pour être ignorées, perturbent le jeu politique, et surtout la bi-polarisation recherchée dans l'intérêt des deux grands partis de la gauche et de la droite. L'importation des problématiques des Verts ou de l'UDF « centrifugent » la compétition politique. En même temps, elles favorisent la dépolitisation de l'espace politique : la régulation est interne (au sein des partenaires de coalitions)

²⁷⁰ Ce type d'alliance fonctionnerait non plus sur le modèle du vote fidèle, mais sur celui du vote distant. Ainsi alors même que les rapports de force restent inchangés, leur logique de formation change et évolue.

²⁷¹ Les sympathisants et adhérents Verts ou centristes ne votent pas nécessairement pour les candidats de ces formations. Ce sont des électeurs peu fidélisés. Ainsi, 50% de ceux qui se disent proches des Verts ne votent pas nécessairement pour des listes ou des candidats de ce parti.

plutôt qu'externe (au sein de la société). Tout se passe comme si le compromis était passé *ex ante* (avant la compétition sur la scène électorale et/ou sociale).

Si l'on compare cette « quadri-partition » de l'espace politique français avec celle issue du réalignement de 1984 les différences sont notables. Le système fonctionne avec plus d'inconnues avec d'un côté, des partis hors système et une abstention accrue, et de l'autre des électeurs beaucoup plus mobiles. Le jeu politique s'est resserré donnant à ceux qui sont encore dans le jeu, plus de pouvoir (notamment pour les marges UDF et Verts) et dépossédant les exclus du système d'une marge d'influence (extrême gauche). Dans cette configuration, il reste l'incertitude du PCF pris au piège entre un PS qui choisit les Verts comme partenaire de coalition et une extrême gauche qui l'a doublé sur le terrain des revendications sociales.

L'extrême droite quant à elle, si elle gagne du terrain n'est pas fondamentalement différente de la période précédente. C'est pourquoi, le système peut donner l'impression d'une certaine stabilité : les effets de l'intégration du FN dans la scène politique continuant de se diffuser. On a ainsi trois dynamiques :

- une diffusion de la rhétorique consensuelle qui correspond, à l'inverse, à une influence croissante des marges extrêmes qui s'insurgent contre la fermeture du système ; les décisions étant prises avant que d'être proposées à la négociation. (Dynamique de dépolitisation).
- Un glissement vers le centre d'une partie des modérés gaullistes et socialistes en même temps qu'une polarisation des marges partisans de ces deux partis. (Dynamique de A.Downs de convergence au centre).
- Une autonomisation du champ politique qui se marque par un changement d'alliances partisans et des partenaires de coalition sans que les majorités sociales en soient pour autant modifiées. (Dynamique de fermeture du système).

La rhétorique autonomiste de F. Bayrou est révélatrice de l'évolution du système. Les deux éléments précités – polarisation des attitudes et fermeture du champ politique – favorisent la résurgence d'une rhétorique centriste : d'une part, la polarisation permet d'agiter le spectre d'une lutte politique et sociale mettant en danger la paix sociale, et d'autre part, la « crise » de la représentation redonne vigueur aux préconisations centristes de démocratie de proximité décentralisée et proportionnelle. Le centre peut rêver à une démocratie consensuelle. Si la montée des partis extrêmes entraîne à la conjonction des centres (de la gauche à la droite), le centre n'est plus qu'un ventre mou, par contre si les blocs de gauche et de droite sont constitués, le centre peut devenir

visible. Mais, son réservoir électoral est mince.

De cette analyse ressortent différents points qui éclairent la problématique du centre. Tout d'abord, pour être perçu comme un centre politique, le parti qui s'en réclame doit se situer dans un système de compétition polarisé qui donne sens à une rhétorique de la modération. Dans le même temps, s'il y a une tendance à la bipolarisation de l'électorat le centre politique sera toujours en quête d'ancrage sociologique et par là sa lisibilité sera mise à mal. Enfin, si la compétition partisane est centripète, ce centre sociologique représentera un enjeu important, et par là le « syndrome PSU »²⁷² se répercutera, en partant du centre, vers les périphéries.

La convergence ou la divergence de nos trois cas d'analyse permettra de construire des tendances repérables au sein des systèmes de compétition [cf. Bilan].

²⁷² J. L. Andréani, « Les Verts face au syndrome du PSU », *Le Monde*, mer. 16/02/2000. Ce que l'auteur nomme le « syndrome PSU » est lié au décalage entre un comportement politique et une volonté politique affichée de renouveler les pratiques politiques. Le PSU, puis les Verts cherchent à développer le « parler vrai », le regard froid de l'expert sur le politique. L'hétérogénéité des composantes politiques de ces formations se traduit, au départ, par une richesse d'expression et de réflexion, avant de se transformer en cacophonie quand les enjeux de pouvoir se précisent. L'image du parti, de rénovatrice et sincère, devient « politicarde ».

§2 ALLEMAGNE : LES ANNEES 2000.

L'absence d'un parti communiste a longtemps freiné la polarisation du système allemand²⁷³. Les évolutions sociétales depuis les années 1960, puis les transformations institutionnelles et politiques liées à la réunification entraînent une modification sensible de l'espace de compétition politique allemande, avec l'émergence de nouveaux acteurs et de nouveaux enjeux. Le système allemand est actuellement dans une période d'incertitude. D'un côté, les deux partis dominants cherchent à maintenir leur hégémonie en développant leur faculté à représenter des intérêts multiples. De l'autre, il existe de fortes pressions pour l'ouverture du système à de nouveaux acteurs. La rencontre de ces deux dynamiques – ouverture et fermeture - du système partisan crée un système de compétition partisane où se superposent différentes directions d'opposition. Tout d'abord, il existe une certaine tendance à la centrisation du système avec les tentations modernistes de la CDU (avec A.Merkel) et du SPD (avec G.Schröder) ; la convergence se faisant sur le principe du libéralisme économique²⁷⁴. Ensuite, on observe un glissement à droite du système partisan du fait de l'émergence du PDS qui repousse le SPD vers sa droite (ou son centre), puis la CDU vers ses électeurs conservateurs (ce qui expliquerait, par exemple, le choix de E. Stoiber comme candidat à la chancellerie en 2002). Enfin, on peut aussi souligner un glissement à gauche avec la *neue Mitte* qui pourrait être vue comme le virage à gauche des anciens électeurs de la *Mitte* incarnée par la CDU²⁷⁵.

Comment analyser aujourd'hui le système allemand ? Est-il entré dans une période d'évolution comme il n'en avait plus connu depuis les années 1950 ? Et quelles conséquences cela a-t-il sur le centre ? La période étudiée va des premières élections de l'Allemagne réunifiée aux dernières élections législatives (2005)²⁷⁶.

²⁷³ H. Kriesi, *Les démocraties occidentales*. Paris : Economica, 1994 : p. 250.

²⁷⁴ Les tendances modernistes sont vues au chapitre VI.

²⁷⁵ Comme nous le verrons, cette troisième dynamique est limitée : les électeurs mobiles de 1998 retournent à leur vote en faveur de l'Union en 2002. Il est plus pertinent d'analyser le succès de la *neue Mitte*, en termes de vote sanction contre la CDU (Chap. VII).

²⁷⁶ Les élections anticipées de l'automne 2005 ont pu être intégrées à l'analyse. Cependant, se déroulant à la même période que les élections parlementaires et présidentielles polonaises qu'il nous fallait aussi suivre, nous n'en présentons que les grandes lignes et les conclusions importantes qu'on peut en tirer. Pour une analyse plus détaillée, nous renvoyons à l'analyse du groupe de Mannheim : Forschungsgruppe Wahlen, Mannheim, *Eine Analyse der Wahl vom 18. September 2005. Berichte der Forschungsgruppe Wahl Nr. 122*, Mannheim : Forschungsgruppe Wahlen, 2005 : 241 p.

1. Rappel des évolutions électorales de la démocratie chrétienne depuis 1945

Les tableaux ci-après récapitulent les résultats électoraux des principaux partis allemands depuis les premières élections de la République Fédérale en 1949.

Tabl. 12 Les résultats électoraux depuis 1949

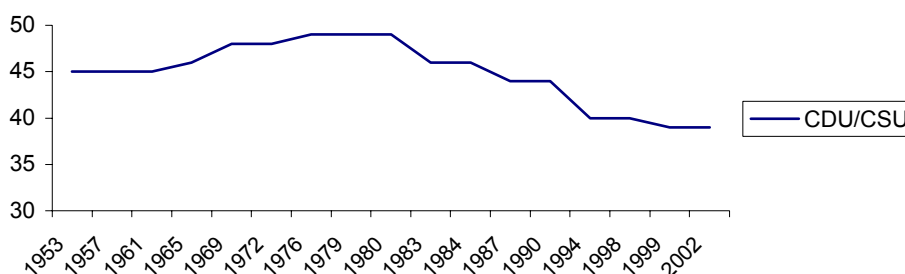
	1949	1953	1957	1961	1965	1969	1972	1976	1980	1983	1987
Participation	78.5	86	87.8	87.7	86.8	86.7	91.1	90.7	88.6	89.1	84.3
CDU/CSU	31	45.2	50.2	45.3	47.6	46.1	44.9	48.6	44.5	48.8	44.3
FDP	11.9	9.5	7.7	12.8	9.5	5.8	8.4	7.9	10.6	7	9.1
SPD	29.2	28.8	31.8	36.2	39.3	42.7	45.8	42.6	42.9	38.2	37.0
GRÜNE	-	-	-	-	-	-	-	-	1.5	5.6	8.3
Autres	27.9	16.5	10.3	5.7	3.6	5.4	1	0.9	0.5	0.5	1.4

	1990			1994			1998			2002
	Ensemble	Ouest	Est	Ensemble	Ouest	Est	Ensemble	ouest	Est	Ens.
Participation	77.8	78.4	75.5	79	80.6	73.4	82.2	82.8	80.2	
CDU/CSU	43.8	44.1	42.6	41.4	42.2	38.5	35.1	37.2	27.6	38,5
FDP	11	10.6	12.6	6.9	7.7	4	6.2	7	3.6	7.4
SPD	33.5	35.9	25	36.4	37.6	31.9	40.9	42.4	35.6	38.5
GRÜNE	5.1	4.7	6.1	7.3	7.8	5.3	6.7	7.1	5.2	8.6
PDS	2.4	0.3	9.9	4.4	0.9	17.7	5.1	1.1	19.5	4
Autres	4.3	4.4	3.8	3.6	3.8	2.6	5.9	5.1	8.5	3

Source : *Das Ende einer Ära – die Bundestagswahl vom 27. September 1998*, Klingemann/Kaase 1998: p. 20.

Pour ce qui est de l'Union, ses scores sont en moyenne supérieurs à 45% des suffrages exprimés jusqu'aux années 1980. En 1972, 1980 et 1987 la CDU connaît un fléchissement relatif. Après la réunification, le niveau se fixe à un étiage plus bas (40%). En 1998, les démocrates chrétiens obtiennent leur plus mauvais résultat depuis 1945. Pour mieux faire apparaître ces évolutions électorales nous avons retracé graphiquement les résultats de l'Union en valeurs lissées²⁷⁷.

Graph 2. Résultats trois fois lissés de la CDU/CSU (1953-2004)



1953	1957	1961	1965	1969	1972	1976	1979	1980	1983	1984	1987	1990	1994	1998	1999	2002	2004
45	45	45	46	48	48	49	49	49	46	46	44	44	39	39	39	39	39

²⁷⁷ Nous avons repris la méthode de lissage utilisée par P.Martin (2000 : p. 240-242) : « pour chaque élection on prend le résultat médian entre le résultat de l'élection et ceux des deux élections qui l'encadrent – élection précédente et élection suivante ».

Le graphique 2 fait apparaître une modification sensible des résultats électoraux en 1994 : le score du parti démocrate-chrétien chute de manière significative même s'il ne s'agit en aucun cas d'un mouvement massif. En moyenne de 45% avant 1994, il passe en dessous de la barre des 40% après 1994 et semble se stabiliser depuis lors. Le mouvement est trop faible pour qualifier *stricto sensu* les élections de 1994 d'élections de rupture. Par contre, elles constituent un moment important de correction et de réévaluation des forces électorales. Dans cette optique, l'élection de 1998 marque-t-elle une stabilisation durable des rapports de force électoraux en faveur du SPD et aux dépens de la CDU ou en d'autres termes, la victoire du SPD en 1998, est-elle le signe d'un réaligement durable du système partisan ?

Nous nous intéresserons d'abord à l'élection de 1998, puis aux élections régionales qui ont lieu entre 1997 et 1999, et aux élections européennes de 1999²⁷⁸. L'étude de la géographie électorale apportera des éléments supplémentaires à l'hypothèse d'un réaligement vers 1998. Enfin, la prise en compte d'autres élections contemporaines (2002, 2004, 2005) permettra de préciser les contours du réaligement de 1998. Au terme de cette analyse, peut-on conclure à l'émergence d'un nouveau centre (et quel centre ?) ou du moins à une recomposition des rapports électoraux SPD/CDU ?

2. L'élection législative de 1998 : rupture, alignement ou exception ?

Par bien des aspects, les élections de 1998 marquent une césure dans la vie politique allemande. Pour la première fois dans l'histoire de la République fédérale, des élections conduisent à une alternance au pouvoir et à la formation de la première coalition rouge-verte au niveau fédéral. Ensuite, la tripartition de l'espace partisan allemand entre un pôle conservateur dominant, un pôle social-démocrate désavantagé par les structures sociales, et le FDP comme parti d'appoint, semble éclatée en 1998. Désormais, trois petits partis – PDS²⁷⁹, FDP et les Verts – ont une représentation parlementaire aux côtés de deux grands *Volkspartei* – CDU/CSU et SPD. Les possibilités de coalition s'en trouvent multipliées²⁸⁰.

²⁷⁸ En ce qui concerne les élections régionales on les prendra proches des élections législatives pour que les enjeux de ces élections locales soit suffisamment empreints d'enjeux nationaux (P. Martin : 2000).

²⁷⁹ En 1998, le PDS, successeur du parti communiste de l'ex-RDA (SED) recueille ses meilleurs résultats électoraux. Il entre au Parlement sans l'aide de ses mandats directs (qui lui avait permis en 1994 d'avoir trois députés). Nous rappelons que les fractions parlementaires ne sont reconnues comme telles que pour les listes ayant passé le seuil de 5% des suffrages exprimés. Par contre, les mandats directs justifient l'entrée au Parlement. Les députés alors élus ne constituent pas une fraction mais siègent en tant que mandataires directs. Lors des travaux parlementaires en commission, s'ils ont un droit de participation, ils ne peuvent pas voter.

²⁸⁰ Le SPD et la CDU ne recueillent en 1998 à eux deux que les trois quarts des suffrages. En 1976 (avant l'entrée des Verts au Parlement allemand), ils en recueillaient encore 90%.

Alternance, nouvelle forme de coalition, ouverture du système partisan : l'élection de 1998 soulève deux questions : le niveau des rapports de force électoraux entre le SPD et la CDU est-il modifié de manière durable ? La victoire du SPD signe-t-elle le renversement de la majorité structurelle en faveur du SPD selon l'équation : à nouvelle majorité sociale (à savoir les nouvelles classes moyennes) nouveau centre ?

2.1 L'élection de 1998 : la victoire de la *neue Mitte* ?²⁸¹

Le SPD gagne trois millions de voix soit une variation de plus de 9 points par rapport aux élections de 1994. Il a une avance historique de 5,7 point sur la CDU/CSU. Un tel engouement pour les sociaux – démocrates n'a eu lieu qu'une seule fois : entre 1957 et 1961- la période est dénommée « *Genossentrend* » [le trend des camarades]. Mais à l'époque, le niveau de soutien électoral était plus bas. La progression entre 1994 et 1998 n'en est que plus spectaculaire.

Les partis de l'Union (CDU/CSU) enregistrent une perte de 2,2 millions de voix. Rien qu'à l'est, la CDU perd 11,2 points, soit 700.000 voix. Pour la deuxième fois après 1972, elle n'est plus la première force électorale du pays. Ces transformations sont-elles pour autant durables ?

Le renversement des rapports de force entre le SPD et la CDU ne date pas de 1998. Depuis 1987, les élections régionales avaient souvent conduit au renversement du gouvernement conservateur en place et à son remplacement par une équipe sociale-démocrate. Même au niveau fédéral, l'Union donnait de plus en plus de signes de faiblesse. En 1990, la réélection de H. Kohl tient pour une large part à la réunification et à sa gestion. Sans le succès de la CDU à l'est, il est probable que la CDU n'eût pas été reconduite²⁸². La période 1990-1994 constitue un temps particulier de répit pour la CDU/CSU et du maintien « artificiel » d'un pouvoir devenu minoritaire. Dès 1994, les rapports de force sont en effet en faveur du SPD. Mais le parti social-démocrate ne parvient pas à s'imposer à l'est. En 1994, le même mécanisme s'observe (encore) : la CDU réalise des meilleurs scores dans les régions de l'ex-RDA. Le SPD, à l'inverse, y

²⁸¹ Les résultats cités par la suite sont issus du groupe de recherche de Mannheim : *Forschungsgruppe Wahlen e.V.* Depuis les élections législatives de 1980, ce groupe publie un ouvrage collectif à l'occasion de chaque élection législative (mais aussi régionale). Le sous-titre de l'ouvrage est inchangé : « Eine Analyse der Wahl... » [Une analyse des élections ...]. Nous avons consulté les ouvrages de 1990 et 2002 au *Wissenschaft Zentrum Berlin* (WZB). Pour les élections de 1994 et 1998, nous nous référons aux séries « Wahlen und Wähler. Analyse aus Anlass der Bundestagswahl... » [Elections et électeurs. Une analyse à l'occasion des élections au Bundestag de...] sous la direction de H-D. Klingemann et M. Kaase de l'*Otto-Suhr Institut* de la *Freie Universität* de Berlin.

²⁸² Thomas Emmert/Matthias Jung/Dieter Roth, „Das Ende einer Ära – Die Bundestagswahl vom 27. September 1998“ p.17-56 in: *Wahlen und Wähler. Analysen aus Anlass der Bundestagswahl 1998*/H-D.Klingemann, M.Kaase (Hrsg), Wiesbaden: Westdeutscher Verlag, (Otto-Stammer Zentrum im Otto-Suhr-Institut der Freien Universität Berlin. Schriften. Bd. 90) : p. 18.

obtient des résultats inférieurs de près de 6 points à ceux obtenus à l'ouest. Il subit la concurrence du PDS ²⁸³. Cependant la victoire du SPD aux élections de 1998 n'est pas due qu'à la région est-allemande. En effet, le PDS y réalise de bons scores en 1998 sans que cela ne pèse sur les résultats des sociaux-démocrates. L'ouest a aussi voté en majorité pour le SPD : le parti gagne cinq points par rapport à 1994 tandis que la CDU en perd cinq (tabl. 12). Deux hypothèses sont classiquement avancées pour expliquer cette mobilité électorale : premièrement, la modification des attitudes politiques, due aux transformations des structures sociales et de l'érosion des milieux sociaux traditionnels (hypothèse structurelle) et, deuxièmement, l'importance croissante du court terme sur les résultats électoraux (hypothèse conjoncturelle). L'étude de l'après 1998 permet de tester ces deux hypothèses.

L'après 1998 : la stabilisation du système et du nouveau centre ?

Les élections régionales.

L'année 1999 est catastrophique pour le SPD. Il chute dans les sondages d'opinion de 44% de soutien en février 1999 à 33% en novembre de la même année. Aux élections régionales de 1999 (avant l'éclatement du scandale financier touchant la CDU), on observe les mêmes mouvements électoraux dans des *Länder* différents : pertes pour le SPD et les Verts, gains pour le PDS et la CDU. Aux élections de Hesse, l'opposition FDP-CDU avec R. Koch mène une campagne acerbe contre la réforme de la nationalité du gouvernement Schröder. Elle gagne les élections. Aux élections européennes de juin 1999, le SPD n'obtient que 30% des suffrages. En Sarre, en septembre, la CDU atteint la majorité absolue et met fin à la longue période de domination du SPD. Au Brandebourg, le SPD enregistre une perte de 15 points et s'allie avec la CDU pour former un gouvernement. En Saxe, le SPD perd 11 points et se range derrière le PDS.

Les élections de février 2000 au Schleswig-Holstein mettent fin à la série infernale des élections perdues pour le SPD : la coalition rouge-verte régionale est reconduite. L'engagement ferme aux côtés de l'OTAN pour l'intervention au Kosovo (1999), après des discussions controversées, joue en faveur du gouvernement. Le congrès national du parti en décembre 1999 est l'occasion pour la direction et les militants d'afficher une unité et une loyauté partisane, derrière le chancelier²⁸⁴. Par ailleurs, le SPD profite du scandale financier du système Kohl qui éclate en début d'année.

²⁸³Le PDS améliore ses scores électoraux entre 1990 et 1994 passant de 2,4% s.e à 4,4%.

²⁸⁴Celui-ci est alors auréolé de son intervention en faveur du groupe Holzmann AG.

Mais, la CDU se remet relativement vite du scandale financier. L'élection de Angela Merkel à la tête du parti en avril 2000 marque la fin de la crise. Les rapports de force se stabilisent. Les élections dans la Westphalie du Nord et la Rhénanie-palatinat (2001) confirment les coalitions sortantes (respectivement rouge-verte et rouge-jaune). En Bade-Wurtemberg, en mars 2001, les rapports de force ne changent pas²⁸⁵.

A l'automne 2001, la vie politique est de nouveau marquée par l'actualité internationale avec, d'abord, l'intervention en Macédoine, puis le 11 septembre américain. En ce qui concerne la première, le chancelier ne trouve de majorité qu'avec les voix de l'opposition. La seconde ouvre la « lutte contre le terrorisme ». Le thème de la « sécurité intérieure » fait son entrée sur la scène publique²⁸⁶. Les élections de Hambourg avec 20% pour la liste du *Schill-Partei* est emblématique du succès d'une telle rhétorique. Le SPD et les Verts cèdent le pouvoir à la coalition CDU/FDP²⁸⁷.

Ce bref aperçu des différentes élections ultérieures à 1998 laisse à croire que les résultats électoraux sont de plus en plus déterminés par des enjeux de politique internationale (et donc de court terme). Dans cette optique, la *neue Mitte* ne relèverait pas d'un renversement des majorités structurelles. L'élection de 2002 confirme-t-elle cette hypothèse ?

2.2.2. Les élections législatives de 2002 : l'enjeu des choix de coalition.

Le choix de E. Stoiber comme candidat à l'élection législative de septembre 2002 souligne une volonté politique de marquer l'ancrage de l'Union dans son électorat traditionnel conservateur (et de limiter l'évolution de A.Merkel²⁸⁸). Cependant, les instances du parti nuancent ces choix stratégiques par un positionnement partisan plus flou. Ainsi, malgré les apparences d'une polarisation politique, la CDU n'écarte pas la possibilité d'une grande coalition. F. Meyer – alors secrétaire général – ne récuse

²⁸⁵ Pour les élections régionales, nous avons consulté les résultats électoraux publiés par le Groupe de Mannheim.

²⁸⁶ Le thème avait certes déjà surgi avec le débat sur la « *Leitkultur* ». Mais ce débat sur la nationalité touche à un rapport particulier de l'Allemagne à l'idée de Nation, lié à un héritage historique très lourd de la seconde guerre mondiale. La question est celle du rapport au passé (responsabilité ? émancipation par rapport à la faute des pères ?). A côté de ces rhétoriques spécifiques (et à partir d'elles), se développe des thématiques sécuritaires et migratoires, comme par exemple lors de la campagne en Hesse sous l'égide de R.Koch. Elles s'enracinent historiquement dans les mouvements en faveur des réfugiés et des déplacés allemands de la seconde guerre mondiale. Ces groupes se retrouvent essentiellement en Bavière et ont une influence non négligeable au sein de la CSU.

²⁸⁷ Un troisième événement vient marquer la politique extérieure du gouvernement : la guerre en Afghanistan. En Novembre 2001, Schröder met en jeu son gouvernement par une question de confiance sur l'intervention dans ce pays.

²⁸⁸ La stratégie doit aussi être analysée en prenant en compte la popularité du candidat de l'Union et son succès en Bavière. Au vue des résultats bavarois, l'Union a pu faire le pari que l'évolution des forces électorales tournait, de nouveau, à son avantage. Par ailleurs A.Merkel, peu soutenue par son propre parti et par ses ténors, n'a pu s'imposer (Chap. VI)

ouvertement qu'une alliance avec le PDS ou les Verts²⁸⁹. De même, les pourparlers entre le ministre-président M. Stolpe (SPD) et son adjoint, J. Schönbohm (CDU) pour sauver la coalition du Brandebourg malgré les différents sur la loi d'immigration soulignent la volonté de préserver ses alliances au centre (et notamment la possibilité d'une grande coalition SPD – CDU/CSU).

Le SPD et le FDP laissent encore plus nettement flotter leurs positionnements partisans. Ils ne se prononcent pour aucune coalition. Le premier a trois partenaires plausibles (FDP, Verts ou PDS). Le FDP, quant à lui, laisse ouvert la possibilité d'une alliance avec le SPD et propose le concept d' « équi-distance ». Quant aux Verts, ils n'ont que peu d'autres possibilités que de faire alliance avec le SPD.

Cet *embriglio* est la conséquence d'une stratégie d'attente des partis politiques afin de voir où vont se fixer les rapports de force. Les résultats des sondages, qui donnent une avance toujours plus nette à la CDU sur le SPD, accompagnent un positionnement très net de l'Union à droite de l'échiquier politique et polarisent la campagne. Les deux stratégies – d'ouverture et de polarisation – cohabitent. La contradiction n'est qu'apparente : c'est justement quand le conflit diminue qu'il faut le mettre en scène. La prise de risque engagée par la candidature de E.Stoiber (perte de l'électorat modéré de la CDU) est compensée par l'incertitude qui est maintenue sur une possible coalition rouge – noire.

Le SPD résiste à cette stratégie de polarisation et tente autant que faire se peut de rester « neutre » sur le terrain du positionnement politique. Le pari de l'équipe de campagne est le même que celui de 1998 : ce sont les électeurs volatiles qui sont décisifs pour gagner les élections²⁹⁰. La polarisation ne peut se faire que sur les personnes et non sur les « camps » (Vert-rouge contre Jaune-noire), les électeurs mobiles étant, par hypothèses, ceux qui n'ont pas d'identité partisane forte²⁹¹.

En mars 2002, un scandale lié au financement du SPD de la Westphalie du Nord éclate. Par ailleurs, les déboires du Land de Brandebourg dans l'adoption de la loi sur la

²⁸⁹ Selon J.Raschke, la victoire des Verts et du SPD aux élections de 1998 a (aussi) été rendue possible parce que les politologues et les instituts de sondages pronostiquaient la formation d'une grande coalition CDU-SPD.

²⁹⁰ La campagne du SPD est emblématique des imaginaires qui régissent la compréhension des phénomènes électoraux. Deux éléments y sont décelables. Premièrement : de nouvelles ressources thématiques sont disponibles, c'est-à-dire de nouveaux enjeux qu'il s'agit de formuler. Deuxièmement : il existe un nouveau groupe social (potentiel) dont les intérêts constitués n'ont pas encore trouvé de place sur la scène politique (ou du moins il faut leur faire croire qu'ils seraient mieux représentés par le SPD). Le raisonnement colle à la théorie électorale : un groupe social, un enjeu, un parti. Pour multiplier les voix la logique est simple : deux groupes sociaux, deux enjeux, un parti (à double tête). Le pari s'est avéré gagnant.

²⁹¹ L'analyse empirique soulignera que les électeurs volatiles ne sont pas nécessairement ceux dont l'identité partisane est la plus faible (Chap. VII).

nationalité viennent mettre à mal l'image du SPD²⁹². Aux élections en Saxe Anhalt en avril 2002 le SPD récolte 16% des voix tandis que le FDP est à 13%. Au Brandebourg, la CDU et le FDP forment une coalition gouvernementale : c'est la fin du modèle de grande coalition. Pourtant, le SPD reste fidèle à sa stratégie du centre : trois jours plus tard, G. Schröder présente à son parti son programme de campagne « *für die gesellschaftlichen Mitte* » (« pour le milieu sociétal ») : pas de campagne partisane, pas d'annonce sur les coalitions. Stratégie délibérée ou attentisme ? Il est probable que la continuation d'une stratégie au centre soit liée aux résultats exceptionnels du FDP et à l'incertitude quant à ses scores. Tant que les rapports de force ne sont pas fixés, la stratégie partisane qui maximisera les profits électoraux n'est pas définie. Dès lors, le retournement de la stratégie social-démocrate en début de l'été est lié à des facteurs internes : on ne peut mobiliser ses militants sur l'attentisme. Le retournement de mai 2002 n'est donc pas tant le fait d'une stratégie centriste inefficace (avec 40% d'indécis en mai 2002, les rapports de force sont loin d'être fixés et l'attentisme serait la posture la plus rationnelle), que d'un « coup de poignard dans le dos » des militants.

2.2.3. *La fin de la neue Mitte.*

L'été 2002 est marqué par un rapprochement de la direction social-démocrate avec sa base traditionnelle et notamment les syndicats. Le SPD se positionne clairement contre les options libérales du FDP : il a choisi son camp. Richard Stöss résume ce retournement comme un « adieu à une focalisation sur la personne du Chancelier, sur le « milieu » (*Mitte*) politique, sur les électeurs volatiles ; ç'en est fini avec la distance vis-à-vis des Verts ». (R. Stöss 2002 : 28)²⁹³. Le discours de Schröder au congrès de campagne en juin 2002 entérine le changement stratégique. Il en appelle à la défense des intérêts des travailleurs et à la solidarité.

Les inondations en Allemagne de l'est viennent servir à merveille la stratégie social-démocrate. Elles permettent de mettre en scène une personnalité politique en action (non un parti), de créer une mobilisation qui va au delà des appartenances nationales et enfin de souligner la solidarité de tous envers chacun. L'histoire donne raison aux sociaux-démocrates.

²⁹² Chaque Land envoie ses représentants à la Chambre des Länder. Chaque délégation nationale vote globalement en fonction des directives qui lui sont adressées par son gouvernement. Or, le Land de Brandebourg lors des débats sur la loi de nationalité est gouverné par une coalition rouge-noire, la prise de position commune requise s'en trouve complexifiée. Lors du vote, le ministre-président, SPD, déclare au président de séance, que celui-ci sait sans nul doute ce que le Brandebourg votera. Cette déclaration est comptabilisée comme un Oui, et la réforme passe. Le vote sera finalement invalidé par le tribunal constitutionnel de Karlsruhe.

²⁹³ [« *Abschied von der Fixierung auf die Person des Bundeskanzlers, auf die politische 'Mitte', auf die Wechselwähler; Schluss mit der Distanz gegenüber den Grünen.* »]

Du côté, de l'Union la candidature de E.Stoiber ne pouvait être qu'handicapante à partir du moment où le vote se faisait sur les personnalités plutôt que sur les compétences (ou le parti). En fin de période de campagne électorale, et notamment lors des deux duels télévisés, la CDU et son candidat donnent l'impression de suivre obstinément la même stratégie d'une campagne négative. Du début jusqu'à la fin, la campagne aura été la même.

Mais si l'histoire donne le succès au SPD c'est aussi parce que les rapports de force entre les petits partis lui ont été favorables. Avec sa « *Spass-Kampagne* » [campagne ludique] le FDP perd du terrain²⁹⁴. Au contraire, les Verts restent sur leur créneau écologique. Quant au PDS, le changement stratégique en mai 2002 du SPD lui pose problème. Avec un mot d'ordre « *wer Stoiber verhindern will, muss die PDS wählen* » [celui qui veut arrêter Stoiber, doit voter PDS], les néo-communistes sont en concurrence avec le SPD qui se positionne de plus en plus clairement contre Stoiber. Les résultats des élections confirment le vote utile dont a été victime le PDS : nombre d'électeurs qui ont utilisé leur première voix en faveur du PDS, ont voté pour des listes du SPD²⁹⁵.

Au soir du 22 septembre 2002, les résultats sont serrés. Si l'on considère les premières voix (mandats directs) les différences entre les deux *Volksparteien* sont un plus marquées : le SPD conquiert 171 des 299 circonscriptions électorales, la CDU 125. Quant à la répartition des secondes voix, la CDU et le SPD récoltent tous les deux 38,5 % des suffrages. La CDU gagne 3,5 points par rapport aux élections législatives de 1998, le SPD perd 2,4 points. Les Verts sont la troisième force politique du pays avec 8,6% (soit un gain de 1,9 points par rapport à 1998) ; le FDP obtient 7,4% des voix (+1,1 point). Le PDS, avec 4% des voix, ne passe pas la barre des 5% et ne siège plus au parlement en tant que fraction. Les partis d'extrême droite rassemblent seulement 1% des suffrages (contre 3,3% en 1998). Les variations sont relativement minimales. La hiérarchie partisane traditionnelle entre les deux grands partis (SPD et CDU) est restaurée : le SPD avec ses 38,5 % des suffrages est légèrement au dessus de son résultat moyen sur la période 1949-2002 (37,6%) tandis que la CDU/CSU obtient son troisième plus mauvais résultat depuis la création de la République Fédérale Allemande en 1949 et reste en dessous de sa moyenne sur la période (43,7%). La différence avec le SPD est nulle ce qui, en comparaison des élections antérieures (excepté celle de 1972 et 1998), est inhabituel. La

²⁹⁴ La gravité des inondations dans les régions d'Allemagne de l'est rend impossible une campagne qui se voudrait « ludique ».

²⁹⁵ Les résultats de ce vote sont détaillés dans le chapitre consacré à la sociologie électorale des partis du centre (Chap. VII).

concurrence pour la troisième place (Verts et FDP) demeure et le PDS et l'extrême droite sont écartés de la législature²⁹⁶.

Ainsi, 2002 ne change pas fondamentalement les rapports de force établis en 1998 entre les partis. Même si l'écart se réduit entre le SPD et la CDU/CSU, cette dernière ne réédite pas les scores de l'Allemagne divisée. 2002 souligne la stabilisation des rapports de force SPD/CDU et la fin de la domination de la CDU/CSU.

Stabilisation des rapports de force à un niveau comparable entre le SPD et la CDU, fin de la période de grâce du PDS, réaligement des petits partis sur leurs scores électoraux moyens, réorientation claire du SPD vers les Verts, abandon de la possibilité d'une grande coalition. Les élections de 2002 semblent bien confirmer les changements de 1998. Dès lors, faut-il conclure à l'émergence d'une nouvelle majorité structurelle et minimiser le rôle du court terme ?

3. Les clivages régionaux : nouvel enjeu de réaligement ?

3.1 **Le clivage nord/sud : l'*alte Mitte*, un parti rural.**

En 2002, la CDU gagne des voix dans les régions allant du centre au sud²⁹⁷. A l'inverse plus on descend vers le sud, plus le SPD perd des voix par rapport à 1998. De manière encore plus nette, la CDU améliore ses scores dans les petites agglomérations et les communes rurales, tandis que les Verts progressent dans les grandes villes. Même en Bavière, l'Union améliore relativement moins bien ses scores dans les grandes villes alors que les Verts y enregistrent leur meilleure progression. Il se dessine donc une carte de polarisation entre les Verts, parti urbain, et la CDU, parti rural. Pour le SPD le bilan est plus mitigé : chez les sympathisants SPD des grandes villes, on observe un phénomène spécifique de répartition des voix (*Stimmen-Splitting*). Ils votent pour une liste verte (seconde voix) mais donnent leur première voix à un candidat SPD. Ce phénomène est beaucoup plus important qu'en 1998. Faut-il conclure à un nouveau clivage au sein même des électeurs SPD entre les habitants des grandes villes et les autres militants ? Selon

²⁹⁶ L'analyse des évolutions électorales des petits partis – FDP, PDS, Verts – dépasse le cadre de cette étude. Nous nous bornons à rappeler que le parti libéral (FDP) fut jusqu'à l'arrivée des Verts au Parlement (1983) le parti pivot du système, entre le SPD et la CDU. Depuis 1983, il est en concurrence avec les Verts. En 1994, le FDP perd la troisième place au profit de ces derniers. En 1998, ses résultats sont catastrophiques. Certains pensent même à la disparition de cette force de l'échiquier politique. Jürgen Ditteberner, „Die FDP an der Schwelle zum neuen Jahrhundert“, *Aus Politik und Zeitgeschichte. Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament*, B 5 v. 28.1.2000 : p. 30.

²⁹⁷ En Bavière la CSU améliore son résultat de 10,9 points. Il faut y voir l'effet de la candidature d'E.Stoiber, ministre-président de cette région.

nous, il faut y voir l'existence d'un vote stratégique²⁹⁸ en faveur de la reconduction de la coalition sortante cependant que les sympathisants SPD ont pu sanctionné leur parti en favorisant le partenaire écologique.

La nouveauté tient à une concurrence accrue et subtile, du fait de la répartition des deux voix, entre le SPD et les Verts. Il ne s'agit pas là à proprement parlé d'un nouveau clivage – le clivage existe depuis 1983 avec l'arrivée des Verts sur la scène parlementaire, mais du redéploiement du clivage urbain/rural qui touche le SPD, les Verts et la CDU/CSU²⁹⁹. Le FDP et le PDS sont difficilement classable sur cet axe.

3.2. La stabilisation du vote oriental : la Mitte, un courant occidental.

Quant au clivage est/ouest, il serait lié à des orientations différenciées entre les deux parties de l'Allemagne. K. Arzheimer et J.W Falter défende cette hypothèse dans un article paru en 2002 dans la revue *Aus Politik und Zeitgeschichte*³⁰⁰ : tandis que l'Allemagne de l'ouest resterait structurée par le clivage de classe (et religieux), les résultats en Allemagne de l'est seraient liés à des positionnements sur enjeux ou/et sur des candidats et seraient donc beaucoup plus sensibles à la conjoncture politique³⁰¹.

Ainsi, en 1990, la CDU avec 42% des suffrages à l'est remporte une très large victoire alors que le SPD ne récolte qu'à peine un quart des (deuxième) voix de l'est. Ce résultat contre-intuitif³⁰² est-il lié au caractère exceptionnel de ces élections qui se déroulent sur deux circonscriptions distinctes³⁰³ et pour lesquelles le chancelier H.Kohl

²⁹⁸ Sur le vote stratégique (à ne pas confondre avec un vote rationnel) : voir A.Blais, « Y a-t-il un vote stratégique en France ? » p. 279-302 in : Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002. / B.Cautrès, N.Mayer, Paris : Presses de Sciences Po, 2004. « Un vote stratégique dans un scrutin pluralitaire est donc un vote pour un candidat autre que le candidat préféré, motivé par la perception que le candidat pour lequel on vote a de meilleures chances de gagner que le candidat préféré » (p.248). Une application stricte de la théorie de l'électeur rationnel supposerait que l'électeur s'abstient puisque la probabilité que son vote fasse la différence est infinitésimale.

²⁹⁹ Il est difficile de démêler l'influence des variables lourdes (niveau de diplôme notamment) sur le vote stratégique. Les études françaises ont montré que celui-ci n'était pas le propre d'une population plus diplômée (Cf. A.Blais, *Ibid.*). Il manque des analyses comparables en Allemagne.

³⁰⁰ Kai Arzheimer, J.W.Falter: „Ist der Osten wirklich rot? Das Wahlverhalten bei der Bundestagswahl 2002 in Ost-West Perspektive“, *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B 49-50/2002: p. 27-35. Les deux auteurs proposent trois variables explicatives des différences est/ouest observées. Soit on assiste à un rapprochement des comportements électoraux entre l'est et l'ouest et à un alignement des premiers sur les seconds (hypothèse de normalisation). Soit, à l'inverse, la structuration du vote à l'est se fait à l'inverse de celle observée à l'ouest et tout particulièrement, les ouvriers de l'est voteraient non pas en faveur des sociaux-démocrates mais de l'Union. Cette particularité de l'Allemagne de l'est résulterait d'une socialisation et d'une conscience de classe travaillée par une autre histoire (hypothèse d'inversement). Soit, enfin, les différences est/ouest se creuseraient par des comportements électoraux propres à l'Allemagne de l'est, hors des clivages sociaux (hypothèse de différenciation). Les auteurs défendent cette troisième version.

³⁰¹ On observe certes un alignement du vote catholique avec le vote en faveur de l'Union mais la proportion des catholiques est trop faible en Allemagne de l'est pour que cet alignement ait de l'importance dans les résultats électoraux à l'est.

³⁰² La structuration socioprofessionnelle de l'ex-RDA et sa tradition sociale-démocrate d'avant guerre (au temps de la République de Weimar, l'Allemagne de l'est fut un des bastions de la sociale-démocratie) donnaient à penser que le SPD était structurellement avantagé de ce côté-ci de l'Allemagne.

³⁰³ A titre transitoire, une décision du tribunal de Karlsruhe a imposé aux autorités fédérales d'apprécier le seuil des 5% de manière séparée à l'est et à l'ouest.

jouit d'une image de « Chancelier de l'Unité » (*Kanzler der Einheit*) ? Il n'en est rien puisque les élections de 1994 confirment la domination démocrate chrétienne sur les régions orientales – même si cette domination s'effrite.

En 1994, alors que les élections se déroulent sur une seule circonscription nationale, la CDU réalise encore un bon score dans les régions orientales, inférieur cependant à ses résultats de 1990. On parle d'inversion du modèle des clivages sociaux : les chrétiens-démocrates seraient soutenus par les travailleurs contrairement à la théorie rokkanienne. Mais en 1998, ce groupe socioprofessionnel porte ses suffrages sur le SPD. Doit-on y voir une « normalisation » du vote de classe et un alignement du vote des travailleurs sur le SPD ?

En 1990, les différences est/ouest étaient de 17,8 points³⁰⁴. En 1994, elles atteignent 24,2 points et restent à ce niveau aux élections suivantes (25,1 points en 1998, 23,2 points en 2002). De ce point de vue, les élections de 1994 représentent un moment fort de recomposition des rapports de force à partir duquel les différences est/ouest se stabilisent à un niveau supérieur à celui de 1990. Un autre élément vient confirmer la stabilisation des rapports de force électoraux : on observe en 1994 puis en 1998, le même modèle de répartition des voix³⁰⁵ :

- L'union a largement plus de succès à l'ouest qu'à l'est
- Le PDS reste la troisième force électorale dans les régions orientales alors qu'il n'est à l'ouest qu'un parti d'appoint (*Splitter – Partei*).
- Les Verts et le FDP sont mieux installés à l'ouest qu'à l'est.

Pour expliquer le vote de la région est-allemande, les deux auteurs montrent que les citoyens de l'ex-RDA jugent positivement les valeurs de démocratie et de méritocratie mais, en même temps, ils donnent une valeur plus importante à l'égalité que leurs concitoyens de l'ouest. Ils soutiennent plus fréquemment un modèle d'intervention étatique alors que les citoyens de l'ouest se prononcent pour une démocratie libérale. Ces attitudes

³⁰⁴ Calcul des auteurs: p. 28.

³⁰⁵ Quelques changements en 2002 doivent être signalés : la différenciation des scores électoraux de l'Union à l'est et à l'ouest s'est encore accrue depuis 1998. La CDU gagne essentiellement des suffrages à l'ouest et elle en perd à l'est. A l'inverse, le SPD améliore ses scores dans l'ex-RDA et enregistre des pertes à l'ouest. Les Verts stagnent à l'est tandis que le FDP y améliore nettement ses scores. Le profil droitier et populiste adopté par le FDP a pu attirer certains électeurs de la droite extrême – ce qui expliquerait en même temps le bon score des Libéraux à ces élections et les faibles résultats de l'extrême droite. Cette dernière est en recul aux élections de 2002. Seul le NPD améliore son score à l'est passant de 0,5% à 1,2%. Enfin, le PDS enregistre d'importantes pertes à l'est et perd la moitié de ses électeurs de 1998. Tout se passe comme si les élections de 2002 durcissaient les traits caractéristiques des élections de 1994. En ce sens, elles confirment, en les accentuant, les évolutions antérieures. Les facteurs conjoncturels (candidature de E.Stoiber, inondations, démission de G.Gysi de la présidence du PDS) peuvent expliquer ce phénomène. Il semble peu probable qu'il s'agisse de nouvelles évolutions. En réalité, le système mis en place en 1994 fonctionne avec de larges marges de fluctuation (ce qui peut donner l'impression de changements incessants et d'instabilité) mais reste stable.

politiques se sont renforcées au long du processus de transformation. Par ailleurs, cette tendance égalitaire se retrouve dans des prises de position en faveur de l'égalité homme-femme ou du travail des femmes. Ceci a pu jouer en défaveur du candidat E.Stoiber et renforcer la tendance d'un vote en défaveur de l'Union à l'est³⁰⁶.

Les résultats des élections à l'est ne sont donc pas « imprévisibles » même si ils sont de plus en plus soumis à des variations fortes. La faible identification à un parti politique favorise, certes, un vote sur enjeu ou/et sur candidat. Ceci dit, contrairement à l'ouest, il ne s'agit pas d'un vote stratégique (reconduction/sanction d'une coalition, expression d'une préférence de coalition) mais d'un vote sur des valeurs et des tendances politiques. Proche du cas polonais, la stabilisation des électors à l'est se fait sur des tendances plutôt que sur des partis³⁰⁷. Le SPD a pu profiter en 2002 de ces tendances sociales³⁰⁸. Mais rien ne dit que la CDU (ou le PDS) ne réussira pas mieux aux prochaines élections législatives à s'imposer comme acteur crédible sur les questions sociales³⁰⁹. Le vote se fait rationnel en valeur. Doit-on pour autant conclure à l'instabilité du système ? J. Raschke parle de « majorité de hasard » qui ne doivent rien à des « bases sociales hasardeuses »³¹⁰. Le court terme, ou le « hasard » peuvent donner l'impression d'un système instable sans pour autant que les bases sociales et/ou idéologiques du système aient disparu : « seule la double perspective [de long terme et de court terme] saisit la double signification du système partisan : des structures stables et une contingence accrue » (J.Raschke 2003 : 17)³¹¹. Tout se passe comme si le fonctionnement du système partisan allemand était double : à l'ouest, le vote stratège gagne en importance, renforçant l'instabilité du système ; à l'est, la question de la solidarité sociale domine le choix des électeurs. Ces deux éléments renforcent l'importance du court terme sur le vote. Dans un telle configuration, des élections dites de « second ordre » deviennent un moment de correction des élections antérieures.

³⁰⁶ Ces revendications d'égalité entre hommes et femmes révèlent aussi la simplicité d'une analyse qui verrait dans la faible implantation des Verts dans les régions orientales de l'Allemagne, la conséquence d'un parti écologique « post-matérialiste » face à un électorat « matérialiste ». En réalité, les Verts apparaissent avant tout comme un parti de l'Allemagne de l'ouest. La fusion des formations de l'est avec les *Grünen* entre 1990 et 1994 s'est faite essentiellement sous l'égide des *Grünen* qui ont absorbé les divers mouvements de l'est. Les Verts ne pâtissent donc pas tant de leurs valeurs « post-matérialistes » que de leur profil occidental.

³⁰⁷ L'extrême droite et le PDS représenteraient une exception puisque l'affiliation partisane y est forte.

³⁰⁸ Ainsi, nombre d'électeurs du PDS ont donné leur deuxième suffrage au SPD.

³⁰⁹ En 2005, le PDS semble avoir été le plus crédible sur ces questions.

³¹⁰ J.Raschke 2003: 14-24.

³¹¹ [*Nur die Doppelperspektive erschließt den doppeldeutigen Charakter des Parteiensystems : bleibende Struktur und wachsende Kontingenz.*]. Dans cette constellation, les cinq nouveaux Länder jouent un rôle majeur dans la constitution des majorités électorales ; la mobilité inter-partisane y étant plus importante selon l'analyse de K.Arzheimer, et J.W.Falter, (2002).

3.3 Les élections de correction.

Aux élections européennes de 2004, tant la CDU que le SPD perdent des voix. Ces élections profitent essentiellement aux petits partis. Comme en France, les élections européennes ont souvent été caractérisées d'élections de « second ordre ». Elles permettent l'expression de préférences que le fait majoritaire sur la scène nationale peut occulter. Ainsi, le vote est avant tout un vote sanction et/ou insatisfait plus qu'un vote sur un nouvel enjeu politique. Il ne s'agit pas nécessairement d'un vote de sanction des gouvernements. Ces élections viennent corriger les effets non prévisibles de l'agrégation des votes aux élections précédentes : l'électeur prend sa décision en anticipant les résultats des élections ; d'où une marge d'erreur possible très forte par rapport à ses propres préférences. Par conséquent, les élections ultérieures lui permettent de corriger les résultats de l'élection antérieure. Les élections de Westphalie en 2005 confirment l'importance accrue du vote sanction et/ou insatisfait. Celui-ci peut ouvrir des fenêtres d'opportunité pour le développement de nouveaux partis (notamment à la gauche du SPD du côté du PDS), sans qu'il ne s'agisse nécessairement de l'émergence de nouveaux enjeux politiques.

4. Les élections de 2005 : « Grande coalition » et convergence au centre ?

A l'élection législative de septembre 2005, la CDU/CSU obtient 35,2% des suffrages, le SPD 34,2%, les Verts 8,1%, le FDP 9,8% et la Gauche (Die Linke/PDS) 8,7%. Les élections sont un succès pour les deux dernières formations : le FDP redevient la troisième force du pays, tandis que la gauche obtient ses premiers sièges au Parlement. Une telle constellation partisane complique la formation du gouvernement : ni une coalition noire – jaune ni le SPD et les Verts n'auraient la majorité. Enfin, les deux derniers refusent toute alliance avec la gauche. Dès lors, il ne restait effectivement que la possibilité d'une grande coalition³¹². Quels enseignements peut-on tirer de ce scrutin ?

Les derniers mois de la campagne électorale ont été marqués par un renversement progressif de tendance : la CDU/CSU largement en tête perd du terrain face au SPD, tandis que les intentions de vote augmentent en faveur du FDP. Deux facteurs principaux expliquent, en partie, le redressement du SPD et l'affaiblissement de la CDU : la

³¹² Le seul cas de coalition SPD – CDU a duré trois années de 1966 à 1969, années marquées par les actions de protestation de l'APO (*Ausser Parlamentarische Opposition*). En 1966, le gouvernement de coalition CDU – FDP sous la direction de L.Erhardt éclate après le départ des ministres FDP pour protester contre la politique budgétaire du gouvernement. Sans majorité, la CDU/CSU n'a d'autres choix que de s'allier avec le SPD. La grande coalition est dirigée par K.G Kiesinger, Chancelier et W.Brandt, Vice-Chancelier. En 1969, ce dernier forme avec le FDP la première coalition sociale – libérale (Chap. III).

remobilisation réussie du SPD et le vote de dernière minute en faveur du FDP³¹³. Le bloc conservateur est ainsi victime d'une défection d'une partie de ses électeurs vers le FDP – ce qui explique le bon score de ce dernier. Comment expliquer ce phénomène ?

Si l'on compare les électeurs restés fidèles à la CDU/CSU et ceux passés au FDP, très peu de différences apparaissent. Le déplacement des votes semble donc bien plus lié à des considérations stratégiques de la part des électeurs CDU pour éviter la formation d'une grande coalition qu'à des profils partisans différents. Par conséquent, les votes deviennent de plus en plus des votes de coalition. L'hypothèse d'un vote de désignation d'une coalition gouvernementale (supposée préférée) semble être validée³¹⁴. Dans cette optique, il est probable que le nombre important d'électeurs sociaux-démocrates qui ont voté avec leur seconde voix en faveur des Verts en 2002 aient voulu fermer la voie à une coalition avec le FDP. Les préoccupations stratégiques de reconduction ou de sanction des coalitions peuvent expliquer l'accroissement de la mobilité électorale que l'on observe depuis 1994 et son maintien à un niveau élevé jusqu'à aujourd'hui³¹⁵. Ainsi, tout porte à croire, comme nous l'avons souligné, que l'anticipation du type de coalition gouvernementale devient un élément essentiel dans le choix des électeurs³¹⁶.

Notre hypothèse d'un *vote en faveur d'un camp* semble se confirmer. Il ne s'agit pas nécessairement d'un vote stratégique. Il peut tout aussi bien être identitaire (cas de l'Allemagne de l'est). Il vise à favoriser la coalition (et non plus le parti) le plus proche de ses convictions et de son identité politique. Le système évolue vers un système multipartisan, cloisonné, tel que le présente la théorie d'A.Downes. Ce dernier théorise les choix que peut faire l'électeur (rationnel) dans une situation complexe de mise en relation des décisions possibles des autres électeurs (anticipations des autres votes). Toute décision dépend des anticipations faites sur les autres décisions – le problème est le même que dans la théorie des jeux. L'auteur distingue trois possibilités pour l'électeur : s'abstenir³¹⁷, arrêter la délibération le jour du vote, quel que soit le résultat de cette délibération, voter « irrationnellement » en refusant de considérer l'élection comme un

³¹³ Le relatif mauvais score de la CDU/CSU est aussi lié à l'allié bavarois (la CSU) qui perd quasiment la moitié de ses voix de 2002.

³¹⁴ Nous rappelons que la vote stratège suppose de voter pour un parti qui n'est pas le parti préféré dans l'espoir que ce vote sera plus efficace pour faire arriver au pouvoir un parti (ou une coalition) le plus proche de ses préférences.

³¹⁵ La mobilité électorale est courante dans des périodes de réalignements (P.Martin, 2000). Cependant, il est étonnant qu'elle perdure après 1998.

³¹⁶ Selon l'analyse de B.Wessels, *Ibid*, un quart des électeurs considèrent la question des coalitions comme le problème principal.

³¹⁷ Les phénomènes d'abstention prennent un autre éclairage : s'il est si difficile de prévoir l'issue d'une élection puisque les choix individuels sont interdépendants les uns aux autres, un mécontentement voire une crise face à l'impuissance du vote peut en résulter. Selon A.Downes, s'il devient impossible de voter rationnellement, il se développe une « crise de la rationalité » (*rationality crisis*) préjudiciable au fonctionnement électorale des démocraties. A.Downes, *Op. Cit* : p.137-138.

moyen direct de sélection du gouvernement et en préférant voter selon ses propres préférences.

On comprend mieux que le résultat des élections soit difficilement prévisible. On peut tout au plus déterminer l'importance relative de chaque groupe (abstention, délibération, préférence partisane)³¹⁸. L'émergence d'une grande coalition n'est dès lors pas nécessairement le signe d'une convergence au centre de l'électorat mais le résultat (hasardeux) de l'agrégation des stratégies individuelles – notamment de répartition des deux voix lors du scrutin [*Stimmen – Splitting*].

Quant au clivage est/ouest, les cartes électorales le font apparaître très nettement. Die Linke/PDS obtient très largement ses meilleurs scores à l'Est – à l'exception de la Sarre qui est le Land d'O.Lafontaine. A l'inverse le FDP réalise ses meilleurs scores dans les Länder du (sud) ouest. Du côté des Verts, le vote reste essentiellement urbain et occidental (et nordique) : Hanovre, Brême, Hambourg, quelques villes du Sud. En définitive, on trouve donc au Nord les Verts, le SPD et le PDS/die Linke – les deux premiers se situant à l'ouest, le second à l'est – et au sud, les conservateurs et les libéraux. Ainsi se dessine une carte avec d'un côté le PDS/Die Linke à l'est et les autres partis à l'ouest. De ce côté ci, le clivage nord – sud est marqué entre la CDU/CSU au sud et le SPD au nord. Le FDP occupe aussi principalement le sud (Bade-Wurtemberg, Rhénanie-Palatinat) à l'exception du Schleswig-Holstein, au nord.

Peu d'évolutions sont donc observables par rapport à 2002. Néanmoins, quatre traits restent spécifiques à l'élection de 2005 : 1) la remontée du FDP, 2) la constitution de la grande coalition, 3) la percée de l'extrême gauche et 4) l'instabilité accrue du système du fait de la multiplication des possibilités de coalition. A partir de ce constat, différentes évolutions du système sont possibles :

Le système partisan s'orienterait vers un système polarisé où s'opposerait deux camps les Verts et le SPD , d'un côté, et la CDU/CSU et le FDP de l'autre. Dans une telle configuration le centre serait écartelé.

Par contre, si l'on compare la période actuelle avec celle de la première grande coalition de 1966 à 1969, on pourrait conclure à un rapprochement possible entre le FDP

³¹⁸ Après l'annonce des résultats, la presse tend à donner l'image d'un « choix » des électeurs en faveur d'une grande coalition. Si l'on suit la théorie des jeux comme le propose A.Downes, il est probable que les résultats électoraux soient l'effet non d'une volonté, mais de l'agrégation de stratégies individuelles d'anticipations qui conduisent au contraire à une solution non désirée (cas des électeurs migrant vers le FDP pour favoriser la solution d'une coalition libérale – conservatrice et qui, sans le vouloir, favorisent au contraire une grande coalition).

et le SPD et au retour à un système bi-partisan avec un tiers parti jouant le rôle de parti-charnière, *king maker* des coalitions (de type FDP avant l'émergence des Verts en 1983).

Troisièmement, si on prend en compte l'émergence de l'extrême gauche, on peut supposer une polarisation de l'espace politique qui irait de pair avec une centrisation de la compétition politique, c'est-à-dire avec une convergence vers le centre des deux *Volksparteien* – contrairement au premier cas de figure. Le SPD développerait sa rhétorique sociale-libérale de la *neue Mitte*. La CDU serait dès lors acculée à défendre la « vraie » *Mitte*. Dans une telle configuration, l'appropriation de l'étiquette centriste deviendrait centrale.

Il est difficile de dire aujourd'hui vers quoi évolue le système allemand. Cependant, on peut affirmer que le vote stratège prend de plus en plus d'importance ; ainsi que son corollaire : le vote de correction et/ou d'insatisfaction. Il serait donc faux de croire que les élections de 2005 sonnent l'avènement d'un système partisan centripète dans laquelle la répartition des électeurs seraient favorables au centre. L'éclatement du système allemand donne plutôt lieu à penser à une re-idéologisation du système avec la constitution de blocs partisans et, notamment, le renouveau de l'enjeu de la solidarité sociale pour l'intégration des régions est-allemandes³¹⁹.

5. Bilan.

5.1. **Récapitulatif des évolutions observées.**

Au terme de cette analyse, il nous faut répondre à la question introductive : la *neue Mitte* signe-t-elle l'émergence d'un nouveau groupe central ? La réponse est négative. Par contre, elle amorce une nouvelle structuration des comportements électoraux et du système partisan dont les contours sont plus flous et plus flexibles qu'à la période précédente. Ce nouvel ordre électoral émerge dès 1994 et se caractérise par quatre éléments :

- Des variations de vote importantes à l'est avec cependant une stabilisation des attitudes politiques autour de la justice sociale. La concurrence est forte entre la CDU, le SPD et le PDS pour l'appropriation de cette marque politique.
- Un clivage nord/sud qui se maintient
- Un clivage CDU/Verts qui se cristallise sur l'opposition urbain/rural.

³¹⁹ Une variante serait de voir dans les élections de 2002 des élections de réaligement après la rupture de 1994. La phase de réaligement serait plus longue que dans l'hypothèse d'un réaligement en 1998.

- Une opposition politique qui se fait non plus entre deux grands partis, le SPD et la CDU/CSU, mais entre deux blocs : l'un, socialio-démocrate (PDS, Verts, SPD) et l'autre, démocrate-chrétien FDP/CDU/CSU. Le FDP a définitivement perdu sa fonction de parti pivot qui n'a plus lieu d'être dans un système où les possibilités de coalition à gauche se sont multipliées.

Jusqu'en 1998, les évolutions encore incertaines des Verts et du FDP ne permettent pas de conclure au passage à un nouveau système partisan qui aurait « absorbé » le choc de la réunification. Tout se passe comme si les deux partis, n'ayant pas réussi à s'implanter à l'est, se retrouvaient exclus de la compétition partisane de l'Allemagne réunifiée. Dans cette optique, leur lent effacement pourrait être le signe d'un dés-alignement du système allemand du fait de la réunification. D'autant qu'en 1998, le PDS est au point haut de sa mobilisation. A partir de 1999, les trois petits partis se rapprochent de leurs résultats électoraux moyens. En ce sens, 1998 marque la fin d'une évolution électorale amorcée entre 1990 et 1994. Il est probable que la rupture se situe en 1994, année électorale importante (élections régionales, législatives et européennes) où l'élection législative a lieu pour la première sur une seule circonscription nationale. A cette date, le FDP est rattrapé par les Verts tandis que le PDS commence une ascension électorale qui durera jusqu'en 1998. A partir de 1998, les évolutions sont exactement inverse : le FDP améliore ses scores électoraux et passe devant les Verts, le PDS amorce un déclin électoral. Ces évolutions sont récapitulées dans le tableau suivant :

Tabl. 13 Les phases de stabilisation et de rupture du système partisan allemand (1994-2002)

Années	Evolutions du système partisan.
1994	Election de rupture (différée par les élections particulières de 1990 qui se déroulent sur deux circonscriptions)
1994-1998	Désalignement en faveur du PDS et en défaveur du FDP, et dans une moindre mesure des Verts. Hypothèse d'une normalisation du vote dans les régions de l'est*.
1998	Election de réalignement sur les questions réactualisées de justice sociale.
1998-2002	Phase d'ajustement de la nouvelle rhétorique sociale des sociaux-démocrates. Modernisation de la CDU sous A.Merkel avec un recentrage sur le néo-libéralisme.
2002	Election de confirmation de la stabilisation du système sur deux blocs : Verts+SPD et FDP+CDU/CSU, incertitude quant au PDS/die Linke

* voir le paragraphe sur les clivages régionaux

En miroir de ces évolutions de la compétition politique et de la structuration de l'offre électorale, la demande et le corps électoral évoluent eux-aussi.

5.2. Les mécanismes de structuration des majorités électorales.

Aux côtés d'une offre partisane multiple, se dessine une demande électorale en trois pôles : l'une émane d'un milieu ouvert culturellement, l'autre est orientée vers des valeurs de justice sociale et la dernière s'ancre dans le libéralisme économique.

Ces trois demandes électorales – ouverture culturelle, justice sociale et libéralisme économique – forment ce que nous dénommerons le « triangle magique » de la compétition électorale (en référence au carré magique des objectifs de politiques économiques qui ne sont pas réalisables en même temps). Elles ne sont compatibles que deux par deux. L'enjeu pour la *Mitte* (ancienne ou nouvelle) est alors de réussir à concilier ces trois objectifs (inconciliables) en leur sein même. Leur potentiel conflictuel (puisque incompatibles) exige un accroissement des capacités de conciliation et de régulation pacifique des conflits, en même temps qu'elles favorisent des coalitions et des accords électoraux. Dès lors, l'organisation en bloc du système partisan et l'émergence de nouveau parti (les deux phénomènes sont liés) est une exigence de cette régulation pacifique des conflits parce qu'elle permet de répartir les tâches entre les différents partenaires de coalition – l'un se spécialise dans les questions culturelles, l'autre sur la justice sociale, l'autre sur la modernisation économique etc. Mais, dans le même temps, chaque parti est soumis à une tendance interne à l'agrégation des positions diverses – la logique de bloc ayant aussi pour conséquence une perméabilité des problématiques plus grande entre les partis d'un même bloc. Ainsi, tout se passe comme si les deux *Volksparteien* utilisaient la rhétorique de leurs partenaires respectifs pour désamorcer le potentiel conflictuel entre modernité et valeurs pour l'un, et économie et social pour l'autre³²⁰ ; les deux petits partis restant organisés sur une thématique dominante (participation pour l'un, libéralisme économique pour l'autre). La *Neue Mitte* doit se comprendre dans cette situation politique d'articulation non conflictuelle d'identités diverses³²¹.

Le concept de situation de « pressions croisées » (*cross-pressure*) aide à

³²⁰ Cette dynamique de désarmement se rapproche de l'espace de neutralité qui est apparu comme essentiel pour comprendre l'offre politique du centre (Chap. I)

³²¹ Les résultats des élections s'expliquent par l'articulation de ces trois majorités. La prégnance des thèmes culturels et de justice sociale en 2002 ont défavorisé l'Union. A l'inverse, si les majorités culturelles et sociales restent silencieuses, la majorité économique aura plus de chance de cristalliser de bons résultats. Ainsi donc, l'observation des thèmes de campagnes et des dynamiques de *l'agenda – setting* (mise à l'agenda) deviennent l'indicateur principal de prévision des résultats électoraux. L'imposition d'une de ces trois problématiques relève certes de la capacité stratégique des acteurs, mais aussi des fenêtres d'opportunité et des « hasards » de l'événement.

comprendre le « hasard » de l’articulation entre ces trois majorités et ses conséquences. Deux dimensions au maximum peuvent être conciliées. Dès lors, les votes du fait de l’incompatibilité des objectifs du « triangle magique » ne peuvent être qu’insatisfaites. Il est probable que la troisième dimension s’exprime au moment des élections « de second ordre » - il faudrait dire de correction - régionales et européennes, proches des élections nationales. En 1999-2000 et en 2003-2004, lors des élections qui suivent immédiatement les élections législatives, le SPD et les Verts enregistrent des pertes à répétition. On peut y voir l’expression des déçus des résultats immédiats de la coalition gouvernementale et/ou un « troisième tour » des législatives qui vient corriger le choix majoritaire. L’ancienne compartementalisation des différents types de scrutin (nationaux, régionaux, locaux) laisse place à une homogénéisation des scrutins. Ainsi, les élections régionales sont de plus en plus dominées par des préoccupations nationales, et ce quelle que soit la distance de ces élections par rapport aux échéances électorales nationales.

Il est encore trop tôt pour savoir si l’utilisation de scrutins secondaires pour exprimer une insatisfaction sociale peut être organisée en affirmation d’un clivage et d’une opposition politique. Si cette dernière pouvait être capitalisée et structurée par une nouvelle organisation – on pense notamment au PDS/die Linke – la question d’une redistribution des cartes électorale en 2005 se poserait.

5.3 Trajectoires possibles.

La mise en parallèle des évolutions électorales depuis 1945 aide à dégager certaines lignes d’évolution possible du système allemand. Le tableau ci-après récapitule les évolutions (de court, long et moyen terme) présentées dans ce chapitre.

Tabl. 14 Tableau récapitulatif

Année	Phase	Evolutions observées
1959-1972:	<i>Genossentrend 1</i>	Alignement de long terme en faveur du SPD (niv. I) *
1969-1972	<i>Neue Mitte 1</i>	Alignement de moyen terme en faveur de Brandt sur l' <i>Ostpolitik</i> (niv. II)
1966-1983	<i>APO et les Verts</i>	Alignement de moyen terme et ouverture du système partisan sur l'enjeu participatif (niv. II)
1983-1994	<i>Le système Kohl</i>	Stabilisation du système liée au gouvernement Kohl
1987-1998	<i>Genossentrend 2</i>	Désalignement en défaveur de la CDU et en faveur du SPD (niv. I)
1990	<i>Réunification</i>	Rupture et déstabilisation du système partisan par l'arrivée de nouvelles populations à intégrer.
1990-1998	<i>Genossentrend 3</i>	Réalignement de moyen terme (niv. II) lié à la rupture de la réunification sur l'enjeu de la solidarité nationale.
1998-2004	<i>Neue Mitte 2: les réformes 'Hartz' (Hartz I, II, III, IV)</i>	Mise en place d'un nouvel ordre électoral: quadri-partition de l'espace politique avec deux marges extrêmes non intégrées mais déstabilisatrices

* Le niveau I correspond au temps des alignements progressifs (de l'ordre d'une génération au moins), le niveau II est celui de l'ancrage durable d'enjeux structurant la compétition politique (de cinq à trente ans) et le niveau III a une influence purement conjoncturelle (souvent sur une élection) (P.Martin 2000 : 15-17).

Ce tableau permet de faire quelques parallèles historiques qui éclairent la situation actuelle. Prenons, tout d'abord les années 1983 et 1990 qui correspondent toutes deux à l'ouverture du système partisan. En 1983, le système partisan est déstabilisé par l'arrivée d'une opposition extra-parlementaire au Parlement, tandis qu'en 1990 le choc est lié à la réunification. Dans les deux cas, il s'agit d'intégrer de nouvelles population dans le système politique. Avant 1983, la situation politique était celle d'un jeu coopératif où les deux partis SPD et CDU tentaient de fermer l'entrée du champ politique à d'autres acteurs. Cette stratégie échoue en 1983 avec l'arrivée des Verts au *Bundestag*. On assiste au même phénomène dans les années 1990 : le SPD et la CDU s'accordent sur le rejet du PDS comme partenaire démocratique respectable. A partir de 1994, lorsqu'il est clair que la CDU gagnait à cette stratégie et que le PDS se forge une légitimité démocratique, le SPD se tourne vers sa gauche (et reconnaît le PDS comme partenaire légitime³²²). Dès lors, la CDU et le SPD, et ce malgré les apparences d'une convergence des politiques publiques, se séparent: les perspectives d'une grande coalition sont écartées (1998). En cela, il y a bien un changement du système politique et les perspectives de coalitions sont renouvelées. La nécessité d'un positionnement clair dans un des deux blocs rend désormais impossible la monopolisation d'un espace politique au centre. Cette « désertification » du centre va de pair avec une compétition exacerbée pour son appropriation. Ces deux phénomènes – désertification et exacerbation de la lutte – structurent la compétition politique à la suite des élections de 1998. Il s'agira de voir aux autres titres (II et III) comment s'organise l'offre politique centriste dans cette nouvelle structuration de l'espace politique.

³²² En 1998, il participe au gouvernement berlinois. A la suite des élections régionales de Magdebourg en 1998, il cautionne sans participation le gouvernement local (« modèle de Magdebourg »). Il devient ainsi un acteur reconnu et légitime de la compétition politique allemande. Il semble occuper un rôle de parti d'appoint du SPD, aux côtés (ou en concurrence avec) les Verts.

§3 LA POLOGNE : 2001, l'éclatement du centre ?.

Pour l'analyse nous avons regroupé les partis politiques en quatre tendances et options politiques³²³. Ceci nous permettait de comparer la période de très grande fragmentation de la vie politique polonaise (1990-1993) avec la période plus récente (1993-2005). La première tendance est celle du centre-droit, la deuxième du centre-gauche, la troisième des libéraux (au sens économique) et la dernière : celle des paysans. Le centre-droit et les libéraux viennent le plus souvent des mouvements de Solidarité tandis que le centre-gauche et les paysans des organisations du régime communiste³²⁴. Les coalitions gouvernementales furent ainsi formées selon cet axe historique (SLD/PSL entre 1993 et 1997, AW/UW entre 1997 et 2001).

Nous nous attacherons dans un premier temps à justifier cette partition. Ensuite, nous verrons quelle place le (ou les) centre(s) peuvent espérer occuper dans la configuration politique polonaise. Comparativement aux cas français et allemands, la situation polonaise est plus instable et, surtout, plus incertaine quant aux clivages qui structurent la compétition politique (et donc quant au positionnement du centre). La question du centre n'est pas celle de la bi-polarisation (cas français) ni celle du consensus majoritaire (cas allemand) même si le centre polonais tente de fonder un mouvement de rassemblement et a, en cela, vocation à être majoritaire. En Pologne, l'analyse se structure autour de deux interrogations : celle du positionnement du centre et celle de son ancrage électoral. L'émergence de la PO et l'affaiblissement de l'UW depuis 2001 posent trois questions : assiste-t-on à l'anéantissement du centre ? Doit-on y voir le glissement à droite du centre, vers le conservatisme ? La partition UW/PO correspond-elle à un clivage ancien et nouveau centre ?

Pour répondre à ces questions, nous nous situons résolument hors du paradigme de la « transition démocratique » assoupli et nuancé, par la suite, par celui de la

³²³ Nous reprenons les distinctions opérées par M.Kowalski (dir.). *Geografia wyborcza polski przestrenne zroznicowanie zachowań wyborczych Polaków w latach 1989-98*. [Géographie électoctorale des comportements électoraux des Polonais dans les années 1989-98] Warszawa : Institute of Geography and Spatial Organisation Polish Academy of Science (Geopolitical Studies vol.7), 2000 : 137p.

³²⁴ Le PL fut une organisation issue de Solidarité (Solidarité Rurale). Elle n'arriva pas à s'imposer devant le PSL, qui hérita d'une structure efficace de pénétration de la société.

« transformation » qui régit la recherche sur les pays d'Europe de l'est³²⁵. Nous ne voulons pas considérer le système partisan polonais comme un système « en voie de... » mais comme un système partisan à part entière. Nous rappellerons tout d'abord les spécificités du paysage partisan polonais par rapport à nos systèmes de partis. Par la suite, nous nous intéresserons à la structuration de la compétition partisane. Peut-on y déterminer des évolutions et des ruptures ? Dans cette périodisation de l'histoire électorale de la Pologne, notre préoccupation est toujours de saisir la place du centre dans la compétition politique polonaise.

1. Remarques préliminaires sur le système partisan polonais : les clivages partisans.

1.1 **Les débats sur la structuration du système polonais.**

Les approches sociologiques posent la question de la cristallisation d'un électorat sur des critères socio-économiques. Macro ou microsociologiques, ces approches considèrent les systèmes partisans comme l'expression des conflits sociaux constitutifs d'une société. Ce type d'analyse est problématique pour le cas polonais. En effet, s'il existe des points de différenciation dans la société polonaise, ils restent essentiellement ancrés dans des identités idéologiques ou culturelles et ne se rapportent pas (ou peu) à des positions socio-économiques. K. Jasiewicz résume cette situation en soutenant que l'électorat polonais vote plus « selon le rosaire que selon le portefeuille »³²⁶. En d'autres termes, si cristallisation de groupe d'électeurs il y a, elle se fait plus selon des attitudes que selon une compartimentalisation rigides des groupes socio-économiques. Cela signifie que ce ne sont pas nécessairement les mêmes forces sociales qui soutiendront les mêmes partis, alors même que les tendances politiques sont durables³²⁷. Elles ne constituent pas des groupes socio-économiques. Dès lors, quelles peuvent être les motivations du vote si les formations politiques changent d'une élection à l'autre ? Quelle pertinence peut-il avoir à s'interroger sur la structuration d'un espace politique alors même

³²⁵ Dans cette optique, la question de l'institutionnalisation d'un système partisan, de sa structuration et son évolution, va de pair avec une interrogation sur le degré de consolidation démocratique et de stabilisation des systèmes en transformation. Voir, entre autres, R. Markowski « Party System Institutionalisation and Democratic Consolidation : on the Idiosyncrasies of the Polish Case », p. 65-90 in: *Between Animosity and Unity. Political Parties and their Matrix* / H. Kubick, J.J. Wiatr (Eds.), Warszawa: 2000, Wydawnictwo Naukowe Schola. Nous ne reprenons pas ici la question des outils d'analyse du système polonais que nous avons présenté en introduction. Nous l'avons étudié de manière détaillée dans notre mémoire de maîtrise et présenté lors de l'Atelier interdisciplinaire « Trajectoires communes, trajectoires singulières dans l'Europe (post)-socialiste », Centre Marc Bloch, Berlin 29.06-03.07.2004.

³²⁶ K. Jasiewicz, „Portfel czy Rozaniec ? Wzory zachowań wyborczych Polaków w latach 1995-2001” p. 75-99 in: *System partyjny i zachowania wyborcz.; Dekada polskick doświadczeń* / R. Maskowski (p. Redacja), Warszawa: FES, 2002. A l'inverse, A Rychard relativise l'orientation éthique de la compétition politique en soulignant qu'elle est la plus « visible ». En réalité, elle se fonde sur des groupes d'intérêts (qui ne tireraient pas avantage à se mettre au premier plan) (A.Rychard, 2001).

³²⁷ H. Tworzecki, *Parties and Politics in Post-1989 Poland*, Oxford: Westview Press, 1996 : p. 191.

que celui-ci, au désespoir des politologues, semble, selon les critères de la science politique occidentale, ne pas exister : pas d'électeurs³²⁸, partis instables, règles de compétition et d'élections mouvantes, élites politiques changeantes etc. ?

Dans la nombreuse littérature consacré à ce sujet, la controverse prend la forme de l'alternative suivante : le vote est-il motivé par des considérations idéologiques (et surtout religieuses) ou économiques ? Pour ce qui est des auteurs polonais, on trouve notamment T. Żurowski, R.Markowski, M.Grabowska et T. Szawiel qui s'accordent sur l'importance croissante de l'axe économique dans la compétition politique. L.Kalarska-Bobińska, K.Gorlach défendent, quant à eux, la thèse de l'émergence d'un nouveau clivage, notamment du fait de l'intégration à l'Union Européenne³²⁹. Pour éclairer les termes de ce débat, nous proposons de retracer les grandes lignes de la compétition politique depuis 1990.

1.2 La structuration de la compétition politique 1990-1997 : un clivage gauche/droite ?

Dans leur analyse du système polonais, D.Freyer et J.Vanlaer recense cinq clivages autour des axes socio-économiques, culturel-religieux (place de l'Eglise dans la société), institutionnel (régime parlementaire ou présidentiel, décommunisation ou non), l'axe européen et la question paysanne³³⁰. Les trois premières polarisations se recoupent relativement bien. Le parlementarisme est souvent lié au refus d'une politique de décommunisation extrême, aux valeurs laïques et à l'ouverture européenne. Par contre, les deux dernières questions restent indépendantes. A partir de là, les auteurs classent les partis politiques polonais en cinq tendances. La première correspond à la « gauche classique ». Elle est sociale, laïque, pro-européenne et hostile à un pouvoir centralisateur et à la décommunisation. La deuxième regroupe les libéraux. Ces derniers prônent une transition rapide vers le capitalisme, ils sont laïcs, pro-européens et urbains. Les critères institutionnels (régime parlementaire et décommunisation) y sont relativement peu pertinents. L'UD et le KLD peuvent être classés dans cette catégorie. Les agrariens constituent la troisième tendance. On y trouve le PSL – héritier du ZSL – et le PL – issu du mouvement de Solidarité Rurale. Le premier est relativement réticent à la décommunisation et plutôt laïc. Le second est catholique et anti-communiste. Le

³²⁸ La participation électorale tourne autour de 40% (20% pour les dernières élections européennes).

³²⁹ Pour une présentation de ces débats, nous renvoyons à « Polska scena polityczna w 2004 roku. Kontynuacja czy zmiana ? » [La scène politique polonaise en 2004 : continuité ou changement ?], Instytut Spraw Publicznych [Institut des affaires publiques], 11/05/2004 : Warszawa ; et *Przyłość polskiej sceny politycznej po wyborach 2001* [L'avenir de la scène politique polonaise après les élections de 2001], ISP : Warszawa, 2002.

³³⁰ D.Freyer et J.Vanlaer, « Les clivages politiques en Pologne : une enquête menée auprès des responsables politiques », Autre Europe, (28-29), 1994 : p.171-196.

quatrième courant regroupe le centre-droit chrétien. Il est hétérogène allant du PC à la ZChN, en passant par le RdP, ou la KP. Il est attaché à l'économie de marché, aux valeurs chrétiennes et nationales et en faveur d'un régime présidentiel et de la décommunisation. Enfin, la dernière catégorie est occupée par la KPN. Cette dernière a certes des traits proches du centre-droit, mais contrairement à lui, elle prône l'intervention de l'Etat dans l'économie et est plutôt anticléricale. Elle représente ainsi la tendance – social-nationale, non cléricale.

On notera que dans ces cinq courants n'apparaissent pas les démocrates – chrétiens. Des courants comme le ChD ou le PChD existent bien, mais ils ont un très faible audience³³¹. Il en est de même pour les écologistes ou les régionalistes.

L'analyse de K.Jasiewicz est assez proche. Mais, plutôt que d'inclure les questions de décommunisation dans le clivage institutionnel, il propose de les comptabiliser comme sixième clivage³³². Il dégage ainsi une confrontation supplémentaire entre ex-communistes ou ex-dissidents³³³. Selon lui, pendant les premières années de la transition polonaise, la relation à l'Eglise et le rapport à l'ancien régime sont les deux axes principaux structurant la compétition politique. Ainsi les variables socio-démographiques (âge, sexe, lieu de résidence, occupation professionnelle etc.) n'ont que peu d'influence pour la détermination des choix politiques. Dans cette optique, l'opposition entre Wałęsa et Kwaniewski lors des élections présidentielles de 1995 ne relève pas de divergences fondées sur des intérêts socio-économiques mais est héritée du conflit des années 1980 entre les communistes et les dissidents. Comparativement, la variable religieuse perd de son importance pour les candidats du centre notamment J. Kuroń. L'UW (ainsi que le PSL) seraient l'objet d'un choix rationnel en valeur: favorable aux réformes et au libéralisme économique pour le premier, et contre les réformes et l'économie de marché pour le second. En définitive, il se

³³¹ Le ChSS (*Chrzescijanski Stowarzyszen Spoleczny* – Parti chrétien social) se constitue en 1957 et participe à la vie politique de la République populaire de Pologne. Ce courant subsiste au moment de la transition avec la formation le 21 janvier 1989 de l'Union chrétienne sociale « action œcuménique » (*Unia chrzescijansko-Spoleczna « Akcja Ekumeniczna »*). Elle intègre la SLD en 1996. D'autres partis se revendiquent, après 1989, de la tradition démocrate-chrétienne. On peut citer, par exemple, la Démocratie-chrétienne – Alliance du Travail (1994), le Parti des démocrates Chrétiens (1990), Démocratie- chrétienne de la troisième République de Pologne (1997). Ils intègrent, pour la plupart, l'AWS (Chap. III).

³³² K. Jasiewicz, « Polish on the Eve of the 1993 Elections : towards Fragmentation or Pluralism », *Communist and Post-Communist Studies*, déc.1993 : p.387-411.

³³³ Certains considèrent que les élections de 1995 sont les « derniers affrontements centrés sur le clivage post-communiste / post-Solidarité », et marquent « la fin d'une époque régie par cette division mais pas sa disparition » [J. M. De Waele, « Partis et systèmes politiques en Pologne (1989-1996) » p. 203-207 in : *L'émergence des partis politiques en Europe Centrale*/ J.M. De Waele, Bruxelles : Université de Bruxelles, 1999 : p. 306]. En effet, la disparition d'un tel clivage reste incertaine. En 1998 par exemple, le slogan de la SLD pour les élections régionales de 1998, « leur gouvernement national, notre gouvernement local » rappelle le « leur président, notre premier ministre » d'A. Michnik en 1989. Dans cette perspective de persistance du clivage historique, nous mènerons une réflexion sur le rôle de l'UW en tant que tentative de dépassement du clivage historique et élément d'identité du centre.

dessine deux mécanismes distincts de compétition : l'un orienté vers des valeurs économiques (pour ou contre les réformes), l'autre déterminé par le rapport à l'Eglise (pour ou contre la sécularisation de la vie politique). Le premier polarise l'UW et le PSL, le second l'AWS et la SLD.

En mettant de côté les deux axes spécifiques que sont les questions européennes et paysannes et en décomposant le clivage socio-économique en deux attitudes l'une portant sur l'adhésion à l'économie de marché, l'autre sur le degré souhaitable d'intervention de l'Etat, on obtient ainsi quatre attitudes – décommunisation ou non (clivage institutionnel), intervention de l'Etat ou non, économie de marché ou non et sécularisation de la société ou non (clivage religieux)³³⁴. Elles constituent des sources de tensions majeures du système politique.

Sur les questions relatives à l'économie de marché, on a un axe allant de l'UW (la plus libérale) au PSL et au ROP (ancêtre du PiS) en passant par l'UP, puis l'AWS et la SLD (qui se situe au même niveau). Quant à l'intervention de l'Etat, elle est défendue vigoureusement par le PSL et refusée par l'UW. Entre les deux extrêmes se trouvent l'AWS, la SLD, l'UP et le ROP. Sur les questions de sécularisation de la vie politique, l'opposition se fait entre la SLD (laïc), d'un côté, et l'AWS et le ROP (catholiques), de l'autre, l'UW, le PSL occupant le milieu.

En définitive, l'identification à gauche ou à droite (ou au centre) ne coïncide pas nécessairement avec un positionnement par rapport au libéralisme économique et à l'intervention de l'Etat. Ainsi, l'AWS et le ROP, dont les électeurs s'identifient à droite, sont plus anti-libéraux que ceux qui s'identifient à gauche ou au centre. L'axe passe ici de droite au centre en passant par la gauche. Cet « inversement » pourrait expliquer que les électeurs de la SLD se place plus à droite qu'il ne le font du parti et que les électeurs de droite se placent plus à gauche que leur propre parti. Le libéralisme économique du premier lui donne une coloration plus « droitiste » tandis que la réticence à l'économie de marché donne une tonalité « gauchisante » à la seconde. H. Kitschelt définit ainsi une « nouvelle-gauche » et une « nouvelle droite ». La première est libérale sur les deux axes (économiques et culturels), la seconde défend des mécanismes de redistribution et des

³³⁴ Ce découpage est celui adopté par M.Kocór et T.Mastyk, « The political Beliefs of Poles and their Party Affiliations. An expression of socio-political cleavages » ? p : 32-45 in : *Between Animosity and Utility, Political Parties and Their Matrix* / H.Kubiak, J.J.Wiatr, Warszawa: Wydawnictwo Naukowe Scholar, 2000.

valeurs traditionnelles. Le système reste unidimensionnel³³⁵. Dans son étude de 1992, il situe le ROAD dans le pôle « nouvelle-gauche », le PC au centre-droit parce qu'orienté vers une certaine fermeture culturelle. L'extrême-« nouvelle-droite » est occupée par le parti éphémère de S. Tyminski, le Parti « X ». En extrapolant cette analyse à la situation de 1997, l'AWS se situerait du côté de la « nouvelle droite » et la SLD du côté de la « nouvelle gauche ». En effet, l'AWS, positionnée à droite par ses orientations catholiques (indicateur de traditionalisme), pourrait à l'inverse mener une politique que l'on qualifierait de « gauche » c'est-à-dire soucieuse d'une certaine redistribution des ressources économiques, notamment du fait des pressions de sa base, essentiellement ouvrière et regroupée dans le syndicat « Solidarité ». La SLD a, quant à elle, suivi une politique de privatisations digne de ce que l'on appellerait une politique de « droite », c'est-à-dire orientée vers la mise en place d'une économie régulée par les mécanismes de marché.

Ces résultats rejoignent les analyses de J. Huber et R. Inglehart³³⁶ et de H. Tworzecki³³⁷. Selon les premiers, trois questions déterminent l'identification à gauche ou à droite d'un parti politique : le clivage économique, le clivage institutionnel et le clivage culturel. Le second montre que la première variable déterminant le positionnement à gauche ou à droite est la question du rôle du président dans le système politique, soit proche de l'axe autoritarisme vs. démocratie.

Par conséquent, selon ces trois analyses, le clivage gauche / droite pourrait être pertinent en Pologne. Il n'est plus défini par des critères économiques mais par une triple dimension – économique, culturelle et institutionnelle – avec une certaine prédominance de la question institutionnelle (clivage autoritarisme vs. démocratie). Dans cette polarisation, la SLD défend les idéaux démocratiques ; d'où peut-être les mots de A. Michnik : « Cet ex communiste [Kwasniewski] parle le langage de leurs [les leaders de Solidarité] propres valeurs : indépendance, démocratie parlementaire, Droits de l'Homme, Union Européenne et économie de marché »³³⁸. Elle est par ailleurs, laïque et refuse

³³⁵ H. Kitschelt définit cinq axes de polarisation: 1) socio-économique, 2) culturel-religieux, 3) européen, 4) institutionnel et 5) historique. Dans son analyse, les diverses dimensions de la compétition politique se recoupent selon des « affinités électives » ce qui permet de réduire l'espace de compétition politique à une seule dimension. Dans les démocraties occidentales, libéralismes (économique et culturel) sont inversement variants. Dans les sociétés post-communistes, le passage à l'économie de marché, c'est-à-dire le démantèlement des mécanismes de redistribution de l'Etat communiste, est lié à des orientations en faveur du changement. Ces dernières fonctionnent avec une certaine ouverture culturelle, au contraire des attitudes conservatrices favorables au *statu quo* et, donc, au maintien du système économique communiste. H. Kitschelt, "The formation of Party system in East Central Europe". *Politics and Society*, janv. 1992, p. 7-50.

³³⁶ J. Huber, R. Inglehart, "Expert interpretation of Party Space and Party Location in 42 Societies". *Party Politics*, janvier 1995, p. 84

³³⁷ H. Tworzecki, *Parties and Politics in Post-Communist Poland*, Oxford : Westviem Press, 1996 : 219 p.

³³⁸ A. Michnik, « Solidarité 20 ans après », *Le Monde*, 1^{er} septembre 2000, p. 14.

l'ingérence de l'Eglise dans les affaires de l'Etat. Au contraire, l'AWS défend l'importance du président dans le système institutionnel et la nécessité d'un exécutif fort. La polarisation AWS / SLD correspond donc à une double polarisation autoritarisme / démocratie et traditionalisme / ouverture culturelle, les deux polarisations se recoupant. Une analyse unidimensionnelle du système partisan semble pouvoir être un outil analytique pour la situation polonaise. Dans une telle configuration le centre est-il le milieu ?

Sur la troisième dimension – à savoir l'axe économique – le centre représente bien plus un extrême : le libéralisme économique. C'est justement par ce positionnement très clair en faveur de l'économie de marché, qu'il trouve son identité centriste – fondée sur un extérieur, un au-delà consensuel de la partition politique. En se positionnant très clairement sur l'axe économique, l'UW se distingue des deux autres grandes formations dont l'identification se fonde plus sur les attitudes face à l'Eglise. Proche en cela du FDP allemand, l'Union est ancrée dans la tradition libérale. Mais contrairement à son homologue, ce positionnement ne lui donne pas une position centrale, sauf lors de la coalition AWS/UW (1997-2001). Elle fut alors et libérale et au milieu du système partisan. On comprend mieux dès lors qu'une comparaison ait pu être tentée entre le système allemand et le système polonais³³⁹. Le centre, dans une telle configuration, joue un rôle de parti charnière en étant une petite formation qui, sur le plan économique, se rapproche plus de la SLD mais, sur le plan des valeurs, de l'AWS.

La situation se complexifie si l'on introduit les différenciations régionales. Elles hypothèquent l'unidimensionnalité du système.

2. Le clivage régional de 1990 à 1998.

On doit à H.Tworzecki l'introduction des clivages régionaux dans l'analyse du système partisan polonais³⁴⁰. Son analyse est certainement la plus complète. S'appuyant sur un grand nombre de données empiriques, il dessine une carte du paysage polonais qui souligne l'importance du clivage urbain/rural. Celui-ci nous semble un point d'approche intéressant de la place du centre dans le système polonais.

Dès les premières élections libres (1990), on observe des différences spatiales dans la répartition des quatre options politiques définies. Ces différences sont corrélées très clairement aux divisions de la Pologne partagée entre la Prusse, la Russie et l'Autriche-Hongrie du XVIII^e siècle. A cela s'ajoute, les spécificités régionales liées à la

³³⁹ Cf. S.Gebethner, « W Polsce jak w RFN » [En Pologne comme en RFA], *Trybuna*, 27/09/1997.

³⁴⁰ H.Tworzecki, 1996.

présence des minorités ethniques (les Kaszubes dans les Gourales), de minorités nationales (litaniens, allemands, ukrainien, biélorusses), ou de minorités religieuses (orthodoxes et évangéliques).

En 1989, Solidarité obtient un très fort soutien en Galicie (appartenant à l'Autriche-Hongrie jusqu'en 1918), dans les régions conquises par des groupes catholiques (les Kaszubes, les Silésiens et les Mazoviens) et dans les grands centres urbains. Quant au gouvernement communiste, il obtient ses meilleurs résultats dans le nord-ouest de la Pologne : la Grande Pologne (à forte population paysanne), l'ancienne partie prussienne de la Pologne. Quant aux parties orientales et centrales de la Pologne (l'ancien royaume de Pologne autour de Varsovie indépendant entre 1815 et 1915, au milieu des terres russes), elles n'ont pas d'options politiques claires.

Entre 1990 et 1998, ces répartitions restent stables. Les partis et les candidats du centre-droit (UW et AWS) obtiennent de bons résultats en Galicie, dans les régions catholiques et dans les arrière-pays de centres urbains. L'option libérale est relativement mieux soutenue dans les agglomérations urbaines. La gauche récolte le plus de suffrages dans les régions du nord-ouest polonaises et dans quelques zones de l'ancien royaume de Pologne. En outre, les régions à fortes minorités religieuses ou nationales (excepté allemandes) sont très clairement à gauche. Enfin, l'option paysanne est représentée essentiellement dans les régions de la Russie tsariste (frontière orientale de la Pologne).

Au vu de ces différences spatiales, qui recourent étrangement les frontières de la Pologne occupée, les explications en termes d'héritages culturo-démocratiques furent privilégiées. Ainsi, la partie austro-hongroise profitait d'un régime impérial relativement libéral qui accordait plus de pouvoir au peuple polonais. Au contraire, la partie russe était caractérisée par le tsarisme autoritaire de la Russie. Enfin, la partie prussienne connut l'hégémonie du régime de Bismarck. La participation démocratique y fut inexistante mais les populations polonaises furent intégrées au développement économique et social du pays.

L'autonomie de ces explications culturelles, en terme d'héritages démocratiques, est discutable. Il est en effet notable que ces différences spatiales soient corrélées à des niveaux de développement économique différents. En ce qui concerne la Galicie, elle fut peu touchée par les catastrophes naturelles, notamment eu égard aux déplacements de populations que connut la Pologne (tout particulièrement pendant la seconde guerre mondiale). Les évolutions socioéconomiques ont été plus progressives, moins brutales. Sous le régime communiste, une petite propriété privée ainsi que des liens sociaux et familiaux ont été maintenus. La politique austro-hongroise fut conduite par un souci relatif

d'éducation des masses. Le niveau scolaire relativement élevé de la population peut expliquer une certaine distance face aux transformations communistes et à ses options politiques ; d'autant qu'on observe globalement en Galicie un fort attachement aux valeurs traditionnelles, à la culture et à la tradition (sans compter que Cracovie fut jusqu'au XIV^e siècle la capitale de la Pologne et du royaume lituano-polonais). La Galicie garde une très grande spécificité par rapport aux autres régions polonaises : les comportements électoraux y diffèrent aujourd'hui encore des autres parties de la Pologne³⁴¹.

Quant à la partie prussienne, sous l'influence de la culture centralisatrice de l'Etat bismarkien, elle connut un fort développement économique. En outre, ces régions furent soumises à des déplacements de populations importants et à un repeuplement de Polonais venus de l'est. Elles n'ont donc pas, comparées à la Galicie par exemple, d'héritage national et symbolique fort. Les tendances séculaires y sont plus importantes. Par ailleurs, la réforme agraire toucha principalement cette région de grandes plaines. Elle y provoqua d'importants mouvements de population des campagnes vers les villes, confrontant la région à la question sociale. Ces transformations brutales, ces mouvements perpétuels de populations expliquent le faible ancrage de valeurs culturelles et traditionnelles. Ce phénomène ajouté à la nationalisation du secteur agricole favorise l'ancrage à gauche de ces régions après la chute du mur.

Enfin, les régions du royaume de Pologne sont avant tout rurales. Longtemps organisées par le servage, elles ont connu un faible développement économique (faible exode rural, faible industrialisation). Prises entre un ancrage culturel occidental (catholique) et une organisation économique orientale (servage), ces régions sont marginalisées dans le développement de la Pologne. Le prolétariat rural y est important. Sous la domination russe (avant 1815 puis après 1915), le royaume de Pologne connut la politique anti-catholique tsariste puis soviétique. Ce sont des régions économiquement pauvres. Le niveau d'alphabétisme y est très bas, les savoir-faire industriels inexistant. En 1990 ces régions se caractérisent par une abstention électorale très forte. Ni la gauche, ni la droite n'arrivent à s'imposer. Seule l'option paysanne a un avantage léger.

Quant aux minorités ethniques et nationales, elles semblent préférer l'option du centre-gauche (SLD et UP). La seule minorité rejetant cette option est la minorité

³⁴¹ La région se caractérise par une participation électorale plus élevée et une préférence pour les partis issus de Solidarité. Cf. K.Jasiewicz, « Portfel czy Rozaniec. Wzory zachowań wyborczych Polaków w latach 1995-2001 » [Portefeuille ou rosaire ? Modèles de comportements électoraux des Polonais dans les années 1995-2001]] p.75-100 in : *System partyjny i zachowania wyborcze. Dekada polskich doświadczeń*/ R.Markowski (ed.), Warszawa :FES, PAN ISP, 2002, 297p.

allemande³⁴². Les centres urbains se distinguent aussi des régions auxquelles ils appartiennent. Ils concentrent les élites ainsi que l'*intelligentsia* polonaise. Ils cumulent un fort développement économique et une forte autonomie par rapport à l'Etat national. La plupart ont gardé une forte tradition urbaine et culturelle (Cracovie, Gdansk, Poznan etc.). Cet attachement aux valeurs traditionnelles, à l'héritage culturel et historique des villes peut favoriser le vote conservateur (PO et PiS). Ce phénomène affecte plus généralement les populations des péri-centres urbains, que celles du centre qui sont plus progressistes³⁴³.

Au terme de cette analyse géographique, on peut distinguer deux types de différenciations : celle qui sépare le centre-gauche du centre-droit, puis celle qui distingue les paysans des libéraux.

Sur l'axe gauche-droite, on distingue ainsi deux sociétés polonaises. La première, autour de Poznan, est marquée par une tendance plébéienne et autoritaire du politique, la prédominance du travail agricole et une forte influence d'une culture massifiée et sécularisée. La seconde est liée à la tradition aristocratique polonaise. Elle se caractérise par un attachement à la propriété privée, le petit capital, à la liberté civile et à la participation politique, dans la tradition de la démocratie notabiliaire du XVIII^e siècle. Elle se regroupe essentiellement dans les centres urbains et les communautés rurales traditionnelles. Le premier type de société est le plus souvent à gauche tandis que le second est plus sensible au centre-droit. Mais, contrairement à l'analyse de H.Tworzecki, nous préférons qualifier ce clivage non pas comme un axe gauche-droite, mais comme une polarisation entre centre et périphéries. La première option (dite de gauche) est attachée à une tradition centralisatrice de l'Etat qui impulse la modernisation économique et sociale. L'idée d'une société civile indépendante de l'Etat, héritière de l'*Antipolitics* de Solidarité (cf. Chap. III) et de l'*intelligentsia* polonaise, est au contraire défendue par les villes-cités.

Après 1990, un autre clivage se greffe à cette compétition. Cette seconde différenciation politique polarise les paysans contre les libéraux. Les configurations spatiales de ces deux options politiques recoupe le clivage urbain/rural souligné par H.Tworzecki: l'option libérale étant majoritaire dans les centres urbains, l'option paysanne dans les régions rurales.

³⁴² Les partis représentant des minorités ethniques ne sont pas concernés par le quorum des 5% pour les partis politiques (ou 8% pour les coalitions). Le comité électoral de la minorité germanique peut, ainsi, avoir une représentation parlementaire.

³⁴³ On trouve ici l'opposition entre la PO et PiS (chap. VII)

En définitive, ces deux axes de polarisation correspondent pour le premier (gauche/droite) au clivage centre (Etat) / périphérie (villes), pour le second au clivage urbain (villes) / rural (campagne). Il est remarquable que les clivages économiques de classe soient relativement absents de la structuration du paysage politique polonais du moins pour ce qui concerne la période jusqu'en 1998. En utilisant ces clivages rokkanien, on évite le débat sur la possibilité d'appliquer le schéma gauche/droite à la Pologne que nous avons présenté précédemment³⁴⁴. Le centre n'est plus cantonné à un milieu entre une gauche et une droite, mais prend une nouvelle perspective dans un système multidimensionnel qui lui permet de se positionner au-delà, ou en dehors des clivages. Les élections législatives de 2001 viennent-elles renverser ces axes de polarisation ? Nous rappelons que deux questions structurent l'analyse des rapports de force électoraux depuis les années 2000 : sur quels axes se positionne le centre ? Quel est son potentiel électoral ?

3. Un nouvel ordre électoral : les élections de 2001 ?

3.1 **2001-2005 : rupture ou continuité du système partisan ?**

3.1.2. *Le centre profite à la droite.*

Les élections parlementaires de 2001 marquent-elles une rupture dans les rapports de forces électoraux ou soulignent-elles une certaine continuité du système partisan polonais ?³⁴⁵ L'élimination de l'UW et de l'AWS, l'arrivée de nouveaux partis au Parlement sembleraient être le signe d'un changement du système partisan – organisé depuis 1997 sur une tripartition (de façade ?) entre la SLD, l'UW et l'AWS. Cependant, il existe, du moins à ses débuts, un héritage électoral entre la PO et l'UW et dans une moindre mesure entre l'AWS et PiS³⁴⁶. On ne peut donc nier une certaine stabilité du système et de l'ordre électoral.

Trois types d'interrogation sous-tendent les débats sur l'évolution de la scène partisane polonaise :

- Assiste-t-on à une structuration progressive des comportements électoraux autour

³⁴⁴ Par souci de concision nous ne développons pas le schéma rokkanien tel qu'il serait applicable à la Pologne. Comme nous l'avons indiqué en introduction, nous nous concentrons sur les analyses de moyen terme et d'alignements électoraux. Pour une analyse plus détaillée, nous renvoyons à D.L. Seiler, « Peut-on appliquer les clivages de Rokkan à l'Europe central ? » p. 115- 144 in : *Partis politiques et démocratie en Europe centrale et orientale*, Bruxelles : Université de Bruxelles, 2002.

³⁴⁵ Titre d'un colloque réunissant les grands noms de la recherche sur les partis politiques en Pologne : « Polska scena polityczna w 2004 roku. Kontynuacja czy zmiana ? » [La scène politique polonaise en 2004 : continuité ou changement ?]. Ce colloque a été organisé par l'institut des affaires publique [Instytut Spraw Publicznych] le 11 mai 2004 à Varsovie.

³⁴⁶ Cf. Troisième partie : sociologie électorale des partis du centre. Pour la PO, le constat est beaucoup plus incertain en 2004.

de groupes sociaux définis par leur appartenance de classe ? Le centre s'appuie-t-il sur un groupe défini ?

- L'entrée dans l'Union Européenne est-elle susceptible de créer de nouveaux clivages politiques ? Favorise-t-elle l'émergence d'un centre ?
- Peut-on parler d'un système partisan stabilisé (sur des intérêts économiques ou sur des attitudes politiques) ou faut-il à l'inverse conclure à l'instabilité structurelle du système ? Quelle est la place du centre dans une telle configuration ?

La réponse à ces questions relève de la construction d'un modèle, si modèle il peut d'avoir, de structuration de la compétition politique. Les axes précédemment cités sont-ils encore valables ? Faut-il les compléter par d'autres clivages ou bien les réfuter ? Nous proposons de nous intéresser aux graphiques d'évolution des résultats électoraux. Ceux-ci semblent montrer que si rupture il y a, elle ne semble pas intervenir en 2001 mais dans les années précédentes. La tableau suivant retrace les résultats électoraux depuis 1990.

	1990 ¹	1991	1993	1994	1995	1997	2000 ²	2001 ³	2002 ⁴	2004	2005	2005 ⁵
Participation	60,6	43,2	52,1	33,8	64,7	47,9	61,1	46,3	44	21,2	40,57	49,74
PO	-	-	-	-	-	-	-	12,68	19	24,09	24,14	36,33
LPR	-	-	-	-	-	-	-	7,87	16	15,92	7,97	
PiS	-	-	-	-	-	-	-	9,5	-	12,67	26,99	33,1
Samoobrona	1,32		2,78	1,32		0,08	3,05	10,2	17	10,78	11,41	15,11
sdrp/SLD/+UP	9,2	11,99	20,41	35,11		27,13	53,9	41,04	34,5	9,34	11,31	
SP/UP		2,06	7,27	3,53		4,79			-		2,45	
UD/UW	18,1	12,31	10,59	9,22		13,37	17,30	3,1	0,5	7,33	6,96	
PSL-PL	4,31	9,22	15,4	4,31		7,31	5,95	8,98	10	6,35	3,89	10,33
SdPL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5,33		
AWS/AWSP*	-	-	-	-	-	33,83	15,57	5,6	-			
UPR	2,4		3,18	2,40		2,03	1,43		-			
MN			0,7	6,86		0,39		0,36	-			
RDR/ROP	6,86		2,7			5,56		3,94	-			
WAK-> □		8,98	6,37	-	-	-	-	-	-	-	-	
KLD	-	7,49	3,99	-	-	-	-	-	-	-	-	-
KPN	2,5	8,88	5,77	-	-	-	-	-	-	-	-	-
POC/PC	33,11	8,71		33,11			1,1	-	-	-	-	-
PL		5,46						-	-	-	-	-
Solidarnosc		5,05						-	-	-	-	-
PPPP	3,27											

source: www.wybory2005.pkw.gov.pl. Le signe '-' souligne que le parti considéré n'existe pas/plus

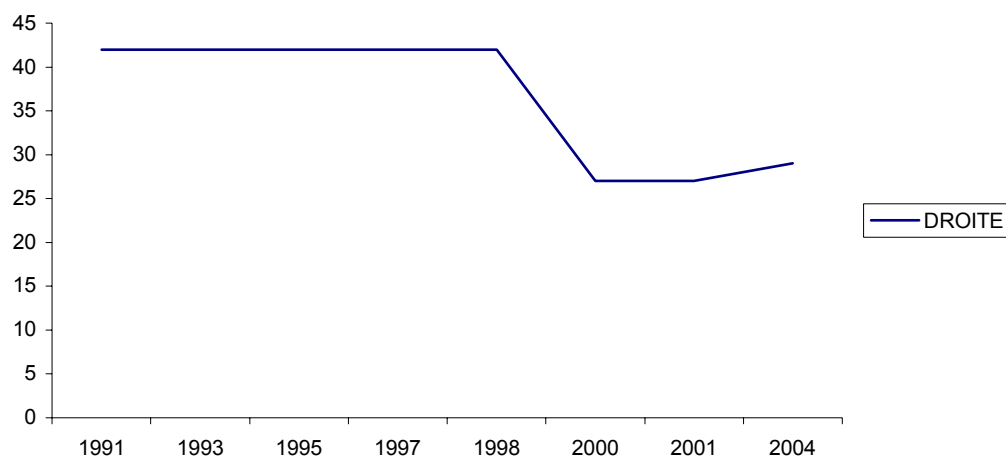
* En 1997, l'AWS regroupe la ZChN, la PL, le PC, la KPN, le BBWR et le NSZZ"S",

¹ 1er tour / ²Olechowski présente une candidature libre. L'UW la soutient./ ³ En 2001, la SLD, l'UP et la KPEiR font alliance. L'AWS regroupe l'AWSP, PiS, une partie de la LPR et de la PO./ ⁴ En 2002, PO et PiS présentent des listes communes./

⁵ L'UW, devenue PD, ne présente pas de candidat mais soutient H. Bochniarz.

Si l'on regarde le graphe des résultats lissés de la droite entre 2001 et 2005, la période 1998-2000 met en évidence un net réalignement de niveau.

Graph. 3 Résultats lissés de la droite 1991-2004



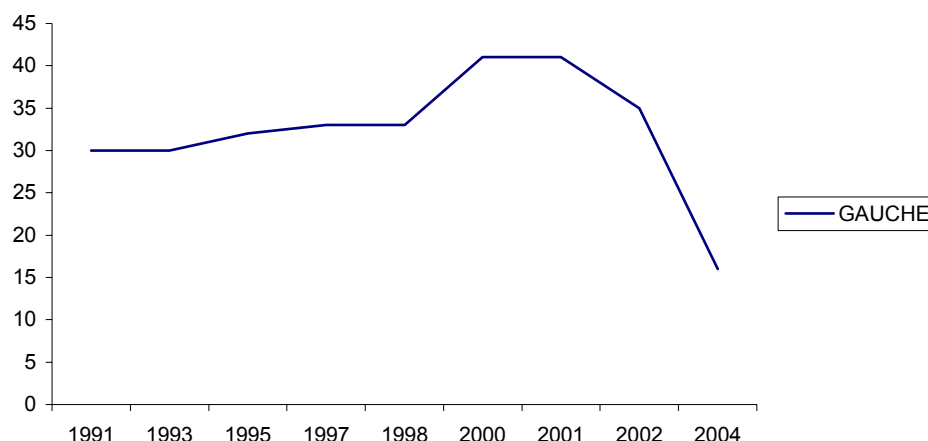
	1991	1993	1995	1997	1998	2000	2001	2004
DROITE	42	42	42	42	42	27	27	29

* Droite: en 1991: NSZZ "S", WAK, POC, KPN, RL-PL, PChD, en 1993: NSZZ "S", KKW "O", PC, KPN, PSL-PL, BBWR et KdR, 1997: AWS et ROP et 2001: AWS, PiS et LPR.

Le niveau atteint par Krzalewski (AWS) en 2000 pour les élections présidentielles se stabilise plus ou moins par la suite. Ces courbes correspondent aux évolutions inverses pour la gauche du SLD-UP (graphe 4). Entre 1998 et 2000, ses résultats s'améliorent pour se stabiliser à un niveau plus élevé (autour de 40%) en 2001. Les élections européennes de 2004 marquent une nouvelle rupture des rapports de force électoraux pour la gauche. La SLD ne recueille que 8% des suffrages (si l'on y ajoute les suffrages de la SdLP, on obtient un total de 13%)³⁴⁷.

³⁴⁷ La question d'un changement de l'ordre électoral à partir des élections de juin 2004 ne pourra être cependant qu'esquissée grâce à l'analyse des élections parlementaires de l'automne 2005. Mais il est encore trop tôt pour qualifier ces évolutions récentes.

Graph. 4 Résultats Lissés de la gauche 1991-2004



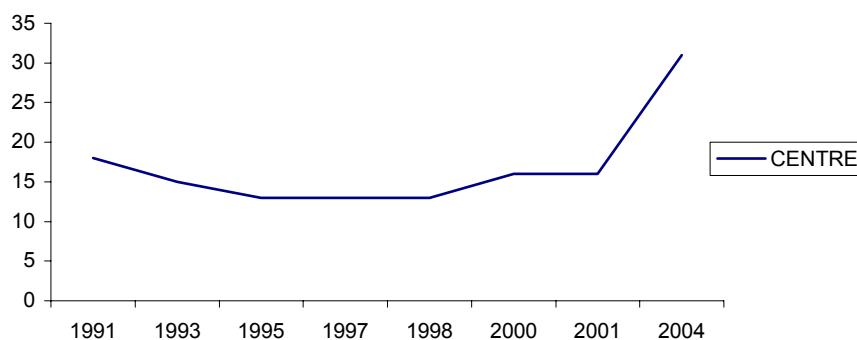
1991	1993	1995	1997	1998	2000	2001	2002
30	30	32	33	33	41	41	35

* la gauche: en 1991:SLD et SP, en 1993, 1997 et 2001 SLD et UP

Ce parallélisme inverse entre les courbes de la gauche et de la droite corrobore l'hypothèse d'un réalignement de niveau entre 1998 et 2001³⁴⁸.

De même le centre, malgré une évolution beaucoup plus sporadique, semble subir connaître une période d'ajustement entre 1998 et 2000.

Graph. 5 Résultats lissés du centre 1991-2004



1991	1993	1995	1997	1998	2000	2001	2004
18	15	13	13	13	16	16	31

* Le centre: en 1990 : UD,KLD et PPPP, en 1991 et 1993, UD et KLD, en 1997 UW, en 2001 UW et PO

Après une chute en 1993, les résultats électoraux centristes se stabilisent autour de l'élection présidentielle de 1995 et restent au même niveau jusqu'aux élections régionales de 1998 (si l'on considère les résultats de l'UW, la PO et du KLD). On observe ensuite une remontée des scores électoraux entre 1998 et 2000, puis une

³⁴⁸ L'évolution de la quatrième tendance, celle des paysans, met aussi en évidence un réalignement de niveau entre 1998 et 2000.

stabilisation entre 2000 et 2001. Cette dernière est cependant nettement remise en cause par les élections européennes de 2004 où les centres, PO et UW, améliorent nettement leurs résultats.

Par conséquent, si l'on s'en tient à la période allant de 1993 à 2001, il semble qu'une rupture ait lieu en 1998. Les rapports électoraux entre la gauche et la droite se modifient. Ils semblent se stabiliser, pour un temps, aux élections de 2001. Au delà de cet ajustement électoral entre 1998 et 2001, les graphes apportent aussi un éclairage sur les liens qui unissent la droite et le centre. Si l'on compare les évolutions du centre et de la droite, les résultats électoraux de la droite semblent liées à ceux du centre (dans une perspective exactement inverse à celle liant l'UMP à l'UDF). Il semblerait qu'une remontée du centre se reporte avec quelques années de retard sur les partis de la droite. A l'inverse, une décroissance des résultats centristes se retrouve par la suite du côté de la droite. Ainsi, la chute électorale de la droite en 1997 suivrait celle du centre entre 1993 et 1995. C'est pourquoi nous choisissons de privilégier les évolutions du centre et de la gauche dans notre analyse. En outre, ce choix est justifié théoriquement par la question d'un glissement à gauche de la compétition partisane, en général, et de l'électorat centriste, en particulier.

3.1.2 *Le centre glisse-t-il à gauche ?*

L. Kolarska-Bobińska analyse les évolutions inverses, après 2001, de l'AWS et de l'UW, d'un côté, et de la SLD, de l'autre. Faut-il y voir le signe que le centre glisse vers la gauche ? Ou au contraire que l'électorat centriste n'existe pas ? Ou encore qu'il n'arrive pas à être cristallisé ? L'auteur considère que l'explication la plus possible reste celle d'un glissement à gauche. Les transformations socio-économiques (et leurs coûts en termes sociaux, chômage notamment) ont peu à peu érodé le potentiel électoral favorable aux changements et à l'économie de marché au profit de l'accroissement de tendances sociales et égalitaires. Pour L. Kolarska-Bobińska, le vote de 2001 s'est fait sur des considérations économiques et sociales ; d'où la défaite électorale de l'AWS, bénéficiaire, avant tout, d'un vote symbolique et idéologique. Du côté de l'UW, dont le vote est essentiellement socio-économique, son profil libéral ne pouvait espérer trouver grand écho dans une société marquée par le chômage. L'orientation frileuse en matière de changement est ainsi le premier facteur explicatif des résultats du votes de 2001 : on vote pour se protéger³⁴⁹. Le motif principal du vote

³⁴⁹ En revanche, cette analyse pêche dans la prise en compte du succès électoral de la PO. N'est-ce pas le signe de l'ancrage d'une tendance libérale dans le système polonais ? Faut-il y voir un vote conservateur ? Ou relève-t-il de l'émergence d'un nouveau clivage entre *Samoobrona* et PO lié à l'intégration européenne ? L'auteur semble aller dans le sens de cette dernière hypothèse.

devient donc le positionnement par rapport au changement. Nous ajoutons que ces tendances ne datent pas des années 2000, mais apparaissent dès le retour des socialistes au gouvernement en 1993. Le centre a été victime d'un repli social d'une partie de son électorat. Ce glissement profite, dans un premier temps, à la gauche libérale. Dans un deuxième temps, ce sont les mouvements plus extrémistes tel que *Samoobrona* qui en bénéficie. La montée en puissance de cette formation montrerait que le réalignement se fait en faveur d'un nouveau clivage entre gagnants et perdants de la modernisation ; le versant des perdants serait occupé par *Samoobrona*, celui des gagnants par la PO. Face à cette nouvelle polarisation, le clivage sociaux/conservateurs perdrait en pertinence.

En continuant l'analyse de R.Markowski et M.Czeńnik (2001)³⁵⁰, il nous semble que tout se passe comme si le pôle droit et le pôle gauche fonctionnaient sur des axes qui ne se recoupent pas et qui, *a fortiori*, ne forment pas un espace allant de gauche à droite. Il est significatif à ce titre que seul un quart des polonais se situent sur l'axe gauche droite. Les électorats ne se distinguent pas tant par des degrés divers d'adhésion à une problématique (économique, religieuse, sociale etc..) mais par des préoccupations qui leur sont propres. Ainsi, la gauche regroupe un électorat mobilisable sur des questions socio-économiques, la droite, elle, mobilisera sur des questions culturelles et religieuses. Dans ces clivages qui ne se recoupent pas, le centre n'est pas celui qui est au milieu (la compétition n'étant pas unimodale, le milieu n'existe pas), mais celui qui se revendique de l'économie de marché et du libéralisme économique³⁵¹. Enfin, la montée des phénomènes populistes correspondraient à l'émergence d'un dernier clivage, lui aussi non intégré, entre perdants et gagnants des transformations.

3.1.3 Bilan : où est le centre ?

En définitive, jusqu'en 1997, la droite profite d'une compétition axée sur les thématiques culturelles et idéologiques, la gauche et le centre d'un vote socio-économique. Mais, les difficultés économiques de la Pologne hypothèque un centre défini par son libéralisme. L'implosion de la droite marque la fin d'une structuration partisane essentiellement idéologique. Les années 1997-2000 pourrait donc correspondre à une phase de dés-alignement-réalignement sur les questions économiques. Néanmoins, il n'est pas encore certain que la stabilisation ait lieu en

³⁵⁰ Selon leur analyse, la droite conservatrice (AWSP et LPR) se positionnerait aux extrêmes sur les questions religieuses. Or, la SLD et l'UP, elles, adoptent un positionnement plus central. Dès lors, il n'y a pas polarisation de la compétition politique.

³⁵¹ Dans cette optique, le faible potentiel mobilisateur du libéralisme économique du fait des coûts sociaux de la transition économique, encouragerait l'UW à se tourner vers une identité européenne qui lui donne tout autant la possibilité de se situer sur un extrême (européanisme sans condition) et hors de l'espace de compétition.

2001. Il faudra pour cela analyser les rapports de force électoraux aux élections suivantes : en 2004 et 2005.

A ce stade de l'analyse, trois dynamiques traversent le système polonais de 1997 à 2004 :

- le réalignement en faveur d'une gauche sociale-démocrate et en défaveur d'un centre social-libéral (1993-1995(97))
- l'implosion de la droite catholique
- la montée des phénomènes populistes.

Nous posons l'hypothèse qu'un processus d'alignement défavorable au centre a commencé en 1993. Il s'est stabilisé en 1997 grâce à la constitution des deux coalitions à gauche (la SLD) et à droite (l'AWS). Dans cette configuration, le centre pouvait espérer jouer un rôle pivot de type FDP entre les deux blocs. Parti-central, il était condamné à n'être que l'appui des majorités et à obtenir des résultats inférieurs à ceux obtenus au début de la transition polonaise. Mais, pour qu'un tel système puisse fonctionner, il aurait fallu que les deux blocs soient suffisamment intégrés.

Le fonctionnement coalitionnaire du système jusqu'en 2000 donne l'illusion d'une stabilisation politique. Mais les signes d'usure se font jour dès les élections régionales de 1998. L'éclatement de ces coalitions (à partir des années 2000 : l'AWS/UW d'abord, l'UW ensuite, après l'AWS et enfin la SLD) redonne aux forces politiques, en général, et au centre, en particulier, la possibilité de se lancer dans une stratégie de mobilisation populaire³⁵². Le processus d'éclatement amorcé en 1998 se poursuit aux élections de 2001. Ces dernières ne constituent pas tant une rupture qu'un possible réalignement électoral après le système coalitionnaire qui a prévalu entre 1997 et 2000.

3.2 Les élections régionales de 2002 : la stabilisation du système ?

Le 27 octobre 2002 eurent lieu conjointement les élections régionales et communales. La SLD est majoritaire dans 13 des 18 Voïvodies. Elle obtient 34% des suffrages sur l'ensemble du territoire. En comparaison des élections régionales de 1998 et parlementaires de 2001, elle a donc subi des pertes significatives.

La PO et la PiS ont, elles-aussi, subi une érosion électorale importante. Elles présentèrent des listes communes dans presque toutes les régions – excepté à Varsovie où la concurrence entre A.Olechowski (PO) et L.Kaczynski (PiS) empêcha la signature d'un accord. Elles obtinrent 19 % des suffrages

³⁵² Dans une certaine mesure, la situation polonaise actuelle est une copie de celle d'avant 1993. Ceci dit, il serait faux de les assimiler complètement, ne serait-ce que parce que le fractionnement de la scène politique polonaise est aujourd'hui bien moindre que dans la phase d'installation du régime entre 1991 et 1993.

En revanche, Autodéfense (*Samoobrona*) et la LPR ont clairement gagné des suffrages. Dans presque toutes les régions polonaises, les deux partis prennent part au gouvernement. A elles deux, elles recueillent 33% voix sur tout le territoire polonais (17% pour *Samoobrona* et 16% pour la LPR).

Les autres partis se partagent les voix restantes : 10 % pour le PSL et 0,5% pour l'UW. Le centre a-t-il été laminé ou faut-il conclure à une éviction de l'un (UW) par l'autre (PO) ?

La physionomie de ces élections montre une scène politique divisée en deux camps – excepté pour la région de Cujavie - Poméranie : d'un côté, les sociaux avec la SLD-UP, le PSL et *Samoobrona*, de l'autre, les conservateurs avec PO, PiS et la LPR. Dans les trois régions où elle n'est pas majoritaire, la SLD-UP est contrainte de former une coalition. Son partenaire privilégié est traditionnellement le PSL (avec lequel elle gouverne au niveau national). Mais, dans la Poméranie occidentale et à Lublin, elle signe un accord de gouvernement avec *Samoobrona* – s'attirant les foudres du PSL. PO et PiS sont au pouvoir dans les régions des Carpates (avec la LPR), de la Petite Pologne (avec la LPR), et de Poméranie (avec la LPR et le PSL). Dans la région de Cujavie – Poméranie, l'alliance gouvernementale réunit sous la présidence de *Samoobrona*, la LPR, la PO, PiS et le PSL ; seule la SLD reste dans l'opposition. Il est notable que des coalitions entre les deux partis extrêmes, *Samoobrona* et la LPR, n'ont pu être évitées. Théoriquement, une union des europhiles contre les eurosceptiques (LPR et *Samoobrona*) eût été possible. Mais cette solution fut repoussée par les formations pro-européennes de peur de laisser le champ libre aux formations extrémistes qui auraient beau jeu de dénoncer la collusion entre les élites et la confusion des genres. Ainsi, si la question européenne introduit des différenciations au sein du système partisan, elle ne remet pas en cause le clivage entre sociaux et conservateurs.

Par conséquent, si les élections de 2002 confirment l'axe perdants/gagnants de la modernisation, elles soulignent qu'il doit être relu à l'aune du clivage sociaux/conservateurs. La compétition va du social-nationalisme de *Samoobrona* au conservatisme national de LPR en passant par le social-libéralisme de la SLD et le libéralisme conservateur de la PO, et enfin le conservatisme de PiS. L'espace est structuré autour de deux extrêmes nationaliste : l'un social, l'autre conservateur. Dans cette structuration, si le centre veut exister, il est nécessairement européen et libéral.

A la veille des élections européennes, le bloc conservateur est divisé. Au sein de PiS, il existe des tensions entre les deux frères jumeaux Lech et Jaroslaw Kaczynski, d'un côté, et le groupe de K.Ujazdowski, à tendance plus libérale, de l'autre.

Après la victoire de L.Kaczynski à Varsovie le 10 novembre 2002, on spécula sur une alliance possible entre PiS et les conservateurs de la PO – sous l'égide notamment de J.Rokita. Mais à partir du moment où PiS se rapprocha de la LPR cette option fut définitivement écartée. Du côté de la gauche, la SLD subit des critiques internes de plus en plus vives contre son action gouvernementale. La formation de la SdPI (*Socjaldemokracja*) sous la présidence de M.Borowski (président de l'Assemblée Polonaise), qui s'oppose à la SLD et à son président, attise les tensions. La gauche ne résistera pas aux élections européennes. La social-démocratie est en difficulté. Une partie tente un rapprochement avec les centristes désormais regroupés dans le Parti démocratique. Assiste-t-on à l'émergence d'un nouveau centre fondé sur le rapprochement des sociaux et chrétiens-démocrates ?

3.3 Les élections européennes : un nouveau centre ?

Le 13 juin 2004, le camp conservateur sort gagnant du scrutin : la PO obtient 24,10 % des voix, suivie par la LPR, 15,92% et par PiS, 12,67%. *Samoobrona* récolte 10,78% des suffrages. La SLD/UP subit de lourdes pertes avec un résultat de 9,35 %. Son allié gouvernemental obtient 6,34% des voix. La SdPI apparaît sur la scène politique avec 5,33% des voix. Enfin, l'UW réussit une belle performance avec 7,33 %. La campagne fut essentiellement orientée vers des thèmes nationaux. Le chômage occupe la première place, puis l'avenir des retraites et le développement économique du pays³⁵³. Elle fut, avant tout, un test grandeur nature pour les élections nationales prévues en 2005. Reste que seuls 20,9% des électeurs se sont déplacés. La faible mobilisation électorale souligne, avant toute chose, que l'Europe n'est pas un clivage social majeur dans la structuration partisane polonaise.

Seule l'UW gagne des voix par rapport à l'élection de 2001. Elles proviennent essentiellement de Varsovie et dans une moindre mesure de la Cujavie – Poméranie et de la Grande Pologne. La répartition des suffrages souligne la permanence de l'opposition avec le PSL qui mobilise essentiellement dans les régions où l'UW est absente. De même, l'opposition est marquée entre la SdPI et le PSL : la première recueillant des suffrages exactement là où le PSL est très peu présent (Poméranie et Poméranie occidentale).

La SLD-UP est localisée à l'ouest de la Pologne. Certains imputent les mauvais résultats des partis du gouvernement à un vote – sanction à son encontre. Il est notable cependant que le *Samoobrona* subisse aussi des pertes par rapport aux

³⁵³ Sondage Gallup, 82% des interviewés déclarent être préoccupés avant tout par le chômage, 40% par l'avenir des retraites et 36% par le développement économique. Cit. par M.Czaplicki, « Pierwsze wybory europejskie w Polsce » [Les premières élections européennes en Pologne], *Analizy i Opinie*, (25), Czerwiec 2004, Institut Spraw Publicznych.

scrutins de 2002 ou même de 2001. Il se pourrait que l'option sociale soit désavantagée dans un scrutin européen dont l'axe se situerait plus sur le versant libéral. Cependant, une lecture rétrospective des résultats électoraux à partir des résultats de 2005, qui marquent les succès de PiS et de PO, laissent à penser qu'il s'agit d'un renversement plus durable des majorités électorales en faveur de l'option sociale et conservatrice (la « nouvelle droite » de H.Kitschelt).

Samoobrona réalise ses meilleurs résultats dans la région de Masowie et de Lublin. Elle est aussi relativement bien implantée en Poméranie occidentale et dans la région de Łódź. Les bons scores de la PO et de la LPR soulignent la division des catholiques entre une option libérale – européenne et une option conservatrice – nationale. La carte de la Pologne est ainsi très clairement divisée sur un axe allant du nord au sud : à l'ouest, la PO recueille la majorité de ses voix, tandis que la LPR occupe l'est polonais.

Cette géographie électorale n'est pas fondamentalement différente de celle qui a prévalu en 2002 lors des élections régionales. Les différences observés sont liées, tout d'abord, à des différences de participation électorale. Les partis post-Solidarité (PO, PiS et UW) profitent d'une mobilisation accrue (Varsovie, Poméranie, Carpates, Petite Pologne et Silésie). A l'inverse un niveau plus bas de participation est plus favorable à la coalition SLD-UP et à *Samoobrona* (Région d'Opole, Poméranie occidentale, Mazurie, Mazowie). Mais le partage semble assez net entre les deux : *Samoobrona* occupe plutôt les deux dernières régions, tandis que la SLD est plus présente dans les deux premières. Pour le PSL, le niveau de participation semble avoir assez peu d'influence.

3.4 Les élections parlementaires de 2005³⁵⁴.

Les dernières élections en date de 2005 apportent-elles des éléments de clarification ? Aux élections parlementaires de 2005, PiS arrive en tête avec 26,99% des suffrages. Elle est suivie de la PO avec 24,14%. La SLD et *Samoobrona* sont quasi à égalité : 11,31% pour la première et 11,41% pour la seconde. La LPR arrive loin derrière avec 7,97% des voix. Le PSL obtient 6,96%. La SdPI recueille 3,89% des suffrages et l'UW 2,45%. Les deux dernières formations ne sont donc pas présentes au Parlement. Les évolutions observées aux élections régionales de 2002 se poursuivent : *Samoobrona* a fait sa place. Par contre, du côté des conservateurs, des repositionnements ont lieu. La stratégie de PiS centrée sur le conservatisme social et

³⁵⁴ Pour ne pas surcharger le travail, nous n'avons retenu que les élections parlementaires de 2005. L' élection présidentielle de la même année conduit L.Kaczinski (PiS) au pouvoir avec 54,04% des suffrages contre D.Tusk (PO), 45,96%. Ces résultats confirment l'établissement d'un rapport de force en faveur des conservateurs sociaux aux dépens des libéraux.

culturel semble gagnante : la LPR subit d'importantes pertes et PO n'arrive que seconde. Dès lors, on semble se diriger vers une structuration de type quadrille bipolaire avec d'un côté les sociaux modérés de la SLD et les extrémistes de *Samoobrona*, et de l'autre, les conservateurs de PiS alliés aux ultras – catholiques de la LPR³⁵⁵. L'avenir de la PO dans une telle configuration est incertain : en se réclamant du libéralisme économique elle se positionne plus à gauche que PiS et en restant attachée aux valeurs traditionnelles, elle se place à droite de la SLD. En ce sens, elle tente d'occuper le milieu de la compétition politique. Mais, elle n'entend pas se limiter à être un petit parti charnière. Elle espère devenir un mouvement populaire de rassemblement. En sens, elle utilise le créneau centriste. Elle fonde son identité sur l'opposition à *Samoobrona*. Mais l'intégration progressive de cette dernière dans le bloc gouvernemental (2006), hypothèque dangereusement le positionnement de la plate-forme. Elle ne peut espérer être un mouvement rassembleur si la menace (de la barbarie en l'occurrence) s'écroule. Sa marge de manœuvre est restreinte.

Quant à l'UW, elle tente de fonder un autre emplacement du centre, plus à gauche, autour d'un rapprochement avec la SdPI et la SLD. A certains égards, celui-ci est la continuité logique d'une certaine tendance sociale de l'UD et de la *Stara Unia*. A cette nuance près que le rapprochement se fait sur un libéralisme culturel, très loin de l'attachement aux valeurs du christianisme que l'on trouvait au sein de l'Union. Tout se passe si, l'échec du mariage UD et KLD ravivait la tendance sociale du parti (évincée dès les années 1993-1995) mais que celle-ci avait subi les conséquences de l'alliance avec les libéraux pour modérer ses aspects conservateurs – à l'exacte inverse, la PO capitalise l'héritage conservateur de l'UD.

4. Bilan.

Le système polonais semble s'organiser comme un système à cinq partis avec deux partis extrêmes (la LPR et *Samoobrona*), deux partis plus modérés (PiS et la SLD) et un centre-milieu (PO). Les deux premiers se définissent par leur nationalisme, leur repli identitaire et leur défiance vis-à-vis de l'Europe. Ils dénoncent la collusion des élites et la confusion des genres politiques. Le couple SLD/PiS ne relève pas d'une compétition unimodale allant de gauche à droite. Il renvoie à une distinction quasi imperméable entre deux options politiques : l'une économique et sociale (pour la SLD), l'autre culturelle et éthique (pour PiS).

Dans une telle configuration, deux perspectives s'ouvrent au centre : soit il tente

³⁵⁵ L'entrée au gouvernement de PiS de ministres de *Samoobrona* complexifie l'analyse et souligne le positionnement instable de cette dernière formation.

d'être une passerelle entre deux fonctionnements partisans radicalement différents (économiques et éthiques), soit il se positionne sur un autre clivage (ni économique, ni éthique). La première stratégie relève d'une reformulation du clivage historique. Il ne s'agit plus de fonder un dialogue entre ex-communistes et ex-dissidents, mais de concilier les approches sociales -démocrates et conservatrices. La PO semble prendre cette direction. Cependant, elle n'abandonne pas complètement l'autre stratégie puisqu'elle développe aussi une rhétorique contre *Samoobrona* fondée sur une opposition entre civilisation et barbarie ; qui relève d'un autre clivage que ceux utilisés par la SLD et PiS.

L'UW, quant à elle, essaie tant bien que mal de survivre dans le système partisan. Elle semble s'orienter vers un nouveau créneau, radicalement différent de sa tradition politique : celui du libéralisme culturel. Il est vrai que la thématique est encore relativement peu développée sur la scène politique polonaise, et la SLD, notamment, tarde à s'en emparer. Le rapprochement UW et SdPI, amorcé en 2004, fonde une image du centre plutôt sociale, soucieuse d'un fonctionnement réellement démocratique du système politique. A l'opposition social/conservatisme, l'UW répond par un *au-delà démocratique* du politique. Fonder le centre sur la démocratie est peut-être un peu trop vague pour mobiliser un électorat. Cependant, cette stratégie a l'avantage d'allier deux tendances historiques distinctes : après l'UP, le rapprochement de l'UW et de la SdPI est le second mouvement qui transcende le clivage historique. L'UW renoue avec les rêves de l'UD d'un parti réunissant toutes les forces démocratiques du pays au-delà de leur appartenance au mouvement de la dissidence ou du régime communiste.

§4 FRANCE, ALLEMAGNE, POLOGNE : HYPOTHESES SUR LA PERIODE 1995-2005.

La comparaison entre la France, l'Allemagne et la Pologne, sur le positionnement du centre passe par une réflexion sur les clivages structurant les compétitions politiques. Il fallait sortir d'une conception du centre comme un milieu. En effet, si l'on se limite à concevoir le centre que par rapport aux deux autres pôles, on s'oblige à ne considérer que des systèmes unidimensionnels structurés sur un axe gauche-droite. Or, si la France et l'Allemagne correspondent à ce schéma, la conclusion est beaucoup plus incertaine pour la Pologne. Par ailleurs, un tel schéma nous obligeait, pour le cas allemand, à prendre le FDP, entre-deux de la compétition, plutôt que la CDU. C'est pourquoi nous avons développé une analyse du positionnement du centre à partir des schémas rokkaniens de la compétition politique. Après avoir vu, comment les clivages ont évolué en France et en Allemagne, nous avons analysé le système polonais par rapport à deux clivages majeurs : centre/périphérie et urbain/rural. Ces analyses nous permettent de décrire et d'analyser le positionnement centriste en France, en Allemagne et en Pologne.

Pour la France, nous avons mis en évidence une quadri-partition de l'espace politique autour des pôles PS et UMP, avec deux inconnus : le PCF et l'UDF – c'est-à-dire les deux partenaires coalitionnaires des socialistes et des gaullistes. S'achemine-t-on vers un système déséquilibré avec une tendance à droite, libérale et conservatrice, l'UMP, et un spectre de tendances sociales allant de l'UDF à l'extrême gauche ? Cette configuration fait suite à un système coalitionnaire (1997-2001) avec, d'un côté, la gauche plurielle et de l'autre, l'opposition gaulliste et centriste. Ce système se caractérisait par une régulation interne des conflits politiques, c'est-à-dire entre les partenaires de coalition. Il induit la dépolitisation des enjeux conflictuels puisque ceux-ci sont préalablement négociés par les partenaires de la coalition. Ce système semble voler en éclat en 2001.

La situation allemande est différente puisque cette régulation par la dépolitisation des décisions politiques semble perdurer avec l'intronisation de la Grande coalition en 2005. Entre 1998 et 2002, le système de compétition s'organise autour de deux blocs (Verts, SPD d'un côté, et FDP, CDU et CSU, de l'autre). Dans une telle configuration, la compétition pour l'appropriation de la marque centriste est accrue. Par contre, à partir de 2005, l'occupation du milieu par les deux *Volksparteien* peut polariser la compétition politique entre un centre qui occupe le pouvoir et des périphéries extrêmes qui revendiquent le droit de participer à l'exercice des responsabilités politiques. Néanmoins, eu égard à l'expérience historique de 1966-

1969, la formation d'un gouvernement CDU/SPD semble plus favorable, à terme, à la consensualisation du système. On pourrait s'acheminer vers un système coalitionnaire où l'extrême gauche, aujourd'hui déstabilisatrice, serait intégrée au bloc SPD/Verts. Dans une telle configuration, l'*alte Mitte* retrouverait ses couleurs face à une gauche recomposée entre SPD et PDS/die Linke. Par contre, si cette dernière formation reste une marge extrême, « force impuissante » du modèle allemand, la configuration politique laisserait place à une compétition accrue entre *alte* et *neue Mitte* sur le modèle de la période de 1998 à 2002.

Enfin, la Pologne se caractérise par un système à cinq partis avec un découpage inégal entre des tendances sociales (PiS, LPR, *Samoobrona*) et des tendances libérales (SLD, PO, UW). Dans cette configuration, le centre est positionné à l'extrême sur l'axe du libéralisme économique. Les élections de 2001 semblent signaler que les tendances électorales sont plus favorables aux orientations sociales qu'au libéralisme économique. L'entrée dans l'Union Européenne pourrait renforcer cette polarisation et évincer le centre libéral □ sauf, si celui-ci arrive à faire de l'Europe une figure suffisamment mobilisatrice. Ce qui n'est pas le cas pour le moment.

Cette approche résolument différenciée a permis de souligner certains points communs entre les trois cas étudiés : accentuation des thèmes sociaux après une phase de consensus quant aux valeurs du libéralisme économique, maintien artificiel des systèmes par la mise en place de coalition gouvernementale, régulation fondée sur la dépolitisation de la décision publique. Les années 2000 sont caractérisées pour ces trois pays par le retour de la rhétorique de la solidarité et de la justice sociale. Les tendances sociales des systèmes se renforcent à partir de 2001 pour la France, 1998 pour l'Allemagne et 2001 pour la Pologne. Ces dates mettent fin à des moments de fermeture artificielle du système – en analogie avec le principe spéculatif : le moment de la gauche plurielle (1997-2001) pour la France, celui de l'Allemagne réunifiée de H.Kohl (1990-1998) et celui de la coalition AWS-UW (1997-2001) pour la Pologne. Excepté le cas de l'Allemagne, ces périodes constituent des moments coalitionnaires qui donnent une impression de stabilisation et de simplification de la vie politique³⁵⁶.

Le regain de l'extrême gauche et les nouveaux centres participent-ils du même mouvement de contestation de la monopolisation du pouvoir ? Si la première mobilise le répertoire de la solidarité, de la justice sociale, voire de la lutte des classes, quelles ressources mobilise le second ? Se différencie-t-il de l' « ancien » centre par sa

³⁵⁶ Pour l'Allemagne, la période 1990-1994 correspond à une période de répit pour la CDU qui aurait « dû » perdre les commandes du pays dès 1994. Au terme de la période, le système allemand se caractérise lui aussi par une organisation coalitionnaire avec une logique bi-polaire (SPD, Verts, d'un côté, CDU/CSU et FDP de l'autre).

position de « prétendant » au pouvoir alors que l' « ancien » centre détenait (ou détient) le pouvoir ? La problématique du centre s'inscrit dans un contexte paradoxal où, à la fois, le politique est dépolitisé et la compétition politique polarisée (de par l'émergence de marges extrêmes). Les dynamiques centripètes et centrifuges coexistent plutôt qu'elles ne s'excluent. Dès lors, les phénomènes centristes s'auto-entretiennent : la montée des extrêmes favorisent un recentrage sur la modération, le consensus, voir l'union nationale, tandis que ce recentrage même est une porte ouverte à la montée des extrêmes.

C'est dans ce contexte de regain de la rhétorique sociale après une phase de consensualisation et de dépolitisation des scènes politiques par des modèles coalitionnaires qu'il s'agit d'étudier la question du centre. Où est le centre actuellement ? Avec la fin des modèles coalitionnaires, l'Europe serait-elle la nouvelle figure du centre ? Telles seront les trames de notre recherche sur le nouveau centre ; tentative d'échapper à une conception du centre éternellement juste-milieu. Nous verrons l'offre politique actuelle du centre, son évolution rhétorique, programmatique et sociologique (chap. V et VI), puis nous aborderons la question de la demande politique, celle de la possibilité d'un centrisme social (chap. VII et VIII).

TITRE II

LE CENTRE COMME OFFRE POLITIQUE

Le titre précédent a rappelé les origines et les racines (philosophiques et idéologiques) de l'ancien centre ; le centre démocrate-chrétien reconstitué après la seconde guerre mondiale. Nous y avons souligné les évolutions programmatiques des partis centristes ainsi que la rupture que constitue l'introduction de la tradition libérale dans la vision démocrate chrétienne. A partir des années 1980 (avec quelques décalages temporels selon les pays), le centre se définit par le duo libéralisme/modernité. L'intégration de la problématique de la modernité semble, dès lors, constituer un facteur déterminant de la recomposition des centres, peut-être aussi de l'émergence des nouveaux centres dans les années 1990.

Cette rupture (ou recomposition) a été corroborée par l'analyse des rapports de force électoraux. Celle-ci a montré que les années 1990 étaient marquées par des processus de recomposition des forces partisans liés à l'émergence d'un système coalitionnaire qui fonctionne sur une régulation interne (entre les partenaires de coalition) du conflit politique. Dans cette nouvelle configuration politique – dépolitisée et consensualisée – se pose la question de la nouveauté des phénomènes centristes contemporains. S'agit-il de simples phénomènes de convergence au centre des systèmes de compétition partisane ? Ou, selon notre hypothèse, est-il plus pertinent de les saisir comme des processus de recomposition des élites partisans ?

La première hypothèse étudiée sera celle de la convergence au centre des compétitions partisans (Chapitre V) et la seconde, celle de l'émergence d'une nouvelle élite politique (Chapitre VI).

Au terme de cette analyse, nous verrons comment le « nouveau » centre se comprend en rapport avec l'ancien, défini au titre précédent.

Chapitre V

Phénomène centriste ou convergence au centre?

Remarques préliminaires sur le choix de la politique familiale comme angle d'approche.

Après avoir mis en évidence la situation centriste – d'un point de vue philosophique et électoral – des démocrates chrétiens, le détour par les politiques publiques était inévitable pour préciser le projet politique qui la sous-tend.

Rappelons que les démocrates chrétiens centristes tentent d'échapper à la dichotomie gauche – droite. Leur projet politique est fondé sur une aspiration profonde à l'unité, au dépassement des luttes de classes. Nous avons vu qu'ils peuvent parvenir avec plus ou moins de succès à surmonter leurs propres divisions de classes et à rassembler autour de leur vision (du) politique. Ces succès, ils les doivent non pas à l'influence de l'Eglise – qui jouerait plutôt en sens inverse – mais à la défense des intérêts de la communauté des croyants : réseaux d'école, sauvegarde d'une certaine morale au sein des textes de lois (divorce, avortement, famille, pornographie, mœurs □). La défense d'un groupe spécifique (à savoir les croyants) non défini par ses appartenances de classe rend visible une offre politique qui se refuse à une rhétorique sociale partitive. Seulement l'appel aux croyants est de plus en plus « laïcisé » soit pour s'intégrer dans les sociétés déchristianisées ou dont une partie est réfractaire à l'influence de l'Eglise, soit pour se démarquer des catholiques conservateurs. La défense des valeurs communes passe dès lors par d'autres figures rhétoriques : la liberté, la responsabilité, l'humanisme ; déclarations de principe qui demandent à être localisées ne serait-ce que pour assurer la possession de certains appareils nécessaires à leur réalisation. L'école et la famille jouent là un rôle des plus importants. C'est sur ce terrain que se développe un discours politique laïcisé, utilisant des catégories neutres religieusement, du moins explicitement. La famille constitue une des figures possibles de cette mobilisation. En re-moralisant cette institution, en sauvegardant ses fonctions de socialisation, d'éducation et de reproduction, les démocraties chrétiennes peuvent réussir le pari de construire un espace de neutralité ; pari incertain d'un politique unitaire sans imposer (explicitement) une idéologie politique. Refusant le sectarisme idéologique tout en cherchant l'unité (perdue ?) de la communauté nationale, la voie politique de la démocratie chrétienne est une passerelle

étroite entre mouvement conservateur et/ou de défense des intérêts religieux, d'un côté, et la dilution dans des valeurs humanistes trop consensuelles pour être mobilisatrices, de l'autre.

Dans cette optique, s'intéresser aux discours sur la famille et aux politiques familiales devenait un angle d'approche essentiel des contradictions et des implicites qui fondent le discours centriste. Reprenant notre distinction présentée au chapitre introductif, nous partons à la recherche d'un centrisme de réflexion (ou centrisme philosophique) qui n'a d'autres choix que de se « camoufler » s'il veut participer à la lutte politique moderne d'une société pluraliste.

La famille comme point d'ancrage d'une identité démocrate-chrétienne.

L'analyse de Downs aurait voulu que nous nous occupions d'un sujet économique¹. Cependant, parce qu'elle est au cœur d'une tradition politique, la famille était potentiellement plus riche en enseignements sur la vision du monde structurant l'imaginaire centriste démocrate-chrétien. Elle nous offrait, en outre, la possibilité de questionner la rhétorique de la modernité que les partis centristes ont peu à peu intégrée. Quelles articulations unissent centre et modernité? Cette dernière peut-elle être comprise, comme nous le supposons, comme l'exigence d'un politique neutre du point de vue des valeurs et de la morale qui, seul, peut-être légitime dans une société pluraliste ? Comment fonder le consensus lorsque la démocratie se définit justement par le libre choix des moyens de son épanouissement personnel² ?

Enfin, la famille, comparée à des sujets économiques, avait l'avantage d'être moins centrale dans la compétition partisane. Ce thème permettait donc de s'intéresser aux enjeux périphériques des compétitions partisans, qui, comme le souligne A.Downes, sont aussi des points de repères essentiels pour positionner les partis politiques. En effet, même dans un système avec des tendances centripètes, chaque parti aura besoin de se positionner au moins sur un enjeu à l'extrême pour éviter l'abstention de ses électeurs moins modérés. La famille devrait donc nous permettre de distinguer des offres politiques, même proches.

Les axes de recherche.

En définitive, notre angle d'approche est déterminé par le souci de délimiter, si cela est possible, un centrisme philosophique, un corpus idéologique du centre. Pour

¹ A.Downes fonde son analyse sur l'existence d'un clivage gauche-droite défini par rapport aux degrés d'intervention de l'Etat dans le domaine économique. Il réintroduit par la suite d'autres éléments : A.Downes, *Op. Cit* : p.127-133.

² Nous rappelons que cette problématique de l'unité dans la pluralité est celle développée par H.Arendt, dont la pensée fut à l'origine « intellectuelle » de notre recherche.

cela il nous faut à la fois montrer que les phénomènes centristes ne se réduisent pas à des phénomènes de convergence au centre et saisir la vision du monde qui sous-tend les propositions programmatiques des démocrates chrétiens.

En utilisant l'analyse de A.Downes, nous chercherons à l'englober dans une problématique plus large d'interprétation des dynamiques de compétition – au delà d'une unique direction convergence ou divergente. Cette reformulation nous permettra d'aborder un objet qui n'apparaissait pas dans la conception unimodale de A.Downes : le centre (et non pas le milieu).

Nos axes de recherche sont donc de trois types. Il s'agit de :

- Saisir la problématique de la modernité que nous avons relevée dans les partis centristes. Peut-elle être précisée? Renvoie-t-elle à une idée structurante de la pensée centriste et sous quelle forme?
- Distinguer un parti centriste, un corps de doctrine spécifique qui incarnerait une idée du politique et de la politique que nous avons précédemment précisée.
- S'interroger sur les phénomènes de convergence au centre. Les phénomènes centristes sont-ils autre chose qu'une convergence au centre des systèmes de compétition partisane? Comment différencier centre et tendances centristes?

Le traitement des cas français, allemand et polonais est guidé par le souci d'appréhender les univers de sens propres aux phénomènes observés. C'est pourquoi le déroulement de l'analyse peut prendre des aspects différents d'un pays à l'autre. Dans un premier temps, nous avons suivi la logique propre des discours sur la famille, eu égard aussi à la place qu'occupent les politiques familiales dans chaque pays. Nous avons donc pris soin de rappeler les spécificités nationales de ces politiques au début de chaque chapitre. Ce n'est que dans un second temps que nous dressons la synthèse des résultats obtenus et proposons une grille comparative d'analyse. Le cas allemand présente un intérêt particulier. En effet, nous avons vu, au titre I, que la *neue Mitte* introduisait une rhétorique centriste de modération, jusque là étrangère à la compétition allemande. S'agit-il là d'un nouveau centre, tel que le voudrait son nom ? S'agit-il au contraire d'une convergence du SPD vers la CDU? Une autre hypothèse serait celle de l'importation d'un corps de doctrine structurant qui, en s'hybridant avec la culture sociale-démocrate, dessinerait les contours d'un nouveau centre, non pas social, mais purement politique (centrisme politique). Nous reformulerons cette hypothèse pour les cas français et polonais.

§1 LA FRANCE.

Pour retracer les évolutions de la politique familiale, nous avons étudié la presse quotidienne entre 1945 et 2005, soit environ 130 articles, tirés de *La Croix*, *L'Aurore*, *L'Aube*, *Le Monde*, *Le Figaro*, essentiellement, mais aussi des *Echos*, de *Libération*, de *l'Humanité*, dans une moindre mesure.

Par ailleurs, nous avons complété cette étude par la lecture des publications centristes, notamment de *Démocratie moderne* puis de *Démocratie Info* et de *France Forum*. Enfin, nous avons, plus précisément, analysé des textes programmatiques du CDS et de l'UDF concernant la famille. Il s'agit, notamment, de la charte du Centre Démocrate énoncée en avril 1966, du « colloque d'action sociale et familiale » de *France Forum* en février 1967. Par ailleurs, le 10 mai 1975 se tenait un autre colloque sur « la famille dans la société moderne » dont les allocutions ont été retranscrites dans l'édition du 10 mai 1975 de *Démocratie moderne*. Enfin, pour l'UDF nous avons consulté le projet national 2000, notamment le chapitre consacré à la famille (« Famille, grand âge, droits de l'enfant »), et le numéro du 13 décembre 2004 de *Démocratie Info* qui consacre une interview de P-C Baguet à la politique familiale de l'UDF (« L'UDF milite pour une politique familiale ambitieuse »)³.

Avant de préciser les lignes de la politique familiale des centristes, il faut souligner que la politique familiale française a quelques spécificités par rapport à ses homologues européens. Elle se caractérise par :

- son natalisme.
- son niveau élevé de prestations favorisant les familles nombreuses.
- son financement par cotisations sociales.

La France est aussi un des pays européens à avoir eu (parfois) son ministère de la famille⁴.

Dans ce contexte très nataliste de la politique familiale française, la famille fut souvent présentée comme le thème privilégié de la droite. Cette dernière la valorise comme cellule de base de la société, lieu d'apprentissage des valeurs de solidarité et de responsabilité. Quel discours développe le centre ? Se distingue-t-il de celui de la droite ?

Nous verrons tout d'abord, l'évolution des propositions centristes entre 1945 et la formation de Force démocrate, puis nous évoquerons les positionnements de cette

³ P-C.Baguet est chargé de la famille au sein de l'UDF. Nous aurions voulu nous entretenir avec lui mais il n'a pas donné suite à notre demande.

⁴ La famille a eu deux ministères : le ministère de la Santé et de la Famille dans les années 1970 et le ministère de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées en 2002. Par ailleurs, elle a pu aussi avoir des ministères délégués ou des secrétariats d'Etat.

dernière entre 1995 et la fondation de la nouvelle UDF. Enfin, nous verrons quelle place occupe la politique familiale au sein de l'UDF aujourd'hui.

Il s'agit de situer l'UDF dans l'espace partisan gauche-droite français. Notre principale préoccupation est de saisir ses particularités par rapport aux autres formations politiques et, très précisément, vis-à-vis du RPR/UMP – et dans une moindre mesure du PS⁵.

1. Le MRP et la famille.

Selon l'étude de P.Letamendia du MRP, « il est deux domaines [dans la politique sociale] où il [le MRP] exerce une action spécifique : la défense du pluralisme social et la politique familiale »⁶. Le premier champ d'action inspire le second. En effet, la politique familiale du MRP est guidée par la vision démocrate chrétienne du corporatisme et du libéralisme. Les corps intermédiaires et les associations sont valorisés en tant que moyen d'épanouissement et d'équilibre social. Ils sont essentiels à la démocratie. Dans cette optique, le MRP s'attache à promouvoir deux structures intermédiaires : d'un côté, les syndicats et les associations (chrétiennes notamment) et, de l'autre, la famille. Le positionnement en faveur de cette dernière repose sur deux principes : 1) la défense du principe de compensation plutôt qu'une politique familiale assimilée à une politique de redistribution et 2) l'objectif nataliste avec l'accent porté essentiellement sur les familles nombreuses.

Sous la IV^e République, le MRP eut souvent en charge la conduite de la politique familiale. Ainsi, R.Prigent entre au ministère de la population en novembre 1945, tandis que J.Fontanet occupera le ministère de la Santé et de la Population, dernier portefeuille détenu par le MRP⁷. Ces différents ministres poursuivent une politique avant tout nataliste. La conviction qui les anime est celle d'un principe de solidarité entre les familles et ceux qui n'ont pas d'enfants à charge. La solidarité est horizontale, répondant au principe de la prise en charge des risques par la sécurité sociale, tout comme la solidarité entre malades et bien portants, entre chômeurs et

⁵ Par souci de concision, nous n'étudions les phénomènes de convergence qu'à partir des années 1970. En suivant l'analyse de M. de Certaines, on peut distinguer deux grandes périodes de la politique familiale française : l'une du début du siècle jusqu'aux années 1960 marquée par la construction d'une politique cohérente et systématique en faveur de la fécondité et de la maternité. La deuxième phase débute à la fin des années 1960 où la puissance publique semble partagée entre la sauvegarde de la politique familiale antérieure et son adaptation aux évolutions récentes de la société. C'est donc à cette deuxième phase que nous nous intéresserons. M. De Certaines, « Ajustement idéologiques et régulations publiques d'une politique : un siècle de politique familiale en France », *Politiques et management public*, n°3 (18), sept. 2000 : p.83-98.

⁶ P.Letamendia, *Le MRP.*, Thèse de science politique : 1975, 429f : p. 364-366.

⁷ R.Prigent fut ministre de la Population sous le gouvernement provisoire du 21/11/1945 au 28/11/1946. Il fut ensuite chargé du ministère de la Santé publique et de la Population du gouvernement Ramadier du 9 mai 1947 au 19 novembre 1947. J.Fontanet occupera ce même ministère du 14 avril 1962 jusqu'au 16 mai où il démissionne en même temps que l'ensemble des ministres MRP du gouvernement Pompidou.

actifs, entre jeunes et vieux. L'idée d'une politique familiale en faveur d'une redistribution verticale est récusée.

Le MRP, défenseur des familles, garant de leur revenus et de leurs conditions de vie, se définit dès lors comme le « parti de la famille »⁸ :

« En pourrait-il demeurer ainsi du jour où, dans l'une des assemblées de la IV^e République, la famille française jouirait d'une représentation organique assez puissante et assez cohérente pour faire entendre sa voix ? Cet aspect du problème constitutionnel n'est pas le moins important du débat qui va s'ouvrir. Le MRP, parti de la famille française, y veillera »⁹.

Cette auto-dénomination lui vaut les railleries de la SFIO qui l'accuse de « lapinisme ». En réponse, le MRP s'attache à distinguer politique familiale et politique démographique ; distinction qui sera vouée à une certaine postérité¹⁰. Guidée par un souci de justice, la politique familiale est celle du bonheur. Les jalons de la vision familiale du MRP sont ainsi posés : politique de justice sociale, principe de compensation, défense des intérêts de la famille, différenciation par rapport aux autres politiques (et notamment démographiques et sociales)¹¹.

Les premières mesures prises par le gouvernement d'après guerre touchent la création de l'allocation logement (1945), l'adoption d'un statut pour les organisations de représentation des familles (1945), l'introduction du quotient familial dans la législation fiscale (1946), l'institution d'un prêt au mariage, la possibilité d'un congé sans traitement accordé aux femmes fonctionnaires pour allaiter ou élever leurs enfants. Le MRP demande, par ailleurs, le relèvement des allocations familiales et leur indexation sur les salaires. Il vante les mérites d'un « bureau de famille », mis en place à son initiative à Asnières, en expérimentation¹². Enfin, la fin de la IV^e République est marquée par les débats sur la loi d'adoption (mai 1957) et ceux sur l'aide à accorder aux jeunes ménages (juillet 1956). La politique du MRP est donc essentiellement orientée vers l'aide financière aux familles.

Les débuts de la V^e République seront, quant à eux, animés par le débat sur la réforme des régimes matrimoniaux (novembre 1959). Le MRP vote avec le PCF contre le projet gouvernemental de réforme. Il refuse de voter une proposition de loi qui ne respecte pas, selon lui, l'égalité de gestion entre l'homme et la femme, pourtant

⁸ Non pas tant sur le plan doctrinale que sur le plan de ses réalités sociologiques : il se définit comme le parti de la famille parce que ses militants et ses élus donnent eux-mêmes l'image de bons pères de familles avec 5, 6 parfois 8 enfants. Ceux-ci figurent le plus souvent en bonne place dans la biographie des députés.

⁹ M.Schumann, « Justice pour la famille ! », *L'aube*, 6/3/1946

¹⁰ En 1976, aux assises de l'UNAF Valéry Giscard d'Estaing déclare : « il ne faut pas faire de la politique familiale un sous-produit de la politique démographique ». « Les assises de l'UNAF », *Le Monde*, 14/6/1976.

¹¹ Reste cependant que la famille relève le plus souvent du ministère de la population ou de la santé publique.

¹² Il s'agit d'un local installé par la municipalité qui centralise tout ce qui peut faciliter les démarches des jeunes mères.

conforme aux principes constitutionnels français¹³. Face à la réticence du MRP, le rapporteur de la commission, M.Marcelihacy, et le Ministre de la Justice, M.Michelet, font référence à St Paul : « Mais, puis-je rappeler à M.Boulanger [MRP] que, selon la liturgie même du sacrement de mariage, le mari est chef de la famille ? »¹⁴. Devant cette utilisation, A.Fosset, sénateur de la Seine, s'indigne d'une lecture rétrograde :

« Si Monsieur le garde des sceaux veut traduire dans des actes juridiques du XX^e siècle ces principes du passé [Ep. Aux éphésiens , Chap. V : « la femme doit être soumise à son mari comme au Seigneur »], nous serons ses adversaires et nous n'aurons pas le sentiment de trahir la pensée de l'Écriture ni celle de l'Église ». Pour justifier ce propos, il invoque le principe de laïcité : « nous n'avons pas voulu placer ce débat sur ce terrain [religieux] ».

En ce sens, le MRP est profondément laïc¹⁵. Il se veut, aussi, fidèle au principe constitutionnel d'égalité, ce qui le conduit à adopter une attitude favorable à l'égalité homme-femme. Le positionnement centriste est ainsi à la jonction de deux principes : l'égalité et la laïcité. Les deux ne renvoient qu'à un seul référent : la constitution¹⁶. Cette fidélité constitutionnelle lui permet de renvoyer à la sphère privée les questions de morale et de religion. Elle fonde un espace de neutralité, condition d'existence du centre comme nous l'avons souligné. Nous aurons l'occasion d'y revenir dans ce titre.

En définitive, le MRP conçoit ainsi bien plus la famille comme une réalité sociologique (de famille nombreuse, unie par les liens du mariage, communauté de biens et de vie) que d'un point de vue idéologique (que l'on retrouverait plus du côté de la droite). Cet élément donne toute sa spécificité à la vision démocrate-chrétienne de la famille.

¹³ Le MRP dépose un amendement : « chacun des époux a pouvoir d'administrer les biens communs en vertu d'un mandat tacite réciproque. Il ne peut en disposer sans l'accord de l'autre ». L'amendement ayant été écarté, le MRP vote contre le projet de loi. « Réforme des régimes matrimoniaux adoptée par les sénateurs », *Le Figaro*, 6/11/1959.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Comme le rappelle Alain Gauduffé dans sa thèse : « les mouvements démocrates chrétiens français dont le CDS est l'ultime représentant [...] ont eu pour ambition de proposer une démarche originale intégrant à la fois une laïcité totale de la politique (par rapport aux idéologies, aux systèmes religieux) et une inspiration éthique (puisée dans le système de valeurs judéo-chrétien) [...] ». In : *Les démocrates chrétiens en France après le MRP : étude du centre des démocrates – sociaux – CDS de 1976 à 1994*, Lille : Atelier de Reproduction Thèse, 1996 : p. 66.

¹⁶ L'attachement à la constitution est souvent fédératif pour le centre. Ce fut le cas en Allemagne avec le *Zentrum*.

2. Le Centre Démocrate (CD) : du principe de compensation au principe de redistribution ?

Fidèle au principe de compensation, le Centre Démocrate rappelle que les familles (nombreuses) ont droit à la solidarité nationale. Ainsi, la charte adoptée en 1966 souligne que « la société a une responsabilité devant tous ceux qui ne peuvent participer pleinement au dynamisme de l'économie : personnes âgées [□], familles nombreuses, personnes inadaptées et handicapées »¹⁷. La communauté nationale se doit d'être solidaire face à ces groupes en difficulté, notamment en mettant à disposition des « équipements collectifs adaptés à ces situations ». Le thème des équipements collectifs vient compléter l'approche purement financière de la politique familiale du MRP.

La famille est aussi un maillon central de « la civilisation de responsabilité » que le CD appelle de ses vœux. Ici apparaissent les premiers signes d'une « moralisation » de la famille. Il ne s'agit plus d'une simple réalité sociologique. Il en va aussi d'une conception idéologique des rapports humains et de la vie en société : « la famille demeure la cellule de base de la société. Elle permet à l'individu de s'épanouir, de se développer dans les meilleures conditions et de s'adapter à la vie en société. ». La famille a, désormais, un rôle social d'intégration et de cohésion. Il est notable que la problématique de la modernité soit concomitante de l'émergence d'une conception « moralisante » de la famille. Ainsi, lors du colloque d'action sociale et familiale l'année suivante¹⁸, le rapport de R.Prigent rappelle que la politique familiale se conçoit en trois axes : 1. Elle est basée sur une union stable, 2. Elle assure la pérennité du groupe national en étant la clé de voûte de la reproduction et 3. Elle prépare les enfants à la vie adulte. Cette mise en avant des fonctions régulatrices de la famille est suffisamment nouvelle pour être soulignée. Elle s'éloigne de la conception sociologique première, qui fut celle du MRP.

Pour répondre à l'exigence de stabilité du couple dans un monde moderne, R.Prigent préconise d'encadrer les transformations affectant l'union maritale. Il ne s'agit pas de supprimer, par exemple, les lois facilitant le divorce, mais de « veiller à ne pas élargir les voies ouvertes ». R.Prigent prône l'application stricte et encadrée de la nouvelle loi sur le divorce¹⁹. Enfin, pour contrebalancer ces évolutions inévitables, il faut maintenir des « textes ayant une valeur psychologique favorable à la famille » (tels que ceux, par exemple, relatifs à la Fête des Mères, ou à la Médaille des Mères). Le

¹⁷ La famille s'insère au chapitre « une économie de justice, de responsabilité, de liberté », quand est abordé le thème d'une « civilisation de la responsabilité » in : Texte de la Charte du Centre Démocrate « avec Jean Lecanuet, bâtissez la France de demain dans une Europe unie », *Le courrier des démocrates*, n° spécial, avril 1966.

¹⁸ « Colloque d'action sociale et familiale », Rapport de R.Prigent, *France-Forum*, fév. 1967, p. 1-3.

¹⁹ La même attitude sera prônée par J. Barrot pour l'application de la loi sur l'IVG. Cf.*Infra*.

thème de la modernité fonctionne donc nettement avec un recentrage conservateur. Celui-ci est encore plus évident lorsque R.Prigent évoque la nécessité de rechercher un « climat moral salubre ». Il propose un contrôle et une législation sur les moyens de communication audiovisuels ; ceux-ci entraînant parfois un certain « dévergondage d'une 'élite' dorée qui s'abandonne à la 'dolce vita' ». L'hédonisme et l'individualisme de la société moderne sont donc clairement dénoncés. Face à ces dérives, le couple est un rempart. Il est le lieu d'apprentissage d'une ascèse de la discipline, de la fidélité à l'autre qui « ne se trouve[nt] ni dans la nature de l'homme, ni dans le penchant actuel de la société ».

En troisième lieu, R.Prigent aborde un thème plus classique de la politique familiale des démocrates-chrétiens : la survie (démographique) de la communauté nationale. La politique familiale doit faciliter la fonction reproductive de la famille en compensant les coûts liés à la venue d'un enfant²⁰. Seul le thème de la rémunération du travail de la mère au foyer est nouveau. Il correspond à la volonté d'aider financièrement les familles – le thème de la conciliation entre vie familiale et professionnelle n'étant pas encore développé.

Enfin, un dernier thème, nouveau lui-aussi, est mis en avant : « la mission éducative de la famille ». Dans un contexte de remise en cause de l'autorité parentale, de l'émergence d'une nouvelle classe d'âge ayant les moyens de s'exprimer socialement, l'adolescence, et d'une société de loisirs, il faut soutenir l'effort éducatif des parents. Différentes mesures sont proposées : le perfectionnement des relations entre parents et éducateurs, la professionnalisation de ces derniers, l'octroi d'aides substantielles aux associations familiales et aux organismes de conseils conjugaux, une meilleure utilisation des ressources de l'UNAF (Union Nationale des Associations Familiales).

Ainsi, dans le rapport de Robert Prigent, deux rhétoriques s'imbriquent : celle du progrès social et celle de la moralité. La première inclut les familles (nombreuses), les personnes âgées, les handicapés, tous ceux qui sont à « protéger ». Le progrès social est donc associé à la protection de ceux qui ne peuvent l'assurer eux-mêmes. Ensuite, la seconde fait de la famille la cellule de base de la société. A la vocation démographique première de la politique familiale, s'ajoute désormais celle d'assurer la stabilité de la société face aux perturbations de la modernité, porteuse d'individualisme et d'égoïsme.

Cette articulation entre politique familiale et progrès social n'est pas sans rappeler le rapport Prigent de 1967. Mais les démocrates-chrétiens vont peu à peu

²⁰ R.Prigent regroupe cet effort de solidarité en six préoccupations principales : le logement, la reconnaissance du travail féminin au foyer, le coût de l'entretien de la cellule familiale, l'éducation des enfants, les soins médicaux et la législation fiscale.

cesser de faire appel à la figure du progrès social et vont préférer développer le thème de la famille comme institution. Par là, ils ont ouvert la voie à une autre rhétorique progressiste, issue du socialisme. Ainsi, le tout nouveau Parti Socialiste (congrès d'Épinay) associe la politique familiale à celle du progrès économique et social. Il entend créer les conditions pour que les individus puissent envisager avec confiance d'avoir des enfants. Dès lors, recentrés sur les valeurs traditionnelles, les démocrates-chrétiens se distinguent-ils encore de la droite conservatrice²¹ ?

3. Le CDS : la politique familiale dans un monde moderne.

Le recentrage conservateur des centristes démocrates-chrétiens.

Les évolutions se poursuivent au sein du CDS. L'arrivée de Valéry Giscard d'Estaing au pouvoir marque la réconciliation entre le CDP (Centre Démocratie et Progrès) de J.Fontanet et le CD de J.Lecanuet. Les deux partis organisent sur le thème de la famille leur première manifestation commune d'envergure (10/05/1975). Ce colloque « la Famille dans la société moderne » comme son titre l'indique, fixe les lignes d'une politique familiale adaptée à un monde moderne²². Il s'agit de redéfinir une politique familiale, dans la continuité de celle tracée en 1946 et du principe de compensation, dans un contexte économique et social désormais défavorable à ce maintien. Avec la crise des années 1970, les tentations sont grandes de différencier les aides aux familles et, notamment, de les mettre sous conditions de ressources ; principes que refuse catégoriquement le CD. Celui-ci reste attaché à une politique familiale horizontale qui a pour vocation de compenser les charges liées aux enfants. Jean Briane soupçonne, ainsi, le gouvernement de revenir à une logique d'assistance (des familles). Deux principes doivent, selon lui, conduire la politique familiale : la solidarité et la responsabilité. Il préconise donc un relèvement des allocations familiales ainsi que leur simplification. Il veut, par ailleurs, indexer cette allocation familiale unifiée aux salaires. Enfin, il propose d'assujettir ces revenus à l'impôt. Le CDP, quant à lui, évolue plus nettement vers une segmentation croissante des politiques familiales. Son président soutient l'inflexion tendant à privilégier les équipements (crèches, garderie, etc.) et les services (aides familiales) plutôt que les prestations en espèce. Il préconise un statut social de la mère et de la femme au travail. Enfin, il introduit l'idée d'une modulation des aides financières à la famille en

²¹ A ce titre, l'aile gauche du PS situe le CDS avec ses idées sur la famille, ses positions pour l'école libre plus à droite que le PR et le RPR. A.Gauduffe, *Op. Cit.* : p.124.

²² Colloque, « La Famille dans la société moderne » 10 mai 1975, *Démocratie Moderne*, supplément n°199, 29 mai 1975.

fonction des revenus²³. Même si J.Fontanet s'attache à encadrer cette proposition dans des limites strictes, l'idée d'aides spécifiques modulables a fait son chemin. Dans ce contexte, le ministre introduit l'idée de « globalité » de la politique familiale :

« En vérité, la dynamique de la politique familiale doit être inscrite dans la dynamique de tout le système social. Elle ne peut dépendre d'un ou de deux ministères seulement, elle doit être prise en charge par le gouvernement tout entier »²⁴.

Il est révélateur que, privée de financement massif comme à la Libération, la politique familiale se recentre sur des préoccupations moins financières et plus qualitatives et justifie cette évolution par le thème de la « globalité » de la politique familiale.

Jean Lecanuet reste sur une ligne plus classique, fidèle à la politique du MRP. Il rappelle que la famille n'a pas de représentation parlementaire et que par conséquent, elle a besoin d'un parti qui la défende. Eloquent, il appelle de ces vœux un tel parti qui serait « une avant-garde résolue [□] pour retrouver les chemins de la vie en famille dans les temps modernes ». J.Lecanuet cite l'urbanisation, l'industrialisation, mais il met surtout l'accent sur le désir d'émancipation de la femme. Modernité et libération de la femme sont, ainsi, intimement imbriquées. « Nous ne pouvons pas défendre la famille avec une conception passéiste de la femme ; nous devons tenir compte des aspirations nouvelles des femmes qui revendiquent non pas l'égalité absolue, mais l'égalité dans le droit à l'épanouissement de leur personnalité »²⁵. La thématique de la défense des droits féminins n'est pas nouvelle – dès 1946, le MRP prend position contre la réforme matrimoniale par exemple (cf. *Supra*) – mais il s'y greffe désormais des considérations sur la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale. L'introduction de ce thème dans les préoccupations du CD participe d'une volonté de « moderniser » l'image du parti. Mais l'égalité homme-femme n'est qu'une égalité de droit, en aucun cas une égalité absolue. Ainsi, Annie Lesur souligne qu'il ne s'agit pas d'une égalité de sexe : « Je ne défendrai jamais la véritable égalité des sexes. Elle n'existe pas dans notre carte chromosomique, mais, [□], je défendrai la position de la femme qui veut construire sa place dans le monde de la société et cela sans trahir sa vocation de mère de famille, gardienne de la pérennité de l'espèce humaine »²⁶. Toute équivoque est impossible : le libre choix de la femme n'est pas celui de refuser le rôle de mère, mais de pouvoir concilier ce rôle (qu'elle se doit d'assumer) et son désir d'épanouissement professionnel. Le thème de la conciliation travail – famille est ainsi « transcodée » à partir du principe d'égalité – entre l'homme et la femme – et de la

²³ L'idée avait déjà été soulevée par les groupes de travail du VI^e plan qui s'étaient mis d'accord sur la nécessité d'ajouter à la solidarité horizontale une solidarité verticale à partir des revenus. Cf. G.Adam, « La Nouvelle politique familiale, *La Croix. Supplément Economie*, 2/12/1970.

²⁴ J.Fontanet in : *Démocratie Moderne*, supplément n°199, 29 mai 1975.

²⁵ J.Lecanuet, « Discours de clôture. 'Soyons les militants de la liberté de choix pour les familles' », *Démocratie Moderne*, 29/05/1975 : p.14.

²⁶ A.Lesur, *Ibid.* : p.13

croissance dans la centralité de la fonction maternelle²⁷. En comparaison avec le MRP, les structures sous-jacentes au discours ont peu évolué, si ce n'est que la rhétorique touchant la figure maternelle est désormais explicite. Du domaine privée, la mère fait désormais partie de la sphère politique. La nouveauté du discours centriste sur la famille porte cependant sur un autre point.

Jean Lecanuet reprend l'idée de la famille comme le premier fondement d'une société nouvelle. Mais autant au MRP, ce fondement reposait sur l'idée (politique) du pluralisme social et d'une organisation corporatiste de la société, autant ici le discours renvoie à une idée (morale) de la famille comme « bonne » intrinsèquement: « nous voulons sauvegarder la valeur de la famille comme cellule vivante, créatrice de vie [] ». Certes, J. Lecanuet met l'accent sur la vie plutôt que sur le rôle social de la famille. Il ne définit pas clairement la famille comme une institution. Cependant, il s'inquiète de l'adoption récente de la loi sur le divorce par consentement mutuel qui selon lui pourrait remettre en cause le mariage. Il y a donc très nettement un positionnement conservateur quant au rôle et à la définition de la famille. Ici CD et CDP se retrouvent .

La politique familiale se voit donc attribuer un rôle idéologique fondamental : le maintien d'une institution.

Tout se passe comme si le thème du libre choix (et donc de la place de la femme dans la société) entraînait un recentrage sur les valeurs conservatrices de la famille, comme lieu de stabilité et de repère²⁸. Dès lors, au delà de l'attention portée aux enfants, les préconisations politiques touchent aussi le couple²⁹. Celui-ci devient la source du lien familial, sa substance même. A ce titre, la question de l'enseignement et de l'éducation est sur le devant de la scène³⁰.

En définitive, la politiques familiale du CDS s'organise autour de quatre thèmes :

²⁷ Le concept de « transcodage » est utilisé par P.Lascoumes pour illustrer à la fois l'opération préalable d'unification d'informations éparées et leur traduction dans un langage adapté à une diffusion dans le champ social. « Transcoder » c'est « traduire », donner une signification lisible à une politique et lui redonner sens aux yeux des citoyens. P.Lascoumes, *L'éco-pouvoir, environnements et politiques*, Paris : La découverte, 1994.

²⁸ La campagne électorale de 1972 souligne que les affrontements partisans sur la politique familiale portent essentiellement sur les « mœurs » : adultère, avortement, divorce et héritage, notamment. La droite soutient une vision morale de la famille et des comportements sexuels autorisés, tandis qu'une certaine gauche – PS et PSU - appuyés par les mouvements féministes défendent une conception libérale des rapports sociaux et sexuels. Le PCF a un discours plus spécifique sur la misère économique de la famille comme une des nombreuses manifestations de l'oppression du mode de production capitaliste.

²⁹ L'importance accordée au couple et au mariage comme sacrement et cadre familial apparaît nettement au début des années 1970. Le 8 octobre 1971, le projet de loi sur la filiation est adopté. Il est approuvé par les socialistes, les communistes, les centristes et l'UDR (sauf deux députés). Seuls les Républicains indépendants votent contre. La loi reconnaît désormais l'égalité des droits entre enfant naturel et légitime. Ceux qui votent contre s'inquiètent d'une atteinte à la valeur du mariage et à la famille légitime. Certains au sein du PDM, qui ont voté pour le texte, partagent ces inquiétudes. Cf. B.Courtabessis, « La majorité s'est divisée et l'opposition a voté pour », *La Croix*, 8/10/1971.

³⁰ Elle n'est pas à proprement nouvelle : dès 1945, le MRP avait pris des lois sur la création des assistantes maternelles. Mais la question de la « démission parentale » devient un thème à part entière.

- Le soutien aux revenus des familles (et le financement de cette politique)
- L'aide éducative aux parents
- Un environnement favorable à l'enfant.
- Une politique globale

La question du logement demeure mais elle s'intègre désormais dans une problématique plus large de la mise en place d'un environnement (urbain, éducatif) favorable à l'enfant.

La politique familiale s'oriente, par ailleurs, très clairement vers une conception institutionnelle de la famille. Cela lui donne un caractère conservateur et idéologique beaucoup plus net que dans la décennie précédente. Cette accentuation des traits conservateurs est le corollaire de l'introduction de la « modernité », symbolisée par le divorce et la pilule³¹. Cette imbrication entre modernité et conservatisme pose la question de la spécificité de la vision centriste. Les « années Giscard », marquées par la légalisation de l'avortement, la réforme du divorce, l'abaissement de la majorité à 18 ans, signent-elles l'émergence d'un courant libéral, reprenant l'héritage du progressisme social qui avait été celui du MRP, et ouvrant la voie à un centrisme progressiste?

Le positionnement du CDS : progressisme social ou conservatisme ?

Les deux partis réunifiés au sein du CDS vont peu à peu construire leur politique familiale. J. Briane, député de l'Aveyron et membre du secrétariat national du CDS, propose, en février 1976, sa politique globale de la famille. Celle-ci suppose « de refondre entièrement les prestations sociales à partir de la notion de 'coût de l'enfant' », « d'évaluer en unité de coût ce que représente pour les collectivités locales [] le rôle social de la famille » et « de revoir la fiscalité directe et indirecte ». Ces propositions seront reprises le 2 mars 1977. Le parti souhaite une politique familiale assise sur le principe de compensation. Elle doit être globale et prendre en compte tout l'environnement économique et social. Le système de prestations familiales doit être simplifié en une seule prestation unique appelée « le revenu familial garanti », calculé en fonction de critères tels que le coût réel de l'enfant – en fonction de son âge notamment. Il serait alloué sans condition de ressources et serait imposable.

L'année 1977 sera féconde en propositions du CDS en faveur de la famille. Dans « L'autre solution », le parti rappelle que « la famille est la communauté fondamentale, la cellule de base de la société comme source d'affection et de solidarité et reste le cadre privilégié pour la formation de l'enfant »³². En mai 1977, G.Mesmin, député de Paris, propose un « parrainage éducatif » pour aider les enfants

³¹ La « loi Neuwirth » du 28 décembre 1967 établit le droit à la contraception.

³² CDS : « *L'autre solution* », 1977. Cit. par A.Gauduffe, *Op. Cit.* : p.120.

qui ne peuvent être pris en charge par leur famille. Le juge aura la responsabilité de confier l'enfant à des parrains ou marraines (volontaires et bénévoles). Ces derniers auront en charge l'éducation des enfants et « surtout leur donneront cette stabilité nécessaire à l'épanouissement [□] ». Cette insertion au sein d'une famille devrait permettre de prévenir la délinquance juvénile due, selon P.Mesmin, « aux carences affectives ». Le thème éducationnel, la prévention du délitement du lien social occupent une place de plus en plus importante dans la rhétorique du CDS. Le 6 juillet 1977 Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, rappelle la fonction intégrative de la famille, lieu « où s'opère la rencontre de l'individu et du collectif »³³. Chaque couple doit être en mesure d'assumer ses responsabilités. La politique familiale n'a pas vocation à réduire les inégalités sociales, ni à se substituer au rôle primordial des parents.

L'année 1978 est une année d'élections (législatives), opportunité pour le CDS d'exposer son programme. Les revendications restent celles présentées précédemment : indexation des allocations familiales aux salaires moyens annuels et regroupement de toutes les allocations familiales dans un « revenu familial garanti ». Par ailleurs, le CDS défend la valeur éducative et économique du conjoint restant au foyer et donc l'attribution de points supplémentaires au père ou à la mère qui décide de s'occuper des enfants. Il veut mettre en place un statut social de la mère qui garantisse ses droits. En outre, il propose de réduire les impôts sur les produits de consommation courante et de moduler la taxe mobilière en fonction des charges familiales. De même, il se prononce pour la gratuité scolaire générale. Par ailleurs, pour favoriser le libre choix du mode de garde, il préconise l'augmentation des équipements collectifs, d'une part, et la réduction des coûts de la prise en charge à domicile, d'autre part. Toujours pour favoriser la conciliation entre vie familiale et professionnelle, les horaires – de travail, de transport, d'école – doivent être aménagés. Seule innovation : le revenu familial garanti pourrait être attribué dès le premier enfant.

Ainsi, changeant radicalement de discours, le CDS s'indigne que « les parents d'un seul enfant ne reçoivent pratiquement aucune aide ». Il critique les mesures gouvernementales pour la famille annoncées le 2 mars 1978 : « le gouvernement n'envisage que le cas des familles de trois enfants »³⁴. Par ailleurs, il condamne une politique familiale qui ne serait que financière : il faut « une philosophie de la famille et de la vie qui définisse une politique menant en parallèle un effort en faveur de l'emploi

³³ « Le CDS expose sa politique familiale », *Le Monde*, 8/07/1977. J.Barrot est secrétaire général du CDS et secrétaire d'Etat au logement.

³⁴ M.Labeguerie, « Préserver la cellule familiale », *Démocratie moderne*, 30/11/1978. M.Labeguerie est sénateur des Pyrénées-Atlantiques.

et une certaine politique d'aménagement du territoire et de la cité [□] »³⁵. Fiscalité et globalité, tels sont désormais les deux maîtres-mots du CDS.

les centristes et les gaullistes : deux politiques conservatrices ?

3.3.1 UDF et RPR, deux droites ?

A partir de 1975, le gouvernement de Jacques Chirac s'attache à atténuer son image trop progressiste liée à l'adoption de la loi sur l'IVG votée le 17 janvier 1975 et la réforme des modalités du divorce adoptée le 11 juillet de la même année. En septembre 1975, le président de la République présente une « politique globale de soutien à la famille ». Il y définit les trois fonctions de la famille : biologique, éducative et affective. Dans un monde moderne plus égoïste et individualiste, la famille a un rôle majeur de régulation sociale. Le discours s'articule autour de deux thèmes : celui de la décrispation de la société – avec les lois de libéralisation – et celui de l'incitation aux familles nombreuses :

« S'opposer à des tendances profondes, ce serait créer des tensions sociales rapidement insupportables et des antagonismes excessifs entraînant la contestation et peut-être la destruction de la famille [□]. Mais, il est indispensable, dans le même temps, d'aider activement la famille à trouver le nouvel équilibre qui correspond aux aspirations des êtres qui la composent [□]. »³⁶

Le progressisme social revendiqué par V.Giscard d'Estaing est un mélange complexe entre les valeurs traditionnelles de la famille et la volonté de prendre en compte les mouvements féministes. Entre Mère et femme, le discours centriste (libéral) met en place des articulations originales qui le distingue du discours de la droite gaulliste. Ouvertement progressiste, il mise son action sur les femmes. Mais, pour l'IVG notamment, la rhétorique se fonde sur un souci de santé publique plus que sur l'idée d'une libération de la femme. Ainsi, le souci de conformité morale n'est pas écarté mais relégué à l'appréciation des travailleurs sociaux et de ceux qui accompagnent la décision d'avortement. En d'autres termes, la gestion privée des questions de morales et l'égalité (juridique) constituent deux armes (rhétoriques) de gestion de la contradiction entre une volonté progressiste de prise en compte de la femme et l'obsession nataliste. Alors que le RPR souligne la fonction éducative de la famille, l'UDF aurait tendance à subordonner cette dernière à la fonction biologique de la famille.

Ainsi, le RPR présente sa politique familiale en mai 1977. Elle se résume en deux maîtres-mots : solidarité et communauté. Il lui assigne trois objectifs : 1) la constitution d'un environnement favorable à la famille, 2) le respect de l'égalité entre les familles et les autres ménages et 3) la liberté de choix du nombre d'enfants et du

³⁵ M.Labeguerie, *art. cit.*

³⁶ Cit. in : « A la Bourboule : il faut rechercher un nouvel équilibre dans la cellule familiale », *Le Monde*, 15/07/1975.

travail. Pour cela, il préconise la reconnaissance d'un droit à congé rémunéré de deux ans à partir de la seconde naissance sans condition d'activité professionnelle préalable, la mise en place d'un statut social de la mère de famille et, enfin, la refonte des allocations familiales en une prestation unique. L'égalité homme – femme est la grande absente de ce programme d'action³⁷. Le CDS ironise sur le congé rémunéré de deux ans pour les mères de famille qui va « plus loin que la gauche et que le parti socialiste » alors que le passage au gouvernement de J. Chirac n'avait en rien été favorable aux familles : « et le Premier ministre d'alors n'avait pas paru s'émouvoir des insuffisances et des retards de la politique familiale. [□]. Cette conversion subite ne trompera personne »³⁸. Pour le CDS, la conclusion s'impose : le RPR est opportuniste.

Dans un supplément du 19 novembre 1979 à la *Lettre de la Nation* consacrée à la politique familiale³⁹, le parti gaulliste proclame, cependant, sa « foi et sa confiance dans la cellule familiale ». La famille a une « valeur éternelle ». Elle apporte affection et racines nécessaires au développement de l'homme. Elle est le lieu de la transmission des valeurs utiles à la cohésion de la société. Elle est un projet partagé qui redonne l'esprit au couple. Enfin, elle donne les cadres de l'autorité parentale. La vocation de la politique familiale est dès lors de sauvegarder cette cellule précieuse et notamment de « rendre à la fonction parentale son caractère sacré, par la mise en place d'une politique de la vie et non du refus de la vie ». Ici, la fonction biologique est subordonnée à la fonction éducative, fondement de l'institution familiale.

Cette articulation différenciée entre fonction biologique et éducative de la famille permet de distinguer les discours gaullistes et centristes. Il ne s'agit pas de dire que les seconds passent outre la fonction socialisante de la famille, mais qu'ils la place après l'objectif nataliste. Le discours revalorisant les familles et leurs fonctions sociales que l'on trouve au CDS à partir de la fin des années 1970, est utilisé pour redonner goût aux enfants et relancer la natalité⁴⁰. Favoriser les familles nombreuses, c'est dire à celles-ci qu'elles ont leur place dans la société et que leur rôle est essentiel.

En définitive, abandonnant la rhétorique du progrès social héritée du MRP, le CDS risque l'assimilation de son discours avec celui de la droite gaulliste. Ce qui l'en distingue néanmoins, c'est son attachement à la fonction biologique de la famille et à sa définition sociologique. Héritier en cela du MRP, le CDS se veut le défenseur de la

³⁷ B.Taupin, « RPR : une proposition de loi-cadre en 10 points pour la famille », *Le Figaro*, 26/05/1977 ; « Le RPR présente ses propositions sur la politique familiale », *Le Monde*, 27/05/1977.

³⁸ « Famille : la mémoire courte », *Démocratie moderne*, 2/06/1977.

³⁹ « Supplément à la lettre de la nation. La politique familiale du RRP », n°1161, 19/11/1979.

⁴⁰ Lors du conseil politique des 20 et 21 octobre 1979, J.Briane présente un projet de loi d'orientation sur la famille. La principale préoccupation est celle de la dénatalité, même si la natalité ne saurait être l'objectif unique de la politique familiale. Le rapport préconise trois types de mesures : les unes portant sur le statut de la famille, les autres sur les ressources de la famille et les dernières sur la fiscalisation de certaines prestations familiales « La proposition de loi d'orientation sur la famille », *Démocratie moderne*, 1/11/1979. J.Briane animait la commission des affaires sociales du CDS et était chargé de la rédaction d'un rapport sur le thème d'une nouvelle politique familiale.

famille, réalité sociologique plus qu'institution sociale. L'intégration du CDS dans l'UDF lui permet de réinvestir la thématique du progressisme social. En greffant cette dernière à sa rhétorique juridique d'égalité et d'équilibre, elle lui permet de garder un espace de neutralité pour justifier de la politique familiale autrement que par des considérations idéologiques. Son argumentation (explicite) se fonde sur deux arguments « neutres » : démographie et droit⁴¹. Le CDS serait-il donc, désormais, progressiste ?

3.3.2 *Le positionnement du CDS : centre contre conservatisme.*

En 1979, le CDS enjoint le gouvernement de R.Barre à prendre des initiatives en faveur de la famille⁴². Le parti critique la partialité des mesures gouvernementales. Il rappelle que la famille est le lieu fondamental du couple, de l'enfant et de la solidarité inter-générationnelle. L'enfant y apprend autonomie et solidarité, le couple liberté et responsabilité. L'Etat doit permettre à cette communauté fondamentale de survivre et de s'adapter au monde contemporain. Le principe de compensation est donc premier. Ce qui manque au projet gouvernemental, c'est une philosophie, une vision d'ensemble, on pourrait dire un « vrai » souci de la famille.

Par ailleurs, le couple est premier. Il assure la stabilité de la famille, son bon épanouissement. Le rapport Briane d'octobre 1979 [cf. *supra*] insiste sur la nécessité de préparer les jeunes adultes à leur responsabilité parentale à la fois par les programmes scolaires et par la généralisation de l'information sur les responsabilités conjugales et familiales.

A côté de ces mesures d'apprentissage et de socialisation, il convient de lutter contre la stérilité, de favoriser l'adoption et, enfin, de mettre en place le parrainage éducatif pour assurer le bon développement des enfants dans un environnement affectif stabilisé. La section suivante s'attache au statut parental. Les parents sont responsables de l'éducation et de l'entretien de leurs enfants. Si un des conjoints a le souhait de se consacrer entièrement à cette tâche, il doit pouvoir bénéficier de droits sociaux, au même titre que les autres travailleurs ; d'où la reconnaissance d'un droit à la retraite et d'une allocation spécifique. Enfin, à la fin du congé parental, la réinsertion professionnelle doit être facilitée par des formations professionnelles⁴³.

⁴¹ Nous employons les guillemets pour souligner que le terme ne réfère pas à une neutralité objective (exempte de valeurs) mais à une organisation politique qui se fonde sur des arguments procéduraux et factuels.

⁴² J.Chirac démissionne en août 1976. R. Barre le remplace au poste de premier ministre.

⁴³ La deuxième partie s'attache aux ressources des familles. J.Briane reprend l'idée du revenu familial garanti, allocation unique sans condition de ressources, calculée en fonction du coût réel de l'enfant et imposable. La dernière section présente les réformes fiscales et budgétaires à mettre en œuvre pour un financement plus juste des familles. Le projet propose la création d'une instance nationale chargée de la coordination des régimes de sécurité sociale et de l'administration des charges familiales et la fiscalisation des prestations familles introduites dans un budget annexe. Enfin, la politique familiale doit être globale et favoriser l'intégration de la famille dans la cité grâce à une politique du logement et de l'aménagement des espaces urbains en faveur des enfants.

Comme nous l'avons souligné précédemment, le thème de la globalité des politiques familiales est concomitant de la diversification des aides familiales. Parmi ces aides ciblées, il y a celle en faveur du troisième enfant : « c'est ainsi que l'orientation actuelle privilégie le troisième enfant, parce qu'il y a là un seuil devant lequel un certain nombre de familles hésitent ». La primauté des familles nombreuses ressurgit donc. Il est notable qu'elle soit liée 1) à l'inquiétude devant le problème de la dénatalité et 2) à la prise de responsabilité au sein du gouvernement. L'aide sera globale (mais non financière) et visera à créer un climat favorable à la vie familiale. L'action sociale, les aides familiales, les assistantes maternelles doivent permettre de surmonter les difficultés familiales ainsi que les crises si elles surgissent. Les éducateurs et acteurs sociaux doivent être mobilisés dans cette démarche de prévention et d'aide aux familles. De même, les femmes doivent être mieux conseillées dans leur choix de naissance et d'avortement. Dans cette optique, l'IVG a introduit une nouvelle thématique au sein du CDS : celle de la prévention, de l'accompagnement du couple. La politique familiale, comme l'affirmait J.Lecanuet, retrouve des accents de politique « de la vie ».

En définitive, la politique familiale du MRP au CDS, en passant par le CD, garde une certaine stabilité. On y retrouve, avec quelques interruptions, le souci de la vie et de la natalité. Le thème des familles nombreuses est récurrent, même s'il disparaît au milieu des années 1970 pour ressurgir en 1979. Les principes de compensation et de responsabilité articulent la politique familiale des démocrates-chrétiens. On observe cependant une évolution vers l'acceptation d'aides différenciées et spécifiques, liée notamment à l'intégration des problématiques gouvernementales de contraintes financières. Cette évolution va de pair avec le développement de la rhétorique de la globalité de la politique familiale (fin des années 1970).

Ce qui change notablement entre le MRP et le CD puis le CDS concerne la moralisation du discours. La famille devient institution. On décline ses fonctions et, notamment, son rôle essentiel en matière d'éducation. Ce phénomène apparaît au milieu des années 1960 avec l'émergence de la thématique de l'adolescence et la délinquance juvénile. Cependant, au début des années 1970, le thème démographique reprend en importance, avant d'être éclipsé à nouveau, à la fin des années 1970, par le thème de la responsabilité et du couple. Ainsi le progressisme inspiré de VGE fut de courte durée. Tout se passe comme si le souci nataliste et l'orientation conservatrice alternaient : la fonction biologique de la famille prenant parfois le pas sur sa fonction éducative ou inversement. Par contre, la fonction affective de la famille, les besoins de l'enfant, son épanouissement, sont certes abordés – avec les thématiques du

parrainage éducatif ou de l'adoption – mais restent relativement marginaux. S'ils sont utilisés, ils sont le plus souvent associés à la thématique éducationnelle.

Les années 1980 marquent le retour du CDS dans l'opposition et son ancrage définitif à droite⁴⁴. Son projet familial s'en trouve-t-il modifié ? L'arrivée des socialistes au pouvoir signe-t-il l'ancrage à droite des centristes démocrates-chrétiens ?

4. L'UDF et la famille : rupture ou continuité ?

4.1 **1981 : les socialistes et la famille.**

Avec l'arrivée de la gauche au gouvernement, on aurait pu s'attendre à une politique essentiellement axée sur les bas revenus selon le principe de redistribution⁴⁵. Or, en 1985, le gouvernement Fabius adopte l'allocation pour jeune enfant sans condition de ressources. De même, la gauche, suivant en cela les propositions de la droite, vote le congé parental d'éducation permettant à l'un des deux parents, après la naissance d'un troisième enfant, de suspendre pendant deux ans son activité professionnelle. Aide aux familles nombreuses et à la prise en charge des enfants par les parents : la gauche est bien proche des mesures de droite. D'ailleurs, lorsque la droite revient au pouvoir en 1986, la nouvelle déléguée à la famille, Michèle Barzach se contente d'élargir les conditions d'attribution de l'APE (Allocation Parentale d'Education). Même phénomène lorsque Hélène Dorlhac reprend les affaires de la famille après les élections de 1988. Certes la nouvelle secrétaire d'Etat critique l'allocation pour garde d'enfant à domicile (AGED) comme une aide intéressant surtout les ménages les plus aisés. Cependant, elle ne prévoit pas de revenir sur toutes les mesures prises par M. Barzach. « La politique familiale, justifie-t-elle, est un domaine dans lequel il faut une certaine continuité et où l'on doit préserver l'image d'une politique d'ouverture »⁴⁶.

L'espoir du mouvement féministe dans la gauche – qui, notamment, vote le remboursement de l'IVG par la sécurité sociale – prend fin. La gauche ne semble pas plus « émancipatrice » que la droite. Symptomatique de cette évolution : en 1988, H.Dorlhac rappelle que la famille est le creuset de l'apprentissage de toute une vie. Dans cette optique, elle interprète la délinquance comme un dysfonctionnement de la famille.

⁴⁴ Cf. Chap III. L'expérience socialiste au pouvoir marque la fin de la « tentation socialiste » au sein du CDS qui l'entraînait encore à rêver d'une alliance à gauche. La dernière tentative sera celle de M.Rocard avec la politique d'ouverture de F.Mitterrand (1988).

⁴⁵ Schématiquement la famille se situe au croisement de deux types de représentation : la première est ancrée dans l'image de la « famille traditionnelle », inscrite dans un « ordre naturel » des choses et assurant la transmission de valeurs essentielles à la cohésion de la société ; l'autre se préoccupe des inégalités sociales et des risques sociaux, soucieuse d'adapter les politiques aux évolutions de la société. La gauche se situerait dans cette seconde inspiration

⁴⁶ Interview avec H.Dorlhac, *Le Figaro*, 28/7/1988, propos recueillis par B.Taupin.

Ainsi, le PS ne semble pas réussir à investir le thème de la famille autour de la thématique du progrès social. La famille reste empreinte d'une vision traditionnelle tant à gauche qu'à droite. Seule la logique interne à ce cadre commun diverge⁴⁷. Dans cette configuration, le discours centriste garde-t-il des tonalités spécifiques ?

4.2 La réponse du CDS.

Les socialistes au pouvoir s'attirent les foudres du CDS et, notamment, de J.Briane. Ce dernier constate que les réalisations concrètes sont bien éloignées des promesses énoncées. Il s'inquiète de la régression à la notion d'assistance de la politique familiale. En outre, la politique économique du gouvernement fait craindre pour la stabilité des finances publiques et, donc, pour le financement de la politique familiale. La gauche se prépare, selon J. Briane, à faire table rase de toutes les conquêtes sociales de la famille en engageant une politique purement nataliste. La critique du « lapinisme » autrefois adressée par la SFIO au MRP revient aujourd'hui à son envoyeur :

« Ainsi un gouvernement de 'gauche' se prépare-t-il à faire une 'politique de droite' qu'aucun gouvernement de 'droite' n'aurait jamais accepté de faire. Le 'natalisme' que prône aujourd'hui la gauche ne saurait être la politique familiale dynamique dont notre nation a le plus urgent besoin pour assurer son redressement démographique et son avenir »⁴⁸.

La gauche se contente d'assister les familles les plus modestes, de juxtaposer des mesures en faveur des équipements collectifs, mais tout cela « ne saurait constituer une politique familiale digne de ce nom ». Pour J. Briane trois séries d'actions définissent une politique familiale globale et ambitieuse. Tout d'abord, la prise en considération de la famille comme « communauté fondamentale de la société » oblige la collectivité nationale à un devoir de solidarité et exclut la notion d'assistance. Ensuite, l'aide aux jeunes générations relève du principe de compensation. Enfin, la politique familiale doit promouvoir « tout ce qui contribue à la qualité de vie des familles, à l'accueil de l'enfant, à l'intégration des familles dans la cité, à la promotion des personnes ». *Solidarité, compensation et globalité : ainsi se résument les préconisations de J.Briane*. Notons que le thème des familles nombreuses a disparu et aujourd'hui, c'est la gauche qui est accusée de « natalisme ». Or, la préoccupation démographique (première par rapport à la dimension éducative de la famille) permet jusqu'à maintenant au centre de se distinguer de la droite. Faut-il conclure à la convergence des deux partis de l'opposition ?

⁴⁷ Les oppositions portent sur l'interprétation de l'APE : la gauche refuse d'y voir l'équivalent d'un salaire maternel, tandis que la droite revendique ouvertement ce statut.

⁴⁸ J.Briane, « Une politique familiale à rebours », *Démocratie moderne*, 1^{er} Déc. 1983.

4.3 Un centre, une droite ou deux droites ?

Pour le scrutin de mars 1986, l'UDF et le RPR font une plate-forme commune. Le chapitre sur la famille fait part de la volonté des deux partis d' « engager une politique familiale ambitieuse »⁴⁹. On y retrouve sans surprise les préoccupations démographiques (la plate-forme parle d' « hiver démographique »), l'hostilité aux prestations sous condition de ressources, le plaidoyer pour des prestations financées par l'impôt, l'accent mis sur le troisième enfant, la valorisation de l'allocation parentale d'éducation et l'importance du couple marié. Deux éléments ressortent. Tout d'abord, le retour à la thématique des familles nombreuses : la politique proposée est, avant tout, une politique en faveur du troisième enfant. Ensuite, tout doit être fait pour permettre de concilier vie professionnelle et vie familiale. Rien de très novateur. Par contre, en 1991, le CDS va se singulariser par rapport aux gaullistes en développant le thème de l'éducation scolaire.

Le 5 août 1991 il adresse une lettre ouverte au président de la République demandant une loi-cadre pour la famille⁵⁰. Il y réaffirme la responsabilité et la liberté du choix de chacun dans l'éducation de ses enfants. Pour cela, les signataires préconisent la décentralisation des politiques scolaires et l'assouplissement du fonctionnement de l'éducation nationale pour que les parents y aient une part active.

Le couplage de la thématique de la famille avec celle des réformes de l'institution scolaire prend ici une dimension qu'elle n'avait pas auparavant. Evoquée auparavant dès les années 1970, elle restait secondaire par rapport à la politique en faveur des familles nombreuses. Elle commence à s'affirmer en 1979 avec la question des programmes scolaires. L'association des parents à la marche de l'institution scolaire est, ici, une exigence nouvelle.

En définitive, le passage des socialistes au pouvoir marque ainsi, paradoxalement, une certaine dés-idéologisation de la politique familiale. Les rapprochements électoraux entre l'UDF et le RPR vont dans le même sens. Les mesures préconisées sont relativement semblables, le discours sur l'institution familiale moins présent. Tout se passe comme si la politique familiale devenait un outil technique de gestion, plus qu'une arme idéologique de défense d'un type de société particulier. Seul le thème éducationnel donne une coloration légèrement différente à

⁴⁹ En 1985, dans sa brochure « *Remettre la France en marche* », le CDS réaffirmait que « sa politique familiale est avant tout fondée sur la famille, cellule de base de la société ».

⁵⁰ « Le CDS demande une loi-programme pour la famille », *Le Monde*, 7/08/1991. Les signataires sont : P. Méhaignerie, président du groupe UDC à l'assemblée nationale et du CDS, B. Isaac-Sibille, députée du Rhône et chargée de la famille à l'UDC, et les présidents de fédération du CDS. Ils veulent promouvoir la famille en tant qu'idée neuve et estiment qu'elle « n'est pas une idée ringarde ou un quelconque retour à un ordre moral qui serait périmé »

l'UDF. La campagne électorale de 1995 semble confirmer que la politique familiale présente des traits communs d'une formation à l'autre.

4.4 La famille dans la campagne présidentielle de 1995 : convergence des points de vue ?

Aux élections présidentielles de 1995, le CDS soutient Edouard Balladur⁵¹. Celui-ci se prononce pour une APE étendue au premier enfant. Tous les candidats axent, effectivement, leur campagne sur ce thème. Les propositions de J.Chirac et de E. Balladur sont relativement proches. Le premier propose une allocation de libre choix qui serait, tout comme l'APE, sans condition de ressources. Par contre, contrairement à E.Balladur, le versement de cette allocation ne serait pas soumise à l'exercice d'une profession antérieurement. Du côté des socialistes, on reprend le traditionnel créneau d'une politique redistributive qui favoriserait les familles les plus modestes. Les aides pourraient être versées dès le premier enfant si la faiblesse des revenus de la famille l'exige. Les clivages portent donc essentiellement sur la question d'un « salaire maternel », avec d'un côté, le RPR et l'UDF, et de l'autre, le PS. Entre le RPR et l'UDF, les différences sont minimales : le consensus existe sur 1) la non mise sous condition de ressources des allocations familiales et 2) la valorisation d'un salaire maternel, quelque soit la forme qu'il prenne.

Ces deux thèmes domineront la scène de la famille pendant toute la décennie. S'y greffe, par ailleurs, la question de l'attribution des allocations familiales dès le premier enfant. Le centre n'est-il qu'un projet de droite ?

En prélude à la conférence sur la famille qui s'ouvre le 6 mai 1996, l'association des Femmes démocrates organise, le 12 avril, une réflexion commune sur les enjeux, la place et le devenir de la famille dans la société actuelle sous la patronage de Jean Mattéoli – président du Conseil économique et social. Colette Ronxin, présidente de l'association, ouvre le colloque en réaffirmant la gravité du problème démographique en France. La réponse est simple : favoriser la natalité. A côté des politiques de l'emploi et du logement. La politique familiale doit favoriser la venue de l'enfant □ pour la femme. Ainsi, la présidente de l'association soutient que le rôle de la femme dans la société actuelle doit être à la jonction entre ses fonctions de femme et de mère éducative. Il ne s'agit pas de libérer la femme de son rôle de mère, mais de lui permettre de le concilier avec ses désirs et ses ambitions professionnelles. Le

⁵¹ Il existe des convergences entre les démocrates-chrétiens du CDS et de nombreux gaullistes qui se réfèrent aux valeurs chrétiennes, comme E.Balladur par exemple.[Cf. A.Gauduffe, *Op.Cit.*, 1996 : p. 78]. Ainsi, en 1987, dans sa brochure « *Aujourd'hui, pourquoi un parti démocrate chrétien en France ? Les vingt thèses du CDS* » le CDS juge que sa présence demeure indispensable pour la défense d'institutions ou de valeurs communes à tous ceux qui se réclament du christianisme. La défense des intérêts religieux – notamment pour l'école et les associations chrétiennes – lui donne sa spécificité au sein de l'UDF. Il en résulte des tensions au sein de la confédération de l'UDF (notamment avec le Parti Républicain, héritier des Républicains Indépendants).

positionnement rappelle celui de A. Lesur et J. Lecanuet en 1975. La fonction éducative de la mère est centrale.

Jacques Barrot, invité au colloque, rappelle le rôle fondamental de la famille. Elle est un rempart contre la précarité, un élément de stabilité et de solidarité. Elle est une condition indispensable au bon équilibre de l'individu : « la solidarité familiale est le premier rempart contre la précarité. Elle reste le meilleur atout pour l'équilibre et la confiance »⁵². Une politique familiale active doit avoir le souci de bâtir une vie meilleure et non simplement encourager les naissances. La jeunesse, les enfants, portent l'espérance d'une société, sa vitalité, son dynamisme. Il faut aider la famille pour lui permettre de poursuivre sa vocation à la vie. J.Barrot fait ressortir très nettement la distinction entre une politique familiale purement nataliste et la « véritable » politique familiale, orientée vers la vie, la survivance de la cellule familiale, condition du bonheur. Le discours tente, ainsi, d'éviter la confusion entre natalisme et politique familiale qui menace toujours les démocrates-chrétiens.

Lors du deuxième sommet de la famille, le 17 mars 1997. Quatre pistes sont évoquées pour favoriser la conciliation des vies professionnelles et familiales : 1) la possibilité d'un congé parental d'éducation jusqu'à la seizième année de l'enfant, 2) le développement de l'APE, 3) l'ouverture du compte temps-épargne, mis en place en 1994, au temps partiel et 4) l'annualisation du temps de travail. La politique familiale reprend des préoccupations nouvellement développées – notamment sur les jeunes adultes et leur financement (Gouvernement Balladur, 1994). Elle améliore des outils déjà utilisés, tel l'APE ou le CPE. Enfin, elle innove aussi dans la gestion du temps avec le compte épargne temps ou l'annualisation du temps de travail. Ces deux dernières mesures soulignent l'accent mis sur l'aménagement des horaires pour concilier vies familiales et professionnelles.

Globalement, si ce n'est le souci nataliste, reformulé en termes de « politique de la vie », rien ne permet de distinguer clairement la droite du centre.

4.5 1997-2002 : la refonte des représentations de la famille.

Avec l'arrivée du gouvernement de Lionel Jospin, la politique familiale va prendre un nouveau souffle. Elle se dégage des préoccupations essentiellement gestionnaires et techniques d'attribution des allocations et des mesures spécifiques d'aide, pour se recentrer sur les questions de régulation juridique. Ce thème, très important, à l'époque de l'après-guerre avait quasiment disparu depuis – excepté la période giscardienne. La question de la réforme du divorce (divorce par consentement

⁵² « Famille : au nom de l'avenir – le message de J.Barrot », *Démocratie Moderne*, 15/04/96.

mutuel) et surtout du contrat de mariage (le PACS) va fournir à l'UDF-FD et à la nouvelle UDF un terrain fertile de reconquête de la thématique de la famille.

4.5.1 *Le projet socialiste.*

La gauche tente de bâtir sa propre politique de la famille entre économie, droit et société. Le PS se fait le défenseur de la mise sous condition de ressources des allocations familiales⁵³ et des familles les plus modestes. Il réduit de moitié l'Agéd et le montant de la déduction fiscale accordée aux emplois à domicile. De l'autre côté, l'âge limite du versement des allocations familiales passe à 19 ans, les aides au logements (APL) sont augmentées, enfin l'allocation de rentrée scolaire (ARS) est, elle aussi, revalorisée. En mars 1998, le principe de la conditionnalité des allocations familiales est adopté⁵⁴. F.Hollande peut, dès lors, affirmer qu'il existe bien une politique familiale de gauche, celle qui favorise les familles dans le besoin, et contredire J.Chirac qui affirme que la politique familiale ne saurait être de gauche ou de droite⁵⁵. Mais, le PS joue sur un double registre : d'un côté, il réforme le droit de la famille et l'adapte aux évolutions sociales, et de l'autre, il réaffirme le rôle fondamental de la cellule familiale... reprenant, en cela, la méthode giscardienne.

Ainsi, L.Jospin reconnaît le rôle majeur de la famille dans la construction de repères et de valeurs fortes. Ce discours marque un véritable tournant dans la rhétorique socialiste. Sous la III^e République, la transmission des valeurs fondamentales, piliers de la société, était dévolue à l'école, aux « hussards de la République » ; la cellule familiale n'assurant que le bien être affectif et matériel des enfants. Désormais la gauche revient à la famille □ par le chemin détourné de la délinquance et des violences urbaines. En effet, le thème de l'adolescence et de la délinquance juvénile, apparu dans les années 1970, soulève la question de l'explication de ces dérèglements. La gauche, habituée pourtant à un discours économique des causes sociales de la délinquance, se tourne de plus en plus vers un discours sur l'autorité parentale. Dans une certaine mesure, le discours de L.Jospin marque la fin de la distinction entre une gauche peu soucieuse de la famille, et privilégiant avant tout l'école et l'approche économique, et une droite, représentante de la famille, comme fondement de la société et pilier de l'autorité.

⁵³ La défense de la mise sous conditions de ressources n'est pas l'apanage de la gauche. Il faut rappeler que cette dernière était auparavant réticente à cette mesure qui lui apparaissait en contradiction avec le principe d'universalité des allocations. Désormais, la gauche semble passer à une notion d'équité plutôt que d'égalité. Elle parle d'« inégalités positives ».

⁵⁴ Le principe de conditionnalité des allocations familiales est controversé. Le gouvernement revient sur sa décision. En juin 1998, M.Aubry annonce que la mise sous condition de ressources est remplacée par l'abaissement du plafond du quotient familial.

⁵⁵ « La politique familiale ne saurait être 'de droite' ou 'de gauche'. Elle doit être 'familiale'. » J.Chirac cit. in : « La famille version Chirac », *Le Figaro*, 21/06/1998.

Si présentées ainsi les différences semblent minimes, elles apparaissent, néanmoins, plus nettement si on s'intéresse à deux points : le refus catégorique de L.Jospin de supprimer les allocations familiales pour les familles dont l'un des enfants commettrait un acte de délinquance et l'approche juridique de la famille. Les socialistes jouent les réformes après l'annonce de leur attachement à la famille⁵⁶.

4.5.2 *L'UDF, à nouveau centriste ?*

Pierre-Christophe Baguet critique la proposition du gouvernement socialiste d'union civique et sociale (ancêtre du PACS). Il soupçonne ce gouvernement de vouloir affaiblir la famille. Il rappelle que la famille est la cellule de base de la société. Elle assure un environnement stable et affectif, dont l'enfant a besoin pour son équilibre et sa confiance. « Aussi pour compter des adultes de valeur, il convient de favoriser l'épanouissement, l'équilibre et le souci de découverte de nos enfants ; les entourer d'affection, les protéger, et les éduquer dans un environnement familial le moins perturbé possible »⁵⁷. La société repose sur la qualité de sa famille et de sa capacité à remplir ses fonctions (notamment éducative et biologique). Sans enfant, c'est le déclin assuré de la société : « en vain chercherait-on dans toute l'histoire de l'humanité un seul exemple de développement économique et social sur fond de régression démographique ». Favoriser la venue d'un enfant, c'est construire l'avenir du pays : « l'enfant reste le bien le plus précieux qu'une société puisse avoir. Favoriser son épanouissement dans la société, c'est déjà travailler pour l'avenir de notre pays ».

Les critiques de P-C. Baguet rejoignent celles de Anne-Marie Idrac⁵⁸. La députée s'insurge des mesures du gouvernement. Le contrat d'union civique et sociale relève d'un choix individualiste. La forme de vie en commun qu'il propose remet en cause le principe de responsabilité de vie commune et porte en lui les germes d'une société désolidarisée. Il hypothèque la capacité même à se projeter dans l'avenir, condition de la venue d'un enfant. A-M. Idrac réaffirme l'importance et la force de la famille : « face aux difficultés de l'époque, il nous faut plus de famille et non pas le contraire ». En outre, elle refuse une politique familiale d'assistance et de redistribution verticale. L'abandon du principe de compensation relève d'une inspiration dangereuse qui fragilise le lien social en opposant les catégories sociales les unes aux autres. L'appel à l'harmonie sociale, à l'unité relève d'une rhétorique unitaire qui, pour le moment, n'avait pas été repérée dans la thématique de la famille.

⁵⁶ Ainsi, le rapport d'Irène Théry « couple, filiation et parenté aujourd'hui », commandé par Elizabeth Guigou et Martine Aubry, a en charge de proposer des aménagements juridiques nécessaires pour mieux prendre en compte la diversité des couples actuels. Le rapport de Claude Thélot s'interroge sur les aides à la famille et la pertinence de leur fiscalisation. La réforme du PACS sera finalement votée le 15 novembre 1999

⁵⁷ P-C.Baguet, « Le gouvernement contre les familles », *Le Figaro*, 26/10/1997.

⁵⁸ A-M.Idrac, « Le choix dangereux d'une société individualiste », *La Croix*, 4/10/1997.

En dernier lieu, A-M.Idrac souligne que l'enrichissement d'un pays lié à l'accumulation du patrimoine a son moteur dans les enfants : « c'est pour laisser quelque chose aux enfants et les décharger du souci de sa retraite que l'on se constitue un patrimoine »⁵⁹. L'argument, là encore, est nouveau. La jeunesse ne participe plus simplement au dynamisme de l'économie, elle joue un rôle essentiel dans l'accumulation des richesses. L'enfant devient un véritable instrument de sens pour la société : « il s'agit de donner sens à la vie en commun, de faire valoir une vision de la société ». Modifiée et recentrée sur l'enfant, on retrouve là l'argumentation de J.Barrot, d'une politique familiale comme politique de la vie. A-M.Idrac conclue : « à la société individualiste, agressive et frileuse que voudrait nous dessiner le gouvernement, nous opposons tranquillement, mais résolument, une société qui réconcilie les générations pour se tourner vers l'avenir ». L'individualisme constitue le pôle répulsif contre lequel se forment la conception et le discours sur la famille.

Deux articulations nouvelles apparaissent : unité sociale et famille, d'une part, et mobilisation sociale et enfants, d'autre part. Elles sont complétées en 1999 par un nouveau thème : l'implication des pères dans la prise en charge de la famille⁶⁰.

Autour de ces trois éléments, l'UDF semble avoir retrouvé sa vocation à être le « parti de la famille ». Mais, depuis le MRP la rhétorique a évolué : d'abord essentiellement sociologique, la famille devient de plus en plus un objet idéologique, vecteur d'un modèle de société et des valeurs de responsabilité et de solidarité. Elle prend une majuscule, évoquant le bien commun pour lequel la société doit se mobiliser.

5. La nouvelle UDF : où est la famille ?

5.1 **1999 : le renouveau de la famille.**

En 1999, le groupe parlementaire UDF vote en faveur du projet de loi constitutionnelle relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes. P-C.Baguet se réjouit que celle-ci soit désormais inscrite dans la constitution. Il considère que le politique doit, en effet, parfois accélérer des évolutions trop lentes⁶¹. Il refuse l'interprétation selon laquelle l'introduction de ce principe équivaldrait à une entorse au principe républicain d'universalité. « L'homme abstrait auquel se réfère la Déclaration universelle des droits de l'homme, n'est-ce pas chacun d'entre nous, citoyen homme

⁵⁹ A-M.Idrac, *Ibid.*

⁶⁰ J.Barrot s'attache à définir les critères d'une « véritable » politique familiale in : « Pour une vraie politique familiale », *La Croix*, 7/07/1999. L'histoire se répète puisqu'en 1979, J.Briane s'était attaché à définir la « vraie » politique familiale. [Cf. Supra]

⁶¹ On retrouve là l'héritage du MRP qui voulait « faire la révolution par la loi ».

ou femme ? »⁶². Ayant rappelé la nécessité du principe d'égalité, il s'interroge sur les conditions sociales de sa réalisation. Il reconnaît qu'une évolution est urgente dans les modèles qui régissent aujourd'hui les politiques familiales – fondés sur « la famille patriarcale, indissolublement unie par le mariage ». Les politiques familiales modernes doivent donc se réorganiser pour permettre aux femmes de « trouver [...] leur juste place dans notre cité ». Pour cela, il faut leur donner la possibilité de concilier leur vie de mère avec leurs aspirations professionnelles – il ne s'agit donc en aucun cas de libérer la femme de sa fonction maternelle. Dans ce cadre, P-C.Baguet critique la diminution de l'Aged⁶³ et la réduction de la déduction fiscale pour les emplois familiaux. Pour le député, « ces mesures anti-famille ont eu pour unique conséquence de restreindre encore la liberté de choix des femmes ». En outre, à la place du congé parental, il exige la création d'un véritable salaire maternel.

Une évolution notable touche à la thématique du père de famille, déjà évoquée par J. Barrot (1999). L'implication des hommes dans le travail d'éducation des enfants, devrait permettre aux femmes d'avoir une vie professionnelle entière. Il s'agit de rééquilibrer les rôles entre hommes et femmes, et, entre pères et mères. Le projet 2000 de la nouvelle UDF ne reprendra pas ce thème, mais déclinera ce qui l'inspire : l'équilibre.

5.2 Le projet « 2000 ».

Au cours des années 2000, la question de la prise en charge des enfants et très précisément des tout-petits arrive au premier plan du discours centriste. Les préconisations se font en faveur d'une politique qui responsabiliserait chaque acteur privé (et notamment les entreprises) pour des initiatives de prises en charge⁶⁴. Le projet national 2000 consacre un petit chapitre à la Famille : « Chapitre C. Famille, grand âge, droits de l'enfant ». Le titre souligne, déjà, les (ré)orientations de la politique familiale. Elle s'intègre dans des considérations de solidarités intergénérationnelles, de progrès social et de défense d'un statut de l'enfant. Ces problématiques ne sont pas nouvelles : là encore, le MRP statuait déjà sur un statut de l'enfant adopté, sur les pensions des veuves et la comptabilité dans l'impôt de la prise en charge au domicile familial d'une personne âgée. Mais le CD, puis le CDS, s'étaient écartés quelque peu de cette approche juridique de la famille.

Entre MRP, CDS et UDF reste cependant une très grande continuité : celle de la politique familiale comme « politique de la vie ». Le but est à la préservation de la

⁶² Compte rendu analytique officiel de la 2^{ème} séance du lundi 28/06/1999, projet de loi constitutionnelle relatif à l'égalité entre les hommes et les femmes, intervention de P-C.Baguet.

⁶³ Allocation de garde d'enfant à domicile, transformée aujourd'hui en Page – prestation d'accueil du jeune enfant.

⁶⁴ Ces préconisations sont dictées par un souci d'économie financière que l'on retrouve dès 1970. Jusqu'en 1975, J. Lecanuet prônait encore sans complexe une politique familiale financière généreuse. Arguant du fait qu'il s'agit d'un investissement de long terme pour le pays. Aujourd'hui, les ambitions énoncées sont bien plus modestes.

communauté nationale. Certes, il ne s'agit pas de sauvegarder une identité nationale devant le péril de l'immigration, discours que l'on retrouve du côté de l'extrême droite. L'objectif de la politique familiale est l'augmentation des naissances (pour le bon développement économique du pays, son dynamisme, le renouvellement des générations etc.). Si « l'enfant doit être la première préoccupation des politiques familiales », ce n'est pas tant du point de vue de son épanouissement personnel, que de celui de la natalité. L'UDF a une approche plus juridique que psychologique de l'enfant : 1) défendre ses droits en luttant contre toutes les formes de violence dont il est victime et 2) modifier la législation qui différencie encore les droits des enfants adultérins de ceux des autres. Le respect du droit constitue un point d'équilibre précaire mais caractéristique de la rhétorique centriste sur la famille.

L'encouragement aux naissances va de pair avec la valorisation de la famille. Mais l'UDF se défend d'être conservatrice et rappelle que ces « encouragements nécessaires en faveur de la famille et de la natalité n'ont pas pour contrepartie la condamnation de toutes les formes de vie qui ont modifié les cadres traditionnels ». Le discours de légitimation met en avant la tolérance face aux formes diverses que peut prendre la famille⁶⁵. Mais, si l'adaptation est nécessaire, l'UDF souhaite encadrer ces évolutions et en limiter les effets négatifs. Ainsi, comme en 1975, l'UDF prône la stricte application de la loi sur l'IVG en même temps que la multiplication d'actions d'éducation sexuelle et de promotion de la contraception. Comme précédemment, la ligne de conduite est dictée par la stricte observance des règles de droit.

En ce qui concerne la conciliation vie professionnelle et vie familiale, l'UDF prône la défiscalisation de la prise en charge à domicile, dont le prix est incomparable par rapport à une prise en charge dans des structures collectives de types crèche ou garderie. Elle défend le rétablissement de l'Aged, l'utilisation de la réduction du temps de travail au bénéfice des temps familiaux, le dé plafonnement du quotient familial.

Enfin, un thème ré-apparaît : celui de la prise en charge des troisième et quatrième âges en privilégiant le maintien à domicile. Par contre, il n'y a pas trace d'une politique favorisant les équipements et les prises en charge collectives.

5.3 2002 : continuité et reformulation du discours centriste.

Le document de 2002 adopté pour les élections législatives et présidentielles, ne consacre pas de chapitre particulier à la famille, mais décline le thème tout au long du texte. Dans le paragraphe consacré à la sphère culturelle, les auteurs énumèrent les grandes transformations de nos sociétés – urbanisme, déchristianisation par

⁶⁵ L'UDF ne se positionne pas ouvertement sur le PACS, la question divisant ses rangs. Elle laisse l'estimation à la libre conviction de ses membres. Cependant, tout en dégageant une ligne de position tolérante, elle privilégie les liens du mariage et le couple hétérosexuel.

exemple. Pour l'UDF, l'évolution de la famille est un des aspects le plus marquant de la modernité. Les changements affectent le couple avec l'augmentation des divorces et des unions libres et l'accroissement du nombre de naissances hors mariage. Dans ce contexte, le PACS ou la réforme sur le divorce par consentement mutuel n'ont pas répondu à la demande de structuration de la famille. Ils ne sont que des dispositifs incertains.

Le thème est repris au chapitre sur les « nouveaux comportements ». Le texte dresse le constat de l'affaiblissement des modèles familiaux traditionnels déjà énoncé – baisse de la fécondité et du nombre du mariages, augmentation des divorces et des naissances hors mariage. L'UDF s'attache à souligner qu'il ne s'agit pas d'une crise mais d'une mutation.

Enfin, la famille ré-apparaît en fin de document pour évoquer sa fonction éducative. La famille y est définie comme le pivot de la société. Elle est le lieu d'apprentissage et de socialisation où les individus intègrent les valeurs de respect de soi et des autres. Elle a un rôle majeur à jouer, à côté de l'école, dans la transmission des valeurs civiques et la construction d'une société citoyenne dont l'UDF se veut l'avant-garde.

Favoriser les naissances, encadrer les transformations actuelles de la famille, l'aider à assumer ses fonctions d'éducation et de socialisation, tels sont les piliers de la politique familiale de l'UDF. La continuité programmatique est grande entre le MRP, le CD, le CDS et l'UDF.

De manière plus précise, l'UDF présente le 7 mars 2002, ses propositions sur la famille. Hervé Morin, porte-parole de l'UDF, condamne le gouvernement Jospin qui « en cinq ans a pillé la famille » - avec la réduction de l'aged et le détournement des excédents de la branche famille pour financer les 35 heures⁶⁶. L'UDF propose d'aligner les allocations sur le coût réel de l'enfant. Elle réclame la gratuité réelle au collège et au lycée, l'allongement des prestations familiales jusqu'à 22 ans – au lieu de 20 ans – et une aide financière pour les jeunes de 18-25 ans destinée au jeune au sein de sa famille. Seule cette dernière mesure constitue une nouveauté par rapport aux programmes centristes.

En matière de garde d'enfants, l'UDF veut instituer un « droit à la garde »⁶⁷. Pour le montant de ces prestations, H.Morin explique qu'il faudrait aider davantage les familles aux revenus modestes, seule entorse au principe de compensation. De même, P-C.Baguet, député des Hauts-de-Seine se réjouit d'avoir obtenu des mesures

⁶⁶ M.Gometz, « L'UDF place la famille en tête de ses priorités », *La Croix*, 8/03/2005.

⁶⁷ Sur le modèle allemand des *Kita-Schein*. Concrètement, il s'agit d'une sorte de « chèque garde d'enfant » valable aussi bien pour payer une place en crèche qu'une nourrice.

destinées à aider les familles les plus modestes et à orienter le projet gouvernemental vers plus de justice sociale⁶⁸. L'UDF ferait-elle, désormais, fi du principe de compensation ?

En réalité, la rhétorique de justice renvoie plus au principe de solidarité horizontale qu'à celui de solidarité verticale. Ainsi, l'UDF rappelle clairement son attachement à la première : « à salaire égal, un couple sans enfants vit mieux qu'une famille. Pour l'UDF ce n'est pas normal »⁶⁹. Les familles les plus modestes sont, par ailleurs, associés aux veuves, aux familles nombreuses, ou aux familles ayant aussi à charge des personnes âgées. Le principe de protection plus que celui de redistribution reste donc premier. Enfin, la famille est « l'élément fondateur de la société »⁷⁰. La famille est définie par son rôle éducatif. L'UDF invite ainsi le gouvernement à redéfinir l'autorité parentale, après la loi sur le divorce, et à réaffirmer que nul ne peut faire obstacle à l'exercice par les mères et les pères de leur devoir de parents.

Divorce et autorité parentale, contraception et encouragement aux naissances, travail des femmes et conciliation avec leur rôle de mère, ces trois duos constituent l'équilibre proposé par l'UDF aux transformations qui affectent la famille : divorce, contraception, émancipation de la femme.

Ainsi de 1945 à 2005, la politique familiale des centristes n'a guère connu d'inflexion. On peut noter, cependant, un retour à une rhétorique moralisante et conservatrice avec le CD et le CDS. L'intégration au sein de l'UDF puis la constitution de FD (Force démocrate) en 1995 atténuent ces traits. Le discours se ré-orienté vers les thèmes classiques utilisés dès le MRP : la régulation juridique de la famille, l'incitation aux naissances, l'augmentation des aides financières, le salaire maternel et l'instauration d'un statut de la mère au foyer. Les années 1970 marquent l'introduction de nouveaux thèmes : la délinquance juvénile et le rôle des parents, l'encadrement de la fonction biologique de la famille, la conciliation entre le rôle de mère et le désir d'activité professionnelle de la femme. Par ailleurs, au cours des années 1990, le rôle du père dans l'éducation de ses enfants s'intègre au discours centriste. Enfin, l'air du temps pousse à reformuler certains thèmes : il ne s'agit plus d'aider uniquement les familles de trois enfants et plus, mais aussi les familles dès la naissance du premier enfant.

Sur la régulation juridique de la famille – divorce, droits des enfants adultérins – le positionnement de l'UDF et de ses précurseurs fut toujours plus progressiste que la droite gaulliste. Cet élément demeure. L'appel au droit est un élément central du

⁶⁸ Suite à la conférence de la famille les jours précédents.

⁶⁹ « L'UDF milite en faveur d'une politique de la famille ambitieuse », *Démocratie Info*, 13/12/2004, n°109, p.4-5.

⁷⁰ Bernard Debré, député de Paris, in : *Ibid.*

positionnement de l'UDF. Il lui permet de trouver une voie précaire pour sauvegarder la cellule familiale sans utiliser une rhétorique conservatrice. La « neutralité » de l'UDF est celle d'un discours (conservateur) qui ne s'appuie pas (explicitement) sur des arguments fondés sur le christianisme ou d'autres philosophies (de gauche ou de droite). Le caractère juridique du discours est une des faces de la volonté de neutralité philosophique de l'UDF.

6. Bilan : politique de la famille, politique de population ou politique des mœurs ?

La politique familiale éclaire le fonctionnement et les mécanismes de transcodage du discours centriste. Celui-ci se structure autour de la gestion des contradictions attenantes à la politique familiale : à la fois, instrument de sauvegarde de la famille avec ses valeurs et ses fonctions sociales, et moyen de se distinguer de la droite conservatrice, par un discours nouveau sur la famille. Pour sortir de l'impossibilité de dire une conception traditionnelle de la famille, tout en y adhérant, les démocrates-chrétiens développent une rhétorique fondée sur le principe de neutralité de l'action. Celui-ci s'incarne différemment selon les époques : principe d'égalité, principe de compensation, principe de solidarité, tels sont les trois grandes déclinaisons de la neutralité.

Les années 1970 vont mettre au défi les démocrates-chrétiens de tenir leur discours de neutralité dans un contexte de transformations sociales qui pousserait à un retour aux valeurs traditionnelles, repères dans un monde en évolution. Le CDS n'échappe pas à une certaine moralisation de son discours. Tout se passe comme si ce qui était auparavant du domaine de la conviction personnelle, intime, implicite, était désormais explicité, passant de la sphère du privé à la sphère du public. Ce glissement présente des risques pour le CDS puisqu'il sape le fondement même de son identité : la volonté de ne pas fonder ses positions sur des fondements idéologiques, sur une philosophie sectaire. La rhétorique giscardienne d'une libéralisation nécessaire de la société pour désamorcer les tensions internes va redonner souffle à la rhétorique de neutralité. Si le progressisme de V.Giscard d'Estaing est fondé sur l'idée du progrès social, le CDS puis FD déclinent le thème sous son aspect juridique : l'égalité. Alors que le fondateur de l'UDF mène une politique de *check and balance* entre libéralisation et réaffirmation des valeurs familiales, les démocrates-chrétiens fondent leur discours sur le principe de l'égalité – égalité hommes femmes, égalité entre les ménages avec ou sans enfants, égalité père et mère.

L'arrivée de la gauche au pouvoir déstabilise le fragile équilibre de la rhétorique centriste démocrate chrétienne. En effet, les socialistes s'emparent du droit pour fonder leur politique familiale. Dès lors, le droit n'est plus l'unique instrument du centre.

La préférence des centristes pour une forme particulière de la famille (couple hétérosexuel, marié, famille nombreuse) les repousse sur leur droite. Ils mobilisent alors une autre figure : celle de l'équilibre, comme l'avait tenté V. Giscard d'Estaing en 1975 ; équilibre entre les différentes formes de la famille, équilibre entre continuité et changement, équilibre entre générations etc.

Par conséquent, la famille reste un élément discriminant ou plus véritablement le révélateur des structures sous-jacentes aux discours centristes, et par là même le distingue des autres formations politiques, et notamment du RPR/UMP qui fait l'économie du principe de neutralité. Le centre démocrate chrétien veut concilier l'inconciliable : la neutralité idéologique en même temps qu'un positionnement net en faveur de la famille. Dès lors, la définition de cette dernière est un équilibre bien précaire entre sociologie et morale. Elle ne fonde pas tant la vision démocrate-chrétienne du centre, qu'elle ne la révèle.

L'étude a souligné l'abandon par les centristes de la vision politique du corporatisme et du pluralisme. En abandonnant ce principe, la nouvelle UDF perd aussi le seul groupe d'intérêt qu'elle pouvait prétendre représenter : la famille – tout comme les syndicats sont les représentants des travailleurs. Se proclamer « parti de la famille » c'était prétendre être à la fois partie et tout. Par là, le centre trouvait une sortie à son dilemme d'unité dans la pluralité (Chap. I).

Mais, à cause des modifications de la structure familiale depuis la fin des années 1960, la famille ne constitue plus un objet identifiable et homogène. Avec la multiplicité des formes familiales, la famille avec une majuscule, fédératrice pour le parti, n'a plus lieu d'être. Dès lors, les centristes ont deux possibilités : ou choisir une forme particulière de famille (couple mariés, avec enfants etc.) et se ranger du côté des conservateurs, ou choisir une autre figure fédératrice. L'Europe pourrait-elle, par exemple, jouer ce rôle ?

Le cas français ne montre donc pas de convergence particulière au centre des politiques familiales. De même, les dynamiques d'importation et d'exportation sont limitées. Les formations partisans sont relativement étanches entre elles. Par contre, des reformulations internes ont cours et ce d'autant plus que leur espace extérieur est compartementalisé. Les glissements entre famille, Europe, société, mœurs etc. sont autant de tentatives d'adaptation du modèle centriste à une compétition partisane et aux modifications sociologiques de la famille qui permettent de moins en moins de fonder une identité politique sur la famille, comme réalité sociologique consensuelle⁷¹.

⁷¹ L'éclatement progressif des outils de la politique familiale, la multiplication des dispositifs et les tentatives d'ajustement aux évolutions sociales ont eu raison de la cohérence et de l'unité de la politique familiale. « Ainsi derrière l'intitulé de 'politique familiale' se cache un vaste champ d'actions hétérogènes et de pratiques diversifiées M. De Certaine, *Art. Cit* : p. 98.

§2 L'ALLEMAGNE.

L'articulation politique – famille – éthique est caractéristique des partis démocrates-chrétiens, en général, et de la CDU, en particulier. Le politique a vocation à protéger la famille, gardienne d'une certaine éthique. Pour l'Union: « la politique familiale est plus qu'une politique de la femme » de même qu'elle « est plus qu'une politique de l'enfant » : elle requiert un changement des mentalités et la mise en place d'une société favorable aux enfants (*Kinderfreundlich*). Selon les mots de Helmut Braun et Maria Flachsbad: « [] un changement global des valeurs sociétales est nécessaire pour que les jeunes gens retrouvent le courage d'avoir des enfants »⁷². Ce nécessaire changement des mentalités n'est pas sans rappeler la « révolution intime » des personalistes.

Au SPD, la tendance est plutôt à l'ancrage d'une politique familiale dans un discours émancipateur. Cette opposition entre changement des mentalités et lutte contre les formes de discriminations sexuelles pourrait être le socle des affrontements entre sociaux et chrétiens démocrates sur la politique familiale. Ce chapitre se propose de préciser et de justifier cette hypothèse par l'analyse des propositions et programmes de politique familiale

Nous nous appuyons pour cela sur le texte *Familien sind das Fundament unserer Gesellschaft*⁷³. Celui-ci est une réactualisation datant d'août 2004 de deux textes de l'Union : *Lust auf Familie, Lust auf Zukunft*⁷⁴ de décembre 1999, texte adopté à la suite du projet 21 de modernisation de la CDU et du texte *faire Politik für Familien*⁷⁵, adopté par la fraction CDU/CSU en juin 2002. Cette actualisation était, au moment de la rédaction, le texte le plus récent consacré uniquement à la politique familiale.

Ce texte est lui-même replacé dans un temps plus long par un court historique des politiques familiales mises en place par la CDU. A la dimension diachronique se devait d'être ajoutée une dimension synchronique. Celle-ci s'effectue à deux niveaux. D'une part, la confrontation avec d'autres textes de la période actuelle (1998-2005) révèle les occurrences et les revirements de la politique familiale de l'Union. D'autre

⁷²H. Braun, Dr. M. Flachsbad, „Vielmehr ist ein gesamtgesellschaftlicher Wertewandel erforderlich, damit junge Menschen wieder den Mut haben, Kinder zu bekommen“, *Nachhaltigkeitsstrategie der Bundesregierung gibt keine Antwort auf Fragen der demokratischen Entwicklung*, Do. 27.01.05. Article en réponse au débat parlementaire sur „la stratégie nationale pour un développement durable“.

⁷³ « Les familles sont les fondations de notre société ».

⁷⁴ « Envie de famille, envie d'avenir »

⁷⁵ « Une politique juste pour les familles »

part, la mise en miroir avec les textes sociaux-démocrates sur la famille souligne les points saillants de la vision de la famille et du politique de la CDU⁷⁶.

Le premier point retrace les grands traits de la politique familiale de l'Union en faisant ressortir permanences et changements. Ces évolutions révèlent-elles une certaine convergence entre les programmes du SPD et de la CDU ? Le deuxième point s'attache à répondre à cette question. Le troisième point avance l'hypothèse de la permanence de la politique familiale comme un enjeu conflictuel, notamment autour de l'opposition famille-institution/famille-mode de vie.

1. Les grands traits de la politique familiale de la CDU 1945-2005.

1.1 Les premiers pas de la politique familiale : 1945-1994.

La famille et la politique familiale ont une valeur symbolique très forte pour la CDU. Elles ont valu longtemps comme fer de lance de la conception chrétienne du politique. Sous l'influence du ministre de la famille Franz-Josef Wuermeling et en référence à la tradition chrétienne, la famille est conçue comme la cellule de base de la société, là où la société prend naissance. Cette définition chrétienne de la famille se retrouve jusque dans le nouveau programme fondamental de la CDU où la famille est considérée « comme le fondement de la société » (Art. 43 du programme fondamental adopté en 1994). La politique familiale a pour fonction de sauvegarder et de promouvoir cette forme de vie qu'est la famille. Elle est essentiellement financière et autonome par rapport aux autres politiques publiques (économiques et sociales).

En 1949, la CDU introduit le principe de l'allègement d'impôt pour les familles. En 1954, la première caisse familiale est mise en place et les premières allocations par enfants (« *Kindergeld* ») sont versées. En 1986, une aide aux financements des coûts éducatifs est adoptée, ainsi que le principe de congés parentaux avec une garantie de retour à l'emploi après congés. Dans cette même année, le travail familial est comptabilisé dans les droits à la retraite. En 1992, ces droits sont augmentés passant de un an à trois ans. En 1996, la CDU propose un modèle optionnel pour l'aide financière aux parents : ces derniers peuvent choisir entre des revenus de transfert ou un allègement fiscal.

La CDU résume ces 50 années de politique familiale en se présentant comme le seul parti au service de la famille : « Nous, chrétiens-démocrates, nous nous

⁷⁶ Les principaux textes utilisés pour la CDU sont : « 1998-2002, *Wahl-Plattform CDU/CSU* » ; « *Familienpolitik. Familien sind das Fundament unserer Gesellschaft* », Positionspapier ; « *Grundsatzprogramm der CDU* », 1994, „*Vertrag für eine sichere Zukunft*“, Beschluss des 14. Parteitag in Dresden, 2000. Pour le SPD, il s'agit de : „*Koalitionsvereinbarung 2002-2006*“, Berlin, oct. 2006 ; „*Erneuerung und Zusammenhalt*“, Regierungsprogramm 2002-2006, „*A 277: Deutschland 2010 – Zukunft für Kinder und Zukunft mit Kindern*“, SPD- Parteitag Bochum, 17-19 Nov. 2003. Ces textes n'ont pas vocation à être analysés de manière systématique. Nous les avons choisis par qu'ils s'adressaient à trois publics: les uns s'adressent aux électeurs (plate-forme électorale), les autres à l'ensemble des militants (Congrès nationaux) et les derniers aux intéressés proches (femmes, éducateurs et pédagogues).

comprenons depuis toujours comme avocat de la famille et agissons en conséquence »⁷⁷.

Dans cette définition, la famille se comprend comme couple hétérosexuel marié avec des enfants et les actes en sa faveur comme soutiens financiers.

En 1994, le programme fondamental introduit le thème de la conciliation entre famille et travail. Les préconisations sont essentiellement financières – reconnaissance du travail familial comme activité à part entière, augmentation des congés parentaux et des congés libres non rémunérés. Il marque une très légère inflexion de la politique familiale de la CDU vers une politique de structure : l'idée d'une flexibilisation du temps de travail et la mise en place de structures d'accueil dans l'entreprise se dessine. Mais, ces préconisations restent du domaine privé et les structures d'accueil publiques – école, crèches – ne sont pas évoquées.

Ainsi, en 1994, le processus de modernisation ne touche que les instruments de la politique familiale. La discussion sur la définition de la famille ne sera lancée qu'en 1998 après la défaite aux élections législatives. Jusqu'en 1994, la politique familiale de l'Union n'est pas intégrée à une réflexion large sur la modernisation des références chrétiennes à la société pluraliste contemporaine. Elle reste dé-politisée au sens où la définition de la famille n'est pas débattue. La politique familiale n'est dès lors qu'un ensemble d'instruments (plus ou moins efficaces, plus ou moins adaptés) pour favoriser la famille. La défaite de 1998 va poser la question d'une approche conservatrice de la famille qui n'y voit que le couple marié. Bastion de la vision chrétienne de la CDU, la politique familiale prend de nouveaux habits, plus ouverte dans sa définition de la famille et moins financière dans ses moyens.

1.2 1998-1999 : le vent de réforme.

La pâle politique familiale de Claudia Nolte qui contraste avec la spectaculaire augmentation des allocations familiales par le nouveau gouvernement Schröder en 1998 lance un processus de renouvellement de la politique familiale de l'Union.

A la suite du vote de la motion au congrès national de Erfurt⁷⁸, la commission nationale appelle à la création de quatre commissions de travail, dont l'une sur la famille⁷⁹. Ces commissions ont pour mission de présenter de nouveaux concepts pour les congrès nationaux entre 1999 et 2001 et préparer ainsi le programme électoral pour 2002.

⁷⁷ „Wir Christliche Demokraten haben uns – wie keine andere Partei – immer als politischer Anwalt der Familien verstanden und entsprechend gehandelt“ p. 26 in: „Lust auf Familie, Lust auf Verantwortung“, Beschluss des Kleinen Parteitages der CDU Deutschlands, 13. Déc. 1999.

⁷⁸ « Erfurter Leitsätze – Aufbruch 99 » [« les lignes directrices de Erfurt – nouveau départ pour 99 » TdA], 12 congrès national de la CDU, 1998.

⁷⁹ Les trois autres s'occupent de l'Etat-social, de l'éducation et de l'Etat-moderne.

Les débats sur la définition de la famille font florès. Faut-il y introduire les couples non mariés ? Les couples homosexuels ? Les controverses sont nombreuses⁸⁰. Au sein de la *Junge Union*, réputée progressive, les débats ne sont pas publics et sont écartés du congrès de l'organisation⁸¹. En même temps, 1998 est aussi l'année de la création de la LSU (Lesbiennes et homosexuels de l'Union) soulignant la volonté du parti de véhiculer un nouveau discours sur ces sujets. La LSU reste certes marginale, mais elle est un symbole non négligeable de la volonté d'ouverture de la direction démocrate-chrétienne.

La commission « Famille » donne naissance à un texte « *Lust auf Familie, Lust auf Verantwortung* » adopté au congrès de 1999.

Celui-ci commence sur une description détaillée des changements de conditions de vie. Cette prise en compte des nouvelles formes du vivre ensemble marque un tournant idéologique de l'Union qui se tourne résolument du côté de la société et de ses besoins. Il s'en suit une modification non négligeable de la définition de la famille. Celle-ci inclut désormais les parents isolés. La famille est ainsi « partout là où les parents sont responsables de leurs enfants et les enfants de leurs parents »⁸².

Ce texte constituera la ligne politique de la CDU sur la famille. La dernière réactualisation date d'août 2004. Mais le travail de rénovation amorcé en 1999 est relancé en 2005. Dans sa déclaration de Kiel le 8 janvier 2005, la présidence nationale de l'Union annonce l'accentuation de sa politique familiale et tout particulièrement un recentrage sur le problème de la conciliation des vies professionnelles et familiales. Le 24 janvier 2005, la commission nationale décide de la constitution d'une commission de travail sur « la femme, la famille et le travail ». Comme le titre l'indique, la politique familiale semble s'orienter vers une politique en faveur de la femme et de l'emploi. Faut-il y voir le signe d'une reformulation socio-économique de la famille, aux dépens d'un point de vue éthique ?

Les années 1998-1999 constituent la première vague de modernisation de la CDU au terme de laquelle cette dernière intègre de nouvelles problématiques dans sa politique familiale, notamment celles de parents isolés et de la prise en charge des tout-petits (0-3 ans). 2005 lance une nouvelle période d'ouverture de la politique familiale, cette fois-ci tournée vers une politique nataliste proche du modèle français, intégrée aux politiques sociales et économiques. L'argumentation en faveur de la famille utilise de plus en plus des arguments économiques et de solidarité intergénérationnelle. La dimension éthique semble s'estomper.

⁸⁰ Voir, par exemple, l'opposition ferme de Annette Schavan à toute reconnaissance des couples homosexuels in *Frankfurter allgemeine Zeitung* (FAZ), 19.10.99

⁸¹ Cf. „Junge Union streitet über homosexuelle Paare », *Süddeutsche Zeitung* (SZ) 18.10.99

⁸² « Familie ist dort, wo Eltern für Kinder und Kinder für Eltern Verantwortung tragen »: p. 12 in: *Lust auf Familie...*, op. Cit.

2. La politique familiale de l'Union : 1999-2004.

La politique familiale de l'Union se structure autour de trois axes :

- Une aide financière aux familles
- La conciliation entre famille et travail
- La mise en place d'un environnement favorable aux enfants

Les mesures proposées sont présentées au tableau ci-après

Tabl.16 Les mesures préconisées par la CDU en matière de politique familiale (1999-2004)		
Conciliation famille et travail	Justice financière	Compétence éducative des parents
1. Un environnement de travail favorable à la famille <ul style="list-style-type: none"> - Flexibilité du travail et des modèles de travail - Augmentation du temps partiel pour les mères et télétravail pour les pères - Amélioration des chances de retour pour la femme et pour l'homme sur le marché du travail - Flexibilité dans la prise des jours libres compte tenu du temps de congé parental - Egalité des chances de travail pour les femmes et les hommes 	<ul style="list-style-type: none"> - Fusion des allocations familiales et des aides à la prise en charge dans une seule allocation familiale (<i>Familiengeld</i>) - Reconnaissance du travail familial dans le calcul des retraites - Dégrèvements fiscaux en contrepartie de l'emploi de personnes d'encadrement à domicile 	1. Prise en charge rapide et différenciée <ul style="list-style-type: none"> - Contact direct aux familles des structures d'encadrement et de soutien - Suivi par un éducateur - Introduction de « bons à l'éducation » (« <i>Bildungsgutscheine</i> ») pour bénéficier des conseils et des offres des structures éducatives et pédagogiques
2. Les structures d'accueil de l'enfant <ul style="list-style-type: none"> - Offres de prise en charge à domicile pour les 0 à 3 ans - Intégration dans le programme éducatif d'une préoccupation pour la transmission des valeurs. - Adaptation du programme éducatif à l'âge de l'enfant et aux problèmes contemporains. - Réformes de la formation des éducateurs et revalorisation des salaires - Augmentation du temps à l'école (<i>Ganztagschule</i>) - Compensation des coûts parentaux pour la prise en charge des enfants (dégrèvements fiscaux) 		2. Structures d'encadrement de l'enfant <ul style="list-style-type: none"> - Intégration dans les programmes scolaires des questions d'éducation, de couple, de tenu du foyer et de nutrition. - Offre de loisirs telles que la musique ou le sport à l'école - Amélioration des structures éducatives et de conseil par une meilleure qualification des employés, un travail d'information et de publicité - Prise en charge par les communes d'une politique du logement et de l'espace urbain
		3. Coopération <ul style="list-style-type: none"> - Mise en réseau des différentes structures familiales. - Création de « maisons de la famille » pour informer sur les offres d'encadrements. - Mise en place de « tables rondes familiales » : pour favoriser la rencontre entre tous les intéressés à l'enfance. - Vérification systématique de la conformité des décisions publiques avec les objectifs d'un environnement favorable à l'enfant et à la famille - Simplification des caisses familiales

2.1 L'aide financière aux familles.

L'aide financière aux familles doit être débureaucratisée et simplifiée. L'objectif est de sortir des familles de l'aide sociale et de les réintégrer dans le circuit normal des allocations familiales. La CDU propose la fusion des aides à l'éducation (*Erziehungsgeld*) et des allocations par enfants (*Kindergeld*) dans une allocation familiale unique pour les 0 à 6 ans. Le niveau de cette dernière serait déterminé par le niveau de revenu des parents et l'âge des enfants. A partir de 6 ans, le principe d'une aide par enfant, indépendante du revenu, demeurerait. L'allocation familiale doit favoriser tout particulièrement les familles avec des enfants en bas âge. Ces revenus ne sont pas imposables. Les autres aides financières sont conservées : aide au logement, aide à l'installation, aide à la formation. La CDU préconise par ailleurs le regroupement des 38 actuelles caisses familiales en une seule.

Les controverses avec le SPD se font sur le mode de financement des politiques familiales, d'une part et sur l'objet de ces aides, d'autre part. En réalité, la CDU entend favoriser la reconnaissance du travail familial. Elle propose une compensation financière importante pour ceux et celles qui renoncent à travailler pour se consacrer à l'éducation de leurs enfants. Elle critique la politique sociale-démocrate d'aides financières qui se prononce contre de telles mesures. Sur la question du financement, la CDU rejette le projet social-démocrate d'une allocation parentale financée par les salaires.

Enfin, la CDU dénonce la lenteur de l'action gouvernementale et une politique financière qui ne libère pas suffisamment la famille des coûts financiers liés aux enfants⁸³.

2.2 Conciliation travail/famille.

Le deuxième pilier de la politique familiale est guidé par le principe du libre choix des parents (*Wahlfreiheit*). Ces derniers doivent pouvoir décider librement s'ils préfèrent utiliser les structures de prise en charge de l'enfant ou en assumer seuls la charge. Pour cela, la CDU propose, d'une part, d'aider à la reconnaissance du travail familial comme une activité à part entière (cf. *infra*) et, d'autre part, d'améliorer les services de prises en charge de l'enfant. L'offre en structures de prise en charge doit être abondante, variée et de bonne qualité. L'accent est mis sur les enfants de 0 à 3 ans dont la prise en charge est insuffisante. Pour cette population, la CDU propose le

⁸³ La CDU soupçonne le gouvernement de n'avoir augmenté à 40 Euros l'aide par enfant que sous la pression du tribunal constitutionnel – le conseil constitutionnel a précisé et reformulé ses conclusions précédentes sur l'obligation constitutionnelle d'un minimum vital pour l'enfant financé par les impôts. En outre, elle critique la décision du SPD de ne pas augmenter les aides à partir du troisième enfant. Elle dénonce la décision du SPD de rabaisser le seuil du revenu pour recevoir une aide à l'enfant. De même, l'aide au logement a chuté de 30% et l'aide au déplacement journalier a été suspendue.

développement des gardes à domicile. Pour cela, elle entend promouvoir une clarification des statuts du travail de prise en charge à domicile pour rendre ce type d'emploi attractif.

Pour les enfants scolarisés en maternelle, l'offre pédagogique doit s'orienter vers la transmission de valeurs. Ses contenus pédagogiques doivent être adaptés à l'âge de l'enfant ainsi qu'aux enjeux contemporains. Par ailleurs, la CDU préconise une meilleure reconnaissance du statut et du diplôme d'éducateur. Elle défend donc d'une part, une réforme de cette formation, et d'autre part, une ré-évaluation des salaires. Enfin, les parents doivent avoir la possibilité d'intégrer les dépenses de prise en charge dans le calcul des impôts.

Ici, l'opposition avec le SPD se fait sur : le montant des crédits à mettre à disposition pour la prise en charge externe des enfants, le bien fondé d'une législation en la matière et, enfin, l'encouragement à une prise en charge parentale.

La CDU critique les faibles montants accordés par le gouvernement à la mise en place de structures de prise en charge sur toute la journée⁸⁴. Elle met en doute l'efficacité de la réforme des communes (*Hartz IV*) pour libérer des marges de manœuvre au niveau local. Le SPD, quant à lui, dénonce l'irresponsabilité de l'Union qui propose des sommes disproportionnées.

Alors que le SPD recourt à l'arme législative pour encadrer et favoriser la prise en charge externe, la CDU privilégie l'initiative privée qu'une trop grande bureaucratisation étatique freine. Elle préconise une simplification des règles et un allègement des charges pesant sur le travail à domicile.

Le thème de la conciliation a pris de plus en plus d'importance au sein de l'Union. Faut-il conclure à une certaine convergence avec le SPD à propos du bien fondé d'une politique familiale plus structurelle que financière ?

En réalité, le concept de libre choix parental de l'Union pour améliorer la conciliation entre une vie professionnelle et familiale, suppose, à l'autre bout, de favoriser la prise en charge parentale à domicile de l'enfant et de son éducation. La priorité est donnée à la revalorisation du travail familial et à un changement de mentalité favorisant l'image de l'homme-père. A l'inverse, le SPD privilégie la dimension féminine du changement des mentalités : il s'agit de favoriser l'émancipation de la femme par le travail.

⁸⁴ Le système scolaire allemand fonctionne en matinée (environ de 8.00 à 14.00 heures). La politique scolaire est de la compétence des Länder. Certains ont mis en place des écoles sur toute la journée, notamment, par exemple, en Rhénanie – Palatinat, sous la ministre SPD Doris Ahnen. Quatre milliards d'euros ont été débloqués au niveau national pour la restructuration des écoles pour qu'elles puissent accueillir les enfants aussi l'après-midi.

2.3 Un environnement favorable à la famille.

Ce thème est nouveau dans la rhétorique démocrate-chrétienne. En 1999, le discours était encore au soutien éducationnel pour les parents en difficulté. Le chapitre s'intitulait : « renforcer les capacités d'éducation des parents » (« *Die Erziehungskraft der Familie stärken* »). Le texte de 1999 considérait qu'étant donné les transformations actuelles et les imprévus de la vie familiale, les parents pouvaient se retrouver en incapacité à assurer leur fonction d'éducateur. L'Union préconisait, à l'époque, l'aide de conseillers familiaux. Ceux-ci avaient pour fonction de créer un environnement sûr pour l'enfant et de favoriser une continuité éducative. Leur travail était non pas une mise en échec des responsabilités parentales mais une aide et un soutien à leur exercice⁸⁵.

Cette dimension de la politique familiale n'apparaît plus en tant que telle dans la réactualisation d'août 2004. Les outils demeurent mais l'objectif est reformulé en terme d' « environnement favorable à la famille ». Le thème était déjà abordé dans le texte de 1999. Mais, il ne constituait pas à proprement parlé un quatrième pilier de la politique familiale. Il tenait plus de l'incantation d'une nouvelle société que de préconisations de politiques publiques⁸⁶.

Aujourd'hui, le thème d'un environnement favorable à la famille a gagné en importance. Il s'est étoffé jusqu'à constituer le troisième axe de la politique familiale. On y retrouve des éléments qui en 1999 étaient intégrés soit à l'aide financière aux familles, soit à la conciliation travail/famille. La réalisation d'une nouvelle société qui en aurait fini avec ses clichés⁸⁷ exige la mobilisation de tous les partenaires et acteurs sociaux. Le nouveau mot d'ordre, qui apparaît dans la version réactualisée de 2004 est à un « travail orienté pour la famille et non [d'une] famille orientée pour le travail » (« *jobgerechte Familie oder familiengerechter Job* »). Désormais adopté comme *leitmotiv*, il est repris dans les textes ultérieurs de 2005.

Avec cette reformulation politique, il ne s'agit plus de combler les manques de l'éducation parentale mais de créer un climat favorable à la famille. Pour cela la CDU reprend des mesures déjà proposées en 1999 : flexibilisation du temps et des modes de travail, temps partiel et télé-travail⁸⁸, l'aide à la reprise du travail après un temps de

⁸⁵ Les mesures préconisées étaient : une aide financière aux communes pour la mise en place de structures de soutien, une aide particulière aux familles avec des enfants handicapés ainsi qu'une aide à l'intégration des enfants immigrés, une aide orientée vers la famille dans sa globalité (et non à l'un de ses membres en particulier).

⁸⁶ Le chapitre se terminait ainsi par un appel au désir d'avoir des enfants et de prendre ses responsabilités

⁸⁷ Maria Böhmer « Es muss Schluss sein mit Clichés » cité in : *Familienpolitik, Familienpolitik als Markenzeichen der CDU*, 24.01.2005. Texte informatif disponible sur le site www.cdu.de, rubrique « familienpolitik ».

⁸⁸ Le télé-travail est une proposition pour les pères en 1999. En 2004, elle est aussi présentée comme une solution pour les mères ; soulignant, peut-être, un certain retournement quant au rôle de la femme.

congé parental, l'amélioration des chances de travail pour la femme. De plus, les négociations tarifaires devraient prendre en compte les besoins de prise en charge d'enfants du personnel.

En 1999, on ne trouvait dans le paragraphe sur l'environnement familial que des mesures essentiellement financières visant à alléger les coûts financiers pesant sur les familles. L'Union proposait des mesures telles que l'introduction d'une composante familiale pour le calcul des impôts locaux, pour la tarification des trajets ferroviaires, pour l'utilisation de biens collectifs ainsi que pour le choix des politiques communales de logement. Aujourd'hui ce chapitre s'oriente beaucoup plus vers des politiques de structures. Il met l'accent sur les problématiques de logement et de restructuration des entreprises et du monde du travail. Cette dernière doit, cependant, se faire non pas par imposition d'une directive étatique mais par la mobilisation de tous les acteurs, et très précisément, par la responsabilisation des entreprises. Cette mobilisation doit permettre de compléter l'image de l'homme actif par celle de l'homme-père.

A ce jour, on peut dire que les rhétoriques évoluent vers l'accentuation du thème de la conciliation famille/travail. Celui-ci change aussi dans sa présentation : de la revendication d'égalité de toutes les formes de travail (familiales ou non), il est abordé à partir des années 2004-2005 sous l'angle des avantages économiques et l'Union reconnaît la spécificité des problèmes féminins pour concilier famille et travail. Les rhétoriques semblent se faire moins éthiques et plus utilitaires. L'apparition du thème de la femme (comme politique de la femme en tant que telle) est nouveau et mérite de plus amples développements : s'agit-il là d'une convergence entre le SPD et la CDU vers une politique familiale qui serait avant tout une politique de la femme et de son émancipation ?

3. Réorientation de la politique familiale : d'une politique pour la famille à une politique nataliste ?

Au mini-congrès du 24 janvier 2005, la commission nationale de la CDU a appelé à la constitution d'une commission sur la « femme, la famille et le travail ». La dénomination de cette commission est révélatrice des changements qui affectent l'Union. Les « femmes », était un thème peu abordé en tant que tel jusqu'à présent. Par ailleurs, le choix du « travail » souligne une évolution de la politique familiale vers une politique de l'emploi.

Dans son appel à constitution, la commission nationale s'appuie sur le constat désormais classique d'un désir croissant des hommes et des femmes de pouvoir

concilier vies professionnelles et familiales. L'accent est mis sur les femmes (et tout particulièrement les femmes qualifiées). Ainsi, ce ne sont plus les hommes et les femmes qui sont en difficulté pour concilier travail et famille, mais tout particulièrement les femmes⁸⁹. Jusqu'en 1999, ce problème était considéré comme tout autant masculin que féminin. Les efforts portaient sur la transformation de la conception du rôle de l'homme vers une plus grande acceptation de sa fonction de père. Tout se passait comme si l'homme seul était victime de stéréotypes sociétaux⁹⁰.

Le thème de la femme, et non plus du père, apparaît au congrès de Leipzig en 2003. Il sera repris à Düsseldorf en 2004. Lors de ces deux congrès, les thèmes familiaux sont intégrés à la problématique du financement des retraites et des conséquences du vieillissement de la population. La politique familiale s'oriente vers une politique nataliste. Pour la première fois le terme de « *Bevölkerungspolitik* » (« politique démographique ») est utilisé (congrès de Leipzig).

L'objectif reste le même : celui de la défense de la famille et du mariage. L'accent est cependant porté sur le rôle économique de l'institution et des politiques familiales. Cette rhétorique économique (utilitariste) éclaire différemment le discours sur la famille : en faisant émerger de nouveaux thèmes, comme celui du travail des femmes qualifiées, en donnant la priorité à des thèmes auparavant moins marqués : tels que la solidarité générationnelle et, enfin, en soulignant les effets positifs sur la croissance d'une politique nataliste.

En premier lieu, le texte de Düsseldorf met l'accent sur le travail féminin (qualifié). Permettre aux femmes qualifiées d'avoir des enfants résorbe les manques en main d'œuvre qualifiée dans certains secteurs (et évite donc de faire appel à une main d'œuvre étrangère). Beaucoup de femmes qualifiées restent non actives par manque de structures de prise en charge de l'enfant⁹¹. De même, la volonté de fonder une famille peut être un frein à la continuation des études féminines. La meilleure conciliation du travail et de la famille permettrait une meilleure allocation des ressources en qualification. L'argument est économique. Ce n'est pas tant la libération de la femme (de son rôle de mère) qui est visée que la possibilité d'un optimum économique entre l'offre et la demande de travail qualifié.

⁸⁹ „Allerdings ist es auch heute noch überwiegend ein Problem für Frauen, Familien und Erwerbsarbeit zufrieden stellen miteinander zu verknüpfen“, [Cependant, c'est un problème qui touche aujourd'hui essentiellement la femme que celui de réussir à concilier famille et activité professionnelle d'une manière qui soit satisfaisante.] *Beschluss des Bundesausschusses der CDU Deutschlands* am 24. Janv. 2005 in Berlin.

⁹⁰ P. Döge, R. Volz, „Wollen Frauen den neuen Mann. Traditionelle Geschlechterbilder als Blockaden von Geschlechterpolitik“, *Zukunftsforum Politik*, (47), Skt Augustin, Nov. 2002. Les auteurs y soulignent la prégnance des stéréotypes féminins sur les hommes. Ces stéréotypes vont à l'encontre d'un homme qui s'occuperait de ses enfants.

⁹¹ En cela, la CDU est très proche d'une conception sociale-démocrate „Was Familien heute von der Politik erwarten, ist eine gute Infrastruktur, um Familie und Beruf vereinbaren zu können“ [Les familles attendent de la politique aujourd'hui qu'elle mette en place de bonnes infrastructures qui permettent de concilier famille et métier], R. Schmitt, 2.02.2005, *Familiengeld der Union ist ein fehlgeleitetes Rauskauf-Modell*, www.spd.de

Cette hypothèse se confirme si on se réfère au texte de Leipzig (2003). Les familles contribuent à la solidarité générationnelle, désormais dénommée contrat générationnel (le terme apparaît en 2003). La rhétorique n'est donc plus morale. Elle se fonde sur la justice sociale. L'idée d'un « devoir de la justice sociale » (« *Gebot der Sozialgerechtigkeit* »), exprimée dans le programme fondamental de 1994, réapparaît même si l'expression n'est plus employée. On parle désormais de contrat générationnel. « Celui qui éduque un enfant, apporte sa contribution au bien être général et tout particulièrement au contrat générationnel »⁹²

En deuxième lieu, dans le texte de Düsseldorf, la politique familiale, orientée vers la conciliation de la famille et du travail, est une politique de croissance (et donc d'emploi). En favorisant la flexibilité du temps de travail et des formes d'emploi, elle ouvre des marges de manœuvre à l'entreprise. Par ailleurs, cette dernière, en mettant en place des structures d'accueil pour les enfants du personnel, améliore la productivité du travail en diminuant l'absentéisme et en favorisant une identification à l'entreprise. Les employeurs gagnent donc à une politique qui concilie famille et travail.

En dernier lieu, les besoins de prise en charge à domicile des enfants permettent de créer de nouveaux emplois. Pour cela, il faut réorganiser les statuts associés aux compétences éducatives et sociales nécessaires à ces métiers.

De manière générale on peut dire que le thème de la conciliation entre vies professionnelles et familiales a gagné en importance depuis 1999 au point de devenir même l'unique sujet de la commission mise en place en janvier 2005. Par ailleurs, l'argumentation essentiellement éthique en faveur d'une politique pour la famille est devenue économique. Cette démoralisation du discours de l'Union doit-elle être interprétée comme une convergence au centre de la politique familiale et son rapprochement avec celle du SPD ?

4. Convergence ou divergence des programmes familiaux (2002-2004) ?

L'objet de ce chapitre n'est pas de présenter une analyse systématique de la politique familiale du SPD. Il s'agit d'en retracer les grandes lignes. Y a-t-il convergence des politiques familiales sociales-démocrates et démocrates-chrétiens? Trois thématiques, la femme, l'enfant et l'éducation seront étudiées pour répondre à cette question. Elles soulignent un processus d'exportation et d'importation sans conteste entre la CDU et le SPD. Processus qui ne permet cependant pas de conclure à la convergence des politiques conduites.

⁹² « *Wer Kinder erzieht, leistet aber einen Beitrag zum gesellschaftlichen Wohl und insbesondere zum Generationsvertrag* » (Leipzig 2003: 37).

Ainsi l'hypothèse que nous avançons pour expliquer les évolutions programmatiques n'est pas celle de la convergence mais celle de la position relative de chacun des partis dans le champ politique. Reprenant l'hypothèse bourdieusienne, nous considérons que les prises de position des partis politiques ne se comprennent que relativement à leur position dans le champ politique, soit relationnellement aux autres forces politiques. Selon nous, les évolutions thématiques de la CDU ne doivent pas être analysés en termes de convergences, mais en relation avec les développements thématiques sociaux-démocrates. Dans cette optique, cinq formes d'interpénétration des offres politiques peuvent être distinguées : l'accentuation de certains thèmes, l'inversement des rôles, l'importation de thèmes, l'exportation de thèmes, et l'occultation d'anciens sujets.

4.1 Dynamiques d'accentuation et d'inversement.

Les logiques d'inversement des rôles de même que les phénomènes d'accentuation de certains thèmes ont déjà été présentés : le SPD privilégiant de plus en plus les instruments financiers, la CDU ceux structurels. A ses débuts, la politique familiale de la CDU se basait essentiellement sur des avantages financiers accordés aux familles. Les problèmes de structures (crèches, écoles) apparaissaient en complément de la politique financière. D'une politique essentiellement financière elle s'oriente désormais vers une politique structurelle favorisant la conciliation famille/travail. Quant au SPD, autant il mettait l'accent dans sa campagne électorale de 1998 sur les problématiques de conciliation famille-travail par des politiques de structures, autant il semble s'orienter de plus en plus vers une politique financière⁹³. L'accent financier est sans nul doute l'effet de l'exercice des responsabilités gouvernementales qui donnent accès à l'argent public. Mais, aucune dynamique de convergence n'est observable. Au contraire, alors que le SPD se lance dans une politique financière, la CDU accentue les problématiques inverses qui sont celles des structures : la logique est donc celle de l'inversement.

Ces dynamiques d'inversement correspondent à une reformulation des objectifs de la politique familiale sans qu'il n'y ait besoin de parler de convergence⁹⁴ ; d'autant que la définition de la famille et par voie de conséquence, les objectifs de la politique familiale ne sont pas les mêmes. Ainsi, si le thème de la conciliation entre vies

⁹³ Cependant, les rhétoriques de la meilleure répartition des tâches entre l'homme et la femme et de l'égalité des chances devant le travail demeure au cœur de la rhétorique sociale-démocrate . R. Schmidt: „*Wirkliche Entscheidungsfreiheit bei der Familienplanung entsteht erst dann, wenn der Staat die Rahmenbedingungen für eine vernünftige Kinderbetreuung schafft*“ [La liberté réelle de décider de fonder une famille ne peut naître qu'à partir du moment où l'Etat crée les conditions d'une prise en charge conséquente des enfants], in: *Familiengeld der Union*, 2.2.2005, www.spd.de

⁹⁴ Le terme de « convergence » pose un problème méthodologique parce qu'il englobe sous un même terme des phénomènes en réalité divers : il ne prend pas en compte la nature des évolutions programmatiques (importation, exportation) ni tous les mécanismes d'adaptation programmatique. [Cf. Synthèse]

professionnelles et familiales est toujours plus mis en valeur dans l'Union ; s'accordant en cela à l'esprit de Erfurt et à la volonté modernisatrice du parti, il n'est pas associé à l'idée d'une émancipation par rapport au rôle de mère. En cela, l'opposition reste forte entre le SPD et la CDU quant à la définition de la famille.

Certes, la CDU s'attache à ancrer sa politique familiale dans l'air du temps. Le premier chapitre du texte « *Lust auf Familie* » adopté en 1999, s'ouvre sur la constatation des changements qui affectent les conditions de vie⁹⁵. L'union y souligne la multiplication des formes de vie, l'individualisation des rapports sociaux et le développement d'une conception hédoniste du monde. Prenant acte de ces transformations, elle reconnaît le droit de chacun de décider de sa vie. Mais dès lors que la famille ne devient qu'une des formes possibles de vie et qu'elle rentre en concurrence avec d'autres projets, le politique se doit de rappeler l'importance du rôle essentiel de la famille. Mais, tandis que la CDU valorise le travail familial, Renate Schmitt souligne l'importance de la prise en charge externe pour favoriser le travail féminin. Par conséquent, les processus de modernisation ne causent pas nécessairement un rapprochement des programmes politiques : d'une part, l'appropriation d'un thème par l'un peut entraîner l'accentuation du thème inverse par l'autre, d'autre part, une modification des instruments de politique familiale utilisés ne signifie pas nécessairement un changement équivalent dans les objectifs dévolus à cette politique.

4.2 Dynamiques d'importation.

En ce qui concerne les logiques d'importation et d'exportation elles touchent des thèmes particuliers. Pour la CDU, il s'agit des sujets sur le rôle de la femme, la place de l'enfant et le contenu éducatif. Pour le SPD, les problématiques se rapportent à la famille et aux valeurs fondamentales d'une société.

Tout d'abord, la politique familiale du SPD se caractérise par une ouverture au thème de l'éducation et un lien très étroit entre ce dernier et les objectifs de la politique familiale d'une part, et par une politique essentiellement orientée vers les besoins féminins, soit par une association forte entre politique familiale et politique de la femme, d'autre part⁹⁶.

⁹⁵ « I. Wandel der Lebenswirklichkeiten » in : *Lust auf Familie... op. Cit.* p.1-9

⁹⁶ Ces caractéristiques sont sans nul doute liées au fait que la problématique de la libération de la femme a été introduite par les mouvements de 68 et par les mouvements écologistes qui s'organisent autour de la thématique de la révolution participative. L'idéal est à une société émancipée. Il faudrait travailler sur la politique familiale du SPD comme manifestation de l'intrusion des Verts en tant qu'acteurs politiques (et qui donc ont des effets sur les problématiques abordées). On compte certains travaux réalisés sur le FN et l'intrusion de la problématique de l'immigration dans la compétition politique, cf. A.Piffaretti, *Essai d'application du concept de champ politique chez Pierre Bourdieu au champ politique français 1983-85*, mémoire de DEA, IEP, Paris, 1986, 136 f.

Contrairement à la CDU, le SPD était déjà ouvert à la réflexion pédagogique en 1998. Tout comme la CDU, le SPD reconnaît le rôle essentiel des parents dans l'éducation des enfants : - « Les parents sont l'instance première et durable d'éducation »⁹⁷. Faut-il conclure à une similitude du rôle dévolu à la famille ? En réalité, la prise en compte de structures éducatives concurrentes éclaire différemment les fonctions de la famille⁹⁸. Ainsi, R. Schmitt et D. Ahnen, entres autres, appellent à reconnaître le rôle essentiel des instances éducatives spécialisées et à quitter le mythe de parents (et surtout de mères) qui sauraient mieux éduquer leurs enfants que quiconque. L'idée d'une prise en charge par d'autres institutions n'est plus la faillite du rôle maternelle⁹⁹. Tout se passe comme si les sociaux-démocrates étaient « contaminés » par la conviction que l'éducation est la panacée aux changements qui affectent la société et les systèmes économiques et politiques¹⁰⁰. La CDU n'a pas été (encore ?) touchée par la croyance au rôle tout puissant de l'éducation et de la formation¹⁰¹. La CDU propose un suivi systématique de toutes familles en difficultés. Elle entend améliorer le système actuel en le débureaucratisant et en multipliant les niveaux de suivis (au moment de la naissance, au moment de l'entrée à l'école etc.)¹⁰². Si ce n'est plus à la mère seule qu'incombe l'éducation des enfants, restent que les parents sont les éducateurs « naturels ». Les institutions pédagogiques sont là pour relayer aux insuffisances de la famille si elle ne peut assumer son rôle éducatif (problèmes relationnels, divorce, chômage, violence etc.). Le partage de la

⁹⁷ « Die Eltern sind die erste und dauerhafteste Bildungsinstanz » p. 13, A 277: *Deutschland 2010 – Zukunft für Kinder und Zukunft mit mehr Kindern*, Beschlussübersicht Nr. 26, SPD-Parteitag Bochum 17. 19 Nov. 2003, Bochum: 19.11.2003.

⁹⁸ Cf. notamment, la conférence « *Kinder und Familien stärken* », organisée par la Willy-Brandt- Haus, à Berlin le 10 déc. 2003. Après les exposés de O. Scholz, à l'époque secrétaire général du SPD, D. Ahnen, R. Schmidt et la ministre suédoise de la famille, les participants se sont réunis autour de trois groupes de travail : la question de la prise en charge des plus petits, l'éducation en maternelle et la prise en charge dans les crèches, le débat sur une école toute la journée (*Ganztagschule*).

⁹⁹ Selon ces deux responsables politiques, les évolutions en matière de pédagogie sont telles que l'on peut parler de changement paradigmatique. D. Ahnen considère que l'éducation est la nouvelle question sociale pour le XXI^e siècle et l'intègre dans la politique familiale. De même R. Schmidt souligne que la politique familiale ne doit pas être financière mais structurelle : il s'agit de construire un système de prise en charge et d'éducation de l'enfant en dehors de la famille. Ceci constitue le nouveau paradigme familial. Cf. Conf. « *Kinder und Familien stärken* », Berlin, 10/12/2003.

¹⁰⁰ La transformation du champ éducatif est lié à l'émergence de nouveaux travailleurs, pédagogues (« *Pädagogen* »), Educateurs (« *Erzieher* »), tous les travailleurs sociaux (« *Sozialarbeiter* ») qui revendiquent une compétence spécifique. La reconnaissance de l'éducation comme profession relève d'une stratégie de monopolisation d'un bien spécifique, l'éducation, et de la reconnaissance de nouveaux acteurs. Cette reconnaissance a été rendue possible par le gouffre sémantique ouvert par les crises économiques et la fin du monde soviétique : à la lutte des classes se substitue le mythe de l'homme libéré par l'éducation. Mythe qui n'est pas sans rappeler la vocation scolaire de la III^e République. Anke Brunn a pu ainsi appeler à une nouvelle politique où les politiques de la famille et de l'éducation fonctionneraient ensemble : cf. « Brunn : Bildungs- und Familienpolitik gehören zusammen », 2.2.2005, www.spd.de

¹⁰¹ Il faut noter cependant une forte pression à l'intégration de cette problématique depuis 1999. L'éducation reste néanmoins un thème à part, qui s'intègre à la politique familiale mais qui ne lui ôte en aucun cas son autonomie. Ainsi au *Bundesparteitag* de Düsseldorf, si l'éducation est au cœur du texte final, les questions familiales sont mises à part, comme « autres décisions » (« *Sonderbeschlüsse* »). On pourrait interpréter ce découpage, comme l'adaptation conjoncturelle aux thèmes qui font l'actualité (et la modernité), et le maintien, en ligne de fond quasi invisible, des lignes politiques classiques, dont la famille notamment.

¹⁰² Cf. Supra. *Lust auf Familie*: p. 23 et „Stärkung der Erziehungskompetenz der Eltern“: p. 6-10 in *Papier zur Familienpolitik, Familien sind das Fundament unserer Gesellschaft*, Août 2004, réactualisation.

responsabilité maternelle entre le père et la mère n'enlève en rien à la légitimité première de la famille comme lieu d'éducation des enfants. « l'éducation des enfants est et reste en premier lieu de la responsabilité des parents [] »¹⁰³.

En considérant que l'éducation est une compétence naturelle du domaine parental et non pas un savoir-faire à apprendre, la CDU reste hermétique aux changements qui affectent le champ allemand de l'éducation. Düsseldorf ouvre une porte à cette thématique – porte simplement entrebâillée puisque le thème n'est abordé qu'en annexe. L'intégration de cette problématique se fait cependant selon une grille bien précise : elle correspond aux souhaits parentaux d'une éducation valable pour leurs enfants : les parents restent seuls juges, ni l'institution pédagogique ni même étatique n'ont compétence en la matière.

Le deuxième point caractéristique de la politique sociale-démocrate est son ancrage dans une politique en faveur de l'enfant. Les besoins de ce dernier, son équilibre deviennent les repères de l'action politique. La justification de la politique familiale du SPD se fonde sur l'épanouissement personnel¹⁰⁴. Si la famille a un avenir ce n'est que dans la mesure où elle permet l'épanouissement personnel de l'enfant. Alors que la perpétuation de la communauté politique est au centre de la vision démocrate-chrétienne de la famille, l'enfant occupe cette place pour ce qui est du SPD. L'action politique y est justifiée par un pari anthropologique sur les besoins de l'enfant. La vision n'est pas répressive : si la famille a à transmettre des valeurs et des normes c'est parce que l'enfant en a besoin. De même, l'apprentissage du contact aux autres se fera par l'amour et l'attention donnés à l'enfant¹⁰⁵. La famille n'est plus un « carcan » mais doit donner la possibilité à l'enfant de s'épanouir, sans violence et à son rythme. Dans une certaine mesure, la vision du monde qui sous-tend la politique sociale-démocrate est fondée sur un idéalisme de l'enfant et des relations sociales. Au

¹⁰³ « Die Erziehung von Kindern ist und bleibt vorrangig in der Verantwortung der Eltern », *Lust auf Familie, Lust auf Verantwortung. Beschluss des Bundesausschusses der CDU Deutschlands*, Berlin, 13/12/1999, p. 12.

¹⁰⁴ Il faut souligner que ni le SPD, ni la CDU ne sont monolithiques. L'utilisation de la famille dans la compétition politique semble plus admise au sein de la CDU à cause de son ancrage dans la tradition chrétienne. Au SPD, la famille est un thème nouveau dont l'incorporation a pu être l'occasion de luttes internes. L'importance accordée à la famille que l'on trouve dans certains textes du SPD ne pourrait être que le reflet de la stratégie des acteurs (et notamment des femmes) de mettre en avant une politique qui les avantage et qui a dû faire sa place au sein des instances dirigeantes. S'ouvrent ici des perspectives de recherche sur l'introduction de la problématique familiale au SPD.

¹⁰⁵ « Kinder brauchen zumindest eine Person, die sie um ihrer Selbst-Willen liebt, denn Selbstachtung ist die Voraussetzung für die Achtung anderer Menschen. Kinder brauchen eine klare soziale, räumliche und zeitliche Verlässlichkeit. Und Kinder brauchen ein gewisses Grundmaß an Ordnung und Regeln. Darüber hinaus brauchen Kinder auch andere Kinder, brauchen sie die Einbettung zu anderen Menschen », [„Les enfants ont besoin d'au moins une personne, qui les aime en tant qu'être de volonté. En effet, l'attention de soi est une condition de l'attention à l'autre. Les enfants ont besoin d'une sûreté sociale, spatiale et temporelle nette. Et les enfants ont besoin d'une certaine dose d'ordre et de règles. De là, les enfants ont besoin des autres enfants, ils ont besoin d'être intégrés aux autres personnes], *A 277: Deutschland 2010 – Zukunft für Kinder und Zukunft mit mehr Kindern*, SPD-Parteitag Bochum, 17-19 nov. 2003, Beschlussübersicht n° 20: p. 10

contraire, la vision démocrate-chrétienne est marquée par une méfiance vis-à-vis de l'homme que l'on doit encadrer¹⁰⁶.

A la lecture du texte annexé à Düsseldorf, il semblerait que la CDU se soit laissée toucher par cette problématique puisqu'elle parle de « bien être de l'enfant » (*Kinderwohl*). C'est la première fois que le terme apparaît. Il serait faux de croire que l'Union n'a jamais thématiqué les besoins de l'enfance. En 1994, dans son programme fondamental, elle y avait consacré un (petit) chapitre. Mais cette argumentation avait été écartée dans les textes ultérieurs (et notamment celui de 1999) pour ne resurgir qu'en 2004. La sensibilisation au thème de l'enfant (autre que sur le simple mode des droits de l'enfants) qui a des besoins spécifiques ouvre-t-elle la voie à une rhétorique moins attachée aux devoirs qu'à la satisfaction des besoins ? Là encore, le thème est adapté à la réalité sémantique démocrate-chrétienne : si besoins il y a, ils créent de nouvelles obligations aux parents. Le principe de l'action reste le devoir et/ou la responsabilité.

Enfin, la politique de la femme au SPD prend une place bien particulière. Promouvant l'égalité hommes/femmes, le SPD lutte contre toutes formes de discriminations – lutte qui le conduit à stigmatiser certains groupes. Le débat parlementaire sur la loi anti-discrimination proposée par le SPD souligne les divergences de vues avec les démocrates-chrétiens¹⁰⁷. Ces derniers dénoncent la politique sociale-démocrate : non seulement elle multiplie les lois et les règles, ce qui ne fait qu'aggraver la lourdeur bureaucratique de l'Etat et de la justice, mais en plus, elle fait de la protection de la famille une protection de ses membres, alors que la famille est avant tout le socle de la société : «on cherche en vain la protection des familles du côté des groupes protégés [par les lois anti-discrimination] alors qu'ils forment la base de notre société»¹⁰⁸. La CDU ne nie pas la nécessité d'une amélioration des relations d'égalité entre l'homme et la femme, mais elle refuse la méthode sociale-démocrate qui ne fait que rajouter à la complexité législative. Il est possible de voir dans la réponse démocrate-chrétienne au projet de loi une méfiance par rapport à la différenciation en groupe sociaux, sexuels ou démographiques. La politique de la femme de l'Union (c'est-à-dire qui vise à l'égalité homme-femme) est essentiellement fondée sur le partenariat. Il ne s'agit pas de lutter contre les

¹⁰⁶ Cette opposition ne correspond pas exactement à celle entre l'UDF et la CDU. Certes, le centre français a une conception optimiste de l'homme, mais il s'agit d'un balancement entre faillibilité et perfectibilité humaine qui se fait en faveur de la seconde en France et de la première en Allemagne. L'opposition CDU/SPD a trait à une opposition anthropologique sur l'homme : pour l'une l'homme est naturellement sociable, pour l'autre il est rebelle.

¹⁰⁷ Débats parlementaires après la première lecture au Bundestag du projet de loi anti-discrimination du gouvernement, 21. 01. 2005.

¹⁰⁸ „Den Schutz der Familien sucht man bei den geschützten Gruppen vergeblich, obwohl sie die Basis unserer Gesellschaft bilden „, Explication de Maria Eichhorn, Markus Grübel, Hanne-Lore Roedel, députés CDU.

discriminations mais, pour ainsi dire, en « partager » les effets. Il ne faut pourtant pas en conclure que la CDU n'aborderait pas la thématique de la femme et de son émancipation. L'Union prend en compte les désirs de la femme, notamment celui de travailler. Mais, ce désir est interprété comme le vœu d'une plus juste répartition des tâches éducatives entre les parents : d'un côté les hommes souhaitent travailler moins pour s'occuper plus de leurs enfants, de l'autre les femmes travailler plus et être libérées de la garde de l'enfant. La politique familiale et l'Etat n'ont donc pas d'autres buts que de mettre en place des mécanismes régulateurs et des structures de vie pour permettre le dialogue et le partenariat.

4.3 Dynamiques d'exportation.

Enfin les derniers types d'interpénétration relevés entre la CDU et le SPD concernent des processus d'exportation d'un thème vers le parti adverse (de la CDU vers le SPD). Ils touchent les thèmes de la famille comme cellule de base de la société et comme lieu de transmission de valeurs. Le SPD semble être de plus en plus étanche à ces problématiques. Tout se passe comme si la famille, en tant que telle, était revalorisée. Le SPD semble multiplier les analogies avec la CDU. Ainsi, dans son programme électoral pour les élections législatives de 2002, il met la famille au centre de ses préoccupations (« *Familien im Zentrum*¹⁰⁹ »). Dans le rapport sur l'avancement du débat programmatique, la famille est encore au « centre de la société » (« *Mitte der Gesellschaft* »). Enfin, lors des manifestations pour le 15 mai 2002, jour international de la famille, les familles sont « au cœur de la politique [du SPD] » (« *Familien ins Zentrum der Politik* »). Ainsi, une remise en cause fondamentale de la structure familiale n'est pas de mise¹¹⁰. Le SPD et la CDU se retrouvent donc dans l'objectif commun de défense de la famille. Mais l'analogie s'arrête là. Pour les sociaux-démocrates, elle est une forme de vie parmi d'autres, pour les chrétiens démocrates elle est *la* forme de vie à privilégier.

4.4 Dynamique d'occultation.

En dernier lieu certains thèmes semblent être écartés du discours principal. En réalité, ils parcourent les textes, mais de manière moins marquée. Ainsi, la dimension éthique du discours de l'Union est loin d'être tombée en désuétude. Si l'on regarde les thématiques que la commission à la famille doit examiner, on s'aperçoit qu'aux thèmes économiques viennent s'ajouter les thèmes éthiques classiques, c'est-à-dire la défense

¹⁰⁹ « Familien im Zentrum », Chap. 11 : p.46-48 in : *Erneuerung und Zusammenhalt, Regierungsprogramm 2002-2006*, SPD-Parteivorstand, Nr. 390 1405, 2002

¹¹⁰ Sauf dans une certaine mesure au SPD, dans des textes destinées aux femmes, pédagogues etc., c'est-à-dire aux intéressé(e)s.

de la famille comme cellule de base de la société, l'action en faveur d'une révolution des mentalités envers les hommes-pères et l'aide éducative aux familles en difficulté. On trouve aussi des thèmes de 1999 réactualisés: l'environnement favorable à la famille, l'amélioration des structures d'accueil à l'enfance, l'aide au retour à l'emploi des mères et des pères, l'aide aux personnes élevant seules leurs enfants et l'égalité financière entre les familles. A côté de ces sujets, de nouvelles problématiques apparaissent : celle du travail de la femme qualifiée, celle d'une politique nataliste et celle de ce que l'on pourrait appeler un « dessèchement de l'âme » (*Seelischer Verwahrlosung*).

4.5 Bilan.

Ainsi si le CDU élargit son discours à d'autres publics (les femmes) et à d'autres thèmes (Hartz IV, démographie), il serait exagéré de parler d'un glissement d'une rhétorique éthique vers une rhétorique utilitariste et économique. Il n'y a pas substitution de l'une à l'autre, mais superposition. En cohérence avec la stratégie engagée à Erfurt¹¹¹, la modernisation de la CDU se comprend comme ouverture à de nouveaux groupes cibles (à Erfurt, l'ouverture se faisait en direction des mères seules, en 2005 en direction des femmes qualifiées). Ces ouvertures sont toujours l'objet de controverses entre modernisateurs et conservateurs. Les premiers privilégient la thématique des « nouvelles questions sociales » pour légitimer l'ouverture à de nouveaux groupes de population. Les seconds se font les tenants de la pureté idéologique du parti et de son homogénéité. Les premiers voient dans l'élargissement des bases sociales du parti les conditions de sa survie, tandis que le second font de l'approfondissement de l'identité originelle du parti les conditions de ses succès électoraux¹¹².

Le tableau ci-après présente les différentes thématiques selon les cinq formes d'interactions précédemment citées.

¹¹¹ Pour être tout à fait exact il faudrait parler de la tentative de modernisation de Geissler. La situation actuelle a quelques similitudes avec l'époque des années 70.

¹¹² Cette opposition ne correspond pas à celle de H.Kitschelt entre une logique de compétition et une logique de représentation. Les deux groupes, modernisateurs et conservateurs, sont guidés par une représentation spécifique de ce qu'est le parti : ceux qui s'orientent vers une ouverture voient dans le parti un parti à vocation centriste, les seconds défendent l'idée d'un parti conservateur. L'erreur de Kitschelt est de ne pas considérer que les acteurs politiques ne sont pas nécessairement « cyniques » et que l'orientation vers les succès électoraux n'est pas antinomique d'une croyance en la fonction représentative du parti. Là est justement la stratégie centriste.

Tab. 17 **Les dynamiques d'interaction programmatique entre le SPD et la CDU**

<u>Inversement</u>	<u>Importation (SPD → CDU)</u>	<u>Exportation (CDU → SPD)</u>	<u>Accentuation*</u>	<u>Mise en attente</u>
Instruments financiers/ instruments structurels	Education Femme Enfant	Défense de la cellule familiale La famille comme transmission de valeurs	Croissance Emploi Liberté de choix	Mentalités Mariage Partenariat

Lecture : Le tableau se lit selon l'exemple suivant : « les dynamiques d'inversement touchent les thèmes ayant trait aux instruments financiers et structurels (de la politique familiale).

La seule convergence notable entre le SPD et la CDU n'est pas tant au niveau des politiques suivies que des rhétoriques de légitimation : les deux partis font la part belle aux arguments économiques. Cette évolution est conforme au contexte général de primauté de l'économie sur le politique¹¹³. Mais si les arguments sont les mêmes (croissance, emploi, efficacité économique), ils ne s'appliquent pas au même objet : la famille centrale dans la conception politique de la CDU n'est qu'un thème de politique publique pour le SPD.

Il faut rajouter un dernier facteur : celui du contexte politique. Ce dernier permet ou non la réactualisation de certaines ressources thématiques. Les paquets de réformes de Harz I à IV, l'augmentation du chômage (la barre des 5 millions est franchie en janvier 2005) permettent à la CDU de présenter la famille à la fois sous l'angle économique et dans sa fonction de stabilisation face aux incertitudes du changement. Le discours gagne en densité : les dimensions économiques, éthiques et sécuritaires convergent pour donner à la famille sa centralité.

En définitive, par rapport à 1994, le discours de l'Union sur la famille s'est étoffé. Il a quitté le carcan étroit de la morale et du devoir pour s'enrichir d'arguments économiques, démographiques, sociaux et sécuritaires. D'une simple politique de valeurs au sein de l'ensemble des politiques publiques, la politique familiale se trouve à l'interface de toutes politiques (« *Querschnittpolitik* », le terme est de 2005). La décompartimentalisation de la famille ne doit pas être interprétée comme la fin de la politique familiale, fer de lance d'une vision chrétienne de la politique, mais bien plus comme une traduction en termes contemporains (c'est-à-dire économiques et dépolitisés¹¹⁴) d'une certaine morale politique. A partir de là, peut-on tracer une image du discours centriste ?

¹¹³ Cf. B.Jobert, *Le tournant néo-libéral en Europe : idées et recettes dans les pratiques gouvernementales*, Paris : L'Harmattan (Logiques politiques), 1994 : 328p.

¹¹⁴ Nous entendons le terme dépolitisation dans son acception idéologique : il s'agit d'une démoralisation de la sphère politique qui perd de son caractère de lutte polarisée.

5. Les catégories du discours centriste.

5.1 **Modernité et consensus.**

Le texte « *Lust auf Familie* » aborde quatre problématiques : la contradiction entre le désir des jeunes générations (famille, travail, épanouissement personnel) et les conditions de sa réalisation, le vieillissement de la population et le problème du financement des retraites, la montée des formes alternatives du vivre ensemble (divorce, famille monoparentale, parents-isolés, couples homosexuels) et la différenciation et la pluralisation croissante de la société.

Ces quatre problématiques peuvent être regroupées en trois catégories de sens selon leur mode d'appréhension du changement : les changements qui représentent une menace, ceux qui correspondent à de nouveaux besoins et ceux qui affectent les principes de l'action politique.

En miroir se dessinent trois formes de légitimation de l'action politique : la protection, la satisfaction des besoins et le devoir (d'action).

Les thèmes abordés dans la suite du texte articulent concrètement les trois formes de légitimation du discours (protection/épanouissement/devoir) : tout d'abord, l'enfant et le devoir parental d'éducation rappellent le principe de devoir, la conciliation travail et famille celui de la satisfaction de (nouveaux) besoins (contradictoires), celui des droits de l'enfant et de l'éducation renvoie au rôle protecteur de l'action politique.

Ainsi, le texte s'emboîte à trois niveaux : celui des thèmes (action), celui du principe de l'action politique (légitimité) et celui de la société (constat-changements). Ces trois dimensions sont récapitulées dans le tableau ci-après :

Tabl. 18 **Le fonctionnement du discours sur la famille de la CDU**

Changements sociétaux	Principes d'action	Thèmes
- Menace - Nouveaux besoins - Modification des valeurs	- Protéger les individus - Favoriser l'épanouissement individuel - Conserver l'état des valeurs.	- Protéger les familles et compenser le coût de l'enfant. - Concilier travail/famille - Bâtir un environnement favorable à l'enfant

Lecture : Le tableau se lit sur le modèle suivant : « les changements de société sont présentés comme étant soit une menace, soit comme l'irruption de nouveaux besoins, soit comme une modification des valeurs existantes. A chaque type de vision correspond un principe d'action (protéger, favoriser l'épanouissement personnels, conserver l'état des valeurs). Auxquels correspondent des thèmes de politiques familiale (protection des familles et financement du coût de l'enfant, etc.)

La combinaison de rhétoriques hédonistes (épanouissement personnel), éthiques (conservation des valeurs) et protectionnistes (protéger les individus des effets négatifs des changements sociétaux) complexifie l'analyse. Certains devoirs sont peu à peu assimilés à des besoins (on passe d'un devoir d'éducation des parents à

un besoin d'éducation de l'enfant, par exemple)¹¹⁵. Mais, il serait faux de conclure à la substitution de l'une par l'autre (notamment de la rhétorique hédoniste à la rhétorique éthique). Elle participe toutes trois à la constitution d'une conception non conflictuelle du politique fondée sur la régulation. En effet, d'autres exigences éthiques sont réaffirmées (responsabilité et solidarité).

Par conséquent, 2003 puis 2004 ne marquent pas une rupture dans les fonctions dévolues à la famille : elle reste l'institution de transmission des valeurs, socle de la société et condition de la continuité de la communauté politique¹¹⁶. Les valeurs – responsabilité et solidarité – encadrent toujours l'action politique. S'il y a de nouveaux besoins, ils ne sont un danger pour la communauté politique qu'à partir du moment où ils remettent en cause les valeurs qui la porte. C'est la quadrature du cercle : la modernité est définie par les valeurs mêmes qu'elle permet de sauvegarder. Il n'y a donc pas contradiction entre valeurs et modernité : ce sont les premières qui disent ce qu'est la [vraie] modernité.

En 2004 (Düsseldorf), le changement semble être radical : des arguments économiques apparaissent (vieillesse de la population), ajoutant une quatrième rhétorique aux trois précédemment citées. La rhétorique n'est plus éthique, elle est utilitaire. Mais, la rhétorique d'efficacité échappe-t-elle à la moralisation du discours ?

5.2 Morale et politique : le retour de la morale privée au politique ?

Nous définissons la dimension morale d'un discours par le référent auquel il renvoie. Un discours moral cherche à définir le champ des « *politics* » et de la compétition politique en se référant à un critère de bien et de mal (ou de vrai et de faux). Le discours moral est tautologique : ce qui est légitime est ce qui est bon, ce qui est bon se réfère à l'idée de bien et l'idée de bien est légitime. Moral s'oppose par sa définition exclusive du bon à la relativité d'un discours pragmatique qui refuse la fixité d'un référent. Comme nous l'avons souligné, le discours de l'Union est de plus en plus marqué par la rhétorique économique (ou utilitaire), dans quel mesure la politique familiale de l'Union reste-t-elle empreinte d'une conception morale du politique et de la famille ?

Les critères d'évaluation de l'efficacité économique sont fondés sur le principe de responsabilité. L'Etat encadre les possibilités de choix en favorisant celles qui servent à l'instauration d'un « ordre social » et définit par là un univers des possibles.

¹¹⁵ Ce glissement permet à l'Union d'atténuer son image de conservatisme moral. Il faut y voir une stratégie de défense par rapport aux attaques sociales – démocrates et à la candidature Stoiber qui marque le profil conservateur de l'Union.

¹¹⁶ Ces arguments économiques ne viennent pas d'une transformation interne de la vision de la famille, mais d'une logique de compétition où les arguments économiques ont plus de poids que les rhétoriques éthiques.

La prise en compte par les individus de cet horizon commun relève de l'autolimitation de leur propre liberté, c'est-à-dire de leur propre responsabilité vis-à-vis de la (survie de la) communauté.

La liberté n'est donc pas la liberté du libre-arbitre, mais la liberté consciente de ses responsabilités. Cette articulation entre liberté et responsabilité est une constante des partis démocrates-chrétiens¹¹⁷. Cependant, elle se fait, dans la CDU, d'une manière spécifique: elle ne se fonde pas sur l'affirmation d'une nature humaine (l'« homme raisonnable »), mais sur la confiance dans les structures institutionnelles et l'organisation efficace du système politique : « nous voulons organiser les cadres organisationnels de telle manière que chacun puisse y développer la totalité de ses possibilités d'efficacité »¹¹⁸. Le dialogue entre partenaire sociaux est le mécanisme régulateur qui permet au pouvoir politique de traduire (ou de faire croire à la traduction) du consensus social en terme de politiques publiques. Le politique ne fait donc rien d'autre que de concrétiser ce qui existait déjà. La responsabilité s'ancre dans le sacrosaint principe du dialogue. Le politique n'a aucune légitimité à imposer une limitation de la liberté des uns et des autres, par contre il a pour fonction de mettre en place les mécanismes pour que ces limitations de politiques deviennent auto-limitations (ou « sens des limites »¹¹⁹. L'Etat en tant que tel ne représente pas d'intérêts particuliers, il ne poursuit pas de buts propres. Sa raison d'être est d'agrèger au dernier niveau les intérêts sociaux qui remontent à lui¹²⁰. Le dialogue se rattache à une tradition politique qui privilégie les relations médiatisés des intérêts. Il est éloquent que dans son texte sur la famille, les auteurs n'utilisent jamais le terme de *Staat* et lui préfère celui de « communauté étatique ».

La famille est l'une des institutions qui permet la transmission de cette conscience responsable. Dès lors, le politique se doit de défendre une institution morale (la famille) mais tout en restant neutre dans l'imposition de l'intérêt général. L'Union réussit à faire le grand écart entre consensus social et exigence de neutralité de la société pluraliste. La dépolitisation du politique est compensé par la remoralisation de la sphère privée. La justification de l'action étatique pour la famille (économique, éthique, protectrice) peut varier, l'objectif reste le même : sauvegarder

¹¹⁷ Que l'on retrouve en France et en Pologne

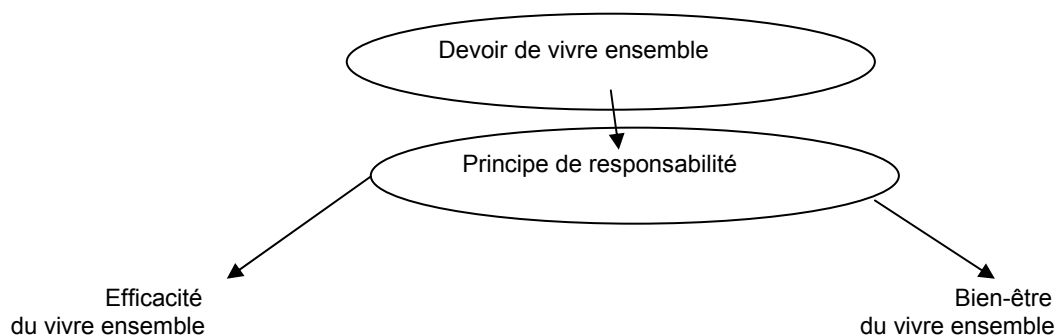
¹¹⁸ « *Wir wollen die Rahmenbedingungen so gestalten, dass der Einzelne seine ganz individuelle Leistungsfähigkeit voll entfalten kann* ». Entretien W. Hausmann, Berlin : avril 2002.

¹¹⁹ Il est intéressant de noter que la conception du politique comme instance de régulation n'est pas nouvelle pour la CDU. La rhétorique de la liberté constituait déjà une obligation de régulation pour l'Etat. Ce qui change avec la société pluraliste c'est que la rhétorique de l'autolimitation ne passe plus (ou prou) par une rhétorique du devoir et de l'éthique. Le pluralisme offre de nouvelles ressources, notamment économiques et hédonistes à partir desquelles la rhétorique éthique peut être reconvertie.

¹²⁰ Le SPD construit sa vision sociétale sur une opposition entre société civile et Etat. On peut l'interpréter soit comme une reformulation de l'opposition ouvriers/capitalistes, soit comme l'intrusion de la rhétorique des Verts au sein de la sociale-démocratie. Selon cette dernière hypothèse, la CDU aurait été imperméable à la rhétorique de la société civile. Le mythe de l'auto-organisation des masses est tout simplement en contradiction avec la conception organiciste de la société.

cette forme de vie qu'est la famille, face à la concurrence accrue avec d'autres manière de vivre. Par conséquent, la dimension éthique peut être relativement absente de la vision politique démocrate-chrétienne. La subtilité du discours démocrate-chrétien est de faire d'une vision morale de la famille la base d'une conception non morale du politique. Ainsi parler d'efficacité (ou de bien être) ne renvoie pas à autre chose qu'au devoir : le principe de responsabilité ordonne chaque rhétorique sous un principe éthique [cf. schéma].

S.3 Le principe de responsabilité dans la vision démocrate-chrétienne allemande



Lecture : L'efficacité et le bien être du vivre ensemble (arguments économiques) sont limités par le principe de responsabilité qui résulte lui-même du devoir de vivre ensemble.

Ainsi la rhétorique « hédoniste » n'est tolérée qu'à partir du moment où elle respecte un certain nombre d'a priori, d'axiomes non discutés (et non discutables) : le consensus et l'unité de valeurs de la communauté doit être sauvegardé.

5.3 Consensus et *Mitte*.

Le SPD ne reste pas hermétique à la problématique de responsabilité et de responsabilisation. Elle semble pourtant a priori étrangère à la tradition sociale-démocrate fondée sur la solidarité de classes. Elle résulte sans nul doute de l'importation d'un thème démocrate-chrétien. Cependant la « greffe » semble avoir fonctionné : le principe de responsabilité est réinterprété à la lumière de la solidarité de classe, comme un impératif d'intégrer ceux qui ne peuvent être « classés » : les « ni-ni ». La responsabilité renvoie au dépassement de l'hétérogénéité visible pour retrouver l'unité cachée d'un groupe. Le duo solidarité-unité fonde le consensus : le consensus c'est l'unité.

En effet, le consensus a une dimension représentative (il s'agit d'intégrer les nouvelles générations, les nouveaux groupes sociaux) – ce qui le rapproche de la CDU. Mais cette stratégie intégrative fonde une politique de modernisation, comprise comme intégration de nouvelles populations dans la poursuite des mêmes objectifs. Tandis que la modernisation se comprend pour la CDU comme évolution vers une plus grande intégration des masses. La stratégie démocrate-chrétienne est évolutive, celle

du SPD adaptative. L'idée de civilisation guide les premiers, celle de libération les seconds. Proche d'une conception pluraliste de la régulation des intérêts particuliers, la CDU définit le consensus dans sa dimension quantitative : il y a consensus quand le plus grand nombre de personnes, les plus représentatives possibles de la population, est d'accord sur les mêmes choses. Le consensus c'est la majorité (qui peut-être parfois silencieuse). Dès lors, le politique a pour fonction de favoriser une majorité qui serait la plus proche de l'unanimité. Le système est orienté vers l'agrégation¹²¹. Dans cette constellation sémantique, la modération n'apparaît pas en tant que telle. Elle ne renvoie pas à l'atténuation des extrêmes, contrairement au cas français par exemple. Tout se passe comme si elle n'avait pas sens puisque le consensus était déjà réalisé. Par contre, l'enjeu est de perpétuer ce consensus, d'où la responsabilité de tous à chacun pour que le contrat social ne s'effrite pas. Le consensus c'est la majorité. Cette majorité, contrairement à une vision volontariste du politique, n'est pas à créer : elle existe déjà. Dès lors il ne faut que l'entendre, apprendre à l'écouter¹²². Pour cela, le pouvoir politique se doit de mettre en place un ensemble de structures permettant le dialogue et l'expression de chacun. De la majorité à la « *Mitte* », le pas se fait imperceptiblement par un glissement sémantique de consensus à la majorité, de majorité à « *Mitte* ». Dans cette constellation sémantique la famille est l'articulation centrale entre société et politique, soit entre consensus et *Mitte*.

Ici se formule une hypothèse : en admettant que leurs valeurs de références diffèrent, la CDU et le SPD incarneraient deux traditions modernistes différentes. L'opposition *Mitte / neue Mitte* s'enracinerait dans un affrontement non pas entre conservateurs et modernisateurs mais entre deux conceptions de la modernité : l'une invoquant un consensus à venir, l'autre définissant la modernité comme l'adaptabilité du consensus social dans un contexte évolutif¹²³.

¹²¹ Ce qui lie dès lors cette pluralité agrégée ce sont les valeurs (cf *supra*).

¹²² Le terme français de « majorité silencieuse » convient tout à fait.

¹²³ Cf. aussi l'analyse des polémiques par voie de presse de janvier-février 2001 (chap. III). Ces débats ont eu lieu dans la presse après la parution du Texte de Münterferring, « Warum für die CDU in der Mitte kein Platz mehr ist », *Frankfurter Rundschau*, 5.02.2001, p. 6. Nous remercions la centrale du SPD de nous avoir transmis la revue de presse de l'équipe préparée pour l'équipe de campagne de la direction du SPD (*Planungstab*).

6. Bilan : « Mitte » et « neue Mitte ».

Si l'on synthétise les résultats de cette analyse, la famille apparaît dans le discours démocrate-chrétien comme l'élément central pour dépasser la contradiction de nos sociétés modernes : d'un côté, l'exigence de neutralité morale et la « liberté des modernes », de l'autre, le nécessaire vivre-ensemble et l'unité comme principe de légitimation du politique. Comment concilier ces deux exigences contradictoires ? Tout ce passe comme si la CDU répondait au défi de la modernité politique – celui d'une société pluraliste – en cherchant à imposer un cas particulier du pluralisme, celui où tous seraient d'accord a priori sur ce qu'est le bien commun, comme règle générale. L'unité de la communauté n'est plus construite par le politique – vision procédurale de la démocratie- mais donné. Ce donné est cependant menacé par la fragmentation des modes de vie qui va de pair avec la modernisation de nos sociétés. La sauvegarde du consensus est alors impartie à la seule institution qui subsiste (hormis l'Eglise) : la famille. Cette dernière se trouve investi du rôle de gardien du consensus social. Par là, le politique est dégagé de tout soupçon moraliste : il n'est qu'instrument au service du consensus social. En d'autres termes, la dépolitisation du politique est compensée par une remoralisation de la sphère privée. Cette double dynamique fait toute la subtilité du discours démocrate-chrétien qui réussit à faire le grand écart entre un discours moral et l'exigence de neutralité de la société pluraliste.

La famille assure la perpétuation du consensus social et la continuité entre les générations¹²⁴. En renvoyant du côté de la famille la dimension morale de sa vision politique, les démocrates-chrétiens dégagent un politique neutre conforme à une société pluraliste où le bien ne peut être que relatif et individuel¹²⁵.

L'articulation politique de la démocratie-chrétienne ne tient qu'à partir du moment où la famille reste considérée comme la forme de vie la meilleure. La *Mitte* se définit par ce pari quant à la nature familiale de la société, d'une part, et sur la nature même de la famille comme communauté, d'autre part.

En refusant de faire un tel pari anthropologique dans le domaine politique, dont elle a pourtant besoin pour définir son identité (chrétienne notamment), la CDU se donne les moyens de la lutte politique. En fondant un politique dépolitisé, neutre et arbitre, la CDU a intégré dès sa fondation le principe des modernes.

¹²⁴ Un nouveau terme apparaît dans les discours politiques : le « contrat générationnel », « *Generationsvertrag* ». Tout se passe comme si les groupes cibles pertinents à l'action politique étaient redéfinis en termes de générations (et non plus en termes de groupes sociaux). Cette hypothèse sera présentée explicitement au chapitre IV.

¹²⁵ En ce sens la CDU n'est pas anti-moderne. La volonté insufflée par K. Adenauer de fonder une politique hors de toutes influences socialisantes (cf. Congrès d'Ahlen) a donné naissance à une politique dépolitisée qui dégage le politique de tout conservatisme de valeurs. La tentation socialiste de faire du politique autre chose qu'une instance de régulation a été écartée.

Le consensus est donné. Par conséquent, la *Mitte* est avant tout non participative (puisque consensuelle, elle ne peut faire l'objet de débats)¹²⁶ ; d'où le danger que représente la *neue Mitte* en introduisant une dimension participative (liée à l'éducation notamment) au consensus¹²⁷ : le consensus n'est plus un donné, il s'agit de le construire ou plus exactement de faire prendre conscience d'une potentialité consensuelle incarnée par les nouvelles classes moyennes. La conception est assez proche de l'idée giscardienne du « groupe central ». Par conséquent, la *neue Mitte* introduit une confusion des sens : s'il y a un ancien et un nouveau centre, y aurait-il donc deux consensus sociaux ? Face à ce risque de confusion, la stratégie de l'Union ne peut être qu'au rétablissement de la croyance en une seule *Mitte*. Une telle stratégie conduit à dénoncer ses concurrents comme « non-légitimes ». Face à la confusion, il faut rétablir une polarisation¹²⁸. La famille peut dès lors devenir l'enjeu majeur de la lutte pour l'appropriation de l'étiquette centriste. A.Merkel déclarait dans un entretien accordé au *Süddeutsche Zeitung* en décembre 2004 que la CDU avait l'intention de faire de la politique familiale un thème central de la campagne pour l'élection législative de 2006 (désormais avancée en 2005)¹²⁹. C'est un pari risqué pour l'Union qui depuis les élections de 2002 a perdu ses électrices au profit du SPD. S'agit-il d'une tentative de renouer avec l'électorat féminin ? La tentative semble périlleuse : l'électorat féminin appartient aujourd'hui à la génération Brandt – contrairement aux générations précédentes liées à K. Adenauer. Il semble probable que cet électorat soit durablement ancré à gauche – soit au SPD, soit chez les Verts. La CDU peut cependant espérer mobiliser un autre électorat (notamment les classes moyennes traditionnelles et les conservateurs masculins) autour de valeurs familiales communes. Elle semble parier sur un besoin de repères forts après la vague sociale-démocrate de réformes. Les années d'opposition favorisent un recentrage conservateur. En jouant la polarisation sur le terme du conservatisme modernisateur la CDU garde la possibilité de se positionner au centre. Si elle choisissait la stratégie, proposée ironiquement par O. Lafontaine, de dépasser le SPD par sa gauche (par une politique économique sociale), elle risquerait de s'enfermer sur un axe gauche-droite et de se positionner aux

¹²⁶ L'idée qu'une majorité pourrait être silencieuse est à ce titre significatif.

¹²⁷ Il y a là des perspectives de recherche non explorées sur les dynamiques de diffusion de la révolution participative dans le système partisan.

¹²⁸ Au contraire, les centristes français se fondent sur une vision sociétale polarisée et fragmentée, où le consensus ne peut être construit que par synthèse et dépassement. Mais la synthèse est difficile et tourne le plus souvent à la confusion.

¹²⁹ « Es geht um die Vereinbarkeit von Familie und Beruf », SZ, 16.12.2004 :p.16. A la question du SZ: „la CDU veut faire de la famille un thème central de la campagne électorale. Pourquoi ? [Die CDU will die Familie zu einem zentralen Thema machen. Warum?“, A.Merkel répond: „Nous avons un problème démographique. [...] Cela ne peut quand même pas nous laisser tranquille. Il en va de la conciliation entre le travail et la famille mais pas seulement de la prise en charge des enfants ». [Wir haben ein demographisches Problem. [...] Das kann uns doch nicht ruhen lassen. Es geht um Vereinbarkeit von Beruf und Familie, aber nicht nur um Kinderbetreuung“].

extrêmes¹³⁰. Le conservatisme, comme sous les années Kohl, semble (paradoxalement ?) constituer le point d'ancrage du centre politique.

Tout se passe comme si la CDU s'orientait vers une dénonciation de l'usurpation de l'étiquette centriste par le SPD. Elle dénonce l'auto-définition du SPD comme l'héritier légitime du consensus social. Cette hypothèse sera analysée au chapitre IV. Si elle est confirmée l'opposition sur le « lieu » social du *Mitte* n'est dès lors que rhétorique politique, tentative pour l'une de créer une mobilisation en sa faveur et pour l'autre de délégitimer un adversaire.

¹³⁰ « *Mitte bedeutet, dass man den Menschen in Zeiten gravierender Veränderungen Orientierung und Vertrautheit vermittelt, nicht extremen Aufgeregtheiten nachgibt*“ [Le centre signifie, que, dans un monde en changements croissants, l'on transmet orientations et connaissances et que l'on ne cède pas à l'agitation extrémiste“] „Ich bin ja da“, Entretien avec W. Schäuble, *Die Woche*, (8), 16.02.2001, p. 9

§ 3 LA POLOGNE.

Aborder le positionnement de l'UW par les politiques familiales peut sembler au premier abord bien périlleux : y a-t-il seulement une politique familiale en Pologne ? Est-elle comparable avec les politiques familiales des autres pays européens ? Et enfin, les prises de positions sur la famille peuvent-elles constituer un angle de comparaison des positionnements centristes entre la France, l'Allemagne, d'un côté et la Pologne, de l'autre ?

La « *polityka rodzinna* » recouvre une réalité différente de la politique familiale française ou de la « *Familienpolitik* » allemande. En 1989, elle est quasi absente des thèmes politiques abordés alors même que de gros problèmes de logement et d'accueil des jeunes enfants persistaient¹³¹. Les premières années de la nouvelle République de Pologne furent avant tout marquées en la matière par la volonté de modifier les modes de construction de la politique familiale. Ces derniers reposent désormais sur le droit des parents d'élever et d'éduquer leurs enfants □ ce qui dans la pratique limite l'intervention de l'Etat pour la famille¹³². La politique familiale se réduit à des aides sociales en faveur des familles les plus défavorisées. Partie intégrante des politiques sociales, elle a subi les conséquences des coupes budgétaires des premières années de la nouvelle République. Les allocations familiales, soumises à condition de ressources, relèvent plus d'un filet de sécurité pour les plus pauvres que d'un réel instrument de politique familiale. En d'autres termes, la politique familiale ne semble pas avoir d'autres objectifs que ceux d'une politique sociale de protection des plus pauvres¹³³.

La chute de la natalité et du niveau de vie de certaines familles ont conduit les gouvernements à mettre en place des actions spécifiques en faveur des familles. Deux programmes furent ainsi adoptés : « le programme de la politique familiale » (*Program polityki rodzinnej*), adopté par le conseil des ministres le 6 juin 1997, et « le programme de la politique pro-familiale de l'Etat » (*Polityka prorodzinna Państwa*) du 3 novembre 1999).

Du fait de l'élaboration tardive d'un discours politique sur la famille, l'étude des positionnements centristes par les politiques familiales sera plus courte pour le cas polonais. Mais, elle porte un éclairage particulièrement intéressant sur l'articulation

¹³¹ M.Wator, « Les femmes et les enfants d'abord ? Les mésaventures de la politique familiale en Pologne : les crèches, laissées pour compte », *Communication pour l'atelier interdisciplinaire : « Trajectoires communes, trajectoires singulières dans l'Europe (post)-socialiste*, Berlin, juil.2004.

¹³² B.Balcerzak-Parodowska, *Rodzina i polityka rodzinna na przełomie wieków* [La famille et la politique familiale dans les années de transformation], Warszawa : Ipiss, 2004 : p.218

¹³³ La dernière réforme crée un système uniforme d'allocation familiale destiné aux familles dont le revenu par tête ne dépasse pas 504 Zloty (110 Euros). Le versement de la pension alimentaire est soumis au même critère de ressources. Son montant s'élève à 170 Zlotys (37 Euros) pour les personnes seules élevant des enfants.

d'une rhétorique émancipatrice et d'une vision élitaires du politique. Nous verrons comment celle-ci permet à la fois de distinguer l'UW des conservateurs et des ex-communistes. En outre, l'analyse du programme familial de l'UW nous permettra de définir plus précisément le discours centriste du parti et, très particulièrement, la dimension élitaires de la définition du centre que propose l'Union pour la Liberté.

1. L'UW et la famille : l'éducation avant tout.

1.1 Les premières années de l'UW : l'absence d'une politique familiale ?

Dans sa première déclaration programmatique de 1994, le nouveau parti n'évoque à aucun moment la question des familles. Le texte porte avant tout sur la transformation politique de la Pologne et sa bonne continuation. Les préoccupations vont à la construction de la démocratie, à l'établissement d'un Etat de droit stable et d'une économie de marché viable et à la création d'un parti du centre, alternative à une politique communiste¹³⁴.

Deux chapitres auraient été propices à l'évocation de la famille : le premier, consacré aux politiques sociales (chapitre VI) ou le second dénommé « regards vers le futur » [*Looking to the future*]. Mais les termes de *rodzina* ou de *polityka rodzinna* n'apparaissent pas. L'UW y décline l'importance d'un service de santé performant et le rôle majeur du système éducatif pour le développement du pays : « le plus urgent cependant, reste la réforme du système éducatif pour améliorer la manière dont il prépare les jeunes à l'emploi et à la vie professionnelle »¹³⁵. De même, au chapitre suivant, l'éducation est présentée comme élément déterminant pour le développement de la Nation. Elle prime sans conteste sur le thème de la famille et fait partie des priorités des politiques sociales.

En 1998, dans sa charte des valeurs, l'UW ne fait pas non plus référence à la famille. Après l'affirmation des valeurs de liberté et de responsabilité, le texte aborde le thème de l'égalité des chances au sein duquel l'éducation prend place : « la meilleure manière de [réaliser] l'égalité des chances, c'est l'éducation »¹³⁶ ; mais, là encore, aucune trace d'une politique de la famille.

¹³⁴ *Party Programm announced at the First National Congress of the Union of Freedom*, Warszawa, 1994. Cf. Titre I.

¹³⁵ « *The most urgent however, is to reform the education system, to improve the way it prepares young people for future employment and professional life* ». *Ibid.*

¹³⁶ « *Najlepszym sposobem wyrównywania szans jest edukacja* », *Unijny Kodeks Wartości*, Warszawa, 1998.

1.2 Protection sociale plutôt que politique familiale.

La législature de gauche (SLD/PSL) de 1993 à 1997 donna une certaine cohérence à la politique familiale. Le ministère plénipotentiaire de la famille et des femmes – créé en 1991 – bénéficia de la relative stabilité politique qui régna de 1995 à 1997. En 1994, le gouvernement commande un rapport sur la situation des familles polonaises [*Raport o sytuacji polskich rodzin*] qui sera terminé en 1995. Il donne lieu à un débat au Parlement. Il débouche sur une mission gouvernementale qui a pour but de préparer un programme global en faveur de la famille. Le 10 juin 1997, celui-ci est voté en conseil des ministres et envoyé à la Sejm [*Program polityki rodzinnej*]. C'est le premier programme complexe destiné aux familles. Les élections parlementaires de septembre 1997 ne permettront pas de mener à terme les discussions parlementaires de la deuxième législature. Mais le thème est lancé.

En avril 2000, l'UW lance une conférence programmatique pour la rédaction d'un nouveau programme. Elle y décline notamment le thème non pas de la famille mais de la femme¹³⁷. Arguant de son attachement à l'égalité des chances, l'UW se fait l'avocat de l'égalité entre les hommes et les femmes au sein de ce qu'elle dénomme un « partenariat social » : « Le but de notre politique est par conséquent la réalisation de l'égalité de droit entre les femmes et les hommes dans un partenariat social »¹³⁸. Elle propose un changement de ses statuts pour y inscrire l'obligation d'une représentation féminine dans ses listes électorales d'au moins un tiers. Par ailleurs, le groupe parlementaire de l'UW s'engage à travailler à un projet de loi instaurant une commission parlementaire chargée de vérifier la conformité des lois polonaises au principe de non discrimination sexuelle [*Komicja Równego Statusu Kobiet et Mężczyzn*]. Enfin, le parti veut réformer le droit du travail pour faciliter les aménagements du temps de travail en fonction de la charge familiale.

A côté de ce thème très spécifique, l'UW développe aussi celui des jeunes. Ce dernier n'est pas à proprement nouveau, mais il s'autonomise par rapport à la politique sociale à laquelle il était associé (1994 et 1998). Les jeunes doivent avoir la possibilité de développer leurs talents quelques soient leurs origines. Ainsi, l'éducation occupe toujours une place centrale puisque c'est elle qui permet aux jeunes d'obtenir un travail et de s'adapter au monde moderne. Enfin, c'est encore l'éducation qui permet de fonder une société citoyenne en transmettant les valeurs de liberté et de tolérance et

¹³⁷ Le soutien des associations féminines notamment des femmes démocrates (*Unia Demokratyczna Kobiet*) à la SLD qui remporte les élections de 1993 donne évidemment poids à cette thématique.

¹³⁸ « *Celem naszej polityki jest zatem urzeczywistnienie równouprawnienia kobiety i mężczyzny w społeczeństwie partnerskim* » in: « Unia dla Kobiet [Union pour les femmes] », *Konferencja Programowa Unii Wolności [conférence programmatique de l'Union pour la liberté]*, Warszawa 8-9/04/2000. Ce partenariat au sein du couple n'est pas sans rappeler les propositions de la CDU allemande. Rappelons qu'en 2000, les deux partis collaborent (encore) et sont associés au sein du PPE.

en donnant les moyens d'actions politiques aux jeunes. Il est notable que l'UW attribue le rôle de socialisation au système éducatif plus qu'à la famille.

Cependant, entre les rhétoriques en faveur des femmes et du système éducatif, la famille est aussi évoquée. Même minime, cette évocation vaut d'être notée puisque jusque là le terme était absent du discours de l'UW. Dans son chapitre consacré à la politique sociale, l'UW rappelle que celle-ci doit se faire en faveur des plus démunis, parmi ceux-là on trouve les enfants de familles en difficultés (matérielles ou morales). La politique familiale reste, avant tout, une politique sociale.

Le programme adopté les 16 et 17 décembre 2000 au congrès de l'Union reprend les grandes lignes énoncées ci-dessus : éducation et égalité des chances pour les jeunes [*Edukacja – równe szanse dla każdego*], égalité des hommes et des femmes [*Kobietom – równy status i prawo wyboru*] et politique sociale en faveur des plus démunis [*Polityka społeczna – pomoc rzeczywiście potrzebującym*]. Ce n'est que dans cette dernière catégorie que la famille apparaît en tant que telle. Quelques modifications sont observables depuis la conférence d'avril 2000.

Elles touchent essentiellement le chapitre sur l'égalité des sexes. Y sont désormais intégrées des préoccupations sur le rôle du père et sur les stéréotypes dont sont victimes les femmes. Pour lutter contre ces représentations sociales qui cantonnent la femme à son rôle de mère, l'UW se prononce en faveur du libre choix et du modèle partenarial du couple. Il est remarquable que l'Union ne défende en aucun cas la fonction maternelle de la femme¹³⁹.

Certaines mesures pour la mise en place de ces deux objectifs sont « classiques » comme l'aménagement du temps de travail et l'allongement de la durée du congé maternité que l'on retrouve en France et en Allemagne. D'autres sont plus atypiques comme la sensibilisation des enfants à cette discrimination au travers des manuels scolaires. Enfin, l'UW reste attachée à une politique favorisant l'implication et la parité hommes – femmes dans la vie politique.

Ainsi, au seuil des élections parlementaires qui verront l'éclatement de la coalition AWS/UW (1997-2000) et l'éviction de l'Union de la scène parlementaire, le programme familial de l'UW est essentiellement un programme en faveur des femmes, peu marqué par la préoccupation nataliste et orienté avant tout vers des questions éducationnelles, paritaires et sociales d'aides aux plus démunis. Les années 2001 – 2005 seront celles du ralliement de l'UW au groupe des libéraux européens (PDE, 2003) et par sa désaffiliation au groupe des démocrates-chrétiens (PPE). Sa position sur la femme et la famille en est-elle affectée ?

¹³⁹ En France et en Allemagne, le thème du libre choix est associé à un attachement à la fonction maternelle de la femme.

1.3 2001 – 2005 : l'UW, libérale ou démocrate-chrétienne ?

Le programme électoral de l'UW pour les élections parlementaires de 2001 n'aborde pas directement le thème de la famille. Comme précisé précédemment, ce sont l'égalité hommes – femmes, le rôle majeur de l'éducation et l'aide aux plus démunis qui font office de politique familiale. La femme doit pouvoir s'épanouir librement. Pour cela, l'UW préconise le libre choix par la femme du rôle qu'elle désire jouer dans la société, l'élimination des barrières à l'embauche et aux carrières professionnelles des femmes, leur participation à la vie politique et la lutte contre les violences familiales. En outre, l'UW propose d'aménager le droit du travail pour y ménager un congé paternité lors de la grossesse ou de la naissance d'un enfant. L'introduction de la thématique du père, qui date de décembre 2000, donne à l'UW un visage spécifique eu égard, notamment, au discours de la droite catholique (cf. *infra*). Le discours sur les femmes s'étoffe.

En 2002, les déclarations programmatiques de l'UW vont dans le même sens ; seule évolution : le chômage des jeunes est pointé avec insistance. En conséquence le discours éducationnel devient prédominant. A l'inverse, le thème de l'égalité des femmes n'apparaît plus ni dans les objectifs déclarés de l'Union – société citoyenne, lutte contre le chômage, accès libre à l'éducation, Etat fort, intégration à l'Union Européenne – ni dans la déclaration idéologique¹⁴⁰. Citoyenneté et éducation sont désormais les maîtres mots du discours de l'UW. Les femmes semblent avoir disparu des préoccupations de l'Union.

Le discours politique de l'UW glisse dès lors vers la jeune génération, moteur et espoir du pays. La campagne européenne est l'occasion de cibler ce public. La nouvelle génération incarne l'espoir d'une société citoyenne, réfléchie et compétente. Ces éléments soulignent la filiation démocrate-chrétienne de l'UW. Elle s'en revendique explicitement dans sa charte des valeurs : « en Pologne, elles [les valeurs fondamentales d'un pays] ont grandi à partir de la tradition chrétienne et humaniste, qui dessinent notre culture et notre conscience. [□]. Ces valeurs communes contribuent à ce que des gens avec des visions du monde différentes se réclament de ces valeurs comme valeurs universelles. L'Union pour la Liberté considère qu'en traitant ces valeurs de cette manière il est possible de rassembler dans l'action politique des gens avec des visions du monde différentes »¹⁴¹. Fidèle en cela à la tradition du catholicisme

¹⁴⁰ Cf. *Deklaracja Programowa VI Kongresu Unii Wolności* [Déclaration programmatique du VI^e congrès de l'Union pour la Liberté] ; *Deklaracja Ideowa VI Kongresu Unii Wolności* [Déclaration idéologique du VI^e congrès de l'Union pour la Liberté] et *Deklaracja Celów Unii Wolności* [Déclaration des buts de l'Union pour la Liberté], 16/02/2002.

¹⁴¹ « *W Polsce wyrosły one z chrześcijańskich i humanistycznych tradycji, który kształtowały naszą kulturę i świadomości. [...] Te wspólne wartości sprawiają, że ludzie różnych światopoglądów odwołują się do nich, jako wartości ogólnoludzkich. Unia Wolności z takiego traktowania tych wartości powstała, dzięki czemu może w działalności politycznej jednoczyć ludzi o różnych światopoglądach* » in: *Deklaracja Ideowa VI Kongresu Unii Wolności* [Déclaration idéologique du VI^e congrès de l'Union pour la Liberté], 16/02/2002.

tolérant, l'UW utilise les références chrétiennes non pas comme une référence à un ordre donné, mais comme une manière d'être fondée sur le dialogue et la tolérance ; d'où le rôle central de l'éducation qui a vocation à libérer les populations des stéréotypes et des visions binaires réductrices. On comprend mieux pourquoi la famille, comme cellule de base de la société est absente du discours de l'UW. La famille n'incarne pas un ordre (religieux) extérieur ni ne transmet de valeurs essentielles à la vie communautaire : ce rôle est dévolu à l'école. C'est dans cette perspective que doit se comprendre le thème de la femme. Il n'est pas tant une adaptation du thème de la famille, que la continuation d'une rhétorique de l'Etat de droit qui se doit de protéger les minorités et lutter contre toutes formes de discrimination. La lutte contre les stéréotypes qui emprisonnent les femmes (mères) et les hommes (pères) font partie de ce combat contre l'obscurantisme. Ainsi, la rhétorique des femmes relève d'un discours libéral politiquement – et non socialement ou culturellement. Elle s'enracine dans la philosophie des Lumières au travers de laquelle l'UW tente de se positionner hors de l'influence catholique.

Le positionnement de l'UW se comprend donc par rapport à sa tradition démocrate-chrétienne empreinte de l'opposition catholique et de la gauche laïque. Elle s'oppose au traditionalisme catholique tel qu'on a pu le retrouver à l'AWS lors du vote sur le programme pro-familial de l'Etat (1999). La mise en perspective des positions de la droite et des sociaux-démocrates met en évidence la particularité du positionnement centriste de l'UW et de sa rhétorique « libérale » qui se rattache bien plus au libéralisme politique qu'au libéralisme social – tel que le prône certains mouvements au sein de la SLD.

2. L'UW par rapport aux autres partis : politique sociale ou politique conservatrice ?

2.1 L'UW et l'AWS.

L'UW au gouvernement avec l'AWS adopte en 1999 le « programme de la politique pro-familiale » [*Program polityka Prorodzinna Państwa*]. Dans la première partie du document sont définis les objectifs que se fixent le gouvernement : inverser la tendance démographique et changer la structure des familles, améliorer la situation financière des familles et les conditions de logement, donner accès au système éducatif aux jeunes, favoriser un service de santé de qualité, soutenir les familles avec des personnes dépendantes à charge, défendre le droit des familles, aider au financement du coût des enfants et enfin, suivre les familles avec des

dysfonctionnements importants¹⁴². Trois nouveaux thèmes apparaissent par rapport au programme adopté par la gauche en 1997 : les préoccupations démographiques, l'aide aux familles polonaises hors des frontières et les effets des médias sur les enfants et les familles.

La deuxième partie s'attache à décliner les moyens de cette politique. Les mesures proposées ne sont principalement incitatives qu'à partir du troisième enfant. Les familles monoparentales ont tendance à être considérées comme « pathologiques » et ne reçoivent pas d'aides particulières de l'Etat. Enfin, le rôle du père est totalement occulté. Le programme a donc une visée plus clairement nataliste que le projet adopté par le gouvernement précédent. Plus conservateur aussi dans sa manière de traiter la famille, et les formes atypiques de celle-ci, il est plus nettement sous l'influence de l'Eglise catholique qui continue à soutenir le rôle fondamental de la mère dans l'éducation des enfants.

L'influence de l'AWS est notable. Dans son programme électoral de 2001, celle-ci – devenue AWSP – exprime clairement son attachement à la famille, comme fondement de la société : « La famille, c'est le fondement de l'ordre moral de la société »¹⁴³. Une famille « saine » [*zdrowa*] s'occupant de ses enfants construit l'avenir du pays. L'AWSP consacre le quatrième chapitre de son programme électoral à la famille : « La Pologne pour la famille – la famille pour la Pologne » [*Polska dla rodzina – rodzina dla Polski*]. On y retrouve un discours sur la famille en tant qu'institution et gardienne de l'harmonie sociale et de la citoyenneté. La coalition décline, ensuite, les mesures prises sous son gouvernement en faveur de la famille – institution d'un système d'impôt favorable à la famille, construction de logements supplémentaires, accès facilité à la propriété, aide à la prise en charge à domicile, collaboration avec les organisations religieuses pour le suivi éducatif, prévention des enfants et des jeunes contre l'alcool, les cigarettes et les drogues. La plate-forme conclue : « Investir dans la famille c'est un moyen intelligent, noble et efficace pour contribuer à fortifier le pays »¹⁴⁴.

Aucune trace d'un tel discours à l'UW. Cependant, dans une brochure destinée aux candidats, l'UW évoque explicitement le thème de la famille¹⁴⁵. Après l'initiative, le primat de l'individu sur l'Etat et la responsabilité, la quatrième valeur qu'énonce le parti est la famille. Aucune démocratie, aucune économie de marché ne sont réalisables

¹⁴² B.Klos, *Uwagi do programu 'Polityka Prorodzinna Państwa'* (Druk Sejmowy nr 1522). Informacja nr 716. [Remarques sur le programme 'Politique pro-familiale de l'Etat' (Document parlementaire n°1522). Information n°716], Biuro Studiów i Ekspertyz, 2000.

¹⁴³ « Rodzina to fundament ładu moralnego społeczeństwa » in: « O lepsze życie. Polska – bezpieczna i sprawiedliwa. Polska – ojczyzną równych szans » [A propos d'une vie meilleure. Pologne – sûreté et justice. Pologne – Patrie de l'égalité des chances], *Program Akcji Wyborczej Solidarność Prawicy* [Programme de l'AWSP], 2001.

¹⁴⁴ « Inwestowanie w rodzinę, to mądry, szlachetny i skuteczny sposób umacniania państwa ». *Ibid.*

¹⁴⁵ « Ekspres Wolności. Materiały dla kandydatów » in : *Partie i ich Programy. Wybory 2001*, PAN ISP: Warszawa, 2002: p. 61-68

sans les valeurs que l'on apprend au sein de la famille : « dévouement, désintéret, collaboration, sentiment d'appartenance et souci de l'autre ». Le retournement du discours eu égard au rôle dévolu à l'école (jusqu'en avril 2000) n'est pas sans rappeler celui de L.Jospin lors de la campagne électorale de 2001 (cf. supra). Comment l'analyser ? Une première hypothèse serait d'y voir les conséquences de la participation de l'UW au gouvernement de J.Buzek (AWS). Elle en importerait certains thèmes, et notamment, celui de la famille comme fondement conservateur de l'ordre social. Cette hypothèse est plausible, d'autant que la formation de la PO (2001) oblige l'UW à se positionner par rapport à la nouvelle formation. Cette « moralisation » du discours de l'UW souligne, en tous les cas, l'ancrage du parti dans le milieu conservateur. Faut-il, dès lors, l'opposer aux rhétoriques émancipatrices que l'on trouvait encore en 1998 ou 1999 ? Il nous semble plus probable, étant donné que ces rhétoriques ne disparaissent pas, de comprendre l'articulation entre une vision conservatrice de la famille et un discours sur le libre choix de la femme, comme un élément structurant de l'offre programmatique de l'UW. En effet, cette association contradictoire souligne que si l'UW prône l'émancipation des femmes, cette exigence s'ancre dans une éthique de l'éducation, du savoir et de la liberté, en aucun dans un positionnement hédoniste. Elle est attachement à une tradition du savoir et de la culture, lutte contre l'obscurantisme des stéréotypes. En ce sens l' « apparition » d'une rhétorique moralisante de la famille ne doit pas être vue comme un revirement programmatique de l'UW. Elle est bien plus l'illustration d'une rhétorique émancipatrice originale – distincte de celle que développeront les ex-communistes [cf. *infra*] – à la jonction entre éducation et culture.

Dans la suite du texte, l'UW rappelle que l'Etat doit faciliter la vie des familles, notamment en permettant de concilier vies familles et professionnelles. Elle préconise l'aménagement du temps de travail et l'amélioration de la prise en charge des tous-petits¹⁴⁶. L'UW conclue : « une économie polonaise forte ne peut se développer sur la faiblesse des familles polonaises »¹⁴⁷. L'AWS et l'UW sont donc toutes deux conduites par des considérations patriotiques et démocratiques. Mais les divergences demeurent quant à la compréhension de ces deux termes. La première fait référence à la sauvegarde de l'identité nationale en évitant la dépopulation, d'une part, et à une démocratie garante des valeurs chrétiennes, d'autre part. La seconde met en avant d'une part, les effets économiques du dynamisme des jeunes et, d'autre part, son attachement à une démocratie pluraliste fondée sur la tolérance.

¹⁴⁶ Aujourd'hui seuls 2% des enfants de 0 à 3 ans sont admis en crèche. Cf. M.Wator, *art. cit.*

¹⁴⁷ « *Siła polskiej gospodarki nie powinna wyrastać ze słabości polskiej rodziny* ». « Ekspres Wolności. Materiały dla kandydatów », *op. Cit...*, 2001.

En définitive, la droite catholique se réfère au christianisme comme guide précis des politiques à mettre en place, tandis que l'UW utilise les valeurs chrétiennes pour trouver les bases d'un consensus sur des valeurs de tolérance et d'égalité à partir desquelles il est possible de discuter et de fonder l'action politique. Par conséquent, si l'UW se distingue nettement de la droite catholique qu'en est-il de la droite libérale – conservatrice, qu'incarne la PO ?

2.2 L'UW et la PO : deux centres ?

Tout comme l'UW, la PO n'a pas de politique familiale explicite. Dans son programme de 2001, elle évoque le thème à deux reprises : lorsqu'elle présente les problèmes spécifiques auxquels se heurtent les campagnes (et plus particulièrement les enfants des zones rurales) dont l'accès au système éducatif est limité, et, lorsqu'elle développe sa politique sociale en faveur des plus démunis. Ainsi, la PO propose de venir en aide aux familles les plus en difficulté (matérielle et morale). Pour pallier aux insuffisances des familles dans le financement des études de leurs enfants, la PO propose un système de bourse pour les plus défavorisés – mesure que l'on ne trouve pas du côté de l'UW. Leur attribution serait contrôlée par un centre départemental d'aide à la famille (*Powiatowy Centrum Pomocy Rodzinie*) contrôlé par l'administration régionale¹⁴⁸. Les points communs sont frappants avec l'UW : importance accordée à l'éducation, d'un côté, et aides sociales en faveur des plus pauvres, de l'autre. La politique familiale, partie intégrante de la politique sociale, reste implicite¹⁴⁹. Ainsi tout comme l'UW, la politique familiale n'a pas d'autonomie propre dans les politiques sociales.

La spécificité du discours de la PO se fonde sur la place qu'elle accorde au thème des campagnes et à celui de la réforme des impôts¹⁵⁰. Elle ne fait à aucun moment référence à l'égalité hommes – femmes et à la question de la place des femmes dans la société. La politique familiale de la PO semble donc imprégnée d'une autre philosophie de l'action essentiellement axée sur la réforme des impôts et la modernisation des campagnes.

L'UW, elle, développe peu à peu le thème des familles. Il est remarquable que le revirement libéral de l'UW (2003) s'accompagne de l'essor de la famille comme domaine distinct des politiques sociales. Ainsi, en 2005, le nouveau Parti démocrate (*Partia Demokratyczna*) se dote d'un programme. Un chapitre entier est consacré à la famille : « Des aides intelligentes aux parents » [*mądrze wspierajmy rodziców*]. Tout se

¹⁴⁸ Le *powiat* est une division administrative du territoire polonais qui correspond *grosso modo* au département.

¹⁴⁹ On distingue traditionnellement une politique familiale explicite et une politique familiale implicite. La première touche directement la famille, la seconde renvoie à des mesures plus larges qui intéressent indirectement la famille (logement, santé, etc.)

¹⁵⁰ cf. Chap. III.

passé comme si les mesures autrefois distinctes telles que la promotion de l'égalité des chances, des hommes et des femmes, de l'aide sociale aux familles, trouvaient désormais une unité commune autour du soutien parental. L'UW y défend notamment la conciliation du travail avec une vie familiale (pour les femmes et les hommes), un système éducatif efficace, sans redoublement, une bonne qualité des services de santé et l'accès à la propriété pour les jeunes couples – ce dernier thème est nouveau, et plausiblement emprunté à l'action gouvernementale au sein de l'AWS (cf. *supra*). L'UW justifie son engagement auprès de la famille dans les mêmes termes qu'en 2001 : une famille qui fonctionne mal, c'est une société qui est en crise : « la crise des familles c'est aussi la crise de la société – moins d'enfants, c'est aussi des chances moindres pour le bien être et même pour une économie stabilisée »¹⁵¹. L'UW se dit convaincue que « la politique sociale doit aider les familles afin que les hommes et les femmes soient capables de remplir leurs obligations familiales et en même temps de réaliser leur aspiration en matière d'éducation et de profession »¹⁵². Autour de la conciliation des vies professionnelles et familiales, l'UW réussit à construire un discours original qui fonde l'autonomie de la politique familiale, par rapport aux politiques sociales. Alors que la famille ne constituait pas spécifiquement un thème de positionnement politique pour l'UW, il le devient peu à peu¹⁵³. Dès lors, ce qui différencie l'UW de la PO, d'une part, et des partis de la droite catholique (PiS notamment d'autre part), c'est un discours qui s'affranchit des politiques sociales, d'un côté, et de l'image de la mère – travailleuse, de l'autre. Entre négation de la politique familiale, de type PO, et affirmation de son lien avec l'image de la mère, l'UW investit le discours du libre choix, comme exigence démocratique d'égalité et de liberté. La défense du droit des femmes pourrait dès lors conduire l'UW à se rapprocher d'une autre tradition politique qui put être le refuge des mouvements féministes : les sociaux-démocrates.

2.3 L'UW et les sociaux-démocrates : vers un nouveau centre ?

A son arrivée au gouvernement, le premier ministre M. Bełka lance un plan national pour le développement [*Narodowy Plan Rozwoju*] qui veut, notamment,

¹⁵¹ *Kryzys rodziny to również kryzys społeczeństwa – jeśli będzie coraz mniej dzieci, to w przyszłości w Polsce pogorzą się szanse na dobrobyt, a nawet stabilność ekonomiczną*, Program (2005), Mądrze wspierajmy rodziców -> www.uw.org.pl.

¹⁵² *My – Demokracy.pl – jesteśmy przekonani, że polityka społeczna musi wspomagać rodziny, tak by kobiety i mężczyźni byli w stanie sprostać obowiązkom rodzinnym i jednocześnie realizować swoje aspiracje edukacyjne i zawodowe.* [Ibid].

¹⁵³ Le développement de la politique familiale est à rapprocher de l'affaiblissement du thème européen comme élément discriminant du positionnement partisan. En effet, alors que l'UW fondait son image centriste sur son attachement à la construction européenne, le ralliement progressif des autres partis politiques à l'Europe affaiblit progressivement la visibilité de son positionnement (cf. Titre I). La famille pourrait aujourd'hui jouer ce rôle selon un processus exactement inverse à celui observé au sein de l'UDF : les centristes français étant passé d'une rhétorique de la famille à un discours centré sur l'Europe.

favoriser le partenariat au sein du couple. La PO, PiS et la LPR s'indignent d'une telle politique □ L'UW, au contraire, prend sa défense.

Dans un article de la même année, Irena Wóycicka, ancienne vice-ministre du travail et de la politique sociale, et membre du bureau politique de l'UW, s'attache à démontrer le bien fondé d'une telle politique¹⁵⁴. L'auteur dresse les conséquences économiques du déclin démographique que connaît la Pologne : problème du financement des retraites, baisse de la productivité du travail et du dynamisme de l'économie. Elle s'interroge sur les causes de la dénatalité. Chiffres et études à l'appui, elle rejette l'explication qui ferait du travail des femmes la cause de la baisse de la natalité. Pour elle au contraire, deux explications sont plus plausibles : 1) le conflit entre les rôles de femmes, de mères et de travailleuses et 2) l'absence d'un partage des tâches à la maison. A son sens, les cas scandinaves et français montrent que lorsqu'on donne la possibilité aux femmes de travailler (tout en créant des offres de prises en charge des enfants), elles ont plus d'enfants. Dès lors, il faut favoriser principalement la conciliation des vies familiales et professionnelles. Plus l'aspiration des femmes au travail sera comblée, plus elles auront l'envie d'avoir des enfants. En plus de l'aménagement du temps de travail et du droit du travail, de l'accroissement des structures de prise en charge, le développement du partenariat dans le couple – partage des tâches, implication du père dans l'éducation des enfants etc. – fait partie de cette politique de conciliation. Mais les mentalités évoluent très lentement. La domination culturelle réduit, actuellement, la femme à son rôle de mère, tandis que l'homme ne s'engage pas dans la prise en charge et l'éducation de ses enfants. En favorisant le partenariat dans le couple, on peut lutter contre cette domination culturelle et rééquilibrer la répartition des tâches au sein de la famille. I. Wóycicka conclue que « [□], les conflits (structurels de conciliation des fonctions familiales et professionnelles) ainsi que [les conflits] culturels (de répartition des rôles au sein de la famille) sont des éléments très désincitatifs »¹⁵⁵. C'est pourquoi les mesures gouvernementales en faveur d'une meilleure répartition des tâches vont dans le bon sens. Ce plaidoyer en faveur de l'action gouvernementale est-il le signe d'une convergence (réelle ou possible) entre l'UW et la SLD (ou la SdPI)?

Lors de son deuxième congrès (juin 2003), la SLD pris une résolution en faveur de l'égalité homme – femme. Se référant à la civilisation euro-atlantique [*cywilizacja euroatlantyckiej*], elle rappelle que l'égalité homme – femme formelle et réelle dans tous les domaines de la vie doit faire partie des modèles sociaux modernes. Le

¹⁵⁴ I. Wóycicka, *Co ma Narodowy Plan Rozwoju do promocji partnerstwa w rodzinie* [En quoi le Plan National de Développement concerne la promotion du partenariat dans la famille]. Texte à usage interne, 2004.

¹⁵⁵ « [...] konflikty (strukturalny – łączenie funkcji opiekuńczych i zawodowych) oraz kulturowa (podział ról w rodzinie) mają znacznie łagodniejszy charakter ».

congrès se prononce pour la parité dans tous les organes politiques et publics et pour la lutte contre toutes discriminations sexuelles. Ce texte relève plus de déclarations de principe que d'un véritable programme d'action. Cependant, les mesures préconisées rappellent celles évoquées par l'UW.

En 2004, lors du congrès des « Femmes SLD » (décembre 2004), les dirigeants sociaux-démocrates développent le thème des droits des femmes. Le président du parti, Krzysztof Janik, affirme que la gauche comprend de mieux en mieux le combat des femmes. Il est une lutte contre « la Pologne obscure »¹⁵⁶. Droit des femmes et lutte contre l'obscurantisme (catholique en l'occurrence) sont aussi deux éléments du discours de l'UW.

La sénatrice Maria Szyszbowska (SLD) rappelle, quant à elle, que la Pologne est si empreinte d'une vision catholique du monde que même la victoire de la gauche n'a pas eu de grande influence sur le destin des femmes, une manière d'excuser le faible investissement du parti pour le droit des femmes ? Depuis les années 2000, celui-ci a cependant pris conscience de l'enjeu que représentait la mobilisation féminine. A ce titre le troisième congrès de la SLD qui suit celui des « Femmes SLD », prend acte du changement. Considérant que la gauche polonaise peut s'appuyer sur les modèles sociaux européens et les luttes politiques européennes, la SLD reprend à son compte la lutte pour les droits des femmes, ainsi que les autres combats qui se développent depuis quelques années dans les pays européens (altermondialistes, mouvements homosexuels, défense des consommateurs, écologistes etc.) : « [] les organisations altermondialistes, écologistes, les mouvements de défenses des droits des femmes, des consommateurs, les organisations de minorités sexuelles – ce sont les luttes naturelles [] de la gauche »¹⁵⁷.

Le congrès est aussi l'occasion de porter l'attention sur l'enjeu de la jeunesse : « Se souciant du développement de la gauche dans l'avenir et de sa position future dans l'arène politique, il convient de reporter son intérêt sur la jeunesse »¹⁵⁸.

Par conséquent, le thème des femmes et des jeunes s'intègre progressivement dans une stratégie de redéfinition de la gauche dont l'avenir est incertain depuis la scission de la SdLP, puis les élections européennes de 2004 et enfin les élections parlementaires et présidentielles de 2005. Contrairement à l'UW, ici la rhétorique sur le droit des femmes est issue d'un discours social à la recherche d'une nouvelle légitimité

¹⁵⁶ « *Musimy dzisiaj walczyć o rzeczy oczywiste i o prawdę, a przeciwników mamy w polskim ciemnogrodzie* ». Cit. In: *III Kongres Kobiet SLD* [III Congrès des Femmes SLD], 11/12/2004.

¹⁵⁷ « [...] *organizacje alterglobalistów, ekologów, ruchy obrony praw kobiet, ochrony konsumentów, organizacje mniejszości seksualnych – to naturalni [...] lewicowej walki.* » *Uchwała III Kongresu SLD w sprawie przyszłości polskiej lewicy, III Kongres SLD*. [Décision du III congrès de la SLD en ce qui concerne l'avenir de la gauche polonaise], Warszawa: 18/12/2004.

¹⁵⁸ „*Dbając o rozwój lewicy w przyszłości i jej przyszłą pozycję na arenie politycznej, należy szczególną uwagę zwrócić na młodzież* ». *Ibid.*

et qui tente d'assimiler des mouvements de protestation en marge. Au sein de l'UW, la thématique du droit des femmes, plus ancienne, relève d'une autre philosophie : celle des libertés politiques et non celle des luttes sociales. A la recherche d'un nouvel électorat, la gauche polonaise tente de (re)gagner, le pouvoir.

Dès lors, on pourrait se demander si le rapprochement qui s'amorce à la fin de l'année 2005 entre la SdPI et l'UW pourrait être lié à une plus grande convergence quant aux politiques d'égalité de droit et de liberté politique. Il est, en effet, remarquable qu'un communiqué commun des présidents de ces deux formations – M.Borowski pour la SdPI et W.Frasyniuk pour le PD – annoncent une collaboration pour la mise en place « d'espaces essentiels à la vie publique » [*istotnych obszarów życia publicznego*], notamment en ce qui concerne la construction d'une société citoyenne, de la politique européenne, d'une citoyenneté libre et, enfin, d'un statut paritaire entre l'homme et la femme. Citoyenneté et égalité des sexes constituent donc la base d'une convergence politique entre les deux formations. Il est encore trop tôt pour dire si l'on assiste à l'émergence d'un nouveau centre qui aurait réussi la synthèse entre la tradition libérale catholique et sociale-démocrate. En tous les cas, il est significatif que la tentative surgisse autour de deux thématiques clés : l'Europe et le droit des femmes. Ces deux figures permettent aux formations de se situer au delà des clivages partisans et donner visibilité à une offre politique du centre. Si cette stratégie se maintient, il sera intéressant de continuer l'analyse de la place de la famille dans la rhétorique de l'UW. Le rapprochement avec les sociaux-démocrates va-t-il mettre un frein à la rhétorique familiale de l'UW qui pouvait être utilisée comme fondement d'une identité hors de la lutte politique, entre conservatisme catholique et libéralisme socio-culturel ? En investissant le créneau social-démocrate de la liberté des femmes et de la société citoyenne, il est probable que l'UW cherche à clarifier son identité centriste, et qu'elle puisse à terme abandonner la thématique de la famille. Reste le thème de l'éducation qui occupe une place très importante dans la rhétorique de l'UW et son imaginaire mais qui n'est pas présent à la SdPI. Deux thèmes doivent donc être particulièrement observer ces prochaines années : l'éducation et la famille.

3. Bilan : La famille, figure marginale du positionnement centriste.

La politique familiale occupe une place singulière dans le discours de l'UW. D'abord absente, puis rattachée aux politiques sociales, elle glisse peu à peu vers une rhétorique centrée sur le droit des femmes à choisir le rôle qu'elles désirent jouer au sein de la société. Ce glissement s'explique, en partie, par l'importance accordée à l'éducation et au système scolaire pour le développement du pays. Assez proche en cela du modèle français de la troisième République et des « hussards noirs » des

écoles, l'UW place toute sa confiance dans le système scolaire pour fonder une République citoyenne et éclairée. Dans cette lutte contre l'obscurantisme ignorant et intolérant, la famille ne joue qu'un rôle marginal □ jusqu'en 2001.

A cette date, l'Union introduit dans ses programmes des considérations sur la famille – institution, fondement d'une société citoyenne. La transmission des valeurs de partage, de dialogue et de communauté passe désormais par la famille, rôle autrefois dévolu à l'école. Il semblerait que le passage de l'UW dans le gouvernement AWS des années 1997-2000 ait sensibiliser l'Union à la thématique de la famille. Cependant, au delà de l'explication conjoncturelle en termes d'importation d'une thématique conservatrice, il se pourrait aussi que l'UW cherche ainsi à clarifier son identité centriste, mise à mal, d'une part, par la formation de la PO (2001) et, d'autre part, par l'affaiblissement de la figure européenne comme élément discriminant du positionnement partisan.

La famille, instance de socialisation, pourrait dès lors incarner la figure transpartisane dont a besoin l'UW pour fonder sa conception du politique. Celle-ci se rattache, en effet, à la croyance en un ensemble de valeurs (universelles) telles que la tolérance et le dialogue à partir desquelles l'action politique devient possible. Alliant un discours sur la famille avec un engagement en faveur des femmes, l'UW peut espérer se positionner à la fois vis-à-vis de la droite catholique et de la gauche libérale. Dans un processus exactement inverse à celui observé au sein de l'UDF, la famille deviendrait un point d'ancrage de l'identité centriste aux dépens de l'Europe.

Néanmoins, la thématique du droit des femmes et de la lutte contre toutes les formes de discrimination rapproche l'UW d'un autre courant minoritaire : la SdPI. La fin de l'année 2005 est marquée par la collaboration qui s'amorce entre les deux partis, peut être un embryon d'un nouveau centre.

En dernier lieu, un troisième thème doit être pris en compte pour comprendre les évolutions du discours de l'UW. Il s'agit de l'éducation. L'attachement à l'École, à la culture, instrument de tolérance et de dialogue, est un trait spécifique de la culture politique du parti et l'éloigne nettement de la SdPI. Pour avoir une convergence des centres, il faut soit que l'identité de l'Union se recompose autour d'un discours politique sur les droits des femmes, soit que les thèmes de la culture et de l'éducation soient réinvestis par une tradition politique, a priori étrangère à cet héritage, la social-démocratie. Si la SdPI devient sensible au thème de l'éducation (citoyenne) alors effectivement les possibilités d'un centre au delà des traditions historiques tel que l'appelait de ses vœux l'Union Démocratique, ancêtre de l'UW, prendrait forme.

§ 4 REPRISE SYNTHETIQUE.

1. Les visages de la politique familiale démocrate-chrétienne

La famille a une place particulière au sein des démocraties chrétiennes. Au croisement des politiques sociales, elle cristallise une vision du monde qui valorise la vie – condamnation de l'euthanasie, de l'avortement et pour certains de la contraception – et une certaine moralité des comportements – fidélité conjugale, indissolubilité du mariage, protection de la jeunesse contre l'immoralité etc. Le politique a donc vocation à protéger cette institution gardienne d'une éthique de la vie.

Le premier écueil de la comparaison des politiques familiales conduites ou préconisées par la CDU, l'UDF et l'UW est celui de la périodisation. L'UW n'intègre des préoccupations sur la famille qu'au seuil des années 2000, alors que les deux premiers partis – ou leurs précurseurs - ont fait très tôt de la famille le fer de lance de leur politique.

Le second problème vient de l'hétérogénéité des politiques familiales, regroupées artificiellement sous le terme unifiant de politique de la famille, « *Familienpolitik* » ou « *Politika rodzinna* ». Les trois termes ne recourent pas les mêmes réalités.

Enfin, les modes d'élaboration des politiques publiques relèvent des structurations des systèmes politiques allemands, français et polonais. Ils n'ont pas, en soi, les mêmes logiques. Comment dès lors tirer un enseignement de l'analyse, au cas par cas, des politiques familiales ? Est-il possible de la systématiser et d'élaborer des points de comparaison ?

On a distingué quatre types de rhétoriques : hédoniste, éthique, protectionniste et économique (ou démographique). La première intègre des préoccupations sur les désirs nouveaux d'émancipation de la femme, des besoins de l'enfant, de l'implication des pères. La deuxième rappelle le devoir de responsabilité et de solidarité de chaque individu vis-à-vis de la communauté et vice et versa. Elle valorise la famille, comme gardienne du vivre ensemble. La troisième souligne les dangers attenants à la transformation de la société et la nécessité de constituer des gardes-fous aux aspirations et aux désirs de chacun. La dernière, enfin, rappelle les conséquences négatives du vieillissement de la population sur l'économie du pays.

Ces quatre rhétoriques s'imbriquent les unes aux autres de manière différente selon les époques et selon les pays. Mais elles participent toutes les quatre à la constitution d'une conception du politique et de la cité, fondée sur la régulation et le consensus. Le conflit, destructeur de l'harmonie et de l'unité sociale, est délégitimé.

Les mesures préconisées ne sont, ensuite, que des outils techniques, dont l'intérêt ne réside que dans l'analyse du discours de légitimation qui les accompagne. On y trouve, notamment, la conciliation travail et famille, l'aménagement du temps de travail, l'amélioration des structures d'accueil de la petite enfance et de la prise en charge à domicile, les aides financières en faveur des familles, les politiques de logement et d'urbanisme etc. Ces outils ont été classés en deux groupes : les uns regroupent les aides financières (directes ou indirectes), les autres concernent les politiques structurelles. Les premiers visent à aider financièrement les familles en compensant plus ou moins le coût lié à l'éducation et à la prise en charge des enfants, les seconds tentent de construire un environnement favorable à la vie en famille (logement, urbanisme, équipements collectifs, crèches etc.).

Dans un premier temps, nous avons étudié les mesures de politiques familiales proposées par les différents partis. Nous avons montré que la rhétorique financière est omniprésente chez la CDU et l'UDF après la seconde guerre mondiale. Au cours des années 1960, elle s'étoffe peu à peu de considérations sur les politiques structurelles en faveur de la famille. Cette évolution s'explique d'une part, par les transformations socio-culturelles qui affectent les sociétés occidentales (divorce, contraception, puis avortement), et d'autre part, par les contraintes financières qui pèsent de plus en plus sur les gouvernements. Les conséquences de ces évolutions ne sont pas les mêmes en France et en Allemagne. Dans l'Hexagone, la mise en place d'une politique « globale » de la famille permet de sauvegarder l'image du MRP puis du Centre Démocrate comme « parti de la famille », alors même que les financements manquent. En Allemagne, l'introduction des thématiques structurelles est liée à l'importation de rhétoriques sociales-démocrates¹⁵⁹.

Du côté polonais, la situation est particulière. La notion de conciliation qui fait son entrée sur la scène européenne dans les années 1970 était déjà utilisée, selon les besoins, par le pouvoir communiste. La politique familiale doit, donc, d'abord s'émanciper de l'héritage du PZPR. Dans un premier temps, elle fut réinvestie par l'Eglise catholique et la droite conservatrice. Le parti centriste ne thématise ouvertement la famille qu'en 1999. Sa rhétorique est alors essentiellement fondée sur le droit des femmes¹⁶⁰. Arguant de l'Etat de droit et du principe d'égalité, elle se fait le héraut de la lutte contre la discrimination entre les hommes et les femmes, et pour le libre choix de la femme de son rôle social. Ce dernier thème n'est pas propre à la Pologne, on le retrouve en France et en Allemagne dès les années 1960 et 1970, lorsque l'évidence du rôle maternel est porté à débat sur la scène publique par le développement croissant des mouvements féministes. Mais, tant du côté du CDS que

¹⁵⁹ En France, ce processus d'importation n'existe pas, les socialistes développant un discours marginal sur la famille.

¹⁶⁰ L'UW réussit à monopoliser un discours que la gauche ex-communiste tarde à investir.

de la CDU, l'attachement au rôle de mère demeure. Au CDS, ce dernier est relativement nouveau et relève d'une moralisation du discours démocrate-chrétien. Par contre, la figure maternelle est présente à la CDU. Face à aux évolutions sociales, le parti allemand tente de « libéraliser » son discours en y intégrant des préoccupations sur la femme, et, notamment, son désir de concilier vie professionnelle et vie de famille. A l'exact inverse, le CDS se recentre sur la défense de la famille, menacée par l'hédonisme ambiant et renforce les tonalités morales de son discours¹⁶¹.

En dernier lieu, nous avons étudié les évolutions du discours démographique et économique. La préoccupation nataliste est caractéristique de la politique familiale française. Le MRP, puis le CD se font l'avocat des familles nombreuses. Les mesures sont essentiellement incitatives à partir du troisième enfant. En Allemagne, si l'orientation de la CDU est essentiellement financière, comme en France, elle n'est cependant pas nataliste. Elle est fondée sur une conception de la famille comme cellule fondamentale, première communauté sociale. La défense d'une identité nationale ou du dynamisme du pays n'est pas présente. L'argument démographique n'apparaît qu'en 2004 (congrès de Düsseldorf). Il est alors couplé, tout comme en France, à l'argument économique (dynamisme du pays). En Pologne, les questions démographiques ne font leur apparition que ces dernières années au sein de l'UW. Il est remarquable alors qu'elle fonctionne avec un revirement conservateur quant la fonction reconnue à la famille : elle est désormais une instance fondamentale pour la construction d'une société citoyenne, rôle autrefois dévolu à l'école.

En définitive, à la fin de notre période d'étude, les trois pays développent des arguments natalistes. Pourtant, il serait faux de conclure à la substitution d'un argumentaire à un autre (notamment éthique à démographique). Les discours se complexifient et s'étoffent, s'adaptant aux évolutions sociétales et se repositionnant par rapport aux autres forces politiques. Le tableau ci-après permet de visualiser les étapes du discours familial de l'UDF, la CDU et l'UW en précisant les dates d'apparition des différents types d'arguments cités.

¹⁶¹ Nous rappelons que nous entendons par « moral » une dimension du discours politique qui tend à définir le champ des *politics* par rapport à des critères de bien et de mal et/ou de vrai et de faux. La moralité d'un acte, d'un discours suppose un ensemble de règles (plus ou moins implicites) d'après lesquelles les comportements peuvent être jugés comme admissibles, justes, édifiants.

Tabl. 19 L'évolution des argumentaires de la politique familiale

Argumentaires Formations	Démographique et économique	Ethique	Hédoniste*	Défensif
UDF	1945 (MRP)	1966 (Charte du CD)	∅	1976/77 (CDS)
CDU	2004 (Düsseldorf)	1947 (Ahlen)	1960	1999 (<i>Lust auf Familien</i>)
UW	1990 (Union Démocratique)	2001 (Programme électoral)	∅	2001-2003 (VI ^o congrès)

* La rhétorique hédoniste en France et en Pologne n'existe pas en tant que telle. L'UDF et l'UW développent une variante autour du droit des femmes et de la défense du principe juridique d'égalité que l'on pourrait qualifier de « rhétorique émancipatrice ». [cf.infra]

Lecture : le tableau est divisé selon la formation partisane considérée et selon le type d'argument utilisé. Les dates qui sont au croisement de ces deux variables correspondent à la date d'apparition des différents thèmes, le texte dans lequel on les trouve est indiqué entre parenthèses.

Quels que soient les argumentaires utilisés, tout se passe comme si la famille constituait la traduction politique de la conception démocrate-chrétienne du politique. Mais, celle-ci fonctionne en complément de deux autres thèmes : l'école et la place de la femme dans la société¹⁶². Le premier permet de préciser les valeurs sous-tendant à l'engagement politique des démocrates-chrétiens plus ou moins fondées sur le principe de laïcité ; le second est essentiel pour distinguer les chrétiens qui se disent démocrates, des groupements catholiques ou conservateurs. En d'autres termes, une vision traditionnelle de la femme, comme mère et éducatrice « naturelle » de ses enfants, rattacherait les démocrates-chrétiens au conservatisme, tandis qu'une conception de la femme, libre de son rôle social, les rapprocherait du libéralisme (culturel).

Le positionnement centriste des démocrates-chrétiens se situe entre ces deux extrêmes. Le premier est constitué par l'articulation entre le rôle de la famille comme instance d'éducation (aux dépens de l'école) et l'attachement à la fonction maternelle de la mère. Le second pôle s'articule, exactement à l'inverse, du duo école – libre choix du rôle social de la femme. Entre les deux, les possibilités d'un centre démocrate chrétien sont variées (cf. parties grises du tableau ci-contre).

¹⁶² L'autonomie ou non des politiques familiales au sein des politiques sociales peut aussi permettre de classifier le type de rhétoriques utilisé. Ainsi, la gauche française fait de la famille un outil de politique sociale, ce que dénonce le centre et la droite. En Pologne, seuls les conservateurs développent un discours spécifique de la famille, l'UW l'intégrant aux politiques sociales ainsi que la gauche.

Tabl. 20 Les articulations possibles du discours centriste démocrate chrétien

Rôle social de la femme Instance de socialisation	Femme – mère	Mère – travailleuse / travailleuse – mère	Libre choix
Ecole	*		GAUCHE LIBERALE
Ecole et famille			
Famille	DROITE CONSERVATRICE		*

* Un discours associant à la fois la thématique du libre choix de la femme et la reconnaissance de la seule famille comme instance éducative, ou à l'inverse, le duo femme – mère et école, sont tous les deux improbables car contradictoires.

Lecture : L'aire centriste (partie grise) est comprise entre un discours de droite qui associe les thèmes de la mère comme première éducatrice et de la famille comme instance première de socialisation, et un discours libéral qui articule le thème du libre travail des femmes au rôle de l'école dans la transmission des valeurs.

A partir de cette grille, les discours centristes et démocrates chrétiens peuvent classés selon les pays et selon les époques. Les résultats sont regroupés dans le tableau suivant :

Tabl. 21 La classification des discours démocrates chrétiens en France, Allemagne et Pologne depuis les années 1990*

Rôle social de la femme Instance de socialisation	Femme – mère	Mère – travailleuse / travailleuse – mère	Libre choix
Ecole	*	PS (1988 - 2001)	UW (1999-2001)
Ecole et famille	**	CDU (2004-) SPD (2002-)	UDF (1999-) UW(2001-) PS (2001 -)
Famille	CDU (1945- 1997)	UDF (1978-1999) CDU (1997-)	*

* Le choix de la période se justifie par le souci d'intégrer la Pologne.

** Théoriquement l'articulation fonction maternelle de la mère et rôle éducatif reconnu à la fois à l'école et à la famille existe. Nous ne l'avons cependant pas rencontrée.

Lecture : le nom des partis qui utilise un type de rhétorique apparaît dans chaque case du tableau. Les dates d'apparition et éventuellement de disparition sont indiquées entre parenthèses.

Les socialistes français et l'UW évoluent parallèlement sur le thème de l'école : la constitution d'une société citoyenne (ou républicaine) était traditionnellement dévolue à l'école. A partir de 2001 pour le PS et pour l'UW, la rhétorique de la famille, comme cellule de socialisation essentielle, est peu à peu intégrée au sein des partis. Le SPD fait de même en 2002. La décennie 2000 est donc marquée par la convergence des rhétoriques tant sociales-démocrates que démocrates-chrétiennes sur le rôle essentiel et de l'école et de la famille, dans la constitution d'une société stable et harmonieuse. Néanmoins, l'UW et le PS continuent de combiner ce thème avec le libre choix du rôle social de la femme, tandis que le SPD flirte avec les

conceptions de la mère – travailleuse ou travailleuse – mère selon la couleur plus ou moins conservatrice qu'il désire se donner.

Ce triptyque famille – école – rôle de la femme permet de s'interroger sur le fonctionnement du discours identitaire centriste.

2. Le fonctionnement du discours identitaire du centre.

En définitive, l'approche par la famille du projet politique du centre confirme-t-elle notre grille d'analyse du centre ?

Un premier résultat s'impose : les réalités observées en France, en Allemagne et en Pologne, ont leurs spécificités propres : pour synonymes qu'ils sont Centre, *Mitte* et *Centrowicy* recouvrent des réalités différentes. Mais, et c'est là le second point de notre recherche, certains traits sont récurrents.

Les transformations socio-culturelles des années 1960 constituent pour l'Allemagne et la France une rupture importante, modifiant le discours sur la famille. Face aux transformations, la CDU développe un discours défensif qui donne poids à un politique régulateur des contradictions liées à la modernité. Quant à l'UDF, elle est face à un dilemme : soit développer un discours défensif mais risquer d'être rejetée du côté des conservateurs, soit accompagner les évolutions sociales et abandonner dès lors sa politique nataliste en faveur du troisième enfant. Pour sortir de ces contradictions, le centre français développe une rhétorique fondée sur le principe de neutralité de l'action politique. Celui-ci prend différentes formes : principe de compensation, principe d'égalité, principe de solidarité. Il est une tentative précaire de fonder une politique qui affirme des convictions et des valeurs sans être, néanmoins, affirmative et sectaire. Enfin, l'UW est confrontée au même dilemme que son homologue français : fonder une identité politique sans tomber dans le sectarisme idéologique. Elle met en place une autre figure de la neutralité pour sortir de cette impasse : la tolérance.

Conservatisme, neutralité, tolérance, telles sont les trois formes mises en place respectivement par la CDU, l'UDF et l'UW pour fonder un au-delà du politique (conflictuel). Celui-ci se doit de défendre certaines valeurs ou institutions (telles que la famille par exemple) tout en restant neutre dans l'imposition de l'intérêt général. La CDU semble avoir mis en place une articulation symbolique très efficace : la neutralité du politique est rendue possible par une re-moralisation du rôle de la famille. Toute la subtilité du discours de l'Union est de faire d'une vision morale de la famille la base d'une conception non morale du politique.

L'UDF, elle, peine à tenir le grand écart entre la construction d'un vivre-ensemble commun et l'attachement au pluralisme des valeurs. Dans un premier temps,

la symbolique de la solidarité, incarnée par le principe de compensation de la sécurité sociale, semble fonctionner.

L'UW occupe un autre créneau du principe de neutralité : la tolérance et le dialogue. Elle pose, par principe, que certaines valeurs sont universelles et, donc, consensuelles. Elles fondent le socle commun à partir duquel l'action politique est possible. Le discours est assez proche de celui de la CDU, puisque le consensus est déjà donné. Mais alors que pour les démocrates-chrétiens allemands, la sauvegarde des valeurs communes revient à la famille, l'UW dévolue ce rôle à l'école – héritière en cela des Lumières et, très proche de la conception française de la III^e République. Mais par cette rhétorique, elle se condamne aussi à être un mouvement élitaire, loin des masses.

La *neue Mitte* développe, en contrepoint de la *Mitte*, l'idée d'un centre comme consensus à venir. Cette perspective constructiviste met en danger le « vieux » centre puisqu'il remet en cause l'évidence du donné pour le faire apparaître comme « construit ». On comprend mieux pourquoi l'étiquette de la *Mitte* donne lieu de part et d'autre à des soupçons d'imposture.

Cette perspective constructiviste rapproche la *neue Mitte* des centres polonais et français. Tous les trois se réfèrent aux valeurs de tolérance et de dialogue comme fondements de l'action politique. Seule la discussion peut rendre possible l'action en créant les possibilités d'un consensus et/ou d'un compromis.

Néanmoins, le cas français est le plus complexe parce que le centre évolue dans ses rhétoriques et ses articulations symboliques. Le MRP développe une conception originale du centre fondée sur une vision pluraliste de la société. Cette dernière donne sens et cohérence à son discours sur la famille, à son engagement politique et lui permet, tout comme à la CDU, de s'engager à la fois pour un « groupe » particulier (la famille) tout en n'appelant pas à une partie de la société (classes, catégories). Mais les modifications des structures familiales obligent le CDS, à l'époque, à prendre position par rapport aux nouvelles formes de la famille : faut-il en privilégier une sur l'autre ? La formation du CD puis du CDS marque un virage vers une conception conservatrice du centre, inquiète de l'évolution (hédoniste) de la société. Mais ce glissement conservateur offre, dès lors, la possibilité d'un autre centre plus libéral : Valéry Giscard d'Estaing se fait l'avocat du libéralisme culturel tout en alliant la libéralisation de la société et la défense de la famille. La synthèse giscardienne s'impose : équilibre entre libéralisation et conservation, appel à un groupe social (et non plus à une catégorie neutre sociologiquement comme les familles ou les catholiques) dont les propriétés sont supposées incarner la résolution des contradictions du monde moderne. Cette stratégie équilibrante entre réaffirmation des

valeurs de la famille et libéralisation des rapports sociaux a une visibilité réduite. FD puis la nouvelle UDF reprennent en partie cet héritage tout en développant une rhétorique de légitimation qui se rapproche plus de celle des démocrates-chrétiens du CD que du libéralisme culturel de l'ancien président. Les centristes de François Bayrou prennent ainsi appui sur le respect strict des règles de droit (notamment concernant l'avortement). Mais, les grandes réformes entreprises par le PS sur le mariage, le divorce et le droit de filiation, posent avec acuité la question de leur positionnement vis-à-vis des changements sociaux : pour ou contre ? La solution esquissée ne passe plus par la famille, ni par la libéralisation mesurée de la société, mais par le principe de neutralité. Celui-ci syncrétise à la fois l'exigence corporatiste des premières années, puis le revirement conservateur des années 1960 et l'équilibre giscardien du libéralisme culturel. Tentative proche des démocrates-chrétiens allemands de créer un espace politique non-moral, espace neutre (ou laïc, comme on le verra) où le centre (conservateur) ne serait plus conservateur, mais centriste. La greffe ne prend pas en France puisqu'elle supposerait la re-moralisation de la sphère privée, comme sur le modèle allemand. Or, tout se passe comme si la greffe libérale de l'UDF des années 1970 rendait impossible ce discours conservateur. Laïc (c'est-à-dire neutre moralement), le centre ne peut (plus) être conservateur. Les termes sont antinomiques. L'évolution est exactement inverse à celle de la CDU : celle-ci délègue le rôle de transmission des valeurs à la famille et neutralise le discours politique. L'UDF choisit au contraire de moraliser son discours politique pour compenser sa libéralisation. Le choix s'avère intenable.

Ainsi, l'articulation centre et famille met en évidence un élément fondamental du centre que nous avons souligné dans notre grille d'analyse : le principe de neutralité. Eu égard à une conception du et de la politique, fondée sur le consensus (ou l'unanimité), la régulation des conflits et l'unité du corps social, les trois centres développent une rhétorique spécifique de régulation : institutionnelle, morale, raisonnable mais qui se structure autour du même enjeu : la neutralité. Neutralité politique pour la CDU, neutralité idéologique pour l'UW, laïcité pour l'UDF.

Ces trois stratégies visent à créer un espace de neutralité du politique, seule possibilité pour résoudre la question de la modernité : comment fonder un vivre ensemble commun dans un monde pluriel ? La CDU agit en amont – en réduisant la pluralité des valeurs par l'action uniforme de la famille. L'UW tente de fonder une culture du dialogue qui permettrait de trouver un compromis. L'UDF fait de même, mais son objectif est plus ambitieux : elle veut fonder une synthèse. Mais, celle-ci est problématique. Autant, l'attachement à la vision corporatiste de la société, fondée sur des corps intermédiaires, permettait au MRP de proposer une solution (institutionnelle)

à la constitution d'un consensus national. Autant l'abandon de cette rhétorique politique et le recentrage conservateur du CD puis du CDS laisse ouverte la question de la modernité. L'UDF aurait pu choisir la voie du conservatisme, de type CDU, mais risquait par là l'assimilation avec la droite catholique. Elle tenta de développer une rhétorique de l'égalité des droits et de l'Etat de droit, et s'ouvrit à la problématique du libéralisme culturel (stratégie qui fut celle de l'UW). Mais, une telle tentative supposait de pouvoir s'allier avec des groupes, venus de la social-démocratie, pour éviter que le PS ne puisse réinvestir la thématique. Telle est la voie qu'emprunte (pour un temps ?) l'UW. Tel est l'échec de l'UDF.

En définitive, l'UW réussit à faire du thème du dialogue et de tolérance un outil de la modernité. Celle-ci se définit en opposition à l'obscurantisme (inculte) des populations non encore intégrées au système scolaire. La modernité, c'est l'éducation. Pour la CDU, la modernité est, de manière très subtile, définie par les valeurs qu'elle permet de sauvegarder. La modernité, c'est de réussir à maintenir les mêmes valeurs dans un environnement différent. L'UDF est à la frontière de ces deux définitions. La modernité y est un mélange sociologique et idéologique : sociologique, parce qu'il s'agit de s'adapter aux réalités contemporaines et idéologique, parce qu'il s'agit de les transformer.

De cette analyse, il ressort que la famille a pu constituer (ou constitue encore) un thème particulier du positionnement du centre ainsi qu'un outil de régulation politique. A première vue, comme nous l'avons souligné précédemment, il semble bien avoir convergence des politiques familiales, tant du point de vue des outils techniques de la mise en œuvre des politiques familiales, que des rhétoriques de justification de ces politiques. Pourtant, l'hypothèse de la convergence ne permet pas de faire surgir l'imaginaire et/ou le projet politique qui sous-tend les politiques publiques. Peut-on construire un modèle explicatif plus englobant des évolutions observées ?

3. Convergence ou divergence des politiques familiales ?

Les processus d'importation et d'exportation sont mieux à même de décrire les évolutions observées et surtout de construire une comparaison entre les trois pays. L'exemple allemand a été le plus fécond dans l'exposition de cette hypothèse. Le caractère consensuel de la compétition, d'une part, et la relative simplicité de l'espace partisan qui, même s'il s'en distingue, se rapproche d'un espace bi-partisan avec deux partis dominants, facilitent l'analyse des interactions entre les formations partisans (du moins jusqu'à l'émergence du PDS/die Linke). Rejoignant en cela les conclusions de A.Downs, nous constatons que les positions programmatiques des partis auront d'autant plus tendance à évoluer par rapport au parti adversaire que le système est bi-

polaire (mais non pas nécessairement à converger). A l'inverse, dans un système multipartisan, le positionnement partisan est beaucoup plus figé (d'un point de vue externe). A. Downs souligne ainsi que, dans une telle configuration, il n'y aucune incitation à ce que les partis atténuent leur divergence idéologique. Seuls les partis aux extrêmes ont intérêt à se modérer¹⁶³.

Cinq formes d'interpénétration ont été distinguées : l'inversion, l'importation, l'exportation, l'accentuation de certains thèmes, et la mise en veille d'autres sujets. Du côté allemand, on a pu observer que la dynamique d'inversement des thématiques concernaient les instruments techniques de mise en œuvre de la politique familiale : la CDU investissant de plus en plus les outils structurels et le SPD les mesures financières. Quant aux dynamiques d'importation (du SPD vers la CDU), elles correspondaient aux thèmes de l'éducation, de la liberté des femmes et de l'épanouissement des enfants, développés par le SPD dans un premier temps, et aujourd'hui repris par la CDU. Les phénomènes d'exportation (de la CDU vers le SPD) concerne la thématique de la famille comme institution et cellule fondamentale de la société. Ensuite, les arguments économiques et démographiques, et ceux en faveur du libre choix se sont progressivement accentués dans le discours démocrate-chrétien, tandis que ceux fondés sur une éthique de la famille (mariage, couple etc.) se sont affaiblis. La seule convergence, *stricto sensu*, concerne ces deux derniers groupes thématiques – économiques et hédonistes – puisqu'on observe le même phénomène au sein du SPD. Les autres processus correspondent à des phénomènes interactifs, d'influence, d'hybridation, qui sont plus proches de l'analyse multicausale de H.Kitschelt (avec une prédominance des facteurs externes sur les facteurs internes)¹⁶⁴. Dans quelle mesure ces éléments peuvent-ils être appliqués au cas français et polonais ?

Dans le cas français, le multipartisme cantonne les formations politiques à un espace restreint. Selon l'hypothèse d'A.Downes, les positions partisanses sont plus idéologiques et moins évolutives. Ceci dit, il serait faux de ne voir qu'un système figé et gelé. Les rhétoriques et les programmes évoluent. Il existe bien des évolutions et des reformulations des offres politiques. Tout d'abord, on observe, depuis quelques années, un retour des thématiques natalistes occultées depuis les années 1970 (phénomène d'occultation). Ensuite, le thème de la famille, comme cellule fondamentale pour la communauté nationale, est de plus en plus accentué et mis en valeur. Ce phénomène dernier semble correspondre à un phénomène de convergence

¹⁶³ A.Downes, *Op. Cit.* : « *In multiparty systems, parties will strive to distinguish themselves ideologically from each other and maintain the purity of their positions; whereas in two-party systems, each party will try to resemble its opponent as closely as possible* »: p.127.

¹⁶⁴ H.Kitschelt, *op. cit.*, 1989. L'articulation entre les facteurs externes et internes est elle-même fonction de la structuration du système partisan.

entre le PS, l'UDF et l'UMP. Les trois partis s'accordent désormais sur cette fonction sociale de la famille¹⁶⁵. Cette convergence signifie-t-elle pour autant le rapprochement des partis politiques, en d'autres termes, la diminution des écarts relatifs les séparant ? En réalité, tout se passe comme si, c'était l'axe entier de la compétition partisane – si l'on reprend la représentation spatiale de celle-ci – qui se déplaçait : la gauche reprend des thèmes de la droite qui, elle-même, accentue (vers la droite radicale) son propre discours. Ce phénomène relève plus du sinistrisme que de la convergence : l'on glisse, mais les écarts relatifs restent les mêmes. On n'observe donc ni phénomène de convergence, ni phénomène de divergence. Par contre, les articulations internes peuvent évoluer.

Ainsi, le PS fait intervenir une rhétorique *a priori* conservatrice sur le rôle fondamental de la famille pour l'harmonie et l'ordre social. Cette fonction, autrefois dévolue à l'école, est aujourd'hui partagée avec la famille. Le revirement est de taille. Constitue-t-il un phénomène de convergence ? Pour cela, il faudrait que la droite conservatrice se « libéralise » et se rapproche d'une conception plus « ouverte » de la famille. Au contraire, le RPR/UMP durcit son discours. Par conséquent, l'écart relatif entre la gauche et la droite se maintient. Qu'en est-il du centre ? La question est de savoir si l'UDF repositionne son discours par rapport au glissement de la compétition partisane vers la droite. Tout se passe comme si le PS, envahissant l'espace du centre, repoussait l'UMP vers sa droite. Mais dans cette glissade, le centre □ reste au centre. Il ne s'agit pas de construire un juste milieu entre la gauche et la droite, mais de construire « autre chose ». Si la gauche reprend le discours de la famille, le centre a deux possibilités : soit promouvoir d'autres facettes de la politique familiale, soit développer un nouveau thème, non encore investi par les autres formations partisanes. L'UDF pourrait choisir la seconde solution et faire de l'Europe, la figure du centre comme espace transpartisan, échappant à l'espace national de compétition. Les modifications du discours ne relèvent donc ni d'une convergence, ni d'une divergence mais du positionnement relatif de l'UDF par rapport aux deux pôles de la compétition partisane.

L'exemple de la Pologne constitue un cas intermédiaire entre l'Allemagne et la France. Tout comme en Allemagne, il y a des dynamiques de convergence des compétitions partisanes, c'est-à-dire des dynamiques centripètes vers le milieu. En même temps, il existe des phénomènes d'extrapolation hors de toutes dynamiques de convergence ou de divergence, par lesquels le centre tente de maintenir sa place dans la compétition politique en définissant un au-delà ou un au – dessus de l'axe de

¹⁶⁵ Il faut souligner que ce ne fut pas toujours le cas pour l'UDF. Jusqu'aux années 1960, le parti défendait une conception politique de la famille, comme pilier du pluralisme social. Cet engagement corporatiste ne fait plus partie, aujourd'hui, du discours de légitimation de la famille. L'UDF a pris le plus d'une rhétorique morale qui vante la famille comme cellule de base de la société.

compétition. La difficulté de l'analyse provient de la très grande perméabilité du système polonais aux règles européennes de classement. Les traditions politiques tentent de « copier » des étiquettes occidentales. Les sociaux-démocrates se font, par exemple, l'avocat de la lutte contre les discriminations, des mouvements féministes et hétérosexuels, des altermondialistes. Tandis que l'UW reprend le principe du partenariat développé par la CDU. Seule la droite ultra-conservatrice comme la LPR et les mouvements populistes, tels que *Samoobrona* ne semble pas se préoccuper d'une étiquette européenne. L'espace polonais donne ainsi l'image d'une juxtaposition de formations dont les logiques de développement ne relève ni de phénomènes de convergence ni de positionnement relatif, mais d'une volonté d'intégration dans une tradition politique « européenne » : sociale-démocratie, démocratie-chrétienne, libéralisme etc.

Cependant, un phénomène de convergence a pu être observé, notamment entre l'UW et la SdPI (du moins sous la présidence de W.Frasyniuk). Les deux se retrouvent dans la défense d'une société citoyenne fondée sur l'égalité et l'Etat de droit. La thématique du droit des femmes est ainsi un trait d'union entre les deux formations, issues d'une tradition historique différente – dissidence pour l'un, pouvoir communiste pour l'autre. Cette convergence va de pair avec l'affaiblissement du thème de la famille au sein de l'UW¹⁶⁶. Or, la famille aurait pu constituer un élément de visibilité du centre, hors des polarisations partisans entre la vision conservatrice de la famille et son absence de théorisation du côté de la gauche. Mais, plus proche de sa tradition politique, l'UW s'attache à la thématique des femmes, et trouve ainsi une convergence avec une autre tradition politique : la SdPI.

En définitive, pour l'Allemagne, l'analyse de convergence de A.Downes peut convenir si on veut bien l'étoffer de phénomènes interactifs d'importation et d'exportation.

Par contre, pour la France et la Pologne, l'analyse ne fonctionne pas. Certes on retrouve le cloisonnement des offres partisans, tel qu'il est supposé par Downs dans les systèmes partisans. Mais, ni les dynamiques de convergences ni les phénomènes de polarisation attendus par l'auteur sont observés. Le centre doit être analysé sous un autre angle : réceptif aux deux pôles, il ne se positionne pas tant au milieu qu'en dehors. En fonction de la polarisation, l'offre politique du centre changera de contenu mais restera stable puisqu'elle sera toujours un au-delà des deux pôles. Si ces derniers s'approprient sa thématique, comme en France par exemple, le centre n'a pas d'autres solutions que d'en « inventer » d'autres. Les dynamiques d'évolution du système partisan se comprennent donc aussi à partir du centre : cherchant

¹⁶⁶ Celui-ci, apparu en 1999, se réoriente aujourd'hui vers une politique parentale, plus que familiale.

systématiquement, une « autre » politique, le centre introduit de nouveaux thèmes dans l'arène politique. La course à la nouveauté reprend dès que ces thèmes ont été repris par les autres formations politiques selon une logique d'importation et d'exportation. En Pologne, la dynamique est légèrement différente parce que le clivage historique constitue un point d'ancrage important pour une identité du centre. Si le rapprochement SdPI et PD fonctionne, il pourrait constituer une visibilité nouvelle et accrue du centre comme transcendant les divisions historiques.

Les dynamiques de convergence sont donc insuffisantes pour saisir le fonctionnement du centre et, très précisément, son interdépendance avec le système partisan. La reprise de l'analyse de A.Downs, sa complexification à partir d'une analyse en termes d'import/export et, enfin, sa critique par l'étude du centre en France et en Pologne, ont donné des éléments de structuration du discours centriste. Les phénomènes centristes contemporains ne sont donc pas réductibles à des phénomènes de convergence au centre. Ils correspondent à des évolutions du principe de neutralité, constitutif d'une offre politique du centre. Quelles sont les possibilités pour ce centrisme politique de trouver un vis-à-vis social ? Peut-il espérer devenir un centrisme social ? En un mot : peut-t-on mobiliser sur le *principe de neutralité politique* ? A ces questions, nous donnerons des éléments de réponse (dernière partie). Il s'agira de voir quelles sont les perspectives actuelles de mobilisation autour du centre, compris comme principe (politique) de neutralité politique. Mais, pour mener à bien cette analyse, il faut étudier l'autre versant de l'offre politique : celui de l'identité (sociale) des élus et des cadres centristes. Constituent-ils un milieu, un « lieu » social du centre, identifiable et spécifique ?

Chapitre VI

Les élites partisans : le centre, milieu ou génération ?

Remarques préliminaires sur l'étude générationnelle.

Il ne s'agit pas dans ce chapitre d'étudier les générations d'électeurs ou les générations sociales, mais les générations de dirigeants¹⁶⁷. Ce choix se fonde sur l'hypothèse de correspondance entre le champ de consommation et le champ de production de l'offre politique¹⁶⁸. Le principe d'homologie structurale et fonctionnelle suppose que ces deux champs tentent à s'organiser selon la même logique – à savoir selon le volume et la structure du patrimoine économique, social et culturel possédé. Les positions dans l'un sont homologues à celles dans l'autre parce qu'elles sont, elles-mêmes, analogues aux oppositions qui régissent le champ social et les luttes internes de la fraction dominante¹⁶⁹. En d'autres termes, il y a parallélisme (ou homologie) entre la position du (des) producteur(s) d'une offre politique et de ses consommateurs (électeurs, adhérents) : tous occupent une position similaire dans le champ considéré¹⁷⁰. Dès lors, l'analyse des élites partisans – donc de la position des producteurs de l'offre politique centriste – devrait permettre de rendre compte des conditions de production de l'offre et, par là même, des logiques qui sous-tendent l'émergence et les formes du discours centriste.

L'étude sera biographique. Nous analyserons les trajectoires des élus ainsi que celles des cadres partisans au sein de l'UDF, du SPD, de la CDU et de l'UW

¹⁶⁷ Ce détour par la biographie des dirigeants partisans évite, entre autres, de réifier les oppositions et les compétitions internes et d'en faire le sous-produit d'affrontement idéologique ou de manipulation cynique. Ainsi « Compagnonnages d'écoles, amitiés syndicales, groupes de générations homogènes, camaraderies régionales, affinités sociales et éthiques, hasards socialement conditionnés, stratégies de placement contrôlées dans un certain état d'encombrement du marché, agrégation d'agents marginaux politiquement, tous ces facteurs devraient être systématiquement testés [...] », M. Offerlé, *Les Partis politiques*, Paris : PUF (QSJ), 1987 : p.65.

¹⁶⁸ P. Bourdieu, *La distinction*, Paris : Les éditions de minuit, 1979 : p. 255-271.

¹⁶⁹ La classe dominante est le lieu de la lutte pour l'imposition du principe dominant. Les systèmes de classement des capitaux économiques, sociaux et culturels sont sans cesse remis en question par les différentes fractions dominées de la classe dominante pour tenter d'imposer le système de classement qui leur sera le plus favorable étant donné leur dotation en capital spécifique. La logique interne au champ de la classe dominante oppose ainsi les fractions dominantes aux fractions dominées, c'est-à-dire « les tenants et les prétendants ».

¹⁷⁰ Nous avons détaillé le principe d'homologie dans la partie I, chap. III. Chaque champ a sa logique propre de luttes internes et son opposition propre. Mais, tous sont sous-tendus par la logique de distinction qui oppose dominants et dominés. Ainsi, les dominés de la classe dominante auront tendance à « s'allier » avec les dominés des autres champs de production. P. Bourdieu donne l'exemple de la mode : « les jeunes couturiers ou stylistes qui tentent d'imposer leurs conceptions subversives [dans le champ de la mode] sont les 'alliés objectifs' des jeunes des fractions dominantes et des fractions nouvelles de la bourgeoisie qui trouvent dans les révolutions symboliques dont les audaces vestimentaires et cosmétiques sont le paradigme, le terrain rêvé pour affirmer l'ambivalence de leur relation de 'parents pauvres' aux grandeurs temporelles » (P. Bourdieu 1979 : 259).

(désormais PD). Ensuite, se posera la question de savoir si les élus constituent un groupe social homogène (une génération ? un milieu ?) du point de vue de leur recrutement et des intérêts qui les lient. Enfin, la dimension temporelle devra être réintégrée pour appréhender les modes successoraux au sein des élites partisans. Pour cela, nous préférerons une approche en termes de milieux sociaux plutôt qu'une analyse générationnelle¹⁷¹.

Cette approche bio-évènementielle pose un certain nombre de problèmes méthodologiques et épistémologiques. Dans le premier cas, il s'agit de distinguer des effets de générations, les effets du cycle de vie, de cohorte et de période. Or dans les analyses transversales, les effets du cycle de vie se confondent avec les effets de cohorte, tandis que dans les études longitudinales ce sont les effets de période et de cohorte qui se mélangent. Dès lors, comment distinguer empiriquement des générations successives ?

Sur le plan épistémologique, c'est l'utilisation même du concept macro-sociologique de « génération politique » qui pose problème. Celui-ci suppose une scansion qui transcende les autres clivages pour les aligner sur une division temporelle. Or, si chaque catégorie particulière – professions, partis politiques, etc. – peut avoir son propre rythme de renouvellement générationnel, rien n'indique qu'il existe, au niveau global, une succession de générations sociales. Ainsi, selon les mots de Pierre Favre, « on en déduira que s'il existe des générations successives, la date de leur entrée en scène, le moment de leur maturité, sont différents d'un parti à l'autre, qu'il existe donc sans doute des *générations partisans*, de surcroît propres à chaque parti, mais pas de générations politiques »¹⁷².

Cependant, le problème méthodologique reste entier : comment distinguer des générations dirigeantes et comment éviter de qualifier de génération des effets qui peuvent relever de simple phénomène de cycle de vie, de cohorte ou de période ? Sceptique devant l'utilisation sociologique du concept de génération, P.Favre considère que « parler de 'générations' n'est alors qu'un moyen, guère propre à des spécifications empiriques, de désigner commodément un ensemble d'individus qui

¹⁷¹ Les théories générationnelles tendent à expliquer le changement politique par la succession des générations. S'inspirant de l'analyse de J-W Lapierre du système social, elles se rattachent à l'évolution du système bio-social. J-W.Lapierre distingue quatre sous-systèmes du système social : les sous-systèmes écologique, culturel, politique et bio-social. [V.Lemieux, « Préface » p.5-6 in : *Générations et politique*/ J.Crête, P.Favre (s/d), Paris : Economica, PUL (Collection Politique comparée), 1989 : p.6.]. Les effets générationnels sont cycliques, par leur occurrence, ils s'exercent dans le court terme, ou le moyen terme, et accordent une très grande importance à la socialisation politique des jeunes et aux événements qui amènent ceux-ci à se mobiliser contre la génération précédente. Ils sont la conjonction de trois phénomènes : les effets du cycle de vie, de cohorte et de période. Une génération (politique) se définit donc par 1) son appartenance à un même groupe d'âge défini par les caractéristiques du cycle de vie ou par la position historique d'une cohorte et 2) sa conscience sociale et sa mobilisation. En d'autres termes, « une génération politique survient lorsque l'âge se trouve corrélé au comportement politique collectif » [*Ibid.* : p.9]. En Allemagne, K.Mannheim a eu l'impact le plus fort dans l'étude générationnelle. [K.Mannheim, « The Problem of Generations » p.276-322 in : *Essay on the Sociology Knowledge*, N.Y: Oxford University Presse, 1932: p. 304]

¹⁷² P.Favre, « De la question sociologique des générations et de la difficulté à la résoudre dans le cas de la France » p. 283-321 in : *Ibid.* : p. 291, souligné dans le texte.

s'apparentent par leur participation commune à un événement ou leur soumission à un même phénomène social. On ne peut guère aller [] au-delà [] »¹⁷³. Le danger est de taille, mais l'abandon tout aussi dommageable : on se priverait dès lors de saisir les phénomènes d'occurrence tant dans le temps que dans l'espace des phénomènes centristes.

La pratique sociologique pourrait proposer une autre solution : celle du milieu social. Elle redéfinit l'âge biologique en catégorie sociale.

La partition de l'espace social.

Plus que générationnelle, l'approche par les milieux sociaux est avant tout micro-sociologique. P. Bourdieu la combine avec celle, plus classique, des classes sociales. Ainsi, il ajoute à la distinction simplement horizontale de la société en milieux sociaux (ou en situation sociale), une dimension verticale entre dominants et dominés – par rapport à la position sociale. Chaque individu se positionne donc dans l'espace social par rapport à sa position de classe – déterminée par le volume et la structure du patrimoine social, culturel et économique qu'il détient – et sa situation qui se définit par son activité – c'est-à-dire les modalités de son activité professionnelle : outil de travail, relations, charge et types de travail etc. Ces caractéristiques auxiliaires ou secondaires sont autant d'indices du positionnement dans les rapports de production. Mais c'est la première qui donne sa forme et sa valeur à la seconde : « c'est ainsi que le volume et la structure du capital donnent leur forme et leur valeur spécifiques aux déterminations que les autres facteurs (âge, sexe, résidence, etc.) imposent aux pratiques »¹⁷⁴. La condition de classe, conjonction de la situation et de la position de classe, correspond à l'ensemble des conditions effectives d'existence de l'individu. Celles-ci conditionnent à leur tour ses comportements, ses pratiques, ses représentations puisqu'elles commandent à la constitution de son habitus de classe, c'est-à-dire à l'ensemble des dispositions incorporées des conditions objectives d'existence. Cette analyse fait apparaître l'unité (de condition) qui peut être cachée sous une apparente diversité (de situations et de pratiques)¹⁷⁵.

A cette dimension verticale, il convient de rajouter une différenciation selon l'axe temporel, c'est-à-dire selon l'évolution dans le temps des propriétés de structure et de volume de capital. Celle-ci se manifeste par l'ensemble des trajectoires passées

¹⁷³ P. Favre, *Ibid.* : p. 319.

¹⁷⁴ P. Bourdieu 1979 : 119.

¹⁷⁵ Les hiérarchies constatées au sein de la classe dominante (déterminée par le volume de capital global) entre patrons de l'industrie et du commerce et cadres supérieurs se constate aussi au sein de la classe moyenne (caractérisée par un volume global de capital moindre) entre commerçants et artisans et cadres moyens. L'occupation de positions analogues par leur structure patrimoniale (même si elles diffèrent par le volume de capital) permet de comprendre l'association (et l'identification) de ces groupes, pourtant distincts : les différences sont de degré entre cadres moyens et supérieurs, d'un côté, et patrons et commerçant, de l'autre.

et potentielles qui dessinent l'univers des possibles de la classe. Ceux-ci sont eux-mêmes conditionnés par le volume et la structuration patrimoniale qui déterminent l'ensemble des pratiques (dont celle de la stratégie de reproduction et d'ascension sociale) selon l'équation « (habitus) (capital) + champ = pratique »¹⁷⁶. C'est ici qu'intervient la question des générations.

Les générations les plus jeunes ont pu, par des glissements horizontaux dans la structure patrimoniale ou verticaux dans le volume du capital, développer des habitus « hybrides », où se mêlent l'héritage des pratiques des générations précédentes et leur adaptation à l'état actuel de la distribution patrimoniale. Dans cette optique, la lutte pour l'appropriation des moyens de domination est assimilée à une course sans fin où les écarts entre les coureurs (c'est-à-dire les positions sociales) se maintiennent irrémédiablement. « Ce qui implique que l'ordre établi à un moment donné du temps est inséparablement un ordre temporel, un *ordre de successions*, chaque groupe ayant pour passé le groupe immédiatement inférieur et pour avenir le groupe supérieur »¹⁷⁷.

Dès lors, ce sont les transformations dans les structures sociales qui font naître des générations différentes¹⁷⁸. Une génération ne se constitue donc que si elle se trouve dans un état différent des conditions antérieures de reproduction des rapports de force. Dès lors, son capital acquis ou hérité ne lui permet plus de conserver sa position, voire de l'améliorer. « Bluffée » sur la valeur de son acquisition qui lui a fait miroiter une ascension sociale, que ses chances objectives démentent, elle ne peut que désavouer le fonctionnement du système (de compétition) et rendre possible par là un véritable renversement des valeurs.

En utilisant cette analyse, les rhétoriques centristes, considérées comme produits du champ de production politique, pourraient-elle être la résultante d'une stratégie adaptative d'un certain groupe en vue de maintenir sa position sociale (et donc politique) ? Les phénomènes centristes seraient-ils liés à la compétition entre les héritiers et les prétendants au pouvoir (d'où leur caractère cyclique) ? Une troisième hypothèse serait celle de l'émergence d'une nouvelle génération politique – moderne et/ou médiatique – dont les traits spécifiques expliqueraient les formes actuelles des rhétoriques centristes. L'hypothèse est attrayante – notamment, pour le cas allemand de la *neue Mitte*. Néanmoins, comme nous le verrons, elle n'est pas entièrement satisfaisante.

¹⁷⁶ *Ibid.* : p. 112.

¹⁷⁷ P.Bourdieu 1979 : 183. Dans cette course poursuite, ceux qui courent derrière sont nécessairement battus et en se laissant abuser par l'objectif (inatteignable) supérieur, ils contribuent à légitimer, c'est-à-dire à reproduire cette course sans fin. Seul le refus de courir (ou la course en sens inverse ?) peut briser ce cercle parfait.

¹⁷⁸ La référence n'est pas l'âge biologique mais celle du nouveau venu : « on est d'autant plus âgé socialement qu'on est plus proche du pôle du pouvoir et depuis plus longtemps [...] », P.Bourdieu 1979 : 259.

Pour cerner les formes centristes actuelles, nous retracerons la trajectoire ainsi que l'histoire des élites politiques qui aujourd'hui dessinent les contours du discours centriste : à quel milieu défini, par le volume et la structuration du patrimoine, appartiennent ces élites ? Trouve-t-on certaines correspondances entre la France, l'Allemagne et la Pologne dans la caractérisation de ces élites ?

Axes de recherche pour l'analyse des élites partisans.

Dans ce chapitre, nous nous attacherons à décrire les dirigeants des formations centristes contemporaines du SPD, de la CDU, de l'UW et de l'UDF. Quelle sont le type de ressources utilisées par les élites partisans ? Quelle est la filière d'accès au sommet qu'elles empruntent ? A partir du repérage des dirigeants et de leurs caractéristiques, il nous faudra définir si ces élites appartiennent à un milieu spécifique et constituent un groupe homogène par leur position sociale et leurs intérêts communs. De là, on pourra s'interroger sur la possibilité d'une modification du milieu des élites partisans centristes. Si une telle modification est avérée, en quoi permet-elle d'expliquer les mutations des formes centristes contemporaines ?

Ce chapitre s'organise donc autour de trois axes de recherche :

- définir et caractériser les acteurs du champ de production centriste.
- évaluer le lien entre les caractéristiques de ce champ et les propriétés de l'offre centriste.
- tester l'hypothèse d'une rupture (générationnelle) dans l'offre politique du centre.

Ce dernier point structurera notre réponse à la question de notre recherche, à savoir celle de l'émergence de nouveaux phénomènes centristes : ce n'est que s'il est possible de distinguer deux états de lutte différents que se pose légitimement la question d'un nouveau centre.

§1 LA FRANCE.

Sans vouloir présager d'un déterminisme social, nous nous proposons de retracer les caractéristiques des élites partisans centristes. Nous nous sommes appuyés pour cela sur l'étude des fiches individuelles des députés éditées par l'Assemblée Nationale. Nous l'avons complétée par la lecture de la presse sur toute la période, de 1999 à 2005, pour saisir les (re)positionnements des acteurs politiques centristes, leur prise de position et, le cas échéant, leur changement d'affiliation.

L'étude plus approfondie du profil sociographique des élus de la XII^e législature (2002-2007) ainsi que des cadres dirigeants depuis la restructuration organisationnelle de l'UDF (2005) nous a conduit à dresser les caractéristiques de l'espace social (si espace il y a) que constituent ces élites.

Enfin, nous proposons à la fin de cette étude diverses pistes d'évolution du centre français, en tenant compte des ressources disponibles et du milieu social dans lequel s'ancre le mouvement centriste.

1. Sociographie des députés UDF.

1.1 Où est le centre ?

Selon les données de l'observatoire des inégalités en 2003, les fonctionnaires, les professions libérales et les ingénieurs et cadres sont largement sur-représentés à l'Assemblée nationale¹⁷⁹. Alors que les employés et les ouvriers représentent plus de la moitié de la population active, seuls 6 % des députés sont issus de leurs rangs. Ainsi quel que soit le parti considéré, les élus appartiennent largement aux couches sociales les plus élevées. L'image des partis de droite en général et de l'UDF en particulier, forts de notables et d'entrepreneurs économiques serait-elle dès lors propre à tous les partis ?

L'analyse de Julien Frétel sur le profil du personnel politique de l'UDF de l'Assemblée de 1997 souligne une certaine similitude entre le PS, le RPR (devenu UMP en 2002) et l'UDF. Ainsi l'auteur conclue que « la morphologie du groupe des députés centristes durant la onzième législature paraît en effet assez proche de celles que présentent le Parti socialiste et le parti gaulliste »¹⁸⁰. Nous reprenons ses résultats dans le tableau suivant :

¹⁷⁹ Observatoire des inégalités, *Députés : le haut de l'échelle sociale*, 15/12/2003.

¹⁸⁰ J.Frétel, « Le Parti comme fabrique de notables. Réflexions sur les pratiques notabiliaires des élus de l'UDF », *Politix*, Vol.17, n°65/2004 : p.45-72, p.66

Tabl. 22 Origines socioprofessionnelles des députés français (1997-2002)¹⁸¹

	PC	RCV	PS	UDF	DL	RPR	NI	Ensemble
Agriculteurs	8,8	3,3	1,6	5,9	2,5	5,5	0	3,4
Chefs d'entreprise	0	3,3	2,8	7,4	12,5	18,7	100	8,5
Cadres, Ingénieurs.	5,8	10	15,2	13,4	22,5	16,4	0	15,1
Divers	14,7	3,3	11,2	17,9	20	11	0	12,3
Prof. Libérales.	3	16,6	14,4	19,4	30	20,3	0	17
Fonctionnaires	11,8	20	18,8	19,4	7,5	14	0	16,4
Enseignants	20,6	33,5	28,8	12,2	0	11,7	0	20
Journalistes	0	6,6	1,6	4,5	0	0,8	0	1,8
Employés	23,5	3,4	5,6	0	5	1,6	0	4,8
Ouvriers	0	0	0	0	0	0	0	0,7
TOTAL	100 (N=34)	100 (N=31)	100 (N=282)	100 (N=61)	100 (N=39)	100 (N=125)	100 (N=5)	100 (N=(577))

On remarque que les trois partis UDF, PS et RPR recrutent essentiellement dans les milieux supérieurs des cadres et ingénieurs, des professions libérales, des fonctionnaires et des enseignants. Notre analyse des élus de 2002 confirme ces résultats.

Tabl. 23 Répartition de la population active, des députés et des députés UDF selon les familles socioprofessionnelles (XII^e Législature) en valeur absolue et en pourcentage

Professions	Population fr		Ass.Nationale		UDF	
	En milliers	En %	En valeur absolue	En %	En valeur absolue	En %
Agriculteurs	651	3	21	4	1	3
Cadres & Ing	1995	8	115	19	7	24
Div.	178	1	72	13	4	13
Empl.	7232	28	28	5	0	0
Enseignants	5972	24	72	13	5	17
Chef d'entr.	125	1	54	9	1	3
Fonct.	838	3	84	15	4	13
Journalistes	232	1	8	1	2	7
Prof. Lib.	1726	7	119	20	6	20
Ouv.	5972	24	3	1	0	0
TOTAL	24921	100	576	100	30	100

Les députés UDF proviennent essentiellement des cadres et ingénieurs, d'une part, et des professions libérales, d'autre part. Si le fait qu'aucun député ne soit issu des rangs des employés ou des ouvriers ne surprend guère, l'absence de chefs d'entreprise est plus inattendue : seul un député entre dans cette catégorie □ en tant qu'artisan et commerçant. Y a-t-il là matière à remettre en cause l'idée d'une droite centriste proche des milieux entrepreneuriaux ? Quant on y regarde de plus près, on

¹⁸¹ J.Frétel, *Ibid*, Tabl. p.65.

s'aperçoit que la catégorie des fonctionnaires et des enseignants regroupe 30% de l'ensemble des élus soit plus que les 23% des professions libérales. De même, au sein des cadres, ingénieurs et professions libérales, on recense certaines activités dans le public ou dont le financement dépend en partie de ce secteur. Enfin, le groupe des « divers » regroupe essentiellement des élus qui ont eu des activités directement liés au métier politique (assistant parlementaire, collaborateurs, directeur de cabinet etc.). On trouve dans cette catégorie P-C Baguet, A-M Comparini et M.Leroy (soit les trois quart du groupe). Seul S.Démilly appartient au milieu économique en tant que conseiller en communication et management. Au vue de cette répartition socioprofessionnelle des députés l'UDF à l'Assemblée, le parti centriste ne semble pas présenter de traits particulièrement liés au monde de l'entreprise.

Néanmoins, une comparaison plus détaillée des élus socialistes, centristes et gaullistes met en évidence certains points importants.

Tabl. 24 Origines socioprofessionnelles des députés français (2002-2007) (en %)

	PC	PS	UDF	UMP	NI	Ensemble
Agriculteurs	5	1	3	4	10	4
Chef d'entr.	0	1	3	14	0	9
Cadres & Ing.	5	13	24	23	30	19
Div.	14	13	13	12	10	13
Prof. Lib.	5	16	20	23	20	20
Fonct.	17	23	13	12	0	15
Ens.	14	25	17	7	20	13
Journalistes	5	1	7	1	10	1
Empl.	26	6	0	4	0	5
Ouv.	9	1	0	0	0	1
TOTAL	100 (N=22)	100 (N=150)	100 (N=30)	100 (N=364)	100 (N=10)*	100 (N=576)

* Mme Véronique Besse (NI) n'est pas répertorié dans les registres CSP.

Tout d'abord, en 1997 [tabl.1], la distinction gauche-droite est très nettement marquée par la catégorie des enseignants : entre 20 et 30% des élus de gauche sont issus de cette catégorie, tandis qu'elle ne représente qu'un peu plus de 10% pour l'UDF et pour le RPR – 12,2% pour la première et 11,7 % pour la seconde. Ensuite, l'étude détaillée par catégories socioprofessionnelles de la législature de 2002-2007 [tabl.3] montre que sur cinq élus aux élections de 2002, anciennement enseignants, deux sont seulement certifiés (l'un étant, cependant, chef d'établissement scolaire). Quant aux trois autres, l'un est agrégé, les deux derniers, docteurs¹⁸².

Ainsi, plus de la moitié des députés UDF ont un diplôme de haut niveau (maîtrise ou plus). Avec un nombre moyen d'années d'études après le bac de 5,5, l'UDF occupe la première place au sein de l'Assemblée après l'UMP avec 5,1 années

¹⁸² Ces données sont issues des groupes d'études de l'Assemblée Nationale qui fournissent différents indicateurs dont notamment la répartition des élus par catégorie socioprofessionnelle et par famille socio-professionnelle.

et le PS à 4,74. Ce sont, majoritairement, les études en droit qui dominent ; viennent ensuite les diplômes des Instituts d'Etudes politiques et enfin, dans une moindre mesure, en économie et en médecine. Certes, comme le remarque J.Frétel (2004), les hauts fonctionnaires sont relativement absents du groupe UDF (on ne compte que trois fonctionnaires des grands corps en 2002), mais le capital scolaire accumulé sous forme de doctorat ou de diplôme d'autres grandes écoles (EHESS, Centrale, Commerce, Ingénierie) compense, pour ainsi dire, cette lacune. Ainsi, si l'on compare les diplômes obtenus par les élus de la douzième législature, on obtient le tableau suivant :

Tabl. 25 Niveau d'éducation moyen des députés centristes, gaullistes, socialistes et communistes à l'Assemblée nationale française (2002-2007)

	% à l'Ass. Nationale	Maîtrise	DEA, DESS ou doctorat	Total	Nbr. d'années d'études après le bac
UDF	5	19	37	56	5,5
UMP	64	19	33	52	5,1
PS	26	23	32	55	4,74
PC	4	9	5	14	3,14

En ce sens, nous serons moins catégorique dans nos conclusions et nous ne suivrons pas J.Frétel lorsqu'il conclue que les élus UDF de 1997 « présentent un léger handicap en termes de capital culturel ou scolaire par rapport au personnel gaulliste ou au personnel socialiste. L'UDF a moins de hauts fonctionnaires que le parti socialiste ou le RPR (l'UMP depuis 2002) et, globalement, ses représentants sont un peu moins diplômés »¹⁸³. Par contre, nous retiendrons que l'UDF ne totalise que peu de capital des hautes institutions scolaires (ENA notamment) et un capital économique moindre que l'UMP. Les élus UDF se caractérisent donc avant tout par un haut niveau de capital culturel et un niveau moindre, par rapport à l'UMP, en capital économique.

Enfin, l'âge et le taux de féminisation sont un troisième type d'indicateur de la position de classe¹⁸⁴. Ces éléments ont été regroupés dans les tableaux suivants :

¹⁸³ J.Frétel, *Art. Cit.*, 2004: p.66. Pour justifier de l'intérêt heuristique de sa recherche, J.Frétel devait avant tout démontrer que si les origines sociales pouvaient jouer un rôle dans la sélection et le recrutement des élus, elles ne sauraient en épuiser les mécanismes : la thèse de l'auteur se fonde sur la déconstruction de la notion de notable autour de la catégorie professionnelle pour la fonder sur un mécanisme de « notabilisation » autour d'une activité associative. La réussite des élus s'explique ainsi non pas par leurs réseaux professionnels ou partisans, mais par la constitution de ressources sociales et relationnelles autres, hors de ces deux champs.

¹⁸⁴ Ainsi « la vérité d'une classe ou d'une fraction de classe s'exprime donc dans sa distribution selon le sexe ou l'âge et, plus encore, peut-être, parce qu'il s'agit alors de son avenir, dans l'évolution au cours du temps de cette distribution [...] » P.Bourdieu, 1979 : p.120.

Tabl. 26 : Âge moyen et taux de féminisation des groupes politiques de la XII^e législature (2002-2007)

	Âge moyen	Taux de féminisation
UMP/RPR	57 ans	10,1
PS	57 ans et 8 mois	16,4
UDF	52 ans et 7 mois	3,4
PC	62 ans et 10 mois	23,8
NI (Non Inscrits)	58 ans et 11 mois	/

Ces données font apparaître une plus grande féminisation des partis de gauche¹⁸⁵. L'UDF, par contre, reste un parti masculin : il ne compte qu'une seule élue en 2002 (deux si l'on compte A.M Idrac qui démissionne pour la direction générale de la RATP). En outre, le groupe UDF a l'âge moyen le plus bas de l'Assemblée nationale : les transfuges centristes qui se sont ralliés à l'UMP ont accéléré le processus de sélection et de renouvellement des candidats. La majorité des élus se recrutent, certes, dans la tranche d'âge des 40-60¹⁸⁶, mais le nombre de députés UDF de plus de 60 ans chute de 27 à 7, soit, en valeur relative, respectivement : de 46,5% à 23,3%. De même en 1997, l'UDF n'avait aucun élu trentenaire, en 2002, elle en a deux. Par ailleurs, sur trente élus, 13 entament leur premier mandat (si l'on y inclut C.Blanc¹⁸⁷), cinq avaient déjà été élus dans la législature précédente et quatre étaient entrés au Parlement en 1993. Les huit derniers sont élus depuis 1988, voire 1986 et même 1978. En 2005, les deux députés les plus âgés ont 65 ans tandis que le doyen (UMP) de l'Assemblée a 78 ans. Enfin, le benjamin du Parlement, 38 ans, siège dans les rangs centristes.

Si l'on suit l'analyse bourdieusienne, cette relative « jeunesse » serait le signe de l'éloignement du parti des enjeux de pouvoir, en d'autres termes de sa position

¹⁸⁵ Si on double ces données avec la répartition socioprofessionnelle des femmes, il ressort une nette sur-représentation des femmes élues députées dans les professions de l'enseignement ainsi qu'une nette augmentation des femmes salariées du secteur privé élue à gauche entre 1997 et 2002. Ces analyses sont tirées des tableaux 22, 23 et 24 p.49-50 du rapport pour le Premier ministre de Marie-Jo Zimmermann, Rapporteuse Générale : « pourquoi la parité en politique reste-t-elle un enjeu majeur pour la démocratie française ? », *Observatoire de la Parité entre les femmes et les hommes*, mars 2003, 74 p.

¹⁸⁶ En 1993, on constatait une supériorité des classes d'âge de 45 à 59 ans dans les candidats à l'élection législative (57% à l'UDF). Ces candidats sont arrivés, en raison de leur âge, à capitaliser un certain nombre de ressources politiques. Dans le même temps, leur âge « moyen » leur permet d'avoir encore un « avenir » pour leur parti. Cf. F.Backman, G.Birenbaum, « Heurts et malheurs de la sélection des candidats RPR et UDF » p.23-42 in : *Le vote sanction. Les élections législatives des 21 et 28 mars 1993* /P.Habert, P.Perrineau, C.Ysmal, Paris : PFNSP (Chroniques électorales) : 1993.

¹⁸⁷ Anne-Marie Idrac avait été élue dans la circonscription des Yvelines. Après sa nomination à la tête de la RATP par le conseil des ministres le 25 septembre 2002, elle démissionna de son mandat de députée (ainsi que de conseillère régionale d'Île-de-France et de ses fonctions de secrétaire générale de l'UDF). En conséquence, des élections partielles furent organisées dans la circonscription. C.Blanc fut ainsi élu le 16 décembre 2002.

dominée au sein de la classe politique (de droite)¹⁸⁸. Cette position périphérique de l'UDF détermine, ou plus exactement s'exprime par la stratégie contestataire suivie par la direction centriste : l'UDF n'a de légitimité à exister que si l'ordre établi (en l'occurrence la domination de l'UMP au sein de l'Assemblée) est contestable. Il est intéressant de noter que la rhétorique actuelle de l'UDF ne porte pas tant sur la critique de la bi-polarisation que sur l'hégémonie de l'UMP. Tout se passe comme si l'UDF formulait son *point de vue* au sens littéral du terme, c'est-à-dire l'endroit d'où elle voit la scène. Elle indique ainsi sa propre position. Dans cette optique, la rhétorique centriste est elle-même l'illustration (ou la formulation) de la position de l'UDF au sein de l'espace politique dominant. Elle révèle la localisation de l'UDF dans l'espace de compétition et, par voie de conséquence, elle indique où se situe le centre du champ de lutte¹⁸⁹.

En dernier lieu, le groupe UDF de l'Assemblée Nationale se caractérise par sa catholicité. La plupart sont des catholiques pratiquants – un seul député s'énonce ouvertement comme peu pratiquant. La majorité d'entre eux sont mariés. De ceux qui ont des enfants (soit la moitié du groupe), le nombre moyen s'élève à 3,2 enfants allant de 6 enfants à un seul.

Les députés UDF ont, par ailleurs, fait partie de réseaux d'associations comme le scoutisme ou les jeunes chrétiennes étudiantes¹⁹⁰. On trouve aussi des engagements dans des associations caritatives (Action contre la faim), religieuses (parfois extrême comme *l'Opus Dei*), sportives ou culturelles (de soutien aux folklores régionaux). Dans les loisirs déclarés, sont cités la chasse, le jogging, la randonnée (cycliste ou pédestre), la lecture (allant des bandes dessinées aux ouvrages historiques), la peinture, l'élevage de chevaux et les échecs. Ces pratiques culturelles indiquent, plutôt, une appartenance à la classe dominante de la bourgeoisie (catholique) ancienne ; plus précisément : elles en indiquent l'héritage. Tout se passe comme si la direction actuelle de l'UDF se caractérisait par une stratégie (incertaine ?) de reconversion de ses ressources en capital par une utilisation accrue du système scolaire. Dans cette perspective, les profils tant professoraux que libéraux du groupe

¹⁸⁸ [Cf. *Supra*] Selon l'analyse de P. Bourdieu, la classe dominante connaît elle-même une lutte interne entre fractions dominées et fractions dominantes, c'est-à-dire entre prétendants (au pouvoir) et tenants (du pouvoir). Ceux qui sont le plus proche du pouvoir – les plus âgés socialement – luttent pour le maintien de leur position dominante – c'est-à-dire pour une répartition symbolique du capital en leur faveur. Les dominés – les plus éloignés du pôle du pouvoir – peuvent espérer renverser les rapports de force soit en accumulant du capital reconnu symboliquement comme le capital dominant – en l'occurrence économique – soit en imposant une autre hiérarchisation des capitaux qui leur soit plus favorable – notamment une revalorisation du capital culturel aux dépens du capital économique.

¹⁸⁹ L'ambivalence du mot « centre » trouve ici une bonne illustration : s'affirmant au centre, l'UDF est en réalité justement à la périphérie du centre (du pouvoir).

¹⁹⁰ Certaines associations chrétiennes semblent plus propices à un engagement UDF. Entre autres : Le Mouvement Eucharistique des Jeunes (MEJ), les Jeunes pour la Foi (JPF) et enfin les centres de jésuites. Cf. J. Frérel, « Sociologie des réseaux de la Nouvelle UDF », *Les tendances récentes de l'étude des partis politiques dans la science politique française : organisations, réseaux, acteurs*, Contribution au colloque de l'Association Française de Science Politique, Paris : IEP, 31 janv. – 1^{er} fév. 2002, 17 p. : p.5.

UDF aurait leur cohérence dans un investissement identique dans le système éducatif pour pallier à une dotation en capital soit insuffisante, soit en perte de valeur qui ne leur permettrait pas d'atteindre (ou de rester) au pouvoir (politique, économique et/ou social).

1.2 Bilan.

A ce stade, deux enseignements peuvent être tirés. Tout d'abord, les caractéristiques sociographiques des élus de l'UDF ont montré que les centristes avaient un certain nombre d'handicaps eu égard à la forte concentration du capital économique au sein de l'UMP. Possédant un capital économique moindre, l'UDF se caractérise par un capital culturel élevé, notamment en droit et en économie. Plutôt jeune, l'UDF a, par là, les caractéristiques d'un acteur politique éloigné du centre du pouvoir, et donc plus revendicatif, faisant valoir ses droits de prétendants (au pouvoir) face aux héritiers (gaullistes avant tout). Ainsi la concentration d'un capital culturel au sein de l'UDF appelle, certes, à remettre en cause l'image d'Epinal d'un parti de notables, comme le souligne J.Frétel, mais surtout elle fait de l'UDF et du PS deux partis ennemis dans la lutte pour le pouvoir et l'appropriation de la légitimité culturelle face au pouvoir économique¹⁹¹. Cette situation permettrait d'expliquer la tentation socialiste du président de l'UDF¹⁹². On comprend mieux dès lors l'attraction que peut exercer le PS sur une partie de l'UDF comme un exemple de machine partisane performante dans la lutte pour le pouvoir¹⁹³. Cette hypothèse gagnera à être précisée par l'analyse de la sociologie des cadres partisans de l'UDF, d'une part, et par les trajectoires de certains de ses dirigeants, d'autre part.

Deuxièmement, la sécession en faveur de l'UMP oblige l'UDF à recommencer l'accumulation du capital politique. Par là même, des fenêtres d'opportunité s'ouvrent pour des stratégies de conquête politique fondées sur une organisation partisane intégrée et efficace. F.Bayrou peut espérer s'imposer davantage au sein de ses élus, resserrer les rangs et limiter les dissidences. Ces deux facteurs expliquent une stratégie offensive et oppositionnelle du parti centriste – il convient aussi de rajouter les effets de court terme comme l'échéance électorale de 2007 et les transformations organisationnelles de l'UDF depuis l'adoption de ses nouveaux statuts. L'UDF pourrait s'orienter vers une organisation plus intégrée ayant une vocation avant tout

¹⁹¹ Ce constat est considéré du *point de vue* de l'UDF, c'est-à-dire de la position qu'occupe l'UDF dans l'espace politique : son faible poids politique ne justifiant pas, a priori, de réaction du PS à son encontre

¹⁹² A ce titre, la direction du parti par un agrégé de lettres, alors que les titres scolaires sont majoritairement détenus dans le domaine économique ou juridique, est tout aussi significative de l'attraction que peut exercer la gauche sur le président de l'UDF.

¹⁹³ Certains militants nous ont confié leur envie devant l'efficacité de la machine électorale gaulliste. Cependant, ils se reprennent pour souligner qu'ils préfèrent une organisation certes peu performante mais qui laisse libre de sa propre pensée. Cf. Chapitre VII.

présidentielle¹⁹⁴. Dans cette optique d'utilisation stratégique d'un positionnement politique, nous nous proposons d'analyser les perspectives d'évolution de l'UDF.

2. Cadres et direction de l'UDF.

Nous ne nous intéressons ici qu'à l'organe dirigeant réduit : soit aux présidents et aux vice-présidents.

Tabl. 27 Organigramme de l'UDF : présidents et vice-présidents (2005)

Président	François Bayrou
Vice-présidents exécutifs	Hervé Morin , Président du groupe UDF à l'Assemblée Nationale Michel Mercier , Président du groupe UC-UDF au Sénat Marielle de Sarnez , Présidente de la délégation UDF au Parlement Européen Jacqueline Gourault , Présidente de la Fédération des élus
Vice-présidents	Pierre Albertini , Député-maire de Rouen Jean Arthuis , Président de la commission des finances du Sénat et du Conseil général de la Mayenne Bernard Bosson , Député maire d'Annecy Jean-Louis Bourlanges , Député européen Anne-Marie Comparini , Député du Rhône André Santini , Député-maire d'Issy-Les-Moulineaux

Il est frappant de voir que la direction nationale est avant tout dominée par les « professeurs » : F.Bayrou est agrégé de lettre, Hervé Morin fut, entre autres, chargé de cours (Paris V), Michel Mercier, enseignant en Faculté de droit, Jacqueline Gourault, professeur d'histoire-géographie, Pierre Albertini, professeur d'université, Jean-Louis Bourlanges, professeur associé à l'IEP de Paris et André Santini, maître de conférence (en droit). Excepté F.Bayrou et J.Gourault, les diplômes obtenus sont au moins équivalents à cinq années d'études post-bac et renvoient aux matières juridiques.

A côté de cette majorité écrasante d'enseignants, on trouve Marielle de Sarnez, sans diplôme particulier à faire valoir (elle n'obtient que le baccalauréat). Sa particule rappelle cependant qu'elle est née dans les « beaux quartiers » de la capitale (8^e arrondissement). Elle fut élève (renvoyée) de Sainte-Marie-de-Passy. Son parcours professionnel est directement lié au métier politique. Elle entre en politique, « par hasard », à 22 ans comme secrétaire à mi-temps de Ladislas Poniatowski (ami de la famille et Républicain indépendant). Elle restera ensuite au service de la droite non gaulliste. Entre autres, elle fut chargée de mission au cabinet du président du groupe UDF à l'Assemblée Nationale, Jean Claude Gaudin (1986-1988), puis conseillère auprès du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la

¹⁹⁴ C'est aussi la conclusion d'A.Massart, *Op. Cit.* Nous avons écarté la dimension proprement organisationnelle de notre analyse. Nous nous bornons ici à souligner que la mise en place des comités « Berthier » en septembre 2004 (cf. Chap. VII) et l'effort d'intégration qui a suivi les départs vers l'UMP ont contribué à remodeler la structure partisane de l'UDF.

recherche, F.Bayrou. Ce dernier la promeut directrice de Cabinet (1993-1997)¹⁹⁵. Elle est élue au Parlement européen en 1999, puis réélue en 2004. Elle obtient un mandat de conseiller de Paris en 2001 et prévoit de se présenter pour les élections municipales de 2008¹⁹⁶. Elle devient secrétaire nationale de l'UDF en 2003 avant d'être nommée vice-présidente exécutive. Son parcours reste éloigné des projecteurs de l'Assemblée Nationale. Marielle de Sarnez préfère les charges électives moins « visibles » locales ou européennes.

On trouve ensuite Bernard Bosson, diplômé en droit public et avocat pendant 13 ans (dans le cabinet de son frère aîné), dont l'entrée en politique est facilitée par une forte dotation en capital social. Son père fut lui-même sénateur et maire d'Annecy. Dès l'âge de 17 ans, il est nommé directeur de campagne de son père. Il est élu conseiller municipal en 1979. Quatre ans plus tard, il devient lui-même maire d'Annecy. Enfin, en 1986, il obtient un siège à l'Assemblée Nationale qu'il occupe jusqu'à aujourd'hui.

Enfin, Anne-Marie Comparini a elle aussi un parcours lié au métier politique auprès d'élus et d'hommes politiques. Administratrice, licenciée en droit, elle travaille d'abord à l'ORTF (1971-1974) puis aux archives (INA). En 1978, elle devient l'assistante parlementaire de R.Barre, alors premier ministre. En 1986, elle obtient ses premières responsabilités politiques avec un mandat de conseillère régionale, puis elle est nommée adjointe au Maire de Lyon (qui n'est autre que R.Barre) de 1995 à 2001. Elle gagne un siège de député pour la circonscription du Rhône aux dernières élections législatives.

Jean Arthuis, quant à lui, forme un cas quelque peu à part. Il est diplômé de l'ESC Nantes et de l'IEP de Paris, complété par un diplôme d'expert-comptable. Il fut secrétaire d'Etat du ministre des Affaires sociales et de l'Emploi (mars 1986-janvier 1987), secrétaire d'Etat chargé de la Consommation, de la concurrence et de la Participation et, enfin, Ministre de l'Economie, des Finances et de la Privatisation (janvier 1987-Mai 1988) ; ministre qu'il retrouve entre août 1995 et juin 1997 (Ministère de l'Economie et des Finances). Il occupe, par ailleurs, le ministère du Développement Economique et du Plan (mai-août 1995). Sa carrière politique suit un mode notabiliaire de recrutement : maire dès 1971, il devient sénateur de la Mayenne en 1983 et enfin Conseiller général de cette même région en mars 1992. La filière « classique » passe tout d'abord par la détention d'un mandat municipal, lui-même déterminant pour l'obtention d'un siège de conseiller général, fer de lance pour la députation. Le couplage entre ces deux types de mandats est déterminant pour l'accès à la députation. L'ancien ministre de l'économie court-circuite les processus de

¹⁹⁵ Elle est la première femme non-énarque à occuper ce poste.

¹⁹⁶ Elle fut aussi vice-présidente du mouvement des Jeunesses Giscardiennes (1974-1977), conseillère au cabinet de P.Dijoud (secrétaire d'Etat auprès du ministère du Travail, chargé des travailleurs immigrés), secrétaire générale des états généraux de l'opposition (1989-1993) et secrétaire générale du groupe UDF à l'assemblée (1997-1998).

recrutement et de sélection en s'imposant comme sénateur. Il dispose pour cela d'un capital social accumulé au cours de son mandat municipal. Par ailleurs, son capital scolaire constitue un autre atout important qui lui permet d'allier les modes de sélection notabiliaires aux mécanismes de sélection des hauts fonctionnaires propres à la Cinquième République ; bagage qui lui ouvre l'accès aux postes ministériels

Ces *curriculum vitae* soulignent l'importance du travail d'accumulation de capital social nécessaire à la réussite en politique – c'est-à-dire à la conquête du capital politique. Le mode de capitalisation ne diffère pas véritablement des trajectoires notabiliaires (mandat local, doublage avec un poste de conseiller général ou régional, voie d'accès à la députation). Ici, l'entrée en politique se fait soit par l'accumulation d'un capital scolaire fortement reconnu (IEP, Etudes juridiques) ou par la mise en valeur d'un fort capital social (proximité et amitié du milieu familial avec le milieu politique).

Une deuxième caractéristique de la direction UDF est la place détenue par les députés. Leurs postes sont plus directement liés au contrôle des fédérations, des adhérents et/ou de la ligne politique du parti qu'à la direction exécutive : on les trouve au comité exécutif de l'UDF (13 députés de l'Assemblée Nationale sur 32 membres du comité y siègent), à la supervision des fédérations, des commissions, des orientations politiques, de l'organisation de la structure partisane (Comité Berthier), à la formation des militants et à la sélection des candidats ; bref, dans toutes les instances de contrôle direct de l'orientation, du recrutement et du développement de l'organisation. Face à eux, l'ensemble composé des vice-présidents exécutifs louvoie pour réduire au maximum le pouvoir de nuisance de ses députés et de ses notables locaux¹⁹⁷. Tout se passe comme si le capital accumulé ne présentait pas les mêmes propriétés, ou plus exactement comme si les regroupements entre élus parlementaires et cadres partisans ne se faisaient pas selon le même mode d'accumulation du capital. Schématiquement, dans un premier temps, nous distinguerons deux types de ressources : celles issues de la militance et celles qui proviennent des réseaux propres des élus. Nous reprenons ici l'analyse récente de J.Frétel (2005).

En ce qui concerne la capitalisation de trophées électoraux, l'auteur distingue notamment deux types de réseaux de recrutement d'élus et militants centristes : les catholiques, d'abord et ceux des élus, ensuite. Analytiquement, la distinction est nécessaire, mais empiriquement, les frontières entre ces deux groupes sont

¹⁹⁷ Les réseaux notabiliaires des élus et les réseaux partisans (alimenté par la militance) peuvent entrer en concurrence. Le capital militant se heurte à d'autres ressources sociales et culturelles mobilisées par les élus. F.Bayrou s'imposa à la tête du parti – notamment lors du congrès d'Amiens en 2000 et de son investiture pour la campagne présidentielle de 2002 – grâce à l'appui des militants contre les réticences des élus et notables centristes. Il cherche à imposer ses vues en leur opposant le crédit que lui accorde les militants.

perméables et fluctuantes. Les uns permettent de réactiver les autres et inversement. S'ils entrent en concurrence, ils se renforcent aussi mutuellement.

Le premier réseau centriste - les formes partisans de mobilisation - est nourri par la foi et l'engagement chrétien :

« Les militants de la nouvelle UDF [] ont rejoint le parti centriste grâce au contact régulier d'agents sociaux situés aux frontières de l'Eglise et des institutions municipales et par-municipales, ou des associations dépendantes des subventions publiques accordées au tiers secteur »¹⁹⁸.

La rencontre entre l'Eglise et le politique, leur interpénétration au niveau local constituent le pilier de l'expérience du militant centriste. Ce capital partisan (démocrate-chrétien avant tout) se heurte à d'autres ressources que les élus locaux mettent en place.

Ainsi, le deuxième type de réseaux renvoie aux structures parallèles développées et encadrées par les élus locaux. Celles-ci sont a-politiques. Ce sont des associations culturelles, caritatives qui affichent leur neutralité politique. Elles permettent aux élus locaux de capitaliser des ressources sociales, c'est-à-dire de la visibilité sociale (comme « bienfaiteur » notamment). Cette volonté de ne pas faire de la politique caractérise la gestion notabiliaire des ressources politiques : l'engagement sera social. Ces réseaux associatifs, sous le parrainage de l'élu local, permettent de réactiver régulièrement les allégeances locales et traditionnelles. Par là, ils constituent d'importants réservoirs de mobilisation qu'un élu peut faire valoir pour s'imposer auprès du parti. La figure du « Bienfaiteur » (plus que celle du héros qu'utilise J.Frétel) constitue ainsi une voie d'entrée dans les instances dirigeantes du parti et surtout un passe-droit pour l'investiture¹⁹⁹.

Entre ces deux types de réseaux « extérieurs » au parti, nous pensons qu'il convient de rajouter un troisième groupe qui a sa propre sociabilité et ses pratiques. Celui-ci, constitué autour de F.Bayrou, présente des caractéristiques particulières dont, notamment, un niveau relativement élevé en titres scolaires. Nous pensons que cette catégorie d'acteurs se caractérise par l'agglomération de deux types de ressources – notabiliaires et partisans – d'une part, et par la réaction contre la dévaluation (ou la non reconnaissance) de son capital scolaire, d'autre part. Les éléments qui suivent présenteront cette hypothèse²⁰⁰.

¹⁹⁸ J.Frétel 2002 : 7.

¹⁹⁹ Pour le parti, les élus UDF jouent ainsi un rôle de « passeur » entre société civile et champ politique (tout comme l'Eglise catholique). En investissant le champ social, ils créent une marque partisane comme activité de bienfaisance. Entre militants démocrates-chrétiens et élus, il y a un même engagement nourri par une expérience pratique de la foi et de la solidarité (chrétienne).

²⁰⁰ Pour la suite de l'analyse, nous qualifierons ce groupe comme les « professeurs », les guillemets soulignant qu'il s'agit d'une dénomination qui renvoie à une activité professionnelle mais qui englobe aussi une manière d'être et des pratiques qui éloignent ce groupe de ces homologues enseignants.

Tout d'abord, ces dirigeants, socialisés dans un environnement catholique connaissent une expérience scolaire longue. Cette alliance de l'Eglise et de l'Ecole constitue un premier élément caractéristique. Par ailleurs, la plupart de ces professeurs (catholiques) délaissent en majorité l'arène de la députation pour lui préférer des mandats moins « visibles » locaux ou européens. Néanmoins, la députation fait aussi ses émules au sein de ce groupe.

Pierre Albertini (1944) a passé son enfance et son adolescence en Algérie. Après 1962, sa famille arrive en France et s'installe en Normandie où le père travaille aux côtés du Préfet Charasse. P. Albertini se lance dans des études de droit et se spécialise en droit public. Il obtiendra le titre de professeur des universités. Adhérant au mouvement des étudiants nationalistes, il abandonnera cet engagement et prendra sa carte de l'UDF en 1979. Dès 1971, A. Brijoux, le maire démocrate-chrétien de Mont Saint Aignan demande au jeune professeur de droit de figurer sur ses listes. Il devient son adjoint et en 1980, lorsque A. Brijoux passe la main, il prend sa place. Il est maire en 1980 et le reste jusqu'en 2001, date où il obtient le siège de la mairie de Rouen (106.512 habitants) après l'abandon de J.L. Bourlanges. Là encore, le parcours se fonde sur une dotation en capital social de départ qui permet, par la suite, d'occuper un mandat local et de gravir les échelons jusqu'à la députation en passant par les mandats de conseillers régionaux et/ou généraux (P. Albertini est vice-président du Conseil régional entre 1992 et 1994).

Hervé Morin (1961) est diplômé de l'IEP de Paris. Il possède en outre une maîtrise de droit. Il est administrateur des services de l'Assemblée entre 1983 et 1987, puis de nouveau en 1998. Il assure des charges de cours à l'université de Paris V de 1989 à 1995. Il commence sa carrière politique en tant que conseiller municipal en 1989 (jusqu'en 1995). Il devient conseiller général de l'Eure en 1992 et maire d'Epaignes (1.184 habitants dans l'Eure), en 1995. Il est aussi président de la communauté de communes. En 1998, il accède à la députation. Il conserve son siège aux dernières élections législatives. En 2004, il est élu au conseil régional de Haute-Normandie. Au sein de l'UDF, il fut nommé délégué général chargé du projet en 2000 et porte-parole de F. Bayrou pendant la campagne électorale de 2002. Au vue de cette biographie, sa trajectoire politique et partisane ne s'écarte pas d'un modèle notabiliaire : mandat local, accès au conseil général puis députation. Le capital scolaire accumulé en droit caractérise ce parcours.

André Santini est un poids lourd de l'UDF. Né en 1940, il est maire d'Issy-Les-Moulineaux depuis 1980 et député des Hauts de Seine depuis 1988. Il a été vice-président de l'Assemblée Nationale, deux fois ministres sous la première cohabitation – ministres des questions aux rapatriés et ministre de la communication). Il dirige l'UDF

en île-de-France et dans le 92. Docteur en droit, diplômé de langues O, de l'EHESS et de Sc PO, A.Santini cumule les titres scolaires sans posséder celui de l'ENA, le plus prestigieux. Là encore, le parcours politique allie ascension classique (municipalité, conseil général, députation) et capital scolaire en droit.

On trouve aussi ceux qui ont été tentés par la députation et se sont repliés vers le Sénat : M.Mercier et J.Gourault.

M.Mercier (1947) est élu en 1995 sénateur du Rhône et est réélu en 2004. Il cumule sa fonction nationale avec la présidence du conseil général du Rhône. Tout comme H.Morin, il faut d'abord maire (de Thizy, 1.500 habitants) en 1977 (jusqu'en 2001). Il fut ensuite président de la communauté de commune et député. Il fut chargé par le Premier ministre en 2005 de la réforme des *minima* sociaux. Il est devancé aux élections municipales de Lyon en 2001 (5^e arrondissement) par le candidat socialiste et millioniste. Professeur d'université en droit, son parcours politique suit les échelons classiques du local au national.

Moins dotée en capital scolaire, J.Gourault (1950) est professeur d'histoire-géographie ; matière qu'elle enseignera pendant 23 ans. Issue d'une famille d'éleveur de chevaux, elle entre en politique en faisant campagne pour Valéry Giscard d'Estaing – ce dernier séjourne alors régulièrement au Château d'Authon, propriété de son épouse. Elle dirigea par la suite la campagne de R.Barre avant de se lancer elle-même dans la campagne pour les élections législatives auxquelles elle échoue. En 1989, elle devient maire de Chaussée-Saint-Victor (4.000 habitants), fonction qu'elle occupe encore aujourd'hui. Elue au sénat en 2001, elle est aussi vice-présidente de la communauté d'agglomération de Blois. Reprenant l'élevage familial de chevaux, elle est membre du groupe d'études du Sénat chasse et pêche et de l'élevage (section Cheval). Cette passion des chevaux – qu'elle partage avec F.Bayrou – et des courses souligne son appartenance au monde rural certes, mais aussi à la classe supérieure.

Enfin, la trajectoire européenne est illustrée par Jean-Louis Bourlanges (1946), diplômé de l'IEP de Paris, agrégé de lettres modernes et admis à l'ENA en 1975. Il fut professeur de lettres en lycée, professeur associé à la *John Hopkins University*, auditeur puis conseiller référendaire à la cour des comptes. Depuis octobre 2002, il est professeur associé à l'IEP de Paris (il enseigne la vie politique communautaire). Il est élu conseiller municipal de Dieppe en 1983, puis conseiller régional de Haute-Normandie en 1986 (jusqu'en 1998). Il est élu au Parlement Européen en 1989 sur la liste de S.Veil, réélu en 1994 (liste de D.Baudis), en 1999 (liste de F.Bayrou) et en 2004 (tête de liste de la région Nord-Ouest).

Dans ces parcours des « professeurs », il ressort nettement que l'ascension politique est, avant tout, liée à un capital social préalable. Elle suit les échelons classiques qui passent du mandat local à des postes nationaux (ou européens) en passant par les responsabilités en conseil régional et/ou général. Le capital scolaire est une autre caractéristique des cadres partisans. Elevé (mais pas le plus élevé puisque qu'on ne compte qu'un Enarque), majoritairement acquis en droit, il est très peu investi pour l'accès aux postes électifs. Il peut permettre, dans certains cas, d'améliorer l'accumulation de capital social, mais ne saurait en aucun cas le remplacer. Le capital scolaire ne peut être mis en valeur que par l'appui d'un autre capital, fortement présent au sein de l'UDF : le capital social.

Les catégories sociales dont sont issues les dirigeants et élus de l'UDF sont, certes, sociologiquement dominantes mais elles sont soit « bloquées » dans leur ascension, soit en déclin et risquent de perdre leur position dominante : fortement dotée en capital culturel, elle ne le sont pas assez pour espérer profiter de la filière de recrutement de la haute administration²⁰¹. Génération « désabusée »²⁰², ni son capital scolaire ni ses réseaux sociaux ne lui donnent accès ou ne lui permettent de sa maintenir dans la fraction dominante de la classe dominante. Trop diplômée pour appartenir au rangs des instituteurs et des professeurs qui se rangent du côté de la gauche, elle n'est pas assez pour bénéficier des filières républicaines de recrutement²⁰³. Cette « mauvaise » place relative dans la hiérarchie scolaire et l'absence de titre de la haute administration révèle que l'ascension politique (ou le maintien) peut dépendre de l'investissement dans une autre filière : celle des relations sociales. Celles-ci viennent mettre en valeur des titres scolaires insuffisants²⁰⁴. Nous pensons que cette stratégie, héritée d'un milieu social fortement doté en capital social, caractérise la direction centriste. Cette appartenance à un milieu social propre explique la volonté distinctive qui anime le mouvement et son président, volonté d'affirmer son

²⁰¹ Comparée au PS ou à l'UMP, l'UDF compte moins de hauts fonctionnaires d'Etat. C'est la conclusion de F.Backman et G.Birenbaum dans leur étude sur la sélection des candidats à l'élection législative de 1993 : « L'UDF reste en ce sens fidèle à une vision politique très « giscardienne » qui ne tend pas à valoriser les strates supérieures de l'administration » [F.Backman et G.Birenbaum, Art. Cit, 1993 : p.38]. J.Frétel confirme pour la XI^e Législature [cf.Supra].

²⁰² P.Bourdieu 1979 : 159 et svtes.

²⁰³ IEP, droit, économie resteront toujours en deçà de l'ENA.

²⁰⁴ L'explosion du système scolaire a eu pour conséquence une intensification de la concurrence pour les titres scolaires les plus rares. Dès lors, les classes les plus riches en capital économique (notamment les patrons d'industrie mais aussi les artisans et les commerçants) ont dû recourir au système d'enseignement pour assurer leur reproduction sociale. L'entrée dans la course de catégorie jusque là peu utilisatrice de l'école obligea les classes définies essentiellement par ce même capital à intensifier leur investissement pour maintenir leur monopole sur les titres les plus rares. Cette inflation généralisée des titres scolaires et de l'investissement éducatif entraîna du même coup la dévaluation des titres nouvellement démocratisés. La stratégie des classes dominantes sera, dès lors, de chercher à lutter contre le déclassement en prenant en compte cette nouvelle donne scolaire. Mais la réussite de cette stratégie de reconversion dépend en premier lieu du volume et de la répartition des patrimoines possédés, et d'autre part, de l'effet d'hystérie des habitus qui porte à appliquer à un nouvel état des catégories de perception et d'appréciation d'un état antérieur. L'attachement à une représentation ancienne peut contribuer à faire prévaloir une stratégie qui pourtant s'avère nulle en terme de reconversion.

autonomie (sociale) face à une droite (dominante). Le milieu se caractérise par la double alliance par l'utilisation des réseaux catholiques et des professions libérales pour mettre en valeur leur capital scolaire. En un mot, c'est l'alliance stratégique des professeurs, de l'Eglise et des professions libérales. Ces dernières constituent l'apport obligé, l'alliance stratégique de ces professeurs démunis. Rêvant de pouvoir, ils ne peuvent rien atteindre sans une mise en valeur de leur capital pour leurs compétences sociales. Mais dès lors c'est le potentiel contestataire de la position des professeurs (traditionnellement à gauche) qui est amenuisée par la « bonne volonté culturelle » (P.Bourdieu, 1979) des professions libérales et des catholiques (traditionnellement à droite) en matière d'ordre social. Les intérêts des uns et des autres peuvent donc entrer en contradiction.

Néanmoins, ces groupes ne sont pas figés et le passage de l'un à l'autre est aussi l'occasion de remodeler ces catégories de perception. Chaque trajectoire politique devient une histoire personnelle où s'accumulent et s'incorporent des manières de voir dans un espace donné et un état donné des relations sociales. La question qui se pose est dès lors de savoir si au delà de l'individualité de chaque trajectoire, certaines se ressemblent, se croisent pour former une manière commune de faire (et de lutter). Décèle-t-on un terreau commun qui constituerait le fondement d'un habitus et d'un ethos politique de la nouvelle UDF, une manière d'appréhender et de faire du politique qui résulterait de la rencontre de ces deux habitus de classe²⁰⁵ ?

3. Les « ralliés » et les catholiques : quelle trajectoire pour le centre ?

Les « ralliés » : le centre, une prison dont s'évader ?

En 1998, Jean Lecanuet racontait sa désillusion en ces termes : « Si je m'étais inscrit au RPR chez les gaullistes, ma vie politique m'auraient mené plus haut. J'ai passé mon temps à courir après les élus qui voulaient filer soit à gauche soit à droite. Ce fut usant. Et finalement inutile »²⁰⁶. Ces paroles de démocrates-chrétiens rappellent que la stratégie bayrouiste n'est pas vouée aux critiques des seuls libéraux. Les « ralliés » comptent dans leur rang nombre de démocrates-chrétiens. La rupture est profonde. Les ralliés à l'UMP considèrent que pour influencer il vaut mieux être dedans plutôt que de rester dans un coin. Ainsi P.Méhaignerie affirme que « l'heure est venue de réfléchir à une autre organisation de l'opposition. Je pense que notre influence

²⁰⁵ On verra comment l'analyse du cas allemand permettra de préciser et d'affiner les divisions de l'espace social opérées par B.Bourdieu. Elles restent encore trop larges : nous voyons déjà combien les outils analytiques manquent pour réussir à comprendre ce qui distingue les professeurs de l'UDF et ceux du PS, par exemple. On peut critiquer la trop grande agrégation de cette catégorie qui ne nous semble pas performante, du moins désormais, pour l'analyse du champ social.

²⁰⁶ « Le Centre selon Bayrou : faisons un rêve », *Figaro-Magazine*, 28/11/1998.

comptera davantage à l'intérieur d'une grande formation du centre droit plutôt que de se cantonner seul dans un coin »²⁰⁷.

Il est remarquable qu'entre Pierre Méhaignerie et F.Bayrou les positions se sont exactement inversés : alors que le premier prônait l'autonomie du centre, il critique aujourd'hui les tendances isolationnistes du parti centriste. Or, il est significatif que le transfuge démocrate-chrétien, contrairement à F.Bayrou, ait eu une expérience de coopération avec la gauche ; période de désillusion et de rancœurs comme le soulignent ces mots : « la grande alliance avec le PS est impossible. [□]. Une grande partie du PS n'est pas social-démocrate. Le PS préfère le débat idéologique à l'épreuve des faits »²⁰⁸.

Or, la réalisation d'un « grand centre » passe par l'existence d'une gauche sociale-démocrate, désaffiliée du PS et de son héritage socialiste. Echaudé par l'expérience rocardienne, P.Méhaignerie n'y croit plus. Au contraire, Bayrou mise sur une évolution de la gauche vers le centre. Evolution dont il veut pouvoir capter les effets avant que la gauche ne l'investissent : « Mon projet n'est pas de manifester de la complaisance pour la gauche mais de priver la gauche de la chance [que représente la non-organisation du centre] »²⁰⁹. Répétant à l'envie qu' « en politique les fautes de temps sont plus graves que les fautes d'accord », F.Bayrou fait le pari d'une restructuration de l'espace partisan. Ce que veut F.Bayrou c'est un partage des rôles pour s'imposer en troisième partenaire légitime.

Persuadé que rien n'est perdu si l'on contrôle un parti, la stratégie de F.Bayrou est de constituer un parti présidentiel. Mais cette stratégie risque de se heurter à un habitus catholique peut enclin à des actions « politiciennes » et partisans et plus favorable à des actions moins visibles, plus locales. On comprend mieux la complicité objective qui peut lier catholiques et notables : les deux fondent leur pouvoir – spirituel ou temporel – sur la bienfaisance, la générosité, qui pour être a besoin de se dire dans une parole silencieuse. Politicienne, elle fait apparaître l'intérêt sous-jacent à l'action (caritative) anéantissant par là même la raison de sa légitimité. Mais, du côté du président de l'UDF, le pari d'une organisation présidentielle résulte d'un calcul simple : sous la V^e République, pour gouverner la France, il faut être en mesure de concourir à l'élection présidentielle. Entre F.Bayrou et les réseaux centristes, y a-t-il possibilité d'alliance objective et de convergence ?

²⁰⁷ *Le monde*, 15/05/2002 : p.10.

²⁰⁸ P.Méhaignerie « La stratégie de Bayrou est vouée à l'échec », Entretien avec P.Méhaignerie, *Le Figaro*, 16/06/2005.

²⁰⁹ F.Bayrou cit. par T.Portès in : « A l'UDF, Léotard s'efface et Bayrou s'affiche », *Le Figaro*, 6/5/98.

La nouvelle UDF : vers un parti présidentiel ?

Le milieu des élites partisans – cadres et élus – se caractérisent donc par : 1) leur dotation en capital social et scolaire, 2) la juxtaposition de trajectoires ascendantes bloquées et de risques de déclassement et 3) la forte imprégnation du milieu catholique et d'un habitus de désintéressement²¹⁰.

L' « épuration » des députés désormais ralliés à l'UMP a permis de donner une base cohérente à l'organisation du parti et à son organe dirigeant. L'enjeu est désormais de taille : ce n'est que si le parti arrive à créer des perspectives présidentielles, c'est-à-dire de rétribution en termes de sièges ministériels, qu'il peut espérer fidéliser une partie des plus « anciens » en politique. L'UDF est trop loin du centre du pouvoir pour espérer rémunérer ses « anciens » - c'est-à-dire ceux dont l'accumulation en capital politique est avancée. Au dernier échelon, il n'y a pas d'autres possibilités que de passer à l'UMP. Pour le moment, l'UDF constitue la structure parfaite pour faire ses preuves, structure ouverte, elle donne une chance de se reconvertir. Dans la lutte contre le déclassement, le capital social (qui est accumulé par les réseaux catholiques) est un atout important. Mais il ne semble être qu'une passerelle, une étape vers le pouvoir politique. Tout se passe comme si l'UDF n'arrivait pas à faire de ce lieu de passage, un espace fixateur. Elle forme un personnel politique sans pouvoir en tirer les bénéfices. Par cette structure de passage, l'UDF permet d'éviter aux héritiers le déclassement tout comme il permet aux classes montantes de continuer le cours interrompu de leur trajectoire de classe (le cas de Marielle de Sarnez est exemplaire)²¹¹. C'est ici que se retrouvent les héritiers en sursis et les prétendants bridés : cette « sorte d'espérance ou de promesse trahie, est ce qui peut rapprocher, en dépit de toutes les différences, les enfants de la bourgeoisie qui n'ont pas obtenu du système scolaire les moyens de poursuivre la trajectoire la plus probable pour leur classe et les enfants de classes moyennes et populaires, qui faute de capital culturel et social, n'ont pas obtenu de leurs titres scolaires ce qu'ils assuraient dans un autre état du marché, deux catégories particulièrement portées à s'orienter vers les positions nouvelles »²¹².

²¹⁰ Le désintéressement peut-être vu comme une pratique propre de la classe dominante : il est « un défi lancé à tous ceux qui sont incapables de dissocier leur être de leur avoir ». L'accès au désintéressement est l' « affirmation suprême de l'excellence de la personne », P.Bourdieu, 1979 : 320-321.

²¹¹ Une possibilité des classes en risque de déclassement est de s'orienter vers des professions peu bureaucratiques où les compétences ne sont pas encore clairement définies et institutionnalisées. Ces positions nouvelles sont à rechercher dans l'ensemble des professions qui mettent en valeur les capacités relationnelles, sociales et culturelles entre autres : métiers artistiques, intellectuels, de conseil, de présentation et professions pédagogiques ou dans des domaines plus récents de la production culturelle et artistique (marketing, télévision, publicité, recherche en sciences sociales).

²¹² P.Bourdieu 1979 : 66.

Par conséquent, le lieu social de l'UDF est celui de la classe dominante, en quête de reconversion dans un espace social en transformation²¹³. Dans cette optique, il est remarquable que les onze personnalités des instances dirigeantes de l'UDF firent leur entrée en politique avec l'arrivée de V.Giscard d'Estaing à la tête de l'Etat²¹⁴. Le milieu devient ainsi génération.

4. Synthèse.

L'analyse des milieux dirigeants de l'UDF souligne leur appartenance à l'élite économique et juridique. Leur capital scolaire, certes important, ne permet cependant pas de les classer dans la fraction dominante de la classe supérieure²¹⁵. Par contre, leur très forte dotation en capital social leur permet de prétendre à des postes auxquels leurs titres scolaires ne suffiraient pas étant donné l'état actuel du recrutement des élites par la haute administration (ENA).

La structure partisane centriste prend dès lors la forme d'une association de réseaux de notabilité où s'échangent des dotations en capital social et, surtout, où celles-ci se convertissent en capital politique. L'UDF constitue une sorte de tremplin vers le pouvoir politique pour un milieu socialement dominant : voie d'accès à la députation d'abord, elle est, ensuite, délaissée lorsque naissent des ambitions ministérielles.

Au sein de cette structure d'échange se retrouvent des individus qui occupent la même position dans l'espace social mais avec des situations sociales diverses. L'exclusion de la tendance libérale a, cependant, réduit cette diversité et la formation centriste est aujourd'hui essentiellement constituée autour des réseaux catholiques démocrates-chrétiens.

²¹³ Pour aller au vite, on peut dire que le capital culturel devient de plus en plus un moyen d'accès au capital économique.

²¹⁴ Les mots de B.Bosson disent à merveille la fascination dont il fait l'objet (du moins son esprit) : « Un exposé de lui, quelle merveille ! On se sent intelligent ! ». M.Noli, « B.Bosson », *Le Point*, 17/06/2004.

²¹⁵ L'IEP est ainsi situé en bas de la hiérarchie scolaire des écoles du pouvoir. Cf. P.Bourdieu, 1979 : p.339.

§2 L'ALLEMAGNE.

La situation allemande permet de comparer les élites partisans de l'ancien et du nouveau centre. Ce dernier est, très nettement, constitué de manière homogène autour de ceux que l'on a appelé les « petits-enfants de W.Brandt »²¹⁶. La *neue Mitte* est-elle, par conséquent, affaire de génération (et comment définir ce terme ?)

Nous verrons, dans un premier temps, les caractéristiques sociologiques de la direction du SPD entre 1998 et 2002 (période de gouvernement de la *neue Mitte*). Nous les comparerons, ensuite, aux données du groupe démocrate-chrétien. Cela nous permettra de conclure ou non à la nouveauté du centre et à l'émergence d'une nouvelle élite politique.

1. La génération des « petits-enfants » de Willy Brandt.

L'étude des cadres dirigeants du SPD est facilitée par les recherches déjà effectuées en la matière et notamment en ce qui concerne les générations de l'après-guerre.

M.Micus, sur lequel nous nous appuyons ici, construit une analyse générationnelle du groupe des « petits enfants de Brandt ». Cette dénomination apparaît au milieu des années 1980²¹⁷. Elle est, avant tout, une terminologie interne pour désigner les cohortes née entre 1938 et 1948. Il ne s'agit pas cependant de tous les militants nés à ces dates. Elle renvoie plutôt à des figures montantes – telles que Björn Engholm, Rudolf Scharping, Gerhard Schröder, Oskar Lafontaine, Heidemarie. Wiczorek-Zeul – et désigne un ensemble d'hommes politiques sociaux-démocrates dont la carrière et le style politique se rapprochent. Ainsi pour déterminer l'appartenance à la génération des « petits enfants », trois critères sont retenus : 1) être né pendant la guerre ou l'immédiat après guerre (1940-1950), 2) être social-démocrate encarté et 3) avoir des responsabilités au sein du parti²¹⁸.

L'utilisation du concept de génération pour qualifier ce groupe intrapartisan est appuyée par trois constats. Tout d'abord, le groupe des « petits-enfants » appartient aux cohortes de l'immédiat après guerre. Ensuite, le groupe a été en quelque sorte mis

²¹⁶ Voir plus particulièrement M.Micus. *Die « Enkel » Willy Brandts. Aufstieg und Politikstil einer SPD-Generation* [Les petits enfants de Willy Brandt. Ascension et style politique d'une génération du SPD], Frankfurt/New York: Campus Verlag, 2005, 236 p.

²¹⁷ L'origine de cette dénomination n'est pas certain. Il est probable qu'elle soit due à W.Brandt lui-même qui désigna ainsi de jeunes politiques sociaux-démocrates de l'après – guerre auxquels il donna son soutien politique sans nul doute en vue d'écarter les plus proches prétendants au pouvoir de la génération des « fils », tels que J.Rau par exemple. M.Micus, 2005 : p. 13.

²¹⁸ En reprenant les critères de définition de K.Mannheim – qui s'applique à une génération sociale – trois éléments définissent une génération : 1) la situation générationnelle (*Generationenlagerung*), c'est-à-dire la tranche d'âge, 2) le contexte générationnel (*Generationenzusammenhang*) 3) l'unité de thèmes (*Generationseinheit*). Même s'ils ne furent pas conçus comme tels, ces critères peuvent être utilisés pour délimiter une génération partisane (cf Remarques préliminaires en début de chapitre).

en scène par W.Brandt qui invita certaines jeunes figures montantes dans sa résidence à Norderstedt en 1987. De manière plus générale, ces tranches d'âge furent socialisées dans le même contexte de la Grande coalition puis de l'aire sociale-libérale. Elles ont posé leurs premiers jalons politiques au sein d'un SPD découvrant le pouvoir avec la CDU (1966-1969) et d'une organisation de jeunesse du parti (les *Jusos*) extrêmement politisée et en guerre contre les élites partisans du parti. Ce contexte a, en dernier lieu, forgé des thèmes de prédilection, notamment contre la Grande coalition et les lois d'urgence²¹⁹.

A partir de cette hypothèse générationnelle, M.Miccus réalise une étude exhaustive sur cinq des « petits-enfants Brandt » : B.Engholm, G.Schröder, O.Lafontaine, H.Wieczorek-Zeul et R.Scharping²²⁰. L'auteur les considère comme idéal-typique de la génération Brandt, représentants d'un ensemble plus large (donc plus hétérogène aussi).

Son étude conclue à la pertinence du concept de génération pour caractériser ce quinquet. L'auteur retrace leur trajectoire politique de leur enfance jusqu'à leur arrivée au pouvoir central (jusqu'au milieu des années 1980). Il recense un certain nombre de caractéristiques communes, qui ajoutées au sentiment subjectif d'appartenir à une génération ainsi que d'être reconnu comme tel, font d'eux une génération. Nous avons retenu neuf éléments caractéristiques. Tout d'abord, sur le plan de la socialisation primaire, la situation économique de l'après guerre a conduit les cinq personnalités étudiées, chacune à leur manière, à développer très tôt leur indépendance et leur autonomie. De même, l'amélioration des conditions de vie ne pouvant être escomptée d'un Etat encore à reconstruire, ils ne peuvent compter que sur leurs propres réseaux et ressources ; d'où, selon M.Miccus, une certaine distance vis-à-vis des plus âgés qui ont pu profiter, avant guerre, de l'organisation partisane et des postes de fonctionnaires en son sein. La troisième caractéristique est liée, à l'inverse, à ce que l'on a appelé le « miracle économique » : selon M.Miccus, tout se passe comme si expansion de la consommation rimait avec dépassement du clivage de classe ; de là, une certaine distance des « petits-fils » vis-à-vis des idéologies et des appartenances rigides.

Par ailleurs, les cinq trajectoires sont toutes ascendantes. Ce phénomène va de pair avec la volonté de poursuivre cette ascension, une forte confiance en soi et la

²¹⁹ Les « lois d'urgence » (*Notstandsgesetze*) ont été voté par le Bundestag le 30 mai 1968 sous le gouvernement de Grande coalition (1966-1969). Ajoutées à la constitution, elles rendent possible la déclaration de l'état d'urgence en période de crise qu'elles définissent : catastrophe naturelle, révolte, guerre. L'adoption de ces lois a donné lieu à une très forte opposition extra-parlementaire (d'où son nom APO, *Anti-Parlamentarische Opposition*) qui nourrit les mouvements étudiants et qui se développa tout au long des années 1960.

²²⁰ Il justifie le choix de ces cinq cas par deux éléments 1) ils ont tous été conviés à la réunion de W.Brandt et 2) ils se sont tous présentés à la fonction la plus importante au sein du parti : la présidence – seule H.Wieczorek-Zeug n'y a pas été élu.

certitude de pouvoir réaliser des projets de grande envergure. Cependant, cette certitude ne va pas pour autant avec une satisfaction de l'état actuel de la société. Le contexte des années 1950 et 1960 est propice à la contestation de l'ordre social à laquelle participe nos cinq individus. Ils ne feront, néanmoins, que l'accompagner et n'en seront pas les leaders. Ils en gardent la même volonté d'épanouissement et de liberté. Sixième caractéristique : un rapport distancié, non émotionnel avec le parti ; leur conception du parti est avant tout instrumentale. Septième point : une ascension politique qui commence au sein des jeunes socialistes avec un positionnement très clairement à gauche. Leur carrière est marquée par des étapes identiques : réussite au niveau régional du Land, puis accès aux instances nationales du SPD. Enfin, ils se caractérisent tous par une très grande flexibilité dans leur position politique passant de l'extrême gauche au centre gauche ou inversement, selon les besoins du moment²²¹. En outre, contrairement aux plus anciens, ils ont grandi dans une société de plus en plus médiatique, et sont rodés à ses mécanismes : leurs prestations télévisuelles sont bonnes, « naturelles », chaleureuses²²². Dernier point : les thèmes développés sont suffisamment communs pour que l'on puisse parler de génération : économie et écologie, d'un côté, Etats-Unis et patriotisme de l'autre²²³.

Cette génération se distingue donc de la précédente par son style politique et sa manière d'être: distanciée, médiatique, flexible et adaptable, individualiste et poussée par l'envie du pouvoir²²⁴.

Dès lors, se pose, logiquement, la question des conséquences de ce nouveau style politique sur la direction programmatique du parti. En d'autres termes : la *neue Mitte* serait-elle l'affaire d'une génération socialisée sous W.Brandt, et l'aire social-libérale, héritant d'une expérience commune des difficultés économiques de l'après guerre, de la démocratisation de l'enseignement et des modulations du rapport à l'autorité ? Moins liée émotionnellement au parti, plus directement orientée vers la recherche du pouvoir politique, cette génération trouverait-elle une expression politique dans la *neue Mitte* ? En bref : le nouveau centre serait-il l'expression d'une génération d'élite ?

La thèse de l'auteur repose sur l'idée que cette génération, à la tête du SPD, lui imprègne aussi sa marque. Marquée par un habitus d'indépendance et de conquête,

²²¹ Nous ne pouvons reprendre ici la description des parcours politiques, nous renvoyons à l'étude largement complète de M.Micus, 2005.

²²² Exception faite de R.Scharping qui « passe » avec difficulté. Pourtant, hors caméra, il est parfaitement intégré au monde journalistique et entretient de bonnes relations avec les journalistes.

²²³ L'auteur souligne que cette homogénéité ne doit pas cacher des différenciations internes. Par exemple, par son faible charisme médiatique, R.Scharping se distingue des autres. De même, l'expérience de l'indépendance dépend des conditions familiales qui varient : si tous ont subi les conséquences du manque, celui-ci fut plus ou moins important. etc.

²²⁴ M.Micus prend le soin de souligner qu'il ne s'agit pas tout simplement du type du professionnel de la politique. La génération d'avant-guerre utilisait la machine partisane pour y trouver un emploi (cadres, permanents etc). Mais, ce qui change aujourd'hui, c'est l'utilisation du parti comme machine à pouvoir.

elle utilise le parti social-démocrate dans sa quête au pouvoir et détermine le cours que prend le parti²²⁵.

Cette hypothèse est-elle vérifiée par l'analyse des élites partisans qui accèdent au pouvoir en 1998 ? Un bref regard sur les instances dirigeantes du SPD entre 1999 et 2003, c'est-à-dire pendant la période gouvernementale du nouveau centre, montre que la vice-présidence du parti change peu : entre 1999 et 2001, les cinq vice-présidents sont réélus. En 2003, trois sur cinq récupèrent leur siège : W.Thierse, H.Wieczorek-Zeug et W.Clement. R.Scharping et R.Schmidt laissent leur place à Ute Vogt et K.Beck. A l'inverse, 2005 marquera le renouvellement de l'instance dirigeante : des vice-présidents de 1999 et 2001, aucun ne sont en poste en 2005²²⁶. De ce point de vue, la période de gouvernement social-démocrate (1998-2002) semble correspondre à une direction partisane spécifique. Confirmant cette impression, la consultation de l'organigramme du SPD en 2002 [cf.Tabl.] montre une majorité écrasante de représentants du nouveau centre politique : on peut voir que trois des cinq « petits enfants » sont présents dans les instances dirigeantes du parti : G. Schröder, R.Scharping et H. Wieczorek-Zeul. L'absence d'O.Lafontaine date de l'année 1999. Alors ministre de l'économie, O.Lafontaine démissionne de son poste (mars 1999). Quant à B.Engholm il abandonna toutes fonctions au sein du parti en 1993, à la suite des rebondissements dans l'affaire « Barschel » du schleswig-Holstein²²⁷.

Tabl. 28 Organigramme du SPD (2002)²²⁸

Président	Gerhard Schröder
Vice-présidents	Wolfgang Thierse Rudolf Scharping Heidemarie Wieczorek-Zeul Renate Schmidt Wolfgang Clement
Secrétaire Général	Olaf Scholz
Directeur National	Franz-Josef Lersch-Mense

²²⁵ Pour le détail du projet politique, nous renvoyons au chapitre III. Nous rappelons ici que ce projet se fonde sur la volonté de rénover le système social, d'introduire dynamisme et efficacité dans les structures étatiques et développer la responsabilité personnelle et la société civile.

²²⁶ La fin de l'année 2005, avant le conseil national, est marqué par l'affrontement entre l'aile gauche du SPD et l'aile centriste, entre d'un côté A.Neals, et F.Münterfering. Ce dernier, se voyant refuser le candidat qu'il propose au poste de secrétaire général, retire sa candidature à la présidence du parti. Les partisans d'une gauche sociale-démocrate se regroupent entre autres dans l'initiative *Demokratische-Linke 21*.

²²⁷ En 1987, le Spiegel soupçonne le ministre président du Land de Schleswig-Holstein, Uwe Barschel (CDU) d'avoir espionné le candidat SPD, Engholm lors de la campagne électorale. Le ministre nie toute responsabilité. Il démissionne le 25 septembre en expliquant vouloir assumer les responsabilités de ces écoutes, même s'il se dit lui-même innocent. Le 11 octobre, Barschel est retrouvé mort dans un hôtel de Genève. En 1992, Engholm reconnaît avoir menti lors de la commission d'enquête de 1987 et avoir eu vent des écoutes dès le 7 septembre (et non pas le 13/09, c'est-à-dire le jour du vote). L'affaire ne fut jamais explicitée.

²²⁸ L'organigramme du SPD fut remanié en 2003 au congrès de Bochum puis après la démission de G.Schröder de sa fonction de président du parti. Nous avons retenu la structure de 2002, la contestation montante avec la formation du *Forum 21* sous l'égide Andrea Nahles, nouvellement élue au comité directeur, soulignant la perte d'influence des dirigeants du *neue Mitte* dans les instances dirigeantes.

Olaf Scholz n'appartient pas à la génération des petits-enfants²²⁹. Il est néanmoins un poids lourd de la politique de réforme engagée par le chancelier en tant que secrétaire général du parti.

Wolfgang Clement est un autre pilier de la politique sociale-démocrate en accédant au super ministère de l'économie et du travail en 2003²³⁰.

Quant à W.Thierse, il est une figure symbolique du SPD depuis la Réunification. Il siège à la vice-présidence depuis 1990. Ayant vécu sous le régime communiste, il adhère au SPD en 1990 à la suite de la chute du mur de Berlin²³¹. Il est d'abord président du SPD de RDA puis vice-président de la fraction SPD puis président de cette même fraction et vice-président du SPD. Il est député depuis 1990, et président du Bundestag pour la XIV^e et XV^e législature. Son nom est, avant tout, ancré au sein du Parlement.

Renate Schmidt incarne l'image moderne que veut se donner le SPD en véhiculant un engagement pour la femme et une famille libérée des modèles traditionnels²³².

²²⁹ Né en 1958, à Osnabrück, il adhère au parti en 1975. Issu d'une famille d'employés des chemins de fer, il fait des études de droit. En 1985, il est avocat à son propre compte en associé. De 1982 à 1988, il est vice-président des Jeunes Socialistes. En 1998, il est élu au Bundestag, siège qu'il abandonne lorsqu'il est nommé ministre de l'intérieur du gouvernement de Hambourg. De 2002 à 2004, il sera secrétaire général du SPD. Il est réélu au Bundestag en 2005. Il est élu premier directeur général parlementaire du Groupe SPD au Bundestag. En novembre 2005, il est élu au conseil national du SPD.

²³⁰ W.Clement fait des études de droit. Parallèlement, il collabore bénévolement au journal *Westfälischen Rundschau*, détenu par le SPD. En 1968, il est nommé rédacteur politique du journal puis vice-rédacteur en chef. De 1986 à 1989, il est rédacteur en chef du *Morgenpost* de Hambourg. Il adhère au SPD en 1970. En 1981, il devient le porte-parole national du SPD à Bonn, et quatre ans plus tard vice-directeur national. J.Rau sera son mentor. En 1987, ce dernier, candidat à la chancellerie, l'appelle à ses côtés comme conseiller. En 1988, W.Clement prendra sa suite comme ministre-président de la Rhénanie du Nord-Westphalie. Au cours de son mandat, il s'attache à fusionner différents ministères du Land : d'abord, le ministère des sciences et de l'école, ensuite ceux de l'intérieur et la justice. La première fusion relève de la volonté d'allier économie et savoir sur le modèle américain. La seconde sera considérée comme une atteinte au principe de séparation des pouvoirs et déclarée inconstitutionnelle par la cour de Justice. Cette propension à rassembler les fonctions ministérielles le portera au « super-ministère » de l'économie et du travail qui regroupe les ministères du travail et de l'économie autrefois distincts. A ce nouveau poste, il opéra pour une réforme dure allégeant les charges sociales qui pèsent sur les employeurs. Il lance « les Jobs à 400 Euros » (*400 Euros -Jobs*), ou « mini-jobs » qui prévoient une rémunération inférieure ou égale à 400 Euros. Par ailleurs, en août 2005, le ministère publie une brochure sous le titre « Priorité à ceux qui sont honnêtes – Opposé aux abus, aux 'parasites' et au libre-service au sein du système social » [*Vorrang für die Anständigen – Gegen Missbrauch, 'Abzocke' and Selbstbedienung im Sozialstaat*] qui condamne les conduites „parasites“ et les abus du système social. Après les élections législatives de 2005, il réintègre la sphère économique.

²³¹ Né à Wrocław en 1940 (alors région allemande), il devra quitter avec sa famille cette région après sa rétrocession à la Pologne. La famille erre un certain temps, connaissant d'importantes difficultés matérielles, avant de se fixer en Thuringe du Sud. W.Thierse suit des études en sciences humaines (*Kulturwissenschaft*) et en germanistique. Il est d'abord assistant universitaire dans le domaine de la théorie de la culture, puis il entre au ministère de la culture de la RDA en 1975 jusqu'en 1976. De 1977 à 1990, il sera collaborateur scientifique à l'académie des sciences de la RDA. Il vient lui-même d'un milieu d'avocat.

²³² La ministre doit quitter l'école juste avant son bac sous pression de la directrice qui lui reproche d'être enceinte et « fille-mère » à 17 ans. Elle suit une formation de programmeuse dans la société d'expédition *Quelle*. Elle travaille en tant qu'analyste de système en indépendante (1968-1970), puis retourne finalement à l'entreprise *Quelle*. Elle est membre du comité d'entreprise et de la commission économique. Entre 1980 et 1988, elle est vice-présidente régionale du syndicat HBV en Bavière. Son père était un employé technique tandis que sa mère était vendeuse. Elle adhère au SPD en 1972. Désignée candidate SPD en Bavière, elle se lance dans les campagnes électorales en 1994 et 1998. De 1991 à 2005 elle est membre du présidium du SPD et entre 1997 et 2003, vice-présidente. De 1980 à 1994 puis de nouveau en 2005, elle est membre du Bundestag et vice-présidente du groupe SPD à l'Assemblée. Entre 1990 et 1994, elle est vice-présidente du Bundestag. En octobre 2002, elle est nommée ministre de la Famille, des Seniors, des Femmes et de la Jeunesse.

Au vue de ce survol rapide des biographies partisans, la lecture « générationnelle » est attrayante : cinq « petits-enfants » siègent aux instances dirigeantes du parti aux côtés d'hommes et de femmes qui soutiennent une réforme libérale de la sociale-démocratie (tant d'un point de vue économique que culturel). Deux objections peuvent néanmoins être soulevées. D'une part, l'hypothèse générationnelle n'explique pas le départ de O.Lafontaine. De même, si R.Scharping et H.Wieczorek-Zeug se retrouvent au sein des instances dirigeantes, ils n'ont guère joué de rôle lors des premières années de la *neue Mitte* entre 1998 et 1999. D'autre part, la présence de personnalités de la génération Brandt explique-t-elle pour autant la ligne du parti ? Elle peut être simplement la manifestation, l'expression d'un pouvoir qui s'exerce ailleurs.

Ainsi, si nous nous adhérons à l'analyse générationnelle qui met en évidence un habitus politique spécifique, une manière de faire de la politique, cela ne nous semble pas suffisant pour expliquer l'expression du *neue Mitte*. Si génération dirigeante, il faut définir à quel milieu elle se rattache²³³.

2. La « *neue Mitte* » : un milieu politique ?

Au vue des données sociographiques des élites dirigeantes du SPD est-on mieux à même de comprendre ce qu'est la *neue Mitte* : un discours politique ou une réalité sociologique ? Au lieu de se porter sur la direction formelle du SPD, l'étude s'intéressera à la direction informelle du SPD, c'est-à-dire aux faiseurs d'idées. Chemin faisant, il est impossible de ne pas mentionner celui qui fut le chef de la Chancellerie en 1998 et l'inventeur de *neue Mitte* version 1998 : B.Hombach. Celui-ci est le maître à penser de la conquête du pouvoir de G.Schröder (et par la même occasion, de son propre accès au pouvoir). Après une formation professionnelle en techniques de communication, il obtient son diplôme d'Etat de travailleur social. Par ailleurs, il suit, en auditeur libre, des cours à l'université en philosophie, sociologie, économie et management²³⁴. Il occupe différents postes syndicaux (secrétaire général du DGB en Rhénanie du Nord Westphalie, directeur général du syndicat éducation et savoir). Après cet engagement syndical, il poursuit sa carrière au SPD à des postes similaires – il adhère au parti en 1971. Il est successivement vice-directeur général du SPD en Rhénanie du Nord Westphalie, puis directeur général (1981-1991). Il est élu député au Parlement régional en 1990 (et le restera jusqu'en 1998). Parallèlement, il garde ses

²³³ Une autre question sera celle du remplacement de cette génération au sein des équipes dirigeantes à partir de 2005. La période étant à la limite de notre propre étude, elle n'a pas fait l'objet d'une étude de notre part. Nous ne faisons qu'ouvrir la question

²³⁴ Les „*Gesamthochschule*“ [université pluridisciplinaire] permettent aux étudiants d'accéder à une formation pluridisciplinaire.

contacts dans les milieux entrepreneuriaux : il est ainsi directeur du service marketing, organisation et stratégie de la SA *Salzgitter Stahl* puis membre du conseil de direction nationale de l'entreprise et à partir de 1995, de la direction internationale. En 1998, il sera, d'abord, ministre de l'économie et des classes moyennes, de la technique et des transports dans le gouvernement régionale de la Rhénanie du Nord Westphalie ; puis après l'élection de G.Schröder à la chancellerie, il sera nommé chef du cabinet du chancelier et ministre des missions spécifiques.

Depuis les années 1980, il côtoie régulièrement des chercheurs, notamment Rolf Heinze, sociologue. Dans le cercle de Bodo Hombach, on trouve aussi Bucksteeg, chargé notamment de la rédaction des discours. Les trois écriront l'article signé par G.Schröder paru dans le Spiegel du 19 mai 1997 sous le titre : « *Gegen den Luxus der Langsamkeit. Über die deutsche Krankheit und der richtige Weg in eine moderne Innovationsgesellschaft* » [Contre le luxe de la lenteur. A propos de la maladie allemande et du chemin pertinent dans une société de l'innovation moderne].

Le mélange entre des carrières universitaires, économiques et politiques, le passage régulier de la sphère économique à la politique et inversement, l'importance accordée aux méthodes entrepreneuriales, à la formation et à l'enseignement, sont autant d'éléments qui confirme l'appartenance de B.Hombach au milieu du managenarial des nouveaux entrepreneurs²³⁵.

L'équipe de B.Hombach est enthousiaste, motivée par l'expérience anglaise. Elle est persuadée de sa mission modernisatrice. Appréciant le bon vin et la bonne chair, elle profite des avantages économiques du développement des secteurs comme celui des technologies ou de la communication. Fascinée par T.Blair, l'équipe donne, enfin, une importance au style.

La nouvelle équipe entend moderniser la sociale-démocratie pour lui permettre d'accéder au pouvoir (et donc de continuer chacun leur trajectoire ascendante). Ces nouveaux « parvenus » émergent dans les années 1990, de la nouvelle économie, des nouveaux managers. Ils ont parfaitement intégré les règles de la société médiatique (ou la société du spectacle). Ils jouent sur leur style et utilisent « naturellement », c'est-à-dire sans que l'artifice du jeu n'apparaisse – les canaux télé-visuels.

Enfin, l'équipe de G.Schröder est ancrée dans le milieu du management et de la communication. C'est elle qui élabore le projet de la *neue Mitte*, que l'on dira « virtuelle » pour la distinguer de l'interrogation sur l'existence d'une ou de classe(s)

²³⁵ Pour une analyse détaillée des milieux, nous renvoyons à l'ouvrage très rigoureux de M.Vester et al, *Soziale Milieus im Gesellschaftlichen Strukturwandel. Zwischen Intergration und Ausgrenzung* [Milieux sociaux dans les changements structurels de la société. Entre intégration et exclusion], Frankfurt/M : Suhrkamp Verlag, 2001, 593 p. L'espace social est représenté par deux dimensions : l'une verticale représentant la séparation entre positions de classe (axe de la domination), l'autre, horizontale, subdivise les milieux selon leur attachement aux traditions de leurs milieux d'origine (axe de la tradition).

moyenne(s) définie(s) par des pratiques et des comportements homogènes. G.Schröder est, pour ainsi dire, l'instrument consentant à la stratégie de conquête de ces milieux ascendants. Comme nous l'avons vu auparavant, le futur chancelier avait certaines prédispositions à incarner cette nouvelle *Mitte* : en tant que ministre – président de Basse – Saxe, il s'est rapproché des milieux industriels. Il siège lui-même au conseil d'administration de *Volkswagen*. Au printemps 1997, en compagnie d'un ami industriel, J.Grossmann, il se rend aux Etats-Unis et y rencontre, entre autre, B.Gates. Conquis à l'économie des nouvelles communications, il reprend dans sa campagne électorale en Basse-Saxe des termes empruntés au monde économique tels que « innovant » ou « dynamique ».

En nous appuyant sur l'étude M.Vester sur les milieux sociaux allemands, nous avons retranscrit dans le tableau ci-après les caractéristiques de cette équipe modernisatrice. L'auteur définit ce milieu comme avant-gardiste et postmoderne. Pour éviter l'utilisation de ce dernier terme, qui nous semble difficile étant donné que l'idée même de modernité pose question, nous qualifierons ce groupe d'avant-garde managériale en référence au lien fort qui unissent la *neue Mitte* politique et la *new Economy*. En reprenant l'analyse bourdieusienne de partition de l'espace social (division horizontale et verticale), M. Vester caractérise le milieu de la *neue Mitte* par cinq éléments : l'éthos de classe, le principe qui guide son action (sens pratique), le type de relation entretenue avec la communauté politique (modèle relationnel) et la position de ses membres dans le processus de modernisation (gagnants/perdants). Nous reprenons ses résultats dans le tableau suivant (que nous traduisons)²³⁶ :

Tabl. 29 Caractéristiques de la *neue Mitte* du point de vue de la sociologie des élites

Ethos	Sens Pratique	Style de vie	Modèle relationnel	Division gagnants/perdants
Etre devant/Tendance	Certitude de sa propre mission/ Instrumentalisation des autres	'Nouveau' décideur/ Représentation de soi	Faible sentiment de responsabilité vis-à-vis des autres du fait d'une condition sociale ascendante	Concurrence accrue entre les prétendants à l'ascension sociale.

Lecture : chaque colonne caractérise le milieu de la *neue Mitte* (politique) selon son éthos, son sens pratique (c'est-à-dire le principe de l'action qui la guide), le type de relation entretenue avec la communauté politique (modèle relationnel) et la position sociale de ses membres dans le processus de modernisation (gagnants/perdants).

Ce milieu ainsi défini n'est qu'une fraction de l'ensemble des élites. A ses côtés, on trouve d'une part, les groupes économiquement dominants « héritiers », c'est-à-dire

²³⁶ M.Vester, „Gibt es eine neue Mitte“ p.103-128 in: *Rot-Grün noch ein Projekt/ Kritische Interventionen 5*, Hannover: 2000. Nous reprenons le tableau p. 128.

qui sont eux-mêmes issus de la classe supérieure (et non de parents ouvriers qualifiés, comme pour la *neue Mitte*), et d'autre part, des groupes à fort capital scolaire, dont l'ascension résulte de l'accumulation de titre scolaire. Contrairement à la *neue Mitte*, ces deux fractions de classes ne sont pas nouvelles : soit elles se maintiennent à cette position sociale depuis plusieurs générations, soit leur mode de reproduction (par les titres scolaires) a une certaine ancienneté dans la pratique. La *neue Mitte*, à l'inverse, représente, pour ces deux catégories, l'idéal-type du « parvenu ». Ainsi, elle ne touche que très peu les élites intellectuelles et bourgeoises traditionnelles, elle ne constitue, en cela, que la partie avant-gardiste de l'élite. Son ascension rapide est en contradiction avec le principe (héritier) de l'accumulation lente de capital scolaire et/ou économique et ne fait pas l'unanimité au sein des couches supérieures.

La relative « naïveté » des élites de la *neue Mitte* devant les possibilités de réalisation (rapide) de leur projet de société, souligne leur peu de connaissance et de pratique (et donc leur noviciat) dans le monde politique national. Arrivée au pouvoir, l'équipe de la *neue Mitte* découvre que son action se heurte à d'autres groupes d'intérêts et, surtout, que son projet n'est pas porté par la majorité de la population comme elle avait pu le croire (ou le faire croire). L'erreur de ces nouveaux managers a été double : 1) de méconnaître les règles du jeu politique interne (au niveau national) et 2) de se méprendre sur les bases sociales de leur projet politique. Comme le rappelle M.Vester, « l'erreur des faiseurs d'opinions a été de confondre les intérêts de leur propre milieu dominant avec ceux de leur clientèle »²³⁷.

1998 a pu faire croire un temps à l'adhésion des milieux traditionnels des travailleurs qualifiés au modèle de la *neue Mitte* version *New Economy*. En réalité, les évolutions socio-économiques et culturelles ne touchent pas les milieux de la même manière. Elles induisent des scissions temporelles, des glissements horizontaux et de parfois des déplacements verticaux dans l'espace social. L'erreur de G.Schröder et de son équipe a été de croire que les fractions modernisées des différents milieux sociaux étaient attachées aux mêmes valeurs que celles qui les guidaient eux-mêmes. Le *qui pro quo* est fondé sur la croyance en l'unicité de la modernité et de ses effets ; en un mot : les modernes contre les anciens. Dans cette analyse, la *neue Mitte* (sociologique) est assimilée aux gagnants du processus de modernisation. Mais la « modernité » se saurait avoir une réalité univoque et objective. Elle cristallise bien plus un rapport (une réaction) aux évolutions socio-culturelles en cours : révolution participative, expansion exponentielle des compétences (et des titres scolaires) et libération des mœurs. Ces trois phénomènes n'ont pas touché de la même manière les différents milieux sociaux. On peut, certes, imaginer que les milieux modernes,

²³⁷ M.Vester, *Art. Cit.*, „Der Irrtum der Meinungsmacher lag darin, die Interessen ihres eigenen Leitmilieus mit dem ihren Klientel verwechselt zu haben „: p.119.

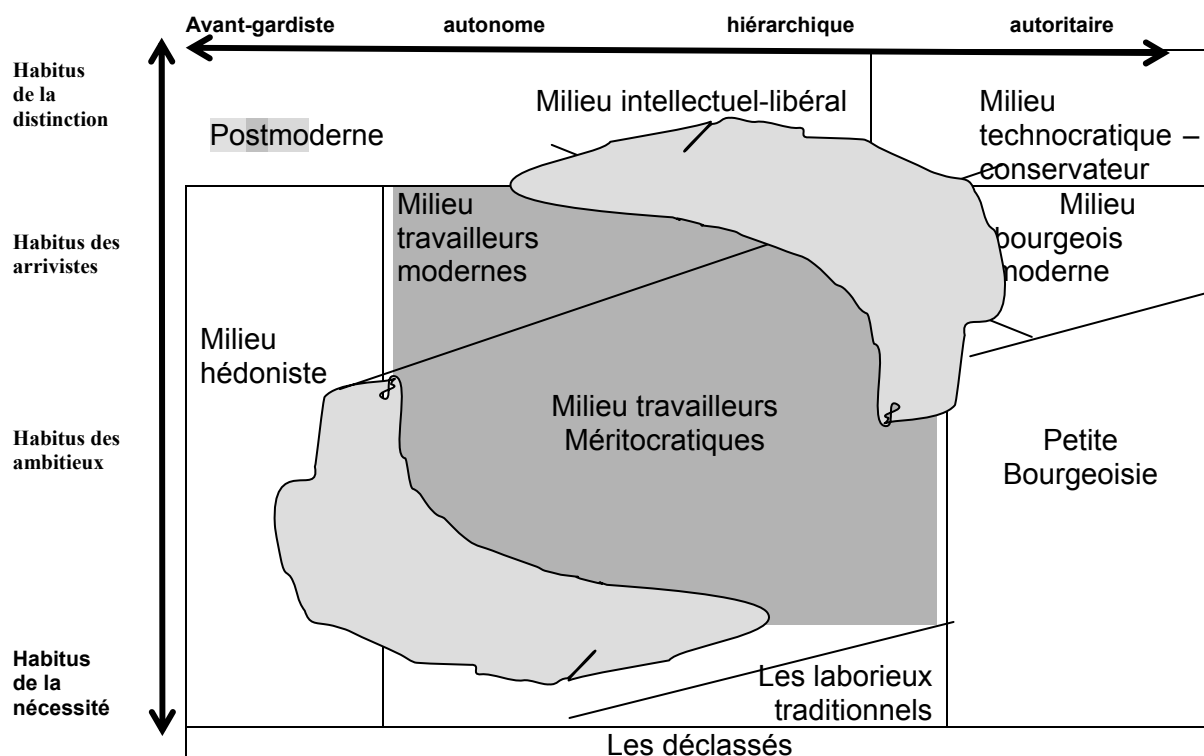
transformés par ces trois évolutions, aient des homologues structurelles entre eux liant les modernes de l'élite politique et les modernes des classes intermédiaires (y compris les classes issues du milieu des anciennes classes moyennes des commerçants et des artisans ; cela explique en partie le déplacement des votes de la CDU vers le SPD). Mais, appartenant à des espaces différents sur la dimension verticale, l'homologie ne serait être égalité et d'autres intérêts peuvent guider ces fractions de classe.

En ce sens, les fractions modernes des milieux traditionnels n'ont pas la même conception de la « modernité » que celle que véhicule le SPD-*neue Mitte*. M.Vester rappelle que ces catégories restent attachées à un modèle de société des travailleurs (*Arbeitnehmergeinschaft*) dans laquelle la solidarité et l'appartenance collective ont leur place face aux aspirations à l'épanouissement personnel. Comme l'auteur le souligne, ce *neue Mitte* « sociologique » reste attaché à la réduction des inégalités en même temps qu'il recherche une plus grande autonomie. Mais, en reprenant les mots de l'auteur, « le nouveau centre des travailleurs ne représente donc ni uniformément la mentalité matérialiste de la sécurité sociale, ni le nouveau individualisme post-moderne »²³⁸.

La distinction que fait M.Vester entre *Mitte* virtuelle et *Mitte* réelle est éclairante. La première renvoie à une construction – on pourrait même dire à une projection – de l'élite avant-gardiste, sûre d'elle-même, gagnante des transformations économiques et liées à la *New Economy*. La deuxième fait référence à une mutation sociologique qui affectent les catégories intermédiaires de l'espace social. Elle décrit des phénomènes de déplacements horizontaux au sein de cet espace. Nous avons repris ci-après le schéma de M.Vester qui représente la distinction entre ces deux *Mitte*.

²³⁸ M.Vester, *Art. Cit* : p.120.

S. 7 centre réel et centre virtuel



Lecture du schéma : l'espace social est représenté en deux dimensions : la première (verticale) correspond à la position de classe (déterminée par le volume de capital détenu). Celle-ci commande à la constitution des habitus de classe (ensemble des dispositions incorporées des conditions objectives d'existence). L'habitus de la distinction correspond aux conditions objectives de la classe dominante (axe de la distinction). A cet axe vertical, se rajoute un axe horizontal qui sous-divise chaque classe (dominante, moyenne et dominée) en trois sous-catégories selon le degré d'attachement et d'ancrage à la tradition du milieu d'origine allant de l'avant-garde aux plus conservateurs (axe de la tradition). Les deux parties ombrées correspondent aux deux nouveaux centres, le virtuel (la surface la plus petite) et le réel (la surface la plus grande). Ce dernier correspond à l'ensemble du milieu des travailleurs, dont les valeurs correspondent à la solidarité et à l'attachement au modèle social du capitalisme.

Dans cet optique, l'échec de la *neue Mitte* sociale-démocrate modelée d'après le blairisme, est dû à une mauvaise compréhension des réalités plurielles de la modernité et à leur réduction à une opposition bi-polaire entre matérialistes et post-matérialistes. Selon nous, 1998 constitue une date-rupture en introduisant sur la scène politique non pas le postmodernisme mais le thème de la modernité dans sa pluralité. Plus exactement, l'arrivée de la coalition rouge-verte donne à voir les luttes qui président à sa définition.

La modernité de la *neue Mitte* virtuelle est celle de l'avant-garde, propre aux nouvelles professions économiques et sociales du conseil, du management et de la communication²³⁹. D'un point de vue politique, elle correspond à ce qu'est (ou fut) la *New Economy* : « beaucoup de bruit pour rien ». Par contre, ses effets sont réels. Elle introduit un clivage – que l'on réduit trop souvent à l'opposition entre postmodernité et modernité autour d'un nouvel enjeu symbolique : celui de la définition de la « vraie »

²³⁹ La reconversion de G.Schröder en 2005 souligne ce réservoir que constitue l'économie pour une fraction de l'élite qui n'arrive pas à s'imposer dans la lutte politique.

modernité. Dès lors, il devient intéressant de voir ce que modernité veut dire pour les « anciens », c'est-à-dire les démocrates-chrétiens.

3. La CDU face à la *neue Mitte* : *alte Mitte* et milieu conservateur

L'analyse des milieux dirigeants démocrates chrétiens se fera sur le même modèle que celle du SPD. Nous analyserons les instances dirigeantes du parti depuis 1998. Nous nous intéresserons essentiellement aux organes élus du présidium²⁴⁰.

Entre 1998 et 2001, la direction de la CDU subit d'importants soubresauts liés à la perte du pouvoir, d'une part, et au scandale des financements occultes du parti, d'autre part. Tout cela a conduit au renouvellement de la direction chrétienne-démocrate. Au lendemain des élections législatives de 2005, le visage de l'organisation du parti démocrate-chrétien s'est rajeuni et féminisé.

3.1 **La CDU avant 1998 : le « système Kohl ».**

Avant 1998, la CDU était un parti homogène composé de membres avant tout ouest-allemands, catholiques, conservateurs et masculins. Les deux tiers des élus ont plus de 50 ans. Ce groupe d'âge domine, aussi, largement la direction du parti. La longue présidence de H.Kohl transforme peu à peu le parti en une « *Kanzlerverein* » [Association pour le Chancelier], dont le rôle est de capitaliser le maximum de soutien pour le chancelier. Même le groupe parlementaire est réduit au rôle d'exécutant.

H.Kohl adhéra au parti à 16 ans en 1946. Son ascension sera des plus rapides : il devient président du parti de Rhénanie-Palatinat en 1966 et en 1969, à 39 ans, il est ministre-président. Ses succès en Palatinat lui permettent de s'imposer au niveau fédéral. Cependant, il n'arrivera pas à prendre la présidence du parti dès 1971. Il doit s'incliner devant Rainer Baizel. Mais il l'emporte en 1973. En 1976, il quitte son siège de ministre-président pour prendre la direction du groupe parlementaire de la CDU/CSU. Le 1^{er} octobre 1982, du fait du renversement d'alliance du FDP en faveur de la CDU, il sera élu chancelier par le Bundestag lors du vote de la motion de censure contre le gouvernement de H.Schmidt. Il sera confirmé aux élections législatives de 1983.

H.Kohl détient, ainsi, depuis 1982 toutes les ficelles du parti. Il distribue poste et fonction (et donc argent) en facilitant les carrières des uns et en éliminant d'autres. La gestion du parti est clientéliste, personnalisée ; la démocratie interne inexistante. H.Kohl restera à la tête du parti jusqu'en 1998. Sa domination est, sourdement, de plus

²⁴⁰ L'organe exécutif dirigeant de la CDU est composé du présidium qui comprend le président, 4 vice-présidents, sept membres élus du comité directeur, les membres de droit, les conseillers, enfin les membres invités. Le présidium expédie les affaires courantes. A ses côtés, le comité directeur est composé de 26 membres élus. Ces instances sont élues tous les deux ans.

en plus contestée. En 1996 de jeunes figures montantes lancent un appel à la rénovation du parti. De ces prétendants au pouvoir, que l'on dénomme les « jeunes Loups » [*Junge Wilde*], on compte R.Koch, C.Wulff, P.Müller, O. von Beust entre autres. Mais la réunification redore le blason de H.Kohl, « Chancelier de l'Unité » et retardera d'autant l'arrivée au pouvoir des « jeunes Loups »²⁴¹.

En 1997, H.Kohl se prononce en faveur de W.Schäuble pour une éventuelle prise de succession à la tête du parti (Congrès de Leipzig). Il n'indique cependant aucune date précise. La défaite de 1998 accéléra le processus de passation de pouvoir : H.Kohl démissionne de la présidence après 25 ans de mandat. Il reste cependant président d'honneur du parti, et à ce titre, garde un droit de siège et de vote à vie dans toutes les instances du parti. Autant dire que la passation de pouvoir est contrôlée.

Cependant, le congrès de Bonn après les élections législatives de 1998, dessine, avec beaucoup de prudence, un certain renouvellement. Tout d'abord, W.Schäuble devient président du parti et chef du groupe parlementaire. Ensuite, A.Merkel est proposée comme secrétaire générale. Enfin, les protégés de H.Kohl n'occupent plus le présidium: Manfred Kanther²⁴², Erwin Teufel, Christoph Bergner; Brigitte Baumeister et Klaus Töpfer ne se représentent pas tandis que Rita Süßmuth et Maria Böhmer ne sont pas réélues²⁴³. Ainsi, des treize membres du présidium sept sont nouveaux²⁴⁴ : Annette Schavan, Roland Koch, Peter Müller, Peter Rauen, Christian Wulff, R.Eppelmann et A.Vaatz.

²⁴¹ L'expression « jeunes Loups » ou « *junge Wilde* » vient originellement du domaine artistique. Elle vise à qualifier une avant-garde qui tente de s'émanciper des canons et des modèles antérieurs. Appliquée en politique, elle a servi à nommer la jeune garde démocrate-chrétienne qui revendiquait une place dans la direction partisane. Elle fut utilisée par la suite pour caractériser les jeunes générations partisans qui, espérant accéder aux responsabilités politiques, revendiquent le renouvellement des directions partisans.

²⁴² En février 1999, la CDU et R.Koch remportèrent les élections en Hesse grâce à une campagne d'opposition systématique à la loi de la double-nationalité. Le 8 décembre 1999, le secrétaire général de la CDU hessoise confirme que la fédération a reçu des dons anonymes, qui ont permis de financer la campagne. Le trésorier suppose que ces legs pourraient venir d'émigrés juifs... Le 14 janvier 2000, Manfred Kanther, ancien président de la CDU de Hesse dément cette hypothèse et avoue qu'elle ne servait qu'à dissimuler des retours d'argent, très probablement illégaux, d'un compte au Lichtenstein. A la suite de cette affaire, M.Kanther démissionne de son mandat de député. La déception est énorme face à un homme qui se présentait comme le représentant scrupuleux du droit et de la loi. R.Koch sera lui-aussi atteint par ce scandale : niant d'abord avoir connu l'existence de ces comptes à l'étranger, il devra avouer avoir anti-daté un crédit de 2 millions de marks, visant à camoufler les versements en provenance des comptes frauduleux. R.Koch survivra cependant à l'affaire et restera en poste. Par contre, son directeur de chancellerie, F.-J.Jung, sera contraint à la démission.

²⁴³ La première fut vice-présidente de 1986 à 1998. La seconde est députée depuis 1990. Elle est aujourd'hui secrétaire d'Etat en charge des questions d'immigration et d'intégration auprès du ministre de l'immigration et de l'intégration.

²⁴⁴ En réalité, le présidium compte aussi le trésorier soit 14 membres. En 1998, M.Wissman, membre du pacte andin, est élu à ce poste.

Tabl. 30 La composition du présidium démocrate-chrétien en 1998

Poste	Noms	Suffrages obtenus (%)
Présidence	Wolfgang Schäuble	93,7
Secrétaire général	Angela Merkel	93,0
Vice-présidence (4)	Annette Schavan Volker Rühle Christian Wulff Nobert Blüm	88,8 80,8 78,4 60,2
Présidium (élu) (7)	Roland Koch Arnold Vaatz Christa Thoben Peter Müller Peter Rauen Rainer Eppelmann Claudia Nolte	
Président du groupe CDU/CSU	Wolfgang Schäuble	

Volker Rühle, Nobert Blüm, Christa Thoben, Claudia Nolte appartiennent à la vieille garde.

Annette Schavan, célibataire et catholique, est née en 1955. Son accession à la direction partisane passe par l'association des « Femmes de l'Union » [*Frauenunion*] dont elle est la présidente de 1987 à 1988. Elle sera, ensuite, ministre de la culture, de la jeunesse et des sports dans le gouvernement régional de Bade-Wurtemberg. Elue en 1998, à la vice présidence de la CDU, elle est reconduite jusqu'à aujourd'hui Elle est élu députée en 2005 et nommée ministre de l'Education et de la recherche par la nouvelle Chancelière.

Rainer Eppelmann (1943) et Arnold Vaatz (1955) viennent tous deux d'Allemagne de l'est. Le premier a été membre de la DA (*Demokratische Aufbruch*) et le second du *Neues Forum* en 1989. Ils adhèrent à la CDU en 1990. Le premier appartient à l'union des travailleurs démocrates-chrétiens (CDA) qu'il préside jusqu'en 1993. Il siège au Bundestag jusqu'aux élections de 2005 pour lesquelles il ne candidata pas. A.Vaatz obtient un siège de député en 1998. Il est élu par mandat direct pour la circonscription de Dresde (Saxe).

Peter Rauen (1945) a suivi une formation de maçonnerie et fonde son entreprise individuelle de construction en 1967. Il adhère à la CDU en 1966. Il fait partie de la *Junge Union* locale et en devient le président. Il est aussi président du cercle démocrate-chrétien dans le canton de Bernkastal-Wittlich (1985-1991), en Rhénanie-Palatinat. Il est membre du comité directeur de la CDU depuis 1992. Puis il entre au présidium en 1998. Il appartient au milieu des classes moyennes traditionnelles et est membre de l'association des classes moyennes de l'Union (président fédéral de 1997 à 2005). Il obtient un siège de député en 1987. Il est vice-président du groupe parlementaire CDU/CSU et en novembre 2005, il est élu à la vice-présidence de l'Union.

Les trois derniers nouveaux venus – Christian Wulff, Roland Koch et Peter Müller – appartiennent aux « jeunes loups » de la CDU²⁴⁵. Forts d'une popularité et d'un poids politique au niveau régional, ils s'imposent dans la direction fédérale et ne cachent pas leur ambition politique. En 1979, ils ont fondé une sorte de clan connu sous la dénomination de « Pacte Andin », du fait d'un voyage en Amérique du Sud de la *Junge Union*. Ce réseau, non-officiel, a pour vocation de favoriser la carrière de ses membres. Ces derniers se promettent de ne pas candidater les uns contre les autres, ni d'exiger publiquement la démission de l'un d'entre eux. Ce pacte de loyauté doit faciliter l'ascension politique de ses membres. Le clan, dont l'existence fut reconnu officiellement en 2005, est composé d'hommes catholiques, originaires de l'Allemagne de l'ouest²⁴⁶. Tout comme pour le SPD, le centre du pouvoir n'est donc pas nécessairement au sein des instances dirigeantes.

Christian Wulff (1959) vient de Basse-Saxe. Après le divorce de ses parents, il vit seul avec sa mère. En 1978, il devient président de la *Schüler-Union* [Les Lycéens de l'Union] et à ce titre, il est membre du comité directeur de la CDU. En 1979, il entrera au comité directeur de la *Junge Union*. Il sera élu président de la fédération de Basse-Saxe des Jeunes de l'Union en 1983 et le restera jusqu'en 1985. En 1986, il est élu conseiller municipal de la ville de Osnabrück. Il devient président du groupe CDU au conseil municipal (1989). Désigné candidat pour les élections régionales de 1994, la CDU perd 5,6 points et doit s'incliner devant G.Schröder. C.Wulff réussit néanmoins à prendre la direction de l'opposition au parlement régional contre le président sortant du groupe CDU, Gransäuer. En 1996, il est élu président de la Fédération démocrate chrétienne de Basse-Saxe. A cette même date, il fera partie de l'offensive des « jeunes loups » contre l'hégémonie de H.Kohl [cf. *Supra*]. Il s'attaque à la politique familiale du ministre des finances du gouvernement Kohl : Théo Waigel. Il réclame une réforme plus juste des impôts et se profile comme un candidat potentiel au remplacement du ministre. En 1998, après l'élection de W.Schäuble à la présidence, il obtient un poste de vice-président du parti. En 2003, aux élections régionales de Basse-Saxe, la CDU obtient 48,5% des voix et forme avec le FDP un gouvernement de coalition. C.Wulff est élu ministre-président.

Roland Koch (1958) a une trajectoire politique quasi-identique. Il fait, lui aussi, des études de droit et obtient avec succès ses deux examens d'Etat²⁴⁷. Il se spécialise

²⁴⁵ Il faut y rajouter Jürgen Rüttgers, Friedrich Merz, Laurenz .Meyer qui les suivront dans les instances dirigeantes du parti lors des élections ultérieures au présidium, cf. *infra*.

²⁴⁶ Ils furent à l'origine douze dont Roland Koch, Peter Müller, Christian Wulff, Günter Oettinger, Matthias Wissmann, Christoph .Böhr, Franz Josef.Jung. F.Merz fut admis dans le groupe en novembre 2005.

²⁴⁷ « *Staatsexam* » : cet examen est obligatoire pour les étudiants en droit, en médecine, en pharmacie et pour les enseignants titularisés. Il comprend deux parties : l'une théorique (le premier examen d'Etat - *erstes Staatsexam*) et l'autre pratique (second examen d'Etat – *zweites Staatsexam*). Ce dernier vient valider une période de stage (*Referendariat*).

en droit des affaires et de la concurrence. Son héritage familial en matière de politique n'est pas négligeable puisque son père était lui-même élu CDU au Parlement de Hesse et ministre de la Justice dans le gouvernement du Land entre 1987 et 1991. Suivant les traces de son père, R.Koch devient président de la *Junge Union* en 1983 et le restera jusqu'en 1987. A cette même date, il est élu au Parlement de Hesse. De 1990 à 1991, puis en 1993 il est président du groupe CDU au sein de ce parlement régional. En 1998, il devient président de la fédération démocrate-chrétienne de Hesse. En 1999, après les élections régionales où il fit une campagne violente contre la loi de la double nationalité, il est élu ministre-président et succède à Hans Eichel (SPD). Aux élections de 2003, la CDU remportera la majorité absolue confirmant R.Koch à la présidence.

R.Koch est connu pour sa rhétorique vindicative. En 2002, il doit s'excuser de ses propos douteux sur le port de l'étoile jaune²⁴⁸. En 2003, il lance avec son homologue social-démocrate de Rhénanie du Nord Westphalie, P.Steinbrück, un plan drastique de réduction des subventions publiques – connu sous le nom de « *Koch – Steinbrück – Papier* ». En 2005, il propose une réduction d'impôt pour les travailleurs très qualifiés venant travailler en Allemagne. Enfin, en 2006, il se prononce pour faire passer un test de langue à tous les immigrants arrivant en Allemagne. Habitué des coups d'éclat, R.Koch n'a pas pâti de ses démêlés avec la justice en 1999-2000 (cf. *supra*). Habile en rhétorique, il utilise les thèmes sécuritaires liés à l'immigration et ceux très populaires de réduction des impôts.

Enfin, Peter Müller (1955) a accédé plus tôt aux postes directifs. Originaire de Sarre, il est élu ministre-président du Land d'O.Lafontaine en 1999. Il a fait des études de droit et de sciences politiques, à l'université de Bonn et de Saarbrücken. Il passe, lui aussi, avec succès ces deux examens d'Etat et devient juge au tribunal de Saarbrücken (jusqu'en 1994). Il est, en même temps, chargé de cours à l'université de Sarre.

Il est élu au parlement du Land en 1990. Il devient président du groupe CDU au sein de l'Assemblée régionale en 1994. En 1995, il obtient le poste de président de la fédération démocrate-chrétienne de Sarre. Membre du groupe andin, il est élu à la vice-présidence du parti en 1998. En août 2005, il est nommé par A.Merkel expert pour les questions économiques.

En définitive, ces « jeunes loups » se caractérisent par une carrière politique qui les mènent de la *Junge Union* à des responsabilités locales et municipales, puis à la

²⁴⁸ Dans le débat sur la réforme des impôts, le président du syndicat Ver.di, F.Bsirske avait donné les noms des plus riches allemands. R.Koch s'indigna de cette mise à l'index qui, selon lui, serait une « nouvelle forme du port de l'étoile sur la poitrine ».

députation au *Landtag* et enfin l'élection à la présidence des gouvernements régionaux. L'accumulation de capital politique au niveau régional leur permet de revendiquer avec succès des postes au sein de la direction fédérale du parti et d'accéder à la députation fédérale. Catholiques, mariés et pères de famille, leur appartenance au pacte andin soude d'autant plus leur identité commune.

Le nouveau président du parti W.Schäuble doit faire face à leurs velléités de pouvoir. Il tente de défendre sa ligne politique au congrès de Bonn avec le slogan: « Nous relevons le défi » [*Wir nehmen die Herausforderung an*]. Mais il ne résistera pas à l'éclatement du scandale financier qui l'atteindra lui aussi.

3.2 La réforme du congrès de Essen : le renouvellement des organes dirigeants.

Dans le cadre d'une enquête sur le marchand d'arme Karlheinz Schreiber, le parquet d'Augsbourg est conduit à s'intéresser à Leisler Kiep, ancien trésorier de la CDU et soupçonné de fraude fiscale. Finalement, celui-ci déclare avoir reçu en 1991 du dit marchand d'arme une mallette contenant un million de marks en liquide. H.Kohl nie. Mais l'ancien trésorier avoue l'existence de caisses noires au sein du parti, ce que H.Geissler, ancien secrétaire général du parti et ennemi de Kohl, confirme²⁴⁹. Le 30 novembre 1999, le chancelier reconnaît les financements occultes dont a bénéficié son parti et précise, le 16 décembre, avoir reçu de 1993 à 1998, entre 1,5 et 2 millions de marks. Les soupçons, quant à l'origine de ces dons, portent sur la vente d'armes à l'Arabie Saoudite, puis dans la suite de l'affaire *Leuna*, sur la revente de cette filiale au groupe Elf. Mais, H.Kohl refusera toujours de donner les noms des donateurs. Face à cette attitude, la direction de son parti lui retire sa confiance et l'invite à faire toute la lumière sur cette affaire. La réponse du chancelier est immédiate : il démissionne de la présidence d'honneur le 18 janvier 2000.

Mais l'affaire des caisses noires de la CDU atteint aussi W.Schäuble. Celui-ci nie d'abord avoir reçu des dons du marchand d'armes avant de reconnaître la passation de 100.000 marks. Le 7 janvier 2000, W.Schäuble démissionne. Dans l'immédiat, le groupe parlementaire a donc besoin d'un nouveau président. Les députés se mettent rapidement d'accord sur F.Merz, 44 ans, expert sur les questions économiques et financières. La fonction de chef de l'opposition et celle de président du parti était donc, pour un temps, distinctes. Certainement, F.Merz en obtenant la direction du groupe parlementaire espérait atteindre la présidence de l'Union.

F. Merz (1955-) présente le même profil que les « jeunes loups » de 1996. Il sera admis au sein du pacte andin en novembre 2005. Il fait des études de droit à Bonn et valide ses deux examens d'Etat. Entre 1985 et 1986, il est juge au tribunal

²⁴⁹ H.Geissler rompt avec H.Kohl en 1989, après les débats houleux et violents sur la stratégie d'ouverture du parti (*Strategiedebatte*, 1987-1988, cf. Chap. III).

administratif de Saarbrücken. En 1986, il devient avocat. Membre du comité directeur de la CDU entre 1998 et 2000, il n'accèdera au Présidium qu'en 2002 (jusqu'en 2004). Le 12 octobre 2004, F.Merz annonce qu'il quittera ses fonctions au sein du parti et de la direction à la fin de cette même année. Il explique son départ par les remaniements de son projet de réforme sur l'impôt sur le revenu pourtant adopté par le comité directeur en 2003. Considérant que les pourparlers avec la CSU ont dénaturé la nature du texte, il préfère démissionner. Il est cependant probable que son éviction par A.Merkel en 2002 de la présidence du groupe parlementaire au Bundestag et la méfiance de cette dernière vis-à-vis de son expert en économie, soient plus réellement à l'origine du départ de F.Merz. Ce dernier espérait ainsi rendre visible le manque à gagner causé par son absence²⁵⁰.

Il faut noter que la carrière politique de F.Merz diffère quelque peu des autres cas que nous avons passé en revue. Ainsi, il n'est pas ministre-président ni même en voie de le devenir. Sa carrière ne s'est pas faite au niveau local mais au Parlement européen. Elu dans cette assemblée entre 1989 et 1994, il obtient finalement un siège au Bundestag en 1994. Comparativement aux autres, il n'a donc que peu de capital social et politique à faire valoir et ne dispose que de ressources en expertises, certes importantes, mais qui semblent insuffisantes dans la course au pouvoir. L'échec de sa démission semble, en tous les cas, souligner que la trajectoire classique est plus rémunératrice en terme de pouvoir.

Dans les candidats à la présidence du parti après la démission de W.Schäuble, R.Koch est hors course, du fait du scandale financier en Hesse. Volker Rühle et Jürgen Rüttgers sont dans la même situation après leur échec aux élections régionales dans leur Länder respectifs. Bref : A.Merkel domine. Les conférences régionales décidées par la direction pour la rénovation de l'organisation partisane tournent vite en un plébiscite pour la secrétaire générale.

On aime à présenter A.Merkel comme une « Allemande de l'Est ». Cependant, elle est née à Hambourg en 1954. Ce n'est qu'après sa naissance que son père, pasteur, décida d'émigrer à l'est et d'y emmener toute la famille. Etudiante en physique, elle travaille à Berlin à l'institut de Chimie de l'Académie des sciences et obtient son doctorat en 1986. En 1989, elle fait partie de la DA (*Demokratische Aufbruch*) et adhère à la CDU en 1990. Elle est élue par mandat direct au *Bundestag* dès 1990. En 1994, elle est nommée ministre des femmes et de la jeunesse, puis

²⁵⁰ La nomination d'un nouvel expert fut compliquée, A.Merkel cherchant à éloigner ses rivaux tout en évitant de les liguer contre sa présidence. Finalement, P.Müller sera nommé en août 2005, expert pour les questions économiques.

ministre de l'environnement, de la protection de la nature et de la sécurité des réacteurs. Elle est depuis 1991, vice-présidente de l'Union et protégée de H.Kohl.

Le congrès d'Essen, les 10 et 11 avril, ratifiera le renouvellement du parti. La jeune Union que l'éclatement du système Kohl rend plus belliqueuse et velléitaire, exige le rénovation du parti dans un projet [*Antrag*] dénommé "Retour à un parti de programme, avec plus de démocratie et de nouvelles têtes" (*Antrag* B20). Elle espère voir des personnalités de ses propres rangs élus au présidium. Et effectivement, Hildegard Müller est la première des présidents de la *Junge Union* à accéder au présidium.

De manière générale, la direction se rajeunit : ce sont désormais les quadragénaires qui dominent avec la présidente du parti, trois des quatre vice-présidents et le nouveau président du groupe parlementaire (F.Merz). Par ailleurs, les femmes sont aussi plus nombreuses avec la présidente, une vice présidente (Annette Schavan) et deux membres élues sur sept du présidium (Dagmar Schipanski et Hildegard Müller)²⁵¹. Le tableau ci-après récapitule les résultats du vote de 2000²⁵² :

Tabl. 31 Résultats de l'élection de la direction au congrès de Essen (2000)

Poste	Noms	Suffrages obtenus (%)
Présidence	Angela Merkel	95,94
Secrétaire général	Ruprecht Polenz	88,25
Vice-présidence	Annette Schavan	87,98
	Jürgen Rüttgers	74,82
	Christian Wulff	62,07
	Volker Rühle	58,55
Présidium (élu)	Dagmar Schipanski	87,68
	Wolfgang Schäuble	78
	Hildegard Müller	75
	Roland Koch	66
	Jörg Schönbohm	60
	Hermann-Josef Arentz	51
	Peter Rauen	50,72

Dans ce nouveau présidium, il ne reste de celui de 1996 que A.Merkel et V.Rühle. Ce dernier n'obtient cependant que 59% des voix des délégués. Les figures du « système Kohl » sont écartées : Peter Hintze, fidèle secrétaire général de 1992 à 1998, Norbert Blüm, Christa Thoben, Claudia Nolte, Brigitte Baumeister et Arnold Vaatz ne siègent plus au comité directeur. De même, W.Schäuble est réélu au présidium avec 78 % alors que le nouveau bras droit de Angela Merkel, le député Ruprecht Polenz, obtient 88% des suffrages pour le poste de secrétaire général. Nouveau « général » de la présidente, son bon score souligne le soutien dont est créditée A.Merkel. Mais, la nomination de Polenz au poste de secrétaire général

²⁵¹ On compte aussi dix femmes sur vingt-six au sein du comité directeur.

²⁵² Pour ne pas surcharger le travail, nous ne présenterons pas chaque membre de la direction. Seules les figures les plus importantes feront l'objet d'une analyse plus détaillée.

génère une guerre de position entre la nouvelle présidente et L.Meyer. Ce dernier obtiendra finalement le poste en novembre. Il doit démissionner le 22 décembre 2004 à la suite d'affaires judiciaires. Volker Kauder le remplacera au poste de général secrétaire le 24 janvier 2005.

Dans cette nouvelle direction, les « jeunes Loups » ont trouvé une place. Nous avons déjà cité, Peter Müller (49 ans), Christian Wulff (45 ans), Roland Koch (46 ans). Il faut y rajouter Jürgen Rüttgers (53 ans) et L.Meyer (52 ans). Leur profil les rapprochent des ministres-présidents de Sarre, de Basse-Saxe et de Hesse. Cependant ni l'un ni l'autre ne font partie du pacte andin.

L.Meyer (1948) est membre de la CDU depuis 1968. Il fait des études en économie à l'université de Münster. Il est ensuite employé par l'entreprise d'électricité VEW AG qui deviendra la *RWE – Konzern*, impliquée dans le scandale financier qui toucha L.Meyer²⁵³. Niant puis reconnaissant les dons reçus par l'entreprise électrique, L.Meyer fut contraint de démissionner de son poste de secrétaire général en novembre 2004. Ce scandale mit un frein à la carrière politique de L.Meyer mais ne le mit pas définitivement en course : il conserve son siège de député et, le 29 novembre 2005, après les élections législatives anticipées, il est nommé président du groupe parlementaire de travail de la CDU pour les questions économiques et technologiques.

Excepté l'épisode de la REW, la trajectoire de L.Meyer est classique : il est d'abord conseiller municipal (1978-1995) puis président du groupe CDU au conseil municipal (1989). En 1990, il est élu au Parlement du Land de Rhénanie du Nord – Westphalie. En 1994, il est candidat malheureux au poste de maire face au candidat social-démocrate. Il sera élu président du groupe parlementaire à l'assemblée régionale en 1999. Il cédera le poste à J.Rüttgers en 2000.

Ce dernier est né en 1951 à Cologne. Comme les autres, il fait des études de droit, mais aussi d'histoire, et obtient son doctorat en droit en 1979. Il adhère à la CDU en 1970. Il est d'abord conseiller municipal à la ville de Pulheim (environ 7.500 habitants au nord-ouest de Cologne). Entre 1980 et 1986, il est président de la *Junge Union* des pays du Rhin. En 1987, il est élu au parlement allemand. Il y siégera jusqu'en 2000, année où il sera nommé président du groupe parlementaire de la CDU au Landtag de Rhénanie du Nord – Westphalie. En 1999, il devient président de la fédération du Land après la démission de N.Blüm. En 2005, il est élu ministre-président du Land. Par ailleurs, il fut ministre de l'éducation, du savoir, de la recherche et des techniques en 1994, sous le gouvernement de H.Kohl. Il fit sensation dans les médias

²⁵³ Encore en poste à la REW, les rémunérations touchées par L.Meyer ne semblent pas correspondre au travail effectivement réalisé ouvrant la question de « rémunération fictive ». Par ailleurs, l'ancien secrétaire général de la CDU bénéficia de tarifs préférentiels alors même qu'il ne travaillait plus au sein de l'entreprise. Les deux protagonistes tentèrent d'atténuer les conséquences négatives de l'éclatement de ce scandale en reversant sous forme de dons les trop perçus : L.Meyer propose 81.106 euros à l'association SOS-Enfants et la RWE, 100.000 Euros.

lors du débat sur la « *Green Card* » par sa formule : « Des enfants plutôt que des indiens »²⁵⁴.

Les ministres-présidents constituent ainsi un groupe homogène, masculin et catholique, dont la trajectoire politique est identique. L'avènement de A.Merkel met un terme (provisoire ?) à leur ascension vers le pouvoir.

L'avènement de A.Merkel.

L'avènement de A.Merkel au congrès de Essen en 2000 est lié à sa gestion de la crise financière. Très vite, l'ancienne « fillette » [*das Mädchen*] de Kohl prend ses distances avec son mentor. Elle condamne l'attitude et les agissements du chancelier estimant qu'ils jouent en défaveur de la CDU. Contrairement à ses homologues masculins comme W.Schäuble, R.Koch ou M.Kanther, elle se démarque très vite du « système » et prend ouvertement position contre²⁵⁵.

Elle bénéficie de l'appui des militants. Son accès à la présidence relève d'une véritable nouveauté dans l'organisation de la CDU. Jusque lors, les présidents du parti étaient en même temps président du groupe parlementaire ou ministre-président. A.Merkel n'est « que » députée. Elle a su utiliser à son profit le capital accumulé par le soutien de Kohl et « tuer le père » suffisamment tôt pour ne pas paraître, elle-même, compromise. Ceci dit les années de sa présidence sont compliquées par les « barons » démocrates-chrétiens – c'est-à-dire les ministres-présidents – qui ont bien du mal à accepter cette « nouvelle venue en politique », protestante, divorcée et remariée. Face aux familles nombreuses et aux pères catholiques, cette femme non mère fait figure de canard boiteux²⁵⁶. Solitaire, méfiante, elle n'est pas suivie par les poids lourds (notamment les « jeunes loups »).

Après son élection à la présidence du Parti, A.Merkel prend la direction de l'opposition en 2002 en devenant la présidente du groupe parlementaire de la CDU/CSU – et évinçant du même coup F.Merz. Contrainte de céder la place au candidat CSU, E.Stoiber pour les élections législatives de 2002 [cf. Chap. III], l'échec de son concurrent chrétien social lui laisse la voie libre pour une candidature. En 2005, elle est ainsi la première femme et la première allemande de l'est à être élue chancelière.

²⁵⁴ Le gouvernement de G.Schröder propose la délivrance de permis de travail pour les travailleurs hautement qualifiés, pour la plupart indiens ce qui permettrait de pallier au manque de main d'œuvre dans ces secteurs. La « carte Verte » doit alléger les formalités à suivre.

²⁵⁵ Elle exprime sa position dans une tribune de la *Frankfurter Allgemeine* le 22 décembre 1999.

²⁵⁶ Certains démocrates-chrétiens lui feront reproche de son peu de « chaleur féminine ». Ironique et acerbe, elle répondra qu'elle saura se faire de la chaleur masculine un modèle. Cf. « Der Kulturkampf », *Der Spiegel*, 43/2004 : p. 22-40.

Face au milieu catholique, masculin et conservateur, elle incarne une autre figure non issue de la tradition conservatrice. Faut-il y voir le signe d'un affrontement entre un milieu conservateur (ou néo-conservateur) et un courant plus libéral ? En d'autres termes, le milieu de l'ancien centre glisserait-il du conservatisme à un type particulier de libéralisme (et lequel) ?

4. L'alte Mitte : entre nouveau centre, ancien centre et rénovation.

4.1 La direction partisane démocrate-chrétienne en 2005.

Si l'on s'intéresse au dernier organe directeur élu de la CDU, la filiation avec les directions précédentes est notable. [Cf. tabl.].

Tabl. 32 Composition du présidium démocrate-chrétien en 2005

Président	Angela Merkel
Secrétaire général	Ronald Pofalla
Vice-présidents	Annette Schavan Christian Wulff Jürgen Rüttgers Christian Böhr
Membres élus	Roland Koch Karl-Josef Lauman Ursula von der Leyen Hildegard Müller Wolfgang Schäuble Ingmar Dagmar Schipanski Jörg Schönbohm
Membres de droit	Norbert Lammert, président du Bundestag Volker Kauder, président du groupe CDU/CSU au Bundestag Hans-Peter Pöttering, président de la fraction EVP-ED au Parlement Européen

Cinq membres sont élus depuis 1998, trois depuis 2000. Parmi les nouvelles têtes on compte Ronald Pofalla (nouveau secrétaire général), Christian Böhr (élu en 2002), Karl-Josef. Lauman et Ursula von der Leyen (élus en décembre 2004)²⁵⁷.

Certains rivaux de A.Merkel sont écartés : L.Meyer et P.Müller. R.Koch, C.Wulff et J.Rüttgers restent donc les plus sérieux opposants à la nouvelle chancelière. Rappelons qu'ils sont tous les trois ministres présidents : R.Koch de Hesse depuis 1999, C.Wulff de Basse-Saxe depuis 2003 et J.Rüttgers de Rhénanie du Nord – Westphalie depuis 2005. Autant dire que leur ambition politique est aiguisée par le poids politique qu'ils ont acquis. Les trois sont mariés, catholiques et ont des enfants respectivement, trois, un et deux. Né entre 1951 et 1958, ils ont tous les trois suivis des études de droit et ont fait leur classe ensemble au sein de la *Junge Union* : entre 1983 et 1987, R.Koch est président fédéral de l'association, à la même période C.Wulff

²⁵⁷ C.Böhr fait partie du pacte andin.

est président de la fédération de Basse-Saxe (1983-1985) et J.Jüttgers dirige la fédération du Rhein (1980-1986). Leur identité commune est forte, socialisée dans une idéologie très nettement anti-verts et anti-socialistes.

A leurs côtés, A.Schavan, C.Böhr et U. von der Leyen ont un profil moins marqué. Ils sont tous les trois catholiques. Les deux derniers sont mariés et Ursula von der Leyen, actuelle ministre de la famille, a sept enfants. Ils ont suivi une trajectoire « classique » au sein du parti : gravissant d'abord les échelons locaux et régionaux pour obtenir un poste au présidium puis un siège de député (pour ce qui est des deux vice-présidentes, C.Böhr ne siégeant pas au *Bundestag*). Il est à noter que les deux vice-présidentes, gratifiées d'un poste ministériel n'ont pas fait leur classe au sein de la *Junge Union* : la première a été présidente de l'Union des femmes, la seconde a fait partie de l'association des médecins.

La composition de la direction partisane fait donc apparaître une rupture entre d'un côté, les hommes passés par la *Junge Union* et les femmes issues d'autres associations démocrates-chrétiennes²⁵⁸.

Une autre division parcourt la direction : les « anciens » issus d'un trajet régional au sein de la CDU occidental et les « nouveaux » venus de l'est, arrivés (parachutés) au sein de la direction partisane au début des années 1990. Les élites partisans de l'ouest ont fait majoritairement des études en droit, ou, dans une moindre mesure, en économie ou en médecine. Les démocrates-chrétiens de l'est ont une formation en sciences dures (physiques, mathématiques). Issu du *Neues Forum* ou de la *DA*, ils sont moins fréquemment catholiques et mariés et ce sont plus souvent des femmes.

Cependant, les années passant, les trajectoires de l'est et de l'ouest se rapprochent : passage obligé par la *Junge Union*, carrière locale et régionale, accès aux postes de direction partisane et députation. Il se peut que les phénomènes de parachutage et d'ascension rapide des personnalités de l'est soient ralentis du fait de l'occupation des postes de direction et de la fermeture du processus de renouvellement. La stabilisation des élites partisans, en majorité en poste, depuis 1998 va dans ce sens. On pourrait donc conclure, à terme, à une homogénéisation des trajectoires partisans entre les deux parties de l'Allemagne.

On peut donc distinguer deux groupes au sein de la direction : l'un net et homogène : les conservateurs, masculins, mariés, catholiques, pères et mères de famille, passés par la *Junge Union* et issus de l'Allemagne de l'ouest. L'autre groupe

²⁵⁸ Le milieu chrétien social des travailleurs qualifiés ou des artisans de métiers n'est plus représenté au sein de la direction partisane. De ceux qui ont suivi une formation en artisanat ou en travail ouvrier, on ne compte que Karl-Josef Lauman.

est plus hétérogène : sorte de patch-work qui regroupent les femmes non issues de la *Junge Union*, des personnalités d'Allemagne de l'est, des individus aux formations universitaires moins classiques que le droit ou l'économie. Ce milieu dont on présente A.Merkel comme figure de proue, peut-il être caractérisé de manière plus précise ? Fondent-ils, comme semble l'annoncer les médias, un renouveau de *l'Alte Mitte*, gouvernée par une femme, de l'est, protestante, divorcée, sans enfants et libérale ? L'étude de la sociographie des élus nous donnera des indications supplémentaires sur ce milieu qui, pour l'instant, reste très difficile à définir.

4.2 Analyse sociographique des élus.

Pour mettre en valeur, les évolutions au sein du milieu dirigeant des démocrates-chrétiens, et s'interroger sur un possible glissement du conservatisme et une reformulation de *l'alte Mitte*, nous avons relevé les caractéristiques des députés CDU, en comparaison avec les autres formations politiques, pour la XIV^e, XV^e et XVI^e législature : âge, religion, formation et état civil (famille, enfants)²⁵⁹.

En 2005, le Bundestag compte 614 députés, 226 démocrates-chrétiens et 222 sociaux-démocrates. En 2002, ils étaient 601, 247 pour la CDU et 249 pour le SPD. En 1998, 669 députés siègent à l'assemblée nationale allemande : 298 dans le groupe social-démocrate et 245 dans celui de la démocratie-chrétienne²⁶⁰.

Le tableau ci-après retrace l'évolution du taux de féminisation entre 1998 et 2006.

Tabl. 33 Les femmes élues au Bundestag en 1998 et 2006 (en %)²⁶¹

	CDU	FDP	SPD	Verts	PDS/Linke
1998	20	24,6	36	57	46,3
2006	18,4	20,9	35,2	57,4	58,3

Les écarts se resserrent entre les deux extrêmes : la CDU/CSU et le PDS/die Linke. En 1998, il y avait encore 40 points de différence entre les deux formations. En 2006, cet écart est de 26 points. La CDU/CSU reste, cependant, la fraction la plus masculine.

La taux de mariage et le nombre d'enfant renseignent sur l'ancrage des élus dans le milieu conservateur et leur attachement aux conventions sociales

²⁵⁹ Les données sont basées sur les fiches du Bundestag présentant la composition des différentes assemblées. Les données présentées ici sont le résultat de nos calculs.

²⁶⁰ Du fait du système électoral allemand, le nombre de députés n'est pas fixe. Le scrutin de liste attribue un certain nombre de sièges pour chaque formation en fonction de ses résultats (deuxième voix). Mais il se peut que le nombre de sièges ainsi attribué soit inférieur au nombre de mandats directement obtenus au suffrage universel direct (première voix). Dans ce cas, ces « mandats supplémentaires » [*Überhangsmandate*] augmentent mécaniquement le nombre de députés dans l'assemblée législative.

²⁶¹ Le parlement ne fournit pas de données particulières pour 2002, il reprend celles de 1998.

traditionnelles (axe de la tradition, cf. Supra). Sans surprise, on observe un net profil conservateur des élus démocrates-chrétiens. Ceci dit, on note aussi une forte proximité avec les élus sociaux-démocrates, ce qui peut être plus étonnant.

Tabl. 34 Etat civil des députés en 2005 (Famille, enfants)

	CDU (%)		SPD (%)		FDP (%)		PDS/LINKE (%)		Verts (%)	
Marié	170	75,2	148	66,6	43	70	20	37	25	49
3 enfants et plus	69	30,5	42	19	16	26	4	7,4	5	5
Union Libre	1	0,4	5	2,25	2	3,27	1	1,85	4	7,8
Divorcé	3	1,3	10	4,5	2	3,27	5	9,25	1	2
Célibataire	28	12,4	20	9	8	13	10	18,5	9	16,6
Sans indication.	23	10	38	17	6	9,8	15	27,8	11	21,5
N=	228		222		61		54		51	

Les députés démocrates-chrétiens ont plus d'enfants que la moyenne du *Bundestag*. Le même constat peut être fait pour le FDP. Le SPD est légèrement inférieur à la moyenne, le PDS et les Verts largement en dessous. La polarisation est ainsi très nette entre la CDU et les Verts : l'écart est de 25 points.

Pour les couples mariés, la CDU a la proportion la plus importante : 75,2% des députés démocrates-chrétiens sont mariés. Le SPD a un taux comparable à la moyenne. Le PDS et les Verts sont, là encore, en dessous de la moyenne. Le FDP légèrement au dessus.

Si l'on croise ces deux variables, on obtient un axe allant de la CDU aux Verts et au PDS, en passant par le FDP puis le SPD. La CDU, le SPD et le FDP constituent un bloc en opposition avec les Verts et le PDS (moins d'enfants, moins fréquemment mariés).

La rubrique des « sans indication » donne des informations intéressantes : elle souligne l'importance accordée à la présentation publique de sa vie familiale et privée. Le FDP obtient le palmarès, suivi de la CDU, du SPD puis des Verts et enfin du PDS/die Linke. Là encore, les deux derniers s'opposent nettement aux trois premiers.

La répartition selon l'appartenance religieuse est très proche de ces résultats (tabl.35).

Tabl. 35 L'appartenance religieuse des députés de la XVI^e législature (2005-)

	CDU (%)		SPD (%)		FDP (%)		PDS/LINKE (%)		Verts (%)	
Protestant	88	39	84	37,8	24	39	4	7,4	9	17,4
Catholique	128	56,6	30	13,5	11	18	3	5,5	7	13,5
Musulman	0	0	1	0,45	0	0	1	1,85	1	2
Sans religion	1	0,4	13	5,8	2	3,27	10	18,5	2	4
Athéiste	0	0	1	0,45	0	0	0	0	0	0
Sans indication	9	4	93	41,9	24	39	36	66,6	32	62,7
N=	228		222		61		54		51	

On peut tirer les mêmes conclusions que pour le précédent tableau. Ce qui frappe là encore, c'est une relative proximité des élus sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates. Si l'on met à part le taux de catholiques qui diffère entre les deux partis, les répartitions sont assez proches, notamment en ce qui concerne les protestants. Ce qui distingue très nettement la CDU, c'est la proportion de ceux qui n'ont pas donné d'indication particulière de leur appartenance religieuse : 4% (contre 41,9% au SPD). Il en ressort que l'affirmation d'une appartenance religieuse est essentielle à l'identité démocrate-chrétienne ce qui n'est pas le cas pour les sociaux-démocrates. Le PDS/die Linke et les Verts n'indiquent pas d'appartenance religieuse (66% pour le premier, 62% pour le second).

En définitive, les trois partis les plus anciens SPD, FDP et CDU/CSU accordent une place importante aux élus catholiques et protestants. Cependant, pour les démocrates-chrétiens, cette appartenance est affirmative et explicite, pour les autres, elle est plus discrète et non automatiquement déclarée.

Pour ce qui est de l'âge, on note un rajeunissement de la CDU depuis 1998 parallèlement à un léger vieillissement du SPD. Mais globalement, les élus appartiennent majoritairement à la génération des 40-60 ans. Il n'y a pas de différences majeures.

**Tabl. 36 Répartition des députés selon leur année de naissance
XIV, XV et XVI^e législature (en %)**

	SPD			CDU		
	1998	2002	2006	1998	2002	2006
1926-1930	0,3					
1931-1935	1,7	0,4	0,45	1,22	0,4	0,4
1936-1940	16,8	4,8	1,35	4	4,45	1,77
1941-1945	29,5	22	15,5	17,5	18,2	12,8
1946-1950	22,5	27	23,8	26,1	21,8	23,4
1951-1955	14	19,6	21,6	22,22	19	18,1
1956-1960	6,7	9,2	12	13,9	13	15
1961-1965	4,3	7,6	11,2	8,16	10,5	12,8
1966-1970	3,3	6,4	9,45	5,3	5,6	7
1971-1975	0,3	2	5,85	2,04	5,26	6,63
1976-1980	0,3	0,8	0,45	0,4	1,61	1,76
1981-1983			/	/	/	/
N=	298	249	222	245	247	226

Lecture : en 1998, 0,3% des 298 députés du Bundestag était né entre 1926 et 1930.

De même, la formation supérieure n'est pas une variable majeure pour distinguer le milieu démocrate-chrétien. Par contre, elle est beaucoup plus discriminante pour les Verts. Ces derniers ignorent les IUT et sont largement au-dessus de la moyenne pour ce qui est des formations universitaires sans obtention du diplôme final. De manière générale, toutes les formations politiques sont caractérisées par une population diplômée des universités. Le SPD est à la moyenne, la CDU légèrement en dessous, et le FDP largement au dessus.

Tabl. 37 Scolarité des députés de la XV^e Législature (en %)²⁶²

	SPD	CDU/CSU	Verts	FDP	PDS/LINKE	Bundestag
IUT	7,6	6,8	/	8,5	/	6,65
IUFM	5,2	2,4	1,8	4,2	/	3,7
Université avec obtention du diplôme	12	13,7	67,2	74,4	33,3	60,4
Université sans obtention du diplôme	5,2	2,83	11	2,41	/	4,5
N=	249	247	55	47	3	601

²⁶² Le Bundestag ne fournit pas les données pour la XVI^e législature.

En définitive, le milieu des élus démocrates-chrétiens se caractérisent avant tout par son ancrage dans le milieu catholique et conservateur. Le FDP est très proche, dans ses caractéristiques, des démocrates-chrétiens. Viennent ensuite les sociaux-démocrates. Globalement donc, FDP, SPD et CDU sont relativement homogènes face au deux « nouveaux » partis : les Verts et le PDS/Die Linke. La polarisation passe donc plus entre les partis conventionnels et les nouveaux partis qu'entre l'*alte* et la *neue Mitte*.

5. Synthèse : *alte* et *neue Mitte* : deux milieux sociaux ?

Nous avons relevé une forte homogénéité sociale des individus occupant les postes de direction au sein du SPD. Très particulièrement, nous avons souligné l'existence d'une génération – définie comme l'exposition d'une cohorte à des changements dans la structure sociale tels que cette cohorte se trouve dans un situation différente des cohortes précédentes. Cette génération a trouvé un visage symbolique dans la bande des « petits-enfants » de W.Brandt. L'ère sociale-démocrate a ainsi été marquée par une modification sensible de l'espace politique, de telle façon que les acteurs politiques nouvellement arrivés se sont retrouvés dans une constellation différente de l'état antérieur de la lutte. Cette nouvelle génération Brandt, du point de vue des élites uniquement, se caractérise par diverses points :

- Autonomie et individualité
- Faible sentiment d'appartenance et du collectif
- Expertise et « domaine réservé »
- Ambition et attrait du pouvoir

La génération Brandt est donc structurée par des valeurs de succès, nourrie par une très forte ambition politique et un savoir-faire pratique de la lutte politique. Cependant, elle ne constitue pas en elle-même la *neue Mitte*. En effet, il suffit de rappeler la trajectoire divergente d'O.Lafontaine pour mettre à bas cette hypothèse. Par conséquent, l'hypothèse d'une *neue Mitte* générationnelle ne tient pas. La *neue Mitte* n'est pas le propre d'une génération (Brandt) nourrie d'une rhétorique sociale-libérale, anticipant les avatars centristes de la sociale-démocratie des années 1990 en Europe. Elle reflète plus l'appartenance à un milieu et à des trajectoires sociales communes : ascension sociale, investissement en capital scolaire, proximité avec les milieux universitaires et économiques et ancrage dans les nouvelles professions de la *new Economy* (management, communication, NTIC etc.). Cette élite des « parvenus » s'opposent très nettement aux héritiers de l'élite libérale et conservatrice de l'*alte Mitte*. Tout les opposent : les uns sont « parvenus », les autres « héritiers ».

Ainsi, au sein de l'élite démocrate-chrétienne, un groupe se détache très clairement : celui des « barons », c'est-à-dire des ministres présidents, juristes pour la plupart. Le pacte andin de 1979 leur a permis de partager le pouvoir et distribuer les postes. Socialisés sous l'ère Kohl, habitués des ententes tacites et des complots pour accéder au pouvoir, ce groupe est avant tout masculin, catholique et juriste. Passés par la *Junge Union*, ses membres ont en commun des études de droit dans les universités ouest-allemandes. Leur style politique est imprégné du discours juridique du droit et de l'ordre – ce qui n'empêche pas certains de passer outre les règles de droit et de tremper dans des scandales financiers. Dominateurs, profondément antilibéraux (au sens socioculturel du terme), anti-verts, leur identité se fait autour de la défense du droit et de l'ordre public. Conservateurs bien plus que démocrates-chrétiens, ils forment un groupe compact, homogène, héritier des « années Kohl » pour lequel l'arrivée d'A.Merkel au pouvoir a déjoué les stratégies de conquête du pouvoir central.

A l'inverse, A.Merkel a, certes, quelques soutiens, mais ne s'appuie sur aucun groupe distinct et homogène. A côté des « jeunes loups », on ne trouve qu'un conglomérat hétérogène regroupant, entre autre, des femmes et des personnes originaires de l'est. Ses trajectoires politiques sont diverses, mais elles se caractérisent par leur différence par rapport à la filière classique. Peu sont passés par la *Junge Union*, et les carrières certes locales conduisent très vite à la direction nationale. La diversité de ce groupe qui n'a d'homogénéité que sa non-appartenance au groupe des conservateurs ne permet pas véritablement de parler de milieu. Cependant, parce qu'il n'appartient pas au groupe des « barons », il pourrait à terme développer une manière d'être en politique, une autre culture partisane moins notabilisée, plus distanciée par rapport à l'héritage politique du parti. Il pourrait, alors, remodeler le profil sociologique de l'*Alte Mitte* et modifier la polarisation entre les milieux de la *neue Mitte*, socialisés au sein des *Jusos*, d'une part, et ceux de l'*alte Mitte* fortement anti-socialistes et conservateurs qui ont fait leur classe au sein de la *Junge Union*. Cette polarisation pourrait s'atténuer. Le rapprochement au sein de la Grande coalition et la polarisation SPD, CDU/CSU, FDP, d'un côté, et PDS/Die Linke (et les Verts dans une moindre mesure), de l'autre, iraient dans ce sens. Ce renouveau de l'*alte Mitte* avec A.Merkel constitue-t-il le versant « moderne » des élites traditionnelles de la CDU ? Ses positions de classe pourrait être suffisamment proches des « modernes » du SPD pour justifier un rapprochement, tel que semble l'indiquer la Grande coalition ? Si l'hypothèse du dépassement (provisoire ?) de la polarisation entre l'ancien et le nouveau centre nous semble possible, cette explication en terme d'alliance des « modernes » nous semble peu plausible. D'une part, le groupe des « libéraux » autour

de A.Merkel n'est pas véritablement homogène comme nous l'avons indiqué et ne constitue un groupe avec une identité subjective et des pratiques communes. Par ailleurs, ce groupe n'est pas issu des mêmes milieux que les libéraux conservateurs et on voit mal, dès lors, en quoi ils pourraient en être les « modernisateurs ». Enfin, les figures de proue de la *neue Mitte* ont été écartées de la scène politique et se retrouvent aujourd'hui dans le secteur économique. Les ministres SPD de la Grande coalition sont, en quelque sorte, l'ombre, le « second » rang de nouveau centre (F.Münteferring, R.Schmidt...). L'alliance du SPD et de la CDU ne peut, donc, être à notre sens, analysée comme l'association des deux fractions modernes des milieux sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates. Par contre, elle pourrait être le signe de l'éviction de la question du centre (*Mitte*) dans la compétition politique. En d'autres termes, elle soulignerait la fin d'une polarisation sur la définition de la modernité et son assimilation dans le champ partisan comme enjeu désormais consensuel.

§ 3 LA POLOGNE.

Pour le cas polonais, quelques remarques s'imposent. Tout d'abord, contrairement aux parlements français et allemands, la *Sejm* polonaise ne dispose pas d'études spécifiques sur les groupes politiques et les députés qui la composent. Elle ne met à disposition que leur fiche individuelle. Nous avons donc recueilli les indications bibliographiques de chaque député pour les classer selon l'âge, la formation et le degré de conservatisme (déterminé selon l'état civil, le nombre d'enfants et l'appartenance religieuse déclarée). Nous avons retenu ces trois critères comme indicateurs du milieu social d'appartenance.

Pour l'UW vs. PD nous n'avons pas d'indications puisque le parti ne dispose pas d'une représentation parlementaire. Nous n'avons donc à notre disposition que le groupe parlementaire de l'UW pour la IV^e législature (1997-2001), soit avant la scission de la PO. Nous avons, par ailleurs, utilisé les données fournies par le Comité National des Elections (*Pantswa Komisja Wyborcza*) sur les candidats aux législatives de 2005. Elles permettent de dresser le profil des élus des partis même s'il faut prendre en compte le fait que les candidats n'ont pas les mêmes caractéristiques que les élus, ces derniers étant, pour ainsi dire, sur-sélectionnés.

Par ailleurs, les études sur le profil des élites partisans sont relativement rares²⁶³. Il faut citer les travaux de F.Richard²⁶⁴ et de W.Wesołowski (encore que ce dernier travaille essentiellement sur les élites en général, mais certaines de ses études isolent quelques caractéristiques par partis²⁶⁵).

La thèse de F.Richard étudie la trajectoire des élites intellectuelles de l'UW en se posant la question d'une professionnalisation de celles-ci : observe-t-on le déclin de l'*intelligentsia* de la dissidence et un renouvellement des élites ? L'auteur met en valeur un ethos propre au parti (ethos de la dissidence ou ethos de l'*intelligentsia*), et s'interroge sur la possibilité d'une rupture générationnelle au sein de la dissidence même entre, d'un côté, les « fondateurs » qui ont participé aux négociations de la Table Ronde, pour la plupart, à la fondation du ROAD puis de l'UD, et, de l'autre côté, la « jeune garde », plus jeune et qui, si elle a fait ses classes dans la première moitié des années 1980, n'arrive aux postes de dirigeants qu'à la fin des années 1990.

W.Wesołowski s'interroge quant à lui sur le concept de « reproduction sociale » et sur sa précision épistémologique. Il conclue qu'il est préférable d'utiliser les termes

²⁶³ Les études sont globales et portent sur les élites politiques en général.

²⁶⁴ F.Richard, *Modalités de construction partisane en Europe post-communiste : l'exemple des formations issues des mouvements d'opposition en Pologne et en République Tchèque depuis 1989* s/d. G.Mink, Thèse de doctorat : Science Politique, Paris : IEP : 2004.

²⁶⁵ Notamment, W.Wesołowski, « Theoretical Aspects of Elite Research in Post-Communist Societies » p.17-36 in : *The Second Generation of Democratic Elites in Central and Eastern Europe!* J.Frentzel-Zogórska, J.Wasilewski (Eds), Warsaw: ISP PAN, 2000.

de « rétention » pour qualifier une stratégie de reconversion réussie des élites (dissidentes ou post-communistes) dans le nouveau système démocratique.

Enfin, l'analyse de A.Panebianco sera évoquée pour s'interroger sur le concept de « professionnalisation » et sur son utilité méthodologique pour saisir les transformations en cours au sein de l'UW vs. PD²⁶⁶.

1. De l'UW au Parti démocratique : l'héritage de la dissidence.

La direction partisane du nouveau Parti Démocrate en 2005.

Le 7-8 mai 2005, après un appel commun publié à *Gazeta Wyborcza* par J.Haussner, W.Frasyniuk et T.Mazowiecki, l'UW se sabordait et devenait le Parti Démocratique – les démocrates.pl²⁶⁷. Il s'agit de voir si l'évolution du parti vers un parti moderne, renommé, réorganisé et ouvert à des personnalités de la SLD (J.Haussner et M.Belka notamment, tous deux anciens ministres SLD) correspond effectivement à un renouvellement du parti. Le tableau suivant présente la nouvelle direction élue :

Tabl. 38 Les instances dirigeantes du nouveau Parti démocratique en 2005²⁶⁸.

COMITE DIRECTEUR	
Président	Władysław Frasyniuk
Vice-président	Jerzy Hausner
Secrétaire général	Mirosław Czech
Membres	Joanna Brzozowska Bartłomiej Krasicki Bogdan Lis Paweł Lisiewicz Jan Lytiński Włodzimierz Puzyna Rafał Zaczyk
CONSEIL POLITIQUE	
Président	Tadeusz Mazowiecki
Membres	Jacek Ambroziak, Piotr Cywiński Paweł Dubaniewicz, Juliusz Gardwaski Bronisław Geremek, Szymon Gutkowski Barbara Imiołczyk, Jan Kułakowski Michał Prochwicz, Jerzy Lisiecki Kamila Łepkowska, Jerzy Meysztowicz Anna Popowicz, Irena Wóycicka Henryk Wujec

²⁶⁶ A.Panebianco, *Political Parties : Their Organization and Power*, Cambridge University Press, 1988: 318 p. Sur le concept de professionnalisation, nous nous référerons aussi à l'analyse de M.Weber et notamment l'ouvrage, *Le Savant et le politique*, Paris : Edition 10/18, 1963 (Librairie Plon, 1959) trad. de l'allemand par J.Freund, révisé par E.Fleischmann et E. de Dampierre, 221p.

²⁶⁷ « List Otwarty do tych którzy nie są bezradni » [liste ouverte à ceux qui ne sont pas sans idées], *Gazeta Wyborca*, 14/02/2005. Steinhoff, président d'une petite formation, *Centrum*, est aussi co-signataire mais ne rentrera finalement pas dans la nouvelle formation jugée trop à gauche.

²⁶⁸ Le comité directeur inclut aussi le trésorier, Z.Lewiński. Nous ne retiendrons que les membres du comité, le secrétaire générale, les vice-présidents et présidents pour nous centrer sur ceux qui ont en charge la définition de la ligne programmatique du parti.

Le comité directeur est élu tous les deux ans par le conseil national du parti. Il a en charge la définition et l'application de la politique partisane. À ses côtés, le conseil politique constitue une sorte de « comité des sages ». Cette instance n'existait pas dans les statuts de l'Union jusqu'au conseil national de 2000. Il se compose des anciens ministres et dirigeants du parti, et de quelques membres élus qui ne peuvent excéder la moitié du nombre total de membres du comité politique²⁶⁹. Il regroupe ainsi l'ensemble des personnalités du parti qui ne sont pas directement (ou plus) en charge de responsabilités partisanes et/ou politiques. Certes son rôle est avant tout consultatif mais, même si tel ne fut pas son objectif, tout se passe comme s'il venait préserver la fonction politique des intellectuels de la dissidence et leur rôle de conseiller et de guide.

L'organigramme du nouveau parti fait apparaître clairement la place faite aux figures de la dissidence avec W.Frasiniuk et T.Mazowiecki mais aussi J.Lytiński, B.Lis et W.Puzyna – seul ce dernier n'a pas pris part aux accords de la Table ronde.

De manière plus générale, la plupart ont intégré le ROAD et l'Union démocratique dès leur fondation. En plus des cinq personnalités sus-citées, on compte aussi M.Czech, secrétaire général de l'UW entre 1997 et 2001.

Seul Jerzy Hausner détonne dans cet organigramme puisqu'il fut membre de la SLD, conseiller du vice-premier ministre, G.Kołodki, sous le gouvernement de W.Cimoszewicz, puis plénipotentiaire du gouvernement pour les questions économiques et enfin, un des conseillers du président A.Kwaśniewski en matière économique. En 2001, il entre au gouvernement de L.Miller (SLD) comme ministre du travail et de la politique sociale (renommé en 2003 ministère de l'économie, du travail et de la politique sociale). À ce poste, il met en place la réforme des finances publiques, plus connue sous le nom de « Plan Hausner ». En 2004, il devient vice-premier ministre et ministre de l'économie et du travail sous le gouvernement de M.Belka. Le 7 février 2005, J.Hausner fait part de sa volonté de rompre avec la SLD. Il quitte le groupe parlementaire de ce parti et annonce le 28 février avec W.Frasiniuk et T.Mazowiecki la création du nouveau parti. Mais cette ouverture à la SLD ne fait pas l'unanimité au sein du parti. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

Quant à l'âge des membres du comité directeur, la moyenne est de 46 ans. La plupart est né entre 1947 et 1962, seuls deux membres sont nés en 1979 confirmant la domination de ceux qui, par leur âge, ont pu prendre part à la dissidence.

Du point de vue des formations universitaires, le constat n'est pas aussi net que pour le groupe parlementaire de l'UW à la législature précédente (1997-2001). On

²⁶⁹ Statut Partii Demokratycznej, III. Struktura organizacyjm partii. B. Rada Polityczna Partii, §32.

trouve en effet dans ce dernier, nombre de formations littéraires en histoire, philosophie ou philologie. Ici, les diplômés sont plus diversifiés, un seul membre détient un magistère en histoire, on dénombre deux diplômés scientifiques (en mathématiques et en physique), un en économie et en relations internationales et deux, enfin, en institut technique (mécanique et automobile). On compte deux docteurs, dont un avec le titre de professeur. Ces titres rappellent le haut niveau de qualification des membres du comité directeur – caractéristique que l'on trouvait aussi au groupe parlementaire. Cependant, le niveau est relativement faible comparativement à celui constaté au sein du conseil politique.

Au sein du comité politique, le niveau de qualification est fréquemment le doctorat – on compte cinq docteurs et deux titres de grandes écoles (SGH²⁷⁰ et Polytechnique). Les filières sont essentiellement littéraires (philosophie et histoire en majorité) quelques doctorats en économie ou en droit cependant, et en matière scientifique (mathématiques ou physique). Les années de naissance sont majoritairement les années 1940-1960, et tous ont fait leur classe dans la dissidence - excepté Kamila Łepowska la plus jeune à 21 ans, puis les trentenaires : P. Piotr Cywiński et S.Gutowski. Le premier vient des cercles catholiques du KIK (club des intellectuels catholiques²⁷¹) et a étudié à l'université catholique de Lublin, le second, directeur d'une agence de publicité à Varsovie, est issu du monde économique. De ce dernier milieu, on compte aussi J.Lisiecki, docteur es économie, et directeur général de la société SIGNAL IDUNA, complexe d'assurance maladie, famille, logement etc. La génération dissidence a occupé des postes ministériels ou de secrétariat d'Etat dans le premier gouvernement non-communiste de T.Mazowiecki.

Tout se passe donc comme si le comité politique avait pour rôle de maintenir un principe de promotion au mérite selon le rôle joué dans la dissidence. Il sauvegarde la fonction des "intellectuels" dans la direction politique. La mise en place de cet instance (décembre 2000) souligne ainsi le souci de conservation et de perpétuation de l'héritage dissident de l'UW²⁷². Cependant, l'image ne doit pas être caricaturée puisque l'on trouve aux côtés de ces professeurs d'université, des chefs d'entreprises et un physicien.

Par ailleurs, la composition de la nouvelle direction du PD s'ouvre à des personnalités venues du communisme. Il ne peut échapper que Jerzy Haussner faisait

²⁷⁰ Ecole de Commerce de Varsovie, *Szkoła Główna Handlowa*.

²⁷¹ Le KIK regroupe les intellectuels catholiques. Il fut fondé en septembre 1956. Il prend ses distances par rapport au régime communiste et au mouvement *Pax* tombé dans l'orbite du pouvoir. Il soutiendra l'opposition de Solidarité et participera aux actions du KOR et des universités volantes. T.Mazowiecki en fut l'un des animateurs les plus renommés. Sur le rôle du KIK sous la période communiste : T.G. Ash, 1999 ; H.Rollet, 1985.

²⁷² Une telle instance fut créée au sein de la PO en 2001. Elle permit notamment d'évacuer l'épineuse question du retour au premier plan de A.Olechowski en lui confiant la présidence de ce nouveau conseil.

partie de « l'autre côté », ainsi d'ailleurs que Marek Bełka, premier ministre polonais de mai 2004 à septembre 2005 et qui se présente sur les listes du PD pour les élections parlementaires de 2005. On compte aussi J.Lisiecki, au conseil politique, qui fonda la SDP (*Socialdemokracja Przyszłość* – Sociale-démocratie Avenir, groupe de réflexion au sein de la SLD). Héritage ou non ? Comment comprendre l'ouverture de l'UW, notamment sous la présidence de W.Frasyniuk, aux ex-communistes et aux formations de la SLD et du SdPI ?

Pour répondre à cette question, il est intéressant de comparer la direction du PD en 2005 avec celle de l'UW, avant son auto-dissolution, d'une part, et avec celle de 2006, élue au congrès du 4 mars, d'autre part. La direction antérieure fait apparaître de façon beaucoup plus marquée le profil dissident, tandis que le comité directeur ultérieur laisse entrevoir des signes (légers) de renouvellement. Y a-t-il ou non conservation de l'héritage dissident et surtout comment ?

1.2 2005-2006 : dissidence, mémoire et histoire.

L'héritage de la dissidence n'est peut-être pas tant l'appartenance à un « camp », mais la reconnaissance d'une manière d'être, d'une manière de faire (de la politique). Nous nous posons la question de savoir comment cet ethos politique s'incarne dans des caractéristiques sociologiques des élites partisanses.

Si l'on regarde la formation universitaire du groupe parlementaire de l'UW, on s'aperçoit qu'elles sont majoritairement littéraires : histoire, philosophie, philologie. Professionnellement, on trouve une majorité de professeurs, et quelques individus issus du monde de l'entreprise.

L'analyse de F.Richard sur ce thème est éclairante. Ses conclusions d'enquêtes sur les dirigeants de l'UW ne font pas état d'une fracture générationnelle entre ceux qui ont participé à la résistance au régime communiste et ceux, trop jeunes, qui n'ont pu faire leur preuve dans la dissidence. Par contre, il observe une rupture entre deux générations de la dissidence : la première, celle des fondateurs, issus du ROAD et de l'UD, et celle de la 'jeune garde' ayant fait ses classes au sein de l'Union Indépendante des Etudiants (*Niezależne Zrzeszenie Studentów*) créée en 1980. Elle a participé au KLD et, pour les plus jeunes d'entre eux, a fait ses premiers pas politiques chez les « Jeunes Démocrates » (*Młodzi Democraci*). Les entretiens réalisés soulignent un certain scepticisme devant l'attitude cette génération du deuxième cercle de la dissidence, plus jeune que celle des fondateurs. Elle est soupçonnée d'avoir un rapport intéressé, carriériste à la politique. Alors que la première génération entre en politique « un peu par hasard », au gré des circonstances, selon elle, la seconde

génération est dans une autre situation puisqu'elle a le choix de faire ou non de la politique. Cette dernière devient une possibilité de carrière parmi d'autres²⁷³.

Selon l'auteur, le congrès de 2000 à l'issue duquel D.Tusk se sépara de l'UW et fonda la PO, réveilla le vieil antagonisme entre l'ethos originel du parti et une ligne beaucoup plus libérale dans sa conception du politique²⁷⁴. L'ethos originel du parti se fondait sur une approche du politique qui se voulait « désintéressée ». Il reposait sur la croyance d'une mission à accomplir voire même d'une supériorité intellectuelle sur la conduite du mouvement ouvrier. Selon les mots de F.Richard :

« *L'intelligentsia* polonaise se caractérise par ce sentiment messianique et la volonté d'agir sur les affaires publiques par quelque moyen que ce soit, la composante sacrificielle étant souvent présente, et parfois même encouragée, comme en témoigne l'attention prêtée au 'culte des martyrs ». [p.233].

Du côté du groupe parlementaire de la plate-forme (2006), il est composé majoritairement de techniciens, de spécialistes (école polytechnique, école spécialisée en chimie ou en sidérurgie), et dans une moindre mesure d'ingénieurs et de formations agricoles. On trouve aussi quelques économistes et juristes, mais en nombre comparable aux parlementaires de l'UW. Les maîtrises en sciences humaines sont beaucoup plus rares que celles du groupe de l'UW à la législature précédente. Cela atteste, selon F.Richard du déclin de l'intelligentsia des professeurs au profit des métiers techniques et spécialisés. On trouve effectivement des députés PO issus de la société civile, venus des entreprises mais aussi quelques hauts fonctionnaires.

La moyenne d'âge est de 45 ans, la variance étant relativement réduite puisque les âges s'étalent de 30 à 60 ans – alors qu'à l'UW on pouvait trouver des députés beaucoup plus jeunes (25 ans pour A.Bielan par exemple).

La question des formations devient particulièrement intéressante lorsqu'on introduit le groupe parlementaire de PiS. De ce point de vue, il est étrangement proche de celui de l'UW – beaucoup plus en tout cas que la PO. On trouve la même fréquence d'études en sciences sociales qu'à l'UW. Par contre, on y dénombre beaucoup plus de députés à temps plein, indiquant une professionnalisation plus importante des députés PiS par rapport aux élus de l'Union. PO et PiS pourraient être deux voix possibles pour

²⁷³ Nous renvoyons à l'entretien de F.Richard, avec P.Nowina-Konopka in : F.Richard, *Op. Cit.*

²⁷⁴ Nous avons déjà eu l'occasion de souligner cette différence dans la conception du politique. Le clivage s'ancre dans un rapport différent au pluralisme démocratique. Les premiers, à tendance unanimiste et consensualistes, refusent de faire de l'intérêt général la juxtaposition d'intérêts particuliers, les seconds revendiquent la différenciation de la représentation des intérêts. Nous rappelons que ce clivage s'incarne dans l'opposition UD/PC, le KLD s'inscrivant, dans un premier temps, du côté du PC. [cf. Chap. III].

les cadres de l'UW en quête de professionnalisation²⁷⁵ : la première issue du monde des entrepreneurs et des techniciens, le second renvoyant à une *intelligentsia* en quête d'un nouveau statut. L'UW semble donc bien correspondre au dernier bastion de l'*intelligentsia* politique, attachée au rôle de guide de l'intellectuel²⁷⁶.

Ces distinctions ne renvoient pas à des groupes d'âges (et *a fortiori* à des générations) mais bien plus à des milieux sociaux²⁷⁷. Comme le remarque d'ailleurs F.Richard, « c'est moins l'âge que le parcours dissident, l'itinéraire oppositionnel qui importe » (F.Richard, 2004 : 235]. Le terme de génération ne semble donc pas approprié, ou du moins gagnerait-il à être précisé.

Ainsi, la comparaison diachronique des directions de l'UW entre 2005 (dernière direction élue du parti de la Liberté) et 2006 (seconde direction élue pour le Parti Démocratique) nous permettra de mettre en évidence les tendances au sein de l'élite dirigeantes de l'UW vs du PD. Faut-il être pessimiste, comme F.Richard, et conclure que « les possibilités pour les jeunes non impliqués dans la dissidence de faire carrière au sein d'un parti politique semble donc extrêmement réduites. »²⁷⁸ ? A la veille des élections régionales de 2006, ce pessimisme est-il toujours de mise ?

2. Le parti démocratique en 2006 : professionnalisation ou dissidence ?

2.1 L'UW en 2005 : le parti de la dissidence, première génération.

La direction de l'UW, élue en 2005, a un profil dissident beaucoup plus marqué que celle issue du congrès fondateur du Parti démocratique (mai 2005).

²⁷⁵ La thèse de la professionnalisation de la scène partisane est défendue par François Richard. Il entend par « professionnalisation » un processus par lequel l'activité politique devient une activité à part entière. Les professionnels de la politique sont ceux qui vivent de la politique, qui font de celle-ci leur « métier ». A l'opposé des professionnels, on trouve donc ceux qui font de la politique un hobby ou une activité d'obligation liée à un statut social. C'est dans ce dernier cas que se situe l'*intelligentsia* : la politique est une obligation de conscience eu égard aux capacités de pensées et d'analyse de ce milieu.

²⁷⁶ Sur ce sujet, voir M.Chambers, 1995. L'auteur étudie la reconversion des intellectuels après le changement de régime. Elle distingue deux groupes : ceux qui restent attachés au rôle traditionnel des intellectuels comme guide et conscience nationale, et ceux, qui ont vu des changements qui affectent la vie politique et sociale, prônent une reconversion vers l'expertise et la spécialisation technique.

²⁷⁷ Nous rappelons que nous avons défini un milieu social comme étant la description d'une unité au sein de la société, qui se forme par la coïncidence de plusieurs dimensions structurelles, comme la religion les traditions régionales, la situation économique, l'orientation culturelle... » [*Bezeichnung für soziale Einheiten, die durch die Koïnzidenz mehrerer Strukturdimensionen, wie Religion, regionale Tradition, wirtschaftliche Lage, kulturelle Orientierung, schichtspezifische Zusammensetzung der intermediären Gruppen, gebildet werden*], R.M.Lepsius, 1973: 68]. Un milieu social est donc défini par un statut économique, religion, métier, lieu de résidence et âge. Il forme une sub-culture politico-sociale propre.

²⁷⁸ F.Richard, *Op.Cit* : p.247.

Tabl. 39 Les instances dirigeantes de l'UW en 2005

COMITE DIRECTEUR	
Président	Władysław Frasyniuk
Vice-présidents	Anna Popowicz Jan Lytiński
Secrétaire général	Andrzej Potocki
Membres	Mirosław Czech Krzysztof Dołowy Irena Dzierzgowska Bogdan Lis Katarzyna Lubnauer Jerzy Meysztowicz Mirosław Pawełko Włodzimierz Puzyna Andrzej Skrowroński Ewa Socha Grażyna Staniszevska
CONSEIL POLITIQUE	
Président	Bronisław Geremek
Membres	Michał Boni, Zbigniew Bujak Marek Edelman , Marian Filar Jan Król, Janusz Onyszkiewicz Aleksander Smolar, Joanna Staręga-Piasek Andrzej Wielowieyski, Jerzy Wierchowicz Hanryk Wujec

Au sein du comité directeur, la moyenne d'âge est de 47 ans. On ne compte qu'un seul individu né en 1980, tous les autres membres appartiennent aux cohortes des années 1948 à 1964.

Les formations scientifiques dominant (avec six diplômés), viennent ensuite les diplômés littéraires (philosophie, humanités, polonistique). On compte un diplôme en économie et un en droit. Ces formations appartiennent donc aux disciplines classiques considérées comme « nobles » : sciences ou humanité. Les nouvelles matières telles que l'économie, la sociologie ou la science politique ne sont pas tellement prisées. Trois membres sont docteurs, un diplômé de la SGH et un dernier a suivi une formation post-diplôme.

Quant aux trajectoires partisans, elles passent en majorité par la dissidence et l'appartenance au syndicat Solidarité (huit membres sur quinze) ; W.Frasyniuk et J.Litynski ayant participé aux accords de la Table ronde. La plupart ont été membre du ROAD, puis de l'UD et enfin de l'UW.

Cet aperçu laisse donc apparaître un profil nettement traditionnel de la direction. La « culture » est mise en avant. L'appartenance à un groupe distinct et distingué se manifeste par sa formation et ses choix politiques (la dissidence). Le parti est avant tout un parti des professeurs (du supérieur), conscient d'une mission d'éducation et d'enseignement, de transmission du savoir. En ce sens, tradition ne doit pas être confondu avec conservatisme : les intellectuels choisissent les formations

universitaires classiques par « conservatisme muséologique » en quelque sorte. Ils défendent une conception de la culture enracinée dans un rapport de gratuité au savoir (sorte d'éthique du désintéret²⁷⁹). Leur pratique du système scolaire et de la culture s'oriente vers les filières classiques parce que nobles et non pas nécessairement conservatrices.

Si l'on regarde la composition du conseil politique, le trait est encore plus marqué. On ne compte que des docteurs, majoritairement des formations littéraires et quelque formations scientifiques : M.Edelman (médecine), J.Onyszkiewicz (docteur es mathématiques) et H.Wujec (magistère en physique). On trouve aussi un diplôme en droit et deux en économie.

Tous ont fait leur classe dans la dissidence et selon les règles de composition du conseil, ils ont occupé des postes ministériels ou de conseillers ministériels, au début des années 1990. Ils ont été pour la plupart député entre 1991 et 2001, l'échec aux élections législatives de 2001 ne leur ayant pas permis de retrouver leur siège. Certains ont pu se reconvertir vers le parlement européen (B.Geremek, J.Onyszkiewicz, G.Staniszevska), d'autres ont repris leurs activités professorales et publicistes. La moyenne d'âge est de 64 ans, la très grande majorité étant née avant ou pendant les années 1940.

L'UW regroupe donc un milieu social bien particulier défini par un capital scolaire très élevé et majoritairement constitué dans des matières littéraires. Qu'en est-il du nouveau Parti Démocrate en 2006 ?

2.2 2006 : la transmission de l'héritage dissident.

Le 4-5 mars 2006, le Parti Démocratique tient son deuxième congrès et élit sa nouvelle direction.

Tabl. 40 La direction du Parti Démocratique (2006)

COMITE DIRECTEUR	
Président	Janusz Onyszkiewicz
Vice-présidents	Marcin Świącicki Wojciech Baluch
Secrétaire général	Radosław Popiela
Membres	Katarzyna Janus Marcin Celiński Bartłomiej Nowotarski Witold Rosset Miroslaw Suchoń
COMITE POLITIQUE*	
Président	Jan Lytiński

* Etant donné la date récente de la constitution de cette nouvelle direction, nous n'avions pas au moment de la rédaction la composition complète du comité politique.

²⁷⁹ On retrouve là l'éthique du désintéret, soulignée pour l'UDF (paragraphe premier de ce chapitre).

La moyenne d'âge du comité directeur passe à 40 ans. Le plus âgé a 69 ans et la plus jeune 21 ans. Les trentenaires représentent la majorité du comité (cinq sur neuf), trois ont plus de quarante ans. La direction s'est donc nettement rajeunie. Par contre, ce rajeunissement ne doit pas faire oublier que les postes les plus importants sont tenus par les plus anciens : J.Onyskiewicz est président du parti tandis que J. Lytiński occupe ce poste au sein du conseil politique.

Les trajectoires politiques des trentenaires ne sont pas encore uniformisées. Cependant, certaines lignes semblent se dégager. Les nouveaux venus ont fait leurs premiers pas dans les campagnes électorales (soit européennes de 2004, soit législatives de 2005, et pour certains celles de 2001). Intégrés à l'équipe de campagne, ils accèdent à des postes d'attaché parlementaire (pour ce qui est des élections de 2001 et de 2004), ou de secrétariat partisan (secrétaire de fédération, de cellule etc.). Ils obtiennent ensuite la présidence d'une cellule, puis d'une fédération, ce qui les conduit à intégrer le comité directeur. Ainsi, R. Popiela est président de la fédération de Poméranie occidentale, Marcin Celinski, a été directeur du bureau parlementaire de l'UW à Lublin, Joanna Brzozowska est membre du comité directeur du Jeune Centre (*Młode Centrum*). Pour les autres, un mandat local, de conseiller municipal par exemple, semble être un point de passage. Plus fréquemment aussi l'obtention d'un mandat de délégué national au congrès de l'UW est une étape importante pour l'ascension politique.

Ainsi, il semble qu'on puisse dégager un parcours qui commence par un engagement dans une campagne électorale, la plupart du temps au sein de l'organisation des jeunes, puis par l'obtention d'un mandat d'élu au niveau municipal mais plus fréquemment par l'accès à des responsabilités partisans au niveau de la cellule puis de la fédération. Cette fonction permet d'être désigné comme délégué national et/ou d'atteindre la direction de la fédération. Dans ce parcours qui consiste à gravir progressivement les échelons du parti, M.Celiński est relativement bien placé : il a cet avantage d'être suffisamment « âgé » pour avoir fait partie du ROAD, puis de l'UD (il est vice-président de la commission nationale en 1991, secrétaire général de la fédération de l'UD à Lublin, directeur de la campagne régionale en 1991, candidat à la députation en 1993. Entre 1993 et 1997, il est chef du bureau parlementaire de l'UD puis de l'UW à Lublin, il est élu au conseil municipal de Lublin de 1994 à 1998, membre du comité national en charge de la campagne électorale de J.Kuroń en 1995, et élu président de la fédération de Lublin en 2002 ; il est alors le plus jeune des présidents). Il pourrait donc être un des premiers de la nouvelle génération, non dissidente, à accéder aux commandes partisans. Dans les échelons partisans, on trouve, ensuite, R.Popiela né en 1977 à Stettin. Il est membre de l'UW depuis 1997 et

chef de campagne de M.Jacyna Witt pour les sénatoriales en 2001. Il participe à la campagne régionale de 2002, au référendum de 2003 et devient secrétaire général de la fédération de Poméranie occidentale puis président de la cellule de Stettin. Il dirige la campagne européenne de 2004 puis législative (2005) dans la région. Il est aujourd'hui président de la fédération de Poméranie occidentale.

Une autre particularité du profil de ces nouveaux arrivants est leur très grande connaissance et expérience de l'international et très particulièrement de l'Union Européenne. Dans les formations, on trouve des masters spécialisés en communication interculturelle, en relations internationales ou en construction européenne. Ces trentenaires ont aussi acquis une expérience au sein d'association ou de programme européen (type Phare – Programme d'aide communautaire aux pays d'Europe central et oriental, par exemple), et d'entraide avec les pays d'Europe de l'est (notamment Ukraine). La dimension européenne semble donc (re)devenir majeure. Il va sans dire que les perspectives de mandat du parti démocratique sont effectivement, pour le moment, limitées au Parlement Européen. Ceci permet de comprendre pourquoi la qualité d'expert européen ou international est crucial pour obtenir un poste d'élu.

De manière plus générale, le niveau de formation est plus élevé que dans la direction précédente : trois docteurs et deux diplômés de grandes écoles (SGH et Ecole d'Administration Publique). Par rapport à 2005, on compte plus de formation littéraire (histoire, philosophie). Ce retour des formations plus littéraires et d'un très haut niveau de qualification marque donc un certain rapprochement avec le profil propre de la dissidence que l'on trouvait en 2005. D'un côté, on a donc un rajeunissement de la direction mais de l'autre renforcement de son caractère élitaire et européen. Par conséquent, il semble que l'éviction de W.Frasyniuk marque, paradoxalement, le retour de l'héritage de la dissidence. Mais on note aussi l'apparition d'études en politologie et science politique qu'on ne trouvait pas dans les autres *curriculum vitae* des directions antérieures. Enfin, certains ont un diplôme de droit, d'économie ou de mathématique. On trouve un médecin. Tout se passe comme si l'héritage de la dissidence, il faudrait dire la mémoire de celle-ci plus exactement, était désormais portée (ou en voie de l'être) par la génération de l'après-1989, trop jeune pour avoir fait acte de résistance mais qui reprend les pratiques culturelles de ses aînés (notamment dans son utilisation du système scolaire et de l'action politique).

En d'autres termes, la mémoire de la dissidence (mais laquelle ?) s'impose aujourd'hui. Le passage de flambeau ne se fait pas dans la tradition de la gauche laïque, qui a cru pendant un temps à la réformabilité du régime communiste. Au contraire, ce sont les milieux de la dissidence plus réfractaires à l'ouverture à gauche,

plus conservateurs – en termes de conservation muséologique – dans la filiation de l'*intelligentsia* catholique polonaise, « cultivée » qui s'impose. L'image élitare voire élitiste du parti s'en trouve renforcée.

Ainsi, le nouveau président du parti fait part de ses préférences pour des négociations avec la PO pour les élections régionales de 2006 en septembre, même s'il se défend de toute stratégie d'alliance, voulant faire du PD un parti fort et indépendant. L'indépendance du PD étant cependant improbable, il est très plausible qu'elle tente un rapprochement avec la Plate-forme. Cependant si celui-ci semble correspondre à la logique des « camps » et de l'héritage dissident, aux alliances traditionnelles, il se heurte à quelques obstacles structurels : la PO n'a pas besoin d'une alliance avec le PD, tandis que l'inverse n'est pas vrai. Quel avantage peut retirer la Plate-forme d'une alliance avec le parti qu'elle a quitté avec succès ? On comprend mieux dès lors l'intérêt stratégique du rapprochement avec la SdPI de Borowski, voire même avec la SLD qui se retrouvent être des partis minoritaires après les élections de 2005 ; d'un simple point de vue structurel, le mariage semble donc plus logique²⁸⁰.

Mais, à ce jour, il semble que ce soient les motivations idéologiques plus que structurelles qui l'aient emportées au sein du parti. L'ouverture à gauche et l'alliance des libéraux avec des catholiques semblent, comme l'indiquait Wesołowski, décidément impossible²⁸¹. Pourtant, il faut souligner qu'en septembre 2006, les leaders des formations de la SLD, du PD et de la SdPI signent un accord commun en vue de constituer une alternative forte et crédible au gouvernement en place.

3. La PO contre le PD : les techniciens contre les intellectuels?

Tabl. 41 Les instances dirigeantes de la PO en 2006

COMITE DIRECTEUR	
Président	Donald Tusk
Secrétaire général	Grzegorz Schetyna
Président du groupe parlementaire	Jan Rokita
Membres	Grzegorz Dolniak Miroslaw Drzewiecki Waldy Dzikowski Bronisław Komorowski Jacek Sryusz – Wolski Bogdan Zdrojewski

²⁸⁰ L'actualité politique semble nous donner raison puisque le 3 septembre 2006, les leaders de la SLD, de la SdPI et du Parti Démocratique signaient un accord électoral sous le titre : « Alliance de Gauche et des démocrates 'Pologne commune' » (Porozumienie Lewicy i Demokratów 'Wspólna Polska' ». Cf. « Porozumienie lewicy alternatywą dla koalicji », *Gazeta Wyborcza*, 3/09/2006.

²⁸¹ Cf. Chapitre III. Nous y citons l'analyse de W. Wesołowski sur les perspectives du centre en Pologne. W. Wesołowski, « Political Actors and Democracy :Poland 1990-1997 », *Polish Sociological Review*, 119 (3), 1997 : p.227-249.

Si l'on compare la direction de la PO et celle du Parti démocratique de 2006, quelques éléments distinctifs ressortent. Tout d'abord, la direction de la plate-forme est très homogène en âge : il y a moins de 10 ans entre le plus jeune et le plus âgé, tous sont nés entre 1952 et 1963, la moyenne d'âge est de 41 ans. Du point de vue des formations, on trouve, contrairement à ce que l'on aurait pu attendre, relativement plus de maîtrises d'histoire (quatre), ensuite des formations techniques puis des diplômes en économie et en droit. Le nombre de docteurs est cependant moins important qu'au PD puisqu'on en compte qu'un seul.

Du point de vue de la trajectoire partisane, quatre sont issus de l'UW : Bronisław Komorowski (secrétaire général de l'UW de 1993 à 1995), Jan Rokita (président du groupe parlementaire de l'UD puis de l'UW de 1991 à 1997), Donald Tusk (président du groupe parlementaire de l'UW en 1994), Grzegorz Schetyna (secrétaire général de l'UW de 1994 à 1995). Les deux premiers ont fait partie du SKL²⁸², les deux autres ont occupé des postes importants au sein du parti libéral (président, secrétaire général et président du groupe parlementaire). L'autre caractéristique de la direction du parti est la récurrence de la participation à l'Union Indépendante des Etudiants (*Niezależne Zrzeszenie Studentów*) créée en 1980. Y ont participé : J.Rokita, Grzegorz Schetyna et Bogdan Zdrojewski. Les deux derniers font partie du même comité étudiant de Wrocław. B. Zdrojewski en fut le vice-président de 1982 à 1984, G. Schetyna, membre de 1981 à 1989. Les deux sont d'ailleurs presque camarades de cours puisqu'ils ont étudié l'histoire et la philosophie à l'université de Wrocław, B. Zdrojewski étant de quatre ans l'aîné de G. Schetyna.

La trajectoire partisane diffère donc à son origine de celle de l'UW. Pour les autres, non issus du KLD, de la SKL ou du syndicat 'Solidarité' (NZZ'S'), leur arrivée en politique est déterminée par leur compétence technique spécifique. En économie – pour J.Saryusz-Wolski, docteur es économie et G.Dolniak, diplômé de l'académie économique de Cracovie – et en chimie - formation polytechnicienne notamment pour M.Drzewiecki et W. Dzikowski.

Le profil semble donc plus correspondre à celui de techniciens ou d'experts plutôt qu'à celui d'intellectuels.

Du point de vue du conservatisme, tous sont mariés, et ont en majorité un ou deux enfants. A l'UW, on trouve des membres célibataires, et même une femme non mariée avec un enfant – K.Lubnauer. Cependant, le célibat des hommes de l'Union pour la liberté n'est pas nécessairement un signe de libéralisme culturel. Il peut être interprété comme une conséquence du rajeunissement de la direction – on observe en effet qu'en 2005 avant la création du PD, la proportion d'individus mariés étaient

²⁸² J.Rokita fonde en 1997 le SKL qui rejoint la coalition de la droite, l'AWS et qui s'alliera avec la PO en 2001 – l'AWS devant l'AWS-P. B.Komorowski est le vice-président du SKL.

beaucoup plus importante au sein de la direction de l'UW. Par ailleurs, ce phénomène peut être vu comme un signe de déclin de ces catégories sociales²⁸³. Cette dernière interprétation confirme la thèse de F. Richard d'un déclin de l'*intelligentsia*.

Quant à l'appartenance religieuse, certains rappellent explicitement leur appartenance aux cercles catholiques (KIK) : J. Rokita et B. Zdrojewski, ce qui n'est pas le cas à l'UW. Quant aux femmes, elles sont absentes. Ces deux éléments marquent l'ancrage conservateur de la plate-forme comparativement à l'UW.

Finalement ce qui distingue la PO de l'UW se situe au niveau du conservatisme tel que nous l'avons mesuré mais aussi et surtout au niveau des trajectoires et des héritages (KLD, NZZ 'S' pour les uns, ROAD, UD, UW pour les autres). De même, l'étude souligne l'existence d'un ethos social différent : l'un non pas conservateur mais traditionnel, fondé sur un savoir non technique, gratuit, des humanités ou des sciences, l'autre orienté vers la pratique, l'expertise et la technique. D'un côté, le savoir dans sa forme la plus noble, de l'autre, l'instrumentalisation du savoir dans la conduite de politique économique et publique²⁸⁴.

4. Synthèse.

Le terme de génération se comprend en référence à un milieu social dont les caractéristiques communes relèvent d'un même rapport à l'accès au pouvoir et aux conditions de promotion politique. Dans cette lutte pour le pouvoir, les différentes générations n'ont pas en leur possession les mêmes ressources, étant donné que, par définition, elles ne sont pas nées au même moment de la lutte pour le pouvoir. Ce n'est donc pas tant l'âge qui définit une génération que les conditions de son accession au pouvoir ; conditions objectives et subjectives, déterminées par l'état des structures sociales et institutionnelles et de celles qui, incorporées, définissent l'horizon du pensable et du réalisable.

Dans cette optique, la PO peut être analysée comme le (politiquement) « jeune » centre issu de l'UW, c'est-à-dire le regroupement d'une génération de la dissidence bloquée dans son ascension au pouvoir par une génération plus ancienne (politiquement) dont les ressources du pouvoir relèvent de sa participation à la première

²⁸³ Cf. P. Bourdieu, 1989 en ce qui concerne les paysans, par exemple : « on a assez montré par exemple que le célibat des hommes n'est pas une propriété secondaire de la petite paysannerie mais une manifestation essentielle de la crise qui affecte cette fraction de la classe paysanne ; le dérèglement des mécanismes de reproduction biologique et sociale qui déterminent la logique spécifique de la domination symbolique est une des médiations au travers desquelles se réalise le processus de concentration conduisant à une transformation profonde de la classe » : p. 320.

²⁸⁴ Face au développement d'acteurs politiques professionnels, c'est-à-dire qui font de la politique un métier et une occupation professionnelle, il ne reste à l'intellectuel que la singularité de son mode d'appropriation du capital politique pour justifier de son existence en dilettante sur la scène politique : il veut faire de la politique « autrement ». Cette manière autre de faire de la politique est désintéressée, elle est « un défi à ceux qui sont incapables de dissocier leur être de leur avoir, d'accéder au désintéressement ; affirmation suprême de l'excellence de la personne » P. Bourdieu, 1989 : 320.

vague de la dissidence (1981). Face à cette monopolisation du pouvoir, ceux qui n'ont pas à leur disposition un tel capital n'ont pas d'autres moyens que de faire scission. Ainsi, les générations sont une construction *a-posteriori* d'un groupe dont le rapport à un état donné de la lutte politique s'est constitué sur le même répertoire, conditionné par les mêmes conditions d'accès au pouvoir.

Mais, la perte de la plus grande partie de sa jeunesse vers la PO, oblige l'UW à réviser son mode successoral. Le *mentoring* d'un plus jeune par un plus vieux, tel qu'il a été mis en place à l'élection européenne en 2004, est édifiant : il s'agit de transmettre un ethos politique de l'expérience, de la distance et du détachement, de la réflexion (c'est-à-dire de la modération à l'encontre de décisions intempestives). Le renouvellement des instances dirigeantes du PD en 2006, vient confirmer que l'héritage de la dissidence a commencé à se cristalliser hors des acteurs directs de la dissidence : l'ouverture à gauche à la fois aux ex-communistes et au libéralisme culturel, a été sanctionnée par l'éviction de W.Frasyniuk de la présidence du nouveau parti. L'élection d'une figure (âgée) de la dissidence J. Onyszkiewicz souligne la volonté partisane de rester une organisation exclusive, élitaire, fondée sur un héritage d'honorabilité professorale et dissidente. La voie d'une alliance entre catholiques et sociaux semble condamnée. Quelles perspectives restent-ils à ces intellectuels catholiques ou laïcs dont le seul lien est de rester attachés à une vision professorale ou éthique de la politique ?

Aujourd'hui, le milieu dirigeant se caractérise par une catholicité discrète. Elle structure une manière de voir, une morale de l'action mais ne constitue pas la légitimité du discours politique. Celle-ci se fonde sur la rhétorique du désintéressement et/ou de l'intérêt général, du dévouement à la construction d'un pays animé par l'esprit des Lumières. Dans ce cadre, l'Union Européenne constitue un espace, restreint et privilégié, pour l'expression de cet « ailleurs » du politique : éloigné des enjeux du pouvoir national, donc préservé d'une image politicienne, ouvert à l'Occident. Mais les places sont peu nombreuses. Dans cette optique, l'UW resterait un parti extrêmement élitaire dont le monde d'accès au pouvoir serait la cooptation et un apprentissage long et obéissant des modes régissant une manière d'être « noble » toujours guidée par l'intérêt général²⁸⁵.

²⁸⁵ Tout comme la France, la certitude demeure qu'en cas de crise, seul ce parti serait le seul rempart à l'obscurantisme et aux extrêmes.

§ 4 REPRISE SYNTHETIQUE.

Le centre est le jouet de groupes en compétition qui le redéfinisse constamment. Il est un instrument, parmi d'autres, de la lutte politique.

1. La localisation des centres en France, Allemagne et Pologne.

En Pologne, il fut, d'abord, la figure de proue d'une classe d'intellectuels, empreinte d'un romantisme de la révolution en même temps que d'un réalisme douloureux devant la rigidité du système communiste. Le centre était, non pas la fin de l'histoire, mais la fin du politique bas et tristement carriériste. C'était le retour d'un politique désintéressé, ouvert et généreux. Il était ancré dans le milieu de l'*intelligentsia* (catholique ou laïque). Celui-ci donna son contour au centre et fit du centre sa figure politique.

La construction progressive d'un régime démocratique et le développement de la vie partisane remodelèrent le centre. Dans cette nouvelle configuration pluraliste, le déclin de l'*intelligentsia* va de pair avec la montée de nouvelles classes (et générations). La PO n'est ainsi pas autre chose que le regroupement d'individus bloqués dans leurs perspectives d'évolution au sein de l'UW dont les modes d'accès au pouvoir sont déterminés par la participation à la dissidence et/ou à l'attachement à un savoir « gratuit », au service de l'intérêt général. Caractérisé par un savoir technique et une formation professionnelle, les dirigeants de la PO ont un rapport instrumental et « professionnalisé » au savoir et à la politique. Cet ethos des professionnels ne trouvait pas d'ancrage au sein de l'éthique politique des milieux dirigeants de l'UW.

Il ne s'agit pas de dire qui est le « vrai » centre, mais de souligner que différents types de milieux ont pu faire leur le discours centriste et fonder une image du centre, comme offre politique, en accord avec leur condition subjective et objective de classe.

L'analyse vaut aussi pour la France. Le centre est aujourd'hui l'apanage d'une catégorie sociale minoritaire, catholique d'origine mais dont l'investissement en capital scolaire diffère de l'usage du milieu d'origine. Moins dotée en capital économique que les industriels et les chefs d'entreprises et en capital scolaire que les professeurs et/ou les hauts fonctionnaires, ce groupe occupe une place intermédiaire entre les élites culturelles et économiques. Cette position centrale a pu, un temps, coïncider avec celle des milieux des professions libérales (médecins, juristes etc.). La conjonction des élites catholiques et libérales a donné naissance à un discours politique sur les « classes moyennes », image sociologique d'une alliance politique et stratégique. En

appelant au « groupe central » ou au « bloc central », le centre ne fait que formuler sa propre position au sein de la compétition politique et son espérance d'une mobilisation suffisante pour renverser la domination (culturelle et économique) dont il est le sujet.

La nouvelle UDF a, par contre, un positionnement légèrement différent : le départ des libéraux (1998, puis 2002) a privé l'UDF d'une alliance entre l'Eglise et la bourgeoisie libérale. La nouvelle UDF se caractérise désormais par une structure dirigeante professorale, où la dotation en capital scolaire est relativement importante. Cette alliance entre l'Ecole et les catholiques fonde un autre discours du centre, révélateur de la position de classe de cette élite. La volonté de synthèse, ce que le « sens » commun perçoit comme l'absence de projet, n'est-il pas l'expression (politique) d'une alliance sociale contradictoire (en France du moins) entre les catholiques et les professeurs ? On comprend mieux l'attrait que peut exercer l'alliance tout aussi paradoxale du socialisme et du libéralisme qu'on retrouve dans les projets du *Third Way*. La recherche inébranlable de la synthèse s'ancre dans l'affirmation politique d'un milieu social catholique minoritaire qui peine à exister au sein de l'ensemble des catholiques.

Enfin, le cas allemand est particulièrement intéressant du fait de l'opposition simultanée de différents milieux pour l'appropriation de l'étiquette centriste. La *neue Mitte* correspond, très nettement, à un groupe social ascendant, originaire du milieu des travailleurs qualifiés. Leur fort investissement dans le système scolaire a permis à ces catégories de s'élever dans l'échelle sociale. Ces groupes ascendants se caractérisent par des titres scolaires intermédiaires ou techniques, dans un premier temps, (une deuxième formation a pu permettre, dans un second temps d'acquérir des titres universitaires). Néanmoins, leur trajectoire professionnelle et/ou politique les conduisent à côtoyer les milieux universitaires ainsi que ceux fortement dotés en (nouveaux) capitaux économiques. Ainsi, ce groupe se caractérise d'une part, par des relations sociales avec des groupes immédiatement situés au-dessus de lui (qui sont mieux dotés en capitaux scolaires et économiques) et, d'autre part, par une fréquentation simultanée de milieux culturels et économiques. Ce mélange des genres caractérise un ethos de la rapidité et une pratique du « *patch-work* » selon les besoins du moment.

A côté, ou plutôt contre ses « parvenus », on trouve un deuxième centre, celui des « héritiers ». Celui-ci est fortement doté en capital économique et scolaire (droit très particulièrement). Il constitue l'idéal-type du milieu libéral-conservateur avec un ethos masculin, fortement dominateur.

Enfin le troisième groupe est incertain. Il regroupe tous ceux des démocrates-chrétiens et des sociaux-démocrates qui n'entrent pas dans ces catégories

(notamment parce qu'il s'agit de femmes qui n'ont pas fait leur classe au sein de la *Junge Union*, pour la CDU, ou de travailleurs qualifiés, non initiés aux métiers de la « nouvelle économie », pour le SPD). Il est difficile de dire si ces groupes que l'on retrouve dans la Grande coalition peuvent constituer une élite à venir et s'ils développeront une image du centre.

En définitive, l'étude des élites partisans allemandes, françaises et polonaises a confirmé que si centre il y a, il est bien situé socialement et sociologiquement dans des milieux de la classe supérieure, soit anciens (les « héritiers ») soit nouveaux (les « parvenus »). Le centre, comme le perçoit intuitivement le « sens commun » est donc la face cachée du pouvoir, mais surtout de la classe supérieure. Seule celle-ci peut utiliser la figure du centre comme expression politique. Par contre, notre étude de cas a souligné que si le centre est issu de la classe dominante, celle-ci ne saurait être entièrement le centre.

2. Esquisse d'une typologie des centres.

Le centre est la représentation politique d'une condition sociale particulière d'une partie de la classe supérieure. Il peut, dès lors, prendre différentes formes – mais ne saurait prendre toutes les formes. Il n'est pas nécessairement porté par tous les groupes sociaux, mais il ne peut être porté par n'importe quel groupe. Pour savoir où est le centre, il faut poser la question de ceux qui ont intérêt à une telle représentation (ternaire ou circulaire) de l'espace social. La réponse définit le centre : ceux dont la revendication au pouvoir ne peut être justifiée par une appartenance de classe : soit parce que celle-ci est minoritaire, soit parce que, dominante, elle a intérêt à masquer sa domination (il vaut mieux se dire centriste que « bourgeois » par exemple), soit, enfin, parce qu'elle est élitare (le pouvoir appartient aux experts). A partir de là, différents types de centre peuvent être mis en évidence : 1. *le centre dynastique*, 2. *le centre minoritaire*, 3. *le centre dominant*.

Le premier caractérise un milieu en déclin (trajectoire descendante) mais qui ne peut croire en sa disparition à cause du capital social, économique ou culturel (dotation en capital) qu'il possède. Sûr de son pouvoir, il ne comprend pas qu'il ne soit pas majoritaire. Optimiste, il est certain que l'avenir lui donnera raison. Le deuxième centre correspond à une représentation politique nécessaire à un groupe social (dominant) minoritaire qui veulent prendre le pouvoir sans faire la révolution. Enfin, le dernier caractérise un milieu social en position dominante et qui bénéficie d'un soutien majoritaire.

Nous avons donc caractérisé le centre à partir de cinq éléments : 1) la position de classe, 2) la dotation en capital, 3) la trajectoire de classe. L'analyse a montré, par ailleurs, qu'il convenait de rajouter l'enjeu de la lutte sociale et politique à laquelle se livre le milieu considéré et le type d'alliance nouée pour atteindre cet objectif.

Tabl. 42 Tableau récapitulatif des forces centristes recensées.

Type de centre	Centre dynastique	Centre minoritaire	Centre dominant
Caractéristiques			
Position de classe	Classe anciennement dominante	Classe dominante Dominée	Classe dominante Dominante
Dotation en capital	+ + cap. scolaire - cap. économique	+ + cap. scolaire - cap. économique	++ cap. économique + cap. scolaire
Trajectoire de classe	Déclin	Ascendante « parvenus »	« héritiers »
Alliance de classes	Intellectuels catholiques et laïcs	New Economy, Nouvelle profession du conseil	Catholiques Libéraux Conservateurs
Enjeu de la lutte	Survie sociale et politique	Pouvoir	Maintien au pouvoir.

Lecture : Une dotation maximale en capital est notée par un double « + », un désavantage par un signe « - », une dotation supérieure (mais non maximale) par un « + ».

Les phénomènes centristes ne sont donc pas autre chose que la représentation politique d'une situation sociale d'un groupe dominant et des conditions d'alliance entre classes sociales. Ils resurgissent chaque fois qu'un groupe dominant est en danger d'extinction (UW, SLD, SdPI, UDF), soit, quand, minoritaire, il veut atteindre le pouvoir en fondant une illusion politique de sa majorité (*neue Mitte*, « groupe central » de V. Giscard d'Estaing). Enfin, le dernier cas est celui d'un groupe majoritaire qui développe la rhétorique du centrisme pour maintenir sa position (CDU). – on pourrait appeler ce dernier centre, le centre-conservateur : les rapports de force lui étant favorable, il ne peut souhaiter que leur « conservation ».

De manière générale, le centre fonde sa légitimité sur une autre forme que celle du nombre. Pendant un temps, ce fut la religion qui valut force de mobilisation, ensuite le savoir – nouvelle forme de religion laïcisée en quelque sorte – la raison, la foi ou l'espérance, ces principes ont en commun de n'être pas fondés sur la loi du nombre. Le centre apparaît donc chaque fois que la loi du nombre est mise en suspens par un principe supérieur à elle : savoir, religion, expertise etc. Par conséquent, il est un discours et une représentation éminemment a-politique puisqu'il refuse les rapports de force (numériques) invoquant une autre règle d'attribution du pouvoir (ancienneté, compétence, modération, expertise). Ce qu'il y a donc de commun à ces alliances de classe c'est la dépolitisation d'un discours dont le fonctionnement relève d'un autre champ de production (savoir, religion).

Les « nouveaux » centres ne sont donc pas tant « nouveaux » par leurs rhétoriques ou par leurs origines sociales que le type d'alliances qu'ils présupposent (ou plus exactement : l'éclatement des alliances qui prévaut à leur constitution) :

- la *neue Mitte* résulte de la dislocation de l'alliance entre les nouvelles élites manégariales et les travailleurs qualifiés.
- Le « nouvelle UDF » renvoie à un recentrage sur l'alliance Eglise-Ecole après l'éviction de celle entre Eglise et professions libérales.
- En Pologne, l'émergence de la PO souligne le divorce entre le milieu de l'*intelligentsia* et celui des techniciens et des professionnels de la politique.

La question est, désormais, celle de savoir si ces recompositions au sein des élites politiques renvoient à des modifications plus profondes de la structure sociale et des mécanismes d'identification partisane.

TITRE III

LE CENTRE COMME DEMANDE POLITIQUE

Le titre précédent a souligné que les formes centristes étaient liées aux alliances passées entre élites partisans. Il s'agit ici de voir si celles-ci ont leur correspondance dans le champ social. Nous aborderons cette question sous l'angle de la sociologie des électeurs du centre (chapitre VII) et de l'identification partisane (chapitre VIII).

L'objet de ce titre est d'analyser les difficultés de cristallisation d'une identité centriste dans un corps social. Par l'analyse du centrisme social s'ouvre une réflexion sur les impasses d'une régulation politique fondée sur la dépolitisation des divergences politiques plutôt que sur la confrontation sociale.

Chapitre VII

L'électorat centriste : données sociologiques

A droite ou au centre ?

La question de la pertinence de la catégorie centriste va de pair avec celle sur l'existence d'un centrisme sociologique : si celui qui se réclame du centre n'a pas d'électorat spécifique, par rapport aux autres forces partisans, le centre a-t-il encore un sens ?

Comme nous l'avons vu, cette interrogation traverse la science politique (cf. Partie théorique). Ici, nous l'abordons sous l'angle pratique de l'électorat. Le centre a-t-il un électeur centriste ? Et si divers centres il y a, y a-t-il aussi différents électorats ? Pour sortir des luttes politiques de classement et de définition du centre, nous analyserons la construction d'une spécificité électorale centriste (à partir, peut-être de certaines caractéristiques sociologiques et de conditions objectives des électeurs). Ces constructions s'ancrent dans des contextes nationaux différents. Ainsi en France, la problématique est celle de la distinction d'un électorat centriste face à la droite traditionnelle. Le centre n'est-il que la droite ? En Allemagne, la question qui se pose est celle du glissement vers la gauche du centre : du *Mitte* à la *neue Mitte* l'électeur centriste serait-il passé à gauche ? Enfin en Pologne, le centre n'est-il que la reconstitution de l'*intelligentsia* et de la dissidence intellectuelle du mouvement Solidarité ? Ces questionnements traversent l'analyse des trois cas français, allemands et polonais

Il ne s'agit pas tant de voir si les classes moyennes vs. les nouvelles classes moyennes constituent l'électorat du centre vs. du nouveau centre, mais de saisir ce que sont les *conditions objectives* de ceux qui se disent du centre.

§1. LA FRANCE.

L'analyse sociologique de l'électorat de l'UDF permet d'aborder un des jalons de la compréhension des difficultés auxquelles se heurte le centre : si celui qui se réclame du centre politique, n'est sociologiquement qu'ancré dans l'électorat traditionnel de la droite, le centre a-t-il encore un sens ?

1. Sociologie des électeurs de l'UDF.

L'unité de candidature de la droite fut la règle depuis 1981 à l'exception cependant des élections présidentielles. C'est pourquoi ces dernières constituent le cœur de notre analyse. Elles sont, par ailleurs, un très bon révélateur de la géographie des opinions parce qu'elles mettent directement en relation les électeurs avec l'enjeu national, les programmes nationaux et ce qu'ils évoquent en termes d'identités politiques¹. L'UDF n'a présenté de candidat qu'en 2002. Nous étudierons les électors et les cartes des candidats non issus de l'UDF mais soutenus par elle : R. Barre en 1988 et E. Balladur en 1995. Nous verrons également l'élection présidentielle de 2002 où F. Bayrou fut candidat. Enfin, nous prendrons en compte les élections européennes où l'UDF (ou sa composante démocrate-chrétienne) présenta une liste séparée : soit les élections de 1989, 1999 et 2004. En effet, lorsque l'UDF ou sa composante démocrate-chrétienne montrent des velléités d'autonomie, la question de la spécificité d'un électorat centriste se pose ouvertement. Par conséquent, il est intéressant de centrer notre analyse sur les élections européennes de 1999, les élections présidentielles et législatives de 2002 et enfin les élections régionales de 2004. En choisissant de présenter des listes indépendantes, l'UDF reprenait l'ambition d'être un « grand parti du centre »².

L'électorat de l'UDF ne semble pas véritablement se différencier de l'électorat de la droite classique ou modérée (c'est-à-dire hors de la droite extrême du FN et du MNR). Les données du Panel 2002 permettent cependant de marquer certaines évolutions. En majorité féminin (45% d'hommes, 55% de femmes) l'électorat UDF était lors de la dernière élection présidentielle très proche de l'électorat RPR (respectivement 46% et 54%). En 2002, le constat est différent : 39 % d'hommes et

¹ La géographie des législatives et des régionales est plus difficilement interprétable en termes d'électorat UDF. Tout d'abord, jusqu'en 2002 (exclu), les candidatures communes donnent un résultat global UDF/RPR qui ne donne pas d'indications sur le vote UDF. Ensuite, ces deux types d'élection se font sur des enjeux locaux et un vote pour les notables. Elles peuvent renseigner sur les réseaux de l'UDF et les usages sociaux de la marque UDF, mais elles ne donnent que peu d'informations sur la spécificité d'un électorat centriste.

² Cf. B. Dolez, « La Liste Bayrou ou la résurgence du courant démocrate-chrétien », *Revue Française de Science Politique*, 1999, 49 (4-5), août-oct. 1999 : p. 663-674. Rappelons, par ailleurs, qu'aux élections présidentielles de 1988 et 1995, elle n'a pas présenté de candidats, et qu'aux élections européennes de 1989, seul le CDS avait présenté sa propre liste avec S. Veil.

61% de femmes pour l'UDF (soit 22 points de différence) contre respectivement 42% et 58% pour l'UMP (soit 16 points de différence). La féminisation relative de l'électorat de l'UDF distingue cette formation de l'UMP qui a tendance à se masculiniser. Faut-il y voir une certaine gauchisation de l'électorat centriste³ ? Au contraire, on peut penser que le profil plus catholique de l'UDF comparativement à l'UMP attire des femmes encore marquées par un héritage religieux⁴.

En ce qui concerne la variable « âge », la structure par âge est quasi-identique d'un électorat à l'autre. On retrouve la relation croissante entre l'âge et le vote, classique à la droite. Si l'on détaille cette pyramide, on remarque cependant une légère faiblesse du vote des 35-49 ans pour l'UDF, c'est-à-dire les électeurs nés entre 1953-1967 et qui avaient 20 ans entre 1973 et 1987. En 1995, on retrouve la même creux pour la catégorie des 35-49 ans, soit ceux qui avaient 20 ans entre 1968 et 1982⁵. Enfin, en 1988, l'UDF enregistre un moindre score de manière générale chez les 25-49 ans mais spécifiquement chez les 25-34 ans, soit la génération née entre 1954 et 1963, qui avait 20 ans entre 1974 et 1983. Il y a donc, même minime, une faiblesse répétée dans la génération qui avait 20 ans entre 1974 et 1983 (et de manière plus élargie entre 1968 et 1987). Cette génération, née entre 1950 et 1960, vote moins fréquemment pour l'UDF. Peut-on parler d'une « génération Giscard »⁶ ? Les chiffres sont trop peu significatifs pour conclure. Mais, il est probable que cette cohorte qui a connu la fondation de l'UDF, la présidence de Giscard et une UDF à 20% ait un comportement particulier vis-à-vis d'une « nouvelle UDF » moins libérale, plus démocrate-chrétienne et moins rémunératrice électoralement. Cette cohorte préfère-t-elle le vote de droite utile ou le vote de gauche ?⁷

³ En effet, selon les analyses du *gender gap*, les femmes seraient davantage attirées par les nouvelles problématiques de l'environnement, de la paix internationale, de l'égalité, contrairement aux années d'après-guerre où les femmes votaient essentiellement à droite, du fait notamment de leur ancrage religieux. Cf. J.Mossuz-Lavau : « le vote des femmes en France (1945-1993) », *Revue française de science politique*, 43 (1993), 4 : p. 673-689. (Fondation nationale de science politique). L'auteur y distingue trois phases d'évolution du vote des femmes : une faible participation électorale, puis l'affiliation du vote féminin et du vote conservateur, enfin un glissement du vote des femmes vers la gauche.

⁴ Cette question du vote des femmes en faveur de l'UDF sera étudiée de manière détaillée à la fin de ce chapitre

⁵ Les jeunes font défaut au candidat Balladur et se reporte sur le vote Chirac. Ces données n'ont pas été relevées parce qu'il s'agit avant tout d'un effet candidat, et d'une campagne chiraquienne orientée vers les jeunes. « Parmi les candidat de droite, le « candidat sortant » a toujours un électorat assez âgé parce qu'il recueille le vote conformiste, alors que les candidats des autres tendances attirent un électorat plus jeune et plus critique de la politique suivie par le camp ». in : P.Bréchon, P.Denni « Bayrou, Madelin, Boutin ou l'autonomisation de l'UDF » p. 290-309 in : *Le vote de tous les refus*/ P. Perrineau, C.Ysmal (s/d), Paris : FNPS, 2003 : p. 303.

⁶ La question des générations a été abordée au chapitre VI. Nous avons vu que le terme de « génération politique » est difficile. Il renvoie à une mentalité collective qui aurait été façonnée par un (ou des) événement(s) fondateur(s). Il reste cependant difficile à opérationnaliser. Il semble préférable d'aborder ce phénomène en terme de « milieu ». Sur le thème des générations politiques : Olivier Ihl, « socialisation et événements politiques », *Revue française de science politique*, 52 (2-3), av.-juin 2002 : p. 125-144 ; Vincent Tournier « Générations politiques » p. 229-254 in : *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*/ B. Cautrès, N. Mayer (s/d.), Paris : Presses de la fondation nationale de sciences politiques, 2004 ; J.Crête, P.Favre (s/d), *Générations politiques*. Paris : Economica, 1989 (Collection politique comparée).

⁷ Cette génération vote essentiellement pour Jospin ou Chirac en 2002 et 1995, et F. Mitterrand en 1988. Il y a donc bien une concurrence, même très légère, entre un vote de gauche et un vote centriste

Par rapport aux catégories socio-professionnelles, la structure de l'électorat de l'Union est conforme à celle de la droite avec une forte pénétration chez les professions libérales. F.Bayrou totalise 17% du vote des agriculteurs et 14% de celui des professions libérales et cadres supérieurs⁸. Les scores sont modestes parmi les catégories populaires, les salariés du public et les chômeurs. La pénétration du vote Bayrou chez les agriculteurs, artisans et commerçants est assez proche de la moyenne nationale. Les électeurs appartiennent souvent à des catégories sociales favorisées. Le quart de l'électorat UDF a des revenus supérieurs à 3.000 euros par mois. Par ailleurs, la probabilité du vote en faveur du candidat centriste augmente en même temps que le nombre d'éléments de patrimoine possédés⁹. De même, le diplôme détenu est un bon indicateur du vote en faveur de l'UDF. Les électeurs de l'UDF sont donc à la fois fortement dotés en capital économique et en capital scolaire. La conjonction de ces deux éléments les distinguent, de la droite plus dotée de capital économique que de capital scolaire, d'une part, et de la gauche, plus pourvue de capital scolaire que de ressources économiques. Ainsi, à dotation forte de patrimoine, plus le niveau du diplôme est élevé, plus il est probable de voter pour F.Bayrou (un tiers des électeurs UDF ont un diplôme universitaire de deuxième ou troisième cycle)¹⁰.

Enfin la caractéristique la plus nette par rapport au vote pour le candidat J. Chirac est celle de la pratique religieuse. L'électorat de F.Bayrou comporte beaucoup plus de catholiques pratiquants : 26% contre 18% pour l'électorat chiraquien¹¹. Cette caractéristique se retrouve dans la géographie des votes qui garde une très grande stabilité depuis 1988. Peut-on en conclure que si spécificité du vote UDF il y a, elle provient de l'héritage démocrate-chrétien ? L'analyse des cartes électorales peut donner certains éléments de réponse.

2. Géographie électorale : quatre types de vote à l'UDF.

Dans un premier temps, si l'on compare la carte du vote Bayrou aux élections européennes de 1998 et celle du vote Balladur au premier tour des élections présidentielles de 1995, on s'aperçoit qu'elles sont très proches.

L'analyse se complexifie en comparant, cette fois-ci, le vote Bayrou de 1998 avec la carte du référendum de Maastricht. Le vote Bayrou est le fait de régions où le

⁸ Sondage Ipsos réalisé le jour du vote pour la présidence de la République en 2002.

⁹ Ces données sont issues du Panel 2002.

¹⁰ L'analyse de la sociologie des cadres partisans de l'UDF a montré qu'au niveau de diplôme, il convient de rajouter le type de diplôme pour distinguer le groupe centriste de celui de l'UMP. Le premier est plus fréquemment doté de diplômes techniques en droit ou en économie, et on y trouve moins fréquemment des titres de hauts fonctionnaires de l'Etat (type ENA). De même, le type de patrimoine possédé joue un rôle important : le capital fixe, plutôt que circulant favorise l'attachement à l'UDF, de même que la possession immobilière plutôt qu'industrielle.

¹¹ Données du Panel 2002.

« oui » au référendum à Maastricht l'avait emporté. A cet égard, elle structure, en opposition avec le PCF, une image de deux France, le vote PCF étant fortement corrélé avec le « non » à Maastricht (et à ce titre plus que le vote Pasqua¹²). On retrouve là l'opposition entre les terres d'influence communiste et les terres d'influence démocrate-chrétienne qui structurait la carte électorale de la IV^e République¹³. Par conséquent, il semblerait que l'on soit bien dans un schéma de structuration du vote sur le clivage religieux. Cependant, le vote PCF se disperse depuis 1981. Peut-on appliquer l'analyse à un bloc PCF, LO et LCR structuré en opposition avec la répartition des votes démocrates-chrétiens ?

La carte électorale de 2002 amènerait à répondre par l'affirmative. On retrouve les mêmes zones de force : l'ouest du Cotentin à la Vendée en passant par la Mayenne, la Lorraine et les deux départements alsaciens, les contreforts sud-est du Massif central qui se prolongent jusqu'à la frontière suisse à travers la région Rhône – Alpes du Jura aux Hautes – Alpes. On trouve aussi des terres plus isolées comme les pays de l'Adour et en particulier les Pyrénées – Atlantiques (département de F. Bayrou). P. Bréchon et B. Denni concluent qu' « il existe donc une géographie de la droite modérée commune à ses différentes composantes idéologiques, distincte du gaullisme¹⁴ ». Cette géographie correspond aux terres restées religieuses.

Néanmoins, selon l'analyse de B. Dolez, le constat est tout autre si l'on compare ces résultats avec la carte électorale de la IV^e République : « tout se passe comme si la démocratie-chrétienne assumait en ces lieux l'héritage des indépendants de la IV^e plus que celle du MRP, le jeu de l'UDF épouse les contours de ce qui était classiquement la France de droite »¹⁵. Dès lors si on avait pu croire à une spécificité du vote UDF qui aurait été lié au maintien d'un vote démocrate-chrétien, il n'en est rien et il semble au contraire que le vote UDF ne soit qu'un vote de droite classique. Si l'on regarde les cartes du référendum de 2005, on s'aperçoit que la géographie électorale de l'UDF est très proche de celle de l'UMP. Tout se passe comme si la polarisation centre/périphérie devenait centrale pour comprendre les comportements électoraux¹⁶. Cette configuration ôte de la lisibilité au centre, trop réduit (et homogène) pour s'opposer au bloc périphérique des alter-européens de l'extrême gauche. Les cartes électorales de 2005 sur le TUE, souligne une redistribution des votes. Les

¹² P. Martin, *Comprendre les évolutions électorales. La théorie des réalignements revisitée*, Paris : Presses de la fondation nationale de science politique, 2000, 470 p.

¹³ F. Goguel, *Géographie des élections françaises de 1870 à 1951*. Cahiers de la fondation nationale de science politique, 27, Paris : Presses de Sciences Po et Armand Colin, 1951.

¹⁴ Cf. P.Bréchon, P.Denni 2003 : 302. Les résultats correspondent au vote pour l'ensemble des composantes de l'ancienne UDF : C.Boutin, A.Madelin et F.Bayrou. Nous n'avons pris en compte que les terres du vote Bayrou. Pour notre analyse, il était peu cohérent de rassembler les votes libéraux et démocrates-chrétiens. Nous pensons en effet qu'ils participent de deux traditions politiques différentes.

¹⁵ B.Dolez 1999.

¹⁶ Cf. Titre II.

recompositions actuelles mettent en danger l'autonomie de l'UDF : face à un bloc alter-européen, et non pas anti-européen, la rhétorique d'un « européenisme de la première heure » telle que l'incarne l'UDF, n'a plus de résonance politique : il ne s'agit plus d'être ou non européen (les « vrais » européens étant ceux des premières heures et non ceux convertis par nécessité). L'enjeu est désormais d'être ou non libéral. L'Europe n'est plus une figure « externe » à la compétition politique, elle devient nationalisée : pour ou contre l'Europe devient un pour ou contre le libéralisme. Si l'UDF veut espérer garder une place dans le système politique tel qu'il semble se restructurer, elle devra trouver un nouvel « ailleurs » de la compétition politique. L'enjeu est de taille. La visibilité que cherche l'UDF par ses critiques publiques à l'UMP est bien le signe de la difficulté qu'éprouve l'UDF à se positionner face aux gaullistes. Non pas parce qu'ils seraient devenus européens, mais bien parce que la distinction entre « vrais » européens et européens par nécessité n'a plus de pertinence dans la mobilisation politique. Dans cette optique, l'urgence pour les centristes est de trouver une autre figure de leur « non-conformisme ».

Que peut-on conclure sur le clivage religieux ? Structure-t-il encore les électorats ? Il ne faut pas le sur-estimer puisque, aujourd'hui, 40% de l'ensemble des catholiques se disent proches d'une formation politique de gauche. Cependant, il existe bien une spécificité du vote catholique. Selon G. Michelat, « à l'augmentation de l'intégration au catholicisme correspond une diminution du libéralisme culturel et une augmentation du libéralisme économique, d'une autoposition à droite et d'attitudes favorables à la droite »¹⁷. Ce ne serait donc pas tant l'appartenance religieuse en tant que telle qui déterminerait un comportement électoral, mais les modalités d'entrée et d'intégration dans l'univers religieux. A partir de là, le mode d'intégration des catholiques au politique peut-il être un facteur distinctif au sein de la droite modérée ? Y aurait-il un vote catholique propre à l'UDF ou, autrement dit, une façon d'être catholique à l'UDF¹⁸ ? Cette question est abordée par l'analyse du comportement politique des adhérents de l'UDF. En reprenant l'hypothèse que les adhérents durcissent les traits du profil des électeurs, nous considérons que l'étude des adhérents donne des informations sur les manières d'être catholiques à l'UDF. Nous nous appuyons ici sur la thèse de J.Frétel¹⁹. Sa recherche sociologique systématique

¹⁷ G.Michelat. « Intégration au catholicisme, attitudes éthico-politiques et comportement électoral » . p. 234 in : *Les Cultures politiques des français*. / P. Bréchon, A.Laurent, P.Perrineau (dir.). Paris : PFNSP, 2000.

¹⁸ Cette hypothèse semble d'autant plus plausible que l'U.D.F exprime ses velléités d'autonomie lorsque sa composante démocrate-chrétienne (ou ses avatars) est en position dominante dans l'Union. Cf. La liste de S. Veil en 1989 pour les élections européennes, F.Bayrou en 1998 et en 2002. Tout se passe comme si la légitimité à une candidature autonome passait par la revendication d'un héritage chrétien (ou spirituel) qui constituerait, implicitement, le fondement d'un courant autonome : c'est l'association christianisme et européenisme qui distingue les catholiques centristes de leurs homologues UMP.

¹⁹ Présentation lors d'un colloque sur les « tendances récentes de l'étude des partis politiques » organisé par l'Association française de science politique J. Frétel s'interroge sur les « débouchés politiques de l'engagement

et large est une aide précieuse pour cerner les caractéristiques de ceux qui se disent centristes.

Selon l'auteur, c'est la conjonction de la fréquentation du rite dominical avec le passage dans des structures catholiques annexes qui semble être le facteur déterminant de l'engagement politique. Par ailleurs, par rapport à leur appartenance religieuse, ils se définissent comme « très ouverts » socialement. Ils défendent en revanche l'autorité papale et l'ordre institutionnel qu'il incarne. Paradoxalement, ils se sentent plus proches des « cathos de gauche », vraisemblablement parce qu'ils partagent avec eux des expériences associatives²⁰.

Par ailleurs, la configuration sociopolitique locale permet d'orienter (ou non) les individus vers l'UDF. Une grande partie s'engage, en effet, « alors que la configuration sociopolitique présentait un fort degré d'intégration des institutions religieuses dans le champ de l'action publique. [□] Les militants de la nouvelle U.D.F sont des agents sociaux qui ont été fortement socialisés par ces milieux partisans dont les structures ont un rapport étroit avec l'univers municipal et ses enjeux politiques ». F. Bayrou utilise cette image de chrétien engagé en politique et bénéficie d'un large soutien de ses militants, comme l'a souligné le congrès d'investiture d'Amiens, le 1^{er} décembre 2001. Ces éléments confirment l'existence d'un mode particulier d'intégration à la politique de la population catholique de l'UDF. Par là, ils soulignent l'existence d'une culture partisane forte. Par contre, celle-ci ne mobilise qu'une minorité électorale. Ce groupe d'inconditionnels, défini par la variable religieuse affinée par le mode d'intégration à la sphère religieuse, d'intrication du religieux et du politique et d'ouverture culturelle, ne saurait à lui-seul expliquer l'ensemble des votes en faveur de l'UDF.

Ainsi, la concurrence entre les droites parlementaires rappelle que le vote centriste est encore structuré par une méfiance face au gaullisme, d'ailleurs corrélé historiquement avec une orientation catholique et/ou démocrate-chrétienne. Les structures géographiques de l'UDF et de l'UMP ne sont pas, en effet, complémentaires mais bien plus concurrentielles. Les circonscriptions les plus favorables à la droite non gaulliste sont aussi celles où J. Chirac réalise son meilleur score²¹. Nous pouvons donc dire qu'il existe une tendance centriste structurée par une représentation chrétienne du

politique » à partir d'entretiens effectués auprès de jeunes militants UDF lors d'une université d'été. Cf. « Sociologie des réseaux de la Nouvelle UDF ». *Les tendances récentes de l'étude des partis politiques dans la science politique française : organisations, réseaux, acteurs* ». Colloque de l'Association française de science politique, Paris, IEP, 1/02/2002 (non publié). L'auteur a soutenu sa thèse en octobre 2004 à l'université de Paris I : *Les militants catholiques en politique. La nouvelle UDF*.

²⁰ Il y a donc bien une façon d'être catholique à l'UDF : à la fois très intégré à la hiérarchie catholique et à l'institution papale et en même temps relativement ouvert au libéralisme culturel. On pourrait dire qu'il s'agit plutôt d'un catholicisme chrétien que d'un christianisme catholique.

²¹ Cf. N. Sauger, « entre survie, impasse et renouveau : les difficultés persistantes du centrisme français », *Revue Française de science politique*, vol. 54, n°4, août 2004, p. 697-714.

monde (reste à définir laquelle) et/ou par une méfiance viscérale contre le gaullisme et plus largement contre une alliance avec la droite.

L'analyse des cartes électorales souligne une dernière caractéristique du vote UDF. En comparant la carte industrielle de la France et celle du vote Bayrou aux élections présidentielles de 2002, il apparaît en effet que l'UDF est un parti de la ruralité, du moins des petites agglomérations : les régions qui ne concentrent qu'un faible potentiel industriel sont aussi celles où l'UDF fait ses meilleures scores. Par une étude des cartes de polarisation cadres/ouvriers, J. Jaffré montre que ce vote de la ruralité est en avant tout un vote de déférence²². La structure socio-professionnelle de l'UDF serait, par conséquent, la traduction sociologique d'un vote en faveur des notables²³. Cette conclusion correspond avant tout aux élections régionales et législatives plus favorables à ce type de vote. Ceci pourrait expliquer la faible corrélation de vote entre les différentes élections.

Ainsi, pour les élections régionales de 2004, la structure territoriale de l'électorat UDF ne manifeste pas de stabilité particulièrement importante²⁴. Les corrélations entre les scores réalisés par l'UDF dans les 67 départements où elle présenta des listes autonomes et le vote en faveur de F. Bayrou lors du premier tour des élections présidentielles dans les mêmes départements n'est que de 0.63. Ce qui est certes important mais moindre par rapport à des corrélations à 0.90, par exemple concernant le vote FN. Les corrélations sont encore plus faibles si l'on compare les scores de 2004 avec ceux de 1988 (la corrélation est de 0.28). N. Sauger conclue à un « électorat profondément renouvelé par rapport à l'électorat UDF traditionnel, hésitant dans son choix et donc peu stabilisé » (N. Sauger 2004 : 705). Contrairement à l'auteur, nous n'assimilerons pas ce type d'électeurs à l'ensemble des électeurs de la nouvelle UDF. L'analyse de N. Sauger porte sur les élections régionales. Or, il est vraisemblable que les élections régionales soient l'occasion pour un groupe d'électeurs (notamment très diplômés, dans des structures économiques dirigeantes où le calcul et les stratégies de développement sont habituels) d'exercer (et de montrer) leurs compétences stratégiques. Il s'agit d'un vote ostensible qui n'est pas nécessairement hésitant mais avant tout stratégique. Il n'est pas étonnant que ces comportements se retrouvent essentiellement au niveau régional plus favorable à des calculs de voix, de rapports de force, de par la complexité des scrutins. La remontée de la gauche et la position difficile de l'UDF en chute libre électoralement renforcent les nécessités stratégiques. Cet ethos peut séduire aujourd'hui une certaine jeunesse issue d'études

²² J. Jaffré. « Les Changements de la France électorale » p. 129-150 in : *L'état de l'opinion.*/ SOFRES, Paris : Seuil, 1996.

²³ Le choix de l'UDF révèle, ainsi, un ethos du service, du dévouement que l'on retrouve en Pologne.

²⁴ N. Sauger 2004.

économiques ou managériales qui cherche à exprimer une certaine déviance par rapport au vote conformiste de droite²⁵. Il ne s'agit pas tant d'un vote « hésitant » que d'un vote qui se rapporte à un référent fixe : celui de la non conformité²⁶. P. Bréchon et B. Denni soulignent, dès lors, que « cette forte volatilité d'un scrutin à l'autre provient essentiellement de la différence d'offre électorale aux deux scrutins et du poids des personnalités locales lors des échéances législatives » (P.Bréchon, B.Denni 2003: 308). C'est pourquoi nous nuancerons la conclusion de N. Sauger : l'électorat centriste n'est pas tant hésitant dans ses choix que stratégique dans ses décisions. Les continuités observées (et leurs variations) sont liées au noyau dur de l'électorat, les « inconditionnels » qui se structurent autour d'une méfiance face au gaullisme et aujourd'hui à l'UMP.

Nous rejoindrons cependant N. Sauger pour dire que l'électorat inconditionnel de l'UDF n'est qu'*un* des électors UDF. L'auteur distingue trois groupes selon les motivations du vote. Le premier est constituée d'électeurs votant par déférence. Le second est marqué par un vote de défiance à l'égard de l'UMP. Le dernier est lié à des différences de valeurs et d'opinions entre les électors UDF et UMP. D'après nos conclusions sur un vote de jeunesse, nous rajouterons un quatrième groupe : celui des non conformistes. [tabl. 43].

²⁵ Les 18-24 ans représentent un peu plus de 13% du corps électoral. Il ne faut pas omettre que la jeunesse est un groupe avant tout hétérogène dont le comportement politique et électoral n'est pas nécessairement uniforme. Tout les jeunes ne votent pas. Certains refusent par choix politique de voter, d'autres parce qu'ils ne sont pas encore intégrés à la vie politique. Ceux qui votent au cours des années 1980, apportent leur suffrage à F. Mitterrand, essentiellement. En 1995, à l'inverse, ils ont facilité la victoire de J. Chirac. Aux élections de 2002, le rapport entre le PS et l'UMP est très serré en ce qui concerne le vote jeune. Les jeunes rejoignent les préoccupations de leurs aînés sur l'insécurité, l'emploi et la pauvreté. Ces thèmes apparaissent en premier dans les questions qu'ils souhaiteraient voir traitées ; et ce manière d'autant plus pressante que les projections dans l'avenir sont de plus en plus difficiles. Cependant, on peut penser qu'une strate de la jeunesse s'oriente vers d'autres valeurs et formes de dépassement de soi auxquelles le vote UDF n'échappe pas.

²⁶ En réalité, il faut différencier ces deux votes. L'étude de la sociologie électorale des élections régionales soulignent que les candidats de l'UDF, contrairement aux élections présidentielles, recueillent le suffrage de personnes plus âgées tout comme l'UMP. Les différences sociologiques s'estompent au niveau régional (cf. P. Bréchon, B. Denni 1999). Les élections régionales ont une logique bi-polaire plus marquée entre la droite et la gauche. Le système et les règles du vote aux régionales donnent une prime aux grands partis.

Tabl. 43 Les quatre formes de vote UDF*

Vote Variables	Le vote non conformiste	Le vote ostentatoire	Le vote de déférence	Le vote anti-gaulliste /Le vote catholique**
Types d'élections :	Présidentielles (1 ^{er} tour)	Régionales	Régionales	Tous types d'élections
Electorat :	Jeunes	Notables	Personnes âgées	Vieille garde démocrate-chrétienne.

* Pour la nécessité de l'analyse, les formes de vote ont été compartementalisées. En réalité, elles peuvent être combinées : un vote non conformiste allant le plus souvent de pair avec un réflexe anti-gaulliste, une volonté ostentatoire par exemple.

** le vote catholique n'est pas en soi propre à l'UDF. Il l'est parce qu'il est lié à une certaine forme d'intégration de la sphère politique et religieuse marquée par une certaine ouverture culturelle et faite de méfiance par rapport au gaullisme. C'est pourquoi nous avons regroupé dans une même catégorie ces votes.

Le vote non conformiste se retrouve plus facilement au premier tour des élections présidentielles parce que celui-ci favorise un vote identitaire avant-tout. Les élections régionales, à l'inverse, sont plus propices à un vote ostentatoire et à un vote de déférence.

En définitive, d'un point de vue sociologique, les électeurs UDF ne se distinguent pas véritablement des électeurs gaullistes²⁷. Les usages sociaux du vote sont différents. La question qui se pose dès lors est de savoir si ces usages différenciés du vote sont eux-mêmes dépendants de différences idéologiques observables entre les deux électorats.

3. Les valeurs de l'électorat U.D.F : centre ou droite ?

L'électorat UDF apparaît à la fois un peu plus tolérant sur une dimension culturelle, mais également plus libéral sur le plan économique. Le Panel de 2002 permet de faire ressortir certaines lignes idéologiques divergentes²⁸. Par exemple, 49% de l'électorat de F.Bayrou considère « pas très important ou plutôt important de respecter les traditions et préserver nos coutumes » (contre 35% pour l'électorat de J. Chirac). Ces différences renvoient à l'attachement européen de l'UDF : 62% de ses électeurs éprouveraient des regrets si l'Union Européenne était abandonnée contre 49% à l'UMP. Dans la même optique, 34% des électeurs de J.Chirac considèrent comme extrêmement important de protéger le pays contre ses ennemis, contre seulement 18% pour les électeurs de F.Bayrou. Ceux-ci sont aussi seulement 11% à vouloir le rétablissement de la peine de mort contre 29% à l'UMP. Parallèlement, 51%

²⁷ Cependant, l'électorat gaulliste est socialement plus composite.

²⁸ PEF 2002, Les valeurs des électorats.

des électeurs UDF souhaiteraient une plus grande liberté d'embauche et de licenciement pour les entreprises contre 37% seulement à l'UMP.

C. Ysmal conclut que « sur la question des valeurs, les deux 'électorats'[UDF et RPR] se distinguent un peu plus nettement puisque, si une courte majorité des sympathisants de l'UDF adhère aux valeurs universalistes (51%), ce n'est pas la cas de ceux du RPR (42%) [□]. Un peu plus européens que leurs homologues du RPR et incontestablement plus tournés vers les valeurs universalistes, les sympathisants de l'U.D.F apparaissent ainsi moins obnubilés à la fois par la défense de la nation et moins préoccupés par les menaces qui pourraient peser sur l'identité nationale »²⁹.

Enfin, les électeurs UDF se montrent plus souvent favorables à une ouverture à gauche. Une forte minorité n'est pas prête à voter pour un candidat issu de la droite de manière systématique : 30% des électeurs de F.Bayrou disent « souhaiter un rapprochement entre la gauche plurielle et l'UDF » (C.Ysmal, 2000). Cependant, seulement 13% de cet électorat déclare avoir voté Jospin lors du second tour de la présidentielle de 1995. En 2002, avant les élections présidentielles, seuls 6% souhaitaient voir la victoire du candidat socialiste aux élections présidentielles. Enfin, les matrices de transfert de vote de N.Mayer montrent que seulement 8% des électeurs centristes reportent leur voix sur un candidat de la gauche aux législatives de 2002³⁰. Ainsi, malgré un discours d'ouverture, l'ensemble de l'électorat UDF se situe dans sa majorité dans le camp de la droite³¹. Faut-il n'y voir qu'un discours stratégique et une logique politique de « langue de bois » ? Nous pensons qu'il existe une réelle identification à une certaine gauche mais celle-ci ne correspond pas à celle qui existe ; d'où un vote essentiellement ancré à droite. Néanmoins, les résultats des enquêtes d'opinions que nous avons cités soulignent l'existence d'un vœu d'ouverture qu'il ne faut pas oublier sous prétexte que ses conséquences pratiques (sur le vote) ne sont pas visibles. Cet imaginaire de gauche constitue selon nous une spécificité de l'électorat UDF. Il explique aussi la récurrence des expériences d'ouverture à gauche, ce que nous avons appelé la « tentation socialiste »³². Celle-ci semble guider la stratégie bayrouiste pour les élections présidentielles de 2007. Le président de l'UDF surenchérit dans la rhétorique sociale et souligne tout particulièrement le passage possible de militants socialistes déçus par la politique européenne du PS à l'UDF³³.

²⁹ C. Ysmal, « Face à l'extrême droite, la droite existe-t-elle ? » p. 139-164 in : *Les Cultures politiques des Français*. / P. Bréchon, A. Laurent, P. Pérrineau (dir.). Paris : Presses de la FNSP, 2000.

³⁰ N.Mayer, « les hauts et les bas du vote Le Pen », *Revue française de science politique*, 52 (5-6), 2002 : p.518.

³¹ D'où un discours qui ne correspond pas aux pratiques. La critique de l'« opportunisme » ou de l'absence de projet ne vient pas tant d'un manque de cohérence et de corpus théorique, que de cet attachement à une gauche sociale-démocrate qui a peu de racines en France.

³² Nous avons expliqué l'utilisation de la notion de « tentation socialiste » au chapitre III.

³³ Conseil national de l'Europe, le 21.05.2005, Hôtel Sofitel, Paris XIV. M. Leroy dans son allocution fait référence à ces déçus socialistes.

Il ne faut cependant pas surestimer ces différences idéologiques. Les études d'opinion sur les différences entre RPR et UDF soulignent que celles-ci sont, majoritairement, vues comme des luttes de personnes et de pouvoir, plus que comme des divergences idéologiques : en novembre 2000, selon un sondage Ipsos, 58 % des sympathisants de droite jugent que l'impuissance du RPR, de l'UDF et de DL à s'unir résulte des ambitions personnelles de leurs dirigeants, 17% seulement l'attribuent aux différences de projets entre les différents partis³⁴. De même, les oppositions au sein de l'UDF sont vécues non pas comme la résultante de différentes cultures politiques, mais comme liées à des luttes de pouvoir et des questions stratégiques³⁵.

4. Bilan : où est le centre ?

Les électeurs de l'UDF ont donc certains traits qui les distinguent de leurs homologues UMP. Nous avons distingué quatre types de vote UDF : le vote non conformiste, le vote ostentatoire, le vote de déférence et le vote catholique/anti-gaulliste. Par là, nous voulons souligner que les électorats sont toujours plus mobiles et instables que le terme ne le laisse entendre. Il s'agit de comportements politiques, c'est-à-dire de formes d'identification et d'appréhension du politique, de connaissance et de reconnaissance de l'offre politique.

Un seul électorat de l'UDF semble relativement stable : les « inconditionnels ». Ceux-ci regroupent les votes catholiques et anti-gaullistes. Du côté des catholiques, il s'agit de chrétiens engagés dans l'institution catholique, pratiquants mais aussi intégrés dans des structures annexes au rite dominical. Cet engagement social (et catholique) délimite une représentation de ce qu'est le « bon » engagement politique en même temps qu'il définit la manière d'être catholique : ni « cathos de gauche » ni catholiques conservateurs. Les premiers se sont trop éloignés de l'institution ecclésiale, tandis que les seconds ne nourrissent pas ou prou leur foi en pratique. Social avant que d'être politique, cet ethos catholique de l'engagement politique peut-être reconnu et utilisé par d'autres groupes sociaux. L'utilisation de la marque centriste devient un moyen d'exprimer sa non-conformité à une élite dominante, sorte d'instrument de distinction d'une élite qui se sent dominée ou en voie de l'être.

³⁴ Sondage IPSOS pour le *Journal de dimanche* daté du 10 déc. 2000.

³⁵ Entretien B. M : Paris, Fév. 2002. « La rupture joue plus entre ceux qui sont prêts à faire quelque chose avec un candidat à 5% et ceux qui seront plus établis, et qui doivent être reconduits à tout prix ». De même une membre du bureau politique des jeunes nie le caractère idéologique des oppositions avec l'UMP : « non, 'y a pas de différences : c'est juste des questions de pouvoir ».

§2 L'ALLEMAGNE.

Le cas allemand permet de comparer les électorats de la *neue Mitte* et ceux de la *Mitte*. Comme nous le soulignons dans le titre précédent, la question qui se pose est celle d'un glissement à gauche de la compétition partisane. La *neue Mitte* cristallise-t-elle un certain type de votes ou n'est-elle qu'une illusion sociologique ? N'est-elle que le regroupement incertain d'électeurs volatiles ?

En 1998, le SPD arrive au pouvoir après presque 20 ans d'absence. Rénové sous l'égide de G.Schröder en un parti moderne, le SPD se veut incarner le nouveau centre face à aux « vieux » démocrates-chrétiens. D'un point de vue sociologique, le SPD aurait-il changé d'électorat ?

1. Les lignes de clivages en 1998.

Le système allemand fut longtemps caractérisé par une grande stabilité des comportements électoraux du moins pour la partie occidentale de la République. En 1995 D. Roth et T. Emmert écrivaient :

«malgré une volatilité électorale croissante [□] la théorie des clivages sociaux de Stein Rokkan et Seymour Martin Lipset [□] a comme auparavant une valeur explicative autonome dans l'explication des préférences partisanes individuelles »³⁶.

Selon ce modèle, le SPD a ses bases électorales au sein des travailleurs, tandis que la CDU/CSU serait le parti des catholiques. En 1998, il n'y a pas de modifications majeures de ces lignes de clivages. Ainsi, aux élections législatives, le SPD obtient à l'ouest 53% des suffrages de la classe ouvrière et à l'est, 39%. Le PDS n'obtient, en Allemagne de l'est, que 25% des suffrages ouvriers (ce qui le place en seconde position juste avant la CDU avec 24% des voix ouvrières). A l'ouest, le clivage entre le SPD et la CDU s'est même creusé : en 1976, le SPD avait 15 point d'avance sur la CDU, en 1987 ce sont 16 points, en 1994, 15 points et en 1998, 21 points. Les différences sont d'autant plus marquées que les travailleurs sont syndiqués. Le SPD reçoit 66% des suffrages des travailleurs syndiqués, la CDU 19%. Comme le conclut le groupe de Mannheim :

³⁶ M. Jung, D. Roth, T. Emmert. „das Ende einer Ära – Die Bundestagswahl vom 27. September 1998“ p. 17-56 in: *Wahlen und Wähler. Analysen aus Anlass der Bundestagswahl 1998/H-D.* Klingemann, M.Kaase (Hrsg.), Wiesbaden: Westdeutscher Verl, 2001 (Otto-Stammer-Zentrum Bd. 90). „Trotz zunehmender Volatilität, [...], dass die von Stein Rokkan zusammen mit Seymour Martin Lipset generierte Theorie sozialstrukturell verankert Konfliktlinien als Determinanten des Wahlverhaltens nach wie vor einen eigenständigen Beitrag zur Erklärung der individuellen Parteipräferenz in Deutschland leisten kann“ cit. p. 37. Sauf mention contraire, les chiffres cités pour les élections de 1998 proviennent de ces auteurs.

« Si l'on considère le vote des travailleurs, on ne peut donc en aucune façon parler d'un déclin des lignes de conflits en Allemagne et de ses éventuelles conséquences sur les comportements électoraux. Au contraire aux élections législatives de 1998, les préférences politiques des travailleurs sont de nouveau aussi clivantes qu'elles l'étaient il y a 20 ans »³⁷

En ce qui concerne le clivage religieux, les changements sont aussi relativement peu significatifs. Les catholiques votent en majorité pour la CDU qui obtient 47% de leurs suffrages – à l'ouest. Le SPD n'en recueille que 36% (à l'ouest). A l'est, on retrouve les mêmes proportions : 46% des catholiques votent pour la CDU, 28% pour le SPD (et 8% pour le PDS). Les corrélations sont plus fortes si l'on ne s'intéresse qu'aux catholiques pratiquants. Dans les régions occidentales de l'Allemagne, ce groupe soutient à 70% la CDU/CSU et à 20% le SPD. Chez les pratiquants occasionnels, les préférences partisanes diffèrent dans une moindre proportion : 50% pour la CDU et 36% pour le SPD. Enfin, chez les non-pratiquants, le SPD reprend l'avantage avec un soutien de 43% contre 35% pour la CDU³⁸. La graduation du vote pour les partis conservateurs selon le degré d'intégration dans l'Eglise (mesurée par la pratique paroissiale) n'est donc pas remise en cause³⁹. On observe une très grande stabilité – 1998 inclus, du clivage religieux⁴⁰.

Quant aux protestants, ils soutiennent en majorité le SPD. Ceci dit, la distinction est moins nette que pour les catholiques. Le SPD obtient à l'ouest 48 % des suffrages protestants, et 37% à l'est. La CDU, respectivement 32% et 37%. A l'ouest, le SPD obtient en 1987, 46% des suffrages protestants, en 1990 41%, en 1994 44%. La CDU, respectivement : 34%, 39% et 37%.

Au regard des clivages sociaux et religieux, 1998 ne marque pas de changements dans les alignements électoraux⁴¹. Mais, si les corrélations perdurent les groupes disparaissent, réduisant par là-même la capacité prédictive du modèle. Les évolutions sont connues : en 1950 en Allemagne de l'ouest, les ouvriers représentaient 51% de la population active, ils ne sont plus que 33% en 1998. En début de période, 28,3% de la population active appartenait à la classe moyenne traditionnelle (indépendants, artisans, commerçants), ils ne sont plus que 11,7% en 1998. Dans le même laps de temps, la part des employés et fonctionnaires est passée de 20,6% à

³⁷ Id. „zumindest im Hinblick auf das Wahlverhalten der Arbeiterschaft, also keineswegs von einer Auflösung der dominierenden Konfliktstrukturen in Deutschland mit den entsprechenden Auswirkungen für das Wahlverhalten gesprochen werden, im Gegenteil, bei der Bundestagswahl 1998 sind die parteipolitischen Präferenzen der Arbeiterschaft so trennscharf wie schon seit mehr 20 Jahren nicht mehr“ (p. 38)

³⁸ Ces chiffres de 1998 sont valables pour l'Allemagne de l'ouest. La population catholique en Allemagne de l'est ne représentant que 8% de la population totale, la différenciation des pratiques conduit à distinguer des groupes de population de trop faible importance.

³⁹ Même si à l'est, la CDU a enregistré des pertes chez les catholiques : en 1994, elle obtenait encore 69% des suffrages de ce groupe de population.

⁴⁰ En 1997, l'union obtient 70% des suffrages des catholiques pratiquants, en 1990 78% (pour les régions de l'ouest), en 1994 74% et en 1998 70%. Respectivement, le SPD obtient : 19%, 12%, 14% et enfin, 20%. L'ensemble des chiffres utilisés provient du Groupe de Mannheim.

⁴¹ Nous n'avons pas isolé l'Allemagne de l'est. Nous poserons explicitement la question de la pertinence des clivages sociaux dans cette région lors de la présentation de la géographie électorale.

55,3%. Ce qu'il est désormais convenu d'appeler la nouvelle classe moyenne représente donc aujourd'hui le groupe social le plus important⁴². Peut-elle être caractérisée par un comportement électoral homogène et durable ?

Les comportements électoraux des employés et des fonctionnaires sont relativement volatiles. Ainsi, en 1976, l'Union a une avance de 7 points sur le SPD, alors qu'en 1980 les deux partis sont à égalité. En 1983, le SPD est devancé par la CDU de 19 points. En 1994, la CDU a une légère avance sur le SPD. En 1998, l'écart est de 7 points en faveur du SPD⁴³. Au vu de ces évolutions, il semble que « les changements dans les résultats électoraux viennent en premier lieu des préférences au sein de la nouvelle classe moyenne » (Emmert et al., 1998 : 65). Le SPD devrait sa victoire en 1998 aux suffrages des employés et des fonctionnaires. Victoire à la Pyrrhus puisque ces suffrages ne sont pas stables.

Cependant, si on isole le groupe des employés syndiqués par rapport aux non syndiqués, des régularités dans les comportements électoraux apparaissent. En ce qui concerne la région allemande occidentale, le SPD obtient 58% des voix des employés syndiqués, la CDU 21%. Chez les non-syndiqués, le SPD perd son avance et obtient 41% des voix contre 37% pour la CDU. Ces résultats sont peu surprenants dans la mesure où l'appartenance syndicale des employés est un indicateur de leur intégration au monde ouvrier⁴⁴. Ils viennent souligner la permanence de la corrélation du vote ouvrier et du choix du SPD⁴⁵. Cependant il faut signaler qu'à l'est, les chiffres sont moins éloquents : le SPD ne recueillent que 38% des employés syndiqués⁴⁶.

2. La volatilité des nouveaux électeurs du SPD : Les électeurs mobiles ou l'influence du court terme⁴⁷.

Le SPD n'a pu gagner l'élection de 1998 que parce qu'il ne mobilisa pas que son électorat traditionnel. Il lui a fallu aussi convaincre les électeurs de réviser leurs votes antérieurs (ce qui inclus aussi le passage de l'abstention au vote). Quelles ont été les motivations des électeurs qui ont choisi, contrairement à 1994, de voter pour le

⁴² « Groupe social » est un terme impropre à partir du moment où les regroupements de professions se font sur des critères objectifs de proximité de revenus et de position dans la division de travail. Si ces catégorisations sont à disposition des stratégies de mobilisation et des entrepreneurs collectifs, elles ne reflètent pas nécessairement une réalité sociale vécue.

⁴³ Pour ce qui est du comportement électoral de la classe moyenne, il faut prendre en considération les Verts qui recueillent traditionnellement les suffrages de la nouvelle classe moyenne et le FDP qui a un avantage électoral chez les anciennes classes moyennes.

⁴⁴ D'autant que de manière subjective, les employés syndicaux se rangent dans leur majorité dans la classe ouvrière.

⁴⁵ Restent donc les autres électeurs de la dite nouvelle classe moyenne : les employés et les fonctionnaires non syndiqués. Ceux-ci ne se rangent pas du côté ouvrier : se sont-ils pourtant ralliés à la gauche ?

⁴⁶ Sur une base de 41% des suffrages de l'ensemble de la population syndiqués. Dans cette même population à l'ouest, le SPD recueille 60% des suffrages.

⁴⁷ La mobilité partisane peut prendre différentes formes : la mobilité inter-partisane correspond à une mobilité entre des partis qui appartiennent à des blocs politiques différents, la mobilité intra-partisane a lieu entre deux partis d'un même bloc partisan et la mobilité extra-partisane touche les mobilités vers des partis extra-parlementaires.

SPD ? Nous nous appuyerons sur l'analyse des électeurs volatiles de 1998 (par rapport à 1994) réalisée par H. Schoen et J. W Falter⁴⁸. Trois résultats majeurs ressortent de leur analyse : premièrement, les mobiles sont ceux qui, selon la théorie des clivages sociaux, auraient dû être stables dans leurs comportements électoraux ; deuxièmement : ceux qui auraient dû être mobiles (les nouvelles classes moyennes, les désaffiliés) ne le sont pas plus que les autres et, troisièmement : l'identification partisane est une variable explicative faible de la stabilité électorale.

Tout d'abord, les analyses en termes de clivages sociaux ont une faible valeur explicative : ce ne sont pas nécessairement les plus ancrés dans des clivages sociaux qui sont les moins mobiles. Ainsi, les indépendants et les agriculteurs sont tout aussi mobiles que la nouvelle classe moyenne. De même, les travailleurs ne sont pas plus conséquents dans leur comportement électoral que les employés et les fonctionnaires. Dans les régions orientales, on peut observer chez les travailleurs une tendance à une mobilité extra-partisane (vers des partis extra-parlementaires notamment le PDS) tandis qu'à l'ouest, le même groupe social tend à une mobilité inter-partisane (entre des partis appartenant à des blocs politiques différents). Mais celle-ci ne va pas tant du gouvernement (CDU) vers l'opposition (SPD) que de l'opposition vers le gouvernement (soit du SPD vers les partis de l'Union). L'appartenance à un syndicat n'est pas de même une immunisation contre la mobilité électorale. Au mieux limite-t-elle, à l'est, la mobilité extra-partisane. Du côté du clivage religieux, l'appartenance à une confession n'est paradoxalement pas un frein à la mobilité inter-partisane. Et même à l'est, il semble qu'elle a favorisé le retournement du vote en faveur des sociaux-démocrates (H. Schoen et J. W Falter , 1998 : 74). Ce phénomène peut être interprété comme un vote de méfiance des chrétiens contre leurs organisations représentatives classiques⁴⁹.

Par ailleurs, les groupes soumis à des pressions croisées liées à des appartenances sociales multiples (les employés et les fonctionnaires) n'ont pas plus un comportement électoral volatile. Selon les auteurs, « ce résultat justifie l'hésitation des partis politiques, à faire des électeurs volatiles des groupes sociaux déterminés et [il justifie] la décision du SPD d'utiliser la catégorie du « *Neue Mitte* » plus comme une nébuleuse sémantique vague que comme une catégorie claire » (H. Schoen et J. W Falter 1998 : 84).

Enfin, dernier résultat de l'analyse des électeurs mobiles : comparé au modèle des clivages sociaux, le modèle de Michigan explique mieux la mobilité inter-partisane. Une identification partisane forte n'empêche pas des phénomènes de mobilité

⁴⁸ Harald Schoen/Jürgen W. Walter « it's time for a change! – Wechselwähler bei der Bundestagswahl 1998 » p. 59-85 in: *Wahlen und Wähler. Analysen aus Anlass der Bundestagswahl 1998*/H-D.Klingemann, M.Kaase (Hrsg.), Wiesbaden: Westdeutscher Verl, 2001 (Otto-Stammer-Zentrum Bd. 90).

⁴⁹ Voir aussi *infra* sur le vote jeune contre les partis établis en 1998.

partisane. Cela confirme la thèse que l'élection de 1998 s'est jouée sur les candidats et les enjeux de la campagne. Entre ces deux variables (enjeux et candidats), cette élection de 1998 souligne que les retournements électoraux sont plus déterminés par des votes sur des personnes que sur des enjeux, avec en Allemagne de l'est une tendance plus marquée à un vote sur enjeu. Mais, des différenciations s'imposent selon la forme des mobilités partisanes. Pour les mobilités intra-partisanes, elles restent, à l'ouest, indépendantes de l'affinité partisane. Au contraire à l'est, l'identité partisane, si elle entre en contradiction avec l'évaluation des compétences des candidats, reste déterminante. Alors qu'on aurait pu penser qu'une évaluation positive d'un candidat proche du parti préféré favoriserait un déplacement du vote, l'identité partisane, et ce malgré l'évaluation positive des candidats concurrents, freine le plus souvent une mobilité intra-partisane. Ce résultat contre-intuitif souligne que les conflits entre valeurs politiques et identités politiques sont le plus souvent la manifestation d'une mobilité partisane, non leur cause.

En ce qui concerne les mobilités inter-partisanes, les trajectoires de la coalition verte-rouge vers la jaune-noire est plus le fait d'une sympathie pour le candidat qu'une évaluation positive de ses compétences, du moins pour ce qui est de l'Allemagne de l'est. En Allemagne de l'ouest, c'est l'inverse. Quant au trajet en sens inverse du FDP/CDU/CSU au SPD/Verts, la variable candidat explique le mieux, tant à l'est qu'à l'ouest, les changements des votes entre 1998 et 1994⁵⁰. Dans tous les cas, l'alternance de 1998 a été l'intronisation d'une nouvelle équipe politique. Les auteurs concluent que les facteurs de court terme ont eu un rôle indéniable dans la victoire de la social-démocratie⁵¹. Il n'est donc pas besoin de supposer ni l'émergence d'un nouvel électeur ou d'un nouveau groupe social, ni le glissement à gauche de la compétition partisane pour expliquer le succès du SPD en 1998.

Les auteurs admettent que « l'on peut approuver [□] ceux qui derrière le renversement de la coalition noire-jaune par une alliance rouge-verte voient moins le souhait des électeurs à un changement fondamental de politique qu'une aspiration primaire à un changement de personnel politique »⁵². Par conséquent, les électeurs du centre de la CDU n'ont pas effectué un virage à gauche en votant pour le SPD. Au contraire, on posera l'hypothèse qu'ils ont, ainsi, exprimé des doutes quant à la

⁵⁰ Mais la perception du candidat est interdépendante de son image, de ses compétences (nouveau gouvernement, nouvelle génération, nouvelle équipe). En ce sens, il est très difficile d'isoler la variable compétence du candidat et la perception générale du candidat.

⁵¹ Certains politologues ont analysé précisément l'effet de la campagne électorale sur le vote en faveur du SPD cf. Rüdiger Schmitt-Beck, « Ein Sieg der 'Kampa'? Politische Symbolik der Wahlkampagne der SPD und ihre Resonanz in der Wählerschaft? » p. 133-159 in: *Wahlen und Wähler. Analysen aus Anlass der Bundestagswahl 1998*/H-D.Klingemann, M.Kaase (Hrsg.), Wiesbaden: Westdeutscher Verl, 2001 (Otto-Stammer-Zentrum Bd. 90).

⁵² „Deshalb darf man [...] jenen beipflichten, die hinter der Ablösung der schwarz-gelben Koalition durch ein rot-grünes Bündnis weniger den Wählerwunsch nach einem fundamentalen Politikwechsel als vielmehr primär das Verlangen nach einem Personalrevirement“, H.Schoeld, J.W.Falter, 2001: 84.

capacité de gouvernement d'une CDU vieillie.

3. Les changements en 2002 : les électorats traditionnels – les travailleurs et les catholiques.

En 2002, le SPD enregistre une perte de 8 points chez les travailleurs de l'ouest et un léger gain à l'est. L'Union au contraire, gagne, sur tout le territoire, 8 points. L'écart entre la CDU et le SPD en 1998 était de 18 points, il passe en 2002 à 7. Le SPD perd 5 points de soutien des travailleurs syndiqués. A l'ouest, l'écart avec la CDU de 48 points en 1998 se réduit à 27 en 2002. Chez les travailleurs non syndiqués, la CDU est en tête à l'ouest. Chez les employés, les changements sont moins importants, du moins si l'on considère la population non syndiquée. Celle-ci vote de façon égale pour la CDU ou le SPD. Par contre, chez les employés syndiqués le SPD améliore son score de trois points. Les syndicats constituent-ils encore le réservoir électoral du SPD ? De manière générale, 59,7 % des personnes syndiquées votent pour le SPD ou les Verts (soit 12,6 points de plus que la moyenne). De même, quelle que soit l'érosion des clientèles traditionnelles des partis, le SPD reste le parti le plus « ouvrier », et ce à l'est comme à l'ouest. En 1976, le SPD recueillait 35% des voix des travailleurs, en 2002, 34%. Cependant, ce tableau est radicalement différent si l'on considère la part des ouvriers dans l'électorat du SPD. En 1976, les ouvriers syndiqués constituaient encore 25% des troupes du SPD, aujourd'hui il n'en représente que 10%. Les sociaux-démocrates restent donc le parti privilégié de la classe ouvrière □ mais non plus d'elle seule⁵³.

La même analyse peut s'appliquer au groupe des catholiques et protestants. En 2002, la CDU garde sa clientèle chez les catholiques pratiquants (73%). Mais, ces derniers, qui furent le noyau électoral de la CDU, passe de 37% de l'électorat de l'Union à 11%. Le SPD y est sous représenté avec 16% (soit une perte de 4 points par rapport à 1998). Par contre, pour les catholiques non pratiquants qui avaient voté dans leur majorité pour le SPD en 1998, les proportions s'inversent : 44% votent pour la CDU/CSU, 37% pour le SPD. Leur vote semble moins systématique. Si l'on compare sur l'ensemble de la période la part des catholiques qui votent pour la CDU/CSU passe de 64% en 1976 à 44% en 2002.

La question d'un nouvel électorat ne se pose donc pas tant en termes de nouvelles classes d'électeurs (notamment les classes moyennes), mais en termes d'agrégation des différentes catégories sociales au sein des partis ; l'évolution de la composition sociologique des partis soulignant la diversification de leurs profils

⁵³ A l'élection de 2005, le PDS/die Linke est le deuxième parti des ouvriers en Allemagne orientale, avant le SPD et après la CDU.

électorales. L'enjeu est donc celui de la construction de catégories transcendantes comme les catholiques, les femmes ou les jeunes par exemple pour permettre de lier entre elles des catégories plus ou moins conscientes d'elles-mêmes, plus ou moins proches, plus ou moins constituées. On peut dès lors assister à une instrumentalisation de catégories transcendantes, notamment celle du genre, dans la compétition politique

4. Les nouveaux électeurs : les femmes et les jeunes.⁵⁴

En 2002, l'écart de vote féminin est de quatre points entre la CDU et le SPD en faveur du SPD. Alors qu'en 1998, les comportements électoraux des hommes et des femmes ne se différençaient pas. En d'autres termes, ce sont les femmes qui sont restées fidèles au SPD en 2002 et les hommes qui l'ont quitté (-5 points pour le SPD et +6 points pour la CDU). 41% des femmes ont voté pour le SPD contre seulement 36% des hommes. A l'inverse 37% de la gent féminine donne sa voix à la CDU, contre 40% pour les hommes.

Contrairement aux années 1950 où les femmes plébiscitaient dans leur majorité la CDU/CSU, l'Union a aujourd'hui un électoral essentiellement masculin. L'électorat du SPD est composé à 52% de femmes et 48% d'hommes. De même chez les Verts, la part féminine est majoritaire (55% de femmes, 45% d'hommes). Une telle différenciation des votes selon le sexe n'avait pas eu lieu depuis 1972.

Le parallèle avec 1972 est révélateur : pour la première fois, les femmes votent dans leur majorité pour les sociaux-démocrates. Depuis, la répartition des votes féminins entre les partis restait équilibrée.

Avec l'arrivée des Verts en 1983 sur la scène parlementaire, les comportements électoraux des hommes et des femmes se distinguent de nouveau : les jeunes femmes ont tendance à voter plus pour des partis de gauche que les jeunes hommes. Les femmes actives avec une formation supérieure votent plus souvent pour les Verts. Cette tendance est cependant nivelée par le vote des femmes plus âgées qui préfèrent les partis conservateurs. En 2002, une minorité non négligeable des femmes de plus de 60 ans portent leur suffrage sur le SPD (l'avance de la CDU dans ce groupe passe de 9 points à 3). En 1998, on avait déjà observé ce phénomène dans le groupe d'âge précédent. Les années 1998 et 2002 sonnent le glas de la domination conservatrice dans l'électorat féminin plus âgé⁵⁵. L'érosion des milieux catholiques (dominés par les femmes), l'augmentation du niveau d'études (et notamment pour les femmes), les mouvements de libération féminine, l'exercice d'une activité

⁵⁴ Les chiffres sont issus, sauf mention contraire, de *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B.49-50/2002.

⁵⁵ En 2005, le vote de ces catégories de femmes est de nouveau plus favorable à la CDU/CSU. Faut-il y voir un facteur « Merkel » ?

professionnelle sont autant d'éléments qui ont joué dans le sens d'un décrochage du vote féminin des partis conservateurs.

Les facteurs de court terme ont aussi joué un rôle important dans le vote féminin de 2002 : les thèmes d'égalité sociale, d'environnement, de paix, d'éducation, sont des thèmes plus « féminins ». Pour ceux-ci, le SPD est accrédité d'une compétence supérieure aux partis de l'Union. Les hommes, au contraire, auraient tendance à voter selon des considérations économiques. Dans ce domaine, l'Union serait reconnue comme plus compétente. Là encore, le parallèle vaut avec 1972, où ce sont surtout les thèmes tels que l'*Ostpolitik*, la détente, la réforme de l'éducation qui furent abordés dans la campagne électorale. L'élection de 1972 est une élection de changement social pour lequel les femmes s'engagent. L'année 2002 marque-t-elle aussi le projet d'une « nouvelle société » : celle de la « *Solidargesellschaft* » (société de solidarité) contre celle de la « *Leistung-Gesellschaft* » (société de performance) ? Cette opposition (si ce n'est réelle du moins présentée comme telle par les partis politiques) recoupe partiellement la répartition hommes – femmes : ainsi six femmes sur dix se prononce en faveur d'une société solidaire, et seulement quatre hommes sur dix⁵⁶.

Ainsi, en 2002, il semble que la compétition politique s'organise (ou tente d'être organisée) comme une opposition entre une société de mérite et une société de solidarité. Cette polarisation joue en faveur du SPD comme en 1972. L'enjeu pour la CDU est de verrouiller l'association solidarité = ouverture (tolérance). La CDU doit conserver le monopole de la solidarité définie non pas comme un type de société, mais comme une organisation sociale de la méritocratie. Selon le modèle de l'économie sociale de marché, la solidarité est un mode de régulation d'un régime qui rétribue chacun selon ses mérites. L'introduction de mécanismes correcteurs des inégalités n'est que la condition de la durabilité du système. A l'inverse, le SPD tente de conquérir la notion de solidarité comme un idéal entier (non pas comme une méthode) dont la mise en place reste à inventer. La lutte est symbolique sur l'appropriation de la notion de « solidarité ». Cette lutte n'est pas celle des hommes contre les femmes, même si, en de rares moments (1972, 2002), elle s'en rapproche.

⁵⁶ Une hypothèse alternative pour expliquer la désertion par les femmes de la CDU et le crédit que cette dernière a au niveau des hommes serait celle du renouveau idéologique de la CDU en 1983. Avec le vent de néo-conservatisme thatchérien et réganien qui souffle, la CDU prendrait ses distances avec ses valeurs chrétiennes traditionnelles. Elle attirerait par là des hommes (du FDP) peu enclins au traditionalisme et beaucoup plus motivés par une société de mérite et de concurrence. A l'inverse, un tel parti plus « libéral dur » serait déserté par les femmes (il n'est besoin que de voir par exemple la place infime des femmes dans un parti ultra-libéral tel que le FDP). Les recompositions entre les sexes sont cependant plus complexes que la simple tradition-femmes/compétition-hommes. En effet, l'arrivée d'Angela Merkel à la tête de la CDU marque un renouveau du néo-conservatisme libéral contre certains barons politiques masculins qui restent attachés aux traditions et qui freinent ces évolutions. (F.Mertz, E.Stoiber qui composent l'aile la plus conservatrice de la CDU/CSU).

Les élections de 2002 sont caractérisées par un vote féminin homogène et par la politisation et l'instrumentalisation du genre comme variable du vote. W. Hartenstein et Rita Müller-Hilmer⁵⁷ appuient cette hypothèse par les résultats aux élections régionales qui précèdent l'élection législative de 2002. Heide Simonis doit sa ré-élection dans le Schleswig-Holstein aux femmes. En Bade-Wurtemberg (2001), Ute Vogt réalise un score important tout particulièrement chez les femmes de 35 à 44 ans. Le comportement électoral des femmes fut donc un facteur déterminant pour les recompositions partisans.

En ce qui concerne le vote des jeunes, entre 1998 et 2002, le SPD ne perd pas tant de voix dans cette tranche d'âge que chez les 30-59 ans. Au contraire, l'Union gagne le plus de voix dans ce dernier groupe. Sa composition par âge n'en est pas pour autant modifiée : plus on s'avance dans les pyramides des âges, plus elle gagne en suffrages. A l'est, les changements sont plus massifs : le SPD améliore de 11 points son score chez les moins de 30 ans (et le PDS chute de 10 points dans ce même groupe) et de 12 points chez les femmes de plus de 60 ans (-10 points pour la CDU).

Par contre, aux élections de 1994, la coalition rouge-verte avait fait ses meilleurs résultats chez les jeunes électeurs : ces derniers représentaient 48,8 % de l'électorat total contre 43,7 pour les autres groupes d'âge. Mais en 1998, les pourcentages sont respectivement 45,8% et 47,6%. Ce sont le PDS et le FDP qui profitent essentiellement du vote des plus jeunes. Ceci pourrait signaler une certaine aliénation (*Entfremdung*) des jeunes par rapport au système.

1998 furent-elles des élections contre le système de partis établis comme l'entendent W.Hartenstein et Rita Müller-Hilmer ? Dans tous les cas, en 2002 les différences se nivellent : le SPD a stoppé la tendance à la perte de ses jeunes électeurs et si les différences de vote des jeunes pour les deux grands partis subsistent, elles sont beaucoup moins importantes qu'il y a 20 ans. Du côté des Verts, le processus d'« engrissement » (*ergrauen*) se poursuit et ils perdent leur bonus chez les jeunes électeurs. Enfin, les partis « extra-gouvernementaux », le PDS notamment, ont perdu leur avantage dans la jeune génération.

En 1972, la tranche d'âge des 18-24 ans avait voté à presque 55% pour W.Brandt et le SPD, soit 8,3 points de plus que l'électorat en général⁵⁸. La CDU avait à la même date un malus de 9,3 points dans cette population⁵⁹. Le SPD avait presque 20

⁵⁷ W.Hartenstein, R.Müller-Hilmer, „Die Bundestagswahl 2002: Neue Themen – Neue Allianzen“, *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B.49-50/2002,., Dez. 2002, p. 18-26.

⁵⁸ Source : *Ibid.* : p. 24.

⁵⁹ Pour qualifier l'avantage d'un parti dans la population des 18-24 ans par rapport à l'ensemble de l'électorat nous utilisons le terme de bonus, à l'inverse pour parler d'un désavantage celui de malus.

points d'avance sur la CDU. Entre 1983 et 1990 par contre, un certain alignement du vote des jeunes électeurs sur l'ensemble de l'électorat est notable. Même si dans les années 1980, le potentiel de jeunesse est essentiellement monopolisé par les Verts.

Le vote en 2002 est quasi exceptionnel pour sa « normalité ». Les différences entre les partis (excepté pour le FDP) en ce qui concerne le vote jeune sont plus faibles que celles observées en 1994 et 1998. Le tableau suivant présente les évolutions du vote jeunes depuis 1994.

Tabl. 44 Les différences de suffrages ente les jeunes et le reste des électeurs*

	1994	1998	2002
SPD	- 1,8	-5,5	+0,2
CDU/CSU	- 8,2	-5,7	-6,3
Grüne (Verts)	+ 6,9	+3,7	+1,9
FDP	- 0,6	+à,3	+2,2
Reste	+ 3,7	+7,2	+2,0
SPD + Grüne	+ 5,1	- 1,8	+ 2,1
Union + FDP	- 8,8	- 5,4	- 4,1

* les différences sont exprimées en points de pourcentage.

Source: *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B 49-50/2002 : tabl. 5, p. 25. A partir des sondages à la sortie des urnes du groupe de Mannheim [Forschungsgruppe Wahlen] (1994) et de Infratest dimap (1998 et 2002)

Trois évolutions ressortent de ce tableau :

- La coalition rouge – verte est mieux représentée chez les jeunes que dans l'ensemble de l'électorat. Le SPD a stoppé la tendance à la perte de ses électeurs âgés de 18 à 24 ans (et ce notamment grâce au vote des régions de l'est).
- La distance des jeunes gens par rapport aux deux grands partis existent toujours mais est moins marquée qu'il y a vingt ans.
- Les Verts et les Libéraux perdent de façon dramatique leur bonus – jeune.
- Les oppositions extra-parlementaires (le PDS inclus) ont perdu de leur résonance auprès des jeunes.

Le vote des jeunes semble être devenu plus « conformiste ». L'étude de Shell (*Shell – Studie*) conclue à un « nouveau comportement pragmatiste » chez les jeunes, c'est-à-dire à l'accentuation de l'importance des valeurs de performance, de sécurité et de pouvoir ainsi qu'à une grande conformité avec le vote parental.⁶⁰ La spécificité d'un

⁶⁰ Cité in: *Aus Politik und Zeitgeschichte* B 49-50/2002 : p. 25.

vote des jeunes ne s'observe que dans certaines situations politiques, notamment dans une période de changement social et de contestation.

Ainsi, les femmes et les jeunes correspondent à de nouveaux clivages qui sont mobilisés selon les opportunités de la conjoncture politique et de compétition partisane. Ces opportunités sont de deux niveaux : soit elles relèvent d'un climat de changement social, soit elles correspondent à une évolution de l'offre et des stratégies partisanes. Contrairement aux clivages sociaux qui sont toujours d'actualité, ces deux clivages surgissent épisodiquement plus qu'ils ne subsistent. Ils correspondent à des éléments de moyen terme, hors du long terme (alignement progressif) ou de court terme (enjeux et candidat). Ce sont des éléments disponibles à la compétition partisane mais non nécessairement actualisés. Le SPD peut profiter de leurs suffrages si la compétition partisane favorise leur réactualisation. En ce sens, il ne s'agit pas tant de nouveaux électeurs que d'une multiplication des groupes sociaux dont l'identification est théoriquement mobilisable. Qu'en est-il à la CDU ? Observe-t-on un phénomène de complexification des groupes mobilisables ?

5. Les nouveaux militants de la CDU.

Le choc de l'échec aux élections de 1998 a poussé la CDU à élargir ses bases militantes⁶¹. Les militants revendiquent une plus grande ouverture du système qui leur permettent d'être des acteurs véritables des processus décisionnels (« *Mitbestimmung* »)⁶². Il émerge ainsi un nouveau type de militants actifs dont les motivations ne sont plus tant sociables ou conviviales (« *gesellig* »), mais politiques (« *politikorientiert* »). Ce groupe est plus critique vis-à-vis des décisions du parti. Néanmoins, l'engagement dans ce que l'on a appelé les « nouveaux mouvements sociaux » reste rare ; même si les moyens dit non conventionnels semblent acceptés : deux tiers des membres de l'Union se disent prêts à participer à ces mouvements. Ils sont d'autant plus reconnus que les militants sont jeunes. Il semble, donc, qu'il reste là un potentiel mobilisateur non utilisé par l'Union.

De manière générale, l'adhésion est le plus souvent liée à une forte conscience d'un devoir citoyen et à la volonté de pouvoir agir et modeler l'action politique⁶³. Il est significatif que l'on ne retrouve, dans les discours partisans, ni d'accent élitiste, ni de référence à la raison. La CDU est vécue comme un parti compétent, apte à gouverner,

⁶¹ La CDU a longtemps été déséquilibrée entre un électorat large et une base militante réduite. Au congrès du parti en 1998, la question des droits de vote des adhérents et de l'ouverture à des non membres a été posée. Voir H-J. Veen. « Die CDU nach den Wahlen 1998-1999 ». *Die Politische Meinung*, (363), fév. 2002, p. 11-19.

⁶² K. Preschle, directeur stratégique de la CDU 1997 à 2001, déplore, ainsi, que les choix partisans se fassent désormais plus selon des considérations médiatiques de bonne présentation que sur une analyse des programmes politiques. Entretien avec K. Preschle, Berlin : mai 2002.

⁶³ Aux élections régionales de 1998, l'Union a, ainsi, profité du fait que sa base garde une forte conscience de son devoir électoral et s'est très bien mobilisée.

on pourrait même aller jusqu'à dire conscient de ses faiblesses⁶⁴. Le choix de la CDU est, pour la plus grande majorité, lié au contenu politique ou programmatique du parti (79% des adhérents cite comme motifs d'adhésion le fait que la CDU soit la seule « patrie politique » possible)⁶⁵. Le deuxième motif cité est le désir de participer aux décisions du parti. La dimension de sociabilité joue, par ailleurs, un rôle à côté de ces motivations « réfléchies » : 70% des interviewés soulignent qu'ils attendaient de leur adhésion de rencontrer des gens « compétents » [« *gut aufgehoben* »] et « gentils » [« *netten* »]⁶⁶. Ceci explique, en grande partie, que le recrutement partisan se fasse plus par contact personnel que par les publications officielles du parti.

L'engagement (actif ou passif) dans les structures partisans va souvent de pair avec une forte implication dans le milieu associatif: environ 54% de la population totale est membre d'une association contre 76% des membres de la CDU. L'engagement est le plus important dans les associations sportives, viennent, ensuite, les associations religieuses. L'engagement dans ces dernières est largement supérieur à la moyenne nationale. L'engagement syndical est relativement faible, et s'il existe, il est surtout en faveur des organisations patronales.

Quant à l'engagement actif, la moitié des adhérents se dit prête à prendre une part active dans la vie du parti ; proportion qui reste stable depuis les années 1970. Ce sont plus souvent des hommes, ainsi que des moins de 60 ans, et des fonctionnaires.

Il peut être étonnant que les thèmes comme la famille, les valeurs et les références chrétiennes apparaissent peu dans les positions des militants. Il faut y voir la préférence accordée à la vocation pragmatique du parti : il n'a pas tant vocation à dire ce qui doit être, qu'à faire le mieux qu'il soit possible.

Le fondement chrétien semble ainsi perdre de sa pertinence pour expliquer l'engagement militant. La mobilisation semble s'orienter, avant tout, vers l'action et l'efficacité. Si l'appartenance religieuse peut conduire à militer (six militants sur dix de la CDU voient la religion comme une valeur fondamentale de leur vie), ce n'est pas par rapport à une importance particulière accordée à l'Eglise ou à la religion, mais par rapport à des convictions personnelles. En ce sens, l'Eglise est reléguée au privé : la référence chrétienne donne une grille de lecture des phénomènes sociaux, la CDU traduit ces préoccupations en termes politiques⁶⁷. Tout se passe comme si les représentations n'étaient plus tant sous-tendues par des principes éthiques, que par

⁶⁴ On pourrait faire une distinction entre une conception optimiste de l'homme que l'on retrouverait sous-jacente au centre français et une autre, plus pessimiste, que l'on retrouverait à la CDU. Il s'agit d'un balancement entre faillibilité et perfectibilité humaine qui se fait en faveur de la seconde en France, et de la première en Allemagne.

⁶⁵ W. P. Bürklin, V. Neu, H. J. Veen, *Die Mitglieder der CDU*. Sankt Augustin : 1997, Konrad Adenauer Stiftung, Interne Studien Nr. 148/1997. 160 p.

⁶⁶ *Ibid.*: p. 47

⁶⁷ W. Dettling, « Rûchwârts in die Offensive ? Die CDU im Übergang, aber wohin und mit welchem Gepâck ? ». *Blätter für deutsche und internationale Politik*, mars 1999, p. 320-327.

une contrainte d'efficacité : à une orientation idéologique succède un pragmatisme certain⁶⁸.

Certes, le refus des intérêts particuliers reste prégnant dans la représentation de ce que doit être le politique. Cependant, cette volonté d'introduire une conscience de l'intérêt général n'est plus corrélée à une vision morale du politique. Il y a un changement paradigmatique dans les représentations du politique : « la chute d'une société libre vers l'égoïsme et la pensée de propriété ne peuvent être empêchées par des appels moraux »⁶⁹. La lutte contre les égoïsmes passe, ainsi aujourd'hui, plus par la mise en place de règles et de sanctions, que par l'affirmation de principes. Il s'agit d'une éthique institutionnelle : « L'Union n'est pas face au défi d'un nouveau débat de principes mais d'une discussion sur le projet d'un ordre social dont les règles rendraient personnel le lien entre les manières de se comporter et leurs conséquences »⁷⁰. C'est l'organisation du pouvoir qui doit permettre à chacun de prendre conscience de ses devoirs vis-à-vis de la communauté. Ce point différencie la CDU des partis démocrates-chrétiens français et polonais. Ces derniers se fondent sur l'idée d'une « révolution intime » de l'homme qui doit permettre de dépasser les intérêts particuliers (Chap. I). Au contraire, chez les démocrates-chrétiens allemands tout se passe comme si la conscience individuelle était reléguée au privé : seuls comptent les résultats effectifs du vivre ensemble. Cela peut paraître contradictoire avec l'affirmation forte d'une identité chrétienne, qui, a priori, se revendique d'une éthique du vivre-ensemble. En réalité, la transmission des valeurs chrétiennes ne semble pas être considérée comme relevant du politique, mais d'une autre institution : la famille (chap. V).

Les militants actuels de l'Union sont donc plus préoccupés d'efficacité et de participation active que l'ancienne garde chrétienne et éthique. Ils sont plus critiques et plus mobiles. En ce sens, on peut parler d'un certain renouvellement des bases sociales de l'Union.

⁶⁸ Les congrès nationaux de l'Union réaffirment, depuis les années 1990, leur attachement aux valeurs fondatrices du parti. Tentative d'afficher à l'extérieur une unité et une lisibilité mises à mal par l'effritement du consensus au sein du parti.

⁶⁹ W. Dettling, « *Der Arbsturz freier Gesellschaften in Egoismus Selbstsucht und Besitzstandsdenken ist durch moralische Appelle nicht zu verhindern* » 1999 : 325.

⁷⁰ « *Nicht eine neue Debatte über Prinzipien, sondern die Diskussion über den Entwurf einer Gesellschaftsordnung, deren Regeln den Zusammenhang von Verhaltensweisen und Handlungsfolgen persönlich machen, ist der Union als Herausforderung jetzt gestellt* » C. Böhr cité in W. Dettling 1999 : 326.

6. Bilan.

L'analyse des électeurs volatiles a souligné que si nouveaux électeurs du SPD il y a, ils ne sauraient être le signe de l'émergence d'un nouveau groupe social avec un comportement électoral aligné sur le SPD. La *neue Mitte* n'est pas associée à un groupe social traditionnel, selon la ligne : les ouvriers, à gauche, la nouvelle classe moyenne au centre, les catholiques à droite.

La nouveauté tient des résultats empiriques : les ouvriers sont ceux-là même qui sont passés de la CDU au SPD – ces voix comptant « double » puisqu'elles correspondent à la voix à une perte pour le premier et un gain pour le second⁷¹. En ce sens, on ne peut pas parler d'un glissement à gauche de la *Mitte*. Cette conclusion est, par ailleurs, cohérente avec l'émergence d'un nouveau type d'électeurs de l'Union plus critique. Ainsi, l'engouement pour la *neue Mitte* serait plus le signe d'un vote-enjeu, d'un vote-sanction, que celui d'un déplacement vers la gauche de l'électorat traditionnel de la *Mitte*. En outre, cette hypothèse est confirmée, tout d'abord, par les élections régionales de 1999 qui soulignent le faible enracinement et la forte volatilité de l'électorat de la *neue Mitte*, ensuite, par le départ d'O. Lafontaine, et enfin, par la crise identitaire du SPD : parti du libéralisme social ou du socialisme libéral.

⁷¹ Les élections ne se gagnent pas sans les ouvriers. On pourrait voir dans cette affirmation une simple reformulation de la thèse de la vacance : les partis peuvent converger au centre aussi longtemps que leurs électeurs ne les désertent pas pour d'autres partis extrêmes. En réalité, le facteur du vote ouvrier renvoie à la question de l'intégration des régions de l'Allemagne de l'est sans laquelle les élections ne peuvent se gagner. (cf. Chap. IV).

§3. LA POLOGNE.

Le cas polonais pose la question de la cristallisation des électorats. Il ne s'agit pourtant pas de définir une stabilité électorale que l'analyse électorale semble implicitement postulée. Nous souhaitons dégager des tendances électorales, c'est-à-dire des comportements électoraux et des motivations de vote de ceux qui, à différentes époques, votent pour l'UW. Y a-t-il un comportement homogène ? La PO reprend-elle, en partie, l'héritage de l'UW ? Marque-t-elle l'émergence de deux centres d'un nouveau ? Nous tracerons quelques lignes de réponses à ces questions en nous intéressant aux votes des formations issues de Solidarité (UW, PO, PiS et AWS) pendant les années 2000. Les élections de 2001 qui ont vu l'éclatement du système sont au cœur de notre analyse.

1. L'électorat centriste.

1.1 L'UW avant la scission.

Jusqu'aux élections présidentielles de 2000, le vote pour l'UW reste un vote jeune, même si l'UW est de plus en plus concurrencée par la SLD pour le vote des 18-24 ans. L'électorat de l'Union est diplômé du supérieur. A l'inverse, la population n'ayant qu'une formation scolaire équivalente au primaire ne vote que très peu pour l'UW : 7% en 1991, 7% en 1993, 4,4% en 1997 et 6,6% en 2000. Ces pourcentages contrastent avec les 20% en faveur du PSL. Dans la même perspective, l'UW recrute plus dans les milieux professionnels supérieurs. Le vote ouvrier est particulièrement faible (9% en 1991, 7% en 1993, 7,6% en 1997, 11,1% en 2000) et à l'inverse le vote « cols blancs » se dirige en priorité vers l'UW. A l'opposé, le PSL a un électorat à majorité paysanne et recrute très peu chez les chefs d'entreprise. Cette opposition PSL/UW est liée au contraste ville/campagne ; la population à fort capital scolaire se regroupant dans les villes à professions plus qualifiées⁷². L'électorat de l'UW est incontestablement un électorat urbain et même plus exactement de grandes villes. Le vote dans les villes de plus de 100.000 habitants reste aux alentours de 20% pour les différentes élections (20% en 1990, 18% en 1993, 18,4% en 1997).

La combinaison de ces éléments (niveau d'éducation, ville et occupation professionnelle) se retrouve dans la carte électorale du pays. Elle conserve une très grande stabilité. Le PSL domine dans les régions du centre et de l'est, c'est-à-dire là où l'UW est la plus faible. Cette dernière est bien implantée dans les grandes villes comme Varsovie, Lodz, Cracovie, Gdansk, Wroclaw et dans les régions occidentales.

⁷² Dans les zones rurales moins, de 2% des jeunes vont à l'université et moins de 20% ont une éducation primaire complète. « La Pologne protège ses terres », *La Croix*, Vendredi 4 janv. 2002 : p. 15.

Cette géographie électorale révèle l'importance du clivage urbain/rural dans la structuration du paysage politique polonais.

Quant aux motivations du vote, H. Tworzecki montre que si l'on s'intéresse aux motivations idéologiques du vote, les attitudes pro-réformistes sont le premier déterminant du vote pour l'UW⁷³. Cependant, en croisant cette variable avec le niveau d'éducation, une co-variable apparaît : l'attitude par rapport au gouvernement. Le soutien à l'UD ne viendrait donc pas tant d'attitudes pro-réformistes que d'une évaluation positive de ses leaders, elle-même dépendante d'un niveau scolaire élevé.

Ce résultat rejoint la conclusion d'A. Szczerbiak : « les motivations du vote pour l'UW seraient à rechercher dans la perception de la compétence et la modération de ses leaders »⁷⁴. Or, comme le souligne P. Piskorski, directeur de l'équipe de campagne de l'UW en 1997, « en positionnant ainsi l'UW comme attractive pour tous parce que capable de gouverner, cela dirige (effectivement) votre message vers une certaine partie de l'électorat »⁷⁵. Le choix de la mobilisation électorale ne différencie pas l'UW des autres partis politiques: l'Union se présente comme un parti de toutes les catégories sociales, et en appelle à un électorat d' « opinion » plus qu'à un électorat « naturel ».

Cependant, se dessine une volonté de se constituer un corps électoral autour de catégories distinctes (les intellectuels, urbains, la classe moyenne émergente, les milieux d'affaires, les jeunes □). L'UD cherche à les mobiliser autour d'une alliance pro-réformatrice. Ainsi, alors que les électors « cibles » sont le plus souvent définis par des critères plus idéologiques ou moraux, l'UW au contraire le fait sur des critères plus économiques et sociaux⁷⁶.

1.2 L'après 2001 : La PO, ou une nouvelle UW ?

La plate-forme est essentiellement choisie par les jeunes: 20% des 18 à 24 ans portent leur suffrage sur la PO aux élections législatives de 2001. Plus on s'élève dans la pyramide des âges, moins le parti attire les électeurs (seuls 9% des plus de 60 ans votent en faveur de la plate-forme). Elle fait ses meilleurs scores dans les grandes villes (et tout particulièrement dans le nord et le sud de la Pologne). Ses résultats sont proportionnels au nombre d'habitants : plus celui-ci s'élève, plus la PO améliore ses scores. La probabilité de voter pour la PO s'élève avec le niveau de diplôme. Quant à la répartition par sexe, il n'y a pas de différences marquées : 13% des hommes votent

⁷³ H. Tworzecki, *Parties and Politics in Post-Communist Poland*. Oxford: Westview press, 1996, 219 p.

⁷⁴ A. Szczerbiak, « Testing Party Model in East Central Europe: Local Party and Organisation in Post-Communist Poland ». *Party Politics*, oct. 1999 : p. 525-537.

⁷⁵ P. Piskorski cité in A. Szczerbiak, « Interest and Values : Polish Parties and their Electorates », *Europe -Asia Studies*, 51 (8), 1999 : p. 1418. "[...] In other words... positioning the UW as good for everybody because it governs well is (effectively) directing your message to a certain section of the electorate ».

⁷⁶ La SLD et le PSL, combinant les deux. Voir A. Szczerbiak 1999.

en faveur de la PO contre 14% des femmes.

Le tableau ci-après souligne que cette sociologie est très proche de celle de l'UW en 1997.

Tabl. 45 Résultats électoraux de l'UW en 1997 et de la PO en 2001 selon le sexe, l'âge ; la résidence, le niveau de diplôme et l'occupation professionnelle (en %)

Variables	Partis politiques	UW* (1997)	PO* (2001)
Résultats		13.37	12.68
Sexe :			
- homme		13	13
- femme		14.3	14
Age			
- 18-24		18.6	20
- 25-39		15.9	17
- 40-59		13.1	11
- + 60		8.2	9
Résidence			
- région rurale		6.7	9
- petite et moyenne ville (jusqu'à 50.000 hab.)			13
- moyenne ville (50.000 à 200.000°)		14.4	14
- grande ville (+ de 200.000 hab.)		18.4	18
Niveau de diplôme			
- primaire		4.4	7
- formation professionnelle		7.2	9
- Baccalauréat		13.4	14
- Formation universitaire		25.1	19
Activités			
- Manager		21.2	20.2**
- Entrepreneurs		19.2	13.1
- Paysan		2.5	2.3
- Ouvrier		7.6	11.1
- Retraité		7.5	15.7
- Etudiant		12.3	15.
- Chômeur		8.1	5.

* les résultats par occupation professionnelle correspondent aux scores d'Olechowski.

Source : OBOP, Gazeta Wyborcza, Konrad-Adenauer-Stiftung.

Les suffrages, quel que soit l'indicateur utilisé, se portent dans les mêmes proportions sur l'UW en 1997 et sur la PO en 2001. Ainsi, l'UW recueille 13% des suffrages féminins en 1997, de même que la PO en 2001, avec un résultat global sur l'ensemble du pays comparable (13,37% des suffrages exprimés pour l'UW et 12,68 % pour la PO). Les deux partis réalisent leurs meilleurs scores chez les plus jeunes et leur plus mauvais, chez les plus vieux. L'UW et la PO attirent peu les électeurs des régions rurales. Elles sont choisies toutes les deux par les managers et les entrepreneurs et obtiennent leur plus mauvais score chez les paysans. Quelques différences doivent être, néanmoins, relevées.

La Plate-forme fait un meilleur score chez les retraités (elle y réalise son deuxième meilleur score, alors que cette catégorie ne vient qu'en sixième position pour

l'UW). De même, la PO attire plus souvent des ouvriers que l'UW (la première obtient 11% des votes de cette catégorie contre 7,6% pour la seconde pour un résultat global comparable). Enfin, l'UW obtenait son deuxième meilleur résultat chez les entrepreneurs en 1997 alors, qu'en 2001, la PO y réalise seulement son quatrième score après les managers, les retraités et les étudiants ne sont plus que 13% pour la PO en 2001.

Excepté ces différences, le profil des électeurs de la PO et de l'UW est très proche. Cela confirme l'image d'une OPA réussie de la PO sur les électeurs de l'UW. Il semble bien que la PO ait repris l'héritage de l'UW. Ainsi, selon un sondage du PBS à la sortie des urnes, seulement 27% de ses électeurs de 1997 votent pour l'Union en 2001, tandis que 39% se décident pour la PO⁷⁷. La plupart des électeurs de la plate-forme proviennent des électeurs de l'UW en 1997 et, dans une moindre mesure, de l'AWS. 20% des électeurs de cette dernière en 1997 votent pour la PO en 2001, et 39% des électeurs de l'UW. La PO mobilise, par ailleurs, 18% d'électeurs qui n'avaient pas voté en 1997. Ainsi, le faible score de l'UW s'explique par un report de vote en faveur de la PO de ses électeurs de 1997.

Cependant, deux éléments doivent être soulignés. Si la majorité de ses électeurs se dirigent vers la plate-forme, une minorité non négligeable vote en faveur de l'opposition de l'époque (SLD-UP), environ 15%. Ensuite, aux élections européennes de 2004, le visage électoral de la PO s'est profondément modifié. Il a perdu sa proximité avec l'électorat de l'UW et se rapproche des électors contestataires et catholiques durs de type LPR. S'agit-il d'un élargissement des bases électorales de la plate-forme ou d'un simple glissement conservateur voire populiste ? Dans ce dernier cas, l'UW aurait la possibilité de réoccuper et de garder le créneau des classes moyennes privilégiées.

⁷⁷ Sondages *exit Poll* PBS in : *Demokracja Polska 1989-2003*/ Warszawa, Wydawnictwo Naukowe Scholar : 2003, p. 233.

Tabl. 46 Résultats de l'UW et de la PO selon l'âge, la résidence et le niveau de diplôme à l'élection européenne de 2004 (en %)

Variables	Partis politiques	UW (2004)	PO (2004)
Résultats		5	29
Age			
-	18-29	23	30
-	30-39	19	13
-	40-49	13	17
-	50-59	15	16
-	+ 60	30	25
Résidence			
-	région rurale	16	26
-	petite et moyenne ville (jusqu'à 20.000 hab.)	8	12
-	ville de 20.000 à 100.000 hab.	15	22
-	villes de 100.000 à 500.000 hab.°	25	24
-	grande ville (+ de 500.000 hab.)	36	16
Niveau de diplôme			
-	primaire	19	30
-	formation professionnelle	17	22
-	Baccalauréat	35	35
-	Formation universitaire	30	14

Source: sondage OBOP pour TVP publié in *Gazeta Wyborcza* 14.06.2004, réalisé par téléphone auprès d'un échantillon représentatif de 17.000 polonais.

Si l'on compare, tout d'abord, les suffrages obtenus par la PO en 2001 et en 2004 (tabl.45 et 46), on remarque que l'électorat de la PO s'est popularisé. En 2004, et ce contrairement à 2001, la PO réalise ses moins bons scores chez les plus diplômés et dans les grandes villes (elle obtient 14% des suffrages des premiers et 16% des voix dans les secondes). Elle obtient par ailleurs ses meilleurs résultats auprès des populations sans diplôme ou avec une formation équivalente au baccalauréat. Par ailleurs, elle récolte 26% des suffrages des populations rurales ce qui classe cette catégorie en tête. Dans les grandes villes, la PO obtient son avant-dernier plus mauvais score. Le profil électoral de la PO s'est donc ostensiblement modifié. Ces transformations vont de pair avec une tendance populiste plus marquée et un flou programmatique maintenu⁷⁸.

Si l'on compare les résultats obtenus par l'UW et la PO (tabl. 46), les différences se sont marquées. L'UW réussit à améliorer son score comparativement aux élections législatives de 2001. Elle récolte un peu plus de 7% des suffrages exprimés, ce qui lui permet de justifier encore de son existence politique. Elle réalise ses meilleurs scores dans les grandes villes et auprès des populations les plus diplômés. A Varsovie, elle obtient son meilleur résultat⁷⁹. A la veille des élections

⁷⁸ Voir l'analyse Andrzej Rychard, « Podziały społeczne a wybory polityczne » [structures sociales et votes politiques] p. 24-28 in : *Polska scena polityczna w 2004 roku. Kontynuacja czy zmiana. Materiały z seminarium Instytut Spraw Publicznych 11 maja 2004* [la scène politique polonaise en 2004. Continuation ou changement ? Matériels issus du séminaire de l'institut des affaires publiques du 11 mai 2004] /Institut Spraw Publicznych, Warszawa : 2004.

⁷⁹ La PO quant à elle, le réalise à Gdansk

législatives de 2005, l'UW peut espérer attirer les classes privilégiées (et diplômées) qui constituent certes un groupe minime, mais existant.

1.3 L'AWS : 1997-2001⁸⁰.

Il n'y a pas de différences significatives dans l'électorat de l'AWS selon l'âge, le sexe, le lieu de résidence ou la profession exercée. Le vote en faveur de l'AWS est le fait d'une population essentiellement de retraités. 1997 avait marqué, par contraste, la réussite de la stratégie électorale de M. Krzawleski de mobilisation du vote jeune en sa faveur.

Il existe, cependant, une certaine tendance dans l'électorat à percevoir l'AWS comme représentant les travailleurs (40%), les chômeurs (18%) et les gens « ordinaires » (32,7%)⁸¹. Néanmoins, l'électorat de l'AWS se caractérise avant tout par son hétérogénéité. Il ne semble pas s'organiser autour d'un quelconque groupe dont les intérêts seraient définis par ses positions sociales. Si les déterminants socio-économiques jouent un moindre rôle dans le vote en faveur de l'AWS, quels peuvent être les éléments clés pour déterminer le profil des électeurs de l'AWS ?

Alors que l'opposition PSL/UW était porteuse d'éclairages sur l'électorat de l'UW, la polarisation SLD/AWS joue ce rôle pour saisir l'électorat de l'AWS. Les électeurs de la SLD et de l'AWS se différencient par rapport à des problèmes culturels, moraux ou idéologiques, et, notamment, par rapport au passé communiste. Leurs prises de position sont intimement liées à des orientations religieuses. Ainsi, l'AWS recrute essentiellement dans la population catholique traditionaliste : elle est soutenue par 34% de ceux qui se déclarent aller fréquemment à l'office, 25% de ceux qui se déclarent y aller tous les dimanches, et 8% de ceux qui se déclarent comme n'y allant jamais. Cependant, si la foi demeure vive, les appels de l'Eglise à ne pas voter pour la SLD pour l'élection législative de septembre 2001, ont été ignorés⁸². Il semble qu'émerge une aspiration à voir l'Eglise se désengager du politique.

Comparativement à l'UW qui regrouperait les privilégiés du processus de transition économique et politique, l'AWS aurait un électorat plus hétérogène. Par ce caractère interclassiste, cette dernière se rapprocherait de l'idéal d'un parti démocrate-chrétien. Ceci dit, elle s'en éloigne, par son discours catholique dur et ses références identitaires à la tradition. A l'inverse, l'UW développerait une rhétorique centriste

⁸⁰ L'AWS se transforme en AWSP après la scission du SKL de Rokita qui rejoint la PO.

⁸¹ Ces chiffres sont tirés de l'analyse de A. Szczerbiak, « testing Party Model in Eastern Central Europe : local Party and Organisation in Post-Communist Poland », *Party Politics*, oct. 1999, p. 525-537.

⁸² Lettre de la conférence épiscopale polonaise. « Une société catholique ne peut soutenir un groupement politique qui déclare directement son intention d'introduire des lois visant le droit primordial à la vie », cité in « La Pologne ne vote plus 'catholique' ». *La Croix*, vendredi 21 sept. 2001, p. 10.

proche du modèle défini dans le chapitre introductif. Le lien entre démocratie-chrétienne et le caractère interclassiste de l'électorat ne semble pas exister en Pologne. L'interclassisme qui se retrouve dans certains partis (*Samoobrona*, LPR et dans une moindre mesure la PO) est associé à une rhétorique populiste de dénonciation de la corruption, de l'élitisme politique et d'un plaidoyer en faveur des « petits », du « vrai » peuple mais non pas avec une rhétorique centriste de modération et de réflexion⁸³.

1.4 PiS.

Après 2001, PiS semble reprendre l'héritage de la droite populaire et catholique. Elle attire massivement les électeurs des grandes villes. Il faut rappeler qu'elle a fait essentiellement campagne sur la sécurité intérieure (elle recueille 12% des suffrages dans les villes de plus de 20.000 habitants). Elle rassemble aussi la population la plus diplômée (12% de diplômés contre 7% qui n'ont pas de diplôme). Elle a recueilli principalement les suffrages de l'ancienne AWSP. Ses points forts sont à Cracovie et à Varsovie. Les différences entre les hommes et les femmes sont très peu marquées (9% d'hommes votent pour PiS contre 10% de femmes). Comparativement à la PO, la seule différence notable concerne l'âge des électeurs. PiS ne recueille que 9% des 18-24 ans. Sa pyramide des âges correspond à celle de la droite classique : plus on s'y élève plus les scores électoraux s'améliorent (11% pour les plus de 60 ans).

Cette sociologie électorale se maintient pour les élections européennes de juin 2004. Le vote de PiS est le fait d'une population plus âgée (elle réalise ses meilleurs résultats chez les plus de 60 ans : 27%). Elle recueille les suffrages des habitants des campagnes (25%) tout autant que des grandes villes (25% des habitants de villes de plus de 500.000 habitants). Cette réunion dans un même vote des habitants de grandes villes et des campagnes est quelque peu étonnante dans un pays où le clivage rural-urbain est très marqué. Le bon score de PiS dans les campagnes est essentiellement lié à l'ancrage de la tradition catholique. PiS reprend ici l'héritage catholique de l'AWS. Par ailleurs, il est très probable que le vote des villes et des campagnes soient le fait d'une situation sociale similaire (perspective d'ascension sociale mise en danger, peur de l'avenir et du déclin)⁸⁴. Si l'on regarde les niveaux de diplôme, la PiS attirent des électeurs à niveau intermédiaire (équivalent baccalauréat) : 34%. Chez les plus diplômés son score est le même que celui de la PO. Par contre elle

⁸³ A. Rychard fait la distinction entre un populisme de Solidarité fondé sur une rhétorique de la Pologne idéale et un populisme de *Samoobrona* qui en appelle à la Pologne réelle. « *Solidarnosc' była, [...] solidarnością Polski idealnej, natomiast Samoobrona jest solidarnością Polski realnej* » [Solidarité fut la solidarité de la Pologne idéale, tandis que Autodéfense est la solidarité de la Pologne réelle], A. Rychard, 2004 : 28.

⁸⁴ Par rapport à un vote péri-urbain plus attaché à la tradition et favorable aux conservateurs (Chap. IV).

récolte beaucoup moins de voix chez les moins diplômés. On peut donc penser que PiS recueille un électorat moyen, avec une légère accentuation vers les populations plus démunies mais non encore exclues.

2. Les élections parlementaires de l'automne 2005 : le retour de la droite et la mort du centre⁸⁵ ?

Les élections parlementaires et présidentielles de 2005 ont vu s'affronter deux partis, le PiS et la PO, issus de Solidarité et originaires du même groupement : l'Alliance du centre. La droite nationale et conservatrice de Droit et Justice (PiS) domine les deux élections : 26,99% des voix aux élections législatives, et 55% des voix (33,10% au premier tour) pour L.Kaczynski au deuxième tour de l'élection présidentielle. La PO obtient, respectivement, 24,14% des voix, puis 45% (contre 36,33% au premier tour). Le 10 novembre 2005, la Diète votait la confiance au nouveau gouvernement de K.Marcinkiewicz constitué du seul PiS avec le soutien sans participation de Samoobrona (11,41% des voix aux élections législatives) et de la LPR (7,9% des voix). Le nouveau Parti Démocrate ne recueille que 2,4 % des voix.

La mouvance nationale, catholique et paysanne domine. Le créneau électoral du PD semble désespérément réduit. Quant à la PO, peut-on dégager certains éléments caractéristiques de son électorat ?

Le vote en faveur de la PO est un vote de soutien aux réformes libérales et à l'économie de marché. Lors de la campagne présidentielle, le candidat, D.Tusk, s'est attaché à se donner une image dynamique moderne face aux conservateurs de PiS. Le président de la PO modère les positions de PiS qu'il condamne par leur extrémisme. Le créneau de la modération ne convainc, cependant pas les électeurs, qui préfèrent voter en faveur de l'ancien maire de Varsovie qui fonde son discours sur la lutte anti-corruption, l'intervention économique de l'Etat en faveur des ouvriers et des exploitants agricoles, un Etat restauré (la IV^e République) puissant.

La polarisation électorale existe donc entre un discours libéral (PO) et un discours social (PiS auquel il faut rajouter *Samoobrona*). La SLD est la grande absente de la compétition : elle est devancée par *Samoobrona* aux élections législatives et son candidat à la présidentielle, W.Cimoszewicz, se retire, à la surprise générale, de la compétition. PiS a mieux réagi à cette restructuration de dernière minute en gommant de son discours les accents trop marqués de la décommunisation et de la lustration espérant ainsi attirer les électeurs de la SLD sur une rhétorique sociale d'intervention

⁸⁵ Nous nous appuyons, ici, sur les conclusions du groupe « avenir de la scène politique polonaise » du département Citoyen et Droit de l'institut des Affaires Publiques (Instytut Spraw Publicznych). On y trouve les contributions de L.Kolarska-Bobinska, M.Grabowska, A.Rychard, et J.Wasilewski. Par ailleurs, le CERI propose un texte de F.Bafoil sur ce thème : « Pologne : Réflexions sur les élections d'octobre 2005 ».

de l'Etat. Par ailleurs, son discours donne la part belle aux éléments patriotiques. Sa rhétorique frileuse en matière européenne a pu attirer quelques électeurs euro-sceptiques. Nous avons déjà souligné que les rhétoriques ouvertement anti-européennes se modèrent de la LPR à Samoobrona en passant par PiS⁸⁶. Cette dynamique risque de renforcer l'insatisfaction ambiante en ne faisant qu'accroître la déception des populations face à un discours politique qui se transforme au gré des responsabilités gouvernementales.

L'élection présidentielle (mais le constat est le même pour l'élection législative) est marquée par un très net clivage est/ouest entre le PiS et la PO. Les régions de l'est, du centre et du sud-est ont voté majoritairement pour le candidat de PiS. La PO est en position de force, à l'inverse, dans les régions de Poméranie du Nord, de la grande Pologne et de la haute Silésie. Le clivage régional, mis en évidence au titre I, est donc confirmé entre les anciennes régions allemandes et russes.

A cette polarisation géographique, correspond une polarisation sociale : entre urbains et ruraux, d'une part, et entre diplômés et moins diplômés, d'autre part. On peut encore ajouter une polarisation entre les jeunes, qui votent pour la PO, et les plus de 50 ans qui préfère la PiS.

Les électeurs de la PO sont donc plutôt urbains, jeunes et diplômés du supérieur (62% des électeurs contre 38% à PiS). En bref : tout se passe comme si la Pologne rurale prenait sa revanche sur les milieux libéraux des villes. L'alliance PiS-*Samoobrona*-LPR correspond à l'alliance de la Pologne catholique et de la Pologne nationale avec ses tendances autoritaires, interventionnistes et paternalistes. Elle renvoie à la tradition du catholicisme national de Dmowski et du Socialisme national de Pilsudki. (Chap. III).

Face à ce bloc national et social, la PO recueille les suffrages de la Pologne libérale, mais sa population catholique a pu être fidèle aux injonctions de la très catholique *Radio Maryja* qui en appela à voter pour le maire de Varsovie. Le libéralisme économique semble donc avoir peu de soutien au sein de la population. Par contre, il définit un centre, qui tente de modérer le discours de la droite catholique et nationale. Cette modération se traduit sociologiquement par un niveau de diplôme plus élevé que la moyenne.

L'électorat centriste existe donc bien, il est défini par son capital économique et scolaire. En ce sens, il est souvent associé aux « gagnants » du processus de

⁸⁶ Ainsi, l'international est un facteur important de modération (c'est-à-dire de convergence au centre, *stricto sensu*). L'entrée dans l'UE a été marquée par l'atténuation de l'anti-européanisme de *Samoobrona*. Par ailleurs, le ministère du développement régional et des fonds structurels, ministère clé dans l'intégration européenne, est dévolu à un membre de la PO. De même, le ministre des Affaires étrangères réaffirme l'attachement de la Pologne au pro-européanisme. Enfin, les paysans et agriculteurs commencent à toucher les bénéfices de la PAC ce qui atténue leur méfiance vis-à-vis de l'UE.

libéralisation économique de la Pologne. Ce fut d'abord, les intellectuels dans la « première » transition polonaise de 1990 à 1993. Puis, l'émergence d'une classe d'entrepreneurs qui bénéficient du processus de transition pris le relais. Celle-ci eu un bref succès avec la PO en 2001. Mais l'alliance de ces milieux avec les catholiques échoue à cause de l'ancrage de la tradition catholique, autoritaire, national et très peu libérale.

Le centre est aussi libéral : soit culturellement, soit politiquement, soit économiquement. Mais les trois tendances se divisent sans réussir à s'unir. Dans une configuration marquée avant tout par une mobilisation politique essentiellement catholique, le centre (comme les autres formations politiques) n'a que peu de chance. Le potentiel électoral du centre est limité non pas en nombre mais dans sa capacité à se mobiliser : ceux qui se mobilisent sont les catholiques⁸⁷. Tant que durera cette configuration électorale, le centre ne trouvera pas de parti politique durable.

⁸⁷ Contrairement au cas français, par exemple, où le catholicisme est empreint d'une méfiance par rapport à l'engagement politique et préfère l'engagement social dont le caractère politique est moins visible.

§4 BILAN : L'ELECTORAT CENTRISTE EXISTE-T-IL ?

Notre étude montre que l'étiquette du centre est utilisée (et peut être utilisée) par des groupes d'électeurs différents mais qui présentent des caractéristiques sociologiques et/ou idéologiques différentes de leurs homologues de gauche ou de droite. En Allemagne, le constat est légèrement différent. La grande majorité des électeurs est constituée par le groupe des travailleurs (qualifiés) attachés à la défense du système social. Mais la conversion des élites partisans au libéralisme (Chap VI) limite le vote en faveur du SPD et de la CDU. Cette particularité allemande nous amène à la seconde interrogation qui structurait ce chapitre : peut-on généraliser ces études de cas et répertorier le profil des électeurs centristes ? En un mot : les électeurs centristes peuvent-ils être situés dans l'espace social, et ce de manière relativement homogène en France, en Allemagne et en Pologne ?

En France, nous avons distingué très nettement un usage social de la marque centriste comme affirmation d'une non-conformité, c'est-à-dire d'une distinction, et notamment par rapport à la droite (mais le vote distinctif vis-à-vis de la gauche existe aussi, comme nous le verrons au chapitre suivant). Nous avons vu que cet usage émanait d'un (ou de) groupe(s) sociaux situé(s) par leur dotation élevée en capital économique, social et scolaire. C'est l'association des trois qui caractérise l'électorat centriste. Il faut encore ajouter que le capital économique et scolaire se retrouve en proportion équivalente (légèrement inférieur à celui que l'on trouve au sein de la droite), le capital social représentant la dotation la plus forte. Celui-ci s'enracine dans deux types de réseaux : soit celui des professions libérales, soit celui des catholiques. Nous avons vu que les « inconditionnels » centristes avaient tendance à se recruter plutôt du côté de ce second réseau. Nous concluons que le centre français se définit par son appartenance à l'Eglise et à l'Ecole.

Enfin, l'européanisme « extrême », sans condition, est une autre caractéristique de l'électorat centriste. On a pu observer une polarisation entre le vote UDF et celui du PCF en 1992 même si celui-ci tend à s'amenuiser du fait de la recomposition de l'extrême-gauche française. Le centre français est attaché à un mode de distinction subtile ou « silencieuse », respectueux des ordres temporels et spirituels. Le vote est un vote de déférence.

Ces trois éléments – déférence, catholicisme nourri en pratique et anti-conformisme (de gauche ou de droite) – créent une probabilité du vote centriste. Sa mobilisation (ou sa cristallisation) fonctionne sur le thème européen, l'appartenance à des réseaux catholiques (et dans une moindre mesure, libéraux) et une ouverture culturelle « non-conforme » à l'ethos catholique traditionnel.

Du côté allemand, l'analyse est double avec, d'une part, la *neue Mitte* et, d'autre part, l'*alte Mitte*. On ne peut conclure à un glissement à gauche de la compétition politique. Il y a bien connaissance et re-connaissance d'une marque centriste. Mais, celle-ci fonctionne différemment au SPD et à la CDU. La *neue Mitte* ne saurait se confondre avec les nouvelles classes moyennes, de même que les anciennes classes moyennes ne sont pas l'*alte Mitte*. En un mot : la *Mitte* n'a rien à voir avec les classes moyennes. Les résultats électoraux se comprennent par rapport à la mobilisation des travailleurs : celui qui réussit à mobiliser leur vote (et notamment à l'est) gagne les élections. Le vote de 1998 en faveur du SPD relève d'une convergence entre différents usages du vote : la sanction contre la CDU et l'attachement à un modèle social fondé sur la solidarité et la concertation. Ce qui change c'est que les partis ne sont plus uniquement des partis homogènes. Leur hétérogénéité suppose une capacité accrue à la conciliation. La CDU est, plus particulièrement, aujourd'hui confrontée à cette nécessaire conciliation. Il nous semble donc très pertinent pour les années à venir d'observer attentivement les recompositions au sein du parti démocrate-chrétien. En effet, le passage des travailleurs à une tendance socialiste (PDS/die Linke) n'est pas tant un défi pour le SPD que pour la CDU qui a pu profiter du vote de cette catégorie. Avec la sécularisation de la société et l'intégration de l'Allemagne de l'est plus réceptive à l'extrême gauche, la CDU devrait nécessairement recomposer sa stratégie d'intégration et de rassemblement.

Enfin, en Pologne, le centre est localisé dans une tendance libérale. Ses électeurs appartiennent aux classes supérieures, très fortement dotées en capital économique, et culturel dans une moindre mesure. Ils sont citadins et plutôt jeunes. Le clivage UW/PO correspond à un renouvellement générationnel : la seconde étant majoritairement choisie par les jeunes. L'affaiblissement de l'UW souligne qu'un centre intellectuel laïc ou catholique, n'a que très peu de résonance. La tentative de recomposition autour d'un centre libéral-libertaire aurait-elle plus d'échos ? Le rapprochement de l'UW, de la SdLP et la SLD ne semble avoir que peu de perspectives électorales, les coûts sociaux de la transition économique ayant largement éliminé le soutien au libéralisme.

Quelle synthèse peut-on faire de ces différents profils électoraux ? Tout d'abord, il ressort que tous ces électeurs ont un point commun : le libéralisme économique. L'autre particularité est l'importance du capital scolaire détenu. Voici les éléments que nous avons recensé pour caractériser l'électorat du centre :

- Intégration au monde catholique
- Libéralisme économique

- Capital scolaire
- Classe supérieure
- Non conformisme /distinction

A capital économique élevé, la dotation en capital scolaire favorise un vote non-conformiste par rapport à son milieu d'origine. Cette utilisation se retrouve pour la *neue Mitte*, pour l'UDF et pour l'UW. Par contre, elle n'est pas présente pour la CDU. Les oppositions portent ensuite sur la ruralité (UDF, CDU/CSU), l'urbanité (PO, UW) et l'euro-péanisme qui caractérisent plus les formations les plus anciennes (CDU, UDF, UW). Le mode d'intégration des catholiques qui jouent un rôle très important en France et en Pologne, moindre en Allemagne.

En définitive, les électeurs centristes se reconnaissent donc par leur appartenance, non pas aux classes moyennes, mais aux classes supérieures. Ils ne sont pas modérés mais bien plus mono-thématique : libéralisme et/ou euro-péanisme.

Chapitre VIII

L'identification au centre :

L « ailleurs » en politique.

Remarques préliminaires sur les données d'enquête.

Les données d'enquêtes se composent d'entretiens semi-directifs⁸⁸ (au nombre de vingt, huit entretiens en Pologne, sept entretiens en Allemagne et cinq, en France, de comptes-rendus d'observation d'activités diverses et ponctuelles (congrès nationaux, bureaux politiques, réunions de campagne électorale et universités d'été) et le suivi de cellules jeunes⁸⁹.

Au vu de ce récapitulatif, trois critiques principales peuvent être faites : l'ensemble serait insuffisant, hétéroclite et non représentatif. Pour ce qui est de la première critique, il faut tout d'abord souligner que ces données ont été préparées et complétées par un travail systématique d'analyse des données électorales (chap. VI), d'une part, et des résultats d'enquêtes quantitatives réalisés par des instituts de sondages, notamment SOFRES, IFOP, TNS OBOP et Infratest-Dimap, d'autre part. En cela, la quantité ne nous semblait pas être preuve de systémisme. La combinaison du quantitatif et du qualitatif était un excellent palliatif aux contraintes de temps et d'espace imposées par une recherche sur trois pays (déplacements, temps de recherche et d'observation, simultanéité des événements partisans et électoraux). Ces contraintes supposaient de faire des choix. Elles ont eu ceci de bénéfiques qu'elles nous ont conduit à utiliser de manière originale les entretiens, d'une part, et les séjours d'observation, d'autre part.

Ensuite, les entretiens et l'observation se complètent l'un et l'autre. Les entretiens ne permettaient pas de saisir le ressenti identitaire ni les manières d'être partisane. L'observation a, ainsi, permis de tracer des lignes de réflexion au-delà des données recueillies par entretiens. Nous voulions aborder le phénomène partisan sur le plan pratique du vécu. Nous cherchions, par là, les dynamiques à l'œuvre dans les processus identitaires et ce, sans vouloir présager de leurs cohérences et de leurs

⁸⁸ Pour les militants, les noms ont été modifiés pour préserver leur anonymat. Par contre, lorsqu'il s'agit de dirigeants ou de cadres des partis, les noms sont cités directement.

⁸⁹ « Jeunes Démocrates », Varsovie, « Jeunes UDF », Paris ; « Jusos », Prenzlauer Berg, Lichtenberg (Berlin) ; équipes de campagnes UDF (référendum 2005), SPD (élections européennes du 13.06.2004), UW, PO, SLD (élections européennes du 13.06.2004).

fonctionnements. Les entretiens sont donc conçus comme un des chaînons d'un travail ethnographique qui vise à saisir la manière dont chaque acteur politique construit, lui-même, dans son discours, mais aussi dans sa pratique du militantisme, sa trajectoire politique.

Les données ont été recueillies à Berlin d'octobre 2002 à février 2004, à Varsovie de février à juin 2004, puis en février 2005, et, enfin, à Paris de juillet à août 2004, puis de mars à juin 2005. Ces séjours permettent de resituer les entretiens dans leur contexte, et ainsi, de retracer chaque trajectoire dans sa spécificité⁹⁰.

Les données ont été recueillies sur Paris, de juillet à août 2004, puis de mars à juin 2005, à Berlin d'octobre 2002 à mars 2004, puis de septembre 2004 à janvier 2005, enfin à Varsovie de mai à juin 2004 et en février 2005. L'hétérogénéité du matériel recueilli vient en partie du fait que nos objets d'observation étaient encore dans un *no man's land* entre agrégation d'individus et collectif constitué. Le processus d'homogénéisation des individus, des histoires et des mémoires individuelles n'avaient pas eu (encore ?) lieu. Ceci laissait entrevoir les dynamiques recherchées du passage, du seuil, des frontières qui se tracent. Nous refusons de voir l'identité comme un ensemble homogène. Nous la comprenons d'abord comme la mise en place de frontières et de délimitation⁹¹.

Quant aux entretiens proprement dit, une dernière remarque s'impose : il est relativement difficile dans des structures mouvantes de définir une population d'interviewés. On avait le choix de cibler sur des personnalités de devant de scène mises au premier plan pour animer et donner un visage aux phénomènes centristes. Cependant, on risquait, par là, de se heurter à la langue de bois et aux discours militants officiels et de ne rien découvrir de particulièrement novateur. Cette méfiance

⁹⁰ Nous avons déjà souligné en introduction les raisons d'un séjour plus long en Allemagne (il s'agissait de participer à la fois aux activités de la CDU et à celles du SPD). En Pologne, un séjour de quatre mois d'octobre à décembre 2000 avait servi, préalablement à notre travail de thèse, à observer l'activité politique de l'UW et à prendre contact avec des militants et sympathisants. Par la suite ce travail a été complété par le suivi des campagnes électorales pour les élections européennes de juin 2004, entre février et juin 2004 à Varsovie. Enfin, un séjour en février 2005 a permis de suivre les débats sur la rénovation de l'Union pour la Liberté (UW), renommée Parti Démocratique (*Partia Demokratyczna*) en prévision des élections législatives de l'automne 2005. Une aide précieuse pour la prise de contact a été apportée par le *Collegium Civitas* et le collège européen de Natolin à Varsovie. De même, en Allemagne, certains contacts avaient pu être pris grâce à un séjour de neuf mois, dans le cadre d'un échange universitaire avec le département de politique comparée de l'université européenne de Francfort sur l'Oder (1998-1999). Par la suite, un stage de huit mois au Bundestag, en 2002-2003, a permis de développer cette dimension d'observation. En France, ce travail a été possible grâce à divers contacts, notamment au travers de l'IEP de Paris et grâce à un stage de deux mois lors de la campagne référendaire au siège de l'UDF dans l'équipe de campagne autour de Marielle de Sarnez.

⁹¹ P. Bourdieu, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*. Paris : Fayard, 1982, 243 p. De l'identité, il écrit : « l'institution d'une identité [...] est l'imposition d'un nom, c'est-à-dire d'une essence sociale. Instituer, assigner une essence, une compétence, c'est imposer un droit d'être qui est un devoir être (ou d'être). C'est signifier à quelqu'un ce qu'il est et lui signifier qu'il a à se conduire en conséquence. [...] instituer, donner une définition sociale, une identité, c'est aussi imposer des limites [...] » [p. 125-126]. C'est l'auteur qui souligne. Ces limites peuvent être mises en scène par des rites : « en marquant solennellement le passage d'une ligne qui instaure une division fondamentale de l'ordre social, le rite attire l'attention de l'observateur vers le passage (d'où l'expression rite de passage) alors que l'important est la ligne » [p. 122]. L'identité est donc inséparable de l'inculcation et de l'intégration d'un « sens des limites ». Pour le chercheur, celui-ci se révèle par l'observation des seuils, des évolutions du discours identitaires et des trajectoires personnelles.

épistémologique devant ceux qui sont reconnus comme leaders nous ont conduit à privilégier le regard des « militants de base ».

Nous avons voulu nous en remettre à celui/celle qui nous intégrait dans le milieu, dont par définition nous ne faisons pas partie. Ce regard très subjectif et à la fois interne à la réalité observée semblait un bon parti pris méthodologique : le regard du chercheur se trouve en quelque sorte neutralisé par le regard interne. Il va sans dire que nous n'avons aucune prétention à la représentativité. Il ne s'agit pas de catégoriser les traits caractéristiques d'une identité politique, ni même de chercher à la définir. Notre projet est de retracer l'expérience identitaire de quelques-uns. Le passage à la généralité, se fera, par la suite, en croisant les analyses sur l'offre politique (titre II) et sur les électeurs centristes (chap. VII).

Les entretiens.

La conduite d'entretiens en Pologne s'est faite de manière à compenser au mieux les problèmes de langue. Ne parlant pas couramment polonais, il était peu intéressant de faire des entretiens narratifs en vue d'une analyse qualitative de contenu. Les entretiens ont donc été ciblés sur la recherche d'informations précises. Le matériel a été recueilli essentiellement grâce à des discussions informelles. Il ne s'agit pas d'entretiens proprement dit, mais de discussions entre « amis » et complices (ne serait-ce que par l'âge). Nous avons volontairement repris des discussions échangées dans l'intimité, le soir dans des cafés, dans une ambiance de sociabilité et non plus de travail. Il s'agit pour la plupart de jeunes personnes, étudiantes ou jeunes professionnels. Cette proximité d'âge et d'expérience furent très utiles pour pallier au manque de temps, à la barrière de la langue et à celle des codes culturels différents et non maîtrisés. Pour passer outre, il fallait s'appuyer sur une communication non verbale⁹². Dans ces situations dialogiques, le chercheur était avant tout l'étranger qui s'intéressait, « chose étrange » (*dziwna*), à la Pologne et à une situation politique chaotique difficile à comprendre « même pour des polonais ». Cet exotisme crée les conditions propices pour recueillir des attitudes, des paroles de type explicatif et pédagogique.

En France et en Allemagne, les questions de langue ne se sont pas posées et les entretiens sont de type semi-narratifs autour du thème de l'engagement. Ils n'ont pas vocation à déterminer les facteurs qui ont poussé à franchir la frontière entre le monde des profanes et celui des militants, mais à découvrir comment se vit et se recompose un engagement dans un discours identitaire. L'engagement est, avant tout,

⁹² Cette dernière fut facilitée par nos séjours nombreux en Pologne et notre connaissance, à la fois théorique et pratique de ce pays. Il n'empêche que les biais ethnocentriques peuvent être réels.

une relecture à partir du présent de l'action ponctuelle qu'a été l'encartage. En d'autres termes, les militants redéfinissent à partir de leur situation actuelle ce qui les a poussés à s'engager. Par cette relecture, ils justifient leur action présente au sein du parti. Ils assurent ainsi la continuité et la logique de leur engagement et construisent, par là même, leur identité partisane. Il nous a semblé plus intéressant de nous centrer sur ces dynamiques de (re)constitution du « saut » de l'engagement⁹³.

L'entretien semi-directif ou l'entretien-discussion comme en Pologne⁹⁴, est l'occasion de comprendre les usages de la marque partisane considérée. Il doit laisser aux interlocuteurs la possibilité de s'exprimer avec « leurs mots », de réagir sur leurs préoccupations et les critiques d'autrui à leur endroit (notamment celles d'un centrisme mou voire inexistant pour la France, d'un centrisme purement rhétorique pour l'Allemagne ou d'un centrisme élitaire pour la Pologne).

L'entretien et le recueil des données d'enquête sont inséparables de la situation d'entretien. Tous nos entretiens se caractérisent par une proximité et une certaine connivence entre l'enquêteur et l'enquêté. Celles-ci sont liées à l'âge, à l'appartenance aux mêmes réseaux amicaux et surtout à la participation active pendant la période d'observation à la vie militante du parti⁹⁵. Cette posture d'*in-sider* permettait de saisir les discours et les comportements normés qui ont cours entre les militants : les autolimitations, les prises de décisions « normales », les comportements « déviants » etc⁹⁶. Etant donné que l'usage de la marque centriste peut paraître « illusoire » (marque politique molle, rhétorique, minoritaire etc.) et qu'il ne semble pas aller de soi, toute une partie du jeu aurait consisté pour l'enquêté dans une situation d'*outsider* de l'enquêteur à rendre cet usage de la marque partisane acceptable. Considérés comme « de l'intérieur » (donc déjà convaincus), nous pouvions recueillir un discours identitaire qui n'a plus à se légitimer mais à se dire, à se réfléchir. L'entretien, par sa logique discursive et narrative, devient l'occasion pour l'enquêté de se dire à lui-même ses propres contradictions et d'essayer (ou non) de les résoudre⁹⁷. Nous voulions

⁹³ Il ne s'agit pas véritablement d'un saut puisque les étapes sont inversées : il ne s'agit pas de prendre sa carte, puis de rester. On prend sa carte parce que l'on sait que l'on va rester. Mais le discours de l'engagement fonctionne sur l'imaginaire du saut.

⁹⁴ Grâce à l'aide de deux étudiants cracoviens, trois entretiens semi-directifs ont pu être conduits entre octobre et décembre 2000. En février 2005, un entretien a pu être réalisé en allemand et deux en polonais, grâce à un support écrit.

⁹⁵ Les militants ne connaissaient pas les raisons de recherche de notre présence dans les structures partisans. Nous nous présentions comme étudiants en science politique et militants « lambda » (avec cette nuance près que nous étions français, ce qui en Allemagne peut encore rester dans une certaine normalité mais ce qui en Pologne est véritablement « étonnant »).

⁹⁶ Par ailleurs, cette position de recherche nous a permis, notamment en Pologne, de réduire barrières liées aux normes sociales de présentation et de prises de contacts entre personnes qui ne se connaissent pas. En effet, il faut être présenté et « situé » pour être intégré et pris en compte. La prise de contact sera donc d'autant facilitée que l'on est introduit par quelqu'un. Sans un intermédiaire, l'entrée dans les milieux partisans et de façon générale les milieux polonais est difficile.

⁹⁷ A la fin d'un entretien, un jeune UDF nous a remercié pour « cette thérapie ». Deux jeunes SPD, de même, ont apprécié de pouvoir « revivre » et « formuler » leurs engagements.

atteindre les normes implicites qui régissent les discours entre militants. En fonction de son degré de maîtrise de la situation, l'enquêté « réussit » plus ou moins bien de l'exercice.

Ce sont les mécanismes à l'œuvre dans le surgissement identitaire du « nous » qu'il s'agit de définir afin de saisir, par la suite, la dynamique à l'œuvre dans les phénomènes d'identification à un groupe politique. Dans cette recherche, l'observation participante a permis de pallier les difficultés de saisie de l'identité centriste par l'entretien⁹⁸.

Les axes de recherche.

Il y a différents éléments à distinguer : le moment de l'encartage, la période et ses éventuelles sous périodes entre l'encartage et l'aujourd'hui. La période de militance du passé récent n'est pas simplement une histoire qu'on raconte, elle est un temps présent dans lequel le passé a encore sa place. Entrer dans un parti politique, quelles que soient les motivations politiques, et y rester entraînent la transformation de l'entrant, transformation d'ailleurs prévisible puisqu'elle est le signe du « passage » à un autre monde. Ceux qui restent sont « transformés ». Ils relisent leur engagement, le moment de l'encartage par rapport au moment de l'énonciation.

Ils nous faut donc distinguer :

- les motivations de l'encartage :
 - o telles qu'elles sont percevables subjectivement dans le discours de l'interviewé qui se raconte à lui-même son engagement,
 - o telles qu'elles ressortent du travail du chercheur qui, sous les mots, recherche les conditions objectives de l'encartage.
- les changements opérés dans le militant :
 - o tels qu'ils sont perceptibles dans le discours du militant sur lui-même.
 - o tels qu'ils sont repérables objectivement par les rites de passage.

A partir de là, on peut prétendre cerner non pas les motivations de l'engagement, mais les manières de dire et de redire son engagement. La confrontation entre le moment de l'encartage et le moment de l'énonciation met en lumière le travail de reconstruction d'une histoire, relecture de ce que l'on a été à partir de ce que l'on est. Nous dresserons un tableau récapitulatif des manières de dire/vivre l'engagement politique après avoir pris en compte les résultats d'observation recueillis en France (Paris), en Allemagne (Berlin) et en Pologne (Varsovie).

⁹⁸ Nous présentons quelques entretiens en annexe en soulignant les difficultés que nous avons rencontrées dans l'utilisation de ce mode de recueil de données (annexe 4).

§1 LA FRANCE.

Pour la France, les données d'enquêtes se composent d'entretiens (au nombre de quatre), de comptes-rendus d'observation d'activités diverses et ponctuelles (congrès nationaux et universités d'été) et d'un suivi de la campagne référendaire au siège de l'UDF.

1. Le fonctionnement identitaire à l'UDF.

1.1 **Les trajectoires de sens : pourquoi s'engage-t-on ?**

Comprendre les motivations d'un engagement suppose une réflexion sur les mécanismes émotionnels, pour ne pas dire psychologiques, qui régissent la prise de décision. Les entretiens ont été ciblés sur des personnes repérées lors de l'observation participative. Très précisément, nous avons choisi des personnes avec un itinéraire militant mouvant en espérant y découvrir une déception. Pourquoi la déception ? Il nous semblait qu'elle était plus repérable, plus exprimable que l'adhésion□ Plus exactement encore, l'adhésion n'a pas (nécessairement) à se réfléchir, à se dire et même à être ressentie, la déception, le fait de quitter un engagement pour un autre, de dire non, sont, il nous semble, nécessairement ressentis (et réfléchis). Ainsi, le « non » est plus propice à se raconter que le oui. Peut être parce que l'identité se fonde d'abord sur une séparation du même et sur la découverte de l'autre ?

1.1.1 *Du PS à l'UDF : « mordre dans le fruit »*

- **Arnaud : la recherche de l'efficacité en politique.**

Arnaud est un jeune de 27 ans entré au quai d'Orsay en 2003⁹⁹. Après des études brillantes à Science Po, il réussit le concours du quai d'Orsay et prépare pendant trois années consécutives le concours de l'ENA auquel il échoue (à l'oral). Il a commencé à militer en 1995 au PS de Versailles, lors de la campagne présidentielle. A l'époque, il ne pouvait pas encore voter (il a 17 ans). La frustration du vote (à un an près) l'a-t-elle conduit à faire le pas de l'engagement ? Dans son discours, les motivations sont tout autres : Arnaud souligne d'abord son passage au monde adulte (il devient « *majeur intellectuellement* »¹⁰⁰). Par ailleurs, il explique que son engagement relève aussi du jeu ; celui de la provocation :

« Et puis il y avait un côté assez rigolo c'était à Versailles, il y avait un côté ovni du MJS à Versailles c'était pas reconnu, le terrain n'était absolument pas conquis, bon enfin on n'était pas des révolutionnaires non plus mais c'était assez marrant, c'était□ On était entouré de Chiraquiens et de Ballarduriens et voilà. »

⁹⁹ Entretien réalisé en juin 2006, Paris.

¹⁰⁰ « En 1995, j'avais 17 ans. [...] C'étaient les premières présidentielles même si je ne pouvais pas voter mais c'était les premières que je suivais en étant un petit peu majeur intellectuellement ».

La prise de contact avec le PS se fait à la sortie du lycée Versaillais où est inscrit Arnaud. Un jeune militant PS distribue des tracts pour la présidentielle. Avec un de ses amis, Arnaud entame la discussion avec lui. L'ami, lui, militera quelques temps mais ne restera pas. Pour expliquer ces trajectoires différentes, Arnaud souligne la différence de motivations :

« Bon parce que cela l'intéressait pas particulièrement. Et puis il était plus à gauche, un côté un peu lycéen, protestation étudiante, bon voilà ».

Arnaud tente de définir alors le « vraiment intéressé » :

« Et moi j'ai continué parce que, je te dis pas que c'était stratégique, mais c'est vrai que, euh je savais que... que je voulais quand même travailler dans le service public, et je savais que voilà la politique ce serait peut-être un aspect de ma vie professionnelle plus tard. Oui. Il fallait un petit peu entretenir, voir un petit peu comment cela marchait, que tu vois cela avait une vertu pédagogique pour moi. M'apprendre un peu comment, ce que c'était concrètement la politique. Et pas débarqué tout frais sorti de l'ENA, tu vois. Je voulais quand même voir un peu le militantisme, voilà »

L'entrée en militance est la suite logique d'un besoin de connaissances et d'un plan de carrière dans la fonction publique qu'Arnaud a très clairement à l'esprit. Elle s'ancre dans un intérêt pour la politique qui se manifeste par la lecture des journaux, le suivi de l'actualité et les discussions politiques familiales. Les souvenirs évoqués sont les élections de 1988 et 1993, les manifestations contre le CIP, contre les lois Bayrou, la réforme des lois Falloux. Par contre, Arnaud souligne que les mouvements associatifs – type SOS Racisme, par exemple – ne l'intéressaient guère.

Le discours est donc très marqué par le souci professionnel, ce qui détonne par rapport à l'aspect ludique de l'engagement souligné précédemment. Faut-il y voir une relecture du passé par les préoccupations présentes d'Arnaud aujourd'hui engagé dans une carrière qui lui ouvre des opportunités politiques en cabinet ministériel ?

Le passage à la vie professionnelle marque, en effet, un tournant important dans la trajectoire militante d'Arnaud. Très actif du côté des socialistes, son départ en Allemagne (cycle franco-allemand de Science Po) met un frein à une carrière possible comme attaché parlementaire. Cette « nécessité » du départ alors qu'une opportunité politique s'ouvre fruste quelque peu Arnaud, même s'il ne « regrette rien ». Le retour d'Allemagne ne sera pas suivi d'une reprise de la militance. Il y aura certes des tentatives, mais toujours déçues :

« A Sciences Po, je me suis demandé si j'allais pas me mettre au MJS Sciences Po, mais je l'ai pas fait parce que cela m'intéressait pas : je sentais que ç'allait être une redite des cours, donc ça m'intéressait pas. Je voulais quand même un côté politique locale, le côté enfin du concret quoi. Ça fait que cela s'est progressivement endormi en 97, 98, tu vois.. »

La reprise se fait avec la campagne parisienne et la candidature B. Delanoë dont les aspects opérationnels et surtout locaux motivent Arnaud :

« Le candidat qui pourrait être le porte drapeau de la gauche ça pourrait être Delanoë c'est-à-dire un type jeune, plutôt outsider, pas du tout éléphant du PS, et très local, très impliqué sur le local, disant que ce qui l'intéresse c'est Paris, voilà, il y a que là-dessus qu'il veut rebondir et puis connaissant très bien les dossiers, vraiment un technicien de Paris, enfin, il connaissait les dossiers, en même temps un type très politique, enfin voilà qui □ »

L'entrée au quai d'Orsay (2003) ravive les opportunités d'engagement politique, mais elle les modifie quelque peu. Le passage à la vie professionnelle confronte, en effet, Arnaud à la machine étatique et à ses dysfonctionnements : lenteur de l'administration, inefficacité de l'action. Ses préoccupations se portent alors sur l'efficacité de l'action, sa rapidité d'exécution et son adaptabilité au niveau local. Il faut être « opérationnel » :

« C'est ça le problème c'est ce sentiment que l'Etat ne sert à rien, que la politique ne sert à rien, il faut que la politique montre qu'elle sert à quelque chose, donc il faut qu'elle apparaisse ce qu'elle est : opérationnelle ».

Il a pu regarder avec intérêt l'évolution de N.Sarkozy, même s'il se défend d'avoir été séduit. Il justifie lui-même son souci de l'opérationnalité en politique par sa confrontation avec l'administration publique et les rouages de l'Etat.

« Je préparais les concours administratifs et quand tu prépares les concours administratifs t'as vraiment l'impression que l'Etat ça sert strictement à rien, et euh □ c'est vrai hein, ça paraît complètement, ça avance pas, les choses passent pas, et Sarkozy avait le côté voilà je me rue dans les brancards, je suis une autorité politique, je fais ça [claquement de doigts] et j'ai l'administration qui suit □ C'est hyper stimulant, [□] tu sers à quelque chose □ je veux dire il y a □ un circuit de la décision qui est efficace □ Donc ça je trouve effectivement, et ça je pense que c'est ce qui restera de lui. Il y a plein de défauts mais, je pense qu'il a redoré le blason de l'Etat et ça je trouve cela hyper important ».

Par ailleurs, la vie active s'accompagne d'une nouvelle sociabilité : il rencontre de nouvelles personnes, dont F. qui l'introduit dans le milieu de P.Douste-Blazy. Il s'adapte aux logiques professionnelles de son métier en intégrant les stratégies d'intégration des cabinets ministériels. Cette pensée « carriériste » justifie un engagement auprès du groupe d'experts qui se constitue autour du ministre. La professionnalisation de l'engagement politique qui fonctionne avec sa neutralisation et sa désaffiliation partisane, l'emporte.

« Je t'dis peut être j'aurais pu faire campagne pour Douste [P.Douste-Blazy], pour quelqu'un d'autre un peu plus charismatique et qui correspond plus à mes □ à mes opinions politiques □ au caractère opérationnel que je mets un peu sur les idées qu'il représente. Et en même temps, peut être que je ferai campagne pour le PS, je □ tout est possible, je verrai □ tout est possible. »

Ce discours « professionnel » va de pair avec une déception face au PS qui s'exprime tardivement dans l'entretien. D'abord, sur la question européenne, le PS n'est pas cohérent. Par ailleurs, la défaite de L.Jospin et son retrait de la vie politique mettent un frein à la motivation d'Arnaud. Celui-ci pourtant soutient F.Hollande pour son action et serait prêt à le suivre. Mais le PS ne l'attire plus.

« Bon bref, là pour le coup c'était pas le terrain qui me dérangeait, mais c'était la politique nationale du PS. Je voyais pas où il voulait en venir, voilà, le PS naviguait un peu à vue. Ils avaient pas encore pris de décision entre un parti très à gauche et un parti réformiste un peu centriste social-démocrate. Bon voilà, moi j'en avais un peu marre tu vois. Je me disais si jamais le PS prend une ligne clairement social-démocrate, un peu centriste, un peu social libéral, bon parce que c'est comme cela que je me définis moi, c'est social libéral, dans ce cas là je ré-adhère sans état d'âme, mais là cela me soulais un peu. Euh. Donc j'ai pas vraiment suivi. Les élections régionales j'ai voté PS aux deux tours. J'étais content mais après le discours m'a un peu énervé parce que tout le monde était pris de cours y compris les socialistes. Je trouvais cela un peu facile de dire 'sanction' de cette politique []. Ensuite il y a eu les élections européennes et là cela m'a un peu énervé parce que si tu veux, il y avait pas d'engagement européen, c'était encore présenté comme le deuxième vote sanction et moi non, moi je vote pas. non. ça passe pas. Les élections européennes j'étais pas en France, j'ai pas voté. Si j'avais voté, j'aurais voté soit Verts, soit UDF, parce que c'est les deux seuls partis qui se présentaient un peu qui se qui préconisaient un peu une européanisation de la politique, Mais je trouve que le RPR euh l'UMP et le PS, avaient des discours scandaleux, donc. Je trouvais cela assez nul. Donc là j'ai pas voté ».

C'est une particularité du profil militant d'Augustin : pour un militant qui se dit engagé, il a rarement voté : il ne vote pas en 1997 (il a oublié de s'inscrire sur les listes), ni en 2004 (séjour à l'étranger sans avoir effectué de procuration), il vote aux élections de 2002 : Jospin puis blanc au second tour.

Son parcours militant est finalement peu confronté au bulletin de vote. Ceci favorise-t-il une mobilité partisane ? La conséquence de l'acte partisan est moins marqué symboliquement parce que déconnecté de l'acte électoral. Il est significatif, à ce titre, que les comportements politiques d'Arnaud ne soient pas marqués par la mauvaise conscience¹⁰¹. L'engagement d'Arnaud, s'il est nourri en pratique, n'est que peu confronté au vote et à l'acte électoral.

Dans cette trajectoire partisane, le désir d'être de gauche (raisonnablement), conscient et responsable, et de maintenir sa compétence professionnelle dans le domaine public modulent l'engagement d'Arnaud. Selon lui, son engagement reste fidèle à des idées, à un positionnement politique : « [], sur mon positionnement politique, il y a pas eu de changement fondamental ». Il se définit ainsi comme « social libéral¹⁰² ». Si le PS évite les tentations extrêmes, il ré-adhérera sans hésiter. Le mot centriste apparaît en opposition avec une gauche extrême, démagogique et non opérationnelle. La gauche à laquelle il rêve, n'est pas celle qui existe. Ce constat a sa suite logique : la récusation du clivage gauche-droite :

« Moi c'est les gens opérationnels qui me séduisent maintenant, ça c'est certain. Et qu'ils soient de droite ou de gauche, voilà c'est. Mais bon, avec une petite inclination à gauche quand même »

¹⁰¹ « Mais tu vois moi ça m'a, j'ai voté sans état d'âme pour Jospin au premier tour, alors vraiment sans l'ombre d'un problème, non il y a des choses à critiquer mais sans état d'âme... Et j'ai voté sans état d'âme nul au second tour, mais vraiment sans aucun problème et... moi, les discours le vote Chirac la mort dans l'âme, non moi, j'étais très content d'aller voter et je sais pourquoi je vais voter et je ne vote pas la mort dans l'âme, enfin en tout cas pas dans cette situation là... Y a pas besoin de se mettre la mort dans l'âme, non avec enthousiasme,... »

¹⁰² « [...]bon parce que c'est comme cela que je me définis moi, c'est social-libéral ».

En effet, Arnaud tient à son identité de gauche. Dans sa trajectoire partisane, il semble vouloir rester un « Ovni » de gauche dans un univers de droite. A Versailles déjà, il avait une posture particulière à être de gauche (cf. *Supra*)

Ensuite, en militant dans le 7^e arrondissement, il retrouve la joie de militer pour une cause difficile (mais pas perdue). Au sein d'un groupe de réflexion qu'il suit (de loin), il trouve « qu'il casse un peu trop sur le PS, mais il y a de tout. Et puis, ils ne sont pas sectaires »¹⁰³. Le motif du sectarisme fait son apparition. Est-ce le désir de rester à gauche qui pousse Arnaud vers sa droite ? Le ras-le-bol face à un sectarisme socialiste qui n'avance pas ?

« Pour moi, si tu veux, ce qui est assez chiant au PS c'est la défense d'une certaine catégorie de salariés □ Et voilà, c'est un mandat impératif, pour moi c'est un parti impératif. C'est ça le problème □ »

Enfin, Arnaud s'engage derrière un homme. Il lui faut un leader, une figure. Cette figure doit incarner les analyses qu'il fait lui-même de la situation politique. Dans cette identification, il recherche le semblable, celui qu'il jugera compétent :

« Tu vois je suis favorisé, je suis favorisé par mon milieu, c'est-à-dire j'arrive à discerner chez certaines personnalités politiques, j'arrive à voir que leur action est susceptible de produire quelque chose, tu vois j'arrive à voir □ En tout cas, je me trompe peut être, mais en tout cas je sais un peu ça, je vois les tenants de leur discours, de leur action. »¹⁰⁴

Se confronter à la réalité politique, acérer son sens de l'analyse, c'est ce qui stimule Arnaud et qui porte son engagement. L'action politique doit être capable de se fixer des objectifs non pour les réaliser complètement mais pour tenir une direction et un plan d'action défini (et faut-il le dire : efficace).

« Tu vois, moi ce qui m'avait vachement marqué, ce qui m'avait un peu déçu sur Jospin c'est quand il était revenu sur sa phrase, objectif : '0% de pauvreté' □ ça je trouve cela vachement bien, il faut des objectifs hyper ambitieux, pas atteints, mais voilà 0% de pauvreté, mais voilà tu dis comment faire pour tendre vers l'infini, tendre vers 0 quoi □ Non, non tu vois, il faut un peu d'utopie, c'est même pas de la gestion. Parce que la gestion justement c'est la gestion de la non action □ C'est du résultat. Je suis d'accord c'est assez difficile à analyser le résultat et à évaluer, tu peux dire tout et n'importe quoi □ Mais c'est du résultat et de l'utopie, mais l'utopie je l'enlèverai pas parce que vraiment c'est de l'utopie et de l'utopie ambitieuse, même, il faut □ »

Le politique pour Arnaud est donc à la fois « *utopie* » et « *résultats* » mais en aucun cas un politique gestionnaire. Certes, le politique doit rester préoccupé des résultats, mais ses objectifs, il se doit de les fixer lui-même et de manière ambitieuse.

Quelle vision politique ressort de cet engagement ? Il ne s'agit pas de dire si Arnaud est un militant centriste et, encore moins, ce qu'est le militant centriste. Nous voulons souligner les récurrences, si récurrences il y a, dans le discours sur le

¹⁰³ Groupe mis en place par l'initiative de F. autour de P. Douste-Blazy (ministre de la santé à l'époque) en juillet 2004.

¹⁰⁴ C'est le thème de la « jugeotte » que l'on retrouve chez B.M ou celui de la raison chez Pascal.

politique. Arnaud lui-même se veut plutôt de gauche. Il se définit comme social-libéral. Sa vision politique s'organise autour de trois piliers : local, opérationnel et stimulant. Il rejette la politique-gestion et prône une politique utopique des visionnaires. Il refuse l'extrémisme de gauche, trop sectaire conduit pas une logique d'intérêts particuliers. Il dénonce tout mandat impératif et rêve d'un PS « *un peu centriste* ». Il revendique une politique d'expertise : le politique est une affaire de compétences. Ce discours – sectarisme socialiste, expertise et compétence – se retrouve chez les militants que nous avons rencontrés. Par contre, l'attrait d'Arnaud pour une action efficace, rapide n'est pas présents dans les autres entretiens.

- **Jean, la fascination du pouvoir.**

Pour Jean, l'engagement c'est d'abord « *l'envie de mordre dans le fruit* »¹⁰⁵. Deux motifs sous-tendent son encartage à l'UDF : le passage à la vie professionnelle dans des structures publiques (au ministère de l'économie en tant qu'employé) et la professionnalisation de ses motivations politiques vers une carrière politique d'élu. Contrairement à Arnaud, la volonté d'être de gauche ne se retrouve pas. Jean a fait le deuil de son engagement au PS qu'il décrit comme un engagement « d'intermittence », faute de mieux. Comparé à Arnaud, l'intensité est moindre, l'affiliation sans souvenir. Sans regret pour son ancienne formation, Jean se revendique sans complexe du centre :

« Moi je me situe clairement au centre. Je ne suis pas réellement à gauche, pas réellement à droite. Cela m'amuse des fois quand on me chambre un petit peu □ 'Tu es à gauche, à droite' □ je reprend cette affirmation : je suis vraiment au centre.. Je suis vraiment au centre. ».

Le centre, pour lui, fait sens parce que les clivages gauche-droite sont dépassés :

« Mais moi, je crois vraiment fortement à l'idée du centre. Je crois vraiment que les partis de gauche comme de droite sont complètement usés, du moins en France, et que voilà quoi, il y a quelque chose à construire »

Il commence à militer au PS en 1984-1985 après un engagement de deux ans à la CFDT . Il connaît les années 1980 et la vague rose qui marquent l'engagement de certains militants de gauche vers le centre¹⁰⁶. L'anonymat du PS lui pèse. A l'inverse, il souligne qu'à l'UDF « *tout a été très rapide* ». L'opposition entre la lenteur et l'anonymat de la machine socialiste, d'une part, et le caractère familial et intime de l'UDF, d'autre part, marque le discours de Jean. L'adhésion à l'UDF (en 2002) lui ouvre

¹⁰⁵ Entretien réalisé le 14.09.2004 à Paris au ministère de l'économie. Jean, la quarantaine, est originaire de Touraine. Après une formation courte, il passe un concours de la fonction publique, puis entre au ministère de l'économie où il est employé au bureau des cabinets. Il commence à militer d'abord à la CFDT et au PS en 1984-85. Il adhère à l'UDF en 2002.

¹⁰⁶ Notamment ceux qui refusent le programme commun du PS avec le PCF.

des voies d'ascension politique et de carrière d'élus auxquelles, de son propre dire, il n'avait pas pensé auparavant. Il est vrai que son ascension a été rapide : adhésion en 2002, on lui propose de se présenter sur une liste aux élections municipales de 2004, puis il est élu en janvier 2005 au bureau politique de l'UDF.

Interrogé sur son goût pour le politique, il avoue qu'il faut avoir envie de « *croquer dans le fruit* ». La fascination pour le pouvoir structure la relecture de son engagement politique à l'UDF. Il cite bien sûr ses motivations idéologiques qui sont premières, mais ensuite ce qui compte c'est cette envie de « *poser ses vis* ». Ce motif n'existait pas dans les premières années de sa militance au PS. Il semblerait que l'engagement à l'UDF crée le propre motif de son maintien dans la structure : l'attrait (et donc la possibilité) du pouvoir¹⁰⁷.

Quant aux motivations du « saut » et du passage à l'UDF, il faut noter que la vie professionnelle et militante de Jean est marquée par les frustrations, et comme pour Arnaud, la confrontation à l'inefficacité de l'action. Au moment de son entrée dans le ministère, Jean s'engage dans un syndicat (CFDT)¹⁰⁸. Cette expérience lui déplaît car il fait essentiellement un travail administratif ce qui ne le change que peu de son propre travail. L'engagement au PS ne lui permet pas non plus de sortir d'une condition d'exécutant parce qu'il n'est qu'un « *militant de base* ». Au contraire, l'engagement à l'UDF lui ouvre la voie d'un statut d'acteur. C'est à partir de cette nouvelle position qu'il relit son engagement en y mettant une distance certaine et en tirant satisfaction d'être passé au statut d'élus potentiels. Bien sûr, la convivialité et la « *gentillesse* » des gens rencontrés à l'UDF jouent leur rôle dans son engagement. Mais sa satisfaction vient de ces opportunités politiques qui s'ouvrent à lui¹⁰⁹. Il y retrouve l'intimité perdue dans le monde professionnel, syndical et socialiste. Sa propre personne n'est pas noyée dans les échelons d'une organisation, mais a une visibilité individuelle et collective.

L'engagement politique est relu à la lumière de cette envie de mordre dans le fruit, construite à force de frustration et de perte de visibilité dans des structures administratives trop lourdes. Savoir donner des coups, en recevoir, poser ses vis redonnent de la rapidité, de l'action à un univers lent et lourd. Les structures de militance ouvertes à l'UDF actualisent en même temps qu'elles formulent ces besoins potentiels.

Le sentiment de soi qu'il retire de son engagement à l'UDF semble justifier son attachement au parti, plus précisément : lui renvoie l'image qu'il y a sa place.

¹⁰⁷ Il est intéressant de croiser cette analyse avec celle de J.Frétel sur la fabrication des notables à l'UDF [J.Frétel, « Le parti comme fabrique de notables. Réflexions sur les pratiques notabiliaires des élus de l'UDF. », *Politix*, vol.17, n°65/2004 : p.45-72]. Selon cet auteur, l'UDF façonne son propre militant, défini par sa capacité à se forger un réseau de notabilité.

¹⁰⁸ Des restructurations du ministère ont laissé des « trous » dans les organisations syndicales et de nouveaux permanents sont nécessaires.

¹⁰⁹ Jean a pris contact avec l'UDF en passant par ses réseaux francs-maçons.

« Je crois que l'adhésion c'est ça, c'est apporter un soutien, apporter sa petite pierre □ euh.. Ouais c'est ça l'adhésion □ Sympathisant. Sympathisant □ C'est trop anonyme pour moi tu vois, oui mais t'es pas dedans. Adhésion c'est un acte fort. D'adhérer c'est un acte fort □ ».

Cet engagement est marqué par une exigence accrue vis-à-vis du parti :

« bon tu demandes plus aussi, pour moi l'adhérent c'est mieux informé q'un sympathisant, parce qu'on lui doit ça □ ».

L'accès à l'information est donc un élément important de rétribution de l'engagement. Mais il serait faux de croire qu'il motive l'engagement. Au contraire, il vient en quelque sorte « en plus » d'un engagement actif, d'un investissement au sein même du parti qui fait passer du simple militant à la volonté d'être élu.

En définitive, Jean se sent « arrivé ». Selon ses propres mots, sa « déserrance » a pris fin. Centriste, Jean l'est ouvertement. Il associe cette identité à l'idée que le clivage gauche-droite est usé, dépassé et qu'il faut construire autre chose. Il adhère ainsi à l'imaginaire partisan qui fonctionne au sein de l'UDF : centre = clivage gauche-droite dépassé. Cette équation structure son discours. Elle n'est pas nécessairement la motivation de l'encartage et de l'engagement, par contre elle donne les mots pour se dire du centre. Elle refonde toutes les motivations dans un moule commun. D'individuels et de personnels, relevant de besoins que remplit l'engagement politique – le sentiment de soi, le ressenti de l'engagement d'être utile, d'avoir sa place – les motivations deviennent une et collective : celles de l'engagement de valeurs, de croyance. Il ressort très nettement qu'au cœur de cette relecture collective, Jean met l'usure de clivage gauche-droite comme grille d'explication de son propre engagement et de son action. Qu'en est-il des autres militants UDF ?

1.1.2 *Les UDF de la première heure : le refus d'une culpabilité bourgeoise.*

Les UDF de la première heure rejettent le sectarisme socialiste qui les étiquettent « bourgeois ». Non pas qu'ils réfutent leur appartenance à des catégories sociales aisées, mais ils refusent de se voir, par là, disqualifier de la lutte politique et, surtout, sociale.

- **Pascal, tolérance et dialogue.**

Pascal commence à militer comme Jean dans les années 1980¹¹⁰. Il refuse la polarisation gauche-droite et le socialisme d'un F.Mitterrand. Il condamne le sectarisme des socialistes et des gens de gauche.

¹¹⁰ Entretien réalisé en mars 2002, Essonne. A l'époque, Pascal a 36 ans. Il est directeur de cabinet du maire d'une ville moyenne de la région ouest parisienne. Il est au bureau politique de l'UDF et ancien président des jeunes UDF. Il a fait un cycle universitaire long à Paris.

« Je trouvais les amis de gauche un peu trop sectaires. C'était 81, c'était la contestation. C'était, dès que j'avais un avis contraire, j'étais traité de bourgeois □ ».

On retrouve là encore une sorte de mauvaise conscience de ne pas être de gauche et/ou une volonté d'être de gauche autrement. Ce qui frappe c'est le refus d'être délégitimé comme acteur politique (de gauche ?)¹¹¹.

Il maîtrise les déterminants sociologiques de l'engagement politique en faisant référence aux préférences partisans de ses propres parents. Mais il les met ironiquement à distance :

« Je suis issu d'une famille assez politisée. Donc, la culture politique faisait partie du quotidien... Mon père a été pendant longtemps un élu socialiste de Paris, à des hautes fonctions, parce qu'il était conseiller de Paris et je crois même secrétaire général du groupe PS à l'Hôtel de ville. Et ma mère plutôt à droite. Et j'ai grandi dans ce syncrétisme on va dire. Elevé par ma mère, également, ça signifie aussi que j'étais influencé par les idées de droite. Mais bon, si j'avais été de gauche on aurait dit que j'étais influencé par le père ... Donc bon, au bout d'un moment, il faut bien faire son choix personnellement. □ ».

L'engagement de Pascal a été nourri par un engagement associatif et par un refus viscéral des catégorisations trop rapides.

Contrairement aux entretiens précédents, les lignes du discours officiel sont présentes : le duo liberté/responsabilité structure le discours, plus que le motif de l'efficacité (que l'on retrouve chez Arnaud).

« C'est surtout, pour moi, venant du PSD [Parti Social-Démocrate], l'envie de faire vivre une certaine citoyenneté, [□]. Moi, j'ai des responsabilités vis-à-vis de vous et vous, vis-à-vis de moi. [□] Etre citoyen c'est à mon avis, on a chacun une place à défendre, et aussi des droits et des devoirs □ Voilà, c'est ça. Alors, je me battrais pour vos droits et pour vos devoirs, voilà. »

On retrouve aussi l'importance de se dégager des appartenances individuelles et des intérêts particuliers – mais contrairement à Bastien (cf. *infra*), par exemple, le terme d'intérêt général n'apparaît pas¹¹² :

« Qu'est-ce qui fonde l'engagement ? C'est d'abord l'envie... de lutter contre le chacun pour soi, je pense que c'est l'envie de lutter contre le repli de son pays sur soi-même, l'envie de lutter contre les égoïsmes, et l'envie de lutter contre l'immobilisme. »

Plus que l'intérêt général, c'est le partage, le dialogue, l'ouverture qui sont mis en valeur.

« L'idée de partage, c'est □ de fonder une société juste et de lutter contre toutes les formes de discrimination et de pauvreté. [□] Je voudrais, moi, dans ma société sociale que j'ai dans la tête comme dirait l'autre, une société fondée sur le dialogue, s'il y a un problème ben on en discute, on voit et on évite si possible de bloquer un pays. Si on arrive à trouver des solutions, on les trouve, mais ne pas bloquer un pays avant qu'on en parle... C'est la société du dialogue, de l'initiative, contre la société par le haut, par la contrainte. Je suis pour la liberté dans l'entreprise, la liberté de la presse, la liberté pour l'homme... Voilà. »

¹¹¹ En refusant de prendre le centre comme objet de recherche, on risque de reproduire l'état actuel de la lutte politique qui veut que l'on soit de gauche ou de droite. La tentation socialiste des centristes correspond à une envie d'être de gauche sans faire partie de la « gauche » qui existe actuellement : une « autre » gauche. Il y a une certaine schizophrénie des centristes parce qu'ils sont à la fois certains de leur ancrage à droite et sûrs de leur tradition sociale-démocrate. Là encore, il faut souligner que les « centristes » sont multiples (cf. Chap. VII).

¹¹² Pascal vient du tissu associatif, faut-il y voir les raisons de l'absence de la thématique de l'intérêt général dans son discours ?

Pour décrire le parti, Pascal accorde une grande importance au partage de valeurs communes. On y trouve des accents spiritualisant d'une communauté militante et politique :

« Je rajouterais également, qu'il y a au sein même de la carte d'identité, du profil du militant une forte, un fort engagement associatif. Et je crois que tout ça participe du même état d'esprit, c'est-à-dire qu'à l'origine on a cru, à mon avis, à certaines valeurs qu'elles soient spirituelles ou pas, d'éducation, et de respect... Moi, j'ai plutôt été influencé par les valeurs de la République, mais d'autres ont été influencés par les valeurs spirituelles, mais, je crois, qu'on se retrouvait parce que l'on croyait à des valeurs. »

Cet attachement à l'image de tolérance, de dialogue, on pourrait dire de « grandeur d'âme » n'était pas présente dans les entretiens précédents.

Par contre, on y retrouve aussi des accents élitaires : l'idée d'une capacité de raison, de réflexion qui distinguent le militant (ou l'UDF) des autres et des solutions de facilité. L'UDF « c'est le parti qui réfléchit ». Pascal ajoute : « C'est pas vraiment le parti de la foule, l'UDF. [...]. C'est le parti de la raison. C'est le parti de la réflexion... » ; d'où le portrait du militant que dresse Pascal :

« Parce que justement il y a cette base d'éducation, cette bonne éducation, du bon militant UDF, un petit propre sur lui, mais qui est, également, la marque de fabrique du militant UDF, bon, bien évidemment le militant UDF il n'a pas les cheveux longs, la barbe, il fume peut-être pas des pétards tous les jours, d'accord, mais cette bonne éducation, cette ouverture à l'autre □ ».

Ainsi, l'engagement de Pascal se raconte comme un engagement de cœur, de dévouement, de réflexion. Il renvoie à un parti qu'il définit par des manières d'être, par ses membres plus que par une idéologie.

Du point de vue des valeurs d'ailleurs, Pascal se reconnaît de droite. Le centre (ou le centrisme) pour lui, c'est d'abord une manière de faire (à droite) ; une méthode de gouvernement pour rassembler des majorités.

« Et c'est quoi le centrisme? Le centrisme c'est une idée qui consiste à dire que pour gouverner... Le centrisme n'est pas un parti politique, c'est une option de gouvernement. [□] les Ferry, les Gambetta et les Clémenceau venaient de l'extrême gauche... Et, ils se sont rapprochés du centre parce que la zone tampon, là où l'on "chopait", entre guillemets, les majorités, c'était au centre. [□] ».

Le centre est donc d'abord une condition pour gouverner. Mais cela ne signifie pas qu'il en va d'une logique de maximalisation sans contenu théorique :

« Le centre est un point de convergence. Et c'est ça qui est intéressant c'est que c'est un point de convergence politique, mais c'est, aussi, un point de convergence idéologique. »

Quelle est-elle cette convergence idéologique ? C'est celle de la modération : « C'est le point de la modération, c'est le point du consensus, c'est dépasser le... bipolarisme bête et méchant. » On retrouve, là encore, l'idée que le clivage gauche-droite est dépassé. Mais ce thème est développé. Il construit un

discours sur le centre structuré qui a déjà formulé ses réponses aux critiques du ni-ni ou de l'opportunisme politique.

« Ca ne veut pas dire qu'on est ni de gauche, ni de droite, moi je me sens plutôt centre-droit. Bayrou se sent plutôt centre-droit aussi. Disons que le centre c'est assez traditionnel, on va dire, sur les valeurs, et assez progressiste au niveau social. En gros, c'est ça : le centre c'est la communion des idées de progrès au niveau social et la tradition, mais pas la tradition encore une fois moisie... »

La modération est cette force qui permet justement de faire tenir ensemble conservatisme et progressisme.

« La modération c'est la recherche de solutions. [] c'est sur des sujets importants faire appel à des modérés. C'est aussi dépasser sur des questions brûlantes, le clivage gauche-droite. »

Il faut ainsi trouver la bonne solution, la plus juste.

« Opportunisme c'est exactement ce que ça veut dire en français : c'est-à-dire trouver la meilleure solution, au meilleur moment. C'est comme un peu, pour l'Europe, les principes de subsidiarité : trouver les meilleurs échelons pour pouvoir donner les meilleures solutions sur les questions européennes. [] C'est trouver la bonne solution, au bon moment et au bon endroit. Quitte à se nier... à penser différemment à trois ou quatre ans d'intervalle, ça ne me dérange pas de dire qu'il y a quatre ans j'avais tort ! On évolue. Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis. Moi, j'avoue sur certains sujets j'ai évolué... Je me suis renseigné, je me suis informé... ».

Etre capable de « *trouver la bonne solution* » suppose ainsi certains revirements politiques. Pascal essaie de les valoriser comme une forme de dialogues, comme une capacité à se remettre en cause. Valorisation bien difficile dans un monde politique qui fonctionne grâce à des repères (par définition stables) et à des lignes de démarcation. On comprend dès lors que l'acteur politique qui change d'avis puissent être qualifié d' « imposteur ». Mais pour Pascal, c'est exactement l'inverse :

« [] Le centre c'est toujours la solution quand on arrive au bout d'un système, ou quand on commence une aventure importante. Les aventures importantes ont toujours fait appel au centre : l'aventure européenne, la reconstruction après la guerre, la résistance [...] Parce qu'un jour il faut bien passer par des idées de progrès, des idées sociales, des idées humanistes, pour pouvoir créer une société. Il faut aussi faire appel au centre lorsqu'il s'agit de décriper une société, c'est ça qui est très important dans le centre : c'est décriper une société. »

Si le centre n'est pas encore compris aujourd'hui et reste en marge de la compétition politique, c'est parce qu' « on n'est pas encore arrivé sur la zone rouge » :

« Quand on arrivera sur la zone rouge, il y aura deux solutions : soit on fait la révolution, soit on réforme la société... C'était l'idée de Giscard en 74, pas de révolution mais une évolution, il disait comme ça. Je pense que l'on se tournera, à ce moment là, vers des situations plus modérées ».

Seule la modération est la solution. Tous ne sont pas capables de le saisir, mais le temps travaille en faveur du centre.

- **B.M, la « maïeutique ».**

Les mêmes motifs se retrouvent chez B.M – tolérance et dialogue, refus d'une catégorisation sectaire, élitisme¹¹³. Il a pris lui-même contact en solitaire à l'UDF en ouvrant son annuaire : « parce qu'en fait, moi, j'ai regardé dans l'annuaire... Pour te dire, moi, combien j'ai aucun lien avec aucune personnalité politique ».

Son engagement est avant tout motivé par l'intolérance de ses amis militants (contrairement à Pascal ou Bastien il ne s'agit pas d'amis socialistes mais d'amis du RPR). Il revendique un engagement réfléchi, et parfois difficile en tous les cas courageux¹¹⁴ :

« Le centre c'est compliqué, faut être courageux pour être au centre. [] 'Faut avoir un peu plus de jugeotte, tu peux pas caricaturer les positions de ton adversaire et te balancer de bas côté sinon tu tombes, donc c'est forcément compliqué [] »

Il critique les engagements intéressés de certains élus et anciens barons de l'UDF et les calculs politiques.

« Donc, la rupture joue plus entre ceux qui sont prêts à faire quelque chose avec un candidat à 5% et ceux qui seront plus établis, qui doivent être reconduits à tout prix... qui suivent le mouvement aussi. »

Le discours du parti est réintégré par B.M qui prône dialogue, écoute et modération.

« En gros, les gens ne comprennent pas tellement que pour être au centre, on peut être pour ou contre des choses du PS, pour ou contre des choses de la droite, on peut être d'accord avec les Verts sur certaines choses et pas avec le reste. Ils comprennent pas qu'il peut y avoir des majorités d'idées. En fait, ils perçoivent le centre comme un curseur : il y deux visions sur un sujet et le centre ça va être le curseur, on va essayer de trouver un milieu... Alors que pas du tout en fait, il s'agit d'une idée qui est vraiment celle d'un des pôles, mais sur d'autres sujets on prendra autre chose... c'est pas juste essayer de se situer au milieu...C'est souvent perçu comme ça... ».

Tout comme chez Pascal, le centre trouve la juste solution. Le discours de B.M est, néanmoins, moins marqué par un idéal de tolérance, un mysticisme de l'ouverture. Ici, les réflexions sont plus tacticiennes, plus désabusées aussi sur les alliances et l'adhésion des notables à l'UDF¹¹⁵. Par contre, le même accent est mis sur le dialogue. On y retrouve une justification positive des revirements idéologiques :

¹¹³ Par souci de concision, sur ces thèmes déjà abordés, nous ne citons pas systématiquement l'entretien. Nous renvoyons aux annexes. L'entretien a été réalisé le 6 février 2002, Paris. A l'époque, B.M avait 21 ans et était étudiant à Sc Po, Paris. Il adhère à l'UDF en septembre 2001. Il est originaire de Haute-Loire.

¹¹⁴ Cette rhétorique du courage se retrouve ainsi en Allemagne. Absente à la CDU, elle est très présente dans la rhétorique de la *Neue Mitte*.

¹¹⁵ Il faut dire que nous sommes en plein contexte de campagne présidentielle (2001) où nombre d'élus UDF choisissent de soutenir J.Chirac.

« Et puis, c'est, aussi un dialogue... C'est, je parle pour moi, avoir foi dans l'idée que si t'as un problème t'as beau repasser dans ta tête toutes les solutions, tout mettre à plat, synthétiser, et, pourtant, tu resteras bloqué, et, pourtant, le dialogue avec une autre personne, une rencontre auraient forcément, enfin, il y aurait la possibilité... Comment dire ? Qui pourra te renvoyer des choses sur lesquelles tu pourras rebondir... M. il me dit, en employant le terme à mauvais escient : 'Ah, tu recommences avec ta maïeutique'. Parce que si je raisonne souvent : 'd'un côté c'est ça, et de l'autre c'est ça'... Et... évidemment ça prête toujours à des critiques d'indécision... Mais, je lui ai expliqué un peu : 'mais si je fais ça c'est parce que j'espère, tu t'en rends pas compte, que tu vas rebondir sur une de mes affirmations... En me disant qu'il y a ça... Et moi ça va m'aider à choisir...' Alors bon, le revers de ça c'est que cela donne une grande importance à l'autre, disons... Parce que quand tu hésites à choisir, il suffit que l'autre fasse un peu pencher la balance, et là, alors, c'est bon... Quand on dit que Chirac il est d'accord avec la dernière personne qui est rentrée dans son bureau... C'est là où tu dis que Chirac c'est un bon centriste !!! C'est con mais, non c'est pas ça, c'est juste qu'il est influençable... C'est aussi le revers de la médaille. Donc, c'est quelque chose qui est difficile à manier, cette confiance en l'autre... parce que c'est possible de se faire avoir...Le style... Ca se ressentira par le dialogue, la recherche d'un consensus. »

Le centre est ainsi associé à une manière d'être en politique : la sincérité. Par conséquent, les changements d'opinions sont acceptables à partir du moment où ils sont motivés pas la recherche de la vérité, du moins de la meilleure ou de la moins mauvaise solution¹¹⁶. Dès lors, Le centre est un style – du dialogue, du consensus, du compromis.

« Dans ce cas là oui, parce que pas mal des idées du centre ont été reprises par le RPR. Donc qu'est ce qui nous reste ? Il nous reste un style. Un style c'est important... »

Enfin, l'engagement de B.M. semble motivé par le désir de pouvoir se tromper et de revenir sur ses décisions. L'engagement, même définitif, ne peut pas être un chèque en blanc. La certitude n'est jamais acquise. Il faut éviter l'erreur. Le centre, pour lui, est un moyen de trouver une solution la plus équilibrée, la moins « dangereuse » on pourrait dire. Les extrêmes, leur sectarisme sont vus avec méfiance¹¹⁷. La vérité ne peut être qu'au centre, moitié, jamais entière. La complexité explique les changements d'idées, les incertitudes. Il peut être difficile d'endosser cette image.

« Donc, c'est vrai qu'il y a, là-dessus, tout un tas d'images, de clichés, qui sont pas forcément les plus faciles... ».

Au delà, de cette éthique politique, retrouver les raisons de son engagement est difficile. Certains motifs sont évoqués :

¹¹⁶ On comprend dès lors que le débat sur le centre se place sur le terrain de la morale. Les oppositions sont de type vrai/faux, bon/mauvais etc. Si ses adversaires l'accusent d'opportunisme politique, le centre ne peut que répondre qu'il est seul dans sa quête de vérité, là où les autres sont noyés dans leurs intérêts particuliers. Le centre ou les centristes (les « vrais ») eux savent qu'ils ne font pas de l'opportunisme politique mais qu'ils sont mus par une quête (louable) de vérité. Eux savent... les autres ne savent pas encore. On comprend mieux alors que le discours du centrisme soit teinté d'accents élitaires.

¹¹⁷ « C'est ce sectarisme qui m'énerve [...] Je sais pas, c'est le sentiment qu'il faut être absolument de gauche pour pouvoir être solidaire, faire changer les choses, cela m'énerve. Cet espèce de monopole qui fait que si t'es pas à gauche, t'es forcément... »

« D'avoir pris ma carte... Je ne sais pas. C'est une question de logique et de cohérence. Et puis aussi pour... J'essaie de me replacer... Comment c'était ? Pourquoi je me suis dit, il faut que tu prennes ta carte ? Parce qu'en fait pendant tout l'AP[année préparatoire] je m'étais plus ou moins impliqué sans avoir de carte et tout ça, et quand j'étais à Londres... J'étais à Londres avec le président du RPR Sc Po... C'est bizarre... On est tous très copains en fait... Alors, il me disait : « ouais, il faut que tu prennes ta carte ». Alors je disais : 'ouais, je verrais'. Et puis, quand même, si je voulais être président UDF Sc Po, c'était mieux d'avoir sa carte... Et puis pour des raisons pratiques, aussi. Sur le site de l'UDF, par exemple, il y a un intra-net pour ceux qui sont adhérents... et puis, en plus, je me disais pour aller, des fois, à des réunions au siège qui sont pas forcément ouvertes à tous, et puis, ils t'envoient Démocratie info.. Oui, pour une question de cohérence. ». Finalement, vient l'évidence : « Moi, c'était l'UDF, c'est tout. J'avais pas envie d'aller ailleurs... Je me suis toujours senti UDF... ».

- **Bastien, « l'intérêt général »**

L'engagement « en solitaire » se retrouve chez Bastien¹¹⁸. Il présente son engagement comme un engagement réfléchi et mûri. La prise de contact s'est faite en solitaire. Pendant la première année de son engagement, il participe aux réunions de cellule, aux débats publics mais les contacts sont rares. Ce sont les élections aux bureaux des Jeunes UDF qui vont le mettre en avant : il fait partie de la liste qui remporte les élections. Là, il entre au siège, dans les rouages de l'organisation et forge ses premiers contacts. Il est très fier d'avoir convaincu ses parents, sympathisants socialistes, de voter UDF. Il refuse les catégorisations trop rapides. Il prône le débat et s'inquiète d'une « *démocratie qui va mal en France* ».

Il justifie son engagement par le motif de l'intérêt général et d'un engagement désintéressé. C'est un certain sens du politique qui le pousse à agir. Cependant, l'intérêt général structure son discours sans qu'il puisse préciser ce terme (même après des questions l'incitant à développer ce qu'il entend par « intérêt général »). La notion est une évidence qu'il n'arrive pas à déconstruire¹¹⁹.

L'imaginaire de l'intérêt général, de la politique civique donne au discours de Bastien et à son parcours sa cohérence sans qu'il ne puisse l'exprimer – contrairement, par exemple, à la parole de Pascal. Le dire n'existe pas.

1.1.3 Bilan sur les motivations de l'engagement et le discours centriste.

En conclusion, ces entretiens font apparaître différents motifs explicatifs de l'engagement :

1. La déception
2. La rapidité/ la visibilité/ l'efficacité de l'action
3. La volonté de sortir de l'anonymat
4. La confrontation au monde professionnel
5. La socialisation antérieure (même si elle est mise à distance)

¹¹⁸ Entretien non retranscrit. Réalisé en juin 2005, Paris, au siège de l'UDF. Bastien fait des études de droit à Paris. Il a 21 ans et est adhérent à l'UDF depuis un an. Originaire de Paris.

¹¹⁹ La notion fait bloc comme l'illustre le dialogue suivant où C. est l'enquêteur et B., Bastien.

- B : « - [L'intérêt général]C'est recherche du bien de tous. / C. : Le bien de tous ? / C. : Ben... c'est ce qui sera optimal pour tous./C : Optimal sur quoi ?/ B. : Ben... optimal. Pour le bien de tous ».

6. Le refus de faire un chèque en blanc et la possibilité de revenir sur ses opinions
7. L'envie de suivre quelqu'un
8. Le sentiment d'utilité et/ou l'utilisation de sa compétence politique
9. La volonté de dépasser l'immobilisme des égoïsmes et des intérêts particuliers
10. La mystique du sacrifice et de la recherche de la vérité, toujours partielle.
11. Le courage politique.

Sur le centre, plusieurs éléments ressortent :

1. L'usure du clivage gauche-droite.
2. Le refus du sectarisme de gauche
3. La volonté d'être social (ou de gauche) et/ou la mauvaise conscience de ne pas être de gauche
4. La modération, le dialogue et le consensus
5. Une manière éthique d'être en politique fondée sur la recherche de la vérité.

L'entretien de Bastien a révélé la fragilité de la parole et parfois même son impossibilité. Si certains sont rodés au discours de l'engagement comme Pascal, d'autres n'ont d'autres moyens que de recourir à l'évidence de leur engagement. D'autant que l'attachement au centre, parce qu'il est le plus souvent vécu comme une manière d'être, est justement difficile à formuler. Pour pallier aux insuffisances de la parole – sans vouloir dire les mots de ceux qui n'en ont pas – et saisir cette manière d'être, l'observation a permis de rentrer dans cet univers de l'évidence.

1.2 Les formes de la parole : pourquoi reste-t-on ? Compte rendu d'enquête.

Les défections massives de l'UDF vers l'UMP ont créé d'importants besoins de régulation et de soutien de la centrale à ses élus. Aux bureaux politiques, aux réunions de délégués de fédérations, les interrogations sur le comportement à adopter face aux transfuges reviennent. Certains prônent d'enterrer la hache de guerre, mais l'animosité domine majoritairement. La prise de parole joue le rôle d'un exutoire des peurs et des agressions. Elle permet de sortir d'un isolement pour certains élus qui siègent, désormais, comme seuls UDF aux conseils municipaux ou régionaux.

L'ouverture aux questions est le plus souvent l'occasion, pour ceux qui prennent la parole, de parler de leurs propres expériences, de parler d'eux. La direction s'attache à remercier chaque intervenant soulignant l'importance de cette parole qui redonne à celui qui la dit le sentiment d'être écouté et entendu.

Ces réunions sont aussi l'occasion de porter publiquement ses critiques et ses reproches, voire ses conflits propres (de fédérations, de personnes etc.) aux instances du bureau politique. Les critiques sont souvent de type organisationnel : problèmes

financiers, lenteur de l'inscription des nouveaux adhérents sur les fichiers, contrôle par la centrale des nouveaux adhérents, régulation des conflits internes de fédération et circulation de l'information. Certaines sont de type idéologique : par exemple, la position de F.Bayrou sur la laïcité¹²⁰, ou le positionnement au centre face à la majorité gouvernementale. Mais ces critiques sont relativement rares.

L'objet principal de ces réunions est de faire circuler l'information. Le bureau politique étant l'instance informative même : « *au bureau politique c'est là où tu as toute l'info. C'est là qu'il faut être* »¹²¹. Il faut dire que l'information circule relativement mal.

Ces réunions ne sont pas qu'un échange des militants vers la direction. Celle-ci diffuse aussi son discours, ses éléments de doctrine, les ressources informatives, discursives, programmatiques qui seront disponibles. Contrairement à ce que l'on aurait pu attendre, notamment du fait du caractère de notabilité du parti, la demande de régulation est très forte. Certes, le contexte de campagne européenne accentue le besoin de parole officielle, mais la demande de régulation existe. Elle se cristallise dans un besoin de structuration et d'organisation de la structure militante : les élus doivent être encadrés, l'inscription des nouveaux militants contrôlés par la centrale et surtout l'information entre les fédérations et la centrale doit être plus transparente. Un rapport a été remis le 18 novembre 2004 à F.Bayrou faisant état des dysfonctionnements organisationnels et comportant des propositions de réorganisation.¹²² Ce travail a débouché, par la suite, sur les 22 actions énoncées lors du congrès de la Mutualité le 22 janvier 2005. La direction tente de rationaliser les échanges, les rendre plus rapides et plus nombreux¹²³.

Le besoin d'information et de relais est ainsi important. La décision est prise de transmettre les revues de presse hebdomadaires des parlementaires aux présidents et vice-présidents de fédération (mai 2005). Une fédération d'élus intégrée et soumise à l'organisation partisane est créée en mai 2005. Ces mesures visent, d'une part, à ressouder les rangs après les démissions en faveur de l'UMP et à assurer le soutien de la centrale aux élus et aux militants isolés dans leur département. Le verrouillage de

¹²⁰ Pour la mort du pape Jean-Paul II, le dimanche 3 avril 2005, J. Chirac, président de la République, avait ordonné la mise en berne des drapeaux. Cette décision a été critiquée par F.Bayrou. Celui-ci revendiquait la stricte application du principe de séparation de l'Eglise et de l'Etat, et ce d'autant plus dans le contexte actuel de l'application de la loi sur les signes religieux. Cette prise de décision n'a pas été comprise par la majorité des militants et sympathisants UDF. Le jour même, le siège fut l'assaut de mails et appels téléphoniques demandant des explications. F.Bayrou a dû s'expliquer à la presse, au bureau politique du 13 avril 2005, et dans le *démocratie info* de la même semaine.

¹²¹ V., candidate aux élections législatives sur la liste du 20^e arrondissement de Paris.

¹²² Le 4 septembre 2004, lors de l'université d'été des Jeunes UDF à Cogolin, F.Bayrou avait annoncé sa volonté de créer un groupe de travail chargé de réfléchir à une meilleure organisation du parti. Il lui a donné le nom de « Comité Berthier » - en référence au maréchal de Napoléon qui a su réorganiser les armées de l'Empereur. 21 personnes ont été nommées pour former le comité Berthier.

¹²³ Comme le souligne N. Sauger, le parti se ré-orienta vers un parti présidentiel sous l'influence de son chef et de ses ambitions présidentielles. N.Sauger, *Art. Cit.*, 2004.

l'organisation, la hiérarchisation des relations et une structuration plus forte sont des demandes qui émanent à la fois de la direction, des élus et des militants¹²⁴.

Ces réunions au siège permettent aux militants de se sentir écoutés et « existés » au sein de l'organisation. La parole qui s'en dégage n'est pas tant démocratique qu'identitaire voire exutoire aux peurs et agressions des militants et élus dans leur vie militante quotidienne. Ce sont des lieux de sociabilité où l'on prend plaisir à reconnaître un tel et un tel de telle fédération. C'est aussi une manière d'affirmer son identité au sein du parti. L'occasion aussi d'être traité avec égards (hôtesses d'accueil, remise de dossier préparé à chaque nom de participants, buffet, rafraîchissement) et de marquer symboliquement l'importance de sa personne.

1.3 Les formes de sociabilité : la reconnaissance du même.

1.3.1 Les universités d'été¹²⁵

L'université d'été de l'UDF de 2004, à Cogolin, a été considérée comme un succès. F.Bayrou a été confirmé dans sa stratégie autonomiste. Par ailleurs, elle a eu ceci de particulier que s'y est déroulé en même temps un conseil national alors que ces deux manifestations avaient été, jusqu'alors, distinctes. Par définition, la nouveauté de la situation fait que les mécanismes de régulation et d'appropriation ne sont pas encore rodés. Par conséquent, elle est riche en enseignement sur les processus de constitution et de gestion de l'inconnu. Dans ces situations « ouvertes », les mécanismes invisibles qui gèrent et structurent les rapports au sein du parti surgissent comme un éclair avant de disparaître dans la routine institutionnelle.

La tenue du conseil national permet aux élus locaux de ne pas perdre de vue (et le contrôle) de l'appareil partisan¹²⁶. L'université d'été, et ce quelque soit le parti politique, est un moment fort de la vie partisane où les nouvelles générations, c'est-à-dire la force vive du parti se met en scène. Montrer les nouvelles générations, c'est conjurer la peur de la mort (institutionnelle) et faire vivre le parti dans l'éternité ; d'où l'enjeu de la simultanéité de ces deux rassemblements.

La constitution d'une identité collective est facilitée par un ensemble de codes et d'implicites qui permettent la communication sans même qu'il ne soit besoin de s'assurer du « canal de communication ». La première question de prise de contact est directement celle de la fédération de provenance : « *Et vous de quelle fédération êtes vous ?* ». Par cette question, la confiance peut s'établir. Cette base commune (chacun a dû se déplacer, chacun vient d'une fédération etc.) facilite la communication. Ces

¹²⁴ Il ne faut cependant pas exagérer cette demande de « mise sous tutelle ». En effet, elle provient essentiellement d'une défaillance organisationnelle de départ que l'Union s'attache aujourd'hui à pallier.

¹²⁵ L'université d'été observée fut celle de Cogolin (Var), 2004.

¹²⁶ La tenue du conseil national serait, au dire de F.Bayrou, une demande des élus locaux qui voudrait se tenir au courant de ce qui se passe du côté des jeunes.

rituels de prises de contact viennent raviver une mêmété, une ressemblance immédiate : l'homogénéité vestimentaire (Polo Lacoste, pantalon de toile et mocassins). Celle-ci n'a pas besoin de se dire. Cette proximité des comportements et de l'habillement facilite le contact ; d'autant que les codes de conduite (galanterie, l'adresse systématique de « Madame » ou « Monsieur », le vouvoiement, l'autodérision et la mise à distance) sont les mêmes. Le semblable n'a plus besoin de se dire : il est ressenti comme tel.

Un des modes privilégiés de communication commune semble être l'ironie. Les mots d'esprit fusent à table, lieu de convivialité. Or, ce mode de communication fonctionne sur la mise à distance (renforcée par les marques de politesse et de galanterie). Celle-ci permet subtilement de contourner les règles du vivre-ensemble, en même temps qu'elle les réaffirme et les pérennise. On joue la détente. On se moque de son propre parti. L'élégance est à l'engagement distancié – et notamment la dénonciation ironique du caractère bourgeois et intellectualiste du parti.

Ces manifestations publiques sont ainsi un moyen de rappeler à chacun qu'il a sa place dans le parti (et de le montrer). Incorporer les élus à cette université d'été, c'est faire le signe qu'ils ont (encore) une place à occuper sur la scène partisane : il ne sont pas qu'élus locaux, ils sont membres d'un parti¹²⁷. Ces manifestations permettent aussi d'apprendre les manières de faire, de dire et d'être en politique (et ce surtout pour les jeunes). La symbolique des débats, qui sont institutionnalisés par l'ordre du jour, est importante. Elle fonctionne très bien puisqu'elle est reprise le soir par de longues discussions. Chacun peut ainsi apprendre, en même temps que tester ses talents argumentaires. On se montre, on tente, on essaie, et bien sûr on échange ses cartes de visite. Il s'agit d'un lieu de socialisation non pas parce qu'on referait revivre une émotion commune, un sentiment du nous, mais parce qu'on peut y tester ses capacités à devenir « politique ». Comme une sorte de « stage » (ou « bizutage »), de banc d'essai. Un très bel exemple de cette socialisation d'essai a été donné par une discussion nocturne entre les plus âgés et les plus jeunes sur la nécessité de faire partie du gouvernement. Les jeunes défendent l'autonomie de la formation et la non participation au gouvernement contre les plus âgés (pour la plupart ce sont des élus locaux). Les premiers se gaussent de leurs convictions politiques, fiers d'une identité qu'ils veulent fidèle à F.Bayrou. Les seconds sont conquis par ces jeunes plein de conviction et de droiture morale. Le petit déjeuner du lendemain est l'occasion de vanter le mérite et l'idéalisme des « jeunes ». Ici, se nouent deux éléments importants du fonctionnement identitaire de l'UDF : le parrainage d'un plus âgé qui joue le rôle de

¹²⁷ C'est aussi une manière d'intégrer les jeunes dans la vie du parti et d'éviter tout risques de dissidences.

modèle et mentor (thématique de la raison), et l'attachement à un militant idéaliste, désintéressé et investi gratuitement (thématique du dévouement et du jeune)¹²⁸. Le dévouement à une cause, à une idée, est, en tous les cas, la manifestation d'une croyance en une raison supérieure qui oblige à sortir de soi-même et de ses intérêts particuliers.

L'autre versant (contradictoire) de cette valorisation du dévouement est celui de la fascination pour le pouvoir. Celui-ci n'est pas le pouvoir de, mais le pouvoir « tout court » (selon les mots de Jean), ce que nous saisissons comme le pouvoir d'être vu. Il faut être connu non pas tant des électeurs, mais de la scène politique elle-même. La recherche du pouvoir est ainsi celle de « poser ses vis pour devenir incontournable »¹²⁹.

En conclusion, l'université d'été est traversée par trois dynamiques du nous : 1. la convivialité et la mise en scène du nous, 2. la confrontation au combat politique et la mise à l'épreuve du nous (en interne) et 3. l'affirmation du nous dans le dévouement et la gratuité de l'action politique (en externe).

La première dynamique fonctionne sur les discussions informelles, les repas etc, mais elle a aussi sa place dans les forums. Elle est convivialité, jeu de reconnaissance de soi et de l'autre comme un soi-même.

La deuxième dynamique prend place autour du nous resserré, le « nous entre-nous », plus acerbe, plus difficile, où il faut prendre des coups mais aussi en donner. Le nous est pris sur le mode ironique qui souligne, tout en les mettant à distance, l'importance et la dureté du nous politique.

Enfin, la troisième dynamique, est celle du nous face au concurrent (et bien évidemment l'UMP). Là encore le discours est à la distance amicale¹³⁰. On ne peut parler d'ironie mais les effets en sont les mêmes, on annonce l'alliance en même temps on ne se rapproche pas. Ironie ou langue de bois ? Il serait faux de conclure à la langue de bois. Etant donné les formes de communication repérées, il nous semble pertinent de conclure à des modes de communications particuliers, ceux-ci se reconnaissent entre eux mais sont délégitimés par l'extérieur comme indécision, langue de bois et ventre mou. Or, l'identité du centre n'est en aucun cas vécue comme un vide ou un ni-ni. Elle est fondatrice de solidarité et de convivialité au sein d'un milieu partisan.

Ce dernier a été observé dans sa routine institutionnelle au siège du parti rue de l'université.

¹²⁸ Thème que l'on retrouve de manière très nette à l'UW.

¹²⁹ Entretien Jean.

¹³⁰ N.Sarkozy vient d'accéder à la présidence de l'UMP. L'incertitude existe quant au positionnement de F.Bayrou face à la nouvelle direction.

1.3.2 *Le siège : 133, bis, rue de l'université*¹³¹.

Les contacts s'organisent selon les mêmes règles de politesse et de conduite qui régissent les relations en société : vouvoiement, galanterie, modération et *fair-play*. Les jeunes portent un respect pour les élus et les plus âgés (qui se marque par le vouvoiement et par une relation *mentor-élève*). Certains, très particulièrement, sont pris en exemple pour leur rigueur intellectuelle et leur savoir-faire médiatique (J.L.Bourlanges, notamment). La campagne européenne est l'occasion d'un défilé de stagiaires et de jeunes UDF qui se « montrent » au siège. Sans s'en cacher, la plupart sont là pour « trouver du boulot ». D'autres plus discrets, espèrent être soutenus pour une candidature aux élections municipales.

La majorité des permanents travaillent sur un espace ouvert, où chacun se voit, et s'entend. Le « plateau », tel qu'il est dénommé, est l'occasion pour ces jeunes d'être vus et de jouir du privilège d'être au centre du pouvoir. C'est même l'occasion entre jeunes de se gausser d'informations « inédites ». C'est un lieu d'apprentissage, où les jeunes se mesurent les uns aux autres et se confrontent aux élus qui passent, parfois. C'est un lieu de « fabrication de notable »¹³² et les jeunes ne cachent pas leur envie de pouvoir et de carrière politique.

Les relations sont marquées par une très grande politesse et gentillesse. Il existe une capacité d'entraide qui prend le plus souvent la forme mentor-élève (tuteur-stagiaire, permanent-bénévole etc). Ces bonnes relations affichées n'empêchent pas les coups bas, les messes-basses et les groupes. Mais la façade amicale est toujours maintenue¹³³.

De manière générale, on prend plaisir aux discussions, aux figures de style et aux tournures langagières. Les idiomes, proverbes et mots d'esprit sont courants. L'habillement est soigné. Les relations sont guidées par les règles de vie en société plus que par une « culture » partisane propre. Mais ces dernières font justement la marque du parti et des militants UDF, et créent une culture partisane spécifique.

2. Bilan : quelle identité centriste ?

2.1 **Le fonctionnement de l'identification partisane.**

L'identification, le ressenti politique ou partisan ne sont pas à rechercher dans l'avant, ni dans l'après, mais dans le pendant. Ils sont à comprendre non pas comme une ligne droite en sens unique allant de l'individu au collectif mais comme un entre-

¹³¹ L'observation a duré deux mois, de mai à juin 2005, lors de la campagne référendaire. Elle a été participative (rédaction des argumentaires de campagnes, intégration à l'équipe de campagne).

¹³² J.Frétel, *Art. Cit*, 2004.

¹³³ Sans le regard avisé d'une jeune-UDF rodée à la vie du parti, les luttes personnelles et les animosités, réveillées lors de la campagne référendaire ne m'auraient pas été connues.

deux, et plus exactement comme un surgissement entre l'individu et le collectif : l'identité existe non pas parce qu'il y aurait une transformation du « je » dans le « nous » mais parce qu'il y a un mouvement et un dialogue permanents entre le « nous », sans cesse en construction, et le « je », en constante redéfinition.

Poser l'identité comme un dialogue permanent entre le « je » et le « nous » n'est pas une simple redite de résultats déjà répertoriés à savoir que l'identité collective ne peut vivre et survivre que si elle est réappropriée par des individus. Selon nous, l'identité n'émerge pas par le dépassement du « je », attendant patiemment d'être cristallisée dans une structure et une organisation qui la ferait revivre au gré des rituels et manifestations collectives. Elle surgit dans la perception d'un autre, autrement dit dans l'exacte perception de soi comme un « autre » - c'est-à-dire comme une surface de projection. Dès lors, c'est le retour de balancier de l'autre au même qui créera l'identité (dynamique de re-connaissance). Cette dernière n'est plus une forme, un habit (ou un rôle) que l'on revêt, elle est une distance entre le soi-même et l'autre. Elle est un mécanisme régulateur de cette distance et de la « justesse » – ni trop près, ni trop loin – de cette distance qui permet au groupe d'exister. Or, cette distance est inexprimable : l'exprimer reviendrait à l'annihiler. Le silence de la parole identitaire se double d'une identité centriste qui valorise le sacrifice (silencieux) sur l'autel de l'intérêt général.

2.2. La matrice de l'identité centriste militant.

Sans surprise le clivage gauche-droite est récusé comme dépassé. Ce qui est valorisé c'est le « consensus ». La volonté de « dé-bloquer la France »¹³⁴ en s'élevant au-dessus des polarisations gauche-droite. Ces dernières sont vécues comme enchaînement à une vision du monde qui empêche de poser les termes du débat. En ce sens, ce qui différencie le centre c'est la méthode, l'idée que la solution se trouve dans le dialogue et la confrontation. Ainsi, les revirements d'opinions ne sont pas vécus comme opportunisme mais comme prise en compte de nouveaux éléments. L'objectif politique est d'arriver au « consensus » compris ici comme une « majorité d'idées », temporaire et évolutive¹³⁵ : « la seule approche qui permettra d'aller au bout du chantier d'un nouvel ordre politique pour la France est transpartisan, ou, si l'on veut relèvera de la majorité d'idée »¹³⁶.

Mais il y a, ici, un paradoxe de l'UDF : à la fois le clivage gauche-droite est récusé par le sectarisme qu'il implique en même temps l'identité centriste veut être plus qu'une simple méthode : elle est aussi une manière d'être. Ainsi F.Bayrou

¹³⁴ Entretien, Pascal, Mars 2002, Essonne.

¹³⁵ Le consensus n'est pas le compromis qui, lui, est dévalorisé.

¹³⁶ Entretien avec F.Bayrou, *Le Monde*, 22/05/2001.

explique que « chez Mendès, homme d'idées, les idées n'étaient pas tout. Peut-être même, n'étaient-elles pas l'essentiel. Il y avait d'abord comme une ascèse de la démocratie de responsabilité »¹³⁷. C'est donc une conciliation paradoxale d'une identité qui se veut avant tout réfléchie et qui justifie par là ses changements fréquents dans ses prises de positions, et qui, en même temps, revendique une manière d'être qui, elle, serait immuable, disons durable, et qui plongerait ses racines dans une sorte de morale commune, une éthique¹³⁸.

L'UDF est présentée au travers de sa volonté de porter un code de conduite en politique. « Responsabilité », « vérité », « transparence » sont des thèmes récurrents et des modèles de conduite. Ainsi, le parler « vrai » doit être lui-même en cohérence avec l'action politique : il ne s'agit pas simplement de dire mais de faire. L'incohérence est la pierre de touche des critiques contre le RPR/UMP dont la proximité programmatique restreint les possibilités d'affrontements partisans. Le militant modèle est ainsi celui qui ne recherche pas son profit personnel, mais qui est conscient de ses responsabilités par rapport à la communauté.

Quant aux valeurs, l'UDF évoque « humanisme, social, européen, libéral »¹³⁹. La référence à l'humanisme semble centrale dans la constitution d'une référence forte et « parlante ». La référence chrétienne se mue en un spiritualisme, dans lequel l'homme se doit d'être au centre des préoccupations. Cependant, ces valeurs sont, en même temps, reconnues comme consensuelles. Deux éléments se dégagent, alors, pour différencier l'UDF de ses concurrents : elle est vécue, d'une part, comme le précurseur des évolutions ensuite soutenues par les autres formations politiques et, d'autre part, comme une force de progrès.

Ce progressisme va de pair avec la valorisation du pluralisme comme condition essentielle de tout débat, et donc de réelle démocratie. Les militants de l'UDF semblent bien avoir une vision du monde qui leur soit propre, mais l'analyse est brouillée du fait qu'elle est définie par une culture, une manière d'être qui la précède.

Ce n'est pas le moindre des paradoxes que d'assigner à la fois à l'UDF des vertus de modération et une vocation morale. Cependant, en couplant la dimension morale de responsabilité aux valeurs libérales, l'identité partisane peut réinvestir le politique en lui donnant vocation à l'action : il s'agit d'éveiller le citoyen. En ce sens d'ailleurs, l'identité partisane est souvent accompagnée d'une certaine forme élitiste du discours.

¹³⁷ *Ibid.*

¹³⁸ Nous utiliserons ici le terme de « moral » comme une dimension de l'identité politique qui cherche à définir le champ des *politics* et de la compétition politique par rapport à des critères de bien et de mal et/ou de vrai et de faux. Par conséquent, moral s'oppose, par sa définition exclusive du légitime, à la relativité d'un discours pragmatique.

¹³⁹ Entretien Pascal.

En effet, le discours politique de l'UDF s'adresse à la raison : chacun doit prendre conscience de sa solidarité vis-à-vis du groupe et se dégager de ses intérêts propres¹⁴⁰. En ce sens, il est dirigé vers les personnes de « bonne éducation » comme si la subtilité du discours ne pouvait être saisie que par une sensibilité travaillée. Cette valorisation de la réflexion va de pair avec la dénonciation du « cynisme » politique : le politique est d'abord un acte gratuit, sans considération de profits personnels ; d'où la condamnation du pouvoir médiatique et des calculs stratégiques des élus de l'Union (même si cette dénonciation cache aussi souvent un regret¹⁴¹). Tout se passe comme si la position marginalisée de l'UDF se trouvait acceptée et légitimée par le fait qu'elle défend une vision du politique qui, de par sa vérité, se trouve rejetée. Ce qui est valorisé c'est la recherche du « vrai », et ce d'autant plus, que cette quête suppose de se mettre en peine. L'UDF se démarque alors du RPR/UMP, parti populaire, par son caractère de parti de compétences.

En définitive, l'appartenance au groupe centriste passe non pas tant par une identité sociologique que par une identité morale – dont toute la moralité est d'ailleurs de faire œuvre de vérité□ en silence. Cette valorisation de la vérité se retrouve en Allemagne et en Pologne, par contre, celle du silence (et du sacrifice) n'est présente qu'en Pologne.

¹⁴⁰ Selon les mots de B.M. : « Donc voilà, c'est une question de responsabilisation. C'est pas parce que ça arrangerait au niveau individuel qu'il faut que cela soit généralisé au niveau collectif... Parce que tout le monde n'a pas la même jugeotte»¹⁴⁰.

¹⁴¹ Ce qui est valorisé c'est le sacrifice silencieux. Tout se passe comme si, dans un souci d'humilité, l'abnégation ne devait pas être dite. Le faible poids de l'UDF, sa mauvaise communication est acceptée, comme le coût d'une activité de vérité et de sincérité. Mais le regret finit, quand même, par percer. Ainsi, dans la conversation avec Pascal : P. « Moi, je compare, souvent, l'UDF à ces conseillers de l'ombre. Ces gens qui sont un peu dans l'ombre et qui font un peu tout et qui sont souvent à l'origine./C. : Ce n'est pas un regret ?/ P. : Non, mais je dirais... ... Si un petit regret quand même, parce que, souvent, quand on se dit qu'on a raison, on aimerait bien partager cette vérité. »

§ 2 L'ALLEMAGNE.

Le matériel recueilli se compose de trois entretiens narratifs, un suivi de la cellule de Prenzlauer Berg des Jusos (oct. 2003 – fév. 2004), d'une observation participative en tant qu'attachée parlementaire au *Bundestag* (commission de la familiale), de la participation au congrès national du FDP (avril 2003) à Brême, au congrès national de la CDU (nov. 2003) et aux congrès nationaux ordinaires et extraordinaires de SPD à Berlin (juin 2003, mai 2004) et à Bochum (novembre 2004). Le travail retranscrit ici concerne essentiellement le SPD.

La conduite des entretiens narratifs s'est faite après six mois de terrain auprès d'une cellule militante de Prenzlauer Berg. Nous y avons dégagé deux types de militance : le premier vise à la constitution d'un capital politique théorique tandis que le deuxième cherche à accumuler le maximum de capital relationnel. Le travail de reconstitution des trajectoires partisans s'est fait à partir de ce dernier. La fascination pour le pouvoir, pour le savoir-faire politique pratique y est plus chargée émotionnellement que l'apprentissage de connaissances théoriques. Cette charge émotionnelle nous semble l'indice d'un lien partisan moins distancé et plus « vécu » ou ressenti. En cela, il nous paraissait plus propice à être l'objet d'un discours moins contrôlé et moins formel sur l'engagement. Ceci nous permettait de sortir des sentiers battus des analyses sociologiques classiques des motivations de l'engagement. Nous qualifierons cette militance d'engagement d'obligation¹⁴².

La CDU avait été prise en compte dans le travail préparatoire de recherche (notamment dans le mémoire de DEA). Comme indiqué auparavant (titres I et II), tout se passe comme si *l'alte Mitte* démocrate-chrétienne avait perdu le monopole de l'étiquette centriste ; d'où la question de l'émergence d'une nouvelle marque centriste autour de la sociale-démocratie. C'est pourquoi nous avons centré notre travail de recherche sur le SPD. Enfin, le FDP n'est pas intégré en tant que tel dans l'analyse : il délimite une définition du centre comme milieu que nous n'avons délibérément pas prise en compte. Il permet cependant de mieux cerner, en creux, les contours d'une définition du centre comme posture idéologique et philosophique¹⁴³.

¹⁴² Pour éviter de surcharger ce travail de recherche et sa présentation nous n'avons délibérément présenter que la militance d'obligation. Le premier type de militance a cependant aussi été étudié et mis en valeur notamment par la mise en regard de modes de sociabilité du FDP et du SPD : une étude de terrain de la sociabilité du FDP ayant été conduite de mars à juillet 2003. Au FDP, il y a, comme on le retrouvera en Pologne, un « naturel » du militant : c'est normal d'être là. L'engagement est celui du protecteur, du mécène.

¹⁴³ Cf. Introduction : le centre de réflexion

1. Le découpage identitaire au sein du SPD : les modérés sont-ils centristes ?

Le SPD est une énorme machine partisane. Cela multiplie le nombre de noms à retenir, de cellules, de niveaux d'élections. Les *Jusos* n'échappe pas à la règle. La cellule de Prenzlauer Berg a, officiellement, quelques 300 membres. Rien à voir avec la simplicité des relations d'un petit parti polonais. L'anonymat est la conséquence logique de la taille de l'organisation. Face à cette masse anonyme, des règles de vivre ensemble mettent en scène une proximité de connaissance qui n'existe pas objectivement. Trois mécanismes y participent : le repérage radicaux/modérés, la cellule de militance et le tutoiement.

1.1 Le SPD.

La distinction entre l'extrême gauche et la gauche plus modérée du SPD est classique. Elle fait partie de la rhétorique et des repères militants. La dynamique identitaire fonctionne sur le repérage de ces deux groupes. Le fait d'être « extrême » pour ceux qui sont « modérés » ne renvoie pas nécessairement à quelque chose de précis. Ce sont ceux qui appartiennent à la mouvance hétéroclites des « anti-fascistes ». Il s'agit cependant d'un repère efficace qui permet de classer les personnes et surtout de se placer soi-même dans l'ensemble de l'organisation partisane¹⁴⁴. Selon le dire des « modérés », les radicaux s'engagent plus dans le « social ». Ils n'ont pas tort en soi, ils sont simplement irresponsables : si leur conception politique est louable, elle reste irréalisable. Les « radicaux » du SPD ne sont donc pas diabolisés – du moins chez les jeunes. Ainsi, leur stigmatisation participe simplement de la maîtrise de l'espace partisan. La modération politique participe donc de la définition d'une identité centriste en permettant de se repérer dans l'organisation partisane¹⁴⁵. Ainsi, la distinction modérés/radicaux ne stigmatisent pas deux appartenances distinctes mais participe d'un même sentiment d'appartenance. Celui-ci porte avant tout sur l'entité partisane qui unit dans une synthèse la multiplicité

¹⁴⁴ La provenance de la cellule est par ailleurs un bon indicateur pour se repérer dans l'espace militant. Certaines cellules berlinoises, notamment Lichtenberg et Kreuzberg, sont réputées pour être « à gauche ». Par contre la cellule de Prenzlauer-Berg est considérée comme « modérée ».

¹⁴⁵ La division modérés/radicaux fait partie de l'identité sociale-démocrate. On la retrouve à d'autres moments historiques. Elle institue un conflit interne à l'organisation, mais qui permet d'éviter la formation de nouvelle force politique à gauche et fermer le système. Le rapprochement entre O.Lafontaine et G.Gysi à la suite des élections régionales du la Rhénanie-Westphalie du nord en mai 2005 pourrait annoncer une rupture : d'une régulation interne aux sociaux-démocrates, on passerait à un affrontement externe par un processus de scissions entre les modérés et les radicaux. Sur les logiques et l'intérêt des scissions partisans nous renvoyons au travail de N.Sauger, « Rompre l'Union : Démocratie Libérale en 1998. Contribution à l'étude de l'impact de l'organisation des partis sur leur propre unité », contribution au colloque de l'association française de science politique : *Les tendances récentes de l'étude des partis politiques dans la science politique française*, Paris :IEP, 31.01.2002.

des individualités¹⁴⁶. Les congrès et autres manifestations partisans sont alors autant d'occasions de faire vivre un au-delà individuel, une communion, une identité transcendante¹⁴⁷.

Une solidarité organique unit ainsi les membres. Elle se manifeste par un ressenti très fort d'appartenir à la même organisation et par la maîtrise des échelons de l'organisation. Il ne s'agit pas de reconnaître que l'autre est comme « soi » (notamment du fait de conditions socio-démographiques objectivement proches). Au contraire, il y a reconnaissance de l'irréconciliable différence des uns et des autres. Par là peut naître la croyance d'une communauté d'appartenance transcendante – et de sa nécessité – qui se manifeste très clairement par le tutoiement.

Ces trois éléments (distinction modérés/radicaux, tutoiement, cellule de provenance) participent de la gestion de l'intégration de cette « masse » plus ou moins connue de militants en permettant la reconnaissance du nouveau (et donc de l'inconnu) comme ancien (et connu). Un bref rappel des modes de reconnaissance au sein de la CDU permettra de mettre en valeur les formes identitaires spécifiques au SPD.

1.2 La CDU.

L'organisation démocrate chrétienne est tout aussi massifiée que celle du SPD, mais les relations fonctionnent sur un autre mode moins organique et plus mécanique. Si personne ne se connaît, la conversation ne s'engagera pas¹⁴⁸. Contrairement au SPD, l'organisation ne joue pas son rôle du substitut ou plus exactement de court-circuit des règles classiques de présentation et de sociabilité. Les contacts sont plus lents, plus classiques et l'ambiance plus distanciée. Ce n'est pas tant l'organisation qui vit, que les personnes telles qu'elles y sont. Ceci dit cette même façon une identité forte et homogène.

Le clivage gauche-droite, tout comme le clivage conservatisme – progressisme est récusé : « les notions de 'droite' et de 'gauche' ne reflètent plus véritablement la réalité. Le lien partisan, les anciens milieux, se disloquent de plus en plus »¹⁴⁹. Corrélée à cette récusation, on trouve l'idée de modernité comme adaptation aux

¹⁴⁶ Au contraire, au FDP, petite formation partisane, la dynamique de reconnaissance ne passe pas par un tiers, la reconnaissance de l'autre comme soi-même passe par des critères « objectifs » (habillement, origines sociales, profession des parents, réseaux d'amis...): dans ce cas là, les militants sont vécus comme « objectivement » pareils. Le parti se rapproche très fortement d'un groupe d'intérêt.

¹⁴⁷ Il ne s'agit pas de nier que si la convivialité est forte dans les cellule du SPD, c'est aussi parce que les personnes qui s'y retrouvent y sont objectivement homogènes (même classe d'âge, sociale etc...). Mais autant au FDP, par exemple, cette objectivité suffit ou fonde le discours du même, autant pour le SPD le discours du même est fondée sur une identité transcendante.

¹⁴⁸ Proche en cela du modèle polonais.

¹⁴⁹ « Die Begriffe 'Rechts' und 'Links' spiegeln aus meiner Sicht die Realität nicht mehr richtig wider. Die Bindung an die Parteien, althergebrachte Milieus schmelzen immer stärker ab ». Entretien W. Hausmann, Berlin : Avril 2002.

nouveaux enjeux contemporains : la modernité doit se comprendre comme un conservatisme raisonnable dans lequel « les principes essentiels doivent toujours s'adapter aux évolutions de la réalité et être changés en fonction »¹⁵⁰. La modernité n'est pas l'acceptation du « *Zeitgeist* » caractérisé par des phénomènes de désolidarisation et de comportements consuméristes, mais bien une lutte contre : « il est nécessaire au travers d'une réfutation conservatrice de la modernisation, de limiter le choc culturel, pour rendre possible un processus d'acceptation. Ceci est le travail d'un parti avec des racines conservatrices »¹⁵¹.

Les militants se retrouvent, dans la défense du pluralisme tant dans le système politique qu'au sein même du parti. Ils défendent une conception ouverte de leur parti, dont ils souhaitent qu'il représente des intérêts variés et contradictoires. Cette exigence de pluralité n'est pas tant la défense de l'idée du débat démocratique, qu'une revendication de participation effective à l'action politique. Elle participe de la définition d'une éthique de la modération, proche d'une conception anglo-saxonne¹⁵² : le système est régulé par la confrontation d'une multiplicité d'intérêts particuliers divergents. L'équilibre est assuré par le marchandage, selon le modèle pluraliste. Cette conception s'oppose à une vision « française » de l'intérêt général où les hommes politiques sont les représentants d'une classe dont la volonté s'est formée ailleurs : la modération y est le produit d'un renoncement volontaire, assumé et accepté par le débat démocratique guidé par la raison.

La question du consensus se pose, ainsi, de façon particulière à la CDU: ce qui est valorisé c'est la capacité à gouverner. Ce sont ses succès en matière de politiques publiques qui justifient et légitiment la *Mitte*, plus que des fondements idéologiques ou philosophiques. « Gouverner » se comprend comme la mise en place de politiques tempérées, raisonnables et réfléchies, loin des rêves idéologiques¹⁵³. Il est significatif que les thèmes de la modération et du courage politique soient absents alors qu'on les retrouve au SPD. Placées dans une compétition consensuelle, ces valeurs ne prennent d'envergure qu'à partir du moment où la compétition partisane, parce que polarisée, dévalorise le compromis et les demi-mesures. On comprend donc qu'elle se retrouve plus au SPD, confronté à l'extrémisation d'une partie de sa base, qu'à la CDU. La modération apparaît comme moyen de régulation du conflit dans la rhétorique centriste du premier. En ceci, les affiliations partisans se différencient quant à leur objet

¹⁵⁰ Entretien W. Hausmann : Berlin, avril 2002.

¹⁵¹ « *Es ist notwendig durch konservative Widerlager zur Modernisierung den Kulturschock abzumildern und Genehmigungsprozess möglich zu machen. Die ist die Aufgabe einer Partei mit konservativen Wurzeln* ». A. Gauland cité in W. Dettling, 1999: p. 322.

¹⁵² A ce titre, il faut souligner l'importance de l'influence des alliés dans la réorganisation de l'Allemagne d'après-guerre. Par là, cette dernière s'est ouverte à l'influence anglo-saxonne, et plus particulièrement au modèle de régulation consensuelle. Cf. H.Kriesi. *Les démocraties occidentales*, Paris : Economica (Politique comparée), 1994 : p. 185.

¹⁵³ Entretien K.Preschle, Berlin : mai 2002, « Le politique ne doit pas être un *Ersatz* de religion. ».

d'identification (SPD ou CDU) et quant au processus identitaire (modération ou conservatisme). Nous allons voir comment la modération – propre au SPD – constitue un élément d'identification du parti pour les militants. Néanmoins, l'égalité modération = centrisme n'existe pas (encore ?). Cette absence fait toute la particularité de la *Mitte* par rapport au centre français, par exemple.

1.3 La *neue Mitte*.

Rainer Sontowski¹⁵⁴ souligne que la notion de *neue Mitte*. n'est pas une catégorie nouvelle puisqu'elle fut utilisée pour la première fois par W.Brandt. Lorsqu'elle émerge à nouveau aux élections de 1998, elle inquiète la base militante traditionnelle « *qui ne sait plus où l'on va et a l'impression qu'il n'y pas plus d'orientations du parti* ». Pour R.Sontowski, la base interprète le nouveau cours du parti comme une tentative d'abandonner la ligne directrice qui valait jusqu'à présent. Les « traditionalistes », comme il les dénomment, ne sont pas nécessairement contre la *neue Mitte* mais prennent peur devant la nouveauté (et l'inconnu).

« Certains dans notre parti, et notamment les traditionalistes, ont pris peur devant le mot de *neue Mitte* qui était un petit peu comme 'bon et qu'est-ce qui se passe maintenant ?' »¹⁵⁵.

Mais, le directeur de cabinet s'attache à montrer que la *neue Mitte* doit se comprendre en référence à un changement paradigmatique qui touche la politique allemande.

« En fait le contexte, est celui de l'international, il faut comprendre que l'on est en temps de guerre, soit on pouvait faire comme Kohl et ne pas intervenir, soit on osait le changement. On est rentré dans une nouvelle ère [celle de l'engagement international, de la guerre, des difficultés] qui marque un changement paradigmatique: depuis la deuxième guerre mondiale, les allemands n'avaient plus participé à des actions militaires. Les temps changent »¹⁵⁶.

Le débat éclate au sein du parti. Le papier Blair-Schröder [cf. Titre I] a préparé le terrain et lancé les polémiques sur la nouvelle constellation internationale et nationale. Il a mis le feu au poudre et le débat surgit. Certes, pour R.Sontowski, le moment était mal choisi. Mais, Schröder a ainsi ouvert la réflexion.

Pour lui, de toute façon, « il fallait oser dire la vérité »¹⁵⁷. C'est chose faite en mars 2003, lorsque le Chancelier lance l'agenda 2010. Il y a un courage à dire la vérité. « Si nous disions tout aujourd'hui, ce qu'il y aurait à craindre, alors nous

¹⁵⁴ R.Sontowski travailla à la chancellerie de Basse-Saxe entre 2002 et 2003. Il est actuellement directeur du service de presse et de communication publique du BPA. Il travailla entre 1990 et 1994 à la fraction SPD du Landtag de Basse-Saxe en tant que conseiller. De 1994-98, il fut rattaché au ministère de la culture de la Basse-Saxe. Enfin, il fut le directeur du bureau présidentiel du SPD entre août 1999 et février 2002. L'entretien a été réalisé en novembre 2003 à Berlin.

¹⁵⁵ „Es hat einige in unserer Partei ausgestreckt, vor einigen die Traditionalisten, das Wort neue Mitte als ‚was passiert dann jetzt?‘ und haben Frage gestellt: ‚ist der Kanzler bzw. die Kanzleramt jetzt dabei die bisherige Linie der Politik probieren zu verlassen“.

¹⁵⁶ Cette remarque souligne que l'international façonne les discours et les options politiques. Cf. Deuxième partie, Titre I.

¹⁵⁷ „zum erstem Mal diese unbequeme Wahrheit ausgesprochen hat“.

pouvons nous faire tout petit, parce que nous serions assis sur les bancs de l'opposition »¹⁵⁸. C'est tout le paradoxe de la politique allemande : « les gens veulent des réformes mais ils ne veulent pas que ces réformes fassent mal »¹⁵⁹ ; dilemme des politiques, contradiction des électeurs.

Les critiques de R.Sontowski portent, ensuite, sur les syndicats qui ont, selon lui, beaucoup trop d'influence et qui « ne veulent pas porter le poids des réformes ». Or, il faut bien que quelqu'un les assume. Les syndicats ne jouent pas leur rôle et glissent vers la démagogie.

Rôle des syndicats, contradictions des électeurs, changement de la politique internationale, inquiétudes de la base militante, tout cela montre combien la *neue Mitte* est « une affaire de mentalités ». Ce n'est pas un lieu géographique. En fait, c'est « un lieu très mobile » [*sehr beweglicher Ort*]. « C'est une nouvelle manière de penser »¹⁶⁰. Dès lors, il est normal qu'elle soit l'objet de critiques et de peurs. En fait, il faut voir la *neue Mitte* comme une sorte de « point de gravitation » au sein du SPD – on dirait un point de neutralisation. Il faut réussir à tenir la tension entre l'incompréhension de la base et le pari qu'ont pris les dirigeants du SPD sur un changement paradigmatique de l'environnement politique.

La *neue Mitte* renvoie donc à une nouvelle manière de penser – émanant de la direction partisane et des *think thank* du SPD. R.Sontowski l'associe à une nouvelle génération politique qui ne se définit plus dans le même environnement socio-économique et international que la génération précédente, les « traditionalistes ». La *neue Mitte* a pris acte des changements (et notamment sur la position internationale de l'Allemagne). Sa vocation – quasi morale – de dire la vérité est nécessairement difficile dans un pays où ni les électeurs, ni les partenaires sociaux, ne veulent assumer le poids des réformes. On retrouve là les thèmes du courage politique : celui de la responsabilité, de la valeur morale de l'engagement qui est celle de la vérité, de l'ingratitude de la tâche qui n'est pas reconnue pour ce qu'elle est (un progrès). Et enfin, la *neue Mitte* est vécue comme un point de neutralisation, un point de régulation des tensions, une ligne de fuite pour s'adapter au nouveau monde contemporain. Tel est du moins, l'image qu'en donne le discours officiel. Reste à savoir si les militants se la réapproprient et s'y identifient.

¹⁵⁸ „wenn wir alles sagen würden, was wir zu fürchten haben, wir können uns eine schlanke Fuss machen, weil wir jetzt auf dem Opposition Bank sitzen würden“

¹⁵⁹ „die Menschen wollen Reformen, aber sie möchten, dass diese Reformen nicht weh tun“.

¹⁶⁰ „Es hat mit den Mentalitäten zu tun. Es ist kein geographischer Ort. neue Mitte heißt neues Denken.“

2. Les lieux de convivialité et le cercle étroit de militance : les coulisses du pouvoir.

Prenzlauer Berg est un quartier de l'ancien Berlin-est. Il a été relativement peu détruit pendant la seconde guerre mondiale. Il devint un quartier essentiellement résidentiel en raison du manque d'industrie dans la région¹⁶¹. Dans les années 1970, il fut le lieu de refuge d'une multiplicité d'activités culturelles. On y trouve encore aujourd'hui un certain climat de création artistique. A la fin des années 1980 se formèrent des groupes d'opposition dans les églises, les ateliers etc. Après la réunification, commence la restructuration et la rénovation du *Bezirk* [arrondissement]. Les habitations sont assainies et modernisées, une nouvelle population étudiante, non berlinoise et venant de l'Allemagne de l'ouest, s'y installe peu à peu. Prenzlauer Berg, du moins dans son centre, devient un quartier jeune, alternatif et « branché ». Le premier janvier 2001 les *Bezirk* de Pankow, Weissensee et Prenzlauer Berg fusionnent.

Les dernières élections de quartier datent du 21 octobre 2001¹⁶². En ce qui concerne les élections de quartier, la CDU remporte 13,8% des voix, le SPD 28,2%, le PDS 37,2%, les Verts 11,2% et le FDP 5%¹⁶³. Le quartier est donc nettement à gauche. Le SPD ne forme pas de fraction commune avec le PDS (comme au niveau de la municipalité berlinoise) mais avec la CDU. Le PDS, quant à lui, se regroupe avec les Verts. L'élection du maire d'arrondissement est difficile (trois tours) : Burkhard Kleinert (PDS) est finalement élu le 16 janvier 2002 avec 28 voix contre 27.

Prenzlauer Berg est ainsi traditionnellement, plutôt de gauche mais la rivalité est marquée entre le PDS et le SPD. Ce dernier est connu dans ce quartier pour être relativement modéré ; comparé par exemple au SPD de Lichtenberg, traditionnellement plus à gauche¹⁶⁴.

Pour les réunions des Jusos (*Junge Sozialisten* – Jeunes socialistes) de Prenzlauer Berg, les lieux de convivialité peuvent être classés en deux catégories. D'abord les réunions informelles dans un café de Prenzlauer Berg, sont relativement fréquentes (tous les quinze jours) et désertes (on s'y retrouve le plus souvent à trois : c'est-à-dire le président de cellule et les deux vice-présidents). Ensuite, les manifestations officielles (campagnes électorales, débats, intervention d'une

¹⁶¹ Prenzlauer Berg fut, au XIX^e siècle, le domaine agricole de l'ancienne ville de Berlin-Cölln. Avec la révolution industrielle de 1848, l'artisanat supplante peu à peu les moulins. Il en résulte aujourd'hui encore un mélange entre l'artisanat et l'habitat.

¹⁶² Berlin est une ville-région : les élections pour la région et pour les mairies de quartiers sont simultanées.

¹⁶³ Source : Bezirksrat Pankow, www.berlin.de → Pankow.

¹⁶⁴ Lichtenberg est à l'est berlinois. Nous avons participé aux réunions de cellule en octobre 2002. Le quartier est dominé par la question de l'extrême droite qui y fait une fois l'an une grande manifestation. Les actions des Jusos sont essentiellement des actions « anti-fascistes ».

personnalité politique) sont organisées dans des lieux réinvestis pour l'occasion par les militants¹⁶⁵. Ces réunions sont plus fréquentées.

Si les « autres » ne viennent pas aux réunions informelles c'est qu'ils ont, aux dires ironiques du vice-président, d'autres choses de « mieux » à faire. Ce lieu ni privé ni public structure une forme de militance « privée », celle qui connaît les coulisses du pouvoir et qui vaut bien d'abandonner ses loisirs « païens » (le « mieux » à faire des « autres »). Ces jeunes engagés dans les instances de direction ont un sentiment de compétence pratique du politique parce qu'ils connaissent les rouages du parti¹⁶⁶. La motivation n'est pas celle d'acquérir des connaissances théoriques politiques, mais d'être au centre du pouvoir, de capitaliser des connaissances pratiques du milieu. L'enjeu politique prime (notamment avec les enjeux électoraux des instances de direction des *Jusos* qui rythment la vie de la cellule). Plus l'enjeu électoral est proche, plus le discours se fait stratégique, on parle de postes à prendre, de lutte contre d'autres quartiers berlinois – où dominant les radicaux notamment. Les noms fusent, les coups bas aussi. Pris dans les dynamiques stratégiques, les participants ne font plus garde à leurs propos et leur méfiance diminuant, ils incluent l'intrus, le nouveau, dans les messes basses et les rouages du pouvoir¹⁶⁷. Dans ce cercle plus étroit, plus intime, il ne s'agit plus de se reconnaître, il faut désormais agir. De l'exécutant à l'acteur politique un seuil politique est franchi qui modifie le discours et les comportements. De ce côté ici, il s'agit de prendre la place, de poser ses pions. Dans ce deuxième cercle de militance, la présence est liée à une « conscience partisane » du devoir. Contrairement à ce que laisseraient penser les analyses sur l'engagement politique, ce sentiment n'est pas lié à un « degré » plus fort d'engagement¹⁶⁸. Il est chevillé au corps à un parcours individuel qui a fait naître le sentiment d'être nécessaire au fonctionnement. L'individu militant a une place qui lui est attribuée. Dans un premier temps, il s'agit d'en assumer correctement les tâches et par la suite de la sauvegarder et enfin, qui sait, de l'améliorer.

A l'inverse, dans les réunions formelles, la notion d'assiduité et de fidélité n' a pas autant de force structurante du discours et du comportement. La présence se fait sur la base du « volontariat ». On vient là pour s'instruire non pour combattre ou pour dire. Bien sûr, on peut avoir ses idées et c'est une rétribution symbolique personnelle

¹⁶⁵ Utilisation de locaux de brasserie prêtés et donc fermés au public, location de salle de théâtre, de lieux alternatifs qui sont pour l'occasion ornés des effigies sociales-démocrates.

¹⁶⁶ Lors d'une de ces réunions informelles, en mars 2005, il s'agit de se positionner par rapport aux candidatures *Jusos* pour les élections au Land de Berlin et de placer ceux qui soutiendront les projets de la présidence de Prenzlauer Berg dans la fédération. L'enjeu est de réussir à faire élire des gens dans le *Kreis* (Cercle) de Kreuzberg, quartier à l'est de Berlin, anciennement quartier alternatif à Berlin-Ouest, quartier turc, très à gauche, réputé pour les affrontements du 1^{er} mai qui s'y déroulent tous les ans, de manière rituelle.

¹⁶⁷ En l'occurrence l'enquêteur : lors d'une de ces réunions, on nous proposa de candidater au comité directeur de la Fédération des *Jusos* de Berlin ; l'objectif étant de récupérer des sièges sur la cellule de Kreuzberg (plus à gauche). Une candidature « étrangère » et féminine ayant plus de chance de passer.

¹⁶⁸ Selon lesquelles, la participation est un processus cumulatif.

que de « prendre part » à ces réunions. Cette participation vient confirmer le sentiment de soi comme quelqu'un qui s'intéresse à la politique, qui « s'y connaît ». Cette militance « volontaire » est liée à un besoin de s'y connaître en politique¹⁶⁹. L'intégration d'un sentiment de compétence politique conduit à nourrir ce sentiment en l'entretenant et en le faisant accroître¹⁷⁰.

Ainsi, les réunions informelles et formelles mettent en jeu différentes formes de militance. Il n'est absolument pas nécessaire que l'une soit suivie de l'autre. Il est même probable que ces deux manières de militances soient exclusives l'une de l'autre. Dans le cercle informel, ce qui compte ce n'est plus le programme, le bagage théorique, mais la compétence politique pratique : la lutte interne pour le pouvoir. Il est possible que cette forme d'engagement soit une condition nécessaire à la survivance et au maintien d'un lien partisan intime. Cette hypothèse ressort dans les entretiens qui ont été menés.

3. La relecture de l'engagement : le moment de l'encartage.

Jürgen et Katrin militent dans la cellule de Prenzlauer Berg des *Jusos*. Ils ont occupé des fonctions de direction au niveau de leur cellule et de la région. Ils habitent à Berlin et sont, tous les deux, issus de famille militante¹⁷¹.

Quand on demande comment s'est passé concrètement l'inscription au parti (formulaire, prise de contact etc.) la mémoire a des lacunes. L'acte en lui-même n'est pas important. Par contre la date est le plus souvent retenue, d'autant qu'elle est inscrite dans le *Parteibuch* (la carnet du militant).

Leur engagement est fort, attaché. A 15-16 ans, Jürgen et Katrin sont déjà engagés au parti (soit encarté pour Jürgen, soit non encartée pour Katrin). Ils ravivent leurs souvenirs de leurs premières années en soulignant l'ardeur naïve et entière de leurs premières campagnes et de leurs premières actions.

Leur trajectoire ont en commun d'avoir été très rapides. Après leur adhésion, ils ont pu en quelques mois accéder à des postes de responsabilité. Jürgen explique :

« J'ai tout de suite été admis [] Et à un moment donné, beaucoup de gens avait quitté le parti, en plein milieu de la législature, et on m'a demandé si je voulais le faire [présenter sa candidature comme vice-président aux élections régionales des Jusos] et [] Elle [la candidate à la présidence] voulait renforcer sa position au sein de la direction. Nous avons à l'époque mené une courageuse campagne électorale dans le cercle. [] Je n'ai jamais revécu cela. »

¹⁶⁹ Ce besoin est, sans nul doute, ancré dans une socialisation faite de discussions politiques à la maison en famille, une éducation centrée sur l'autre, sur les manières de vivre et d'être ensemble.

¹⁷⁰ Il y aurait une troisième forme de militance : la réaction ou la prise de parole. Cette forme de militance est apparue dans notre recherche en France mais pas en tant que telle en Allemagne. Il est cependant possible qu'elle y existe. Il se peut que le besoin de prise de parole conduise à un engagement plus « extrême ».

¹⁷¹ L'entretien a été réalisé en mai 2004. Katrin a 32 ans. Elle a pris sa carte à 18 ans mais était déjà largement intégrée aux *Jusos* auparavant. Elle a fait un cycle universitaire en science politique et est aujourd'hui journaliste. Jürgen, quant à lui, a 20 ans. Il prévoit un cursus universitaire en science politique mais pour le moment suit une formation militaire. Il adhère au SPD à 16 ans.

Cette ascension rapide ainsi que ce sentiment extraordinaire de la première fois ont renforcé leur attachement au parti et, rétrospectivement, ont confirmé le bien fondé de leur choix politique. Il est vrai que la motivation première de l'engagement est d'« être actif » de « faire quelque chose ». Jürgen : « je ne voulais pas être à moitié, je voulais aussi être actif. Bon, à 16 ans on ne veut pas être un 'Parteileiche' [« un cadavre partisan », c'est-à-dire une personne qui ne s'investit pas dans un parti politique] ». Katrin a d'abord adhéré à des mouvements écologiques tels que *Greenpeace*. Selon ses dires :

« C'était les années 80, l'époque où l'écologie et *Global Warning* et toutes ces choses jouaient un rôle très important. Ou les anti-nucléaires etc. Au sein de *Greenpeace*, où j'avais été en premier, j'avais pris conscience qu'on ne pouvait pas faire grand chose activement. On paie, en fait, ses cotisations et ils nous disent ce qu'ils ont fait mais faire vraiment quelque chose soi-même. Et je voulais vraiment, comme on est à cet âge, jeune et actif, changer le monde, je voulais faire quelque chose et j'ai atterri chez les *Jusos*. »

Jürgen, lui a très clairement rejeté les syndicats pour s'engager dans un parti :

« Les syndicats et tout cela. J'ai rien contre les syndicats. Mais en tant que collégien, c'était chiant. Le SPD était plus passionnant. Les gens aussi. Il y a plus de possibilités, il faut chercher des gens, tu as toujours la question des 5% etc. Et les thèmes ne sont pas limités. Il y a plus de possibilités. »

L'engagement doit être « stimulant », « passionnant » : on y recherche très clairement des sensations.

Leur ascension rapide (et les émotions fortes vécues par celle-ci) viennent donc, tout naturellement, confirmer que le parti est bien le lieu où l'action est possible. En réalité, il faut comprendre le mot « action » comme responsabilité: le faire est responsable.

Ensuite, tout se passe comme si la fascination pour la politique, pour percer le mystère de ses dédales, de son fonctionnement, agissait comme un élément déterminant de la motivation à rester dans le parti (et surtout à le défendre face à des militants critiques et récalcitrants face à la politique du SPD). Il y a une jubilation à être de « l'autre côté » :

Jürgen : « Dans mon cas l'ambiance était très bonne, tout le monde était happy. 2000, le SPD avait de très bons résultats dans les sondages. Même si Berlin allait mal. Tout cela était passionnant. C'est d'ailleurs toujours passionnant. Tous ces trucs internes de partis (rire) ! J'aurais pu rester je ne sais où dans la montagne, mais on est pris dedans, on devient plus compétent et on devient aussi la personne de contact. On est dans la boutique, en plein dedans ! ».

« Être dedans » : si cela ne constitue pas le motif premier de l'engagement, « être dedans » est cette drogue quotidienne qui pousse à continuer :

- « - C. : Alors on vient avec des idées et on reste pour faire du travail administratif ?
- K. Oui parce que c'est unique. C'est un peu le moyen pour le but. Enfin, organiser une boutique et la tenir.
- J. On est responsable. On crée une base pour les gens. Il faut construire la plate-forme »¹⁷².

La prise de responsabilité ne joue pas simplement un rôle pour fidéliser les militants, elle semble aussi déterminer la défense sans condition de la ligne du parti. Katrin souligne ainsi le rôle qu'elle a joué pour expliquer l'Agenda 2010, organiser des débats, informer.

« Par exemple pour l'agenda 2010, j'avais invité la cellule à un grand débat. A l'époque j'avais été pas mal critiquée. J'ai reçu des mails du genre 'qu'est-ce que c'est que ce truc ? Tu veux maintenant défendre cette merde ?' Il fallait d'abord expliquer pourquoi, comment. Cela a été très bien au final. C'est difficile. Défendre le contrat de base du SPD ».

La difficulté de la tâche renforce le sentiment de l'engagement. Il ne s'agit pas de dire qu'il justifie l'engagement mais que le sentiment recherché par celui qui s'engage est bien justement celui de l'engagement. Or, par une tâche qui lui demande sacrifice (temps, amis etc.), le militant ressent d'autant plus ce qu'est l'engagement – d'où d'ailleurs la difficulté à le définir. Katrin résume assez bien ce sentiment :

« Il se passe plein de choses dans un parti, des choses complètement folles, personnellement aussi. Tu crois que tu connais bien quelqu'un, et en fait il va te faire une crasse dans le dos. Je l'ai vu souvent. On croit okay on est stable et fort. Mais on a besoin de, de l'équipe pour se dire, bon là c'est bon. »

Le parti est véritablement un lieu fort, de sociabilité certes – on y a ses amis, ses copains, des souvenirs aussi – mais aussi d'investissement émotionnel. Il prend quasi un visage humain. Ainsi Katrin explique :

« [] Le parti n'est pas dépendant d'une orientation gouvernementale, le parti c'est beaucoup plus que cela, c'est beaucoup de gens qui sont justement dans le parti parce qu'ils ont les mêmes valeurs. Nous avons en décembre le jour des associations. Cela a duré trois jours, c'était difficile parfois de tenir tout le monde ensemble. [] C'était. Les gens croient en quelque chose. Les gens ici dans le parti racontent exactement ce que leurs parents racontaient. »

Plus classiquement, Jürgen évoque aussi la récompense du travail fourni et de la réussite de ses projets.

« Nous avons essayé de reprendre la boutique, c'est un exercice. Le travail d'une cellule en fait c'est pas mal du travail d'administration. Je m'étais fixé des buts que je voulais atteindre. []. Cela a bien marché. Je me suis essayé au début, consolidé la cellule. A cette époque, beaucoup de jeunes collègues furent élus au niveau du Land, du coup il avait pas mal de jeunes présidents de cellule. J'ai essayé de me faire des contacts. »

Bref, c'est une expérience professionnelle et humaine qui forge les aptitudes reconnues de management, d'organisation, de projet. Mais finalement, le choix du SPD est présenté comme inévitable, une évidence.

¹⁷² C. est l'enquêteur, K. Katrin et J. Jürgen.

- K. Je me suis pas posée la question. En fait, j'avais pas vraiment le choix.
- J. Ouais, Ouais, on regarde un peu à droite à gauche, mais en fait
- K. Pour moi cela m'étonne un peu que j'ai attendu. Au moment où je me suis inscrite j'avais le sentiment, maintenant il faut que je m'inscrive. Je me suis inscrite tout de suite après mon anniversaire. Voilà j'étais adulte, voilà je pouvais m'inscrire.
- J. Moi c'était le 1^{er} mai. Le 1^{er} Mai 2000.
- K. C'est pareil non : c'est juste après ton anniversaire, non ?
- J. Oui, en avril.
- K. Je crois que c'est vraiment important pour se construire. De dire, okay, maintenant ! »

Le déclencheurs sont les campagnes électorales. Mais, celles-ci ne peuvent fonctionner que si elles sont relayées par une sociabilité importante. Ainsi pour Katrin :

- K. Le déclencheur a été la campagne de 2002. [] Et pendant la campagne, j'ai revu deux ou trois visages. De nouveaux visages aussi dans ma cellule. Et Je sais plus, comment cela s'est passé ?
- J. Tu as reçu une lettre de nous. Il y avait une élection anticipée. Je me rappelle exactement tu étais assise à côté de moi.
- K. Oui, c'est ça. Juste avant les élections législatives, j'étais à une soirée de médias. Ici à Berlin. Et là, il y avait S. Tu la connais ?
- J. Ouais, ouais
- K. C'est une très bonne copine d'un copain à moi. Et à cette soirée, c'est la première fois que nous en sommes venus à discuter un peu plus intensément. Et nous avons découvert qu'elle était aussi camarade, et camarade dans ma cellule en plus ! Et elle me disais, « hey, viens avec nous, ils sont vraiment géniaux et etc. ». Samedi prochain on fait ça et ça. Bon, il s'est passé deux trois trucs entre temps, il y a eu les élections. Et puis, les élections sont passées, et le téléphone sonne chez moi et c'était le trésorier de ma cellule qui disait : "Dis moi K. où en sont tes cotisations ?" J'étais deux ans à Hambourg et en rentrant certaines cotisations ont été 'perdues', je sais pas trop comment. Je lui ai demandé ce que je devais faire, si je devais lui faire un virement. Il m'a dit (très intelligemment) 'tu n'as qu'à passer à la prochaine réunion de cellule !'
- J. (rire)
- K. La prochaine réunion est le 8 oct. Là je peux pas parce que c'est mon anniversaire. (rire). Pas pour mon anniversaire. J'y suis allée en novembre, ou fin octobre. Et subitement j'étais là, j'étais là. [] Tout ce que je n'avais pas réussi avant, maintenant j'étais là. Là j'ai connu W. Il m'a dit, passe chez les Jusos. Et
- J. En plus c'est un type charmant !
- K. Il a réveillé en moi une curiosité.

Le parcours de Katrin a donc croisé nombre d'individus, plus ou moins proches, qui l'ont peu à peu conduite à se ré-engager.

Il est aussi marquant, dans le discours de Katrin, que son désir d'engagement était là au fond d'elle-même, mais que tout un tas de choses extérieures l'empêchaient de le réaliser. Elle se défaisait ainsi de son ré-engagement tardif. « Pour moi c'était, comme je l'ai dit, que je voulais de toute façon depuis toujours être active. Je ne l'ai pas fait pendant longtemps, parce qu'il venait toujours d'autres choses entre. » Pourtant elle tient à souligner combien l'identité du SPD fait partie d'elle et de sa vie :

« J'avais envoyé un CV à une maison d'édition, très conservatrice, et j'avais écrit très consciemment dans mon CV que j'avais travaillé dans une organisation de jeunesse d'un parti. Et je savais parfaitement qu'ils me demanderaient. Alors j'ai dit SPD et j'y tiens. Bon, si vous voulez m'avoir c'est seulement à cette condition sinon je m'en fous, je fais autre chose. Parce que quelque part, j'ai tellement grandi avec que c'est une partie de mon identité. Et j'ai fait mon truc »

L'adhésion au parti joue un rôle symbolique de passage¹⁷³. Associé à une date anniversaire, il rappelle le franchissement de la frontière, associé, pour chacun à un passage dans sa propre vie (passage à la majorité, passage à l'action□). Il met en scène le passage au monde du pouvoir (la responsabilité, le pouvoir d'agir, d'indépendance, d'autonomie, de penser, de réfléchir etc). Katrin le dit par ces mots : « le passage au monde adulte ». Avec fierté, d'ailleurs, l'adhésion est faite :

Jürgen : « J'ai pris ma carte quand j'avais 16 ans. J'étais encore en internat. [□]. J'ai été chez les *Jusos*. A l'époque, j'étais le plus jeune. Il n'y avait que des étudiants. (□) En tout cas j'ai été élu comme suppléant à 17 ans, et j'étais naturellement plutôt fier ».

Mûr avant l'âge pourrait-on dire, Jürgen a prouvé ses capacités à être reconnu par ses pairs comme « adulte ». Cette hypothèse semble être corroborée par le constat de Katrin

« C'est toujours un peu comme cela. Ça marche un certain temps. On est actif et puis□ Tu connais M. ? Il a été très longtemps actif, et puis il a commencé ses études, sa copine etc.□ »

Ainsi, l'encartage correspond à un passage, un point décisif qui perd en intensité en même temps que l'individu découvre d'autres éléments d'investissement. Katrin décrit aussi sa propre trajectoire en soulignant son éloignement du parti au moment de son départ de la maison parentale :

«A 18 ans j'ai pris ma carte. Je passais le bac. A l'époque il y avait d'autres choses plus importantes. J'avais à l'époque un copain avec qui je me suis installée parce que je voulais quitter la maison. J'avais pas de très bons contacts avec ma belle-mère. Brutalement, il y a d'autres choses plus importantes□ Je n'étais plus à Berlin, mais plus loin près de Francfort □ Bref, j'ai pris ma carte, mais je n'étais pas active.»

Il y a donc une envie elle-même ravivée ou actualisée par un concours de circonstances (amis, campagne). Son potentiel actif est cristallisé dans une trajectoire au sein du parti qui permet d'alimenter le ressenti de l'engagement. Celui-ci n'est rien d'autre que la joie (l'émotion) de pénétrer dans un espace sacré réservé à quelques initiés.

4. Bilan : la neue Mitte n'est pas une identification au centre.

Différents points ressortent de ces discours militants. Tout d'abord, la fascination pour le mystère qu'est la politique : l'engagement est motivé par l'envie et le plaisir de comprendre, ce qui reste pour beaucoup, l'inconnu. Par ailleurs, il se dégage aussi ce qui relève d'un besoin d'engagement : la rétribution de l'engagement est celle

¹⁷³ Pour Jürgen et Katrin le SPD faisait partie de leur vie bien avant leur adhésion : leurs familles (et notamment leurs pères) étaient très engagés au sein du SPD. Katrin aime ainsi à raconter comment à 5 ans, elle a comparé les performances des ballons CDU et SPD. En s'apercevant que le ballon SPD se dégonflait plus vite, elle en a conclu que la CDU avait envoyé un moustique pour percer le ballon SPD.

du ressenti même de l'engagement¹⁷⁴. Enfin, l'engagement ne serait rien sans la dynamique qui l'amène à perdurer. La lecture rétroactive des raisons de l'engagement liée à la situation de l'entretien permet de décrypter en filigrane ce qui pousse aujourd'hui ces militants à rester. Leur attachement au parti s'étoffe et s'intensifie par leur accession à des postes à responsabilité. Le parti devient un véritable *Zuhause* [foyer], une entité à part entière avec sa vie, ses apprentissages et ses leçons.

L'engagement est ici avant tout social-démocrate. L'engagement à l'extrême gauche ne leur correspond pas. Non pas tant qu'il le dénonce, mais l'ambiance n'est pas la leur. Au delà, Katrin et Jürgen valorisent les discussions, la réflexion et refusent les critiques à l'emporte-pièce telles que les pratique le PDS à leurs yeux. La critique doit être constructive. Le centre (ou la *Mitte*) n'apparaît pas dans le discours. L'identification est à gauche, à la social-démocratie libérale. L'Agenda 2010 est accepté dans sa nécessité. Il faut réussir à s'adapter au monde, à continuer sur la voie du gouvernement. Par rapport à un électorat et des militants réticents, les deux incarnent une volonté de suivre le cours du parti. Il n'y a pas d'identification au centre. Mais, l'identification au SPD renvoie à une image de modération, de compréhension face aux difficultés actuelles, à une compétence gouvernementale qui va de pair avec l'abandon de certains principes sociaux-libéraux pour un parti moderne qui lève la tête et qui va de l'avant. Fierté et modernité, telles seraient les motifs de l'identification au SPD.

Si les partisans de l'Agenda 2010 et plus largement, de la redéfinition libérale du principe de solidarité, se considèrent comme sociaux-démocrates à part entière, ils s'accordent cependant sur les changements de la réalité socio-économique. Par conséquent, il se pose alors la question de savoir si la militance consciencieuse est plus propice à des phénomènes d'identification à la *neue Mitte* et très précisément, si elle porte, comme le soulignait R.Sontowski, sur une génération de dirigeants politiques – plus que sur un programme par exemple.

¹⁷⁴ A ne pas confondre avec des rétributions symboliques dérivées de l'engagement : telle la reconnaissance, qui serait plus proche du premier motif défini.

§3 LA POLOGNE.

Nous nous sommes intéressés à la militance des jeunes, étudiants ou professionnels, engagés dans la campagne électorale des élections européennes de juin 2004 pour des partis non extrêmes : SLD, UW, PO et PiS. L'ouverture de la recherche au delà des limites de l'UW fut la conséquence de la structuration des mouvements catholiques polonais. La tradition nationale catholique reste marquée par un fort nationalisme (anti-européen) qui pût parfois être teintée d'antisémitisme et tous les courants catholiques ne sont donc pas du centre¹⁷⁵. Deux courants catholiques à tendance démocrate-chrétienne s'affrontent : celui de la mouvance nationale (PO) et celui du personnalisme (UW). Il s'agissait de voir si la tentative de recomposition d'un centre démocrate-chrétien hors du conservatisme et du traditionalisme avait abouti à l'agglomération de ces deux courants. C'est pourquoi nous avons pris en compte, en plus de l'UW (qui utilise une rhétorique que nous qualifierons d'élitaire), la PO (dont nous avons qualifié le discours de rhétorique populaire) et dans une moindre mesure la PiS (issue de la tradition nationale catholique plus que celle de la démocratie-chrétienne). Mais, le constat d'éclatement de la mouvance catholique après les élections législatives de 2001 ouvrait la question de l'émergence de rhétoriques centristes du côté de l'autre grande tradition politique elle aussi porteuse pour les courants centristes, la social-démocratie. Il nous semblait dès lors important d'élargir notre recherche à la SLD (qui s'appuie sur une rhétorique d'ouverture et de libération)¹⁷⁶.

La conception du politique et de la lutte politique qui émerge de nos entretiens de jeunes militants pour les quatre formations politiques a ceci de commun qu'elle est « non intéressée ». Il est difficile d'analyser ce résultat : est-il la conséquence d'une conception du politique ? Est-il au contraire le résultat de la non-maîtrise d'enjeux de pouvoir et d'une certaine « naïveté » devant le cynisme politique ?

Nous avons pu constater, et ce quel que soit le parti observé, qu'il existe une rupture très nette entre le monde des militants et des élus. Au sein des partis observés, PiS, PO, UW, et SLD, il s'agissait dès lors d'observer les militants par rapport à :

- leurs relations aux élus.
- au déroulement des réunions de campagne et le travail des équipes électorales.
- aux formes d'engagements.

¹⁷⁵ Cf. Chap. I.

¹⁷⁶ D'autant qu'en février 2005, T.Mazowiecki et W.Frasyniuk lancent l'initiative d'un regroupement au centre qui pourrait intéresser des personnalités de la SLD comme M.Belka, ancien premier ministre.

La présentation des résultats se fera par formations politiques. Ainsi, seront illustrées les diverses formes de militantisme et les représentations du politique qui les sous-tendent. Après cela, il sera possible, en reprenant les résultats précédents de dresser un bilan des dynamiques à l'œuvre dans les processus d'identification politique¹⁷⁷.

1. La Plate-forme civique (PO) : civilisation contre barbarie, les tenants d'une identification populaire¹⁷⁸

En janvier 2001, D.Tusk (ex-UW), A.Olechowski (candidat indépendant aux élections présidentielles de 2000 et démissionnaire du poste de secrétaire général de la PO le 25 juin 2004) et M.Plazinski¹⁷⁹ (ex-AWS) annoncent la naissance d'une plate-forme politique : la Plate-forme civique (*Platforma Obywatelski* – PO). A ses débuts, cette dernière n'est qu'une simple déclaration commune. Sa signature vaut participation au mouvement (elle récolte environ 180.000 signatures). En obtenant 12,6% des voix aux élections législatives de 2001, elle devient la deuxième force politique du pays. Selon l'analyse de R.Rychard, ce succès serait dû, en partie, à une rhétorique anti-bureaucratique et anti-partis¹⁸⁰. Elle profite de la déception par rapport à la corruption et l'incompétence de l'AWS et de l'image « professorale » de l'UW. En avril 2003, la plate-forme adopte ses statuts et se transforme en parti politique. Parti « *light* » à la manière des partis anglo-saxons, il est difficile de dire si la PO peut transformer le paysage partisan polonais ou si elle n'est qu'un phénomène éphémère¹⁸¹. Sur la scène politique, elle occupe le centre droit, alliant des tendances conservatrices avec des orientations libérales en matière économique.

Quant à l'association des jeunes démocrates, elle a été officiellement fondée le 21 janvier 2001. Elle est née d'une scission avec l'organisation de jeunesse de l'UW. La nouvelle association des « jeunes démocrates » (*Stowarzzenie młodzi demokraci*), la SMD, s'engage au côté de la PO, non encore enregistrée comme parti politique, pour les élections parlementaires de 2001. En mai 2001 à son septième congrès, la SMD

¹⁷⁷ Pour la clarté de l'analyse, nous avons préféré présenter nos résultats par formations politiques. La présentation peut prendre par là un aspect énumératif descriptif. Néanmoins, cela permet une synthèse rigoureuse. Celle-ci permettra de construire un schéma récapitulatif de l'articulation entre centre et identification partisane.

¹⁷⁸ Notre matériel d'enquête sur l'engagement dans ce parti regroupe : participation aux réunions de l'équipe de campagne électorale pour les élections européennes, participation à une action dans le cadre de la campagne électorale pour les élections européennes, participation à une journée rencontre entre jeunes de la PO et de la CDU, entretien-dialogue avec Mateusz et avec Pawel Lisiewicz, président des jeunes démocrates.

¹⁷⁹ Ce dernier fondant son propre comité électoral pour les élections européennes: Narodowy Komitet Wyborczy Wyborcow (NKWW)

¹⁸⁰ A.Rychard, « Scena polityczna a scena społeczna » [scène politique et scène sociale] p. 24-28 in : *Polska scena polityczna w 2004 roku. Kontynuacja czy zmiana ?* [La scène politique polonaise en 2004. Continuité ou changement ?] / Instytut Spraw Publicznych, Warszawa 2004.

¹⁸¹ Selon l'analyse de A.Rychard (*Ibid.*), la PO oscille entre un mouvement flou populiste et un regroupement d'intérêts communs autour des chefs d'entreprise. Entre-deux, la PO reste une forme hybride floue.

officialise son changement d'affiliation de l'UW vers la PO. Jan Artymowski de Varsovie est élu à la présidence de l'association. La SMD s'engage aux côtés de l'Europe, pour le référendum et l'intégration européenne. Elle participe à la convention européenne de la jeunesse et au YEPP (*Youth of the European People's Party*). L'association regroupe environ 7.000 membres organisés dans 160 cellules. Les plus importantes sont dans les villes de moyennes importances comme Kępno, Polanów ou Rabka.

Dans la cellule de Varsovie, la moyenne d'âge des jeunes démocrates est relativement faible, allant de 17 ans à 25 ans. Il y a donc presque plus de lycéens que d'étudiants. Les réunions de cellule sont calmes. Le public est jeune, parle peu et suit les instructions qu'on lui donne. Le président des jeunes démocrates assume son rôle de direction. Les liens sont peu chaleureux, très techniques et orientés vers les résultats pratiques. On ne cherche pas tant une ambiance chaleureuse qu'une efficacité dans l'action. Il est vrai cependant que, s'agissant d'une réunion de campagne électorale, on pouvait s'attendre à un certain sérieux. Cependant, l'attention et le silence de la salle frappent. En une trentaine de minutes, les rôles et actions sont réparties. Les effectifs, une quinzaine de personnes, sont organisées de façon optimale. Il y a une discipline certaine. Les jeunes militants sont là depuis peu pour la plupart : deux ou trois mois. Les plus anciens ont adhéré lors de la formation de la PO, soit trois ans - ce qui est considéré comme « long ».

A. (18 ans) est une jeune lycéenne, adhérente depuis deux mois à la PO, interrogée lors d'une action électorale auprès des lycées et bacheliers. Elle est de Varsovie et habite chez ses parents. Elle explique qu'elle s'est engagée parce que « tous mes copains y sont ». On trouve peu de justifications par des arguments « reconnus » : valeurs, préoccupations d'intérêt général¹⁸². Il n'y a aucune volonté de mettre en scène un quelconque engagement politique.

Pour la plupart des jeunes militants de la cellule varsovienne, leurs parents sont proches des idées de la Plate-forme, ou tout du moins viennent de son milieu électoral : revenu moyen, éducation supérieure, profession libérale et varsovien [cf. titre suivant]. L'engagement n'est pas vécu comme un choix, quelque chose à valoriser, il fait partie d'un naturel, dont il n'est aucun besoin de parler, puisque justement il n'y a rien d'extraordinaire. Il ne s'agit pas, comme on peut le retrouver chez certains militants du SPD d'un « naturel » reconstruit qui est déjà une identité. Ici, l'adhésion est, pour ainsi dire, tellement « adhésive » que le discours et la

¹⁸² Justification que l'on retrouve, par contre, dans nos entretiens en France et en Allemagne, comme si les analyses de sociologie politique avaient été intériorisées, et chacun relisant son histoire par rapport à ces catégories (chacun étant déjà capable de relire son histoire). Cet engagement non assimilé affectivement n'aide pas à la création d'un habitus propre, d'une sociabilité partisane. Le parti n'existe pas en lui-même. Il n'a pas réussi à créer une identité autre que la somme de ses parties. Le problème rappelle celui rencontré par l'UDF.

reconnaissance n'y ont pas de prises. Il n'y a pas, au sens strict du terme, d'« engagement »¹⁸³.

Mateusz (18 ans), vice-président des jeunes démocrates¹⁸⁴, a un discours plus structuré sur la PO et sur son engagement. Il connaît les politiques et les actions promues par le parti. Certains mots n'apparaissent cependant pas dans son discours : le mot « parti », tout d'abord. Il préfère parler de « Plate-forme ». Ensuite, le « nous » est quasi absent : là encore, le terme de « Plate-forme » et la troisième personne (elle, ils) est préféré. Très peu de personnalités sont nommées. Sur son engagement (le terme n'apparaît pas en tant que tel), Mateusz utilise systématiquement le terme de « civilisation » en appuyant sur la thématique de l'éducation qu'il connaît très bien, pour justifier de son adhésion à la PO. Globalement le discours s'appuie sur des arguments idéologiques plus que sur une logique du devoir – comme chez A. par exemple. Mais, la priorité est à l'action, aux logiques exécutoires. L'idée d'engagement politique n'existe pas sur le plan émotif ou affectif. Il y va bien plus d'une responsabilité. On ne parle pas de son engagement, de la joie, de l'importance à faire partie de □¹⁸⁵ On ne parle pas du « nous ». L'engagement n'est pas valorisé. Les militants ne se vivent pas comme engagés, ni même comme militants. Ils travaillent, par devoir (ou par intérêt).

Dans ces conditions, il est difficile de qualifier cet engagement politique. Il ne cherche pas tant à se définir par rapport à un regard extérieur, mais à faire¹⁸⁶. L'engagement est donc celui du devoir-faire¹⁸⁷. Il est structuré par l'obéissance.

La même logique du discours se retrouve chez le président des jeunes Jan Artymowski¹⁸⁸. Il structure son discours autour de l'opposition entre civilisation et barbarie. L'engagement de la PO se justifie selon lui pour combattre la barbarie qu'incarne *Samoobrona*. Le discours reste officiel et est essentiellement orienté vers l'interlocuteur étranger (et chercheur). Il participe d'une simplification extrême de la réalité qui permet de faire passer un message très court et très clair pour justifier de la présence de la plate-forme : la civilisation contre la barbarie populiste de *Samoobrona*.

¹⁸³ Dans le cas allemand, le discours est orienté vers l'interlocuteur qui, en tant que tiers personne, peut reconnaître la nécessité d'une adhésion. L'interlocuteur est spectateur d'une identité qui pousse à l'action et à l'adhésion d'une personne à son action.

¹⁸⁴ A l'époque de la discussion, soit en mai 2004.

¹⁸⁵ Discours encore une fois que l'on trouve au SPD et à l'UDF mais aussi à la SLD et à l'UW.

¹⁸⁶ Ceci vaut pour les non-parlementaires. Les parlementaires orientent leur discours à l'interlocuteur extérieur.

¹⁸⁷ Dans le cadre de la campagne pour les élections européennes du 16 juin 2004, les jeunes de la PO ont organisé conjointement avec la *Junge Union*, une rencontre à Varsovie avec des jeunes de la CDU de toute l'Allemagne. Les contacts sont dénués de toute intimité et de connivence. Les voyages sont financés grâce à des aides soit des fondations politiques allemandes, soit de l'UE. Les enjeux symboliques derrière sont bien plus liés aux relations germano-polonaises qu'à un rapprochement politique. Il y a un automatisme des échanges entre cellules partisanes de jeunes. Mais là encore, il y a un fatalisme, une normalité des rencontres qui n'appellent aucune relation personnelle. L'amitié entre les deux partis ne signifie rien dans l'univers symbolique. D'ailleurs aucun ne sait trop pourquoi les deux partis sont en relation, ni dans quel but.

¹⁸⁸ Entretien réalisé à Varsovie, en juin 2005. Non retranscrit.

Le discours change cependant quand s'élève l'âge (et donc le niveau d'études) en même temps que la place dans l'organisation partisane. Les personnes plus proches des réseaux du pouvoir, de l'information, de la scène publique, sont plus impliquées de leur personne dans la vie de la Plate-forme. Ces personnes intégrées sont le plus souvent issues du milieu universitaire. Elles ont mieux assimilé les réponses à faire et les reproches « classiques » contre lesquels il faut se défendre (notamment celui d'être un parti sans programme). Certains anticipent automatiquement le reproche : « la PO contrairement aux autres partis, a un véritable programme politique »¹⁸⁹. On y retrouve un idéal participatif de la démocratie citoyenne¹⁹⁰. Néanmoins, cet engagement n'est pas un effet produit par l'organisation partisane (et du rapprochement du lieu du pouvoir). Il est lié à des éléments extérieurs au champ politique, comme, par exemple, à des habitudes de travail et de collaboration. La conscience civique relève ainsi d'une position universitaire ou sociale élevée. Possédant une compétence d'expertise, ce groupe est motivé par la volonté de rendre le pouvoir à ceux qui sont compétents/professionnels et par là, de mobiliser le peuple pour exercer son droit de vote. On qualifiera cet engagement d'engagement civique¹⁹¹.

En définitive, on trouve donc, au sein de la PO, trois formes d'engagements : pour les mieux intégrés, ce sont les personnalités politiques et les connivences de travail qui comptent, pour les tous jeunes venus, la discipline, et pour les responsables administratifs les discours officiels. On les dénommera engagement de conscience civique (ou de pouvoir), engagement d'obéissance et engagement de fidélité. Ces trois niveaux d'engagement ne sont pas intégrés. Ils sont plus une simple juxtaposition de réseaux variés de recrutement – école, université, Parlement – ainsi que des positions occupées – penseurs, militants, cadres. L'organisation partisane n'a pas (encore) la force symbolique institutionnelle suffisante à créer un habitus commun, une identité commune. Elle ne vaut pas instance de légitimation, de reconnaissance.

Il est encore trop tôt pour dire si la PO a la capacité de fonder une élite partisane homogène. Pour le moment, celle-ci se rapproche plus de la juxtaposition d'intérêts contradictoires. Pourtant, la structure perdure grâce à une forte soumission au chef, au leader.

¹⁸⁹ K., mai 2004, entretien-discussion.

¹⁹⁰ On pourrait délimiter un dernier réseau de militants, à savoir celui des parlementaires. Ces derniers cherchent une reconnaissance intérieure au sein de la PO grâce à une reconnaissance extérieure (d'où l'importance de l'intégration dans des fédérations européennes ou internationales de partis).

¹⁹¹ Ce terme ne doit pas faire oublier que les logiques de pouvoir existent dans ce type d'engagement.

2. L'Union pour la liberté (UW) : le centre comme culture.

Le matériel utilisé pour l'enquête.

L'UW naît de la fusion, le 23 avril 1994, de deux formations politiques issues de Solidarité, le KLD (libéraux) et l'UD (sociaux-libéraux et chrétiens-démocrates)¹⁹². La nouvelle formation allie les milieux de l'*intelligentsia* avec la classe moyenne urbaine et les milieux étudiants. Sous la présidence de L. Balcerowicz (1995-2000), avec 20.000 membres et des structures régionales développées, elle semble avoir réussi son institutionnalisation comme force politique durable¹⁹³. Au gouvernement Buzek (1997-2000), elle joue son rôle de force centriste tempérant les décisions de son partenaire, l'AWS. En 2000, après de multiples conflits avec l'AWS, les ministres de l'UW démissionnent du gouvernement. Enfin, en janvier 2001, l'UW se trouve amputée par la formation de la PO. En mai 2005, l'UW adopte une nouvelle dénomination : *Partia Demokratyczna* (PD) pour lancer sa campagne des élections législatives de l'automne 2005.

Le matériel recueilli regroupe :

- La participation à deux réunions de l'équipe de campagne (2004)
- La participation à une journée rencontre entre jeunes de l'UW et du FDP (27 juin 2004)
- Un entretien narratif avec Katarina (2004)
- Une discussion avec Błażej Gładysz, président du Jeune Centre (2004)
- Une enquête auprès de deux jeunes militant(e)s de 19 et 20 ans (2004)
- Un entretien semi-directif avec J.Lasota, maire de Cracovie (2000)
- Un entretien semi-directif avec T.Syrczyck, vice-président de l'UW (2000)

2.2 Les cadres dirigeants.

Les entretiens menés auprès de responsables politiques soulignent la nécessité de fermer la porte aux populismes. Ce qui en ressort est une conception du politique élitaire, c'est-à-dire responsabilisant et du même coup réservé à quelques uns.

Lors des entretiens avec T.Syrczyck – alors vice-président de l'UW – et J.Lasota – maire de Cracovie –, le clivage historique entre Solidarité et les communistes jouait un rôle important dans les identifications partisans « officielles », c'est-à-dire telles qu'elles se dégageaient du discours des cadres dirigeants du parti. La difficulté à concevoir une alliance gouvernementale avec la SLD incarne cette

¹⁹² Cf. Chap. III.

¹⁹³ L'institutionnalisation de UW est marquée symboliquement par l'adoption d'un texte qui règle et harmonise les comportements des membres de direction du parti et des députés. Il y notamment notifié qu' : « un membre de comité exécutif ne peut exprimer en public une opinion en contradiction avec le programme de l'Union pour la liberté » et ne « peut critiquer – hors des meetings officiels des autorités de l'UW- des décisions approuvées ».

prégnance du clivage post communistes/post Solidarité. T. Syryjczyk, considère une telle coalition comme « la dernière solution s'il n'y avait pas d'autres moyens pour former une coalition ». Dans une telle configuration, l'UW ne serait pas à l'abri d'une levée de boucliers devant le « péril rouge ». Elle serait alors bloquée dans son processus de développement. Par ailleurs, elle risquerait d'être " absorbée " par la structure plus développée de la S.L.D. " C'est pourquoi malgré les différents et les conflits avec l'AWS, il était un meilleur partenaire pour nous [référence à la formation de la coalition gouvernementale en 1997] »¹⁹⁴. Sur le plan économique, le vice-président range l'UW (et lui-même) sans hésiter à droite. Sur le plan des valeurs, l'UW est un parti conservateur :

« Pour moi c'est un parti libéral-conservateur. [...] Il y a aussi des personnes qui ont des visions libérales mais avec des inclinations plus à gauche, au sens où ils mettent au premier plan les questions sociales... Nous avons une tendance plus dure [...] avec une vision libérale au point de vue économique mais proche de la doctrine sociale de l'Eglise. Mais moi, je me situe comme libéral-conservateur¹⁹⁵. »

Il n'y a aucune contradiction à être à droite et au centre¹⁹⁶. Le centre se réfère à une autre échelle de valeurs, il est une manière d'être, une manière de gouverner. Plus que le contenu programmatique du gouvernement, le centre est associé à l'idée de modernisation du pays, c'est-à-dire à la transformation des mentalités communistes et créer un esprit d'entreprise, de dynamisme économique, d'émulation. La modernisation est celle du développement capitaliste¹⁹⁷. Le centre est vécu comme le seul parti qui pourra mettre en place cette modernisation. La stabilité de l'Etat, son ancrage au rang des démocraties européennes ne peuvent se faire que sous le règne du centre. Le centre est le parti de gouvernement, celui qui assure la transition, l'ancrage politique et économique dans la modernité (occidentale). Si centre il y a, il n'existe que par rapport au clivage historique. Ainsi, T. Syryjczyk conclue :

« par rapport aux divisions majeures qui existent en Pologne, c'est un parti du centre. Mais qui se range du côté de Solidarnosc... Par ailleurs, par rapport à l'étatisme et au libéralisme, qui sont aussi importants dans l'opinion publique, nous sommes un parti libéral qui est généralement considéré comme à droite ».

De manière positive, le centre renvoie avant tout à la modération et à la raison. Selon les mots de T.Syryjczyk :

¹⁹⁴ Entretien avec T. Syryjczyk, Cracovie: décembre 2000.

¹⁹⁵ Cette tendance est désormais relativement absente de l'UW après la scission de la PO.

¹⁹⁶ Ceci peut constituer une bonne source d'inspiration pour le SPD qui veut se positionner à gauche et au centre. A l'inverse, l'UDF tente de faire du centre un milieu. Comme le montrera l'évolution de l'UW, cette évolution semble vouée à l'échec.

¹⁹⁷ Différente par exemple de celle de la SLD dont un courant associe modernisation et libéralisation des mœurs.

« [le centre évoque] surtout l'absence des extrêmes... Prudence, équilibre, rationalité... Ainsi que la possibilité de collaboration avec des individus de différents horizons politiques. Il est plus facile de réaliser le programme d'un parti du centre parce que l'on peut choisir ses collaborateurs soit à droite soit à gauche. Aujourd'hui en Pologne, la collaboration avec la gauche serait très difficile. Il faut que les mentalités changent. Que l'alliance avec des formations post-communistes devienne possible. Votre génération perçoit le problème différemment... ».

Cette non-homogénéité des traditions historiques crée donc la condition d'émergence d'une identité du centre, comprise comme dynamique de constitution d'une identité au dessus de ces traditions, et non plus comme une position statique sur un axe gauche / droite. Il peut se comprendre comme une courroie de transmission entre deux traditions historiques. Proche d'une conception gaullienne d'un « parti au dessus des partis », le centre serait une plate-forme nécessaire pour rapprocher et permettre le dialogue entre les deux extrêmes – la tradition issue du communisme et la tradition issue de Solidarité.

Le centre ne peut donc avoir de perspectives que si l'alliance s'ouvre à gauche. En quelque sorte, le centre serait un parti de droite, dont les idées de dialogue et de modération serait un atout pour faire alliance avec la gauche – que la droite intransigeante refuserait. Le centre est donc celui de la conciliation. Ainsi le centre, pour reprendre les mots de l'ancien maire de Cracovie, J. Lasota, serait « la possibilité de collaboration avec des individus d'horizons politiques différents »¹⁹⁸.

J.Lasota, ancien maire de Cracovie (1991-1998), souligne aussi que si l'UW est un parti du centre, c'est surtout à cause de son programme économique et social. J.Lasota, tout comme T.Syryjczyk, se classe donc à droite □ et en même temps au centre. L'UW est au centre droit parce qu'elle est libérale sur le plan économique mais conservatrice sur le plan des valeurs:

« Tout d'abord, c'est le programme économique même s'il y a des éléments d'économie sociale de marché. Ensuite, en ce qui concerne la vision du monde, la plus grande majorité se situe du côté catholique. ».

Une tension apparaît ici entre une conception du centre fondée sur le duo libéralisme économique et conservatisme – proche en cela de la CDU – et une « tentation socialiste » ou historique d'une ouverture à gauche. Celle-ci définirait du même coup le centre comme un parti-pivot, apte à des alliances tant à droite qu'à gauche. Le centre serait alors une sorte de passerelle entre les ex-communistes et les ex-dissidents. Une coalition avec la SLD pourrait redonner une dynamique à l'UW en

¹⁹⁸ Entretien avec J. Lasota, Cracovie: octobre 2000. J.Lasota est membre de l'UW depuis 1996. Il a été maire de Cracovie de 1991 à 1998. Il siège aujourd'hui au Sénat dans les rangs de l'UW.

lui insufflant une nouvelle identité de " centre ", c'est-à-dire comme partenaire crédible tant de la SLD que de l'AWS¹⁹⁹.

Il ressort de ces deux entretiens que le centre renvoie à une identification à droite sur le duo libéralisme-conservatisme (proche de la CDU) complété par l'héritage historique de la transition polonaise, faisant de l'UW le parti de la transition, le parti « au-dessus du parti » face à la droite dure, conservatrice et sociale. Mais, la PO en définissant une droite conservatrice et libérale tout en se positionnant sur le pôle post-solidarité détruit l'identification forte d'un pôle modéré. La PO ampute l'UW d'une partie de ses conservateurs. Or, l'UW se sent « conservatrice »²⁰⁰. La greffe du libéralisme économique a prise, non celle du libéralisme culturel. Pourtant, l'ouverture à gauche, et donc au libéralisme, à un centre de type libéral-libertaire pourrait constituer une réponse à une équation qui ne fonctionne plus entre libéralisme et conservatisme²⁰¹. En se recentrant sur le libéralisme culturel, face à la PO, l'UW renonce au conservatisme. Lorsqu'on connaît l'histoire de la CDU, il semble pourtant que le conservatisme est le meilleur moyen de conserver le centre. Comment l'identité centriste de l'UW, ancrée depuis les années de transition, s'adapte à la nouvelle constellation partisane depuis la scission de la PO ? Les entretiens auprès de militants montre que ce qui reste dominant, c'est l'identification à des figures de l'*intelligentsia*, la figure de la transition négociée, modérée mais non aux valeurs libérales.

2.3 L'engagement des Jeunes démocrates.

L'organisation pour les jeunes a subi les conséquences des démissions massives en faveur de la PO et de son organisation de jeunesse. Le „*Młode Centrum*” (Jeune Centre) est né en janvier 2001. Il travaille en collaboration avec l'UW et regroupe les jeunes qui souhaitent être actifs au sein de ce parti. Le groupe se définit comme une association de jeunes personnes « pour qui la valeur la plus importante est la liberté – la liberté de décider pour soi-même et d'influencer l'environnement dans

¹⁹⁹ Avant les élections parlementaires de 2001, l'UW refuse de considérer les questions d'alliance. Soit parce qu'elle considère qu'elles doivent être résultats des élections parlementaires, et non des décisions des appareils des partis, soit parce que l'UW cherche à se constituer en parti fort qui peut se suffire à lui - même. Selon son vice-président, « la question de la coalition est avant tout une question de savoir s'il faut une coalition. Nous devons être un parti fort ». Une telle stratégie est désormais improbable. L'UW, si elle veut se maintenir sur la scène politique polonaise, doit néanmoins aujourd'hui rechercher des alliés.

²⁰⁰ Après les élections parlementaires de 2001, la CDU rompt la collaboration avec l'UW et préfère la PO. L'homologue allemand de l'UW devient alors le FDP. Cette décision attire les foudres de T.Mazowiecki sur son propre parti. T.Mazowiecki démissionne. Pour beaucoup au sein de l'UW, le FDP apparaît trop libéral culturellement.

²⁰¹ Cette nouvelle configuration symbolique peut être le signe de l'entrée du système partisan dans une phase post-transitionnelle où le clivage historique perd en importance. La libéralisation de l'UW et son rapprochement avec les ex-communistes de la SLD et de la SdPI correspondrait à la fin du clivage historique en Pologne. Mais, les auteurs divergent quant à la persistance ou non de ce dernier (Chap. IV).

lequel nous vivons »²⁰². Le MC a été la réponse à la formation des jeunes démocrates (SMD) autour de la PO. Elle organise conférences, forums et participe aux campagnes électorales.

Le MC est issu de l'association « Jeune Démocratie » qui était, elle-même, née de la fusion des organisations de jeunesse du KLD et de l'UD, en 1994. En 1997, l'organisation présenta une vingtaine de candidats à la *Sejm* sur des listes de l'UW. En février 1998, elle ouvre une « Union Etudiante ». L'association « Jeune démocratie » développe aussi une collaboration avec le Forum Economique de l'Union, qui doit favoriser les contacts entre les firmes et les jeunes diplômés. La « Jeune Démocratie » comptait environ 5.700 membres avant la rupture avec la PO, elle avait environ 150 cercles implantés dans toute la Pologne. Après la scission avec la PO, le *Modle Centrum* compte 2.000 membres qui se répartissent sur 75 cercles locaux. Le MC travaille depuis le printemps 2001 en collaboration avec d'autres organisations de jeunesse à l'étranger. Elle a rejoint le Lymac (*Liberal and Radical Youth Movement of the European Union*) – qui regroupe les jeunes libéraux de toute l'Europe.

Le congrès fondateur du MC a eu lieu en novembre 2001 à Poznan. Miroslaw Pawelko a été élu comme président de l'association. Au deuxième congrès, en avril 2003 Błażej Gładysz, 23 ans, étudiant à la SGH (école de commerce de Varsovie) a été élu à la tête de l'association. Le nouveau président élu au congrès de 2005 est Pawel Lisiewicz.

Le *Modle Centrum* a participé aux élections parlementaires, référendaires et européennes. A ces dernières, B. Gladysz, que nous avons rencontré, était chargé de la planification de la campagne.

Au sein du *Modle Centrum*, l'ambiance est conviviale, amicale. Les gens se retrouvent, les rires fusent. On est très loin de l'ambiance de travail qui règne aux Jeunes Démocrates de la PO. Le climat est détendu.

R. est étudiant en droit à l'université de Varsovie. Il est issu d'une famille « cosmopolite » de Varsovie. Il parle allemand, anglais et une partie de sa famille est franco-polonaise. Il explique que s'il est là c'est parce que les gens sont « gentils et l'ambiance vraiment sympa ». En effet, aux réunions de préparation, on rit beaucoup, et par conséquent, il est parfois difficile d'avancer : les 30 minutes de la PO sont ici deux heures. On est là avant tout pour s'amuser. Est-ce un certain flegme devant le « hasard » de la vie politique qui veut que, après avoir été le premier parti polonais, l'UW risque de disparaître ? Ou alors la conscience que les ressources symboliques et matérielles sont minimales devant celles mobilisées par la PO ? Entre la PO et l'UW, ce

²⁰² « dla których najważniejszą wartością jest wolność - wolność decydowania o samym sobie i wpływania na otoczenie, w którym żyjemy. »: en ligne: www.mc.org.pl → Historia.

qui semble différencier l'engagement politique c'est, dans une certaine mesure, la discipline partisane. De par cette dernière, la PO ressemble, toute proportion gardée, à un parti de masse, où l'obéissance et l'efficacité due à cette dernière structurent et organisent le parti (et font sa force). L'UW fonctionne sur des liens de sociabilité, d'amitiés et de convivialité. La politique est une activité non pas ludique, parce qu'importante, mais elle est un *hobby*.

Małgorzata a 19 ans. Elle commence des études de science politique à l'université de Varsovie. Elle est adhérente au MC depuis quatre mois et à l'UW depuis trois mois. La possible disparition de l'UW l'a décidée à s'encarter. L'UW représente pour elle une force libérale du centre qu'elle veut soutenir. L'UW évoque pour elle libéralisme économique et politique, tolérance et ouverture. A l'UW elle peut proposer des choses, prendre des initiatives. D'un milieu ouvrier (père et mère), elle se souvient de l'émotion de ses parents lors de la chute du communisme. « Elle ne comprenait pas tout à l'époque ». Mais cela l'a énormément marquée, selon ses dires. Elle regrette un faible intérêt des polonais pour la politique. Elle-même se décrit comme une électrice intéressée, informée et surtout pro-européenne. L'adhésion à l'Europe est, en effet, un marquage fort de son identification à l'UW. Małgorzata voit l'avenir sereinement. Ce positivisme est un trait que l'on retrouve au sein des militants de l'UW.

Piotr a 20 ans et fait des études d'économie à Varsovie. D'une famille d'employés, il est à l'UW depuis un an. L'UW est pour lui le parti des réformes et même s'il reste encore à faire, le pays doit être fier de ses 15 ans de transformation. Son premier souvenir en politique remonte aux élections de 1991. C'est par des amis qu'il a pris contact peu à peu avec l'UW. Il s'y est engagé parce qu'il avait « envie de faire quelque chose ». Il assure la coordination des structures locales et au sein du MC, l'organisation des événements et autres manifestations. Etre dans une organisation et être responsable à son niveau, lui donne à réfléchir, le fait avancer. Il se décrit comme un électeur intéressé et informé. Il a toujours voté. Pour lui aussi, l'avenir ne peut être que meilleur. Il a une vision positive de la scène publique polonaise, même si elle va, pour le moment, plutôt mal.

Pour Piotr et Małgorzata, l'avenir est donc vu avec confiance. La chute du communisme – à peine vécu puisque les deux avaient entre 3 et 4 ans – structure leur imaginaire politique. Leur action politique est animée par cette confiance en l'efficacité de leur action. Informés et intéressés, la politique est, pour eux, une activité noble où l'on assume ses responsabilités. L'UW est rattachée à la tradition libérale politique et économique (mais non libertaire). Elle symbolise les acquis de quinze années de réforme, et ce même si l'ensemble de la population ne suit pas. Préoccupés par une

situation politique complexe, ils restent confiants dans l'intérêt que porte la population à la politique.

Il faut souligner que l'identité au centre n'apparaît pas ou peu. L'attachement au parti est fait d'admiration et de fidélité à l'histoire de la dissidence et aux valeurs de la liberté. Piotr et Małgorzata reprennent l'héritage de ceux qui ont porté les transformations pour eux, sans évoquer le centre. L'attachement au passé semble plus important que la lutte politique actuelle. Être à l'UW et lutter pour sa survie, c'est permettre à une mémoire de se transmettre²⁰³.

Katarina, elle aussi, est très attachée aux figures de l'UW – et notamment T.Mazowiecki. Elle a 19 ans et adhère au MC en novembre 1999, à l'UW depuis janvier 2002. Elle fait des études à la SGH de Varsovie. Elle est issue d'un milieu plutôt aisé, de professions libérales. Elle adhère à l'UW par fascination pour l'histoire de ses hommes et de leurs rôles dans la résistance. Son engagement est avant tout un attachement à la mémoire. Elle se veut fidèle aux héros de la dissidence parce qu'ils incarnent une tradition nationale : celle de la tolérance, du partage. Katarina veut apprendre, rencontrer. L'idée du centre est là encore finalement très peu présente. Ce qui domine dans son discours c'est l'intérêt pour l'histoire, l'envie d'en savoir plus et surtout de se rapprocher des héros nationaux. Le programme semble finalement peu important en tant que tel même s'il provoque quelques réticences, parfois. Ainsi, Katarina est attachée au libéralisme économique et elle reste très conservatrice sur le plan des valeurs. Elle n'adhère pas au libéralisme culturel qui accompagne l'affiliation de l'UW au FDP (2002). Ce qui lui plaît c'est la liberté qui est laissée à chacun d'avoir sa propre opinion. Enfin, Katrina accorde beaucoup d'importance à l'ouverture européenne. La PO, pour elle, est trop nationale. Ce n'est pas tant l'Europe d'ailleurs qui semble important que le rattachement à une tradition européeniste, d'ouverture à l'occident, au monde, aux Lumières. Tout se passe comme si la PO rappelait l'obscurantisme national, l'enfermement dans des valeurs nationales. Pour Katrina, l'UW c'est la libre pensée.

En conclusion, il ressort de nos enquêtes auprès de jeunes militants, que la conception centriste ou l'identification centriste au sein de l'UW est très particulière. Les militants semblent ne pas s'être réappropriés ni le thème du centre tel qu'on le retrouve chez J.Lasota ou T.Syryjczyk, ni la nouvelle définition politique d'ouverture à gauche et de libéralisation de W.Frasyniuk. L'identification fonctionne par rapport au

²⁰³ Un imaginaire de la résistance et des intellectuels de Solidarnosc autour de B.Geremek, W.Frasyniuk et T.Mazowiecki se transmet entre les plus âgés et les plus jeunes. Le slogan des élections européennes, ainsi que la présentation des listes sous la forme d'un tandem entre un jeune et un plus âgé, soulignent l'importance accordée à la transmission de la mémoire pour cette formation.

mythe de la liberté et de la lutte pour l'indépendance. Une idée nationale – on dira patriotique – qui fait de la Pologne un pays cultivé (et non pas civilisé comme dirait la PO). L'image élitaire de l'UW correspond à ce ressenti d'initiés, pourrait-on dire, de ceux qui connaissent l'histoire et qui rêvent de côtoyer les héros nationaux. Les valeurs sont celle de la déférence, du respect.

La constitution du centre comme centre-pivot entre les gauche ex-communistes (libertaires) et les conservateurs de l'ex-dissidence n'a pas (encore ?). Les formes d'identification à l'UW fonctionnent plus autour de l'imaginaire de l'*intelligentsia* et de la dissidence. Elles sont restées celles de valeurs intemporelles, pourrait-on dire, liées à une tradition historique. Faut-il en conclure qu'il y a deux centres : l'un, incarné par l'UW, porté par la tradition de l'*intelligentsia*, l'autre national et conservateur (la PO) ? Et que dire de la gauche post-communiste : a-t-elle réussi à cristalliser une identité centriste laïque, sorte de troisième centre, hors des traditions catholiques ?

3. L'alliance démocratique libérale (SLD)²⁰⁴.

Prendre en compte la SLD dans notre terrain ne faisait pas partie du projet initial de recherche. L'actualité politique de la fondation de la SdIP par M. Borowski puis de la probable défection de certaines personnalités de la SLD (notamment l'actuel premier ministre M. Bełka) en faveur du nouveau Parti Démocratique (PD) nous y a cependant conduit. Le processus de dislocation de la SLD a attiré notre attention. Assistait-on à un processus de redéfinition du pouvoir autour de l'appropriation d'une étiquette centriste et/ou d'une convergence au centre ? L'opposition se faisant (officiellement) autour de l'héritage social-démocrate – la SdIP accusant la SLD de dénaturer cet héritage – il nous semblait intéressant de cerner les grandes lignes de l'engagement politique au sein de la SLD.

Au terme de notre observation, il semble que la social-démocratie polonaise ne soit pas à proprement parler soumise à des forces centrifuges centristes. Les phénomènes de scissions, et de remodelage de la SLD ont leur logique propre, interne à l'histoire et à la structuration de la SLD. La nouvelle génération, quelque soit ses motivations politiques, restent, en effet, bloquées aux échelons inférieurs. Face à ce blocage s'offrent à elle deux stratégies possibles : quitter la SLD ou la transformer de l'intérieur. Les répertoires d'actions mobilisés, les stratégies mises en place au sein du parti sont liés à ces luttes de pouvoir : les velléités de certains sont brimées par les comportements monopolisateurs et clientélistes des dirigeants. Le pouvoir reste une

²⁰⁴ Le matériel recouvre la participation à une réunion de campagne (Me. 12.05.04), un entretien avec Anna Skrzypek, candidate aux élections européennes pour Varsovie et le suivi de sa campagne électorale de mai à juin 2004.

façon de se payer en nature, une forme d'accès à des ressources économiques. L'équipe dirigeante a des relents de l'époque dirigeante, incompétente et profiteuse²⁰⁵.

Nous nous sommes intéressés à ceux qui étaient restés à la FMS (*Federacja Młodych Socjal-demokratów*, Fédération des jeunes sociaux-démocrates)²⁰⁶ et qui n'avaient pas suivi la SdIP. Quel engagement politique sous-tendait cette fidélité à un parti dont l'image est des plus dures à défendre ? Nous nous demandions si l'on pouvait y déceler un engagement centriste fait de modération et de responsabilité, en quelque sorte un politique du raisonnable face à une politique de la corruption.

Anna Skrzypek est une jeune fille de 25 ans, originaire de Varsovie, étudiante-doctorante en science politique et chargé de TD à l'université de Varsovie.

Son histoire politique est « classique » : parents engagés dans le régime communiste, tous deux professeurs qui subissent des injustices du régime communiste (alors même que tous deux étaient acquis à la cause)²⁰⁷. Le discours d'Anna est structuré autour de l'influence de ses parents et de son milieu politique. Anna est elle-même politologue et connaît donc très bien ce dont elle parle et maîtrise les déterminants sociologiques de l'engagement politique. Son discours est rodé. L'histoire familiale ne constituait que la justification normée d'un engagement dont la dynamique se situe ailleurs : dans la rencontre avec un style de problèmes, de vies et de gens. L'engagement de Anna est, en effet, influencé – plus exactement actualisé et continué – par les réseaux de convivialité qui se créent au cours de sa trajectoire partisane : mouvement de défense des droits des homosexuels, mouvement européen, réseau amical au SPD de Berlin etc. Ces réseaux n'ont pas tant conduit Anna à s'engager qu'ils n'ont défini les traits que prend son engagement. En comparaison avec l'UW et la PO, le discours sur les motivations de l'engagement n'est pas marqué par une conception élitaire de la politique, comme « mission de civilisation », mais comme une arme de combat contre les injustices. De la politique-devoir, on passe à la politique-combat²⁰⁸. Chez Anna, il y a un très grand attachement à la justice et à l'authenticité : « cela ne sert à rien de parler de justice, si on ne la met pas en place déjà dans sa propre vie »²⁰⁹. Le politique est premier et il transforme sa manière de vivre. On trouve le processus exactement inverse à l'UW et dans une moindre mesure à la PO : dans

²⁰⁵ Sur évolution des sociaux-démocrates polonais nous renvoyons à B.Drweski, « Du parti "ouvrier" à la "gauche démocratique". Les métamorphoses d'un parti de pouvoir polonais (1989-2001) » p. 71-82 in : *Partis politiques et démocraties en Europe centrale et orientale*/J-M. De Waele (éd.), Bruxelles : Edition de l'université de Bruxelles, 2002.

²⁰⁶ La FMS fut fondée en 2003 par la fusion des organisations de jeunesse des formations de gauche. Elle revendique les valeurs de liberté, de différence et de justice sociale.

²⁰⁷ Le père est démis de son poste et ne peut plus enseigner. Assurer le ravitaillement de la famille est alors problématique et Anna est le plus souvent à la charge de sa grand mère.

²⁰⁸ Faut-il mettre cette radicalité politique sur le compte de la jeunesse ?

²⁰⁹ En référence à la femme de A.Lepper, leader de la formation populiste *Samoobrona*, qui s'affiche avec des fourrures alors que son mari se dit défendre les classes défavorisées et le petit peuple.

les deux cas, l'engagement reste une activité publique parmi l'ensemble des activités de l'individu.

Anna est sensibilisée aux questions des différences et de l'ouverture aux autres. Elle parle l'allemand, le français et l'anglais parfaitement. Elle a des contacts avec le SPD allemand et les *Jusos*. Elle est, à Berlin, très appréciée. Elle voyage à Bruxelles, et ses réseaux amicaux parcourent l'Europe. Elle est donc habituée à l'étranger, aux voyages. Le mentor d'Anna est Robert Biedroń, président de l'association homosexuelle *Lambda Olsztyn*²¹⁰. Il dirige la campagne contre l'homophobie en mai 2004 à Varsovie²¹¹. Il est « très connu » selon les termes d'Anna. Il est très engagé et ironique quant à ses compatriotes et tout particulièrement les Cracoviens. Il vient lui-même de Cracovie, région très marquée par le catholicisme conservateur. Il s'engage contre l'intolérance religieuse et morale et pour le droit à la différence. Dans son entourage, Anna se sensibilise aux questions des droits des femmes, de la libéralisation des mœurs, de la modernisation de la Pologne et se mobilise contre l'obscurantisme religieux.

A la question pourquoi reste-t-elle à la SLD, parti peu sensible à cette rhétorique à son sommet, lourd de personnalités masculines très désagréables et machistes, elle répond qu'il faut se battre de l'intérieur et que « c'est lâche de quitter le parti pour aller voir ailleurs ». On retrouve cette fidélité chez les militants du SPD : si les valeurs et les dirigeants semblent être en désaccord avec ses propres convictions personnelles, on ne peut quitter le parti. Dans cet engagement de fidélité, il y a un absolu que l'on ne retrouve ni chez les militants de la PO ni chez ceux de l'UW. Le politique devient ici une relation, un tout, une raison d'être. Il devient fidélité à un autre avec lequel on n'est pas toujours d'accord. L'engagement est volontaire, réfléchi et surtout irrémédiable.

Il est difficile de savoir si cet forme d'engagement est en relation avec le parti pour lequel on s'engage et dépend de sa forme organisationnelle (SLD, PO, UW) ou si elle est déterminée par la place que l'on occupe dans le parti (il semble logique que l'engagement d'Anna soit plus absolu que celui de Mateusz qui, lui, ne s'est pas lancé dans une candidature).

²¹⁰ Il est étudiant en science politique à l'université de Warmiski-Mazurski à Olsztyn. Il est aussi membre de la SLD dont il a aidé à rédiger les statuts.

²¹¹ En juin 2004 fut organisée une « parade de la différence » qui fut l'objet de nombre de controverses et de polémiques. Cf. R.Mazurek, I.Zalewski « Dyktatura równości » [La dictature de la différence], *Wprost*, 13/06/2004 : p.58-65.

4. Bilan sur l'identité partisane : où est le centre ?

Les engagements au sein de l'UW, de la SLD et de la PO relèvent d'une tendance centriste définie en introduction par un imaginaire de la modernité et de l'unité fondé sur une rhétorique du consensus et du compromis. Mais la façon de vivre cet engagement varie d'un parti à l'autre.

L'engagement au sein de la SLD est un engagement offensif. On ne le retrouve ni à l'UW, ni à la PO. L'UW et la PO ont des discours dénonciateurs et critiques vis-à-vis de la vie politique polonaise. Ce sont aussi des discours contre : contre le barbarisme, pour la PO, et contre l'incompétence, pour l'UW. Mais nous pensons et c'est là l'originalité du discours de l'UW, que ce dernier tente de construire cette opposition dans un discours qui s'organise et prend relief dans la tradition politique polonaise de l'*intelligentsia*. L'ailleurs, auquel fait référence le politique, n'est pas tant celui de l'Eglise que celui du patriotisme, celui de l'idéal de la liberté, de la lutte pour l'indépendance nationale. Cet ailleurs cristallise une identité qui tenterait de se fonder par rapport à un autre qui ne serait pas un ennemi et se définirait par une culture, un idéal commun. Les formes d'identification au sein de la PO, au contraire, en appellent à un ailleurs situé dans la tradition et les valeurs chrétiennes : l'identité se structure autour du mot d'ordre de civilisation. Le centre qui émerge de l'UW est celui de l'*intelligentsia* catholique et laïque.

Le tableau suivant synthétise les motivations sous-jacente à l'engagement politique selon les formations partisans.

Tabl. 47 Les types d'engagements politiques.

Partis Traits caractéristiques	SLD	UW	PO
Cible de l'action politique	Politique contre les injustices	Politique unitaire de réconciliation	Politique populiste de rassemblement
Ressenti de l'engagement	Combat et fidélité	Responsabilité/devoir	Obéissance/soumission

Lecture : A chaque parti correspond un type d'action politique (« objectifs de l'action politique ») et un ressenti de l'engagement (c'est-à-dire ce que procure émotionnellement le fait de s'engager pour le parti considéré).

D'un engagement d'obéissance de la PO, on passe à un engagement civique à l'UW et à un engagement de fidélité et de combat à la SLD. Mais, uniquement à l'UW, certains militants (rares) se revendiquent explicitement du centre. Si la direction construit diverses images du centre, les militants eux associent le centre à des figures historiques, à une tradition nationale. Il ne renvoie donc pas tant à une idéologie qu'à

une mémoire²¹². Le centre se définit comme une manière d'être, une culture, non pas par un programme politique. Il définit une autre manière de faire et d'être en politique : celle des grands hommes.

²¹² La rhétorique centriste au sein de l'UW évolue en fonction des configurations partisans et des formes que prend l'engagement dans les autres formations partisans. Ainsi, à ses début, l'UD se définit comme un parti du centre, pivot entre les dissidents et les communistes. L'Europe est, pour elle, la figure qui incarne l'ancrage du pays dans la modernité. Ensuite, l'alliance avec le KLD et la formation de l'UW renouvelle la rhétorique centriste. Le centre de pivot devient un centre libéral et conservateur. La scission de la PO marque l'échec de ce centre. La récente transformation de l'UW en *Partia Demokratyczna* ouvre la voie à un centre émancipateur. Plus proche en cela du centre historique auquel s'identifie les militants, ils heurtent cependant leurs sensibilités conservatrices. Centre-pivot, centre-conservateur, centre-émancipateur, on retrouve là toutes les variations de la rhétorique centriste vu au chapitre I.

§4 Reprise synthétique : identification partisane et centre.

Dans ce chapitre, l'approche adoptée pour saisir les mécanismes d'identification centrisme a été résolument ethnologique. Les résultats d'enquête sont de deux types : les uns traitent de la dimension socio-affective de l'engagement et de sa possible typologisation et les autres, plus précis, portent sur les mécanismes d'identification et de construction d'une identité au, ou du, centre.

1. Les formes socio-affectives de l'engagement.

Nous avons distingué deux types de militance. La première est motivée par la recherche de connaissances théoriques du et des politiques. Elle est intermittente et laissée à la libre appréciation du militant, selon ses propres envies de connaissances. La fidélité ou l'assiduité n'y ont pas de force structurante. Elle est motivée par le savoir et non par le combat ou par le « dire ».

La militance que nous avons étudiée, elle, est mue par une conscience partisane du devoir. Contrairement à l'analyse cumulative de l'engagement partisan, cette conscience partisane n'est pas liée à un degré plus fort d'engagement. Elle est chevillée au corps à un besoin d'être utile, d'avoir sa place « au sein de□ ». Ces militants occupent, ainsi, pour la plupart, des postes au sein de l'organisation partisane. Mais, il serait faux de considérer que cette position, par les rétributions symboliques et matérielles qu'elle implique, a motivé et fidélisé leur engagement. La causalité joue en sens inverse : l'individu reste parce qu'il a trouvé ce qu'il cherchait : *sa propre utilité*. C'est un besoin spécifique qui est à l'origine de cette inclusion dans la hiérarchie partisane, inclusion qui vient, par la suite, créer les raisons de la durabilité de l'engagement. De quels besoins s'agit-il ? Est-il possible de construire à partir d'eux les lignes d'un imaginaire centriste ?

2. Mécanismes d'identification au centre.

Dans un second temps, nous nous sommes donc attachés à saisir ces besoins socio-affectifs qui sous-tendent l'engagement. En ce qui concerne les formations centristes, l'identification au centre est variable d'un pays à autre. Peut-on, en évitant le substantialisme, trouver des points communs entre les formes observées ?

L'expression de l'identité.

Au terme des enquêtes, on a affaire à un résultat complexe. Il existe une étonnante diversité du dire identitaire et de la mise en récit de soi-même. Néanmoins, comparer à la diversité idéologique des prises de positions et des valeurs, la manière de se dire et de vivre son engagement est étonnamment semblable. Certes, les raisons qui conduisent différentes personnes à utiliser et à s'identifier à la même marque partisane, à des moments différents, sont multiples. Mais la relecture de l'engagement fonctionne sur les mêmes instruments de « mise en ordre » du récit. Trois ensembles thématiques de structuration du récit apparaissent:

- les déterminants sociologiques de l'engagement
- le passage à l'âge adulte
- le temps mythique de « depuis toujours j'ai voulu m'engager ».

Pour ce qui est du premier élément (les déterminants sociologiques de l'engagement), il serait trop facile de voir dans ces confidences une confirmation des idées reçues sur la militance en général (socialisation, héritage parental etc.). Ce serait faire abstraction de la situation particulière de l'entretien qui produit un discours normé sur la question qu'il pose (pourquoi s'engager ?)²¹³. Ces thèmes ne sont le plus souvent évoqués que pour y mettre le plus de distance possible et présenter ainsi l'engagement comme un « vrai » choix²¹⁴.

Deuxièmement, le discours sur l'engagement lie le « saut » de l'encartage à des « passages » dans l'histoire individuelle (le monde adulte, le monde professionnel). Or, ceux-ci sont le plus souvent associés à des expériences de masse anonyme. L'engagement devient une manière de sauvegarder l'unicité de sa propre personne, d'échapper à l'absorption dans l'anonymat de la masse.

Une hiérarchisation des expériences vécues s'effectue par la mise en valeur d'expériences décisives, comme celle de l'anonymat, de l'impuissance, de l'étiquetage trop rapide et de l'intolérance idéologique ou de l'impossibilité des débats. Il y a aussi des expériences moins importantes : les réunions de cellules, les débats publics. Enfin, l'histoire militante a aussi ses « oublis » : le moment de l'adhésion, la première prise de contact, le contexte de l'encartage.

Ainsi, les expériences présentes renvoient à des expériences passées. Celles-ci donnent sens à certains éléments de la vie actuelle. Ce lien passé-présent est

²¹³ Le cas polonais se démarque des cas allemands et français puisque les discours « sociologiques » du politique y sont rares dans nos enquêtes.

²¹⁴ Des différenciations s'imposent : le cas de l'UDF est à l'extrême dans la volonté de présenter l'engagement comme une liberté de choix, à l'autre extrémité on trouve la Pologne pour laquelle l'idée d'un tel engagement n'existe pas dans les imaginaires collectifs. En Allemagne, la revendication d'une filiation parentale ou idéologique n'est pas dévalorisée, au contraire elle assoit l'engagement dans une responsabilité historique qui est valorisée.

hétérogène dans les expériences sollicitées par les uns et les autres mais il renvoie presque toujours à une inquiétude sur l'état de la vie politique et des débats publics (très nettement en France et en Pologne, moins en Allemagne), sur le déclin du pays et de la croissance économique. En d'autres termes, l'engagement partisan au centre va de pair avec un *fantasme du « déclin » démocratique* et d'une forme politique menacée. Il structure une représentation du monde en deux pôles²¹⁵. Les hommes politiques, les formations politiques sont classés en usant des repères bi-polaires (gauche/droite, civilisation/barbarie, progressistes/conservateurs etc.). Ces classifications s'intègrent dans un rapport spécifique à l'avenir (et au présent) : l'aujourd'hui est dévalorisé non pas par rapport à un passé révolu mystifié en âge d'or mais face à un avenir qui ne peut être que meilleur, orienté vers la modernité²¹⁶. Le discours centriste va de pair avec un avenir porteur de *progrès* en opposition avec un présent encore marqué d'archaïsmes (politiques, économiques, sociaux).

En outre, au delà des paroles partisans, l'observation de terrain a souligné que le processus identitaire, tel que nous l'avons observé chez ceux qui se disent ou sont dits centristes, fonctionne sur la recherche du même, une quête narcissique pourrait-on dire de soi-même²¹⁷. L'identification fonctionne à partir du moment où l'individu a été reconnu comme semblable. L'engagement n'est ainsi que la réponse à une reconnaissance déjà formulée²¹⁸. L'identité se construit donc doublement par un processus du « je » au « tu » – quête du semblable – et d'un retour du « tu » au « je » – reconnaissance du semblable. L'entre-deux forge un « il » – qui n'est autre que le nous, un tiers qui vient cristalliser la relation entre semblables. Le « nous » est la projection de ce lien du même. Il n'est pas un habit que l'on revêt, une forme que l'on prend, il est un discours sur la relation particulière du même au même, de l'autre comme un soi-même. Le nous prend forme dans cette recherche du semblable. Or, le dissemblable semble plus facile à dire, à mettre en scène que le ressenti (fusionnel) du

²¹⁵ Les enquêtes en Allemagne donnent des résultats plus contrastés. Il s'agit plus de tendances que de structuration nette des imaginaires partisans.

²¹⁶ La mise en relation de la mystique du progrès et de l'utilisation de la marque politique centriste amène à réfléchir sur l'émergence de phénomènes centristes du côté de la gauche et des socialismes, marqués de même par cette mystique. Pour une dénonciation de la tentation centriste inscrite dans l'idéologie du progrès voir l'essai controversé de J-C. Michéa, *Impasse Adam Smith. Brèves remarques sur l'impossibilité de dépasser le capitalisme sur sa gauche*, Paris : Climat (collection Sisyphe), 184 p.

²¹⁷ Cette recherche du même est, pour ainsi dire, disqualifiée par son impossibilité : « creux », le centre ne pourrait constituer un objet de recherche. Mais, cette perspective passe à côté d'un réel objet de recherche ; celui d'un positionnement « impossible » : comment prendre position sans dessiner de démarcations alors même que se positionner suppose de tracer des frontières ?

²¹⁸ On comprend mieux que les déterminants sociologiques aient pris une telle importance dans la recherche sur les partis politiques. L'appartenance à un même groupe social donne les bases objectives d'une image homogène de l'un et de l'autre. Mais alors que dans les partis ouvriers, la classe forme un groupe d'intérêts, la classe dans les partis centristes assure le fonctionnement du même, l'objectivité d'un habitus commun. Elle ne justifie pas la lutte politique, elle fonde l'identité commune. En d'autres termes, ce n'est pas la défense d'intérêts communs qui fonde l'action politique, mais une manière d'être commune. On saisit toute la difficulté des partis centristes : avoir une identité qui ne reposerait pas sur des intérêts communs, mais sur une manière d'être. Comment rendre crédible cette dernière sur la scène politique qui, elle, fonctionne au contraire sur la confrontation d'intérêts contradictoires ?

même ; d'où la difficile expression d'une identité centriste, qui si elle se dit, signifie déjà sa différence □ et donc sa propre aporie.

L'expression politique du ressenti militant.

Il fallait, donc, se poser la question de l'expression (partisane et politique) du ressenti militant, de ses besoins. Le parti donne les mots pour dire, pour se dire, c'est-à-dire donne les moyens d'exister, de se voir exister pourrait-on dire. Les militants se les réapproprient plus ou moins selon leurs caractéristiques propres (compétences et ressources, ancienneté).

Le tableau ci-contre regroupe les résultats d'enquête. Nous avons d'abord vu comment se dit l'identité, les paroles et les mots qu'elle utilise. Ensuite, par la relecture rétrospective du « saut » qualitatif que représente l'engagement, nous avons cherché à saisir ce qui présidait à ce saut, ou plus exactement, le seuil symbolique qu'il marquait.

Tabl. 48 Les expressions de l'identité centriste.

Pays et partis politiques Variables caractérisantes	FRANCE	ALLEMAGNE	POLOGNE
	L'EXPRESSION DE L'IDENTITE	UDF <ul style="list-style-type: none"> • Usure du clivage gauche-droite • Tolérance • Vérité • Consensus • Dialogue • Courage • <i>Méfiance vis-à-vis du compromis</i> 	ALTE MITTE <ul style="list-style-type: none"> • Usure du clivage gauche-droite • Majorité • Compromis • <i>Pluralisme</i> • <i>Représentativité</i>
		NEUE MITTE <ul style="list-style-type: none"> • Modération • Raison • Vérité • Courage 	PO <ul style="list-style-type: none"> • Civilisation • Tradition
LES BESOINS EXPRIMÉS		<ul style="list-style-type: none"> • UDF • La reconnaissance • La visibilité • Le besoin de se dire • Le besoin d'être de gauche* * <i>Ce besoin ne se retrouve pas chez tous les militants interrogés, mais il est suffisamment récurrent pour être signalé.</i> 	<ul style="list-style-type: none"> • NEUE MITTE* • La fidélité • L'utilité • La responsabilité

* Pour cette seconde ligne – les besoins exprimés- nous n'avons retenu que les formations qui alliaient modération, dialogue et consensus, soit l'UDF, le SPD et l'UW.

Lecture : nous avons retenu les quatre partis définis en introduction et constitutifs de notre objet de recherche : UDF, CDU et SPD, UW. Les formes d'identification sont définies doublement par les mots qu'elles utilisent (« l'expression de l'identité ») et les besoins qu'elles satisfont (« les besoins exprimés »). On trouve par ailleurs des spécificités nationales, celles-ci sont notifiées en italique dans le tableau.

La systématisation des résultats est compliquée par le fait qu'elle touche différentes formations partisans : une en France (UDF), deux en Allemagne (SPD et CDU) et deux, en Pologne (UW, PO). Dans le tableau 49, nous avons donc simplement recensé les récurrences observées entre les formations retenues. La dimension sémiotique est relativement homogène d'une formation à l'autre et recoupe assez bien la typologie mise en place dans la première partie de ce travail. On y retrouve le triptyque modération, consensus, dialogue – avec cette nuance près que dans le cas allemand, la modération est absente des paroles militantes démocrates-chrétiennes mais se retrouve au SPD. Le consensus apparaît soit sous cette forme soit sous celle du compromis (pour l'Allemagne notamment, en France, l'idée du compromis étant, au contraire, récusée pour celle de la synthèse). Notre typologie s'étoffe du thème du courage politique – là encore exception faite de la CDU. S'y ajoute aussi le thème de la recherche de la vérité, de la parole vraie que nous n'avons pas recensé dans notre travail préparatoire (Première Partie). Ces thèmes sont en italique dans le tableau ci-dessous :

Tabl. 49 Les dimensions de l'identité centriste

Dimension socio-affective			Dimension sémiotique
<ul style="list-style-type: none"> - Reconnaissance et/ou confirmation de soi [utilité vs responsabilité] - Exercice de la libre pensée - Demande de conciliation 			<ul style="list-style-type: none"> - Récusation du clivage gauche droite - Modération - Dialogue - Consensus vs compromis. - <i>Courage</i> - <i>Vérité</i>
UDF	SPD	UW	
- Volonté d'être de gauche.	- Fidélité	- Figures historiques - Mémoire	

Lecture : le fonctionnement identitaire est présenté sous deux angles : celui du ressenti émotionnel (« dimension socio-affective ») et celui du discours (« dimension sémiotique »). On trouve pour chaque case du tableau les éléments correspondant à chaque dimension. Pour ce qui est de la dimension socio-affective, les spécificités propres à chaque parti que l'on ne retrouve pas de manière systématique sont indiquées par partis (UDF, SPD et UW).

La systématisation de la dimension socio-affective est comparativement plus difficile. Les besoins restent divers et multiples d'une formation et d'un pays à l'autre. Nous avons donc regrouper les besoins, non pas identiques, mais semblables. On y retrouve le besoin d'être reconnu comme tel (reconnaissance) et d'une confirmation de soi – qui peut passer soit par un sentiment d'utilité, soit par la confirmation d'une compétence politique pratique ou théorique, soit par l'octroi de responsabilités et de pouvoirs. Enfin, le besoin de rester libre dans sa pensée caractérise, dans une moindre mesure, les identités centristes – il faut là encore souligner la particularité du cas allemand : on retrouve le besoin de libre pensée à la CDU mais non au SPD où l'affiliation à la ligne directrice est sans conteste pour les militants que nous avons

rencontrés. Le dernière ligne du tableau s'attache donc à transcrire les spécificités nationales.

Ces catégorisations relèvent d'idéaux-types. Il ne s'agit pas de définir le vrai centre, mais des manières de se dire centriste. Les réalités étudiées sont mouvantes. Ainsi, certaines exceptions sont apparues (notamment pour la CDU) ou des formations ont dû être écartées (telle la PO). Pour ces deux cas, la catégorisation évolue. Toutes deux prennent un virage certain vers le conservatisme ou, du moins, elles s'enracinent dans cette tradition qui constitue, à côté de la rhétorique centriste, un autre ancrage identitaire fort avec ses propres ressources sémiotiques et socio-affectives ; d'où la difficulté de classer ces identités. Par ailleurs, du côté de l'UW, l'ouverture à des problématiques libérales – qui prennent très peu au niveau des militants – ouvre des perspectives nouvelles à un centre plus offensif motivé par la recherche des libertés (parti d'intérêt particulier), de type FDP. Elle ouvre ainsi une brèche pour une reconstitution du centre autour d'un rapprochement entre sociaux-démocrates et intellectuels catholiques.

Malgré ces difficultés de systématisation, une typologie de l'identification centriste s'esquisse avec tout d'abord un *centre libertaire*, puis un *centre conservateur* et enfin un *centre conciliateur*. Le premier se caractérise par une identification et une parole structurées autour du libéralisme (culturel et économique) ; le deuxième, sur la conservation (et l'adaptation) des valeurs remises en cause par les évolutions actuelles ; et le troisième, sur la synthèse d'aspirations et d'exigences contraires.

Certains diront qu'il s'agit tout simplement d'un centre-gauche, d'un centre droit et d'un centre-milieu. En réalité, les termes de gauche et droite ont ceci de fâcheux qu'ils mettent en avant la dimension idéologique du positionnement partisan. Or, les mécanismes d'identification au centre rappellent qu'il s'agit d'une dimension affective de l'identité partisane. Le centre libertaire, conservateur ou conciliateur sont alors trois *expressions* possibles du centre comme *médiation* d'intérêts contradictoires dans un espace donné. Il faut cesser de considérer le centre par rapport à un espace idéologique et unidimensionnel. Il faut l'analyser comme l'interface entre des contraintes internes de ses membres et de leurs exigences fantasmagoriques – de reconnaissance, de libre pensée – et des contraintes externes – de positionnement partisan et de suffrages électoraux. Saisir l'identité, ne peut donc passer que par un processus dynamique où ce n'est pas ce qui est dit du centre (par les centristes

d'ailleurs) qui nous intéresse mais la manière dont l'environnement est intégré à une identité toujours en construction²¹⁹.

Ce chapitre vient, ainsi, clore notre étude sur le centre. Nous l'avons défini comme offre politique et comme demande politique. La conclusion s'attachera à synthétiser les éléments tant du côté de l'offre que de la demande, pour dresser une typologie des centres, au-delà de leur « nouveauté » ou de leur « ancienneté ».

²¹⁹ L'identité doit sans cesse créer sa légitimité à exister sur la scène politique. Or, les acteurs politiques utilisent les définitions de l'identité politique et ses caractéristiques produites par le champ scientifique dans la lutte politique. Ils peuvent ainsi disqualifier certaines identités (et donc acteurs) comme des « fausses » identités (tel le centrisme), c'est-à-dire comme des « impostures ».

SYNTHESE

Dans cette seconde partie, nous nous sommes attachés à étudier le centre dans son aspect d'offre et de demande politique. Notre objet était de dresser une grille d'analyse du centre qui permette de comparer les anciens phénomènes centristes (des années 1980) aux nouveaux, apparus dans les années 1990 sur le modèle du *New Labor*.

Dans un premier temps, nous avons retracé l'évolution des rhétoriques centristes depuis 1945. Nous avons dégagé deux répertoires de mobilisation centristes : un « centre-avant-garde » avec l'UDF et le SPD et un « centre-majoritaire » avec la CDU et l'UW. Le premier renvoie à la réconciliation à venir (l'avant-garde devenue majoritaire), le second au rassemblement et à la préservation du consensus social (déjà donné).

A partir des années 1980, nous avons constaté pour les trois pays, l'émergence d'un discours sur la modernité (et sur la nécessaire modernisation de l'organisation partisane) conjointement à celui du libéralisme économique. Le couple modernité-libéralisme (ou le couple modernisation-libéralisation) devenait ainsi la ressource discursive principale du centre pour fonder un espace de neutralité (ou de neutralisation des conflits politiques). Les années 1990 semblent correspondre au même phénomène mais du côté des sociaux-démocrates et/ou des courants d'inspirations sociales. Fallait-il y voir l'émergence de nouveaux centres ? Diffusion centriste, convergence au centre, consensualisation des compétitions politiques, modification des clivages sociaux, glissement des axes de compétition □ nous avons posé la question de l'interprétation des évolutions contemporaines de la rhétorique centriste et de ceux qui s'en réclament.

Nous supposons l'existence d'un phénomène de diffusion de la rhétorique centriste à partir du duo libéralisme-modernité. Pour valider une telle intuition de recherche, nous avons d'abord étudié deux autres hypothèses : d'une part, celle de l'émergence de nouveaux clivages sociaux liés au développement de nouveaux groupes sociaux (les dites nouvelles classes moyennes) et d'autre part, celle de la consensualisation des espaces politiques avec la convergence au centre des programmes politiques.

Les deux approches ne sont pas satisfaisantes. L'analyse sociologique souligne que l'appel aux nouvelles classes moyennes est avant tout rhétorique et ne correspond pas à une réalité sociologique du parti. Ces groupes sociaux constituent une figure symbolique durable des mobilisations centristes. Ils permettent d'en appeler à un au-

delà du politique divisé et diviseur. Ceci dit, d'autres catégories peuvent avoir cette vocation : les femmes, les jeunes, l'Europe etc.

D'autre part, nous ne pouvons pas non plus conclure à une consensualisation de la compétition politique. Les dynamiques sont, avant tout, simultanés : le déplacement de l'un entraînant celui de l'autre mais il est très rare que ces déplacements s'effectuent dans le sens d'une convergence globale du système. Celle-ci n'est qu'un des résultats possibles de la confrontation d'offres politiques diverses. Nous avons dégagé cinq formes d'interaction. Seule l'introduction du libéralisme constitue pour les trois pays un facteur de convergence des programmes – et plus précisément des argumentaires utilisés. Par conséquent, il est probable que le cas de la *neue Mitte*, comprise comme la conversion des sociaux-démocrates à une stratégie d'intégration (c'est-à-dire de prise de pouvoir) sur le figure du centre, ne soit pas le fait d'une convergence au centre ni de la pression de nouvelles couches de population à intégrer.

Dans un second temps, nous nous sommes donc attachés à développer notre propre analyse d'une diffusion de la figure du centre à d'autres traditions politiques. Au travers de la « nouvelle UDF », de la *neue Mitte*, et de l'UW, nous nous sommes intéressés aux transformations du discours centriste depuis les années 1990 à partir de courant d'inspirations sociales (qu'ils relèvent de la social-démocratie ou de la tradition du catholicisme social). Nous avons constaté la diffusion de la rhétorique moderniste et libérale aux formations pourtant fortement empreintes d'un héritage social et d'une vision solidariste de la société, à savoir l'UW et l'UDF. Les formes de recompositions du centre relèveraient donc de l'utilisation de la référence social-démocrate, et non plus démocrate-chrétienne, dans la construction d'une offre politique du centre. Cette conclusion explique, en partie, le rapprochement (ou sa tentative) entre sociaux et chrétiens-démocrates. L'exemple en la matière est donné par la plateforme électorale formée par le Parti Démocrate, la SLD et la SdPI en septembre 2006. L'ouverture à gauche de l'UDF semble plus incertaine. La stratégie de François Bayrou souligne, néanmoins, la prégnance d'une « tentation socialiste » au centre ; à savoir le rêve d'un « grand centre » qui rassemblerait la gauche modérée et l'UDF. Tout se passe comme si le centre trouvait, par là, d'autres ressources de compétition. Dans cette optique, nous avons pu observer des caractéristiques communes dans les offres politiques de la *neue Mitte* (le seul de nos cas à correspondre à une redéfinition du centre à partir de la social-démocratie), de la nouvelle UDF et de l'UW. Ces similitudes laissent à penser que nous sommes en présence d'une nouvelle utilisation de la figure du centre à partir d'une tradition social-démocrate, ou plus largement, qui prend sa

source dans le rapprochement entre sociaux et chrétiens-démocrates. Ces derniers chercheraient, par là, une nouvelle visibilité politique. Les « nouveaux » centres ne sont donc pas tant nouveau par le type de rhétorique qu'il propose que par les articulations qu'ils opèrent entre centre et avant-garde, d'un côté, et entre centre et question sociale, de l'autre.

S'il y a nouveauté du centre, ce n'est pas tant dans l'émergence d'une nouvelle définition du centre, que dans l'utilisation de la figure centriste : associée au duo unité-modernité, celle-ci est progressivement complétée du thème du libéralisme économique ; la modernité devient synonyme de libéralisme. Tout se passe comme si la modernité s'imposait sous une seule et unique forme : celle du libéralisme²²⁰. En ce sens, il y a bien consensualisation des espaces politiques non pas parce que les identifications et les polarisation s'amenuiseraient mais parce qu'il y a consensus sur la direction à suivre. Nous avons utilisé l'analyse de Marcel Gauchet pour définir ce mode nouveau d'articulation du politique ayant « comme vocation nouvelle de rendre représentable univers structuré par les contradictions » (Gauchet 1992). Cette conciliation nécessaire à l'espace politique actuel ne va pas nécessairement de pair avec un phénomène similaire au sein de l'espace social. L'erreur consisterait à croire que ce qui s'observe dans le champ politique a sa cause dans l'espace social. Les dynamiques peuvent être autonomes²²¹.

L'autonomisation des dynamiques d'évolution du champ politique a été vérifiée par l'analyse du profil sociologique des élites et par *le type d'alliances* nouées entre elles. Nous avons vu que la *neue Mitte* relevait d'une alliance éphémère entre les travailleurs qualifiés et les entrepreneurs de la « nouvelle Economie ». La Pologne a cru, pendant un temps, à une alliance possible entre les intellectuels et les ouvriers, puis entre les intellectuels et les techniciens libéraux. Enfin, l'UDF rêve d'une alliance entre l'Eglise et l'Ecole. Ces alliances évoluent mais, elles se définissent par le regroupement de classes supérieures (économiques ou culturelles) dont l'accès au pouvoir dépend de leur capacité à se faire passer pour « autre chose » qu'elles-mêmes. Dans cette optique nous avons distingué trois centres : *le centre dynastique, le centre dominant, le centre consensuel* (Tabl. 42).

Il restait à voir si de telles recompositions dans le champ des producteurs de l'offre politique, étaient suivies de modifications parallèles dans le champ des consommateurs. Ici, les conclusions sont plus nuancées.

²²⁰ On peut penser la modernité sous différents angles : la modernité des Lumières, la modernité comme progrès social... Certains considèrent que l'idée même de modernité est nécessairement porteuse de celle du libéralisme économique. C'est l'objet de l'essai controversé de J-C. Michéa, *Impasse Adam Smith : brèves remarques sur l'impossibilité de dépasser le capitalisme sur sa gauche*, Paris : Flammarion, 2006, 184 p.

²²¹ Dès lors, s'ouvrent d'importantes perspectives de recherche sur les facteurs explicatifs internes de la diffusion du duo libéralisme-modernité dans le champ de la production des offres politiques.

Du côté de la demande, la question de l'ancrage sociologique du centre est complexe. On peut distinguer en France et en Pologne, un électorat centriste. En Pologne, il s'agit des milieux libéraux, localisés à l'ouest du territoire, dans les grandes villes, jeunes et favorables à l'intégration européenne. En France, l'électorat centriste appartient à l'électorat de droite par ses attributs économiques et culturels. Cependant, nous avons distingué un groupe de catholiques dont le mode d'intégration à l'institution de l'Eglise le distingue des électeurs UMP. Par contre, ce groupe est relativement réduit et l'UDF ne peut espérer se développer si elle se cantonne à cette frange catholique. Le « nouveau » centre français, c'est-à-dire la nouvelle UDF, correspond à la volonté (politique) de son leader de fonder (enfin) une identité du centre hors de la droite. Pour cela, reprenant l'héritage du MRP, il veut faire la preuve de son indépendance. Mais, alors que le parti démocrate-chrétien d'après-guerre faisait appel à un programme « de gauche » très marqué par l'héritage du CNR (Conseil National de la Résistance) et de l'ouvriérisme, l'UDF, quant à elle, en appelle à dépasser le clivage gauche-droite ; appel masqué à des électeurs de gauche qui n'oseraient pas franchir le pas d'un vote classé à droite. La stratégie actuelle de François Bayrou de dégager le centre d'une appartenance à la droite est cruciale : ce n'est que si le centre n'apparaît plus comme une utilisation d'un vote de droite, que le président de la formation centriste peut espérer attirer des électeurs de gauche. Or, le franchissement de la barrière gauche-droite reste difficile. Dès lors, il faut « rapprocher » l'UDF de la ligne de démarcation, voir l'estomper en soulignant les similitudes entre les propositions des favoris de la droite (Nicolas Sarkozy) et de la gauche (Ségolène Royal). La non-candidature de Lionel Jospin sert la stratégie de François Bayrou en lui ouvrant un espace au centre.

Du côté Polonais, le recentrage qui s'opère autour de la SLD, la SdPI et le nouveau Parti démocrate souligne un glissement du centre vers une rhétorique plus libertaire, axé sur le libéralisme culturel plus qu'économique. L'axe de polarisation semble être, à nouveau, un axe idéologique mais non plus entre ex-communistes et ex-dissidents, mais entre conservatisme et libéralisme culturel. Celui-ci ne correspond pas tout à fait à l'axe religieux (les partis laïcs contre les partis de l'Eglise) puisque l'UW, de tradition démocrate-chrétienne s'oriente vers les partis de gauche. Tout se passe comme si le libéralisme culturel ouvrait un autre espace de neutralité propice au rapprochement entre sociaux et chrétiens-démocrates. La Pologne est ainsi le seul de nos trois cas à présenter un tel rapprochement. La question reste de savoir si une telle convergence se fera sur le centre ou sur la figure de la social-démocratie.

En Pologne, le « nouveau » centre est donc celui d'un rapprochement entre deux traditions historiques distinctes, celle du communisme et celle de la dissidence. La stratégie n'est pas nouvelle, puisque dès sa fondation l'UD tentait de se forger une identité de « passerelle » dans un système polarisé. Par contre, ce qui est nouveau c'est la reformulation qui est en est faite : le centre n'a plus vocation à être un parti charnière entre deux traditions historiques. Il devient l'avant-garde d'une émancipation culturelle □ La rhétorique est proche de celle de la *neue Mitte* allemande.

En Allemagne, la localisation d'un électorat centriste est beaucoup plus problématique ; la grande majorité des électeurs étant au milieu (distribution consensuelle des électeurs). Cette concentration des électeurs au centre a permis pendant longtemps d'assurer une majorité au gouvernement. Ainsi, seulement en Allemagne, on pouvait observer une conjonction centre, milieu politique et milieu social selon l'équation : centre majoritaire = consensus social = électeurs médians. Mais, l'émergence d'un « nouveau centre » n'est pas le fait d'un électeur centriste moins conservateur et/ou plus social. L'opposition entre *neue* et *alte Mitte* est avant tout une opposition entre groupes dirigeants. Elle n'a que peu à voir avec des (nouvelles) mobilisations sociales. Par contre, une autre recomposition, occultée quelque peu par ce débat entre « ancien » et « nouveau » semble se préparer : le nouveau parti de la Gauche (*Die Linke*) signe-t-il la polarisation de la scène politique allemande et, du même coup, un possible rapprochement entre les « modernes », c'est-à-dire les « nouveaux venus », du SPD et de la CDU ? Eu égard à la première expérience de « grande coalition » (1966-1969), le rapprochement des deux *Volksparteien* ne conduit pas de manière durable à une polarisation de la compétition partisane. Par contre, elle favorise l'émergence de nouveaux enjeux (et donc de nouveaux acteurs) qui formalisent des thèmes extra-parlementaires laissés en suspens. Nous pensons que le nouveau parti de la Gauche constitue peut-être la manifestation d'un clivage est/ouest amené à perdurer. Nous ne pensons pas qu'il doit être compris comme une extrémisation de la gauche, sur le modèle français de la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire) ou de LO (Lutte Ouvrière), mais comme une revendication identitaire d'un groupe non inclus dans les logiques du pouvoir. Le clivage est/ouest hypothèque les rhétoriques centristes (nouvelles et anciennes).

Enfin, du côté de l'identification politique du centre (c'est-à-dire de la localisation d'une offre politique), les résultats sont déroutants : si l'on observe bien des caractéristiques communes entre les militants des pays considérés, l'utilisation du centre comme élément de définition de l'identité politique est plutôt rare (excepté, peut-

être, pour la France). Pourtant, d'autres motifs apparaissent qui semblent rattacher le discours identitaire et les besoins exprimés à une figure du centre. Dès lors, tout se passe comme si l'identité centriste ne se disait pas. Les formes de reconnaissance d'un centre sont une sorte de « code » entre initiés pour reconnaître « celui qui sait ». Nous avons tenté de cerner au mieux cette relation étrange qui se lie dans le silence d'une reconnaissance.

Le centre renvoie avant tout à la modération. Celle-ci, déclinée comme auto-limitation, raison ou sérieux politique est au cœur des imaginaires politiques et des processus d'identification. Elle prend différentes formes selon les pays, mais elle constitue un élément d'identité du ressenti centriste. En France, la modération correspond à une entreprise de maïeutique qui cherche à créer, par la confrontation dialogique, les bases d'une action politique commune parce que raisonnable. En Allemagne, la modération est associée à l'idée de pluralité : la méthode politique n'est pas tant la réalisation d'un au-delà du conflit, que la mise en concurrence des aspirations contraires de l'ensemble des populations. Par cette confrontation, un point d'équilibre est trouvé. Quant à la Pologne, il n'y a pas d'unité dans la conception du rôle de la modération comme méthode politique de gestion du conflit : pour l'UW, la modération se rapproche du cas français, d'une valorisation de la raison, pour la PO, elle est exigence de pluralité et de représentativité, mais, contrairement à la CDU allemande, cette exigence peut être associée à des tendances populistes.

Par ailleurs, l'engagement centriste se caractérise par un engagement qui se veut réfléchi. Il se présente comme distant, critique. Mais, il serait faux d'en conclure que l'engagement est « mou », voire peu « fidèle ». L'identification ne se fait pas tant à un programme politique, ni même à une organisation, mais à une manière d'être (en) politique. Celle-ci est faite d'une conscience élitaires d'avoir à sauvegarder les principes démocratiques, le régime politique, le *demos*. Là encore les investissements identitaires varient d'un pays à l'autre : en France, il s'agit de sauvegarder la démocratie d'une polarisation gauche-droite dépassée et stérile, en Pologne il faut éviter la démagogie populiste, en Allemagne, sauvegarder des valeurs menacées par les évolutions sociétales. Mais, le principe reste le même : la défense d'un consensus déjà existant (du moins présenté comme tel).

En définitive, la figure du centre apparaît peu. On trouve plus généralement la recherche d'une valorisation, d'une reconnaissance de soi-même, de ses capacités de réflexion, de son savoir-faire. La recherche de sa propre utilité semble être une figure majeure de la militance centriste. Elle se rapproche en cela d'un engagement « caritatif » (ou associatif) en même temps qu'elle se met, du même coup, sous le feu des critiques d'un engagement « intéressé ». On retrouve là encore les contradictions

d'une identité qui se veut générale et qui est, en même, temps motivée par un besoin personnelle.

Au terme de cette analyse empirique, il apparaît donc que le centre s'incarne dans des figures comme le dialogue, le consensus et la modération. Il est une *stratégie d'intégration* de la scène politique fondée sur le duo unité = modernité. Celle-ci est complétée progressivement par la figure du libéralisme économique ; la modernité devenant synonyme de libéralisme économique (et la modernisation de libéralisation). Le duo se transforme en une égalité : *modernité = libéralisme*. Le centre est, par ailleurs, localisé dans le champ politique par une *offre programmatique* qui se caractérise par un thème non-politique, c'est-à-dire non classable sur une échelle pour ou contre, ou moins ou plus : ce fut la famille, l'Europe, le libéralisme. Ensuite, le centre c'est aussi une *élite politique* définie par son appartenance aux classes supérieures. Par ailleurs, le centre correspond à *une marque électorale* utilisée par un certain nombre d'électeurs qui se définissent par des caractéristiques socio-économiques. Enfin, le centre est une *forme d'identité politique* fondée sur la recherche de la vérité, comme élément fondateur d'une reconnaissance de sa propre utilité.

CONCLUSION

La recherche a clarifié la notion de « centre » : si le « centre » peut se définir, tout comme la « gauche » ou la « droite », c'est en prenant en compte trois dimensions: 1) un ancrage sociologique – ce que l'on a appelé le « *centre sociologique* », 2) une inspiration idéologique – le « *centre philosophique* » ou « de réflexion » , et enfin, 3) une incarnation en tant que parti politique – le « *centre politique* ».

Ce *distinguo* ouvre la recherche à différentes formes (centristes) d'articulation de ces trois dimensions. Quelle que soit sa forme partisane, nous voulions cerner ce que veut dire « être du centre ». Dans cette quête, nous partions de trois présupposés : ceux qui se disent du centre ne mentent pas ; être du centre suppose d'être localisé dans un espace (social ou politique). Par conséquent, la question de l'identité centriste est équivalente à celle du (ou des) lieu(x) du centre : où est le centre ? Enfin, pour saisir l'identité du centre (ou le lieu du centre), le détour par l'identification politique du centre était un type d'approche pertinent et non encore testé par la recherche sur le sujet. Or, l'approche par l'identification partisane suppose un découpage analytique : si l'identification correspond à la reconnaissance de l'autre comme un soi-même, il faut déterminer quels sont les deux acteurs qui entrent ainsi en scène dans cette relation symbolique ; l'enjeu de notre étude étant de déterminer si l'on observait une évolution dans les acteurs identifiés et/ou identifiants qui justifierait de parler de nouveaux centres.

Notre réflexion s'est donc construite en trois étapes :

- Nous avons défini le centre comme objet politique à partir d'un idéal de l'unité et de la modernité, comprise comme dépassement du conflit ; conception politique qui s'incarne dans la volonté de constituer un espace neutre de confrontation dans lequel le conflit est dépolitisé ou « consensualisé ».
- Nous avons vu que la démocratie-chrétienne était propice à l'émergence d'une stratégie centriste d'intégration de la scène politique à cause d'une contradiction initiale entre une vision politique non partitive et la nécessité de la partition politique.
- Nous nous posions donc la question de savoir si la social-démocratie pouvait être, elle aussi, propice à l'émergence de la figure du centre pour légitimer son existence politique, et par voie de conséquence, si les phénomènes centristes

issus de cette tradition politique pouvaient être le signe de l'émergence d'une nouvelle figure du centre.

Les résultats de notre recherche sont à trois niveaux : 1) la clarification des centres comme offre politique, 2) la recherche de variables explicatives des évolutions des formes centristes et 3) la mise à jour des contradictions de la régulation politique actuelle.

I. Sur les justifications théoriques de notre recherche.

Dans un premier temps, nous avons dégagé le centre des soupçons qui pèsent sur lui : « ventre-mou », catégorie vide, rhétorique de maximalisation des suffrages (voir langue de bois). Dans un second temps, il convenait de se demander quelle était la valeur du centre en tant que catégorie comparative puisque, en matière de comparaison des systèmes partisans, la science politique utilise de préférence les schémas rokkaniens et/ou les analyses de type institutionnel. Pourquoi partir d'une comparaison à partir du centre, d'autant qu'une telle entreprise suppose une interrogation sur le clivage gauche/droite que nous savons, historiquement, spécifique à la situation française ? Fallait-il se lancer dans une interrogation sur la validité et la généralisation d'un tel clivage hors du cas français, en d'autres termes relancer le débat sur l'application au continent européen du concept d'identification partisane, élaboré par l'école de Michigan ?

Sans vouloir ni pouvoir répondre à cette question, nous avons proposé de reprendre l'éternelle recherche d'un centre, espérant, comme beaucoup avant nous, saisir, enfin, ce qu'est le centre. Pour cela, nous avons d'abord choisi de poser l'égalité entre le lieu du centre et l'identité centriste. Ce qu'est le centre, se manifeste par le ou les lieux qu'il occupe : « montre moi où est le centre, je te dirais qui il est ». Nous avons balisé ce jeu de piste en investiguant deux directions : celle de l'offre et celle de la demande. L'offre correspond à ce qui est offert sur le marché partisan : sigle, programme, dirigeants, stratégie politique □ Tout ce qui constitue la marque partisane. La demande renvoie à ce que l'on souhaite trouver sur l'espace politique, ce que l'on recherche sur le marché politique. Ces deux dimensions ont été, ensuite, sub-divisées en deux axes : celui de la compétition (perspective dynamique) et celui de l'identification (perspective statique).

Une fois défini ce que nous cherchions, il fallait commencer par une force politique. Mais laquelle ? Décider de telles ou telles formations c'était déjà faire un choix de définition.

Là encore, la démarche adoptée fut de dés-intriquer les interrogations : d'une part, déterminer ce qui permet de qualifier un discours (ou une stratégie politique) de centriste, et, d'autre part, déterminer quelles formations politiques ont utilisé la figure du centre.

Premièrement, les figures associées au centre sont la modération, la troisième voie, l'entre-deux, le juste-milieu. Le centre serait donc « entre ». Or, nous avons souligné qu'en Allemagne, la *Mitte* n'est pas « entre » mais « dedans ». Elle veut être l'expression du consensus social. Premier changement de perspective : le centre n'est pas le milieu, il est avant toute chose consensus majoritaire – certes, auquel on peut arriver en réalisant une politique de juste-milieu mais non nécessairement : le consensus peut tout aussi bien être justement un extrême, comme c'est le cas en l'occurrence avec la CDU de H.Kohl positionné à la fois sur le libéralisme économique et le conservatisme social. En France et en Pologne, le centre est un « au-delà » de l'espace politique : volonté de dépasser, pour l'UDF, la bipolarisation gauche/droite et, pour l'UW, le clivage historique entre ex-communistes et ex-dissidents.

Deuxièmement, l'étude de la formation des courants politiques modernes en France et en Allemagne au XIX^e siècle, et en Pologne, pendant l'entre-deux guerres, lors de la (brève) période d'indépendance du pays, a montré qu'un des viviers du discours centriste (c'est-à-dire du discours consensualiste ou consensuel) fut le milieu catholique, non pas celui des légitimistes ou des intransigeants, mais de ceux qui se prononcèrent (par défaut ou par conviction) pour le régime parlementaire et démocratique ; ceux que nous avons appelé les démocrates-chrétiens. Nous les avons définis socialement, comme l'aile politique du syndicalisme chrétien et, politiquement, comme l'association du catholicisme et de la pensée démocrate. La littérature sur cette famille politique confirmait notre propre conclusion : le centre fut pour certaines démocraties-chrétiennes une stratégie d'intégration de la compétition politique. En cherchant un débouché politique, elles ont développé un discours centriste, c'est-à-dire, nous le rappelons, un discours fondé sur la valorisation du consensus social (voire de l'unanimité). Cette vision de l'unité s'incarne dans trois instruments qui sont proposés pour la réaliser : la modération, le dialogue et le consensus. Les deux premiers permettent d'atteindre le troisième, traduction politique du rêve unitaire des démocrates-chrétiens. A ce quatuor – unité, dialogue, modération, consensus – il convient de rajouter un cinquième élément : la modernité. En effet, l'unité ne renvoie pas à un passé révolu, âge d'or d'une harmonie sociale. Dans un espace politique conflictuel, l'unité est présentée comme la figure d'une société moderne, où le conflit, archaïque, aurait enfin été dépassé. La modernité est donc une figure majeure du discours centriste. Elle permet, notamment, de le distinguer d'une rhétorique

conservatrice ou réactionnaire – d'où l'importance pour les nouveaux centres de qualifier les « anciens » centres de conservateur pour s'approprier, seuls, l'étiquette centriste. Le duo unité et modernité fondent donc la rhétorique centriste développée par les démocrates-chrétiens (les résultats ont été présentés au tableau 4).

Nous partons donc d'un double constat. *Primo*, le discours centriste est une stratégie d'*intégration* de la compétition politique. Nous soulignons : il ne s'agit pas d'une stratégie de *compétition* politique. Il en va d'une stratégie pour devenir un acteur politique et participer à la compétition politique (non pas nécessairement pour le rester). C'est donc une *stratégie de légitimation* avant que d'être une stratégie de compétition.

Deusio, la démocratie-chrétienne fut un courant qui utilisa très rapidement la figure du centre pour légitimer son action politique. Certes toutes les démocraties-chrétiennes ne sont pas du centre, mais certaines ont construit une définition du centre. Or, quel que soit le pays considéré, il s'avérait que la conception sociale du monde était structurée par une vision organique et harmonieuse de la société. Par conséquent, nous avons défini le centre comme une vision unitaire du politique (que nous avons aussi qualifiée d'intégrale puisqu'elle refuse la partition). Il restait à dégager la stratégie de constitution (et de légitimation) de l'offre politique démocrate-chrétienne sur la figure du centre. Pourquoi la démocratie-chrétienne est-elle propice à l'émergence d'une stratégie d'intégration de la scène politique fondée sur le centre ?

C'est ici que rentre en ligne de compte la contradiction originelle de la participation politique démocrate-chrétienne ; à savoir : le dilemme d'une représentation intégrale dans un monde (politique) pluriel. Les démocrates-chrétiens sont confrontés à la difficulté de fonder une identité (en l'occurrence religieuse) suffisamment inclusive pour ne pas être partitive mais suffisamment exclusive pour ne pas perdre leur identité originelle (chrétienne, du moins, spirituelle). Dès lors, la figure du centre traduit politiquement l'impossible incarnation politique du rêve unitaire démocrate-chrétien. Deux possibilités s'offrent aux démocrates-chrétiens pour contourner cette difficulté : soit la division de la société n'est que temporaire, le centre est alors l'avant-garde d'une société en voie de réconciliation. Soit, la conciliation des aspirations et des intérêts contradictoires doit être systématiquement recherchée pour permettre une sorte de coexistence pacifique des contraires. Nous avons, ainsi, dégagé, deux répertoires de mobilisation centristes : un *centre-avant-garde* et un *centre-majoritaire*. Le premier renvoie au progrès, au consensus à venir, le second au rassemblement. Si l'utilisation de la figure du centre varie, il n'en reste pas moins que les deux répertoires se fondent sur le duo unité-modernité.

Nous avons donc montré que le centre existe du moins en tant que traduction politique d'un conflit inhérent à une identité originelle non partisane. Celle-ci trouve-t-elle à s'incarner, à se cristalliser dans une identité politique ? On pressent l'existence d'une identité □ insaisissable. Or, ni la science politique, ni la sociologie électorale ne permettent de dire ce qu'est cette identité, ou plus exactement ce que ressent celui qui se dit centriste (en admettant qu'il ne ment pas).

La sociologie électorale recense une tendance centriste qu'elle ne peut définir : s'agit-il d'électeurs indécis, d'électeurs modérés ou d'électeurs centristes ? La science politique ne fait pas mieux : elle décrit des phénomènes de convergence au centre certes, mais sans se préoccuper de savoir si le centre existe en tant que marque partisane reconnue par un électorat, disons du moins, une demande partisane.

Pour aborder cette question, nous avons ré-ouvert la porte de l'analyse psychosociale, plutôt honnie dans la science politique française. Mais telle qu'elle est présentée et formalisée par l'école de Michigan, elle risque de retomber dans les travers de la sociologie électorale – entre électeurs indécis, médians ou centristes. Or, plutôt que de cloisonner les recherches, les évolutions actuelles de la recherche soulignent la fécondité des croisements disciplinaires : application de l'analyse des mobilisations collectives aux partis politiques, croisement des approches sociétales et organisationnelles □ Dans cette perspective, il nous semblait intéressant d'appliquer l'analyse sociologique des milieux sociaux à la notion d'identification partisane. A partir de l'analyse bourdieusienne de structuration de l'espace social et politique, nous avons dégagé une définition de l'identification partisane (notion non utilisée par P.Bourdieu) en terme de goût : l'identification partisane est pour le champ politique, ce qu'est le goût pour le champ artistique : une sorte de main invisible qui articule les producteurs aux consommateurs. Dans cette perspective, l'identification ne porte pas nécessairement sur un parti politique. Elle est politique (« retrouver » une offre politique, l'accepter ou la rejeter), elle n'est pas nécessairement « partisane ». Elle est la reconnaissance dans un autre champ (en l'occurrence, ici, celui des producteurs) d'une position analogue à la sienne (considérée, ici, dans le champ des consommateurs) : en un mot, « je reconnais ce que je suis, ici, dans l'autre, là-bas ».

Au terme de cette partie théorique qui fonde et justifie notre recherche, nous avons donc un objet et une problématique : la recherche des processus d'identification (c'est-à-dire la localisation) du centre (ou des centres).

II. Sur les résultats de la recherche : la clarification des centres comme offre politique.

Notre deuxième partie de thèse s'attache donc à décrire cette relation de l'un reconnu par l'autre. Il faut donc déterminer l'un (l'offre), l'autre (la demande) et voir sur quel(s) élément(s) porte(nt) la reconnaissance par la seconde de la première (le mécanisme de régulation de l'offre et de la demande).

Avant d'aborder la période contemporaine, un détour par l'état de la compétition politique et par la place occupée par le centre était nécessaire. En effet, pour savoir s'il y a évolution du centre, et plus particulièrement, « nouveaux » centres, il faut nécessairement déterminer ce que furent les « anciens » centres. Fidèles à la distinction entre espace d'identification et espace de compétition, nous nous sommes intéressés à l'évolution de la rhétorique centriste dans les trois pays depuis la seconde guerre mondiale (espace d'identification) ainsi qu'à celle des rapports électoraux sur la même période (espace de compétition). Cela nous permettait de voir si l'on retrouvait des caractéristiques et des évolutions communes aux trois pays et, par là, de construire le centre en catégorie comparative des systèmes partisans

De ce point de vue, la surprise fut de découvrir non pas seulement une rupture (du moins une recomposition des centres) dans les années 1990, comme on pouvait le supposer du fait de l'émergence des nouveaux centres (Nouvelle UDF, *neue Mitte*, UW) mais une seconde, antérieure, dans les années 1980. Cette décennie correspond à l'introduction du libéralisme dans les discours centristes et, conjointement, de la thématique de la modernisation. En Allemagne, le centre se resserre sur ses conservateurs autour de H.Kohl, en France, les démocrates-chrétiens du CDS intègre l'UDF, libérale, qui n'a que très peu à voir avec la tradition démocrate-chrétienne, et enfin, en Pologne, le mouvement de Solidarité est gagné par une critique libérale de droite qui va à l'encontre des principes autogestionnaires. Par conséquent, s'il y a un nouveau centre, il existe déjà dans les années 1980 avec le renouvellement des « anciens » centres. Dès lors, les nouveaux centres des années 1990 sont-ils la diffusion de cette rhétorique libérale à d'autres traditions politiques ? Ou relèvent-ils d'un phénomène autonome, parallèle à celui défini pour la démocratie-chrétienne : à savoir le résultat d'une vision politique contradictoire entre unité et pluralité ?

Etant donné le cadre de ce travail, nous ne pouvons répondre exhaustivement à cette question ; d'autant que les pays étudiés ne nous permettait l'étude que d'un centre issu de la tradition social-démocrate. Par contre, ce choix nous a permis de préciser l'interrogation sur les « anciens-nouveaux » centres démocrates-chrétiens et,

avec le cas allemand, de poser des similitudes entre eux et le cas de la *neue Mitte*. Ces points communs entre les trois formations partisanses sont autant d'indices d'une possible diffusion de la rhétorique centriste à une autre tradition politique : la social-démocratie. Ce phénomène est d'autant plus probable que certains auteurs considèrent que la social-démocratie est propice à l'émergence d'une rhétorique avant-gardiste (Donegani, Sadoun 1991) et à une rhétorique moderniste (Michea 2002). La greffe centriste pourrait donc tout à fait s'opérer dans ces milieux partisans. Par conséquent, nous argumentons en faveur d'une dynamique de diffusion et de déplacement des phénomènes centristes dans la sphère politique.

Des analyses comparatives portant uniquement sur les nouveaux centres issus de la social-démocratie – on pense au *New Labor* – seraient, par conséquent, tout à fait intéressantes.

1. Du côté des producteurs□

Du côté de l'offre, les situations nationales sont assez proches. Nous avons relevé deux transformations majeures communes aux trois pays : l'introduction de la thématique du libéralisme conjointement à celle de la modernité. Par ailleurs, quel que soit le pays considéré, nous n'avons pu relever de phénomènes significatifs de convergence au centre. En outre, les démocrates-chrétiens allemands, français et polonais utilisent systématiquement des figures transpartisanes – telles que l'Europe, la famille etc. – pour fonder un « ailleurs » du politique. Enfin, les trois cas ont souligné l'existence d'un milieu des élites centristes qui est, certes, différent selon les pays mais qui présente certaines caractéristiques communes. Nous présentons ces quatre conclusions.

- **Les programmes politiques du centre.**

Nous avons montré que l'évolution des programmes familiaux n'était pas le fait d'une convergence au centre des compétitions partisanses. En effet, indépendamment de toute recherche de mobilisation collective (et de maximisation des suffrages), les programmes évoluent du fait de l'introduction de nouvelles thématiques dans le champ politique : soit par l'apparition de nouveaux acteurs (les Verts et le thème de la participation), soit par l'influence de certains groupes de pression (les acteurs de l'éducation, par exemple), soit enfin, par des influences extérieures à la scène nationale (le libéralisme, entre autres). En outre, les évolutions observées au sein de la démocratie-chrétienne sont aussi liées à une nécessité interne : celle de sauvegarder une vision unitaire du politique. Celle-ci s'est incarnée, pendant un temps, dans la

famille. Mais à partir du moment où cette thématique est réinvestie par d'autres formations politiques ou lorsque l'évolution sociale (divorces, union libre) donnait à la défense de la cellule familiale un visage plus nettement conservateur, les démocrates-chrétiens ont dû trouver d'autres figures trans-partisanes (l'Europe, les jeunes, la modernité, le libéralisme) ou d'autres argumentaires (économiques, hédonistes). La famille a pu, à l'inverse, être nouvellement investie par des formations politiques pour lesquelles l'Europe constituait la figure majeure du discours centriste. Ce fut notamment le cas de l'UW. Ces exemples soulignent que les discours politiques ne relèvent pas d'une convergence au centre mais se comprennent par rapport aux modifications de l'offre partisane et de l'influence réciproque des acteurs politiques.

Nous avons relevé cinq types d'interdépendance : les dynamiques d'exportation, d'importation, d'inversement de thématiques et celles d'occultation et d'accentuation de certains sujets. Si des phénomènes de convergence s'observent, pour les trois pays, ils touchent uniquement l'accentuation des thématiques économiques, et très précisément d'efficacité économique.

Une fois éliminée l'objection selon laquelle le centre actuel ne serait que la manifestation d'une convergence au centre de nos systèmes partisans, nous avons développé l'analyse des programmes familiaux pour y déceler les éléments qui pouvaient donner un contenu au centrisme et ainsi, répondre, à la seconde objection : celle d'un centre, catégorie inutile de recherche.

Les anciens-nouveaux centres qui émergent dans les années 1980 proposent un discours particulier non pas dans sa thématique, mais dans son articulation avec d'autres sujets (et notamment celui de l'école). Cette articulation – famille/école – nous semble primordiale pour qualifier les centristes par rapport aux autres forces politiques, c'est-à-dire les localiser dans un espace de la compétition politique (tabl. 20).

En effet, on a admis que les deux pôles extrêmes sont constitués par, d'un côté, l'articulation entre les thématiques de la primauté de l'école dans la transmission des valeurs et du libre choix du rôle que la femme désire jouer dans la société, et, de l'autre, un discours conservateur sur le rôle de la femme en tant que mère et sur la famille, comme instance première de transmission des valeurs. L'entre-deux représente le centre, soit dans sa version plus libérale, soit dans sa version plus conservatrice (tabl. 21). Selon cette classification, si l'on ne prend que la période qui court de 1980 à aujourd'hui, on observe des différences selon les partis étudiés. La CDU se classe dans la droite conservatrice jusqu'en 1997. L'UW, quant à elle, ne fait partie de l'espace du centre qu'à partir de 2001 (avec la question actuelle de savoir si le rapprochement avec les ex-communistes l'entraînera vers des tendances plus

libertaires). Enfin, l'UDF après une période de libéralisation au début du septennat de Giscard d'Estaing, reste attachée au rôle traditionnel de la famille, même si depuis 1999, elle souligne plus visiblement, la liberté de la femme dans la détermination du rôle social qu'elle désire assumer. Mais malgré ces différences, le tableau 21 souligne que les années 1990 correspondent non seulement à l'émergence du thème familial dans le discours social-démocrate (PS, SLD, SPD) mais aussi à un repositionnement des démocrates-chrétiens sur ce thème : ouverture à des thématiques sur le libre-choix de la femme et, dans les années 2000, développement de l'argumentaire économique. Le cas polonais se distingue des situations françaises et allemandes. En Pologne, l'UW, tout comme la SLD, découvrent les problématiques du droit des femmes et de la libéralisation (culturelle) de la société. Ainsi, le parti démocrate délaisse le discours sur la famille (qu'il avait découvert sur le tard) pour se concentrer sur des thématiques de l'égalité hommes-femmes. Par là, cette formation politique, empreinte d'un certain conservatisme démocrate-chrétien – en même temps que la PO évolue vers le conservatisme. Par conséquent, notre hypothèse de diffusion de la rhétorique centriste semblerait fondée pour la France et l'Allemagne, mais infirmée pour le cas polonais si l'on considère que la recomposition du Parti démocrate se fait plus à gauche qu'au centre.

Par ailleurs, cette analyse des politiques familiales nous a permis de découvrir le fonctionnement identitaire du discours centriste, c'est-à-dire l'imaginaire véhiculé par une figure tierce – la famille, puis l'Europe, les jeunes. Ces figures incarnent un espace de neutralité qui fonctionne différemment en France, en Allemagne et en Pologne. Laïcité, conservatisme et tolérance sont les trois formes mises en place respectivement par l'UDF, la CDU et l'UW pour fonder un au-delà unitaire du politique. Le centre, comme dans le cas de la CDU, peut utiliser le conservatisme comme ancrage dans une figure neutre, justement parce qu'il entend rester neutre politiquement (en prenant le soin de reléguer la défense des valeurs de la communauté sociale à la famille). C'est ce qui distingue la CDU de la CSU : sa volonté (affichée) de rester neutre politiquement. Par rapport à la gauche libertaire, l'exemple de l'UW est probant : c'est l'attachement (ou la découverte) du rôle de la famille comme instance de socialisation et/ou au rôle de la mère qui attache le parti polonais au centre. Quant à l'UDF, enfin, c'est le principe de laïcité, dont F.Bayrou s'est fait récemment le chantre, qui la distingue de la droite gaulliste.

Le centre est donc localisable dans un espace politique. S'incarne-t-il dans un milieu, un groupe porteur ? Très précisément, si nous faisons l'hypothèse que les

sociaux-démocrates évoluent vers le centre (en découvrant le rôle de la famille) dans les années 1990 tandis que les anciens nouveaux centres se convertissent après une période d'hésitation, à la rhétorique libérale dans les années 2000, peut-on observer des évolutions parallèles au niveau des milieux qui composent ces élites partisans¹ ?

- **Les élites partisans.**

Au sein des directions partisans, il apparaît nettement des milieux, suffisamment homogènes, pour parler de milieux centristes. Ces groupes sociaux sont variables selon les trois pays mais ils sont structurés spécifiquement par un ethos et un habitus de classe. Ainsi, le centre est l'apanage des classes ou milieux sociaux dont la revendication au pouvoir ne peut être justifiée par une appartenance de classe : soit parce que celle-ci est minoritaire, soit parce que, dominante, elle a intérêt à masquer sa domination (il vaut mieux se dire centriste que « bourgeois » par exemple), soit, enfin, parce qu'elle est élitaire (le pouvoir appartient aux experts). A partir de là, différents types de centre peuvent être mis en évidence : le centre dynastique, le centre minoritaire et le centre dominant. Le premier caractérise un milieu en déclin mais qui ne peut croire en sa disparition à cause du capital social, économique ou culturel qu'il possède. Sûr de son pouvoir, il ne comprend pas qu'il ne soit pas majoritaire. Optimiste, il est certain que l'avenir lui donnera raison. Le deuxième centre correspond à une représentation politique nécessaire à un groupe social (dominant) minoritaire qui veulent prendre le pouvoir sans faire la révolution. Enfin, le dernier caractérise un milieu social en position dominante et qui bénéficie d'un soutien majoritaire (tabl. 42). Dans cette optique, les « nouveaux » centres ne sont donc pas tant « nouveaux » par leurs rhétoriques ou par leurs origines sociales que par le type d'alliances qu'ils présupposent (ou plus exactement : l'éclatement des alliances qui prévaut à leur constitution). La *neue Mitte* résulte de la dislocation de l'alliance entre les milieux catholiques et les travailleurs qualifiés. L'échec du nouveau centre est, quant à lui, dû à la rupture entre les nouvelles élites manégeriales et les travailleurs qualifiés. La « nouvelle UDF » renvoie à un recentrage sur l'alliance Eglise-école après l'éviction de celle entre Eglise et professions libérales. En Pologne, l'émergence de la PO souligne le divorce entre le milieu de l'*intelligentsia* et celui des techniciens et des professionnels de la politique. La scission de la PO correspond aussi au départ de la jeune génération, non nécessairement passée par la dissidence, alors que le rapprochement avec la SLD qui s'amorce en 2006 rappelle que tant le Parti

¹ Mais nous rappelons qu'il ne s'agit pas de phénomènes de convergence. Ces évolutions sont le résultat d'une logique interne à la vision politique démocrate-chrétienne (politique unitaire) et de l'influence de facteurs extérieurs (tels la conversion au libéralisme).

démocratique que la SLD regroupent en leur sein les héritiers de la période de la dissidence (même s'ils ne sont pas dans le même camp).

Enfin, pour la CDU, l'alliance entre libéraux et conservateurs qui fut au fondement de l' « ère Kohl » et du néo-conservatisme, semble laisser place à une alliance entre nouveaux venus (comme Angela Merkel, par exemple) et la *neue Mitte* – comme semble le confirmer la constitution de la grande coalition. Néanmoins, il n'est pas sûr que cette alliance soit durable : elle peut correspondre à une nécessité temporaire (assurer le pouvoir face à la contestation montante) sans qu'elle ne fonde une nouvelle alliance durable (cf. *infra*).

Ces résultats ont été synthétisés dans le tableau 42. Chaque type d'offre politique du centre – minoritaire, dynastique ou dominant – est défini par cinq éléments : la position de classe, la dotation en capital, la trajectoire de classe, les alliances de classes nouées et enfin, l'enjeu de la lutte pour le pouvoir.

Ces quatre cas (UDF, UW, *neue Mitte* et CDU) montrent deux choses : premièrement, les formes du centre sont dépendantes du type d'alliance entre milieux sociaux, d'une part, et prétendants et héritiers, d'autre part et, deuxièmement, quelle que soit sa forme, le centre est formalisé en offre politique par des acteurs politiques appartenant à la *classe supérieure*. La nouveauté du centre résulte donc du fait que, par rapport à l'ancien, le nouveau centre regroupe les nouveaux venus en politique, c'est-à-dire une nouvelle génération qui a acquis une autre manière de faire de la politique ; d'où son alliance de fait avec les « nouveaux » secteurs sociaux (on pense à la *new Economy*). Le terme de génération ne renvoie pas nécessairement à un groupe d'âge. Il est entendu dans son acception sociologique, telle que la propose Pierre Bourdieu : une génération apparaît en même temps que l'état de la lutte pour le pouvoir se modifie (Chap. VI). Les nouveaux venus cherchent à établir la lutte à leur avantage, les anciens, à la maintenir en leur faveur.

Les anciens centres sont, donc, constitués des « héritiers » : notables en France, *intelligentsia* en Pologne, catholiques en Allemagne. Par contre, l'identification de la marque centriste ne se fait pas nécessairement sur ces milieux en tant que milieux héritiers ou de notables ; d'où, peut-être, les conclusions de Julien Fréte! et sa volonté de réhabiliter l'image d'un parti non-notabiliaire (Fréte! 2004). Ainsi, il n'y a pas nécessairement égalité entre *ce qu'est* le centre et *ce sur quoi porte l'identification* – il est par conséquent facile de dénoncer un « camouflage » de la classe supérieure au travers de l'étiquette centriste. En réalité, il n'y a pas nécessairement cynisme des acteurs politiques qui voudraient cacher leur appartenance à la classe supérieure, mais

simplement une identification qui ne prend pas en compte (qui ne voit pas) cette appartenance.

Avant d'aborder la question de l'identification, il faut définir l'autre pôle de cette dynamique : la demande.

2. Du côté des consommateurs□

- **Les électeurs du centre.**

Il s'agissait, tout d'abord, de saisir les conditions objectives de ceux qui utilisent la marque centriste. D'un pays à l'autre, les caractéristiques changent. Néanmoins, trois points communs sont relevables :

- L'usage du vote se veut censé et raisonnable.
- La dotation en capital scolaire et économique fait des usagers de la marque centriste des membres de la classe supérieure.
- L'utilisation de la marque centriste n'est pas motivée par un souci de modération mais par un positionnement mono-thématique à un extrême : le libéralisme ou l'européanisme.

Quant aux différences, elles portent sur la ruralité (UDF, CDU/CSU) et l'urbanité (PO, UW). L'européanisme caractérise les formations plus anciennes (CDU, UDF, UW) et reste relativement absent des plus récentes (SPD, PO). Le mode d'intégration politique et sociale des catholiques joue un rôle majeur en France, relativement moins important en Pologne et moindre en Allemagne (où le simple fait d'être catholique, quel que soit le mode d'intégration, favorise le vote en faveur de l'ancien centre). Enfin, le vote que nous avons qualifié de distinction, c'est-à-dire qui cherche à se démarquer d'un usage populaire de l'acte électoral, est caractéristique du choix du SPD, de l'UDF, de l'UW et de la PO. Par contre, il ne se remarque pas pour la CDU. Il ressort donc que les caractéristiques entre les centres nouveaux (SPD, PO) et anciens (CDU, UDF, UW) sont variables d'un pays à un autre, et ce qui correspond à un nouveau centre dans un cas, peut tout aussi bien définir un ancien centre, dans une autre situation. Seul l'*européanisme* et dans une moindre mesure la *ruralité* (qui n'inclut pas l'UW) identifient clairement les anciens centres. L'UW, le SPD et l'UDF sont, quant à eux, très proches dans leurs caractéristiques. L'européanisme et la ruralité distinguent, néanmoins, respectivement l'UDF du SPD, et l'UDF du SPD et de l'UW. On a ainsi un axe de graduation croissante des transformations du centre allant de la CDU au SPD en passant par l'UDF, puis l'UW et la PO. Seuls la CDU et le SPD sont les plus proches de l'idéal d'un ancien et nouveau centre.

Par conséquent quel que soit le pays considéré, la distinction nouveau/ancien ne renvoie pas à une modification sensible des électors. Nous concluons qu'elle se comprend en prenant en considération le champ des producteurs, et très particulièrement, le type d'alliance nouée entre eux, défini précédemment.

Ayant vu les conditions objectives des électeurs du centre, d'un côté, et celles des producteurs de la marque centriste, de l'autre, restait à saisir le fonctionnement du processus d'articulation entre l'offre et la demande : l'identification.

- **L'identification centriste.**

Résultat déconcertant de notre recherche : alors qu'il existe effectivement un milieu et une élite centriste, distincts des autres formations partisans, l'identification au centre est rare et ce quel que soit le pays considéré. Certes, en France, on pourrait croire qu'elle est plus marquée. Mais, encore faut-il souligner, qu'elle participe souvent d'une revendication au droit d'être de gauche sans être socialiste (ou alors de droite, sans être gaulliste). En Allemagne, l'identification au centre existe pour la CDU, quoi que là encore, elle correspond plus à la variante nationale du *Mitte*, c'est-à-dire défini comme consensus majoritaire et non pas comme un positionnement idéologique. Au sein du SPD, les partisans de l'Agenda 2010 et du cours donné par Gerhard Schröder au parti, ne se revendiquent pas du centre (ni de la *neue Mitte*, du moins, en ce qui concerne les militants que nous avons rencontrés). L'identification se fait sur l'idée de modération. Enfin, si le centre a été un motif d'identification pour la vieille garde de l'UD encore présente au sein de l'UW, il n'en est rien pour les jeunes qui s'identifient, avant tout, à une histoire nationale et aux héros de la dissidence. Passer par l'identification partisane semble finalement tout aussi infructueux que les recherches antérieures pour saisir l'identité du centre. Notre effort de recherche s'avérait-il vain ?

En réalité, si le motif du centre n'apparaît pas, les entretiens d'enquête et l'observation ont montré quelques traits communs entre les formations étudiées, signe d'une possible identité centriste qui ne se dit pas. Tout d'abord, l'identification ne porte pas sur un parti politique, ni même sur une classe dirigeante (par contre sur un homme, oui) mais sur une manière d'être (qui est le plus souvent incarnée par un modèle, une sorte de figure de référence). L'analyse montre aussi que ceux qui se disent centristes (ou sociaux-libéraux ou sociaux-démocrates modérés ou patriotes □) ne reconnaissent pas, en quelque sorte, l'appartenance de leur élite à des catégories sociales supérieures. Par contre, ils s'identifient bien à une classe supérieure non pas parce qu'elle est privilégiée, mais parce qu'elle est plus réfléchie, raisonnée et

raisonnable. La recherche de la vérité, guidée par la raison, la tempérance et l'honnêteté, est un motif d'identification – lié à cette croyance, un peu naïve, que la vérité est à la portée de tout le monde, riche ou pauvre, ouvrier ou bourgeois. Ces résultats ont été récapitulés dans le tableau 45. Celui-ci retrace la dimension discursive et socio-affective de l'identité

La quête de la vérité guide une manière d'être en politique qui (du moins dans son discours) ne recherche pas la mobilisation massive (dénoncée, le plus souvent, comme « populisme » et « démagogie ») mais l'opinion éclairée, sage. L'identification se fonde sur une éthique.

A partir de ce fonctionnement de l'identification partisane (le terme est impropre puisque justement l'identification ne porte pas sur un parti) peut-on, but ultime de notre recherche, définir l'identité du centre ?

Répondre par l'affirmative serait trop présomptueux. Cependant, malgré certaines difficultés de systématisation, une typologie de l'identité centriste s'esquisse : si identité centriste il y a, elle ne s'ancre pas dans une logique de différenciation mais au contraire dans une logique d'assimilation, il faudrait dire de fusion. Elle est avant tout reconnaissance d'une vocation universelle, avant que d'être défense d'intérêt particulier (ce qui ne veut pas dire qu'elle ne défend pas objectivement des intérêts particuliers). En d'autres termes, l'identité se veut universelle et non particulariste. Difficile discours que de se dire à la fois ancré dans une identité, et donc dans un particularisme, et de la vouloir universelle. On retrouve ici le même paradoxe que celui dégagé pour le discours démocrate-chrétien. Cela souligne que si l'identité centriste ne se dit pas, elle existe, néanmoins, comme *processus de reconnaissance* d'une offre politique qui *condense les mêmes contradictions* que celles qui régissent l'identification de cette même offre politique (centriste). Parler d'identité centriste est, donc, impropre puisque celle-ci ne se dit comme telle qu'en de très rares occasions. L'identification n'est pas centriste – d'où la difficulté à définir ce qu'est l'identité centriste et, sans nul doute, sa condamnation en tant qu'identité de façade, ou catégorie vide. Par contre, le *type de relation* (de reconnaissance) qui se met en place peut être défini comme centriste. C'est pourquoi nous confirmons que l'utilisation du vocable de phénomène centriste (ou de régulation centriste) participe d'une meilleure connaissance du centre en mettant en lumière les contradictions d'une identité centriste fondée sur la contradiction d'une représentation politique intégrale.

3. Mise en place de la typologie.

A partir de là, on peut dégager une typologie des centres avec trois éléments : le type d'offre et de demande, et la relation (d'identification) qui se met en place. Nous rappelons les catégories que nous avons distinguées :

- Du côté de l'offre, nous différencions le « centre dynastique », le « centre dominant » et le « centre minoritaire ».
- Du côté de la demande, comme nous l'avons souligné, les attentes et les besoins exprimés sont divers et parfois spécifiques à chaque parti. Dans un souci de typisation, nous avons durci trois traits majeurs de la dimension socio-affective de l'identité centriste : la revendication d'une *libre-pensée* (indépendance du jugement), le besoin d'*être reconnu* qui peut fonctionner avec un sentiment de responsabilité vis-à-vis de la communauté et enfin, un besoin de *conciliation* des intérêts contradictoires en vue de préserver l'harmonie et le fonctionnement de la communauté politique. Nous avons ainsi différencié un « centre libertaire », un « centre conciliateur » et un « centre conservateur ».

A partir du croisement de l'offre et de la demande, une typologie des formes d'identification centriste s'esquisse. La revendication d'une pensée libre se porte sur un centre dynastique, la recherche de sa propre utilité sur un centre minoritaire et enfin, la volonté de conciliation sur un centre dominant. Les types d'articulation identitaire correspondent respectivement à une tendance unioniste (ou de rassemblement) visant à sauvegarder et à défendre une domination, une tendance consensuelle (ou submersive) qui cherche à fonder un nouveau consensus social sur le sentiment de sa propre utilité ou responsabilité et enfin, une tendance conflictuelle qui tend à faire apparaître le consensus comme déjà donné en désignant l'ennemi (minoritaire).

Tabl. 50. Typologie des identifications centristes selon l'offre et la demande politiques.

Offre	Type d'identification	Demande
Centre dynastique	Unioniste/rassembleuse	Libre pensée
Centre dominant	Conflictuelle	Conciliation
Centre minoritaire	Conciliatrice	Sentiment d'utilité/Responsabilité.

Lecture : sur le modèle : l'articulation entre un centre dynastique et la revendication d'une pensée libre fonctionne sur une identification de l'offre comme unioniste ou rassembleuse.

Au travers de ces idéaux-types, on peut saisir les formes hybrides que sont les nouveaux et les « nouveaux-anciens » centres. Les premiers sont nouveaux par le type d'alliance qu'ils présupposent (centre minoritaire). Ils développent un type d'identification, non nécessairement nouveau mais en tout cas différent des anciens centres : la conciliation. L'évolution de la nouvelle UDF, d'un côté, et du PD, de l'autre, souligne que même si ces deux partis n'appartiennent pas *stricto sensu* aux nouveaux centres, puisqu'ils entrent dans la catégorie des centres dynastiques, il n'en reste pas moins qu'ils développent de plus en plus la rhétorique conciliatrice, soulignant la forme hybride des « anciens-nouveaux » centres. Tentés par l'expérience social-démocrate, ils oscillent entre centre dynastique et centre minoritaire. Enfin les « anciens » centres correspondent au centre dominant (défini lui-même par le type d'alliance qu'il présuppose) auquel répond un type d'identification particulier fondé sur la conflictualité avec l'adversaire politique. Il y a donc trois catégories à distinguer : les anciens centres, les « anciens-nouveaux » centres et les « nouveaux » centres. Tous trois sont définis par une offre et une demande politiques et par un type d'identification politique.

III. Essai de détermination des conditions d'existence du centre : la compréhension des évolutions partisanes actuelles.

L'analyse comparative avait pour vocation de tester deux variables explicatives majeures des formes politiques du centre : la variable culturelle et la variable institutionnelle.

- **La variable culturelle : les deux traditions chrétiennes.**

La variable culturelle correspond aux différentes inspirations de la démocratie-chrétienne. Or, il semblerait que celle du catholicisme libéral fut la plus à même de créer une dynamique centrifuge de rassemblement. La comparaison entre la France, l'Allemagne et la Pologne a fait ressortir l'enjeu pour les démocrates-chrétiens de sortir d'une bipolarisation de la vie politique et de l'électorat. Il y a nécessité pour ces formations de donner vie à une référence qui rassemble au-delà du clivage de classe, constitutif de l'identité partisane. La tradition libérale parce qu'elle se pose comme défenseur des intérêts religieux, doit nécessairement mobiliser un électorat confessionnel pour continuer d'exister : rêve français d'un grand parti des catholiques, ou réussite du *Zentrum* allemand. A partir de là, cette démocratie-chrétienne peut compter sur une base électorale, qui a l'avantage de lui donner une image « incarnée » d'un parti qui se structure autrement que selon des regroupements de classe. Par là, la lisibilité de son offre politique est améliorée. Cette stratégie n'est cependant pas exempte de travers comme le souligne l'exemple allemand : en cherchant, d'une part,

à créer une référence « autre » au travers d'un groupe catholique et au-delà de l'appartenance de classe, la formation démocrate-chrétienne prend le risque de n'apparaître que comme un parti de défense religieuse, et, donc, de retomber dans la logique d'une représentation politique non « intégrale ». D'autre part, les libéraux catholiques conçoivent la représentation comme « représentativité » : il s'agit d'incarner l'ensemble de la société, d' « absorber » les différentes catégories sociales. En se fondant sur ce principe de représentativité, la démocratie-chrétienne est condamnée à suivre les évolutions sociétales et, donc, à diluer son identité dans des idées phares consensuelles qui risquent, à force d'ouverture, de ne plus mobiliser. Cette tradition catholique de la démocratie-chrétienne, telle qu'elle a pu s'incarner à la CDU, se trouve, ainsi, peu à peu confrontée à un problème similaire à celui du catholicisme social: la prise en compte des aspirations du « peuple ». Mais de quel « peuple » ? Alors qu'elle se faisait fort de ne pas poser une division du « peuple » (par classe, par religion □), croyant avoir trouvé un moyen de sortir d'une logique partitive de la représentation par la représentativité, la démocratie-chrétienne, même issue d'une tradition libérale, est finalement contrainte de toujours plus définir le « peuple » qu'elle se dit incarner, et par là même, elle remet en cause l'idée de représentation « intégrale » qui la fonde, ouvrant la voie à de nouveaux centres, prétendant à un autre discours unitaire.

Les catholiques sociaux sont confrontés, de manière plus visible, à ce dilemme entre refus d'une partition de l'espace politique et social, d'une part, et nécessité de la lutte politique qui suppose la mobilisation (et donc l'identification) d'une population particulière, d'autre part. Les démocraties-chrétiennes françaises et polonaises, issues d'une tradition sociale du catholicisme, tentent de sortir de cette impasse au travers de l'idée d'une « conversion intime » de l'homme en citoyen. Elles cherchent non pas tant à « représenter » l'ensemble du peuple mais à « créer » le consensus par la confrontation dialogique et raisonnable de chacun à chacun. Mais, par là, elles apparaissent bien souvent comme des partis « coupés » de la population, des partis d'élite. La nécessité d'un « lieu » du politique, comme lieu de constitution d'un consensus, exclut nécessairement ceux qui ne sont pas « capables » de s'extraire de leurs appartenances et intérêts individuels, c'est-à-dire le peuple dans sa définition sociologique. Le type de régulation centriste – c'est-à-dire l'articulation entre une offre et une demande – se structure donc autour d'une identification du « peuple ». Toute l'ambiguïté – et les formes identitaires du centre – dépend de la définition, ou de la « construction » de ce dernier. Or, il est probable que la tradition social-démocrate soit soumise à un dilemme analogue à celui des catholiques sociaux puisqu'elle développe aussi une rhétorique avant-gardiste (du moins pour la *neue Mitte*). La variable

culturelle expliquerait donc les similitudes observées dans notre typologie entre l'UW, le SPD version *neue Mitte* et la Nouvelle UDF. Il faudrait développer cette analyse par des comparaisons ayant trait directement aux nouveaux centres.

De plus, la tradition libérale et sociale du catholicisme permet aussi de supposer quel type de régulation politique se mettra probablement en place. En effet, les deux rhétoriques centristes en appellent au peuple un et uni, au-delà de sa diversité sociologique et de ses appartenances individuelles. Mais, cette référence peut se comprendre soit comme *demos* - l'unité de la communauté politique tient alors à sa citoyenneté : contrairement à l'individu, le citoyen n'a pas de caractéristiques individuelles et individualisables - , soit comme *ethnos* - l'unité vient alors d'une communauté de valeurs et d'histoire partagée². Il n'est aucune raison de penser qu'un appel au *demos* doit suivre automatiquement une identification au *demos* - l'identification ayant sa propre logique de ré-appropriation à partir d'attitudes politiques et des influences du milieu. En croisant les deux axes, on a ainsi quatre tendances de régulation centriste d'une offre et d'une demande soit identiques, soit différentes. Les pays dans lesquels ces régulations fonctionnent sont indiqués en gras.

Tabl. 51 Les modèles de régulation centriste du champ politique

Appel au peuple Identification au peuple	Demos (tradition du catholicisme social)	Ethnos (tradition du catholicisme libéral)
Demos (raison)	Tendence conciliatrice FRANCE	Tendence conflictuelle Allemagne
Ethnos (valeurs)	Tendence unioniste POLOGNE	Tendence éclatement/populiste

Lecture : Le tableau se lit sur le modèle suivant : en France, la régulation politique diffusée par le centre fonctionne sur un appel au peuple en tant que *demos* qui répond lui-même à une identification de la communauté en tant que communauté citoyenne (*demos*) ; il n'y a donc pas de contradiction entre le discours et son identification, la régulation est consensuelle.

Ce tableau n'indique que des tendances possibles des fonctionnements identitaires centristes. Seule, l'analyse détaillée de l'offre et de la demande dégage, de manière précise, les types d'identification.

² Cette distinction *demos-ethnos* renvoie à celle entre *Gemeinschaft et Gesellschaft*. Cette dernière est utilisée par C.Dierickx pour qualifier les démocraties chrétiennes : cf. C.Dierickx, « Christian Democracy and its Ideological Rivals : an Empirical Comparison in the Low Countries » p.15-30 in : *Christian Democracy in Europe : a Comparative Perspective*/ D.L.Hanley (s/d), London : Printer, 1994.

En définitive, la variable culturelle permet de cerner les traditions politiques propices à l'émergence d'une rhétorique centriste. Elle permet aussi de soupçonner la probabilité des différentes stratégies centristes, avant-gardiste ou majoritaire. La tradition du catholicisme social semble plus propice à la première – d'où, peut-être, le développement d'une telle rhétorique dans des partis à tradition social-démocrate ; la seconde semble s'ancrer davantage dans la tradition libérale du catholicisme. Enfin, la variable culturelle permet de dresser les tendances de l'identification partisane (unioniste, conciliante ou conflictuelle). Il s'agit de tendances probables, non des formes proprement dites qui, comme on l'a vu, ne peuvent être déterminées que par une analyse de l'offre et de la demande.

La variable culturelle permet donc de définir *quel type de rhétorique* centriste (majoritaire ou avant-gardiste) et *quel type de régulation* politique elle propose (consensuelle, conflictuelle ou unioniste) mais elle n'explique pas la possibilité de l'ancrage d'un tel centre (c'est-à-dire le centre sociologique) ni les formes que prend le centrisme politique.

- **La variable institutionnelle : le centre selon les systèmes partisans.**

L'analyse de la France, de l'Allemagne et de la Pologne, a confirmé que la forme du centre (mais non son existence) était subordonnée à une réalité plus complexe que la simple équation : bipolarisation = absence d'un centre. En nous appuyant sur la typologie de Giovanni Sartori entre systèmes polarisés et consensuels, nous avons, schématiquement, dégagé un « centre – milieu », un « centre écartelé », un « centre – marais », et un « centre – autonome ». Le premier renvoie à un entre-deux dont l'idéal-type est le parti-pivot, le deuxième correspond à un centre divisé contre lui-même (donc inexistant) entre une aile gauche et une aile droite, le centre-marais définit un rassemblement de modérés et/ou d'indécis, une sorte de compromis instable, et le dernier allie les trois dimensions de l'offre politique : centre sociologique, centre politique et centre idéologique. Nous pensons, à la suite de G.Sartori, que la visibilité du centre et la possibilité d'un centre autonome étaient d'autant plus grandes que le système était polarisé. Selon nous, cette configuration rendait, en effet, possible (mais non nécessaire) la perception du centre comme troisième protagoniste de la compétition politique. Or, l'exemple de la CDU, du moins jusqu'à la fin des années 1990, a montré que la conjonction des trois dimensions sociologiques, politiques et idéologiques était possible, et même ne se rencontrait que dans un système consensuel. La *Mitte* serait ainsi l'exemple de la réussite d'une mobilisation centriste autour d'une identité consensuelle dans un système pourtant déjà consensuel – alors

que nous avons souligné que si le centre devenait consensuel, à quoi bon, le constituer en force politique ? Cependant, il est significatif que la rhétorique de compétition électorale du parti se structure autour d'une stratégie de polarisation contre le SPD (notamment en agitant le spectre du péril rouge). Par là, la CDU peut espérer rendre lisible son identité de centre et pallier le caractère « consensuel » du système de compétition partisane. Dès lors, c'est bien la polarisation qui joue un rôle majeur dans la cristallisation d'une identité centriste.

Par contre, la rhétorique avant-gardiste d'un groupe de militants ayant pour vocation d' « éclairer » le reste de l'électorat (rhétorique que l'on retrouve en France et en Pologne), est présente chez les nouveaux centristes du SPD. Or, les deux moments rhétoriques de la *neue Mitte* (1969, 1998) furent presque concomitants d'une coalition rouge-noire (SPD/CDU) : signe que la rhétorique avant-gardiste émerge dans des situations de consensualisation des conflits politiques ? Nous répondrons par l'affirmative. La rhétorique avant-gardiste du centre semble être le signe d'un positionnement au milieu de l'espace politique. Point de convergence, le centre, minoritaire, ne peut espérer devenir majoritaire que s'il devient un compromis acceptable par le plus grand nombre. Mais le paradoxe est qu'une telle rhétorique se retrouve à la fois dans un système polarisé (la France) et dans un système intermédiaire (la Pologne). Le type de stratégie adoptée serait-il donc indépendant de la forme de la compétition politique ? Nous répondrons négativement. Nous supposons que la rhétorique avant-gardiste aura tendance à se retrouver dans un système où l'adversaire politique tend à polariser la compétition. A l'inverse, la rhétorique majoritaire est le propre d'une compétition où l'opposition se veut consensuelle. Par conséquent, le degré de polarisation gagnerait à être redéfini en termes de rhétoriques politiques.

Par ailleurs, il semblerait que la présence d'un centre dans un système politique consensuel soit possible si le consensus social est réalisé, non pas au milieu, mais sur un extrême (conservatisme, libéralisme etc.) ; sinon le centre risque de n'être qu'un ventre mou, peu visible en tant que force politique. La force de la CDU est, ainsi, d'avoir réussi à se positionner sur un extrême – le conservatisme – pour devenir centriste. L'échec de l'UW est, à l'inverse, emblématique d'une tendance favorable au libéralisme d'abord majoritaire puis de plus en plus amoindrie par les coûts sociaux engendrés par le passage à l'économie de marché. Par conséquent, il semble donc bien que ce n'est pas tant la direction de la compétition que la distribution des électeurs qui joue un rôle crucial dans la réussite du centre. L'indicateur de polarisation tel que nous l'avons construit semble donc peu pertinent. Il conviendrait de l'aborder sous l'angle de la distribution des électeurs et de la distance idéologique (construite)

entre les partis. En un mot, le seul critère politique semble suffisamment pour définir la polarisation. L'indicateur de G.Sartori garde donc toute sa pertinence. Notre propre construction est inutile.

IV. L'apport méthodologique : l'éclairage de l'identité partisane comme approche des partis politiques.

Le but de notre démarche méthodologique était de montrer l'utilité heuristique du détour par l'identification partisane pour saisir une identité politique – en l'occurrence centriste. La définition de cette notion comme mode articulatoire d'une offre et d'une demande politique ouvre des perspectives de recherche pour saisir au-delà des conditions objectives, les images et les rêves de ceux qui se définissent politiquement ; tentative de fonder une approche ethnographique et comparative des phénomènes politiques.

L'étude de l'UDF, de la CDU et de l'UW, de leur constitution, de leur fonctionnement et de leurs discours, en tant qu'offres politiques et forces politiques dans les systèmes partisans, a permis de déconstruire l'objet « parti » et de souligner que le parti avant que d'être « chose » est une représentation, une « façon de dire et de faire la politique ». Etudier, alors, des partis politiques suppose de s'interroger sur les ressources (matérielles et symboliques) mobilisées pour faire vivre une image ou « inventer une tradition », les formes d'identification au sein d'un groupe et, enfin, les stratégies politiques et les formes d'intégration dans la compétition partisane. Ces trois dimensions ont guidé notre réflexion sur la notion d' « identité partisane ». Trois questions apparaissent comme centrales : comment se constitue une identité, en d'autres termes quels clivages émergent-ils, offrant la possibilité de nouvelles offres politiques ? Comment ces éléments émergents se cristallisent-ils dans une identité, c'est-à-dire dans une relation durable entre l'offre et la demande ? Comment cette identité perdure-t-elle et se reconstitue-t-elle dans un système partisan lui-même en évolution ?

La première question souligne l'importance du contexte qui détermine l'univers des possibles, les structures d'opportunité du système partisan. La formalisation d'une offre politique potentielle n'est pas automatique. Elle nécessite une opération de « construction ». Cette dynamique du potentiel au réel est au croisement des stratégies individuelles et collectives, des actions des acteurs sociaux et institutionnels. C'est pourquoi il faut réintroduire le sens que les acteurs donnent à leur action (que celui-ci soit déterminé sociologiquement ou non). Cette affirmation va au-delà d'une

réhabilitation du rôle des acteurs dans l'analyse des systèmes. Le dépassement de l'opposition entre acteur-système est, en effet, largement admis dans la recherche en science politique. Admettre l'existence d'un sens (encore fois qui peut être déterminé sociologiquement) redonne un caractère dynamique et contingent au modèle d'émergence d'une identité collective ; d'où l'importance de développer la dimension anthropologique de la recherche sur les partis politiques. L'observation doit permettre de saisir les acteurs sociaux dans leur environnement, et ce à des moments divers. Cela permet d'entrer, plus profondément, dans le fonctionnement des attitudes partisans. Dans cette optique, le parti n'est plus simplement une organisation, voire une machine électorale, mais un ensemble de références, de valeurs, et, en ce sens, il est pourvoyeur d'identité. Cette approche résolument subjective ne cherche pas tant à définir ce qu'est un parti politique, mais à envisager les différentes manières de se référer à telle ou telle formation.

Par ailleurs, cette identité évolue dans deux univers différents – production et consommation – dont l'égalité n'est pas nécessairement assurée. Cela suppose de prendre en compte le type de relation qui se nouent entre les producteurs et les consommateurs de produits politiques. Autrement dit, la problématique de l'identité s'intègre dans une réflexion plus large sur les structures sous-jacentes au processus d'identification, c'est-à-dire à la reconnaissance d'une offre politique – processus qui n'est autre qu'une égalité de situation entre les producteurs et les consommateurs. Il semble fructueux de penser les phénomènes politiques comme des représentations et des traductions d'un imaginaire social et, par là, de redonner force à une définition du politique comme qualification du social.

Enfin, l'identité est au cœur d'une lutte de sens : elle cristallise un rapport de force qui s'est établi entre les différents acteurs de la compétition partisane. En cela, elle constitue un élément révélateur de la structuration du « champ » politique. Le discours identitaire est « récit », il donne à voir une forme d'articulation des piliers de l'expérience humaine. Il est une grammaire des représentations qui permet de saisir le symbolique de l'espace politique ; occasion de souligner que le politique avant que d'être gestion, est d'abord un discours, une mise en scène du vivre ensemble et que, dans cette optique, le politique véhicule, avant tout, du rêve, ou, plus à proprement parlé, un idéal du vivre-ensemble. Parce que la décision politique n'est pas neutre socialement, des structures intermédiaires entre l'Etat et la société ont un rôle à jouer en tant qu'entreprises de « traduction » des décisions politiques. En ce sens, l'identité partisane est un langage propre qui joue ce rôle de « traduction ». Elle permet de qualifier les rapports entre l'individu et une collectivité, et ce, dans une complexité qui va au delà des théories rationnelles du politique. De fait, notre travail est, aussi, une

tentative pour sortir du mythe « rationnel » du centre qui voudrait que le lien politique centriste ne soit constitué que de considérations stratégiques.

V. Les contradictions de la régulation politique actuelle.

Parce qu'ils proposent, à partir de leurs propres phénomènes, une lecture de la « modernité », les centres démocrates-chrétiens constituent une grille de lecture des espaces politiques contemporains. Ils ont permis de poser les premières lignes d'une grille de lecture de la modernité.

Associée à la récusation du clivage gauche-droite, récusation que l'on retrouve en France, en Allemagne et en Pologne, la modernité se définit de manière négative, par rapport au conflit qui est vécu comme un signe d'archaïsme, comme une survivance du passé. Dans sa définition positive, elle s'exprime au travers d'une valorisation de l'unité qui s'incarne dans la figure de l'Europe, de la famille, du libéralisme[□]. Ces figures sont présentées comme le destin et l'horizon indépassable de l'avenir politique. Elles substituent un modèle politique de consultation à une représentation conflictuelle de la décision politique. Les acteurs institutionnels ne sont plus des représentants d'un collectif, et, par là, d'un rapport de force, mais intégrés à un débat d'expertise. Cette discussion dépolitisée n'a plus vocation à être confrontation en vue d'un choix, mais doit conduire au consensus, à une décision représentative avec laquelle chaque « participant-expert » peut s'identifier. Cette forme de « paroles morcelées » serait emblématique de la « modernité ». Mais l'éclairage que donne l'étude des centres démocrates-chrétiens ainsi que la comparaison avec les nouveaux centres soulignent les contradictions d'une régulation politique – c'est-à-dire d'un processus d'identification – fondée sur une identité consensuelle, dite « moderne ».

En effet, notre travail a souligné la difficulté du centre pour donner vie et sens à une « autre » identité. Or, à l'échelle du système partisan global, la fin des grandes idéologies remet en question le fondement majeur de la compétition partisane : les clivages sociaux et politiques qui structuraient les identités partisans et qui assuraient, par là, le particularisme de chaque identité politique. Ainsi, tant au niveau particulier du centre qu'au niveau global du système politique, la question de la cristallisation des identités devient centrale. Le centre apparaît, par conséquent, comme un révélateur ou un miroir des contradictions contemporaines de la compétition partisane et de sa régulation, soit de la mise en forme du conflit. L'émergence des nouveaux centres souligne que le thème de la modernité, comme auparavant celui du libéralisme, se diffuse à l'ensemble du champ politique. L'opposition entre anciens et nouveaux, ne met pas l'un contre l'autre, anciens et modernes, mais confronte deux conceptions de

la modernité, l'une comme dépassement des conflits, synthèse et conciliation des contraires, l'autre comme articulation et pacification des potentialités conflictuelles des intérêts particuliers. L'une est fondée sur le principe d'un changement paradigmatique qui ferait des oppositions d'hier, des principes complémentaires. L'autre défend la continuité du consensus social.

Par là notre travail pourrait se poursuivre dans trois directions :

- La première serait une comparaison entre les nouveaux centres issus d'une tradition social-démocrate pour confirmer (et développer) la pertinence de la catégorie de « centre minoritaire » pour qualifier les nouveaux centres. Du côté de la demande, il s'agirait de tester l'hypothèse d'un besoin de reconnaissance ou d'utilité comme élément articulatoire de l'identification au centre.
- La deuxième perspective s'intéresserait à une comparaison entre les nouvelles formes de régulation politique, telles que la gouvernance, par exemple et les mécanismes d'identification du centre. Ce que l'on trouve au niveau local d'un parti politique, se retrouve-t-il au niveau global du système politique (on pense notamment à l'Union Européenne) ?
- La dernière proposition de recherche porterait sur les changements de l'enjeu politique : comment fonder la lutte politique (et la mobilisation collective) sur une identité politique consensuelle, c'est-à-dire désincarnée de tous intérêts et groupes particuliers ? Une réflexion sur les formes actuelles du politique et de cristallisation du politique s'avèrerait tout à fait intéressante.

VI. Post-scriptum à l'analyse du centre : perspectives actuelles.

- **L'UDF avant les présidentielles.**

La nouveauté de la « nouvelle » UDF n'est pas tant dans l'émergence d'un nouveau centre que dans le recentrage sur le groupe des catholiques, d'une part, et dans l'importance prise par le capital scolaire, d'autre part. Jusqu'à là conçu comme la juxtaposition de deux traditions se réclamant du centre (les libéraux et les démocrates chrétiens), la reconstitution d'un centre autour de l'unique noyau démocrate-chrétien soulève quelques problèmes. Tout d'abord, le départ de nombre de professions libérales hypothèque les ressources en capital social de la nouvelle UDF. Celle-ci risque de se heurter à une utilisation de la marque partisane comme passerelle vers des formations plus riches en capital politique (entre autres l'UMP). Ensuite, cette

recomposition réduit le potentiel mobilisateur du centre à un espace social relativement hermétique et peu mobilisateur : les catholiques³.

Dans cette configuration, le centre à trois perspectives d'évolution :

- L'intégration à une majorité de droite, sous le modèle des alliances électorales en cours entre 1990 et 1998.
- L'autonomie (certains diront l'isolationnisme) voire l'ouverture à gauche.
- Le refus de choisir et la continuation d'un jeu d'équilibriste entre participation sans soutien et critique constructive.

Dans tous les cas, la stratégie choisie doit permettre de faire du parti centriste un parti présidentiel : le parti ne peut échapper à son rôle de « passeur » qu'à ce prix.

F.Bayrou tente de construire un centre – présidentiel (et présidentiable) en mobilisant le créneau incertain de la social-démocratie. La quête du centre (démocrate-chrétien) est toujours celle d'un travaillisme à la française, d'une social-démocratie, d'un socialisme moderne. Le pari bayrouiste ne saurait réussir si les recompositions actuelles ne sont pas telles que la gauche doivent se reconstituer autour de la question de la « modernité » du socialisme.

Mais, la tentative d'associer catholicisme et socialisme nous semble vouée à l'échec : historiquement, cette association, du Sillon au MRP en passant par la Jeune République, n'a eu que peu de succès. L'espoir d'une recomposition du centre autour d'une social-démocratie encore à inventer est bien mince. Reste l'association Eglise-Ecole □ mais, le créneau est, en France, hautement politique.

- **L'UW et les élections régionales.**

Le retour sur la scène nationale de l'UW dépend de l'ampleur de la diffusion d'une politique populaire et massifiée. Les suffrages de l'UW ne peuvent augmenter que si se répand la conviction que le politique est une affaire « noble », d'une part, et trop complexe pour être décidée sans le recours d'une élite, d'autre part. Ces deux conditions semblent loin d'être réunies actuellement. Il est probable que ceux qui annoncent une politique populaire soient plus mobilisateurs (PO, *Samoobrona* □). Actuellement, la rhétorique la plus porteuse semble être celle de PiS qui combine une vision élitaire et un discours de rassemblement. Le nouveau parti au pouvoir est empreint de la tradition catholique conservatrice et traditionaliste. Mais la formation des frères Kaczyński est aujourd'hui déstabilisée par la rupture de l'accord gouvernemental avec Autodéfense. Son gouvernement redevient minoritaire. Par

³ L'engagement politique peut poser problème aux catholiques. Considéré comme temporel, parfois comme intéressé, le politique est déconsidéré. L'engagement social, au contraire, est valorisé par les images du dévouement, du sacrifice et du désintéressement. La reconnaissance publique (et donc la visibilité politique) est suspecte de contrevenir à cet ethos du désintéressement.

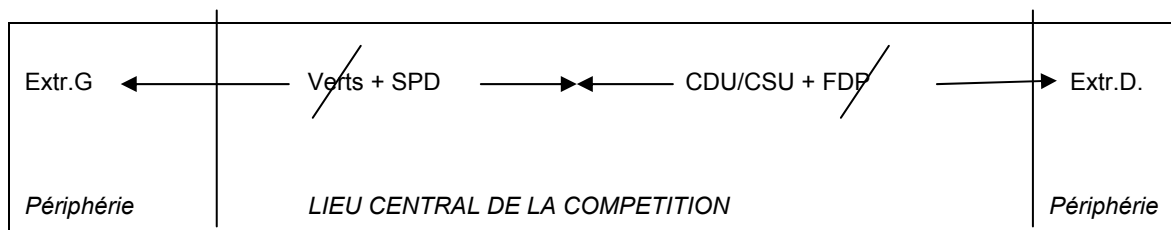
ailleurs, elle doit fait front à la retransmission télévisuelle d'une scène de marchandage, filmée à l'insu du ministre PiS, entre le dit ministre et une députée de Samoobrona visant à convaincre cette dernière d'entrer au gouvernement. La formation conservatrice qui fit de la lutte contre la corruption le fer de lance de sa victoire électorale risque de pâtir de ce scandale. Le Parti démocrate ou la PO pourraient-ils profiter de cet affaiblissement ?

La rhétorique libérale semble avoir peu d'appuis dans une République qui subit les coûts de la transition économique et qui reste marquée par le catholicisme. Par conséquent, tout se passe comme si, le politique ne pouvait être que catholique ou social. Dès lors, la PO n'a que peu de perspectives de créer une dynamique de rassemblement et de mobilisation autour d'une rhétorique libérale et conservatrice (tentative, en son temps, de l'UW). Subsiste l'espoir d'un rapprochement social et démocrate sous l'égide du PD et de la SdPI (et de la SLD). Reste à savoir si la dynamique qui s'amorce à l'automne 2006 entre les trois formations politiques se fera sous l'étiquette centriste ou non.

- **L'Allemagne, un an après les élections.**

Le cas allemand est quelque peu différent des cas français et polonais. Les électeurs du centre n'appartiennent pas à une classe supérieure. La *Mitte*, ancienne ou nouvelle, renvoie au vote des travailleurs les plus qualifiés en faveur des conservateurs. Cette alliance forme une sorte de consensus social entre les élites et la base la plus intégrée au système économique. Cette caractéristique ne se retrouve ni en France, ni en Pologne, le centre renvoyant alors à une minorité intellectuelle et/ou supérieure. Or, la conversion des élites partisans (SPD et CDU) au libéralisme limite le vote en faveur des deux partis et favorise celui aux extrêmes (qui devient de plus en plus un vote de dés-intégration). Dès lors, l'alliance SPD/CDU (tout comme en 1966) est une alliance défensive visant à limiter l'ouverture de l'espace politique à la contestation du principe libéral. Le schéma ci-après synthétise les dynamiques simultanées à l'œuvre dans la compétition politique.

S. 5 Les dynamiques actuelles de la compétition politique

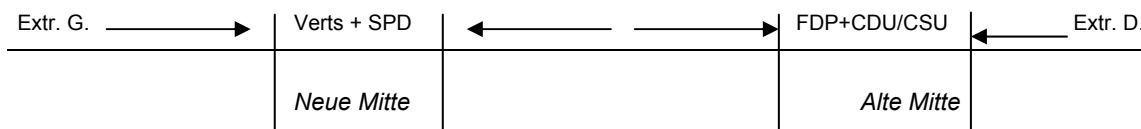


Le schéma correspond à la dynamique de convergence au centre de A.Downs : le rapprochement CDU/SPD est limité par la polarisation aux extrêmes qu'il entraîne.

Mais cette configuration ne tient que dans l'hypothèse de l'éviction des deux partenaires FDP et Verts (barrés sur le graphe). Le cas semble correspondre à la situation de la grande coalition. Mais, il est, en réalité, difficile de savoir aujourd'hui les conséquences cette coalition sur le système de compétition. Si, contrairement à 1966, on s'achemine vers un système quadripolaire représenté sur le schéma ci-dessus, alors la mise à l'écart de la tendance libérale (économique avec le FDP et culturelle avec les Verts) devra être durable.

Une autre hypothèse, appuyée sur l'expérience de la première coalition (1966-1969), serait de considérer qu'une période de gouvernement au centre ne conduit pas nécessairement à une polarisation des extrêmes : ainsi l'expérience de la grande coalition a montré que malgré une période de forte polarisation sociale (1966-1969), la compétition ne s'est pas durablement polarisée (aire sociale-libérale, 1969-1982). Si l'on suit ce parallèle historique, la situation allemande pourrait se stabiliser sur le modèle coalitionnaire avec deux blocs (SPD et Verts d'un côté, et CDU/CSU et FDP de l'autre) et des marges partisanes qui restent limitées mais suffisamment puissantes pour éviter la conjonction des centres. Ce modèle correspond à une polarisation limitée et au dédoublement du centre. Dans une telle configuration, la lutte pour l'appropriation du centre passe par le contrôle de la mobilisation sociale aux marges du système (le PDS/die Linke). Les deux centres, disjoints et concurrents, ne convergent pas au centre et les marges sont peu à peu intégrées dans les blocs partisanes.

S. 6 Le modèle coalitionnaire



Il est probable que les deux modèles se succèdent: dans un premier temps, la Grande coalition amène à la polarisation des extrêmes et à une conjonction des centres. Après deux ou trois ans, les extrêmes peuvent être réintégrés dans l'espace central de compétition qui se rapproche alors du modèle coalitionnaire.

ANNEXES

ANNEXE 1.

Les principales forces politiques allemandes et
polonaises.

ANNEXE 2.

Repères chronologiques.

ANNEXE 3.

La force relative des partis politiques.

ANNEXE 4.

Les entretiens.

ANNEXE 1. LES PRINCIPALES FORCES POLITIQUES ALLEMANDES ET POLONAISES.

1. Les principaux partis politiques en RFA.

Partis et groupements au Bundestag.

- **B'90/Die Grünen** – Bündnis 90/Die Grünen (Alliance 90/Les verts).
- **CDU** – Christlich-Demokratisch Union (Union chrétienne-démocrate)
- **CSU** – Christlich-Soziale Union (Union chrétienne-sociale)
- **FDP** – Freie Demokratische Partei (Parti libéral-démocrate)
- **PDS** – Partei des Demokratischen Sozialismus (Parti du socialisme démocratique)
- **SPD** – Sozialdemokratische Partei (Parti social-démocrate d'Allemagne).
- **Die Linkspartei** (le Parti de la gauche)

Autres partis ou groupements.

- **AfB** – Arbeit für Bremen (Du travail pour Brême)
- **BP** – Bayernpartei (Parti de Bavière)
- **BfB** – Bund freier Bürger (Association des citoyens libres)
- **Graue** – Die Grauen/Graue Panther (Les Gris/Panthères grises)
- **DKP** – Deutsche Kommunistische Partei (Parti communiste allemand)
- **DSU** – Deutsche Soziale Union (Union sociale allemande)
- **DVU** – Deutsche Volksunion (Union du peuple allemand)
- **NATURGESETZ** – Naturgesetz-Partei (Parti de la loi naturelle)
- **NPD** – Nationaldemokratische Partei Deutschlands (Parti national-démocrate d'Allemagne)
- **ÖDP** – Ökologisch-Demokratische Partei (Parti démocratique écologiste)
- **PBC** – Partei Bibeltreuer Christen (Parti des chrétiens fidèles à la Bible)
- **REP** – Die Republikaner (Les Républicains)
- **SSW** – Südschleswigscher Wählerverband (Union électorale du Schleswig du Sud)
- **STATT** – Statt-Partei/Die Unabhängigen (Parti du changement/les indépendants).
- **Tierschutz** – (Protection des animaux).
- **WASG** – Wahlalternative Arbeit und soziale Gerechtigkeit (Alternative électorale travail et justice sociale).

2. Principales abréviations des forces politiques polonaises.

- **AWS** – Akcja Wyborcza „Solidarność” (Action électorale Solidarité)
- **AWSP** - Akcja Wyborcza „Solidarność” Prawicy (Action électorale Solidarité de droite)
- **BBWR** – Bezpartyjny Blok Wspierania Reform (Bloc non partisan pour le soutien aux réformes)
- **ChDSP** – Chrześcijańsko – demokratyczne Stronnictwo Pracy (Parti chrétien démocratique du travail)
- **FDP** – Forum Prawicy Demokratycznej (Forum de la droite démocratique).
- **KLD** – Kongres Liberalno – Demokratycznej (Congrès libéral démocratique)
- **KO** – Komitet Obywatelski (Comité civique)
- **KPN** – Konfederacja Polskiej Niepodległości (Confédération pour l’indépendance de la Pologne)
- **LPR** – Liga Polskich Rodzin (Ligue des familles polonaises)
- **NSZZ „S”** – NSZZ « Solidarność » (Solidarité)
- **OKP** – Obywatelski Klub Parlamentarny (Club parlementaire citoyen)
- **PD** – Partia Demokratyczna – Demokraci.pl (Parti démocrate – Les démocrates.pl)
- **Partia „X”** – Parti „X”
- **PC** – Porozumienie Centrum (Alliance du centre)
- **PiS** – Prawo i Sprawiedliwość (Droit et vérité)
- **PKL „UPR”** – Partia Konserwatywna – Liberalna „Unia Polityki Realnej” (Parti libéral conservateur „Union de la politique réelle”)
- **PL** – Porozumienie Ludowe (Accord paysan)
- **PK** – Partia Konserwatywna (Parti conservateur)
- **PO** – Platforma Obywatelska (Plate-forme civique)
- **POC** – Porozumienie Obywatelskie Centrum (Alliance du centre civique)
- **PPChD** – Porozumienie Polskich Chrześcijańskich Demokratów (Alliance des démocrates-chrétiens polonais)
- **PPS** – Polska Partia Socjalistyczna (Parti socialiste polonais)
- **PSL** – Polskie Stronnictwo Ludowe (Parti des paysans polonais)
- **PZPR** – Polska Zjednoczona Partia Robotnicza (Parti ouvrier unifié polonais)
- **RDR** – Ruch dla Rzeczypospolitej (Mouvement pour la République)
- **RDS** – Ruch Demokratyczny – Społeczny (Mouvement démocratique et social)
- **RTR** – Ruch Trzeciej Rzeczypospolitej (Mouvement pour la Troisième République)
- **ROAD** – Ruch Obywatelski – Akcja Demokratyczna (Mouvement citoyen – action démocratique)
- **SAMOOBRONA** – (Autodéfense)
- **SD** – Stronnictwo Demokratyczne (Parti démocratique)
- **SdRP** – Socjaldemokracja Rzeczypospolitej Polskiej (Social-démocratie de la République Polonaise)
- **SKL- RNP** – Stronnictwo Konserwatywno Ludowe – Ruch Nowej Polski (Parti conservateur paysan – Mouvement pour la nouvelle Pologne)
- **SLD** – Sojusz Lewicy Demokratycznej (Alliance de la gauche démocratique)
- **SdPI** – Socjaldemokracja Polska (Social-démocratie polonaise)
- **SP** – Solidarność Pracy (Solidarité du travail)
- **UD** – Unia Demokratyczna (Union démocratique)
- **UP** – Unia Pracy (Union du travail)
- **ZChN** – Zjednoczenie Chrześcijańsko – Narodowe (Association nationale – chrétienne)
- **ZSL** – Zjednoczenie Stronnictwo Ludowe (Association du parti des paysans)

ANNEXE 2. REPERES CHRONOLOGIQUES.

1.Chronologie générale.

Situations et événements nationaux Evènements internationaux	FRANCE	ALLEMAGNE	POLOGNE
1945 Fin de la seconde Guerre mondiale	- GPRF (Gouvernement Provisoire de la République française) - Epuration	- Partition de l'Allemagne - 12 millions d'allemands déplacés - Démontage, démilitarisation, démocratisation, décentralisation (les « 5 D »). - Ouverture du procès de Nuremberg	- 3 Millions de juifs polonais exterminés - De 35,1 millions d'habitants avant guerre, la Pologne passe à 23,9 millions - Conflit entre le gouvernement en exil et le gouvernement pro-communiste
1947 Plan Marshall	- Intégration au bloc de l'ouest - Rupture du tripartisme	- Intégration au bloc de l'ouest - Trizone britannique, américaine et française.	- Intégration au bloc de l'est
1949 Création de l'OTAN	- Intégration à l'OTAN	- Fondation de la RFA et de la RDA. - K.Adenauer, chancelier de RFA	- Intégration de la Pologne au Comecon
1951 Début de la construction européenne.	- CECA	- CECA	
1956 « Déstalinisation » Printemps des peuples	- Canal de Suez - Début de la guerre d'Algérie		- Révolte des ouvriers à Poznan - Gomulka accède à la présidence du PZPR
1968 Mouvement de protestation estudiantine	Mouvement ouvrier de grève général ; Protestation étudiante	- Protestation étudiante pour une réelle « <i>Vergangenheitverarbeitung</i> » (Dépassement, travail sur le passé) - APO	Protestation étudiante en réaction à l'interdiction de la pièce de A.Mickiewicz, <i>Les aïeux</i> .
1973	Choc pétrolier	Choc pétrolier	
1977		RAF (<i>Herbst</i> 1977)	
1981	F.Mitterrand, élu président de la République	H. Kohl, président de la CDU	Solidarité et déclaration de l'état de guerre par le Général Jaruzelski
1989 Eroulement des régimes communistes		Chute du mur de Berlin	Accord de la « Table Ronde »

1990 Réorganisation de l'Europe	Négociations du traité de Maastricht	1 ^{ère} élection parlementaire de l'Allemagne réunifiée	1 ^{ère} élection libre
1997-1998 La « vague Rose » des élus sociaux-démocrates en Europe	- L.Jospin, premier ministre. - Gouvernement de la « gauche plurielle »	- G.Schöder, chancelier	- Election législative : mise en place d'une coalition gouvernementale de centre-droit avec l'AWS et l'UW. - Stabilisation du système
2001-2002 Attentats terroristes	- Campagne électorale sur le thème de la sécurité	- Protestation contre la guerre en Irak - Le gouvernement refuse d'envoyer des troupes.	- Envoi des troupes polonaises en Irak
2004 Elections européennes : la vague populiste	- Clause transitoire - Campagne du « plombier polonais »	- Clause transitoire	- Entrée de la Pologne dans l'UE
2005 Début du processus de ratification du traité constitutionnel de l'UE	- Rejet du TUE par référendum	- Le Parlement vote l'adoption du TUE - Election législative anticipée. Formation d'un gouvernement de Grande coalition	- La Pologne ajourne son référendum - Elections législatives et présidentielles : victoire de PiS.

**2. La succession des dirigeants nationaux
en France, RFA, RDA et Pologne depuis 1945.**

Pays Années	FRANCE	RFA	RDA	POLOGNE
1945	C. de Gaulle			S.Mikolajczyk (PSL) J.Cyrankiewicz (PZPR)
1946	F.Gouin (SFIO) G.Bidault (MRP)			
1947	L.Blum (SFIO) P.Ramadier (SFIO) R.Schuman (MRP)			
1948	A.Marie (Radicaux*) R.Schuman (MRP) H.Queuille (R.)			E.Bierut (PZPR)
1949	G.Bidault (MRP)	K.Adenauer (CDU)	W.Ulbricht (SED)	
1950	H.Queuille (R.)			
1951	R.Pleven (UDSR)			
1952	E.Faure (R.) A.Pinay (CNIP)			
1953	R.Mayer (R.) J.Laniel (CNIP)			
1954	J.Laniel (CNIP) P-M. France (R.)			
1955	G.Mollet (SFIO)			
1956				
1957	M.Bourgès-Maunoury (R.) F.Gaillard (R.)			
1958	P.Pfimlin (MRP) C. de Gaulle (UNR)			
1959	M.Debré (UNR)			
1960				
1961				
1962	G.Pompidou (UNR)			
1963		L.Ehard (CDU)		
1964				
1965				
1966		K.G. Kiesinger (CDU)		
1967				
1968	M. Couve de Murville (UDR)			
1969	J.Chaban-Delamas (UDR)	W.Brandt (SPD)		Gierek (PZPR)
1970				
1971			H.Honecker (SED)	
1972	P.Messmer (UDR)			
1973				
1974	J.Chirac (RPR)	H.Schmidt (SPD)		
1975				
1976	R.Barre (RPR)			
1977				
1978				
1979				
1980				S.Kania (PZPR) ^o
1981	P.Mauroy (PS)			W.Jaruzelski(PZPR)

1982				
1983		H.Kohl (CDU)		
1984	L.Fabius (PS)			
1985				
1986	J.Chirac (RPR)			
1987				
1988	M.Rocard (PS)			
1989		(E.Krenz)	T.Mazowiecki (ROAD)	
1990		H.Kohl (CDU)	J.K Bielecki (KLD)	
1991	E.Cresson (PS)		J. Olszewski (PC)	
1992	P.Bérégovoy (PS)		H.Suchocka (UW)	
1993	E.Balladur (RPR)		W. Pawlak (PSL)	
1994				
1995	A.Juppé (RPR)		J.Oleksy (SLD) W.Cimoszewicz (SLD)	
1996				
1997	L.Jospin (PS)		G.Schröder (SPD)	J.Buzek (AWS)
1998				
1999				
2000				
2001				
2002	J-P.Raffarin (DL, UMP)		L.Miller (SLD)	
2003				
2004			M.Belka (SLD)	
2005	D. de Villepin (UMP)	A.Merkel (CDU)	K.Marcinkiewicz (PiS)	
2006			J.Kaczynski (PiS)	

* Par la suite, nous signalons ce courant par un « R ».

Lecture : Pour la France sont indiqués les présidents du conseil (IV° République) et les premiers ministres (V° République), pour la RFA, les chanceliers, pour la RDA, les premiers secrétaires de la SED (parti communiste de RDA), pour la Pologne avant l'instauration du régime du PZPR (1948) et après l'écroulement du régime communiste (1989) sont indiqués les premiers ministres et pour la période 1948-1989, les secrétaires généraux du PZPR.

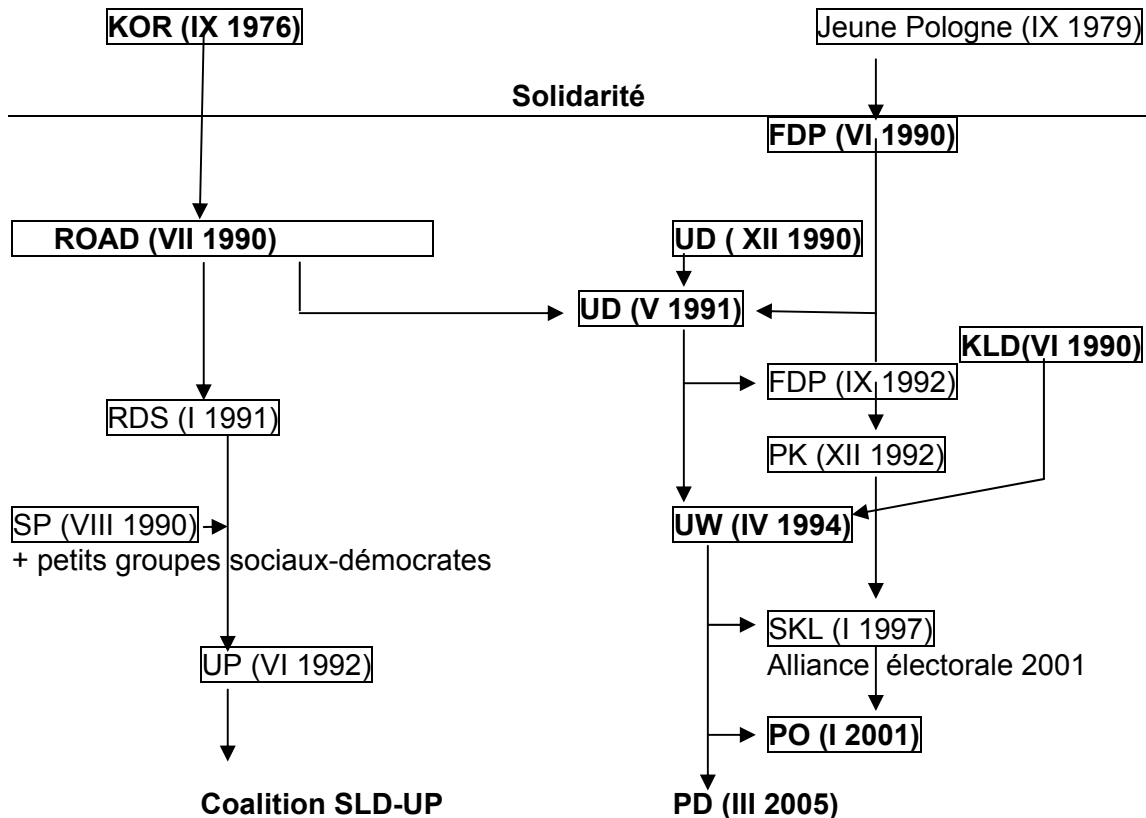
3. Pologne : de l'après-guerre à aujourd'hui.

1944 – 45	Libération de Varsovie et installation d'un gouvernement provisoire après les accords de Yalta.
1945-47	Guerre civile.
1948	Formation du PZPR.
1949-55	Stalinisme.
1956, juin	Emeutes de Poznań.
1956, octobre	« L'octobre polonais ». W. Gomułka est appelé à la tête du parti.
1968, mars	Répression de la protestation étudiante. Purges et campagnes anti-sémites.
1968, août	Les forces du pacte de Varsovie entrent en Tchécoslovaquie.
1970, déc.	Grèves ouvrières sur la côte baltique (Gdansk, Gdynia, Szczecin) du fait des augmentations des prix. Répression sanglante.
1971, février	Edward Gierek remplace Gomułka comme leader du parti.
1976, juin	Grèves ouvrières liées à l'augmentation des prix. Violences à Radom et Ursus.
1976, sept.	Formation du KOR.
1978, oct.	Le cardinal Karol Wojtyła, archevêque de Cracovie, devient le Pape Jean Paul II.
1979, juin	Visite du Pape en Pologne.
1980, juil.	Grèves ouvrières liées à l'augmentation des prix. Pas de violences.
1980, 14 août	Début des grèves ouvrières sur les chantiers navals de Gdansk.
1980, 31 août	Signature des accords de Gdansk.
1980, 6 sept.	Satnislaw Kania remplace Gierek.
1980, 22 sept.	Premier congrès de la commission nationale de coordination de Solidarité (KKP) à Gdansk.
1980, 10 nov.	Enregistrement officiel par la cour suprême du Syndicat national indépendant « Solidarnosc ».
1981, 2 janv.	Début des grèves paysannes à Rzeszow. Controverse des « Samedis libres ».
1981, janv.	Grèves dans de nombreuses régions.
1981, 10 fév.	Le général Wojciech Jaruzelski devient Premier ministre lors du huitième plénum du comité central.
1981, 18 fév.	Accords de Rzeszow. Fin des grèves paysannes.
1981, 19 mars	Début de la « crise de Bydgoszcz ».
1981, 31 mars	Accords de Varsovie : suspension de l'avis de grève générale.
1981, 12 mai	La cour suprême enregistre « Solidarité rurale ».
1981, 7 juil.	Après la mort du primat de Pologne, le cardinal Wyszyński, l'évêque Jozef Glemp est nommé nouveau primat.
1981, 14-18 juil.	Congrès extraordinaire du parti.
1981, 5-10 sept.	Premier round du congrès national de Solidarité, à Gdansk.
1981, 27 sept. – 7 oct.	Second round du congrès national de Solidarité.
1981, 18 oct.	Le général Wojciech Jaruzelski remplace Kania comme leader du parti.
1981, 13 déc.	Le général Wojciech Jaruzelski déclare l'Etat de guerre. Arrestation des leaders et des activistes de Solidarité.
1981, 27 déc.	Echec de la grève d'occupation lancée par Solidarité.
1982, 22 avr.	Formation de la commission clandestine temporaire de coordination (TKK) de Solidarité.
1982, 1-3 mai	Appel de Solidarité à manifester.
1982, 31 août	Manifestations pour l'anniversaire des accords de Gdansk.
1982, oct.	Le syndicat Solidarité est officiellement dissout. Protestations et manifestations. Grèves au chantier naval de Gdansk. Militarisation du pays.

1983, 16-23 juin	Seconde visite du Pape en Pologne
1983, 5 oct.	Lech Walesa reçoit le prix Nobel de la paix.
1984, 19 oct.	Le père Jerzy Popieluski est enlevé et assassiné par la police secrète.
1985, 11 mars	Gorbatchev devient secrétaire général du parti communiste de l'Union soviétique.
1985, mai-juin	Procès de Gdansk des leaders de Solidarité, Wladyslaw Frasyuniuk, Bogdan Lis, Adam Michnik.
1985, 18 oct.	Solidarité appelle au boycott des élections à la Sejm.
1985, 6 nov.	Le général Wojciech Jaruzelski prend la direction du Conseil d'Etat. Le nouveau Premier ministre est Zbigniew Messner.
1986, 11 sept.	Loi d'amnistie. Les prisonniers politiques sont normalement graciés.
1986, 29 sept.	Lech Walesa forme un Comité temporaire du syndicat indépendant Solidarité.
1986, 6 déc.	Le général Wojciech Jaruzelski forme le comité consultatif.
1987, 8-14 juin	Troisième visite du Pape.
1987, 11 juil.	Le secrétaire du comité central, Jozef Czyrek, rencontre des représentants des clubs de l'intelligentsia catholique.
1987, 25 nov.	Lech Walesa fusionne la TKK et le Comité temporaire du syndicat indépendant Solidarité pour former une nouvelle Commission Exécutive Nationale (KKW) de Solidarité.
1988, avril-mai	Grèves incluant les bastions majeurs de Solidarité comme le chantier naval de Gdansk.
1988, août	Vague de grèves
1988, 31 août	Fin des grèves avec la rencontre entre L. Walesa et le général Kiszczak. Premières discussions formelles sur la possibilité d'une « table ronde » avec Solidarité.
1988, 27 sept.	Mieczyslaw F. Rakowski devient Premier ministre
1988, 30 nov.	Débat télévisé entre L. Walesa et le leader du syndicat officiel (OPZZ), Alfred Miodowicz.
1988, 18 déc.	L. Walesa établit les Comités Civiques.
1989, 16-18 janv.	Dixième plénum du Comité Central du Parti. Reconnaît le principe de la relégislation de Solidarité.
1989, 6 fév. – 5 avr.	Négociations de la « Table Ronde ».
1989, 17 avr.	(Re) légalisation du syndicat indépendant « Solidarité ».
1989, 4 juin	Les élections donnent aux candidats de Solidarité 35 pour cent des sièges à la Sejm et 99 des 100 sièges du Sénat.
1989, 2 juil.	Article d'A. Michnick dans <i>Gazeta Wyborcza</i> , « Votre président, notre Premier ministre ».
1989, 24 août	T. Mazowiecki est nommé Premier ministre.
1989, 12 sept.	T. Mazowiecki annonce la formation d'un gouvernement de « grande coalition » avec une minorité de ministres communistes.
1989, 9 nov.	Chute du mur de Berlin.
1989, déc.	Le Parlement adopte une série de lois visant à réformer le système économique, appelée le « plan Balcerowicz ».
1990, 19-25 avr.	Second congrès national de Solidarité.
1990, 24 juin	Dissolution des Comités Civiques. T. Mazowiecki démissionne du poste de Premier ministre pour prendre part à la campagne pour les élections présidentielles.
1990, 9 déc.	L. Walesa est élu président de la République de Pologne, avec 74,25% s.e.
1990, déc.	J. Bielecki est nommé Premier ministre.

1991, 23-24 fév.	Marian Krzaklewski est élu à la tête de Solidarité au troisième congrès national de Solidarité.
1991, 28 juin.	Nouvelle loi électorale. Système proportionnel intégral.
1991, 29 août.	Formation du « triangle de Weimar » entre la France, l'Allemagne et la Pologne.
1991, 27 oct.	Premières élections libres au Parlement. « Solidarité » ne remporte que 5,1 pour cent des voix.
1991, déc.	J. Olszewski est nommé Premier ministre.
1992, mai.	Affaire des listes des personnalités présumées ayant collaboré avec la police secrète sous le régime communiste.
1992, 3 juil.	H. Suchocka est nommée premier ministre.
1992, 17 oct.	Adoption de la « petite constitution ».
1993, mai	Renversement du gouvernement Suchocka. Dissolution de la Sejm.
1993, 19 sept.	La SLD remporte les élections parlementaires et forme un gouvernement.
1995, 17 nov.	Aleksander Kwasniewski est élu président de la République de Pologne avec 51, 72 pour cent des voix.
1996, 6 août	Les chantiers navals de Gdansk sont fermés. Protestations.
1997, 21 sept.	Elections parlementaires. Formation d'une coalition post- Solidarité composée de l'AWS et de l'UW. Jerzy Buzek est Premier ministre.
1999, 12 mars	La Pologne devient membre de l'OTAN.
2000, juin	Rupture de la coalition gouvernementale. L'UW quitte le gouvernement
2000, 10 oct.	A. Kwasniewski est réélu, au premier tour, président de la République de Pologne
2000, déc.	Congrès national de l'UW. B. Geremek remplace L. Balcerowicz à la tête du parti.
2001, sept.	Election à la Sejm. L'UW et l'AWS ne sont pas représentées. Formation d'un gouvernement SLD/UP avec à sa tête L. Miller.
2001, oct.	W. Frasyniuk remplace B. Geremek à la tête de l'UW.
2003, 7-8 juin	Référendum sur l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne. L'adhésion est plébiscitée avec 77,45 %. 58, 85 pour cent de participation.
2004, 13 juin.	Election au parlement européen. Démission de L.Miller. M.Belka (SLD) nouveau premier ministre. Succès relatifs des partis eurosceptiques (LPR et <i>Samoobrona</i>).
2005, 7 mai	L'Union pour la liberté prend le nom de Parti Démocrate.pl (Partia Demokratyczna.pl). Des personnalités de la SLD y adhère (dont J.Haussner). W.Frasyniuk est élu président de la nouvelle formation.
2005, automne	Le 25 septembre, PiS remporte l'élection législative (26,99% s.e). Le 25 octobre, L.Kaczyński (PiS) est élu président de la République de Pologne avec 54,04 pour cent au deuxième tour contre D.Tusk (PO). Le 31 octobre K.Marcienkiewicz (PiS) est nommé premier ministre d'un gouvernement minoritaire avec le soutien sans participation de LPR et <i>Samoobrona</i> .
2006, 4 mars	Janusz Onyszkiewicz est élu président du PD.pl.
2006, 5 mai	LPR et <i>Samoobrona</i> entrent au gouvernement. La première obtient deux ministères, la seconde, trois.
2006, 10 juil.	Suite à la démission de K.Marcienkiewicz (nommé président de la ville de Varsovie) J.Kaczyński, frère du président et député PiS, est nommé premier ministre.
2006, été	Ouverture de négociation entre la SLD, la SdPI et le PD.pl en vue de la formation d'une alliance électorale pour les élections régionales. Le 3 juillet, ceux qui s'opposent à un tel rapprochement fondent le Forum Libéral.

4. Récapitulatif du processus d'institutionnalisation de l'UD, UW et PD (1991-2005)



Lecture graphe et Indications chronologiques : Les dates de constitution des formations politiques sont indiquées entre parenthèses (les mois sont précisé en caractère romain). Aux premières élections semi-libres de 1989, le mouvement de Solidarité obtient la totalité des sièges qui lui étaient attribués au terme des accords de la Table Ronde (soit 35% des sièges de l'Assemblée). Les députés se regroupent au sein de l'OKP, groupe parlementaire des Comités civiques (KO) mis en place pour orchestrer la campagne électorale de la dissidence. Les partis font progressivement se former à partir de ce groupe. Au sein de ce groupe, on retrouve les anciens membres du KOR duquel émergera le ROAD puis l'UD autour de T.Mazowiecki. Ceux qui s'opposent à la politique de conciliation du KOR se regroupent, entre autres, dans le mouvement de la « Jeune Pologne », plus radical mais qui participe cependant au mouvement de Solidarité (contrairement à la KPN ou la ZChN par exemple). L.Wałęsa est élu président de la République de Pologne en 1990. J.Bielecki, issu du KLD, forme un gouvernement de coalition avec l'Alliance du centre (PC) et la ZChN. En 1991, il est remplacé par J.Olszewski et se compose de la ZChN, de la POC, de la KPN, du KLD et de PL. Aux élections de 1991, on recense pas moins de quatorze parti issus du groupe de l'OKP. L'UP est une petite formation issue de Solidarité du travail (SP). Elle est la seule des formations de la dissidence à s'allier avec les post-communistes. En 1993, les ex-communistes obtiennent la majorité au Parlement et forme un gouvernement PSL-SLD. La nouvelle loi électorale permet de réduire le nombre de partis représentés à la Diète. En 1995, on compte ainsi l'UW, l'AWS, le SLD, le PSL et l'UP comme principaux partis. En 1995, A.Kwaniewski est élu président de la République de Pologne. La SLD gouverne avec le PSL jusqu'en 1997. A cette date, l'AWS remporte les élections. J.Buzek (AWS) dirige le gouvernement de coalition AWS-UW. En 2001, les élections portent de nouveau les socialistes au pouvoir qui forment un gouvernement SLD-UP avec à sa tête L.Miller. Ce dernier démissionne en mars 2004 et M.Belka (SLD) lui succède. Enfin, lors des dernières élections législatives et présidentielles de 2005, L.Kaczinski est élu président de la République et forme un gouvernement composé uniquement de membres de PIS. En 2006, la LPR et *Samobrona* entrent au gouvernement. En mars 2005, l'UW se transforme en parti démocratique, formation à laquelle adhère certaines personnalités de la gauche communiste.

5. Allemagne : Repères chronologiques depuis la réunification.

1990, mars.	Premières et dernières élections libres en RDA. Victoire de l'Alliance pour l'Allemagne (CDU et ses alliés)
1990, 1 ^{er} juil.	Entrée en vigueur du traité d'union économique et monétaire entre les deux Etats allemands.
1990, août.	Signature du traité d'unification entre les deux Etats allemands.
1990, 1 ^{er} oct.	Fusion des partis démocrates-chrétiens de RFA et de RDA au congrès national de Hambourg.
1990, 3 oct.	Unification officielle de l'Allemagne.
1990, 2 déc.	Premières élections législatives de l'Allemagne réunifiée. La majorité sortante est reconduite.
1991, 17 janv.	H. Kohl réélu chancelier.
1991, sept.- oct.	Vingtaine d'agressions xénophobes sont commises.
1991, déc.	Congrès national de la CDU à Dresde.
1992, av.	Décision de la cour constitutionnelle sur le financement des partis.
1992, juin.	Le Bundestag vote une nouvelle réglementation de l'avortement que le Land de Bavière et 249 députés CDU/CSU défèrent à la cour constitutionnelle fédérale.
1992, oct.	Congrès de la CDU à Düsseldorf ; réélection de H. Kohl. Le point principal du programme est constitué par le projet de « pacte de stabilité » pour relancer l'économie des nouveaux Länder.
1992, nov.	Début du procès de E. Honecker pour l'ordre de tir à la frontière.
1992, nov.	Nouvelles agressions xénophobes.
1992, nov.	Les Verts et l'Alliance 90 décident de fusionner.
1993, janv.	G. Gysi quitte ses fonctions de président du PDS au profit de L. Bisky.
1993, mai.	Démission de B. Engholm, président du SPD, de tous ses mandats suite à l'affaire « Barschel ». R. Scharping est le nouveau président.
1993, juil.	Arrivée en Somalie d'un contingent allemand. Le 1 ^{er} juillet entre en vigueur la nouvelle législation sur le droit d'asile.
1993, oct.	Congrès national de la CDU à Berlin.
1994, janv.	Nouvelle loi sur le financement des partis.
1994, fév.	Congrès national de la CDU à Hambourg.
1994, juin.	Elections au parlement européen. Redressement de la CDU, recul du SPD, progression des Verts.
1994, 31 août	Départ des dernières troupes russes d'Allemagne.
1994, sept.	Un document, publié par W. Schaüble (président du groupe CDU/CSU au Bundestag) et K. Lamers (député CDU, membre de la commission des affaires étrangères au Bundestag), propose une construction européenne à deux vitesses (idée du noyau dur). Face aux réactions, le Chancelier et le ministre des affaires étrangères doivent prendre leurs distances par rapport au texte.
1994, sept.	R. Herzog élu président fédéral.
1994, oct.	Elections au Bundestag. Reconduction de la majorité sortante affaiblie.
1994, oct.	R. Scharping devient président du groupe SPD au Bundestag.
1994, 15 nov.	H. Kohl est réélu chancelier.
1994, nov.	Congrès national de la CDU à Bonn.
1994, déc.	La direction du SPD décide que ses organisations, tant fédérales que locales, ne passeront pas d'accord avec le PDS.
1995, 1 ^{er} janv.	Début du prélèvement de l' « impôt de solidarité » de 7,5% pour financer le redressement à l'Est.
1995, mai.	K. Kinkel démissionne de la présidence du FDP à la suite des résultats électoraux de son parti.
1995, juin.	Congrès du FDP à Mayence. W. Gerhardt est élu président du parti.

1995, août.	La cour constitutionnelle fédérale juge inconstitutionnelle la loi bavaroise qui fait obligation d'accrocher une croix ou un crucifix dans les salles de classe des écoles publiques.
1995, 15-18 oct.	Congrès de la CDU à Karlsruhe. H. Kohl, réélu à la tête du parti, déclare : « Nous sommes la seule force politique qui soit encore capable de rassembler une majorité dans notre pays. »
1995, 14-16 nov.	Congrès du SPD à Mannheim. O. Lafontaine est élu président du parti. R. Scharping, désormais vice-président, reste président du groupe parlementaire.
1996, janv.	Suite à la dégradation de la situation économique allemande, les partenaires sociaux, réunis autour du Chancelier, adoptent un « pacte pour l'emploi et pour le renforcement de la compétitivité » qualifié d'« historique » par le ministère des affaires sociales.
1998	Succès des sociaux-démocrates à l'élection législative. G.Schröder est élu chancelier.
1999, juin.	Manifeste Blair-Schröder.
1999, Déc.	F.Muntefering élu secrétaire général du SPD.
2000, avril.	A. Merkel est élu à la tête de la C.D.U.
2001.	Dépôt d'une requête au BVG du gouvernement et du parlement pour l'interdiction du NPD. Début de l'affaire des agents doubles infiltrés dans le parti d'extrême-droite.
2002, janv.	Le 7 janvier le SPD et le PDS signent un accord de coalition pour le gouvernement de la ville-Land de Berlin à la suite des élections régionales. L'accord entre en vigueur le 17 janvier.
2002, 11 janv.	E. Stoiber, candidat officiel de la CDU/CSU aux élections législatives de sept. 2002.
2002, mars.	Débat sur le projet de loi sur l'immigration au Bundesrat. Controverse sur les voix du Brandebourg.
2002, sept.	Election législative. La coalition rouge-verte est reconduite. G.Schröder reste chancelier. Au congrès national du SPD, O.Scholz est élu secrétaire général.
2003-2004	Réformes du gouvernement de G.Schröder selon le programme de l'Agenda 2010, entre autres : réforme du système de retraite (« <i>Riester-Rente</i> »), de l'assurance chômage (« <i>Hartz IV</i> »).
2004, 21 mars.	Au congrès extraordinaire du SPD à Berlin, F.Müntefering est élu président du Parti. U.Benneter, secrétaire général.
2005, 25 mai	En désaccord avec la politique du SPD, O.Lafontaine démissionne du parti.
2005, 1 ^{er} juil.	G.Schröder n'obtient pas le vote de confiance à l'Assemblée. Selon les disposition de l'art. 68 GG, le président, H.Köhler (CDU) prononce la dissolution de l'Assemblée.
2005, 17 juil.	Les militants du PDS vote à la majorité le changement de nom du parti qui devient die <i>Linkspartei</i> . Celui fait liste commune avec la formation d'O.Lafontaine (WASG) pour l'élection législative anticipée de l'automne.
2005, 18 sept.	Election législative anticipée. Le SPD obtient 222 sièges, la CDU, 180. Formation d'une Grande Coalition avec A.Merkel a sa tête et F.Müntefering comme vice-chancelier.
2005, nov.	Au congrès national de Karlsruhe, M.Platzcek est élu président du SPD. Il démissionne le 10 avril 2006 pour raison de santé. K.Beck le remplace.
2006, sept.	Elections régionales à Berlin et au Mecklembourg- Poméranie. A Berlin, K.Wowereit est reconduit. Au Mecklembourg, l'extrême droite (NPD) entre au Parlement régional. Défaite de la CDU.

6. France : courte chronologie de l'UDF.

1978.	V. Giscard d'Estaing rassemble les forces qui le soutiennent au sein de l'UDF qui est présidée par J. Lecanuet.
1978, oct.	« Appel de Cochin » lancé par J. Chirac contre les giscardiens.
1981, mai-juin.	La droite divisée perd l'élection présidentielle puis les élections législatives.
1983, sept.	L'alliance FN/UDF-RPR permet au FN d'entrer au conseil municipal de Dreux.
1986-88	Cohabitation.
1988, mai-juin.	La droite parlementaire perd les élections présidentielles et législatives. J-M Le Pen rassemble près 15 % des voix au premier tour des élections présidentielles.
1988, juin.	Le conseil national de l'UDF élit V. Giscard d'Estaing à sa présidence.
1990, juin.	Réélection de V. Giscard d'Estaing à la présidence de l'UDF.
1991, nov.	Réélection de V. Giscard d'Estaing à la présidence de l'UDF.
1992, 20 oct.	Le référendum sur le traité de Maastricht amène des prises de position qui dépasse le clivage gauche-droite.
1992	J. Chirac et V. Giscard d'Estaing annoncent une candidature unique de la droite à l'élection présidentielle de 1995.
1993, mars.	Victoire de la droite aux élections législatives : plus de 44% des suffrages pour l'alliance RPR-UDF au premier tour et majorité absolue au second tour (449 sièges sur 577). E. Balladur, Premier ministre.
1994, 12 juin.	Elections européennes : la liste de D. Baudis (RPR-UDF) arrive en tête avec 25,5% des suffrages. La liste socialiste obtient 14,5% des suffrages, celle de P. de Villiers 12,33%, le FN 10,5%.
1995	La campagne présidentielle divise la droite avec trois candidats : J. Chirac, E. Balladur et P. de Villiers.
1996, mars.	F. Létard est élu président de l'UDF par les conseillers nationaux de l'UDF.
1998, sept.	Première élection à la présidence de l'UDF au suffrage universel des adhérents. F. Bayrou est élu avec 88% des suffrages
1998, nov.	Après la scission avec DL, l'UDF devient un mouvement politique unitaire, la nouvelle UDF.
2001, 4 av.	R. Dutreil (DL), D. Bussereau (UDF) et H. Gaynard (RPR) fondent l'Union en Mouvement (UEM) sous l'égide d'A. Juppé.
2001, 27 nov.	F. Bayrou annonce officiellement sa candidature à l'élection présidentielle de 2002.
2001, 1 déc.	Congrès d'Amiens de l'UDF. Investiture de F. Bayrou.
2001, 13 déc.	Adoption du projet de l'UDF pour les élections législatives de 2002.
2001, 19 déc.	C. Boutin est suspendue de l'UDF par le bureau politique.
2002, av.	Suite au premier tour de l'élection présidentielle création de l'UMP. 2/3 des élus UDF quittent leur parti pour rejoindre la formation présidentielle.
2002, mai.	Election présidentielle. Au premier tour J. Chirac obtient 19,88% des suffrages, J. M Le Pen 16,86 %, L. Jospin 16,18 % et F. Bayrou 6,84 %. Au deuxième tour, J. Chirac est réélu avec 82,15% des voix.
2004	A l'élection européenne, l'UDF obtient 7% des voix et aux élections régionales, elle totalise 12% des voix.
2005, mai.	Rejet par référendum du Traité constitutionnel de l'UE
2005, 8 juin	Pour la première fois, l'UDF ne prend pas part au vote de confiance du gouvernement de D. de Villepin.
2006, 28-29 janv.	Congrès extraordinaire de l'UDF à Lyon. Les militants votent la motion de F. Bayrou qui fait de l'UDF un « parti libre ».
2006, fév.	Le groupe UDF ne vote pas la motion de censure déposée par les socialistes contre le gouvernement.
2006, 16 mai	F. Bayrou et dix députés UDF votent la motion de censure contre le gouvernement. Le CSA les range dans l'opposition. Par le tollé général provoqué par cette décision, le CSA admet que le calcul du temps de parole des centristes ne se fera ni dans la majorité, ni dans l'opposition.

ANNEXE 3. LA FORCE RELATIVE DES PARTIS POLITIQUES.

Le nombre d'adhérents des principales forces politiques allemandes, polonaises et françaises à l'été 2006

Partis politiques	Nombre d'adhérents*
WASG	11.800
DIE LINKE	61.489
SPD	570.000
CDU	567.000
PD	10.000
PiS	12.000
PO	30.000
SLD	80.000
PS	200.000
UMP	238.000
UDF	30.000

* Ces chiffres sont des données brutes transmises par les partis politiques. Il est plus que probable qu'ils soient surévalués. Néanmoins, ils donnent une indication sur l'importance des différentes formations politiques.

ANNEXE 4. ENTRETIENS.

A la recherche d'une identité du centre, nous avons été amenés à redéfinir notre grille d'entretien ainsi que l'utilisation de ce mode de recueil de données dans l'ensemble de notre recherche. Nous avons recentré notre travail sur l'observation participante pour réussir à contourner une identité centriste qui se dérobe dans un entretien formel. En effet, celui-ci semble peu approprié pour aborder l'identité centriste. Ainsi, dans nos entretiens semi-directifs, lorsque la question du centre était abordée, elle donnait lieu automatiquement à un discours stéréotypé ayant parfaitement intégré les critiques d'un centrisme « mou », « flou » ou « vide ». En abordant le sujet, nous nous classions (ou étions classés) systématiquement en situation d'*outsider* ; et ce quel que soit le pays considéré. Dans un premier temps, nous avons ré-organisé notre trame d'entretien non plus sur le centre mais sur le parcours politique et l'engagement politique (2^{ème} trame). Là encore, les entretiens, conduits auprès de responsables locaux, furent quelque peu décevants par le formalisme des discours ainsi recueillis. En dernier ressort, nous avons réorienté l'entretien sur un modèle narratif auprès des militants : nous proposons simplement à l'interlocuteur de nous raconter son entrée et son engagement au sein du parti. Nous espérons y trouver un discours identitaire plus « spontané », c'est-à-dire moins directement orienté vers l'enquêteur. Ce type d'entretien fut plus fructueux pour saisir non pas tant ce qu'est le centre, mais les motivations d'un engagement au centre. Néanmoins, la figure du centre dans les entretiens narratifs est relativement peu évoquée directement, sauf peut-être en France. Mais, dans ce cas, elle fait partie d'un discours de légitimation, comme si l'interlocuteur avait parfaitement intégré les critiques et soupçons sous-jacents à l'enquête : y a-t-il bien une identité du centre avant même que l'enquêteur ne les lui soumette.

Après toutes ces tentatives infructueuses nous concluons que l'entretien se révélait mal aisé dans la saisie d'une identité centriste. Nous avons alors essentiellement travaillé sur nos données d'observation participante. Celle-ci a pu donner lieu à quelques « entretiens-discussion ». Mais ceux-ci étaient justement non formels et non formalisés (et non enregistrés). Ils laissaient ainsi mieux apparaître les trames, les déceptions, la « spontanéité » d'un discours identitaire libéré de la contrainte d'avoir à se justifier et à se dire « identitaire ». Pour neutraliser notre regard d'*outsider*, nous nous sommes donc faits participants.

Nous avons conduit au total vingt entretiens soit avec des cadres partisans, soit avec des élus locaux ou avec des militants. A titre d'exemple, nous retraçons ici quelques entretiens qui relèvent de la première trame d'entretiens semi-directifs, de la deuxième trame et, enfin, d'entretiens narratifs – nous l'indiquons entre parenthèses avant chaque entretien reproduit ci-après. Pour la présentation, nous avons distingué ceux conduits auprès des militants « de base » et ceux auprès des cadres et dirigeants du parti. Ils ont été conduits dans la langue du pays. Nous les retranscrivons ici directement traduits.

1. Les cadres et dirigeants partisans.

LASOTA Jozef, Cracovie, octobre 2000.

Membre de l'UW depuis 1996

Maire de Cracovie : 1992-1997

Autres fonctions : vice-président du conseil régional ; directeur de l'office régional ; vice-directeur office de recherche et de développement ; président du comité d'usines de Solidarité ; secrétaire du comité d'entreprises à l'origine de la fondation du NSZZ Solidarnosc.

(Entretien semi-directif, 1^{ère} trame))

M. W / C. C¹: Comment avez vous entendu parler de l'UW ?

L. Je suis membre de l'UW depuis 1996. Bien sûr, j'ai participé, au début de Solidarité. J'ai participé aux activités du parti (UD) mais je n'en étais pas directement membre. Après 1990 avec l'élection présidentielle, quand T. Mazowiecki a perdu les élections, j'ai entendu parler de l'UD. Comme tous, j'ai entendu parler de l'UD lors de sa création après la défaite électorale de Mazowiecki. Mais, je n'étais pas dans les comités électoraux de Mazowiecki, cependant, j'ai agi en faveur de Mazowiecki. Ce ne sont pas les contacts personnels qui m'ont rapproché de l'UD, mais c'était naturel pour moi d'y participer, parce que l'UD à l'époque c'était la seule formation à laquelle je faisais confiance à cause des gens qui y étaient... Bien sûr, pour le programme aussi... Mais, les gens donnent la légitimité à ce qui se passe dans une formation.

Quelles sont les motivations qui vous ont poussé à choisir l'UW ?

J'étais tout le temps attaché à l'UW. Je ne me suis pas inscrit au parti parce qu'après la période du communisme, le mot « parti » avait des connotations négatives. Et même aujourd'hui encore... A cette époque, ce n'était pas nécessaire pour moi de m'inscrire car je travaillais comme ingénieur. Mais ensuite, j'ai trouvé un poste au conseil régional (Wojewodztwo) comme directeur du conseil (poste administratif). Puis, j'ai été élu vice-président du conseil régional. Et en 1992, j'ai été élu maire de Cracovie.

Comment s'est fait le choix de votre candidature en tant que maire de Cracovie ?

Moi-même je ne sais pas...

Pourriez vous m'expliquer comment vous avez gravi les échelons du parti ?

Quand j'ai été élu maire de Cracovie, je n'étais pas membre du parti. Après 4 ans de mandat, j'ai adhéré à l'UW, au milieu de mon deuxième mandat... Je n'étais pas membre du parti parce qu'au début des années 1990, au moment de la mise en place du système démocratique, des groupes partisans qui se font et se défont,... je ne pensais pas que c'était un moment adéquat pour les conseils régionaux d'agir sous l'égide d'un parti politique. Nous avons besoin de quelqu'un qui soit indépendant, extérieur au parti, mais bien sûr, pouvant être sympathisant d'un parti. Cependant, en 1994, nous nous sommes rendus compte qu'en n'étant pas membre d'un parti, nous perdions des gens, nos soutiens... Autrement dit, c'était la fin de notre fonctionnement. C'est à ce moment que j'ai décidé d'adhérer au parti pour éviter la mort de notre mouvement.

Cela signifie que votre candidature à la mairie de Cracovie était une candidature indépendante ?

Oui, mais je dois expliquer comment je suis devenu maire de Cracovie... Il y avait une crise politique au conseil municipal. En un an et demi se sont succédés deux

¹ L'entretien a été réalisé grâce à M.W.

présidents. C'était difficile de choisir un candidat qui aurait eu la majorité. C'était un conseil plutôt conflictuel. Ils m'ont, donc, appelé parce que j'étais président du conseil municipal. Ce n'était, donc, pas de mon initiative, je n'avais jamais pensé à m'exposer à des postes d'élus. C'est la situation qui a créé le besoin de ma candidature. Pendant les élections pour mon deuxième mandat, notre comité électoral a créé un programme qui s'appelait « votre ville », dont la base était proche du programme de l'UW, qui était en faveur de ce programme. A cette époque je n'étais pas encore membre de l'UW. Mais j'agissais en collaboration avec le parti.

Cela veut dire que vous étiez en relation avec l'UW pour l'organisation de la campagne électorale?

Une relation très étroite. A cette époque là, Rokita était président du conseil régional. Et avec lui, nous avons fait toute la campagne électorale.

Y avait-il des aides financières venant du parti ?

Oui... mais je ne me souviens plus exactement du montant. La liste électorale de l'UW ne comportait pas que des membres de l'UW ; mais le parti a supporté, de même, ces candidatures indépendantes. Le parti ne supportait pas individuellement chacun mais la liste dans son ensemble.

Quel était le programme ?

Le programme visait directement la ville. C'est-à-dire les investissements, particulièrement les investissements pour la communication : transports etc... dont nous avons préparé les plans et qui sont maintenant réalisés. C'était, aussi, faire de Cracovie la ville de la culture. Nous avons réussi à ce que Cracovie soit choisie comme « ville européenne de la culture ». Bien sûr, le programme visait, aussi, à l'amélioration des infrastructures urbaines parce qu'après le communisme tout était détruit, détérioré... La question des canalisations, des installations électriques aussi... Des routes, de la production énergétique... la privatisation des sociétés de services publiques responsables sur Cracovie. Ce sont les éléments principaux du programme que nous avons réussi à réaliser.

[□]

Et au niveau de la décentralisation, y a-t-il eu des politiques mises en place?

La question de la décentralisation est une question qui occupe plus le niveau national que régional. J'appartenais à l'organisation des villes polonaises et, donc, j'ai pu agir au niveau national. Nous avons réalisé un programme pour les villes de plus de 100 000 habitants qui préparait la mise en place des départements (« *Powiat* »). J'étais président de cette organisation, à laquelle appartenaient tous les maires des villes de plus de 100.000 habitants. Le programme soulignait qu'il était possible pour les autorités municipales de rendre certains services auparavant pris en charge par l'Etat. C'était difficile d'introduire ces idées auprès du gouvernement de coalition SLD-PSL. Particulièrement le PSL avec Pawlak à sa tête dérangeait la mise en place de ce projet. Mais le programme fut quand même mis en place...

Quelles autres difficultés avez-vous rencontrées ?

Avant les élections parlementaires, quand l'AWS a été formée [1996], J.M. Rokita voulait me convaincre de faire partie de l'AWS. Bien sûr, j'ai refusé. Et à partir de là, des difficultés sont nées au conseil municipal. Il avait déjà convaincu certains membres du club parlementaire de l'UW, de former une autre organisation. Après les élections, il fonde un groupe, le SKL [1997]. J'ai, donc, perdu le soutien de ces personnes qui soutenaient auparavant l'UW. J'ai dû démissionner.

Y avait-il des oppositions du côté de la population ?

Oui, toujours. A chaque fois, qu'on investit, il y a des problèmes, des protestations. Les plus sérieuses protestations ont été a propos des décharges construites à Barycz. Et aussi, le projet de crématorium a été refusé par la population [...] à cause des cendres... Arguments ridicules !

Quelles étaient vos relations avec l'UW ?

Dès le début, bonnes, voire très bonnes... [...]. Le conflit s'est produit quand l'UW essaya de m'imposer ses candidats au conseil ce que je refusai. J'avais choisi d'autres candidats que je considérais comme compétents. J'étais satisfait de la qualité de travail de ces personnes. C'était encore à l'époque de Rokita. Mais ensuite, il n'y a pas eu de conflit de ce genre. Mes relations étaient plutôt bonnes, j'étais satisfait de ce contact. Quand le conseil et moi avons démissionné, j'étais soutenu par une petite manifestation d'un groupe de l'UW devant l'hôtel de ville...

Qu'évoque pour vous l' « UW » ?

En premier, c'est un parti qui présente des idées morales, économiques et financières... C'est un parti de la tolérance. Un parti qui laisse à chacun la possibilité de choisir sa vision du monde, individuellement.

Le fait que ce soit un parti « tolérant » influe-t-il sur la structure d'organisation du parti ? Lui donne une structure plus souple ?

Non, ce n'est pas ça. Avec tolérance, je pense aux idées et pas à la structure. La structure du parti est une des choses les plus importantes. Et il ne peut pas y avoir en aucun cas de situation où la structure du parti est relâchée. Ici, on a des règles très strictes de statut, il y a un congrès et un conseil national. Il y a des congrès régionaux etc... La tolérance est plutôt au niveau des idées. C'est le seul parti qui existe depuis 10 ans et qui n'a pas changé sa direction principale. Cependant, il y a eu des modifications... Le parti est très souvent perçu comme un parti plus libéral que les autres, du fait de la politique budgétaire. C'est à cause de la personne de Balcerowicz, président du parti et ministre des finances. Mais, cette opinion commence à changer et le parti est perçu, de plus en plus, comme un parti qui est en faveur de la classe moyenne et du développement de l'esprit d'entreprise, tout en prenant en compte ceux qui subissent les coûts sociaux de la transition. Une certaine aide de l'Etat est nécessaire mais pas en tant qu'Etat-providence. Mais, pas non plus seulement, le libre fonctionnement du marché. L'économie sociale de marché, je dirais, que B. Geremek définit comme l'économie de marché qui accepte la société.

Comment placeriez vous l'UW par rapport aux autres partis ?

Pour moi, c'est un parti centre-droit. Mais, il y a aussi des attitudes que l'on peut qualifier de centre-gauche. Mais en général, à mon avis, c'est un parti du centre qui penche vers la droite.

Vous qualifiez l'UW comme un parti du centre, pourquoi ?

A cause du programme surtout... Au niveau de la vision du monde aussi... Mais surtout c'est le programme, économique et social essentiellement, qui détermine cette qualification. Par exemple, le programme de l'AWS n'est pas du tout de droite, mais complètement de gauche. Souvent, dans le programme de la SLD, il y a plus d'éléments de droite qu'à l'AWS. Même s'il est communément accepté que l'AWS c'est la droite et la SLD, la gauche...

Pourquoi pensez-vous que l'UW est un parti du centre-droit ? Quels éléments font pencher la balance vers la droite ?

Tout d'abord, c'est le programme économique même s'il y a des éléments d'économie sociale de marché. Ensuite, en ce qui concerne la vision du monde, la plus grande majorité se situe du côté catholique.

Qu'évoque pour vous le « centre » ?

Surtout l'absence des extrêmes... Prudence, équilibre, rationalité... Ainsi que la possibilité de collaboration avec des individus de différents horizons politiques. Il est plus facile de réaliser le programme d'un parti du centre parce que l'on peut choisir ses collaborateurs soit à droite soit à gauche. Aujourd'hui en Pologne, la collaboration avec la gauche serait très difficile. Il faut que les mentalités changent. Que l'alliance avec des formations post-communistes devienne possible. Votre génération perçoit le problème différemment...

Quelles sont les perspectives du centre ?

Les partis du centre ne sont jamais des partis dominants, ce ne sont pas les partis qui ont un électorat très grand, mais très moyen d'habitude. Notamment, en Pologne, dans la situation actuelle, on pense que l'UW peut être le plus sérieux contre-poids à la SLD. Il y a une chance que l'UW, en collaboration avec le groupe d'Olechowski, puisse s'opposer à la SLD.

Et sur les perspectives d'alliance...

La question des alliances gouvernementales est une question qui concerne le Parlement. Ce sont les résultats des élections qui déterminent les formations et les coalitions gouvernementales.

[...]

Pascal, Essonne, mars 2002².

36 ans

Directeur du maire de cabinet d'une ville moyenne de la région ouest parisienne.

Bureau politique de l'UDF, ancien président des jeunes UDF.

DEA histoire, licence de Langues O.

Paris.

(Entretien semi-directif, 2^{ième} trame)

C. C Je voudrais, d'abord, que vous me racontiez votre itinéraire politique...

P. Je suis issu d'une famille assez politisée. Donc, la culture politique faisait partie du quotidien... Mon père a été pendant longtemps un élu socialiste de Paris, à des hautes fonctions, parce qu'il était conseiller de Paris et je crois même secrétaire général du groupe PS à l'Hôtel de ville. Et ma mère plutôt à droite.

A droite... ?

A droite. A droite... On va dire Je sais pas plutôt... Non, sans vraiment d'étiquette politique. Un peu ancienne génération. A droite c'est suffisant, je pense que c'est sur les valeurs qu'elle se reconnaît à droite. Et j'ai grandi dans ce syncrétisme on va dire. Et comment j'en suis arrivé à l'UDF ? Je crois que c'est 1981... J'ai vécu 1981, j'avais 17 ans... A l'époque les jeunes giscardiennes s'appelaient les jeunes « autrement » et étaient le parti jeune de VGE. Et, par amitié, par influence, par des sujets de société qui me paraissaient importants, j'ai opté pour Giscard d'Estaing, c'est-à-dire pour un candidat issu d'un parti modéré. Je pense que c'était ça l'objectif à l'origine...

Comment avez vous pris contact avec la politique ? ...

Disons que j'avais beaucoup d'amis qui étaient à gauche, d'autres qui étaient à droite. Je trouvais les amis de gauche un peu trop sectaires. C'était 81, c'était la contestation. C'était, dès que j'avais un avis contraire, j'étais traité de bourgeois... Bon, ça a un peu disparu tout ça, mais c'était ça à l'époque. La confrontation idéologique, on va dire, était importante en France. Aujourd'hui les passerelles sont plus importantes, ne serait-ce que parce que le clivage droite-gauche a un peu disparu aussi. Puis c'est l'Europe qui a fait que ce clivage tend à disparaître. Mais à l'époque, il y avait une extrême gauche, une gauche, une droite, et une petite extrême droite (parce qu'à l'époque Le Pen avait même pas ses 500 signatures pour se présenter). Donc voilà, on a vécu un peu dans ce milieu là ... Elevé par ma mère, également, ça signifie aussi que j'étais influencé par les idées de droite. Mais bon, si j'avais été de gauche on aurait dit que j'étais influencé par le père ... Donc bon, au bout d'un moment, il faut bien faire son choix personnellement.

Et ces idées de droite, c'était quoi ?

Non, bon... bof... On peut pas dire que c'était très marqué à 17 ans... Simplement... Pas forcément des idées de droite, on n'avait pas forcément des idées marquées... D'abord on sortait d'un système. Un système qui était un système qui était, j'ai envie de dire, « naturellement », je mets des guillemets, de droite... c'est-à-dire, on a toujours vécu à droite. La droite c'était des valeurs de société. Mais, c'est aussi des valeurs de progressisme que la gauche tend à trop récupérer Les années 70 ça a quand même été des années de progrès en France... La France a évolué dans les années 70... D'abord, on parle beaucoup des radios libres et de la peine de mort de

² L'intéressé ne nous a pas transmis son accord pour citer son nom.

Mitterrand, mais il y a eu aussi beaucoup de choses chez Giscard... Il y a eu l'IVG, il y a eu l'extension du droit du divorce, il y a eu la majorité à 18 ans, donc, on était dans ces valeurs à la fois traditionnelles et à la fois de progrès. C'est-à-dire on sentait qu'on était dans la modernité. Droite, ça ne voulait pas dire moisi, ça voulait dire : on est conscient de certaines valeurs, la famille, le respect, la discipline qui n'est pas inhérente à la modernité, et à la fois on savait qu'on tendait vers une certaine idée du progrès. Les années 70 en France ont été des années de chômage, en France, bien évidemment, puisqu'il y avait la crise pétrolière mais c'était aussi une époque d'essor pour la France dans le monde, et aussi dans les institutions... Ca se libérait... L'ORTF a éclaté en 74, Paris avait un maire en 77... Voilà on était un peu dans cet état d'esprit là... Bon et puis après, ben après, le militantisme...

Et alors justement le « militantisme »...

Classique...

C'est-à-dire... Par exemple, vous avez adhéré directement à l'UDF ?

Alors moi, j'ai adhéré à un courant de l'UDF. Il faut pas oublier qu'à l'époque l'UDF était une confédération. Il y avait plusieurs partis à l'UDF... Le Parti républicain, le centre des démocrates-sociaux, le parti radical, le PSD, et ceux qui n'avaient pas envie d'adhérer à un courant, adhéraient aux adhérents directs... Qui était en fait un autre parti... Moi, j'ai adhéré au PSD, parti social-démocrate qui était, on va dire, pour faire simple... C'était le courant qui était, peut-être, le plus à gauche à l'UDF. Pourquoi ? Le PSD est une émanation du PS. Lors du programme commun en 72, de bonnes âmes intelligentes qu'on avait au PS, ont refusé cette alliance avec le communisme, moi je suis arrivé en politique par l'opposition au communisme. On est une certaine génération des années 70 à avoir milité contre les dictatures, les régimes totalitaires. Qu'ils soient, d'ailleurs, d'Afrique du Sud, apartheid, de l'union soviétique. L'anti-communisme nous était, donc, assez chevillé au corps, on va dire. Le PSD était profondément et intrinsèquement anti-communiste parce que c'était une forme de social-démocratie, le PSD qui était, assez attaché à la petite propriété comme les radicaux avec Herriot dans les années 50-60, c'était la république jacobine, la petite propriété etc., etc... Les valeurs universelles de la République... Le PSD refuse en 72, sort du PS et crée, je crois, le mouvement social-démocrate français, un truc comme ça. Giscard en 78, voulant élargir sa base, est allé piocher un peu à droite et un peu à gauche. Donc, le PSD est entré dans l'UDF. [□]. Donc on était un peu à part à l'UDF parce qu'on était vu comme les gauchos de l'UDF. On n'était pas vraiment gaucho. L'aile gauche de l'UDF. J'ai milité dans ce parti là un peu à part. Jusqu'à... Bon je vais faire vite parce que c'est quand même long une année de militant. En dehors du travail du militant de base, on travaillait beaucoup sur la communication, les communiqués de presse, les plaquettes, on faisait des opérations « coup de poings » entre guillemets, c'est-à-dire soit des manifs, soit des tractages, soit... Jusqu'à ce que Force Démocrate se crée. Force Démocrate, qui est donc l'alliance complètement opposée entre les centristes démocrates-chrétiens et le PSD... C'est magnifique comme histoire. Lorsqu'on nous a dit que nous allions fusionner avec le CDS, on a roulé par terre de rire, on s'est accroché aux branches. Enfin on y croyait pas parce que c'est... Tout nous séparait malgré tout... Même si on se retrouvait à l'UDF sur les idées de liberté, d'humanisme, d'Europe, c'est déjà pas mal, mais sur la société on était un petit peu plus laïc que le CDS. Et la grande force de F. Bayrou c'est d'avoir laïcisé Force Démocrate. Non pas que le centre des démocrates sociaux était le parti du pape, 'faut pas exagérer, c'était des gens comme Barrot, Méhaignerie, des gens profondément républicains, c'est pas le problème, mais, avec une culture chrétienne que n'avait pas forcément le PSD.

Cette opposition était essentiellement liée à cette « culture chrétienne »...

Non... l'éducation, je pense, le parcours. Les responsables du CDS venaient d'une éducation marquée par le catholicisme progressiste social dans la lignée des Marc Sangnier, des débuts du siècle, E. Mounier, des gens magnifiques d'ailleurs, des gens qui ont eu souvent raison avant tout les autres, notamment sur la paix, sur l'humanité, sur l'humanisme, sur l'Europe... Donc, la pensée démocrate-chrétienne en France, il faut pas la négliger, d'abord ça a été des grands résistants... Malheureusement ils sont pas « tendance » comme on dit aujourd'hui, bien évidemment... Mais voilà.

Mais vous plus personnellement, pourquoi cela vous a étonné ce rapprochement avec le CDS...

On y croirait pas... Moi, j'étais très heureux... D'abord parce que j'ai été très tôt Bayrouiste, parce que j'ai trouvé en Bayrou un discours qui me plaisait... A la fois peu intellectuel, spirituel, mais, à la fois, aussi un discours de vérité, donc j'étais assez sensible à ce qui se passait chez nos voisins du CDS... Un peu étonné... On m'aurait dit une alliance avec le parti radical, m'aurait moins choquée... Le CDS, là, j'avoue que j'étais un peu étonné au début, mais après je me suis rendu compte que ce sont deux forces complémentaires. La force du centrisme démocrate-chrétien et la force intelligente de la social-démocratie.

Est-ce que vous pourriez revenir sur cette idée, vous parlez de « centrismes »... Le centrisme « démocrate-chrétien », qu'est-ce que vous entendez par là ?

Bon alors, attention ! D'abord il y a plusieurs centrismes. Je mettrais plutôt centrisme au pluriel. Il y a un centrisme chrétien bien évidemment. Il y a un centrisme radical. Et c'est quoi le centrisme ? Le centrisme c'est une idée qui consiste à dire que pour gouverner... Le centrisme n'est pas un parti politique, c'est une option de gouvernement. En 1870, sous la II^e République, quand la République s'est créée, même les plus radicaux, c'est-à-dire l'extrême gauche à l'époque, se recentraient pour pouvoir gouverner, c'est ce qu'on appelait les républicains de gouvernement, les Ferry, les Gambetta et les Clémenceau venaient de l'extrême gauche... Et, ils se sont rapprochés du centre parce que la zone tampon, là où l'on « chopait », entre guillemets, les majorités, c'était au centre. On « chopait » le centre-droit orléaniste, on prenait au centre-droit républicain, au centre-gauche et à la gauche républicaine, c'est-à-dire à la masse de la gauche républicaine à 100% républicaine comme ils disaient. Le centre est un point de convergence. Et c'est ça qui est intéressant, c'est que c'est un point de convergence politique, mais c'est, aussi, un point de convergence idéologique. C'est le point de la modération, c'est le point du consensus, c'est dépasser le... bipolarisme bête et méchant. Ça veut pas dire qu'on est ni de gauche, ni de droite, moi je me sens plutôt centre-droit. Bayrou se sent plutôt centre-droit aussi. Disons que le centre c'est assez traditionnel, on va dire, sur les valeurs, et assez progressiste au niveau social. En gros, c'est ça : le centre : c'est la communion des idées de progrès au niveau social et la tradition, mais pas la tradition encore une fois moisie... C'est-à-dire on croit en ce monde à certaines valeurs qui font avancer les choses...

Vous parlez de valeurs... C'est quelque chose de plus qu'une méthode de gouvernement alors ?

La modération c'est la recherche de solutions. Il vaut mieux, comme diraient certains hommes politiques du centre, il vaut mieux sur des sujets chauds faire appel à des modérés, que sur des sujets modérés faire appel à des extrémistes, c'est un peu ça le centre... c'est sur des sujets importants faire appel à des modérés. C'est aussi

dépasser sur des questions brûlantes, le clivage. Sur des problèmes de sécurité... Sur des problèmes... La droite n'a pas plus raison que la gauche et la gauche que la droite. Sur des problèmes de sécurité ou des problèmes importants sur l'Europe, on est obligé de dépasser certains clivages, je précise que le centre c'est pas aussi l'opportunisme... Voilà. On a mal interprété le terme de Gambetta d'opportunisme. Opportunisme c'est exactement ce que ça veut dire en français : c'est-à-dire trouver la meilleure solution, au meilleur moment. C'est comme un peu, pour l'Europe, les principes de subsidiarité : trouver les meilleurs échelons pour pouvoir donner les meilleures solutions sur les questions européennes. L'opportunisme, une idée à laquelle je crois, n'est pas le côté aventureux, intéressé, mais c'est trouver la bonne solution, au bon moment et au bon endroit. Quitte à se nier... à penser différemment à trois ou quatre ans d'intervalle, ça ne me dérange pas de dire qu'il y a quatre ans j'avais tort !

On évolue. Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis. Moi, j'avoue sur certains sujets j'ai évolué... Je me suis renseigné, je me suis informé... Exemple, bon parce que j'aime bien parler franchement, je suis contre le droit de vote aux immigrés... On va pas rentrer dans les détails... Bon, sinon on dévalue l'idée de la citoyenneté etc. etc... Et puis qu'une nationalité, une naturalisation ça se mérite. Mais, par contre, je suis plutôt favorable à ce que l'on favorise l'accès à la citoyenneté aux étrangers... Qu'on facilite le processus administratif et juridique... S'ils souhaitent être français, s'ils travaillent depuis longtemps, ils n'ont pas de raison à ne pas être français. Ce sont des évolutions... Sur le PACS, je pense avoir évolué également... Mais ça ne veut pas dire que l'on change d'avis toutes les deux minutes, ça veut dire qu'une société ça bouge. Est-ce que parce que dans les années 30-40 on était pour la colonisation, faut-il l'être aujourd'hui ? Vous voyez, il y a des choses qui évoluent... Sur les grands sujets de société, pas sur les petits... Sur des grandes évolutions de la société, on peut émettre des avis différents.

Des « grands sujets de société »... ?

... Ben l'immigration. Bon alors, après on rentre dans des sujets économiques... les retraites, la fiscalité, l'insécurité, l'instruction civique... Ca me paraît des sujets sur lesquels on doit réfléchir pour préparer une République un peu plus moderne... Je précise, encore une fois que le centre ce n'est pas... C'est pas nous, enfin, voilà, encore une fois, c'est pas nous qui changeons, c'est le vent qui change... Mais, le centre c'est une vraie idée. C'est une méthode de gouvernement, c'est aussi un point de gouvernement, et c'est aussi même, idéologiquement un parti, je veux dire au sens droite/gauche/centre, voilà des choses bien installées, c'est malgré tout un courant politique qui associe magnifiquement, l'humanisme chrétien, l'humanisme radical C'est le parti de l'humanisme, qu'il soit chrétien ou laïc. Moi, je ne viens pas d'un humanisme chrétien, et ben, sur l'humanisme, je n'ai pas de différence avec les chrétiens... c'est pas bien ça ? !

Et l'UDF synthétiserait pour vous ce courant là... L'humanisme... ?

Soyons sérieux. Bon on peut être humaniste et pas être à l'UDF, ça c'est évident. Bon... On peut être de gauche et droite, RPR, PS et verts, enfin bref, on peut être aussi humaniste. On est humaniste... Mais l'UDF l'est, profondément, dans ses structures, dans sa méthode, dans ses projets. C'est-à-dire que l'homme a toujours sa place dans les projets à l'UDF, ce qui n'est pas le cas ailleurs, je pense. Lorsqu'on réfléchit à un programme de gouvernement à l'UDF, on réfléchit toujours à la place de l'homme avant. L'homme avec un grand H. C'est dire que l'humanisme est une idée qui... ... qui est originelle, naturelle à l'UDF...

Mais alors vous quand on vous dit « UDF » vous pensez à quoi ? A « humanisme » ?

Entre autres. Mais pas seulement. On est pas des bénits oui-oui, on n'est pas des saints. Mais, l'humanisme ce n'est pas, d'ailleurs, une idée, une idéologie naïve : moi je peux être violent sur une idée qui me révolte tout en étant humaniste... Non, c'est aussi... Moi, je résumerai l'UDF par quatre pôles : humaniste, social, libéral, européen. Quand on a dit ces quatre mots là, très honnêtement, ça peut être bateau, mais on a tout dit. Nous sommes européens bien avant tout le monde. Social aussi, je crois bien avant tout le monde, même si la gauche revendique une certaine socialité, mais... le centre aussi. Il ne faut pas oublier que les grands hommes d'Etat de la troisième, ils étaient au centre aussi, donc bon... Il y a aussi un côté social chez les humanistes chrétiens comme les humanistes laïcs. Bon. Libéral, oui parce que je crois à l'initiative, au dialogue et pas à la contrainte. Je suis contre les 35 heures justement parce qu'on me l'a imposé ! Déjà, c'est mal parti... Je serais pour les 35 heures si on dialoguait et on me laissait le choix. Après tout, la réduction du temps de travail est une idée de Robien. Je rappelle que c'est l'idée de Monsieur de Robien. Je rappelle aussi que la parité, même si monsieur Chirac et Jospin s'arrogent le droit de dire, bon,... plusieurs propositions de lois viennent également de l'UDF, dès 96, entre parenthèses. L'IVG, j'ai parlé de la majorité à 18 ans, tout ça c'est l'UDF. Donc, toujours, progressisme dans l'ordre des choses, on va dire. Et puis européen, libéral, social...

Social... Vous opposez la gauche et sa « socialité » et l'UDF « social »... Vous pourriez m'en dire un peu plus... Comment vous vous différencier ?

Privilégier la place de l'homme dans la société. Social, deux points, j'ouvre les guillemets, social, c'est-à-dire tout doit être fait pour que l'homme, la famille, la femme, les enfants, s'épanouissent dans une société juste, durable, pas forcément égalitariste parce que c'est un terme qui.. Je ne sais pas ce que ça veut dire, mais dans l'équité, c'est-à-dire que chacun trouve sa place et qu'il ait les mêmes droits que son voisin. Cela veut dire qu'il faut gommer les aspérités, les différences entre les hommes et les femmes, et puis avoir surtout l'idée du partage... L'idée de partage, c'est □ De fonder une société juste et de lutter contre toutes les formes de discrimination et de pauvreté. Voilà ce que c'est le social. Mais ça se construit ensemble, ça se décide pas dans un ministère parisien à la lumière du soir, on va décider que □ C'est aussi l'idée, que... on dépasse cette société sociale de conflit que l'on a constamment en France c'est-à-dire dès que l'on parle d'un sujet important on descend dans la rue. Je trouve que descendre dans la rue, c'est, pour moi, je suis déjà descendu dans la rue, c'est l'étape ultime suprême du désespoir. Je voudrais, moi, dans ma société sociale que j'ai dans la tête comme dirait l'autre, une société fondée sur le dialogue, s'il y a un problème, ben, on en discute, on voit et on évite si possible de bloquer un pays. Si on arrive pas à trouver des solutions, on les trouve, mais ne pas bloquer un pays avant qu'on en parle... C'est la société du dialogue, de l'initiative, contre la société par le haut, par la contrainte. Je suis pour la liberté dans l'entreprise, la liberté de la presse, la liberté pour l'homme... Voilà.

Vous disiez tout à l'heure que ces éléments, cet humanisme se retrouvaient, aussi, dans les structures. Je voudrais revenir sur ce point... Cela fonctionne sur ce mode de dialogue ?

Imaginez une confédération avec cinq partis, c'est déjà pas mal. Au PS déjà, on parle pas de partis, on parle de courants et c'est, très honnêtement, souvent cacophonique. ... Cacophonique parce qu'il faut faire toujours la place à un courant, il faut donner le même nombre de places au courant A, au courant B, qu'au courant C etc. C'est pas évident. Nous c'était pas ça, c'était pire. On avait des partis politiques dans une confédération, dans une fédération, pourtant ça a marché, non sans heurts, ça c'est évident. Cela a marché parce qu'en plus chaque parti revendiquait une

certaine sensibilité, le parti républicain, qui était le parti le plus libéral, le parti radical, qui était le parti on va dire le plus républicain, le plus jacobin, ... Peut-être pas jacobin, je retire... Parce qu'il était, quand même, assez décentralisateur. Et, pourtant on a coexisté, on a gardé, alors que maintenant l'UDF est un parti unique, il n'y a plus de chapelles, de partis, on a gardé cette structure comme si on était encore en confédération. « Oulala, attention, ne prenons pas de décisions avant ». On a gardé ça. Il y a énormément de dialogue à l'UDF, trop j'ai envie de dire parce que souvent, il faut prendre une décision... Voilà c'est toujours le problème de l'UDF... ... Je crois qu'elle mérite son appellation de parti du centre, humaniste, social, libéral, européen. Et puis, ce que j'aime bien à l'UDF, bon, on ne fait pas trop de communication, c'est vrai, on n'est pas des spécialistes des médias. Mais souvent on a raison bien avant les autres. Malheureusement, on vend pas bien notre idée...

Et justement, j'aurais voulu vous poser la question de la lisibilité de l'UDF... Comment, finalement, on arrive à mobiliser les gens sur du dialogue ?

Le RPR est un parti populaire. C'est-à-dire : c'est un parti gaulliste, à l'origine. C'est-à-dire un parti qui a su trouver un écho dans toutes les couches françaises, mais notamment les couches populaires. Parce que c'était le parti de la Nation, de l'homme providentiel, le parti de la résistance, bon, il fallait mieux être du parti de la résistance que de l'autre côté. Donc, facile à mobiliser. L'UDF est toujours, de moins en moins, mais toujours un parti de notables, c'est-à-dire, je vais être prétentieux, mais c'est le parti qui réfléchit. C'est pas vraiment le parti de la foule, l'UDF. D'abord parce que, une partie de l'UDF est démocrate chrétienne, enfin elle est d'essence démocrate-chrétienne, parce que, aujourd'hui, on ne se réclame plus démocrate-chrétien, on a des idées spirituelles ou pas, ça ne regarde personne, ça reste dans la sphère privée. Tant mieux... d'ailleurs. Mais, c'est pas le parti de la foule. C'est le parti de la raison. C'est le parti de la réflexion... Vous savez, moi, de temps en temps, j'aime bien à l'UDF participer à des débats, on va dire, des clubs de réflexion, un peu âgé □ Pourquoi ? Parce qu'il y a, vraiment, encore cet esprit un peu spirituel, de tolérance et de... un peu centriste comme on dit aujourd'hui dans les guignols, c'est-à-dire on ne hausse pas trop le ton, on est très respectueux de la personne humaine, de la dignité de la personne humaine... Donc, c'est très marrant, parce que, nous jeunes, on a moins cet état d'esprit là parce qu'on sait monter sur les fauteuils pour pouvoir se faire entendre, alors qu'eux c'est très très policé, très... on a chacun notre culture. La culture socialiste est une culture de cellules, de partis marxistes d'origine, ce n'est pas une insulte, mais marxisante d'origine puisque c'est né d'une scission, quand même, le PC et le PS. Donc, il y a cet état d'esprit de cellule, de parti, de motion, de synthèse, de contestation... Voilà, l'UDF, moi j'aime, c'est un parti qui réfléchit, bon ben, ça a ses côtés positifs, ça a ses côtés négatifs. Mais bon, c'est vrai, de temps en temps, on passe une heure à débattre sur la pauvreté en France, c'est peut-être pas le moment quand il faut peut-être descendre dans la rue. Ben oui, mais bon.

Je vous reprends. Vous avez dit c'est pas plus mal ou « tant mieux » que la problématique démocrate-chrétienne reste dans la sphère du privé...

Je confirme... Oui, parce qu'un parti politique aujourd'hui ne doit pas se... J'ai parlé d'origines de racines, et c'est pour ça que j'ai bien précisé tous les courants qui ont formé l'UDF. Mais, aujourd'hui, son appartenance spirituelle ne doit pas constituer le fondement de son engagement politique, pas de son histoire politique, de son engagement politique. Les gens ne rentrent pas à l'UDF parce qu'ils sont laïcs ou chrétiens. Les gens ne rentrent pas au RPR parce qu'ils sont laïcs ou chrétiens... Il y a encore à l'UDF des gens profondément d'éducation catholique, ça c'est évident, mais il y a des gens des banlieues à l'UDF, il y a des gens de l'immigration à l'UDF, il y a des catholiques et des protestants, il y a des juifs, il y a plein de gens comme ça à l'UDF.

Aujourd'hui, c'est un parti ouvert, et c'est parce que justement il a été à une époque spiritualisant, ce parti est profondément ouvert... Je pense, je peux me tromper, qu'il est ouvert justement... Il est rare d'entendre des propos racistes à l'UDF, c'est rare. Enfin, même, d'ailleurs, ça n'a jamais existé, je crois. Parce que justement il y a cette base d'éducation, cette bonne éducation, du bon militant UDF, un petit propre sur lui, mais qui est, également, la marque de fabrique du militant UDF, bon, bien évidemment le militant UDF il n'a pas les cheveux longs, la barbe, il fume pas peut-être des pétards tous les jours, d'accord, mais cette bonne éducation, cette ouverture à l'autre.. Je rajouterais également, qu'il y a au sein même de la carte d'identité, du profil du militant une forte, un fort engagement associatif. J'en suis d'ailleurs... Je m'explique : il y a beaucoup de jeunes qui viennent des milieux humanitaires. Moi, je viens du milieu des droits de l'homme, je suis vice-président de la LICRA, par exemple, après avoir été cinq ans secrétaire général. On est content d'avoir des gens qui viennent des milieux associatifs, humanitaires, caritatifs, droit de l'hommiste, j'aime pas trop ce terme... Beaucoup de gens qui sont investis dans des associations de quartiers, d'aides aux handicapés, et je crois que tout ça participe du même état d'esprit, c'est-à-dire qu'à l'origine on a cru, à mon avis, à certaines valeurs, qu'elles soient spirituelles ou pas, d'éducation, et de respect... Moi, j'ai plutôt été influencé par les valeurs de la République, mais d'autres ont été influencés par les valeurs spirituelles, mais, je crois, qu'on se retrouvait parce que l'on croyait à des valeurs.

Mais alors pourquoi, finalement, faire un parti politique ?

Parce que le parti politique donne des réponses globales. Voilà, et que pour changer une société il ne faut pas faire du corporatisme et ça, je le crois de plus en plus, c'est pour ça je crois de moins de moins à l'associatif, non pas que j'en suis dégoûté, mais le militant associatif donne des réponses précises à des situations précises, c'est-à-dire bien cadrées. Le parti politique permet de faire entendre toutes les sensibilités mais pour donner une réponse globale. Moi qui milite dans un milieu des droits de l'homme, quand j'arrive dans un parti politique, le budget, on va faire comme si c'était un ministère, le budget droit de l'homme c'est 0, 01% à l'UDF. Pourquoi ? Parce qu'il y a 40, 50, 60 questions à traiter, la pauvreté, le social, la fiscalité, les retraites, les écoles, la République, les institutions, le chômage... Alors imaginez... l'armée, la défense, voilà. C'est pour ça que le parti est important.

Bon, si on reprend, vous disiez tout à l'heure que l'engagement politique ne se fait plus sur un engagement religieux...

Spirituel, parce que la spiritualité peut prendre plusieurs formes...

Et maintenant qu'est-ce qui fonderait un engagement politique ?

A L'UDF ? ... Tout. Tout dans le sens où... Qu'est-ce qui fonde l'engagement ? C'est d'abord l'envie... de lutter contre le chacun pour soi, je pense que c'est l'envie de lutter contre le repli de son pays sur soi-même, l'envie de lutter contre les égoïsmes, et l'envie de lutter contre l'immobilisme. Alors, en positif, ça donne quoi ? L'envie de lutter pour un pays ouvert, donc ouvert dans tous les sens du terme, sur l'Europe, sur les autres peuples. L'envie de travailler ensemble pour changer la société, en tout cas, pour la faire évoluer, l'envie de partager des expériences avec d'autres. Depuis que je suis dans la politique, je n'ai jamais vu autant de gens... Des gens du petit militant associatif du club d'astronomie qui fait vivre le village voisin, aux députés. C'est surtout, pour moi, venant du PSD, l'envie de faire vivre une certaine citoyenneté, c'est-à-dire que nous sommes des hommes, des femmes, mais nous sommes aussi des citoyens. Moi, j'ai des responsabilités vis-à-vis de vous et vous, vis-à-vis de moi. C'est

simplement l'idée que je défends dans le milieu associatif et que j'ai envie de défendre dans la politique.

Pourriez-vous me dire ce que c'est que ce « citoyen »...

C'est ça... C'est l'esprit de responsabilité. L'esprit de groupe. Je suis pas pour le, c'est peut-être pour ça que je ne suis pas de gauche, je pense que c'est l'homme qui fait changer la société, on change pas d'abord la société pour changer l'homme, je ne pense pas. Si on est bon au fond de soi-même, la société a de fortes chances d'être bonne. Je suis pas sûr d'avoir raison, mais c'est ça qui me permet d'avancer. C'est ça être citoyen. Etre citoyen c'est à mon avis, on a chacun une place à défendre, et aussi des droits et des devoirs. Voilà, c'est ça. Alors, je me battrais pour vos droits et pour vos devoirs, voilà.

C'est donc un citoyen qui n'a pas simplement des droits, mais aussi...

□ des devoirs. C'est ce que je dis aussi à la population immigrée en France. Je dis vous aurez tous les droits à partir du moment où vous comprendrez aussi que vous avez des devoirs. Je dis pour ceux qui n'arrivent pas à s'intégrer, parce qu'il ne faut pas aussi amalgamer, l'immigration, les mœurs, etc., ... La grande majorité des beurs s'en sort, j'en connais qui sont avocats, sportifs, commerçants. Et ceux qui ne croient pas en la France, j'ai envie de leur dire que, d'abord, ça se mérite la France, comme l'Italie se mérite, l'Espagne se mérite, l'Allemagne se mérite, mais... C'est, aussi, de croire qu'à partir du moment où vous êtes citoyens, vous avez des droits et des devoirs, voilà.

Vous dites la « France »... Que mettez-vous derrière ?

Derrière la France ? ... D'abord mon pays. C'est peut-être bête à dire mais, c'est important, surtout dans l'idée que l'on a de la mondialisation et de l'ouverture à autrui. C'est mon pays, c'est mon terroir, c'est ma famille, c'est mes racines, c'est mon histoire, et c'est une Histoire avec un grand H qui est merveilleuse. Je ne crois pas que la France, moi, qui suis profondément républicain, je ne crois pas que la France soit née en 1870, c'est un mille-feuilles, c'est 2000 ans d'histoire. Je me satisfais de ce régime là que nous avons, mais la France c'est tout... Enfin tout, c'est ses collines, c'est ses montagnes, c'est ses rois, c'est ses députés, ses ministres, c'est ses dictateurs aussi... C'est tout ça la France, c'est aussi sa diversité, son énorme diversité, politique, sa grande tolérance. La France n'est sûrement pas un pays xénophobe et raciste bien au contraire...

La France, c'est important, c'est beaucoup... Et l'Europe ?

C'est pas du tout incompatible. C'est parce que j'aime la France que j'aime l'Europe, parce que j'aime l'Europe que j'aime la France, j'ai pas envie que la France devienne un petit pays isolé, non, moi j'ai envie que la France soit encore plus forte...

Une Europe « instrumentale » alors ?

C'est un destin... Ce que je veux dire par là, c'est que je pense que l'on sera plus fort ensemble, voilà c'est ça le destin. C'est-à-dire qu'ensemble on va avancer, mais moi c'est moi, et toi c'est toi. C'est-à-dire que mon pays va avancer avec toi, mais il va avancer encore plus fort, donc c'est, aussi, une manière de défendre son propre pays, je ne pense pas qu'en restant seul, on avancera, ...

Et aujourd'hui, l'UDF se présente comme le parti européen. Quelle place peut-elle tenir dans l'échiquier politique ?

Je voudrais dire qu'il y a trois grands partis européens en Europe qui sont rassemblés sous la bannière PPE au parlement européen. Il y a le grand parti, on va dire, du centre-droit en Allemagne qui a donné des gens comme Helmut Kohl, le Parti Populaire d'Aznar, sur l'autre créneau je parle parce qu'évidemment..., et l'UDF. Les autres sont, certes, européens, mais c'est pas, on va dire, une spécificité. Je ne peux pas dire que le Labour en Angleterre, ou Forzia Italia, ou le PS soient vraiment des partis européens, vraiment on ne peut pas dire ça, ni même le RPR, non plus, souvenez-vous l'appel de Cochon en 78, quand même, bon. Donc voilà, il n'y a vraiment que trois partis européens, et qui ont donné des gens tout au long de l'histoire, qui ont fait l'Europe, Spaak en Belgique, Adenauer en Allemagne, Kohl qui est une référence, mais même les autres Schuman, Cassin, Monnet, et en Espagne il y a eu des gens comme Aznar qui ont vraiment fait avancer l'Europe, comme, d'ailleurs, des gens au centre-droit et au centre-gauche en Italie, mais le centre gauche en Italie serait sûrement l'UDF en France... Je ferme ma parenthèse. Mais pour répondre à votre question quelle est la place de l'UDF en France, c'est aussi ça : je crois que l'UDF a une place beaucoup plus tournée vers l'avenir que les autres pays. C'est prétentieux ce que je dis, mais le fait d'être pro-européen nous pousse vers l'avenir beaucoup plus que les autres partis.

Mais, j'ai envie de dire qu'aujourd'hui tous les grands partis sont pro-européens ?

Oui, bien sûr. On est pro-européen par nécessité ou par essence. La grande différence avec les autres partis c'est que l'UDF est européen par essence, mais on ne se positionne pas uniquement parce que l'on est pro-européen. Je pense que la place de l'UDF, je suis persuadé □ D'abord, il faut pas exagérer, l'UDF n'est pas un groupuscule, elle a eu son histoire en France, elle a eu déjà son président de la République, il ne faut pas oublier ça, ses premiers ministres également, mais, je pense qu'elle retrouvera une place plus importante le jour où les français comprendrons que certaines pratiques politiques sont dépassées, certains schémas sont dépassés. Je m'explique... L'arrivée de Giscard en 74 a été motivée par quoi ? On était arrivé à la fin d'un système. Qui était le système qui était mis en place depuis 1958, un bon système, hein, je ne le conteste pas, bien au contraire, mais on arrivait à un certain, on va dire, essoufflement. Vous rajoutez une pincée de trahison politique, ça fait que l'UDF s'est faufilée. L'UDF qui n'était pas encore l'UDF... Les centristes se sont faufilés on va dire. Encore que je n'aime pas trop le mot centriste parce qu'on dit pas gauchiste pour quelqu'un de gauche, mais enfin bon... Ca veut dire, je pense, que le centre c'est toujours la solution quand on arrive au bout d'un système, ou quand on commence une aventure importante. Les aventures importantes ont toujours fait appel au centre : l'aventure européenne, la reconstruction après la guerre, la résistance, pas les seuls bien évidemment, le communisme à jouer son rôle dans la résistance en France, et, bien évidemment, les futurs gaullistes... Parce qu'un jour, il faut bien passer par des idées de progrès, des idées sociales, des idées humanistes, pour pouvoir créer une société. Il faut aussi faire appel au centre lorsqu'il s'agit de décrier une société, c'est ça qui est très important dans le centre : c'est décrier une société. Quand depuis 30 ou 40 ans deux blocs se font face au bout d'un moment on a envie de se dire : « bon qui arbitre ? » Et l'arbitre il devient de plus en plus important, je ne me dis pas à gauche, je ne me dis pas non plus ni gauche, ni droite, je pense, encore une fois, que je suis plutôt centre-droit. Mais, ça ne veut pas dire qu'il faille rester dans ces vieux schémas dépassés français. Ce qui est très étonnant dans cette campagne, c'est que les Français disent halte à l'énarchie, ils vont probablement réélire un énarque, ils disent halte à la gérontocratie, ils vont probablement élire un vieux.. Ils disent halte à la technocratie, et ils vont, peut-être, élire un des deux hommes qui bénéficient du plus grand record de longévité en politique. C'est bizarre...

Et justement, il semblerait bien que cette société n'ait pas envie d'être « décripée ». Peut-être que le centre n'a pas d'ancrage dans cette société... ?

Dans la société, je pense qu'il a de l'ancrage, en politique moins peut-être. Je pense que c'est une histoire des peuples : on n'est pas encore arrivé sur la zone rouge, on y arrive... Quand on arrivera sur la zone rouge, il y aura deux solutions : soit on fait la révolution, soit on réforme la société... C'était l'idée de Giscard en 74, pas de révolution mais une évolution, il disait comme ça. Je pense que l'on se tournera, à ce moment là, vers des situations plus modérées.

C'est la « relève » ?

La relève ça a plusieurs sens. D'abord on veut relever un pays. Il en a besoin ce pays. Ce pays est bloqué, je dis pas qu'il est en mauvaise santé. Moi, j'ai un ami qui est allemand et qui me dit « bon sang, avec toutes les richesses que vous avez, qu'elles soient géographiques, sociales, économiques, pourquoi vous n'êtes pas la première puissance au monde ? » [...] Parce que l'on est bloqué, voilà, on est bloqué... Que les syndicats, et le gouvernement ne se parlent pas, et se font la guerre. Dès qu'il y a un problème important, comme les retraites, et bien on botte en touche parce que : problème idéologique : les retraites par capitalisation, c'est de droite... Mais, par contre l'après-fond, qui est la retraite pour les fonctionnaires marche par capitalisation !!! Je pense que la société est bloquée et que le Français il est ce qu'il est, il emmagasine jusqu'au jour où il changera soit de régime, il passera à une 6^e république, soit il changera de personnels politiques... N'oubliez pas que l'UDF n'a que trois ans ! La relève... La réforme, le dialogue, l'initiative, l'apaisement, la clarté... la transparence et la vérité. Tout ça, c'est des termes qui sont importants et qui ont disparu de la classe politique française. Voilà, ce que ça veut dire la relève...

L'UDF n'a que trois ans... C'est la nouvelle UDF à laquelle vous pensez. Selon vous, qu'est-ce qui a changé entre l'UDF et la nouvelle UDF ?

C'est un parti qui fonctionne mieux. Parce que ce n'est plus une confédération, c'est un parti unique qui a conservé ses courants qui sont forts, d'ailleurs, encore, il y a le courant libéral, radical... C'est un parti encore adolescent, c'est pas un parti qui... Les partis politiques, en France, sont des partis qui sont pas très âgés. Le RPR a 25 ans, l'UDF 22... Il y a le parti radical qui a 100 ans, bon... Mais, c'est l'histoire de la droite. La droite n'a jamais eu un parti, ça toujours été une idée de société, la droite... On était de droite parce qu'on était plutôt du côté de l'ordre, de la discipline, de l'armée de l'Etat. Tout dépend comment on en parle. Donc, l'UDF est un peu dans cet état d'esprit, c'est-à-dire que l'UDF est le premier parti à droite qui s'est relevé, voilà... [□] Et puis je pense que c'est aussi le rôle de l'UDF de pouvoir faire le grand écart entre les aspirations du centre gauche et du centre droit.

Quelles seraient vos principales préoccupations pour cette nouvelle formation, aujourd'hui ?

Ce que j'ai dit sur les mots qui me paraissent importants dans les méthodes politiques, premièrement : vérité, transparence, informer davantage les Français. Les Français ne sont pas informés. La seule information que les Français obtiennent c'est les sondages, on est dans une société de sondage. Il faut que les Français soient informés sur les vrais chiffres. Les chiffres de la délinquance, les chiffres de la sécurité, les chiffres du chômage, les vrais chiffres de ça... transparence et vérité. Et ça induit référendum : on doit pouvoir consulter les Français plus souvent, ça c'est transparence, vérité. Deuxièmement, les grands sujets qui, à mon avis, bloquent en France, l'Ecole, la sécurité, bon c'est un sujet à la mode, mais qui a toujours été un vrai

sujet en France, le cadre de vie, l'environnement et, je pense, nos institutions... Je voudrais m'arrêter sur les institutions. Je pense que la 5^e république en est arrivée à un point où soit on change de République, soit il faut réformer nos institutions, mais ne pas tous les ans, y rajouter des articles supplémentaires. Je crois qu'il faut mettre à plat et aller vers une société un petit peu plus tournée vers le peuple. Je m'explique. Je pense que ce pays n'est pas assez décentralisé, je pense que les sujets viennent toujours du haut, je pense que les régions marchent bien. Depuis que la France est décentralisée, c'est un pays beaucoup plus ouvert et je dirais, également, qu'il faut tendre vers une société plus de l'expérience et de l'expertise. Ce que je reproche à la gauche, c'est que la gauche a plus l'idée d'une société de contraintes et de décisions autoritaires. Je pense que, quand on a un sujet en tête, il faut pouvoir l'expérimenter, on demande qu'un élu, un maire, ou un président de conseil régional ou général, expérimente cette question pour voir si elle marche bien ...

Comment s'organisent alors les relations entre les cadres de l'UDF et les élus ?

L'UDF est un parti de province, d'abord, c'est pas un parti parisien. Alors, c'est aussi ça qui fait que l'UDF n'est pas un parti populaire médiatiquement. Tous les élus, tous les grands élus de l'UDF sont des élus de province... Donc, c'est un parti, on va dire de la terre, qui a conscience de sa « ruralité », entre guillemets, puisque c'est à la mode. Ruralité ne veut pas dire forcément de la campagne, mais de la province. C'est un parti de notables, mais de proximité. Donc, je ne pense pas qu'il ait une énorme fracture entre les cadres élus et les élus de base, et les élus et les non élus. L'organigramme de l'UDF est fait de telle façon que c'est à peu près mélangé. C'est un parti qui n'est pas un parti des grandes villes. L'UDF, je précise parce que c'est important, est un des principaux composants qui ont gagné les municipales parce qu'elle a gagné beaucoup de villes entre 20 et 200.000 habitants. Au-delà, c'est le pouvoir médiatique : il faut être bien vu.

Au bout du compte, y a-t-il un sujet qui vous tient à cœur et que nous n'avons pas suffisamment ou pas du tout abordé ?

Non, je crois que j'ai tout abordé. L'histoire de l'UDF, ses racines qu'elles soient spirituelles ou pas, ses structures, ses méthodes, son effacement un peu, parce que pas médiatique. Moi, je compare, souvent, l'UDF à ces conseillers de l'ombre. Ces gens qui sont un peu dans l'ombre et qui font un peu tout et qui sont souvent à l'origine.

Ce n'est pas un regret ?

Non, mais je dirais... ... Si un petit regret quand même, parce que, souvent, quand on se dit qu'on a raison, on aimerait bien partager cette vérité.

Et, ça n'a pas un petit effet démobilisateur ?

Des militants non... Mais démobilisateur parce que souvent on a tendance à baisser les bras... D'abord, l'UDF dérange, ça c'est clair, l'UDF dérange parce que dans le confortable échiquier français il faut qu'il y ait une gauche et une droite, en gros une bataille éternelle entre le PS et le RPR. En plus, l'UDF arrive avec des idées neuves en disant : « stop ! On a des idées sur la parité, sur la santé, sur l'environnement... » Donc, ça, premièrement, mais... On est démobilisé parce, quand on lit les sondages □ On sait que c'est pas vrai : les sondages d'hier ne feront pas les victoires de demain. D'abord, parce qu'il y a toujours des surprises dans la vie politique française [□] On fera pas 20 % parce qu'il y a plein de gens au centre. Il y a Madelin, Lepage, Boutin, Bayrou... Ca fait beaucoup... Je trouve que le sondage c'est complètement réducteur... Et encore, si on interroge vraiment les gens ! Moi, j'ai jamais été interrogé de ma vie... !!!

Dr W. Hausmann, Berlin : avril 2002.

60 ans

Catholique, marié.

Etudes de droit.

Professeur de droit à l'université à Fribourg.

Membre de la C.D.U depuis 1972.

Depuis janv. 1999, Directeur administratif (Bundesgeschäftsführer) de la C.D.U.

(Entretien semi-directif, 2^{ème} trame)

C.C : Comment avez-vous commencé à vous intéresser à la politique ?

W. H : Je me suis toujours intéressé à la politique, dès l'école. En étant étudiant, cet intérêt est allé croissant. La perspective de pouvoir prendre une part active dans ma vie professionnelle à la construction politique de l'Allemagne, a toujours exercé une grande fascination sur moi. Je me suis décidé dès le début pour la CDU parce que les concepts modernes et les orientations de ce parti ont toujours concordé avec mes conceptions politiques.

Que signifie aujourd'hui pour vous « s'engager pour la CDU » ?

En tant que directeur de la CDU, je considère que mon travail est de tout faire pour que nous soyons gagnants dans le combat pour les élections législatives. Les Allemands ont mérité un gouvernement qui travaille durement pour les citoyens et qui conduise le pays à l'efficacité. Je veux contribuer à cela.

Que signifie aujourd'hui, pour vous, la CDU/CSU ?

Aucune autre force politique, en Allemagne, autre que la CDU, n'a autant marqué durablement notre pays. La CDU est en faveur d'une démocratie libre et de droit, d'une économie sociale de marché, de l'intégration de l'Allemagne aux valeurs occidentales et à la communauté de défense, de la nouvelle unité allemande et de l'unité européenne. La CDU est, en tant que « *Volkspartei* », ouverte à tous ceux qui reconnaissent la liberté et la dignité de tous les citoyens et les principes de notre politique qui en découlent. Nous avons fait de la compréhension chrétienne de l'homme un fondement éthique pour une politique de responsabilité, et de succès et nous en avons déduit nos valeurs fondamentales de liberté, de solidarité et de justice. De là, découle, pour nous, une compréhension de la politique comme une politique qui part de chacun, avec des capacités et des motivations diverses. Nous voulons construire les cadres institutionnels de telle façon que chacun puisse y épanouir entièrement ses propres capacités. C'est seulement par là que l'on peut réussir à protéger de façon solidaire les plus faibles. A cela, s'ajoute une autre idée fondamentale : celui qui reçoit de la communauté, doit, aussi, lui apporter ce qu'il peut faire. Le SPD est, au contraire, en faveur d'une politique qui se fonde sur l'idée que l'individu ne peut se prendre en charge seul, mais qu'il doit être protégé par l'Etat. On peut voir, finalement, laquelle des deux politiques mènent au succès au travers des bilans de toutes les régions gouvernées par l'Union, qui, dans leur ensemble, sont à même de présenter de solides budgets, des politiques économiques couronnées de succès, ou encore, des systèmes éducatifs de qualité.

Cette vision chrétienne dont vous parlez, est-elle encore importante et pertinente aujourd'hui ?

La CDU se sent, encore aujourd'hui, l'obligée du mouvement de la démocratie-chrétienne. Nous sommes de l'avis que le rappel d'une image chrétienne de l'homme, au regard de nombreuses questions politiques actuelles, peut apporter clarté et solution. Justement dans une période dans laquelle la globalisation des relations économiques conduit à une forte incertitude chez les gens, il y a au sein de la population une large demande de points de repères. Pour nous, à partir de là, c'est un travail toujours nécessaire et durable de s'engager pour une politique qui laisse apparaître ces fondements de valeurs communes. A partir de là, la vision chrétienne de l'homme n'a pas perdu en force d'attraction. Cette vision de l'homme garde un rôle en politique qui ne s'arrête pas aux frontières de son propre pays. Cela correspond pour nous à un enjeu pour la validité universelle de la dignité humaine et des droits de l'homme. Cette vision de l'homme invite au respect de tous les hommes, quelles que soient leurs cultures. Cela montre, cependant, aussi les limites de la tolérance : là où l'homme voit ses droits naturels méprisés. L'attachement à une vision chrétienne de l'homme a, de là, nombre de conséquences sur les décisions de la CDU sur la bioéthique et la recherche génétique, sur la politique familiale, sur la politique économique et sociale, tout comme sur la politique d'éducation.

Dans quelle mesure le concept d'économie sociale de marché, compris comme une société d'équilibre et balancée, peut-il être encore valable dans le contexte de mondialisation ?

Les valeurs de liberté et de solidarité qui font depuis 1948 l'économie sociale de marché sont pour le XXI^e siècle, tout autant de rigueur. L'économie sociale de marché crée et laisse des espaces de liberté, elle croit capable l'homme de faire quelque chose. Elle récompense le zèle et l'engagement, elle pose des stimulants pour la créativité des personnes. Elle s'adresse à la solidarité de chacun qui se doit d'être prêt à laisser une place au bien être pour chacun. Mais, même si ces principes sont encore valables, nous devons être conscients que le XXI^e siècle pose d'autres défis que ceux du XX^e. A partir de là, nous devons reconsidérer l'économie sociale de marché par rapport aux changements fondamentaux qui touchent différents champs. Nous avons besoin d'une nouvelle économie de marché qui ait pour but de préparer les gens à la société du savoir, d'assurer nos capacités d'innovation et de compétitivité, de créer de nouveaux emplois et de transformer notre système de solidarité. Ces objectifs ne doivent pas être suivis dans une seule perspective intérieure, mais dans un contexte de monde-réseau. Notre concept de nouvelle économie de marché, dont les lignes directrices ont été définie par Angela Merkel, correspond à ces exigences.

Dans cette perspective, comment doit être compris le processus de modernisation de la CDU ?

Compris comme un conservatisme de raison. Les principes fondamentaux doivent toujours s'adapter aux évolutions de la société et en fonction d'elles, être adaptés. C'est, par exemple, l'évolution de la nouvelle économie de marché comme réponse aux défis de la globalisation. La politique familiale, la place de la famille dans une société globalisée à la recherche de points de repères, sont autant d'autres exemples éclairants. Nous voulons apprécier la famille à sa juste valeur.

[□]

Les catégories de « droite » et « gauche » sont-elles valables en Allemagne ou existe-t-il des différenciations plus pertinentes ?

Les notions de « droite » et « gauche » ne reflètent plus, selon moi, la réalité. L'attachement aux partis, les milieux partisans traditionnels s'effondrent peu à peu. De plus en plus d'électeurs votent différemment d'un vote à l'autre. Aujourd'hui, quand les gens attendent des réponses à des problèmes urgents comme la montée du chômage, l'épuisement de l'économie, l'incertitude par rapport au système de protection sociale, ou encore, la peur d'attentats terroristes, ces lignes de partage perdent d'autant plus leur sens. Le plus important, c'est d'offrir une politique claire, durable et moderne qui offre des perspectives aux gens. Il existe cependant évidemment des différences dans la compréhension première des politiques entre les grands partis de masse allemands. Comme je l'ai souligné tout à l'heure □

Comment comprenez-vous la « Mitte » ?

La « Mitte » politique a différentes fonctions. Elle trouve le meilleur chemin, parce qu'elle assure en même temps stabilité et ouverture. La « Mitte » politique part des gens et a le sens de la mesure. Comparé à la superficialité et à l'hypocrisie avec lesquelles certains cherchent à occuper la « Mitte », la discussion a besoin au contraire de mesures claires. Parce que la « Mitte » n'est pas une étiquette que l'on peut se coller comme on veut. Cela ne suffit pas d'employer cette notion, on doit aussi la mesurer au travers de politiques concrètes. Une politique de la « Mitte » doit laisser aux hommes leur liberté et elle peut compter sur le fait qu'ils assument pour eux-mêmes et pour les autres, leurs responsabilités. Une politique de la « Mitte » est en faveur de la concurrence pour permettre le bien-être de chacun. L'Etat doit, en cela, assurer la libre participation de chacun et éviter les excès. Une politique de la « Mitte » se démarque clairement des forces extrêmes, tant à gauche qu'à droite. La « Mitte » ne doit pas avoir peur de défendre le bien, même s'il est traditionnel. Et avant tout, la « Mitte » veut être mouvement. Elle le sait : les réformes conduisent à créer de nouvelles sécurités, là où les anciennes ont été détruites. [□]

Comment vous positionnez-vous par rapport au choix de la candidature de E. Stoiber ?

La nomination de E. Stoiber, comme candidat à la chancellerie, recueille mon entière adhésion. Avec E. Stoiber, nous avons un candidat qui a montré quand il était ministre-président de Bavière, qu'il lui était possible de faire une politique qui soit couronnée de succès. E. Stoiber possède compétence, capacité d'action et crédibilité. C'est un homme d'action qui travaille dur et qui est très engagé, qui résout les choses avec énergie et passion. Tandis qu'E. Stoiber est en faveur d'une politique à contenu et qui séduit la population, grâce à ses compétences d'expertise, le chancelier Schröder est en faveur d'une politique qui repose sur les apparences plutôt que sur un véritable contenu. E. Stoiber ne promet que ce qu'il peut donner. [□]

La campagne « négative » de la CDU n'est-elle, cependant, pas contradictoire avec l'idée d'un parti du milieu ?

La CDU ne fait pas de campagne négative, mais souligne la situation actuelle, malheureusement non satisfaisante, du marché du travail et de l'économie, et qui résulte des erreurs du gouvernement. Nous voulons opposer au cours de la campagne électorale les défaillances du gouvernement fédéral et de son chancelier aux compétences de l'Union et de son candidat. Là où nous critiquons le gouvernement, nous voulons, et devons dire aussi, ce que nous ferions mieux. [□]. Que l'Allemagne a le droit à un meilleur gouvernement, tel est le cœur de notre message pour la campagne électorale.

Quelle place pourrait tenir l'Union aujourd'hui, dans le système partisan allemand actuel ?

La CDU était et est toujours le seul grand parti de masse en Allemagne. []

Quelle stratégie de coalition serait possible ?

Nous voulons être la plus grande fraction du Bundestag avec un pourcentage de voix de 40% et plus. Ceci est notre objectif le plus important et que nous suivons avec toute notre force et tout notre engagement. Nous ne décidons pas des coalitions, ce sont les électeurs qui le font. []. Nous excluons cependant toute coalition avec le PDS ou les Verts.

[]

2. Les militants.

Arnaud, Paris : juin 2005.

28 ans.

Etudes à l'IEP de Paris, section service public

Attaché au ministère des Affaires étrangères.

(Entretien narratif)

C.C Je voudrais que tu me racontes comment tu en es venu à t'occuper de politique, comment tout cela a commencé ?

On peut dire que le premier engagement c'était en 95, c'était pour la campagne de Jospin. Pourquoi je l'ai fait ? Je pense que je me suis toujours intéressé à la politique, et puis je viens d'un environnement familial où l'on parle beaucoup politique, c'est un sujet assez présent. Mais alors au delà de l'intérêt pourquoi j'ai voulu m'engager en 95, en tout cas, pour la campagne de Jospin avec le MJS, en 95 j'avais 17 ans. Y a un côté campagne présidentielle, c'étaient les premières présidentielles même si je ne votais pas encore mais c'était les premières que je suivais en étant un petit peu majeur intellectuellement parlant. Il y aussi le côté un peu paillette de la politique qui est tentant quand tu t'engages, c'est-à-dire que t'es près des gens qui font de la politique, des politiques, du pouvoir c'est assez marrant de voir comment cela fonctionne. Y a ça, le coté un petit peu plus représentatif. Et puis, moi à l'époque j'avais pas l'intention de faire de la politique mais en tout cas de bosser dans le public ça c'était même si c'était pas encore bien formalisé, si je savais pas bien quoi faire particulièrement c'était bosser pour l'Etat, donc ça m'intéressait. C'est pour cela que j'ai voulu m'engager, et puis il y avait un côté assez rigolo, c'était à Versailles, il y avait un côté ovni du MJS à Versailles c'était pas reconnu, le terrain n'était absolument pas conquis, bon enfin on n'était pas des révolutionnaires non plus mais c'était assez marrant, c'était, on était entouré de Chiraquiens et de Balladuriens et voilà, c'était amusant qu'on puisse s'engager pour un parti de gauche, pas amusant mais c'est vrai qu'il y avait un côté plus militantisme en s'engageant pour le MJS à Versailles que si je m'étais engagé pour le MJS dans le 11°, ou pour le RPR à l'époque à Versailles. Il y avait un côté plus travail de terrain et donc voilà, ça c'était la campagne de 95, l'organisation te faisait tracter, voilà c'était du tractage, j'ai participé à des réunions que je trouvais relativement chiantes des réunions. Ensuite dans la foulée il y a eu les municipales de 95, là c'était très local, c'était pas inintéressant. Donc voilà. Evidemment le maire sortant a été réélu, mais bon c'était quand même assez présent. Le PS dans la foulée de la présidentielle de 95, le PS avait quand même le vent en poupe. C'était aussi marrant de voir que la politique, c'était du local aussi, après les présidentielles, c'était et ben Versailles, c'était des pistes cyclables, la prévention du Sida, c'était des trucs comme ça, c'était intéressant, donc ça c'était les campagnes municipales de 95, et ensuite j'ai assisté, j'étais inscrit au MJS, j'avais même ma carte au PS d'ailleurs, euh j'ai été surtout là bas jusqu'en 97, jusqu'à temps que je rentre à Sciences Po d'ailleurs, non peut être un peu plus jusqu'en 98, tant que j'ai habité Versailles en fait. Et au MJS, j'allais aux réunions, que je trouvais assez ennuyeuses, parce que bon c'était long, il y avait toujours bon, t'avais soit les gens qui étaient très politique locale, politique locale, bon très vite, c'était un peu barbant, ensuite t'avais des gens des étudiants de Sciences Po qui revenaient faire le cours de Fitoussi, ces réunions c'était sympathique, les gens était sympas, mais c'était pas exaltant, là où cela a été marrant c'était pour la campagne législative de 97, donc la campagne de 97, donc contre toute attente, dissolution de l'assemblée nationale. Là encore j'étais un peu frustré parce que je n'étais pas inscrit sur les listes électorales avant le 31 décembre, parce que j'avais pas prévu ça, mais j'aurais dû faire un peu attention, mais là de nouveau un peu engagement, là j'étais assez présent j'ai fait pas mal de choses, parce que parce que ben on sentait qu'on allait gagner, donc là c'est très marrant,

ambiance que des gens décrivait comme 81, en 97. Et puis on sentait qu'il y avait □ c'était deux ans après les présidentielles, il y avait Jospin, moi je m'étais engagé pour Jospin, c'est un type que je respectais vachement, il était vachement critiqué, même entre 95 et 97. Personne □ tout le monde disait qu'il ne ferait jamais le poids, que ce serait □ Euh non, je trouvais □ 'sais pas que cela faisait un petit côté *outsider* sympa, je le trouvais sympa et je lui faisais confiance. Donc en 97 : dissolution, les sondages commencent à devenir un peu plus favorables, c'est assez marrant, c'est assez excitant, ça bouge beaucoup □ Donc là pas mal □ Alors cet aspect là. Donc là, la gauche, ce type de passé. Bon là je m'intéresse un peu plus aux fond des choses.

Ensuite je suis allé à pas mal de *meeting*, et même, bon je me rappelles être allé évidemment au *meeting* de Jospin entre les deux tours, euh et puis Strauss Kahn, au fin fond des Yvelines, c'était assez marrant parce qu'il y avait une sorte d'émulation, d'ébullition, on sentait que cela allait passé et euh □ cela volait très haut, il y avait un espèce de souffle, les gens étaient sympas, c'était après Chirac-Juppé quand même, donc là, c'était de la haute politique □ Et comme fait marquant, et bien, j'étais le soir du deuxième tour justement à la maison de l'Amérique latine où les socialistes ont fêté la victoire, enfin attendaient les résultats et ont fêté la victoire, □ et euh □ voilà, là c'était un peu la synthèse, voilà tu vois : engagement politique de tout le côté un peu paillette quand on a 17-18-20 ans où on aime bien traîner un peu là-dedans, c'est assez rigolo l'ambiance d'une campagne mais cela faisait très □ en même temps, c'était très typique ambiance parisienne, parce que bon, on se retrouve dans un hôtel particulier du 7^{ème} arrondissement, avec tous les éléphants du PS défilaient, Fabius, Rocard, Jack Lang bon tout ça etc. □ Mais voilà, tout cela autour de Jospin qui avait vraiment créer la surprise, bon voilà □ Ca c'était assez sympa. Bon et après 97. Je suis rentré à Sciences Po en 97, euh, j'ai encore assisté à une ou deux réunions du MJS, j'étais toujours au MJS à l'époque et j'allais à quelques réunions du MJS pas du PS □ J'avais été intéressé, j'étais allé une fois à une réunion où on avait réuni les conseillers municipaux PS qui nous avaient un peu expliqué comment cela marchait ça, j'avais trouvé ça intéressant. J'avais trouvé ça intéressant, mais c'est vrai que sinon je faisais peu de cas des réunions au MJS, c'était un peu soûlant □

A sciences Po, je me suis demandé si j'allais pas me mettre au MJS Sciences Po, mais je l'ai pas fait parce que cela m'intéressait pas, je sentais que j'allais être une redite des cours, donc ça m'intéressait pas. Je voulais quand même un côté politique locale, le côté □ enfin du concret quoi. Ça fait que cela s'est progressivement endormi en 97, 98, tu vois.. j'ai pas, je me suis □ En gros en 97, en même temps que je suis rentré à Sciences Po, j'ai arrêté de militer au MJS de Versailles, bien que j'habitas toujours Versailles □ Bon ensuite, ensuite □ 98-99, ben j'étais à Berlin, j'étais à Berlin, euh □ Tu vois les choses, la filière □ Un peu voir comment cela se passe, comment il y a des échanges □ J'ai quand même suivi, sans être au SPD tout ça : l'arrivée de Schröder □ On avait été invité par la Fac à un débat Schröder Jospin pour les élections européennes de 99 et j'étais allé, j'avais trouvé cela assez intéressant. Et là Jospin était au faite de sa gloire, 98-99, c'était avant les premières démissions, avant la démission de Strauss Khan, et Jospin c'était vraiment le leader de gauche en Europe, donc c'était assez marrant de voir, et Schröder était en train de se dépatouiller au début de son mandat, c'était la grosse galère, □ Ca c'était assez intéressant, mais bon voilà, à part ça, quand j'étais à Berlin j'ai pas eu d'engagement □ Quand je suis rentré à Paris en 99, je me suis inscrit à la section PS du 8^o arrondissement, dans lequel j'habitais, j'ai assisté au moins à une réunion □ Ah oui ! Voilà, c'est là que ça commence à devenir intéressant : c'était en 99-200 donc ouais □ finalement, la première chose à dire c'est pas : je me suis inscrit à la section PS c'est quand janvier 2000, Delanoé □ Delanoé a dit qu'il serait candidat à la candidature pour diriger la liste au moins du PS si ce n'est de la gauche pour les élections municipales à Paris un an plus tard. Moi, Delanoé je le connaissais, parce que, je me rappelle très bien, c'est lui qui avait ouvert le *meeting* de Jospin en 95 □ Je me rappelais, il était à l'époque président du groupe PS au conseil de Paris.. Je savais qui c'était, je l'avais un peu repéré, et puis il avait un côté local, très politique locale, euh □ il avait en 95 gagné,

notamment gagné les élections dans 6 arrondissements avec les listes « Paris s'éveille ». Enfin, bon, il avait un côté très sympathique, je l'ai trouvé extrêmement sympathique, et en janvier 2000 on commençait. Alors Strauss Kahn avait démissionné en novembre. Strauss Kahn était pressenti depuis septembre pour être le candidat de gauche pour faire gagner Paris à la gauche. Même Delanoé disait qu'il pourrait s'effacer devant Strauss-Kan, c'est dire. Strauss-Kahn démissionne, Strauss-Kahn est grillé, la candidature Delanoé revient et puis la candidature Lang qui se profile et là dessus il y a eu les primaires au sein du Ps, enfin du PS parisien, les primaires entre Lang et Delanoé et Delanoé ça, j'ai trouvé ça intéressant. Ça, j'ai suivi ça d'assez près, enfin d'assez près, encore une fois c'est là que je me suis inscrit. Je me suis dit, bon voilà j'habite Paris maintenant, et je voulais vraiment, j'habite Paris maintenant pour les deux ou trois ans à venir et je veux vraiment m'investir dans la campagne municipale à Paris, ça m'intéresse : il y a plein de choses qui sont réunies, euh la gauche a le vent en poupe à Paris, euh ils pourraient peut être battre la droite RPR Tibéri, qui est quand même le *summum* enfin qu'était un peu de la déchéance, de la décadence politique à Paris, donc c'était un bon contre exemple. Et surtout le candidat qui pourrait être le porte drapeau de la gauche ça pourrait être Delanoé c'est-à-dire un type jeune, plutôt *outsider*, pas du tout éléphant du PS, et très local, très impliqué sur le local, disant que ce qui l'intéresse c'est Paris, voilà, il y a que la dessus qu'il veut rebondir et puis connaissant très bien les dossiers, vraiment un technicien de Paris, enfin, il connaissait les dossiers, en même temps un type très politique, enfin voilà qui.. C'était un homme de dossier un homme de terrain. Donc ça c'était extrêmement motivant. Donc je me suis inscrit à la section du 8°. J'habitais dans le 8°, euh.. qui était un peu. J'ai assisté à une réunion là. Euh, c'était pas génial là, c'était un peu. C'était le débat Lang/Delanoé, tout le monde parlait que de cela et pour ça il y avait pas besoin d'être dans une section, et là j'ai assisté quasiment à tous les termes du débat Lang/Delanoé, je suis allé à plein de Meetings, et notamment je me rappelle très bien il y a eu un débat entre les deux, euh, arbitré par le premier secrétaire de la fédération de Paris, c'était en mars 2000, où tous les militants PS de Paris étaient invités à soutenir les deux candidats. Cela avait un côté très enfantin, c'est-à-dire c'est vraiment à qui criera le plus fort, soit bâbord, soit tribord, c'est vraiment ça. Et mais, c'était hyper intéressant vraiment, un peu de la démocratie un peu directe, un peu tribale, mais très marrant, vraiment très stimulant et puis toujours un peu l'image Delanoé contre l'image Lang, qui était l'éléphant du PS, du talent mais voilà. Je suis allé à une émission de télé. Donc j'étais assez présent, mais encore une fois j'étais pas dans la structure du PS, en train de tout ça. J'étais là en tant que simple spectateur, militant mais spectateur et euh. Là j'ai déménagé à l'été 2000, dans le 7° à Paris.. Donc oui. De là la candidature de Delanoé passe parce que Lang est nommé au gouvernement et en 2000 je déménage, dans le 7° et là je m'inscris très vite dans la section du 7° où, dans la section du 7°, c'était assez intéressant parce que la tête de liste PS qui est une femme charmante, était susceptible de pouvoir, de devenir, enfin selon le système électoral à Paris selon le placement des listes les membres de la liste deviennent conseillers de Paris s'ils sont bien placés ou conseillers seulement d'arrondissement. Conseillers de Paris c'est ceux qui élisent le maire, qui sont bien placés et qui font la politique de la ville. Et il était possible que la liste PS obtiennent deux, non pas deux, un seul conseiller de Paris, parce que ; à cause de la division de la droite. Donc il y avait un enjeu quand même. C'est-à-dire que Anna Kahl qui était la candidate du 7° pouvait devenir conseiller de Paris, donc siéger dans les commissions. Enfin il y avait quelque chose d'assez intéressant. Alors, il y a ça. Moi j'étais dans un quartier un peu plus sympa que celui où j'étais avant, donc là on a fait du militantisme vraiment local, donc là on a milité.. Et puis la campagne était très marqué Delanoé. On fait une campagne très parisienne, très locale et surtout.. euh.. Paris c'est une ville de droite, il faut pas faire peur, aux électeurs, il faut que Delanoé apparaisse, on s'était dit qu'il faut que la gauche apparaisse comme centriste sociaux-démocrates, ça, c'était évident, à Paris, donc a fortiori dans le 7°. Dans le 7° on était ..., on menait une campagne voilà

quasiment naïve tu vois, pédagogue, voilà, quoi, expliquer ce qui allait être fait, pourquoi, comment, voilà et du tractage □ Là j'étais vraiment dans une section où j'étais vraiment présent.. ; C'est-à-dire que euh □ j'ai tracté, j'ai participé à la rédaction de tracts, j'étais souvent avec la candidate, et puis avec les □ non tu vois là j'étais vraiment □ J'ai tracté □ . J'ai été assesseur dans le bureau de vote □ J'ai été □ Bon voilà, il fallait ..vérifier que tout se passe bien. C'est vrai qu'avec les tibéristes on avait un peu peur ; surtout, comme nous on allait battre des tibéristes dans le 7°, il fallait un peu vérifier. Donc c'était vraiment du militantisme complet. Jusqu'à la victoire de la gauche aux élections. Et ce qui s'est passé après les élections, Anne Kahl qui a été conseiller de Pais et euh □ Moi c'était en juillet 2001, moi je savais que je partais à Berlin en septembre 2001, mais elle m'a demandé si je voulais travailler pour elle au conseil de Paris comme assistant parlementaire. Et là je me suis vraiment posé la question, enfin non puisque je savais que je partais à Berlin, mais c'est vrai que j'ai vraiment regretté parce que je me suis dit voilà : c'était un truc qui m'aurait vraiment branché de travailler pour elle surtout que c'était quelqu'un qui n'était pas du tout « techno », enfin du type énarque complètement introduite, donc elle me disait, toi, étudiant de Sciences po et tout ça, un peu plus technique que moi tu vas pouvoir m'aider, donc j'aurais pas fait du secrétariat quoi, j'aurais bosser plus ou moins sur les dossiers, donc ç'aurait pu être intéressant et puis □ 'sais pas, une bonne façon de préparer les concours, un pied un peu dans la politique, et puis Paris ça m'intéressait □ Mais bon voilà j'air refusé parce que je partais à Berlin □ et ensuite à Berlin, à Berlin □ □ . A Berlin □ . J'ai pris contact avec le SPD là bas. Mais sans jamais sauter le pas. Quand je suis arrivé à Berlin □ Euh □ C'était les élections locales, les élections de la ville de Berlin après le scandale.. Et donc la victoire des communistes. J'ai vu ça un peu comme spectateur et c'était assez marrant. J'ai passé la soirée électorale, je me rappelle au QG du PDS, et c'était assez génial, assez impressionnant de voir ça, mais voilà, j'ai vu à ça un peu comme spectateur intéressé □ m'intéressant vachement à la politique allemande aussi, c'est-à-dire que vraiment j'écoutais la radio, je lisais la presse, j'ai même regardé les émissions de radio politique même plus que les émissions françaises, tu vois, ça m'intéressait plus, je trouvais que cela volait plus haut, donc je trouvais cela plus sympa □ euh □ Il y a eu tout le phénomène un peu Schröder qui m'intéressait.. Non, non tout cela m'intéressait beaucoup. Et puis il y avait aussi le fait que j'étais en Allemagne et que je voulais quand même me familiariser un peu □ Mis j'ai vécu ça comme observateur mais j'étais pas militant □ J'ai pas du tout militer mais voilà sans animosité ni rien voilà.

Ensuite, il y a eu le 21 avril 2002, j'étais à Berlin. Mais tu vois moi ça m'a, j'ai voté sans état d'âme pour Jospin au premier tour, on vraiment sans l'ombre d'un problème, non il y des choses à critiquer mais sans état d'âme □ Et j'ai voté sans état d'âme nul au second tour, mais vraiment sans aucun problème et □ moi, les discours : « le vote Chirac la mort dans l'âme » □ non moi, j'étais très content d'aller voter et je sais pourquoi je vais voter et je ne vote pas la mort dans l'âme, enfin en tout cas pas dans cette situation là □ Y a pas besoin de se mettre la mort dans l'âme, non avec enthousiasme, □ Donc voilà, bon après l'attitude du PS m'a un peu gavé, enfin tu vois, m'a un peu, je □ Ils ont une peu □ Voilà je suis rentré à Paris en 2002 et j'ai pas eu envie de me réengager, vraiment pas du tout □ Parce que le PS ça m'intéressait pas, je trouvais qu'ils étaient de mauvaise foi, et que, je trouve □ qu'ils s'étaient trop facilement prononcés pour Chirac qu second tour et qu'ils s'étaient eux-mêmes tirés une balle dans le pied donc je □ voilà ; je le sentais mal, et ensuite le problème du, sur mon positionnement politique, il y a pas eu de changement fondamental, j'ai regardé de manière un peu sceptique l'effet Sarkozy, euh □ Séduit pas spécialement, mais enfin le côté très opérationnel du type, j'ai trouvé assez sympathique, j'ai trouvé ça pas mal, j'ai trouvé ça pas mal □ Je préparais les concours administratifs et quand tu prépares les concours administratifs t'as vraiment l'impression que l'Etat ça sert strictement à rien, et euh □ c'est vrai hein, ça paraît complètement, ça avance pas, les choses ne passent pas, et Sarkozy avait le côté voilà je me rue dans les brancards, je suis une autorité politique, je fais ça [claquement de doigts] et j'ai l'administration qui

suit. C'est hyper stimulant, quand t'es fonctionnaire, tu peux te dire que tu as. Il y a quand même une direction, tu sers à quelque chose. Je veux dire il y a un circuit de la décision qui est efficace. Donc ça je trouve effectivement, et ça je pense que c'est ce qui restera de lui. Il y a plein de défauts mais, je pense qu'il a redoré le blason de l'état et ça je trouve cela hyper important. Comme l'avait fait Jospin dans les premières années de son mandat. Mais bon en même temps, il le faisait d'autant plus facilement Sarkozy qu'il était le seul à le faire quoi. Donc, il jouait le rôle de l'éternel *outsider* donc c'était un peu facile aussi, mais voilà il y avait ça. Et bon à gauche, j'étais pas très enthousiaste, bon 2002-2003, j'ai pas du tout milité, pas eu du tout d'engagement, je suivais la politique, mais. Par exemple tu vois, un truc significatif avant j'écoutais vachement les discours politiques maintenant pas du tout, c'est chiant ça n'a aucun intérêt, euh. il y a rien d'intéressant là dedans, tu vois le grand jury RTL, j'écoute plus. Enfin sais pas. Bon après, il y avait des personnalités politiques qui me marquaient. Bon alors, effectivement, c'était un peu dans la fibre un peu opérationnel. Dès que j'entendais quelqu'un qui me donnait l'impression de pouvoir agir sur l'administration, je trouvais ça marrant, genre Pascal Lamy par exemple, bon c'est pas très politique. Voilà. Mais bon. Sinon je me suis pas trop occupé de ça à vrai dire, Euh. Et on arrivait à. Bon, tu vois 2002- 2003. Bon ensuite j'ai commencé à bosser dans l'administration, donc au quai d'Orsay à l'été 2003, euh. Et là... Est-ce que la question d'un engagement politique s'est posée? Pas spécialement. Bon le quai d'Orsay c'est un peu particulier parce que c'est politisé et ça l'est pas du tout. Ça l'est pas du tout parce que sur le fond il y a pas de grandes différences entre être de droite et être de gauche, mais en même temps, il y a des gens de droite et des gens de gauche et ça se sait, et il y a des arrières-cours, enfin on voit, il y a des équipes, il y a des. voilà. donc, on peut parier sur quelqu'un, on peut se mettre un peu, s'afficher un peu effectivement pour pouvoir bosser dans un cabinet ministériel. Moi j'aimerais bien bosser dans un cabinet ministériel, mais c'est vrai qu'honnêtement, mais euh voilà. je me demande même, enfin voilà ça dépend, au quai d'Orsay si je serais prêt. Bosser dans un cabinet d'un gouvernement de droite, enfin j'sais pas. Possible. Dans la mesure où c'est pas. Si c'était une décision politique de bosser dans un cabinet ministériel, ce serait sûrement un cabinet de gauche, c'est certain ce serait plutôt le cabinet Védrine. Cela étant. Pourquoi pas, bosser un jour. Voilà. Je me suis demandé un moment si je devais m'engager plus avant. J'ai posé des jalons. Je suis allé voir la section du PS dans le 14° où j'habitais à l'époque. Au début de cette année, et j'ai même pas assisté. Enfin, il n'y a pas eu de choses qui ont fait que. Je suis allé le premier. secrétaire de section, bon qui était sympathique, mais ça m'a un peu soulé, j'étais pas très convaincu par le discours.. euh.. ; enfin je veux dire, c'est un peu paradoxal, parce qu'au niveau local, je l'ai trouvé plutôt réglo, assez transparent, il était. ouais. ils étaient concrets, bon ben voilà on est la section du 14^{ième}, qu'est ce qu'on peut faire dans le 14°, on a une mairie d'arrondissement socialiste, on a une mairie socialiste à Paris, on a euh. on a des conseils de quartier, il faut y participer, bon bref, là pour le coup c'était pas le terrain qui me dérangeait, mais c'était la politique nationale du PS. Je voyais pas où il voulait en venir, voilà, le PS naviguait un peu à vue. Il avait pas encore pris de décision entre un parti très à gauche et un parti réformiste un peu centriste social-démocrate. Bon voilà, moi j'en avais un peu marre tu vois. Je me disais si jamais le PS prend une ligne clairement social-démocrate, un peu centriste, un peu social-libéral, bon parce que c'est comme cela que je me définis moi, c'est social-libéral, dans ce cas là je ré-adhère sans état d'âme, mais là cela me soulait un peu. Euh. Donc j'ai pas vraiment suivi. Les élections régionales, j'ai voté PS aux deux tours. J'étais content mais après le discours m'a un peu énervé parce que tout le monde était pris de court y compris les socialistes. Je trouvais cela un peu facile de dire « sanction de cette politique » et je voyais pas de projet derrière et cela me dérangeait un peu. Ensuite il y a eu les élections européennes et là cela m'a un peu énervé parce que si tu veux, il y avait pas d'engagement européen, c'était encore présenté comme le deuxième vote sanction et moi non, moi je vote pas. non. ça passe pas. Les élections européennes, j'étais pas

en France, j'ai pas voté. Si j'avais voté, j'aurais voté soit verts soit UDF, parce que c'est les deux seuls partis qui se présentaient un peu qui se □ qui préconisaient un peu une européanisation de la politique □ Mais je trouve que le RPR, euh l'UMP, et le PS, avaient un discours scandaleux, de toute façon c'était un discours national, donc □ Je trouvais cela assez nul □ Donc là j'ai pas voté.

Et ensuite, bon, mon engagement politique, bon j'ai été un peu comme observateur, bon parce que j'ai un ami au quai d'Orsay qui est très proche de Douste Blazy, des centristes, et euh qui lui □ a un discours auquel je suis assez sensible. Il faut se constituer un réseau, il faut travailler un peu pour les hommes politiques qui ont le vent en poupe, il faut leur écrire des papiers, il faut les aider, parce que comme ça, ça marche et c'est pas faux, c'est pas faux. Et moi ça m'intéressait, ça m'intéressait. Premièrement. Ensuite c'était effectivement une politique qui m'intéressait, mais pas le parti, c'est ça le problème, mais sinon, une sensibilité un peu, un peu □ centriste, social-libérale, libéral-sociale eux ils disent, mais c'est social-libéral en tout cas centriste, effectivement un peu trop marqué sociologiquement un peu trop marqué UMP. Mais bon, moi cela ne me dérangeait pas d'aller faire un tour, surtout que c'était présenté comme un groupe a-politique, surtout de réflexion, de contact. Et puis sur le fond, les sujets m'intéressaient, je veux dire c'étaient des choses □ La discrimination, la réforme de l'Etat et l'Europe, voilà c'était, en tout cas c'est ce qui est censé être le fer de lance de la réflexion. Voilà j'ai pu assister à quelques réunions, et notamment il y a eu au mois de septembre, le dîner avec Douste-Blazy et bon c'était assez □ c'était pas mal, c'est un type qui n'a aucune agressivité donc c'est pas mal, c'est hyper agréable. il n'a aucune agressivité, il a un discours □ mais en même temps c'est difficile de se motiver pour quelqu'un comme ça, il n'y a pas beaucoup de consistance derrière, c'est pas très stimulant. C'est stimulant parce que le débat sur le fond est pas mal □ Mais sinon, je me vois pas trop, enfin je sais pas, je ne me vois pas me mobiliser derrière Douste-Blazy enfin tu vois □ Je me vois pas me mobiliser pour lui □ en revanche, si cela avait été quelqu'un de très charismatique, beaucoup de présence et à bien des égards correspondant sur le fond à ce que je voulais, peut être que j'aurais pu □ faire campagne vraiment □ Je pense pas faire campagne pour Douste-Blazy □ Je t'dis : peut être j'aurais pu faire campagne pour lui, pour quelqu'un d'autre un peu plus charismatique et qui correspond plus à mes □ à mes opinions politiques □ au caractère opérationnel que je mets un peu sur les idées qu'il représente. Et en même temps, peut être que je ferai campagne pour le PS, je □ tout est possible, je verrai □ tout est possible. Je ferai pas campagne pour Sarkozy. Ça dépend. Bon, le PS a un peu rebondi avec le débat sur la constitution, là j'ai regretté de pas être militant, de ne pas me réinvestir dans le débat, c'est l'occasion rêvée créée par Fabius de questionner le PS. Le PS quand il va falloir voter, il faudra le positionner et là ce sera bien, on saura l'identité du PS, on connaîtra l'identité du PS de 2004 parce que Jospin a été battu en 2002 parce qu'on ne savait pas quelle était l'identité du PS □ Dans un certain sens ou dans l'autre, peu importe, et moi une identité, une identité que je préconise mais bon après j'accepterai une identité □ Voilà, et ça je trouve ça très intéressant, et c'est possible □ je trouve que le débat est assez intéressant, l'attitude, c'est pas mal, ça vole assez haut, c'est bien, c'est un bon débat. Je ne dis pas que le fait qu'il y ait un débat ça soit génial, tu vois qu'il y a la proposition de Fabius □ mais je trouve que le débat en question on s'en sort plutôt bien, et je pense qu'effectivement si le oui l'emporte pourquoi pas me réengager de façon un peu plus formelle. Pourquoi pas □ Pourquoi pas, mais c'est pas sûr. C'est pas sûr parce que aussi ça dépend de ma situation professionnelle, c'est à dire moi je vais me retrouver à être à l'étranger 6-7 ans sur dix ans □ C'est difficile de concevoir un engagement politique de deux trois ans à Paris □ Bon après, ça va être un engagement plus formalisé, un peu techno dans le sens où □ où bah c'est à Paris, je vais peut être connaître des gens, et euh je vais bosser pour telle ou telle personne, bon c'est vrai qu'il y a une proximité politique. je pense qu'effectivement je ferai pas du militantisme de base, parce que je sacrifierais pas mon métier à ça, donc □ euh, je pense pas mais ça peut arriver. C'est vrai qu'a priori je risque d'être d'autant plus un fonctionnaire discipliné et très neutre en tout cas

dans mon action.. que je serai à l'étranger tout le temps, mais cela ne m'empêche pas de suivre avec intérêt le débat au PS.

[]

C. Merci pour ce récit. Il y a quatre mots qui reviennent : stimulant, ça vole haut, caractère opérationnel et local [] *Tu peux m'expliquer ce que ça veut dire.*

Le coté stimulant, c'est que j'estime que [] Tu vois je suis favorisé, je suis favorisé par mon milieu, c'est-à-dire j'arrive à discerner chez certaines personnalités politiques, j'arrive à voir que leur action est susceptible de produire quelque chose, tu vois j'arrive à voir, en tout cas je me trompe peut être mais en tout cas je sais un peu ça, je vois les tenants de leur discours, de leur action. C'est ça que j'appelle stimulant, c'est quand je vois quelqu'un et je sens que ça peut être vraiment un effet politique, c'est-à-dire on vote pas seulement, bon on vote pour lui mais c'est.. ; cela aura une réalité, .. ç'aura des conséquences, c'est stimulant de voir que ton vote change quelque chose..

Ça vole.. Là aussi, quand tu vois l'état du débat politique français [] Tu vois quand tu dis ça vole haut bah, on parle que du dualisme Sarkozy-Chirac, bon ben on s'en fout quoi ! Ça vole haut, moi c'est des trucs concrets, tu vois des problèmes qui sont pris à bras le corps, qui sont mis en perspective, qu'on met en relation avec les possibilités administratives : que fait-on ? Comment ? Avec qui ? Avec quels moyens ? Pourquoi ? qu'est-ce qu'on veut faire ensemble ? etc. quoi [] Voilà, on prend pas l'électeur ou le sympathisant pour un con []

Opérationnel []

Je trouve que c'est le truc qui a vraiment changé, pour moi c'est le truc qui est vraiment présent depuis que je suis moins engagé parce que moi très vite, le discours, les réunions, ça me soûle, voilà, il y a des trucs il faut que ça serve, il y a des choses où il faut voir tout de suite l'effet que cela a [] Même si l'effet n'est pas rapide et puis que ce soit crédible et réaliste, tu vois [] C'est ça le problème, c'est ce sentiment que l'Etat ne sert à rien, que la politique ne sert à rien, il faut que la politique montre qu'elle sert à quelque chose, donc il faut qu'elle apparaisse comme ce qu'elle est : opérationnelle [] Bah, ce qu'elle devrait être. Moi c'est les gens opérationnels qui me séduisent maintenant, ça c'est certain [] Et qu'ils soient de droite ou de gauche, voilà c'est [] Mais bon, avec une petite inclination à gauche quand même.

Local [] Ça, c'était intéressant parce que, en fait, bah ça réunit un peu tous les adjectifs que je t'ai donné avant. A mon niveau, c'est stimulant parce que local tu vois des succès tout de suite, autant la victoire de Jospin en 97 je l'ai pas mise à mon compte (rire), autant quand le PS est passé dans le 7^{ième}, bah, j'étais content c'était vraiment un travail, c'était le résultat d'un travail, j'avais participé au travail, même à un niveau intime, mais j'y avais participé. Et puis local, parce que par définition le local est plus opérationnel, parce que voilà, on gère des paramètres qui sont plus faciles à gérer qu'au niveau national, c'est facile, c'est plus restreint et on en voit mieux les effets, [] C'est du concret, c'est pas des grands enjeux, des grandes idéologies, c'est concret [] C'est [] Comment faire en sorte que tel hôpital puisse ouvrir, pourquoi les musées sont pas gratuits pour les étudiants, enfin des trucs aussi bêtes que ça quoi []

C. Le politique comme politique gestion, alors ?

Euh [] C'est de la [] Il faut que ça avance quand même [] C'est pas de la gestion.. 'Fin [] Oui, il faut quand même qu'il y ait un peu d'idéologie [] Tu vois [] Moi je trouve [] Tu vois, moi ce qui m'avait vachement marqué, ce qui m'avait un peu déçu sur Jospin c'est quand il était revenu sur sa phrase, objectif 0% de pauvreté [] ça je trouve cela vachement bien, il faut des objectifs hyper ambitieux, pas atteints mais

voilà 0% de pauvreté, mais voilà tu dis : comment faire pour tendre vers l'infini, tendre vers 0 quoi ? Non, non tu vois, il faut un peu de l'utopie, c'est pas ? c'est même pas de la gestion. Parce que la gestion justement, c'est la gestion de la non action ? C'est du résultat. Je suis d'accord : c'est assez difficile à analyser le résultat et à évaluer, tu peux dire tout et n'importe quoi ? Mais c'est du résultat et de l'utopie, mais l'utopie je ne l'enlèverais pas parce que vraiment c'est de l'utopie et de l'utopie ambitieuse, même, il faut ? Il faut pousser les choses, il faut pousser l'Etat dans ses retranchements, voilà, il faut les ? il faut ? 'fin, il faut faire bouger, mais en étant réaliste, il faut pas dire, il faut ? voilà un objectif « pauvreté zéro », mais en même temps, voilà ? il faut prendre le temps de le réaliser ? Il faut que cela reste comme un slogan, c'est un slogan ? Mais objectif comme ça, moi, j'accepte pas, mais si derrière c'est décliné, c'est-à-dire derrière qu'est-ce qu'on va faire, combien. D'emploi solidarité, qu'est-ce qu'on fait avec le RMI ? Voilà concrètement comment on fait avec ça, est-ce que c'est trop compliqué, avec moins ou plus de moyens, qu'est-ce qu'on fait concrètement ? Enfin voilà, quand c'est décliné comme ça, et sachant que aussi il y a un truc en termes de communication, et comme ça, on s'adresse pas seulement à des fonctionnaires, on s'adresse aussi à des gens qui comprennent pas forcément comment marche la machine, donc aussi une capacité un peu à vulgariser tout ça, une capacité à faire passer le message et ça je trouve ça très important, c'est pas seulement les gens qui sont opérationnels c'est aussi les gens qui font passer le message ? Et qui savent expliquer ce qui font et voilà, la perception que l'on a de leur action soit la bonne, une bonne perception ? ça c'est hyper important, c'est de la com ? C'est comme ça, il faut faire ça, sinon c'est dévastateur après pour l'engagement politique et ? parce qu'après les gens ne voteront que pour les slogans.. les plus simples ?

Merci pour ces explications. J'aimerais savoir pourquoi tu as choisi le politique. Tu aurais pu aussi t'orienter vers l'associatif pour faire quelque chose.

Parce que la politique, on a plus l'impression de travailler à l'intérêt général ? L'associatif c'est un peu segmenté ? Et deux : parce qu'en France on fait de la politique parce que l'Etat a une place prépondérante et que ? on a tendance à plus nationalisé. Je pense que l'associatif en France, c'est ? On agrège tout, tu vois c'est plus efficace que la politique, mais en même temps ça pas une visibilité ? une visibilité c'est hyper important ?

Et pourquoi ça commence en 95 pour toi ?

C'est les élections présidentielles. Si avant 95 je m'intéressais à la politique, je me le rappelle très bien ? Les ? Je me rappelle même les élections présidentielles de 88, euh.. Je me rappelle les changement de gouvernement, j'ai toujours suivi ça avec intérêt, en 93, l'arrivée de Balladur, les manifs contre le CIP, les manifs anti les lois Bayrou, etc. ? J'avais manifesté contre la réforme de la loi Falloux en 94, je me rappelle ? Ouais, ? Mais j'étais pas engagé, je me suis pas engagé ? Ni dans des mouvements genre SOS racisme, mais je m'intéressais à la politique ?

Alors, comment se sont passés les premiers contacts ?

Justement un peu par hasard, et là je suis tombé sur un type qui était assez gentil et voilà quoi c'est assez sympa, parce que t'étais pris dans.. tu vois j'avais 16 ans à l'époque et on te dit, ben voilà très bien, il faut que vous militiez que vous en parliez, c'est très important ? je réfléchissais à ça ? Je coirs qu'il y avait ? le local de campagne de Jospin à Versailles, était à la sortie du Lycée, et un jour je me suis dis bien tiens je vais aller le voir, en sortant.

Tu lui avais posé des questions alors ?

J'étais venu en lui disant : ben voilà, moi j'aimerais savoir ce qu'il faut faire pour s'engager, mais tu vois sans avoir d'idées vraiment précises, voilà □

Tu en avais parlé avec des copains avant ou pas ?

Oui, j'avais fait ça avec un copain □

Et vous en aviez parlé avant ou cela s'est fait comme ça ?

Non, ça s'est fait comme ça parce que, lui, je le connaissais depuis trois ans et puis on parlait un peu politique et tout et voilà, on se disait qu'il fallait soutenir la gauche □ Donc on avait parlé mais pas plus que ça, tu vois on s'est dit : voilà on va essayer de participer de près ou de loin à la campagne □ Bon lui, il a très vite lâché, mais moi j'ai tenu un peu plus □

D'autres copains se sont engagés □

Non □ Si, peut-être, un ou deux. Ils nous regardaient d'un air amusé tu vois □ Sans sauter le pas de l'engagement □

C'était un sujet de discussion ?

Oui, c'était un sujet de discussion, ça c'est certain et les gens disaient c'est vachement bien mais en même temps ils se bougeaient pas □

Pourquoi ton pote il a lâché □

Bon parce que cela l'intéressait pas particulièrement. Et puis, il était plus à gauche, un côté un peu lycéen, protestation étudiante, bon voilà □ Et moi j'ai continué parce que, je te dis pas que c'était stratégique, mais c'est vrai que, euh □ je savais que □ .. que je voulais quand même travailler dans le service public, et je savais que voilà la politique ce serait peut-être un aspect de ma vie professionnelle plus tard □ Oui □ Il fallait un petit peu entretenir, voir un petit peu comment cela marchait, que □ Tu vois cela avait une vertu pédagogique pour moi. M'apprendre un peu comment, ce que c'était concrètement la politique □ Et pas débarqué tout frais sorti de l'ENA, tu vois □ Je voulais quand même voir un peu le militantisme, voilà □

Je me disais bah sais pas, pour jouer le jeu □ C'est jouer le jeu et me dire que ça allait □ Voilà, qu'au début c'est chiant mais qu'après cela devenait intéressant tu connaissais des gens, bon c'est vrai que j'ai jamais été suffisamment assidu et j'ai jamais fait de sacrifices suffisants pour m'engager. Tu vois t'avais des jeunes de 18 20 ans qui étaient à fond, qui étaient dans les équipes de campagnes et tout ça, bon moi, j'étais toujours un petit peu loin tu vois □

Tu disais que dans le 8°, ça n'a pas fonctionné □

Oui, je suis pas resté suffisamment longtemps et la section était □ la section pour moi si tu veux c'est le summum de la □ c'était Sciences Po, tu vois mais après Sciences po □ C'était que des avocats et des cadres, donc c'était pas très militant pour le coup □

Militant ?

On faisait beaucoup de discussions, de réunions. Mais on tractait pas beaucoup, ils étaient pas très présents sur le terrain □ C'est vrai c'était un petit peu peine perdue dans le 8°, encore pire dans le 7° □ Et puis les gens étaient pas hyper sympathiques □ Alors que dans le 7° tu vois, c'est vrai que moi j'ai □ Les gens étaient très sympas.. Tu vois je me suis hyper bien entendu avec la candidate et tout. C'était

sympa, une bonne ambiance □ ça a un côté tu vois, c'est un moyen de socialisation □
Des gens de mon quartier, mon quartier je le trouvais assez sympa, voilà □

Sympa, ça veut dire □

C'était chaleureux, c'était une bonne ambiance □ Une bonne ambiance !

Des soirées ensemble ?

Pas à ce point là, mais on se voyait hors boulot, un peu en dehors. Il y avait une certaine complicité autre que politique qui s'était installée. C'était pas des grands potes, mais □

Ce qui t'a plu c'est le côté tractage du militantisme □

Oui, oui : Ce qui m'a plus c'est le côté tractage et puis d'aller convaincre dans la rue. D'abord d'aller voter, puis ensuite de provoquer des résultats.

Pour finir, j'aimerais revenir sur ce que tu disais sur le PS stimulant et, puis, ensuite, ta prise de distance par rapport au PS. Qu'est-ce qui se passe ?

Qu'est-ce qui se passe ? Et □ je deviens très sensible à la thèse de l'Etat efficace, tu vois □ Donc, □ Très vite exaspéré par les discours un peu de gauche sur la défense des acquis sociaux, tout ça du service public □ Je suis très sensible au discours de l'efficacité de l'Etat, des bons services publics, pour moi les services publics c'est très important mais des bons services publics efficaces, transparents etc. □ Voilà c'est ça moi j'ai une thématique, tu vois, la défense □ Pour moi, si tu veux, ce qui est assez chiant au PS, c'est la défense d'une certaine catégorie de salariés □ Et voilà, c'est un mandat impératif, pour moi c'est un parti impératif. C'est ça le problème □

Ce sentiment il t'es venu quand ?

En prep. ENA □ J'entendais le discours du PS sur les retraites, c'était au moment des retraites, du débat sur les retraites. Bon ben c'est pas génial □ un mois et demi de grèves, et c'était pour défendre des acquis □ Tu vois c'était tellement complètement surréaliste que j'ai trouvé □ il fallait arrêter parce qu'on allait dévaluer complètement le discours de gauche, quoi □ Moi, tu vois je suis pour la défense du discours de gauche, pour le service public □ Parce que je pense que voilà, le service public est dévalué. C'est un peu ça. Une crainte que le PS apparaisse un peu comme un parti à mandat impératif pour..

Au bout du compte, y a-t-il un sujet qui te tient à cœur et que nous n'avons pas suffisamment ou pas du tout abordé ?

Non □ c'est bon. Je crois.

Katrin et Jürgen, Berlin : oct. 2005.

Katrin,
33 ans, Europa Studies.
Journaliste

Jürgen,
20 ans.
Etudes militaires.

(Entretien en duo)

C.C. Pourriez-vous me raconter comment s'est fait votre engagement au SPD ?

J. J'en fais parti depuis 4 ans et 4 mois.(rire) En 2000, le 6 juin. J'ai extra vérifié hier dans le *Parteibuch*. J'ai pris ma carte quand j'avais 16 ans. J'étais encore en internat. Hmm □ Je me suis engagé parce que je voulais faire de la politique autrement. J'avais à l'époque quelques idées. A l'époque, je ne savais pas non plus comment fonctionnait la politique. J'avais encore une approche naïve et idéale de la politique. J'étais énervé de voir combien de gens utilisaient la voiture à Berlin et que de moins en moins de gens prenaient la BVG [RATP berlinoise]. Je me suis demandé comment on pouvait peut-être faire autrement □ Dans les villes sans autos, □ et que par exemple, la BVG était, à l'époque, toujours en déficit. On pouvait introduite une sorte d'impôt : chacun aurait eu une enveloppe d'un certain montant pour utiliser la BVG gratuitement et les touristes auraient pu aussi prendre la BVG gratuitement. Cela aurait été un point attractif pour Berlin. C'était des choses comme cela □ Par ailleurs, cela m'énervait aussi qu'il y ait de moins en moins de moyens pour l'enseignement, qu'il fallait épargner toujours plus et que l'on a vraiment rogné à tous les coins □

Mon père est aussi membre du SPD □ Bon, bien (rire).. Je voulais dire que par ailleurs □ J'ai pris ma carte, j'ai reçu des lettres, je ne voulais pas être à moitié, je voulais aussi être actif. Bon, à 16 ans on ne veut pas être un « *Parteileiche* » [« un cadavre du parti », un militant mou, peu investi] La plupart du temps. Je suis allé dans ma cellule. Au début, cela a mal démarré. J'ai reçu la mauvaise lettre et je me suis retrouvé devant une porte fermée. Donc □ Ils avaient fait une erreur. Cela a été ma première expérience avec le SPD ! □ Et une semaine plus tard j'étais de nouveau là, parce que, par chance, j'avais noté le bon numéro de téléphone sur la lettre. J'ai été tout de suite admis et intégré. C'était le jour de □ de la « fête estivale » de G. Schröder à la *Kulturbrauerei* [ancienne fabrique de bière réinvestie en lieu culturel dans le quartier berlinois de *Prenzlauer Berg*]. J'avais donc choisi exactement le bon jour ! Le chef de la cellule m'a pris avec lui. Avec le chef des *Jusos* à l'époque. Ils m'ont pris avec eux tout de suite et m'ont présenté et tout ça □ c'était vraiment une chouette soirée. Tout de suite □ J'avais juste payé 4 euros de cotisation et pour cela, tout de suite, touché de près les personnalités ! □ (rire) □ Je devais le jour suivant digérer tout cela ! Bon, et ensuite cela s'est développé. J'ai été chez les *Jusos*. J'étais, à l'époque, le plus jeune. Il n'y avait que des étudiants. Avec de nouvelles personnes, mais qui sont parties aussi très vite. Enfin, notre situation tristement connue de *Prenzlauer Berg* : les gens venaient deux fois et puis c'est tout. A l'époque le public permanent des *Jusos*, c'était des gens qui venaient tout le temps, la plupart des étudiants plutôt âgés, juste avant 30 ans. A l'époque, il y avait une tentative, à l'époque F. Müntefering avait fait le projet « *Neue Partei* » [nouveau parti], que l'on pouvait charger sur Internet. A l'époque, notre groupe de travail « retraite et finance », parce qu'à l'époque le thème des « Riester-Rente » [Réforme des retraites adoptée en 2000-2001, du nom du ministre du travail, Walter Riester] était brûlant, on avait développé le thème on-line et on avait eu notre premier groupe de travail on-line □ Et □ Oui □ Je l'ai aussi expérimenté, et mixé tout cela et □ pris part □

SPD/PDS était aussi à l'époque un thème important. Un moment donné, beaucoup de gens avaient quitté le parti, en plein milieu de la législature, et on m'a demandé si je voulais □ A l'époque deux avaient candidaté. C'était un vote très serré. 40% contre 30%. J'étais à l'époque pour Inès. Elle nous a demandé si nous voulions (avec Christian) nous engager à ses côtés. Elle voulait renforcer sa position dans le comité directeur [*Parteivorstand*]. Nous avons, à l'époque, mené une courageuse campagne électorale

dans la cellule □ Je n'ai jamais revécu cela. En tout cas, j'étais élu comme suppléant à 17 ans, et j'étais naturellement plutôt fier □ en 8 mois □ Et j'ai essayé tout d'abord de m'intégrer, le suppléant, Stefan, m'a aussi intégré lentement. Je me suis occupé d'internet. Pour la campagne de 2001, j'ai aussi essayé « Internet-projet ». C'était un projet des *Jusos* pour que les jeunes votent SPD [*jungwählerpartei*]. Nous avons une immense action de tractage avec 20.000 cartes postales. J'ai aussi essayé de motiver des jeunes pour les *Jusos* □ oui □ Et □ Au niveau du Land, Stefan m'a aussi introduit et puis □ Un an plus tard, il y avait des élections, la législature était à son terme. Et Stefan avait une offre pour aller en Pologne et on m'a demandé si je ne voulais pas prendre sa place □ Mes parents étaient contre. Mon père est lui-même membre du SPD.. Mais, il ne voulait pas, il était très en colère contre moi quand j'ai pris ma carte au SPD. □

K. Pourquoi ?

J. Parce que mon père est toujours en colère contre moi quand je fais quelque chose, et ensuite il en est fier □ (rire) □ Il disait que c'était trop tôt pour se lier, et □

C. Pourtant ton père est lui-même membre ?

J. Oui et il a lui-même fondé le SPD !

K. Quand ?

J. Il a ouvert la cellule du Mecklembourg-Poméranie occidentale. Il s'est retiré en 1992 et □ Il paie cependant encore sagement sa cotisation ! (rire) □ Je suis devenu président de cellule avec une équipe □ Cela s'est passé un peu connement parce que nous avons une petite tentative de parachutage [*Wanderung*] : une jeune femme était subitement apparue, et nous avons déjà tout préparé, la liste des candidats etc., et cette jeune femme apparaît et voulait être élue. Et nous n'avions pas assez de femmes, donc elle fut élue. 2 femmes, 2 hommes. Nous avons essayé de reprendre la boutique, c'est un exercice. Le travail d'une cellule, en fait, c'est pas mal de travail d'administration. Je m'étais fixé des buts que je voulais atteindre. Nous avons tout de suite après, une semaine après, un séminaire que nous devons organiser. Nous avons décidé de rester à *Prenzlauer Berg* par solidarité avec les voyages de classes qui avaient dû être annulés faute de finance. A *Pfefferberg* [bar-café du quartier]. Cela a bien marché. Je me suis essayé au début, consolidé la cellule. A cette époque, beaucoup de jeunes collègues furent élus au niveau du *Land*, du coup il y avait pas mal de jeunes présidents de cellule. J'ai essayé de me faire des contacts. Il y a eu aussi la conférence des délégués. On a essayé de travailler à des positions communes □ Dans ma cellule, j'ai été aussi élu à divers postes : délégué de cellule, etc. □ Oui □ Jusqu'à avril 2004, j'ai fait tout cela □ .Et toi, alors, Katrin □

K. J'ai pris ma carte en 1999. J'ai pendant longtemps travaillé avec les *Jusos* □ depuis 14 ou 15 ans. Mais sans être membre du parti

J. Tu as fait ta première campagne à cinq ans !

K. Mon Dieu, à 5 ans, j'ai déjà fait une campagne pour le SPD ! □ Avec mon Père □ J'ai grandi un peu avec ça, que mon père □ J'ai une photo de lui avec H. Schmidt [ancien chancelier allemand]... J'avais fait des concours avec des ballons des deux partis pour savoir celui qui tiendrait le plus longtemps. □ Et j'avais découvert que la CDU avait sûrement envoyé un moustique pour crever le ballon du SPD qui avait tenu moins longtemps ! Voilà, comment j'ai expliqué tout cela à 5 ans □

Je suis vraiment devenue active vers 15-16 ans □ C'était une époque où j'étais plutôt politisée, justement aussi parce que mon père parlait de politique et disait son avis sur telle ou telle chose. Et c'était très passionnant. Je rentrais à la maison et nous parlions de politique. On racontait ce que nous avons fait □ Au début je voulais être active en tant que membre et □ donc □ c'était les années 80, l'époque où l'écologie et □ *global warning* et toutes ces choses jouaient un rôle très important. Ou les anti-nucléaires. □ Au sein de *Greenpeace*, où j'avais été en premier, j'avais pris conscience qu'on ne pouvait pas faire

grand chose activement. On paie en fait ses cotisations et ils nous disent ce qu'ils ont fait □ mais faire vraiment quelque chose soi-même □ Et je voulais vraiment, comme on est à cet âge, jeune et actif, et changer le monde, je voulais faire quelque chose et j'ai atterri chez les *Jusos*. Dans ma cellule, on avait une bonne troupe. Nous avons notre propre cabaret où différentes pièces ont été jouées □ Nous avons fait aussi une campagne électorale plutôt animée, en refusant d'acheter des fruits de l'Afrique du Sud- il y avait encore l'*Apartheid* en Afrique du Sud. Et □ A l'époque j'ai participé à tout cela, mais sans vraiment d'âme. Je suis venue, j'ai fait mes trucs, mais c'était pas vraiment sérieux □ Euh □ A 16 ans, j'allais faire les actions, j'allais aux réunions et conférences, nous faisons une actions là, là et là □ A l'époque déjà, j'adorais le journalisme, et □ A un moment donné, j'ai pris ma carte □ et bizarrement là, c'est arrêté ma phase active. Parce que c'était à un moment □ Mon père m'avait toujours dit : « attends que tu aies 18 ans pour prendre ta carte » □ Il a toujours trouvé cool que je participe aux actions □ J'ai même testé pour lui les différentes fêtes de cellule !

J. (rire)

K. Naturellement, mon Père me disait, tu peux là et là □ etc. □ Les dimanches de campagnes

Oui, A 18 ans j'ai pris ma carte. Je passais le bac. A l'époque il y avait d'autres choses plus importantes. J'avais à l'époque un copain avec qui je me suis installée parce que je voulais quitter la maison. Je n'avais pas de très bons contacts avec ma belle-mère. Brutalement, il y a eu d'autres choses plus importantes □ Je n'étais plus à Berlin, mais plus loin, près de Francfort □ Bref, j'ai pris ma carte, mais je n'étais pas active. Je faisais une formation à Francfort. Bon, les banques sont plutôt conservatrices. J'avais envoyé un CV à une maison d'édition, très conservatrice, et j'avais écrit très consciemment dans mon CV que j'avais travaillé dans une organisation de jeunesse d'un parti. Et je savais parfaitement qu'ils me demanderaient □ Alors j'ai dit SPD et j'y tiens. Bon, si vous voulez m'avoir, c'est seulement à cette condition sinon je m'en fous, je fais autre chose. Parce que quelque part, j'ai tellement grandi avec que c'est une partie de mon identité. Et □ j'ai fait mon truc □

J. Ils t'ont pris ?

K. Oui, oui, ils m'ont prise □ Ils m'ont laissé au *Morgenpost* et je voulais aller au *Welt*. (rire). Mais cela a été okay □

Mais j'avais toujours en tête, je veux redevenir active □ Quelque part, □ je sais pas, superficiellement, je m'occupais d'autre chose, mais □ j'ai toujours continué à recevoir les lettres, les infos □ Le déclencheur a été la campagne de 2002. Là, avant j'avais dit après la campagne, enfin avant la campagne, je pensais, j'avais un sentiment, bon nous avons quatre ans de gouvernement derrière nous. Je suis pour que le SPD reste aux commandes, mais s'il continue comme ça, cela ne marchera pas. C'était le sentiment que j'avais □ Et □ pendant la campagne, j'ai revu deux ou trois visages □ De nouveaux visages aussi dans ma cellule □ Et □ Je sais plus, comment cela s'est passé ?

J. Tu as reçu une lettre de nous. Il y avait une élection anticipée. Je me rappelle exactement, tu étais assise à côté de moi.

K. Oui, c'est ça □ Juste avant les élections législatives, j'étais à une soirée de médias. Ici à Berlin. Et là, il y avait Sonia F. Tu la connais ?

J. Ouais, ouais.

K. C'est une très bonne copine d'un copain à moi. Et à cette soirée, c'est la première fois que nous en sommes venus à discuter un peu plus intensément. Et nous avons découvert qu'elle était aussi camarade, et camarade dans ma cellule en plus ! Et elle me disait, « hey, viens avec nous, ils sont vraiment géniaux et etc. ». Samedi prochain, on fait ça et ça □ Bon, il s'est passé deux trois trucs entre temps, il y a eu les élections □ Et puis, les élections sont passées, et le téléphone sonne chez moi et c'était le trésorier de ma cellule et il disait : « Dis moi K. : où cela en est des cotisations ? » J'étais deux ans à Hambourg et en rentrant certaines cotisations ont été « perdues », je sais pas trop comment □ Je lui ai demandé ce que je devais faire, si je devais lui faire un virement. Il m'a dit (très intelligemment) « tu n'as qu'à passer à la prochaine réunion de cellule ! ».

J. (rire)

K. La prochaine réunion était le 8 octobre. Là je peux pas parce que c'est mon anniversaire. (rire). Pas pour mon anniversaire. J'y suis allée en novembre, ou fin octobre. Et subitement j'étais là, j'étais là. J'ai donné mon argent, et je me suis dit, super j'ai réussi me voilà dans ma cellule. Et cela m'était très clair aussi : si je suis là, je ne vais pas simplement venir et dire : « Salut, j'ai payé mes cotisations » □ Tout ce que je n'avais pas réussi avant, maintenant j'étais là. Là j'ai connu W. Il m'a dit, passe chez les *Jusos*. Et □

J. En plus c'est un type charmant !

K. Il a réveillé en moi une curiosité □

Dans la cellule, juste avant que je ne revienne, notre président avait eu je ne sais quelle maladie, il devait être opéré. Tout était très bancal [□]. Du coup j'ai été très vite élu à la direction. En un mois et demi, j'étais suppléante. J'ai commencé à vraiment m'investir et organiser la cellule qui était très bancal.

Et en même temps j'ai réintégré les *Jusos*, non ?

J. Oui, tu as reçu une lettre. Nous avons des élections anticipées □ Une ou deux femmes s'étaient retirées.

K. Oui, voilà □ Le premier soir, ou le deuxième soir où j'étais avec vous, là j'ai connu E. Il devait venir avec son enfant, mais il n'est pas venu. C'était un suppléant de président de cellule des *Jusos*. J'ai connu Sarah aussi.

J. Voilà Sarah était une de celle qui s'était retirée. Elle était dans la direction régionale. Elle avait monté très vite. En décembre encartée, et ensuite président de cellule, en juin membre de la présidence de région □ Ses projets n'ont pas fonctionné, et elle a jeté l'éponge 11 mois plus tard □ Il fallait de nouvelles élections. C'est là où tu es venue pour la première fois.

K. Ah bon ?

J. Oui

K. ???

J. Tu étais assise à côté de moi.

C. Comment tu te rappelles de tout cela ?

J. Pour moi c'était important d'avoir des séances relativement pleines. Et avec l'autre J. nous avons introduit l'idée d'un suivi des membres. J'étais pas mal occupé avec des trucs de marketing et de comm. J'ai essayé de voir comme dans une entreprise. Et j'ai vu : okay nous avons tant et tant de membres, 450 à l'époque, aujourd'hui nous sommes 480, mais trop peu viennent. Ils reçoivent peut être une fois dans l'année une lettre, peut-être même moins, et on ne leur parle jamais. A l'époque, on n'avait pas les mails. On avait décidé de tous les appeler, de reprendre contact. C'était un succès. Dans cette action, Katrin était dedans.

J. était suppléant de la présidence de cellule comme moi. Nous avons été élus ensemble. Il ne voulait pas, pour raison de boulot, devenir président, mais □ il était plus vieux (12 ans de plus). Il est resté suppléant. Il était très bien. C'était toujours quelqu'un qui pouvait donner un conseil. Et quand il disait quelque chose, on pouvait vraiment le faire, et □ Quand on réfléchit : il est juriste, docteur □ ouais □ Il était toujours un très bon conseiller, il a toujours un peu tout équilibré □

C. Alors, il y a des gens qui restent comme vous, d'autres qui partent, qui ne sont là que deux ou une fois. Pourquoi revient-on et pourquoi on reste ?

K. Pour moi c'était, comme je l'ai dit, que je voulais, de toute façon, depuis toujours être active. Je ne l'ai pas fait pendant longtemps, parce qu'il venait toujours d'autres choses entre. Je crois que c'est une combinaison de différentes choses. D'abord, il faut trouver les gens sympas et voir que l'on peut faire des trucs ensembles. Si cela n'était pas là il manquerait quelque chose. Par exemple, quand on était au début dans la cellule, on a

même pas eu ça. Il n'y avait vraiment plus rien. Il fallait absolument expliquer pourquoi on est dans la cellule. Il a beaucoup manqué en informations, en échanges de bases. S'occuper de la communication □ Tout cela, c'était très important. Par exemple pour l'agenda 2010, j'avais invité la cellule pour parler □ A l'époque j'avais été pas mal critiquée. J'avais reçu des mails : « qu'est ce c'est que cela tu veux maintenant défendre cette merde ? ».. Il fallait d'abord expliquer pourquoi, comment etc. □ Cela a été très bien au final. C'est difficile à définir. C'est le contrat de base du SPD qu'il faut défendre.

J. Pour moi c'est un peu comme pour Katrin. Pour moi, quand je me suis décidé pour quelque chose, alors vraiment. Quand j'ai décidé de faire quelque chose, alors j'y reste. J'avais l'impression que c'était possible de faire bouger les choses. J'avais fait un stage au Parlement. Cela m'avait beaucoup plu. Comme mon père s'intéressait au système. Tout cela a fait aussi que □ J'étais aussi dans ma cellule, il y avait pas mal de jeunes, ils parlaient beaucoup, non ? Ils n'ont rien fait. C'était un peu une ambiance sur la défensive [*Abwehrstimmung*]. On est très jeune à 16 ans □

C. Une ambiance sur la défensive ?

J. Dans mon cas, l'ambiance était très bonne, tout le monde était happy. 2000, le SPD avait de très bons résultats dans les sondages. Même si Berlin allait mal. Tout cela était passionnant. C'est d'ailleurs toujours passionnant □ Tout ces trucs de paris internes (rire) ! J'aurai pu rester je ne sais où dans la montagne, mais on est pris dedans, on devient plus compétent et on devient aussi la personne de contact □ On est dans la boutique en plein dedans, et bon maintenant « dis-moi » □

K. Oui, et on est poussé par cela. On est dans une position importante, il en vient toujours un pour demander quelque chose.

J. Et puis c'est toujours bien sur le CV ! Moi, cela m'a vachement appris. J'ai accumulé pas mal d'expérience, j'ai fait vachement pour le parti. Il y a pas mal d'administration, d'organisation. On a pas tellement le temps de s'occuper du contenu. Il faut pas mal téléphoner, organiser □

C. Alors on vient avec des idées et on reste pour faire du travail administratif ?

K. Oui, parce que c'est unique. C'est un peu le moyen pour le but. Enfin, organiser une boutique et la tenir.

J. On est responsable. On crée une base pour les gens. Il faut construire l'espace, la plate-forme.

C. Les motivations se sont donc changées ?

K. Non.

J. Non, je trouve pas non plus. Si me décide pour quelque chose □ Je me suis décidé pour le SPD, je trouve les valeurs fondamentales du SPD, soit je les trouve bien, soit je les trouve pas bien □ Je trouve cela un peu nul de prendre la politique aujourd'hui et de tout jeter à la poubelle.

K. J'ai discuté hier avec une ancienne camarade. Elle a quitté le parti l'année dernière. Parce qu'elle s'est rendu compte qu'elle votait de plus en plus pour les Verts. Là je me suis demandé pourquoi pour moi cela ne faisait aucun doute ! Il faut se demander « bon, je suis où ? ». Mais la question, ce n'est pas je suis à l'intérieur ou à l'extérieur du parti. Si je me pose la question de l'extérieur du parti, là il faudra vraiment qu'il se soit passé beaucoup de choses. Parce que le parti n'est pas dépendant d'une orientation gouvernementale, le parti c'est beaucoup plus que cela, c'est beaucoup de gens qui sont justement dans le parti parce qu'ils ont les mêmes valeurs. Nous avons en décembre le jour des associations. Cela a duré trois jours, c'était difficile parfois de tenir tout le monde

ensemble. Avec mon Père de temps en temps □ C'était □ Les gens croient en quelque chose. Les gens ici dans le parti racontent exactement ce que leurs parents racontaient !

J. Je crois aussi. Mon père est aussi un social démocrate pur et dur (rire). C'est encore un des seuls qui est assuré à la AOK [caisse d'assurance maladie publique] parce qu'il trouve, que c'est pas social d'être assuré par une caisse privée ; il fait d'autres choses comme cela où l'on pense : « hmm, cela coûte pas mal d'argent ». Mais il le fait simplement par conviction □ Je penserais que mon Père est plus à gauche que moi, mais □ bon

K. S'il arrive à vivre comme cela !

J. Il a toujours été comme ça. Mais tu sais, c'est une question d'éducation, quand on a été éduqué comme cela, et puis les expériences □

K. C'est ça, il faut être orienté vers la pratique.

J. Oui, quand j'avais 16 ans je me suis demandé : SPD ou PDS. J'ai regardé □ Mais j'ai préféré le SPD

K. Le PDS trouve toujours le moyen de critiquer quelque chose. Le PDS va toujours trop loin. Je suis complètement démocrate. Au PDS, j'ai □ Il y a une définition de la démocratie □ Le socialisme □ la démocratie n'est pas vraiment pensable. C'est un chemin particulier. Cela m'a manqué au PDS cette idée de démocratie.

J. Pour moi c'était les gens aussi. Les gens m'ont fait un peu peur. Je ne me suis pas du tout senti à l'aise.

K. Moi, je les ai trouvés pas du tout organisés. Mais là j'étais très jeune. Je devais avoir 16 ans □ J'étais à une réunion de cellule, juste pour voir ; J'ai trouvé cela horrible, vraiment horrible. (rire)

J. Exactement. [□]

K. N'empêche qu'ils arrivent à tenir vachement mieux leurs gens.

J. Aujourd'hui au SPD tout le monde baisse le nez. C'est l'horreur ! Depuis que je ne suis plus président de cellule, je me suis dit, bon je laisse un peu de champ, je regarde un peu ce qui se passe. Je prends de la distance pour voir où je me situe. Parce que je savais, bon je pars à Munich [pour faire ses études]. Quand on entend parfois toute la merde qui se dit, □ bon cela ne donne pas très envie.

K. Qu'est-ce que tu veux dire ? De qui tu parles ?

J. Bon □ Les syndicats et le SPD, bon □

K. Bon, mais il y a quelque chose à faire, non ? On doit pas oublier ces gens !

J. Moi, cela m'énerve ce pessimisme. C'est bien d'avoir son avis mais bon tous ces gens qui baissent le nez □

K. Ouais, je trouve que l'on remarque que la social-démocratie a ses racines quelque part dans le socialisme. Introverti, revancharde, □

J. Cela t'énerve !

K. Oui.

C. J'aimerais vous poser une question. Katrin en a déjà parlé. Pourquoi avoir choisi un parti et pas une association, un syndicat, un autre mouvement ?

K. Moi, le SPD c'est la première organisation où je me suis dit, elle m'est sympathique et je peux m'imaginer faire quelque chose dedans. Quand on est plus vieux on peut simplement donner de l'argent, et puis bon □ Mais encore collégien, on n'a pas d'argent, alors □ C'était mon truc.

J. Moi, c'est un peu différent. J'étais un peu plus universaliste. Les syndicats et tout cela □ J'air rien contre les syndicats. Mais en tant que collégien, c'était chiant. Le SPD était plus passionnant. Les gens aussi. Il y a plus de possibilités, il faut chercher des gens, tu as toujours la question des 5% etc. Et les thèmes ne sont pas limités. Il y a plus de possibilités.

C. Comment a été déclenché le moment de s'inscrire ?

J. Euh ? J'ai longtemps réfléchi. Je voulais depuis longtemps m'inscrire. J'ai regardé sur Internet et rempli un formulaire d'adhésion. Et puis à un moment donné en mai 2000 je l'ai porté à la poste. Là, j'ai reçu, une lettre de G. Schröder ...

J'avais vu le SPD en 98 à la télé et j'avais trouvé cela vraiment super. J'avais 16 ans. Je sais pas. Je voulais simplement faire autrement, faire bouger les choses. Le stage [au parlement] a fait pas mal bouger les choses. J'avais travaillé pour la fraction du SPD. Je pouvais tout voir. Les séances etc.

K. Moi c'était un voyage d'entreprise de l'entreprise aérienne de Francfort sur le Main. C'était un voyage avec la chef syndicale. Je devais faire un stage et du coup, par mon père. Mon père connaissait, par le parti, quelqu'un et par là, j'ai eu le stage.

Je me rappelle plus bien comment j'en suis venue à remplir le formulaire, c'était il y a trop longtemps. Je crois que je me suis inscrite en 1989. J'ai recherché un peu – j'ai perdu mon *Parteibuch*. J'ai recherché, je crois que c'est 1989. J'étais étonnée parce que je pensais que je m'étais inscrite plus tôt parce que j'étais depuis longtemps active. Pourquoi c'était ainsi je ne sais pas pourquoi ? Je me suis laissée envoyer des copies. C'était marrant. Je voulais savoir. Je peux me rappeler, je crois que à l'époque on ne pouvait s'inscrire qu'à partir de 18 ans. Mon père aussi qui me disait qu'à partir de 18 ans. Je sais pas. Mon père était président de cellule mais. Le maire était souvent à la maison. Je crois qu'un jour je lui ai demandé de m'apporter un formulaire.

C. Et le SPD.

K. Je me suis pas posée la question. En fait, j'avais pas vraiment le choix

J. Ouais, on regarde un peu à droite à gauche, mais en fait.

K. Pour moi cela m'étonne un peu d'avoir attendu si longtemps. Au moment où je me suis inscrite, j'avais le sentiment, maintenant il faut que je m'inscrive. Je me suis inscrite tout de suite après mon anniversaire. Voilà j'étais adulte, voilà je pouvais m'inscrire.

J. Moi, c'était le 1^{er} mai. Le 1^{er} Mai 2000.

K. C'est pareil non : c'est juste après ton anniversaire, non ?

J. Oui, en avril.

K. Je crois que c'est vraiment important pour se construire. De dire, okay, maintenant, quand je repense à ces années, c'était les campagnes auxquelles mon père a participé, ou chez les *Jusos*, les campagnes, les tracs, les cartes.

[discussion amusée sur les anecdotes de campagne qui dérivent vers la difficulté à mobiliser les jeunes inscrits aux Jusos pour les réunions de cellule].

C.C Pourquoi est-il si difficile de faire venir les gens aux réunions ?

K. C'est toujours un peu comme cela. Ça marche un certain temps. On est actif et puis.. ; Tu connais M. ? Il a été très longtemps actif, et puis il a commencé ses études, sa copine etc.

J. Ouais c'est une question de priorités.

C.C Et vous, alors c'est votre priorité ?

K. Il se passe plein des choses dans un parti, des choses complètement folles, personnellement aussi. Tu crois que tu connais bien quelqu'un, et en fait il va te faire une crasse dans le dos. Je l'ai vu souvent. On croit okay, on est stable et fort. Mais en on a besoin de, de l'équipe pour se dire, bon là c'est bon.

C. Et aujourd'hui qu'est-ce que vous souhaiteriez pour le parti et pour vous ?

K. Je me souhaite que le parti sont convaincu que ce qu'il fait est bien. Je pense par exemple à ce que Müntefering a dit □ Il faut aller de l'avant. Je me souhaite que cela fonctionne, que cela apporte quelque chose. Que ce qui est au cœur des valeurs sociales-démocrates, que ce ne soit pas contre-carré par l'industrie [c'est-à-dire les syndicats]. J'ai, en fait, une pensée sociale-démocrate, je pense, okay, nous avons cherché à faire quelque chose, si l'industrie travaille. Elle laisse tout de côté très vite sous le prétexte que ce n'est pas social. J'ai le sentiment, si on le faisait maintenant cela pourrait fonctionner, ce serait mieux qu'avant. C'est ce que je lui souhaite. Je lui souhaite aussi que la CDU soit toujours dirigée par Merkel ! (rire)

J. Je trouve cela aussi bien, je voudrais m'engager de nouveau vraiment, mais je ne sais pas ce qui va se passer à Munich. On verra □ Je trouve aussi très bien que les gens aient tenu contre les membres du partis. Et vraiment, je trouve cela □ j'espère que cela sera reconnu. Si cela ne marche pas alors ce sera la grande catastrophe. Je veux dire, la CDU ne peut pas faire autrement non plus. Et tout le système des retraites, etc. C'est un grand défi. Si cela ne fonctionne pas, alors □

K. Les choses doivent être faites à temps. C'est comme pour le journalisme. Si l'article doit sortir, pas moyen de dire, ah non je le fais demain, il faut le faire, toute la nuit, mais voilà, il doit être fait.

BIBLIOGRAPHIE

La charte de présentation utilisée est celle de l'AFNOR.

Les numéros des périodiques sont indiqués entre parenthèses et, le cas échéant, après l'indication du volume, soit la présentation suivante : vol. (n°).

Ouvrages généraux.

I. Politique comparée, Systèmes partisans et politiques.

- *Ouvrages, thèses, mémoires.*

BADIE (Bertrand), HERMET (Guy). - *Politique comparée*. - Paris : PUF, 1990. - 440 p.

CROZIER (Michel), FRIEDBERG (Erhard). - *L'acteur et le système : les contraintes de l'action collective* - Paris : Seuil, 1992 (1977). - 500 p. - Points essais.

DELWIT (Pascal), KÜLAHCI (Erol), VAN DE WALLE (Cédric) (Eds). - *Les fédérations européennes de partis. Organisation et influence*. - Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles, 2003. - 254 p. - Sociologie et Politique.

DOWNS (Anthony). - *An Economic Theory of Democracy*. - New-York : Haper and Row, 1957. - VII-310 p.

DUVERGER (Maurice). - *Les partis politiques*. - Paris : Seuil, 1992 (1951). - 565 p.

GRAWITZ (Madeleine). - *Méthodes des sciences sociales*. - 11^e Edition. - Paris : Dalloz, 2001. - 1019 p.

GRAWITZ (Madeleine), LECA (Jean). - *Traité de science politique. Tome 3 : L'action politique*. - Paris : PUF, 1985. - 713 p.

KRIESI (Hans-Peter). - *Les démocraties occidentales*. - Paris : Economica, 1994. - 491 p.

LAVAU (Georges). - *Partis politiques et réalités sociales : contribution à une étude réaliste des partis politiques*. - Paris : Armand Colin, 1953. - 166 p.

LIJPHART (Arend). - *Democracy in plural society: a comparative exploration*. - New Haven, Conn: Yale Univ. Press, 1977. - X-248 p.

LIJPHART (Arend). - *Democracies. Patterns of Majoritarian and Consensus Government in Twenty-One Countries* : - New Haven/London : Harvard UP, 1984. - XV-229 p.

LIPSET (Seymour Martin), ROKKAN (Stein). - *Consensus and Conflict. Essay in Political Sociology*. - New Brunswick, N. J : Transaction, 1985. - VIII-375 p.

MAYER (Nonna), PERRINEAU (Pascal). - *Les comportements politiques*. - Paris : Colin, 1992. - 160 p.

MICHELS (Roberto) - *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*. - Paris : Flammarion, 1971 (n^{ve} Ed.). - 313 p.

NIEDERMAYER (Oskar), STÖSS (Richard). - *Stand und Perspektiven der Parteienforschung in Deutschland*. - Opladen: Westdeutscher Verlag, 1993. - 347 p.

OFFERLE (Michel). - *Les partis politiques*. - Paris : PUF, 1987. - 125 p. - Que-sais-je ?.

PACTET (Pierre). – *Institutions politiques, droit constitutionnel*. – Paris : Armand Colin/Masson, 1997 (1969). – 576 p.

PANEBIANCO (Angelo) - *Political Parties : Their Organization and Power*. - Cambridge University Press, 1988. - 318 p.

SARTORI (Giovanni). - *Parties and Party Systems : a Framework for Analysis. 1*. – Cambridge : Cambridge University Press, 1976. – XII-370 p.

SEILER (Daniel-Louis). - *Partis et familles politiques*. – Paris : PUF, 1980. – 440 p.

SEILER (Daniel-Louis). - *Les partis politiques*. – Paris : A. Colin, 2000 (2° éd.). – 249 p.

SEILER (Daniel-Louis). - *La politique comparée*. – Paris : Colin, 1982. – 190 p.

SEILER (Daniel-Louis). - *Comportement politique comparé*. – Paris : Economica, 1985. – 224 p.

SEILER (Daniel-Louis). - *De la comparaison de partis politiques*. – Paris : Economica, 1986. – 261p.

WEBER (Max). – *Le savant et le politique*. – Trad. de l'allemand par J.Freund, révisé par E.Fleischmann et E. de Dampierre. – Préface de R.Aron. – Paris : Plon, 1959. – 221 p. – Bibliothèques 10/18.

- **Contributions, articles.**

BRECHON (Pierre). – « Les partis politiques dans les grandes enquêtes internationales » p. in : *Les Partis politiques. Quelles Perspectives ?* / ANDOLFATTO (Dominique), GREFFET (Fabienne), OLIVIER (Laurent) – Paris : L'Harmattan, 2001.

CHARLOT (Jean). – « Partis politiques : pour une nouvelle synthèse théorique ». p. 285-296 in : *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*. /MENY (Yves) (s/d.), Paris : Presses de la FNSP, 1991.

DONEGANI (Jean-Marie.), SADOON (Marc). – « Le Triangle incertain ou la logique de la représentation politique » p. 297-308 in : *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*. /MENY (Yves) (s/d.), Paris : Presses de la FNSP, 1991.

FAVRE (Pierre). - « Histoire de la science politique » p.3-46 in : *La science politique, science sociale, l'ordre politique* / M.Grawitz, J.Leca, Paris : PUF, 1985.

SARTORI (Giovanni). - « European Political Parties : The Case of Polarized Pluralism » p.156 in : *Political Parties und Political Development* / Joseph LaPalombara, Myron Weiner (Eds), Princeton University Press., 1966.

SAWICKI (Frédéric). - « La science politique et l'étude des partis politiques ». - *Cahiers français*, (276), La documentation française, mai-juin 1996 : p. 51-59.

SCHONFELD (William R.). – « Les partis politiques : que sont-ils et comment les étudier ? » p. 267-284 in : *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*. /MENY (Yves) (s/d.), Paris : Presses de la FNSP, 1991.

II. Transformation des systèmes partisans, politiques et sociaux.

- **Ouvrages, thèses, mémoires.**

ARENDDT (Hannah). – *Qu'est-ce que la politique*. – Texte établi par Ursula Ludz. – Traduction de l'allemand et préface de Sylvie Courtine-Denany. – Paris : Seuil, 1995. 195 p. – Traduction de : Was ist Politik ?.

AMIEL (Anne). - *La non-philosophie de Hannah Arendt. Révolution et jugement*. – Paris : PUF, 2001. - 283 p.

ARENDDT (Hannah). - *Condition de l'homme moderne*. – Préface de P.Ricoeur. - Paris : Calman-Lévy : 2000 (1961). - 404 p. - Collection Agora. – Traduction de : The Human Condition.

BENHABIB (Seyla). – *Hannah Arendt. Die melancholische Denkerin der Moderne*. – Hambuch : Rotbuch Verlag, 1998. – 350 p. - Traduction de : The Reluctant Modernism of Hannah Arendt.

- BOURDIEU (Pierre). - *La distinction : critique sociale du jugement.* – Paris : Ed. de Minuit, 1979 – 670 p.
- BOURDIEU (Pierre). - *Propos sur le champ politique* .- Lyon : Presses universitaires de Lyon, 2000. - 107 p.
- CLASTRES (Pierre). - *La société contre l'Etat.* - Paris : Les éditions de minuit, 1974. - 186 p. - collection critique.
- CRETE (Jean), FAVRE (Pierre) (s/d.). – *Génération et politique.* – Préface de P.Favre. Avant-propos de Vincent Lemieux. – Paris : Economica, Les presses de l'université de Laval, 1989. – 370 p. – Politique comparée.
- CREWE (Ivor), DENVER (David) (Hrsg.). - *Electoral Change in Western Democracies : Patterns and Sources of Electoral Volatility.* – London: Croom Helm, 1985. – 438 p.
- GABRIEL (Oscar W.) (Hrsg.). - *Die EU-Staaten im Vergleich.* – 2° édition. – Opladen: Westdeutscher Verlag, 1992 – 637 p.
- GIDDENS (Anthony), BLAIR (Tony). – *La troisième voie. Le renouveau de la social-démocratie.* – Préface de Jacques Delors. Trad. de l'anglais par L.Bouvet, E.Colombani et F.Michel. – Paris : Seuil, 2002. – 266 p. – La couleur des idées.
- HRADIL (Stefan), IMMUFALL (Stefan). - *Die Westeuropäischen Gesellschaften im Vergleich.* - Opladen: Leske + Judrid, 1997. – 634 p.
- INGLEHART (Ronald). - *The Silent Revolution : Changing Values and Political Styles among Western Publics.* - Princeton, N. J: Princenton University Press, 1977. – XII – 482 p.
- INGLEHART (Ronald). - *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées.* - Paris : Economica. 1993. – X-576 p. – Culture shift in advanced industrial society.
- JOBERT (Bruno) (Collaboration) - *Le tournant néo-libéral en Europe : idées et recettes dans les pratiques gouvernementales.* - Paris : L'Harmattan, 1994. – 328 p.
- KITSCHOLT (Herbert). – *The Logics of Party Formation: Ecological Politics in Belgium and West-Germany.* – Ithaca: Cornell Univ. Press, 1989. – 343 p.
- KITSCHOLT (Herbert) - *The Transformation of European Social Democracy.* - Cambridge : Cambridge University Press, 1994. - 347 p.
- LIPSET (Seymour M.), ROKKAN, (Stein.). - *Party System and Voter Alignments : Cross-National Perspectives.* - New York: Free Press; London: Collier Macmillan, 1967. – XVI- 554 p.
- MAIR (Peter), MÜLLER (Wolfgang C.), PLASSER (Fritz.). - *Parteien auf komplexen Wählermärkten. Reaktionsstrategien politischer Parteien in Westeuropa.* – Wien: Signum Verl., 1999. – 401 p.
- MICHEA (Jean-Claude). – *Impasse Adam Smith. Brèves remarques sur l'impossibilité de dépasser le capitalisme sur sa gauche.* – Castelnau-Le-Lez : Climats, 2002. – 184 p.
- MÜLLER (Hans-Peter), SINTOMER (Yves) (s/d). – *Pierre Bourdieu, théorie et pratique. Perspectives franco-allemandes.* – Paris : Découvertes, 2006. – 269 p. – Recherches.
- OBERSCHALL (Anthony). - *Social Conflict and Social Movements.* – Englewood Cliffs, N.J: Prentice Hall, 1973. – XI-371 p.
- POGUNTKE (Thomas). - *Parteiorganisation im Wandel. Gesellschaftliche Verankerung und organisatorische Anpassung im europäischen Vergleich.* – Wiesbaden: Westdeutscher Verlag, 2000. – 310 p.
- RUSSEL (J. Dalton), SCOTT (C. Flanagan), BECK (Paul Allen) (Hrsg.). - *Electoral Change in Advanced Industrial Democracies : Realignment or Dealignment ?* - Princeton, New York: Princeton University Press, 1984. – XVI-513 p.
- TOURAINÉ (Alain). - *La société postindustrielle.* – Paris : Denoël, 1969. – 315 p.

- **Contributions, articles.**

- BOURDIEU (Pierre), BOLTANSKI (Luc). - « La production de l'idéologie dominante ». - *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1976, 2-3 : p. 4-73.
- BOURDIEU (Pierre). - « Questions de politique ». - *Actes de la recherche en sciences sociales*, (16), sept. 1977 : p. 55-89.
- BOURDIEU (Pierre). - « Culture et politique » p. 251-263 in : *Questions de sociologie* / BOURDIEU (Pierre). Paris : Ed. de Minuit, 1980.
- BOURDIEU (Pierre). - « La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique ». - *Actes de la recherche en sciences sociales*, (36/37), fév.-mars 1981 : p. 3-24.
- BOURDIEU (Pierre). - « Espace social et genèse des "classes" ». - *Actes de la recherche en sciences sociales*, (52-53), 1984 : p. 49-55.
- BOURDIEU (Pierre). - « Penser la politique ». - *Actes de la recherche en sciences sociales*, (71/72), mars 1988 : p. 2-3
- BOURDIEU (Pierre). - « Champ politique, champ des sciences sociales, champ journalistique ». - *Cahiers de la recherche*, (15), GRS, Lyon : 1996.

III. Identité, socialisation et comportements politiques.

- **Ouvrages, thèses, mémoires.**

- ALMOND (Gabriel Abraham), VERBA (Sidney). - *The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations*. – Princeton, N.J : Princeton University Press, 1963. – 562 p.
- ALMOND (Gabriel Abraham), VERBA (Sidney) (Hrsg.). - *The Civic Culture Revisited. An Analytic Study*. Boston, Mass: Little, Brown, 1980. – VIII-421 p.
- ANSART (Pierre). – *La Gestion des passions politiques*. – Lausanne : Age d'homme, 1983. – 281 p.
- BADIE (Bertrand.). - *L'Etat importé: essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*. – Paris : Fayard, 1992 – 334 p.
- BADIE (Bertrand.) - *Culture et politique*. - Paris : Economica, 1993 (3^e édition). – 169 p.
- BARTOLINI (Stefano), MAIR (Peter). – *Identity, Competition and Electoral Availability: the Stabilisation of European Electorates 1885-1985*.- Cambridge: Cambridge University Press, 1990. – XIX-363 p.
- BOURDIEU (Pierre). - *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*. - Paris :Fayard, 1982. - 243 p.
- BRAUD (Philippe). – *L'émotion en politique. Problèmes d'analyse*. – Paris : Presses de Sciences Po, 1999. – 256 p.
- CHAMPAGNE (Patrick) et al. – *Initiation à la pratique sociologique*. – Bordas, 1989. – Paris : Dunod, 1999 – 233 p.
- CHEBEL (Malek). – *La formation de l'identité politique*. – Paris : Payot, 1997. – 223 p.
- DUBAR (Claude). – *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*. – Paris : Armand Colin, 1991 – 276 p. – Collection U, série « sociologie ».
- DURAND (Yves). - *L'exploration de l'imaginaire*.- Paris : L'espace bleu, 1988. – 354 p.
- GIRARDET (Raoul). – *Mythes et mythologies politiques*. – Paris : Seuil, 1986. – 210 p.
- HOBBSBORN (Eric John), RANGER (Terence Osborn). - *The Invention of Tradition*. - Cambridge U. Press, 1983. – VI-320 p.
- ION (Jacques). – *La fin des militants*. – Paris : Ed. de l'Atelier, 1997. – 124 p.
- LAVAU (Georges), GRUNBERG (Gérard.), MAYER (Nonna.) (s/d). - *L'univers politique des classes moyennes*. – Association française de science politique. Colloque (1980-11-27/29). - Paris : Presses de la FNSP, 1983. – 389 p.

LEGROS (Patrick) et al. - *Sociologie de l'imaginaire*. - Paris : Armand Colin, 2006 – 236 p.– Cursus.

MARTIN (Denis Constant). – *Cartes d'identité : comment dit-on 'nous' en politique ?*. – Paris : presses de la FNSP, 1994 – 304 p.

OLSON (Mancer). - *Logique de l'action collective*. - Paris : PUF, 1978. – 199 p.

PASSERON (Jean-Claude). – *Le raisonnement sociologique : l'espace non popperien du raisonnement naturel*. – Paris : Nathan, 1991. – 408 p.

PERCHERON (Annick.). - *La socialisation politique*. - Paris : Colin, 1993. - 226 p.

PERRINEAU (Pascal). - *L'engagement politique - Déclin ou mutation ?* - Paris : Presses de la FNSP, 1994. – 444 p.

NIE (Norman H.), VERBA (Sidney), PETROCİK (John R.) - *The Changing American Voter*. – London, Cambridge, Mass: Harvard University Press, 1976. – XX-430 p.

SAWICKI (Frédéric). - *La structuration du parti socialiste, milieux partisans et production d'identités*. - Thèse pour le doctorat en science politique, Université de Paris I, 1993. – Lille : Atelier reprod. Th. Uni. Lille 3. – 3 microfiches de 392 images.

SIRONNEAU (Jean-Pierre.). - *Figures de l'imaginaire religieux et dérive idéologique*, Paris : L'harmattan, 1993 (1986). – 238 p. – Collection Logique sociale.

TAP (Pierre). – *Identités collectives et changements sociaux*. – Colloque international, Toulouse, septembre 1989. – Toulouse : Privat, 1990. – 456 p.

VEYNE (Pierre). – *Comment on écrit l'histoire*. – Paris : Seuil, 1996 (1971). – 438 p.

- **Contributions, articles.**

ALMOND (Gabriel Abraham). – « Comparative Political Systems ». – *Journal of Politics*, 18: p. 391-409.

GIRARDET (Raoul). - « Autour de la notion de tradition politique. Essai de problématique ». - *Pouvoirs*, (42), 1987 : p. 5-14.

HASTINGS (Michel). - « Le mythe en héritage » p. 235- 248 in : *L'héritage en politique* / PATRIAT (Claude), PARODI (Jean-Luc) (s/d.). - Paris : Economica, 1992.

HASTINGS (M.). – « Partis politiques et administration du sens » p. 21-36 in : *Les partis politiques. Quelles perspectives ?* / ANDOLFATTO (Dominique), GREFFET (Fabienne), OLIVIER (Laurent). – Paris : L'Harmattan, 2001.

HUARD (Raymond). – « La Tradition politique: émergence, contenus, devenir ». – *Pouvoirs*, 42, 1987 : p. 15-29.

INGLEHART (Ronald.), KLINGEMANN (Hans-Dieter). - « Party Identification, Ideological Preferences and the Left-Right Dimension among Western Mass Public » p. 243-276 in : *Party Identification and beyond : Representation of Voting and Party Competition.* / BUDGE (Ian), CREWE (Ivor), FARLIE (Dennis) (Eds.). - London : John Wiley and Sons, 1976.

LANCELOT (Alain). - « L'orientation du comportement politique » p. 367-427 in : *Traité de science politique* / GRAWITZ (Madeleine), LECA (Jean), Tome 3. - Paris : PUF, 1985.

LIPSET (Seymour Martin). – « Some Social Requisites of Democracy : Economic Development and Political Legitimacy ». – *American Political Science Review*. – march 1959, 53 (1): p. 69-105

MANNHEIM (Karl). - « The Problem of Generations » p.276-322 in : *Essay on the Sociology Knowledge*, N.Y: Oxford University Presse, 1932.

MARIJEN (Anne). - « investissement identitaire et culture partisane : des usages différenciés du communisme dans l'Italie de l'après-guerre ». - *Les Tendances récentes de l'étude des partis politiques dans la science politique française : organisations, réseaux, culture partisane, action publique*. Contribution au colloque de l'Association Française de Science Politique, avec le concours du Centre de recherches politiques, administratives et sociales (CNRS, Lille 2) et l'Ecole doctorale de l'Institut d'études politiques de Paris. Paris, IEP, 31 janv – 1^{er} fév. 2002 – 15 p. - (non publié).

NIEDERMAYER (Oskar). – « Innerparteiliche Partizipation. Zur Analyse der Beteiligung von Parteienmitglieder am parteiinternen Willensbildungsprozess. ». – *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B 11/89, 1989: p. 15-25.

PERCHERON (Annick). – « Socialisation et tradition : transmission et invention du politique ». – *Pouvoirs*, 42, 1987 : p. 42-51.

PIZZORNO (Alessandro). – « Sur la rationalité du choix démocratique ». p. 330-369 in : *Sur l'individualisme : théories et méthodes* / BIRNBAUM (Pierre), LECA (Jean), Paris : Presses de la FNSP, 1986.

REMOND (René). – « Les Identités de la droite ». – *Autrement*, Mai 1991 : p. 56-64.

IV. Centrisme et clivage gauche-droite.

- *Ouvrages, thèses, mémoires.*

BOBBIO (Noberto). – *Droite et gauche* – Traduit de l'italien par Sophie Gherardi et Jean-Luc Pouthier. – Paris : Seuil, 1996. – 153 p. – Traduction de : *Destra e sinistra. Ragioni e significati di una distinzione politica.*

BRÖCKLING (Ulrich), KRASMANN (Susanne), LEMKE (Thomas) (Hrsg.) – *Gouvernementalität der Gegenwart : Studien zur Ökonomisierung des Sozialen.* – Frankfurt a/M : Suhrkamp, 2000. – 315 p.

GIDDENS (Anthony), BLAIR (Tony). – *La troisième voie. Le renouveau de la social-démocratie.* – recueil de texte. – Paris : Seuil : 2002. – 266p.

HAZAN (Reuven Y.). – *Center Parties. Polarization and Competition in European Parliamentary Democracies.* – London, Washington : Printer, 1997. – XII-179 p.

KITSCHELT (Herbert). – *The Transformation of European Social Democracy.* – Cambridge : Cambridge University Press, 1994. – XVII-345 p.

ROHRMOSEN (Günter). – *Kampf um die Mitte : der moderne Konservatismus nach dem Scheitern der Ideologien.* – München : Olzog, 1995. – 352 p.

- *Contributions, articles.*

BORELLA (François). – « Existe-t-il une nouvelle approche dans l'étude des partis politiques? » p.71-80 in : *Les partis politiques. Quelles perspectives ?* / ANDOLFATTO (Dominique), GREFFET (Fabienne), OLIVIER (Laurent). – Paris : L'Harmattan, 2001.

CHEVALIER (Jean), GHEERBRAUT (Alain). – « Centre » p. 189-190 in : *Dictionnaire des symboles. Mythes, rêves, coutumes, gestes, formes, figures, couleurs, nombres* / LAFFONT (Robert) (Ed.), Paris: Poche, 2000 (1969).

CLARK (Terry Nichols), LIPSET (Seymour Martin.), REMPEL (Michael). – « The Declining Political Significance of Social Class ». – *International Sociology*, 8 (3), sept. 1993 : p. 293-316.

DAALDER (Hans). – « In Search of a Center in European Party-Systems ». – *American Political Science Review*, (78) , 1984: p. 92-109

HAZAN (Reuven Y.). – « Does Center Equal Middle? : Toward a Conceptual Delimitation with Application to West European System ». – *Party Politics*, 2 (2), avril 1996 : p. 209-228. KEMAN (Hans). – « The search of center : Pivot Parties in West European Party Systems ». – *West European Politics*, (17), 1994 : 124-148.

SEILER (Daniel-Louis.). – « L'actualité de l'approche des partis politiques en termes de clivages socio-politiques » p.49-70 in : *Les partis politiques. Quelles perspectives ?* / ANDOLFATTO (Dominique), GREFFET (Fabienne), OLIVIER (Laurent). – Paris : L'Harmattan, 2001.

V. **Ouvrages sur la démocratie-chrétienne – approche comparative et historique.**

- *Ouvrages, thèses, mémoires.*

BECKER (Winfried), MORSEY (Rudolf) (s/d). - *Christliche Demokratie in Europa : Grundlagen und Entwicklungen seit dem 19. Jahrhundert.* - Köln : Böhlau, 1988. - 291p.

BUCHSTAB (Günter), UERTZ (Rudolf) (Hrsg.). - *Christliche Demokratie im zusammenwachsenden Europa. Entwicklung, Programmatik, Perspektiven.* - Freiburg : Verlag Herder Freiburg im Breisgau, 2004. - 414 p. - Herausgegeben im Auftrag der Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

DELWIT (Pascal) (Ed.). - *Démocraties chrétiennes et conservatismes en Europe : une nouvelle convergence ?.* - Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles, 2003. - 350 p.

HANLEY (David L.). (s/d)- *Christian Democracy in Europe : a Comparative Perspective.* - London: Printer, 1994. - XI-222 p.

KRZYWICKA (Katarzyna) (red). - *Christian Democracy in the Modern World.* - Lublin: Wydawnictwo UMCS, 2000. - 322 p.

LETAMENDIA (Pierre). - *La démocratie chrétienne.* - Paris : PUF, 1993 (1977). - 127 p. - Que sais-je ?.

MAYEUR (Jean-Marie). - *Des partis catholiques à la démocratie-chrétienne : 19°-20° siècles,* Paris : Colin, 1990. - 247 p.

MOUNIER (Emmanuel). - *Le personnalisme.* - Paris : PUF, 1978 (1949). - 127 p. - Que-sais-je ?.

TUROWSKI (Konstanty) - *Historia ruchu chrześcijańsko-demokratycznego w Polsce.* t. 1-2. - Warszawa, 1989. - t.1: 321 p.; t.2: 323-590 p.

Ouvrages spécifiques

Allemagne

- *Sites électroniques et sources statistiques*

www.cdu.de

www.spd.de

www.wahlatlas.de (Résultats électoraux depuis 1949)

www.tns-emnid.com/index.html

WZB (Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung)

ZUMA (Zentrum für Umfragen, Methoden und Analysen, Mannheim)

I. **Système partisan/Système politique.**

- *Ouvrages, thèses, mémoires.*

ALEMANN, Ulrich.(von). - *Das Parteiensystem der Bundesrepublik Deutschland.* - Opladen: Leske & Budrich, 2001. - 232 p. - Bundeszentrale für politische Bildung.

ANDERSEN (Uwe), WOYKE (Wichard) (Hrsg.) - *Handwörterbuch des politischen Systems der Bundesrepublik Deutschland* - 5. aktualisierte Auflage. - Opladen : Leske + Budrich, 2003 - 808 p. - Bundeszentrale für politische Bildung.

BEYME (Klaus von). - *Das politische System der Bundesrepublik Deutschland.* - 8. überarb. Aufl. - München: Piper, 1996.- 407 p.

BEYME (Klaus von). - *Parteien im Wandel. Von den Volksparteien zu den professionalisierten Wählerparteien.* – Wiesbaden: Westdeutscher Verlag, 2000. – 224 p.

BÜRKLIN (Wilhelm), ROTH (Dieter) (Hrsg.). - *Das Superwahljahr. Deutschland vor unkalkulierbaren Regierungsmehrheiten.* – Köln: Bund-Verl., 1994. – 332 p.

CZADA (Roland), WOLLMANN (Helmut) (Hrsg.). - *Von der Bonner zur Berliner Republik. 10 Jahre deutsche Einheit.* – Opladen: Westdeutscher Verlag, 1999. – 738 p.

DALTON (Russel J.). - *The New Germany Votes : Unification and the Creation of the New German Party System .* - Providence, R. I : Berg, 1993. - XIV-290 p.

FENSKE (Hans). - *Deutsche Parteiengeschichte. Von den Anfängen bis zur Gegenwart.* -Paderborn u. a : Fredinand Schöningh Verlag, 1994. – 350 p.

FORSCHUNGSGRUPPE WAHLEN, MANNHEIM. - *Eine Analyse der Wahl vom 18. September 2005. Berichte der Forschungsgruppe Wahl Nr. 122.* - Mannheim : Forschungsgruppe Wahlen, 2005. - 241 p.

GABRIEL (Oscar W.), NIEDERMAYER (Oskar), STÖSS (Richard), (Hrsg.). – *Parteiendemokratie in Deutschland.* – Opladen : westdeutscher Verlag, 1997. – 575 p.

GRAF (Jutta), NEU (Viola). – *Analyse der Bundestagswahl vom 22. september 2002.* – Sankt Augustin: Konrad Adenauer Stiftung, 2002. – 84 p.

HETTERICH (Volker). – *Von Adenauer zu Schröder, der Kampf um Stimmen: eine Längsschnittanalyse der Wahlkampfkampagnen von CDU und SPD bei der Bundestagswahlen 1949 bis 1998.* – Opladen: Leske und Budrich, 2000. – 442 p.

KAASE (Max), KLINGEMANN (Hans-Dieter). - *Wahlen und Wähler. Analysen aus Anlass der Bundestagswahl 1987.* – Opladen: Westdeutscher Verlag, 1990 – 785 p.

KAASE (Max), KLINGEMANN (Hans-Dieter). – *Wahlen und Wähler: Analysen aus Anlass der Bundestagswahl 1990.* – Opladen: Westdeutscher Verlag, 1994. – 665 p.

KAASE (Max), KLINGEMANN (Hans-Dieter). – *Wahlen und Wähler: Analysen aus Anlass der Bundestagswahl 1994.* – Opladen: Westdeutscher Verlag, 1998. – 669 p.

KAASE (Max), KLINGEMANN (Hans-Dieter). – *Wahlen und Wähler: Analysen aus Anlass der Bundestagswahl 1998.* – Wiesbaden: Westdeutscher Verlag, 2001. – 738 p.

KLEIN (Markus) et al. - *50 Jahre empirische Wahlforschung in Deutschland. Entwicklung, Befunde, Perspektiven, Daten.* – Wiesbaden: Westdeutscher Verlag, 2000. – 616 p.

LÖSCHE (Peter). - *Kleine Geschichte der deutschen Parteien.* - Stuttgart u. a : Verlag W. Kohlhammer, 1994 (2. Ed). - 222 p.

NIEDERMAYER (Oskar) (Hrsg.). - *Die Parteien nach der Bundestagswahl 1998.* – Opladen: Leske + Budrich, 1999 – 160 p.

NIEDERMAYER (Oskar), STÖSS (Richard). (Hrsg.). - *Stand und Perspektiven der Parteienforschung in Deutschland.* - Opladen : Westdeutscher Verlag, 1993. - 347 p.

PICKEL (G.), WALZ (D.), BRUNNER (W.) (Eds.). - *Deutschland nach den Wahlen. Befunde zur Bundestagswahl 1998 und zur Zukunft des deutschen Parteiensystems.* - Opladen : Leske + Budrich, 2000. – 336 p.

RATTINGER (Hans), GABRIEL (Oscar W.), JAGODZINSKI (W). - *Wahlen und politischen Einstellungen im vereinigten Deutschland.* – Frankfurt am Main: Lang, 1994 – 600 p.

ROTH (Dieter). - *Empirische Wahlforschung. Ursprung, Theorien, Instrumente und Methoden.* – Opladen: Leske + Budrich, 1998. – 230 p.

Statistisches Bundesamt (Hrsg.). - *Datenreport 2002. Zahlen und Fakten über die Bundesrepublik Deutschland.* - Bonn: Bundeszentrale für Politische Bildung, 2002. – 639 p.

RUDZIO (Wolfgang). – *Das politische System der Bundesrepublik Deutschland.* – Opladen: Leske + Budrich, 2000. (5. überarb. Aufl.) – 589 p.

WAHL (Alfred). – *Les forces politiques en Allemagne. XIX°-XX° siècle.* – Armand Colin : Paris, 1999. – 368 p.

WOYKE (Wichard). – *Bundestagswahl 2002: Wahlen, Wähler, Wahlkampf*: - Opladen : Leske+Budrich, 2002. – 70 p.

- **Contributions, articles.**

DITTEBERNER (Jürgen). - „Die FDP an der Schwelle zum neuen Jahrhundert“. - *Aus Politik und Zeitgeschichte. Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament*, B 5, 28.1.2000: p. 30-38: p. 30.

FALTER (Jürgen W.), ARZHEIMER (Kai). - « 'Annäherung durch Wandel' ? Das Wahlverhalten bei der Bundestagswahl 1998 in Ost-West-Perspektive ». - *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B52/98, 1998: p. 33-43.

FALTER (Jürgen W.), ARZHEIMER (Kai). - „Ist der Osten wirklich rot? Das Wahlverhalten bei der Bundestagswahl 2002 in Ost-West Perspektive“. - *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B 49-50/2002: p. 27-35.

HARTENSTEIN (Wolfgang). - « Fünf Jahrzehnte Wahlen in der Bundesrepublik : Stabilität und Wandel ». - *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B 21/2002, 24 mai 2002 : p. 39-46.

HARTENSTEIN (Wolfgang), MÜLLER-HILMER (Ritta). - „Die Bundestagswahl 2002: Neue Themen – Neue Allianzen“. - *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B.49-50/2002, Dez. 2002: p. 18-26.

JUNG (Matthias), ROTH (Dieter). - « Wer zu spät kommt, bestraft der Wähler. Eine Analyse der Bundestagswahl 1998 ». - *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B. 52/98 : p. 3-18.

KLINGEMANN (Hans-Dieter). – « Kontinuität und Veränderung des deutschen Parteiensystems. 1949-1998 » p. 115-128 in : *Eine lernende Demokratie. 50 Jahre Bundesrepublik Deutschland/* KAASE (Max), SCHMID (Günther) (Hrsg.), Berlin : WSB-Jahrbuch, 1999.

FEIST (Ursula). - « Weder postmaterialistisch noch national : Analyse der ersten gesamtdeutschen Bundestagswahl am 2. dezember 1990 ». - *Gewerschaftliche Monatshefte*, 42 (1), janv. 1991 : p. 8-17.

KAASE (Max), SCHMID (Günther) (Ed.). – « Eine lernende Demokratie. 50 Jahre Bundesrepublik Deutschland » p. 285-314 in : *WZB-Jahrbuch 1999*. - Berlin, 1999.

KOLINKSY (Eva). - « Das Parteiensystem der Bundesrepublik Deutschland : Forschungsthemen und Entwicklungslinien » p.35-56 in : *Stand und Perspektiven der Parteienforschung in Deutschland/* . Westdeutscher Verlag: Opladen, 1993.

RASCHKE (Joachim). – „Zwei Lager, drei Mehrheiten und der regierende Zufall. Zur Einordnung der Bundestagswahl 2002“. – *Forschungsjournal NSB*, Jg. 16, Heft 1, 2003: p.14-24.

ROVAN (Joseph). - « FDP : vers la marginalisation ? ».- *Problèmes politiques et sociaux : l'évolution des forces politiques en Allemagne*, (762), 23/02/1996 : p. 27-28.

SCHMITT-BECK (Rüdiger). - « Ein Sieg der 'Kampa' ? Politische Symbolik der Wahlkampagne der SPD und ihre Resonanz in der Wählerschaft?« p. 133-159 in: *Wahlen und Wähler. Analysen aus Anlass der Bundestagswahl 1998/* KLINGEMANN (Hans-Dieter), KAASE (Max) (Hrsg.), Wiesbaden: Westdeutscher Verl, 2001.

SCHOEN (Harald), WALTER (Jürgen W). - « It's time for a change! – Wechselwähler bei der Bundestagswahl 1998 » p. 59-85 in: *Wahlen und Wähler. Analysen aus Anlass der Bundestagswahl 1998/* KLINGEMANN (H-D.), KAASE (M.) (Hrsg.), Wiesbaden: Westdeutscher Verl, 2001.

SPITTMAN. (Ilse-Rühle)- « Le Paysage politique : tableau d'ensemble ». - *Problèmes politiques et sociaux : l'évolution des forces politiques en Allemagne*, (762), 23/02/1996 : p. 19-25.

VEEN (Hans Joachim). – « Die Bundestagswahl 1998 und ihre Bedeutung für die Zukunft des Parteiensystems in Deutschland » p : 17-30 in : PICKEL (Gerd), WALZ (Dieter), BRUNNER (Wolfram) (Hrsg). - *Deutschland nach den Wahlen. Befunde zur Bundestagswahl 1998 und zur Zukunft des deutschen Parteiensystems*. - Opladen : 2000.

WESSELS (Bernhard). - « Geheime Wahl. Was Meinungsforscher vor dem 18. September nicht wissen konnten ». - *WZB-Mitteilung*, Heft 110, Dezember 2005.

II. Culture politique/Identité partisane.

- *Ouvrages, thèses, mémoires.*

VESTER (Michael) et al. - *Soziale Milieus im gesellschaftlichen Strukturwandel. Zwischen Integration und Ausgrenzung.* – Frankfurt am Main: Suhrkamp Taschenbuch Verlag, 2001. - 593 p.

- *Contributions, articles.*

FUCHS (Dieter), KLINGEMANN (Hans-Dieter.), SCHÖBEL (Carolin). - « Perspektiven der politischen Kultur im vereinigten Deutschland ». - *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B. 32, 1991 : p. 35-46.

GABRIEL (Oscar W). – « Politische Einstellungen und politische Kultur » p.95-131 in: *Die EG-Staaten im Vergleich. Strukturen, Prozesse, Politikinhalt.* / GABRIEL (Oscar W.) Opladen: Westdeutscher Verlag, 1992.

KAASE (Max). – „Sinn oder Unsinn des Konzepts ‚Politische Kultur‘ für die vergleichende Politikforschung, oder auch: Der Versuch, einen Pudding an die Wand zu nageln“ p. 144-171 in: *Wahlen und politisches System. Analyse aus Anlass der Bundestagswahl 1980/* KAASE (Max), KLINGEMANN (Hans-Dieter.) (Hrsg.), Opladen: Westdeutscher Verlag, 1983.

FALTER (Jürgen W.). - « Einmal mehr : Lässt sich das Konzept der Parteiidentifikation auf deutsche Verhältnisse übertragen ? » p. 476-500 in: *Wahlsoziologie heute. Analysen aus Anlass der Bundestagswahl 1976. Politische Vierteljahresschrift*, Opladen: Westdeutscher Verlag, 1977.

FALTER (Jürgen W.). - « Zur Übertragbarkeit des Konzepts der Parteiidentifikation auf deutsche Verhältnisse. Einige empirische Ergebnisse » p. 13-24. in : *Wahlanalyse. Hypothesen – Methoden – Ergebnisse.* / HOLLER (M). (Ed.), München: Tuduv-Verl. Ges, 1984.

JAGODZINSKI (Wolfgang). - « Sozialstruktur, Wertorientierungen und Parteibindung : Zur Problematik eines Sozialisationsmodells ». - *Zeitschrift für Soziologie*, 13 (1984), 1984 : p. 225-242.

LEPSIUS (Rainer M.). - « Parteisystem und Sozialstruktur. Zum Problem der Demokratisierung der deutschen Gesellschaft » p. 5 in : *Die deutschen Parteien vor 1918/* Gerhard A. Ritter (Hrsg.), Köln : Kiepenheuer & Witsch, 1973. 406

POLLACK (Detlef). – « Das Bedürfnis nach sozialer Anerkennung. Der Wandel der Akzeptanz von Demokratie und Marktwirtschaft in Ostdeutschland. ». – *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B 41-42/1998, 1998 : p. 9-23.

III. Le nouveau centre / SPD.

- *Ouvrages, thèses, mémoires.*

LÖSCHE (Peter), WALER (Franz). - *Die SPD. Klassenpartei-Volkspartei-Quotenpartei. Zur Entwicklung der Sozialdemokratie von Weimar bis zur deutschen Vereinigung.* – Darmstadt: wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1992. – 434 p.

MICUS (Matthias). – Die „Enkel“ Willy Brandts. Aufstieg und Politikstil einer SPD-Generation. – Frankfurt/New York: Campus Verlag, 2005. – 236 p.

MILLER (Susanne), POTTHOFF (Heinrich). - *Kleine Geschichte der SPD. Darstellung und Dokumentation 1848-1990.* - 7° Ed. corrigée et augmentée. – Bonn : Verlag Neue Gesellschaft, 1991- 544 p.

SCHMIDT (Ute). - *Von der Blockpartei zur Volkspartei.* – Opladen: Westdeutscher Verlag, 1997. – 406 p.

WALTER (Franz). - *Die SPD. Vom Proletariat zur Neuen Mitte*. - Berlin : Alexander Fest Verlag, 2002 – 283 p.

WALTER (Franz). – *Politik in Zeiten der 'neuen Mitte' : Essays*. – Frankfurt/M : Lang, 2002. – 202 p.

- **Contributions, articles.**

DÜRR (Tobias). - « Die Linke nach dem Sog der Mitte. Zu den Programmdebatten von SPD, Grünen und PDS in der Ära Schröder ». - *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B 21/2002, 24 mai 2002 : p. 5-12.

STÖSS (Richard), NIEDERMAYER (Oskar). - « Zwischen Anpassung und Profilierung. Die SPD an der Schwelle zum neuen Jahrhundert ». - *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B 5/00, 28 janvier 2000 : p. 3-11.

TIEMANN (Heinrich). - « Die SPD in den neuen Bundesländer – Organisation und Mitglieder ». - *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, 24, 1993 : p. 415-422.

VESTER (Michael). - « Gibt es eine neue Mitte? Die SPD und die Modernisierung der sozialen Milieus » p.103-128 in : *Rot-Gruen – noch ein Projekt/M.Vester mit beitr. V. Heiner Flassbeck*, Hannover, 2000.

WALTER (Franz). - « Partei ohne Botschaft. Probleme und Chancen der deutschen Sozialdemokratie zwischen neuer Mitte und ergrauender Gesellschaft ». - *Berliner Republik*, 4(2), 2000: p. 58-65.

WALTER (Franz). - « Die Mitte im Programmloch ». - *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 21/2002, 24 mai 2002 : p. 3-4.

- **Textes et documents internes (par ordre chronologique):**

- *Regierungsprogramm 2002-2006*.

- A 277: *Deutschland 2010 – Zukunft für Kinder und Zukunft mit mehr Kindern*“, Beschlussübersicht Nr. 26, SPD-Parteitag Bochum 17. 19 Nov. 2003, Bochum: 19.11.2003.

- « Familien im Zentrum » p.46-48 in : *Erneuerung und Zusammenhalt, Regierungsprogramm 2002-2006*, SPD-Parteivorstand, Nr. 390 1405, 2002.

- SCHRÖDER (Gherard.). - *Rede anlässlich des Kongresses 'Die Mitte in Deutschland' der SPD* - Berlin, 20.2.2002.

- SCHMITT (Renate), *Familiengeld der Union ist ein fehlgeleitetes Rauskauf-Modell*, 2.02.2005. – [[texte disponible sur le site www.spd.de].

IV. CDU

- **Ouvrages, thèses, mémoires.**

BECKER (Winfried) (Hrsg). – *Kleine Geschichte der CDU*. – Stuttgart: deutsche Verlags-Anstalt, Konrad Adenauer Stiftung für politische Bildung und Studien Förderung, 1995. – 319 p.

BÖSCH (Frank). - *Das konservative Milieu. Vereinskultur und lokale Sammlungspolitik in ost- und westdeutschen Regionen (1900-1960)*. - Göttingen : Wallstein Verlag, 2002. – 266 p.

BÖSCH (Frank). - *Macht und Machtverlust : Die Geschichte der CDU*. - Stuttgart : Deutsche Verlags – Anstalt, 2002 – 311 p.

BÜRKLIN (Wilhelm P.), NEU (Viola), VEEN (Hans-Jochim). – *Die Mitglieder der CDU*. – Interne Studie nr. 148/1997. – Sankt Augustin : Konrad Adenauer Stiftung, 1997. – 160 p.

BUCHHAUS (Dorothee). - *Die Volkspartei. Programmatistische Entwicklung der CDU. 1950-1973*. - Düsseldorf : Droste Verlag, 1981. 368 p.

DÜRR (Tobias), RÜDIGER (Soldt) (Eds.). - *Die CDU nach Kohl*. - Frankfurt/M: Fischer-Taschenbuch Verl., 1998. – 224p.

HINTZE (Peter). – *Die CDU-Parteiprogramm: eine Dokumentation der Ziele und Aufgaben*; - Bonn: Bouvier, 1995. – XXVII-517 p.
UERTZ (Rudolf). – *Christentum und Sozialismus in der frühen CDU: Grundlagen und Wirkungen der Christlich-sozialen Ideen in der Union 1945-49*. – Stuttgart: deutsche Verlags-Anstalt, 1981. – 230 p.

- **Contributions, articles.**

BÖSCH (Frank). - « Kontinuität im Umbruch. Die CDU/CSU auf dem Weg ins neue Jahrhundert ». - *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B. 5/00, 28 janv. 2000 : p. 12-21.
BÖSCH (Frank). - « Bereit für den Wechsel? Die Strategische und inhaltliche Positionierung von CDU/CSU und FDP vor der Bundestagswahl 2002 ». - *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B 21/2002, 24 mai 2002 : p. 12-21.
DETLING (W.). – « Rückwärts in die Offensive? Die CDU im Übergang, aber wohin und mit welchem Gepäck? ». – *Blätter für deutsche und internationale Politik*, März 1999 : p. 320-327.
DREYFUS (F.G.) . – « La CDU et les élections au Bundestag de 1994 ». – *Revue d'Allemagne (Strasbourg)*, 27 (1), janv-mars 1995 : p. 37-47.
GABRIEL (Oscar W.), BRETTSCHEIDER. - « Die Bundestagswahl 1998 : Ein Plebiszit gegen Kanzler Kohl? ». - *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B. 52/98, 1998 : p. 20-32.
GLUCHOWSKI (Peter), VEEN (Hans-Joachim). - « Nivellierungstendenzen in den Wähler- Mitgliedschaften von CDU/CSU und SPD 1959-1979 ». - *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, 10, 1979 : p. 312-331.
KIMMEL (Adolf). – « La Crise de la CDU. Le scandale ». – *Pouvoirs*, (94), 2000 : p. 131-140.
MAIER (Hans) . – « Origines et fondements de la démocratie chrétienne » p. 11-45 in : *Christliche Parteien in Europa*. – Osnabrück : Fromm, 1964.
MOLIQUE (Corine). – « La Crise d'identité de la CDU dans les années 80 : 'Strategiedebatte' (1987-1988) ou un parti de masse en crise ». – *Revue d'Allemagne (Strasbourg)*, 24 (1), janv-mars 1992, p. 113-122.
KORTE (Karl-Rudolf). - « Wie Parteien auf komplexe Wähler märkte reagieren. Das Beispiel CDU ». - *Blätter für deutsche und internationale Politik*, H. 6, 2000,: p. 707-716.
VEEN (Hans Joachim.) . – « Die CDU nach dem Wahlen 1998 und 1999 ». – *Politische Meinung*, (363), 45. Jahrg., 02-2000 : p. 11-19.
WALTER (Franz). – « Verlust der Mitte : die Erosion der christlichen Demokratie ». – *Blätter für deutsche und internationale Politik*, (11), 43. Jahrg., 11-1998 : p. 1339-1350.

- **Textes et documents internes.:**

- *50 Jahre erfolgreiche Politik für Deutschland und Europa 1945-1995*. CD-Rom, CDU Bundesgeschäftsstelle, Bonn.
- *Freiheit in Verantwortung : das Grundsatzprogramm*. – Hamburg : 5. Parteitag, 20-23 Feb. 1994.
- *1998-2002, Wahl-Plattform CDU/CSU*.
- *Erfurter Leitsätze – Aufbruch 99*, 1998. – [12° congrès national de la CDU]
- *Konrad-Adenauer Stiftung Jahresbericht 2001*.
- *Wahl-Plattform von CDU und CSU 1998-2002*.
- *Lust auf Familie, Lust auf Verantwortung*, Beschluss des ,Kleinen Parteitages der CDU Deutschlands, 13. Déc. 1999.
- *Familienpolitik. Familien sind das Fundament unserer Gesellschaft*, Positionspapier ; 1999.
- *Vertrag für eine sichere Zukunft*, Beschluss des 14. Parteitages in Dresden, 2001.

- *Familienpolitik, Familienpolitik als Markenzeichen der CDU*, 24.01.2005.- [Disponible sur le site www.cdu.de, rubrique « familienpolitik »].

Beschluss des Bundesausschusses der CDU Deutschlands am 24. Janv. 2005 in Berlin.

BRAUN (Helge), FLACHSBATH (Maria Dr.), „*Nachhaltigkeitstrategie der Bundesregierung gibt keine Antwort auf Fragen der demokratischen Entwicklung*, Do. 27.01.05. – [Article en réponse au débat parlementaire sur „la stratégie nationale pour un développement durable“].

DÖGE (Peter), VOLZ (Rainer), „Wollen Frauen den neuen Mann. Traditionelle Geschlechterbilder als Blockaden von Geschlechterpolitik“, *Zukunftsforum Politik*, (47), Skt Augustin, Nov. 2002.

France

- **Sites électroniques et sources statistiques**

<http://elections2002.sciences-po.fr>

www.tns-sofres.com

www.udf.org

I. **Système partisan/Système politique.**

- **Ouvrages, thèses, mémoires.**

BOY (Daniel) et al. – *C'était la gauche plurielle*. – Paris : Presses de Sciences Po, 2003 – 186 p.

BRECHON (Pierre), LAURENT (Annie), PERRINEAU (Pascal.) (s/d.). – *Les cultures politiques des Français*. – Paris : presses de Sciences Po, 2000. – 426 p.

CAPDEVIELLE (Jacques) et al. - *France de gauche - Vote à droite ?*. - Paris : Presses de la FNSP, 1981. – 355 p.

CAUTRES (Bruno), MAYER (Nonna) (s/d.). – *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*. – Paris : Presses de Science Po, 2004. – 412 p.

CEVIPOF. – *L'électeur français en question*. – Paris : PFNSP, 1990. – 249 p.

DREYFUS (François-Georges), COUTROT (Aline). – *Les forces religieuses dans la société française*. – Paris : Colin, 1996. – 334 p.

GOGUEL (François). – *Géographie des élections françaises de 1870 à 1951*. – Cahiers de la fondation nationale de science politique, 27, Paris : Presses de Sciences Po et Armand Colin, 1951 – 144 p.

MARTIN (Pierre). – *Comprendre les évolutions électorales. La théorie des réalignements revisitée*. – Paris : Presses de Sciences Po, 2000. – 470 p.

PIFFARETTI (Alain). - *Essai d'application du concept de champ politique chez Pierre Bourdieu au champ politique français 1983-85*. - mémoire de DEA, IEP, Paris, 1986. - 136 f.

TODD (Emmanuel). – *La nouvelle France*. – Paris : Seuil, 1988. – 283 p.

YSMAL (Colette). – *Les partis politiques sous la V^o République*. – Paris : Montchrétien, 1989. – 312 p.

- **Articles, contributions.**

BLAIS (Alain). - « Y a-t-il un vote stratégique en France ? » p. 279-302 in : *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*. / CAUTRES (B.), MAYER (N.), Paris : Presses de Sciences Po, 2004.

BRECHON (Pierre). - « Partis politiques et idéologies » p. 5-14 in : *Le discours politique en France*. / BRECHON (Pierre). - Paris : La documentation française, 1994.

JAFFRE (Jérôme). – « Les changements de la France électorale » p. 129-150 in : *L'état de l'opinion*/ SOFRES, Paris : Seuil, 1996.

MAIR (Peter). – « L'hypothèse du gel des clivages politiques : une évaluation ». – *Revue internationale de politique comparée.*, 5 (3), 1998 : p. 669-693.

II. Culture politique et identité partisane.

• *Ouvrages, thèses, mémoires.*

COURS-SALIES (Pierre), VAKALOULIS (Michel) (s/d). – *Les mobilisations collectives. Une controverse sociologique.* – Paris : PUF, 2003. – 113 p. – Actuel Marx Confrontation.

CRETE (Jean), FAVRE (Pierre) (s/d), *Génération politiques.* Paris : Economica, 1989. – 368 p. - Collection politique comparée.

HARVAD DUCLOS (Bénédicte), NICOURD (Sandrine) – *Pourquoi s'engager ? Bénévoles et militants dans les associations de solidarité* – Paris : Payot & Rivages, 2005. – 212 p.

LAVAU (Georges), GRUNBERG (Gérard), MAYER (Nonna). – *L'univers politique des classes moyennes.* – Paris : Presses de la FNSP, 1983. – 389 p.

PERRINEAU (Pascal). – *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*. – Paris : PUF, PFNSP, 1994. – 444 p.

• *Articles, contributions.*

DUPOIRIER (Elizabeth). - « Dynamique de l'espace social et vote » p. 185-206 in : *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*/ B.Cautrès, N.Mayer (dir.), Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 2004.

TIBERJ (Vincent). - « L'extrême gauche et la recomposition de la gauche traditionnelle à la veille des élections régionales » -CEVIPOF, 2004.

GORZ (André). - « Droite/gauche : essai de redéfinition ». - *Revue du MAUSS*, 4^o trimestre 1991 : p. 15-27.

GRUNBERG (Gérard.),SCHWEISGUTH (Etienne). - « La tripartition de l'espace politique » p.341-362 in : *L'électeur a ses raisons*/ D.Boy, N.Mayer (dir.), Paris : Presses de Science PO, 1997

HAEGEL (Florence). - « Mémoire, héritage et filiation. Dire le gaullisme et se dire gaulliste au RPR ». - *Revue française de science politique*, 40 (6), décembre 1990 : p. 864-879.

IHL (Olivier). - « Socialisation et événements politiques », *Revue française de science politique*, 52 (2-3), av.-juin 2002 : p. 125-144

TOURNIER (Vincent) « Génération politiques » p. 229-254 in : *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*/ CAUTRES (Bruno), MAYER (Nonna) (s/d.), Paris : Presses de la fondation nationale de sciences politiques, 2004.

LAZAR (Marc). – « Cultures politiques et partis politiques en France » p. 169-189 in : *Cultures politiques* / CEFAÏ (Daniel) (s/d.), Paris : PUF, 2001.

MAYER (Nonna). - « Les hauts et les bas du vote Le Pen », *Revue française de science politique*, 52 (5-6), 2002 : p.518.

MICHELAT (Guy), SIMON (Michel). – « Changements de société, changements d'opinion » p. 167-186 in : *L'état de l'opinion*/ SOFRES, Paris : Seuil, 1996.

MICHELAT (Guy) - « Intégration au catholicisme, attitudes éthico-politiques et comportement électoral » p. 234 in : *Les cultures politiques des français.* / BRECHON (P.), LAURENT (Annie), PERRINEAU (Pascal) (dir.). Paris : PFNSP, 2000.

MOSSUZ-LAVAU (Janine). - « le vote des femmes en France (1945-1993) », *Revue française de science politique*, 43 (1993), 4 : p. 673-689. (Fondation nationale de science politique).

SUBILEAU (Françoise). - « Le Militantisme dans les partis politiques sous la Cinquième République ». - *Revue française de science politique*, 31 (5-6), 1981 : p. 1038-1068.

III. Centre et centrisme.

- *Ouvrages, thèses, mémoires.*

GUILLAUME (Sylvie). - *Les classes moyennes au cœur du politique sous la IV^e République*. - Edition de la maison des sciences de l'homme d'Aquitaine (MSHA), 1997, Talence : 252 p.

GUILLAUME (Sylvie) (s/d.). - *Echecs du centrisme dans la France des XIX^e et XX^e siècles*. - Colloque des 25-26 mars 2004. - Bordeaux : Maison des sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005. -

GUILLAUME (Sylvie). - *Centre et centrisme en Europe aux XIX^e et XX^e siècles*. - Colloque organisé par le CHPP et l'IUF sous le patronage de Christian Poncelet, président du Sénat, les 23 et 25 mai 2005. - (actes non encore publiés).

GUIZOT (François). - *Des moyens de gouvernements et d'opposition*. - Paris :Belin, 1988 (1821) : 398p.

ZERAFFA (Danièle). - *Du Mouvement Républicain Populaire au CDS : aspects du discours centriste. 1962-1978*. - Thèse de doctorat, 1983. - 338 f.

- *Articles, contributions.*

BERSTEIN (Stein). - « Le centre à la recherche de sa culture politique ». - *XX^e siècle*, 44, déc. 1994 : p. 19-24.

BONHOMME (Eric). - « Gambetta ou du bon usage du centre » p.41-51 in : *Echecs du centrisme dans la France des XIX^e et XX^e siècles*. / GUILLAUME (Sylvie) (s/d.), Colloque des 25-26 mars 2004. - Bordeaux : Maison des sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005.

CAYROL (Roland). - « La droite, la gauche et les références politiques des Français ». - *L'état de l'opinion*, Paris : Seuil, 1992 : p. 57-72.

CRAPEZ (Marc). - « De quand date le clivage gauche-droite en France ? ». - *Revue française de science politique*, 48 (1), fév 1998 : p. 42-75.

DENNI (Bernard). - « Les discours des partis du centre et de la droite traditionnelle ». - *Regards sur l'actualité*, (176), déc. 1991 : p. 3-9.

DOGAN (Mattei). - « Classe, religion, parti : triple déclin dans les clivages électoraux ». - *Revue internationale de politique comparée*, 3 (3), déc. 1996 : p. 515-540.

DORNA (Alexandre). - « Le centrisme est-il l'arlésienne de la politique ? ». - *Psychologie française*, 35 (2), 1990 : p. 143-152.

DUHAMEL (Olivier). - « Derrière le brouillard le bi-partisme ». - *Etat de l'opinion*, 1997 : p.81-97.

DUVERGER (Maurice) - « L'éternel marais. Essai sur le centrisme français ». - *Revue française de sciences politiques*, fév. 1964 : 33-51.

GAUCHET (Marcel). - « La droite et la gauche » p. 395-467 in : *Les Lieux de mémoire. Tome 3. Les Frances. 1 Conflits et partages*. / NORA (P.) - Paris : Gallimard, 1992.

GOGUEL (François). - « Bipolarisation ou rénovation du centrisme ? ». - *Revue française de science politique*, octobre 1967.

LAMARQUE (Gwénael). - « La monarchie de juillet : une monarchie du centre ? Le 'juste-milieu' : évolutions et contradictions de la culture orléaniste. Juillet 1830-Février 1848 » p.13-28 in : *Le centrisme en France*/ GUILLAUME (Sylvie) (s/d). - *Echecs du centrisme dans la France des XIX^e et XX^e siècles*. - Colloque des 25-26 mars 2004. - Bordeaux : Maison des sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005.

- REMOND (René). - « La place du centre dans la vie politique française ». - *Paradoxes*, (51), automne 1984.
- SAUGER (Nicolas). - « Entre survie, impasse et renouveau : les difficultés persistantes du centrisme français ». - *Revue française de science politique*, 54(4), août 2004, p.697-714.
- YSMAL (Colette). - « Face à l'extrême droite, la droite existe-t-elle ? » p.139-164 in : *Les cultures politiques des Français*. / P.Bréchon, A.Laurent, P.Perrineau (dir.), Paris : PFNSP, 2000.
- ZERAFFA (Danièle). - « A la recherche du centre dans la vie politique française ». - *XX^e siècle*, janv-mars 1986 : p. 81- 96.

IV. UDF : héritages et filiations.

- **Ouvrages, thèses, mémoires.**

- DELBREIL (Jean-Claude). - *Centrisme et démocratie chrétienne en France, le Parti Démocrate Populaire des origines au MRP. 1919-1944* – Paris : publications de la Sorbonne, 1990. – 481 p.
- DENON-BIROT (Marie-Nelly). – *De la démocratie chrétienne à Force Démocrate: échos d'une mutation politique.* – Paris, Montréal : l'Harmattan, 2000. – 206 p.
- DREYFUS (F.G.) . - *Histoire de la démocratie-chrétienne en France : de Chateaubriand à Raymond Barre.* - Paris : Albin Michel, 1988. – 430 p.
- FRETEL (J.). – *Militants catholiques en politique. La Nouvelle UDF.* – Thèse soutenue à l'Université Paris I, octobre 2004. – (à paraître en 2006 chez Belin).
- FURET (François), JULLIARD (Jacques), ROSANVALLON (Pierre). - *La République du centre : la fin de l'exception française.* – Paris : Calmann Lévy ,1988. – 182 p.
- GAUDUFFE (Alain). - *Les démocrates-chrétiens en France après le MRP : étude du centre des démocrates – sociaux – CDS de 1976 à 1994*, Lille : Atelier de Reproduction Thèse, 1996 : - 392 f.
- HISTOIRE (L'). - *La Droite depuis 1789 : les hommes, les idées, les réseaux.* - Paris : Seuil, 1995. – 414 p.
- MASSART (Alain). - *UDF : naissance et organisation d'un regroupement de partis.* – Thèse pour le doctorat de science politique, Université de Lille II, 1997. – 568 p.
- MASSART (Alain). – *L'Union pour la Démocratie Chrétienne : UDF.* – Paris, Montréal : L'Harmattan, 1999. – 369 p.
- REMOND (René). – *Les droites en France.* – Paris : Aubier Montaigne, 1982 (4^e éd.). – 544 p.
- ROTH (François)(Ed.). - *Les Modérés dans la vie politique française.* – Colloque organisé par l'université de Nancy 2, 18-19-20 nov. 1998. – Nancy : Presses universitaires de Nancy, 2000. – 532 p.
- ROCHER (Bertrand), LION (Valérie). - *Le Centre des Démocrates Sociaux.* - Paris : L.G.D.J, 1994. – X-244 p.
- SAUGER (Nicolas). - *Les scissions de l'UDF (1994-1999) : unité et dissociation, mécanismes de transformation de l'offre partisane.* - IEP, Paris, 2003. – Thèse sous la direction de Gérard Grunberg. - 604 f.

- **Articles, contributions.**

- BACKMAN (François), BIRENBAUM (Guy), - « Heurts et malheurs de la sélection des candidats RPR et UDF » p.23-42 in : *Le vote sanction. Les élections législatives des 21 et 28 mars 1993* /HABERT (Philippe), PERRINEAU (Pascal), YSMAL (Colette), Paris : Presses de la FNSP, 1993. - Chroniques électorales.
- BRECHON (Pierre), DENNI (Pascal). - « Bayrou, Madelin, Boutin ou l'autonomisation de l'UDF » p. 290-309 in : *Le vote de tous les refus*/ P. Perrineau, C.Ysmal (s/d), Paris : Presses de la FNSP, 2003.

DOLEZ (Bertrand). – « La Liste Bayrou ou la résurgence du courant démocrate chrétien ». – *Revue française de science politique*, 49 (4-5), 08/09 1999 : p. 663-674.

DREYFUS (François-Georges) . – « Place et poids de la démocratie chrétienne : le CDS, premier parti démocrate-chrétien dans l'arène politique ». – *Revue française de science politique*, 40 (6), déc. 1990 : p. 845-863.

FRETEL (Julien). – « Sociologie des réseaux de la Nouvelle UDF ». – *Les Tendances récentes de l'étude des partis politiques dans la science politique française : organisations, réseaux, culture partisane, action publique*. Contribution au colloque de l'Association Française de Science Politique, avec le concours du Centre de recherches politiques, administratives et sociales (CNRS, Lille 2) et l'Ecole doctorale de l'Institut d'études politiques de Paris. Paris, IEP, 31 janv – 1^{er} fév. 2002 – 15 p. - (non publié).

FRETEL (Julien). – « Le parti comme fabrique de notables. Réflexions sur les pratiques notabilliaires des élus de l'UDF ». - *Politix*, Vol.17, n°65/2004 : p.45-72.

MAYEUR (Jean-Marie). - « L'Eglise catholique : les limites d'une prise de conscience » p. 125-139 in : *L'univers politique des classes moyennes/* LAVAU (G.), GRUNBERG (G.), MAYER (Nonna) (s/d), Paris, PFNSP, 1983.

SAUGER (Nicolas). – « Rompre l'Union : Démocratie Libérale en 1998. Contribution à l'étude de l'impact de l'organisation des partis sur leur propre unité ». – *Les Tendances récentes de l'étude des partis politiques dans la science politique française : organisations, réseaux, culture partisane, action publique*. Contribution au colloque de l'Association Française de Science Politique, avec le concours du Centre de recherches politiques, administratives et sociales (CNRS, Lille 2) et l'Ecole doctorale de l'Institut d'études politiques de Paris. Paris, IEP, 31 janv – 1^{er} fév. 2002 – 15 p. - (non publié).

SAUGER (Nicolas). – « Entre survie, impasse et renouveau : les difficultés persistantes du centrisme français ». - *Revue française de science politique*, vol. 54, n°4, août 2004, p. 697-714.

SUR (Serge). - « L'assimilation progressive par les centristes » p. 242-257 in : *La constitution de la Cinquième République.* /DUHAMEL (Olivier), PARODI (Jean-Luc.), Paris : Presses de la FNSP, 1988.

YSMAL (Colette). - « Le Groupe central giscardien » p. 241-257 in : *L'univers politique des classes moyennes/* LAVAU (Georges.), GRUNBERG (Gérard.), MAYER (Nonna) (s/d), Paris, PFNSP, 1983.

YSMAL (Colette). – « Les Modérés depuis 1944» p. 649-654 in : *Le dictionnaire du vote.* / PERRINEAU (Pascal), REYNIE (Dominique). (s/d) – Paris : PUF, 2001.

- **Textes et documents internes (par ordre chronologique).**

- Texte de la Charte du Centre Démocrate : « avec Jean Lecanuet, bâtissez la France de demain dans une Europe unie ». – *Le courrier des démocrates*, n° spécial, avril 1966.
- « Colloque d'action sociale et familiale », Rapport de Robert Prigent, *France-Forum*, fév. 1967, p. 1-3.
- Colloque : « La Famille dans la société moderne » 10 mai 1975, *Démocratie Moderne*, supplément n°199, 29 mai 1975.
- LECANUET (Jean). – « Discours de clôture. 'Soyons les militants de la liberté de choix pour les familles' ». – *Démocratie Moderne*, 29/05/1975 : p.14.
- « Famille : la mémoire courte ». - *Démocratie moderne*, 2/06/1977.
- « La proposition de loi d'orientation sur la famille ». – *Démocratie moderne*, 1/11/1979
- CDS, « *Remettre la France en marche* », 1985.
- CDS, « *Aujourd'hui, pourquoi un parti démocrate chrétien en France ? Les vingt thèses du CDS* », 1987.
- « Famille : au nom de l'avenir – le message de J.Barrot ». - *Démocratie Moderne*, 15/04/96.

- *Compte rendu analytique officiel de la 2^{ème} séance du lundi 28/06/1999, projet de loi constitutionnelle relatif à l'égalité entre les hommes et les femmes*, intervention de P-C.Baguet.

- *Le projet de l'UDF : 2002, la relève des idées*. – Document présenté au conseil national du 26 janv. 2002, Paris.

- *France Forum. La Fin du social*. – (16), déc. 2004. – 84 p.

- **Politique familiale.**

CERTAINES (Madeleine de) - « Ajustements idéologiques et régulations publiques d'une politique : un siècle de politique familiale en France ». - *Politiques et management public*, n°3 (18), sept. 2000 : p.83-98.

OBSERVATOIRE DES INEGALITES. - *Députés : le haut de l'échelle sociale*, 15/12/2003.

ZIMMERMANN (Marie-Jo). - *Pourquoi la parité en politique reste-t-elle un enjeu majeur pour la démocratie française ?*- Rapport pour le Premier ministre de Marie-Jo Zimmermann, Rapporteuse Générale. - Observatoire de la Parité entre les femmes et les hommes, mars 2003, 74 p.

Pologne.

- **Sites électroniques et sources statistiques**

www.uw.org.pl

<http://demokracy.pl>

www.platforma.org

www.sld.org.pl

www.sdpl.org.pl

www.pis.org.pl

www.isp.org.pl (Institut Spraw Publicznych)

www.fundusze.ukie.gov.pl (UKIE, Urząd Komitetu Integracji Europejskiej)

www.sejm.gov.pl

www.tns-global.pl (TNS-OBOP)

I. Système partisan/ Système politique/ Transformation du régime.

- **Ouvrages, thèses, mémoires.**

ASH (Timothy Garton). - *The Polish Revolution. Solidarity*. - London: Penguin Books, 1999 (1984). – 439 p.

DAVIES (Norman). - *Histoire de la Pologne*. – Trad. par Denise Meunier. - Paris :Fayard, 1986. -. 542 p.- Traduction de: Heart of Europe. A Short Story of Poland.

DE WAELE (Jean-Michel) (Ed.) – *La Pologne et l'intégration européenne*. – Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles, 2003. – 208 p. – Sociologie et Politique.

DUDEK (Antoni). – *Pierwsze Lata III Rzeczspolite. 1989-1995* - Krakow : Wydawnictwo geo, 1997. - 400 p.

GEREMEK (Bronislaw), ZAKOWSKI (Jacek). - *La rupture: la Pologne du communisme à la démocratie*. - Paris: Seuil, 1991. – 296 p.

ISP (Instytut Spraw Publicznych) – *Polska scena polityczna w 2004 roku. Kontynuacja czy zmiana. Materiały z seminarium Instytut Spraw Publicznych 11 maja 2004.* – Warszawa: ISP, 2004 – 61 p.

ISP (Instytut Spraw Publicznych) – *Przyszłość polskiej sceny politycznej po wyborach 2001.* – Warszawa: ISP, 2002. – 79 p.

KLINGEMANN (Hans-Dieter.), KULESZA (Ewa), LEGUTKE (Anette). – *The State of political Science in Central and Eastern Europe.* – Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung, Abteilung Institutionen und sozialer Wandel. – Berlin : Ed. Sigma, 2002. – 331 p.

KOWALSKI (Mariusz). (dir.).- *Geografia wyborcza polski przestrenne zroznicowanie zachowan wyborczych Polakow w latach 1989-98.* - Warszawa : Institute of Geography and Spatial Organisation Polish Academy of Science (Geopolitical Studies vol.7), 2000. - 137p. – [Géographie électoctorale des comportements électoraux des Polonais dans les années 1989-98.]

MINK (Georges). - *La Force ou la raison: histoire sociale de la Pologne. 1980-1989.* - Paris: Découverte, 1989. – 308 p.

MINK (Georges), SZUREK (Jean-Charles). – *Cet étrange post-communisme.* – Paris : Ed. La Découverte, 1992. – 368 p.

OST (David). - *Solidarity and the Politics of Antipolitics. Opposition and Reforms in Poland since 1968.*- Philadelphia, Pa : Temple University Press, 1990 – XIV-279 p.

PASZKIEWICZ (Krystyny A.) (pod red). – *Partie i koalicje polityczne III Rzeczypospolitej.* – Wrocław: Wydawnictwo Uniwersytetu Wrocławskiego, 2000. – 190 p.

RICHARD (François). - *La Pologne en 1995: un aperçu du débat politique et de ses enjeux à l'occasion de l'élection présidentielle.*- mémoire IEP, section internationale, Paris : 1995-1996. -163 f.

ROLLET (Henry). - *La Pologne au 20° siècle.* - Paris: Redone, 1985. - 603 p.

RUPNIK (Jacques). – *L'autre Europe. Crise et fin du communisme.* – Paris : Ed. Odile Jacob, 1990. – 384 p.

TWORZECKI (Hubert). - *Parties and Politics in Post-1989 Poland.* - Oxford: Westview Press, 1996. - 219 p.

WIATR (Jerzy J.) et al. – *Demokracja Polska. 1989-2003.* – Warszawa: Wydawnictwo Naukowe Scholar, 2003 – 346 p.

WIDMAIER (U.), GAWRICH (A.), BECKER (U.) (Eds.). – *Regierungssysteme Zentral- und Osteuropas. Ein einführendes Lehrbuch.*- Opladen : Leske + Budrich, 2002. – 230 p.

- **Articles, contributions.**

« Polands Presidential Elections of 1995 ». - *Labour Focus on Eastern Europe*, (52), Autumn 1995: p. 4-40.

BAFOIL (François). - « Pologne : réflexions sur les élections d'octobre 2005 ». CERI, 2005. – (Sur le site du CERI).

CZAPLICKI (Michał). - « Pierwsze wybory europejskie w Polsce ». - *Analizy i Opinie*, n° 25, Instytut Spraw Publicznych.

DE WAELE (Jean-Michel). – « Partis et systèmes politiques en Pologne (1989-1996) » : p. 203-307 in : *L'émergence des partis politiques en Europe Centrale.* - Bruxelles: université de Bruxelles, 1999 .

EKIERT (Grzegorz). - « Peculiarities of Post-communist Politics: The Case of Poland ». - *Studies in Comparative Communism*, 25 (4), déc. 1992: p. 341- 363.

GRABOWSKI (Tomek). - « The Party that never was: the Rise and Fall of Solidarity Citizen's Committees in Poland ». - *East European Politics and Societies*, 10 (2), spring 1996 : p. 214-254.

JASIEWICZ (Krystof). - « From Solidarity to Fragmentation ». - *Journal of Democracy*, (2), avril 1992: p. 55-69.

JASIEWICZ (Krystof). - « Polish Politics on the Eve of the 1993 Election: towards Fragmentation or Pluralism? » - *Communist and Post-Communist Studies*, 26 (4), déc. 1993 : p. 387-411.

JASIEWICZ (Krystof). - „Portfel czy Rozaniec? Wzory zachowan wyborczych Polakow w latach 1995-2001” p. 75-99 in: *System partyjny i zachowania wyborcz.; Dekada polskick doswiadczen / R. Maskowski (p. Redacja), Warszawa: FES, 2002.*

JEDLICKI (Jerzy). - « L'éternel retour de la Pologne en Europe ». - *Autre Europe*, (28-29), 1994: p. 28-37.

KITSCHHELT (Herbert). - « Formation of Party Cleavages in Post-Communist Democracies : Theoretical Propositions », *Party Politics*, 1 (4), 1995: 447-472.

KOLARSKA-BOBIŃSKA (Lena). - « Clivages et conflits en période de transition », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 4 (25), 1994 : p. 183-195

LEWIS (Paul G.). - « Political Institutionalisation and Party Development in Post Communist Poland ». - *Europe-Asia Studies*, 46 (5), 1994: p. 779-799.

MARKOWSKI (Radosław). - « Party System Institutionalisation and Democratic Consolidation : on the Idiosyncrasies of the Polish Case », p. 65-90 in: *Between Animosity and Unity. Political Parties and their Matrix / KUBIAK (Hieronim), Wiatr (Jerzy J.) (Eds.), Warszawa: 2000, Wydawnictwo Naukowe Schola.*

MAZOWIECKI (Tadeusz). - « L'expérience du gouvernement en Pologne ». - *Esprit*, (11), nov. 1993: p. 149-162.

MICHTA (Andrew A.). - « Democratic Consolidation in Poland after 1989 » p. 66-108 in: *The Consolidation of Democracy in East-Central Europe / DAWISHA (Karen), PAROTT (Bruce), Cambridge: Cambridge University Press, 1997.*

MILLARD (Frances). - « The Shaping of the Polish Party System: 1989-1993 ». - *East European Politics and Societies*, 8 (3), automne 1994: p. 467-494.

MINK (Georges.). - « La Pologne en 1996 – le retour de la bipolarité? », *Notes et études documentaires*, (5046-47), janv. 1997.

MINK (Georges). - « La Pologne en 1997 – les héritiers de Solidarnosc de retour aux affaires », *Notes et études documentaires*, (5068-69), 1998: p. 115-128.

MURAWSKI (Witold). - « Economic Change and Civil Society in Poland ». - *Praxis International*, 10 (1-2), juil. 1990: p. 64-73.

SCHADE (Wolf). - « Das Parteiensystem in der Republik Polen ». - *Osteuropa*, 41 (10), oct. 1991: p. 953-962.

SEILER (Daniel-Louis). - « Peut-on appliquer les clivages de Rokkan à l'Europe centrale ? » p. 115- 144 in : *Partis politiques et démocratie en Europe centrale et orientale/ DE WAELE (Jean-Marie.) (Ed.) Bruxelles : Université de Bruxelles, 2002.*

SMOLAR (Aleksander). - « Pologne: la drôle de transition ». - *Politique internationale*, printemps 1995 : p. 193-205.

SMOLAR (Aleksander). - « Poland's Emerging Party System ». - *Journal of the Democracy*, 9(2), avril 1998: p. 122-133.

SZCZERBIAK (Aleks). - « Interest and Values : Polish Parties and their Electorates ». - *Europe Asia Studies*, 51 (8), 1999 : p. 1401-1432

SZCZERBIAK (Aleks) - « Testing Party Model in East-Central Europe: Local Party Organization in Post-Communist Poland ». - *Party Politics*, 5 (4), oct. 1999: p. 525-537.

SZCZERBIAK (Aleks). - « Electoral Politics in Poland: the Parliamentary Election of 1997 ». - *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, 14 (3), sept. 1998: p 58-83.

SZCZERBIAK (Aleks). - « The Impact of 1998 Local Election on the Emerging Polish Party System ». - *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, 15 (3), sept. 1999: p. 80-100.

WESOŁOWSKI (Włodimierz). - « Political Actors and Democracy: Poland 1990-1997. » - *Polish Sociological Review*, 119 (3), 1997: p. 227-249.

ZUBEK (Woytek). - « The Fragmentation of Poland's Political Party System ». - *Communist and Post-Communist Studies*, 26 (1), mars 1993: p. 47-71.

II. Culture politique / Identité partisane / Centre.

- **Ouvrages, thèses, mémoires.**

DOMANSKI (Henryk) – *Polska Klasa srednia* – Wrocław : Wydawnictwo Uniwersytetu Wrocławskiego, 2002. – 171 p. – Monografie FNP, seria humanistyczna.

RYCHARD (Andrzej.) « Scena polityczna a scena społeczna » [scène politique et scène sociale] p. 24-28 in : *Polska scena polityczna w 2004 roku. Kontynuacja czy zmiana ?* [La scène politique polonaise en 2004. Continuité ou changement ?] Institut Spraw Publicznych, Warszawa 2004.

MŁOŚĆ (Czesław). - *Histoire de la littérature Polonaise*. - Trad. de l'anglais par A.Kozimor. - Paris : Fayard, 1986. - 794p.

- **Articles, contributions.**

CHAMBERS (Marie). – « Le débat des intellectuels polonais sur eux-mêmes : la fin des intellectuels polonais ? ». – *L'autre Europe, les intellectuels à l'est : argent, pouvoir, morale*, (30-31), 1995 : p. 35-44.

FREYER (Danuta), VANLAER (Jean). - « Les clivages politiques en Pologne: une enquête menée auprès des responsables politiques. ». - *Autre Europe*, (28-29), 1994: p. 171-196.

KOCÓR (Marcin), MASŁYK (Tomasz). - « The political Beliefs of Poles and their Party Affiliations. An expression of socio-political cleavages » ? p: 32-45 in : *Between Animosity and Utility, Political Parties and Their Matrix* / KUBIAK (Hieronim), Wiatr (Jerzy J.), Warszawa: Wydawnictwo Naukowe Scholar, 2000.

HUBER (John D.), INGLEHART (Ronald). - "Expert interpretation of Party Space and Party Location in 42 Societies ". - *Party Politics*, janvier 1995, p. 84.

WESOŁOWSKI (Włodimierz). - « Theoretical Aspects of Elite Research in Post-Communist Societies » p.17-36 in : *The Second Generation of Democratic Elites in Central and Eastern Europe* / FRENTZEL-ZOGÓRSKA (Janina.), WASILEWSKI (Jacek) (Eds), Warszaw: ISP PAN, 2000.

III. Unia Wolności.

RICHARD (François). – *Modalités de construction partisane en Europe post-communiste : l'exemple des formations issues des mouvements d'opposition en Pologne et en République Tchèque depuis 1989 s/d*. G.Mink, Thèse de doctorat : Science Politique, Paris : IEP : 2004.

- **Textes et documents internes.**

- *Party programm announced at the first national congress of the Union for Freedom*. – Varsovie, 23 – 24. 04. 1994.

- *Program Unii Wolności*. – Warszawa, 16.06.1997.

- *Statut Unii Wolności*. – Warszawa, 26.04.1997, 28.02.1998, III et IV Congrès National de l'Union pour la Liberté.

- *Unijny Kodeks Wartości*. – Warszawa : 28.02 – 01.03.1998, IV Congrès National de l'Union pour la Liberté.

- *Unia Wolności, Podstawowe informacje*. 03.1999.

- KLOS (B.). - *Uwagi do programu 'Polityka Prorodzinna Państwa' (Druk Sejmowy nr 1522). Informacja nr 716*, Biuro Studiów i Ekspertyz, 2000.

- *Konferencja Programowa Unii Wolności*, Warszawa 8-9/04/2000.

- « Ekspress Wolności. Materiały dla kandydatów » in : *Partie i ich Programy. Wybory 2001*, PAN ISP: Warszawa, 2002: p. 61-68

- *Deklaracja Celów Unii Wolności*, 16/02/2002.

- *Deklaracja Programowa V Kongresu Unii Wolności*, 17/12/2000.

- *Deklaracja Programowa VI Kongresu Unii Wolności*, 16/02/2002.
- *Deklaracja Ideowa VI Kongresu Unii Wolności*, 16/02/2002
- WOYCICKA (I.), *Co ma Narodowy Plan Rozwoju do promocji partnerstwa w rodzinie*, 2004. -Texte à usage interne.
- *Program (2005)*- [Texte disponible sur le site www.uw.org.op/].

- **Politique familiale.**

WATOR (Monika). - « Les femmes et les enfants d'abord ? Les mésaventures de la politique familiale en Pologne : les crèches, laissées pour compte », *Communication pour l'atelier interdisciplinaire : « Trajectoires communes, trajectoires singulières dans l'Europe (post)-socialiste*, Berlin, juil.2004.

BALCERZAK-PARODOWSKA (Bożena). - *Rodzina i polityka rodzinna na przełomie wieków* - [La famille et la politique familiale dans les années de transformation]. - Warszawa : Ipiss, 2004. – 335 p.

Program Akcji Wyborczej Solidarność Prawicy [Programme de l'AWSP], 2001.

Uchwała III Kongresu SLD w sprawie przyszłości polskiej lewicy, III Kongres SLD. [Décision du III congrès de la SLD en ce qui concerne l'avenir de la gauche polonaise], Warszawa: 18/12/2004.

Articles de presse cités.

- Presse française (par ordre chronologique):

- SCHUMANN (Maurice). - « Justice pour la famille ! ». - *L'aube*, 6/3/1946
- ADAM (Gérard). - « La nouvelle politique familiale ». - *La Croix. Supplément Economie*, 2/12/1970.
- COURTABESSIS (Bernard). - « La majorité s'est divisée et l'opposition a voté pour ». - *La Croix*, 8/10/1971.
- « A la Bourboule : il faut rechercher un nouvel équilibre dans la cellule familiale ». - *Le Monde*, 15/07/1975.
- GISCARD D'ESTAING (Valéry). - « Les assises de l'UNAF ». - *Le Monde*, 14/6/1976.
- TAUPIN (Béatrice). - « RPR : un proposition de loi-cadre en 10 points pour la famille ». - *Le Figaro*, 26/05/1977.
- « Le RPR présente ses propositions sur la politique familiale ». - *Le Monde*, 27/05/1977.
- « Le CDS expose sa politique familiale ». - *Le Monde*, 8/07/1977.
- LABEGUERIE (Michel). - « Préserver la cellule familiale ». - *Démocratie moderne*, 30/11/1978.
- « Supplément à la lettre de la nation. La politique familiale du RRP », n°1161, 19/11/1979. -
- Interview avec Hélène Dorlhac. - *Le Figaro*, 28/7/1988. - Propos recueillis par B.Taupin
- BRIANE (Jean). - « Une politique familiale à rebours ». - *Démocratie moderne*, 1/12/1983.
- « Le CDS demande une loi-programme pour la famille ». - *Le Monde*, 7/08/1991.
- BAGUET (Pierre-Christophe). - « Le gouvernement contre les familles ». - *Le Figaro*, 26/10/1997.
- IDRAC (Anne-Marie.). - « Le choix dangereux d'une société individualiste ». - *La Croix*, 4/10/1997.
- PORTES (Thierry). - « A l'UDF, Léotard s'efface et Bayrou s'affiche ». - *Le Figaro*, 6/5/98
- CHAMBRAUD (Cécile). - « M.Bayrou et M.Madelin divergent radicalement sur l'avenir de la droite ». - *Le Monde*, 12 mai 1998.
- BAYROU (François). - « Un parti unique de toute la droite ? Peut-être ». - Propos recueillis par P.Ridet. - *Le Parisien*, 13/5/98.
- « La famille version Chirac ». - *Le Figaro*, 21/06/1998
- « Le centre selon Bayrou : faisons un rêve ». - *Figaro-Magazine*, 28/11/1998.
- « Giscard s'impose à tous par sa vision ». - Entretien avec V.Schneider. - *Libération*, 29/11/1998.
- « L'homme qui dit non à Chirac ». - *Le Nouvel Observateur*, 4/02/1999.
- « Bayrou le centriste qui en a ». - Entretien avec F.Bayrou. - *L'événement du jeudi*, 29/04/1999.
- BARROT (Jacques). - « Pour une vraie politique familiale », *La Croix*, 7/07/1999.
- ANDREANI (J. L.). - « Les Verts face au syndrome du PSU ». - *Le Monde*, mer. 16/02/2000.
- MICHNIK (Adam). - « Solidarité 20 ans après ». - *Le Monde*, 1^{er} septembre 2000 : p. 14.
- « Bayrou appelle à un débat sur l'Etat de la France ». - *La Tribune*, 20/10/2000.
- « Entretien avec F. Bayrou ». - *Le Monde*, 22/05/2001.

« La Pologne ne vote plus 'catholique' ». - *La Croix*, vendredi 21 sept. 2001 : p. 10.
 « Entretien avec G. De Robbien ». - *Le Monde*, 8/12/2001, p. 8.
 « Une enquête CSA pour 'La Croix'. Exclusif : les couleurs de la France chrétienne ». - *La Croix*, 24-25/12/2001 : p. 11-25.
 « La Pologne protège ses terres », *La Croix*, vendredi 4 janv. 2002 : p. 15.
 « François Bayrou offre des gages aux chiraquiens pour les élections de 2002 ». - *Le Monde*, 23/11/2002, p. 8.
 NOLI (M.). - « Bernard Bosson ». - *Le Point*, 17/06/2004.
 « L'UDF milite en faveur d'une politique de la famille ambitieuse ». - *Démocratie Info*, 13/12/2004, n°109, p.4-5.
 « La fracture sociale s'aggrave », entretien avec F.Bayrou, *Le Parisien*, 18/01/2005.
 JULLIARD (Jacques). - « Bayrou et la contradiction centriste ». - *Le nouvel Observateur*, 27/01/05.
 GOMETZ (M.). - « L'UDF place la famille en tête de ses priorités ». - *La Croix*, 8/03/2005.
 MEHAIGNERIE (Pierre). - « La stratégie de Bayrou est vouée à l'échec ». - Entretien avec P.Méhaignerie. - *Le Figaro*, 16/06/2005.
 LEVY (Jacques). - « Centre-ville, cœur de l'Europe ». - *Libération*, 1/06/2005 : p.E2-E3.

- **Presse allemande (par ordre chronologique) :**

„Junge Union streitet über homosexuelle Paare », *Süddeutsche Zeitung (SZ)* 18.10.99
 FALTER (Jürgen W.), ARZHEIMER (Kai). - « Rein in die neue Mitte – oder raus aus der neuen Mitte ? Die Grünen auf der Suche nach ihrem Platz an der Sonne ». - *Frankfurter allgemeine Zeitung*, 31/08/2000.
 MÜNTEFERING (Franz). - « Warum für die CDU in der Mitte kein Platz mehr ist ». - *Frankfurter Rundschau (FR)*, 5.2.2001: p.6.
 SCHÄUBLE (Wolfgang.). - « Das soll Mitte sein ». - *FR*, 9.2.2001: p. 9.
 RÜTTGERS (Jürgen). - « Neue Mitte oder Politik der Beliebigkeit », *FR*, 14.2.2001: p. 7
 MACHNIG (Matthias) - « Auf dem Weg zur Netzwerkpartei », *FR*, 15.2.2001: p. 7
 „Ich bin ja da“ - *Die Woche*, (8), 16.02.2001: p. 9. - [Entretien avec W. Schäuble]
 STRUCK (Peter). - « Auf dem Selbsterfahrungsstrip ». - *FR*, 27.2.2001: p. 6.
 « In der Mitte ist kein Platz zum Kuschneln » - Streitgespräch Schäuble/Müntefering. - *FR*, 28.2.2001: p. 7.
 MERZ (Friedrich). - « Wertgebundene Mitte », *FR*, 16.3.2001: p. 9.
 « Stoiber lenkt ein ». - *Der Tagesspiegel*, 04/04/2002.
 « Es geht um die Vereinbarkeit von Familie und Beruf », *SZ*, 16.12.2004 : p.16

- **Presse polonaise (par ordre chronologique):**

GEBETHNER (S.). - « W Polsce jak w RFN ». - *Trybuna*, 27/09/1997: p. 10.
 KURSKI (J.). - « Bezpartynosc – główny atout ». - *Gazeta Wyborcza*, 10.10.2000: p. 6.
 « Dwie tendencje w systemie ». - *Polityka*, 12.02.2002.
 ZUKOWSKI (T.). - « Czas wielkich przeciągów [Le temps des nombreux courants] », *Rzeczpospolita*, 07.05.2004.
 MAZUREK (R.), ZALEWSKI (I.). - « Dyktatura równości » [La dictature de la différence], *Wprost*, 13/06/2004 : p.58-65.
 « List Otwarty do tych którzy nie są bezradni », *Gazeta Wyborcza*, 14/02/2005.
 « Porozumienie lewicy alternatywą dla koalicji », *Gazeta Wyborcza*, 3/09/2006.

Liste des tableaux

Introduction

1.	Dimensions croisées des phénomènes politiques.	16
2.	Les divers visages du centre. .	17
3.	Les trois cas nationaux étudiés selon le degré de polarisation du système partisan. .	22

Chapitre 1

4.	La démocratie-chrétienne : d'une définition du politique particulière à une définition d'un centre démocrate-chrétien.	70
----	--	----

Chapitre 3

5.	Récapitulatif de la rhétorique centriste (1945-1978)	193
6.	Les rhétoriques centristes	195
7.	Les priorités thématiques de l'UD/UW 1991-2004	196
8.	Les ressources du centre dans la compétition politique	197
9.	Les divers visages du centre démocrate-chrétien	199

Chapitre 4

10.	Les résultats des démocrates chrétiens aux élections législatives et présidentielles (1 ^{er} tour), de 1945 à 1969 (en %)	205
11.	L'évolution du rapport de force RPR/UDF (1974-1994)	206
12.	Les résultats électoraux depuis 1949.	224
13.	Les phases de stabilisation et de rupture du système partisan allemand 1994-2002	240
14.	Tableau récapitulatif	242
15.	Les résultats des élections parlementaires, présidentielles et européennes en Pologne	255

Chapitre 5

16.	Les mesures préconisées par la CDU en matière de politique familiale (1999-2004)	307
17.	Les dynamiques d'interaction programmatique entre le SPD et la CDU	321
18.	Le fonctionnement du discours sur la famille de la CDU	322
19.	L'évolution des argumentaires de la politique familiale.	347
20.	Les articulations possibles du discours centriste démocrate-chrétien	348
21.	La classification des discours démocrates-chrétiens en France, Allemagne et Pologne depuis les années 1990	349

Chapitre 6

22.	Origines socioprofessionnelles des députés français (1997-2002)	362
23.	Répartition de la population active, des députés et des députés UDF selon les familles socioprofessionnelles (XII ^o Législature) en valeur absolue et en pourcentage.	363
24.	Origines socioprofessionnelles des députés français (2002-2007) (en %)	364
25.	Niveau d'éducation moyen des députés centristes, gaullistes, socialistes et communistes à l'Assemblée nationale française (2002-2007)	364
26.	Âge moyen et taux de féminisation des groupes politiques de la XII ^o législature (2002-2007)	365
27.	Organigramme de l'UDF : présidents et vice-présidents (2005) .	368
28.	Organigramme du SPD (2002)	382
29.	Caractéristiques de la <i>neue Mitte</i> du point de vue de la sociologie des élites	386
30.	La composition du présidium démocrate chrétien en 1998	392
31.	Résultats de l'élection de la direction au congrès de Essen (2000)	397
32.	Composition du présidium démocrate-chrétien en 2005	400
33.	Les femmes élues au <i>Bundestag</i> en 1998 et 2006 (en %).	402
34.	Etat civil des députés en 2005	403
35.	L'appartenance religieuse des députés de la XVI ^o législature (2005-)	404
36.	Répartition des députés selon leur année de naissance XIV, XV et XVI ^o législature (en %)	405
37.	Scolarité des députés de la XV ^o Législature (en %)	405
38.	Les instances dirigeantes du nouveau Parti démocratique en 2005	410
39.	Les instances dirigeantes de l'UW en 2005	416
40.	La direction du Parti Démocratique (2006)	417
41.	Les instances dirigeantes de la PO en 2006	420
42.	Tableau récapitulatif des forces centristes recensées	427

Chapitre 7

43.	Les quatre formes de vote UDF	440
44.	Les différences de suffrages entre les jeunes et le reste des électeurs	452
45.	Résultats électoraux de l'UW en 1997 et de la PO en 2001 selon le sexe, l'âge ; la résidence, le niveau de diplôme et l'occupation professionnelle (en %)	459
46.	Résultats de l'UW et de la PO selon l'âge, la résidence et le niveau de diplôme à l'élection européenne de 2004 (en %)	461

Chapitre 8

47.	Les types d'engagement politique	527
48.	Les expressions de l'imaginaire centriste	532
49.	Les dimensions de l'identité centriste	533

Conclusion

50.	Typologie des identifications centristes selon l'offre et la demande politiques.	557
51.	Les modèles de régulation centriste du champ politique.	560

Liste des schémas (S.) et graphiques (G.).

Chapitre 1

- | | | |
|-------|--|----|
| S. 1. | La matrice du centre | 40 |
| S. 2. | L'articulation entre consensus, majorité et compromis. | 68 |

Chapitre 4

- | | | |
|-------|--|-----|
| G. 1. | Résultats électoraux de la droite gaulliste et non gaulliste 1988-2004 | 213 |
| G. 2. | Résultats trois fois lissés de la CDU/CSU (1953-2004) | 224 |
| G. 3. | Résultats lissés de la droite 1991-2004 | 256 |
| G. 4. | Résultats lissés de la gauche 1991-2004 | 257 |
| G. 5. | Résultats lissés du centre 1991-2004 | 258 |

Chapitre 5

- | | | |
|------|---|-----|
| S. 3 | Le principe de responsabilité dans la vision démocrate-chrétienne Allemande | 325 |
|------|---|-----|

Chapitre 6

- | | | |
|------|-------------------------------|-----|
| S. 4 | Centre réel et centre virtuel | 389 |
|------|-------------------------------|-----|

Conclusion

- | | | |
|------|--|-----|
| S. 5 | Les dynamiques actuelles de la compétition politique | 568 |
| S. 6 | Le modèle coalitionnaire | 569 |

Annexes

- | | | |
|-----|--|-----|
| S.7 | Récapitulatif du processus d'institutionnalisation de l'UD, UW et PD : 1991-2005 | 580 |
|-----|--|-----|

§4	Les nouveaux centres.	175
1.	<i>L'UDF de 1999 à 2005.</i>	175
2.	<i>G. Schröder et la « neue Mitte ».</i>	181
3.	<i>Pologne : l'échec d'un centrisme néo-libéral et conservateur?</i>	187
§5	Les éléments constitutifs de la marque centriste. □	192
1.	<i>Bilan : l'héritage du centre.</i>	192
2.	<i>Élément de comparaison : modernité et centre, la dépolitisation ou la neutralisation des conflits.</i>	198
3.	<i>Evolution des rhétoriques : la conversion au libéralisme.</i>	200
4.	<i>Le nouveau centre ?</i>	202
Chapitre IV. Les évolutions électorales du centre, l'émergence d'un nouveau clivage politique ?		203
§1	France : 2001, le renouveau du centre ?.....	203
1.	<i>Evolution des rapports de force électoraux.</i>	205
2.	<i>Essai d'explication.</i>	214
3.	<i>Bilan intermédiaire: polarisation et consensus, la nouvelle place du centre.</i>	219
§2	Allemagne : Les années 2000.	223
1.	<i>Rappel des évolutions électorales de la démocratie chrétienne depuis 1945.</i>	224
2.	<i>L'élection législative de 1998 : rupture, alignement ou exception ?</i>	225
3.	<i>Les clivages régionaux : nouvel enjeu de réalignement ?</i>	232
4.	<i>Les élections de 2005 : « Grande coalition » et convergence au centre ?</i>	236
5.	<i>Bilan.</i>	239
§3	Pologne : 2001, l'éclatement du centre ?.....	243
1.	<i>Remarques préliminaires sur le système partisan polonais : les clivages partisans.</i>	245
2.	<i>Le clivage régional de 1990 à 1998.</i>	250
3.	<i>Un nouvel ordre électoral : les élections de 2001 ?</i>	254
4.	<i>Bilan.</i>	264
§4	France, Allemagne, Pologne : hypothèses sur la période 1995-2005.	266

§3	La Pologne. □ □ ..	410
1.	<i>De l'UW au Parti démocratique : l'héritage de la dissidence.</i>	411
2.	<i>Le parti démocratique en 2006 : professionnalisation ou dissidence ?</i>	416
2	<i>La PO contre le PD : les techniciens contre les intellectuels?</i>	421
3	<i>Synthèse.</i>	423
§4	Reprise synthétique.	425
1.	<i>La localisation des centres en France, Allemagne et Pologne.</i>	425
2.	<i>Esquisse d'une typologie des centres.</i>	427
Titre III : Le centre, comme demande politique.		430
Chapitre VII. L'électorat centriste : données sociologiques.		431
§1.	La France.	432
1.	<i>Sociologie des électeurs de l'UDF.</i>	432
2.	<i>Géographie électorale : quatre types de vote à l'UDF.</i>	434
3.	<i>Les valeurs de l'électorat UDF : centre ou droite ?</i>	440
4.	<i>Bilan : où est le centre ?</i> □ ..	442
§2	L'Allemagne.	443
1.	<i>Les lignes de clivages en 1998.</i>	443
2.	<i>La volatilité des nouveaux électeurs du SPD : les électeurs mobiles ou l'influence du court terme.</i>	445
3.	<i>Les changements en 2002 : les électors traditionnels – les travailleurs et les catholiques.</i>	448
4.	<i>Les nouveaux électeurs : les femmes et les jeunes.</i>	449
5.	<i>Les nouveaux militants de la CDU.</i>	453
6.	<i>Bilan.</i>	456
§3.	La Pologne.	457
1.	<i>L'électorat centriste.</i>	457
2.	<i>Les élections parlementaires de l'automne 2005 : le retour de la droite et la mort du centre ?</i>	464
§4	Bilan : l'électorat centriste existe-t-il ?	467
Chapitre VIII. L'identification au centre : l' « ailleurs » en politique.		470
	<i>Remarques préliminaires sur les données d'enquête.</i>	470
§1	La France. □ □ ..	475
1.	<i>Le fonctionnement identitaire à l'UDF.</i>	475
2.	<i>Bilan : quelle identité centriste ?</i>	494

§2	L'Allemagne.	498
1.	<i>Le découpage identitaire au sein du SPD : les modérés sont-ils centristes ?</i>	499
2.	<i>Les lieux de convivialité et le cercle étroit de militance : les coulisses du pouvoir.</i>	504
3.	<i>La relecture de l'engagement : le moment de l'encartage.</i>	506
4.	<i>Bilan : la neue Mitte n'est pas une identification au centre.</i>	510
§3	La Pologne.	512
1.	<i>La Plate-forme civique (PO) : civilisation contre barbarie, les tenants d'une identification populaire.</i>	513
2.	<i>L'Union pour la liberté (UW) : le centre comme culture.</i>	517
3.	<i>L'alliance démocratique libérale (SLD).</i>	524
4.	<i>Bilan sur l'identité partisane : où est le centre ?</i>	527
§4	Reprise synthétique : identification partisane et centre.	529
1.	<i>Les formes socio-affectives de l'engagement.</i>	529
2.	<i>Mécanismes d'identification au centre.</i>	529
	<u>Synthèse</u> □	536
	Conclusion	543
I.	Sur les justifications théoriques de notre recherche.	544
II.	Sur les résultats de la recherche : la clarification des centres comme offre politique.	548
III.	Essai de détermination des conditions d'existence du centre : la compréhension des évolutions partisans actuelles.	558
IV.	L'apport méthodologique : l'éclairage de l'identité partisane comme approche des partis politiques.	563
V.	Les contradictions de la régulation politique actuelle.	565
VI.	Post-scriptum à l'analyse du centre : perspectives actuelles.	566
	Annexes	570
1.	Les principales forces politiques allemandes et polonaises.....	571
2.	Repères chronologiques.....	573
3.	La force relative des partis politiques.....	584
4.	Les entretiens.....	585
	bibliographie	623
	Articles de presse cités	645
	Liste des tableaux	647
	Liste des schémas et graphiques	649

RESUME en français

Le renouveau des centres dans les années 1990 sur le modèle du *new Labour* relance le débat sur le contenu du centrisme. Il semble admis que le centre en tant qu'offre politique articulée sur les dimensions sociologique, idéologique et politique, n'existe pas. L'étude des centres démocrates-chrétiens en France, en Allemagne et en Pologne souligne la nécessité de décomposer ces éléments. Leur mise en relation met en évidence différents types d'identification politique qui définissent un mode spécifique d'appréhension de l'espace politique fondé sur le refus de la partition. Les formes observées s'expliquent par deux variables : l'une renvoie à la polarisation des systèmes politiques et l'autre a trait à la filiation idéologique de la famille politique considérée. L'émergence des « nouveaux » centres semble liée à la diffusion d'une vision politique non-conflictuelle à une famille politique jusqu'ici attachée au principe de la lutte des classes : la social-démocratie.

TITRE en anglais

Interpretation of the contemporary centrist phenomenons. France, Germany, Poland Comparative Analysis.

RESUME en anglais

The renewal of the centre parties in the 1990's on the New Labor model regenerated the debate on the content of the centrism. The fact that the centre doesn't exist as a political offer held on sociologic, ideological and politic dimensions seems to be acknowledged. The study of the democrat-christian parties in Germany, France and Poland stresses the need to disunite these elements. To link one to each other highlights various types of political identification which define a specific understanding of the political scene based on the refusal of the partition. The observed forms can be explained by two variables: one refers to the polarization of the political systems; the second one to the ideological affiliation of the considered political party. The development of the "new" centre parties seems to be linked to the diffusion of a non-conflicted political view to a political party which was until now concerned by the class struggle: the social-democracy.

DISCIPLINE – SPECIALITE DOCTORALE

Science Politique

MOTS-CLES

Identité collective, centre, démocratie-chrétienne, clivages sociaux, systèmes politiques comparés, mobilisation collective, offre politique, militantisme, partis politiques, système partisan français, système partisan allemand, système partisan polonais.

INTITULE ET ADRESSE DE L'U.F.R OU DU LABORATOIRE.

Institut d'Etudes Européennes : Université Paris 8, 2, rue de la Liberté, F- 93526 Saint-Denis Cedex 02.

Europa-Studies, Europa-Universität Viadrina, Große Scharnstr. 59, D-15230 Frankfurt (Oder).